

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114705494>



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 149

**An Act to amend the
Health Protection and Promotion Act
and the Smoke-Free Ontario Act
to improve the health of Ontarians**

Ms F. Gélinas

Private Member's Bill

1st Reading December 5, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 149

**Loi modifiant la
Loi sur la protection et la promotion
de la santé et la Loi favorisant
un Ontario sans fumée
en vue d'améliorer la santé
des Ontariens et des Ontariennes**

M^{me} F. Gélinas

Projet de loi de député

1^{re} lecture 5 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Health Protection and Promotion Act* and the *Smoke-Free Ontario Act*. The major elements of the Bill are described below.

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT

The Bill amends the *Health Protection and Promotion Act* to require all persons who own or operate a food service premise that is part of a chain of food service premises with a minimum of five locations in Ontario and a gross annual revenue of over \$5 million to do the following:

1. Display the number of calories contained in the food and drink items that are sold or served for immediate consumption or in a form that is for immediate consumption either on the premise or elsewhere, at the food service premise.
2. Make available brochures that provide nutritional information for the food and drink items sold or served for immediate consumption or in a form that is for immediate consumption either on the premise or elsewhere, at the food service premise.
3. Indicate high and very high sodium content of food and drink items sold or served for immediate consumption or in a form that is for immediate consumption either on the premise or elsewhere, at the food service premise.

The amendment makes it an offence to contravene these requirements and imposes fines for a first, second and subsequent offence.

SMOKE-FREE ONTARIO ACT

The Bill amends the *Smoke-Free Ontario Act* with respect to flavoured tobacco products, new tobacco products and smokeless tobacco products. Subsection 6.1 (1) of the Act currently provides that no person shall sell or distribute a flavoured cigarillo unless the cigarillo is prescribed by the regulations. This subsection is amended to provide that only menthol flavoured cigarillos are exempt from the prohibition.

Subsection 6.1 (2) of the Act currently provides that if a flavoured tobacco product is prescribed by the regulations, no person shall sell or distribute the product. This provision is re-enacted to provide that no person shall sell or distribute flavoured tobacco products other than menthol flavoured tobacco products.

Sections 6.2 and 6.3 of the Act are added to prohibit the sale and distribution of new tobacco products and smokeless tobacco products. Section 15 of the Act is amended to provide that it is an offence to contravene sections 6.2 and 6.3. The amended provisions permit maximum fines up to \$50,000 for an individual and up to \$300,000 for a corporation if the individual or corporation sells new tobacco products or smokeless tobacco products in contravention of the Act.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur la protection et la promotion de la santé* et la *Loi favorisant un Ontario sans fumée*. Les principaux éléments du projet de loi sont indiqués ci-dessous.

LOI SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

Le projet de loi modifie la *Loi sur la protection et la promotion de la santé* pour obliger les personnes qui sont propriétaires ou exploitants d'un lieu de restauration qui fait partie d'une chaîne de lieux de restauration comptant au moins cinq emplacements en Ontario et dont le chiffre d'affaires annuel brut dépasse 5 millions de dollars à faire ce qui suit :

1. Afficher au lieu de restauration le nombre de calories que contiennent les aliments et les boissons qui sont vendus ou servis pour la consommation immédiate ou sous une forme destinée à la consommation immédiate sur place ou ailleurs.
2. Rendre accessibles au lieu de restauration des brochures indiquant l'information nutritionnelle relative aux aliments et aux boissons qui sont vendus ou servis pour la consommation immédiate ou sous une forme destinée à la consommation immédiate sur place ou ailleurs.
3. Indiquer au lieu de restauration la teneur élevée et très élevée en sodium des aliments et des boissons qui sont vendus ou servis pour la consommation immédiate ou sous une forme destinée à la consommation immédiate sur place ou ailleurs.

La modification apportée à la Loi érige en infraction le non-respect de ces exigences et impose des amendes pour une première et une deuxième infraction ainsi que pour toute infraction subséquente.

LOI FAVORISANT UN ONTARIO SANS FUMÉE

Le projet de loi modifie la *Loi favorisant un Ontario sans fumée* en ce qui concerne les produits du tabac aromatisés, les nouveaux produits du tabac et les produits du tabac sans fumée. Le paragraphe 6.1 (1) de la Loi prévoit actuellement que nul ne doit vendre ni distribuer des cigarillos aromatisés à moins qu'ils n'aient été prescrits par les règlements. Ce paragraphe est modifié pour prévoir que seuls les cigarillos aromatisés au menthol sont soustraits à l'interdiction.

Le paragraphe 6.1 (2) de la Loi prévoit actuellement que si un produit du tabac aromatisé est prescrit par les règlements, nul ne doit le vendre ni le distribuer. Cette disposition est rééditée pour prévoir que nul ne doit vendre ni distribuer des produits du tabac aromatisés autres que des produits du tabac aromatisés au menthol.

Le projet de loi ajoute les articles 6.2 et 6.3 à la Loi pour interdire la vente et la distribution de nouveaux produits du tabac et de produits du tabac sans fumée. L'article 15 de la Loi est modifié pour prévoir que le fait de contrevenir aux articles 6.2 et 6.3 constitue une infraction. Les dispositions modifiées permettent l'imposition d'amendes maximales allant jusqu'à 50 000 \$ pour un particulier et jusqu'à 300 000 \$ pour une personne morale s'ils vendent des nouveaux produits du tabac ou des produits du tabac sans fumée en contravention à la Loi.

**An Act to amend the
Health Protection and Promotion Act
and the Smoke-Free Ontario Act
to improve the health of Ontarians**

**Loi modifiant la
Loi sur la protection et la promotion
de la santé et la Loi favorisant
un Ontario sans fumée
en vue d'améliorer la santé
des Ontariens et des Ontariennes**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT

1. (1) The *Health Protection and Promotion Act* is amended by adding the following section:

Food service premise

16.1 (1) In this section,

“food service premise” means any food premise where food or drink items are sold or served for immediate consumption or in a form that is for immediate consumption either on the premise or elsewhere.

Application

(2) This section applies to all persons who own or operate a food service premise that is part of a chain of food service premises that has a minimum of five locations in Ontario and a gross annual revenue of over \$5 million.

Same

(3) For the purposes of subsection (2), a person who owns or operates a food service premise includes a franchisor and a person who owns or operates the premise indirectly through a subsidiary.

Number of calories to be displayed

(4) A person to whom this section applies shall display the number of calories per serving of all food and drink items, including all varieties, flavours and sizes of such items that are sold or served for immediate consumption or in a form that is for immediate consumption on the premise or elsewhere, at the food service premise that the person owns or operates.

Serving size

(5) For the purposes of subsection (4), a serving is the amount that is sold or served at the food service premise as one meal or serving.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**LOI SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION
DE LA SANTÉ**

1. (1) La *Loi sur la protection et la promotion de la santé* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Lieu de restauration

16.1 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«lieu de restauration» Tout dépôt d'aliments où sont vendus ou servis des aliments ou des boissons pour la consommation immédiate ou sous une forme destinée à la consommation immédiate sur place ou ailleurs.

Champ d'application

(2) Le présent article s'applique à quiconque est propriétaire ou exploitant d'un lieu de restauration qui fait partie d'une chaîne de lieux de restauration comptant au moins cinq emplacements en Ontario et dont le chiffre d'affaires annuel brut dépasse 5 millions de dollars.

Idem

(3) Pour l'application du paragraphe (2), un franchisseur est également considéré comme étant propriétaire ou exploitant d'un lieu de restauration, de même qu'une personne qui en est propriétaire ou qui l'exploite de façon indirecte par l'entremise d'une filiale.

Affichage du nombre de calories

(4) Toute personne à laquelle s'applique le présent article affiche au lieu de restauration dont elle est propriétaire ou exploitant le nombre de calories par portion que contiennent tous les aliments et toutes les boissons, quelle qu'en soit la variété, l'arôme ou la taille, qui sont vendus ou servis pour la consommation immédiate ou sous une forme destinée à la consommation immédiate sur place ou ailleurs.

Portion

(5) Pour l'application du paragraphe (4), constitue une portion la quantité vendue ou servie au lieu de restauration comme un seul repas ou une seule portion.

Rules about display

(6) The number of calories of an item shall be displayed,

- (a) on the same menu, display board or buffet cart on which food and drink items are listed at the premise; or
- (b) on a label or tag attached to the individual item.

Same

(7) If the number of calories of an item is displayed on a menu, display board or buffet cart, it shall be displayed adjacent to the price of the item and in the same typeface and font size that is used for the price.

Exception

(8) If the number of calories does not differ by more than 5 per cent among the varieties or flavours of a food or drink item that is sold or served at a food service premise, the average number of calories of the varieties or flavours of the item may be displayed for the whole group of varieties or flavours rather than for each one separately.

Nutritional information brochure

(9) A person to whom this section applies shall, in accordance with the regulations, make available at the food service premise that the person owns or operates brochures that provide nutritional information for all food and drink items, including all varieties, flavours and sizes of such items that are sold or served for immediate consumption or in a form that is for immediate consumption on the premise or elsewhere, at the food service premise that the person owns or operates.

High sodium content

(10) A person to whom this section applies shall, in accordance with subsection (11) and the regulations, indicate high and very high sodium content of food and drink items sold or served for immediate consumption or in a form that is for immediate consumption on the premise or elsewhere, at the food service premise that the person owns or operates.

Same

(11) The high or very high sodium content of an item shall be indicated,

- (a) on the same menu, display board or buffet cart on which food and drink items are listed at the premise; or
- (b) on a label or tag attached to the individual item.

(2) Subsection 96 (3) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (f) prescribing the form of a brochure and the information that the brochure must contain for the purposes of subsection 16.1 (9);

Règles concernant l'affichage

(6) Le nombre de calories d'un aliment ou d'une boisson est affiché :

- a) soit sur le même menu, tableau d'affichage ou chariot-buffet que celui où figure la liste des aliments et des boissons au lieu de restauration;
- b) soit sur une étiquette ou une vignette jointe à chaque aliment ou boisson.

Idem

(7) Le nombre de calories d'un aliment ou d'une boisson qui est affiché sur un menu, un tableau d'affichage ou un chariot-buffet l'est à côté du prix de l'aliment ou de la boisson, au moyen de la même police et de la même taille de caractère que celles utilisées pour le prix.

Exception

(8) Si le nombre de calories ne diffère pas de plus de 5 % entre les variétés ou les arômes d'un aliment ou d'une boisson vendu ou servi au lieu de restauration, le nombre moyen de calories de ces variétés et arômes peut être affiché pour le groupe entier de variétés ou d'arômes plutôt que séparément pour chacun d'entre eux.

Brochure d'information nutritionnelle

(9) Toute personne à laquelle s'applique le présent article rend accessibles au lieu de restauration dont elle est propriétaire ou exploitant, conformément aux règlements, des brochures indiquant l'information nutritionnelle relative à tous les aliments et à toutes les boissons, quelle qu'en soit la variété, l'arôme ou la taille, qui sont vendus ou servis pour la consommation immédiate ou sous une forme destinée à la consommation immédiate sur place ou ailleurs au lieu de restauration dont elle est propriétaire ou exploitant.

Teneur élevée en sodium

(10) Toute personne à laquelle s'applique le présent article indique au lieu de restauration dont elle est propriétaire ou exploitant, conformément au paragraphe (11) et aux règlements, la teneur élevée et très élevée en sodium des aliments et des boissons qui sont vendus ou servis pour la consommation immédiate ou sous une forme destinée à la consommation immédiate sur place ou ailleurs.

Idem

(11) La teneur élevée ou très élevée en sodium d'un aliment ou d'une boisson est affichée :

- a) soit sur le même menu, tableau d'affichage ou chariot-buffet que celui où figure la liste des aliments et des boissons au lieu de restauration;
- b) soit sur une étiquette ou une vignette jointe à chaque aliment ou boisson.

(2) Le paragraphe 96 (3) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- f) prescrire la forme d'une brochure et les éléments d'information qu'elle doit contenir pour l'application du paragraphe 16.1 (9);

(f.1) prescribing the method for determining high and very high sodium content of food and drink and the manner in which that content is to be indicated for the purposes of subsections 16.1 (10) and (11);

(3) Subsection 100 (3) of the Act is amended by adding “16.1” after “16”.

(4) Section 101 of the Act is amended by adding the following subsection:

Offence under s. 16.1

(1.1) Despite subsection (1), every person who is guilty of an offence under section 16.1 is liable on conviction to,

- (a) for a first offence, a fine of not more than \$500 for every day or part of a day on which the offence occurs or continues; and
- (b) for a second or subsequent offence, a fine of not more than \$5,000 for every day or part of a day on which the offence occurs or continues.

SMOKE-FREE ONTARIO ACT

2. (1) Subsection 1 (1) of the *Smoke-Free Ontario Act* is amended by adding the following definitions:

“new tobacco product” means a tobacco product that has never been lawfully sold or distributed in Ontario, but does not include a new brand of a tobacco product; (“nouveau produit du tabac”)

“smokeless tobacco product” means a tobacco product that is inhaled or chewed, including snuff. (“produit du tabac sans fumée”)

(2) Subsection 6.1 (1) of the Act is amended by striking out “unless the flavoured cigarillo has been prescribed” at the end and substituting “unless the flavoured cigarillo is mentioned in subsection (3)”.

(3) Subsection 6.1 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Flavoured tobacco products

(2) No person shall sell or offer to sell a flavoured tobacco product at retail or for subsequent sale at retail or distribute or offer to distribute it for that purpose, unless the flavoured tobacco product is mentioned in subsection (3).

(4) Section 6.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exemption

(3) Menthol flavoured cigarillos or tobacco products that contain only the following flavouring agents are not subject to the prohibitions imposed by subsections (1) and (2):

1. Menthol (CAS 89-78-1).
2. *l*-menthol (CAS 2216-51-5).

f.1) prescrire la façon de déterminer la teneur élevée et très élevée en sodium des aliments et des boissons et la manière dont elle doit être indiquée pour l'application des paragraphes 16.1 (10) et (11);

(3) Le paragraphe 100 (3) de la Loi est modifié par insertion de «16.1,» après «16,».

(4) L'article 101 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Infraction à l'art. 16.1

(1.1) Malgré le paragraphe (1), quiconque est coupable d'une infraction à l'article 16.1 est passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) pour une première infraction, d'une amende d'au plus 500 \$ pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle se commet ou se poursuit l'infraction;
- b) pour une deuxième infraction ou toute infraction subséquente, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle se commet ou se poursuit l'infraction.

LOI FAVORISANT UN ONTARIO SANS FUMÉE

2. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi favorisant un Ontario sans fumée* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«nouveau produit du tabac» S'entend d'un produit du tabac qui n'a jamais été légalement vendu ou distribué en Ontario. Est toutefois exclue de la présente définition une nouvelle marque de produit du tabac. («new tobacco product»)

«produit du tabac sans fumée» S'entend d'un produit du tabac qui peut être inhalé, chiqué ou prisé. («smokeless tobacco product»)

(2) Le paragraphe 6.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «à moins qu'ils n'aient été prescrits» par «à moins qu'ils ne soient visés au paragraphe (3)».

(3) Le paragraphe 6.1 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Produits du tabac aromatisés

(2) Nul ne doit vendre ni mettre en vente des produits du tabac aromatisés au détail ou en vue d'une vente au détail subséquente, ni en distribuer ou offrir d'en distribuer à cette fin, à moins qu'ils ne soient visés au paragraphe (3).

(4) L'article 6.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exemption

(3) Les cigarillos ou produits du tabac aromatisés au menthol sont soustraits aux interdictions imposées par les paragraphes (1) et (2) s'ils contiennent uniquement les agents aromatisants suivants :

1. Menthol (CAS 89-78-1).
2. *l*-menthol (CAS 2216-51-5).

3. *l*-menthone (CAS 14073-97-3).

(5) The Act is amended by adding the following section:

NEW TOBACCO PRODUCTS

Prohibition

6.2 No person shall sell or offer to sell a new tobacco product at retail or for subsequent sale at retail or distribute or offer to distribute it for that purpose.

(6) The Act is amended by adding the following section:

SMOKELESS TOBACCO PRODUCTS

Prohibition

6.3 Despite any other provision of this Act, no person shall sell or offer to sell a smokeless tobacco product at retail or for subsequent sale at retail or distribute or offer to distribute it for that purpose.

(7) Subsection 15 (1) of the Act is amended by striking out “section 5, 6.1 or 9” and substituting “section 5, 6.1, 6.2 or 9”.

(8) Subsection 15 (1) of the Act, as amended by subsection (7), is amended by striking out “section 5, 6.1, 6.2 or 9” and substituting “section 5, 6.1, 6.2, 6.3 or 9”.

(9) The Table to section 15 of the Act is amended by striking out,

5, 6.1	0	2,000	100,000
	1	5,000	300,000
	2	10,000	300,000
	3 or more	50,000	300,000

and substituting the following:

5, 6.1, 6.2	0	2,000	100,000
	1	5,000	300,000
	2	10,000	300,000
	3 or more	50,000	300,000

(10) The Table to section 15 of the Act, as amended by subsection (9), is amended by striking out,

5, 6.1, 6.2	0	2,000	100,000
	1	5,000	300,000
	2	10,000	300,000
	3 or more	50,000	300,000

and substituting the following:

5, 6.1, 6.2, 6.3	0	2,000	100,000
	1	5,000	300,000
	2	10,000	300,000
	3 or more	50,000	300,000

(11) Clause 19 (1) (d.1) of the Act is repealed.

3. *l*-menthone (CAS 14073-97-3).

(5) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

NOUVEAUX PRODUITS DU TABAC

Interdiction

6.2 Nul ne doit vendre ni mettre en vente un nouveau produit du tabac au détail ou en vue d'une vente au détail subséquente, ni en distribuer ou offrir d'en distribuer à cette fin.

(6) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

PRODUITS DU TABAC SANS FUMÉE

Interdiction

6.3 Malgré toute autre disposition de la présente loi, nul ne doit vendre ni mettre en vente un produit du tabac sans fumée au détail ou en vue d'une vente au détail subséquente, ni en distribuer ou offrir d'en distribuer à cette fin.

(7) Le paragraphe 15 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 5, 6.1 ou 9» par «l'article 5, 6.1, 6.2 ou 9».

(8) Le paragraphe 15 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe (7), est modifié par remplacement de «l'article 5, 6.1, 6.2 ou 9» par «l'article 5, 6.1, 6.2, 6.3 ou 9».

(9) Le tableau de l'article 15 de la Loi est modifié par remplacement de :

5, 6.1	0	2 000	100 000
	1	5 000	300 000
	2	10 000	300 000
	3 ou plus	50 000	300 000

par :

5, 6.1, 6.2	0	2 000	100 000
	1	5 000	300 000
	2	10 000	300 000
	3 ou plus	50 000	300 000

(10) Le tableau de l'article 15 de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe (9), est modifié par remplacement de :

5, 6.1, 6.2	0	2 000	100 000
	1	5 000	300 000
	2	10 000	300 000
	3 ou plus	50 000	300 000

par :

5, 6.1, 6.2, 6.3	0	2 000	100 000
	1	5 000	300 000
	2	10 000	300 000
	3 ou plus	50 000	300 000

(11) L'alinéa 19 (1) d.1) de la Loi est abrogé.

(12) Clause 19 (1) (d.2) of the Act is repealed.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

3. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Section 1 comes into force eight months after the day this Act receives Royal Assent.

Same

(3) Subsections 2 (3) and (12) come into force one year after the day this Act receives Royal Assent.

Same

(4) Subsections 2 (6), (8) and (10) come into force five years after the day this Act receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *Health Statute Law Amendment Act (Healthy Decisions Made Easy), 2013*.

(12) L'alinéa 19 (1) d.2) de la Loi est abrogé.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

3. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) L'article 1 entre en vigueur huit mois après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Les paragraphes 2 (3) et (12) entrent en vigueur un an après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(4) Les paragraphes 2 (6), (8) et (10) entrent en vigueur cinq ans après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant des lois relatives à la santé (décisions santé simplifiées)*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 150

Projet de loi 150

**An Act to amend
various statutes with respect to
liquor licensing**

**Loi modifiant diverses lois
en ce qui concerne
les permis d'alcool**

Mr. R. Marchese

M. R. Marchese



Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading December 9, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 9 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *City of Toronto Act, 2006*, the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the *Liquor Licence Act* and the *Municipal Act, 2001*.

The *City of Toronto Act, 2006* is amended by adding a new section 92.1, which allows the City to pass by-laws limiting the number of licences granted to liquor licensed establishments or classes thereof. Section 97 of the Act is amended to allow the City to pass by-laws requiring liquor licensed establishments or classes thereof to be closed to the public at any time.

Section 5.1 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* is amended by adding a new subsection (4.1), which states that, in the absence of evidence to the contrary, in a hearing that the Tribunal holds under the *Liquor Licence Act*, the Tribunal must consider a resolution of the council of the municipality as proof of the needs and wishes of the residents of the municipality.

Section 6 of the *Liquor Licence Act* is amended by adding a new subsection (3.1) and section 8.1 is amended by adding a new subsection (1.1). The new subsections require that, in the absence of evidence to the contrary, the Registrar and the Board must consider a resolution of the council of the municipality as proof of the needs and wishes of the residents of the municipality. Section 17 of the Act is amended by adding a new subsection (1.1), which requires the Registrar to give notice of an application for the transfer of a licence to sell liquor to the municipality in which the premises are located.

Section 148 of the *Municipal Act, 2001* is amended to allow a municipality to pass by-laws requiring liquor licensed establishments or classes thereof to be closed to the public at any time. The Act is amended by adding a new section 154.1, which allows a municipality to pass by-laws limiting the number of licences granted to liquor licensed establishments or classes thereof.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, la *Loi sur les permis d'alcool* et la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

La *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* est modifiée par adjonction du nouvel article 92.1, qui autorise la cité à adopter des règlements municipaux restreignant le nombre de permis accordés aux établissements pourvus d'un permis d'alcool ou à des catégories d'établissements de ce genre. L'article 97 de la Loi est modifié afin d'autoriser la cité à adopter des règlements municipaux imposant la fermeture au public des établissements pourvus d'un permis d'alcool ou des catégories d'établissements de ce genre n'importe quand.

L'article 5.1 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* est modifié par adjonction du nouveau paragraphe (4.1), qui prévoit qu'en l'absence de preuve contraire, lors d'une audience qu'il tient en application de la *Loi sur les permis d'alcool*, le Tribunal doit considérer une résolution du conseil de la municipalité comme preuve des besoins et des désirs des résidents de la municipalité.

L'article 6 de la *Loi sur les permis d'alcool* est modifié par adjonction du nouveau paragraphe (3.1), et l'article 8.1 est modifié par adjonction du nouveau paragraphe (1.1). Ces nouveaux paragraphes exigent qu'en l'absence de preuve contraire le registraire et le conseil doivent considérer une résolution du conseil de la municipalité comme preuve des besoins et des désirs des résidents de la municipalité. L'article 17 de la Loi est modifié par adjonction du nouveau paragraphe (1.1), qui exige que le registraire donne avis d'une demande de cession de permis de vente d'alcool à la municipalité où le local est situé.

L'article 148 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* est modifié afin d'autoriser une municipalité à adopter des règlements imposant la fermeture au public des établissements pourvus d'un permis d'alcool ou de catégories d'établissements de ce genre n'importe quand. La Loi est modifiée par adjonction du nouvel article 154.1, qui autorise une municipalité à adopter des règlements restreignant le nombre de permis accordés aux établissements pourvus d'un permis d'alcool ou à des catégories d'établissements de ce genre.

An Act to amend
various statutes with respect to
liquor licensing

Loi modifiant diverses lois
en ce qui concerne
les permis d'alcool

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

CITY OF TORONTO ACT, 2006

1. The *City of Toronto Act, 2006* is amended by adding the following section:

Restrictions re liquor licensed establishments

92.1 (1) Without limiting sections 7 and 8, a by-law under those sections with respect to liquor licensed establishments may, despite section 90, limit the number of licences granted to liquor licensed establishments in a defined area of the City.

Classes of liquor licensed establishments

(2) A by-law described in subsection (1) may establish different classes of liquor licensed establishments.

Definition

(3) In this section,
“liquor licensed establishment” means a premises in respect of which a licence to sell liquor under section 6 of the *Liquor Licence Act* is issued.

2. (1) Section 97 of the Act is amended by adding the following subsection:

Classes of liquor licensed establishments

(2.1) A by-law passed by the City for a purpose described in subsection (1) may establish different classes of liquor licensed establishments for the purpose of requiring a class of those establishments to be closed to the public at any time.

(2) Subsection 97 (3) of the Act is amended by adding “and” at the end of clause (a) and by repealing clause (a.1).

(3) Section 97 of the Act is amended by adding the following subsection:

Definition

(4) In this section,
“liquor licensed establishment” means a premises in respect of which a licence to sell liquor under section 6 of the *Liquor Licence Act* is issued.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario,  dicte :

LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO

1. La *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Restrictions :  tablissements pourvus d’un permis d’alcool

92.1 (1) Sans préjudice de la portée générale des articles 7 et 8, le règlement municipal adopté en vertu de ces articles à l’égard des établissements pourvus d’un permis d’alcool peut, malgré l’article 90, restreindre le nombre de permis accordés aux établissements de ce genre dans un secteur défini de la cité.

Catégories d’établissements pourvus d’un permis d’alcool

(2) Le règlement municipal visé au paragraphe (1) peut créer différentes catégories d’établissements pourvus d’un permis d’alcool.

Définition

(3) La définition qui suit s’applique au présent article.
« tablissement pourvu d’un permis d’alcool» S’entend d’un local   l’égard duquel un permis de vente d’alcool est délivré en vertu de l’article 6 de la *Loi sur les permis d’alcool*.

2. (1) L’article 97 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Catégories d’établissements pourvus d’un permis d’alcool

(2.1) Un règlement qu’adopte la cité à une fin visée au paragraphe (1) peut créer différentes catégories d’établissements pourvus d’un permis d’alcool afin d’imposer la fermeture au public d’une catégorie d’établissements de ce genre n’importe quand.

(2) Le paragraphe 97 (3) de la Loi est modifié par abrogation de l’alinéa a.1).

(3) L’article 97 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Définition

(4) La définition qui suit s’applique au présent article.
« tablissement pourvu d’un permis d’alcool» S’entend d’un local   l’égard duquel un permis de vente d’alcool est délivré en vertu de l’article 6 de la *Loi sur les permis d’alcool*.

LICENCE APPEAL TRIBUNAL ACT, 1999

3. Section 5.1 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* is amended by adding the following subsection:

Public interest

(4.1) In the absence of evidence to the contrary, in a hearing that the Tribunal holds under the *Liquor Licence Act*, the Tribunal shall consider a resolution of the council of the municipality, in which are located the premises for which a person makes an application to sell liquor or holds a licence to sell liquor, as proof of the needs and wishes of the residents of the municipality.

LIQUOR LICENCE ACT

4. Section 6 of the *Liquor Licence Act* is amended by adding the following subsection:

Public interest

(3.1) In the absence of evidence to the contrary, the Registrar shall consider a resolution of the council of the municipality, in which are located the premises for which a person makes an application to sell liquor or holds a licence to sell liquor, as proof of the needs and wishes of the residents of the municipality for the purposes of clause (2) (h).

5. Section 8.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Public interest

(1.1) For the purpose of establishing criteria under subsection (1), the Board shall consider a resolution of the council of the municipality, in which are located the premises for which a person holds a licence to sell liquor, as proof of the needs and wishes of the residents of the municipality in respect of the public interest.

6. Section 17 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice of application

(1.1) The Registrar shall give notice of an application for the transfer of a licence to sell liquor to the municipality in which the premises are located.

MUNICIPAL ACT, 2001

7. (1) Section 148 of the *Municipal Act, 2001* is amended by adding the following subsection:

Classes of liquor licensed establishments

(1.1) A by-law passed by a local municipality for a purpose described in subsection (1) may establish different classes of liquor licensed establishments for the purpose of requiring a class of those establishments to be closed to the public at any time.

(2) Subsection 148 (2) of the Act is amended by adding the following definition:

“liquor licensed establishment” means a retail business establishment in respect of which a licence to sell liq-

**LOI DE 1999 SUR LE TRIBUNAL D'APPEL
EN MATIÈRE DE PERMIS**

3. L'article 5.1 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Intérêt public

(4.1) En l'absence de preuve contraire, lors d'une audience qu'il tient en application de la *Loi sur les permis d'alcool*, le Tribunal considère une résolution du conseil de la municipalité, dans laquelle est situé le local à l'égard duquel une personne demande un permis de vente d'alcool ou détient un tel permis, comme preuve des besoins et des désirs des résidents de la municipalité.

LOI SUR LES PERMIS D'ALCOOL

4. L'article 6 de la *Loi sur les permis d'alcool* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Intérêt public

(3.1) En l'absence de preuve contraire, le registrateur considère une résolution du conseil de la municipalité, dans laquelle est situé le local à l'égard duquel une personne demande un permis de vente d'alcool ou détient un tel permis, comme preuve des besoins et des désirs des résidents de la municipalité pour l'application de l'alinéa (2) h).

5. L'article 8.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Intérêt public

(1.1) Afin d'établir des critères en vertu du paragraphe (1), le conseil considère une résolution du conseil de la municipalité, dans laquelle est situé le local à l'égard duquel une personne détient un permis de vente d'alcool, comme preuve des besoins et des désirs des résidents de la municipalité en ce qui concerne l'intérêt public.

6. L'article 17 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Avis de demande

(1.1) Le registrateur donne avis d'une demande de cession de permis de vente d'alcool à la municipalité où le local est situé.

LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS

7. (1) L'article 148 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Catégories d'établissements pourvus d'un permis d'alcool

(1.1) Un règlement qu'adopte une municipalité locale à une fin visée au paragraphe (1) peut créer différentes catégories d'établissements pourvus d'un permis d'alcool afin d'imposer la fermeture au public d'une catégorie d'établissements de ce genre n'importe quand.

(2) Le paragraphe 148 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«établissement pourvu d'un permis d'alcool» S'entend d'un établissement de commerce de détail à l'égard du-

uor under section 6 of the *Liquor Licence Act* is issued; (“établissement pourvu d’un permis d’alcool”)

(3) Subsection 148 (4) of the Act is amended by adding “and” at the end of clause (a) and by repealing clause (b).

8. The Act is amended by adding the following section:

Restrictions re liquor licensed establishments

154.1 (1) Without limiting sections 9, 10 and 11, a local municipality, in a by-law under section 151 with respect to liquor licensed establishments may, despite section 153, limit the number of licences granted to liquor licensed establishments in a defined area of the municipality.

Classes of liquor licensed establishments

(2) A by-law described in subsection (1) may establish different classes of liquor licensed establishments.

Definition

(3) In this section,

“liquor licensed establishment” means a premises in respect of which a licence to sell liquor under section 6 of the *Liquor Licence Act* is issued.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

9. This Act comes into force six months after the day it receives Royal Assent.

Short title

10. The short title of this Act is the *Liquor Licensing Statute Law Amendment Act, 2013*.

quel un permis de vente d’alcool est délivré en vertu de l’article 6 de la *Loi sur les permis d’alcool*. («liquor licensed establishment»)

(3) L’alinéa 148 (4) b) de la Loi est abrogé.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Restrictions : établissements pourvus d’un permis d’alcool

154.1 (1) Sans préjudice de la portée générale des articles 9, 10 et 11, une municipalité locale peut, dans un règlement adopté en vertu de l’article 151 à l’égard des établissements pourvus d’un permis d’alcool, malgré l’article 153, restreindre le nombre de permis accordés aux établissements de ce genre dans un secteur défini de la municipalité.

Catégories d’établissements pourvus d’un permis d’alcool

(2) Le règlement municipal visé au paragraphe (1) peut créer différentes catégories d’établissements pourvus d’un permis d’alcool.

Définition

(3) La définition qui suit s’applique au présent article.

«établissement pourvu d’un permis d’alcool» S’entend d’un local à l’égard duquel un permis de vente d’alcool est délivré en vertu de l’article 6 de la *Loi sur les permis d’alcool*.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

9. La présente loi entre en vigueur six mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant des lois concernant les permis d’alcool*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 151

Projet de loi 151

**An Act to amend
various Acts**

**Loi visant à modifier
diverses lois**

The Hon. J. Milloy
Minister of Government Services

L'honorable J. Milloy
Ministre des Services gouvernementaux

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading December 11, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 11 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends a number of Acts. For convenience, the amendments are set out in separate Schedules. The Schedules are named according to the ministries that administer the Acts being amended. The commencement provisions for each of the Schedules are set out in the Schedules.

SCHEDULE 1 MINISTRY OF THE ATTORNEY GENERAL

The Schedule to section 21.8 of the *Courts of Justice Act* is amended to add proceedings under the *Civil Marriage Act* (Canada) to the list of proceedings that are within the jurisdiction of the Family Court. The Schedule is also amended to permit additional family law proceedings to be added to the Family Court's jurisdiction by regulation. A related regulation-making authority is added to subsection 53 (1) of the Act.

SCHEDULE 2 MINISTRY OF FINANCE

The provisions of the *Pension Benefits Act* dealing with joint and survivor pensions and pre-retirement death benefits are amended. The amendments relate to how the definition of "spouse" in subsection 1 (1) of the Act applies in those provisions for the purpose of determining eligibility for benefits.

Administrators who made payments in specified circumstances before the amendments come into force are granted a discharge. In the case of payments of pre-retirement death benefits, the discharge is granted to administrators who made payments before October 31, 2012. The Act is amended to provide that no person has a claim against an administrator who made payments, or against the recipient of the payments, if specified circumstances exist.

Technical amendments are made to section 80.1 of the *Pension Benefits Act* in respect of the transfer of assets between pension plans when a business has previously been sold. Currently, section 80.1 of the *Pension Benefits Act* is to be repealed on July 1, 2015. The Schedule changes the repeal date to July 1, 2016. A consequential amendment is made to the *Pension Benefits Amendment Act, 2010* in order to implement the new repeal date.

SCHEDULE 3 MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE

Amendments are made to the *Commitment to the Future of Medicare Act, 2004* to protect the directors, officers, members, employees and agents of the Ontario Medical Association from civil liability for their good faith actions in negotiations with the Government of Ontario concerning insured services and physician payments.

SCHEDULE 4 MINISTRY OF TRAINING, COLLEGES AND UNIVERSITIES AND MINISTRY OF EDUCATION

Ministry of Training, Colleges and Universities Act

The *Ministry of Training, Colleges and Universities Act* is amended by adding two substantive sections, section 15 dealing with the collection and use of personal information and section 16 dealing with Ontario education numbers. In the case of both substantive sections, the term "personal information" defined in section 14, also added to the Act by the Schedule, means per-

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie un certain nombre de lois. Pour des raisons pratiques, les modifications sont présentées dans des annexes distinctes, une pour chaque ministère qui est chargé de l'application des lois qui sont modifiées. Les dispositions d'entrée en vigueur pour chacune des annexes figurent dans les annexes mêmes.

ANNEXE 1 MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

L'annexe de l'article 21.8 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* est modifiée pour ajouter les instances visées par la *Loi sur le mariage civil* (Canada) à la liste des instances qui relèvent de la compétence de la Cour de la famille. L'annexe est également modifiée pour permettre d'ajouter par règlement d'autres instances en droit de la famille à la compétence de la Cour de la famille. Un pouvoir réglementaire connexe est ajouté au paragraphe 53 (1) de la Loi.

ANNEXE 2 MINISTÈRE DES FINANCES

L'annexe modifie les dispositions de la *Loi sur les régimes de retraite* portant sur les pensions réversibles et les prestations de décès avant la retraite. Ces modifications ont trait à la façon dont la définition de «conjoint» au paragraphe 1 (1) de la Loi s'applique à ces dispositions lorsqu'il s'agit d'établir l'admissibilité à des prestations.

Les administrateurs qui ont fait des paiements dans des conditions déterminées avant l'entrée en vigueur des modifications sont déchargés de leurs obligations. Dans le cas des paiements de prestations de décès avant la retraite, cette décharge est accordée aux administrateurs qui ont fait des paiements avant le 31 octobre 2012. La Loi est modifiée pour prévoir que nul n'est fondé à faire une réclamation contre l'administrateur qui a fait des paiements, ou contre le prestataire de ces paiements, si les conditions précisées sont réunies.

Des modifications de forme sont apportées à l'article 80.1 de la *Loi sur les régimes de retraite* à l'égard des transferts d'éléments d'actif entre régimes de retraite dans le cas d'une entreprise déjà vendue. À l'heure actuelle, il est prévu que cet article sera abrogé le 1^{er} juillet 2015. L'annexe reporte cette abrogation au 1^{er} juillet 2016. Une modification corrélatrice est apportée à la *Loi de 2010 modifiant la Loi sur les régimes de retraite* pour y incorporer la nouvelle date d'abrogation.

ANNEXE 3 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

Des modifications sont apportées à la *Loi de 2004 sur l'engagement d'assurer l'avenir de l'assurance-santé* afin d'exonérer de responsabilité civile les administrateurs, dirigeants, membres, employés et mandataires de la Ontario Medical Association pour un acte accompli de bonne foi lors de négociations avec le gouvernement de l'Ontario concernant les services assurés et les paiements versés aux médecins.

ANNEXE 4 MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités

L'annexe modifie la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités* en ajoutant deux articles de fond : l'article 15, qui traite de la collecte et de l'utilisation de renseignements personnels, et l'article 16, qui traite des numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario. Pour l'application de ces deux articles, le terme «enseignements personnels» défini à

sonal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

The Minister is given the authority to collect personal information, directly or indirectly, for the purposes set out in subsection 15 (1) and is authorized to use the personal information for those purposes. The Minister is prohibited from collecting or using personal information if other information will serve the purpose, and the Minister cannot collect more personal information than is reasonably necessary to meet the purpose of the collection and use.

Subsection 15 (4) permits the Minister and certain listed persons and entities to disclose personal information to and indirectly collect personal information from each other for the purposes identified in the subsection. A disclosure of personal information under this subsection is deemed to be for the purpose of complying with the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act* and the *Education Act*.

The Minister may require listed institutions and entities to disclose to the Minister such personal information as is reasonably necessary for the purposes described in subsection 15 (1). If the Minister does collect personal information indirectly, he or she is required to give notice in accordance with subsection 15 (8).

The Lieutenant Governor in Council is authorized to make certain regulations in respect of section 15.

Section 16 deals with Ontario education numbers. Subsection 16 (1) authorizes the Minister to assign an Ontario education number to a person who is enrolled or seeks admission to be enrolled in a college, university or other post-secondary educational and training institution prescribed by regulation, if an education number has not already been assigned to the person by the Minister of Education.

For the purpose of assigning an Ontario education number and validating and updating the number and the personal information associated with the number, officers and employees who are employed in the Ministry are authorized to collect, directly or indirectly, personal information and may use and disclose the personal information.

A college, university or other post-secondary education and training institution may collect, use or disclose or require the production of a person's Ontario education number for purposes related to the provision of post-secondary education and training to that person. The same institutions or persons or entities prescribed by regulation may collect, use or disclose or require the production of Ontario education numbers for certain purposes set out in subsection 16 (6).

It is an offence to collect, use or disclose or require the production of another person's Ontario education number except as permitted by section 16, the *Education Act* or otherwise by law.

The Lieutenant Governor in Council is authorized to make regulations in respect of specified matters related to section 16 and the Ontario education number.

Education Act

The Schedule repeals subsections 266.2 (2) to (4) of the *Education Act* and remakes them. The re-enacted subsection (2) expands the purposes for which personal information may be collected and disclosed and the re-enacted subsection (3) expands the categories of persons who may collect and disclose the personal information. The new subsection (5) deems, as a reason for disclosing information under subsection (2), the purpose of compliance with the *Ministry of Training, Colleges and Univer-*

l'article 14, également ajouté à la Loi par l'annexe, s'entend au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Le ministre a désormais le pouvoir de recueillir, directement ou indirectement, des renseignements personnels aux fins énoncées au paragraphe 15 (1) et peut les utiliser à ces fins. Il lui est toutefois interdit de recueillir ou d'utiliser des renseignements personnels à une fin que d'autres renseignements permettent de réaliser; il ne doit pas non plus recueillir plus de renseignements personnels qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour réaliser la fin visée par la collecte et l'utilisation.

Le paragraphe 15 (4) permet au ministre et à certaines personnes et entités énumérées de se divulguer des renseignements personnels et de recueillir indirectement de tels renseignements l'un auprès de l'autre aux fins mentionnées dans ce paragraphe. La divulgation de renseignements personnels en vertu de celui-ci est réputée être effectuée aux fins de conformité à la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités* et à la *Loi sur l'éducation*.

Le ministre peut exiger des entités et établissements énumérés qu'ils lui divulguent les renseignements personnels qui sont raisonnablement nécessaires aux fins visées au paragraphe 15 (1). Si le ministre recueille indirectement des renseignements personnels, il doit donner un avis conformément au paragraphe 15 (8).

Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à prendre certains règlements à l'égard de l'article 15.

L'article 16 porte sur les numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario. Le paragraphe 16 (1) autorise le ministre à attribuer un tel numéro à quiconque est inscrit ou demande à être inscrit à un collège, à une université ou à un autre établissement d'enseignement et de formation postsecondaires prescrit par règlement, si le ministre de l'Éducation ne l'a pas déjà fait.

Aux fins de l'attribution d'un numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario et de la validation et de la mise à jour du numéro ainsi que des renseignements personnels qui y sont associés, les dirigeants et employés qui sont employés au ministère sont autorisés à recueillir des renseignements personnels, directement ou indirectement, et peuvent les utiliser et les divulguer.

Les collèges, les universités ou d'autres établissements d'enseignement et de formation postsecondaires peuvent recueillir, utiliser ou divulguer le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario d'une personne, ou en exiger la production, à des fins liées à la prestation de services d'enseignement et de formation postsecondaires à cette personne. Ces établissements ainsi que les personnes ou entités prescrites par règlement peuvent recueillir, utiliser ou divulguer un tel numéro, ou en exiger la production, à certaines fins énoncées au paragraphe 16 (6).

Le fait de recueillir, d'utiliser ou de divulguer le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario d'une autre personne, ou d'en exiger la production, sauf dans la mesure permise par l'article 16, par la *Loi sur l'éducation* ou par ailleurs en droit, est constitutif d'une infraction.

Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à prendre des règlements à l'égard de questions déterminées concernant l'article 16 et le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario.

Loi sur l'éducation

L'annexe abroge et remplace les paragraphes 266.2 (2) à (4) de la *Loi sur l'éducation*. Le paragraphe (2) réédité ajoute d'autres fins à la collecte et à la divulgation de renseignements personnels et le paragraphe (3) réédité étend les catégories de personnes autorisées à recueillir et à divulguer de tels renseignements. En vertu du nouveau paragraphe (5), la divulgation de renseignements visée au paragraphe (2) est réputée effectuée aux fins de conformité à la *Loi sur le ministère de la Formation et*

sities Act, as well as compliance with the *Education Act* as in the current subsection 266.2 (4).

Private Career Colleges Act, 2005

Clause 50 (2) (b) of the *Private Career Colleges Act, 2005* is repealed. This clause allowed for the collection of personal information in respect of students for the purpose of collecting information on the performance indicators applicable to vocational programs provided by private career colleges. The amendment is consistent with regulatory changes that have been made under the Act.

SCHEDULE 5 MINISTRY OF TRANSPORTATION

The Schedule repeals Part X.2 of the *Highway Traffic Act*, entitled Medical Transportation Services, and re-enacts Part X.2 under the title Stretcher Transportation Services.

Stretcher transportation services is defined as services provided for compensation (or for no compensation by a charity) to transport passengers on stretchers. It expressly excludes ambulance services as defined in the *Ambulance Act*. Section 191.6 states that Part X.2 does not apply to ambulance services provided under the *Ambulance Act*.

Stretcher transportation services may be provided only under the authority of a certificate issued by the Minister of Transportation. The Minister may attach limitations and conditions to a certificate and may refuse to issue or renew a certificate or suspend or revoke a certificate if the applicant or holder does not meet, or no longer meets, the prescribed requirements. The Minister may make information about certificate holders — their names and other information he or she thinks should be publicly known — available to the public.

The vehicles used to transport passengers must meet the requirements of the Act and the regulations. They must contain prescribed equipment and meet prescribed inspection and maintenance standards. They must be equipped with communication equipment to allow contact with ambulance, police or fire department emergency services. They must display any prescribed words, phrases, signs and markings and not be marked with the word “ambulance” or used as or held out to be an ambulance.

The attendants in stretcher transportation vehicles — the persons employed or engaged by a certificate holder to drive the vehicles or to accompany and assist the passengers — must have prescribed qualifications. If a person being transported to, in or from a stretcher transportation vehicle appears to an attendant to require emergency medical assistance, the attendant must immediately contact ambulance, police or fire department emergency services and follow their instructions. Attendants must identify themselves and the certificate holder on the request of a police officer or inspector appointed under the Act. Subsection 217 (2) of the Act is amended so that if an attendant does not identify himself or herself to the officer or inspector, he or she may be arrested without a warrant.

Inspectors are authorized to conduct inspections, without a warrant, of stretcher transportation vehicles and related business premises. With respect to stretcher transportation vehicles, inspectors are also given the powers of an officer under section 216.1 of the Act, which include the power to stop a vehicle and to seize its permits and plates if it is being operated in contravention of the *Highway Traffic Act* or other related Acts.

des Collèges et Universités en plus de la *Loi sur l'éducation*, élargissant ainsi l'actuel paragraphe 266.2 (4).

Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel

L'alinéa 50 (2) b) de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel* est abrogé. Cet alinéa autorisait la collecte de renseignements personnels au sujet d'étudiants aux fins de la collecte de renseignements sur les indicateurs de rendement applicables aux programmes de formation professionnelle dispensés par les collèges privés d'enseignement professionnel. Cette modification est compatible avec les modifications réglementaires qui ont été apportées en vertu de la Loi.

ANNEXE 5 MINISTÈRE DES TRANSPORTS

L'annexe abroge la partie X.2 du *Code de la route*, intitulée «Services de transport médical», et la réécrite en l'intitulant «Services de transport en civière».

Les services de transport en civière sont définis comme étant des services pour assurer le transport de passagers en civière fournis contre rémunération, ou gratuitement par une oeuvre de bienfaisance. Sont expressément exclus les services d'ambulance au sens de la *Loi sur les ambulances*. L'article 191.6 précise que la partie X.2 ne s'applique pas aux services d'ambulance fournis sous le régime de la *Loi sur les ambulances*.

Les services de transport en civière ne peuvent être fournis qu'en vertu d'un certificat délivré par le ministre des Transports. Le ministre peut assortir le certificat de restrictions et de conditions, refuser de délivrer ou de renouveler un certificat, ou encore suspendre ou révoquer un certificat si l'auteur de la demande ou le titulaire ne satisfait pas ou ne satisfait plus aux exigences prescrites. Le ministre peut mettre à la disposition du public des renseignements sur les titulaires de certificat, notamment leur nom et d'autres renseignements qui, à son avis, devraient être portés à la connaissance du public.

Les véhicules servant à transporter des passagers doivent satisfaire aux exigences du Code et des règlements. Ils doivent contenir le matériel prescrit et satisfaire aux normes d'inspection et d'entretien prescrites. Ils doivent aussi être munis de matériel permettant de communiquer avec les services d'urgence des ambulanciers, de la police ou des pompiers. De plus, les mots, phrases, signes et marques prescrits doivent être affichés sur ces véhicules, mais non le mot «ambulance». Finalement, les véhicules ne peuvent pas servir d'ambulance ou donner l'impression d'être une ambulance.

Les accompagnateurs se trouvant dans des véhicules de transport en civière, c'est-à-dire les personnes employées ou engagées par le titulaire d'un certificat pour conduire ces véhicules ou pour accompagner et aider les passagers, doivent posséder les qualifications prescrites. S'il lui semble qu'une personne transportée vers un véhicule de transport en civière, dans un tel véhicule ou à partir d'un tel véhicule a besoin d'une assistance médicale d'urgence, l'accompagnateur doit communiquer immédiatement avec les services d'urgence des ambulanciers, de la police ou des pompiers et suivre leurs instructions. Les accompagnateurs doivent décliner leur identité et celle du titulaire de certificat à la demande d'un agent de police ou d'un inspecteur nommé en vertu du Code. Le paragraphe 217 (2) du Code est modifié pour prévoir que l'accompagnateur qui ne décline pas son identité à l'agent de police ou à l'inspecteur puisse être arrêté sans mandat.

Les inspecteurs sont autorisés à faire, sans mandat, des inspections de véhicules de transport en civière et de locaux commerciaux qui leur sont liés. En ce qui concerne les véhicules de transport en civière, les inspecteurs se voient aussi conférer les pouvoirs d'un agent prévus à l'article 216.1 du Code, notamment le pouvoir d'arrêter un véhicule et de saisir les certificats et les plaques d'immatriculation si le véhicule est utilisé en contravention au Code ou à d'autres lois connexes.

The Minister is given extensive regulation-making powers in addition to the powers to prescribe the matters mentioned above. These include the following: prescribing kinds and amounts of insurance certificate holders must carry; prescribing information that certificate holders must provide to passengers and other persons; prescribing standards for the provision of stretcher transportation services and for the operation of stretcher transportation vehicles; prescribing records to be kept and reports to be submitted by certificate holders.

For most of the provisions of this Part, the penalty on conviction is a fine of not less than \$100 and not more than \$2,000.

En plus du pouvoir de prescrire les questions susmentionnées, le ministre se voit conférer de vastes pouvoirs réglementaires, notamment : prescrire les types et les montants d'assurance que doivent souscrire les titulaires de certificat; prescrire les renseignements que les titulaires de certificat doivent fournir aux passagers et à d'autres personnes; prescrire les normes applicables à la fourniture de services de transport en civière et à l'utilisation des véhicules de transport en civière; prescrire les dossiers que les titulaires de certificat doivent conserver et les rapports qu'ils doivent remettre.

La plupart des dispositions de cette partie prévoient une amende, sur déclaration de culpabilité, d'au moins 100 \$ et d'au plus 2 000 \$.

**An Act to amend
various Acts**

**Loi visant à modifier
diverses lois**

CONTENTS

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Ministry of the Attorney General
Schedule 2	Ministry of Finance
Schedule 3	Ministry of Health and Long-term Care
Schedule 4	Ministry of Training, Colleges and Universities and Ministry of Education
Schedule 5	Ministry of Transportation

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Strengthening and Improving Government Act, 2013*.

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Ministère du Procureur général
Annexe 2	Ministère des Finances
Annexe 3	Ministère de la Santé et des Soins de longue durée
Annexe 4	Ministère de la Formation et des Collèges et Universités et ministère de l'Éducation
Annexe 5	Ministère des Transports

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur le renforcement et l'amélioration de la gestion publique*.

**SCHEDULE 1
MINISTRY OF THE ATTORNEY GENERAL**

1. (1) Paragraph 1 of the Schedule to section 21.8 of the *Courts of Justice Act* is amended by adding “*Civil Marriage Act (Canada)*”.

(2) The Schedule to section 21.8 of the Act is amended by adding the following paragraph:

6. Any other family law proceedings that may be prescribed by the regulations.

(3) Subsection 53 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(d) prescribing family law proceedings for the purposes of the Schedule to section 21.8;

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE 1
MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**

1. (1) La disposition 1 de l'annexe de l'article 21.8 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* est modifiée par adjonction de «*Loi sur le mariage civil (Canada)*».

(2) L'annexe de l'article 21.8 de la Loi est modifiée par adjonction de la disposition suivante :

6. Toute autre instance en droit de la famille prescrite par règlement.

(3) Le paragraphe 53 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

d) prescrire des instances en droit de la famille pour l'application de l'annexe de l'article 21.8;

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 2
MINISTRY OF FINANCE*Pension Benefits Act*

1. (1) Subsection 14 (5) of the *Pension Benefits Act* is amended by striking out “the transferred members who are entitled to make the election described in clause 80.1 (4) (a.1)” at the end and substituting “the eligible employees who are entitled to make the election described in clause 80.1 (4) (a) or (a.1)”.

(2) Section 44 of the Act is amended by adding the following subsections:

Interpretation re “spouse”

(1.1) If, on the date that the payment of the first instalment of the pension is due, a retired member has a spouse described in clause (a) of the definition of “spouse” in subsection 1 (1) from whom the retired member is living separate and apart, that person is not a spouse for the purposes of subsection (1).

Same

(1.2) If, on the date that the payment of the first instalment of the pension is due, a retired member has a spouse described in clause (b) of the definition of “spouse” in subsection 1 (1) and a spouse described in clause (a) of that definition from whom the retired member is living separate and apart, the spouse described in clause (b) of the definition is the spouse for the purposes of subsection (1).

(3) Subsection 44 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Application of subss. (1-3.1)

(4) Subsections (1) to (3.1) do not apply in respect of a pension benefit if payment of the pension commenced before January 1, 1988.

(4) Section 44 of the Act is amended by adding the following subsections:

Discharge

(10) An administrator who commenced payment of a pension under this section before the day on which subsection (1.2) comes into force is deemed to have been discharged on making the payment if all of the following circumstances exist:

1. On the date that the payment of the first instalment of the pension was due, the retired member had a spouse described in clause (b) of the definition of “spouse” in subsection 1 (1) and a spouse described in clause (a) of that definition from whom the retired member was living separate and apart.
2. The spouse described in clause (b) of the definition of “spouse” in subsection 1 (1) was the retired member’s spouse for the purposes of determining that the pension is a joint and survivor pension under subsection (1).
3. The pension benefit was paid or continues to be paid to the retired member or to the spouse de-

ANNEXE 2
MINISTÈRE DES FINANCES*Loi sur les régimes de retraite*

1. (1) Le paragraphe 14 (5) de la *Loi sur les régimes de retraite* est modifié par remplacement de «des participants transférés qui ont le droit de faire le choix visé à l’alinéa 80.1 (4) a.1)» par «des employés admissibles qui ont le droit de faire le choix visé à l’alinéa 80.1 (4) a) ou a.1)» à la fin du paragraphe.

(2) L’article 44 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Interprétation : conjoint

(1.1) Si, à la date où le premier versement de la pension est exigible, le participant retraité a un conjoint visé à l’alinéa a) de la définition de «conjoint» au paragraphe 1 (1) dont il vit séparé de corps, cette personne n’est pas un conjoint pour l’application du paragraphe (1).

Idem

(1.2) Si, à la date où le premier versement de la pension est exigible, le participant retraité a un conjoint visé à l’alinéa b) de la définition de «conjoint» au paragraphe 1 (1) et un conjoint visé à l’alinéa a) de cette définition dont il vit séparé de corps, le conjoint visé à l’alinéa b) de la définition est le conjoint pour l’application du paragraphe (1).

(3) Le paragraphe 44 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Champ d’application des par. (1) à (3.1)

(4) Les paragraphes (1) à (3.1) ne s’appliquent pas à l’égard d’une prestation de retraite si le paiement de la pension a commencé avant le 1^{er} janvier 1988.

(4) L’article 44 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Acquittement des obligations

(10) L’administrateur qui a commencé le paiement d’une pension visée au présent article avant le jour de l’entrée en vigueur du paragraphe (1.2) est réputé s’être acquitté de ses obligations lorsqu’il a fait le paiement si les conditions suivantes sont réunies :

1. À la date où le premier versement de la pension était exigible, le participant retraité avait un conjoint visé à l’alinéa b) de la définition de «conjoint» au paragraphe 1 (1) et un conjoint visé à l’alinéa a) de cette définition dont il vivait séparé de corps.
2. Le conjoint visé à l’alinéa b) de la définition de «conjoint» au paragraphe 1 (1) était le conjoint du participant retraité pour établir que la pension est une pension réversible visée au paragraphe (1).
3. La prestation de retraite a été ou continue d’être payée au participant retraité ou au conjoint visé à

scribed in clause (b) of the definition of “spouse” in subsection 1 (1).

4. The payment otherwise complied with the requirements under this Act and the regulations.

Claims

(11) If, before the day on which subsection (1.2) comes into force, an administrator made a payment of a pension as a joint and survivor pension and the circumstances set out in subsection (10) existed, no person has a claim against the administrator or against the recipient of the payment in respect of the payment.

(5) Subsection 48 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Interpretation re “spouse”

(3) If, on the date of death, a member, former member or retired member has a spouse described in clause (a) of the definition of “spouse” in subsection 1 (1) from whom the member, former member or retired member is living separate and apart, that spouse does not have an entitlement under subsection (1) or (2).

Same

(3.1) If, on the date of death, a member, former member or retired member has a spouse described in clause (b) of the definition of “spouse” in subsection 1 (1) and a spouse described in clause (a) of that definition from whom the member, former member or retired member is living separate and apart, the spouse described in clause (b) of the definition has an entitlement under subsection (1) or (2).

Same, entitlement as beneficiary or personal representative

(3.2) Subsection (3) does not prevent a spouse from having an entitlement as a designated beneficiary under subsection (6) or as a personal representative under subsection (7).

Application

(3.3) For greater certainty, subsections (3), (3.1) and (3.2) apply if the member, former member or retired member dies on or after the day subsection 1 (5) of Schedule 2 to the *Strengthening and Improving Government Act, 2013* comes into force.

(6) Subsections 48 (6) and (7) of the Act are repealed and the following substituted:

Designated beneficiary

(6) A member, former member or retired member described in subsection (1) may designate a beneficiary and the beneficiary is entitled to be paid an amount equal to the commuted value of the deferred pension or pension benefits mentioned in subsection (1) or (2) unless on the date of death the member, former member or retired member has a spouse who has an entitlement under subsection (1) or (2).

Estate entitlement

(7) The personal representative of a member, former member or retired member described in subsection (1) is

l’alinéa b) de la définition de «conjoint» au paragraphe 1 (1).

4. Le paiement était conforme par ailleurs aux exigences de la Loi et des règlements.

Réclamations

(11) Si, avant le jour de l’entrée en vigueur du paragraphe (1.2), l’administrateur a fait un paiement au titre d’une pension réversible et que les conditions énoncées au paragraphe (10) étaient réunies, nul n’est fondé à faire une réclamation contre l’administrateur ou contre le prestataire du paiement en ce qui concerne le paiement.

(5) Le paragraphe 48 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interprétation : conjoint

(3) Si, à la date du décès, le participant, l’ancien participant ou le participant retraité a un conjoint visé à l’alinéa a) de la définition de «conjoint» au paragraphe 1 (1) dont il vit séparé de corps, ce conjoint n’a pas de droit en vertu du paragraphe (1) ou (2).

Idem

(3.1) Si, à la date du décès, le participant, l’ancien participant ou le participant retraité a un conjoint visé à l’alinéa b) de la définition de «conjoint» au paragraphe 1 (1) et un conjoint visé à l’alinéa a) de cette définition dont il vit séparé de corps, le conjoint visé à l’alinéa b) de la définition a un droit en vertu du paragraphe (1) ou (2).

Idem : droit à titre de bénéficiaire ou de représentant successoral

(3.2) Le paragraphe (3) n’a pas pour effet d’empêcher un conjoint d’avoir un droit à titre de bénéficiaire désigné en vertu du paragraphe (6) ou à titre de représentant successoral en vertu du paragraphe (7).

Champ d’application

(3.3) Il est entendu que les paragraphes (3), (3.1) et (3.2) s’appliquent si le participant, l’ancien participant ou le participant retraité décède le jour de l’entrée en vigueur du paragraphe 1 (5) de l’annexe 2 de la *Loi de 2013 sur le renforcement et l’amélioration de la gestion publique* ou par la suite.

(6) Les paragraphes 48 (6) et (7) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Bénéficiaire désigné

(6) Le participant, l’ancien participant ou le participant retraité visé au paragraphe (1) peut désigner un bénéficiaire, et celui-ci a droit au paiement d’un montant égal à la valeur de rachat de la pension différée ou des prestations de retraite mentionnées au paragraphe (1) ou (2) sauf si, à la date du décès, le participant, l’ancien participant ou le participant retraité a un conjoint qui a un droit en vertu du paragraphe (1) ou (2).

Droit de la succession

(7) Le représentant successoral du participant, de l’ancien participant ou du participant retraité visé au para-

entitled to receive payment of the commuted value mentioned in subsection (1) or (2) as the property of the member, former member or retired member unless,

- (a) on the date of death, the member, former member or retired member has a spouse who has an entitlement under subsection (1) or (2); or
- (b) the member, former member or retired member has designated a beneficiary who has an entitlement under subsection (6).

(7) Section 48 of the Act is amended by adding the following subsections:

Discharge, payments prior to October 31, 2012

(10.1) An administrator who made a payment under subsection (1) or (2) before October 31, 2012 is deemed to have been discharged on making the payment if all of the following circumstances exist:

- 1. On the date of death, the member, former member or retired member had a spouse described in clause (b) of the definition of “spouse” in subsection 1 (1) and a spouse described in clause (a) of that definition from whom the member, former member or retired member was living separate and apart.
- 2. The payment was made to the spouse described in clause (b) of the definition of “spouse” in subsection 1 (1).
- 3. The payment otherwise complied with the requirements under this Act and the regulations.

Claims

(10.2) If, before October 31, 2012, an administrator made a payment under subsection (1) or (2) and the circumstances set out in subsection (10.1) existed, no person has a claim against the administrator or against the recipient of the payment in respect of the payment.

(8) Clause 80.1 (4) (b) of the Act is amended by striking out “transferred members” at the end and substituting “eligible employees who make the election described in clause (a) or (a.1)”.

(9) Subsection 80.1 (7) of the Act is amended by striking out “transferred members” and substituting “eligible employees who make the election described in clause (4) (a) or (a.1)”.

(10) Subsection 80.1 (10) of the Act is amended by striking out “July 1, 2015” and substituting “July 1, 2016”.

Pension Benefits Amendment Act, 2010

2. Subsection 80 (4) of the *Pension Benefits Amendment Act, 2010* is amended by striking out “July 1, 2015” at the end and substituting “July 1, 2016”.

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

graphe (1) a droit au paiement de la valeur de rachat mentionnée au paragraphe (1) ou (2) au titre des biens du participant, de l'ancien participant ou du participant retraité sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) à la date du décès, le participant, l'ancien participant ou le participant retraité a un conjoint qui a un droit en vertu du paragraphe (1) ou (2);
- b) le participant, l'ancien participant ou le participant retraité a désigné un bénéficiaire qui a un droit en vertu du paragraphe (6).

(7) L'article 48 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Acquittement des obligations : paiements antérieurs au 31 octobre 2012

(10.1) L'administrateur qui a fait un paiement prévu au paragraphe (1) ou (2) avant le 31 octobre 2012 est réputé s'être acquitté de ses obligations lorsqu'il a fait le paiement si les conditions suivantes sont réunies :

- 1. À la date du décès, le participant, l'ancien participant ou le participant retraité avait un conjoint visé à l'alinéa b) de la définition de «conjoint» au paragraphe 1 (1) et un conjoint visé à l'alinéa a) de cette définition dont il vivait séparé de corps.
- 2. Le paiement a été fait au conjoint visé à l'alinéa b) de la définition de «conjoint» au paragraphe 1 (1).
- 3. Le paiement était conforme par ailleurs aux exigences de la présente loi et des règlements.

Réclamations

(10.2) Si, avant le 31 octobre 2012, l'administrateur a fait un paiement prévu au paragraphe (1) ou (2) et que les conditions énoncées au paragraphe (10.1) étaient réunies, nul n'est fondé à faire une réclamation contre l'administrateur ou contre le prestataire du paiement en ce qui concerne le paiement.

(8) L'alinéa 80.1 (4) b) de la Loi est modifié par remplacement de «participants transférés» par «employés admissibles qui font le choix visé à l'alinéa a) ou a.1)» à la fin de l'alinéa.

(9) Le paragraphe 80.1 (7) de la Loi est modifié par remplacement de «participants transférés» par «employés admissibles qui font le choix visé à l'alinéa (4) a) ou a.1)».

(10) Le paragraphe 80.1 (10) de la Loi est modifié par remplacement de «1^{er} juillet 2015» par «1^{er} juillet 2016».

Loi de 2010 modifiant la Loi sur les régimes de retraite

2. Le paragraphe 80 (4) de la *Loi de 2010 modifiant la Loi sur les régimes de retraite* est modifié par remplacement de «1^{er} juillet 2015» par «1^{er} juillet 2016» à la fin du paragraphe.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 3
MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE

1. Section 12 of the *Commitment to the Future of Medicare Act, 2004* is amended by adding the following subsection:

No liability

(2.1) No cause of action arises and no civil proceedings may be brought or maintained against a director, officer, member, employee or agent of the Ontario Medical Association for anything done in good faith with respect to,

- (a) any agreement entered into between the Ontario Medical Association and the Minister of Health and Long-Term Care or the Crown in right of Ontario respecting,
 - (i) insured services under the Plan,
 - (ii) the amounts payable under the Plan in respect of the rendering of insured services to insured persons, or
 - (iii) other amounts payable to physicians by the Minister or the Crown; or
- (b) any recommendation made to the Minister of Health and Long-Term Care or the Crown in right of Ontario concerning anything related to,
 - (i) insured services under the Plan,
 - (ii) the amounts payable under the Plan in respect of the rendering of insured services to insured persons, or
 - (iii) other amounts payable to physicians by the Minister or the Crown.

Commencement

2. This Schedule is deemed to have come into force on December 11, 2013.

ANNEXE 3
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

1. L'article 12 de la *Loi de 2004 sur l'engagement d'assurer l'avenir de l'assurance-santé* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Immunité

(2.1) Aucun des motifs suivants ne donne lieu à une cause d'action et sont irrecevables les instances civiles qui sont introduites ou poursuivies contre un administrateur, un dirigeant, un membre, un employé ou un mandataire de la Ontario Medical Association pour un acte accompli de bonne foi à l'égard de l'un ou l'autre de ces motifs :

- a) la conclusion de toute entente entre la Ontario Medical Association et le ministre de la Santé et des Soins de longue durée ou la Couronne du chef de l'Ontario concernant, selon le cas :
 - (i) les services assurés aux termes du Régime,
 - (ii) les montants payables aux termes du Régime à l'égard de la prestation de services assurés à des assurés,
 - (iii) les autres montants payables aux médecins par le ministre ou la Couronne;
- b) la présentation de toute recommandation au ministre de la Santé et des Soins de longue durée ou à la Couronne du chef de l'Ontario relativement à tout élément lié à l'un des points suivants :
 - (i) les services assurés aux termes du Régime,
 - (ii) les montants payables aux termes du Régime à l'égard de la prestation de services assurés à des assurés,
 - (iii) les autres montants payables aux médecins par le ministre ou la Couronne.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe est réputée être entrée en vigueur le 11 décembre 2013.

**SCHEDULE 4
MINISTRY OF TRAINING,
COLLEGES AND UNIVERSITIES
AND MINISTRY OF EDUCATION**

Ministry of Training, Colleges and Universities Act

1. The *Ministry of Training, Colleges and Universities Act* is amended by adding the following sections:

Definition of "personal information"

14. In sections 15 and 16,

"personal information" means personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Collection and use of personal information

15. (1) The Minister may collect personal information, directly or indirectly, for purposes related to the following matters, and may use it for those purposes:

1. Administering this Act and the regulations, and such other Acts and regulations as are assigned to him or her by the provisions of the Acts or regulations or by the Lieutenant Governor in Council under the *Executive Council Act*, and implementing directives made under such legislation.
2. Ensuring compliance with the Acts identified in paragraph 1 and the regulations and directives made under such Acts.
3. Planning for, allocating and administering funding to colleges, universities and other post-secondary educational and training institutions and detecting, monitoring and preventing any unauthorized receipt of or use of the funding.
4. Planning or delivering post-secondary educational or training related programs or services that the Ministry provides or funds, in whole or in part, allocating resources to any of them, evaluating or monitoring any of them or detecting, monitoring and preventing fraud and any unauthorized receipts of services or benefits related to such funding.
5. Monitoring and evaluating the quality, outcomes and delivery of post-secondary programs and services provided by colleges, universities and other post-secondary educational and training institutions to their students to ensure accountability for the use of public funds and support for the continued efficient allocation of funding to such institutions.
6. Implementing risk management, error management or activities to improve or maintain the quality of the programs and services that the Ministry provides or funds, in whole or in part.

**ANNEXE 4
MINISTÈRE DE LA FORMATION
ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités

1. La *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Définition de «renseignements personnels»

14. La définition qui suit s'applique aux articles 15 et 16.

«renseignements personnels» S'entend au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Collecte et utilisation de renseignements personnels

15. (1) Le ministre peut recueillir, directement ou indirectement, des renseignements personnels à des fins liées aux questions suivantes et les utiliser à ces fins :

1. L'application de la présente loi et des règlements, ainsi que des autres lois et règlements que leurs dispositions ou que le lieutenant-gouverneur en conseil lui confient en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*, et la mise en oeuvre des directives données en vertu de ces textes.
2. La mise en conformité avec les lois visées à la disposition 1 et les règlements et directives découlant de telles lois.
3. La planification, l'attribution et l'administration de fonds aux collèges, aux universités et aux autres établissements d'enseignement et de formation postsecondaires ainsi que la détection, la surveillance et la répression des cas où des fonds sont reçus ou utilisés sans autorisation.
4. La planification ou l'offre de programmes ou de services se rapportant à l'enseignement ou à la formation postsecondaire que le ministère fournit ou finance en tout ou en partie, l'affectation de ressources à ces programmes ou services, leur évaluation ou leur surveillance, ou la détection, la surveillance et la répression des fraudes liées à un tel financement et des cas où des services ou des avantages connexes sont reçus sans autorisation.
5. La surveillance et l'évaluation de la qualité, des résultats et de la prestation des programmes et services postsecondaires offerts par les collèges, les universités et les autres établissements d'enseignement et de formation postsecondaires à leurs étudiants, afin d'assurer une utilisation responsable des fonds publics et d'appuyer le maintien d'un financement efficient de tels établissements.
6. La mise en oeuvre de la gestion des risques ou des erreurs ou d'activités visant à améliorer ou à maintenir la qualité des programmes et des services que le ministère fournit ou finance en tout ou en partie.

7. Conducting research and analysis, including longitudinal studies, and statistical activities conducted by or on behalf of the Minister for purposes that relate to post-secondary education and training, including,

- i. understanding the transition of students from secondary school to post-secondary education and training,
- ii. understanding student participation and progress, mobility and learning and employment outcomes,
- iii. understanding linkages among universities, colleges, secondary schools and other educational and training institutions prescribed by regulation,
- iv. understanding trends in post-secondary education or training program choices made by students,
- v. understanding sources and patterns of student financial resources, including financial assistance and supports provided by government and post-secondary educational and training institutions,
- vi. planning to enhance the affordability and accessibility of post-secondary education and training and the quality and effectiveness of the post-secondary sector,
- vii. identifying conditions or barriers that inhibit student participation, progress, completion and transition to employment or future post-secondary educational or training opportunities, and
- viii. developing key performance indicators.

Limits on collection and use

(2) The Minister shall not collect or use personal information if other information will serve the purpose of the collection or use.

Same

(3) The Minister shall not collect or use more personal information than is reasonably necessary to meet the purpose of the collection or use.

Disclosure and sharing

(4) The Minister and the following persons and entities, for the purposes identified in each paragraph, may disclose personal information to and indirectly collect personal information from each other:

1. The Minister of Education, for the purposes identified in paragraph 7 of subsection (1).

7. La poursuite d'activités de recherche et d'analyse, y compris des études longitudinales, et d'activités statistiques menées par le ministre ou pour son compte à des fins liées à l'enseignement et à la formation postsecondaires, notamment aux fins suivantes :

- i. comprendre la transition des étudiants entre l'école secondaire et l'enseignement et la formation postsecondaires,
- ii. comprendre la participation et les progrès des étudiants, leur mobilité et leurs résultats d'apprentissage et d'emploi,
- iii. comprendre les liens entre les universités, les collèges, les écoles secondaires et les autres établissements d'enseignement et de formation prescrits par règlement,
- iv. comprendre les tendances en ce qui concerne les choix de programmes d'enseignement ou de formation postsecondaire faits par les étudiants,
- v. comprendre les sources et les modes de financement dont disposent les étudiants, notamment l'aide et les soutiens financiers fournis par le gouvernement et les établissements d'enseignement et de formation postsecondaires,
- vi. planifier une amélioration de l'accessibilité, notamment sur le plan financier, à l'enseignement et à la formation postsecondaires ainsi que de la qualité et de l'efficacité du secteur postsecondaire,
- vii. cerner les conditions ou les obstacles qui nuisent à la participation des étudiants, à leurs progrès, à l'obtention de leur diplôme et à leur transition vers le marché du travail ou les possibilités d'études ou de formation postsecondaires futures,
- viii. établir des indicateurs de rendement clés.

Restrictions : collecte et utilisation

(2) Le ministre ne doit pas recueillir ou utiliser des renseignements personnels à une fin que d'autres renseignements permettent de réaliser.

Idem

(3) Le ministre ne doit pas recueillir ou utiliser plus de renseignements personnels qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour réaliser la fin visée.

Divulguation et partage

(4) Le ministre et les personnes et entités suivantes peuvent se divulguer des renseignements personnels et recueillir indirectement de tels renseignements l'un auprès de l'autre aux fins mentionnées à chacune des dispositions en question :

1. Le ministre de l'Éducation, aux fins mentionnées à la disposition 7 du paragraphe (1).

2. The Minister of Education and the Government of Canada, for the purposes of monitoring and evaluating the quality, outcomes and delivery of post-secondary education and training programs and services that are funded directly or indirectly, in whole or in part, by both the Government of Canada and the Ministry to ensure accountability in the use of public funds and support for the continued allocation of funding for the programs and services.
3. The Minister of Education and other ministers that may be prescribed, for those purposes identified in paragraph 7 of subsection (1) that are prescribed.

Deemed compliance

(5) A disclosure of personal information under subsection (4) is deemed to be for the purposes of complying with this Act and the *Education Act*.

Minister requiring disclosure

(6) The Minister may require any of the following institutions and entities to disclose to him or her such personal information as is reasonably necessary for the purposes described in subsection (1):

1. A college established under the *Ontario Colleges of Applied Arts and Technology Act, 2002*.
2. A university that receives regular and ongoing operating funds from the government for purposes of post-secondary education.
3. A private career college registered under the *Private Career Colleges Act, 2005*.
4. The Northern Ontario School of Medicine.
5. The Michener Institute of Applied Health Sciences.
6. The Ontario College Application Services, Inc., operating as the Ontario College Application Services, and the Ontario Universities' Application Centre, a division of COU Holding Association Inc.
7. Any other post-secondary educational or training institution or other entity prescribed by regulation for the purpose of this section.

Time and form of disclosure

(7) The Minister may specify the time at which and the form in which the personal information required from an institution or entity under subsection (6) must be provided and the secure method to be used in the transfer of the information.

Notice required by s. 39 (2) of FIPPA

(8) If the Minister collects personal information indirectly under subsection (1), the notice required by subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is given by,

2. Le ministre de l'Éducation et le gouvernement du Canada, aux fins de surveillance et d'évaluation de la qualité, des résultats et de la prestation des programmes et services d'enseignement et de formation postsecondaires qui sont financés, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, par le gouvernement du Canada et le ministère, afin d'assurer une utilisation responsable des fonds publics et d'appuyer le maintien du financement de ces programmes et services.
3. Le ministre de l'Éducation et les autres ministres prescrits, aux fins mentionnées à la disposition 7 du paragraphe (1) qui sont prescrites.

Divulgarion réputée conforme

(5) La divulgation de renseignements personnels en vertu du paragraphe (4) est réputée effectuée aux fins de conformité à la présente loi et à la *Loi sur l'éducation*.

Divulgarion exigée par le ministre

(6) Le ministre peut exiger des entités et établissements suivants qu'ils lui divulguent les renseignements personnels qui sont raisonnablement nécessaires aux fins visées au paragraphe (1) :

1. Un collège ouvert en vertu de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*.
2. Une université qui reçoit des fonds de fonctionnement réguliers et permanents du gouvernement aux fins de l'enseignement postsecondaire.
3. Un collège privé d'enseignement professionnel inscrit en vertu de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel*.
4. L'École de médecine du Nord de l'Ontario.
5. Le Michener Institute of Applied Health Sciences.
6. Ontario College Application Services, Inc., exerçant ses activités sous le nom de Service d'admission des collèges de l'Ontario, et le Centre de demande d'admission aux universités de l'Ontario, une division de COU Holding Association Inc.
7. Les établissements d'enseignement ou de formation postsecondaire prescrits par règlement et les autres entités également prescrites pour l'application du présent article.

Moment et forme de la divulgation

(7) Le ministre peut préciser le moment auquel les renseignements personnels doivent lui être fournis par l'établissement ou l'entité en application du paragraphe (6) et la forme sous laquelle ils doivent l'être, ainsi que la méthode sécurisée à utiliser pour leur transfert.

Avis exigé par le par. 39 (2) de la loi sur l'accès à l'information

(8) Si le ministre recueille indirectement des renseignements personnels en vertu du paragraphe (1), l'avis exigé par le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est donné de l'une ou l'autre des manières suivantes :

- (a) a public notice posted on the Ministry's website or the Government of Ontario's website; or
- (b) any other method that may be prescribed by regulation.

Regulations

(9) The Lieutenant Governor in Council may make regulations for the purposes of this section,

- (a) prescribing educational and training institutions for the purposes of subparagraph 7 iii of subsection (1);
- (b) prescribing ministers for the purposes of paragraph 3 of subsection (4) and the purposes identified in paragraph 7 of subsection (1) for which personal information may be disclosed to them and indirectly collected from them;
- (c) prescribing post-secondary educational or training institutions or other entities for the purposes of paragraph 7 of subsection (6);
- (d) prescribing methods of giving the notice required by subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Ontario education numbers

Assignment of numbers

16. (1) The Minister may assign an Ontario education number to a person who is enrolled or who seeks admission to be enrolled in a college, university or other post-secondary educational and training institution prescribed by regulation, if an education number has not already been assigned to the person by the Minister of Education.

Collection, use and disclosure of personal information

(2) For the purposes of assigning an Ontario education number by the Minister under subsection (1) and validating and updating the number and the personal information associated with the number, officers and employees who are employed in the Ministry,

- (a) are authorized to collect, directly or indirectly, personal information; and
- (b) may use and disclose personal information.

s. 39 (2) FIPPA non-applicable

(3) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply to a collection under clause (2) (a).

Deemed compliance

(4) Disclosure of information under clause (2) (b) is deemed to be for the purpose of complying with this Act and the *Education Act*.

Exception, re privacy

(5) Despite subsection 266.3 (1) of the *Education Act*, a college, university or other post-secondary educational

- a) un avis public affiché sur le site Web du ministère ou du gouvernement de l'Ontario;
- b) tout autre mode prescrit par règlement.

Règlements

(9) Pour l'application du présent article, le lieutenant gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des établissements d'enseignement et de formation pour l'application de la sous-disposition 7 iii du paragraphe (1);
- b) prescrire les ministres pour l'application de la disposition 3 du paragraphe (4) et les fins mentionnées à la disposition 7 du paragraphe (1) auxquelles des renseignements personnels peuvent leur être divulgués et peuvent être indirectement recueillis auprès d'eux;
- c) prescrire des établissements d'enseignement ou de formation postsecondaire ou d'autres entités pour l'application de la disposition 7 du paragraphe (6);
- d) prescrire les modes de remise de l'avis exigé par le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario

Attribution de numéros

16. (1) Le ministre peut attribuer un numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario à quiconque est inscrit ou demande à être inscrit à un collège, à une université ou à un autre établissement d'enseignement et de formation postsecondaires prescrit par règlement, si le ministre de l'Éducation ne l'a pas déjà fait.

Collecte, utilisation et divulgation de renseignements personnels

(2) Aux fins de l'attribution d'un numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario par le ministre en vertu du paragraphe (1) et de la validation et de la mise à jour du numéro ainsi que des renseignements personnels qui y sont associés, les dirigeants et employés qui sont employés au ministère :

- a) sont autorisés à recueillir des renseignements personnels, directement ou indirectement;
- b) peuvent utiliser et divulguer des renseignements personnels.

Non-application du par. 39 (2) de la loi sur l'accès à l'information

(3) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ne s'applique pas aux collectes effectuées en vertu de l'alinéa (2) a).

Divulgation réputée conforme

(4) La divulgation de renseignements en vertu de l'alinéa (2) b) est réputée effectuée aux fins de conformité à la présente loi et à la *Loi sur l'éducation*.

Exception concernant la protection de la vie privée

(5) Malgré le paragraphe 266.3 (1) de la *Loi sur l'éducation*, les collèges, les universités et les autres éta-

and training institution prescribed by regulation may collect, use or disclose or require the production of a person's Ontario education number for purposes related to the provision of post-secondary education and training to that person.

Same

(6) Despite subsection 266.3 (1) of the *Education Act*, the Minister and a college, university or other post-secondary educational and training institution prescribed by regulation or persons or entities prescribed by regulation may collect, use or disclose or require the production of Ontario education numbers,

- (a) for purposes related to post-secondary educational and training administration, funding, planning or research; and
- (b) for purposes related to the provision of financial assistance associated with the person's post-secondary education and training.

Offence

(7) Any person who collects, uses or discloses or requires the production of another person's Ontario education number, except as permitted by this section, the *Education Act* or otherwise by law, is guilty of an offence.

Penalty, individuals

(8) An individual who is convicted of an offence under this section is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Penalty, corporations

(9) A corporation that is convicted of an offence under this section is liable to a fine of not more than \$25,000.

Regulations

(10) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing colleges, universities and other post-secondary educational and training institutions for the purposes of this section;
- (b) for purposes associated with Ontario education numbers, authorizing personal information to be collected by the Ministry or by prescribed colleges, universities and other post-secondary educational and training institutions, other than directly from the individual to whom the information relates, and regulating the manner in which the information is collected;
- (c) requiring the use of Ontario education numbers by prescribed colleges, universities and other post-secondary educational and training institutions for the purposes specified in the regulations;

blissements d'enseignement et de formation postsecondaires prescrits par règlement peuvent recueillir, utiliser ou divulguer le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario d'une personne, ou en exiger la production, à des fins liées à la prestation de services d'enseignement et de formation postsecondaires à cette personne.

Idem

(6) Malgré le paragraphe 266.3 (1) de la *Loi sur l'éducation*, le ministre et les collèges, les universités et les autres établissements d'enseignement et de formation postsecondaires prescrits par règlement ou les personnes ou les entités également prescrites peuvent recueillir, utiliser ou divulguer des numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario, ou en exiger la production :

- a) à des fins liées à l'administration, au financement ou à la planification de l'enseignement et de la formation postsecondaires ou à la recherche dans ce domaine;
- b) à des fins liées à la prestation d'une aide financière qui est accordée à la personne dans le cadre de l'enseignement et de la formation postsecondaires.

Infraction

(7) Quiconque recueille, utilise ou divulgue le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario d'une autre personne, ou en exige la production, sauf dans la mesure permise par le présent article, la *Loi sur l'éducation* ou par ailleurs en droit, est coupable d'une infraction.

Peines : personnes physiques

(8) La personne physique qui est déclarée coupable de l'infraction prévue par le présent article est passible d'une amende maximale de 5 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou d'une seule de ces peines.

Peines : personnes morales

(9) La personne morale qui est déclarée coupable de l'infraction prévue par le présent article est passible d'une amende maximale de 25 000 \$.

Règlements

(10) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des collèges, des universités et d'autres établissements d'enseignement et de formation postsecondaires pour l'application du présent article;
- b) aux fins liées aux numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario, autoriser la collecte de renseignements personnels par le ministère ou les collèges, les universités et les autres établissements d'enseignement et de formation postsecondaires prescrits, d'une manière autre que directement du particulier concerné par ces renseignements, et réglementer la manière dont ces renseignements sont recueillis;
- c) obliger les collèges, les universités et les autres établissements d'enseignement et de formation postsecondaires prescrits à utiliser les numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario aux fins précisées dans les règlements;

- (d) respecting any matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this section.

Education Act

2. (1) The following apply with respect to the application of subsections (3) to (9):

1. Subsections (3), (4) and (5) apply if, on the day this subsection comes into force, neither subsection 13 (1) nor (2) of Schedule D to the *Child Care Modernization Act, 2013*, as enacted by Bill 143 (*Child Care Modernization Act, 2013*), has come into force.
2. Subsections (6), (7) and (8) apply if subsection 13 (1) of Schedule D to the *Child Care Modernization Act, 2013*, as enacted by Bill 143 (*Child Care Modernization Act, 2013*), comes into force on or before the day this subsection comes into force, but subsection 13 (2) of Schedule D to the *Child Care Modernization Act, 2013*, as enacted by Bill 143 (*Child Care Modernization Act, 2013*), has not come into force on that date.
3. Subsection (9) applies if subsection 13 (2) of Schedule D to the *Child Care Modernization Act, 2013*, as enacted by Bill 143 (*Child Care Modernization Act, 2013*), comes into force on or before the day this subsection comes into force.

(2) References in this section to provisions of Bill 143 (*Child Care Modernization Act, 2013*) are references to those provisions as they were numbered in the first reading version of the Bill.

(3) Subsections 266.2 (2) to (4) of the *Education Act* are repealed and the following substituted:

Same

(2) The persons and entities described in subsection (3) are authorized to collect personal information, directly or indirectly, and to use and disclose personal information, for the purposes of,

- (a) assigning Ontario education numbers under subsection (1); and
- (b) validating and updating the numbers and the personal information associated with them.

Same

(3) Subsection (2) applies to:

1. The Minister.

- d) traiter de toute question qu'il juge nécessaire ou souhaitable pour réaliser efficacement l'objet du présent article.

Loi sur l'éducation

2. (1) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard de l'application des paragraphes (3) à (9) :

1. Les paragraphes (3), (4) et (5) s'appliquent si, le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, ni le paragraphe 13 (1) ni le paragraphe 13 (2) de l'annexe D de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*, tels qu'ils sont édictés par le projet de loi 143 (*Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*), n'est entré en vigueur.
2. Les paragraphes (6), (7) et (8) s'appliquent si le paragraphe 13 (1) de l'annexe D de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*, tel qu'il est édicté par le projet de loi 143 (*Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*), entre en vigueur au plus tard le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, mais que le paragraphe 13 (2) de l'annexe D de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*, tel qu'il est édicté par le projet de loi 143 (*Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*), n'est pas entré en vigueur à cette date.
3. Le paragraphe (9) s'applique si le paragraphe 13 (2) de l'annexe D de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*, tel qu'il est édicté par le projet de loi 143 (*Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*), entre en vigueur au plus tard le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

(2) Les mentions, au présent article, de dispositions du projet de loi 143 (*Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants*) valent mention de ces dispositions selon leur numérotation dans la version de première lecture du projet de loi.

(3) Les paragraphes 266.2 (2) à (4) de la *Loi sur l'éducation* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Idem

(2) Les personnes et entités énoncées au paragraphe (3) sont autorisées à recueillir des renseignements personnels, directement ou indirectement, et à les utiliser et les divulguer aux fins suivantes :

- a) l'attribution de numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario en vertu du paragraphe (1);
- b) la validation et la mise à jour des numéros et des renseignements personnels qui y sont associés.

Idem

(3) Le paragraphe (2) s'applique aux personnes et entités suivantes :

1. Le ministre.

2. Prescribed educational and training institutions.
3. Prescribed persons.
4. Prescribed entities that co-ordinate a person's enrolment in or admission to a prescribed educational or training institution.

Same

(4) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and subsection 29 (2) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply to a collection under subsection (2).

Same

(5) The disclosure of information under subsection (2) is deemed to be for the purposes of complying with this Act or the *Ministry of Training Colleges and Universities Act*.

(4) Subsection 266.2 (5) of the Act, as enacted by subsection (3), is amended by striking out "this Act or the *Ministry of Training Colleges and Universities Act*" at the end and substituting "this Act, the *Ministry of Training Colleges and Universities Act* or the *Child Care and Early Years Act, 2013*".

(5) Subsections 13 (1) and (2) of Schedule D to the *Child Care Modernization Act, 2013* (Bill 143) are repealed.

(6) Subsection 266.2 (5) of the Act, as enacted by subsection 13 (1) of Schedule D to the *Child Care Modernization Act, 2013* (Bill 143), is amended by adding "or the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act*", at the end.

(7) Subsection 266.2 (5) of the Act, as amended by subsection (6), is amended by striking out "this Act or the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act*" at the end and substituting "this Act, the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act* or the *Child Care and Early Years Act, 2013*".

(8) Subsection 13 (2) of Schedule D to the *Child Care Modernization Act, 2013* (Bill 143) is repealed.

(9) Subsection 266.2 (5) of the Act is amended by striking out "this Act or the *Child Care and Early Years Act, 2013*" at the end and substituting "this Act, the *Ministry of Training Colleges and Universities Act* or the *Child Care and Early Years Act, 2013*".

Private Career Colleges Act, 2005

3. Subsection 50 (2) of the *Private Career Colleges Act, 2005* is amended by adding "or" at the end of clause (a) and by repealing clause (b).

2. Les établissements d'enseignement et de formation prescrits.
3. Les personnes prescrites.
4. Les entités prescrites qui coordonnent l'inscription ou l'admission d'une personne dans un établissement d'enseignement ou de formation prescrit.

Idem

(4) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas aux collectes effectuées en vertu du paragraphe (2).

Idem

(5) La divulgation de renseignements en vertu du paragraphe (2) est réputée effectuée aux fins de conformité à la présente loi ou à la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités*.

(4) Le paragraphe 266.2 (5) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (3), est modifié par remplacement de «à la présente loi ou à la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités*» par «à la présente loi, à la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités* ou à la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*» à la fin du paragraphe.

(5) Les paragraphes 13 (1) et (2) de l'annexe D de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants* (projet de loi 143) sont abrogés.

(6) Le paragraphe 266.2 (5) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe 13 (1) de l'annexe D de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants* (projet de loi 143), est modifié par insertion de «ou à la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités*» à la fin du paragraphe.

(7) Le paragraphe 266.2 (5) de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe (6), est modifié par remplacement de «à la présente loi ou à la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités*» par «à la présente loi, à la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités* ou à la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*» à la fin du paragraphe.

(8) Le paragraphe 13 (2) de l'annexe D de la *Loi de 2013 sur la modernisation des services de garde d'enfants* (projet de loi 143) est abrogé.

(9) Le paragraphe 266.2 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «à la présente loi ou à la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*» par «à la présente loi, à la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités* ou à la *Loi de 2013 sur la garde d'enfants et la petite enfance*» à la fin du paragraphe.

Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel

3. L'alinéa 50 (2) b) de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel* est abrogé.

*Ministry of Training, Colleges and Universities
and Ministry of Education*

*Ministère de la Formation et des Collèges et Universités
et ministère de l'Éducation*

Commencement

4. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Entrée en vigueur

4. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 5
MINISTRY OF TRANSPORTATION

1. Part X.2 of the *Highway Traffic Act* is repealed and the following substituted:

PART X.2
STRETCHER TRANSPORTATION SERVICES

Definitions

191.5 In this Part,

“ambulance” and “ambulance service” have the same meanings as in the *Ambulance Act*; (“ambulance”, “service d’ambulance”)

“attendant” means a person employed or engaged by a certificate holder who drives a stretcher transportation vehicle or accompanies and assists passengers in a stretcher transportation vehicle; (“accompagnateur”)

“certificate”, except in section 191.6, means a certificate issued under this Part that authorizes the holder to provide stretcher transportation services; (“certificat”)

“compensation” includes any rate, remuneration, reimbursement or reward of any kind paid, payable, promised, received or demanded, directly or indirectly; (“rémunération”)

“inspector” means a person appointed under this Part or under section 223; (“inspecteur”)

“prescribed” means prescribed by regulations made under this Part; (“prescrit”)

“stretcher transportation services” means services provided for compensation, or for no compensation by a charitable organization registered under the *Income Tax Act* (Canada), for the transportation of passengers on stretchers, and includes transporting passengers to and from a stretcher transportation vehicle, but does not include ambulance services; (“services de transport en civière”)

“stretcher transportation vehicle” means a motor vehicle used to transport passengers on stretchers, but does not include an ambulance. (“véhicule de transport en civière”)

Non-application to ambulance services

191.6 Nothing in this Part applies to an ambulance service operated by a person under the authority of a certificate issued under the *Ambulance Act*.

Prohibitions

Certificate required to provide stretcher transportation services

191.7 (1) No person shall provide stretcher transportation services except under the authority of and in accordance with a certificate.

Offering, holding out

(2) No person shall offer to provide stretcher transpor-

ANNEXE 5
MINISTÈRE DES TRANSPORTS

1. La partie X.2 du *Code de la route* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

PARTIE X.2
SERVICES DE TRANSPORT EN CIVIÈRE

Définitions

191.5 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«accompagnateur» Personne employée ou engagée par le titulaire d’un certificat qui conduit un véhicule de transport en civière ou accompagne et aide les passagers d’un tel véhicule. («attendant»)

«ambulance» et «service d’ambulance» S’entendent au sens de la *Loi sur les ambulances*. («ambulance», «ambulance service»)

«certificat» Sauf à l’article 191.6, certificat délivré sous le régime de la présente partie et autorisant son titulaire à fournir des services de transport en civière. («certificat»)

«inspecteur» Personne nommée en vertu de la présente partie ou de l’article 223. («inspector»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en vertu de la présente partie. («prescribed»)

«rémunération» S’entend notamment du taux, de la rétribution, du remboursement ou d’une récompense quelconque qui ont été payés, qui sont payables ou qui ont été promis, reçus ou demandés, directement ou indirectement. («compensation»)

«services de transport en civière» Services fournis contre rémunération, ou services fournis gratuitement par une oeuvre de bienfaisance enregistrée sous le régime de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), pour assurer le transport de passagers en civière, notamment le transport de passagers vers un véhicule de transport en civière et à partir d’un tel véhicule. Sont toutefois exclus les services d’ambulance. («stretcher transportation services»)

«véhicule de transport en civière» Véhicule automobile servant à transporter des passagers en civière, à l’exclusion d’une ambulance. («stretcher transportation vehicle»)

Non-application aux services d’ambulance

191.6 La présente partie ne s’applique pas à un service d’ambulance exploité par une personne en vertu d’un certificat délivré sous le régime de la *Loi sur les ambulances*.

Interdictions

Certificat exigé pour fournir des services de transport en civière

191.7 (1) Nul ne doit fournir des services de transport en civière, si ce n’est en vertu d’un certificat et conformément à celui-ci.

Offre : fausse représentation

(2) Nul ne doit offrir de fournir des services de trans-

tation services or hold themselves out as being authorized to provide stretcher transportation services unless they hold a certificate.

Attendants

(3) A certificate holder shall not employ or engage a person as an attendant, or as a prescribed class of attendant, unless that person has the prescribed qualifications for that position.

Insurance

(4) A certificate holder shall not provide stretcher transportation services unless the holder is insured for the prescribed kinds of liability and in the amounts prescribed.

Requirement to provide information

(5) A certificate holder shall provide prescribed information, in the prescribed manner and at the prescribed time or times, to persons requesting or receiving stretcher transportation services and to other prescribed persons.

Offence

(6) Every person who contravenes subsection (1), (2), (3), (4) or (5) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$100 and not more than \$2,000.

Certificate

Issuance, renewal

191.7.1 (1) The Minister may issue a certificate to an applicant or renew a certificate if the Minister is satisfied that the person meets the prescribed requirements.

Limitations, conditions

(2) Upon issuing or renewing a certificate, the Minister may attach to the certificate any limitation and condition that he or she considers appropriate.

Refusal to issue or renew, suspension or revocation

(3) The Minister may refuse to issue or renew a certificate and may suspend or revoke a certificate if the Minister is of the opinion that the applicant or holder does not meet or no longer meets the prescribed requirements.

Certificate not transferable

(4) A certificate is not transferable.

Return of certificate

(5) Every certificate is the property of the Crown and shall be returned to the Ministry in the prescribed circumstances and manner and at the prescribed time.

Certificate number

(6) The Minister shall assign a unique number identifier to each issued certificate and every certificate holder shall use the number assigned to their certificate as prescribed.

port en civière ni prétendre être autorisé à le faire, à moins d'être titulaire d'un certificat.

Accompagnateurs

(3) Le titulaire d'un certificat ne doit pas employer ni engager comme accompagnateur ou comme accompagnateur appartenant à une catégorie prescrite une personne qui ne possède pas les qualifications prescrites pour ce poste.

Assurance

(4) Le titulaire d'un certificat ne doit pas fournir des services de transport en civière, à moins d'être assuré pour les types de responsabilité et les montants prescrits.

Exigence : fourniture de renseignements

(5) Le titulaire d'un certificat fournit les renseignements prescrits, de la manière prescrite et aux moments prescrits, aux personnes qui demandent ou reçoivent des services de transport en civière et aux autres personnes prescrites.

Infraction

(6) Quiconque contrevient au paragraphe (1), (2), (3), (4) ou (5) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 2 000 \$.

Certificat

Délivrance et renouvellement

191.7.1 (1) Le ministre peut délivrer un certificat à l'auteur d'une demande ou renouveler un certificat s'il est convaincu que la personne satisfait aux exigences prescrites.

Restrictions et conditions

(2) À la délivrance ou au renouvellement d'un certificat, le ministre peut assortir le certificat des restrictions et conditions qu'il estime appropriées.

Refus de délivrer ou de renouveler un certificat et suspension ou révocation

(3) Le ministre peut refuser de délivrer ou de renouveler un certificat et il peut suspendre ou révoquer un certificat s'il est d'avis que l'auteur de la demande ou le titulaire du certificat ne satisfait pas ou ne satisfait plus aux exigences prescrites.

Certificat non transférable

(4) Le certificat n'est pas transférable.

Retour du certificat

(5) Chaque certificat est la propriété de la Couronne et doit être retourné au ministère dans les circonstances, de la manière et au moment prescrits.

Numéro de certificat

(6) Le ministre attribue un numéro d'identification unique à chaque certificat qu'il délivre. Le titulaire d'un certificat doit utiliser le numéro de son certificat de la manière prescrite.

Information available to the public

(7) The Minister may make the names of certificate holders, and any other information respecting certificate holders that he or she thinks should be publicly known, available to the public in the manner that he or she considers appropriate.

Attendants

191.7.2 (1) No person shall act as an attendant, or as a prescribed class of attendant, unless he or she has the prescribed qualifications to do so.

Required to identify self

(2) Upon request, an attendant shall identify himself or herself to a police officer or an inspector and, for that purpose, giving his or her correct name, date of birth and address is sufficient identification.

Required to identify certificate holder

(3) Upon request, an attendant shall identify the certificate holder to a police officer or an inspector and, for that purpose, giving the number assigned to the certificate holder's certificate is sufficient identification.

Emergency medical assistance

(4) If a person receiving stretcher transportation services appears to an attendant to be in need of emergency medical assistance, the attendant shall immediately contact ambulance, police or fire department emergency services and shall follow their instructions.

Vehicle requirements

191.7.3 (1) A certificate holder shall ensure that the stretcher transportation vehicles used to provide stretcher transportation services meet the requirements of this section and the regulations made under this Part, including being equipped with any prescribed equipment or thing and being inspected and maintained as prescribed, in addition to meeting any other applicable vehicle requirements under this Act.

Duty of attendant

(2) An attendant shall ensure that a stretcher transportation vehicle which the attendant is driving or in which the attendant accompanies and assists a passenger meets the requirements of this section and the regulations made under this Part, including being equipped with any prescribed equipment or thing and being inspected and maintained as prescribed, in addition to meeting any other applicable vehicle requirements under this Act.

Emergency services communication

(3) Every stretcher transportation vehicle must be equipped with equipment that allows for communication with ambulance, police or fire department emergency services.

Identification of vehicle

(4) Every stretcher transportation vehicle must display

Accès public aux renseignements

(7) Le ministre peut mettre à la disposition du public, de la manière qu'il estime appropriée, le nom des titulaires de certificat et tout autre renseignement les concernant qui, à son avis, devrait être porté à la connaissance du public.

Accompagnateurs

191.7.2 (1) Nul ne doit agir à titre d'accompagnateur ou d'accompagnateur appartenant à une catégorie prescrite, à moins de posséder les qualifications prescrites pour ce poste.

Obligation de décliner son identité

(2) L'accompagnateur doit, sur demande, décliner son identité à un agent de police ou à un inspecteur. À cette fin, le fait de donner son nom, sa date de naissance et son adresse exacts constitue une identification suffisante.

Obligation de décliner l'identité du titulaire de certificat

(3) L'accompagnateur doit, sur demande, décliner l'identité du titulaire de certificat à un agent de police ou à un inspecteur. À cette fin, le fait de donner le numéro du certificat du titulaire constitue une identification suffisante.

Assistance médicale d'urgence

(4) Si la personne qui reçoit des services de transport en civière lui semble avoir besoin d'une assistance médicale d'urgence, l'accompagnateur communique immédiatement avec les services d'urgence des ambulanciers, de la police ou des pompiers et suit leurs instructions.

Exigences applicables au véhicule

191.7.3 (1) Le titulaire d'un certificat veille à ce que les véhicules de transport en civière servant à fournir des services de transport en civière satisfont aux exigences du présent article et des règlements pris en vertu de la présente partie. Les véhicules doivent notamment être munis du matériel ou des choses prescrits, le cas échéant, être inspectés et entretenus de la manière prescrite, et satisfaire à toute autre exigence en matière de véhicules prévue dans le présent code.

Obligation de l'accompagnateur

(2) L'accompagnateur veille à ce que le véhicule de transport en civière qu'il conduit ou dans lequel il accompagne et aide un passager satisfasse aux exigences du présent article et des règlements pris en vertu de la présente partie. Le véhicule doit notamment être muni du matériel ou des choses prescrits, le cas échéant, être inspecté et entretenu de la manière prescrite, et satisfaire à toute autre exigence en matière de véhicules prévue dans le présent code.

Communication avec les services d'urgence

(3) Chaque véhicule de transport en civière doit être muni de matériel permettant la communication avec les services d'urgence des ambulanciers, de la police ou des pompiers.

Identification du véhicule

(4) Le nom du titulaire du certificat qui utilise le véhi-

on the outside of the vehicle and in the prescribed manner the name of the certificate holder that operates the vehicle, the number of the holder's certificate and any other prescribed word, phrase, sign or marking.

Cannot pass off vehicle as an ambulance

(5) A stretcher transportation vehicle must not display anywhere inside or outside the vehicle the word "ambulance" or any prescribed word, phrase, sign or marking or be used as or held out to be an ambulance.

Offence

(6) Every person who contravenes this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$100 and not more than \$2,000.

Operation requirements

191.7.4 (1) A certificate holder shall ensure that the stretcher transportation services the holder provides are provided in accordance with the regulations made under this Part.

Vehicle operation

(2) A certificate holder shall ensure that the stretcher transportation vehicles used by the holder to provide stretcher transportation services are operated in accordance with the regulations made under this Part.

Duty of attendant

(3) An attendant shall ensure that the stretcher transportation services provided while he or she is acting as an attendant are provided in accordance with the regulations made under this Part and that the stretcher transportation vehicle which he or she drives or in which he or she accompanies or assists a passenger is operated in accordance with the regulations made under this Part.

Offence

(4) Every person who contravenes this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$100 and not more than \$2,000.

Inspectors

191.7.5 (1) The Minister may appoint one or more persons as inspectors for the purposes of this Part and shall issue to every inspector a certificate of appointment.

Inspector's duty to identify self

(2) Every inspector, in the execution of his or her duties and powers under this section, shall produce his or her certificate of appointment upon request.

Power to examine vehicles

(3) For the purpose of ensuring compliance with this Part, an inspector may examine a stretcher transportation vehicle without a warrant and subsections 216.1 (1) to (7) apply to this power with necessary modifications, including the modification that references to the driver in subsections 216.1 (1) and (3) shall be read as referring to an attendant.

cule, le numéro de son certificat et les mots, phrases, signes ou marques prescrits doivent être affichés, de la manière prescrite, à l'extérieur de chaque véhicule de transport en civière.

Interdiction de faire passer le véhicule pour une ambulance

(5) Le véhicule de transport en civière ne doit pas comporter, à l'intérieur ou à l'extérieur, le mot « ambulance » ou les autres mots, phrases, signes ou marques prescrits, servir d'ambulance ou donner l'impression d'être une ambulance.

Infraction

(6) Quiconque contrevient au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 2 000 \$.

Exigences relatives à l'utilisation d'un véhicule

191.7.4 (1) Le titulaire d'un certificat veille à ce que les services de transport en civière qu'il fournit le soient conformément aux règlements pris en vertu de la présente partie.

Utilisation du véhicule

(2) Le titulaire d'un certificat veille à ce que les véhicules de transport en civière dont il se sert pour fournir des services de transport en civière soient utilisés conformément aux règlements pris en vertu de la présente partie.

Obligation de l'accompagnateur

(3) L'accompagnateur veille à ce que, d'une part, les services de transport en civière fournis lorsqu'il agit à titre d'accompagnateur le soient conformément aux règlements pris en vertu de la présente partie et, d'autre part, le véhicule de transport en civière qu'il conduit ou dans lequel il accompagne ou aide un passager soit utilisé conformément aux règlements pris en vertu de la présente partie.

Infraction

(4) Quiconque contrevient au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 2 000 \$.

Inspecteurs

191.7.5 (1) Le ministre peut nommer une ou plusieurs personnes en qualité d'inspecteurs pour l'application de la présente partie et doit délivrer à chacune d'elles un certificat de nomination.

Obligation de décliner son identité

(2) Chaque inspecteur, dans l'exécution des fonctions et pouvoirs que lui attribue le présent article, produit, sur demande, son certificat de nomination.

Pouvoir d'examiner des véhicules

(3) Afin d'assurer la conformité à la présente partie, l'inspecteur peut, sans mandat, examiner un véhicule de transport en civière. Les paragraphes 216.1 (1) à (7) s'appliquent alors à ce pouvoir, avec les adaptations nécessaires, notamment une adaptation selon laquelle les mentions du conducteur aux paragraphes 216.1 (1) et (3) valent mention de l'accompagnateur.

Power to inspect premises

(4) For the purpose of ensuring compliance with this Part, an inspector may, without a warrant,

- (a) enter any premises that are the business premises of a certificate holder;
- (b) enter any premises that are business premises where the records of a certificate holder or motor vehicles, equipment or other things that are relevant to the inspection are kept;
- (c) examine motor vehicles, equipment, documents, records or other things that are relevant to the inspection;
- (d) demand the production for inspection of a motor vehicle, equipment, document, record or other thing that is relevant to the inspection;
- (e) remove for review and examination or testing a motor vehicle, equipment or other thing that is relevant to the inspection;
- (f) remove for review and copying a document or record that is relevant to the inspection;
- (g) in order to produce information or a document or record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business on the premises;
- (h) carry out any examination, test, audit or investigation procedure that is relevant to the inspection; and
- (i) question a person on matters relevant to the inspection.

Dwellings

(5) The power to enter and inspect premises under this section shall not be exercised to enter and inspect any part of the premises that is used as a dwelling without the consent of the occupier.

Written demand for documents and records

(6) An inspector may at any time, for any purpose related to the administration or enforcement of this Part, deliver a demand personally on a certificate holder, attendant or any director, officer, employee or agent of the certificate holder, or mail a demand to such person at the latest address of the person appearing on the records of the Ministry, requiring that the person deliver to the inspector, within the time specified in the demand, any document or record the production of which could be required under clause (4) (d).

Time of entry

(7) The power to enter and inspect premises shall be exercised during the regular business hours of the premises or, if the premises do not have regular business hours, at any time the premises are open for business.

Pouvoir d'inspecter des locaux

(4) Afin d'assurer la conformité à la présente partie, l'inspecteur peut, sans mandat :

- a) pénétrer dans des locaux qui sont les locaux commerciaux du titulaire d'un certificat;
- b) pénétrer dans des locaux qui sont les locaux commerciaux où sont conservés les dossiers du titulaire d'un certificat, des véhicules automobiles, du matériel ou d'autres choses qui se rapportent à l'inspection;
- c) examiner les véhicules automobiles, le matériel, les documents, les dossiers ou les autres choses qui se rapportent à l'inspection;
- d) demander la production, aux fins d'inspection, des véhicules automobiles, du matériel, des documents, des dossiers ou des autres choses qui se rapportent à l'inspection;
- e) enlever, aux fins d'examen ou d'analyse, un véhicule automobile, du matériel ou une autre chose qui se rapporte à l'inspection;
- f) enlever, aux fins d'examen, des documents ou des dossiers qui se rapportent à l'inspection et en faire des copies;
- g) afin de produire des renseignements, un document ou un dossier sous une forme lisible, recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données qui sont utilisés habituellement pour exercer des activités commerciales dans les locaux;
- h) effectuer les examens, analyses, vérifications ou enquêtes qui se rapportent à l'inspection;
- i) interroger des personnes sur toute question qui se rapporte à l'inspection.

Logements

(5) Le pouvoir de pénétrer dans des locaux et de les inspecter prévu au présent article ne doit pas être exercé dans une partie de ceux-ci qui sert de logement, sauf si son occupant y consent.

Demande écrite de documents et de dossiers

(6) L'inspecteur peut, aux fins liées à l'application ou à l'exécution de la présente partie, soit remettre à personne au titulaire d'un certificat, à un accompagnateur ou encore à un administrateur, un dirigeant, un employé ou un mandataire du titulaire du certificat, soit envoyer par courrier à une telle personne, à sa dernière adresse figurant dans les dossiers du ministère, une demande exigeant que la personne lui remette, dans le délai qui y est précisé, les documents ou dossiers dont la production pourrait être exigée en vertu de l'alinéa (4) d).

Heures d'entrée

(7) Le pouvoir de pénétrer dans des locaux et de les inspecter est exercé pendant les heures d'ouverture normales de ceux-ci ou, à défaut, à toute heure où ils sont ouverts.

Assistance

(8) An inspector may be accompanied by any person or persons who may be of assistance to him or her in conducting the inspection.

Use of force

(9) An inspector is not entitled to use force to enter and inspect any premises under this section.

Obligation to produce and assist

(10) If an inspector demands that a motor vehicle, equipment, document, record or other thing be produced for inspection, the person who has custody of the motor vehicle, equipment, document, record or thing shall produce it immediately and, in the case of a document or record, shall on request provide any assistance that is reasonably necessary to interpret the document or record or to produce it in a readable form.

Things removed

(11) An inspector who removes a motor vehicle, equipment, document, record or other thing under clause (4) (e) or (f) or to whom a motor vehicle, equipment, document, record or other thing is delivered pursuant to a demand made under clause (4) (d) shall give a receipt for it and return it to the person who produced or delivered it within a reasonable time.

Copy admissible in evidence

(12) A copy of a document or record that is certified as a true copy by the person making it is admissible in evidence in any proceeding or prosecution as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the document or record copied and its contents.

Co-operation with inspector

(13) A certificate holder, an attendant and the directors, officers, employees and agents of a certificate holder shall co-operate with an inspector conducting an inspection.

Obstruction

(14) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection, refuse to answer questions on matters relevant to the inspection or provide the inspector with information on matters relevant to the inspection that the person knows to be false or misleading.

Offence

(15) Every person who contravenes subsection (10), (13) or (14) or fails to comply with a direction, requirement or demand made under subsection (3) or (6) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$100 and not more than \$2,000.

Certificate holder's records, reports**Prescribed records**

191.7.6 (1) A certificate holder shall keep prescribed records and, upon the demand of the Minister, shall pro-

Aide

(8) L'inspecteur peut être accompagné d'une ou de plusieurs personnes pouvant l'aider à faire l'inspection.

Recours à la force

(9) Le présent article ne donne pas à l'inspecteur le droit de recourir à la force pour pénétrer dans des locaux et les inspecter.

Production et aide obligatoires

(10) Si un inspecteur demande la production, aux fins d'inspection, de véhicules automobiles, de matériel, de documents, de dossiers ou d'autres choses, la personne qui en a la garde les produit immédiatement et, dans le cas de documents ou de dossiers, fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour les interpréter ou les produire sous une forme lisible.

Enlèvement de choses

(11) L'inspecteur qui enlève des véhicules automobiles, du matériel, des documents, des dossiers ou d'autres choses en vertu de l'alinéa (4) e) ou f) ou à qui ils sont remis conformément à une demande faite en vertu de l'alinéa (4) d) en donne un récépissé et les retourne à la personne qui les a produits ou remis dans un délai raisonnable.

Copie admissible en preuve

(12) Une copie d'un document ou d'un dossier certifiée conforme par la personne qui l'a tirée est admissible en preuve dans toute instance ou poursuite comme preuve, en l'absence de preuve contraire, du document ou dossier original et de son contenu.

Coopération avec l'inspecteur

(13) Le titulaire d'un certificat, l'accompagnateur et les administrateurs, dirigeants, employés et mandataires du titulaire du certificat coopèrent avec l'inspecteur qui fait une inspection.

Entrave

(14) Nul ne doit gêner ni entraver le travail de l'inspecteur qui fait une inspection, refuser de répondre à ses questions sur des sujets qui se rapportent à celle-ci, ni lui fournir des renseignements qu'il sait faux ou trompeurs sur de tels sujets.

Infraction

(15) Quiconque contrevient au paragraphe (10), (13) ou (14) ou ne se conforme pas à un ordre donné, une exigence imposée ou une demande présentée en vertu du paragraphe (3) ou (6) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 2 000 \$.

Dossiers et rapports du titulaire d'un certificat**Dossiers prescrits**

191.7.6 (1) Le titulaire d'un certificat conserve les dossiers prescrits et, à la demande du ministre, produit et

duce and surrender to the Minister a copy of any such record or any information required to be contained in any such record.

Reports

(2) A certificate holder shall submit reports to the Minister as may be prescribed.

Reports of accidents and incidents

(3) A certificate holder shall report to the Minister any accident or other incident involving a stretcher transportation vehicle that,

- (a) resulted in injury to or the death of any person;
- (b) is required to be reported under section 199; or
- (c) is prescribed.

Offence

(4) Every person who contravenes this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$100 and not more than \$2,000.

Regulations

191.7.7 (1) The Minister may make regulations,

- (a) governing the issue and renewal of certificates, including the requirements to be met by an applicant or holder and the term of validity of certificates;
- (b) governing the suspension and revocation of certificates;
- (c) prescribing and governing appeals from a refusal to issue or renew a certificate, from a suspension or revocation of a certificate or from the attachment of a limitation or condition to a certificate, and a right to be heard in respect of a proposal to refuse to issue or renew, to suspend or revoke or to attach a limitation or condition, including prescribing circumstances in which there is no right to an appeal or to be heard;
- (d) prescribing the qualifications to be an attendant, or a specified class of attendant;
- (e) prescribing the kinds and amounts of liability insurance to be held by certificate holders;
- (f) prescribing the information to be provided by certificate holders to persons requesting or receiving stretcher transportation services, prescribing other persons to be provided information by certificate holders and the information to be provided to them and governing the manner and time or times that such information must be given;

lui remet une copie de ces dossiers ou de tout renseignement devant y figurer.

Rapports

(2) Le titulaire d'un certificat présente au ministre les rapports prescrits.

Rapports d'accidents et d'incidents

(3) Le titulaire d'un certificat fait rapport au ministre de tout accident ou incident impliquant un véhicule de transport en civière qui :

- a) a entraîné des lésions corporelles ou le décès d'une personne;
- b) doit être déclaré en application de l'article 199;
- c) est prescrit.

Infraction

(4) Quiconque contrevient au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 2 000 \$.

Règlements

191.7.7 (1) Le ministre peut, par règlement :

- a) régir la délivrance et le renouvellement des certificats, notamment les exigences auxquelles doit satisfaire l'auteur de la demande ou le titulaire et la durée de validité des certificats;
- b) régir la suspension et la révocation des certificats;
- c) prescrire et régir, d'une part, les appels résultant du refus de délivrer ou de renouveler un certificat, de la suspension ou de la révocation d'un certificat, ou de l'imposition d'une restriction ou d'une condition à un certificat et, d'autre part, le droit de se faire entendre à l'égard d'une proposition visant le refus de délivrer ou de renouveler un certificat, la suspension ou la révocation d'un certificat, ou l'imposition d'une restriction ou d'une condition à un certificat, y compris prescrire les circonstances dans lesquelles il n'y a pas de droit d'interjeter appel ou de se faire entendre;
- d) prescrire les qualifications que doit posséder un accompagnateur ou un accompagnateur appartenant à une catégorie déterminée d'accompagnateurs;
- e) prescrire les types et les montants d'assurance de responsabilité que doivent souscrire les titulaires de certificat;
- f) prescrire les renseignements que doivent fournir les titulaires de certificat aux personnes qui demandent ou reçoivent des services de transport en civière, prescrire d'autres personnes à qui les titulaires de certificat doivent fournir des renseignements ainsi que la nature de ces renseignements, et régir la manière de donner les renseignements et les moments où ils doivent être donnés;

- (g) prescribing the circumstances and manner in which, and time when, certificates are to be returned to the Ministry;
 - (h) governing the use of certificate numbers by certificate holders;
 - (i) requiring the use of any equipment or other thing on or in stretcher transportation vehicles, prescribing standards and specifications for such equipment or thing and for stretcher transportation vehicles and prescribing inspection and maintenance requirements for such equipment, thing or vehicle;
 - (j) prescribing and governing the manner in which passengers are to be secured on stretchers and the manner in which stretchers are to be secured into stretcher transportation vehicles;
 - (k) prescribing words, phrases, signs and markings to be displayed on stretcher transportation vehicles and governing their display and the display of certificate holders' names and the number of holders' certificates on stretcher transportation vehicles;
 - (l) prescribing prohibited words, phrases, signs and markings for the purpose of subsection 191.7.3 (4);
 - (m) prescribing and governing standards for the provision of stretcher transportation services and for the operation of stretcher transportation vehicles, including prescribing the number and duties of attendants required to be in a stretcher transportation vehicle while it is being used to provide stretcher transportation services;
 - (n) prescribing and governing records to be kept by certificate holders, including where, in what form and for how long they must be kept;
 - (o) prescribing and governing reports to be submitted by certificate holders to the Minister;
 - (p) prescribing accidents and incidents to be reported to the Minister under subsection 191.7.6 (3) and governing the reporting of any accident or incident under that subsection;
 - (q) prescribing and governing fees to be paid for applications, for the issue and renewal of certificates, for inspections and for any other service or activity provided or carried out by or on behalf of the Minister under this Part;
 - (r) requiring notices for any purpose of this Part, governing such notices and prescribing rules in respect of their delivery and receipt;
 - (s) defining any word or expression used in this Part that has not already been expressly defined either in subsection 1 (1) or in this Part;
 - (t) prescribing exemptions from any provision or requirement of this Part or of a regulation made un-
- g) prescrire les circonstances dans lesquelles les certificats doivent être retournés au ministère, ainsi que la manière de les retourner et les délais prévus pour ce faire;
 - h) régir l'utilisation des numéros de certificat par les titulaires de certificat;
 - i) exiger l'utilisation de matériel ou d'autres choses sur ou dans les véhicules de transport en civière, prescrire les caractéristiques de ce matériel ou de ces choses et des véhicules de transport en civière ainsi que les normes qui leur sont applicables, et prescrire les exigences en matière d'inspection et d'entretien de ce matériel, de ces choses ou de ces véhicules;
 - j) prescrire et régir la manière dont les passagers doivent être solidement attachés à la civière et la manière dont la civière doit être solidement fixée au véhicule de transport en civière;
 - k) prescrire les mots, phrases, signes et marques à afficher sur les véhicules de transport en civière et régir leur affichage ainsi que l'affichage, sur ces véhicules, du nom du titulaire de certificat et du numéro de son certificat;
 - l) prescrire les mots, phrases, signes et marques interdits pour l'application du paragraphe 191.7.3 (4);
 - m) prescrire et régir les normes relatives à la fourniture de services de transport en civière et à l'utilisation des véhicules de transport en civière, notamment prescrire le nombre d'accompagnateurs devant se trouver dans tout véhicule de transport en civière servant à fournir des services de transport en civière de même que leurs obligations;
 - n) prescrire et régir les dossiers que les titulaires de certificat doivent conserver, notamment le lieu, la forme et la durée de conservation de ces dossiers;
 - o) prescrire et régir les rapports que les titulaires de certificat doivent présenter au ministre;
 - p) prescrire les accidents et incidents à déclarer au ministre en application du paragraphe 191.7.6 (3) et régir la déclaration de ces accidents ou incidents dans le cadre de ce paragraphe;
 - q) prescrire et régir les droits à verser pour les demandes, la délivrance et le renouvellement d'un certificat, les inspections et les autres services fournis ou activités exercées par le ministère, ou en son nom, dans le cadre de la présente partie;
 - r) exiger des avis à toute fin prévue par la présente partie, régir ces avis et prescrire des règles à l'égard de leur remise et de leur réception;
 - s) définir un mot ou une expression utilisé dans la présente partie qui n'est pas déjà expressément défini au paragraphe 1 (1) ou ailleurs dans la présente partie;
 - t) prescrire des dispenses de l'application de toute disposition ou exigence de la présente partie ou

der this section, and prescribing circumstances and conditions for any such exemption;

- (u) prescribing and governing transition rules to address the transportation services governed by this Part before the coming into force of this section, including exemptions from any provision of this Part or of a regulation made under this section for a specified period of time or until a specified event occurs.

Different classes of attendants

(2) A regulation made under clause (1) (m) may prescribe different obligations in respect of subsections 191.7.2 (4), 191.7.3 (2) and 191.7.4 (3) for different classes of attendants and may provide that a specified class of attendants be responsible for ensuring that only some of the requirements referred to in those subsections are met.

2. Subsection 217 (2) of the Act is amended by adding “subsection 191.7.2 (2)” after “subsection 185 (3)”.

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

d'un règlement pris en vertu du présent article et prescrire les circonstances et conditions de ces dispenses;

- u) prescrire et régir des règles transitoires applicable aux services de transport en civière régis par la présente partie avant l'entrée en vigueur du présent article, notamment des dispenses de l'application de toute disposition de la présente partie ou d'un règlement pris en vertu du présent article pendant une durée déterminée ou jusqu'à ce qu'un événement déterminé se produise.

Différentes catégories d'accompagnateurs

(2) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (1) m) peuvent prescrire des obligations différentes à l'égard des paragraphes 191.7.2 (4), 191.7.3 (2) et 191.7.4 (3) pour différentes catégories d'accompagnateurs. Ils peuvent prévoir qu'une catégorie déterminée d'accompagnateurs soit chargée de veiller au respect uniquement de certaines des exigences mentionnées à ces paragraphes.

2. Le paragraphe 217 (2) du Code est modifié par insertion de «du paragraphe 191.7.2 (2),» après «du paragraphe 185 (3),».

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 152

Projet de loi 152

**An Act to amend
the Municipal Elections Act, 1996**

**Loi modifiant la Loi de 1996
sur les élections municipales**

Mr. J. McDonell

M. J. McDonell

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading December 11, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 11 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Municipal Elections Act, 1996* to change the date on which the term of offices governed by the Act begins, from December 1 to the second Monday in November, in the year of a regular election. The timeframe within which recounts of votes must be completed is also reduced.

The Act is also amended to change the penalties for candidates who incur campaign expenses exceeding the permitted amount, who fail to file the required documents regarding campaign finances or who fail to pay amounts required in relation to campaign surpluses. If a candidate incurred expenses exceeding the permitted amount, the candidate forfeits any office to which he or she is elected and is ineligible to be elected or appointed to office until after the next election. For the other defaults respecting campaign finances, the candidate is given 60 days to comply with the filing or payment requirement. Failure to comply results in forfeiture of the office and ineligibility to be elected or appointed to office until after the next election.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1996 sur les élections municipales* pour changer la date à laquelle commence le mandat des postes régis par la Loi, qui passe du 1^{er} décembre au deuxième lundi de novembre de l'année où se tient une élection ordinaire. Le délai imparti pour les nouveaux dépouillements de suffrages est également réduit.

Par ailleurs, la Loi est modifiée pour changer les peines imposées aux candidats qui engagent des dépenses supérieures au montant permis, omettent de déposer les documents exigés concernant le financement de leur campagne ou omettent de verser les sommes requises relativement aux excédents de leur campagne. S'il a engagé des dépenses supérieures au montant permis, le candidat est déchu de tout poste auquel il a été élu et est inhabile à être élu ou nommé à tout poste jusqu'à ce que la prochaine élection ait eu lieu. Concernant les autres manquements relatifs au financement de sa campagne, le candidat dispose de 60 jours pour se conformer aux exigences de dépôt ou de paiement, à défaut de quoi il est déchu de son poste et est inhabile à être élu ou nommé à tout poste jusqu'à ce que la prochaine élection ait eu lieu.

An Act to amend the Municipal Elections Act, 1996

Loi modifiant la Loi de 1996 sur les élections municipales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 6 (1) of the *Municipal Elections Act, 1996* is amended by striking out “December 1” and substituting “the second Monday in November”.

2. Subsection 56 (2) of the Act is amended by striking out “15” and substituting “seven”.

3. (1) Subsection 57 (1) of the Act is amended by striking out “30” in the portion before clause (a) and substituting “10”.

(2) Subsection 57 (2) of the Act is amended by striking out “15” and substituting “seven”.

4. (1) Subsection 58 (2) of the Act is amended by striking out “30” and substituting “10”.

(2) Subsection 58 (4) of the Act is amended by striking out “15” and substituting “seven”.

5. Subsection 62 (4) of the Act is amended by striking out “16th” and substituting “eighth”.

6. Subsection 63 (1) of the Act is amended by striking out “15” and substituting “seven”.

7. (1) Subsections 80 (1) to (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Additional penalties

(1) If a document filed under section 78 shows on its face that a candidate has incurred expenses exceeding what is permitted under section 76, the following penalties apply in addition to any other penalty that may be imposed under this Act:

1. Until the next regular election has taken place, the candidate is ineligible to be elected or appointed to any office to which this Act applies.
2. The candidate forfeits any office to which he or she was elected and the office is deemed to be vacant.

Same

(2) A candidate is subject to the penalties listed in subsection (3), in addition to any other penalty that may be imposed under this Act,

- (a) if he or she fails to file a document as required under section 78 or 79.1 by the relevant date;

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 6 (1) de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* est modifié par remplacement de «1^{er} décembre» par «deuxième lundi de novembre».

2. Le paragraphe 56 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «15» par «sept».

3. (1) Le paragraphe 57 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «30» par «10» dans le passage qui précède l’alinéa a).

(2) Le paragraphe 57 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «15» par «sept».

4. (1) Le paragraphe 58 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «30» par «10».

(2) Le paragraphe 58 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «15» par «sept».

5. Le paragraphe 62 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «16^e» par «huitième».

6. Le paragraphe 63 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «15» par «sept».

7. (1) Les paragraphes 80 (1) à (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Peines additionnelles

(1) Si un document déposé en application de l’article 78 indique au vu du document qu’un candidat a engagé des dépenses supérieures au montant permis en vertu de l’article 76, les peines suivantes s’appliquent, en plus de toute autre peine qui peut être imposée en vertu de la présente loi :

1. Le candidat est inhabile à être élu ou nommé à tout poste auquel s’applique la présente loi jusqu’à ce que la prochaine élection ordinaire ait eu lieu.
2. Le candidat est déchu de tout poste auquel il a été élu, lequel est réputé vacant.

Idem

(2) Un candidat est passible des peines prévues au paragraphe (3), en plus de toute autre peine qui peut lui être imposée en vertu de la présente loi, si, selon le cas :

- a) il ne dépose pas un document au plus tard à la date pertinente selon ce que prévoit l’article 78 ou 79.1;

- (b) if a document filed under section 78 shows on its face a surplus, as described in section 79, and the candidate fails to pay the amount required by subsection 79 (4) to the clerk by the relevant date; or
- (c) if a document filed under section 79.1 shows on its face a surplus and the candidate fails to pay the amount required by subsection 79.1 (7) by the relevant date.

Same

(3) The following applies in the case of a default described in subsection (2):

1. The clerk shall notify the candidate and the council or board in writing that the default has occurred.
2. The candidate shall file the document referred to in clause (2) (a) or pay the amount referred to in clause (2) (b) or (c), within 60 days after the notice referred to in paragraph 1 is given to the candidate.
3. If the candidate fails to file the document or pay the amount within 60 days,
 - i. until the next regular election has taken place, the candidate is ineligible to be elected or appointed to any office to which this Act applies, and
 - ii. the candidate forfeits any office to which he or she was elected and the office is deemed to be vacant.

(2) Subsection 80 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Effect of extension

(6) If the court grants an extension under subsection (4), the notice referred to in paragraph 1 of subsection (3) shall not be sent until the expiry of the extension.

8. Subsection 81 (3) of the Act is amended by striking out “or” at the end of clause (c), adding “or” at the end of clause (d) and by adding the following clause:

- (e) if applicable, the date for complying with paragraph 2 of subsection 80 (3).

9. (1) Subsection 92 (5) of the Act is amended by striking out “subsection 80 (2)” in the portion before clause (a) and substituting “subsection 80 (1) or (3)”.

(2) Subsection 92 (6) of the Act is amended by striking out “subsection 80 (2)” and substituting “subsection 80 (1) or (3)”.

10. Paragraph 2 of subsection 94.1 (1) of the Act is amended by striking out “subsection 80 (2)” at the end and substituting “subsection 80 (1) or (3)”.

Commencement

11. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

- b) un document déposé en application de l'article 78 indique au vu du document un excédent décrit à l'article 79 et le candidat ne verse pas la somme exigée par le paragraphe 79 (4) au secrétaire au plus tard à la date pertinente;
- c) un document déposé en application de l'article 79.1 indique un excédent au vu du document et le candidat ne verse pas la somme exigée par le paragraphe 79.1 (7) au plus tard à la date pertinente.

Idem

(3) Les règles suivantes s'appliquent dans le cas d'un manquement visé au paragraphe (2) :

1. Le secrétaire avise le candidat et le conseil municipal ou le conseil local par écrit que le manquement s'est produit.
2. Le candidat dépose le document visé à l'alinéa (2) a) ou verse la somme visée à l'alinéa (2) b) ou c), au plus tard 60 jours après que l'avis visé à la disposition 1 a été donné au candidat.
3. Si le candidat ne dépose pas le document et ne verse pas la somme dans le délai de 60 jours :
 - i. il est inhabile à être élu ou nommé à tout poste auquel s'applique la présente loi jusqu'à ce que la prochaine élection ordinaire ait eu lieu,
 - ii. il est déchu de tout poste auquel il a été élu, lequel est réputé vacant.

(2) Le paragraphe 80 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Effet de la prorogation

(6) Si le tribunal accorde une prorogation en vertu du paragraphe (4), l'avis visé à la disposition 1 du paragraphe (3) ne doit pas être envoyé avant la fin de la prorogation.

8. Le paragraphe 81 (3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- e) s'il y a lieu, la date de conformité à la disposition 2 du paragraphe 80 (3).

9. (1) Le paragraphe 92 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «paragraphe 80 (2)» par «paragraphe 80 (1) ou (3)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) Le paragraphe 92 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «paragraphe 80 (2)» par «paragraphe 80 (1) ou (3)».

10. La disposition 2 du paragraphe 94.1 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «paragraphe 80 (2)» par «paragraphe 80 (1) ou (3)» à la fin de la disposition.

Entrée en vigueur

11. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Short title

12. The short title of this Act is the *Functioning Municipal Councils Act, 2013*.

Titre abrégé

12. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 sur le fonctionnement efficace des conseils municipaux*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 153

**An Act to amend
the Electricity Act, 1998
with respect to
a World Trade Organization decision**

The Hon. B. Chiarelli
Minister of Energy

Government Bill

1st Reading December 11, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 153

**Loi modifiant la
Loi de 1998 sur l'électricité
en ce qui concerne une décision
de l'Organisation mondiale
du commerce**

L'honorable B. Chiarelli
Ministre de l'Énergie

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 11 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Currently, section 25.35 of the *Electricity Act, 1998* permits the Minister to direct the Ontario Power Authority (OPA) to develop a feed-in-tariff program. The Bill repeals subsection 25.35 (3) of the Act, which requires the Minister to issue, and the OPA to follow, directions that set out the goals relating to domestic content to be achieved during the period to be covered by the program.

NOTE EXPLICATIVE

À l'heure actuelle, l'article 25.35 de la *Loi de 1998 sur l'électricité* autorise le ministre à enjoindre à l'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO) d'élaborer un programme de tarifs de rachat garantis. Le projet de loi abroge le paragraphe 25.35 (3) de la Loi, lequel exige du ministre qu'il donne à l'OEO des directives à suivre qui énoncent les objectifs à atteindre concernant la teneur en éléments d'origine nationale pendant la période visée par le programme.

**An Act to amend
the Electricity Act, 1998
with respect to
a World Trade Organization decision**

**Loi modifiant la
Loi de 1998 sur l'électricité
en ce qui concerne une décision
de l'Organisation mondiale
du commerce**

Preamble

Section 25.35 of the *Electricity Act, 1998* authorizes the establishment of Ontario's feed-in tariff program, which relates to the procurement of energy from renewable energy resources, and it requires goals to be set for minimum domestic content under the program. On May 24, 2013, the Dispute Settlement Body of the World Trade Organization adopted the reports of a panel and an appellate body concluding that the required goals for minimum domestic content under Ontario's feed-in tariff program are inconsistent with the General Agreement on Tariffs and Trade and with the Agreement on Trade-related Investment Measures. The Dispute Settlement Body recommended that Ontario's feed-in tariff program be brought into conformity with Canada's obligations under those Agreements.

The Government of Ontario considers an amendment to the *Electricity Act, 1998* to be advisable in the circumstances.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 25.35 (3) of the *Electricity Act, 1998* is repealed.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Complying with International Trade Obligations Act, 2013*.

Préambule

L'article 25.35 de la *Loi de 1998 sur l'électricité* autorise la création du programme de tarifs de rachat garantis de l'Ontario, qui a trait à l'acquisition d'énergie provenant de sources d'énergie renouvelable, et exige que soient fixés des objectifs pour la teneur minimale en éléments d'origine nationale au titre du programme. Le 24 mai 2013, l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce a adopté les conclusions des rapports d'un groupe spécial et d'un organe d'appel selon lesquelles la fixation d'objectifs pour la teneur minimale en éléments d'origine nationale au titre du programme de tarifs de rachat garantis de l'Ontario est incompatible avec l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et l'Accord sur les mesures concernant les investissements liées au commerce. L'Organe de règlement des différends a recommandé la mise en conformité du programme de tarifs de rachat garantis de l'Ontario avec les obligations du Canada aux termes de ces accords.

Le gouvernement de l'Ontario estime souhaitable dans les circonstances de modifier la *Loi de 1998 sur l'électricité*.

Pour ses motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 25.35 (3) de la *Loi de 1998 sur l'électricité* est abrogé.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 de conformité aux obligations commerciales internationales*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 154

**An Act to amend
the Retail Sales Tax Act
to provide for a rebate of
the Ontario portion of
the Harmonized Sales Tax in respect
of certain home heating costs**

Mr. M. Mantha

Private Member's Bill

1st Reading December 12, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 154

**Loi modifiant la
Loi sur la taxe de vente au détail
pour prévoir un remboursement
de la composante ontarienne
de la taxe de vente harmonisée
à l'égard de certains frais
de chauffage domestique**

M. M. Mantha

Projet de loi de député

1^{re} lecture 12 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Retail Sales Tax Act* to provide for a rebate in respect of the Ontario portion of the Harmonized Sales Tax for the supply of home heating energy sources, home heating equipment and home heating services. The Lieutenant Governor in Council is given the authority to make regulations prescribing the energy sources, equipment and services in respect of which the rebate applies.

The Bill provides that the rebate is available only if the Comprehensive Integrated Tax Coordination Agreement between Ontario and Canada is amended accordingly.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur la taxe de vente au détail* pour prévoir un remboursement à l'égard de la composante ontarienne de la taxe de vente harmonisée en ce qui concerne la fourniture de sources d'énergie de chauffage domestique, de matériel de chauffage domestique et de services de chauffage domestique. Le lieutenant-gouverneur en conseil est habilité à prendre des règlements pour prescrire les sources d'énergie, le matériel et les services à l'égard desquels s'applique le remboursement.

Le projet de loi prévoit également que ce remboursement n'est offert que si l'Entente intégrée globale de coordination fiscale conclue entre l'Ontario et le Canada est modifiée en conséquence.

**An Act to amend
the Retail Sales Tax Act
to provide for a rebate of
the Ontario portion of
the Harmonized Sales Tax in respect
of certain home heating costs**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Retail Sales Tax Act* is amended by adding the following section:

Point of sale rebates, home heating

51.0.1 (1) In this section,

“Federal Act” means the *Excise Tax Act* (Canada); (“loi fédérale”)

“home” means an individual’s primary place of residence; (“habitation”)

“home heating energy source” means an energy source prescribed by the regulations that is used for heating a home; (“source d’énergie de chauffage domestique”)

“home heating equipment” means equipment prescribed by the regulations that is used for heating a home; (“matériel de chauffage domestique”)

“home heating service” means a service prescribed by the regulations that is related to heating a home; (“service de chauffage domestique”)

“supplier” means a supplier for the purposes of Part IX of the Federal Act; (“fournisseur”)

“supply” means a supply for the purposes of Part IX of the Federal Act. (“fourniture”)

Application subject to agreement

(2) This section applies only if the agreement referred to in section 50 is amended in accordance with that section to permit the payments and credits authorized by this section.

Supplier may make point of sale rebates

(3) A supplier of a home heating energy source, home heating equipment or a home heating service may, on behalf of the Crown in right of Ontario, pay or credit a purchaser of the energy source, equipment or service with an amount equal to the tax, in whole or in part, that is paid or payable under subsection 165 (2) of the Federal Act if the supply is made in Ontario for the purposes of Part IX of the Federal Act.

**Loi modifiant la
Loi sur la taxe de vente au détail
pour prévoir un remboursement
de la composante ontarienne
de la taxe de vente harmonisée
à l’égard de certains frais
de chauffage domestique**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. La *Loi sur la taxe de vente au détail* est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Remboursements aux points de vente : chauffage domestique

51.0.1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«fournisseur» S’entend d’un fournisseur pour l’application de la partie IX de la loi fédérale. («supplier»)

«fourniture» S’entend d’une fourniture pour l’application de la partie IX de la loi fédérale. («supply»)

«habitation» Lieu de résidence principal d’un particulier. («home»)

«loi fédérale» La *Loi sur la taxe d’accise* (Canada). («Federal Act»)

«matériel de chauffage domestique» Matériel prescrit par règlement qui sert à chauffer une habitation. («home heating equipment»)

«service de chauffage domestique» Service prescrit par règlement qui est lié au chauffage d’une habitation. («home heating service»)

«source d’énergie de chauffage domestique» Source d’énergie prescrite par règlement qui sert à chauffer une habitation. («home heating energy source»)

Application sous réserve d’une entente

(2) Le présent article ne s’applique que si l’entente visée à l’article 50 est modifiée conformément à cet article afin de permettre les paiements et les crédits autorisés par le présent article.

Remboursement de la taxe au point de vente par le fournisseur

(3) Le fournisseur d’une source d’énergie de chauffage domestique, de matériel de chauffage domestique ou d’un service de chauffage domestique peut, pour le compte de la Couronne du chef de l’Ontario, payer ou créditer à l’acheteur de la source d’énergie, du matériel ou du service une somme égale à tout ou partie de la taxe payée ou payable dans le cadre du paragraphe 165 (2) de la loi fédérale si la fourniture est effectuée en Ontario pour l’application de la partie IX de la loi fédérale.

Application to Federal Minister

(4) A purchaser of a home heating energy source, home heating equipment or a home heating service to whom an amount may be paid or credited under subsection (3) may apply to the Federal Minister for payment of the amount if the amount is not paid or credited by the supplier.

Federal Minister may pay or credit purchaser

(5) The Federal Minister may, on behalf of the Crown in right of Ontario, pay or credit to a purchaser an amount equal to the amount of tax payable under the Federal Act by the purchaser, as determined in accordance with the regulations, in respect of the home heating energy source, home heating equipment or home heating service.

Application of s. 51

(6) Subsections 51 (6), (7), (8), (9) and (10) apply, with necessary modifications, in respect of a payment or credit authorized under this section.

Regulations

(7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing anything in this section that is referred to as being prescribed;
- (b) prescribing rules for determining the amount of tax under subsection 165 (2) of the Federal Act that may be paid or credited under this section in circumstances where,
 - (i) energy sources or equipment that are supplied for use in a home are used for heating the home and for another purpose in the home, or
 - (ii) a service that is supplied in a home is related to heating the home and to another purpose in the home;
- (c) prescribing rules relating to the determination of tax payable under the Federal Act for the purposes of subsection (5);
- (d) providing for transitional matters that are necessary or desirable to facilitate the implementation of this section.

Commencement

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Retail Sales Tax Amendment Act (HST Rebate for Home Heating), 2013*.

Demande présentée au ministre fédéral

(4) L'acheteur d'une source d'énergie de chauffage domestique, de matériel de chauffage domestique ou d'un service de chauffage domestique auquel une somme peut être payée ou créditée en vertu du paragraphe (3) peut en demander le paiement au ministre fédéral si le fournisseur ne l'a pas payée ou créditée.

Somme payée ou créditée à l'acheteur par le ministre fédéral

(5) Le ministre fédéral peut, pour le compte de la Couronne du chef de l'Ontario, payer ou créditer à l'acheteur une somme égale à la taxe qu'il doit payer dans le cadre de la loi fédérale, calculée conformément aux règlements, à l'égard de la source d'énergie de chauffage domestique, du matériel de chauffage domestique ou du service de chauffage domestique.

Champ d'application de l'art. 51

(6) Les paragraphes 51 (6), (7), (8), (9) et (10) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'un paiement ou d'un crédit autorisé par le présent article.

Règlements

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire tout ce que le présent article mentionne comme étant prescrit;
- b) prescrire des règles pour calculer le montant de la taxe prévue au paragraphe 165 (2) de la loi fédérale qui peut être payé ou crédité en vertu du présent article dans les cas suivants :
 - (i) les sources d'énergie ou le matériel qui sont fournis pour être utilisés dans une habitation servent à chauffer l'habitation et à une autre fin,
 - (ii) un service qui est fourni dans une habitation est lié au chauffage de l'habitation et à une autre fin;
- c) prescrire des règles relatives au calcul de la taxe payable dans le cadre de la loi fédérale pour l'application du paragraphe (5);
- d) prévoir les questions de transition qui sont nécessaires ou souhaitables pour faciliter la mise en oeuvre du présent article.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur la taxe de vente au détail (remboursement de la TVH pour le chauffage domestique)*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
62 ELIZABETH II, 2013

Bill 155

**An Act to amend
the Workplace Safety
and Insurance Act, 1997
with respect to premium rates
for persons who are deemed to be
workers in the construction industry**

Mrs. L. Albanese

Private Member's Bill

1st Reading December 12, 2013
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

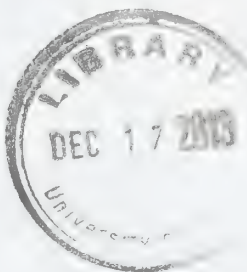
Projet de loi 155

**Loi modifiant la Loi de 1997
sur la sécurité professionnelle et
l'assurance contre les accidents du
travail à l'égard du taux des primes
pour les personnes réputées
être des travailleurs de l'industrie
de la construction**

M^{me} L. Albanese

Projet de loi de député

1^{re} lecture 12 décembre 2013
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*. The amendments provide that the rate used to calculate the premium to be paid by employers in the construction industry in respect of independent operators, sole proprietors, partners in partnerships and executive officers of corporations must be one-third of the rate used to calculate the premium to be paid in respect of workers. This requirement applies for a five-year period, following which the rate must meet any requirements prescribed by regulations.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*. Les modifications prévoient que le taux utilisé pour calculer la prime que les employeurs de l'industrie de la construction doivent verser à l'égard d'exploitants indépendants, de propriétaires uniques, d'associés d'une société de personnes et de dirigeants d'une personne morale doit correspondre au tiers du taux utilisé pour calculer la prime à verser à l'égard de travailleurs. Cette exigence s'applique pendant cinq ans, après quoi le taux doit satisfaire aux exigences prescrites par les règlements, le cas échéant.

**An Act to amend
the Workplace Safety
and Insurance Act, 1997
with respect to premium rates
for persons who are deemed to be
workers in the construction industry**

**Loi modifiant la Loi de 1997
sur la sécurité professionnelle et
l'assurance contre les accidents du
travail à l'égard du taux des primes
pour les personnes réputées
être des travailleurs de l'industrie
de la construction**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* is amended by adding the following section:

Premium rates — construction

81.1 (1) This section applies to the Board for the purposes of establishing rates under subsection 81 (3) that relate to employers carrying on business in construction.

Rates re deemed workers

(2) The Board shall ensure that the rate used to calculate the premium to be paid by an employer in respect of a person to whom the insurance plan applies pursuant to section 12.2 meets the following requirements:

1. During the five-year period that begins on the day this section comes into force, the rate must be one-third of the rate used to calculate the premium to be paid by the employer in respect of a worker to whom the insurance plan applies pursuant to section 11.
2. After the five-year period, the rate must meet the prescribed requirements, if any.

Recommendation by Board

(3) At least six months before the expiry of the five-year period, the Board shall make recommendations to the Lieutenant Governor in Council with respect to the rate referred to in subsection (2).

Regulations

(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing requirements for the purposes of paragraph 2 of subsection (2), having regard to the recommendations made by the Board under subsection (3).

Commencement

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Taux des primes : construction

81.1 (1) Le présent article s'applique à la Commission pour que soient fixés, en application du paragraphe 81 (3), les taux ayant trait aux employeurs qui exercent des activités dans la construction.

Taux : personnes réputées être des travailleurs

(2) La Commission veille à ce que le taux utilisé pour calculer la prime qu'un employeur est tenu de verser à l'égard d'une personne à qui s'applique le régime d'assurance aux termes de l'article 12.2 satisfasse aux exigences suivantes :

1. Au cours de la période de cinq ans qui commence le jour de l'entrée en vigueur du présent article, le taux correspond au tiers du taux utilisé pour calculer la prime que l'employeur est tenu de verser à l'égard d'un travailleur à qui s'applique le régime d'assurance aux termes de l'article 11.
2. Après l'expiration de la période de cinq ans, le taux satisfait aux exigences prescrites, le cas échéant.

Recommandations de la Commission

(3) Au moins six mois avant l'expiration de la période de cinq ans, la Commission fait des recommandations au lieutenant-gouverneur en conseil à l'égard du taux visé au paragraphe (2).

Règlements

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des exigences pour l'application de la disposition 2 du paragraphe (2), compte tenu des recommandations faites par la Commission en application du paragraphe (3).

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Short title

3. The short title of this Act is the *Workplace Safety and Insurance Amendment Act (Premium Rates for Deemed Workers in Construction)*, 2013.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2013 modifiant la Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (taux des primes pour les personnes réputées être des travailleurs de la construction)*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 156

**An Act to proclaim
the month of January
Tamil Heritage Month**

Mr. T. Smith

Private Member's Bill

1st Reading February 18, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 156

**Loi proclamant
le mois de janvier
Mois du patrimoine tamoul**

M. T. Smith

Projet de loi de député

1^{re} lecture 18 février 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to proclaim
the month of January
Tamil Heritage Month**

Preamble

Tamils began migrating to Ontario as early as the 1940s. Since that time, Tamil Canadians have overcome tremendous obstacles and have made significant contributions to the growth and prosperity of Ontario.

January is an important month for Tamil Canadians. The Tamil Harvest Festival, Thai Pongal, as well as other Tamil artistic and cultural events, take place in January.

By proclaiming the month of January as Tamil Heritage Month, the Province of Ontario recognizes the valuable contributions that Tamil Canadians have made to Ontario's social, economic, political and cultural fabric. Tamil Heritage Month is an opportunity to remember, celebrate and educate future generations about the inspirational role that Tamil Canadians have played and continue to play in communities across Ontario.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Tamil Heritage Month

1. The month of January in each year is proclaimed as Tamil Heritage Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Tamil Heritage Month Act, 2014*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the month of January in each year as Tamil Heritage Month.

**Loi proclamant
le mois de janvier
Mois du patrimoine tamoul**

Préambule

Les Tamouls ont commencé à émigrer en Ontario dès les années 1940. Depuis, les Canadiens d'origine tamoule ont surmonté d'énormes obstacles et grandement contribué à la croissance et à la prospérité de notre province.

Le mois de janvier revêt une importance particulière pour la communauté tamoule du Canada. Thai Pongal, la fête tamoule des moissons, ainsi que d'autres manifestations artistiques et culturelles tamoules ont lieu en janvier.

En proclamant le mois de janvier Mois du patrimoine tamoul, la Province de l'Ontario reconnaît l'importante contribution que les Canadiens d'origine tamoule ont apportée au tissu social, économique, politique et culturel de l'Ontario. Le Mois du patrimoine tamoul est l'occasion de se souvenir du rôle fondamental que les Canadiens d'origine tamoule jouent de longue date dans les collectivités ontariennes, de le célébrer et d'en transmettre l'importance aux générations à venir.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois du patrimoine tamoul

1. Le mois de janvier de chaque année est proclamé Mois du patrimoine tamoul.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur le Mois du patrimoine tamoul*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le mois de janvier de chaque année Mois du patrimoine tamoul.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 156

*(Chapter 4
Statutes of Ontario, 2014)*

**An Act to proclaim
the month of January
Tamil Heritage Month**

Mr. T. Smith

1st Reading	February 18, 2014
2nd Reading	March 17, 2014
3rd Reading	March 17, 2014
Royal Assent	March 25, 2014

Projet de loi 156

*(Chapitre 4
Lois de l'Ontario de 2014)*

**Loi proclamant
le mois de janvier
Mois du patrimoine tamoul**

M. T. Smith

1 ^{re} lecture	18 février 2014
2 ^e lecture	17 mars 2014
3 ^e lecture	17 mars 2014
Sanction royale	25 mars 2014



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 156 and does not form part of the law. Bill 156 has been enacted as Chapter 4 of the Statutes of Ontario, 2014.

The Bill proclaims the month of January in each year as Tamil Heritage Month.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 156, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 156 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 2014.

Le projet de loi proclame le mois de janvier de chaque année Mois du patrimoine tamoul.

**An Act to proclaim
the month of January
Tamil Heritage Month**

**Loi proclamant
le mois de janvier
Mois du patrimoine tamoul**

Preamble

Tamils began migrating to Ontario as early as the 1940s. Since that time, Tamil Canadians have overcome tremendous obstacles and have made significant contributions to the growth and prosperity of Ontario.

January is an important month for Tamil Canadians. The Tamil Harvest Festival, Thai Pongal, as well as other Tamil artistic and cultural events, take place in January.

By proclaiming the month of January as Tamil Heritage Month, the Province of Ontario recognizes the valuable contributions that Tamil Canadians have made to Ontario's social, economic, political and cultural fabric. Tamil Heritage Month is an opportunity to remember, celebrate and educate future generations about the inspirational role that Tamil Canadians have played and continue to play in communities across Ontario.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Tamil Heritage Month

1. The month of January in each year is proclaimed as Tamil Heritage Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Tamil Heritage Month Act, 2014*.

Préambule

Les Tamouls ont commencé à émigrer en Ontario dès les années 1940. Depuis, les Canadiens d'origine tamoule ont surmonté d'énormes obstacles et grandement contribué à la croissance et à la prospérité de notre province.

Le mois de janvier revêt une importance particulière pour la communauté tamoule du Canada. Thai Pongal, la fête tamoule des moissons, ainsi que d'autres manifestations artistiques et culturelles tamoules ont lieu en janvier.

En proclamant le mois de janvier Mois du patrimoine tamoul, la Province de l'Ontario reconnaît l'importante contribution que les Canadiens d'origine tamoule ont apportée au tissu social, économique, politique et culturel de l'Ontario. Le Mois du patrimoine tamoul est l'occasion de se souvenir du rôle fondamental que les Canadiens d'origine tamoule jouent de longue date dans les collectivités ontariennes, de le célébrer et d'en transmettre l'importance aux générations à venir.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois du patrimoine tamoul

1. Le mois de janvier de chaque année est proclamé Mois du patrimoine tamoul.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur le Mois du patrimoine tamoul*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 157

Projet de loi 157

**An Act to regulate
financial advisors**

**Loi réglementant
les conseillers financiers**

Mr. R. Bartolucci

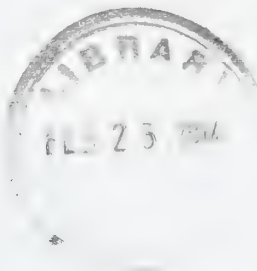
M. R. Bartolucci

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading February 18, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 18 février 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts a new Act, the *Financial Advisors Act, 2014*, to regulate financial advisors in Ontario.

The Act establishes the office of the director to administer the Act. The director may be appointed by the board of an administrative authority designated under the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* to administer the Act. If no administrative authority is designated, the Minister of Consumer Services appoints the director.

The Act requires that persons who act or hold themselves out as financial advisors be registered. A person who wishes to bring an action for commission or other remuneration for services in connection with the sale of financial advice must be registered, or the action may be stayed. Registrations are not transferable.

The Act gives the director power to deal with complaints made about registrants, and provides powers to inspect registrants and conduct investigations. Inspectors are authorized to enter and inspect registrants' offices, other than offices used as a dwelling. Investigators may obtain warrants authorizing them to search dwellings, buildings or places containing anything that relates to an investigation or authorizing them to use additional investigative techniques. In addition, investigators may search premises other than dwellings without warrants in exigent circumstances.

The Minister has the power to establish a code of ethics for financial advisors. A discipline committee and an appeals committee are to be established to determine whether registrants have failed to comply with the code. Registrants who have failed to comply with the code may be subject to penalties including fines of up to \$25,000 and revocation of their licences.

The director may freeze the assets of registrants and former registrants in certain circumstances if he or she determines this is advisable to protect their clients. The director may also apply to the Superior Court of Justice for the appointment of a receiver and manager to take control of a registrant's business in certain circumstances.

Falsifying information, furnishing false information and false advertising are all prohibited. The director may make orders in respect of false advertising and may require that advertising be pre-approved before publication. The director may apply for a restraining order if a person is not complying with the Act.

An individual who contravenes the Act is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of up to \$50,000 or imprisonment of up to two years less a day. A corporation is liable to a fine of up to \$250,000. The courts may also order restitution or compensation upon conviction. If a fine is not paid, a lien may be registered against the person's property.

The Act contains general provisions dealing with matters such as confidentiality, service of documents and the setting of fees by the Minister.

The Lieutenant Governor in Council may make regulations dealing with a broad range of matters to regulate financial advisors. The Lieutenant Governor in Council's powers to make regulations may be delegated to the Minister. The Minister may make regulations establishing the code of ethics and governing the jurisdiction of committees. The Minister's regulatory powers may be delegated to the administrative authority. Regulations made by the administrative authority must be approved by the Minister.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte une nouvelle loi, la *Loi de 2014 sur les conseillers financiers*, qui réglemente les conseillers financiers en Ontario.

La Loi crée le poste de directeur pour l'application de la Loi. Le directeur peut être nommé par le conseil d'administration de l'organisme d'application désigné en vertu de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs* pour appliquer la Loi. S'il n'y a pas d'organisme d'application désigné, le ministre des Services aux consommateurs nomme le directeur.

La Loi exige que les personnes qui agissent ou qui se présentent comme étant des conseillers financiers soient inscrites. La personne qui souhaite intenté une action en recouvrement d'une commission ou d'une autre rémunération pour des conseils financiers fournis doit être inscrite, sans quoi il peut être sursis à l'action. Les inscriptions ne sont pas transférables.

La Loi donne au directeur le pouvoir de traiter les plaintes au sujet des personnes inscrites et prévoit les pouvoirs d'effectuer des inspections et de mener des enquêtes. Les inspecteurs sont autorisés à pénétrer dans les bureaux des personnes inscrites, à l'exclusion des locaux utilisés comme logement. Les inspecteurs peuvent obtenir des mandats les autorisant à perquisitionner dans des logements, des bâtiments ou des lieux contenant quoi que ce soit se rapportant à une enquête ou à utiliser d'autres techniques d'enquête. Par ailleurs, en cas d'urgence, les enquêteurs peuvent perquisitionner dans des lieux autres que des logements sans mandat.

Le ministre a le pouvoir d'établir un code de déontologie pour les conseillers financiers. Un comité de discipline et un comité d'appel doivent être constitués pour déterminer si des personnes inscrites ont enfreint le code. Celles qui ne l'observent pas sont passibles de peines, dont des amendes maximales de 25 000 \$ ou la révocation de leur permis.

Le directeur peut, dans certaines circonstances, bloquer les biens des personnes inscrites ou anciennes personnes inscrites s'il l'estime souhaitable pour la protection de leurs clients. Il peut aussi, dans certaines circonstances, demander à la Cour supérieure de justice de nommer un administrateur-séquestre chargé d'assumer le contrôle de l'entreprise d'une personne inscrite.

La falsification de renseignements, la communication de faux renseignements et la publicité trompeuse sont interdites. Le directeur peut prendre des ordonnances à l'égard de la publicité mensongère et peut exiger que les annonces soient approuvées avant leur publication. Si une personne n'observe pas la Loi, le directeur peut demander une ordonnance de ne pas faire.

Les particuliers qui contreviennent à la Loi sont coupables d'une infraction et sont passibles d'une amende maximale de 50 000 \$ ou d'un emprisonnement maximal de deux ans moins un jour. Les personnes morales sont passibles d'une amende maximale de 250 000 \$. Sur déclaration de culpabilité, les tribunaux peuvent également ordonner une indemnité ou une restitution. En cas de défaut de paiement d'une amende, un privilège peut être créé sur les biens de la personne en défaut.

La Loi contient des dispositions générales relatives à des aspects tels que la confidentialité, la signification des documents et l'établissement de droits par le ministre.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre des règlements portant sur des questions très diverses afin de réglementer les conseillers financiers. Ces pouvoirs réglementaires peuvent être délégués au ministre. Ce dernier peut prendre des règlements établissant le code de déontologie et régissant la compétence des comités. Les pouvoirs réglementaires du ministre peuvent être délégués à l'organisme d'application. Les règlements pris par l'organisme d'application doivent être approuvés par le ministre.

The Bill contains amendments that will update the Act when the *Delegated Administrative Authorities Act, 2012* comes into force. It also contains consequential amendments to the *Collection Agencies Act*, the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the *Ontario Labour Mobility Act, 2009* and the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*.

Le projet de loi comprend des modifications qui mettront la Loi à jour lorsque la *Loi de 2012 sur les organismes d'application délégués* entrera en vigueur. Il comprend également des modifications corrélatives à la *Loi sur les agences de recouvrement*, la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, la *Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d'oeuvre* et la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*.

An Act to regulate financial advisors

Loi réglementant les conseillers financiers

CONTENTS

SOMMAIRE

PART I INTERPRETATION

1. Interpretation

PART II OFFICERS

2. Director

PART III PROHIBITIONS RE: PRACTICE

3. Prohibition against acting as a financial advisor unless registered
4. Exemptions
5. Change in partnership
6. Offices of financial advisors
7. Action for commission

PART IV REGISTRATION

8. Registration prohibited
9. Registration
10. Disclosure by corporation
11. Refusal, suspension, etc.
12. Notice re: refusal, suspension, etc.
13. Immediate temporary suspension
14. Service of request for hearing
15. Suspension without hearing, insurance payments
16. Further application
17. Notice of issue or transfer of shares

PART V COMPLAINTS, INSPECTION AND DISCIPLINE

18. Complaints
19. Inspection
20. Discipline committee and appeals committee
21. Appointment of investigators
22. Search warrant
23. Seizure of things not specified
24. Searches in exigent circumstances
25. Appointment of receiver and manager
26. Freeze orders, registrants and former registrants
27. Freeze orders, non-registrants

PART VI CONDUCT AND OFFENCES

28. Notice of changes to director
29. Liability for deposits
30. Falsifying information
31. Furnishing false information

PARTIE I INTERPRÉTATION

1. Interprétation

PARTIE II RESPONSABLES DE L'APPLICATION DE LA LOI

2. Directeur

PARTIE III INTERDICTIONS CONCERNANT L'EXERCICE DE LA PROFESSION

3. Interdiction d'agir en qualité de conseiller financier sans être inscrit
4. Exemptions
5. Changement au sein d'une société de personnes
6. Bureaux des conseillers financiers
7. Action en recouvrement d'une commission

PARTIE IV INSCRIPTION

8. Inscription interdite
9. Inscription
10. Divulgence par une personne morale
11. Refus, suspension, etc.
12. Avis : refus, suspension, etc.
13. Suspension temporaire immédiate
14. Signification de la demande d'audience
15. Suspension sans audience : paiements d'assurance
16. Demande ultérieure
17. Avis d'émission ou de transfert d'actions

PARTIE V PLAINTES, INSPECTIONS ET MESURES DISCIPLINAIRES

18. Plaintes
19. Inspection
20. Comité de discipline et comité d'appel
21. Nomination d'enquêteurs
22. Mandat de perquisition
23. Saisie de choses non précisées
24. Perquisitions en cas d'urgence
25. Nomination d'un administrateur-séquestre
26. Ordonnances de blocage : personnes inscrites et anciennes personnes inscrites
27. Ordonnances de blocage : personnes non inscrites

PARTIE VI CONDUITE ET INFRACTIONS

28. Remise d'un avis de changement au directeur général
29. Remboursement des acomptes
30. Falsification des renseignements
31. Communication de faux renseignements

- 32. False advertising
- 33. Order of director re: false advertising
- 34. Restraining orders
- 35. Offence
- 36. Orders for compensation or restitution
- 37. Default in payment of fines
- 38. Liens and charges

PART VII GENERAL

- 39. Confidentiality
- 40. Service
- 41. Fees
- 42. Certificate as evidence
- 43. Names and information concerning registrants

PART VIII REGULATIONS

- 44. Minister's regulations
- 45. Lieutenant Governor in Council regulations

PART IX CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

- 46. Amendments to this Act
- 47. Collection Agencies Act
- 48. Licence Appeal Tribunal Act, 1999
- 49. Ontario Labour Mobility Act, 2009
- 50. Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996

PART X COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

- 51. Commencement
- 52. Short title

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I INTERPRETATION

Interpretation

1. (1) In this Act,

“administrative authority” means the administrative authority as designated under section 3 of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* for the purpose of administering this Act; (“organisme d’application”)

“code of ethics” means the code of ethics established by the Minister under clause 44 (1) (a); (“code de déontologie”)

“equity share” means, in respect of a corporation, a share of a class or series of shares of a corporation that carries a voting right either under all circumstances or under circumstances that have occurred and are continuing; (“action participante”)

“financial advice” means advice on investment, financial risk management or financial risk mitigation matters that identifies a client’s financial needs, risks or objec-

- 32. Publicité mensongère
- 33. Ordonnance du directeur : publicité mensongère
- 34. Ordonnance de ne pas faire
- 35. Infraction
- 36. Ordonnance : indemnité ou restitution
- 37. Défaut de paiement d’une amende
- 38. Privilèges et charges

PARTIE VII DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 39. Confidentialité
- 40. Signification
- 41. Droits
- 42. Déclaration admissible en preuve
- 43. Noms des personnes inscrites et renseignements les concernant

PARTIE VIII RÈGLEMENTS

- 44. Règlements du ministre
- 45. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

PARTIE IX MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

- 46. Modifications à la présente loi
- 47. Loi sur les agences de recouvrement
- 48. Loi de 1999 sur le Tribunal d’appel en matière de permis
- 49. Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d’œuvre
- 50. Loi de 1996 sur l’application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs

PARTIE X ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

- 51. Entrée en vigueur
- 52. Titre abrégé

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

PARTIE I INTERPRÉTATION

Interprétation

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«action participante» Relativement à une personne morale, s’entend d’une action d’une de ses catégories ou séries d’actions qui sont assorties d’un droit de vote en toutes circonstances ou dans certaines circonstances qui se sont produites et qui se poursuivent. («equity share»)

«code de déontologie» Le code de déontologie établi par le ministre en vertu de l’alinéa 44 (1) a). («code of ethics»)

«conseiller financier» Personne qui exerce des activités commerciales consistant à fournir des conseils financiers. («financial advisor»)

«conseils financiers» Conseils en matière de placement ou de gestion ou atténuation des risques financiers qui consistent à cerner les besoins, les risques ou les objectifs financiers d’un client et à établir des stratégies en fonction de ceux-ci. («financial advice»)

tives and establishes strategies to address them; (“conseils financiers”)

“financial advisor” means a person who engages in the business of providing financial advice; (“conseiller financier”)

“investigator” means an investigator appointed under subsection 21 (1); (“enquêteur”)

“Minister” means the Minister of Consumer Services or any other member of the Executive Council to whom the administration of this Act is assigned; (“ministre”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“registrant” means a person who is registered as a financial advisor under this Act; (“personne inscrite”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“Tribunal” means the Licence Appeal Tribunal established under the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*. (“Tribunal”)

Associated persons

(2) For the purposes of this Act, one person is associated with another person in any of the following circumstances:

1. One person is a corporation of which the other person is an officer or director.
2. One person is a partnership of which the other person is a partner.
3. Both persons are partners of the same partnership.
4. One person is a corporation that is controlled directly or indirectly by the other person.
5. Both persons are corporations and are controlled directly or indirectly by the same person.
6. Both persons are members of the same voting trust relating to shares of a corporation.
7. Both persons are associated within the meaning of paragraph 1, 2, 3, 4, 5 or 6 with the same person.

PART II OFFICERS

Director

2. (1) Subject to subsection (2), a director shall be appointed for the purposes of this Act and a maximum of two deputy directors may be appointed,

- (a) by the board of the administrative authority; or
- (b) by the Minister if there is no designated administrative authority.

Deputy director, duties

(2) A deputy director shall perform any duties assigned by the director and shall act as the director in the director's absence.

«enquêteur» Enquêteur nommé en vertu du paragraphe 21 (1). («investigator»)

«ministre» Le ministre des Services aux consommateurs ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi. («Minister»)

«organisme d'application» L'organisme d'application qui est désigné pour l'application de la présente loi en vertu de l'article 3 de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*. («administrative authority»)

«personne inscrite». Personne inscrite en tant que conseiller financier sous le régime de la présente loi. («registrant»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

«Tribunal» Le Tribunal d'appel en matière de permis créé en application de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*. («Tribunal»)

Personnes associées

(2) Pour l'application de la présente loi, une personne est associée avec une autre dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1. L'une d'elles est une personne morale dont l'autre est un dirigeant ou un administrateur.
2. L'une d'elles est une société de personnes dont l'autre est un associé.
3. Les deux sont des associés de la même société de personnes.
4. L'une d'elles est une personne morale que l'autre contrôle directement ou indirectement.
5. Les deux sont des personnes morales que la même personne contrôle directement ou indirectement.
6. Les deux sont parties à la même convention de vote fiduciaire afférente aux actions d'une personne morale.
7. Les deux sont associées, au sens de la disposition 1, 2, 3, 4, 5 ou 6, avec la même personne.

PARTIE II RESPONSABLES DE L'APPLICATION DE LA LOI

Directeur

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un directeur doit être nommé pour l'application de la présente loi et un maximum de deux directeurs adjoints peuvent être nommés :

- a) par le conseil d'administration de l'organisme d'application;
- b) par le ministre, en l'absence d'organisme d'application désigné.

Fonctions du directeur adjoint

(2) Le directeur adjoint exerce les fonctions que lui attribue le directeur et le remplace en son absence.

Deputy director

(3) If more than one deputy director is appointed, the director shall assign one deputy director to act as the director in the director's absence.

**PART III
PROHIBITIONS RE: PRACTICE**

Prohibition against acting as a financial advisor unless registered

3. No person shall act as a financial advisor, or hold himself, herself or itself out as being available to act as a financial advisor, unless the person is registered as a financial advisor under this Act.

Exemptions

4. This Act does not apply to the following persons:

1. A person who deals in securities that are exempt from the prospectus requirement under section 73 of the *Securities Act*.
2. A person who is authorized to practise law in Ontario.
3. A person who is licensed under the *Public Accounting Act, 2004*.
4. A person who is a member of the Certified General Accountants Association of Ontario.
5. A person who is a member of the Society of Management Accountants of Ontario.
6. A person who is registered under the *Real Estate and Business Brokers Act, 2002*.
7. A mortgage broker as defined in the *Mortgage Brokerages, Lenders and Administrators Act, 2006*.
8. A person who is registered under the *Registered Insurance Brokers Act*.
9. A person or class of persons exempted from the application of this Act by the regulations.

Change in partnership

5. A change in the membership of a partnership is deemed to create a new partnership for the purpose of registration.

Offices of financial advisors

6. No financial advisor shall conduct business from a place unless the place is named as an office in the financial advisor's registration.

Action for commission

7. (1) No action shall be brought for commission or other remuneration for the provision of financial advice by a financial advisor unless the financial advisor was registered or exempt from registration under this Act at the time the financial advice was provided.

Directeur adjoint

(3) S'il y a plus d'un directeur adjoint, le directeur nomme un directeur adjoint pour le remplacer en son absence.

**PARTIE III
INTERDICTIONS CONCERNANT
L'EXERCICE DE LA PROFESSION**

Interdiction d'agir en qualité de conseiller financier sans être inscrit

3. Nul ne doit agir en qualité de conseiller financier ni se présenter comme étant disposé à agir en qualité de conseiller financier à moins d'être inscrit à ce titre sous le régime de la présente loi.

Exemptions

4. La présente loi ne s'applique pas aux personnes suivantes :

1. Les personnes qui négocient des valeurs mobilières exemptées de l'obligation de prospectus par l'article 73 de la *Loi sur les valeurs mobilières*.
2. Les personnes autorisées à pratiquer le droit en Ontario.
3. Les personnes titulaires d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable*.
4. Les personnes qui sont membres de la Certified General Accountants Association of Ontario.
5. Les personnes qui sont membres de la Society of Management Accountants of Ontario.
6. Les personnes inscrites sous le régime de la *Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*.
7. Les courtiers en hypothèques au sens de la *Loi de 2006 sur les maisons de courtage d'hypothèques, les prêteurs hypothécaires et les administrateurs d'hypothèques*.
8. Les personnes inscrites sous le régime de la *Loi sur les courtiers d'assurance inscrits*.
9. Les personnes et catégories de personnes soustraites à l'application de la présente loi par les règlements.

Changement au sein d'une société de personnes

5. Tout changement de la composition d'une société de personnes est réputé en créer une nouvelle pour les besoins de l'inscription.

Bureaux des conseillers financiers

6. Les conseillers financiers ne doivent exercer leurs activités commerciales que dans les lieux désignés comme bureaux dans leur inscription.

Action en recouvrement d'une commission

7. (1) Est irrecevable l'action en recouvrement d'une commission ou d'une autre rémunération pour des conseils financiers fournis par un conseiller financier, sauf si, au moment où les conseils financiers ont été fournis, le conseiller financier était inscrit sous le régime de la présente loi ou en était dispensé en vertu de celle-ci.

Court may stay action

(2) The court may, on motion, stay any action prohibited by subsection (1).

PART IV REGISTRATION

Registration prohibited

8. (1) If an applicant for registration or renewal of registration does not meet the prescribed requirements, the director shall refuse to grant or renew the registration.

Non-application of s. 12

(2) Section 12 does not apply to a refusal under subsection (1).

Notice of refusal

(3) If the director refuses to grant or renew a registration under subsection (1), he or she shall give the applicant written notice that sets out the reasons for the refusal.

Registration

9. (1) An applicant that meets the prescribed requirements is entitled to registration or renewal of registration by the director unless,

- (a) in the case of an applicant who is an individual,
 - (i) having regard to the applicant's financial position or the financial position of an interested person in respect of the applicant, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of business,
 - (ii) the past conduct of the applicant or of an interested person in respect of the applicant affords reasonable grounds for belief that the applicant will not carry on business in accordance with the law and with integrity and honesty, or
 - (iii) the applicant or an employee or agent of the applicant makes a false statement in an application for registration or for renewal of registration;
- (b) in the case of an applicant who is a corporation,
 - (i) having regard to its financial position or the financial position of an interested person in respect of the corporation, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of its business,
 - (ii) having regard to the financial position of its officers or directors or of an interested person in respect of its officers or directors, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in the conduct of its business,

Sursis

(2) Le tribunal peut, sur motion, surseoir à toute action interdite par le paragraphe (1).

PARTIE IV INSCRIPTION

Inscription interdite

8. (1) Si l'auteur d'une demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription ne satisfait pas aux exigences prescrites, le directeur refuse de l'inscrire ou de renouveler son inscription.

Non-application de l'art. 12

(2) L'article 12 ne s'applique pas au refus visé au paragraphe (1).

Avis de refus

(3) Si le directeur refuse d'accorder ou de renouveler une inscription en application du paragraphe (1), il remet à l'auteur de la demande un avis écrit motivé du refus.

Inscription

9. (1) L'auteur d'une demande qui satisfait aux exigences prescrites a le droit d'être inscrit ou de faire renouveler son inscription par le directeur sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) l'auteur de la demande est un particulier et l'une des conditions suivantes est remplie :
 - (i) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exercice de ses activités commerciales,
 - (ii) sa conduite antérieure ou celle d'une personne intéressée à son égard offre des motifs raisonnables de croire qu'il n'exercera pas ses activités commerciales conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté,
 - (iii) lui-même ou un de ses employés ou mandataires fait une fausse déclaration dans une demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription;
- b) l'auteur de la demande est une personne morale et l'une des conditions suivantes est remplie :
 - (i) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exercice de ses activités commerciales,
 - (ii) compte tenu de la situation financière de ses dirigeants ou administrateurs ou de celle d'une personne intéressée à leur égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exercice de ses activités commerciales,

(iii) the past conduct of its officers or directors or of an interested person in respect of its officers or directors or of an interested person in respect of the corporation affords reasonable grounds for belief that its business will not be carried on in accordance with the law and with integrity and honesty, or

(iv) an officer or director of the corporation makes a false statement in an application for registration or for renewal of registration;

(c) the applicant or a person who is an interested person in respect of the applicant is carrying on activities that are, or will be if the applicant is registered, in contravention of this Act or the regulations, other than the code of ethics;

(d) in the case of an application for renewal, the applicant is in breach of a condition of the registration; or

(e) the applicant fails to comply with a request made by the director under subsection (2).

Request for information

(2) The director may request an applicant for registration or renewal of registration to provide to the director, in the form and within the time period he or she specifies,

(a) information specified by the director that is relevant to his or her decision as to whether or not to grant the registration or renewal; or

(b) verification, by affidavit or otherwise, of any information described in clause (a) that the applicant is providing or has provided to the director.

Same

(3) A registrant or applicant is entitled to have any place specified by the registrant or applicant in the registration named as an office unless the office is in contravention of the regulations.

Conditions

(4) A registration is subject to the prescribed conditions and any conditions that are,

(a) consented to by the applicant or registrant;

(b) applied by the director under section 11; or

(c) ordered by the Tribunal.

Registration not transferable

(5) A registration is not transferable.

Interested person

(6) For the purposes of this section, a person is an interested person in respect of another person if the person is associated with the other person or if, in the opinion of the director,

(a) the person has or may have a beneficial interest in the other person's business;

(iii) la conduite antérieure de ses dirigeants ou administrateurs ou celle d'une personne intéressée à leur égard ou à l'égard de la personne morale offre des motifs raisonnables de croire qu'il n'exercera pas ses activités commerciales conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté,

(iv) un de ses dirigeants ou administrateurs fait une fausse déclaration dans une demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription;

c) lui-même ou une personne qui est intéressée à son égard exerce des activités qui contreviennent, ou qui contreviendront s'il est inscrit, à la présente loi ou aux règlements, à l'exclusion du code de déontologie;

d) dans le cas d'une demande de renouvellement, il enfreint une condition de l'inscription;

e) il ne se conforme pas à une demande que lui adresse le directeur en vertu du paragraphe (2).

Demande de renseignements

(2) Le directeur peut demander à l'auteur de la demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription de lui fournir ce qui suit, sous la forme et dans le délai qu'il précise :

a) les renseignements qu'il précise et qui sont susceptibles d'éclairer sa décision d'accorder ou non l'inscription ou le renouvellement;

b) l'attestation, notamment par affidavit, de tout renseignement visé à l'alinéa a) que l'auteur de la demande lui fournit ou lui a fourni.

Idem

(3) La personne inscrite ou l'auteur d'une demande d'inscription à ce titre a le droit de faire désigner le lieu de son choix comme bureau dans son inscription, à moins que le bureau ne contrevienne aux règlements.

Conditions

(4) L'inscription est assujettie aux conditions prescrites et, selon le cas, à toute autre condition :

a) qu'accepte l'auteur de la demande ou la personne inscrite;

b) dont le directeur l'a assortie en vertu de l'article 11;

c) que le Tribunal impose par ordonnance.

Non-transférabilité

(5) Les inscriptions ne sont pas transférables.

Personne intéressée

(6) Pour l'application du présent article, une personne est intéressée à l'égard d'une autre si elle est associée avec elle ou que, de l'avis du directeur :

a) soit elle a ou peut avoir un intérêt bénéficiaire dans l'entreprise de l'autre personne;

- (b) the person exercises or may exercise control over the other person, either directly or indirectly; or
- (c) the person has provided or may have provided financing to the other person's business, either directly or indirectly.

Disclosure by corporation

10. (1) In every application for registration or renewal of registration, a financial advisor that is a corporation shall disclose to the director the identity of,

- (a) each person that beneficially owns or controls 10 per cent or more of the equity shares issued and outstanding at the time of the registration or renewal; and
- (b) persons that are associated with each other and that together beneficially own or control 10 per cent or more of the equity shares issued and outstanding at the time of the registration or renewal.

Calculating number of shares

(2) The total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled shall be calculated, for the purposes of this section, as the total number of all shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equalling the total number of votes carried.

Refusal, suspension, etc.

11. (1) Subject to section 12, the director may refuse to register an applicant or may suspend, revoke or refuse to renew a registration if, in his or her opinion, the applicant or registrant is not entitled to registration under section 9.

Conditions

- (2) Subject to section 12, the director may,
 - (a) approve the registration or renewal of a registration on any conditions that he or she considers appropriate; and
 - (b) at any time, impose on a registration any conditions that he or she considers appropriate.

Notice re: refusal, suspension, etc.

12. (1) The director shall notify an applicant or registrant in writing if he or she proposes to,

- (a) refuse under subsection 11 (1) to grant or renew a registration;
- (b) suspend or revoke a registration; or
- (c) impose on a registration or renewal conditions to which the applicant or registrant has not consented.

- b) soit elle contrôle ou peut contrôler l'autre personne, directement ou indirectement;
- c) soit elle a ou peut avoir fourni un financement à l'entreprise de l'autre personne, directement ou indirectement.

Divulgaration par une personne morale

10. (1) Dans chaque demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription, le conseiller financier qui est une personne morale divulgue au directeur l'identité des personnes suivantes :

- a) chacune des personnes qui détiennent à titre bénéficiaire au moins 10 % de ses actions participantes émises et en circulation au moment de l'inscription ou du renouvellement ou qui exercent un contrôle sur une telle tranche;
- b) les personnes qui sont associées les unes avec les autres et qui, ensemble, détiennent à titre bénéficiaire au moins 10 % de ses actions participantes émises et en circulation au moment de l'inscription ou du renouvellement ou exercent un contrôle sur une telle tranche.

Calcul des actions

(2) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la personne morale qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

Refus, suspension, etc.

11. (1) Sous réserve de l'article 12, le directeur peut refuser d'inscrire l'auteur d'une demande ou peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler une inscription s'il est d'avis que l'auteur de la demande ou la personne inscrite n'a pas le droit d'être inscrit en application de l'article 9.

Conditions

- (2) Sous réserve de l'article 12, le directeur peut :
 - a) approuver l'inscription ou le renouvellement d'une inscription aux conditions qu'il estime appropriées;
 - b) assortir en tout temps une inscription des conditions qu'il estime appropriées.

Avis : refus, suspension, etc.

12. (1) Le directeur avise par écrit l'auteur d'une demande ou une personne inscrite de son intention :

- a) soit de refuser, en vertu du paragraphe 11 (1), d'accorder ou de renouveler l'inscription;
- b) soit de suspendre ou de révoquer l'inscription;
- c) soit d'assortir l'inscription ou le renouvellement de conditions que l'un ou l'autre n'a pas acceptées.

Content of notice

(2) The notice of proposal shall set out the reasons for the proposed action and shall state that the applicant or registrant is entitled to a hearing by the Tribunal if the applicant or registrant mails or delivers to the director and the Tribunal, within 15 days after service of the notice, a written request for a hearing.

Service

(3) The notice of proposal shall be served on the applicant or registrant in accordance with section 40.

If no request for hearing

(4) If the applicant or registrant does not request a hearing in accordance with subsection (2), the director may carry out the proposal.

Hearing

(5) If a hearing is requested, the Tribunal shall hold the hearing and may by order direct the director to carry out the director's proposal or substitute its opinion for that of the director and the Tribunal may attach conditions to its order or to a registration.

Parties

(6) The director, the applicant or registrant and any other person specified by the Tribunal are parties to the proceedings under this section.

Continuation pending renewal

(7) If a registrant has applied for renewal of the registration and paid the required fee within the prescribed time or, if no time is prescribed, before the registration expires, the registration is deemed to continue,

- (a) until the renewal is granted;
- (b) until the director gives the registrant written notice of his or her refusal under section 8 to grant the renewal; or
- (c) if the registrant is served with notice that the director proposes to refuse under subsection 11 (1) to grant the renewal, until,
 - (i) the time for requesting a hearing has expired, or
 - (ii) if a hearing is requested, until the Tribunal makes its order.

Immediate effect

(8) Even if a registrant appeals an order of the Tribunal under section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the order takes effect immediately; however, the Tribunal may grant a stay until the disposition of the appeal.

Voluntary cancellation

(9) The director may cancel a registration on the registrant's written request.

Contenu de l'avis

(2) L'avis d'intention énonce les motifs de la mesure envisagée et indique que l'auteur de la demande ou la personne inscrite a droit à une audience devant le Tribunal, à la condition de poster ou de remettre une demande écrite d'audience au directeur et au Tribunal dans les 15 jours qui suivent la signification de l'avis.

Signification

(3) L'avis d'intention est signifié à l'auteur de la demande ou à la personne inscrite conformément à l'article 40.

Cas où il n'est pas demandé d'audience

(4) Le directeur peut donner suite à son intention si l'auteur de la demande ou la personne inscrite ne demande pas d'audience conformément au paragraphe (2).

Audience

(5) En cas de demande d'audience, le Tribunal doit en tenir une. Il peut, par ordonnance, enjoindre au directeur de donner suite à son intention ou substituer son opinion à la sienne et peut assortir son ordonnance ou l'inscription de conditions.

Parties

(6) Le directeur, l'auteur de la demande ou la personne inscrite et toute autre personne que précise le Tribunal sont parties à l'instance visée au présent article.

Maintien jusqu'au renouvellement

(7) Si, dans le délai prescrit ou, à défaut, avant l'expiration de son inscription, la personne inscrite en demande le renouvellement et acquitte les droits exigés, son inscription est réputée rester en vigueur, selon le cas :

- a) jusqu'à ce que le renouvellement soit accordé;
- b) jusqu'à ce que le directeur l'avise par écrit qu'il refuse, en vertu de l'article 8, d'accorder le renouvellement;
- c) si le directeur lui signifie un avis de son intention de refuser, en vertu du paragraphe 11 (1), d'accorder le renouvellement :
 - (i) soit jusqu'à l'expiration du délai imparti pour demander une audience,
 - (ii) soit, si une audience est demandée, jusqu'à ce que le Tribunal rende son ordonnance.

Effet immédiat

(8) Même si la personne inscrite interjette appel d'une ordonnance du Tribunal en vertu de l'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, l'ordonnance prend effet immédiatement. Toutefois, le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Radiation volontaire

(9) Le directeur peut radier une inscription à la demande écrite de la personne inscrite.

Non-application of subss. (1) to (8)

(10) Subsections (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7) and (8) do not apply to a cancellation under subsection (9).

Immediate temporary suspension

13. (1) When the director proposes to suspend or revoke a registration under section 12, if he or she considers it in the public interest to suspend the registration immediately on a temporary basis, the director may do so by order.

Effect

(2) The order takes effect immediately and expires in accordance with subsection (3), or when the director carries out the proposal under subsection 12 (4), as the case may be.

Expiry of order

- (3) If a hearing is requested under section 12,
- (a) the order expires 15 days after the Tribunal receives the written request for a hearing; or
 - (b) the Tribunal may extend the order until the hearing is concluded, if it is commenced within the 15-day period referred to in clause (a).

Same

(4) Despite subsection (3), if the Tribunal is satisfied that the registrant's conduct has delayed the commencement of the hearing, the Tribunal may extend the order,

- (a) until the hearing commences; and
- (b) once the hearing commences, until it is concluded.

Service of request for hearing

14. (1) A request for a hearing under section 12 shall be served on the director and the Tribunal in accordance with section 40.

Other methods

(2) Despite subsection (1), the Tribunal may order any other method of service it considers appropriate.

Suspension without hearing, insurance payments

15. (1) If a registrant fails to make an insurance payment that is required by the regulations or as a condition of the registrant's registration, the director shall suspend the registration of the registrant effective as of the date at which the term of the insurance related to the payment would begin.

No hearing

(2) Section 12 does not apply to a suspension of registration under subsection (1).

Notice of suspension

(3) The director shall give written notice to the registrant that sets out,

Non-application des par. (1) à (8)

(10) Les paragraphes (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7) et (8) ne s'appliquent pas à la radiation prévue au paragraphe (9).

Suspension temporaire immédiate

13. (1) Lorsqu'il a l'intention de suspendre ou de révoquer une inscription en vertu de l'article 12, le directeur peut ordonner immédiatement sa suspension temporaire s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Effet

(2) L'ordonnance prend effet immédiatement et expire conformément au paragraphe (3) ou lorsque le directeur donne suite à son intention en vertu du paragraphe 12 (4), selon le cas.

Expiration de l'ordonnance

- (3) Si une audience est demandée en vertu de l'article 12 :
- a) l'ordonnance expire 15 jours après la réception de la demande écrite d'audience par le Tribunal;
 - b) le Tribunal peut proroger l'ordonnance jusqu'à la conclusion de l'audience, si elle a débuté pendant le délai de 15 jours prévu à l'alinéa a).

Idem

(4) Malgré le paragraphe (3), s'il est convaincu que la conduite de l'auteur de la demande a retardé le début de l'audience, le Tribunal peut proroger l'ordonnance :

- a) jusqu'au début de l'audience;
- b) une fois l'audience commencée, jusqu'à sa conclusion.

Signification de la demande d'audience

14. (1) La demande d'audience visée à l'article 12 est signifiée au directeur et au Tribunal conformément à l'article 40.

Autres modes

(2) Malgré le paragraphe (1), le Tribunal peut ordonner le recours à un autre mode de signification qu'il estime approprié.

Suspension sans audience : paiements d'assurance

15. (1) Si la personne inscrite n'effectue pas un paiement d'assurance exigé par les règlements ou par une condition de l'inscription, le directeur suspend son inscription à compter de la date du début de la durée de l'assurance liée au paiement.

Aucune audience

(2) L'article 12 ne s'applique pas à la suspension d'une inscription prévue au paragraphe (1).

Avis de suspension

(3) Le directeur remet à la personne inscrite un avis écrit indiquant ce qui suit :

- (a) the fact that the director has suspended the registration;
- (b) the reason for the suspension;
- (c) the date as of which the suspension takes effect;
- (d) the fact that the registrant is not entitled to request a hearing under section 12 with respect to the suspension; and
- (e) the registrant's right to have the registration revived under subsection (4).

Revival

(4) The registrant is entitled to have the registration revived for the unexpired balance of its term upon,

- (a) paying the unpaid amounts whose non-payment resulted in the suspension; and
- (b) providing written evidence, satisfactory to the director, that the registrant has made all payments required with respect to insurance.

Same

(5) On receiving the evidence described in clause (4) (b), the director shall,

- (a) revive the registration for the unexpired balance of its term effective from the date on which all unpaid amounts were paid as described in clause (4) (a); and
- (b) give the registrant written notice of the revival and its effective date.

Further application

16. A person whose registration is revoked or whose application for registration or renewal is refused may re-apply for registration only if,

- (a) the prescribed waiting period has passed since the refusal, revocation or refusal to renew; and
- (b) new or other evidence is available or it is clear that material circumstances have changed.

Notice of issue or transfer of shares

17. (1) In addition to the disclosure required under section 10, every registrant that is a corporation shall notify the director in writing within 30 days after the issue or transfer of any equity shares of the corporation, if the issue or transfer results in,

- (a) any person, or any persons that are associated with each other, acquiring or accumulating beneficial ownership or control of 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares of the corporation; or
- (b) an increase in the percentage of issued and outstanding equity shares of the corporation beneficially owned or controlled by any person, or any persons who are associated with each other, if the

- a) le fait qu'il a suspendu l'inscription;
- b) le motif de la suspension;
- c) la date de prise d'effet de la suspension;
- d) le fait que la personne inscrite n'a pas le droit de demander une audience en vertu de l'article 12 à l'égard de la suspension;
- e) le droit qu'a la personne inscrite de faire rétablir l'inscription en vertu du paragraphe (4).

Rétablissement

(4) La personne inscrite a le droit de faire rétablir l'inscription pour le reste de sa durée si :

- a) d'une part, elle paie les sommes dont le non-paiement a entraîné la suspension;
- b) d'autre part, elle fournit une preuve écrite, jugée satisfaisante par le directeur, qu'elle a effectué tous les paiements exigés à l'égard de l'assurance.

Idem

(5) Sur réception de la preuve visée à l'alinéa (4) b), le directeur :

- a) d'une part, rétablit l'inscription pour le reste de sa durée à compter de la date où les sommes impayées ont été versées, comme l'exige l'alinéa (4) a);
- b) d'autre part, avise par écrit la personne inscrite du rétablissement et de sa date de prise d'effet.

Demande ultérieure

16. La personne dont l'inscription est révoquée ou dont la demande d'inscription ou de renouvellement de son inscription est refusée ne peut présenter une nouvelle demande d'inscription que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le délai d'attente prescrit s'est écoulé depuis le refus, la révocation ou le refus du renouvellement;
- b) il existe de nouvelles preuves ou des preuves supplémentaires ou il est évident que des circonstances importantes ont changé.

Avis d'émission ou de transfert d'actions

17. (1) En plus de faire la divulgation exigée par l'article 10, la personne inscrite qui est une personne morale avise le directeur par écrit dans les 30 jours qui suivent l'émission ou le transfert d'actions participantes de la personne morale, si cette émission ou ce transfert a pour résultat :

- a) soit qu'une personne ou des personnes associées les unes avec les autres acquièrent, d'un seul coup ou progressivement, la propriété bénéficiaire ou le contrôle d'au moins 10 % du total de ses actions participantes émises et en circulation;
- b) soit une augmentation du pourcentage de ses actions participantes émises et en circulation qu'une personne ou des personnes associées les unes avec les autres détiennent à titre bénéficiaire ou sur les-

person or the associated persons already beneficially owned or controlled 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares of the corporation before the issue or transfer.

Same

(2) If no officer or director is aware of a transfer described in subsection (1) at the time it is made,

- (a) subsection (1) does not apply to the corporation with respect to the transfer; and
- (b) the corporation shall notify the director in writing within 30 days after any of its officers or directors become aware of the transfer.

Calculation of total number of equity shares

(3) In calculating the total number of equity shares beneficially owned or controlled for the purpose of this section, the total number shall be calculated as the total of all the shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equalling the total number of votes it carries.

PART V COMPLAINTS, INSPECTION AND DISCIPLINE

Complaints

18. (1) If the director receives a complaint about a registrant, the director may require the registrant to provide information in relation to the complaint.

Request for information

(2) The request shall indicate the nature of the complaint.

Duty to comply with request

(3) The registrant shall provide the information as soon as practicable.

Procedures

(4) In dealing with a complaint, the director may do one or more of the following, as appropriate:

1. Attempt to mediate or resolve the complaint.
2. Give the registrant a written warning that if the activity that led to the complaint continues, action may be taken against the registrant.
3. Require the registrant to take further educational courses.
4. Refer the matter, in whole or in part, to the discipline committee.
5. Take action under section 11, subject to section 12.
6. Take further action as appropriate in accordance with this Act.

quelles elles exercent un contrôle, si elles détiennent déjà à titre bénéficiaire au moins 10 % du total de ces actions avant l'émission ou le transfert ou qu'elles exercent alors un contrôle sur une telle tranche.

Idem

(2) Si aucun dirigeant ou administrateur n'est au courant d'un transfert visé au paragraphe (1) au moment où il est effectué :

- a) le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne morale en ce qui concerne le transfert;
- b) la personne morale avise le directeur par écrit dans un délai de 30 jours après qu'un de ses dirigeants ou administrateurs est mis au courant du transfert.

Calcul des actions

(3) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

PARTIE V PLAINTES, INSPECTIONS ET MESURES DISCIPLINAIRES

Plaintes

18. (1) S'il reçoit une plainte au sujet d'une personne inscrite, le directeur peut exiger que celle-ci fournisse des renseignements sur la plainte.

Demande de renseignements

(2) La demande indique la nature de la plainte.

Conformité

(3) La personne inscrite fournit les renseignements dès que matériellement possible.

Marche à suivre

(4) Lorsqu'il traite les plaintes, le directeur peut prendre une ou plusieurs des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Tenter de régler la plainte ou de la résoudre par la médiation.
2. Donner à la personne inscrite un avertissement écrit portant que des mesures pourront être prises à son égard si l'activité qui a donné lieu à la plainte se poursuit.
3. Exiger que la personne inscrite suive d'autres cours de formation.
4. Renvoyer l'affaire, en totalité ou en partie, au comité de discipline.
5. Prendre les mesures prévues à l'article 11, sous réserve de l'article 12.
6. Prendre les autres mesures appropriées conformément à la présente loi.

Inspection

19. (1) The director or a person whom the director has designated in writing may conduct an inspection and may, as part of that inspection, enter and inspect a registrant's office at any reasonable time for the purpose of,

- (a) ensuring compliance with this Act and the regulations;
- (b) dealing with a complaint under section 18; or
- (c) ensuring the registrant remains entitled to registration.

Dwelling

(2) The power conferred by subsection (1) shall not be used to enter or inspect any part of the premises that is used as a dwelling.

Powers on inspection

- (3) While carrying out an inspection, an inspector,
 - (a) is entitled to free access to all money, valuables, documents and records of the person being inspected that are relevant to the inspection;
 - (b) may use any electronic records system used in carrying on business in order to produce information that is relevant to the inspection; and
 - (c) may, on giving a receipt for it, remove for examination and copy anything relevant to the inspection, including any electronic records system, but shall promptly return the thing to the person being inspected.

Identification

(4) An inspector shall produce, on request, evidence of his or her authority to carry out an inspection.

Assistance to be given

(5) An inspector may, in the course of an inspection, require a person to produce a document or record and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any electronic records system to produce information that is relevant to the inspection, and the person shall produce the document or record or provide the assistance.

Obstruction prohibited

(6) No person shall obstruct an inspector conducting an inspection or withhold from him or her or conceal, alter or destroy any money, valuables, documents or records that are relevant to the inspection.

Use of force prohibited

(7) An inspector shall not use force to enter and inspect premises under this section.

Admissibility of copies

(8) A copy of a document or record certified by an inspector to be a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Inspection

19. (1) Le directeur ou la personne qu'il désigne par écrit peut faire une inspection et, dans le cadre de celle-ci et à toute heure raisonnable, pénétrer dans le bureau d'une personne inscrite et l'inspecter pour, selon le cas :

- a) vérifier que la présente loi et les règlements sont observés;
- b) traiter une plainte visée à l'article 18;
- c) vérifier que la personne inscrite a toujours le droit de l'être.

Logement

(2) Le pouvoir conféré par le paragraphe (1) ne doit pas être exercé pour pénétrer dans une partie des locaux qui est utilisée comme logement et l'inspecter.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (3) Dans le cadre d'une inspection, l'inspecteur :
 - a) a le droit d'avoir libre accès à l'argent, aux objets de valeur et aux documents pertinents de la personne en cause;
 - b) peut recourir, en vue de produire des renseignements pertinents, à tout système d'archivage électronique utilisé pour exercer des activités commerciales;
 - c) peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, et afin de les examiner et d'en tirer des copies, prendre des choses pertinentes, y compris tout système d'archivage électronique, mais doit ensuite les rendre promptement à la personne en cause.

Identification

(4) L'inspecteur produit sur demande une preuve de son autorité.

Aide obligatoire

(5) L'inspecteur peut, dans le cadre d'une inspection, exiger d'une personne qu'elle produise un document et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un système d'archivage électronique pour produire des renseignements pertinents, auquel cas la personne doit obtempérer.

Interdiction de faire entrave

(6) Nul ne doit faire entrave à l'inspecteur qui fait une inspection, ni retenir, dissimuler, altérer ou détruire de l'argent, des objets de valeur ou des documents pertinents dans le cadre de l'inspection.

Interdiction de recourir à la force

(7) L'inspecteur ne doit pas recourir à la force pour pénétrer dans des locaux et les inspecter en vertu du présent article.

Admissibilité des copies

(8) La copie d'un document qui est certifiée conforme à l'original par un inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Discipline committee and appeals committee**Discipline committee**

20. (1) The board of the administrative authority, or the Minister if there is no designated administrative authority, shall establish a discipline committee to hear and determine, in accordance with the prescribed procedures, issues concerning whether registrants have failed to comply with the code of ethics.

Appeals committee

(2) The board of the administrative authority, or the Minister if there is no designated administrative authority, shall establish an appeals committee to consider, in accordance with the prescribed procedures, appeals from the discipline committee.

Appointment of members

(3) The board of the administrative authority, or the Minister if there is no designated administrative authority, shall appoint the members of the discipline committee and the members of the appeals committee and, in making the appointments, shall ensure that the prescribed requirements for the composition of each committee are met.

Result of a determination

(4) If the discipline committee determines under subsection (1) that a registrant has failed to comply with the code of ethics, it may do one or more of the following by order, as appropriate:

1. Require the registrant to take further educational courses.
2. In accordance with the terms that may be specified by the committee, require the registrant to fund educational courses for the registrant's employees or to arrange and fund such courses.
3. Despite subsection 12 (1) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*, impose any fine that the committee considers appropriate, in accordance with subsection (5), to be paid by the registrant to the administrative authority, or to the Minister of Finance if there is no designated administrative authority.
4. Suspend or postpone the taking of further educational courses, the funding or the funding and arranging of educational courses or the imposition of the fine for a period and upon terms that the committee designates.
5. Fix and impose costs to be paid by the registrant to the administrative authority, or to the Minister of Finance if there is no designated administrative authority.
6. Impose conditions on the registrant's registration.
7. Suspend the registrant's registration for any length of time or revoke it.

Comité de discipline et comité d'appel**Comité de discipline**

20. (1) Le conseil d'administration de l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application désigné, le ministre peut constituer un comité de discipline qui décide, conformément à la procédure prescrite, de la question de savoir si une personne inscrite n'a pas observé le code de déontologie.

Comité d'appel

(2) Le conseil d'administration de l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application désigné, le ministre peut constituer un comité d'appel qui examine, conformément à la procédure prescrite, les appels des décisions du comité de discipline.

Nomination des membres

(3) Le conseil d'administration de l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application désigné, le ministre nomme les membres du comité de discipline et du comité d'appel et veille, ce faisant, à ce qu'il soit satisfait aux exigences prescrites relatives à la composition de chaque comité.

Décision

(4) S'il décide, en application du paragraphe (1), qu'une personne inscrite n'a pas observé le code de déontologie, le comité de discipline peut, par ordonnance, prendre une ou plusieurs des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Exiger que la personne inscrite suive d'autres cours de formation.
2. Conformément aux conditions qu'il précise, exiger de la personne inscrite qu'elle finance les cours de formation suivis par ses employés ou qu'elle prenne des dispositions pour offrir de tels cours et les finance.
3. Malgré le paragraphe 12 (1) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*, imposer l'amende qu'il estime appropriée, conformément au paragraphe (5), que la personne inscrite doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application désigné, au ministre des Finances.
4. Suspendre ou différer, pour la durée et aux conditions qu'il fixe, l'obligation de suivre d'autres cours de formation, leur financement, la prise de dispositions pour les offrir et leur financement, ou l'imposition de l'amende.
5. Fixer et imposer les dépens que la personne inscrite doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application désigné, au ministre des Finances.
6. Assortir l'inscription de la personne inscrite de conditions.
7. Suspendre l'inscription de la personne inscrite pour une durée quelconque ou la révoquer.

Maximum fine

(5) A fine imposed under paragraph 3 of subsection (4) shall not exceed \$25,000, or a lesser prescribed amount.

Appeal

(6) A party to the discipline proceeding may appeal the discipline committee's final order to the appeals committee.

Power of appeals committee

(7) The appeals committee may by order overturn, affirm or modify the order of the discipline committee and may make an order under subsection (4).

Payment of fine

(8) The registrant shall pay any fine imposed under subsection (4),

- (a) on or before the day specified in the discipline committee's order or, if the fine is appealed, on or before the day specified in the appeals committee's order; or
- (b) on or before the 60th day after the date of the last order made in respect of the fine, if no day is specified in that order.

Educational course

(9) The registrant shall take any educational course required under subsection (4),

- (a) within the time period specified in the discipline committee's order or, if the requirement is appealed, within the time period specified in the appeals committee's order; or
- (b) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational course, if no time period is specified in that order.

Arranging and funding educational courses

(10) The registrant shall arrange and fund any educational courses for employees as required under subsection (4) within the time period specified in the discipline committee's order or, if the requirement is the subject of an appeal, within the time period specified in the appeals committee's order.

Funding educational courses

(11) The registrant shall fund any educational courses for employees as required under subsection (4),

- (a) within the time period specified in the discipline committee's order or, if the requirement is the subject of an appeal, within the time period specified in the appeals committee's order; or
- (b) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational courses, if no time period is specified in that order.

Amende maximale

(5) Une amende imposée en vertu de la disposition 3 du paragraphe (4) ne peut dépasser 25 000 \$, ou toute somme inférieure prescrite.

Appel

(6) Une partie à l'instance disciplinaire peut interjeter appel de l'ordonnance définitive du comité de discipline devant le comité d'appel.

Pouvoir du comité d'appel

(7) Le comité d'appel peut, par ordonnance, annuler, confirmer ou modifier l'ordonnance du comité de discipline et peut rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (4).

Païement de l'amende

(8) La personne inscrite paie toute amende imposée en vertu du paragraphe (4) :

- a) au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'amende est portée en appel, au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) au plus tard le 60^e jour qui suit la date de la dernière ordonnance prise à l'égard de l'amende, si aucun jour n'y est précisé.

Cours de formation

(9) La personne inscrite suit les cours de formation exigés en vertu du paragraphe (4) :

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard du cours de formation, si aucun délai n'y est précisé.

Prise de dispositions pour offrir des cours de formation et financement de ceux-ci

(10) La personne inscrite prend des dispositions pour offrir les cours de formation suivis par ses employés et les finance, comme l'exige le paragraphe (4), dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel.

Financement des cours de formation

(11) La personne inscrite finance les cours de formation suivis par ses employés, comme l'exige le paragraphe (4) :

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline ou, si l'exigence est portée en appel, dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel;
- b) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard des cours, si aucun délai n'y est précisé.

Public access

(12) Decisions of the discipline committee and the appeals committee shall be made available to the public in the prescribed manner.

Appointment of investigators

21. (1) The director may appoint persons to be investigators for the purposes of conducting investigations.

Certificate of appointment

(2) The director shall issue to every investigator a certificate of appointment bearing the director's signature or a facsimile of it.

Production of certificate of appointment

(3) Every investigator who is conducting an investigation, including under section 22, shall, on request, produce his or her certificate of appointment.

Search warrant

22. (1) On application made without notice by an investigator, a justice of the peace may issue a warrant, if he or she is satisfied on information under oath that there is reasonable ground for believing that a person has contravened or is contravening this Act or the regulations or has committed an offence under the law of any jurisdiction that is relevant to the person's fitness for registration under this Act, and that,

- (a) there is in any building, dwelling or place anything relating to the contravention of this Act or the regulations or to the person's fitness for registration; or
- (b) there is information or evidence relating to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for registration that may be obtained by using an investigative technique or by doing anything else described in the warrant.

Powers under warrant

(2) Subject to any conditions contained in it, a warrant obtained under subsection (1) authorizes an investigator to,

- (a) enter the building, dwelling or place specified in the warrant and examine and seize anything described in the warrant;
- (b) use any electronic records system used in carrying on business in order to produce information or evidence described in the warrant;
- (c) exercise any of the powers specified in subsection (10); and
- (d) use any investigative technique or procedure or do anything else described in the warrant.

Entry into dwelling

(3) Despite subsection (2), an investigator shall not exercise the power under a warrant to enter a place, or part of a place, used as a dwelling, unless the justice of the peace,

Consultation par le public

(12) Les décisions du comité de discipline et du comité d'appel sont rendues publiques de la manière prescrite.

Nomination d'enquêteurs

21. (1) Le directeur peut nommer des enquêteurs pour mener des enquêtes.

Attestation de nomination

(2) Le directeur délivre une attestation de nomination portant sa signature, ou un fac-similé de celle-ci, à chaque enquêteur.

Production de l'attestation de nomination

(3) L'enquêteur qui mène une enquête, notamment en vertu de l'article 22, produit sur demande son attestation de nomination.

Mandat de perquisition

22. (1) Sur demande sans préavis d'un enquêteur, un juge de paix peut délivrer un mandat s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne a contrevenu ou contrevient à la présente loi ou aux règlements ou a commis une infraction à une loi de toute autorité législative qui touche son aptitude à se faire inscrire sous le régime de la présente loi, et que, selon le cas :

- a) une chose quelconque se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire se trouve dans un bâtiment, un logement ou un lieu;
- b) des renseignements ou des éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à se faire inscrire pourront être obtenus par l'emploi d'une technique d'enquête ou l'accomplissement de tout autre acte mentionné dans le mandat.

Pouvoirs

(2) Sous réserve des conditions qu'il précise, le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) autorise l'enquêteur à faire ce qui suit :

- a) pénétrer dans le bâtiment, le logement ou le lieu précisé dans le mandat et examiner et saisir toute chose mentionnée dans le mandat;
- b) recourir, en vue de produire des renseignements ou des éléments de preuve mentionnés dans le mandat, à tout système d'archivage électronique utilisé pour exercer des activités commerciales;
- c) exercer les pouvoirs précisés au paragraphe (10);
- d) employer toute technique ou méthode d'enquête ou accomplir tout autre acte mentionné dans le mandat.

Entrée dans un logement

(3) Malgré le paragraphe (2), l'enquêteur ne doit exercer le pouvoir, conféré par un mandat, de pénétrer dans un lieu ou une partie d'un lieu utilisé comme logement que si le juge de paix :

- (a) is informed that the warrant is being sought to authorize entry into a dwelling; and
- (b) authorizes the entry.

Conditions on warrant

(4) A warrant obtained under subsection (1) shall contain the conditions that the justice of the peace considers advisable to ensure that any search authorized by the warrant is reasonable in the circumstances.

Expert help

(5) The warrant may authorize persons who have special, expert or professional knowledge and other persons as necessary to accompany and assist the investigator in executing the warrant.

Time of execution

(6) An entry under a warrant issued under this section shall not be made outside the hours of 6 a.m. to 9 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Expiry of warrant

(7) A warrant issued under this section shall name a date of expiry, which shall be no later than 30 days after its issue, but a justice of the peace may extend the date of expiry for an additional period of no more than 30 days, on an investigator's application without notice.

Use of force

(8) An investigator may call upon police officers for assistance in executing the warrant and may use whatever force is reasonably necessary to execute the warrant.

Obstruction

(9) No person shall obstruct an investigator executing a warrant under this section or withhold from him or her or conceal, alter or destroy anything relevant to the investigation being conducted under the warrant.

Assistance

(10) An investigator may, in the course of executing a warrant, require a person to produce the evidence or information described in the warrant and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any electronic records system to produce the evidence or information described in the warrant, and the person shall produce the evidence or information or provide the assistance.

Return of seized items

(11) An investigator who seizes anything under this section, section 23 or section 24 may make a copy of it and shall return it within a reasonable time.

Admissibility

(12) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Seizure of things not specified

23. An investigator who is lawfully present in a place

- a) est informé du fait que le mandat est demandé afin d'autoriser l'entrée dans un logement;
- b) autorise l'entrée.

Conditions du mandat

(4) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) est assorti des conditions que le juge de paix estime souhaitables pour faire en sorte que la perquisition qu'il autorise soit raisonnable dans les circonstances.

Experts

(5) Le mandat peut autoriser des personnes qui possèdent des connaissances particulières, spécialisées ou professionnelles, et toute autre personne au besoin, à accompagner l'enquêteur et à l'aider à exécuter le mandat.

Heures d'exécution

(6) Sauf mention contraire, l'entrée qu'autorise un mandat délivré en vertu du présent article a lieu entre 6 heures et 21 heures.

Expiration du mandat

(7) Le mandat délivré en vertu du présent article précise sa date d'expiration, qui ne doit pas tomber plus de 30 jours après sa délivrance. Toutefois, un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'au plus 30 jours sur demande sans préavis d'un enquêteur.

Recours à la force

(8) L'enquêteur peut demander à des agents de police de l'aider à exécuter le mandat et peut recourir à toute la force raisonnablement nécessaire pour l'exécuter.

Entrave

(9) Nul ne doit faire entrave à l'enquêteur qui exécute un mandat en vertu du présent article, ni retenir, dissimuler, altérer ou détruire des choses pertinentes dans le cadre de l'enquête qu'il mène conformément au mandat.

Aide

(10) L'enquêteur peut, dans le cadre de l'exécution d'un mandat, exiger d'une personne qu'elle produise les éléments de preuve ou les renseignements mentionnés dans celui-ci et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un système d'archivage électronique pour les produire, auquel cas la personne doit obtempérer.

Restitution des choses saisies

(11) L'enquêteur qui saisit quoi que ce soit en vertu du présent article, de l'article 23 ou de l'article 24 peut en faire une copie, après quoi il le rend dans un délai raisonnable.

Admissibilité

(12) La copie d'un document qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Saisie de choses non précisées

23. L'enquêteur qui est légitimement présent dans un

under a warrant or otherwise in the execution of his or her duties may, without a warrant, seize anything in plain view that the investigator believes on reasonable grounds will afford evidence relating to a contravention of this Act or the regulations.

Searches in exigent circumstances

24. (1) An investigator may exercise any of the powers described in subsection 22 (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would be impracticable to obtain the warrant.

Dwellings

(2) Subsection (1) does not apply to a building or part of a building that is being used as a dwelling.

Use of force

(3) The investigator may, in exercising any power given by this section, call on police officers for assistance and use whatever force is reasonably necessary.

Applicability of s. 22

(4) Subsections 22 (5), (9), (10), (11) and (12) apply to a search under this section, with necessary modifications.

Appointment of receiver and manager

25. (1) The director may apply to the Superior Court of Justice for the appointment of a receiver and manager to take possession and control of a registrant's business if,

- (a) an investigation of the registrant has been undertaken under this Act;
- (b) the director has made or is about to make an order under section 26; or
- (c) the director has reasonable grounds to believe that a registrant has failed to provide financial advice that a client has paid for.

Order

(2) The court may make an order for the appointment of a receiver and manager, if it is satisfied that it is in the public interest to have a receiver and manager take control of the registrant's business.

Notice

(3) The court may make an order under subsection (2) without notice or, if it considers that notice should be given, on the notice stipulated by the court.

60 day maximum

(4) The order of the court shall provide for the term of the receiver and manager, which shall not be longer than 60 days.

Extensions

(5) Despite subsection (4), the director may, without notice, apply to the court to extend the receiver and man-

lieu en vertu d'un mandat ou autrement dans l'exercice de ses fonctions peut, sans mandat, saisir toute chose qui est en évidence et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'elle fournira des preuves relatives à une contravention à la présente loi ou aux règlements.

Perquisitions en cas d'urgence

24. (1) Un enquêteur peut exercer sans mandat les pouvoirs visés au paragraphe 22 (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, pourvu que les conditions de sa délivrance soient réunies.

Logements

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux bâtiments ou parties de bâtiments qui sont utilisés comme logements.

Recours à la force

(3) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article, l'enquêteur peut faire appel à des agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire.

Application de l'art. 22

(4) Les paragraphes 22 (5), (9), (10), (11) et (12) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux perquisitions effectuées en vertu du présent article.

Nomination d'un administrateur-séquestre

25. (1) Le directeur peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de nommer un administrateur-séquestre chargé de prendre possession de l'entreprise d'une personne inscrite et d'en assumer le contrôle si, selon le cas :

- a) une enquête sur la personne inscrite a été entreprise en application de la présente loi;
- b) il a rendu une ordonnance en vertu de l'article 26 ou est sur le point de le faire;
- c) il a des motifs raisonnables de croire que la personne inscrite n'a pas fourni des conseils financiers à un client qui les a payés.

Ordonnance

(2) S'il est convaincu qu'il est dans l'intérêt public qu'un administrateur-séquestre assume le contrôle de l'entreprise d'une personne inscrite, le tribunal peut, par ordonnance, en nommer un.

Préavis

(3) Le tribunal peut rendre l'ordonnance visée au paragraphe (2) sans préavis ou avec le préavis qu'il juge utile.

Mandat d'au plus 60 jours

(4) L'ordonnance du tribunal fixe la durée du mandat de l'administrateur-séquestre, qui ne doit pas dépasser 60 jours.

Prorogation

(5) Malgré le paragraphe (4), le directeur peut, par voie de requête sans préavis, demander au tribunal de proroger

ager's term for further terms of not more than 60 days each in accordance with the regulations.

Duties of receiver and manager

- (6) The receiver and manager shall,
 - (a) take possession and control of the assets of the registrant's business;
 - (b) conduct the registrant's business; and
 - (c) take any steps that are, in the receiver and manager's opinion, necessary for the rehabilitation of the business.

Powers of receiver and manager

(7) The receiver and manager has all the powers of the board of directors of the corporation, if the registrant is a corporation, or of a sole proprietor or all partners if the registrant is not a corporation.

May exclude directors, etc.

(8) Without limiting the generality of subsection (7), the receiver and manager may exclude from the premises and property of the registrant the directors, officers, employees and agents of the registrant, interested persons in respect of the registrant and any other persons connected with the registrant.

Interested persons

(9) Subsection 9 (6) applies for the purposes of subsection (8), except that the opinion as to whether a person is an interested person in respect of another person is that of the receiver and manager.

Freeze orders, registrants and former registrants

26. (1) If the conditions in subsection (2) are met, the director may, in writing,

- (a) order any person to hold any asset or trust fund of a registrant or former registrant that the person has on deposit or controls;
- (b) order a registrant or former registrant to refrain from withdrawing any asset or trust fund from a person who has it on deposit or controls it; or
- (c) order a registrant or former registrant to hold any asset or trust fund of a client or other person in trust for the person entitled to it.

Conditions

(2) The director may make an order under subsection (1) if he or she believes that it is advisable for the protection of a registrant's or former registrant's clients and,

- (a) a search warrant has been issued under this Act; or

le mandat de l'administrateur-séquestre pour des périodes supplémentaires d'au plus 60 jours chacune conformément aux règlements.

Fonctions de l'administrateur-séquestre

- (6) L'administrateur-séquestre fait ce qui suit :
 - a) il prend possession des biens de l'entreprise de la personne inscrite et en assume le contrôle;
 - b) il dirige l'entreprise de la personne inscrite;
 - c) il prend les mesures qu'il estime nécessaires au redressement de l'entreprise.

Pouvoirs de l'administrateur-séquestre

(7) L'administrateur-séquestre a tous les pouvoirs du conseil d'administration de la personne morale, si la personne inscrite en est une, ou d'un propriétaire unique ou de tous les associés, s'il ne s'agit pas d'une personne morale.

Exclusion des administrateurs et autres personnes

(8) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (7), l'administrateur-séquestre peut interdire l'accès aux locaux et aux biens de la personne inscrite à ses administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, aux personnes intéressées à son égard et à quiconque a un autre lien avec elle.

Personnes intéressées

(9) Le paragraphe 9 (6) s'applique dans le cadre du paragraphe (8), sauf que c'est à l'administrateur-séquestre qu'il revient de décider si une personne est intéressée à l'égard d'une autre personne.

Ordonnances de blocage : personnes inscrites et anciennes personnes inscrites

26. (1) Si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont remplies, le directeur peut, par écrit :

- a) ordonner à la personne qui est le dépositaire ou qui a le contrôle de fonds en fiducie ou de biens d'une personne inscrite ou d'une ancienne personne inscrite de les retenir;
- b) ordonner à une personne inscrite ou à une ancienne personne inscrite de s'abstenir de retirer des fonds en fiducie ou des biens des mains de la personne qui en est le dépositaire ou qui en a le contrôle;
- c) ordonner à une personne inscrite ou à une ancienne personne inscrite de détenir en fiducie pour la personne qui y a droit des fonds en fiducie ou des biens d'un client ou d'une autre personne.

Conditions

(2) Le directeur peut prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1) s'il l'estime souhaitable pour la protection des clients d'une personne inscrite ou d'une ancienne personne inscrite et que l'une des conditions suivantes est remplie :

- a) un mandat de perquisition a été délivré en vertu de la présente loi;

- (b) criminal proceedings or proceedings in relation to a contravention under this Act or under any other Act are about to be or have been instituted against the registrant or former registrant in connection with or arising out of conducting business for which registration is required under this Act.

Limitation

(3) In the case of a bank or authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act* (Canada), a credit union within the meaning of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*, or a loan corporation or trust corporation within the meaning of the *Loan and Trust Corporations Act*, the order under subsection (1) applies only to the offices and branches named in the order.

Release of asset or trust fund

(4) The director may consent to the release of any particular asset or trust fund from the order or may wholly revoke the order.

Exception

(5) Subsection (1) does not apply if the registrant or former registrant files with the director, in the manner and amount that the director determines,

- (a) a personal bond accompanied by collateral security;
- (b) a bond of an insurer licensed under the *Insurance Act* to write surety and fidelity insurance;
- (c) a bond of a guarantor accompanied by collateral security; or
- (d) another prescribed form of security.

Application to court

(6) An application may be made to the Superior Court of Justice for a determination in respect of the disposition of any asset or trust fund,

- (a) by a person to whom an order under subsection (1) is addressed, if that person is in doubt as to whether the order applies to the asset or trust fund; or
- (b) by a person who claims an interest in the asset or trust fund that is subject to the order.

Notice

(7) If an order is made under subsection (1), the director may register in the appropriate land registry office a notice that the order has been issued and that it may affect land belonging to the person referred to in the notice, and the notice has the same effect as the registration of a certificate of pending litigation, except that the director may revoke or modify the notice, in writing.

- b) des poursuites criminelles ou des poursuites pour une contravention prévue par la présente loi ou une autre loi ont été ou sont sur le point d'être intentées contre la personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite et elles se rapportent ou sont consécutives à l'exercice d'activités commerciales pour lesquelles l'inscription est exigée par la présente loi.

Restriction

(3) Dans le cas d'une banque ou d'une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada), d'une caisse au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*, ou d'une société de prêt ou société de fiducie au sens de la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie*, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) ne s'applique qu'aux bureaux et succursales qui y sont précisés.

Soustraction d'un bien ou d'un fonds en fiducie

(4) Le directeur peut consentir à soustraire un bien ou un fonds en fiducie particulier à l'application de l'ordonnance ou la révoquer en totalité.

Exception

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si la personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite dépose auprès du directeur, de la manière et selon le montant qu'il détermine, une des garanties suivantes :

- a) un cautionnement personnel accompagné d'une garantie accessoire;
- b) le cautionnement d'un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les assurances* qui l'autorise à faire souscrire de l'assurance de cautionnement et de l'assurance contre les détournements;
- c) le cautionnement d'un garant accompagné d'une garantie accessoire;
- d) l'autre forme de garantie qui est prescrite.

Présentation d'une requête au tribunal

(6) L'une ou l'autre des personnes suivantes peut présenter une requête à la Cour supérieure de justice pour qu'il soit statué sur la disposition d'un fonds en fiducie ou d'un bien :

- a) quiconque a reçu une ordonnance prise en vertu du paragraphe (1), s'il a un doute quant à son application au fonds en fiducie ou au bien;
- b) quiconque revendique un intérêt sur le fonds en fiducie ou le bien visé par l'ordonnance.

Avis

(7) S'il prend une ordonnance en vertu du paragraphe (1), le directeur peut enregistrer au bureau d'enregistrement immobilier compétent un avis indiquant que l'ordonnance a été délivrée et qu'elle peut toucher des biens-fonds de la personne mentionnée dans l'avis. L'avis a le même effet que l'enregistrement d'un certificat d'affaire en instance, sauf que le directeur peut le révoquer ou le modifier par écrit.

Cancellation or discharge

(8) A registrant or former registrant in respect of which an order has been made under subsection (1) or any person having an interest in land in respect of which a notice is registered under subsection (7) may apply to the Tribunal for cancellation of the order or discharge of the registration.

Disposition by Tribunal

(9) The Tribunal shall dispose of the application after a hearing and may cancel the order or discharge the registration, in whole or in part, if it finds that,

- (a) the order or registration is not required, in whole or in part, for the protection of the applicant's clients or of other persons having an interest in the land; or
- (b) the interests of other persons are unduly prejudiced by the order or registration.

Parties

(10) The applicant, the director and any other persons that the Tribunal specifies are parties to the proceeding before the Tribunal.

Court application

(11) If the director has made an order under subsection (1) or registered a notice under subsection (7), he or she may apply to the Superior Court of Justice, without notice, for direction or an order as to the disposition of any asset or trust fund affected by the order or notice.

Freeze orders, non-registrants

27. (1) The director may make an order described in subsection (2) in respect of the money or assets of a person who is not registered under this Act and who is alleged to have conducted business for which registration is required under this Act at a time when the person was not registered to do so if the following conditions are satisfied:

1. The director receives an affidavit alleging that the person who is not registered under this Act,
 - i. is subject to criminal proceedings or proceedings in relation to a contravention under this Act or any other Act that are about to be or have been instituted against the person in connection with or arising out of conducting business for which registration is required under this Act, or
 - ii. owns a building, dwelling or place, or carries on activities in a building, dwelling or place, in respect of which a search warrant has been issued under section 22.
2. The affidavit sets out facts supporting the allegation.
3. Based on the affidavit, the director finds reasonable grounds to believe that,

Requête en annulation ou en radiation

(8) La personne inscrite ou l'ancienne personne inscrite visée par une ordonnance prise en vertu du paragraphe (1), ou le titulaire d'un intérêt sur un bien-fonds à l'égard duquel un avis est enregistré en vertu du paragraphe (7), peut, par voie de requête, demander au Tribunal l'annulation de l'ordonnance ou la radiation de l'enregistrement.

Décision du Tribunal

(9) Le Tribunal doit décider de la requête après la tenue d'une audience et peut annuler l'ordonnance ou radier l'enregistrement, en totalité ou en partie, s'il conclut :

- a) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement n'est pas en totalité ou en partie nécessaire pour protéger les clients du requérant ou les autres titulaires d'intérêts sur le bien-fonds;
- b) soit que l'ordonnance ou l'enregistrement porte indûment atteinte aux intérêts d'autres personnes.

Parties

(10) Le requérant, le directeur et les autres personnes que précise le Tribunal sont parties à l'instance tenue devant celui-ci.

Présentation d'une requête au tribunal

(11) Si le directeur a pris une ordonnance en vertu du paragraphe (1) ou a enregistré un avis en vertu du paragraphe (7), il peut, par voie de requête sans préavis, demander à la Cour supérieure de justice de donner une directive ou de rendre une ordonnance quant à la disposition de tout bien ou fonds en fiducie visé par l'ordonnance ou l'avis.

Ordonnances de blocage : personnes non inscrites

27. (1) Le directeur peut prendre l'ordonnance visée au paragraphe (2) à l'égard des sommes d'argent ou des biens d'une personne qui n'est pas inscrite sous le régime de la présente loi et qui aurait exercé sans être inscrite des activités commerciales pour lesquelles l'inscription est exigée par la même loi si les conditions suivantes sont réunies :

1. Le directeur reçoit un affidavit dans lequel il est allégué que cette personne :
 - i. soit fait l'objet de poursuites criminelles ou de poursuites pour une contravention à la présente loi ou à une autre loi qui ont été ou qui sont sur le point d'être intentées contre elle et qui se rapportent ou sont consécutives à l'exercice d'activités commerciales pour lesquelles l'inscription est exigée par la présente loi,
 - ii. soit est propriétaire d'un bâtiment, d'un logement ou d'un lieu à l'égard duquel un mandat de perquisition a été décerné en vertu de l'article 22, ou y exerce des activités.
2. L'affidavit énonce des faits à l'appui de l'allégation.
3. Le directeur a, sur la foi de l'affidavit, des motifs raisonnables de croire que :

- i. in the course of conducting business for which registration is required under this Act, the person who is the subject of the allegation has received money or assets from clients; and
- ii. the interests of those clients require protection.

Order

(2) In the circumstances described in subsection (1), the director may, in writing,

- (a) order any person that has on deposit or controls any money or asset of the person who is the subject of the allegation to hold the money or asset; or
- (b) order the person who is the subject of the allegation,
 - (i) to refrain from withdrawing any money or asset from a person having it on deposit or controlling it, or
 - (ii) to hold any money or asset of a client or other person in trust for the person who is entitled to it.

Application

(3) Subsections 26 (3) to (11) apply with necessary modifications to an order made under this section.

PART VI CONDUCT AND OFFENCES

Notice of changes to director

28. (1) Every registrant shall, within five days after the following changes, notify the director in writing of,

- (a) any change in address for service; or
- (b) in the case of a corporation or partnership, any change in the officers or directors.

Timing

(2) The director is deemed to have been notified on the day on which he or she is actually notified or, if the notification is by mail, on the day the notification was mailed.

Financial statements

(3) Every registrant shall, when the director so requires, file a financial statement that,

- (a) shows the matters specified by the director;
- (b) is signed by the registrant in the case of a sole proprietorship or by an officer of the registrant if the registrant is a partnership or corporation; and
- (c) is certified by a person licensed under the *Public Accounting Act, 2004*.

- i. d'une part, la personne qui fait l'objet de l'allégation a reçu des sommes d'argent ou des biens de clients dans l'exercice d'activités commerciales pour lesquelles l'inscription est exigée par la présente loi,
- ii. d'autre part, les intérêts de ces clients doivent être protégés.

Ordonnance

(2) Dans les circonstances énoncées au paragraphe (1), le directeur peut, par écrit :

- a) ordonner à quiconque est le dépositaire ou a le contrôle de sommes d'argent ou de biens de la personne qui fait l'objet de l'allégation de les retenir;
- b) ordonner à la personne qui fait l'objet de l'allégation :
 - (i) ou bien de s'abstenir de retirer des sommes d'argent ou des biens des mains de quiconque en est le dépositaire ou en a le contrôle,
 - (ii) ou bien de détenir en fiducie pour quiconque y a droit les sommes d'argent ou les biens d'un client ou d'une autre personne.

Application

(3) Les paragraphes 26 (3) à (11) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux ordonnances prises en vertu du présent article.

PARTIE VI CONDUITE ET INFRACTIONS

Remise d'un avis de changement au directeur général

28. (1) La personne inscrite avise par écrit le directeur général de ce qui suit, dans les cinq jours :

- a) tout changement de son adresse aux fins de signification;
- b) tout changement de dirigeants ou d'administrateurs dans le cas d'une personne morale ou d'une société de personnes.

Date de remise de l'avis

(2) Le directeur est réputé avoir été avisé à la date de réception effective de l'avis ou, si celui-ci est envoyé par la poste, à sa date de mise à la poste.

États financiers

(3) Sur demande du directeur, la personne inscrite dépose un état financier qui :

- a) indique les points précisés par le directeur;
- b) est signé par elle, dans le cas d'une entreprise à propriétaire unique, ou par un de ses dirigeants, dans le cas d'une société de personnes ou d'une personne morale;
- c) est certifié par une personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable*.

Confidential

(4) The information contained in a financial statement filed under subsection (3) is confidential and no person shall, except in the ordinary course of the person's duties, communicate the information or allow access to the financial statement.

Liability for deposits

29. (1) If any person is entitled to the repayment of money paid for or on account of financial advice, any financial advisor who received the money or any part of it is liable jointly and severally with any other person who is liable for the repayment of the money.

Exception

- (2) Subsection (1) does not apply if,
- (a) the financial advisor has acted in good faith and at arm's length with the person with whom the financial advisor would be jointly and severally liable under subsection (1); and
 - (b) the person with whom the financial advisor would be jointly and severally liable under subsection (1) is not in breach of a requirement to be registered under this Act.

Falsifying information

30. No registrant shall falsify, assist in falsifying or induce or counsel another person to falsify or assist in falsifying any information or document relating to the provision of financial advice.

Furnishing false information

31. No registrant shall furnish, assist in furnishing or induce or counsel another person to furnish or assist in furnishing any false or deceptive information or documents relating to the provision of financial advice.

False advertising

32. No registrant shall make false, misleading or deceptive statements in any advertisement, circular, pamphlet or other material published by any means relating to the provision of financial advice.

Order of director re: false advertising

33. (1) If the director believes on reasonable grounds that a registrant is making a false, misleading or deceptive statement in any advertisement, circular, pamphlet or other material published by any means, the director may do one or both of the following:

1. Order the registrant to cease using the material.
2. Order the registrant to publish a retraction or correction, which must be as prominent as the original publication.

Confidentialité

(4) Les renseignements contenus dans l'état financier déposé en application du paragraphe (3) sont confidentiels. Nul ne doit, sauf dans l'exercice normal de ses fonctions, les communiquer ni permettre l'accès à l'état financier.

Remboursement des acomptes

29. (1) Lorsqu'une personne a droit au remboursement d'une somme d'argent versée pour des conseils financiers ou à valoir sur ceux-ci, le conseiller financier qui a reçu cette somme ou une partie de celle-ci est responsable solidairement, avec toute autre personne également responsable, de son remboursement.

Exception

- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les conditions suivantes sont réunies :
- a) le conseiller financier a agi de bonne foi et n'a pas de lien de dépendance avec la personne avec qui il serait responsable solidairement en vertu du paragraphe (1);
 - b) la personne avec qui le conseiller financier serait responsable solidairement aux termes du paragraphe (1) n'enfreint pas l'obligation d'être inscrite que lui impose la présente loi.

Falsification des renseignements

30. Nulle personne inscrite ne doit falsifier ou aider à falsifier des renseignements ou des documents ayant trait à la fourniture de conseils financiers, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Communication de faux renseignements

31. Nulle personne inscrite ne doit fournir ou aider à fournir des renseignements ou des documents faux ou trompeurs ayant trait à la fourniture de conseils financiers, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Publicité mensongère

32. Une personne inscrite ne doit pas faire de déclarations fausses, mensongères ou trompeuses dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un autre document, publié de quelque façon que ce soit, qui concerne la fourniture de conseils financiers.

Ordonnance du directeur : publicité mensongère

33. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire que la personne inscrite fait une déclaration fausse, mensongère ou trompeuse dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un autre document, publié de quelque façon que ce soit, le directeur peut prendre l'une des mesures suivantes ou les deux :

1. Ordonner à la personne inscrite de cesser l'utilisation de ces documents;
2. Ordonner à la personne inscrite de publier une rétractation ou une correction qui soit de même importance que l'original.

Procedures

(2) Section 12 applies to an order made under subsection (1) as if the order were a proposal by the director to refuse a registration.

Effect

(3) The order of the director takes effect immediately, but the Tribunal may grant a stay until the director's order becomes final.

Pre-approval

(4) If the registrant does not appeal an order under this section or if the order or a variation of it is upheld by the Tribunal, the registrant shall, on the director's request, submit all statements in any advertisement, circular, pamphlet or other material to be published by any means to the director for approval, before publication, for the period that the director specifies.

Specified period

(5) The period that the director specifies under subsection (4) shall not exceed the prescribed period.

Restraining orders

34. (1) If it appears to the director that a person is not complying with this Act, the regulations or an order made under this Act, the director may apply to the Superior Court of Justice for an order directing the person to comply, and the court may make any order that it thinks fit.

Same

(2) Subsection (1) applies in addition to any other procedures that may be available to the director, whether or not the director has exercised his or her rights under them.

Appeal

(3) An appeal lies to the Divisional Court from an order made under subsection (1).

Offence

35. (1) A person is guilty of an offence who,

- (a) knowingly furnishes false information in any application under this Act or in any statement or return required under this Act;
- (b) fails to comply with any order (other than an order made by a committee under section 20), direction or other requirement under this Act; or
- (c) contravenes or fails to comply with any provision of this Act or the regulations, other than the code of ethics.

Corporations

(2) An officer or director of a corporation is guilty of an offence if he or she fails to take reasonable care to prevent the corporation from committing an offence mentioned in subsection (1).

Procédure

(2) L'article 12 s'applique à une ordonnance visée au paragraphe (1) de la même manière qu'à l'intention du directeur de refuser une inscription.

Effet

(3) L'ordonnance du directeur prend effet immédiatement; toutefois, le Tribunal peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'elle devienne définitive.

Approbation préalable

(4) Si elle n'interjette pas appel de l'ordonnance visée au présent article ou que le Tribunal confirme l'ordonnance dans sa version originale ou modifiée, la personne inscrite, à la demande du directeur, soumet à son approbation pendant la période qu'il précise, et ce avant sa publication, toute déclaration faite dans une annonce, une circulaire, une brochure ou un autre document qui doit être publié de quelque façon que ce soit.

Période précisée

(5) La période que le directeur précise en application du paragraphe (4) ne doit pas être plus longue que la période prescrite.

Ordonnance de ne pas faire

34. (1) S'il lui semble qu'une personne n'observe pas la présente loi, les règlements ou une ordonnance prise ou rendue en vertu de celle-ci, le directeur peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance lui enjoignant de les observer. La Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique en plus des autres recours dont dispose le directeur, qu'il ait exercé ou non les droits que lui confèrent ces recours.

Appel

(3) Il peut être interjeté appel de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) devant la Cour divisionnaire.

Infraction

35. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :

- a) fournit sciemment de faux renseignements, soit dans une demande ou une requête présentée en vertu de la présente loi, soit dans une déclaration ou un rapport qu'exige la présente loi;
- b) n'observe pas une ordonnance, à l'exclusion d'une ordonnance prise par un comité en vertu de l'article 20, une directive ou une autre exigence prise, rendue, donnée ou imposée en vertu de la présente loi;
- c) contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements, à l'exclusion du code de déontologie, ou ne l'observe pas.

Personnes morales

(2) Est coupable d'une infraction le dirigeant ou l'administrateur d'une personne morale qui ne prend pas de précautions raisonnables pour l'empêcher de commettre une infraction prévue au paragraphe (1).

Penalties

(3) An individual who is convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$50,000, to imprisonment for a term of not more than two years less a day, or to both, and a corporation that is convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$250,000.

Limitation

(4) No proceeding under this section shall be commenced more than two years after the facts on which the proceeding is based first came to the director's knowledge.

Orders for compensation or restitution

36. (1) A court that convicts a person of an offence under this Act may, in addition to any other penalty, order the person convicted to pay compensation or make restitution.

If insurance has paid

(2) If an order is made under subsection (1) in favour of a person who has already received compensation or restitution from an insurer or compensation fund, the person ordered to pay the compensation or make restitution shall pay the amount to the insurer or compensation fund, as the case may be.

Default in payment of fines

37. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the director may disclose to a consumer reporting agency the defaulter's name, the amount of the fine and the date it went into default.

If payment made

(2) Within 10 days after the director receives notice that the fine has been paid in full, the director shall inform the consumer reporting agency of the payment.

Liens and charges

38. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under this Act is in default for at least 60 days, the director may, by order, create a lien against the defaulter's property.

Liens on personal property

(2) If the lien created by the director under subsection (1) relates to personal property,

- (a) the *Personal Property Security Act*, except Part V, applies to the lien with necessary modifications, despite clause 4 (1) (a) of that Act;
- (b) the lien is deemed to be a security interest that has attached for the purposes of the *Personal Property Security Act*; and

Peines

(3) Le particulier qui est déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans moins un jour, ou d'une seule de ces peines. La personne morale qui est déclarée coupable d'une telle infraction est passible d'une amende maximale de 250 000 \$.

Prescription

(4) Est irrecevable l'instance introduite en vertu du présent article plus de deux ans après que les faits sur lesquels elle se fonde sont venus à la connaissance du directeur.

Ordonnance : indemnité ou restitution

36. (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, en plus de lui infliger une autre peine, lui ordonner de verser une indemnité ou d'effectuer une restitution.

Cas où l'assureur a payé

(2) Si une ordonnance est rendue en faveur d'une personne en vertu du paragraphe (1) et qu'un assureur ou un fonds d'indemnisation lui a déjà versé une indemnité ou a déjà effectué la restitution en sa faveur, la personne à qui il est ordonné de verser l'indemnité ou d'effectuer la restitution verse la somme à l'assureur ou au fonds d'indemnisation, selon le cas.

Défaut de paiement d'une amende

37. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut divulguer à une agence de renseignements sur le consommateur le nom de la personne en défaut, le montant de l'amende et la date depuis laquelle son paiement est en défaut.

Païement effectué

(2) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il est avisé du paiement intégral de l'amende, le directeur en informe l'agence de renseignements sur le consommateur.

Privilèges et charges

38. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le directeur peut, par ordonnance, créer un privilège sur les biens de la personne en défaut.

Privilèges sur des biens meubles

(2) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne des biens meubles :

- a) la *Loi sur les sûretés mobilières*, à l'exclusion de la partie V, s'applique avec les adaptations nécessaires au privilège, malgré l'alinéa 4 (1) a) de cette loi;
- b) le privilège est réputé une sûreté qui grève les biens meubles pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières*;

- (c) the director may perfect the security interest referred to in clause (b) for the purposes of the *Personal Property Security Act* by registering a financing statement under that Act.

Liens and charges on real property

(3) If the lien created by the director under subsection (1) relates to real property, the director may register the lien against the defaulter's property in the proper land registry office and, on registration, the obligation under the lien becomes a charge on the property.

Initiation of sale proceedings prohibited

(4) The director shall not initiate sale proceedings in respect of any real property against which a lien is registered under subsection (3).

Proceeds of sale

(5) If a lien is perfected by registration under subsection (2) or is registered against real property under subsection (3) and the related real or personal property is sold, the director shall ensure that the funds the director receives as a result of the sale are used to pay the fine.

Discharge of lien

(6) Within 10 days after the director receives notice that the fine has been paid in full, the director shall,

- (a) discharge the registration of any financing statement registered under clause (2) (c); and
- (b) register a discharge of any charge created on registration of a lien under subsection (3).

PART VII GENERAL

Confidentiality

39. (1) A person who obtains information in the course of exercising a power or carrying out a duty related to the administration of this Act or the regulations shall preserve secrecy with respect to the information and shall not communicate the information to any person except,

- (a) as may be required in connection with a proceeding under this Act or in connection with the administration of this Act or the regulations;
- (b) to a ministry, department or agency of a government engaged in the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers or to any other entity to which the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers has been assigned;
- (c) as authorized under the *Regulatory Modernization Act, 2007*;
- (d) to a prescribed entity or organization, if the purpose of the communication is consumer protection;
- (e) to a law enforcement agency;

- c) le directeur peut rendre la sûreté visée à l'alinéa b) opposable pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières* en enregistrant un état de financement en application de cette loi.

Privilèges et charges sur des biens immeubles

(3) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne un bien immeuble de la personne en défaut, le directeur peut l'enregistrer à l'égard du bien au bureau d'enregistrement immobilier compétent et l'obligation qui découle du privilège devient une charge sur le bien au moment de son enregistrement.

Interdiction : démarches visant la vente

(4) Le directeur ne doit pas entreprendre de démarches visant la vente d'un bien immeuble à l'égard duquel un privilège est enregistré en vertu du paragraphe (3).

Produit de la vente

(5) Si un privilège est rendu opposable par enregistrement en vertu du paragraphe (2) ou qu'il est enregistré à l'égard d'un bien immeuble en vertu du paragraphe (3) et que le bien qu'il concerne est vendu, le directeur veille à ce que les sommes qu'il reçoit par suite de la vente soient affectées au paiement de l'amende.

Mainlevée du privilège

(6) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il est avisé du paiement intégral de l'amende, le directeur :

- a) d'une part, donne mainlevée de l'enregistrement de l'état de financement enregistré en vertu de l'alinéa (2) c);
- b) d'autre part, enregistre une mainlevée de la charge créée au moment de l'enregistrement d'un privilège en application du paragraphe (3).

PARTIE VII DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Confidentialité

39. (1) Quiconque obtient des renseignements dans l'exercice de pouvoirs ou de fonctions qui se rapportent à l'application de la présente loi ou des règlements est tenu au secret à leur égard et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf, selon le cas :

- a) dans la mesure où l'exige toute instance introduite en vertu de la présente loi ou l'application de celle-ci ou des règlements;
- b) à un ministère ou à un organisme d'un gouvernement chargé de l'application de textes législatifs qui sont semblables à la présente loi ou qui protègent les consommateurs, ou à une autre entité à laquelle est confiée l'application de tels textes;
- c) dans la mesure où l'autorise la *Loi de 2007 sur la modernisation de la réglementation*;
- d) à une entité ou à une organisation prescrite, si la divulgation a pour objet la protection des consommateurs;
- e) à un organisme chargé de l'exécution de la loi;

- (f) to the person's counsel; or
- (g) with the consent of the person to whom the information relates.

Testimony

(2) Except in a proceeding under this Act, no person shall be required to give testimony in a civil proceeding with regard to information obtained in the course of exercising a power or carrying out a duty related to the administration of this Act or the regulations.

Service

40. (1) Any notice, order or request is sufficiently given or served if it is,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by registered mail; or
- (c) sent by another manner if the sender can prove receipt.

Deemed service

(2) If service is made by registered mail, the service is deemed to be made on the third day after the day of mailing unless the person being served establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the notice, order or request until a later date.

Exception

(3) Despite subsections (1) and (2), the Tribunal may order any other method of service it considers appropriate in the circumstances for any notice, order or request given or served by the Tribunal.

Fees

41. (1) The board of the administrative authority, or the Minister if there is no designated administrative authority, may, by order, establish fees that are payable under this Act in respect of applications for registration and for renewal of registration, late filings and other administrative matters.

Legislation Act, 2006, Part III

(2) An order made under this section is not a regulation for the purposes of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

Certificate as evidence

42. (1) For all purposes in any proceeding, a statement purporting to be certified by the director is, without proof of the director's office or signature, admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it in relation to,

- (a) the registration or non-registration of any person;
- (b) the filing or non-filing of any document or material that is required or permitted to be filed with the director;

f) à son avocat;

- g) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements.

Témoignage

(2) Nul ne doit être contraint à témoigner dans une instance civile relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice de pouvoirs ou de fonctions qui se rapportent à l'application de la présente loi ou des règlements, sauf dans une instance introduite en vertu de celle-ci.

Signification

40. (1) Les avis, ordonnances et demandes sont suffisamment remis ou signifiés s'ils sont :

- a) soit remis à personne;
- b) soit envoyés par courrier recommandé;
- c) soit envoyés d'une autre manière qui permet à l'expéditeur d'en prouver la réception.

Signification réputée faite

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire ne démontre que, agissant de bonne foi, il n'a reçu l'avis, l'ordonnance ou la demande qu'à une date ultérieure pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Exception

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le Tribunal peut ordonner le recours à tout autre mode de signification qu'il estime indiqué dans les circonstances pour une ordonnance, une demande ou un avis remis ou signifié par le Tribunal.

Droits

41. (1) Le conseil d'administration de l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application désigné, le ministre peut, par arrêté, fixer les droits qui sont payables en application de la présente loi pour une demande d'inscription, le renouvellement d'une inscription, le dépôt tardif de documents et d'autres démarches administratives.

Partie III de la Loi de 2006 sur la législation

(2) Les arrêtés pris en vertu du présent article ne sont pas des règlements pour l'application de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

Déclaration admissible en preuve

42. (1) Les déclarations concernant l'une ou l'autre des questions suivantes qui se présentent comme étant attestées par le directeur sont admissibles en preuve dans toute instance et font foi, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature :

- a) l'inscription ou la non-inscription d'une personne;
- b) le dépôt ou le non-dépôt d'un document qui doit ou peut être déposé auprès du directeur;

- (c) the time when the facts upon which the proceedings are based first came to the director's knowledge; or
- (d) any other matter pertaining to registration or non-registration of persons or to filing or non-filing of information.

Proof of document

(2) Any document made under this Act that purports to be signed by the director or a certified copy of the document is admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the document is signed by the director, without proof of the director's office or signature.

Names and information concerning registrants

43. The director shall, in the prescribed form and manner, make available to the public any prescribed registrant information.

PART VIII REGULATIONS

Minister's regulations

44. (1) The Minister may make regulations,
- (a) establishing the code of ethics;
 - (b) governing the jurisdiction and procedures of any committee established under this Act;
 - (c) respecting any matter that is delegated by the Lieutenant Governor in Council to the Minister under clause 45 (1) (z.2).

Code of ethics

(2) A regulation under clause (1) (c) may be made as part of the code of ethics.

Delegation

(3) Despite subsection 3 (4) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*, if there is a designated administrative authority, the Minister may, by regulation, delegate to its board the power to make some or all of the regulations under subsection (1), subject to the Minister's approval.

Approval

- (4) If a delegation under subsection (3) is in effect,
- (a) the Minister may approve or refuse to approve the regulations, subject to clause (b); and
 - (b) approval shall be given only if, in the Minister's opinion, the regulations have been made in accordance with the consultation criteria and process set out in the administrative agreement described in subsection 4 (1) of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*.

- c) la date à laquelle les faits sur lesquels l'instance est fondée sont venus à la connaissance du directeur;
- d) toute autre question qui se rapporte à l'inscription ou à la non-inscription de personnes ou au dépôt ou au non-dépôt de renseignements.

Force probante des documents

(2) Les documents rédigés en application de la présente loi qui se présentent comme étant signés par le directeur ou leurs copies certifiées conformes sont admissibles en preuve dans toute instance et font foi, en l'absence de preuve contraire, qu'ils sont signés par lui, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature.

Noms des personnes inscrites et renseignements les concernant

43. Le directeur rend publics, sous la forme et de la manière prescrites, les renseignements prescrits concernant les personnes inscrites.

PARTIE VIII RÈGLEMENTS

Règlements du ministre

44. (1) Le ministre peut, par règlement :
- a) établir le code de déontologie;
 - b) régir la compétence et la procédure de tout comité constitué en application de la présente loi;
 - c) traiter des questions que le lieutenant-gouverneur en conseil lui délègue en vertu de l'alinéa 45 (1) z.2).

Code de déontologie

(2) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (1) c) peuvent faire partie du code de déontologie.

Délégation

(3) Malgré le paragraphe 3 (4) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*, s'il y a un organisme d'application désigné, le ministre peut, par règlement, déléguer au conseil d'administration de celui-ci le pouvoir de prendre, sous réserve de son approbation, une partie ou la totalité des règlements visés au paragraphe (1).

Approbation

- (4) Si une délégation faite en vertu du paragraphe (3) est en vigueur :
- a) le ministre peut approuver ou refuser d'approuver les règlements, sous réserve de l'alinéa b);
 - b) le ministre ne donne son approbation que s'il estime que les règlements ont été pris conformément aux critères de consultation et au processus énoncés dans l'accord d'application visé au paragraphe 4 (1) de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*.

Revocation, transition

(5) The Minister may, by regulation, revoke a delegation under subsection (3), but the revocation of the delegation does not result in the revocation of any regulation made by the board of the administrative authority under the delegated power before the revocation of the delegation, and the board's regulation remains valid until revoked by the Minister.

Residual authority to act

(6) Despite any delegation under subsection (3) and without having to revoke the delegation, the Minister continues to have authority to make regulations in respect of the matter that is the subject of the delegation.

Making regulation not a revocation

(7) The Minister's making of a regulation does not constitute the revocation of a delegation under this section unless the regulation so specifies.

Conflicts

(8) If there is a conflict between a regulation made under this section and a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under section 45, the latter prevails.

Lieutenant Governor in Council regulations

45. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) exempting any person or class of persons from any provision of this Act or the regulations and attaching conditions to an exemption;
- (b) respecting applications for registration or renewal of registration and prescribing conditions of registration;
- (c) governing educational requirements for applicants for registration, applicants for renewal of registration and registrants, including,
 - (i) establishing areas of specialization and prescribing different educational requirements for each area,
 - (ii) establishing a certification process in respect of an area of specialization,
 - (iii) requiring the applicants or registrants to meet educational requirements specified by the board of the administrative authority, the Minister, the director or to complete a program of studies that has been, or take one or more courses that have been, designated by the board of the administrative authority, the Minister, or the director,
 - (iv) authorizing the board of the administrative authority, the Minister, or the director to designate organizations that are authorized to provide the programs and courses designated under subclause (iii), and

Révocation : disposition transitoire

(5) Le ministre peut, par règlement, révoquer une délégation faite en vertu du paragraphe (3). Toutefois, cette révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements pris jusque-là par le conseil en vertu du pouvoir délégué, qui demeurent valides tant qu'ils ne sont pas abrogés par le ministre.

Pouvoir résiduel d'agir

(6) Malgré toute délégation faite en vertu du paragraphe (3) et sans avoir à révoquer la délégation, le ministre conserve le pouvoir de prendre des règlements à l'égard de la question qui fait l'objet de la délégation.

Non une révocation de la délégation

(7) La prise d'un règlement par le ministre n'entraîne la révocation d'une délégation faite en vertu du présent article que si le règlement le précise.

Incompatibilité

(8) Les règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil prend en vertu de l'article 45 l'emportent sur tout règlement incompatible pris en vertu du présent article.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

45. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) soustraire une personne ou une catégorie de personnes à l'application d'une disposition de la présente loi ou des règlements et assortir toute dispense de conditions;
- b) traiter des demandes d'inscription ou de renouvellement d'inscription, et prescrire les conditions de l'inscription;
- c) régir les exigences en matière de formation applicables aux auteurs d'une demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription et aux personnes inscrites, y compris :
 - (i) établir des domaines de spécialisation et prescrire des exigences en matière de formation différentes pour chaque domaine,
 - (ii) établir un processus d'agrément à l'égard d'un domaine de spécialisation,
 - (iii) exiger que les auteurs de demande ou les personnes inscrites satisfassent aux exigences en matière de formation précisées par le conseil d'administration de l'organisme d'application, le ministre ou le directeur ou qu'ils terminent le programme d'études ou suivent le ou les cours désignés par le même conseil, ministre ou directeur,
 - (iv) autoriser le conseil d'administration de l'organisme d'application, le ministre ou le directeur à désigner les organismes autorisés à fournir les programmes et les cours désignés en vertu du sous-alinéa (iii),

- (v) requiring that all educational requirements specified under subclause (i) and the list of all programs and courses designated under subclause (iii) be made available to the public;
- (d) providing for the expiration and renewal of registrations;
- (e) prescribing requirements for the purposes of subsections 8 (1) and 9 (1);
- (f) requiring registrants to provide information to the director concerning persons other than the registrants in order to assist in determining whether they are or may be interested persons;
- (g) prescribing rules for offices and requiring registrants or classes of registrants to maintain offices that comply with the rules;
- (h) prescribing the responsibilities of registrants or any class of registrant;
- (i) requiring registrants to provide proof of registration on request and in the prescribed circumstances, and prescribing the nature of the proof and the manner in which it is to be provided;
- (j) governing procedures for hearings held by the Tribunal, providing for the responsibility for the payment of witness fees and expenses at proceedings before the Tribunal and prescribing the amounts of the fees and expenses;
- (k) respecting procedures and other matters related to complaints under section 18;
- (l) respecting inspections and investigations under this Act;
- (m) governing the composition of the discipline committee and the appeals committee and, subject to subsection 20 (3), governing matters relating to the appointment of the members of those committees;
- (n) prescribing a maximum fine to be imposed for contravention of the code of ethics;
- (o) respecting the manner in which and the frequency with which decisions of the discipline committee and appeals committee are made available to the public;
- (p) respecting financial security requirements for registrants or any class of registrants, including requiring them to be bonded or insured to have collateral security, including,
 - (i) prescribing the minimum amount of insurance coverage that they must have and prescribing the insurers with which they must be insured, and
 - (ii) prescribing the forfeiture of bonds, the disposition of proceeds and other matters related to the financial security requirements;
- (v) exiger que les exigences en matière de formation précisées en vertu du sous-alinéa (i) et la liste des programmes et des cours désignés en vertu du sous-alinéa (iii) soient mises à la disposition du public;
- d) prévoir l'expiration et le renouvellement des inscriptions;
- e) prescrire des exigences pour l'application des paragraphes 8 (1) et 9 (1);
- f) exiger que les personnes inscrites fournissent des renseignements au directeur au sujet d'autres personnes pour l'aider à déterminer si ces personnes sont ou peuvent être des personnes intéressées;
- g) prescrire des règles concernant les bureaux et exiger que les personnes inscrites ou des catégories de personnes inscrites aient des bureaux conformes à ces règles;
- h) prescrire les responsabilités des personnes inscrites ou de catégories de personnes inscrites;
- i) exiger que les personnes inscrites fournissent une preuve d'inscription sur demande et dans les circonstances prescrites et prescrire la nature de la preuve et la manière dont elle doit être fournie;
- j) régir la procédure des audiences tenues par le Tribunal, prévoir la responsabilité du paiement de l'indemnité et des débours des témoins dans les instances introduites devant lui et en prescrire le montant;
- k) traiter de la marche à suivre et d'autres questions relatives aux plaintes présentées en vertu de l'article 18;
- l) traiter des inspections et des enquêtes prévues par la présente loi;
- m) régir la composition du comité de discipline et du comité d'appel et, sous réserve du paragraphe 20 (3), régir les questions relatives à la nomination de leurs membres;
- n) prescrire l'amende maximale à imposer en cas de contravention au code de déontologie;
- o) traiter de la manière dont les décisions du comité de discipline et du comité d'appel sont rendues publiques et de la fréquence à laquelle elles doivent l'être;
- p) traiter des exigences en matière de sûreté financière qui s'appliquent aux personnes inscrites ou à des catégories de personnes inscrites, y compris exiger qu'elles fournissent un cautionnement, qu'elles soient assurées ou qu'elles disposent de garanties accessoires, y compris :
 - (i) prescrire la somme assurée minimale et prescrire les assureurs auprès de qui elles doivent souscrire l'assurance,
 - (ii) prescrire la réalisation des cautionnements, la disposition du produit et les autres questions relatives aux exigences en matière de sûreté financière;

- (q) requiring and governing the maintenance of trust accounts by registrants or any class of registrants, prescribing the money or other property that shall be held in trust and the conditions of the trust and authorizing the director to specify the location at which the trust accounts must be kept;
- (r) setting out the manner in which trust accounts are wound down when a registration ends;
- (s) governing applications to extend a receiver and manager's term under subsection 25 (5);
- (t) governing the documents and records that must be kept by registrants or any class of registrants, including the manner and location in which they are kept and the time periods for retaining them and authorizing the director to specify the location at which they must be kept;
- (u) prescribing information that a financial advisor must disclose to a client or to another registrant;
- (v) governing the disclosure of registrants' names and other information concerning them;
- (w) prescribing information that must be provided to the director and requiring that specified information be verified by affidavit;
- (x) prescribing registrant information that the director shall make available to the public and prescribing the form and manner in which the information shall be made available to the public;
- (y) requiring that any information required under this Act be in a form approved by the director, or the Minister, as specified in the regulation;
- (z) regulating advertising and representations or promises intended to induce the purchase of financial advice;
- (z.1) authorizing the director or the board of the administrative authority to conduct quality assurance programs in relation to the administration of this Act or the regulations and to use information collected under this Act for the purposes of those programs.
- (z.2) delegating to the Minister any matter that may be the subject of a regulation under this section;
- (z.3) prescribing rules relating to addresses for service under this Act;
- (z.4) varying the manner in which a notice under subsection 26 (7) or a lien under subsection 38 (3) is registered as a result of technological or electronic changes in the filing of documents in the land registry office;
- q) exiger et régir la tenue de comptes en fiducie par les personnes inscrites ou des catégories de personnes inscrites, fixer les sommes ou autres biens qui doivent être détenus en fiducie et les conditions de la fiducie et autoriser le directeur à préciser l'endroit où ces comptes doivent être ouverts;
- r) établir la façon dont les comptes en fiducie sont liquidés lorsqu'une inscription prend fin;
- s) régir les demandes de prorogation du mandat de l'administrateur-séquestre présentées en vertu du paragraphe 25 (5);
- t) régir les documents que doivent conserver les personnes inscrites ou des catégories de personnes inscrites, y compris la manière dont ils sont conservés, l'endroit où ils le sont et leur délai de conservation, et autoriser le directeur à préciser l'endroit où ils doivent être conservés;
- u) prescrire les renseignements que les conseillers financiers doivent divulguer aux clients ou aux autres personnes inscrites;
- v) régir la divulgation des noms des personnes inscrites et des autres renseignements les concernant;
- w) prescrire les renseignements qui doivent être fournis au directeur et exiger que les renseignements précisés soient appuyés d'un affidavit;
- x) prescrire les renseignements concernant les personnes inscrites que le directeur rend publics et la forme et la manière de le faire;
- y) exiger que tout renseignement exigé en vertu de la présente loi se présente sous la forme approuvée par le directeur ou le ministre, selon ce que précise le règlement;
- z) réglementer la publicité et les assertions ou promesses visant à inciter à l'achat de conseils financiers;
- z.1) autoriser le directeur ou le conseil d'administration de l'organisme d'application à mettre en oeuvre des programmes d'assurance de la qualité relativement à l'application de la présente loi ou des règlements et à utiliser les renseignements recueillis en vertu de la présente loi ou pour les besoins de ces programmes;
- z.2) déléguer au ministre toute question qui peut faire l'objet d'un règlement pris en vertu du présent article;
- z.3) prescrire des règles relatives aux adresses aux fins de signification pour l'application de la présente loi;
- z.4) modifier la manière dont un avis visé au paragraphe 26 (7) ou un privilège visé au paragraphe 38 (3) est enregistré par suite des changements technologiques ou électroniques survenus dans le mode de dépôt de documents au bureau d'enregistrement immobilier;

- (z.5) governing the application of the *Electronic Commerce Act, 2000* or any part of that Act to this Act;
- (z.6) providing for any transitional matter necessary for the effective implementation of this Act or the regulations;
- (z.7) prescribing any matter or thing that this Act refers to as being prescribed or as being in accordance with the regulations.

Revocation, transition

(2) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, revoke a delegation under clause (1) (z.2), but the revocation of a delegation does not result in the revocation of any regulation that was made before the revocation of the delegation,

- (a) by the Minister under the delegated power;
- (b) by the board of the administrative authority under a further delegation by the Minister under subsection 44 (3).

Regulation remains valid

(3) A regulation made by the Minister or the board of the administrative authority before the revocation of a delegation under subsection (2) remains valid until revoked by the Lieutenant Governor in Council.

Residual authority to act

(4) Despite any delegation under clause (1) (z.2) and without having to revoke the delegation, the Lieutenant Governor in Council continues to have authority to make regulations in respect of the matter that is the subject of the delegation.

Making regulation not a revocation

(5) The Lieutenant Governor in Council's making of a regulation does not constitute the revocation of a delegation under this section unless the regulation so specifies.

PART IX CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Amendments to this Act

46. (1) The definition of “administrative authority” in subsection 1 (1) of this Act is repealed and the following substituted:

“administrative authority” means the administrative authority prescribed under clause 4 (1) (b) of the *Delegated Administrative Authorities Act, 2012* to administer specified provisions of this Act and the regulations; (“organisme d'application”)

(2) Paragraph 3 of subsection 20 (4) of this Act is repealed and the following substituted:

- 3. Despite subsection 35 (1) of the *Delegated Administrative Authorities Act, 2012*, impose any fine that the committee considers appropriate, in accordance with subsection (5), to be paid by the registrant to the administrative authority or to the Minister of

- z.5) régir l'application de la *Loi de 2000 sur le commerce électronique* ou d'une partie de cette loi à la présente loi;
- z.6) prévoir toute mesure de transition nécessaire pour la mise en application efficace de la présente loi ou des règlements;
- z.7) prescrire toute question ou chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite ou devant s'effectuer conformément aux règlements.

Révocation : mesure transitoire

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, révoquer une délégation faite en vertu de l'alinéa (1) z.2). Toutefois, cette révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements pris jusque-là :

- a) par le ministre, en vertu du pouvoir délégué;
- b) par le conseil d'administration de l'organisme d'application, en vertu d'une autre délégation faite par le ministre en vertu du paragraphe 44 (3).

Validité des règlements

(3) Les règlements pris par le ministre ou le conseil d'administration de l'organisme d'application avant la révocation d'une délégation faite en vertu du paragraphe (2) demeurent valides tant qu'ils ne sont pas abrogés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Pouvoir résiduel d'agir

(4) Malgré toute délégation qu'il fait en vertu de l'alinéa (1) z.2) et sans avoir à révoquer la délégation, le lieutenant-gouverneur en conseil conserve le pouvoir de prendre des règlements à l'égard de la question qui fait l'objet de la délégation.

Non une révocation de la délégation

(5) La prise d'un règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil n'entraîne la révocation d'une délégation faite en vertu du présent article que si le règlement le précise.

PARTIE IX MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Modifications à la présente loi

46. (1) La définition de «organisme d'application» au paragraphe 1 (1) de la présente loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«organisme d'application» L'organisme d'application prescrit en vertu de l'alinéa 4 (1) b) de la *Loi de 2012 sur les organismes d'application délégués* qui est chargé d'appliquer des dispositions déterminées de la présente loi et des règlements. («administrative authority»)

(2) La disposition 3 du paragraphe 20 (4) de la présente loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 3. Malgré le paragraphe 35 (1) de la *Loi de 2012 sur les organismes d'application délégués*, imposer l'amende que le comité estime appropriée, conformément au paragraphe (5), que la personne inscrite doit payer à l'organisme d'application ou, en

Finance if there is no delegated administrative authority.

(3) Subsections 44 (3), (4), (5) and (6) of this Act are repealed.

(4) This Act is amended by striking out “designated administrative authority” in the following provisions and substituting in each case “delegated administrative authority”:

1. Clause 2 (1) (b).
2. Subsections 20 (1), (2) and (3).
3. Paragraphs 3 and 5 of subsection 20 (4).
4. Subsection 41 (1).

Collection Agencies Act

47. Section 2 of the *Collection Agencies Act* is amended by striking out “or” at the end of clause (f), by adding “or” at the end of clause (g) and by adding the following clause:

- (h) to a financial advisor registered under the *Financial Advisors Act, 2014* or to his or her employees to the extent of the business authorized by the registration.

Licence Appeal Tribunal Act, 1999

48. Subsection 11 (1) of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* is amended by adding “*Financial Advisors Act, 2014*”.

Ontario Labour Mobility Act, 2009

49. (1) Table 1 of the *Ontario Labour Mobility Act, 2009* is amended by adding the following item:

60.	<i>Financial Advisors Act, 2014</i>	The administrative authority designated under subsection 3 (2) of the <i>Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996</i> or, if there is no designated administrative authority, the Minister responsible for the administration of the authorizing statute
-----	-------------------------------------	---

(2) Item 60 of Table 1 of the Act is repealed and the following substituted:

60.	<i>Financial Advisors Act, 2014</i>	The delegated administrative authority prescribed under clause 4 (1) (b) of the <i>Delegated Administrative Authorities Act, 2012</i> in relation to the authorizing statute or, if there is no administrative authority, the Minister responsible for the administration of the authorizing statute
-----	-------------------------------------	--

l'absence d'organisme d'application délégataire, au ministre des Finances.

(3) Les paragraphes 44 (3), (4), (5) et (6) de la présente loi sont abrogés.

(4) La présente loi est modifiée par remplacement de «organisme d'application désigné» par «organisme d'application délégataire» dans les dispositions suivantes :

1. L'alinéa 2 (1) b).
2. Les paragraphes 20 (1), (2) et (3).
3. Les dispositions 3 et 5 du paragraphe 20 (4).
4. Le paragraphe 41 (1).

Loi sur les agences de recouvrement

47. L'article 2 de la *Loi sur les agences de recouvrement* est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- h) aux conseillers financiers inscrits sous le régime de la *Loi de 2014 sur les conseillers financiers*, pourvu qu'ils agissent dans les limites de ce que leur permet l'inscription, ainsi qu'à leurs employés.

Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis

48. Le paragraphe 11 (1) de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* est modifié par adjonction de «*Loi de 2014 sur les conseillers financiers*».

Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d'oeuvre

49. (1) Le tableau 1 de la *Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d'oeuvre* est modifié par adjonction du point suivant :

60.	<i>Loi de 2014 sur les conseillers financiers</i>	Organisme d'application désigné en vertu du paragraphe 3 (2) de la <i>Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs</i> ou, à défaut, le ministre chargé de l'application de la loi habilitante.
-----	---	--

(2) Le point 60 du tableau 1 de la présente loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

60.	<i>Loi de 2014 sur les conseillers financiers</i>	L'organisme d'application délégataire prescrit en vertu de l'alinéa 4 (1) b) de la <i>Loi de 2012 sur les organismes d'application délégataires</i> relativement à la loi habilitante ou, à défaut, le ministre chargé de l'application de la loi habilitante.
-----	---	--

Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996

50. The Schedule to the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* is amended by adding “*Financial Advisors Act, 2014*”.

PART X COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

51. (1) Subject to subsections (2), (3), (4), (5) and (6), this Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(2) Subsection 46 (1) comes into force on the later of the day subsection 4 (1) of the *Delegated Administrative Authorities Act, 2012* comes into force and the day subsection 1 (1) of this Act comes into force.

Same

(3) Subsection 46 (2) comes into force on the later of the day subsection 4 (1) of the *Delegated Administrative Authorities Act, 2012* comes into force and the day subsection 20 (4) of this Act comes into force.

Same

(4) Subsection 46 (3) comes into force on the later of the day subsection 4 (1) of the *Delegated Administrative Authorities Act, 2012* comes into force and the day section 44 of this Act comes into force.

Same

(5) Subsection 46 (4) comes into force on the later of the day subsection 4 (1) of the *Delegated Administrative Authorities Act, 2012* comes into force and the day subsection 2 (1) of this Act comes into force.

Same

(6) Subsection 49 (2) comes into force on the later of the day subsection 4 (1) of the *Delegated Administrative Authorities Act, 2012* comes into force and the day subsection 49 (1) of this Act comes into force.

Short title

52. The short title of this Act is the *Financial Advisors Act, 2014*.

Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs

50. L'annexe de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs* est modifiée par adjonction de «*Loi de 2014 sur les conseillers financiers*».

PARTIE X ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

51. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3), (4), (5) et (6), la présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(2) Le paragraphe 46 (1) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2012 sur les organismes d'application délégués* et du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 1 (1) de la présente loi.

Idem

(3) Le paragraphe 46 (2) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2012 sur les organismes d'application délégués* et du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 20 (4) de la présente loi.

Idem

(4) Le paragraphe 46 (3) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2012 sur les organismes d'application délégués* et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 44 de la présente loi.

Idem

(5) Le paragraphe 46 (4) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2012 sur les organismes d'application délégués* et du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 2 (1) de la présente loi.

Idem

(6) Le paragraphe 49 (2) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2012 sur les organismes d'application délégués* et du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 49 (1) de la présente loi.

Titre abrégé

52. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur les conseillers financiers*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 158

**An Act to promote
job creation in Ontario**

Mr. T. Hudak

Private Member's Bill

1st Reading February 18, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 158

**Loi visant à promouvoir
la création d'emplois en Ontario**

M. T. Hudak

Projet de loi de député

1^{re} lecture 18 février 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The major elements of the Bill are described below.

SCHEDULE 1 GETTING GOVERNMENT SPENDING UNDER CONTROL ACT, 2014

The Schedule enacts the *Getting Government Spending under Control Act, 2014*, which freezes the annual compensation of employees in the public sector for a period of two years.

SCHEDULE 2 MORE JOBS WITH AFFORDABLE ENERGY ACT, 2014

The Schedule amends the *Electricity Act, 1998* and the *Environmental Protection Act*.

Electricity Act, 1998

The Schedule repeals provisions dealing with the feed-in tariff program. If there is a contract to procure energy from a large-scale renewable energy source under the feed-in tariff program, but the renewable energy source has not been connected to the IESO-controlled grid, the connection cannot be made until the Minister under the Act consults with the relevant municipality and authorizes the connection.

Environmental Protection Act

The Schedule gives municipalities responsibility for issuing renewable energy approvals for large-scale wind or solar facilities. The Director continues to be responsible for issuing renewable energy approvals for all other renewable energy projects. Municipalities are authorized to make by-laws relating to Part V.0.1 (Renewable Energy). Decisions made by municipalities are appealable to the Ontario Municipal Board.

SCHEDULE 3 TAX CUTS CREATE JOBS ACT, 2014

The Schedule enacts the *Tax Cuts Create Jobs Act, 2014*. Currently, the basic rate of tax payable by corporations under the *Taxation Act, 2007* is 11.5 per cent. Subsection 29 (2) of the Act is amended to reduce the basic rate of tax to 11 per cent on July 1, 2014 and 10 per cent on July 1, 2015.

SCHEDULE 4 SUPPORTING BUSINESS BY ENDING THE RED TAPE RUNAROUND ACT, 2014

The Schedule enacts the *Supporting Business by Ending the Red Tape Runaround Act, 2014*, which requires that each of the regulations published on the e-Laws website be reviewed annually by the Minister responsible for administering the provision of an Act under which the regulation is made. The Minister is required to review a regulation to determine whether it is feasible to revoke or shorten the regulation. To make that determination, the Minister must answer a number of questions set out in the Act, such as whether the regulation is necessary to achieve the public policy set out in the Act under which it is made, and send a written copy of the answers to the Lieutenant Governor in Council.

The Lieutenant Governor in Council has a target of reducing, by the end of three years, the size of the database of consolidated regulations that are published on the e-Laws website by one-third in comparison to its size as of the date when the Act comes into force. To attempt to meet that target and taking into account

NOTE EXPLICATIVE

Les principaux éléments du projet de loi sont décrits ci-dessous.

ANNEXE 1 LOI DE 2014 SUR LA MAÎTRISE DES DÉPENSES PUBLIQUES

L'annexe édicte la *Loi de 2014 sur la maîtrise des dépenses publiques*, qui gèle la rémunération annuelle des employés du secteur public pendant une période de deux ans.

ANNEXE 2 LOI DE 2014 SUR LA HAUSSE DE L'EMPLOI GRÂCE À L'ÉNERGIE ABORDABLE

L'annexe modifie la *Loi de 1998 sur l'électricité* et la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Loi de 1998 sur l'électricité

L'annexe abroge les dispositions portant sur le programme de tarifs de rachats garantis. S'il existe un contrat d'acquisition d'énergie provenant d'une source d'énergie renouvelable abondante dans le cadre de ce programme mais que celle-ci n'a pas été raccordée au réseau dirigé par la SIERE, le raccordement ne peut pas être fait tant que le ministre, en application de la Loi, n'aura pas consulté la municipalité concernée et autorisé le raccordement.

Loi sur la protection de l'environnement

L'annexe charge les municipalités de la délivrance des autorisations de projet d'énergie renouvelable visant les grandes installations éoliennes ou solaires. Le directeur continue d'être responsable de la délivrance de ces autorisations pour tous les autres projets d'énergie renouvelable. Les municipalités sont autorisées à adopter des règlements relatifs à la partie V.0.1 (Énergie renouvelable). Les décisions des municipalités peuvent être portées en appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

ANNEXE 3 LOI DE 2014 SUR LA CRÉATION D'EMPLOIS PAR LA RÉDUCTION DES IMPÔTS

L'annexe édicte la *Loi de 2014 sur la création d'emplois par la réduction des impôts*. À l'heure actuelle, le taux d'imposition de base d'une société aux termes de la *Loi de 2007 sur les impôts* est de 11,5 %. Le paragraphe 29 (2) de la Loi est modifié pour que le taux d'imposition de base passe à 11 % le 1^{er} juillet 2014 et à 10 % le 1^{er} juillet 2015.

ANNEXE 4 LOI DE 2014 SUR L'ÉLIMINATION DES TRACASSERIES ADMINISTRATIVES POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES

L'annexe édicte la *Loi de 2014 sur l'élimination des tracasseries administratives pour soutenir les entreprises*, qui exige que, tous les ans, chaque règlement publié sur le site Web Lois-en-ligne soit examiné par le ministre chargé de l'application de la disposition de la loi en vertu de laquelle est pris le règlement. Le ministre est tenu d'examiner le règlement pour déterminer s'il est possible de l'abroger ou de le raccourcir. À cette fin, il doit répondre aux questions énoncées dans la Loi, notamment celle de savoir si le règlement est nécessaire pour réaliser l'objectif d'intérêt public énoncé dans la loi en vertu de laquelle il est pris. Le ministre doit remettre une copie écrite des réponses au lieutenant-gouverneur en conseil.

Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe comme objectif de réduire d'ici trois ans la taille de la base de données des règlements codifiés qui sont publiés sur le site Web Lois-en-ligne d'un tiers par rapport à sa taille à la date d'entrée en vigueur de la Loi. Dans un effort pour atteindre cet objectif, le lieutenant-

the recommendations of each Minister, the Lieutenant Governor in Council will require each Minister annually to take all reasonable steps to ensure a reduction of a specified percentage in the size of the database of consolidated regulations made under Acts for which the Minister is responsible. As part of that obligation, if a Minister reported to the Lieutenant Governor in Council that it was feasible to revoke or shorten a consolidated regulation, the Minister is required to recommend that the regulation-maker amend the regulation to do so. A Minister who fails to comply with these obligations in any given year will suffer a 25 per cent reduction in Ministerial salary.

SCHEDULE 5 STRENGTHENING OUR SKILLED TRADES ACT, 2014

The Schedule enacts the *Strengthening Our Skilled Trades Act, 2014*. The purposes of the Act are to support and regulate the acquisition of skills for trades and other occupations through workplace-based apprenticeship programs that lead to formal certification, to promote quality training for trades and other occupations, and, by those means, to expand opportunities for Ontario workers, increase the competitiveness of Ontario businesses and ensure public and worker protection.

The Act applies to trades and other occupations. It does not apply to trades to which the *Building the Best Workforce Act, 2014* applies.

The Act provides for the appointment of a Director of Apprenticeship. The Director's functions include approving apprenticeship programs and other forms of training for trades, other occupations and skill sets, and working to promote interprovincial standards programs for apprenticeship and for the qualifications required for trades, other occupations and skill sets.

The Act provides for the establishment of industry committees composed of representatives of employers and employees in different trades and other occupations. The functions of these committees include developing apprenticeship programs and promoting high standards in the delivery of apprenticeship programs.

As part of an apprenticeship program, an apprentice would enter into one or more training agreements with sponsors under which the apprentice is to receive workplace-based training in a trade, other occupation or skill set. These training agreements may be registered with the Director. The Director may revoke or suspend the registration of a training agreement in accordance with the Act.

A person who successfully completes an apprenticeship program and who passes any required exam may apply to the Director for a certificate under the Act. The Director may also issue certificates to people who have equivalent qualifications, and may issue short term letters of permission. The Director has authority to revoke or suspend these certificates and letters of permission in accordance with the Act.

The Lieutenant Governor in Council may designate a skill set as a restricted skill set. Only a person who holds a certificate or letter of permission for the restricted skill set or for a trade or other occupation that includes the restricted skill set is authorized to perform skills that are part of the restricted skill set. Apprentices who are receiving training in the restricted skill set under registered training agreements would also be authorized to perform those skills.

gouverneur en conseil exigera de chaque ministre, après avoir tenu compte des recommandations de ce dernier, qu'il prenne chaque année toutes les mesures raisonnables pour veiller à ce que la taille de la base de données des règlements codifiés pris en vertu des lois dont l'application lui est confiée soit réduite d'un pourcentage précisé. Dans le cadre de cette obligation, tout ministre qui a indiqué au lieutenant-gouverneur en conseil qu'il était possible d'abroger ou de raccourcir un règlement codifié est tenu de recommander que l'autorité réglementaire du règlement modifie le règlement en conséquence. Le ministre qui ne se conforme pas à ces obligations dans une année donnée verra son traitement ministériel réduit de 25 %.

ANNEXE 5 LOI DE 2014 SUR LE RENFORCEMENT DES MÉTIERS QUALIFIÉS

L'annexe édicte la *Loi de 2014 sur le renforcement des métiers qualifiés*. La Loi a pour objets de soutenir et de réglementer l'acquisition de compétences pour les métiers et les autres professions au moyen de programmes d'apprentissage en milieu de travail menant à l'obtention d'un certificat officiel, de promouvoir une formation de qualité pour les métiers et les autres professions et, par ces moyens, d'offrir davantage de possibilités aux travailleurs de la province, d'accroître la compétitivité des entreprises ontariennes et de garantir la protection du public et des travailleurs.

La Loi s'applique aux métiers et à d'autres professions. Elle ne s'applique pas aux métiers auxquels s'applique la *Loi de 2014 sur la constitution de la meilleure main-d'œuvre*.

La Loi prévoit la nomination d'un directeur de l'apprentissage dont les fonctions consistent notamment à approuver les programmes d'apprentissage et d'autres formes de formation pour les métiers, les autres professions et les ensembles de compétences et à travailler à promouvoir des programmes de normes interprovinciales pour l'apprentissage et la qualification exigée pour les métiers, les autres professions et les ensembles de compétences.

La Loi prévoit la création de comités sectoriels composés de représentants d'employeurs et d'employés de différents métiers et d'autres professions. Les fonctions de ces comités consistent notamment à élaborer des programmes d'apprentissage et à promouvoir des normes élevées de prestation des programmes d'apprentissage.

Dans le cadre d'un programme d'apprentissage, un apprenti conclut avec des parrains un ou plusieurs contrats d'apprentissage en vertu desquels l'apprenti doit recevoir une formation en milieu de travail dans un métier, une autre profession ou un ensemble de compétences. Les contrats d'apprentissage peuvent être enregistrés auprès du directeur. Le directeur peut révoquer ou suspendre l'enregistrement d'un contrat d'apprentissage conformément à la Loi.

La personne qui a terminé avec succès un programme d'apprentissage et réussi tout examen requis peut demander au directeur de lui délivrer un certificat en vertu de la Loi. Le directeur peut également délivrer des certificats à des personnes ayant des qualifications équivalentes, de même que des permissions intérimaires de courte durée. Le directeur a le pouvoir de révoquer ou de suspendre ces certificats et permissions intérimaires conformément à la Loi.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner un ensemble de compétences comme ensemble restreint de compétences. Seules les personnes titulaires d'un certificat ou d'une permission intérimaire à l'égard de l'ensemble restreint de compétences ou d'un métier ou d'une autre profession comprenant l'ensemble restreint de compétences sont autorisées à utiliser des compétences faisant partie de l'ensemble restreint de compétences. Les apprentis qui reçoivent une formation dans l'ensemble restreint de compétences dans le cadre de contrats d'apprentissage enregistrés seraient autorisés à utiliser ces compétences.

Other provisions of the Act deal, for example, with the Director's powers of investigation, offences and the making of regulations on various matters, including the implementation of the Act and the repeal of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009*.

SCHEDULE 6 BUILDING THE BEST WORKFORCE ACT, 2014

The Schedule enacts the *Building the Best Workforce Act, 2014*. The Act applies only to specified construction trades. The Director of Apprenticeship appointed under the *Strengthening Our Skilled Trades Act, 2014* is responsible for the administration and enforcement of the *Building the Best Workforce Act, 2014*.

The Minister may appoint provincial advisory committees composed of representatives of employers and employees for the purpose of advising him or her on the establishment and operation of apprentice training programs and on trades qualifications.

If a trade is designated as a certified trade, no person may work in the trade and no person may employ another person in the trade unless the employee has a certificate of qualification or is an apprentice in the certified trade.

A person who commences working in a trade for which an apprenticeship program has been established must promptly apply for apprenticeship in the trade and file with the Director a contract of apprenticeship. Every contract is required to be approved by the Director and upon approval, the contract shall be registered by the Director.

Upon the completion of an apprentice training program and upon passing any required exams, the Director shall issue to an apprentice a certificate of apprenticeship for the certified trade. The holder of a certificate of apprenticeship in a trade shall, upon application, be issued a certificate of qualification. Certificates of qualification may also be issued to persons who do not have a certificate of apprenticeship if they have equivalent qualifications.

The Act sets out the rules that apply if the Director proposes to refuse, suspend or revoke a certificate of qualification or a license to operate a trade school, or to cancel a contract of apprenticeship.

Other provisions of the Act deal, for example, with appeals to court, offences and the making of regulations on various matters, including the implementation of the Act and the repeal of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009*.

SCHEDULE 7 ABOLISH THE ONTARIO COLLEGE OF TRADES ACT, 2014

The Schedule enacts the *Abolish the Ontario College of Trades Act, 2014*, which repeals the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009*.

SCHEDULE 8 MORE JOBS THROUGH FREE TRADE ACT, 2014

The Schedule enacts the *More Jobs Through Free Trade Act, 2014*, which requires the Government of Ontario to contact the Governments of British Columbia, Alberta and Saskatchewan to begin negotiations to join their economic partnership, known as the New West Partnership, within one year after the *Million Jobs Act, 2014* receives Royal Assent.

D'autres dispositions de la Loi traitent, par exemple, des pouvoirs d'enquêter du directeur, des infractions et de la prise de règlements portant sur diverses questions, notamment la mise en oeuvre de la Loi et l'abrogation de la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage*.

ANNEXE 6 LOI DE 2014 SUR LA CONSTITUTION DE LA MEILLEURE MAIN-D'OEUVRE

L'annexe édicte la *Loi de 2014 sur la constitution de la meilleure main-d'oeuvre*. La Loi s'applique uniquement à certains métiers de la construction. Le directeur de l'apprentissage nommé en vertu de la *Loi de 2014 sur le renforcement des métiers qualifiés* est chargé de l'application et de l'exécution de la *Loi de 2014 sur la constitution de la meilleure main-d'oeuvre*.

Le ministre peut créer des comités consultatifs provinciaux composés de représentants d'employeurs et d'employés afin de le conseiller en matière de mise sur pied et de fonctionnement de programmes de formation des apprentis et de qualification professionnelle des gens de métier.

Si un métier est désigné comme métier agréé, nul ne doit exercer ce métier ou y être employé, à moins d'être titulaire d'un certificat de qualification professionnelle ou d'être apprenti dans le métier.

La personne qui commence à exercer un métier pour lequel un programme de formation des apprentis a été mis sur pied doit promptement présenter une demande d'apprentissage dans ce métier et déposer un contrat d'apprentissage auprès du directeur. Chaque contrat doit être approuvé par le directeur, après quoi il est enregistré par celui-ci.

Après que l'apprenti a terminé un programme de formation et réussi tout examen requis, le directeur lui délivre un certificat d'apprentissage dans le métier agréé. Sur présentation d'une demande, un certificat de qualification professionnelle est délivré au titulaire d'un certificat d'apprentissage pour un métier. Des certificats de qualification professionnelle peuvent également être délivrés aux personnes qui ne sont pas titulaires d'un certificat d'apprentissage si elles possèdent des qualifications équivalentes.

La Loi précise les règles qui s'appliquent si le directeur a l'intention de suspendre, de révoquer ou de refuser de renouveler un certificat de qualification professionnelle ou le permis de fonctionnement d'une école de métiers, ou d'annuler un contrat d'apprentissage.

D'autres dispositions de la Loi traitent, par exemple, des appels, des infractions et de la prise de règlements portant sur diverses questions, notamment la mise en oeuvre de la Loi et l'abrogation de la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage*.

ANNEXE 7 LOI DE 2014 SUR L'ABOLITION DE L'ORDRE DES MÉTIERS

L'annexe édicte la *Loi de 2014 sur l'abolition de l'Ordre des métiers*, qui abroge la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage*.

ANNEXE 8 LOI DE 2014 SUR LA HAUSSE DE L'EMPLOI GRÂCE AU LIBRE-ÉCHANGE

L'annexe édicte la *Loi de 2014 sur la hausse de l'emploi grâce au libre-échange*, qui exige que le gouvernement de l'Ontario communique avec les gouvernements de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan pour entamer des négociations dans le but de participer à leur nouveau partenariat économique, le nouveau partenariat de l'Ouest, dans l'année qui suit le jour où la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 9
PRO-GROWTH APPROACH
TO IMMIGRATION ACT, 2014**

The Schedule amends the *Ministry of Citizenship and Culture Act* to require the Minister of Citizenship and Immigration to prepare an annual report that sets out target levels for the number of foreign nationals that Ontario intends to select in the year under any program established under the authority of an agreement that the Government of Ontario has entered into with the Government of Canada under subsection 8 (1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada), including the Provincial Nominee Program of Ontario and the Canadian Experience Class. The Minister is required to publish the report on the Ministry's website.

**ANNEXE 9
LOI DE 2014 VISANT À AXER L'IMMIGRATION
SUR LA CROISSANCE**

L'annexe modifie la *Loi sur le ministère des Affaires civiques et culturelles* afin d'exiger du ministre des Affaires civiques et culturelles qu'il prépare un rapport annuel énonçant les niveaux cibles quant au nombre d'étrangers que l'Ontario se propose de sélectionner au cours de l'année dans le cadre de tout programme mis sur pied sous le régime d'un accord conclu entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada en vertu du paragraphe 8 (1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada), y compris dans le cadre du Programme des candidats de la province de l'Ontario et de la catégorie de l'expérience canadienne, et qu'il le publie sur le site Web du ministère.

An Act to promote job creation in Ontario

Loi visant à promouvoir la création d'emplois en Ontario

CONTENTS

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Getting Government Spending under Control Act, 2014
Schedule 2	More Jobs with Affordable Energy Act, 2014
Schedule 3	Tax Cuts Create Jobs Act, 2014
Schedule 4	Supporting Business by Ending the Red Tape Runaround Act, 2014
Schedule 5	Strengthening Our Skilled Trades Act, 2014
Schedule 6	Building the Best Workforce Act, 2014
Schedule 7	Abolish the Ontario College of Trades Act, 2014
Schedule 8	More Jobs Through Free Trade Act, 2014
Schedule 9	Pro-Growth Approach to Immigration Act, 2014

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Million Jobs Act, 2014*.

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Loi de 2014 sur la maîtrise des dépenses publiques
Annexe 2	Loi de 2014 sur la hausse de l'emploi grâce à l'énergie abordable
Annexe 3	Loi de 2014 sur la création d'emplois par la réduction des impôts
Annexe 4	Loi de 2014 sur l'élimination des tracasseries administratives pour soutenir les entreprises
Annexe 5	Loi de 2014 sur le renforcement des métiers qualifiés
Annexe 6	Loi de 2014 sur la constitution de la meilleure main-d'oeuvre
Annexe 7	Loi de 2014 sur l'abolition de l'Ordre des métiers
Annexe 8	Loi de 2014 sur la hausse de l'emploi grâce au libre-échange
Annexe 9	Loi de 2014 visant à axer l'immigration sur la croissance

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois*.

SCHEDULE 1 GETTING GOVERNMENT SPENDING UNDER CONTROL ACT, 2014

Preamble

Since 2003, the rate of annual spending in the Province of Ontario has increased well in excess of the rate of inflation and population growth leading to alarmingly high annual deficits and accumulated debt. Without urgent action to put the Province on a sustainable path, by the fiscal year 2017-2018 the annual deficit is projected to grow to a staggering \$30.2 billion and accumulated debt to \$411.4 billion.

The interest alone on that debt will assume an even greater share of the Province's program spending, which should be focused on core services such as health care, education, infrastructure and justice, not paying interest on debt. In order for Ontario to compete internationally and attract investment, it is imperative that the Government get its spending under control, balance the budget and pay down its mounting debt.

It is equally imperative that the Government lead by example. Since 2010, the present Government has consulted fully with its employees and bargaining agents representing those employees and solicited their suggestions for achieving ways to reduce the annual deficit and accumulated debt. The Province's fiscal plans, as laid out in its budgets and other documents, have repeatedly and publicly made clear the necessity of reining in the costs of human resource compensation in the public sector. Those costs account for more than half of all program spending.

To date, according to Ministry of Labour figures, the Province has been unable to achieve zero increase in the costs of human resource compensation in the public sector. For example, Government Bill 115 was enacted on September 11, 2012 as the *Putting Students First Act, 2012* but was repealed on January 23, 2013. It would have imposed a two-year wage freeze on boards, employees of boards and employee bargaining agents in the education sector starting, for most employees, on September 1, 2012. Private Member's Bill 5 (*Comprehensive Public Sector Compensation Freeze Act, 2013*) was introduced on February 25, 2013 but has not been enacted. As a result, on its current path, the Province is unlikely to achieve the structural change in spending that is necessary to balance the budget by the fiscal year 2017-2018.

To that end and to better reflect the current ability of the private sector economy to pay its employees, the Government must impose a comprehensive freeze of at least two years on all salaries and compensation paid to employees in the public sector.

ANNEXE 1 LOI DE 2014 SUR LA MAÎTRISE DES DÉPENSES PUBLIQUES

Préambule

Depuis 2003, les dépenses annuelles de la Province de l'Ontario ont augmenté à un rythme bien supérieur au taux de l'inflation et de la croissance démographique, ce qui se traduit par des niveaux de déficit annuel et de dette accumulée très préoccupants. À défaut de mesures d'urgence permettant de remettre la Province sur la voie de la viabilité d'ici l'exercice 2017-2018, le déficit annuel devrait atteindre le chiffre vertigineux de 30,2 milliards de dollars et la dette accumulée, celui de 411,4 milliards de dollars.

Les seuls intérêts de la dette représenteront une part encore plus importante des dépenses de programmes de la Province, alors que celles-ci devraient plutôt être axées sur les services de base tels que les soins de santé, l'éducation, l'infrastructure et la justice. Si l'on veut que l'Ontario soit concurrentiel à l'échelle mondiale et attire les investissements, il faut absolument que le gouvernement maîtrise ses dépenses, équilibre son budget et réduise son endettement, qui ne cesse d'augmenter.

Le gouvernement doit également montrer l'exemple. Depuis 2010, le gouvernement en place consulte pleinement ses employés et les agents négociateurs qui les représentent et sollicite leurs suggestions sur la façon de réduire le déficit annuel et la dette accumulée. Les plans financiers de la Province, tels qu'ils figurent dans ses budgets et d'autres documents, ont mis en évidence, publiquement et de façon répétée, la nécessité de freiner les coûts liés à la rémunération des ressources humaines dans le secteur public. Ces coûts représentent en effet plus de la moitié de l'ensemble des dépenses de programmes.

Jusqu'à maintenant, d'après les chiffres du ministère du Travail, la Province a été incapable d'atteindre une croissance zéro des coûts liés à la rémunération des ressources humaines dans le secteur public. Par exemple, le projet de loi 115, émanant du gouvernement, a été édicté le 11 septembre 2012 comme *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves*, mais il a été abrogé le 23 janvier 2013. Cette loi aurait imposé un gel de salaire de deux ans aux conseils, aux employés des conseils et aux agents négociateurs d'employés du secteur de l'éducation. Pour la plupart des employés, ce gel devait commencer le 1^{er} septembre 2012. Le projet de loi 5 (*Loi de 2013 sur le gel global de la rémunération dans le secteur public*), émanant d'un député, a été présenté le 25 février 2013 mais il n'a pas été édicté. Par conséquent, au rythme actuel, il est peu probable que la Province parvienne au changement structurel des dépenses qui est pourtant indispensable à l'équilibre du budget d'ici l'exercice 2017-2018.

Pour y arriver, et pour mieux tenir compte de l'actuelle capacité du secteur privé de payer ses employés, le gouvernement doit imposer un gel global d'au moins deux ans sur l'ensemble des salaires et rémunérations versés aux employés du secteur public.

Definitions**1. In this Act,**

“compensation” means all forms of payment, benefits and perquisites paid or provided, directly or indirectly, to or for the benefit of a person who performs duties and functions that entitle the person to be paid, and includes discretionary payments; (“rémunération”)

“compensation plan” means the provisions, however established, for the determination and administration of a person’s compensation; (“régime de rémunération”)

“employee”, “employer” and “public sector” have the same meaning as in subsection 2 (1) of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*; (“employé”, “employeur”, “secteur public”)

“pay range” means a range of rates of pay; (“échelle salariale”)

“rate of pay” means the rate of remuneration or, where no such rate exists, any fixed or ascertainable amount of remuneration. (“taux de salaire”)

Compliance with this Act

2. Every employer shall comply with this Act with respect to the employer’s employees.

Pay freeze

3. (1) The rate of pay for an employee employed in a position in the public sector shall not be increased before the second anniversary of the day this Act receives Royal Assent, except as permitted by subsection (3).

Pay range

(2) The maximum amount within a pay range, if any, for an employee employed in a position in the public sector and any steps within the pay range shall not be increased before the second anniversary of the day this Act receives Royal Assent.

Increase in minimum wage

(3) If the rate of pay for an employee employed in a position in the public sector falls below the minimum wage established under Part IX of the *Employment Standards Act, 2000*, the rate of pay may be increased to match the minimum wage.

Benefits freeze

4. (1) A benefit, perquisite or payment provided to an employee employed in a position in the public sector under a compensation plan as it existed on the day this Act receives Royal Assent shall not be increased before the second anniversary of that day.

Same, other benefits

(2) Despite subsection (1), no benefit, perquisite or payment shall be provided to an employee employed in a position in the public sector in recognition of any of the

Définitions

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«échelle salariale» Échelle de taux de salaire. («pay range»)

«employé», «employeur» et «secteur public» S’entendent au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*. («employee», «employer», «public sector»)

«régime de rémunération» Dispositions, quel qu’en soit le mode de création, portant sur le calcul et l’administration de la rémunération d’une personne. («compensation plan»)

«rémunération» Tous les paiements, avantages et avantages accessoires versés ou accordés, directement ou indirectement, à une personne qui exerce des fonctions lui donnant droit à un paiement, ou au profit de cette personne. S’entend en outre de paiements discretionnaires. («compensation»)

«taux de salaire» Taux de rémunération ou, en l’absence d’un tel taux, tout montant fixe ou vérifiable de rémunération. («rate of pay»)

Observation de la présente loi

2. L’employeur observe la présente loi à l’égard de ses employés.

Gel des salaires

3. (1) Le taux de salaire d’un employé occupant un poste dans le secteur public ne doit pas être augmenté avant le deuxième anniversaire du jour où la présente loi reçoit la sanction royale, sauf dans la mesure permise par le paragraphe (3).

Échelle salariale

(2) Le plafond et les échelons de l’échelle salariale, s’il y en a une, d’un employé occupant un poste dans le secteur public ne doivent pas être augmentés avant le deuxième anniversaire du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Augmentation du salaire minimum

(3) Le taux de salaire d’un employé occupant un poste dans le secteur public peut être augmenté pour correspondre au salaire minimum fixé en application de la partie IX de la *Loi de 2000 sur les normes d’emploi* s’il lui devient inférieur.

Gel des avantages

4. (1) Les avantages, avantages accessoires ou paiements accordés dans le cadre du régime de rémunération qui existait le jour où la présente loi reçoit la sanction royale à un employé occupant un poste dans le secteur public ne doivent pas être augmentés avant le deuxième anniversaire de ce jour.

Idem : autres avantages

(2) Malgré le paragraphe (1), aucun avantage, avantage accessoire ou paiement ne doit être accordé à un employé occupant un poste dans le secteur public afin de tenir

following matters relating to the employee, even if the benefit, perquisite or payment is authorized under the compensation plan as it existed on the day this Act receives Royal Assent:

1. Length of time in employment.
2. An assessment of performance.
3. Successful completion of a program or course of professional or technical education.

No new or additional benefits

(3) No new or additional benefits, perquisites or payments, as compared to those authorized under a compensation plan as it existed on the day this Act receives Royal Assent, shall be provided to an employee employed in a position in the public sector under the compensation plan before the second anniversary of the day this Act receives Royal Assent.

Overpayment of compensation

5. Compensation paid to an employee in the public sector in contravention of section 3 or 4 is a debt due to the employer and the employer may recover it by any remedy or other procedure available to the employer by law, including by setting it off against compensation owing to the employee that the employer has not yet paid to the employee.

Conflict with this Act

6. (1) This Act prevails over any provision of a compensation plan and, if there is a conflict between this Act and a compensation plan, the compensation plan is inoperative to the extent of the conflict.

Same, other laws

(2) This Act prevails over any other Act and over any regulation, by-law or other statutory instrument.

Exception

(3) Nothing in this Act shall be interpreted or applied so as to reduce any right or entitlement under the *Human Rights Code*, the *Pay Equity Act* or section 42 or 44 of the *Employment Standards Act, 2000*.

Same

(4) Nothing in this Act shall be interpreted or applied so as to prevent the application of the insurance plan under the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* to an individual to whom the insurance plan did not apply on the day this Act receives Royal Assent.

Compliance reports by employer

7. (1) Every employer shall give the Minister responsible for the administration of this Act the reports that are prescribed concerning the employer's compliance with this Act.

compte de l'un ou l'autre des facteurs suivants relatifs à l'employé, même s'il est autorisé dans le cadre du régime de rémunération qui existe le jour où la présente loi reçoit la sanction royale :

1. Les états de service dans l'emploi.
2. L'évaluation du rendement.
3. La réussite à un programme ou à un cours de formation professionnelle ou technique.

Aucun avantage nouveau ou supplémentaire

(3) Aucun avantage, avantage accessoire ou paiement nouveau ou supplémentaire, par rapport à ceux autorisés dans le cadre du régime de rémunération qui existe le jour où la présente loi reçoit la sanction royale, ne doit être accordé dans le cadre d'un régime de rémunération à un employé occupant un poste dans le secteur public avant le deuxième anniversaire du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Paiement excédentaire

5. La rémunération versée à un employé du secteur public en contravention à l'article 3 ou 4 constitue une créance de l'employeur, que ce dernier peut recouvrer au moyen de tout recours ou de toute procédure dont il peut se prévaloir en droit, notamment en la déduisant de la rémunération due à l'employé, mais non encore versée.

Incompatibilité avec la présente loi

6. (1) La présente loi l'emporte sur toute disposition d'un régime de rémunération. En cas d'incompatibilité entre les deux, le régime est inopérant dans la mesure de l'incompatibilité.

Idem : autres lois et règlements

(2) La présente loi l'emporte sur toute autre loi et sur tout règlement, règlement administratif ou autre texte réglementaire.

Exception

(3) Aucune disposition de la présente loi ne doit être interprétée ou appliquée de manière à restreindre un droit prévu par le *Code des droits de la personne*, la *Loi sur l'équité salariale* ou l'article 42 ou 44 de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*.

Idem

(4) Aucune disposition de la présente loi ne doit être interprétée ou appliquée de manière à empêcher l'application du régime d'assurance prévu par la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* au particulier auquel ce régime ne s'applique pas le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Rapports des employeurs sur l'observation de la Loi

7. (1) Les employeurs présentent au ministre chargé de l'application de la présente loi les rapports prescrits concernant leur observation de la présente loi.

Submission of reports

(2) Each report must be submitted in the prescribed form and manner and within the prescribed period.

Contents of reports

(3) Each report shall include a statement signed by the employer's highest ranking officer certifying whether the employer has complied with this Act.

Regulations

8. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) governing how rates of pay, pay ranges and benefits, perquisites and payments provided under a compensation plan are to be valued;
- (b) specifying any matter that is described as prescribed in this Act.

Commencement

9. The Act set out in this Schedule comes into force on the day the *Million Jobs Act, 2014* receives Royal Assent.

Short title

10. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Getting Government Spending under Control Act, 2014*.

Présentation des rapports

(2) Les rapports sont présentés sous la forme et de la manière prescrites, dans le délai prescrit.

Contenu des rapports

(3) Les rapports comprennent une déclaration attestant de l'observation ou non de la présente loi par l'employeur qui est signée par son plus haut dirigeant.

Règlements

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) régir le mode d'évaluation des taux de salaire, des échelles salariales et des avantages, avantages accessoires et paiements accordés dans le cadre d'un régime de rémunération;
- b) préciser tout ce qui est mentionné comme étant prescrit dans la présente loi.

Entrée en vigueur

9. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois* reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur la maîtrise des dépenses publiques*.

**SCHEDULE 2
MORE JOBS WITH AFFORDABLE
ENERGY ACT, 2014**

ELECTRICITY ACT, 1998

1. (1) Clause 25.32 (2) (b) of the *Electricity Act, 1998* is amended by striking out “or section 25.35” at the end.

(2) Paragraph 3 of subsection 25.32 (6) of the Act is amended by striking out “or section 25.35”.

2. Section 25.35 of the Act is repealed and the following substituted:

Feed-in tariff program

25.35 (1) In this section,

“feed-in tariff program” means the program set out in this section, as it read immediately before its re-enactment by section 2 of Schedule 2 to the *Million Jobs Act, 2014*; (“programme de tarifs de rachats garantis”)

“large-scale renewable energy source” has the meaning prescribed by the regulations. (“source d'énergie renouvelable abondante”)

Reconsideration of contracts

(2) If the OPA entered into a contract for the procurement of energy from a large-scale renewable energy source under the feed-in tariff program and, as of the day this section comes into force, the renewable energy source has not been connected to the IESO-controlled grid, no person shall connect the renewable energy source to the grid unless,

- (a) the Minister has consulted with the municipality in which the renewable energy source is or would be located about the impact of the renewable energy source on the municipality; and
- (b) after consulting with the municipality, the Minister has notified in writing all parties to the contract that the renewable energy source may be connected to the IESO-controlled grid.

Conditions or restrictions

(3) The Minister may impose conditions and restrictions when authorizing a connection under clause (2) (b).

Minister's power to prohibit connection to grid

(4) After consulting with a municipality under clause (2) (a), the Minister may make a decision to prohibit the connection of the renewable energy source to the IESO-controlled grid and, in that case, he or she shall notify all parties to the contract of the decision.

Application, renewable energy source not in municipality

(5) Subsection (2) does not apply to a renewable energy source that is not located in a municipality.

**ANNEXE 2
LOI DE 2014 SUR LA HAUSSE DE L'EMPLOI
GRÂCE À L'ÉNERGIE ABORDABLE**

LOI DE 1998 SUR L'ÉLECTRICITÉ

1. (1) L'alinéa 25.32 (2) b) de la *Loi de 1998 sur l'électricité* est modifié par suppression de «ou de l'article 25.35» à la fin de l'alinéa.

(2) La disposition 3 du paragraphe 25.32 (6) de la Loi est modifiée par suppression de «ou à l'article 25.35».

2. L'article 25.35 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Programme de tarifs de rachat garantis

25.35 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«programme de tarifs de rachats garantis» S'entend du programme prévu au présent article, dans sa version antérieure à sa réédition par l'article 2 de l'annexe 2 de la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois*. («feed-in tariff program»)

«source d'énergie renouvelable abondante» S'entend au sens prescrit par règlement. («large-scale renewable energy source»)

Réexamen des contrats

(2) Si l'OEO a conclu un contrat d'acquisition d'énergie provenant d'une source d'énergie renouvelable abondante dans le cadre du programme de tarifs de rachats garantis et que, le jour de l'entrée en vigueur du présent article, la source d'énergie renouvelable n'a pas encore été raccordée au réseau dirigé par la SIERE, nul ne doit raccorder cette source au réseau sauf si les conditions suivantes sont remplies :

- a) le ministre a consulté la municipalité dans laquelle la source d'énergie renouvelable est ou serait située au sujet de l'impact de celle-ci sur la municipalité;
- b) après avoir consulté la municipalité, le ministre a avisé par écrit toutes les parties au contrat que la source d'énergie renouvelable peut être raccordée au réseau dirigé par la SIERE.

Conditions ou restrictions

(3) Le ministre peut imposer des conditions et des restrictions lorsqu'il autorise un raccordement en application de l'alinéa (2) b).

Pouvoir du ministre d'interdire le raccordement au réseau

(4) Après avoir consulté une municipalité en application de l'alinéa (2) a), le ministre peut décider d'interdire le raccordement de la source d'énergie renouvelable au réseau dirigé par la SIERE, auquel cas il avise toutes les parties au contrat de sa décision.

Champ d'application

(5) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à la source d'énergie renouvelable qui n'est pas située dans une municipalité.

3. Subsection 114 (1.3) of the Act is amended by adding the following clause:

- (i) prescribing the meaning of “large-scale renewable energy source” for the purposes of section 25.35.

ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT

4. Part V.0.1 of the *Environmental Protection Act* is amended by adding the following section:

Transition

47.8 If the Director would not be the designated authority set out in subsection 47.1.1 (1), as enacted by subsection 5 (1) of Schedule 2 to the *Million Jobs Act, 2014* with respect to a renewable energy approval, he or she shall not issue or renew the approval on or after the day this section comes into force.

5. (1) Part V.0.1 (sections 47.1 to 47.8) of the Act, as amended by section 4, is repealed and the following substituted:

**PART V.0.1
RENEWABLE ENERGY**

Definitions

47.1 In this Part,

“designated authority” means the person or entity set out in subsection 47.1.1 (1); (“autorité désignée”)

“environment” has the same meaning as in the *Environmental Assessment Act*; (“environnement”)

“large-scale solar facility” has the meaning prescribed by the regulations; (“grande installation solaire”)

“large-scale wind facility” has the meaning prescribed by the regulations. (“grande installation éolienne”)

Designated authority

47.1.1 (1) For the purposes of this Part, the designated authority in respect of a renewable energy approval is as follows:

1. If the approval is in respect of a renewable energy project that would be located in a single-tier municipality and involves a large-scale wind facility or large-scale solar facility, the single-tier municipality.
2. If the approval is in respect of a renewable energy project that would be located in a lower-tier municipality and involves a large-scale wind facility or large-scale solar facility, the lower-tier municipality.
3. In any other case, the Director.

Delegation of municipality's powers

(2) A municipality may delegate its powers, duties and responsibilities under this Part to a committee of adjustment constituted under section 44 of the *Planning Act*.

3. Le paragraphe 114 (1.3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- i) prescrire le sens de «source d'énergie renouvelable abondante» pour l'application de l'article 25.35.

LOI SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

4. La partie V.0.1 de la *Loi sur la protection de l'environnement* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Disposition transitoire

47.8 S'il n'est pas l'autorité désignée mentionnée au paragraphe 47.1.1 (1), tel qu'il est édicté par le paragraphe 5 (1) de l'annexe 2 de la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois*, à l'égard d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable, le directeur ne doit pas délivrer ni renouveler l'autorisation à partir du jour de l'entrée en vigueur du présent article.

5. (1) La partie V.0.1 (articles 47.1 à 47.8) de la Loi, telle qu'elle est modifiée par l'article 4, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

**PARTIE V.0.1
ÉNERGIE RENOUVELABLE**

Définitions

47.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«autorité désignée» La personne ou l'entité mentionnée au paragraphe 47.1.1 (1). («designated authority»)

«environnement» S'entend au sens de la *Loi sur les évaluations environnementales*. («environment»)

«grande installation éolienne» S'entend au sens prescrit par règlement. («large-scale wind facility»)

«grande installation solaire» S'entend au sens prescrit par règlement. («large-scale solar facility»)

Autorité désignée

47.1.1 (1) Pour l'application de la présente partie, l'autorité désignée à l'égard d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable est la suivante :

1. Si l'autorisation porte sur un projet d'énergie renouvelable qui serait situé dans une municipalité à palier unique et qui concerne une grande installation éolienne ou une grande installation solaire, cette municipalité.
2. Si l'autorisation porte sur un projet d'énergie renouvelable qui serait situé dans une municipalité de palier inférieur et qui concerne une grande installation éolienne ou une grande installation solaire, cette municipalité.
3. Dans les autres cas, le directeur.

Délégation des pouvoirs de la municipalité

(2) Une municipalité peut déléguer les pouvoirs, fonctions et responsabilités que lui attribue la présente partie au comité de dérogation créé en vertu de l'article 44 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.

Same, conditions and restrictions

(3) A municipality may impose conditions and restrictions that govern the exercise of the delegated powers or the performance of the delegated duties or responsibilities.

Purpose

47.2 (1) The purpose of this Part is to provide for the protection and conservation of the environment.

Application of s. 3 (1)

(2) Subsection 3 (1) does not apply to this Part.

Requirement for renewable energy approval

47.3 (1) A person shall not engage in a renewable energy project, except under the authority of and in accordance with a renewable energy approval issued by a designated authority, if engaging in the project involves engaging in any of the following activities:

1. An activity for which, in the absence of subsection (2), subsection 9 (1) of this Act would require an environmental compliance approval.
2. An activity for which, in the absence of subsection (2), subsection 27 (1) of this Act would require an environmental compliance approval.
3. An activity for which, in the absence of subsection (2), subsection 34 (3) of the *Ontario Water Resources Act* would require a permit.
4. An activity for which, in the absence of subsection (2), section 36 of the *Ontario Water Resources Act* would require a well construction permit.
5. An activity for which, in the absence of subsection (2), subsection 53 (1) of the *Ontario Water Resources Act* would require an environmental compliance approval.
6. An activity for which, in the absence of subsection (2), a provision prescribed by the regulations would require an approval, permit or other instrument.
7. Any other activity prescribed by the regulations.

Exemptions

(2) The following provisions do not apply to a person who is engaging in a renewable energy project:

1. Subsection 9 (1) of this Act.
2. Subsection 27 (1) of this Act.
3. Subsection 34 (3) of the *Ontario Water Resources Act*.
4. Section 36 of the *Ontario Water Resources Act*.
5. Subsection 53 (1) of the *Ontario Water Resources Act*.
6. A provision prescribed by the regulations for the purpose of paragraph 6 of subsection (1).

Idem : conditions et restrictions

(3) Une municipalité peut imposer des conditions et des restrictions qui régissent l'exercice des pouvoirs, fonctions ou responsabilités délégués.

Objet

47.2 (1) La présente partie a pour objet d'assurer la protection et la conservation de l'environnement.

Application du par. 3 (1)

(2) Le paragraphe 3 (1) ne s'applique pas à la présente partie.

Autorisation de projet d'énergie renouvelable

47.3 (1) Sauf en vertu d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable délivrée par l'autorité désignée et conformément à cette autorisation, nul ne doit entreprendre un projet d'énergie renouvelable si cela suppose l'exercice de l'une ou l'autre des activités suivantes :

1. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), le paragraphe 9 (1) de la présente loi exigerait une autorisation environnementale.
2. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), le paragraphe 27 (1) de la présente loi exigerait une autorisation environnementale.
3. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), le paragraphe 34 (3) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* exigerait un permis.
4. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), l'article 36 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* exigerait un permis de construction de puits.
5. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), le paragraphe 53 (1) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* exigerait une autorisation environnementale.
6. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), une disposition prescrite par règlement exigerait une autorisation, un permis ou un autre acte.
7. Toute autre activité prescrite par les règlements.

Non-application de certaines dispositions

(2) Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas à quiconque entreprend un projet d'énergie renouvelable :

1. Le paragraphe 9 (1) de la présente loi.
2. Le paragraphe 27 (1) de la présente loi.
3. Le paragraphe 34 (3) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.
4. L'article 36 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.
5. Le paragraphe 53 (1) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.
6. Les dispositions prescrites par règlement pour l'application de la disposition 6 du paragraphe (1).

Application

47.4 (1) An application for the issue or renewal of a renewable energy approval shall be prepared in accordance with the by-laws or regulations and submitted to the designated authority.

Designated authority may require information

(2) The designated authority may require an applicant under subsection (1) to submit any plans, specifications, engineers' reports or other information and to carry out and report on any tests or experiments relating to the renewable energy project.

Designated authority's powers

47.5 (1) After considering an application for the issue or renewal of a renewable energy approval, the designated authority may, if in its opinion it is in the public interest to do so,

- (a) issue or renew a renewable energy approval; or
- (b) refuse to issue or renew a renewable energy approval.

Terms and conditions

(2) In issuing or renewing a renewable energy approval, the designated authority may impose terms and conditions if in its opinion it is in the public interest to do so.

Other powers

(3) On application or on its own initiative, the designated authority may, if in its opinion it is in the public interest to do so,

- (a) alter the terms and conditions of a renewable energy approval after it is issued;
- (b) impose new terms and conditions on a renewable energy approval; or
- (c) suspend or revoke a renewable energy approval.

Same

(4) A renewable energy approval is subject to any terms and conditions prescribed by the by-laws or regulations.

Water transfers: Great Lakes-St. Lawrence River, Nelson and Hudson Bay Basins

47.6 A renewable energy approval shall not authorize a person to take water contrary to subsection 34.3 (2) of the *Ontario Water Resources Act*.

Policies, renewable energy approvals

47.7 (1) The Minister may, in writing, issue, amend or revoke policies in respect of renewable energy approvals.

Same

(2) A policy or the amendment or revocation of a policy takes effect on the later of the following days:

Demande

47.4 (1) Toute demande de délivrance ou de renouvellement d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable est préparée conformément aux règlements municipaux ou aux règlements et présentée à l'autorité désignée.

L'autorité désignée peut exiger des renseignements

(2) L'autorité désignée peut exiger que l'auteur d'une demande visée au paragraphe (1) présente des plans, devis descriptifs, rapports d'ingénieur ou autres renseignements et qu'il procède à des épreuves ou expériences en ce qui a trait au projet d'énergie renouvelable et présente un rapport à leur sujet.

Pouvoirs de l'autorité désignée

47.5 (1) Après examen d'une demande de délivrance ou de renouvellement d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable, l'autorité désignée peut, si elle l'estime dans l'intérêt public :

- a) soit délivrer ou renouveler l'autorisation;
- b) soit refuser de délivrer ou de renouveler l'autorisation.

Conditions

(2) Lorsqu'elle délivre ou renouvelle une autorisation de projet d'énergie renouvelable, l'autorité désignée peut assortir celle-ci de conditions si elle l'estime dans l'intérêt public.

Autres pouvoirs

(3) Si elle l'estime dans l'intérêt public, l'autorité désignée peut, sur demande ou de sa propre initiative :

- a) soit modifier les conditions d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable après sa délivrance;
- b) soit assortir de nouvelles conditions une autorisation de projet d'énergie renouvelable;
- c) soit suspendre ou révoquer une autorisation de projet d'énergie renouvelable.

Idem

(4) L'autorisation de projet d'énergie renouvelable est assujettie à toute condition prescrite par règlement municipal ou règlement.

Transferts d'eau : bassins des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, du fleuve Nelson et de la baie d'Hudson

47.6 L'autorisation de projet d'énergie renouvelable ne doit pas autoriser des prélèvements d'eau contraires au paragraphe 34.3 (2) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.

Politiques : autorisations de projet d'énergie renouvelable

47.7 (1) Le ministre peut, par écrit, communiquer, modifier ou révoquer des politiques relatives à des autorisations de projet d'énergie renouvelable.

Idem

(2) Une politique ou la modification ou la révocation d'une politique prend effet le dernier en date des jours suivants :

1. The day that notice of the policy, amendment or revocation, as the case may be, is given in the environmental registry established under the *Environmental Bill of Rights, 1993*.
2. The effective day specified in the policy, amendment or revocation, as the case may be.

Same, Director's decisions

(3) Subject to subsection 145.2.2 (1), decisions made by the Director under this Act in respect of renewable energy approvals shall be consistent with any policies issued under subsection (1) that are in effect on the date of the decision.

Same, municipality's decisions

(4) Subject to subsection 145.2.2 (2), in making decisions under this Act in respect of renewable energy approvals, a municipality shall have regard to any policies issued under subsection (1) that are in effect on the date of the decision.

By-laws

47.8 (1) A single-tier or lower-tier municipality may make by-laws relating to this Part,

- (a) providing for the issue, renewal, suspension and revocation of renewable energy approvals, and prescribing conditions for the issuing, renewing, suspending and revoking;
- (b) governing the inclusion of terms and conditions in renewable energy approvals;
- (c) governing the preparation and submission of applications for the issue, renewal or revocation of renewable energy approvals and applications to alter the terms and conditions of renewable energy approvals or to impose conditions on renewable energy approvals;
- (d) governing eligibility requirements relating to applications for the issue, renewal or revocation of renewable energy approvals and applications to alter the terms and conditions of renewable energy approvals or to impose conditions on renewable energy approvals, including requirements for consultation;
- (e) governing renewable energy generation facilities in relation to,
 - (i) planning, design, siting, buffer zones, notification and consultation, establishment, insurance, facilities, staffing, operation, maintenance, monitoring, record-keeping, submission of reports to the municipality and improvement,
 - (ii) the discontinuance of the operation of any plant, structure, equipment, apparatus, mechanism or thing at a renewable energy generation facility,

1. Le jour où avis en est donné dans le registre environnemental établi en application de la *Charte des droits environnementaux de 1993*.

2. La date d'effet qui y est précisée.

Idem : décisions du directeur

(3) Sous réserve du paragraphe 145.2.2 (1), toute décision prise par le directeur en application de la présente loi à l'égard d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable doit être compatible avec les politiques communiquées en vertu du paragraphe (1) qui sont en vigueur à la date de la décision.

Idem : décisions de la municipalité

(4) Sous réserve du paragraphe 145.2.2 (2), lorsqu'elle prend une décision en application de la présente loi à l'égard d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable, une municipalité doit tenir compte des politiques communiquées en vertu du paragraphe (1) qui sont en vigueur à la date de la décision.

Règlements municipaux

47.8 (1) Une municipalité à palier unique ou une municipalité de palier inférieur peut, par règlement municipal relatif à la présente partie :

- a) prévoir la délivrance, le renouvellement, la suspension et la révocation des autorisations de projet d'énergie renouvelable, et prescrire les conditions de leur délivrance, renouvellement, suspension et révocation;
- b) régir l'inclusion de conditions dans les autorisations de projet d'énergie renouvelable;
- c) régir la préparation et la présentation des demandes de délivrance, de renouvellement ou de révocation d'autorisations de projet d'énergie renouvelable, des demandes de modification des conditions y figurant ou des demandes visant à les assortir de conditions;
- d) régir les conditions d'admissibilité en ce qui concerne les demandes de délivrance, de renouvellement ou de révocation d'autorisations de projet d'énergie renouvelable, les demandes de modification des conditions y figurant ou les demandes visant à les assortir de conditions, y compris les consultations exigées;
- e) régir les installations de production d'énergie renouvelable en ce qui a trait aux points suivants :
 - (i) la planification, la conception, le choix de l'emplacement, les zones tampons, la consultation et les avis, la création, les assurances, les installations, la dotation en personnel, l'exploitation, le maintien en service, la surveillance, la tenue des dossiers, la remise de rapports à la municipalité et l'amélioration,
 - (ii) l'abandon de l'exploitation ou la cessation du fonctionnement d'usines, d'ouvrages, d'équipements, d'appareils, de mécanismes ou d'autres choses à de telles installations,

- (iii) the closure of renewable energy generation facilities;
- (f) governing the location of renewable energy generation facilities, including prohibiting or regulating the construction, installation, use, operation or changing of renewable energy generation facilities in parts of the municipality;
- (g) prohibiting the transfer of a renewable energy approval or prescribing requirements for transferring a renewable energy approval, including requiring the written consent of the municipality.

Same, regulations on same subject matter inoperative

(2) If a by-law made under subsection (1) and a regulation made under section 175.1 or 176 address the same subject matter, the regulation is inoperative to the extent that it addresses that subject matter.

(2) Paragraph 3 of subsection 47.3 (1) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

- 3. An activity for which, in the absence of subsection (2), subsection 34 (1) of the *Ontario Water Resources Act* would require a permit, if the activity would not involve a transfer as defined in subsection 34.5 (1) of that Act.

(3) Paragraph 3 of subsection 47.3 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

- 3. Subsection 34 (1) of the *Ontario Water Resources Act*, if the person engaging in the renewable energy project is not engaged in a taking of water that involves a transfer as defined in subsection 34.5 (1) of that Act.

6. Part XIII of the Act is amended by adding the following section:

Application of Part to renewable energy approvals

137. (1) This Part applies with necessary modification to a decision made by a municipality under Part V.0.1, and for that purpose,

- (a) a reference to a Director shall be deemed to be a reference to the municipality; and
- (b) a reference to the Tribunal shall be deemed to be a reference to the Ontario Municipal Board.

Exception

(2) Subsection 145.2.2 (1) does not apply to a decision made by a municipality under Part V.0.1.

7. Section 145.2.2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Regard to policies

(2) In making a decision or order under this Part in respect of a renewable energy approval, the Ontario Municipal Board shall have regard to any policies issued by

(iii) la désaffectation de telles installations;

- f) régir l'emplacement des installations de production d'énergie renouvelable, y compris interdire ou réglementer la construction, l'installation, l'utilisation, l'exploitation ou la modification de telles installations dans certaines parties de la municipalité;
- g) interdire le transfert d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable ou prescrire les conditions d'un tel transfert, notamment exiger le consentement écrit de la municipalité.

Idem : caractère inopérant des règlements traitant du même sujet

(2) Si un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) et un règlement pris en vertu de l'article 175.1 ou 176 traitent du même sujet, les dispositions du règlement qui traitent de ce sujet sont inopérantes.

(2) La disposition 3 du paragraphe 47.3 (1) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par le paragraphe (1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 3. Une activité pour laquelle, en l'absence du paragraphe (2), le paragraphe 34 (1) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* exigerait un permis si l'activité ne comportait pas de transfert au sens du paragraphe 34.5 (1) de cette loi.

(3) La disposition 3 du paragraphe 47.3 (2) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par le paragraphe (1), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 3. Le paragraphe 34 (1) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, si la personne qui entreprend le projet d'énergie renouvelable ne procède pas à un prélèvement d'eau comportant un transfert au sens du paragraphe 34.5 (1) de cette loi.

6. La partie XIII de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Application de la partie aux autorisations de projet d'énergie renouvelable

137. (1) La présente partie s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une décision prise par une municipalité dans le cadre de la partie V.0.1 et, à cette fin :

- a) la mention du directeur vaut mention de la municipalité;
- b) la mention du Tribunal vaut mention de la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

Exception

(2) Le paragraphe 145.2.2 (1) ne s'applique pas à une décision prise par une municipalité dans le cadre de la partie V.0.1.

7. L'article 145.2.2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Prise en considération des politiques

(2) Lorsqu'elle rend une décision ou une ordonnance en vertu de la présente partie à l'égard d'une autorisation de projet d'énergie renouvelable, la Commission des af-

the Minister under section 47.7 that are in effect on the date of the municipality's decision.

8. Subsection 176 (4.1) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (g) prescribing the meaning of "large-scale solar facility" and "large-scale wind facility" for the purposes of section 47.1;
- (h) providing for transitional matters that, in the opinion of the Lieutenant Governor in Council, are necessary or desirable to facilitate the implementation of sections 5 to 8 of Schedule 2 to the *Million Jobs Act, 2014*.

GREEN ENERGY AND GREEN ECONOMY ACT, 2009

9. (1) Subsection 4 (2) of Schedule G to the *Green Energy and Green Economy Act, 2009* is repealed.

(2) Subsection (1) applies only if subsection 4 (2) of Schedule G to the Act has not come into force by the day subsection 5 (1) of this Schedule comes into force.

(3) Subsection 4 (3) of Schedule G to the Act is repealed.

(4) Subsection (3) applies only if subsection 4 (3) of Schedule G to the Act has not come into force by the day subsection 5 (1) of this Schedule comes into force.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

10. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day the *Million Jobs Act, 2014* receives Royal Assent.

Same

(2) Subsection 5 (1) and sections 6, 7, 8 and 9 come into force six months after the day the *Million Jobs Act, 2014* receives Royal Assent.

Same

(3) Subsections 5 (2) and (3) come into force on the later of the following days:

1. The day subsection 5 (1) comes into force.
2. The day subsection 1 (8) of the *Safeguarding and Sustaining Ontario's Water Act, 2007* comes into force.

Short title

11. The short title of the Act set out in this Schedule is the *More Jobs with Affordable Energy Act, 2014*.

faïres municipales de l'Ontario doit tenir compte des politiques communiquées par le ministre en vertu de l'article 47.7 qui sont en vigueur à la date de la décision de la municipalité.

8. Le paragraphe 176 (4.1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- g) prescrire le sens de «grande installation éolienne» et «grande installation solaire» pour l'application de l'article 47.1;
- h) prévoir les questions transitoires qui, à son avis, sont nécessaires ou souhaitables pour faciliter la mise en application des articles 5 à 8 de l'annexe 2 de la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois*.

LOI DE 2009 SUR L'ÉNERGIE VERTE ET L'ÉCONOMIE VERTE

9. (1) Le paragraphe 4 (2) de l'annexe G de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte* est abrogé.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique que si le paragraphe 4 (2) de l'annexe G de la Loi n'est pas encore en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 5 (1) de la présente annexe.

(3) Le paragraphe 4 (3) de l'annexe G de la Loi est abrogé.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique que si le paragraphe 4 (3) de l'annexe G de la Loi n'est pas encore en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 5 (1) de la présente annexe.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

10. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois* reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Le paragraphe 5 (1) et les articles 6, 7, 8 et 9 entrent en vigueur six mois après le jour où la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois* reçoit la sanction royale.

Idem

(3) Les paragraphes 5 (2) et (3) entrent en vigueur le dernier en date des jours suivants :

1. Le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 5 (1).
2. Le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 1 (8) de la *Loi de 2007 sur la sauvegarde et la durabilité des eaux de l'Ontario*.

Titre abrégé

11. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur la hausse de l'emploi grâce à l'énergie abordable*.

**SCHEDULE 3
TAX CUTS CREATE JOBS ACT, 2014**

1. (1) Clause 29 (2) (c) of the *Taxation Act, 2007* is amended by striking out “after June 30, 2011” and substituting “after June 30, 2011 and before July 1, 2014”.

(2) Subsection 29 (2) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (d) 11 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after June 30, 2014 and before July 1, 2015 to the total number of days in the taxation year;
- (e) 10 per cent multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year that are after June 30, 2015 to the total number of days in the taxation year.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Million Jobs Act, 2014* receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Tax Cuts Create Jobs Act, 2014*.

**ANNEXE 3
LOI DE 2014 SUR LA CRÉATION D'EMPLOIS
PAR LA RÉDUCTION DES IMPÔTS**

1. (1) L'alinéa 29 (2) c) de la *Loi de 2007 sur les impôts* est modifié par remplacement de «après le 30 juin 2011» par «après le 30 juin 2011, mais avant le 1^{er} juillet 2014,».

(2) Le paragraphe 29 (2) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- d) 11 % multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 30 juin 2014, mais avant le 1^{er} juillet 2015, et le nombre total de jours compris dans l'année;
- e) 10 % multiplié par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui tombent après le 30 juin 2015 et le nombre total de jours compris dans l'année.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois* reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur la création d'emplois par la réduction des impôts*.

SCHEDULE 4 SUPPORTING BUSINESS BY ENDING THE RED TAPE RUNAROUND ACT, 2014

Definitions

1. In this Act,

“consolidated law” and “e-Laws website” have the same meaning as in the *Legislation Act, 2006*; (“texte législatif codifié”, “site Web Lois-en-ligne”)

“consolidated regulation” means a regulation that is a consolidated law and that is published on the e-Laws website; (“règlement codifié”)

“public sector” has the same meaning as in subsection 2 (1) of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*; (“secteur public”)

“regulation” has the same meaning as in Part III of the *Legislation Act, 2006*; (“règlement”)

“regulation-maker”, with respect to a regulation made under an Act, means the person or body, including the Lieutenant Governor in Council, that is authorized to make the regulation. (“autorité réglementaire”)

Review of regulations

2. (1) Within one year after the date on which this Act comes into force and by each anniversary of that date, the Minister responsible for administering the provision of an Act under which each of the consolidated regulations that are published on the e-Laws website as of the date on which this Act comes into force or the anniversary of that date, as the case may be, shall review the regulation to determine whether it is feasible to revoke or to shorten the regulation.

Content of review

(2) To determine whether it is feasible to revoke or to shorten a consolidated regulation, the Minister required to do the review shall answer the following questions:

1. Is the regulation necessary to achieve the public policy set out in the Act under which it is made?
2. Has the Government identified the regulatory burden that the regulation imposes on persons or bodies?
3. Has the Government identified the amount of time and cost that persons and bodies on whom the regulation imposes a regulatory burden incur in complying with the burden?
4. Has the Government assessed the effect that the regulation could reasonably be expected to have on the Ontario economy and the economic competitiveness of Ontario as opposed to other jurisdictions that are economic competitors of Ontario?
5. To the extent reasonably possible, does the regulation avoid overlap with requirements imposed by

ANNEXE 4 LOI DE 2014 SUR L'ÉLIMINATION DES TRACASSERIES ADMINISTRATIVES POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«autorité réglementaire» Relativement à un règlement pris en vertu d'une loi, la personne ou l'organisme, y compris le lieutenant-gouverneur en conseil, qui est autorisé à prendre le règlement. («regulation-maker»)

«règlement» S'entend au sens de la partie III de la *Loi de 2006 sur la législation*. («regulation»)

«règlement codifié» Règlement qui constitue un texte législatif codifié et qui est publié sur le site Web Lois-en-ligne. («consolidated regulation»)

«secteur public» S'entend au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*. («public sector»)

«texte législatif codifié» et «site Web Lois-en-ligne» S'entendent au sens de la *Loi de 2006 sur la législation*. («consolidated law», «e-Laws website»)

Examen des règlements

2. (1) Dans l'année qui suit la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et au plus tard à chaque anniversaire de cette date, le ministre chargé de l'application d'une disposition d'une loi en vertu de laquelle sont pris chacun des règlements codifiés publiés sur le site Web Lois-en-ligne à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou à l'anniversaire de cette date, selon le cas, examine le règlement pour déterminer s'il est possible de l'abroger ou de le raccourcir.

Contenu de l'examen

(2) Pour déterminer s'il est possible d'abroger ou de raccourcir un règlement codifié, le ministre qui est tenu d'effectuer l'examen répond aux questions suivantes :

1. Le règlement est-il nécessaire pour réaliser l'objectif d'intérêt public énoncé dans la loi en vertu de laquelle il est pris?
2. Le gouvernement a-t-il déterminé le fardeau réglementaire que le règlement impose à des personnes ou à des organismes?
3. Le gouvernement a-t-il déterminé le temps que les personnes et les organismes auxquels le règlement impose un fardeau réglementaire devraient consacrer et les frais qu'ils devraient engager pour assumer ce fardeau?
4. Le gouvernement a-t-il évalué l'effet que le règlement pourrait avoir, selon toute attente raisonnable, sur l'économie et la compétitivité économique de l'Ontario, par opposition à d'autres territoires qui sont en concurrence économique avec l'Ontario?
5. Le règlement évite-t-il, dans toute la mesure du possible, tout chevauchement avec les exigences

other Ontario legislation or by other levels of government?

imposées par d'autres textes législatifs de l'Ontario ou par d'autres paliers de gouvernement?

Copy of review

(3) Upon reviewing a consolidated regulation, a Minister shall send to the Lieutenant Governor in Council a written copy of the answers to the questions listed in subsection (2), the reasons for the Minister's answers and the determination that the Minister makes whether it is feasible to revoke or to shorten the regulation.

Response of Lieutenant Governor in Council

3. (1) The Lieutenant Governor in Council shall have a target of reducing the size of the database of consolidated regulations that are published on the e-Laws website,

- (a) by one-third in comparison to its size as of the date this Act comes into force and of achieving that reduction by the third anniversary of that date; and
- (b) by a further percentage that the Lieutenant Governor in Council shall determine in comparison to its size as of the date this Act comes into force and of achieving that reduction by a time that the Lieutenant Governor in Council determines on each anniversary of that date after the third anniversary.

Requirement for Ministers

(2) To attempt to ensure that the target described in subsection (1) is met, the Lieutenant Governor in Council shall, each time after receiving the material described in subsection 2 (3) that relates to the latest annual review period described in subsection 2 (1), require each Minister to take all reasonable steps to ensure that the regulation-makers of consolidated regulations made under a provision of an Act that the Minister is responsible for administering reduce the size of the database of those regulations by a specified percentage by the end of the next following annual review period.

Factor to consider

(3) In setting a requirement for a Minister under subsection (2), the Lieutenant Governor in Council shall take into account the determinations that the Minister has made whether it is feasible to revoke or to shorten consolidated regulations.

Minister's recommendation

(4) As part of complying with his or her requirement under subsection (2), a Minister who reported to the Lieutenant Governor in Council under subsection 2 (3) that it was feasible to revoke or shorten a consolidated regulation shall recommend that the regulation-maker of the regulation make the necessary revoking or amending regulation, as the case may be, and shall take all reasonable steps to ensure that the regulation-maker makes the revoking or amending regulation.

Determining Ministers' compliance

4. (1) By the end of each annual review period described in subsection 2 (1), the Lieutenant Governor in Council shall determine whether each Minister has complied with section 2 by the end of the review period and

Copie de l'examen

(3) Après avoir examiné un règlement codifié, le ministre remet au lieutenant-gouverneur en conseil une copie écrite des réponses aux questions énumérées au paragraphe (2), des raisons qui ont motivé ses réponses et de sa détermination de la possibilité ou non d'abroger ou de raccourcir le règlement.

Réponse du lieutenant-gouverneur en conseil

3. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe comme objectif de réduire la taille de la base de données des règlements codifiés qui sont publiés sur le site Web Lois-en-ligne :

- a) d'un tiers par rapport à la taille de la base de données à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et ce, au plus tard le troisième anniversaire de cette date;
- b) du pourcentage supplémentaire qu'il précise par rapport à la taille de la base de données à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et ce, dans le délai qu'il fixe à chaque anniversaire de cette date après le troisième anniversaire.

Exigence imposée aux ministres

(2) Dans un effort pour atteindre l'objectif visé au paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil, une fois qu'il a reçu la documentation visée au paragraphe 2 (3) qui porte sur la dernière période annuelle d'examen visée au paragraphe 2 (1), exige de chaque ministre qu'il prenne toutes les mesures raisonnables pour veiller à ce que les autorités réglementaires des règlements codifiés pris en vertu d'une disposition d'une loi dont l'application lui est confiée réduisent la taille de la base de données de ces règlements d'un pourcentage précisé, et ce, avant la fin de la prochaine période annuelle d'examen.

Facteur à prendre en considération

(3) Lorsqu'il impose une exigence en application du paragraphe (2), le lieutenant-gouverneur en conseil tient compte de la détermination faite par le ministre quant à la possibilité ou non d'abroger ou de raccourcir des règlements codifiés.

Recommandation du ministre

(4) Afin de se conformer à l'exigence qui lui est imposée en application du paragraphe (2), tout ministre qui a indiqué au lieutenant-gouverneur en conseil, en application du paragraphe 2 (3), qu'il était possible d'abroger ou de raccourcir un règlement codifié recommande que l'autorité réglementaire du règlement prenne le règlement d'abrogation ou modificatif nécessaire. Il prend ensuite toutes les mesures raisonnables pour faire en sorte qu'elle le fasse.

Détermination de la conformité du ministre

4. (1) Au plus tard à la fin de chaque période annuelle d'examen visée au paragraphe 2 (1), le lieutenant-gouverneur en conseil détermine si chaque ministre s'est, à ce moment-là, conformé à l'article 2 et, dans l'année de

with the Minister's requirements described in subsections 3 (2) and (4) in the year of the review period, if subsection 3 (2) required the Lieutenant Governor in Council to set a requirement for the Minister with respect to that year.

Salary reduction for Ministers

(2) If the Lieutenant Governor in Council determines that a Minister has failed to comply with section 2 by the end of an annual review period or has failed to comply with the Minister's requirements described in subsections 3 (2) and (4) for the year of an annual review period, if applicable, the salary of the Minister payable under section 3 of the *Executive Council Act* is reduced by 25 per cent for the year of the review period.

Regulations

5. The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing anything that is described in this Act as being prescribed by the regulations made under this Act.

Commencement

6. The Act set out in this Schedule comes into force on the day the *Million Jobs Act, 2014* receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Supporting Business by Ending the Red Tape Runaround Act, 2014*.

la période d'examen, aux exigences que les paragraphes 3 (2) et (4) lui imposent, dans les cas où le paragraphe 3 (2) exigeait du lieutenant-gouverneur en conseil qu'il impose une exigence au ministre pour cette année-là.

Réduction de traitement des ministres

(2) Si le lieutenant-gouverneur en conseil détermine qu'un ministre ne s'est pas conformé à l'article 2 avant la fin d'une période annuelle d'examen ou, dans l'année d'une période d'examen, aux exigences que les paragraphes 3 (2) et (4) lui imposent, le cas échéant, le traitement payable au ministre en application de l'article 3 de la *Loi sur le Conseil exécutif* est réduit de 25 % pendant l'année de la période d'examen.

Règlements

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire tout ce que la présente loi mentionne comme étant prescrit par ses règlements.

Entrée en vigueur

6. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois* reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur l'élimination des tracasseries administratives pour soutenir les entreprises*.

**SCHEDULE 5
STRENGTHENING OUR SKILLED
TRADES ACT, 2014****CONTENTS****GENERAL**

1. Purposes
2. Definitions
3. Application
4. Director of Apprenticeship
5. Industry committees

TRAINING AGREEMENTS

6. Registration of training agreements
7. Suspension or revocation

COMPLETION OF APPRENTICESHIP PROGRAM

8. Completion of apprenticeship program

CERTIFICATES AND LETTERS OF PERMISSION

9. Certificates
10. Letters of permission
11. Suspension, revocation, refusal to renew

RESTRICTED SKILL SETS

12. Restricted skill sets
13. Employment

MISCELLANEOUS

14. Strikes and lock-outs
15. Notice
16. Inspections
17. Offences
18. Fees
19. Regulations

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

20. Commencement
21. Short title

GENERAL**Purposes**

1. The purposes of this Act are,
 - (a) to support and regulate the acquisition of skills for trades and other occupations through workplace-based apprenticeship programs that lead to formal certification;
 - (b) to promote quality training for trades and other occupations; and
 - (c) by the means set out in clauses (a) and (b), to expand opportunities for Ontario workers, increase the competitiveness of Ontario businesses and ensure public and worker protection.

Definitions

2. In this Act,

**ANNEXE 5
LOI DE 2014 SUR LE RENFORCEMENT
DES MÉTIERS QUALIFIÉS****SOMMAIRE****DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1. Objet
2. Définitions
3. Application
4. Directeur de l'apprentissage
5. Comités sectoriels

CONTRATS D'APPRENTISSAGE

6. Enregistrement des contrats d'apprentissage
7. Suspension ou révocation

ATTESTATION DE RÉUSSITE

8. Attestation de réussite

CERTIFICATS ET PERMISSIONS INTÉRIMAIRES

9. Certificats
10. Permissions intérimaires
11. Suspension, révocation et refus de renouvellement

ENSEMBLES RESTREINTS DE COMPÉTENCES

12. Ensembles restreints de compétences
13. Emploi

DISPOSITIONS DIVERSES

14. Grèves et lock-out
15. Avis
16. Inspections
17. Infractions
18. Droits
19. Règlements

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

20. Entrée en vigueur
21. Titre abrégé

DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Objet**

1. Les objets de la présente loi sont les suivants :
 - a) soutenir et réglementer l'acquisition de compétences pour les métiers et les autres professions au moyen de programmes d'apprentissage en milieu de travail menant à l'obtention d'un certificat officiel;
 - b) promouvoir une formation de qualité pour les métiers et les autres professions;
 - c) par les moyens énoncés aux alinéas a) et b), offrir davantage de possibilités aux travailleurs de la province, accroître la compétitivité des entreprises ontariennes et garantir la protection du public et des travailleurs.

Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

“apprentice” means an individual who has entered into a registered training agreement under which the individual is to receive workplace-based training in a trade, other occupation or skill set as part of an apprenticeship program approved by the Director; (“apprenti”)

“certificate” means a certificate of qualification or other certificate issued under subsection 9 (1); (“certificat”)

“certificate of qualification” means a certificate of qualification for a trade or other occupation issued under clause 9 (1) (a) and does not include a certificate for a skill set issued under clause 9 (1) (b); (“certificat de qualification professionnelle”)

“Director” means the Director of Apprenticeship; (“directeur”)

“letter of permission” means a letter of permission issued under section 10; (“permission intérimaire”)

“Minister” means the Minister of Training, Colleges and Universities or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“person” means an individual, corporation, partnership, sole proprietorship, association or any other organization or entity; (“personne”)

“registered training agreement” means an agreement registered under this Act under which an individual is to receive workplace-based training in a trade, other occupation or skill set as part of an apprenticeship program approved by the Director; (“contrat d’apprentissage enregistré”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“restricted skill set” means a skill set that is designated as a restricted skill set by the regulations; (“ensemble restreint de compétences”)

“skill set” means one or more skills; (“ensemble de compétences”)

“sponsor” means a person that has entered into a registered training agreement under which the person is required to ensure that an individual is provided with workplace-based training in a trade, other occupation or skill set as part of an apprenticeship program approved by the Director. (“parrain”)

Application

3. This Act does not apply to a trade to which the *Building the Best Workforce Act, 2014* applies.

Director of Apprenticeship

4. (1) A Director of Apprenticeship shall be appointed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006*.

«apprenti» Particulier qui a conclu un contrat d’apprentissage enregistré aux termes duquel il recevra, dans le cadre d’un programme d’apprentissage approuvé par le directeur, une formation en milieu de travail dans un métier, une autre profession ou un ensemble de compétences. («apprentice»)

«certificat» Certificat ou certificat de qualification professionnelle délivré en vertu du paragraphe 9 (1). («certificate»)

«certificat de qualification professionnelle» Certificat de qualification professionnelle pour un métier ou une autre profession délivré en vertu de l’alinéa 9 (1) a), à l’exclusion d’un certificat pour un ensemble de compétences délivré en vertu de l’alinéa 9 (1) b). («certificate of qualification»)

«contrat d’apprentissage enregistré» Contrat enregistré en vertu de la présente loi aux termes duquel un particulier recevra, dans le cadre d’un programme d’apprentissage approuvé par le directeur, une formation en milieu de travail dans un métier, une autre profession ou un ensemble de compétences. («registered training agreement»)

«directeur» Le directeur de l’apprentissage. («Director»)

«ensemble de compétences» Une ou plusieurs compétences. («skill set»)

«ensemble restreint de compétences» Ensemble de compétences que les règlements désignent comme restreint. («restricted skill set»)

«ministre» Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou l’autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«parrain» Personne qui a conclu un contrat d’apprentissage enregistré aux termes duquel elle doit veiller à ce qu’un particulier reçoive, dans le cadre d’un programme d’apprentissage approuvé par le directeur, une formation en milieu de travail dans un métier, une autre profession ou un ensemble de compétences. («sponsor»)

«permission intérimaire» Permission intérimaire accordée en vertu de l’article 10. («letter of permission»)

«personne» Particulier, personne morale, société en nom collectif ou en commandite, entreprise individuelle, association ou autre organisation ou entité. («person»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

Application

3. La présente loi ne s’applique pas aux métiers auxquels s’applique la *Loi de 2014 sur la constitution de la meilleure main-d’oeuvre*.

Directeur de l’apprentissage

4. (1) Est nommé un directeur de l’apprentissage aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l’Ontario*.

Functions

(2) The functions of the Director are:

1. To approve apprenticeship programs for trades, other occupations and skill sets, including curricula, training standards, examinations and the persons and institutions that will provide training.
2. To approve other forms of training for trades, other occupations and skill sets.
3. To issue guidelines for the purposes of this Act.
4. To work with other governments in Canada to promote the interprovincial standards program for apprenticeship and the qualifications required for trades, other occupations and skill sets.
5. To advise the Minister with respect to apprenticeship programs and the qualifications required for trades, other occupations and skill sets.
6. To exercise and perform such other powers and duties as are provided for in this Act or prescribed by the regulations.

Consideration of recommendations

(3) If a committee established under section 5 makes recommendations to the Minister relating to an apprenticeship program, the Director shall consider the recommendations before approving the apprenticeship program under paragraph 1 of subsection (2).

Collection of personal information

(4) The Director may collect personal information in accordance with the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* for the purposes of this Act.

Delegation

(5) The Director may, in writing, authorize any person or class of persons employed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* to exercise any power or perform any duty of the Director, subject to any conditions or restrictions set out in the authorization.

Industry committees

5. (1) The Minister may establish a committee for any trade, other occupation or group of trades or other occupations to perform the following functions:

1. To advise the Minister with respect to apprenticeship programs and the qualifications required for trades, other occupations and skill sets.
2. To develop and revise apprenticeship programs and to recommend them to the Minister, including cur-

Fonctions

(2) Les fonctions du directeur sont les suivantes :

1. Approuver les programmes d'apprentissage pour les métiers, les autres professions et les ensembles de compétences, y compris leur contenu, les normes de formation et les examens ainsi que les personnes et les établissements qui seront chargés de la formation.
2. Approuver d'autres formes de formation pour les métiers, les autres professions et les ensembles de compétences.
3. Élaborer des lignes directrices pour l'application de la présente loi.
4. Travailler avec d'autres gouvernements du Canada afin de promouvoir le programme des normes interprovinciales pour l'apprentissage et la qualification exigée pour les métiers, les autres professions et les ensembles de compétences.
5. Conseiller le ministre sur les programmes d'apprentissage et la qualification exigée pour les métiers, les autres professions et les ensembles de compétences.
6. Exercer les autres pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi ou que prescrivent les règlements.

Étude des recommandations

(3) Si un comité créé en vertu de l'article 5 fait des recommandations au ministre au sujet d'un programme d'apprentissage, le directeur étudie ces recommandations avant d'approuver celui-ci aux termes de la disposition 1 du paragraphe (2).

Collecte de renseignements personnels

(4) Le directeur peut recueillir des renseignements personnels conformément à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* pour l'application de la présente loi.

Délégation

(5) Le directeur peut autoriser par écrit toute personne ou catégorie de personnes employées aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* à exercer ses pouvoirs ou fonctions, sous réserve des conditions ou des restrictions énoncées dans l'autorisation.

Comités sectoriels

5. (1) Le ministre peut créer un comité pour un métier, une autre profession ou un groupe de métiers ou d'autres professions qui est chargé d'accomplir les fonctions suivantes :

1. Conseiller le ministre sur les programmes d'apprentissage et la qualification exigée pour les métiers, les autres professions et les ensembles de compétences.
2. Élaborer et réviser les programmes d'apprentissage et les recommander au ministre, y compris leur

ricula, training standards, examinations and the persons and institutions that will provide training.

3. To promote high standards in the delivery of apprenticeship programs.
4. To promote apprenticeship as a method of acquiring skills for trades and other occupations.
5. To consider recommendations from employers in the trade, other occupation or group of trades or other occupations and from apprentices and other persons who work in the trade, other occupation or group of trades or other occupations.
6. To perform such other functions as may be assigned by the Minister or the Director.

Composition

(2) The Minister shall appoint at least six people to each committee mentioned in subsection (1), made up of equal numbers of representatives of,

- (a) employers in the trade, other occupation or group of trades or other occupations; and
- (b) employees in the trade, other occupation or group of trades or other occupations.

Same

(3) The Director is also a member of each committee mentioned in subsection (1).

TRAINING AGREEMENTS

Registration of training agreements

6. (1) On application and on payment of the required fee, the Director may register an agreement under which an individual is to receive workplace-based training in a trade, other occupation or skill set as part of an apprenticeship program approved by the Director.

Minimum age

(2) An agreement shall not be registered unless the individual who is to receive the training is at least 16 years of age.

Academic qualifications

(3) An agreement shall not be registered unless the individual who is to receive the training,

- (a) has successfully completed the academic standard prescribed by the regulations for the trade, other occupation or skill set; or
- (b) if no academic standard has been prescribed by the regulations for the trade, other occupation or skill set, has successfully completed Grade 12 in Ontario or has successfully completed an academic standard that the Director considers equivalent.

Suspension or revocation

7. (1) The Director may suspend or revoke the registration of a registered training agreement if,

contenu, les normes de formation et les examens ainsi que les personnes et les établissements qui seront chargés de la formation.

3. Promouvoir des normes élevées de prestation des programmes d'apprentissage.
4. Promouvoir l'apprentissage comme méthode d'acquisition de compétences pour les métiers et les autres professions.
5. Étudier les recommandations des employeurs du métier, de l'autre profession ou du groupe de métiers ou d'autres professions et celles des apprentis et des autres personnes qui travaillent en leur sein.
6. Exercer les autres fonctions que lui assigne le ministre ou le directeur.

Composition

(2) Le ministre nomme au moins six personnes à chacun des comités mentionnés au paragraphe (1), lesquels sont composés d'un nombre égal de représentants :

- a) d'une part, des employeurs du métier, de l'autre profession ou du groupe de métiers ou d'autres professions;
- b) d'autre part, des employés qui travaillent au sein du métier, de l'autre profession ou du groupe de métiers ou d'autres professions.

Idem

(3) Le directeur est également membre de chaque comité mentionné au paragraphe (1).

CONTRATS D'APPRENTISSAGE

Enregistrement des contrats d'apprentissage

6. (1) Sur présentation d'une demande et acquittement des droits exigés, le directeur peut enregistrer un contrat aux termes duquel un particulier recevra, dans le cadre d'un programme d'apprentissage approuvé par le directeur, une formation en milieu de travail dans un métier, une autre profession ou un ensemble de compétences.

Âge minimal

(2) Un contrat ne peut être enregistré que si le particulier qui doit recevoir la formation a au moins 16 ans.

Études préalables

(3) Un contrat ne peut être enregistré que si le particulier qui doit recevoir la formation :

- a) a terminé avec succès les études préalables que prescrivent les règlements pour le métier, l'autre profession ou l'ensemble de compétences;
- b) si les règlements ne prescrivent pas d'études préalables précises pour le métier, l'autre profession ou l'ensemble de compétences, a terminé avec succès sa douzième année en Ontario ou des études que le directeur estime équivalentes.

Suspension ou révocation

7. (1) Le directeur peut suspendre ou révoquer l'enregistrement d'un contrat d'apprentissage enregistré si, selon le cas :

- (a) the apprentice requests it;
- (b) the sponsor requests it;
- (c) the agreement is not being complied with;
- (d) a party to the agreement submitted false information to the Director as part of the application for registration of the agreement; or
- (e) a party to the agreement is dead or no longer exists.

Notice

(2) The Director shall not suspend or revoke the registration of an agreement under clause (1) (b), (c) or (d) unless the Director has given the parties to the agreement written notice of his or her intention to do so and has held any hearing that may be required under subsection (3).

Hearing

(3) A party to the agreement may, within 30 days after receiving a notice under subsection (2), require the Director to hold a hearing to determine whether the registration of the agreement should be suspended or revoked.

COMPLETION OF APPRENTICESHIP PROGRAM**Completion of apprenticeship program**

8. The Director shall provide every person who successfully completes an apprenticeship program approved by the Director with a statement confirming the successful completion of the program.

CERTIFICATES AND LETTERS OF PERMISSION**Certificates**

9. (1) On application and on payment of the required fee, the Director may issue,

- (a) a certificate of qualification for a trade or other occupation; or
- (b) a certificate, other than a certificate of qualification, for a skill set.

Qualifications

(2) A certificate may be issued under subsection (1) only to a person who,

- (a) has successfully completed an apprenticeship program approved by the Director for the trade, other occupation or skill set; and
- (b) achieves a grade satisfactory to the Director on an examination approved by the Director.

Same

(3) Clause (2) (b) does not apply to a trade, other occupation or skill set if the Director is of the opinion that no examination is necessary for that trade, other occupation or skill set.

- a) l'apprenti le demande;
- b) le parrain le demande;
- c) le contrat n'est pas respecté;
- d) une partie au contrat lui a fourni de faux renseignements dans la demande d'enregistrement;
- e) une partie au contrat est décédée ou n'existe plus.

Avis

(2) Le directeur ne doit pas suspendre ou révoquer l'enregistrement d'un contrat pour un motif exposé à l'alinéa (1) b), c) ou d), à moins d'avoir donné aux parties un avis écrit de son intention et d'avoir tenu l'audience qui peut être exigée en vertu du paragraphe (3).

Audience

(3) Une partie au contrat peut, dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis prévu au paragraphe (2), exiger du directeur qu'il tienne une audience afin de déterminer si l'enregistrement du contrat devrait être suspendu ou révoqué.

ATTESTATION DE RÉUSSITE**Attestation de réussite**

8. Le directeur remet à quiconque termine avec succès un programme d'apprentissage qu'il approuve une attestation à cet effet.

CERTIFICATS ET PERMISSIONS INTÉRIMAIRES**Certificats**

9. (1) Sur présentation d'une demande et acquittement des droits exigés, le directeur peut délivrer :

- a) un certificat de qualification professionnelle à l'égard d'un métier ou d'une autre profession;
- b) un certificat, autre qu'un certificat de qualification professionnelle, à l'égard d'un ensemble de compétences.

Qualification

(2) Un certificat ne peut être délivré en vertu du paragraphe (1) qu'à une personne qui :

- a) d'une part, a terminé avec succès un programme d'apprentissage approuvé par le directeur pour le métier, l'autre profession ou l'ensemble de compétences;
- b) d'autre part, a obtenu une note que le directeur estime satisfaisante à un examen approuvé par lui.

Idem

(3) L'alinéa (2) b) ne s'applique pas à un métier, à une autre profession ou à un ensemble de compétences si le directeur est d'avis qu'aucun examen n'est nécessaire pour ce métier, cette autre profession ou cet ensemble de compétences.

Equivalent qualifications

(4) Despite subsection (2), the Director may issue a certificate if the person,

- (a) has qualifications that the Director considers equivalent to the qualifications required by clause (2) (a); and
- (b) achieves a grade satisfactory to the Director on an examination approved by the Director.

Same

(5) Clause (4) (b) does not apply to a trade, other occupation or skill set if the Director is of the opinion that no examination is necessary for that trade, other occupation or skill set.

Equivalent Canadian document

(6) Despite subsections (2) and (4), the Director may issue a certificate of qualification for a trade or other occupation under subsection (1) to a person who holds an equivalent document issued for the same trade or occupation in another province or territory of Canada, if,

- (a) the document issued in the other province or territory is an authorizing certificate, within the meaning of the *Ontario Labour Mobility Act, 2009*, for the trade or occupation; or
- (b) the other province or territory and the trade or occupation for which the document was issued in that province or territory are prescribed for the purpose of this clause.

Letters of permission

10. (1) On application and on payment of the required fee, the Director may issue a letter of permission for a trade or other occupation or for a skill set.

Period of validity

(2) A letter of permission is valid for a period of three months or for such shorter period as may be specified by the Director in the letter.

No renewal

(3) A letter of permission is not capable of renewal, but the Director may issue a new letter of permission.

Suspension, revocation, refusal to renew

11. (1) The Director may suspend, revoke or refuse to renew a certificate, and may suspend or revoke a letter of permission, if,

- (a) the holder of the certificate or letter submitted false information to the Director as part of an application made under this Act;
- (b) the holder of the certificate or letter has been convicted of an offence under this Act;

Qualification équivalente

(4) Malgré le paragraphe (2), le directeur peut délivrer un certificat si la personne :

- a) d'une part, a une qualification équivalant, selon le directeur, à celle exigée par l'alinéa (2) a);
- b) d'autre part, a obtenu une note que le directeur estime satisfaisante à un examen approuvé par lui.

Idem

(5) L'alinéa (4) b) ne s'applique pas à un métier, à une autre profession ou à un ensemble de compétences si le directeur est d'avis qu'aucun examen n'est nécessaire pour ce métier, cette autre profession ou cet ensemble de compétences.

Document canadien équivalent

(6) Malgré les paragraphes (2) et (4), le directeur peut délivrer un certificat de qualification professionnelle pour un métier ou une autre profession en vertu du paragraphe (1) à quiconque est titulaire d'un document équivalent délivré pour le même métier ou la même profession dans une autre province ou un territoire du Canada si, selon le cas :

- a) le document est un certificat d'autorisation, au sens de la *Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d'oeuvre*, pour le métier ou la profession;
- b) l'autre province ou le territoire ainsi que le métier ou la profession pour lesquels le document y a été délivré sont prescrits pour l'application du présent alinéa.

Permissions intérimaires

10. (1) Sur présentation d'une demande et acquittement des droits exigés, le directeur peut accorder une permission intérimaire à l'égard d'un métier ou d'une autre profession ou à l'égard d'un ensemble de compétences.

Période de validité

(2) La permission intérimaire est valide pendant une période de trois mois ou la période plus courte qu'y précise le directeur.

Aucun renouvellement

(3) La permission intérimaire ne peut pas être renouvelée; toutefois, le directeur peut en accorder une nouvelle.

Suspension, révocation et refus de renouvellement

11. (1) Le directeur peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler un certificat et suspendre ou refuser une permission intérimaire si le titulaire du certificat ou de la permission, selon le cas :

- a) lui a fourni de faux renseignements dans une demande qu'il a présentée en vertu de la présente loi;
- b) a été reconnu coupable d'une infraction à la présente loi;

- (c) the holder of the certificate or letter has not maintained acceptable standards of competence in the trade, other occupation or skill set to which the certificate or letter relates; or
- (d) the holder of the certificate or letter does not have the qualifications that would be required for the issuance of a new certificate for the trade, other occupation or skill set.

Other grounds for refusal to renew

(2) The Director may also refuse to renew a certificate if the refusal is authorized or required by the regulations.

Notice

(3) The Director shall not suspend, revoke or refuse to renew a certificate, or suspend or revoke a letter of permission, unless the Director has given the holder of the certificate or letter written notice of his or her intention to do so and has held any hearing that may be required under subsection (4).

Hearing

(4) The holder of the certificate or letter of permission may, within 30 days after receiving a notice under subsection (3), require the Director to hold a hearing to determine whether the certificate should be suspended or revoked, whether renewal of the certificate should be refused or whether the letter of permission should be suspended or revoked.

Non-payment of fees

(5) The Director may refuse to renew a certificate on the grounds that the appropriate fee for renewal of the certificate has not been paid, and subsections (3) and (4) do not apply to the refusal.

RESTRICTED SKILL SETS

Restricted skill sets

12. (1) An individual shall not perform a skill that is part of a restricted skill set unless,

- (a) the individual holds a certificate for the restricted skill set or for a trade or other occupation that includes the restricted skill set;
- (b) the individual is an apprentice under a registered training agreement under which the individual is to receive workplace-based training in the restricted skill set as part of an apprenticeship program approved by the Director; or
- (c) the individual holds a letter of permission for the restricted skill set or for a trade or other occupation that includes the restricted skill set.

Overlapping skill sets

(2) An individual who is authorized to perform a skill that is part of a restricted skill set may perform that skill even if the skill is also part of another restricted skill set or of a trade or other occupation that includes the restricted skill set.

- c) n'a pas maintenu des normes de compétence acceptables dans le métier, l'autre profession ou l'ensemble de compétences visé par le certificat ou la permission;
- d) n'a pas la qualification qui serait exigée pour la délivrance d'un nouveau certificat à l'égard du métier, de l'autre profession ou de l'ensemble de compétences.

Autres motifs de refus

(2) Le directeur peut également refuser de renouveler un certificat si les règlements l'y autorisent ou l'exigent.

Avis

(3) Le directeur ne doit pas suspendre, révoquer ou refuser de renouveler un certificat, ni suspendre ou révoquer une permission intérimaire, à moins d'avoir donné au titulaire du certificat ou de la permission un avis écrit de son intention et d'avoir tenu l'audience qui peut être exigée en vertu du paragraphe (4).

Audience

(4) Le titulaire du certificat ou de la permission intérimaire peut, dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis prévu au paragraphe (3), exiger du directeur qu'il tienne une audience afin de déterminer si le certificat devrait être suspendu ou révoqué, si son renouvellement devrait être refusé ou si la permission intérimaire devrait être suspendue ou révoquée.

Non-acquittement des droits

(5) Le directeur peut refuser de renouveler un certificat pour le motif que les droits de renouvellement appropriés n'ont pas été acquittés, auquel cas les paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent pas au refus.

ENSEMBLES RESTREINTS DE COMPÉTENCES

Ensembles restreints de compétences

12. (1) Aucun particulier ne doit utiliser une compétence qui fait partie d'un ensemble restreint de compétences, à moins que, selon le cas :

- a) il ne soit titulaire d'un certificat à l'égard de l'ensemble restreint de compétences ou d'un métier ou d'une autre profession qui le comprend;
- b) il ne soit un apprenti visé par un contrat d'apprentissage enregistré aux termes duquel il recevra, dans le cadre d'un programme d'apprentissage approuvé par le directeur, une formation en milieu de travail dans l'ensemble restreint de compétences;
- c) il ne soit titulaire d'une permission intérimaire à l'égard de l'ensemble restreint de compétences ou d'un métier ou d'une autre profession qui le comprend.

Ensembles de compétences qui se chevauchent

(2) Le particulier qui est autorisé à utiliser une compétence qui fait partie d'un ensemble restreint de compétences peut le faire même si la compétence fait également partie d'un autre ensemble restreint de compétences ou d'un métier ou d'une autre profession qui le comprend.

Employment

13. A person shall not employ or otherwise engage an individual to perform a skill that is part of a restricted skill set unless the individual is authorized to perform that skill.

MISCELLANEOUS**Strikes and lock-outs**

14. An apprentice's failure to perform work required by a registered training agreement does not constitute non-compliance with the agreement if the failure to perform work is a result of a lock-out or lawful strike.

Notice

15. A notice under this Act that is sent by mail shall be deemed to have been received on the fifth day after it was mailed, unless the person to whom it was sent establishes that, acting in good faith, the person did not receive the notice or did not receive it until a later day.

Inspections

16. (1) The Director may enter any premises, and may examine any documents or other things on the premises, for the purpose of determining,

- (a) whether apprentices are receiving training in accordance with registered training agreements;
- (b) whether a person or institution that has been approved to provide training as part of an apprenticeship program is providing training in accordance with the program; or
- (c) whether subsection 12 (1) or section 13 is being complied with.

Dwellings

(2) Subsection (1) does not authorize entry into a dwelling without the consent of the occupier.

Time for entry

(3) The power to enter premises under subsection (1) may be exercised at any reasonable time.

Copies

(4) A person who enters premises under subsection (1) may, on giving a receipt, remove documents or other things for the purpose of making copies, but the documents or other things shall be promptly returned.

Identification

(5) A person who enters premises under subsection (1) shall, on request, produce identification that provides evidence of his or her authority.

Offences

17. Every person who does any of the following is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000:

1. Contravenes subsection 12 (1) or section 13.

Emploi

13. Nul ne doit employer ou engager par ailleurs un particulier pour utiliser une compétence qui fait partie d'un ensemble restreint de compétences, à moins que celui-ci ne soit autorisé à utiliser cette compétence.

DISPOSITIONS DIVERSES**Grèves et lock-out**

14. Le fait qu'un apprenti n'effectue pas le travail exigé par un contrat d'apprentissage enregistré ne constitue pas un manquement au contrat si ce fait résulte d'un lock-out ou d'une grève licite.

Avis

15. Tout avis prévu par la présente loi qui est envoyé par la poste est réputé avoir été reçu le cinquième jour qui suit sa mise à la poste, à moins que son destinataire ne démontre qu'en toute bonne foi, il ne l'a pas reçu ou ne l'a reçu qu'à une date ultérieure.

Inspections

16. (1) Le directeur peut pénétrer dans des locaux et y examiner tout document ou toute autre chose qui s'y trouve afin de déterminer si, selon le cas :

- a) des apprentis y reçoivent une formation conformément à des contrats d'apprentissage enregistrés;
- b) une personne ou un établissement qui a été approuvé pour assurer une formation dans le cadre d'un programme d'apprentissage assure cette formation conformément au programme;
- c) le paragraphe 12 (1) ou l'article 13 est respecté.

Logements

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser le directeur à pénétrer dans un logement sans le consentement de l'occupant.

Heures d'entrée

(3) Le pouvoir de pénétrer dans des locaux que confère le paragraphe (1) peut être exercé à toute heure raisonnable.

Copies

(4) Quiconque pénètre dans des lieux en vertu du paragraphe (1) peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, enlever des documents ou des choses pour en tirer des copies; toutefois, il doit retourner ceux-ci promptement.

Identification

(5) Quiconque pénètre dans des locaux en vertu du paragraphe (1) présente, sur demande, une pièce d'identité attestant son autorité.

Infractions

17. Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$ quiconque accomplit les actes suivants :

1. Contrevenir au paragraphe 12 (1) ou à l'article 13.

2. Submits false information to the Director as part of an application made under this Act.
3. Uses, for the purpose of obtaining employment or business, a false certificate or letter of permission or a certificate or letter of permission issued to another person.

Fees

18. The Minister may establish and charge fees for applications made under this Act, for examinations required under this Act, or for any other function performed in connection with this Act or the regulations.

Regulations

19. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) designating a skill set as a restricted skill set for the purposes of this Act;
- (b) defining a trade or other occupation to include a restricted skill set for the purposes of section 12;
- (c) exempting a person or class of persons from any provision of this Act, subject to such conditions or restrictions as may be prescribed in the regulations;
- (d) authorizing an industry organization or other person specified by the regulations to exercise powers and perform duties of the Director, subject to such conditions and restrictions as may be specified in the regulations, including conditions and restrictions relating to freedom of information and protection of privacy;
- (e) providing for any transitional matter relating to this Act, including any transitional matter the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the implementation of this Act or as a consequence of the repeal of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* and the enactment of this Act.

Conflict with transitional regulations

(2) If there is a conflict between a regulation made under clause (1) (e) and any Act or regulation, the regulation under this section prevails.

Regulations to amend Acts

(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations that amend this Act or any other Act for the purpose of making the following changes:

1. Changing a reference in the Act from the *Apprenticeship and Certification Act, 1998* to the *Strengthening Our Skilled Trades Act, 2014*.
2. Changing a reference in the Act from the *Trades Qualification and Apprenticeship Act* to the *Building the Best Workforce Act, 2014*.

2. Fournir de faux renseignements au directeur dans une demande présentée en vertu de la présente loi.
3. Utiliser, en vue d'obtenir un emploi ou de faire des affaires, un faux certificat ou une fausse permission intérimaire ou encore un certificat délivré ou une permission accordée à une autre personne.

Droits

18. Le ministre peut fixer et exiger des droits pour les demandes présentées en vertu de la présente loi, les examens exigés aux termes de la présente loi ou toute autre fonction exercée relativement à la présente loi ou aux règlements.

Règlements

19. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) désigner un ensemble de compétences comme ensemble restreint de compétences pour l'application de la présente loi;
- b) définir un métier ou une autre profession de sorte qu'il comprenne un ensemble restreint de compétences pour l'application de l'article 12;
- c) soustraire une personne ou catégorie de personnes à l'application de toute disposition de la présente loi, sous réserve des conditions ou des restrictions que prescrivent les règlements;
- d) autoriser une organisation de l'industrie ou une autre personne que précisent les règlements à exercer les pouvoirs et fonctions du directeur, sous réserve des conditions et des restrictions que précisent les règlements, y compris des conditions et des restrictions se rapportant à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée;
- e) prévoir toute question transitoire ayant trait à la présente loi, y compris toute question transitoire que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaire ou souhaitable relativement à la mise en application de la présente loi ou par suite de l'abrogation de la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* et de l'édiction de la présente loi.

Incompatibilité avec les règlements transitoires

(2) En cas d'incompatibilité, un règlement pris en vertu de l'alinéa (1) e) l'emporte sur toute loi ou tout règlement.

Règlements pour modifier des lois

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre des règlements qui modifient la présente loi ou toute autre loi en vue d'apporter les modifications suivantes :

1. Remplacer dans la Loi l'expression *Loi de 1998 sur l'apprentissage et la reconnaissance professionnelle* par *Loi de 2014 sur le renforcement des métiers qualifiés*.
2. Remplacer dans la Loi l'expression *Loi sur la qualification professionnelle et l'apprentissage des gens de métier* par *Loi de 2014 sur la constitution de la meilleure main-d'œuvre*.

3. Changing a reference in the Act from the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* to the *Strengthening Our Skilled Trades Act, 2014* or the *Building the Best Workforce Act, 2014*, or both.

Regulations: Minister

- (4) The Minister may make regulations,
- (a) prescribing powers and duties of the Director;
- (b) governing committees established under section 5, including giving committees additional powers and duties;
- (c) governing apprenticeship programs;
- (d) prescribing academic standards that must be successfully completed before an agreement may be registered under section 6;
- (e) governing the issuance, expiry, renewal, suspension or revocation of certificates and governing the issuance, expiry, suspension or revocation of letters of permission;
- (f) for the purpose of clause 9 (6) (b), prescribing one or more provinces or territories of Canada and, for each province or territory prescribed, prescribing one or more trades or occupations that are practised in that province or territory;
- (g) deeming a person who holds a document issued in another province or territory of Canada to hold a certificate issued under section 9, subject to such conditions and restrictions as may be specified in the regulations;
- (h) deeming a person from another province or territory of Canada to be an apprentice under a registered training agreement under which he or she is to receive workplace-based training in a skill set as part of an apprenticeship program approved by the Director, subject to such conditions and restrictions as may be specified in the regulations.

Academic standards

- (5) The Minister shall not make a regulation prescribing an academic standard under clause (4) (d),
- (a) for a trade or other occupation, unless the standard has been recommended by a committee established under section 5 for the trade or other occupation or for a group of trades or other occupations that includes the trade or other occupation; or
 - (b) for a skill set, unless the standard has been recommended by a committee established under section 5 for a trade, other occupation or group of trades or other occupations that includes the skill set.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

20. The Act set out in this Schedule comes into force

3. Remplacer dans la Loi l'expression *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* par *Loi de 2014 sur le renforcement des métiers qualifiés* ou *Loi de 2014 sur la constitution de la meilleure main-d'oeuvre* ou les deux.

Règlements du ministre

- (4) Le ministre peut, par règlement :
 - a) prescrire les pouvoirs et les fonctions du directeur;
 - b) régir les comités créés en vertu de l'article 5, y compris leur attribuer des pouvoirs et des fonctions supplémentaires;
 - c) régir les programmes d'apprentissage;
 - d) prescrire les études préalables qu'il faut terminer avec succès avant qu'un contrat ne puisse être enregistré en vertu de l'article 6;
 - e) régir la délivrance, l'expiration, le renouvellement, la suspension ou la révocation des certificats ainsi que l'octroi, l'expiration, la suspension ou la révocation des permissions intérimaires;
 - f) pour l'application de l'alinéa 9 (6) b), prescrire des provinces et des territoires du Canada et, pour chaque province et territoire prescrit, prescrire des métiers ou des professions qui y sont exercés;
 - g) considérer quiconque est titulaire d'un document délivré dans une autre province ou un territoire du Canada comme étant titulaire d'un certificat délivré en vertu de l'article 9, sous réserve des conditions et des restrictions que précisent les règlements;
 - h) considérer une personne d'une autre province ou d'un territoire du Canada comme un apprenti visé par un contrat d'apprentissage enregistré aux termes duquel elle recevra, dans le cadre d'un programme d'apprentissage approuvé par le directeur, une formation en milieu de travail dans un ensemble de compétences, sous réserve des conditions et des restrictions que précisent les règlements.

Études préalables

- (5) Le ministre ne doit pas, par règlement, prescrire des études préalables en vertu de l'alinéa (4) d) :
- a) pour un métier ou une autre profession, à moins que les études n'aient été recommandées par un comité créé en vertu de l'article 5 pour le métier ou l'autre profession ou pour un groupe de métiers ou d'autres professions qui le comprend;
 - b) pour un ensemble de compétences, à moins que les études n'aient été recommandées par un comité créé en vertu de l'article 5 pour un métier, une autre profession ou un groupe de métiers ou d'autres professions qui le comprend.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

20. La loi figurant à la présente annexe entre en

on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

21. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Strengthening Our Skilled Trades Act, 2014*.

vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

21. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur le renforcement des métiers qualifiés*.

SCHEDULE 6 BUILDING THE BEST WORKFORCE ACT, 2014

CONTENTS

1. Interpretation and application
2. Examiners
3. Provincial advisory committees, appointment
4. Local apprenticeship committees
5. Agreements
6. Duties of Director
7. Powers of Director
8. Cancellation of contract
9. Duty to register as an apprentice
10. Certified trades
11. Strikes
12. Essentials of apprenticeship contracts
13. Registration of contracts
14. Minors
15. Termination of apprenticeship contracts
16. Certificate of apprenticeship
17. Certificate of qualification
18. Term of certificate
19. Refusal to renew, suspension or revocation
20. Suspension, etc., of trade school licence
21. Proposal to suspend, etc., licence
22. Service of notice
23. Appeal to court
24. Offences
25. Certificate of Director as evidence
26. Regulations
27. Regulations by Minister
28. Commencement
29. Short title

Interpretation and application

Definitions

1. (1) In this Act,

“apprentice” means a person who is at least 16 years of age and who has entered into a contract under which the person is to receive, from or through his or her employer, training and instruction in a trade; (“apprenti”)

“certified trade” means a trade designated as a certified trade under section 10; (“métier agréé”)

“Director” means the Director of Apprenticeship appointed under the *Strengthening Our Skilled Trades Act, 2014*; (“directeur”)

“employer” includes the Crown and any other public authority, the Ontario Apprenticeship Institute and any local apprenticeship committee; (“employeur”)

“licence” means a licence under this Act and the regulations to operate a trade school and “licensee” means the holder of a licence; (“permis”, “titulaire d’un permis”)

“Minister” means the Minister of Training, Colleges and Universities or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

ANNEXE 6 LOI DE 2014 SUR LA CONSTITUTION DE LA MEILLEURE MAIN-D'OEUVRE

SOMMAIRE

1. Interprétation et champ d'application
2. Examineurs
3. Création de comités consultatifs provinciaux
4. Comités locaux d'apprentissage
5. Ententes relatives à la formation de la main-d'oeuvre
6. Fonctions du directeur
7. Pouvoirs du directeur
8. Résiliation du contrat
9. Devoir de s'inscrire à titre d'apprenti
10. Métiers agréés
11. Grèves
12. Contenu obligatoire du contrat d'apprentissage
13. Enregistrement des contrats
14. Mineurs
15. Annulation des contrats d'apprentissage
16. Certificat d'apprentissage
17. Certificat de qualification professionnelle
18. Durée du certificat
19. Refus de renouveler, suspension ou révocation
20. Suspension du permis d'une école de métiers
21. Intention de suspendre un permis
22. Signification de l'avis
23. Appel à la Cour divisionnaire
24. Infractions
25. Attestation du directeur
26. Règlements
27. Règlements du ministre
28. Entrée en vigueur
29. Titre abrégé

Interprétation et champ d'application

Définitions

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«apprenti» Personne âgée d'au moins 16 ans qui a conclu un contrat aux termes duquel elle reçoit de son employeur ou par son intermédiaire une formation et un enseignement dans un métier. («apprentice»)

«directeur» Le directeur de l'apprentissage nommé en vertu de la *Loi de 2014 sur le renforcement des métiers qualifiés*. («Director»)

«employeur» S'entend en outre de la Couronne et de tout autre corps public, de l'Institut d'apprentissage de l'Ontario et des comités locaux d'apprentissage. («employer»)

«métier agréé» Métier désigné comme métier agréé en vertu de l'article 10. («certified trade»)

«ministre» Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«permis» Permis délivré aux termes de la présente loi et des règlements en vue d'assurer le fonctionnement d'une école de métiers. L'expression «titulaire d'un

“regulations” means the regulations made under this Act.
 (“règlements”)

Application

(2) This Act applies only to the following trades:

1. Architectural glass and metal technician.
2. Brick and stone mason.
3. Cement mason.
4. Construction boilermaker.
5. Construction millwright.
6. Drywall, acoustic and lathing applicator.
7. Drywall finisher and plasterer.
8. Electrician.
9. General carpenter.
10. Hoisting engineer.
11. Ironworker and reinforcing rodworker.
12. Lineworker.
13. Painter and decorator.
14. Plumber.
15. Refrigeration and air-conditioning mechanic.
16. Sheet metal worker.
17. Sprinkler and fire protection installer.
18. Steamfitter.
19. Such other trades in the construction industry as are prescribed by the regulations.

Examiners

2. Subject to the approval of the Minister, the Director may appoint one or more examiners to assist in the conduct of examinations prescribed for any trade.

Provincial advisory committees, appointment

3. (1) The Minister may appoint a provincial advisory committee in any trade or group of trades to advise the Minister on matters relating to the establishment and operation of apprentice training programs and trades qualifications.

Composition

(2) Every provincial advisory committee shall consist of not fewer than five members made up of equal numbers of representatives of employers and of employees and the Director or such other officer of the Ministry as may be designated by the Director.

permis» s'entend du détenteur d'un permis. («licence», «licensee»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

Champ d'application

(2) La présente loi ne s'applique qu'aux métiers suivants :

1. Technicien du verre et du métal architecturaux.
2. Briqueteur-maçon.
3. Cimentier.
4. Chaudronnier de construction.
5. Mécanicien-monteur de construction.
6. Poseur de panneaux muraux secs, de carreaux acoustiques et de lattes.
7. Jointoyeur et plâtrier.
8. Électricien.
9. Charpentier-menuisier général.
10. Conducteur d'engins de levage.
11. Monteur de charpentes métalliques et de barres d'armature.
12. Monteur de lignes.
13. Peintre-décorateur.
14. Plombier.
15. Mécanicien en réfrigération et en climatisation.
16. Tôlier.
17. Installateur de systèmes de protection contre les incendies.
18. Monteur de tuyaux de vapeur.
19. Les autres métiers de l'industrie de la construction qui sont prescrits par les règlements.

Examineurs

2. Sous réserve de l'approbation du ministre, le directeur peut nommer un ou plusieurs examinateurs chargés d'aider à la tenue des examens prescrits pour l'exercice de métiers.

Création de comités consultatifs provinciaux

3. (1) Le ministre peut créer un comité consultatif provincial pour un métier ou groupe de métiers afin de le conseiller en matière de mise sur pied et de fonctionnement de programmes de formation des apprentis et de qualification professionnelle des gens de métier.

Composition

(2) Les comités consultatifs provinciaux se composent d'au moins cinq membres, soit un nombre égal de représentants des employeurs et des employés, ainsi que le directeur ou le fonctionnaire du ministère qu'il désigne.

Term of office of appointed members

(3) The representatives of employers and employees on a provincial advisory committee shall be appointed for terms of one, two or three years, and having served a term shall not be reappointed for at least two years.

Vacancies

(4) When a vacancy occurs on a provincial advisory committee during a term of office, the Minister may fill the vacancy for the unexpired portion of the term.

Local apprenticeship committees

4. The Director may appoint local apprenticeship committees, composed of such persons as the Director considers appropriate for any area of Ontario, to advise and assist him or her in matters relating to apprenticeship or trades qualifications in the area.

Agreements

5. With the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may enter into one or more agreements with the Minister of Labour of Canada respecting apprentice or other training.

Duties of Director

6. Subject to the supervision and control of the Minister, it is the duty of the Director to administer and enforce this Act, and, without limiting the generality of the foregoing, for the purposes of this Act,

- (a) to collaborate with persons and organizations in the determination of training requirements in any trade;
- (b) to undertake or collaborate in studies or investigations of any trade and of the requirements for the supply and training of persons for any trade;
- (c) to publicize and promote apprenticeship as a method of training in any trade;
- (d) to plan and carry out programs of apprenticeship in any trade; and
- (e) generally to perform such other duties as are assigned to him or her by the Minister for the carrying out of this Act.

Powers of Director

7. (1) For the purpose of carrying out this Act, the Director, or any person authorized by the Minister in writing, may,

- (a) inspect, upon production of his or her authorization under this subsection, the premises, equipment and training facilities of an employer;
- (b) inspect and examine all books, payrolls and other records of an employer that in any way relate to the wages, hours of labour or conditions of employment of any person;

Mandat

(3) Les représentants des employeurs et des employés siégeant au comité consultatif provincial sont investis d'un mandat de un, deux ou trois ans, à l'expiration duquel ils ne peuvent être nommés de nouveau pendant au moins deux ans.

Vacance

(4) Le ministre peut combler la vacance qui survient au comité consultatif provincial pour compléter le mandat.

Comités locaux d'apprentissage

4. Le directeur peut créer, dans différentes régions de l'Ontario, des comités locaux d'apprentissage constitués des personnes qu'il juge appropriées afin de le conseiller et de l'aider en matière d'apprentissage ou de qualification professionnelle des gens de métier dans la région.

Ententes relatives à la formation de la main-d'oeuvre

5. Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut conclure une ou plusieurs ententes avec le ministre du Travail du Canada relativement à la formation des apprentis ou de la main-d'oeuvre.

Fonctions du directeur

6. Sous la surveillance et la direction du ministre, le directeur est chargé de l'application et de l'exécution de la présente loi, notamment :

- a) en collaborant avec des personnes et des organisations à l'évaluation des besoins de formation des gens de métier;
- b) en entreprenant des études ou des enquêtes, ou en y collaborant, sur les besoins en main-d'oeuvre et en formation des corps de métiers;
- c) en faisant la publicité et la promotion de l'apprentissage comme moyen de formation des gens de métier;
- d) en élaborant et en mettant en oeuvre des programmes d'apprentissage de métiers;
- e) en remplissant toutes les fonctions dont l'investit le ministre pour l'application de la présente loi.

Pouvoirs du directeur

7. (1) Pour assurer l'application de la présente loi, le directeur, ou la personne que le ministre habilite par écrit à cette fin, peut :

- a) inspecter, sur production d'une preuve de l'habilitation reçue en vertu du présent paragraphe, les locaux, l'équipement ainsi que les installations de l'employeur servant à la formation;
- b) examiner les livres, les feuilles de paie et autres registres de l'employeur qui portent sur les salaires, les heures de travail ou les conditions d'emploi de toute personne;

- (c) take extracts from or make copies of any entry in such books, payrolls and records;
- (d) require an employer to make full disclosure and production of all records, documents, statements, writings, books, papers or extracts from them or copies of them that the employer may have in the employer's possession or control, or other information, either oral or in writing and either verified by oath or otherwise, that in any way relate to the wages, hours of labour or conditions of employment of persons employed by the employer.

Same, special circumstances

(2) Despite any of the provisions of this Act or the regulations, the Director may register any person as an apprentice, or grant a certificate of apprenticeship, a certificate of qualification or a certificate of proficiency to any person, who, in the opinion of the Director, is unable by reason of physical incapacity or other circumstances to take or complete the prescribed course of study or training in a trade or apprentice training program.

Cancellation of contract

8. (1) Subject to subsection (2), the Director, or any person authorized by the Minister in writing, may cancel for cause a contract of apprenticeship.

Notice of proposal to cancel, right to hearing

(2) Where the Director, or any person authorized under subsection (1), proposes to cancel for cause a contract of apprenticeship under subsection (1), he or she shall serve notice of the proposal, together with written reasons, on each party to the contract informing the person that the person has a right to a hearing by a judge if the person applies for it within 15 days after service of such notice, and a party to the contract may within such time apply for a hearing to the judge of the Superior Court of Justice.

Powers of Director where no hearing

(3) Where none of the parties to a contract to which a notice under subsection (2) relates applies to a judge for a hearing within 15 days after service of such notice, the Director or person authorized under subsection (1) may promptly cancel the contract.

Powers of judge where hearing

(4) Where a party to a contract to which a notice under subsection (2) relates applies to a judge for a hearing within 15 days after service of such notice, the judge shall appoint a time for and hold a hearing and, on application at the hearing by the Director or person serving the notice, may by order direct the Director or such person to cancel the contract or to refrain from cancelling the contract, as the case may be, as the judge considers proper in accordance with this Act and the regulations.

Parties

(5) The Director or person serving the notice under subsection (2), the parties to the contract to which the notice relates and such other persons as the judge may specify are parties to proceedings before the judge under this section.

- c) tirer des extraits ou des copies des inscriptions portées à ces livres, à ces feuilles de paie et à ces registres;
- d) enjoindre à l'employeur de divulguer, de façon complète, et de produire tous renseignements, oraux ou écrits et attestés sous serment ou autrement, et notamment les registres, documents, états, écrits, livres et extraits ou copies de ceux-ci dont il peut avoir la possession ou le contrôle et qui portent sur les salaires, les heures de travail ou les conditions d'emploi de ses employés.

Idem, circonstances particulières

(2) Malgré la présente loi ou les règlements, le directeur peut inscrire une personne à titre d'apprenti ou délivrer un certificat d'apprentissage, un certificat de qualification professionnelle ou un certificat d'aptitude professionnelle à la personne qui, à son avis, ne peut, notamment pour cause d'incapacité physique, suivre ou terminer le programme prescrit d'étude ou de formation des gens de métier ou le programme de formation des apprentis.

Résiliation du contrat

8. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le directeur, ou la personne que le ministre habilite par écrit à cette fin, peut résilier pour un motif suffisant le contrat d'apprentissage.

Avis de l'intention de résilier le contrat

(2) Le directeur ou la personne habilitée à cette fin en vertu du paragraphe (1) signifie un avis écrit motivé de son intention de résilier, pour un motif suffisant, le contrat d'apprentissage à chaque partie au contrat en l'informant de son droit à une audience, sur requête présentée dans les 15 jours de la signification de l'avis, devant un juge de la Cour supérieure de justice.

Pouvoirs du directeur en l'absence d'audience

(3) En l'absence de requête présentée dans les délais prévus au paragraphe (2), le directeur ou la personne habilitée à cette fin en vertu du paragraphe (1) peut résilier promptement le contrat.

Pouvoirs du juge à l'audience

(4) Le juge saisi d'une requête conformément au paragraphe (2) tient l'audience après en avoir fixé la date. Sur requête présentée à l'audience par le directeur ou la personne ayant signifié l'avis, le juge peut rendre une ordonnance enjoignant au directeur ou à cette personne de résilier le contrat ou de s'abstenir de le résilier, selon le cas, selon ce qu'il estime approprié conformément à la présente loi et aux règlements.

Parties

(5) Sont parties à l'instance introduite devant le juge conformément au présent article le directeur ou la personne ayant signifié l'avis en vertu du paragraphe (2), les parties au contrat visé par l'avis ainsi que les personnes que précise le juge.

Duty to register as an apprentice

9. (1) Every person who commences work at a trade for which an apprentice training program is established but who does not hold a certificate of apprenticeship or qualification in that trade shall,

- (a) promptly apply in the prescribed form for apprenticeship in that trade; and
- (b) within three months after commencing work in that trade, file with the Director his or her contract of apprenticeship.

Same

(2) Every person who fails to comply with subsection (1) shall, upon the expiration of the period of three months mentioned in clause (1) (b), cease to work in that trade until the person files with the Director his or her contract of apprenticeship or until the Director authorizes in writing the continuation or resumption of such work.

Certified trades

10. (1) The Lieutenant Governor in Council may designate any trade as a certified trade for the purposes of this Act, and may provide for separate branches or classifications within the trade.

Persons who may work in a certified trade

(2) No person, other than an apprentice or a person of a class that is exempt from this section or a person referred to in subsection (4), shall work or be employed in a certified trade unless he or she holds a subsisting certificate of qualification in the certified trade.

Persons who may be employed in a certified trade

(3) No person shall employ any person, other than an apprentice or a person of a class that is exempt from this section or a person referred to in subsection (4), in a certified trade unless the person employed holds a subsisting certificate of qualification in the certified trade.

Qualification of those in the trade at time of designation

(4) When a trade is certified under subsection (1), a person who is working in the trade at the time that it is certified shall be allowed a period of two years, from the first day of the month following the month in which the trade is certified, to qualify for a certificate of qualification in the trade, if the person,

- (a) is the holder of a certificate of apprenticeship in the trade;
- (b) satisfies the Director that he or she has been continuously engaged as a journey person in the trade for a period of time in excess of the apprenticeship period for the trade; or
- (c) satisfies the Director that he or she is qualified to work in the trade and meets such other requirements as the Director may prescribe.

Strikes

11. An apprentice who lawfully strikes within the

Devoir de s'inscrire à titre d'apprenti

9. (1) La personne qui commence à exercer un métier pour lequel il existe un programme de formation des apprentis, sans être titulaire d'un certificat d'apprentissage ou de qualification professionnelle pour ce métier :

- a) demande promptement, selon la formule prescrite, de subir un apprentissage;
- b) dépose dans les trois mois son contrat d'apprentissage auprès du directeur.

Idem

(2) La personne qui ne respecte pas le paragraphe (1) doit, à l'expiration du délai de trois mois fixé à l'alinéa (1) b), cesser d'exercer son métier jusqu'à ce qu'elle ait déposé auprès du directeur son contrat d'apprentissage ou que le directeur l'ait autorisée par écrit à continuer ou à recommencer à l'exercer.

Métiers agréés

10. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner tout métier comme métier agréé pour l'application de la présente loi et en prévoir différents champs d'exercice ou différentes classifications.

Personnes pouvant exercer un métier agréé

(2) À l'exception d'un apprenti, d'une personne d'une catégorie soustraite à l'application du présent article ou d'une personne visée au paragraphe (4), nul ne doit exercer un métier agréé ou y être employé, à moins d'être titulaire d'un certificat de qualification professionnelle en vigueur pour le métier agréé.

Personnes pouvant être employées dans un métier agréé

(3) Nul ne doit employer dans un métier agréé une personne qui n'est pas titulaire d'un certificat de qualification professionnelle en vigueur pour le métier agréé, à l'exception d'un apprenti, d'une personne d'une catégorie soustraite à l'application du présent article ou d'une personne visée au paragraphe (4).

Personnes exerçant un métier lors de sa désignation

(4) Lors de la désignation d'un métier en vertu du paragraphe (1), la personne qui exerce alors ce métier jouit d'un délai de deux ans à compter du premier jour du mois suivant la désignation pour obtenir le certificat de qualification professionnelle pertinent si elle satisfait à l'une des conditions suivantes :

- a) elle est titulaire d'un certificat d'apprentissage pour ce métier;
- b) elle convainc le directeur qu'elle a été employée de façon ininterrompue à titre de compagnon dans le métier pendant une période plus longue que celle prévue pour l'apprentissage;
- c) elle convainc le directeur qu'elle est qualifiée pour exercer le métier et qu'elle satisfait aux autres exigences qu'il peut prescrire.

Grèves

11. L'apprenti en grève licite au sens de la *Loi de 1995*

meaning of the *Labour Relations Act, 1995* shall be deemed not to have broken his or her contract of apprenticeship.

Essentials of apprenticeship contracts

- 12.** (1) Every contract of apprenticeship shall be,
- (a) for a period of at least two years;
 - (b) in the prescribed form;
 - (c) signed,
 - (i) by the employer,
 - (ii) by the person to be apprenticed, and
 - (iii) if he or she is under 18 years of age, by a parent or the guardian of the person to be apprenticed, but, if neither parent nor the guardian is willing to sign or is capable of signing, a judge of the Superior Court of Justice may, upon the application of the person to be apprenticed and without the appointment of a litigation guardian, dispense with the signature of either parent or of the guardian upon proof to the satisfaction of the judge that the contract is in the interests of the person to be apprenticed; and
- (d) approved by the Director.

Ratio of apprentices to journeypersons

(2) The ratio of apprentices to journeypersons who may be employed by an employer in a trade shall be, for every trade, one apprentice to one journeyperson.

Registration of contracts

13. Every contract of apprenticeship shall, upon its approval by the Director, be promptly registered by the Director.

Minors

14. Every apprentice who is under 18 years of age shall perform and is entitled to the benefits of his or her contract of apprenticeship in accordance with its terms in the same manner and to the same extent as if he or she were of the full age of 18 years.

Termination of apprenticeship contracts

- 15.** (1) A contract of apprenticeship shall not be terminated before the completion of the apprenticeship period provided in the contract except by,
- (a) the death of either party;
 - (b) consent, express or implied, of the parties; or
 - (c) cancellation for cause of the contract.

Transfer

(2) Where, in the opinion of the Director, the terms of a contract of apprenticeship cannot be fulfilled to the advantage of either party, the Director may arrange for the transfer of the contract.

sur les relations de travail est réputé ne pas avoir rompu son contrat d'apprentissage.

Contenu obligatoire du contrat d'apprentissage

- 12.** (1) Le contrat d'apprentissage :
- a) a une durée minimale de deux ans;
 - b) est rédigé selon la formule prescrite;
 - c) est signé :
 - (i) par l'employeur,
 - (ii) par le candidat à l'apprentissage,
 - (iii) si le candidat à l'apprentissage est âgé de moins de 18 ans, par son père, sa mère ou son tuteur, mais si aucun de ceux-ci ne veut signer ou n'est capable de le faire, un juge de la Cour supérieure de justice peut, sur requête du candidat à l'apprentissage et sans nomination d'un tuteur à l'instance, permettre de passer outre à la signature si la preuve le convainc que le contrat est à l'avantage du candidat;
- d) est approuvé par le directeur.

Ratio apprenti-compagnon

(2) La proportion, pour un même métier, que peuvent représenter les apprentis par rapport aux compagnons qu'embauche un employeur est de un apprenti pour un compagnon.

Enregistrement des contrats

13. Lorsqu'il approuve un contrat d'apprentissage le directeur l'enregistre promptement.

Mineurs

14. L'apprenti âgé de moins de 18 ans exécute son contrat d'apprentissage et jouit des avantages qui en découlent conformément à ses conditions, selon les mêmes modalités et dans la même mesure qu'une personne de 18 ans.

Annulation des contrats d'apprentissage

- 15.** (1) Le contrat d'apprentissage n'est pas annulé avant la fin de la période d'apprentissage prévue sauf en cas de :
- a) décès d'une partie;
 - b) consentement explicite ou implicite des parties;
 - c) résiliation pour un motif suffisant.

Cession du contrat

(2) Le directeur peut prendre les mesures nécessaires en vue de céder le contrat d'apprentissage dont l'exécution ne peut, à son avis, avantager aucune partie.

Termination, etc., to be noted

(3) The termination, cancellation or transfer of a contract of apprenticeship shall be noted by the Director on the registered copy of the agreement.

Certificate of apprenticeship

16. Where an apprentice has completed an apprentice training program for a certified trade and has passed such final examinations as are prescribed by the Director to determine his or her competency and has complied with the provisions of this Act and the regulations, the Director shall issue to the apprentice a certificate of apprenticeship for the certified trade.

Certificate of qualification**To holder of certificate of apprenticeship**

17. (1) Where an applicant for a certificate of qualification for a certified trade is the holder of a certificate of apprenticeship in the trade issued under this Act or a predecessor of this Act, the Director shall, upon payment of the prescribed fee and without examination, issue to the applicant a certificate of qualification for the trade.

To non-holder of certificate of apprenticeship

(2) Where an applicant for a certificate of qualification for a certified trade who is not the holder of a certificate of apprenticeship in the trade has complied with the requirements of this Act and the regulations to entitle him or her to such certificate of qualification, the Director shall, upon payment of the prescribed fee, issue to the applicant a certificate of qualification for the trade.

To holder of equivalent Canadian document

(3) The Director shall, upon payment of the prescribed fee and without examination, issue a certificate of qualification for a certified trade to an applicant who is the holder of an equivalent document for the same trade issued in another province or territory of Canada, if,

- (a) the document issued in the other province or territory is an authorizing certificate, within the meaning of the *Ontario Labour Mobility Act, 2009*, for the trade; or
- (b) the other province or territory and the trade for which the document was issued in that province or territory are prescribed for the purpose of this clause.

Term of certificate

18. (1) Unless otherwise prescribed by regulation, a certificate of qualification expires two years after the date of its issue.

Renewal

(2) Subject to section 19, a certificate of qualification shall be renewed by the Director upon application and payment of the prescribed fee by the holder.

Mention à la copie enregistrée de l'entente

(3) Le directeur porte sur la copie enregistrée de l'entente une mention de l'annulation, de la résiliation ou de la cession du contrat d'apprentissage.

Certificat d'apprentissage

16. Le directeur délivre un certificat d'apprentissage dans le métier agréé à l'apprenti qui a terminé un programme de formation des apprentis dans un métier agréé, réussi les examens finals prescrits par le directeur pour évaluer sa compétence et satisfait aux exigences de la présente loi et des règlements.

Certificat de qualification professionnelle**Titulaire d'un certificat d'apprentissage**

17. (1) Lorsque l'auteur d'une demande de certificat de qualification professionnelle pour un métier agréé est déjà titulaire d'un certificat d'apprentissage pour le métier délivré aux termes de la présente loi ou d'une loi que celle-ci remplace, le directeur lui délivre le certificat de qualification professionnelle sur acquittement des droits prescrits mais sans examen.

Auteur de la demande non titulaire d'un certificat d'apprentissage

(2) Lorsque l'auteur d'une demande de certificat de qualification professionnelle pour un métier agréé n'est pas titulaire d'un certificat d'apprentissage, mais qu'il a néanmoins satisfait aux exigences de la présente loi et des règlements lui donnant droit au certificat de qualification professionnelle, le directeur lui délivre le certificat de qualification professionnelle pour le métier sur acquittement des droits prescrits.

Titulaire d'un document canadien équivalent

(3) Le directeur délivre, sur acquittement des droits prescrits et sans examen, un certificat de qualification professionnelle pour un métier agréé à l'auteur d'une demande qui est titulaire d'un document équivalent pour le métier délivré dans une autre province ou un territoire du Canada si, selon le cas :

- a) le document est un certificat d'autorisation, au sens de la *Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d'oeuvre*, pour le métier;
- b) l'autre province ou le territoire ainsi que le métier ou la profession pour lesquels le document y a été délivré sont prescrits pour l'application du présent alinéa.

Durée du certificat

18. (1) Sauf disposition contraire d'un règlement, le certificat de qualification professionnelle expire deux ans après sa délivrance.

Renouvellement

(2) Sous réserve de l'article 19, le directeur renouvelle le certificat de qualification professionnelle sur demande du titulaire et acquittement des droits prescrits.

Refusal to renew, suspension or revocation

19. Subject to section 21, the Director may refuse to renew or may suspend or revoke a certificate of qualification where,

- (a) the holder is convicted of an offence under this Act or the regulations; or
- (b) there are reasonable grounds for believing that the holder is without capacity or not competent to perform work in the certified trade to which the certificate relates with reasonable skill.

Suspension, etc., of trade school licence

20. Where under the regulations a licence is required for the operation of a trade school teaching any trade to which this Act applies and such a licence for a trade school has been issued, subject to section 21, the Director may refuse to renew or may suspend or revoke the licence where the school is not being operated,

- (a) in accordance with this Act or the regulations; or
- (b) so as to provide reasonable and adequate training for the students of the trade school.

Proposal to suspend, etc., licence

21. (1) Where the Director proposes to refuse to renew or to suspend or revoke a certificate of qualification or a licence under section 19 or 20, the Director shall serve notice of the proposal, together with written reasons, on the holder of the certificate or on the licensee.

Notice

(2) The notice shall inform the holder of the certificate or the licensee that the person is entitled to a hearing by a judge of the Superior Court of Justice if the person applies to a judge of the court within 15 days after the notice is served on the person, and the person may apply for such a hearing.

Powers of Director where no hearing

(3) Where a holder of a certificate or licensee does not apply to a judge for a hearing in accordance with subsection (2), the Director may carry out the proposal stated in the notice.

Powers of judge where hearing

(4) Where a holder of a certificate or licensee applies to a judge for a hearing in accordance with subsection (2), the judge shall appoint a time for and hold the hearing and, on the application of the Director at the hearing, may, by order, direct the Director to carry out the Director's proposal or refrain from carrying out the proposal and to take such action as the judge considers the Director ought to take in accordance with this Act and the regulations, and for such purposes the judge may substitute his or her opinion for that of the Director.

Continuation of certificate or licence pending renewal

(5) Where, within the time prescribed or, if no time is prescribed, before expiry of a certificate of qualification or licence, the holder of the certificate or the licensee has

Refus de renouveler, suspension ou révocation

19. Sous réserve de l'article 21, le directeur peut refuser de renouveler le certificat de qualification professionnelle, le suspendre ou le révoquer dans l'un des cas suivants :

- a) le titulaire est reconnu coupable d'une infraction prévue à la présente loi ou aux règlements;
- b) il existe des motifs raisonnables de croire que le titulaire n'a pas la capacité ou la compétence pour exercer le métier agréé avec une habileté raisonnable.

Suspension du permis d'une école de métiers

20. Lorsque les règlements exigent un permis pour le fonctionnement d'une école de métiers enseignant un métier visé par la présente loi et que le permis a effectivement été délivré, le directeur peut, sous réserve de l'article 21, refuser de le renouveler, le suspendre ou le révoquer si l'école :

- a) ou bien ne se conforme pas à la présente loi ou aux règlements;
- b) ou bien ne dispense pas à ses étudiants une formation satisfaisante.

Intention de suspendre un permis

21. (1) Le directeur signifie au titulaire d'un certificat ou d'un permis un avis écrit motivé de son intention de suspendre, de révoquer ou de refuser de renouveler le certificat de qualification professionnelle ou le permis en vertu de l'article 19 ou 20.

Avis

(2) L'avis informe le titulaire d'un certificat ou d'un permis de son droit à une audience devant un juge de la Cour supérieure de justice, sur requête présentée dans les 15 jours de la signification de l'avis.

Pouvoirs du directeur en l'absence d'audience

(3) Si le titulaire d'un certificat ou d'un permis ne présente pas de requête conformément au paragraphe (2), le directeur peut donner suite à l'intention exprimée dans l'avis.

Pouvoirs du juge à l'audience

(4) Le juge saisi d'une requête présentée par le titulaire d'un certificat ou d'un permis conformément au paragraphe (2) tient l'audience après en avoir fixé la date. Sur requête présentée à l'audience par le directeur, le juge peut rendre une ordonnance enjoignant à celui-ci de donner suite à son intention ou de s'abstenir de le faire et de prendre la mesure qu'il aurait dû prendre, selon le juge, conformément à la présente loi et aux règlements. Le juge peut, à ces fins, substituer son opinion à celle du directeur.

Maintien en vigueur du certificat ou du permis

(5) Si, dans les délais prescrits ou, en l'absence de délais, avant l'expiration du certificat de qualification professionnelle ou du permis, le titulaire du certificat ou du

applied for its renewal and paid the prescribed fee, the certificate or licence shall be deemed to continue,

- (a) until the renewal is granted; or
- (b) where the holder is served with notice that the Director proposes to refuse to grant the renewal, until the time for applying for a hearing by a judge has expired and, where a hearing is applied for, until the judge has made his or her decision.

Parties

(6) The Director, the holder of a certificate or the licensee who has applied for the hearing and such other persons as the judge may specify are parties to proceedings before a judge under this section.

Service of notice

22. (1) Service of a notice under section 8 or 21 may be made personally or by registered mail addressed to the person to be served at the person's last known address, and, where notice is served by registered mail, the notice shall be deemed to have been served on the third day after the day of mailing unless the person on whom notice is being served establishes to the judge to whom the person applies for a hearing that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control receive the notice until a later date.

Extension of deadline for appeal

(2) A judge to whom application is made for a hearing under section 8 or 21 may extend the deadline for making the application, either before or after expiration of the deadline, where he or she is satisfied that there are apparent grounds for granting relief to the applicant pursuant to a hearing and that there are reasonable grounds for applying for the extension and may give such directions as he or she considers proper relating to the extension.

Notice of hearing

(3) Notice of a hearing under section 8 or 21 shall afford the parties or the holder of a certificate or licence, as the case may be, a reasonable opportunity to show or to achieve compliance, before the hearing, with all lawful requirements for the continuation of the contract of apprenticeship or retention of the certificate of qualification or licence.

Examination of documentary evidence

(4) A party to a contract of apprenticeship or a holder of a certificate of qualification or licensee who is a party to proceedings under section 8 or 21 shall be afforded an opportunity to examine, before the hearing, any written or documentary evidence that will be produced or any report the contents of which will be given in evidence at the hearing.

Recording of evidence

(5) The oral evidence taken before the judge at a hearing shall be recorded and, if required, copies of a transcript of the oral evidence shall be furnished upon the same terms as in the Superior Court of Justice.

permis en demande le renouvellement et acquitte les droits prescrits, le certificat ou le permis est réputé maintenu en vigueur :

- a) soit jusqu'à son renouvellement;
- b) soit, en cas de signification d'un avis du directeur indiquant son intention de refuser le renouvellement, jusqu'à l'expiration du délai imparti pour présenter une requête en vue d'obtenir une audience devant un juge et, si une telle requête est présentée, jusqu'à la décision du juge.

Parties

(6) Sont parties à l'instance introduite devant le juge conformément au présent article le directeur, le titulaire d'un certificat ou d'un permis ainsi que les personnes que précise le juge.

Signification de l'avis

22. (1) L'avis prévu à l'article 8 ou 21 peut être signifié à personne ou par courrier recommandé envoyé à la dernière adresse connue du destinataire. En cas de signification par courrier recommandé, la signification est réputée effectuée le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire ne démontre au juge qu'il n'a reçu l'avis en toute bonne foi qu'à une date ultérieure en raison de son absence, d'un accident, d'une maladie ou d'un autre motif indépendant de sa volonté.

Prorogation du délai d'appel

(2) Le juge auquel est présentée une requête en vertu de l'article 8 ou 21 peut en proroger le délai de présentation, avant ou après l'expiration du délai fixé, lorsqu'il est convaincu qu'il y a des moyens apparemment fondés pour accorder le redressement demandé et qu'il y a des motifs raisonnables de présenter une requête en prorogation. Il peut subordonner la prorogation aux directives qu'il juge appropriées.

Avis d'audience

(3) L'avis d'audience prévu à l'article 8 ou 21 offre un délai suffisant avant l'audience aux parties ou au titulaire d'un certificat ou d'un permis, selon le cas, soit de démontrer qu'il se conforme à toutes les exigences légales de maintien en vigueur du contrat d'apprentissage ou de rétention du certificat de qualification professionnelle ou du permis, soit de s'y conformer effectivement.

Examen de la preuve documentaire

(4) Les parties au contrat d'apprentissage, le titulaire d'un certificat de qualification professionnelle ou le titulaire d'un permis qui est partie à l'instance introduite en vertu de l'article 8 ou 21 doivent avoir l'occasion d'examiner avant l'audience toute preuve documentaire ou tout témoignage écrit qui seront produits à l'audience ou tout rapport dont le contenu sera présenté en preuve.

Procès-verbal des témoignages

(5) Les témoignages oraux entendus par le juge lors de l'audience sont consignés et des copies de leur transcription en sont fournies sur demande aux mêmes conditions qu'en Cour supérieure de justice.

Findings of fact

(6) The findings of fact of a judge pursuant to a hearing shall be based exclusively on evidence admissible or matters that may be noticed under sections 15 and 16 of the *Statutory Powers Procedure Act*.

Appeal to court

23. (1) Any party to proceedings before a judge under this Act may appeal from the decision or order of the judge to the Divisional Court in accordance with the rules of court.

Minister entitled to be heard

(2) The Minister is entitled to be heard, by counsel or otherwise, upon the argument of an appeal under this section.

Powers of court on appeal

(3) The Divisional Court may affirm the decision of the judge appealed from or may rescind it and make such new decision as the court considers proper under this Act and the regulations, and may order the Director to do any act or thing he or she is authorized to do under this Act and as the court considers proper, and for such purpose the court may substitute its opinion for that of the Director or of the judge, or the court may refer the matter back to the judge for rehearing, in whole or in part, in accordance with such directions as the court considers proper.

Offences

24. (1) Every person who does any of the following is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000:

1. Contravenes any provision of this Act or the regulations.
2. Fails to carry out the terms of a contract of apprenticeship under this Act.
3. Enters into a contract or arrangement relating to the employment of an apprentice that is not in accordance with this Act.
4. Withholds any information with regard to the working or training conditions of apprentices or makes any misrepresentation with regard to such conditions.
5. Obstructs, hinders, prevents or otherwise interferes with the carrying out of this Act or the regulations or the terms of a contract of apprenticeship under this Act.
6. Uses, for the purpose of obtaining employment or business, a certificate of apprenticeship, a certificate of qualification or a certificate of proficiency issued to another person.

Collection of arrears of apprentice's wages

(2) In addition to any fine that may be imposed on an employer for failure to pay an apprentice the wages due

Conclusions de fait

(6) Lors d'une audience, le juge fonde ses conclusions de fait uniquement sur la preuve admissible ou sur ce dont il peut prendre connaissance en vertu des articles 15 et 16 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Appel à la Cour divisionnaire

23. (1) Toute partie à l'instance introduite devant un juge en vertu de la présente loi peut interjeter appel de la décision ou de l'ordonnance du juge devant la Cour divisionnaire conformément aux règles de pratique de cette cour.

Ministre entendu en appel

(2) Le ministre a le droit d'être entendu, notamment par l'intermédiaire d'un avocat, lors de l'audition d'un appel interjeté en vertu du présent article.

Pouvoirs de la Cour en appel

(3) La Cour divisionnaire peut confirmer la décision du juge faisant l'objet de l'appel ou l'annuler et rendre la décision qu'elle juge appropriée aux termes de la présente loi et des règlements. Elle peut ordonner au directeur de prendre toute mesure qu'il est autorisé à prendre en vertu de la présente loi et que la Cour juge appropriée. À cette fin, la Cour peut substituer son opinion à celle du directeur ou du juge ou renvoyer l'affaire au juge pour qu'il l'entende à nouveau, en totalité ou en partie, conformément aux directives que la Cour juge appropriées.

Infractions

24. (1) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 2 000 \$ quiconque accomplit l'un ou l'autre des actes suivants :

1. Contrevenir à la présente loi ou aux règlements.
2. Ne pas respecter les conditions du contrat d'apprentissage prévu à la présente loi.
3. Conclure un contrat ou une entente relativement à l'embauche d'un apprenti qui n'est pas conforme à la présente loi.
4. Refuser de fournir des renseignements sur les conditions de travail ou de formation des apprentis ou faire à cet égard une déclaration inexacte.
5. Faire entrave à l'application de la présente loi ou des règlements ou à l'exécution des conditions du contrat d'apprentissage prévu à la présente loi.
6. Utiliser, en vue d'obtenir un emploi ou de faire des affaires, le certificat d'apprentissage, le certificat de qualification professionnelle ou le certificat d'aptitude professionnelle délivré à une autre personne.

Recouvrement des arrérages de salaire des apprentis

(2) Outre l'amende qui peut être imposée à l'employeur qui ne paie pas à l'apprenti le salaire devant

an apprentice, the court may order the employer to pay to the Director in trust for the apprentice an amount equal to the arrears of wages to which the apprentice is entitled, and, when the order becomes final, a copy of it, certified as a true copy by the court that made it, may be filed by the Director with a local registrar of the Superior Court of Justice or, where the amount of arrears does not exceed the monetary limit of the Small Claims Court, with the clerk of that court, and, when filed and upon payment of the fees of the local registrar or clerk, such order becomes an order of the court in which it is filed and may be enforced as a judgment of the court against the employer for the amount mentioned in the order and the fees paid.

Certificate of Director as evidence

25. A statement as to the issuing or non-issuing of a certificate, approval or licence, or the renewal, revocation or suspension of a certificate or licence, or as to the registration or non-registration of a contract of apprenticeship purporting to be certified by the Director is, without proof of the appointment or signature of the Director, receivable in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the statement for all purposes in any action, proceeding or prosecution.

Regulations

26. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) defining any trade;
- (b) establishing an apprentice training program for any trade or group of trades;
- (c) exempting any trade or class of persons in a trade from any provision of this Act or the regulations;
- (d) providing a system of proficiency certificates for any trade not designated as a certified trade under section 10;
- (e) providing for approval by the Director of apprentice training programs established by employers;
- (f) providing for licences for trade schools teaching any trade to which this Act applies and respecting their issue and prescribing courses of study and methods of training in such trade schools and respecting their operation;
- (g) respecting the periods of apprenticeship, qualifications and training of apprentices in any trade;
- (h) approving or prescribing courses of training or study for apprentices, and fixing the credits to be allowed for such courses;
- (i) prescribing, in respect of any trade, rates of wages for applicants for apprenticeship or apprentices or any class of applicants or apprentices;

être versé à un apprenti, la Cour peut lui ordonner de payer au directeur, en fiducie pour le compte de l'apprenti, le montant des arrérages de salaire. Lorsque l'ordonnance devient définitive, le directeur peut en déposer une copie certifiée conforme par la Cour l'ayant rendue au greffier local de la Cour supérieure de justice ou, si les arrérages n'excèdent pas le montant de la compétence d'attribution de la Cour des petites créances, au greffier de cette cour. Sur dépôt de l'ordonnance et acquittement des droits requis au greffier local ou au greffier de la Cour, l'ordonnance devient une ordonnance de la Cour en ayant reçu le dépôt et peut être exécutée contre l'employeur comme un jugement de cette cour pour le montant précisé et les droits acquittés.

Attestation du directeur

25. Une attestation sur la délivrance ou la non-délivrance d'un certificat, d'une approbation ou d'un permis, ou sur le renouvellement, la révocation ou la suspension d'un certificat ou d'un permis ou sur l'enregistrement ou le non-enregistrement d'un contrat d'apprentissage, qui se présente comme étant certifiée par le directeur, est recevable comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, à tous égards dans toute action, instance ou poursuite en justice, sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination du directeur ou l'authenticité de sa signature.

Règlements

26. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) définir un métier;
- b) mettre sur pied un programme de formation des apprentis pour un métier ou groupe de métiers;
- c) soustraire un métier ou une catégorie de personnes exerçant un métier à l'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements;
- d) établir un système de certificats d'aptitude professionnelle pour les métiers qui ne sont pas désignés comme métiers agréés en vertu de l'article 10;
- e) prévoir l'approbation par le directeur des programmes de formation des apprentis que les employeurs mettent sur pied;
- f) prévoir la délivrance de permis aux écoles enseignant des métiers visés par la présente loi, en prescrire les programmes d'étude et les méthodes de formation, et en prévoir le fonctionnement;
- g) fixer la durée de l'apprentissage et prévoir les qualifications professionnelles et la formation des apprentis pour tout métier;
- h) approuver ou prescrire les programmes de formation ou d'étude des apprentis et fixer les crédits pouvant ainsi être obtenus;
- i) prescrire, pour tout métier, les taux de salaire versés aux candidats à l'apprentissage, aux apprentis ou à une de leurs catégories;

- (j) prescribing the maximum number of persons who may be apprenticed to an employer in a trade;
- (k) providing for Interprovincial Standards Examinations and standing under the examinations and for the recognition of certificates or standings granted under Interprovincial Standards Examinations in other provinces and the granting of certificates of qualification pursuant to the examinations;
- (l) providing for the granting of provisional certificates of qualification and the grounds and conditions applying to them;
- (m) respecting the renewal of certificates of qualification that have expired without being renewed and the conditions of renewal;
- (n) providing for the issue of certificates of qualification or licences to persons whose certificates or licences have been cancelled and the conditions upon which they may be issued;
- (o) respecting the making, registration or transfer of contracts of apprenticeship;
- (p) requiring and providing for the posting up in employers' premises of extracts from this Act or the regulations;
- (q) defining any expression used in this Act for the purposes of this Act;
- (r) providing for and prescribing fees;
- (s) prescribing forms and providing for their use;
- (t) prescribing additional trades in the construction industry to which this Act applies;
- (u) providing for any transitional matters the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the implementation of this Act or as a consequence of the repeal of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* and the enactment of this Act.

Same

(2) Despite subsection 1 (2) and any regulations made under clause (1) (t), the Lieutenant Governor in Council may make regulations providing that this Act does not apply to a trade.

Same

(3) The Lieutenant Governor in Council shall not make a regulation under subsection (2) in respect of a trade unless the regulation is recommended by the committee established in the trade under section 3 or by a committee established under that section for a group of trades that includes the trade.

Conflict with transitional regulations

(4) If there is a conflict between a regulation made under clause (1) (u) and any Act or regulation, the regulation under this section prevails.

- j) prescrire le nombre maximum d'apprentis qu'un employeur peut embaucher dans un métier;
- k) prévoir des examens interprovinciaux normalisés, en régir les résultats, prévoir la reconnaissance des certificats ou des résultats accordés dans les autres provinces à la suite de ces examens, et la délivrance de certificats de qualification professionnelle à cet égard;
- l) prévoir la délivrance de certificats de qualification professionnelle temporaires et en préciser les motifs de délivrance et les conditions;
- m) prévoir le renouvellement des certificats de qualification professionnelle ayant expiré sans être renouvelés, et en préciser les conditions de renouvellement;
- n) prévoir la délivrance de certificats de qualification professionnelle ou de permis aux titulaires de certificats ou de permis ayant été annulés, et en préciser les conditions de délivrance;
- o) prévoir la conclusion, l'enregistrement ou la cession des contrats d'apprentissage;
- p) exiger et prévoir l'affichage d'extraits de la présente loi ou des règlements dans les locaux des employeurs;
- q) définir des expressions utilisées dans la présente loi en vue d'en préciser l'application;
- r) prévoir les droits à acquitter et en prescrire le montant;
- s) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;
- t) prescrire des métiers supplémentaires de l'industrie de la construction auxquels s'applique la présente loi;
- u) prévoir toute question transitoire que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaire ou souhaitable relativement à la mise en application de la présente loi ou par suite de l'abrogation de la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* et de l'édiction de la présente loi.

Idem

(2) Malgré le paragraphe 1 (2) et les règlements pris en vertu de l'alinéa (1) t), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir que la présente loi ne s'applique pas à un métier.

Idem

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas prendre de règlement en vertu du paragraphe (2) à l'égard d'un métier, à moins qu'il ne soit recommandé par un comité créé pour le métier en vertu de l'article 3 ou par un comité créé en vertu de cet article pour un groupe de métiers qui comprend le métier.

Incompatibilité avec les règlements transitoires

(4) En cas d'incompatibilité, un règlement pris en vertu de l'alinéa (1) u) l'emporte sur toute loi ou tout règlement.

Regulations to amend Acts

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations that amend this Act or any other Act for the purpose of making the following changes:

1. Changing a reference in the Act from the *Apprenticeship and Certification Act, 1998* to the *Strengthening Our Skilled Trades Act, 2014*.
2. Changing a reference in the Act from the *Trades Qualification and Apprenticeship Act* to the *Building the Best Workforce Act, 2014*.
3. Changing a reference in the Act from the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* to the *Strengthening Our Skilled Trades Act, 2014* or the *Building the Best Workforce Act, 2014*, or both.

Regulations by Minister

27. The Minister may make regulations for the purpose of clause 17 (3) (b) prescribing one or more provinces or territories of Canada and, for each province or territory prescribed, prescribing one or more trades that are practised in that province or territory.

Commencement

28. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

29. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Building the Best Workforce Act, 2014*.

Rèlements pour modifier des lois

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre des règlements qui modifient la présente loi ou toute autre loi en vue d'apporter les modifications suivantes :

1. Remplacer dans la Loi l'expression *Loi de 1998 sur l'apprentissage et la reconnaissance professionnelle* par *Loi de 2014 sur le renforcement des métiers qualifiés*.
2. Remplacer dans la Loi l'expression *Loi sur la qualification professionnelle et l'apprentissage des gens de métier* par *Loi de 2014 sur la constitution de la meilleure main-d'oeuvre*.
3. Remplacer dans la Loi l'expression *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* par *Loi de 2014 sur le renforcement des métiers qualifiés* ou *Loi de 2014 sur la constitution de la meilleure main-d'oeuvre* ou les deux.

Rèlements du ministre

27. Pour l'application de l'alinéa 17 (3) b), le ministre peut, par règlement, prescrire des provinces et des territoires du Canada et, pour chaque province et territoire ainsi prescrit, prescrire des métiers ou des professions qui y sont exercés.

Entrée en vigueur

28. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

29. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur la constitution de la meilleure main-d'oeuvre*.

**SCHEDULE 7
ABOLISH THE ONTARIO
COLLEGE OF TRADES ACT, 2014**

Repeal

1. The *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* is repealed.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Abolish the Ontario College of Trades Act, 2014*.

**ANNEXE 7
LOI DE 2014 SUR L'ABOLITION
DE L'ORDRE DES MÉTIERS**

Abrogation

1. La *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* est abrogée.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur l'abolition de l'Ordre des métiers*.

SCHEDULE 8 MORE JOBS THROUGH FREE TRADE ACT, 2014

Preamble

The New West Partnership is an agreement that creates a barrier-free trade and investment market for British Columbia, Alberta and Saskatchewan.

The New West Partnership benefits businesses, investors and workers in cultivating prosperity, innovation and economic strength in Western Canada.

It is desirable for Ontarians to benefit from this economic partnership.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Negotiations to commence

1. (1) Within one year after the coming into force of this Act, the Government of Ontario must, in writing, communicate to the Governments of British Columbia, Alberta and Saskatchewan the desire of the Government of Ontario to join the New West Partnership and its intention to commence negotiations with those Governments as soon as possible.

New West Partnership

(2) In this section,

“New West Partnership” means the partnership agreement entered into by the Governments of British Columbia, Alberta and Saskatchewan on April 30, 2010, the four components of which are,

- (a) the New West Partnership Trade Agreement,
- (b) the New West Partnership International Cooperation Agreement,
- (c) the New West Partnership Innovation Agreement, and
- (d) the New West Partnership Procurement Agreement.

Commencement

2. The Act set out in this Schedule comes into force on the day the *Million Jobs Act, 2014* receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of the Act set out in this Schedule is the *More Jobs Through Free Trade Act, 2014*.

ANNEXE 8 LOI DE 2014 SUR LA HAUSSE DE L'EMPLOI GRÂCE AU LIBRE-ÉCHANGE

Préambule

Le nouveau partenariat de l'Ouest est un accord qui crée une zone de libre-échange et d'investissement pour la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan.

Ce partenariat profite aux entreprises, aux investisseurs et aux travailleurs en favorisant la prospérité, l'innovation et l'essor économique dans l'ouest du Canada.

Il est souhaitable que les Ontariens et les Ontariennes bénéficient de ce partenariat économique.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Début des négociations

1. (1) Dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi, le gouvernement de l'Ontario indique par écrit aux gouvernements de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan son désir de participer au nouveau partenariat de l'Ouest et son intention d'entamer des négociations avec ces gouvernements dès que possible.

Nouveau partenariat de l'Ouest

(2) La définition qui suit s'applique au présent article.

«nouveau partenariat de l'Ouest» L'accord de partenariat, appelé New West Partnership, qui a été conclu entre les gouvernements de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan le 30 avril 2010 et qui comporte les quatre volets suivants :

- a) le New West Partnership Trade Agreement;
- b) le New West Partnership International Cooperation Agreement;
- c) le New West Partnership Innovation Agreement;
- d) le New West Partnership Procurement Agreement.

Entrée en vigueur

2. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois* reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur la hausse de l'emploi grâce au libre-échange*.

**SCHEDULE 9
PRO-GROWTH APPROACH
TO IMMIGRATION ACT, 2014**

1. The *Ministry of Citizenship and Culture Act* is amended by adding the following section:

Immigration targets

12. (1) In this section,

“foreign national” has the same meaning as in the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada).

Annual report on targets

(2) By February 1 of the year after the year in which the *Million Jobs Act, 2014* receives Royal Assent and by every anniversary of that February 1, the Minister shall prepare a report that sets out target levels for the number of foreign nationals that Ontario intends to select in the year ending on December 31 after that February 1 under any program established under the authority of an agreement that Government of Ontario has entered into with the Government of Canada under subsection 8 (1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada), including the Provincial Nominee Program of Ontario and the Canadian Experience Class.

Publication of report

(3) The Minister shall publish the report on the Ministry's website.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Million Jobs Act, 2014* receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Pro-Growth Approach to Immigration Act, 2014*.

**ANNEXE 9
LOI DE 2014 VISANT À AXER L'IMMIGRATION
SUR LA CROISSANCE**

1. La *Loi sur le ministère des Affaires civiles et culturelles* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Objectifs en matière d'immigration

12. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«étranger» S'entend au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada).

Rapport annuel : objectifs

(2) Au plus tard le 1^{er} février de l'année qui suit celle où la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois* reçoit la sanction royale et au plus tard à chaque anniversaire de ce 1^{er} février, le ministre prépare un rapport énonçant les niveaux cibles quant au nombre d'étrangers que l'Ontario se propose de sélectionner au cours de l'année qui se termine le 31 décembre qui suit ce 1^{er} février dans le cadre de tout programme mis sur pied sous le régime d'un accord conclu entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada en vertu du paragraphe 8 (1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada), y compris dans le cadre du Programme des candidats de la province de l'Ontario et de la catégorie de l'expérience canadienne.

Publication du rapport

(3) Le ministre publie le rapport sur le site Web du ministère.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2014 sur la création d'un million d'emplois* reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 visant à axer l'immigration sur la croissance*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 159

Projet de loi 159

**An Act to amend
the Employment Standards Act, 2000
with respect to
temporary help agencies**

**Loi modifiant la
Loi de 2000 sur les normes d'emploi
en ce qui concerne
les agences de placement temporaire**

Mr. H. Takhar

M. H. Takhar

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading February 18, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 18 février 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Employment Standards Act, 2000* to establish a licensing regime for temporary help agencies and to require them to pay their employees at least 80 per cent of the amount the agency charges its clients for the employees' services. It also requires employers to ensure that no more than 25 per cent of the hours worked by their employees are performed by assignment employees.

Temporary help agencies are prohibited from operating without a licence. The procedure for applying for a licence from the Director is set out. The Director also has the power to suspend and revoke licences.

Temporary help agencies must pay their employees at least 80 per cent of the fee they charge to their clients for the employees' services. Temporary help agencies have to submit a semi-annual report to the Minister that declares they are in compliance with this requirement.

Employers must ensure that no more than 25 per cent of the total number of hours that are worked by their employees are performed by assignment employees. There are exemptions from this requirement for employers with fewer than 10 employees and employers that have experienced a temporary increase in business volume. Employers can also apply to the Director for exemption from this requirement.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* pour établir un régime de délivrance de permis pour les agences de placement temporaire et exiger que celles-ci versent à leurs employés au moins 80 % de la somme qu'elles demandent à leurs clients pour les services de ces employés. Les employeurs sont également tenus de faire en sorte qu'au plus 25 % de heures de travail de leurs employés soient effectuées par des employés ponctuels.

Il est interdit aux agences de placement temporaire d'exercer leurs activités sans permis. Le projet de loi énonce la marche à suivre pour présenter une demande de permis au directeur. Celui-ci est également habilité à suspendre et à révoquer les permis.

Les agences de placement temporaire doivent verser à leurs employés au moins 80 % du tarif qu'elles demandent à leurs clients pour les services de ces employés. Elles doivent présenter au ministre un rapport semestriel contenant une déclaration selon laquelle elles se conforment à cette exigence.

Les employeurs doivent faire en sorte qu'au plus 25 % du nombre total des heures de travail de leurs employés soient effectuées par des employés ponctuels. Des dispenses de cette exigence sont prévues pour les employeurs qui ont moins de 10 employés et ceux qui ont enregistré une augmentation temporaire de leur volume d'affaires. Les employeurs peuvent également demander une dispense de cette exigence au directeur.

**An Act to amend
the Employment Standards Act, 2000
with respect to
temporary help agencies**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 74.1 (1) of the *Employment Standards Act, 2000* is amended by adding the following definition:

“licence” means a licence issued or renewed under this Part; (“permis”)

2. The Act is amended by adding the following sections before the heading “Obligations and Prohibitions”:

LICENSING

Licence required

74.4.1 No person shall carry on the business of a temporary help agency unless the person has a licence.

Application for licence

74.4.2 (1) A person may submit an application to the Director for a licence.

Application documents

(2) The applicant shall submit an application to the Director in the manner required by the Director and shall give the Director any information and documents he or she requires and pay the prescribed fee.

Withdrawal of application

(3) The applicant may withdraw the application at any time before the licence is issued.

No reimbursement

(4) If the applicant withdraws the application, the applicant shall not be reimbursed for payment of the prescribed fee.

Issuance of licence

(5) The Director shall issue a licence to an applicant who agrees to abide by this Act and who satisfies the prescribed requirements, if any, for the licence unless the Director believes, on reasonable grounds, that the applicant is not suitable to be licensed, having regard to any prescribed circumstances and any other matters that the Director considers appropriate.

**Loi modifiant la
Loi de 2000 sur les normes d'emploi
en ce qui concerne
les agences de placement temporaire**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 74.1 (1) de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«permis» Permis délivré ou renouvelé sous le régime de la présente partie. («licence»)

2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants avant l'intertitre «Obligations et interdictions» :

PERMIS

Permis obligatoire

74.4.1 Nul ne doit exploiter une entreprise qui est une agence de placement temporaire à moins d'être titulaire d'un permis.

Demande de permis

74.4.2 (1) Toute personne peut présenter une demande de permis au directeur.

Documents relatifs à la demande

(2) Le demandeur présente sa demande au directeur de la manière exigée par celui-ci en lui remettant les renseignements et les documents qu'il exige et en acquittant les droits prescrits.

Retrait de la demande

(3) Le demandeur peut retirer sa demande avant la délivrance du permis.

Aucun remboursement

(4) Le demandeur qui retire sa demande n'est pas remboursé des droits prescrits qu'il a acquittés.

Délivrance du permis

(5) Le directeur délivre un permis au demandeur qui convient de respecter la présente loi et qui satisfait aux exigences prescrites à l'égard du permis, à moins qu'il n'ait des motifs raisonnables de croire que celui-ci n'est pas apte à en être titulaire compte tenu des circonstances prescrites et des autres questions qu'il estime appropriées.

Conditions

(6) The Director may impose conditions on a licence when it is issued.

Term of issued licence

(7) A licence expires one year after the day it is issued.

Application to renew licence

74.4.3 (1) A person who has a licence may apply to the Director to renew the licence.

Application documents

(2) The applicant shall submit the application for renewal to the Director in the manner required by the Director and shall give the Director any information and documents he or she requires and pay the prescribed fee.

Deadline

(3) The application for renewal must be made within the prescribed period or, if no period is prescribed, before the expiry date of the licence.

Effect of application

(4) If the application for renewal is submitted to the Director by the deadline described in subsection (3), the applicant's current licence continues in effect after the expiry date until the Director notifies the applicant that the Director has renewed or refused to renew the licence.

Withdrawal of application

(5) The applicant may withdraw the application for renewal at any time before the licence is renewed.

No reimbursement

(6) If the applicant withdraws the application for renewal, the applicant shall not be reimbursed for payment of the prescribed fee.

Report

(7) If the applicant is applying to renew a licence that has not previously been renewed, the applicant shall submit the following information with the application for renewal:

1. The number of hours worked by each assignment employee for each client of the applicant's temporary help agency for each work week in the previous six-month period.
2. A declaration that certifies the applicant's temporary help agency is in compliance with this Act and that is signed by the applicant or, if the applicant is a corporation, a director or officer of the applicant.

Renewal

(8) The Director shall renew the licence of an applicant who agrees to abide by this Act and who satisfies the prescribed requirements, if any, for the licence unless the Director believes, on reasonable grounds, that the applicant is not suitable to be licensed, having regard to any

Conditions

(6) Le directeur peut assortir le permis de conditions lorsque celui-ci est délivré.

Durée du permis délivré

(7) Le permis expire un an après le jour de sa délivrance.

Demande de renouvellement du permis

74.4.3 (1) La personne qui est titulaire d'un permis peut en demander le renouvellement au directeur.

Documents appuyant la demande

(2) Le demandeur présente sa demande de renouvellement au directeur de la manière exigée par celui-ci en lui remettant les renseignements et les documents qu'il exige et en acquittant les droits prescrits.

Date limite

(3) La demande de renouvellement doit être présentée dans le délai prescrit ou, en l'absence de délai prescrit, avant la date d'expiration du permis.

Effet de la demande

(4) Si la demande de renouvellement est présentée au directeur au plus tard à la date limite visée au paragraphe (3), le permis actuel du demandeur demeure en vigueur après sa date d'expiration jusqu'à ce que le directeur avise le demandeur qu'il a renouvelé ou refusé de renouveler le permis.

Retrait de la demande

(5) Le demandeur peut retirer sa demande de renouvellement avant le renouvellement du permis.

Aucun remboursement

(6) Le demandeur qui retire sa demande de renouvellement n'est pas remboursé des droits prescrits qu'il a acquittés.

Rapport

(7) S'il demande le renouvellement d'un permis qui n'a pas déjà été renouvelé, le demandeur fournit les renseignements suivants avec sa demande de renouvellement :

1. Le nombre d'heures de travail que chaque employé ponctuel a effectuées pour chaque client de l'agence de placement temporaire du demandeur pendant chaque semaine de travail au cours du semestre précédent.
2. Une déclaration qui certifie que l'agence de placement temporaire du demandeur se conforme à la présente loi et qui est signée par le demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, par un de ses administrateurs ou dirigeants.

Renouvellement

(8) Le directeur renouvelle le permis du demandeur qui convient de respecter la présente loi et qui satisfait aux exigences prescrites à l'égard du permis, à moins qu'il n'ait des motifs raisonnables de croire que celui-ci n'est pas apte à être titulaire d'un permis compte tenu des cir-

prescribed circumstances and any other matters that the Director considers appropriate.

Conditions

(9) The Director may impose conditions on a licence when it is renewed.

Term of renewed licence

(10) A licence expires three years after the day it is renewed.

Suspension or revocation by Director

74.4.4 (1) The Director may, by order, suspend or revoke a licence,

- (a) if the licensee ceases to satisfy the prescribed requirements for the licence;
- (b) if the licensee does not carry on the business of a temporary help agency for a period of at least 90 days;
- (c) if the Director believes, on reasonable grounds, that the licensee is no longer suitable to be licensed, having regard to the circumstances, if any, prescribed for the purposes of subsection 74.4.2 (5) or 74.4.3 (8) and any other matters the Director considers appropriate;
- (d) if the licensee contravenes or fails to comply with a requirement or prohibition under this Act;
- (e) if the licensee contravenes or fails to comply with a condition imposed on his or her licence; or
- (f) in any other prescribed circumstances.

Effect of suspension

(2) During a suspension, the licensee shall not carry on the business of a temporary help agency.

Revocation

(3) The Director may revoke a suspension order at any time.

Licence not transferable

74.4.5 A licence is not transferable.

3. The Act is amended by adding the following sections before the heading “Reprisal by Client”:

Wage to be 80 per cent of fee charged

74.11.2 A temporary help agency shall pay an assignment employee who is assigned to perform work for a client a wage that is at least 80 per cent of the amount that the temporary help agency charges the client for the assignment of the assignment employee, as determined under the regulations.

Semi-annual report from temporary help agency

74.11.3 (1) A temporary help agency shall give the Minister a report,

- (a) every year on or before September 1, with respect to the first six months of the year; and

constances prescrites et des autres questions qu’il estime appropriées.

Conditions

(9) Le directeur peut assortir le permis de conditions lorsque celui-ci est renouvelé.

Durée du permis renouvelé

(10) Le permis expire trois ans après le jour de son renouvellement.

Suspension ou révocation par le directeur

74.4.4 (1) Le directeur peut, par ordonnance, suspendre ou révoquer un permis dans l’une ou l’autre des circonstances suivantes :

- a) le titulaire du permis ne satisfait plus aux exigences prescrites à l’égard du permis;
- b) le titulaire du permis n’exploite pas une entreprise qui est une agence de placement temporaire pendant une période d’au moins 90 jours;
- c) le directeur a des motifs raisonnables de croire que le titulaire du permis n’est plus apte à l’être compte tenu des circonstances éventuelles prescrites pour l’application du paragraphe 74.4.2 (5) ou 74.4.3 (8) et des autres questions qu’il estime appropriées;
- d) le titulaire du permis contrevient à une exigence ou une interdiction prévue par la présente loi ou ne l’observe pas;
- e) le titulaire du permis contrevient à une condition dont est assorti son permis ou ne l’observe pas;
- f) toute autre circonstance prescrite.

Effet de la suspension

(2) Pendant la suspension, le titulaire du permis ne doit pas exploiter une entreprise qui est une agence de placement temporaire.

Révocation

(3) Le directeur peut révoquer une ordonnance de suspension.

Inaccessibilité du permis

74.4.5 Le permis est inaccessible.

3. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants avant l’intertitre «Représailles du client» :

Salaire devant correspondre à 80 % du tarif demandé

74.11.2 L’agence de placement temporaire doit verser à l’employé ponctuel qui est affecté à l’exécution d’un travail pour un client un salaire correspondant à au moins 80 % de la somme qu’elle demande au client pour cette affectation, laquelle est établie en application des règlements.

Rapport semestriel de l’agence de placement temporaire

74.11.3 (1) L’agence de placement temporaire remet au ministre un rapport :

- a) au plus tard le 1^{er} septembre de chaque année, à l’égard du premier semestre de l’année;

- (b) every year on or before March 1, with respect to the last six months of the previous year.

Form and content

(2) The report must be in the form authorized by the Minister and shall include the following information:

1. The number of hours worked by each assignment employee for each client of the applicant's temporary help agency for each work week in the six-month period.
2. A declaration that certifies the applicant's temporary help agency is in compliance with this Act and that is signed by the applicant or, if the applicant is a corporation, a director or officer of the applicant.
3. Any other prescribed information.

False information

(3) A temporary help agency shall not knowingly furnish false information in a report to the Minister.

EMPLOYER PROHIBITION

No more than 25 per cent of staff to be assignment employees

74.11.4 (1) Every employer shall ensure that the total number of hours worked by assignment employees in a work week does not exceed 25 per cent of the total number of hours worked by all employees, including assignment employees, in that work week.

Exemption, fewer than 10 employees

(2) Subsection (1) does not apply to an employer with fewer than 10 employees.

Exemption, temporary increase in business

(3) Subsection (1) does not apply to an employer who experiences a temporary increase in business volume, as defined in the regulations.

Exemption, application to Director

(4) An employer may apply to the Director for an exemption from compliance with subsection (1).

Required information

(5) An application for an exemption shall be in a form approved by the Director and shall be filed together with any information, materials and evidence the Director considers necessary.

Power to exempt

(6) After receiving an application for an exemption, the Director may exempt the applicant from compliance with subsection (1).

4. Section 141 of the Act is amended by adding the following subsection:

Regulations re Part XVIII.1

(2.5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- b) au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, à l'égard du deuxième semestre de l'année précédente.

Forme et contenu

(2) Le rapport doit être présenté sous la forme autorisée par le ministre et comprend les renseignements suivants :

1. Le nombre d'heures de travail que chaque employé ponctuel a effectuées pour chaque client de l'agence de placement temporaire du demandeur pendant chaque semaine de travail au cours du semestre.
2. Une déclaration qui certifie que l'agence de placement temporaire du demandeur se conforme à la présente loi et qui est signée par le demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, par un de ses administrateurs ou dirigeants.
3. Tout autre renseignement prescrit.

Faux renseignements

(3) L'agence de placement temporaire ne doit pas fournir sciemment de faux renseignements dans un rapport qu'elle remet au ministre.

INTERDICTION VISANT L'EMPLOYEUR

Maximum de 25 % d'employés ponctuels

74.11.4 (1) L'employeur veille à ce que le nombre total d'heures de travail effectuées par des employés ponctuels pendant une semaine de travail ne dépasse pas 25 % du nombre total d'heures de travail effectuées par tous les employés, y compris les employés ponctuels, pendant cette semaine-là.

Dispense : moins de 10 employés

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'employeur qui a moins de 10 employés.

Dispense : augmentation temporaire du volume d'affaires

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'employeur qui enregistre une augmentation temporaire de son volume d'affaires, au sens des règlements.

Dispense : demande au directeur

(4) L'employeur peut demander au directeur de le dispenser de se conformer au paragraphe (1).

Renseignements obligatoires

(5) La demande de dispense est rédigée sous la forme approuvée par le directeur et est déposée avec les renseignements, les documents et les preuves qu'il juge nécessaires.

Pouvoir d'accorder la dispense

(6) Après avoir reçu la demande de dispense, le directeur peut dispenser le demandeur de se conformer au paragraphe (1).

4. L'article 141 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Règlements relatifs à la partie XVIII.1

(2.5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- (a) governing the issuance, renewal, suspension and revocation of licences issued under Part XVIII.1;
- (b) governing the manner of calculating the wage that a temporary help agency must pay an assignment employee for the purposes of section 74.11.2;
- (c) governing the calculation of the percentage of hours worked by assignment employees for the purposes of subsection 74.11.4 (1);
- (d) defining “temporary increase in business volume” for the purposes of subsection 74.11.4 (3).

Commencement

5. This Act comes into force six months after the day it receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the *Employment Standards Amendment Act (Temporary Help Agencies), 2014*.

- a) régir la délivrance, le renouvellement, la suspension et la révocation des permis délivrés sous le régime de la partie XVIII.1;
- b) régir le mode de calcul du salaire qu’une agence de placement temporaire doit verser à un employé ponctuel pour l’application de l’article 74.11.2;
- c) régir le calcul du pourcentage d’heures de travail effectuées par des employés ponctuels pour l’application du paragraphe 74.11.4 (1);
- d) définir «augmentation temporaire du volume d’affaires» pour l’application du paragraphe 74.11.4 (3).

Entrée en vigueur

5. La présente loi entre en vigueur six mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 modifiant la Loi sur les normes d’emploi (agences de placement temporaire)*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 160

Projet de loi 160

**An Act to amend
the Financial Accountability
Officer Act, 2013 with respect to
reports concerning alternative
service delivery of public services**

**Loi modifiant la Loi de 2013
sur le directeur de la responsabilité
financière en ce qui concerne
les rapports portant sur
la mise en place d'autres modes
de prestation des services publics**

Mr. D. Holyday

M. D. Holyday

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading February 19, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 19 février 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Financial Accountability Officer Act, 2013*, to require the Financial Accountability Officer to report to the Assembly regarding areas of public service delivery in which alternative service delivery may result in the same quality or a better quality of service at a lower cost. Certain public sector service areas shall not be reported on. In making the report, the Officer is required to consult with the private sector to assess the potential cost savings and potential service disruptions resulting from alternative service delivery. Alternative service delivery is defined as the delivery of public services by persons or entities other than the Government or a public sector organization.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière* pour exiger que le directeur de la responsabilité financière présente des rapports à l'Assemblée sur les secteurs de prestation de services publics où la mise en place d'autres modes de prestation de services pourrait donner lieu à des services de qualité égale ou supérieure à un coût moindre. Certains secteurs de services publics ne doivent pas faire l'objet de rapports. Lorsqu'il prépare les rapports, le directeur est tenu de consulter le secteur privé pour évaluer les économies et les interruptions de services qui pourraient découler de la mise en place d'autres modes de prestation de services. Un autre mode de prestation de services est défini comme la prestation de services publics par des personnes ou des entités autres que le gouvernement ou une organisation du secteur public.

**An Act to amend
the Financial Accountability
Officer Act, 2013 with respect to
reports concerning alternative
service delivery of public services**

**Loi modifiant la Loi de 2013
sur le directeur de la responsabilité
financière en ce qui concerne
les rapports portant sur
la mise en place d'autres modes
de prestation des services publics**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 10 (1) of the *Financial Accountability Officer Act, 2013* is amended by adding the following clause:

- (c) provide an independent report to the Assembly each year identifying areas of public sector service delivery in which alternative service delivery may result in the same quality or a better quality of service at a lower cost.

(2) Section 10 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exceptions, public sector service delivery areas

(1.1) The Financial Accountability Officer shall not, in connection with its mandate under clause (1) (c), report on the following areas of public sector service delivery:

1. Police services delivered by the Ontario Provincial Police or a municipal police force.
2. Services delivered by a member of a College of a health profession set out in Schedule 1 to the *Regulated Health Professions Act, 1991* within the scope of practice of his or her profession.
3. Instructional services delivered by a member of the Ontario College of Teachers in a school within the meaning of the *Education Act*.
4. Any other services prescribed by the regulations.

Same

(1.2) The Lieutenant Governor in Council may make a regulation prescribing services for the purposes of paragraph 4 of subsection (1.1).

(3) Section 10 of the Act is amended by adding the following subsections:

Report re alternative service delivery

- (4) Reports required under clause (1) (c) shall be in-

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 10 (1) de la *Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière* est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- c) de fournir chaque année à l'Assemblée un rapport indépendant sur les secteurs de services publics où la mise en place d'autres modes de prestation de services peut donner lieu à des services de qualité égale ou supérieure à un coût moindre.

(2) L'article 10 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exceptions, secteurs de services publics

(1.1) Le directeur de la responsabilité financière, en rapport avec son mandat prévu à l'alinéa (1) c), ne doit pas présenter de rapport sur les secteurs de services publics suivants :

1. Les services policiers dispensés par la Police provinciale de l'Ontario ou un corps de police municipal.
2. Les services dispensés, dans l'exercice de sa profession, par un membre d'un ordre d'une profession de la santé qui figure à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.
3. Les services d'enseignement dispensés par un membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario dans une école au sens de la *Loi sur l'éducation*.
4. Tout autre service prescrit par les règlements.

Idem

(1.2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des services pour l'application de la disposition 4 du paragraphe (1.1).

(3) L'article 10 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Rapport : autres modes de prestation de services

- (4) Le rapport visé à l'alinéa (1) c) est inclus dans le

cluded with the Financial Accountability Officer's annual report required under section 14.

Same

(5) In making a report under clause (1) (c), the Financial Accountability Officer shall assess potential cost savings and potential service disruptions resulting from alternative service delivery.

Consultation with private sector

(6) The Financial Accountability Officer shall make the assessments described in subsection (5) in consultation with the private sector.

Definition

(7) In this section, "alternative service delivery" is the delivery of public services by persons or entities other than the Government or a public sector organization, as those terms are defined in section 1 of the *Ministry of Government Services Act*.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Financial Accountability Act, 2014*.

rapport annuel du directeur de la responsabilité financière exigé par l'article 14.

Idem

(5) Lorsqu'il prépare un rapport en application de l'alinéa (1) c), le directeur de la responsabilité financière évalue les économies et les interruptions de services qui pourraient découler de la mise en place d'autres modes de prestation de services.

Consultation avec le secteur privé

(6) Le directeur de la responsabilité financière effectue les évaluations prévues au paragraphe (5) en consultation avec le secteur privé.

Définition

(7) La définition qui suit s'applique au présent article.
«autre mode de prestation de services» Prestation de services publics par des personnes ou des entités autres que le gouvernement ou une organisation du secteur public, au sens que donne à ces termes la *Loi sur le ministère des Services gouvernementaux*.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur la responsabilité financière*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 161

**An Act with respect to
immigration to Ontario and
a related amendment to
the Regulated Health
Professions Act, 1991**

The Hon. M. Coteau
Minister of Citizenship and Immigration

Government Bill

1st Reading February 19, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 161

**Loi portant sur l'immigration
en Ontario et apportant
une modification connexe à la
Loi de 1991 sur les professions
de la santé réglementées**

L'honorable M. Coteau
Ministre des Affaires civiles et de l'Immigration

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 19 février 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

NOTE EXPLICATIVE

The Bill enacts a new Act with respect to immigration to Ontario.

Part I

Part I deals with definitions and preliminary matters.

Part II

The Lieutenant Governor in Council may make regulations establishing an employer registry or a recruiter registry. The employer registry identifies employers who are eligible to make an offer of employment to a foreign national who is selected under a selection program as defined in the Act or who is identified in another program prescribed by the regulations made under the Act. The recruiter registry lists individuals who provide or offer to provide certain services in connection with a selection program.

Part III

The Minister responsible for immigration may make orders establishing programs to promote the settlement and integration in Ontario of immigrants or other individuals specified in the orders. The programs may provide for the making of payments.

Part IV

Part IV allows for selection programs to be established and governs those programs. Selection programs set out a process for selecting foreign nationals for admission to Canada as either permanent residents or temporary residents. If a selection program does not deal with temporary foreign workers, it is established by a regulation made by the Minister responsible for immigration if the Government of Ontario has entered into an agreement with the Government of Canada under the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada) that authorizes the Government of Ontario to establish the program. If a selection program deals with temporary foreign workers, it is established by a regulation made by the Minister responsible for the Temporary Foreign Worker Agreement, an agreement made between the Government of Ontario and the Government of Canada dated August 1, 2008 pursuant to the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada).

A person or body may apply for approval under a selection program to the director appointed by the responsible Minister. Regulations made under the Act can specify how the director has to deal with an application and what criteria an applicant must meet to be eligible for approval. The director has discretion to refuse to grant an application even if the applicant meets the criteria prescribed by regulations. Also, if the applicant does not meet the prescribed criteria and the Minister is of the opinion that it is in the public interest to do so, the director can waive the prescribed criteria and grant the application. The director can also attach conditions to an approval or, in certain circumstances, can cancel an approval or ban a person or body from making an application for approval for a period of up to two years. A person or body affected by a decision may, in most cases, request an internal review.

Part V

The Minister may appoint inspectors to make inspections without a warrant and investigators to make investigations with a warrant.

The director can, by order, impose an administrative penalty against a person or body if the director is satisfied that the person or body has contravened or is contravening a provision of the Act or the regulations that is prescribed by the regulations. The amount of the administrative penalty is calculated on the

Le projet de loi édicte une nouvelle loi portant sur l'immigration en Ontario.

Partie I

La partie I porte sur les définitions et les questions préliminaires.

Partie II

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un registre des employeurs ou un registre des recruteurs. Le registre des employeurs recense les employeurs qui ont le droit de présenter une offre d'emploi à un étranger choisi dans le cadre d'un programme de sélection au sens de la Loi ou désigné dans un autre programme prescrit par les règlements pris en vertu de la Loi. Le registre des recruteurs recense les particuliers qui fournissent ou offrent de fournir certains services relativement à un programme de sélection.

Partie III

Le ministre responsable de l'immigration peut, par arrêté, établir des programmes pour favoriser l'établissement et l'intégration en Ontario d'immigrants ou d'autres particuliers désignés dans les arrêtés. Les programmes peuvent prévoir le versement de paiements.

Partie IV

La partie IV autorise l'établissement de programmes de sélection et les régit. Ces programmes prévoient une procédure de sélection des étrangers en vue de leur admission au Canada soit à titre de résidents permanents, soit à titre de résidents temporaires. Le programme de sélection qui ne vise pas les travailleurs étrangers temporaires est établi par un règlement pris par le ministre responsable de l'immigration si le gouvernement de l'Ontario a conclu, avec le gouvernement du Canada, un accord prévu par la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada) qui autorise le gouvernement de l'Ontario à établir le programme. Le programme de sélection qui vise les travailleurs étrangers temporaires est établi par un règlement pris par le ministre responsable de l'Accord sur les travailleurs étrangers temporaires, accord conclu entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada, daté du 1^{er} août 2008, conformément à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada).

Toute personne ou tout organisme peut présenter une demande d'agrément au titre d'un programme de sélection au directeur nommé par le ministre responsable. Les règlements pris en vertu de la Loi peuvent préciser de quelle façon le directeur doit traiter une demande et quels sont les critères auxquels le demandeur doit répondre pour avoir droit à l'agrément. Le directeur a le pouvoir discrétionnaire de refuser une demande même si le demandeur répond aux critères prescrits par règlement. De plus, le directeur peut ne pas appliquer les critères prescrits et peut accueillir la demande si le demandeur ne répond pas à ces critères et que le ministre est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de le faire. Le directeur peut également assortir un agrément de conditions ou, dans certaines circonstances, annuler un agrément ou interdire à une personne ou à un organisme de présenter une demande d'agrément pour une période maximale de deux ans. Dans la plupart des cas, la personne ou l'organisme visé par une décision peut présenter une requête en révision interne.

Partie V

Le ministre peut nommer des inspecteurs pour effectuer des inspections sans mandat et des enquêteurs pour effectuer des enquêtes avec un mandat.

Le directeur peut, par ordonnance, imposer une pénalité administrative à une personne ou à un organisme s'il est convaincu que la personne ou l'organisme a contrevenu ou contrevient à une disposition de la Loi ou des règlements qui est prescrite par règlement. Le montant de cette pénalité est calculé en fonction

basis of the criteria prescribed by the regulations made by the Minister, not to exceed \$150,000 for each contravention on which the order for the penalty is based. A person or body against whom an order for an administrative penalty is imposed can request an internal review.

It is also an offence to contravene certain specified provisions of the Act or any requirement or prohibition in the regulations.

Part VI

Part VI deals with internal reviews. The Minister is required to appoint, as the individual to conduct a review, an employee in the Ministry, other than the individual who made the decision or issued the order that is the subject of the review.

The Minister can make orders governing and requiring the payment of fees under the Act. The orders are not regulations.

The Part also provides regulation-making powers for the Minister and the Lieutenant Governor in Council.

Part VII

Part VII amends the *Regulated Health Professions Act, 1991* to allow for the making of regulations to require that a college of a health profession make registration decisions within a reasonable time. The Registrar of a college is required to establish a process for dealing with a request that an applicant for registration makes for access to information and documents. As part of the process, the Registrar may require the applicant to pay a fee that does not exceed the amount of reasonable cost recovery.

des critères prescrits par règlement ministériel et ne doit pas dépasser 150 000 \$ pour chaque contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance. La personne ou l'organisme visé par une telle ordonnance peut présenter une requête en révision interne.

La contravention aux dispositions précisées de la Loi ou à toute exigence ou interdiction prévue dans les règlements constitue également une infraction.

Partie VI

La partie VI porte sur les révisions internes. Pour mener une révision, le ministre est tenu de nommer un particulier qui est un employé dans le ministère, à l'exclusion du particulier qui a pris la décision ou l'ordonnance qui fait l'objet de la révision.

Le ministre peut, par arrêté, régir et exiger le paiement des droits prévus par la Loi. Les arrêtés ne constituent pas des règlements.

Cette partie attribue également des pouvoirs réglementaires au ministre et au lieutenant-gouverneur en conseil.

Partie VII

La partie VII modifie la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* pour autoriser la prise de règlements exigeant que l'ordre d'une profession de la santé prenne des décisions concernant l'inscription dans un délai raisonnable. Le registrateur d'un ordre est tenu d'établir un processus pour le traitement des demandes d'accès à l'information et aux documents présentées par les auteurs de demandes d'inscription. Dans le cadre du processus, le registrateur peut exiger de l'auteur de la demande qu'il verse des droits dont le montant ne doit pas être supérieur au montant du recouvrement des coûts raisonnables.

**An Act with respect to
immigration to Ontario and
a related amendment to
the Regulated Health
Professions Act, 1991**

**Loi portant sur l'immigration
en Ontario et apportant
une modification connexe à la
Loi de 1991 sur les professions
de la santé réglementées**

CONTENTS

Preamble

**PART I
DEFINITIONS AND ADMINISTRATION**

1. Definitions
2. Minister's powers
3. Delegation of Minister's powers and duties
4. Director

**PART II
REGISTRIES**

5. Employer registry
6. Recruiter registry
7. Conditions of registration
8. Cancellation of registration
9. Right to internal review

**PART III
SETTLEMENT AND INTEGRATION PROGRAMS**

10. Settlement and integration programs

**PART IV
SELECTION PROGRAMS**

11. Selection programs
12. Temporary foreign worker selection program
13. Program requirements
14. Application for approval
15. Response of director to application
16. Conditions of approval
17. Cancellation of approval
18. Banning applications
19. Right to internal review
20. Personal information

**PART V
INSPECTIONS, INVESTIGATIONS
AND ENFORCEMENT**

INSPECTIONS AND INVESTIGATIONS

21. Inspectors and investigators
22. Inspections without warrant
23. Investigations with warrant
24. Seizure of things not specified

ADMINISTRATIVE PENALTIES

25. Order
26. Right to internal review
27. Enforcement

SOMMAIRE

Préambule

**PARTIE I
DÉFINITIONS ET APPLICATION**

1. Définitions
2. Pouvoirs du ministre
3. Délégation des pouvoirs et fonctions du ministre
4. Directeur

**PARTIE II
REGISTRES**

5. Registre des employeurs
6. Registre des recruteurs
7. Conditions d'inscription
8. Annulation d'inscription
9. Droit à une révision interne

**PARTIE III
PROGRAMMES D'ÉTABLISSEMENT
ET D'INTÉGRATION**

10. Programmes d'établissement et d'intégration

**PARTIE IV
PROGRAMMES DE SÉLECTION**

11. Programmes de sélection
12. Programme de sélection de travailleurs étrangers temporaires
13. Exigences relatives au programme
14. Demande d'agrément
15. Réponse du directeur à une demande
16. Conditions d'agrément
17. Annulation de l'agrément
18. Interdiction de présenter une demande
19. Droit à une révision interne
20. Renseignements personnels

**PARTIE V
INSPECTIONS, ENQUÊTES ET EXÉCUTION**

INSPECTIONS ET ENQUÊTES

21. Inspecteurs et enquêteurs
22. Inspections sans mandat
23. Enquêtes avec mandat
24. Saisie de choses non précisées

PÉNALTÉS ADMINISTRATIVES

25. Ordonnance
26. Droit à une révision interne
27. Exécution forcée

OFFENCES

- 28. Offences
- 29. Offence by director, officer
- 30. Limitation
- 31. Penalties
- 32. Orders for compensation, restitution

**PART VI
GENERAL**

INTERNAL REVIEWS

- 33. Internal reviews

REGULATIONS AND FEE ORDERS

- 34. Minister's fee orders
- 35. Minister's regulations
- 36. Lieutenant Governor in Council regulations

**PART VII
OTHER AMENDMENTS**

- 37. Regulated Health Professions Act, 1991

**PART VIII
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

- 38. Commencement
- 39. Short title

INFRACTIONS

- 28. Infractions
- 29. Infraction d'un administrateur ou d'un dirigeant
- 30. Prescription
- 31. Peines
- 32. Ordonnance : indemnité ou restitution

**PARTIE VI
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

RÉVISIONS INTERNES

- 33. Révisions internes

RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS RELATIFS AUX DROITS

- 34. Arrêtés du ministre relatifs aux droits
- 35. Règlements du ministre
- 36. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

**PARTIE VII
AUTRES MODIFICATIONS**

- 37. Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées

**PARTIE VIII
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

- 38. Entrée en vigueur
- 39. Titre abrégé

Preamble

The Government of Ontario recognizes the long history of immigration to Ontario and the important nation-building role it has played, and continues to play, in forming Ontario's social, economic and cultural values. The Government of Ontario is committed to implementing a vision of immigration to the province that recognizes not only the important role that immigrants play in growing the economy across Ontario but also the importance of family and humanitarian commitments. Ontario is a province that celebrates the benefits of being the new home of people from many cultures and from around the world. Thus, Ontario's vision is also based on inclusivity and respect for cultural diversity.

To implement its vision for immigration, the Government of Ontario is committed to the following goals:

1. Collaborating with the Government of Canada on the recruitment, selection and admission, to Ontario, of immigrants and foreign nationals on a temporary basis.
2. Collaborating with all partners, including municipalities and employers, to address the short-term and long-term labour market needs of Ontario.
3. Enabling immigrants to settle in Ontario and to integrate quickly into and to participate fully in Ontario society.
4. Enabling all communities across Ontario, including Franco-Ontarian communities, to attract, welcome and integrate immigrants.

Préambule

Le gouvernement de l'Ontario reconnaît la longue tradition d'immigration en Ontario et l'important rôle d'édification de la nation que celle-ci a joué, et continue de jouer, dans la formation des valeurs sociales, économiques et culturelles de l'Ontario. Le gouvernement de l'Ontario s'engage à mettre en oeuvre une vision de l'immigration dans la province qui reconnaît non seulement le rôle important que les immigrants jouent dans l'expansion de l'économie partout en Ontario, mais aussi l'importance des engagements familiaux et humanitaires. L'Ontario est une province qui célèbre les avantages qu'apporte le fait d'être la nouvelle patrie de personnes issues de diverses cultures et provenant de tous les coins du monde. La vision de l'Ontario est donc fondée aussi sur l'inclusion et le respect de la diversité culturelle.

Pour mettre en oeuvre sa vision de l'immigration, le gouvernement de l'Ontario s'engage à réaliser les objectifs suivants :

1. Collaborer avec le gouvernement du Canada au recrutement, à la sélection et à l'admission en Ontario d'immigrants et d'étrangers à titre temporaire.
2. Collaborer avec tous les partenaires, notamment les municipalités et les employeurs, pour répondre aux besoins à court et à long termes du marché du travail en Ontario.
3. Permettre aux immigrants de s'établir en Ontario et de s'intégrer rapidement et de participer pleinement à la société ontarienne.
4. Permettre aux collectivités de partout en Ontario, y compris les communautés franco-ontariennes, d'attirer, d'accueillir et d'intégrer des immigrants.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I DEFINITIONS AND ADMINISTRATION

Definitions

1. In this Act,

“administrative penalty” means an administrative penalty imposed under subsection 25 (1); (“pénalité administrative”)

“applicant” means an applicant for an approval or registration under this Act unless the context requires otherwise and “application” and “apply” have a corresponding meaning; (“demandeur”, “demande”, “demander”)

“approval” means an approval issued to an applicant under a selection program; (“agrément”)

“director” means the director appointed under section 4; (“directeur”)

“employer registry” means the registry of employers established under subsection 5 (1); (“registre des employeurs”)

“foreign national” has the same meaning as in the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada); (“étranger”)

“immigrant” means a foreign national who is a permanent resident, is authorized for admission to Canada as a permanent resident or is eligible to become a permanent resident, and “immigration” means the admission of immigrants to Canada; (“immigrant”, “immigration”)

“inspector” means an inspector appointed under subsection 21 (1); (“inspecteur”)

“intermediary” means a person or body who, for remuneration or other benefit, provides or offers to provide any of the following services in connection with a selection program:

1. Researching and advising on opportunities, laws or processes.
2. Preparing applications and documents or assisting in their preparation, filing and presentation.
3. The services described in the definition of “recruiter” or “representative”; (“intermédiaire”)

“investigator” means an investigator appointed under subsection 21 (1); (“enquêteur”)

“Minister” means the member of the Executive Council to whom the responsibility for immigration is assigned or transferred under the *Executive Council Act*, unless the context requires otherwise; (“ministre”)

“Ministry” means the Ministry of the Minister; (“ministère”)

“permanent resident” has the same meaning as in the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada); (“résident permanent”)

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

PARTIE I DÉFINITIONS ET APPLICATION

Définitions

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«Accord sur les travailleurs étrangers temporaires»
L’accord conclu entre le gouvernement de l’Ontario et le gouvernement du Canada, daté du 1^{er} août 2008, conformément au paragraphe 8 (1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* (Canada) et parfois appelé annexe G. S’entend en outre de toute modification apportée à cet accord et de tout accord conclu par les parties conformément à ce paragraphe en vue de remplacer cet accord. («Temporary Foreign Worker Agreement»)

«agrément» Agrément délivré à un demandeur au titre d’un programme de sélection. («approval»)

«demandeur» Le demandeur d’un agrément ou d’une inscription prévu par la présente loi, sauf indication contraire du contexte. Les termes «demande» et «demander» ont un sens correspondant. («applicant», «application», «apply»)

«directeur» Le directeur nommé aux termes de l’article 4. («director»)

«enquêteur» Enquêteur nommé en vertu du paragraphe 21 (1). («investigator»)

«étranger» S’entend au sens de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* (Canada). («foreign national»)

«immigrant» Étranger qui est résident permanent, dont l’admission au Canada à titre de résident permanent est autorisée ou qui est admissible à titre de résident permanent. Le terme «immigration» s’entend de l’admission d’immigrants au Canada. («immigrant», «immigration»)

«inspecteur» Inspecteur nommé en vertu du paragraphe 21 (1). («inspector»)

«intermédiaire» Personne ou organisme qui, contre rémunération ou tout autre avantage, fournit ou offre de fournir l’un ou l’autre des services suivants relativement à un programme de sélection :

1. La conduite de recherches et l’offre de conseils sur les possibilités, les lois ou les marches à suivre.
2. La préparation de demandes et de documents ou l’aide fournie pour leur préparation, dépôt et présentation.
3. Les services visés à la définition de «recruteur» ou de «représentant». («intermediary»)

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«ministre» Le membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l’immigration est confiée ou transférée

“personal information” has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; (“renseignements personnels”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“recruiter” means a person or body, other than a representative, who, for remuneration or other benefit, provides or offers to provide any of the following services in connection with a selection program:

1. Finds or attempts to find a foreign national for employment.
2. Finds or attempts to find employment for a foreign national.
3. Assists another person or body in attempting to do any of the things described in paragraph 1 or 2.
4. Refers a foreign national to another person or body to do any of the things described in paragraph 1 or 2; (“recruteur”)

“recruiter registry” means the registry of recruiters established under subsection 6 (1); (“registre des recruteurs”)

“regulations” mean the regulations made under this Act; (“règlements”)

“representative” means a person who is authorized to represent or advise a person for consideration in connection with a proceeding or application under the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada) or who offers to do so; (“représentant”)

“selection program” means a program established under subsection 11 (1) or 12 (1); (“programme de sélection”)

“Temporary Foreign Worker Agreement” means the agreement made between the Government of Ontario and the Government of Canada dated August 1, 2008 pursuant to subsection 8 (1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada) and sometimes referred to as Annex G, and includes any amendments made to that agreement and any agreement made by the parties pursuant to that subsection to replace that agreement; (“Accord sur les travailleurs étrangers temporaires”)

“temporary foreign worker selection program” means a program established under subsection 12 (1); (“programme de sélection de travailleurs étrangers temporaires”)

“temporary resident” means a resident of Ontario who is not a permanent resident. (“résident temporaire”)

Minister's powers

2. For the purposes of the administration and enforcement of this Act, the Minister may,

- (a) conduct research relating to immigration, the selection, settlement and integration of immigrants and the admission of temporary residents to Ontario;
- (b) organize conferences, seminars and other educational and training programs relating to immigra-

en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*, sauf indication contraire du contexte. («Minister»)

«pénalité administrative» Pénalité administrative imposée en vertu du paragraphe 25 (1). («administrative penalty»)

«prescrit» Prescrit par règlement. («prescribed»)

«programme de sélection» Programme établi en vertu du paragraphe 11 (1) ou 12 (1). («selection program»)

«programme de sélection de travailleurs étrangers temporaires» Programme établi en vertu du paragraphe 12 (1). («temporary foreign worker selection program»)

«recruteur» Personne ou organisme, autre qu'un représentant, qui, contre rémunération ou tout autre avantage, fournit ou offre de fournir l'un ou l'autre des services suivants relativement à un programme de sélection :

1. Trouver ou tenter de trouver un étranger pour occuper un emploi.
2. Trouver ou tenter de trouver un emploi pour un étranger.
3. Aider une autre personne ou un autre organisme à tenter de faire ce qui est mentionné à la disposition 1 ou 2.
4. Diriger un étranger vers une autre personne ou un autre organisme pour faire ce qui est mentionné à la disposition 1 ou 2. («recruiter»)

«registre des employeurs» Le registre des employeurs créé en vertu du paragraphe 5 (1). («employer registry»)

«registre des recruteurs» Le registre des recruteurs créé en vertu du paragraphe 6 (1). («recruiter registry»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

«renseignements personnels» S'entend au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. («personal information»)

«représentant» Personne qui est autorisée à représenter ou à conseiller une personne moyennant rétribution relativement à une instance ou à une demande prévue par la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada) ou qui offre de le faire. («representative»)

«résident permanent» S'entend au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada). («permanent resident»)

«résident temporaire» Résident de l'Ontario qui n'est pas résident permanent. («temporary resident»)

Pouvoirs du ministre

2. Pour l'application et l'exécution de la présente loi, le ministre peut :

- a) faire des recherches se rapportant à l'immigration, à la sélection, à l'établissement et à l'intégration des immigrants et à l'admission de résidents temporaires en Ontario;
- b) organiser des conférences, des colloques, des séminaires et d'autres programmes d'études et de

tion, the selection, settlement and integration of immigrants and the admission of temporary residents to Ontario;

- (c) appoint committees to perform the advisory functions that the Minister considers beneficial;
- (d) enter into an agreement with the Government of Canada, the government of another province or a territory of Canada or a municipality in Ontario;
- (e) set target levels for the number of individuals selected under selection programs;
- (f) make grants out of money appropriated for that purpose by the Legislature; or
- (g) establish and publish guidelines on the Minister's interpretation of any provision of this Act or the regulations.

Delegation of Minister's powers and duties

3. (1) The Minister may delegate, in writing, any of his or her powers or duties under this Act to the Deputy Minister of the Ministry or to any persons employed in a specified capacity in the Ministry.

Subdelegation

(2) In a delegation under subsection (1), the Minister may authorize a person to whom a power or duty is delegated to delegate to others the exercise of the delegated power or duty, subject to the limitations, conditions and requirements that the person imposes.

Director

4. (1) The Minister shall appoint an individual, in writing, as the director for the purposes of this Act and the regulations from among the public servants who are employed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* and who work in the Ministry.

Restrictions on appointment

(2) The Minister may specify, in the appointment, conditions or restrictions to which the appointment is subject.

Delegation of powers and duties

(3) The director may delegate his or her powers or duties under the appointment.

PART II REGISTRIES

Employer registry

5. (1) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, establish a registry of employers that identifies employers who are eligible to make an offer of employment to a foreign national who is selected under a selection program or who is identified in another prescribed program.

Registration required

(2) If the Lieutenant Governor in Council has estab-

formation se rapportant à l'immigration, à la sélection, à l'établissement et à l'intégration des immigrants et à l'admission de résidents temporaires en Ontario;

- c) constituer des comités pour exercer les fonctions consultatives que le ministre estime utiles;
- d) conclure un accord avec le gouvernement du Canada, le gouvernement d'une autre province ou d'un territoire du Canada ou une municipalité de l'Ontario;
- e) fixer les niveaux visés pour le nombre de particuliers choisis au titre des programmes de sélection;
- f) accorder des subventions sur les crédits affectés à cette fin par la Législature;
- g) établir et publier des lignes directrices sur l'interprétation que donne le ministre à toute disposition de la présente loi ou des règlements.

Délégation des pouvoirs et fonctions du ministre

3. (1) Le ministre peut déléguer, par écrit, les pouvoirs et les fonctions que lui attribue la présente loi au sous-ministre du ministère ou à tout employé occupant un poste précisé au ministère.

Subdélégation

(2) Dans la délégation prévue au paragraphe (1), le ministre peut autoriser le délégué d'un pouvoir ou d'une fonction à déléguer à d'autres l'exercice de ce pouvoir ou de cette fonction, sous réserve des restrictions, des conditions et des exigences qu'impose le délégué.

Directeur

4. (1) Le ministre nomme, par écrit, un particulier à titre de directeur pour l'application de la présente loi et des règlements parmi les fonctionnaires qui sont employés aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* et qui travaillent dans le ministère.

Restrictions applicables à la nomination

(2) Le ministre peut préciser, dans la nomination, les conditions ou les restrictions auxquelles est assujettie la nomination.

Délégation de pouvoirs et fonctions

(3) Le directeur peut déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui attribue la nomination.

PARTIE II REGISTRES

Registre des employeurs

5. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un registre des employeurs qui recense les employeurs qui ont le droit de faire une offre d'emploi à un étranger qui est choisi au titre d'un programme de sélection ou qui est désigné dans un autre programme prescrit.

Inscription obligatoire

(2) Si le lieutenant-gouverneur en conseil a créé un

lished an employer registry, no employer shall participate in a selection program or a prescribed program mentioned in subsection (1) unless the employer is registered in the registry or is exempted from this subsection by the regulations.

Fee

(3) An application for registration in the employer registry must be accompanied by payment of the fee, if any, specified by an order of the Minister.

Registration

(4) No employer shall be registered in the employer registry except in accordance with the regulations.

Minister's use of information

(5) The Minister may use any information about employers that appears in the employer registry if it is necessary or advisable to do so to exercise his or her powers and to perform his or her duties.

Exchange of information

(6) The Minister may disclose to any other member of the Executive Council, to the Government of Canada, to the government of any other province or any territory of Canada or to any other prescribed entity any information about employers that appears in the employer registry if it is necessary or advisable to do so to assist the recipient in exercising their powers or performing their duties and if the Minister has entered into an agreement with the recipient to so disclose the information.

Recruiter registry

6. (1) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, establish a registry of recruiters who are individuals.

Requirement to act as a recruiter

(2) If a recruiter registry has been established, no individual shall act as a recruiter unless he or she is registered in the registry or is a member of a prescribed organization.

Fee

(3) An application for registration in the recruiter registry must be accompanied by payment of the fee, if any, specified by an order of the Minister.

Registration

(4) No recruiter shall be registered in the recruiter registry except in accordance with the regulations.

Minister's use of information

(5) The Minister may use any information about recruiters that appears in the recruiter registry if it is necessary or advisable to do so to exercise his or her powers and to perform his or her duties.

Exchange of information

(6) The Minister may disclose to any other member of the Executive Council, to the Government of Canada, to the government of any other province or any territory of Canada or to any other prescribed entity any information about recruiters that appears in the recruiter registry if it is

registre des employeurs, un employeur ne peut participer à un programme de sélection ou à un programme prescrit mentionné au paragraphe (1) que s'il est inscrit au registre ou dispensé, par règlement, de l'application du présent paragraphe.

Droits

(3) La demande d'inscription au registre des employeurs doit être accompagnée du paiement des droits éventuels, fixés par arrêté du ministre.

Inscription

(4) Nul employeur ne doit être inscrit au registre des employeurs si ce n'est conformément aux règlements.

Utilisation de renseignements par le ministre

(5) Le ministre peut utiliser tout renseignement au sujet des employeurs qui figure au registre des employeurs s'il est nécessaire ou souhaitable qu'il le fasse pour exercer ses pouvoirs et fonctions.

Communication de renseignements

(6) Le ministre peut communiquer à tout autre membre du Conseil exécutif, au gouvernement du Canada, au gouvernement d'une autre province ou d'un territoire du Canada ou à toute autre entité prescrite tout renseignement au sujet des employeurs qui figure au registre des employeurs s'il est nécessaire ou souhaitable qu'il le fasse pour aider le destinataire à exercer ses pouvoirs ou fonctions et qu'il a conclu un accord à cet effet avec ce destinataire.

Registre des recruteurs

6. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un registre des recruteurs, lesquels sont des particuliers.

Condition pour avoir qualité de recruteur

(2) Si un registre des recruteurs a été créé, un particulier ne peut agir à titre de recruteur sans être inscrit au registre ou être membre d'une organisation prescrite.

Droits

(3) La demande d'inscription au registre des recruteurs doit être accompagnée du paiement des droits éventuels, fixés par arrêté du ministre.

Inscription

(4) Nul recruteur ne doit être inscrit au registre des recruteurs si ce n'est conformément aux règlements.

Utilisation de renseignements par le ministre

(5) Le ministre peut utiliser tout renseignement au sujet des recruteurs qui figure au registre des recruteurs s'il est nécessaire ou souhaitable qu'il le fasse pour exercer ses pouvoirs et fonctions.

Communication de renseignements

(6) Le ministre peut communiquer à tout autre membre du Conseil exécutif, au gouvernement du Canada, au gouvernement d'une autre province ou d'un territoire du Canada ou à toute autre entité prescrite tout renseignement au sujet des recruteurs qui figure au registre des recruteurs

necessary or advisable to do so to assist the recipient in exercising their powers or performing their duties and if the Minister has entered into an agreement with the recipient to so disclose the information.

Conditions of registration

7. (1) If the Minister grants an application for registration in the employer registry or the recruiter registry, the registration is subject to the prescribed conditions and restrictions and to the conditions and restrictions, if any, that the Minister considers advisable and attaches to the registration.

Compliance

(2) The holder of a registration shall comply with the conditions and restrictions, if any, to which the registration is subject.

Cancellation of registration

8. (1) The Minister may cancel a registration in the employer registry or the recruiter registry if,

- (a) the Minister is of the opinion that it was issued based on mistaken, false or incorrect information; or
- (b) the holder of the registration ceases to comply with the conditions or restrictions attached to the registration.

Notice of cancellation

(2) Upon cancelling a registration, the Minister shall give a written notice of the cancellation to the holder of the registration.

Right to internal review

9. The following persons or bodies may request an internal review under section 33:

- 1. An applicant for registration in the employer registry or the recruiter registry if the Minister does not grant the application.
- 2. The holder of a registration in the employer registry or the recruiter registry if,
 - i. the Minister attaches conditions to the registration to which the holder objects, or
 - ii. the Minister cancels the registration.

PART III

SETTLEMENT AND INTEGRATION PROGRAMS

Settlement and integration programs

10. (1) The Minister may, by order, establish programs to promote the settlement and integration in Ontario of immigrants or other individuals specified by the Minister in the order.

Orders are not regulations

(2) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply to an order made under subsection (1).

s'il est nécessaire ou souhaitable qu'il le fasse pour aider le destinataire à exercer ses pouvoirs ou fonctions et qu'il a conclu un accord à cet effet avec ce destinataire.

Conditions d'inscription

7. (1) Si le ministre accueille une demande d'inscription au registre des employeurs ou au registre des recruteurs, l'inscription est assujettie aux conditions et restrictions prescrites et aux éventuelles conditions et restrictions que le ministre estime souhaitables et dont il assortit l'inscription.

Observation

(2) Le titulaire d'une inscription observe les éventuelles conditions et restrictions auxquelles est assujettie l'inscription.

Annulation d'inscription

8. (1) Le ministre peut annuler une inscription au registre des employeurs ou au registre des recruteurs si, selon le cas :

- a) le ministre est d'avis que l'inscription a été délivrée sur la foi de renseignements erronés, faux ou inexacts;
- b) le titulaire de l'inscription n'observe plus les conditions ou les restrictions dont est assortie l'inscription.

Avis d'annulation

(2) Lorsqu'il annule une inscription, le ministre en avise par écrit le titulaire de l'inscription.

Droit à une révision interne

9. Les personnes ou les organismes suivants peuvent demander par requête une révision interne prévue à l'article 33 :

- 1. Le demandeur d'une inscription au registre des employeurs ou au registre des recruteurs si le ministre n'accueille pas la demande.
- 2. Le titulaire d'une inscription au registre des employeurs ou au registre des recruteurs si, selon le cas :
 - i. le ministre assortit l'inscription de conditions auxquelles s'oppose le titulaire,
 - ii. le ministre annule l'inscription.

PARTIE III

PROGRAMMES D'ÉTABLISSEMENT ET D'INTÉGRATION

Programmes d'établissement et d'intégration

10. (1) Le ministre peut, par arrêté, établir des programmes pour favoriser l'établissement et l'intégration en Ontario des immigrants ou des autres particuliers qu'il désigne dans l'arrêté.

Non-assimilation aux règlements

(2) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux arrêtés pris en vertu du paragraphe (1).

Payments

(3) A program established under this section may provide for the making of payments to persons or bodies, or classes of persons or bodies, to promote the settlement and integration in Ontario of immigrants or other prescribed individuals, where the payments are made out of the money appropriated by the Legislature to the Ministry for the purpose of the program.

Criteria and process

(4) A program established under this section that provides for the making of payments may specify criteria that persons or bodies must meet to be eligible to receive the payments and govern all matters relating to the process for making the payments and the rights of applicants for the payments.

Agreements

(5) The Minister may enter into an agreement with any persons or bodies for the purpose of making any payments described in subsection (3).

PART IV SELECTION PROGRAMS

Selection programs

11. (1) The Minister may, by regulation, establish one or more selection programs, except for temporary foreign worker selection programs, if a member of the Executive Council, on behalf of the Government of Ontario, has entered into an agreement with the Government of Canada under subsection 8 (1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada) that authorizes the Government of Ontario to establish the program.

Purpose of program

(2) A selection program established under subsection (1) shall set out a process for selecting foreign nationals for admission to Canada as either permanent residents or temporary residents who are not temporary foreign workers.

Termination of program

(3) A selection program established under subsection (1) terminates immediately if it is no longer authorized by the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada) or an agreement described in subsection (1).

Temporary foreign worker selection program

12. (1) The member of the Executive Council to whom the responsibility for the Temporary Foreign Worker Agreement is assigned or transferred under the *Executive Council Act* may, by regulation, establish a selection program that is a temporary foreign worker selection program if the Temporary Foreign Worker Agreement authorizes the establishment of the program.

Purpose of program

(2) A temporary foreign worker selection program shall set out a process for selecting foreign nationals for admission to Canada as temporary foreign workers in Ontario.

Paielements

(3) Tout programme établi au titre du présent article peut prévoir le versement de paiements à des personnes ou à des organismes, ou à des catégories de personnes ou d'organismes, afin de favoriser l'établissement et l'intégration en Ontario des immigrants ou des autres particuliers prescrits si ces paiements sont prélevés sur les crédits affectés au ministère par la Législature aux fins du programme.

Critères et processus

(4) Tout programme établi au titre du présent article qui prévoit le versement de paiements peut préciser les critères d'admissibilité à ces paiements que doivent remplir les personnes ou les organismes, et régir les questions relatives au processus de versement de ces paiements et les droits des demandeurs de ces paiements.

Accords

(5) Le ministre peut conclure un accord avec des personnes ou des organismes pour les besoins du versement des paiements visés au paragraphe (3).

PARTIE IV PROGRAMMES DE SÉLECTION

Programmes de sélection

11. (1) Le ministre peut, par règlement, établir un ou plusieurs programmes de sélection, à l'exclusion des programmes de sélection de travailleurs étrangers temporaires, si un membre du Conseil exécutif a conclu avec le gouvernement du Canada, au nom du gouvernement de l'Ontario, un accord prévu au paragraphe 8 (1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada) qui autorise le gouvernement de l'Ontario à établir le programme.

But du programme

(2) Un programme de sélection établi en vertu du paragraphe (1) prévoit une procédure de sélection des étrangers en vue de leur admission au Canada soit à titre de résidents permanents, soit à titre de résidents temporaires qui ne sont pas des travailleurs étrangers temporaires.

Fin du programme

(3) Un programme de sélection établi en vertu du paragraphe (1) prend fin immédiatement s'il n'est plus autorisé par la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada) ou un accord visé au paragraphe (1).

Programme de sélection de travailleurs étrangers temporaires

12. (1) Le membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'Accord sur les travailleurs étrangers temporaires est confiée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* peut, par règlement, établir un programme de sélection qui est un programme de sélection de travailleurs étrangers temporaires si cet accord en autorise l'établissement.

But du programme

(2) Un programme de sélection de travailleurs étrangers temporaires prévoit une procédure de sélection d'étrangers en vue de leur admission au Canada à titre de travailleurs étrangers temporaires de l'Ontario.

Exceptions

(3) The provisions of this Act that are prescribed do not apply to a temporary foreign worker selection program.

Modifications

(4) The provisions of this Act that are prescribed apply to a temporary foreign worker selection program only with the prescribed modifications.

Termination of program

(5) A temporary foreign worker selection program terminates immediately if it is no longer authorized by the Temporary Foreign Worker Agreement.

Program requirements

13. (1) A selection program must comply with the prescribed requirements and is subject to the prescribed conditions and restrictions.

Types of approval

(2) A selection program shall provide for one or more prescribed types of approval.

Restriction

(3) A selection program must not allow the director to grant an application for approval made by a foreign national under the program unless the director is of the opinion that the foreign national will establish an economic connection with Ontario of the type that is prescribed for the program.

Application for approval

14. (1) Under a selection program, a person or body may apply to the director for approval.

Contents of application

(2) An applicant shall specify in the application the type of approval for which the applicant is applying and shall provide to the director all information with respect to the application, including information relating to personal identification, that the director determines or the regulations specify.

Form of application

(3) An application shall be in the form that the director determines.

Disclosure by representatives and recruiters

(4) If any of the following persons or bodies assists an applicant in preparing an application, the applicant shall disclose that fact in the application and the person or body, as the case may be, shall take all reasonable steps to ensure that the applicant discloses that fact in the application:

1. A representative.
2. A recruiter, if a recruiter registry has been established.

Exceptions

(3) Les dispositions prescrites de la présente loi ne s'appliquent pas à un programme de sélection de travailleurs étrangers temporaires.

Adaptations

(4) Les dispositions de la présente loi qui sont prescrites ne s'appliquent à un programme de sélection de travailleurs étrangers temporaires qu'avec les adaptations prescrites.

Fin du programme

(5) Un programme de sélection de travailleurs étrangers temporaires prend fin immédiatement s'il n'est plus autorisé par l'Accord sur les travailleurs étrangers temporaires.

Exigences relatives au programme

13. (1) Un programme de sélection doit être conforme aux exigences prescrites et est assujéti aux conditions et restrictions prescrites.

Types d'agréments

(2) Un programme de sélection prévoit un ou plusieurs types prescrits d'agréments.

Restriction

(3) Un programme de sélection ne doit pas autoriser le directeur à accueillir une demande d'agrément présentée par un étranger au titre du programme, sauf si le directeur est d'avis que l'étranger établira un lien économique avec l'Ontario du type prescrit pour le programme.

Demande d'agrément

14. (1) Toute personne ou tout organisme peut présenter au directeur une demande d'agrément au titre d'un programme de sélection.

Contenu de la demande

(2) Le demandeur indique dans la demande le type d'agrément qu'il demande et fournit au directeur tous les renseignements se rapportant à la demande, notamment des renseignements relatifs à son identité, précisés par le directeur ou par règlement.

Forme de la demande

(3) La demande est présentée sous la forme précisée par le directeur.

Divulgaration par les représentants et les recruteurs

(4) Si l'un ou l'autre des personnes ou organismes suivants aide un demandeur à préparer une demande, le demandeur divulgue ce fait dans la demande et la personne ou l'organisme, selon le cas, prend toutes les mesures raisonnables pour veiller à ce que le demandeur y fasse la divulgation :

1. Un représentant.
2. Un recruteur, si un registre des recruteurs a été créé.

Same, other intermediaries

(5) Upon the request in writing of the director, the applicant shall provide to the director the names and contact information of any intermediaries who are not required to make a disclosure described in subsection (4).

Fee

(6) An application must be accompanied by payment of the fee, if any, specified by an order of the Minister.

Material changes

(7) If, before the director grants an application, there is a material change in any of the information on which the application is based, including whether the applicant meets the prescribed eligibility criteria for the approval, the applicant shall forthwith advise the director of the changes.

Response of director to application

15. (1) Upon receiving an application, the director shall deal with the application in the prescribed manner.

Prescribed criteria

(2) In deciding whether or not to grant an application, the director shall determine whether the applicant meets the prescribed criteria.

Exception

(3) The director is not required to comply with subsection (2) if the director believes, on reasonable grounds, that the applicant is subject to a ban under subsection 18 (1) or that a person or body that is subject to such a ban has assisted the applicant in making the application.

Director's discretion, not granting application

(4) Even if the director determines that an applicant meets the prescribed criteria, the director is not required to grant the application.

Same, granting application

(5) If the director determines that the applicant does not meet the prescribed criteria, the director may waive the prescribed criteria and grant the application if,

- (a) the director recommends to the Minister in writing that the criteria be waived and the application be granted;
- (b) the Minister notifies the director in writing that the Minister is of the opinion that granting the application would be in the public interest; and
- (c) the regulations do not otherwise prohibit the director from granting the application.

Notice of decision

(6) Upon making a decision with respect to granting an application, the director shall give a written notice of the decision to the applicant.

Non-application of other Act

(7) The *Statutory Powers Procedure Act* does not ap-

Idem : autres intermédiaires

(5) À la demande écrite du directeur, le demandeur fournit à ce dernier les noms et les coordonnées des intermédiaires qui ne sont pas tenus de faire la divulgation prévue au paragraphe (4).

Droits

(6) La demande doit être accompagnée du paiement des droits éventuels, fixés par arrêté du ministre.

Changements importants

(7) Avant que le directeur n'accueille la demande, le demandeur l'avise sans délai de tout changement important survenu dans les renseignements sur lesquels se fonde la demande, notamment si le demandeur répond ou non aux critères d'admissibilité prescrits à l'égard de l'agrément.

Réponse du directeur à une demande

15. (1) Sur réception d'une demande, le directeur la traite de la manière prescrite.

Critères prescrits

(2) Lorsqu'il décide s'il doit accueillir ou non une demande, le directeur établit si le demandeur répond aux critères prescrits.

Exception

(3) Le directeur n'est pas tenu de se conformer au paragraphe (2) s'il a des motifs raisonnables de croire que le demandeur est assujéti à une interdiction prévue au paragraphe 18 (1) ou qu'une personne ou un organisme qui est assujéti à cette interdiction a aidé le demandeur à présenter la demande.

Pouvoir discrétionnaire du directeur de refuser la demande

(4) Même s'il établit que le demandeur répond aux critères prescrits, le directeur n'est pas tenu d'accueillir la demande.

Idem : accueil de la demande

(5) S'il établit que le demandeur ne répond pas aux critères prescrits, le directeur peut ne pas appliquer les critères prescrits et peut accueillir la demande si les conditions suivantes sont remplies :

- a) le directeur recommande par écrit au ministre que les critères ne soient pas appliqués et que la demande soit accueillie;
- b) le ministre avise par écrit le directeur qu'il est d'avis qu'accueillir la demande serait dans l'intérêt public;
- c) les règlements n'interdisent pas par ailleurs d'accueillir la demande.

Avis de décision

(6) Lorsqu'il décide s'il doit accueillir ou non une demande, le directeur donne un avis écrit de la décision au demandeur.

Non-application d'une autre loi

(7) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne

ply to any decisions that the director makes in dealing with an application or any proceedings that the director conducts in dealing with an application.

Conditions of approval

16. (1) Upon granting an application, the director may attach to the approval the conditions and restrictions that the director considers advisable.

Compliance

(2) The holder of an approval shall comply with the conditions and restrictions, if any, attached to the approval.

Cancellation of approval

17. (1) The director may cancel an approval if,

- (a) the director is of the opinion that it was issued based on mistaken, false or incorrect information;
- (b) the holder of the approval fails to comply with the conditions or restrictions attached to the approval;
- (c) the approval is an approval of a foreign national that is subject to the condition that an approved employer employ the individual and,
 - (i) the employer requests the director in writing to cancel the approval, or
 - (ii) the employer's approval is cancelled; or
- (d) the approval is an approval of a foreign national that is subject to another approval and the other approval is cancelled.

Notice of cancellation

(2) Upon cancelling an approval, the director shall give a written notice of the cancellation to the holder of the approval.

Banning applications

18. (1) If the director is satisfied, on reasonable grounds, that a prescribed person or body has contravened or is contravening a provision of this Act or the regulations, the director may, by order and subject to the regulations made by the Minister, ban the person or body or any other prescribed person or body from making an application for approval or providing prescribed services to an applicant for approval for a period of up to two years.

No hearing required

(2) Subject to the regulations, the director is not required to hold a hearing or to afford the person or body mentioned in subsection (1) an opportunity for a hearing before making an order under subsection (1).

Non-application of other Act

(3) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to an order of the director made under subsection (1).

Notice of ban

(4) Upon making an order under subsection (1), the

s'applique pas aux décisions que prend le directeur lorsqu'il traite une demande ni aux instances que mène le directeur lorsqu'il traite une demande.

Conditions d'agrément

16. (1) Lorsqu'il accueille une demande, le directeur peut assortir l'agrément des conditions et restrictions qu'il estime souhaitables.

Observation

(2) Le titulaire d'un agrément observe les éventuelles conditions et restrictions dont est assorti l'agrément.

Annulation de l'agrément

17. (1) Le directeur peut annuler un agrément si, selon le cas :

- a) il est d'avis que l'agrément a été délivré sur la foi de renseignements erronés, faux ou inexacts;
- b) le titulaire de l'agrément n'observe pas les conditions ou les restrictions dont est assorti l'agrément;
- c) l'agrément vise un étranger qui est assujéti à la condition voulant qu'un employeur agréé emploie le particulier et que, selon le cas :
 - (i) l'employeur demande par écrit au directeur d'annuler l'agrément,
 - (ii) l'agrément de l'employeur est annulé;
- d) l'agrément vise un étranger qui est assujéti à un autre agrément qui est lui-même annulé.

Avis d'annulation

(2) Lorsqu'il annule un agrément, le directeur en avise par écrit le titulaire de l'agrément.

Interdiction de présenter une demande

18. (1) S'il est convaincu, pour des motifs raisonnables, qu'une personne ou un organisme prescrit a contrevenu ou contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements, le directeur peut, par ordonnance et sous réserve des règlements pris par le ministre, interdire à la personne ou à l'organisme ou à tout autre personne ou organisme prescrit de présenter une demande d'agrément ou de fournir des services prescrits à un demandeur d'agrément pour une période maximale de deux ans.

Audience non obligatoire

(2) Sous réserve des règlements, le directeur n'est pas obligé de tenir une audience ni d'offrir à la personne ou à l'organisme mentionné au paragraphe (1) la possibilité d'une audience avant de prendre une ordonnance en vertu de ce paragraphe.

Non-application d'une autre loi

(3) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas aux ordonnances prises par le directeur en vertu du paragraphe (1).

Avis d'interdiction

(4) Lorsqu'il prend une ordonnance en vertu du para-

director shall give a copy of the order to the person or body affected by the order.

Publication of name

(5) Despite the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, the Minister may publish the name of a person or body that is subject to an order made under subsection (1) and that is not a foreign national and may publish the period of time during which the ban is in effect.

Right to internal review

19. The following persons may request an internal review under section 33:

1. An applicant, if the director has refused to grant the applicant's application or if the director has granted the application but the applicant is dissatisfied with the conditions or restrictions attached to the approval.
2. A holder of an approval, if the director cancels the approval, except if the approval is an approval of a foreign national that is subject to another approval, the other approval is cancelled and one of the following applies:
 - i. The holder of that other approval has not requested an internal review.
 - ii. The holder of that other approval has requested an internal review and the director's decision to cancel that other approval has been confirmed on the review.
3. A person or body that is subject to a ban under subsection 18 (1).

Personal information

20. (1) The Minister may collect personal information, directly or indirectly, from any person or body for the purpose of,

- (a) administering a selection program, including collaborating with the Government of Canada, the government of another province or a territory of Canada, the government of any other prescribed jurisdiction or any other prescribed entity for that purpose;
- (b) determining the eligibility of an applicant, including but not limited to, verifying any information related to an application;
- (c) monitoring and detecting any possible contraventions of this Act or possible contraventions of the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada) that may relate to this Act; or
- (d) co-operating with the Government of Canada, law enforcement agencies or any other bodies with whom the Minister has entered into agreements under this Act.

Same, use and disclosure

(2) The Minister may use or disclose personal information that he or she has legally collected, whether before

graphe (1), le directeur en donne une copie à la personne ou à l'organisme concerné par l'ordonnance.

Publication du nom

(5) Malgré la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, le ministre peut publier le nom d'une personne ou d'un organisme qui est visé par une ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) et qui n'est pas un étranger, et faire connaître la période pendant laquelle l'interdiction est en vigueur.

Droit à une révision interne

19. Les personnes suivantes peuvent présenter une requête en révision interne prévue à l'article 33 :

1. Le demandeur, si le directeur a refusé d'accueillir sa demande ou s'il l'a accueillie mais que le demandeur n'est pas satisfait des conditions ou des restrictions dont est assorti l'agrément.
2. Le titulaire d'un agrément, si le directeur l'annule, sauf si l'agrément vise un étranger qui est assujéti à un autre agrément qui est lui-même annulé et l'une des éventualités suivantes s'applique :
 - i. Le titulaire de cet autre agrément n'a pas présenté de requête en révision interne.
 - ii. Le titulaire de cet autre agrément a présenté une requête en révision interne et la décision du directeur d'annuler cet autre agrément a été confirmée à l'issue de la révision.
3. Une personne ou un organisme qui est assujéti à une interdiction prévue au paragraphe 18 (1).

Renseignements personnels

20. (1) Le ministre peut recueillir des renseignements personnels, directement ou indirectement, auprès d'une personne ou d'un organisme à l'une des fins suivantes :

- a) administrer un programme de sélection, y compris collaborer à cette fin avec le gouvernement du Canada, le gouvernement d'une autre province ou d'un territoire du Canada, le gouvernement de tout autre territoire prescrit ou toute autre entité prescrite;
- b) établir l'admissibilité d'un demandeur, notamment vérifier tout renseignement se rapportant à sa demande;
- c) exercer une surveillance et déceler les éventuelles contraventions à la présente loi ou les éventuelles contraventions à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada) qui peuvent se rapporter à la présente loi;
- d) coopérer avec le gouvernement du Canada, les organismes d'exécution de la loi ou les autres organismes avec lesquels le ministre a conclu des accords en vertu de la présente loi.

Idem : utilisation et communication

(2) Le ministre peut utiliser ou communiquer les renseignements personnels qu'il a recueillis légalement, que

or after the day on which this section comes into force, if the Minister does so for any purpose described in clause (1) (a), (b), (c) or (d).

Agreements

(3) For the purpose of exercising any of his or her powers or performing any of his or her duties under this Act, the Minister may enter into an agreement with any of the following with respect to the collection, use or disclosure of any personal information that the Minister is authorized to collect, use or disclose, as the case may be, under this Act:

1. The Government of Canada or a department, ministry or agency of it.
2. The government of another province or a territory of Canada or a department, ministry or agency of it.
3. An institution within the meaning of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.
4. The government of a country, other than Canada, or a department or agency of it.
5. Any other prescribed person, body or entity.

PART V INSPECTIONS, INVESTIGATIONS AND ENFORCEMENT

INSPECTIONS AND INVESTIGATIONS

Inspectors and investigators

21. (1) The Minister may appoint any individual as an inspector or an investigator.

Double appointment

(2) An individual may be appointed as both an inspector and an investigator.

Certificate of appointment

(3) Upon appointing an inspector or an investigator, the Minister shall issue to the inspector or investigator, as the case may be, a certificate of appointment bearing the Minister's signature or a facsimile of it.

Precondition for entering property

(4) In exercising powers under this Act, an inspector or investigator shall not enter any property unless the individual has completed a course of training approved by the director.

Certificate of training

(5) When an individual completes a course of training mentioned in subsection (4), the Minister shall issue to the individual a certificate confirming that fact and bearing the Minister's signature or a facsimile of it.

Proof of appointment

(6) Every inspector or investigator who exercises powers under this Act shall, upon request, produce the certificate of appointment as an inspector or an investigator, as

ce soit avant ou après le jour de l'entrée en vigueur du présent article, s'il le fait à une fin prévue à l'alinéa (1) a), b), c) ou d).

Accords

(3) Afin d'exercer les pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi, le ministre peut conclure un accord avec les gouvernements, instances ou personnes suivants à l'égard de la collecte, de l'utilisation ou de la communication de renseignements personnels qu'il est autorisé à recueillir, à utiliser ou à communiquer, selon le cas, en vertu de la présente loi :

1. Le gouvernement du Canada ou un de ses ministères ou organismes.
2. Le gouvernement d'une autre province ou d'un territoire du Canada, ou un de ses ministères ou organismes.
3. Une institution au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.
4. Le gouvernement d'un pays étranger ou un de ses ministères ou organismes.
5. Toute autre personne ou entité prescrite ou tout autre organisme prescrit.

PARTIE V INSPECTIONS, ENQUÊTES ET EXÉCUTION

INSPECTIONS ET ENQUÊTES

Inspecteurs et enquêteurs

21. (1) Le ministre peut nommer un particulier inspecteur ou enquêteur.

Double mandat

(2) Le particulier peut être nommé à la fois inspecteur et enquêteur.

Attestation de nomination

(3) Lorsqu'il nomme un inspecteur ou un enquêteur, le ministre délivre à l'inspecteur ou à l'enquêteur, selon le cas, une attestation de nomination portant la signature du ministre ou un fac-similé de celle-ci.

Condition préalable à l'entrée dans un bien

(4) Lorsqu'il exerce ses pouvoirs en vertu de la présente loi, l'inspecteur ou l'enquêteur ne doit pas pénétrer dans un bien à moins d'avoir suivi une formation approuvée par le directeur.

Attestation de formation

(5) Lorsque le particulier a suivi une formation mentionnée au paragraphe (4), le ministre lui délivre une attestation confirmant ce fait et portant la signature du ministre ou un fac-similé de celle-ci.

Preuve de nomination

(6) L'inspecteur ou l'enquêteur qui exerce les pouvoirs que lui confère la présente loi produit sur demande son attestation de nomination à titre d'inspecteur ou

the case may be and, if the individual is exercising a power to enter any property, the certificate of training described in subsection (5).

Inspections without warrant

22. (1) An inspector may conduct an inspection in accordance with this section for the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations.

Power to enter premises

(2) As part of an inspection, an inspector may, without a warrant or court order but subject to subsection 21 (4), enter and inspect, at any reasonable time, the premises of any of the following persons or bodies for the purpose described in subsection (1), except any premises or part of premises that is used as a dwelling:

1. An employer who is registered in the employer registry, if such a registry has been established.
2. An employer who has been granted an approval.
3. A recruiter, if a recruiter registry has been established.
4. A representative.

Powers on inspection

- (3) While carrying out an inspection, an inspector,
- (a) is entitled to free access to all documents and records of the person or body being inspected that are relevant to the inspection;
 - (b) may make reasonable inquiries of any person, orally or in writing, with respect to anything relevant to the inspection;
 - (c) may require a person to produce any document or record relevant to the inspection and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce, in any form, the document or record;
 - (d) may use any data storage, processing or retrieval device or system used in carrying on business in order to produce information that is relevant to the inspection and that is in any form; and
 - (e) may, upon giving a receipt for them, remove for examination and may copy anything relevant to the inspection, including any data storage disk or other retrieval device in order to produce information, but shall promptly return to the person or body being inspected the thing that was removed.

No use of force

(4) An inspector shall not use force to enter and inspect premises under this section.

d'enquêteur, selon le cas, et s'il exerce un pouvoir d'entrée dans un bien, l'attestation de formation visée au paragraphe (5).

Inspections sans mandat

22. (1) L'inspecteur peut effectuer une inspection conformément au présent article afin de s'assurer que la présente loi et les règlements sont observés.

Pouvoir d'entrée

(2) Dans le cadre d'une inspection, l'inspecteur peut, sans mandat ni ordonnance du tribunal mais sous réserve du paragraphe 21 (4) et à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux des personnes ou des organismes suivants, à l'exclusion des locaux ou d'une partie des locaux utilisés comme logement, et les inspecter à la fin prévue au paragraphe (1) :

1. Les employeurs qui sont inscrits au registre des employeurs, si un tel registre a été créé.
2. Les employeurs qui ont reçu l'agrément.
3. Les recruteurs, si un registre des recruteurs a été créé.
4. Les représentants.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (3) Lorsqu'il effectue une inspection, l'inspecteur :
- a) a le droit d'avoir libre accès aux documents et aux dossiers pertinents de la personne ou de l'organisme qui fait l'objet de l'inspection;
 - b) peut présenter à une personne des demandes raisonnables de renseignements, verbalement ou par écrit, à l'égard de tout ce qui est pertinent;
 - c) peut exiger qu'une personne produise tout document ou dossier pertinent et fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données pour produire, sous quelque forme que ce soit, le document ou le dossier;
 - d) peut recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés pour exercer les activités en vue de produire des renseignements pertinents sous quelque forme que ce soit;
 - e) peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, et afin de les examiner et d'en tirer des copies, prendre les choses pertinentes, y compris des disques de stockage des données ou d'autres dispositifs d'extraction des données, en vue de produire des renseignements, mais doit ensuite les rendre promptement à la personne ou à l'organisme qui fait l'objet de l'inspection.

Interdiction de recourir à la force

(4) L'inspecteur ne doit pas recourir à la force pour pénétrer dans des locaux et les inspecter en vertu du présent article.

No obstruction

(5) No person shall obstruct an inspector conducting an inspection or withhold from the inspector or conceal, alter or destroy any documents or records that are relevant to the inspection.

Compliance

(6) If an inspector, under clause (3) (c), requires a person to produce a document or record and to provide assistance, the person shall produce the document or record or provide the assistance, as the case may be.

Limitation re records

(7) A record made by an inspector under an inspection must be made in a manner that does not intercept any private communication and that accords with reasonable expectations of privacy.

Admissibility of copies

(8) A copy of a document or record certified by an inspector to be a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Investigations with warrant

23. (1) Upon application made without notice by an investigator, a justice of the peace may issue a warrant, if satisfied on information under oath that there are reasonable grounds for believing that,

- (a) a person or body has contravened or is contravening this Act or the regulations; and
- (b) there is,
 - (i) in any building, dwelling, receptacle or place anything relating to the contravention of this Act or the regulations, or
 - (ii) information or evidence that relates to the contravention of this Act or the regulations that may be obtained through the use of an investigative technique or procedure or the doing of anything described in the warrant.

Powers under warrant

(2) Subject to any conditions contained in it, a warrant issued under subsection (1) authorizes an investigator,

- (a) subject to subsection 21 (4), to enter or access the building, dwelling, receptacle or place specified in the warrant and examine and seize anything described in the warrant;
- (b) to make reasonable inquiries of any person, orally or in writing, with respect to anything relevant to the investigation;
- (c) to require a person to produce the information or evidence described in the warrant and to provide whatever assistance is reasonably necessary, in-

Interdiction de faire entrave

(5) Nul ne doit faire entrave à l'inspecteur qui fait une inspection, ni retenir, dissimuler, altérer ou détruire des documents ou des dossiers pertinents.

Conformité

(6) Si l'inspecteur exige, en vertu de l'alinéa (3) c), qu'une personne produise un document ou un dossier et qu'elle fournisse de l'aide, la personne produit le document ou le dossier ou fournit l'aide, selon le cas.

Restriction applicable aux renseignements consignés

(7) Les renseignements consignés par l'inspecteur dans le cadre d'une inspection doivent l'être de manière à n'intercepter aucune communication privée et à respecter les attentes raisonnables en matière de protection de la vie privée.

Admissibilité des copies

(8) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Enquêtes avec mandat

23. (1) Sur demande sans préavis d'un enquêteur, un juge de paix peut délivrer un mandat s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire :

- a) d'une part, qu'une personne ou un organisme a contrevenu ou contrevient à la présente loi ou aux règlements;
- b) d'autre part :
 - (i) soit qu'une chose quelconque se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements se trouve dans un bâtiment, un logement, un contenant ou un lieu,
 - (ii) soit que des renseignements ou des éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements pourront être obtenus par l'emploi d'une technique ou méthode d'enquête ou l'accomplissement d'un acte mentionnés dans le mandat.

Pouvoirs conférés par le mandat

(2) Sous réserve des conditions qui y figurent, le mandat délivré en vertu du paragraphe (1) autorise l'enquêteur à faire ce qui suit :

- a) sous réserve du paragraphe 21 (4), pénétrer dans le bâtiment, le logement, le contenant ou le lieu précisé dans le mandat ou y accéder et examiner et saisir toute chose mentionnée dans le mandat;
- b) présenter à une personne des demandes raisonnables de renseignements, verbalement ou par écrit, à l'égard de tout ce qui est pertinent;
- c) exiger d'une personne qu'elle produise les renseignements ou les éléments de preuve mentionnés dans le mandat et qu'elle fournisse l'aide qui est

cluding using any data storage, processing or retrieval device or system to produce, in any form, the information or evidence described in the warrant;

- (d) to use any data storage, processing or retrieval device or system used in carrying on business in order to produce information or evidence described in the warrant, in any form; or
- (e) to use any investigative technique or procedure or do anything described in the warrant.

Entry of dwelling

(3) An investigator shall not exercise the power under a warrant to enter a place, or part of a place, used as a dwelling, unless,

- (a) the justice of the peace is informed that the warrant is being sought to authorize entry into a dwelling; and
- (b) the justice of the peace authorizes the entry into the dwelling.

Conditions on warrant

(4) A warrant issued under subsection (1) shall contain the conditions that the justice of the peace considers advisable to ensure that any search authorized by the warrant is reasonable in the circumstances.

Expiry of warrant

(5) A warrant issued under subsection (1) shall name a date of expiry, which shall be no later than 30 days after the warrant is issued, but a justice of the peace may extend the date of expiry for an additional period of no more than 30 days, upon application without notice by an investigator.

Time of execution

(6) An entry or access under a warrant issued under this section shall be made between 6 a.m. and 9 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Use of force

(7) An investigator may call upon police officers for assistance in executing the warrant and the investigator may use whatever force is reasonably necessary to execute the warrant.

No obstruction

(8) No person shall obstruct an investigator executing a warrant under this section or withhold from the investigator or conceal, alter or destroy anything relevant to the investigation being conducted pursuant to the warrant.

Expert help

(9) The warrant may authorize persons who have special, expert or professional knowledge and other persons as necessary to accompany and assist the investigator in respect of the execution of the warrant.

Compliance

(10) If an investigator, under clause (2) (c), requires a

raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou d'extraction des données pour les produire, sous quelque forme que ce soit;

- d) recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés pour exercer des activités en vue de produire, sous quelque forme que ce soit, des renseignements ou des éléments de preuve mentionnés dans le mandat;
- e) utiliser toute technique ou méthode d'enquête ou accomplir tout acte mentionnés dans le mandat.

Entrée dans un logement

(3) L'enquêteur ne doit exercer le pouvoir, conféré par un mandat, de pénétrer dans un lieu ou une partie d'un lieu utilisé comme logement que s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- a) le juge de paix est informé du fait que le mandat est demandé afin d'autoriser l'entrée dans un logement;
- b) le juge de paix autorise l'entrée dans le logement.

Conditions : mandat

(4) Le mandat délivré en vertu du paragraphe (1) est assorti des conditions que le juge de paix estime souhaitables pour faire en sorte que la perquisition qu'il autorise soit raisonnable dans les circonstances.

Expiration du mandat

(5) Le mandat délivré en vertu du paragraphe (1) précise sa date d'expiration, qui ne doit pas tomber plus de 30 jours après sa délivrance. Toutefois, un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'au plus 30 jours sur demande sans préavis d'un enquêteur.

Heures d'exécution

(6) Sauf mention contraire, l'entrée ou l'accès qu'autorise un mandat délivré en vertu du présent article a lieu entre 6 h et 21 h.

Recours à la force

(7) L'enquêteur peut demander à des agents de police de l'aider à exécuter le mandat et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire pour l'exécuter.

Entrave interdite

(8) Nul ne doit faire entrave à l'enquêteur qui exécute un mandat en vertu du présent article, ni retenir, dissimuler, altérer ou détruire des choses se rapportant à l'enquête qu'il mène conformément au mandat.

Experts

(9) Le mandat peut autoriser des personnes qui possèdent des connaissances particulières, spécialisées ou professionnelles, et toute autre personne au besoin, à accompagner l'enquêteur et à l'aider à exécuter le mandat.

Obligation d'obtempérer

(10) Si, en vertu de l'alinéa (2) c), l'enquêteur exige

person to produce evidence or information or to provide assistance, the person shall produce the evidence or information or provide the assistance, as the case may be.

Return of seized items

(11) An investigator who seizes any thing during the execution of a warrant may make a copy of it and shall return it within a reasonable time.

Admissibility of copies

(12) A copy of a document or record certified by an investigator to be a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Seizure of things not specified

24. An investigator who is lawfully present in a place pursuant to a warrant or otherwise in the execution of the investigator's duties may, without a warrant, seize anything in plain view that the investigator believes on reasonable grounds will afford evidence relating to a contravention of this Act or the regulations.

ADMINISTRATIVE PENALTIES

Order

25. (1) If the director is satisfied that a person or body has contravened or is contravening a prescribed provision of this Act or the regulations, the director may, by order, impose an administrative penalty against the person or body in accordance with this section and the regulations made by the Minister.

Purpose

(2) The purpose of an administrative penalty is to promote compliance with the requirements established by this Act and the regulations.

Amount

(3) Subject to subsections (4) and (5), the amount of an administrative penalty shall reflect the purpose of the penalty and shall be calculated on the basis of the criteria prescribed by the Minister.

Same, multiple applications

(4) If a contravention on which the order for an administrative penalty is based involves applications of more than one person or body, the amount of the penalty shall be calculated on the basis of the number of applicants involved.

Cap on amount

(5) The amount of an administrative penalty shall not exceed \$150,000 for each contravention on which the order for the penalty is based.

Form of order

(6) An order made under subsection (1) imposing an administrative penalty against a person or body shall be in the form that the director determines.

Service of order

(7) The order shall be served on the person or body in the manner that the director determines.

d'une personne qu'elle produise des éléments de preuve ou des renseignements ou qu'elle fournisse de l'aide, selon le cas, la personne doit obtempérer.

Restitution des choses saisies

(11) L'enquêteur qui saisit quoi que ce soit pendant l'exécution d'un mandat peut en faire une copie, après quoi il le rend dans un délai raisonnable.

Admissibilité des copies

(12) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Saisie de choses non précisées

24. L'enquêteur qui est légitimement présent dans un lieu conformément à un mandat ou autrement dans l'exercice de ses fonctions peut, sans mandat, saisir toute chose en évidence dont il a des motifs raisonnables de croire qu'elle servira à prouver une contravention à la présente loi ou aux règlements.

PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES

Ordonnance

25. (1) S'il est convaincu qu'une personne ou un organisme a contrevenu ou contrevient à une disposition prescrite de la présente loi ou des règlements, le directeur peut, par ordonnance, lui imposer une pénalité administrative conformément au présent article et aux règlements pris par le ministre.

Objet

(2) La pénalité administrative a pour objet d'encourager l'observation des exigences établies par la présente loi et les règlements.

Montant

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), le montant de la pénalité administrative tient compte de l'objet de la pénalité et est calculé en fonction des critères prescrits par le ministre.

Idem : demandes multiples

(4) Si la contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance imposant une pénalité administrative concerne des demandes présentées par plus d'une personne ou d'un organisme, le montant de la pénalité est calculé en fonction du nombre de demandeurs concernés.

Plafond

(5) Le montant d'une pénalité administrative ne doit pas être supérieur à 150 000 \$ pour chaque contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance imposant la pénalité.

Forme de l'ordonnance

(6) L'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) qui impose une pénalité administrative à une personne ou à un organisme se présente sous la forme que précise le directeur.

Signification de l'ordonnance

(7) L'ordonnance est signifiée à la personne ou à l'organisme de la manière que précise le directeur.

Absolute liability

(8) An order made under subsection (1) imposing an administrative penalty against a person or body applies even if,

- (a) the person or body took all reasonable steps to prevent the contravention on which the order is based; or
- (b) at the time of the contravention, the person or body had an honest and reasonable belief in a mistaken set of facts that, if true, would have rendered the contravention innocent.

No effect on offences

(9) For greater certainty, nothing in subsection (8) affects the prosecution of an offence.

Other measures

(10) An administrative penalty may be imposed alone or in conjunction with the exercise of any measure against the person or body provided by this Act or the regulations, including the application of conditions to an approval, the cancellation of an approval or the banning of a person or body under subsection 18 (1).

Limitation

(11) The director shall not make an order under subsection (1) more than two years after the day the director became aware of the contravention, by the person or body, on which the order is based.

No hearing required

(12) Subject to the regulations made by the Minister, the director is not required to hold a hearing or to afford the person or body an opportunity for a hearing before making an order under subsection (1).

Non-application of other Act

(13) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to an order of the director made under subsection (1).

Right to internal review

26. A person or body against whom an order made under subsection 25 (1) imposes an administrative penalty may request an internal review under section 33.

Enforcement

27. (1) If a person or body fails to pay an administrative penalty in accordance with the terms of the order imposing it against the person or body or, if the order is varied on an internal review under section 33, in accordance with the terms of the varied order, the order may be filed with the Superior Court of Justice and enforced as if it were an order of the court.

Date of order

(2) For the purposes of section 129 of the *Courts of*

Responsabilité absolue

(8) L'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) qui impose une pénalité administrative à une personne ou à un organisme s'applique même si, selon le cas :

- a) la personne ou l'organisme a pris toutes les mesures raisonnables pour empêcher la contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance;
- b) au moment de la contravention, la personne ou l'organisme croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits erronés qui, avérés, auraient rendu la contravention non blâmable.

Aucun effet sur les infractions

(9) Il est entendu que le paragraphe (8) n'a pas pour effet de porter atteinte à la poursuite d'une infraction.

Autres mesures

(10) Une pénalité administrative peut être imposée seule ou en conjonction avec la prise, à l'encontre de la personne ou de l'organisme, d'une mesure prévue par la présente loi ou les règlements, notamment l'assujettissement de l'agrément à des conditions, l'annulation de l'agrément ou l'interdiction d'une personne ou d'un organisme en vertu du paragraphe 18 (1).

Prescription

(11) Le directeur ne doit pas prendre d'ordonnance en vertu du paragraphe (1) plus de deux ans après le jour où il prend connaissance de la contravention commise par la personne ou l'organisme sur laquelle se fonde l'ordonnance.

Audience non obligatoire

(12) Sous réserve des règlements pris par le ministre, le directeur n'est pas obligé de tenir une audience ni d'offrir à la personne ou à l'organisme la possibilité d'une audience avant de prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1).

Non-application d'une autre loi

(13) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas aux ordonnances que prend le directeur en vertu du paragraphe (1).

Droit à une révision interne

26. La personne ou l'organisme auquel une ordonnance prise en vertu du paragraphe 25 (1) impose une pénalité administrative peut demander par requête une révision interne prévue à l'article 33.

Exécution forcée

27. (1) Si la personne ou l'organisme ne paie pas une pénalité administrative, contrairement aux conditions de l'ordonnance qui la lui impose ou, si celle-ci est modifiée par suite d'une révision interne prévue à l'article 33, contrairement aux conditions de l'ordonnance modifiée, l'ordonnance peut être déposée auprès de la Cour supérieure de justice et exécutée comme s'il s'agissait d'une ordonnance de celle-ci.

Date de l'ordonnance

(2) Pour l'application de l'article 129 de la *Loi sur les*

Justice Act, the date on which the order is filed with the court shall be deemed to be the date of the order.

Debt due to Crown

(3) An administrative penalty that is not paid in accordance with the terms of the order imposing it or, if the order is varied on an internal review under section 33, in accordance with the terms of the varied order is a debt due to the Crown and is enforceable as such.

OFFENCES

Offences

28. (1) A person or body is guilty of an offence if the person or body fails to comply with subsection 6 (2), 7 (2) or 16 (2), an order made under subsection 25 (1) or a requirement or prohibition in the regulations.

Applications

(2) A person or body is guilty of an offence if the person or body makes an oral or written misrepresentation in connection with any application or submits a document that alleges falsely that an applicant meets any prescribed criteria for approval.

Same, counselling

(3) A person or body that counsels an applicant to do anything that would constitute an offence under subsection (2) is guilty of an offence.

Material change in circumstances

(4) An applicant is guilty of an offence if the applicant fails to inform the director of a material change in circumstances related to the prescribed eligibility criteria, if any, for making the application within,

- (a) 30 days after the change occurs, if the applicant is resident in Canada; or
- (b) 60 days after the change occurs, if the applicant is not resident in Canada.

Same, counselling

(5) A person or body that counsels an applicant to do anything that would constitute an offence under subsection (4) is guilty of an offence.

Acting as representative or recruiter

(6) A person or body is guilty of an offence if the person or body,

- (a) is a representative or, if a recruiter registry has been established, a recruiter;
- (b) assists an applicant in preparing an application; and
- (c) fails to take all reasonable steps to ensure that the applicant discloses the fact described in clause (b) in the application.

tribunaux judiciaires, la date de dépôt de l'ordonnance auprès de la Cour est réputée la date de l'ordonnance.

Créance de la Couronne

(3) La pénalité administrative qui n'est pas payée, contrairement aux conditions de l'ordonnance qui l'impose ou, si celle-ci est modifiée par suite d'une révision interne prévue à l'article 33, contrairement aux conditions de l'ordonnance modifiée, constitue une créance de la Couronne et peut être exécutée à ce titre.

INFRACTIONS

Infractions

28. (1) Est coupable d'une infraction la personne ou l'organisme qui n'observe pas le paragraphe 6 (2), 7 (2) ou 16 (2), une ordonnance prise en vertu du paragraphe 25 (1) ou une exigence ou interdiction prévue dans les règlements.

Demandes

(2) Est coupable d'une infraction la personne ou l'organisme qui fait verbalement ou par écrit une assertion inexacte relativement à toute demande ou présente un document qui prétend à tort qu'un demandeur répond aux critères d'agrément prescrits.

Idem : conseil

(3) Est coupable d'une infraction la personne ou l'organisme qui conseille à un demandeur de faire quoi que ce soit qui constituerait une infraction aux termes du paragraphe (2).

Changement important de circonstances

(4) Est coupable d'une infraction le demandeur qui n'informe pas le directeur d'un changement important de circonstances se rapportant aux critères d'admissibilité prescrits, le cas échéant, à remplir pour présenter la demande :

- a) dans les 30 jours qui suivent le changement, si le demandeur réside au Canada;
- b) dans les 60 jours qui suivent le changement, si le demandeur ne réside pas au Canada.

Idem : conseil

(5) Est coupable d'une infraction la personne ou l'organisme qui conseille à un demandeur de faire quoi que ce soit qui constituerait une infraction aux termes du paragraphe (4).

Agir à titre de représentant ou de recruteur

(6) Est coupable d'une infraction la personne ou l'organisme qui :

- a) est un représentant ou, si un registre des recruteurs a été créé, un recruteur;
- b) aide un demandeur à préparer une demande;
- c) ne prend pas toutes les mesures raisonnables pour veiller à ce que le demandeur divulgue le fait prévu à l'alinéa b) dans la demande.

Intermediaries subject to a ban

(7) A person or body is guilty of an offence if the person or body acts as an intermediary while being subject to an order for a ban made under subsection 18 (1) and if the time for requesting an internal review of the order under section 33 has expired.

Inspections, etc.

(8) A person who obstructs an inspection authorized by section 22 or an investigation authorized by section 23 is guilty of an offence.

Offence by director, officer

29. If a corporation commits an offence under this Act, every director or officer of the corporation who knowingly authorized, permitted or acquiesced in the commission of the offence or who failed to take reasonable care to prevent the corporation from committing the offence is guilty of an offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Limitation

30. A prosecution for an offence under this Act shall not be commenced more than two years after the day on which the most recent act or omission upon which the prosecution is based comes to the knowledge of the director.

Penalties

31. (1) Every individual convicted of an offence under this Act is liable,

- (a) to a fine of no more than \$250,000;
- (b) to imprisonment for a term of not more than two years less a day; or
- (c) to both such fine and imprisonment.

Same, corporations

(2) Every corporation convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$250,000.

Orders for compensation, restitution

32. If a person or body is convicted of an offence under this Act, the court making the conviction may, in addition to any other penalty, order the person or body convicted to pay compensation or make restitution.

PART VI GENERAL

INTERNAL REVIEWS

Internal reviews

33. (1) In this section,

“requester” means a person or body who requests an internal review under this section.

Intermédiaires assujettis à une interdiction

(7) Est coupable d'une infraction la personne ou l'organisme qui agit à titre d'intermédiaire pendant qu'il ou elle est visé par une ordonnance d'interdiction prise en vertu du paragraphe 18 (1) et si le délai prévu pour présenter une requête en révision interne de l'ordonnance prévue à l'article 33 est expiré.

Inspections ou enquêtes

(8) Est coupable d'une infraction la personne qui fait entrave à une inspection autorisée par l'article 22 ou à une enquête autorisée par l'article 23.

Infraction d'un administrateur ou d'un dirigeant

29. Si une société commet une infraction prévue par la présente loi, l'administrateur ou le dirigeant de la société qui, sciemment, a autorisé ou permis la commission de l'infraction ou y a consenti ou qui n'a pas pris de précaution raisonnable pour empêcher la société de la commettre est coupable d'une infraction, que la société ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

Prescription

30. Est irrecevable la poursuite intentée pour une infraction prévue par la présente loi plus de deux ans après le jour où l'acte ou l'omission le plus récent sur lequel la poursuite est fondée est porté à la connaissance du directeur.

Peines

31. (1) Tout particulier déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible de l'une ou l'autre des peines suivantes :

- a) une amende maximale de 250 000 \$;
- b) une peine d'emprisonnement maximal de deux ans moins un jour;
- c) à la fois l'amende et la peine d'emprisonnement prévues.

Idem : sociétés

(2) Toute société déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible d'une amende maximale de 250 000 \$.

Ordonnance : indemnité ou restitution

32. Le tribunal qui déclare une personne ou un organisme coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, en plus de toute autre peine, lui ordonner de verser une indemnité ou d'effectuer une restitution.

PARTIE VI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

RÉVISIONS INTERNES

Révisions internes

33. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«requérant» Personne ou organisme qui présente une requête en révision interne en vertu du présent article.

Process for request

(2) To exercise a right under this Act to request an internal review of a decision or an order, the person or body who has the right to make the request shall give written notice of the request to the director,

- (a) within 30 days after receiving notice of the decision or order, as the case may be, if the person or body is resident in Canada; or
- (b) within 60 days after receiving notice of the decision or order, as the case may be, if the person or body is not resident in Canada.

Extension of time for request

(3) The director may extend the time period for requesting an internal review and may determine the circumstances in which extensions are given.

Form of notice

(4) The notice of request shall be in the form that the director determines.

Filing of notice

(5) The requester shall file the notice of request in the manner that the director determines and the director shall advise the Minister or the individual whom the Minister directs the director to advise that the notice has been filed.

Stay

(6) An internal review commenced in accordance with this section operates as a stay of the decision or order that is the subject of the review until disposition of the review except if the requester is a foreign national whose approval has been cancelled or a foreign national who is not a permanent resident.

Individual conducting the review

(7) The Minister shall appoint, as the individual to conduct the internal review, an individual from among the public servants employed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* who work in the Ministry, other than the individual who made the decision or issued the order that is the subject of the review.

Opportunity for submissions

(8) Before disposing of a request for an internal review, the individual conducting the review shall give the requester a reasonable opportunity to make written submissions.

Powers on review

(9) On an internal review, the individual conducting the review may confirm, revoke or vary the decision or order that is the subject of the review within the limits, if any, established by the regulations made by the Minister.

Notice of decision

(10) Upon exercising any powers under subsection (9), the individual conducting the review shall give written notice to the requester.

Modalités à suivre pour présenter une requête

(2) Pour exercer le droit, prévu par la présente loi, de présenter une requête en révision interne d'une décision ou d'une ordonnance, la personne ou l'organisme qui a le droit de présenter la requête remet un avis écrit au directeur :

- a) au plus tard 30 jours après avoir reçu avis de la décision ou de l'ordonnance, selon le cas, si la personne ou l'organisme réside au Canada;
- b) au plus tard 60 jours après avoir reçu avis de la décision ou de l'ordonnance, selon le cas, si la personne ou l'organisme ne réside pas au Canada.

Prorogation du délai de requête

(3) Le directeur peut proroger le délai de requête en révision interne et préciser les circonstances dans lesquelles les prorogations sont accordées.

Formulaire de l'avis

(4) L'avis de requête est rédigé selon le formulaire que précise le directeur.

Dépôt de l'avis

(5) Le requérant dépose l'avis de requête de la manière que précise le directeur. Celui-ci avise du dépôt de l'avis le ministre ou le particulier que ce dernier désigne.

Sursis

(6) La révision interne entamée conformément au présent article sursoit à la décision ou à l'ordonnance qui fait l'objet de la révision jusqu'à ce qu'une décision ait été prise dans le cadre de la révision, sauf si le requérant est un étranger dont l'agrément a été annulé ou un étranger qui n'est pas résident permanent.

Responsable de la révision

(7) Pour mener la révision interne, le ministre nomme un particulier qui est un fonctionnaire employé en vertu de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* et qui travaille au ministère, à l'exclusion du particulier qui a pris la décision ou l'ordonnance qui fait l'objet de la révision.

Possibilité de présenter des observations

(8) Avant de décider d'une requête en révision interne, le responsable de la révision donne au requérant une occasion raisonnable de présenter des observations écrites.

Pouvoirs en cas de révision

(9) Dans le cadre d'une révision interne, le responsable de la révision peut confirmer, révoquer ou modifier la décision ou l'ordonnance qui fait l'objet de la révision dans les limites éventuelles qu'établissent les règlements pris par le ministre.

Avis de décision

(10) Lorsqu'il exerce des pouvoirs en vertu du paragraphe (9), le responsable de la révision en avise par écrit le requérant.

Non-application of other Act

(11) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to a request for an internal review made under this section.

Decision final

(12) A decision on an internal review made by the individual conducting the review is final.

REGULATIONS AND FEE ORDERS**Minister's fee orders**

34. (1) The Minister may make orders governing and requiring the payment of fees mentioned in this Act, including prescribing the amounts or the method of calculating the amounts of the fees, governing the procedure for the payment and specifying that the fees are payable to the Minister of Finance.

Orders are not regulations

(2) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply to an order made under subsection (1).

Minister's regulations

35. The Minister may make regulations,

- (a) governing any matter that this Act describes as being prescribed by the Minister or provided for in regulations made by the Minister;
- (b) specifying a different administrative penalty for a contravention of different prescribed provisions of this Act or the regulations, different portions of those prescribed provisions or different prescribed requirements in those prescribed provisions;
- (c) providing that the amount of an administrative penalty shall be calculated on the basis specified in the regulation, including an amount reflecting the number of transactions involved in the contravention on which an order for the penalty is based;
- (d) governing the procedure for making an order under subsection 25 (1) for an administrative penalty and the rights of the parties affected by the procedure, including the time at which the order is deemed to be served on the person or body against whom the order is made.

Lieutenant Governor in Council regulations

36. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) specifying anything that this Act describes as prescribed or specified in the regulations or done by or in accordance with the regulations, other than a matter or thing that this Act describes as being prescribed by the Minister;
- (b) defining the term "assist" in the definition of "recruiter" in section 1 and the term "employer";
- (c) governing the employer registry or the recruiter registry, including,

Non-application d'une autre loi

(11) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas aux requêtes en révision interne présentées en vertu du présent article.

Décision définitive

(12) Toute décision prise à l'égard d'une révision interne par le responsable de la révision est définitive.

RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS RELATIFS AUX DROITS**Arrêtés du ministre relatifs aux droits**

34. (1) Le ministre peut, par arrêté, régir et exiger le paiement des droits mentionnés dans la présente loi, y compris en prescrire le montant ou le mode de calcul, en régir les modalités de paiement et préciser qu'ils sont payables au ministre des Finances.

Non-assimilation aux règlements

(2) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux arrêtés pris en vertu du paragraphe (1).

Règlements du ministre

35. Le ministre peut, par règlement :

- a) régir toute question que la présente loi mentionne comme étant prescrite par lui ou prévue dans les règlements qu'il prend;
- b) préciser des pénalités administratives pour contravention qui diffèrent selon les dispositions prescrites de la présente loi ou des règlements, les parties de ces dispositions prescrites ou les exigences prescrites de ces dispositions prescrites;
- c) prévoir que le montant d'une pénalité administrative doit être calculé sur la base précisée dans le règlement, notamment en fonction du nombre d'opérations comprises dans la contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance imposant la pénalité;
- d) régir la marche à suivre pour la prise, en vertu du paragraphe 25 (1), d'une ordonnance qui impose une pénalité administrative ainsi que les droits des parties visées par la marche à suivre, y compris le moment où l'ordonnance est réputée signifiée à la personne ou à l'organisme qu'elle vise.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

36. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) préciser tout ce que la présente loi mentionne comme étant prescrit ou précisé par règlement ou fait par règlement ou conformément à ceux-ci, à l'exclusion d'une question ou d'une chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite par le ministre;
- b) définir le terme «aider» dans la définition de «recruteur» à l'article 1 et le terme «employeur»;
- c) régir le registre des employeurs ou le registre des recruteurs, notamment :

- (i) establishing classes of employers or recruiters for the purposes of the registry,
 - (ii) governing the eligibility of persons or bodies to be registered in the registry,
 - (iii) governing the process that the Minister is required to follow in deciding whether to register a person or body in the registry and the rights of persons or bodies that apply for registration in the registry,
 - (iv) requiring that persons or bodies registered in the registry post a performance bond as specified in the regulations as a condition of registration, and
 - (v) governing the use that the Minister may make of the performance bond described in subclause (iv);
- (d) governing the cancellation of a registration under section 8, including,
- (i) governing the process that the Minister is required to follow in cancelling a registration,
 - (ii) governing the rights of the holder of the registration,
 - (iii) requiring the Minister to give written reasons as part of the notice mentioned in subsection 8 (2), and
 - (iv) governing any transitional matter that is necessary to deal with problems or issues arising as a result of the cancellation of a registration;
- (e) governing selection programs, including,
- (i) establishing categories of applicants, including foreign nationals and employers to employ foreign nationals,
 - (ii) establishing eligibility criteria for applicants,
 - (iii) governing applications for approval, including,
 - (A) governing the process that the director is required to follow to deal with applications,
 - (B) governing the rights of applicants under applications, and
 - (C) requiring the director to give written reasons as part of the notice mentioned in subsection 15 (6);
 - (f) governing the cancellation of an approval under section 17, including,
 - (i) governing the process that the director is required to follow in cancelling an approval,
 - (ii) governing the rights of the holder of the approval,
 - (iii) requiring the director to give written reasons as part of the notice mentioned in subsection 17 (2), and
- (i) établir des catégories d'employeurs ou de recruteurs pour les besoins du registre,
 - (ii) régir l'admissibilité à l'inscription au registre de personnes ou d'organismes,
 - (iii) régir la procédure que le ministre est tenu de suivre pour décider s'il doit inscrire ou non une personne ou un organisme au registre et les droits des personnes ou des organismes qui demandent leur inscription au registre,
 - (iv) exiger que les personnes ou les organismes inscrits au registre déposent un cautionnement comme condition d'inscription, comme il est précisé par règlement,
 - (v) régir l'utilisation que le ministre peut faire du cautionnement visé au sous-alinéa (iv);
- d) régir l'annulation d'une inscription prévue à l'article 8, notamment :
- (i) régir la procédure que le ministre est tenu de suivre pour annuler une inscription,
 - (ii) régir les droits du titulaire de l'inscription,
 - (iii) exiger que le ministre donne des motifs écrits dans l'avis mentionné au paragraphe 8 (2),
 - (iv) régir les questions transitoires nécessaires au règlement de problèmes ou de différends découlant de l'annulation d'une inscription;
- e) régir les programmes de sélection, notamment :
- (i) établir des catégories de demandeurs, y compris d'étrangers et d'employeurs qui emploient des étrangers,
 - (ii) établir les critères d'admissibilité des demandeurs,
 - (iii) régir les demandes d'agrément, notamment :
 - (A) régir la procédure que le directeur est tenu de suivre pour traiter les demandes,
 - (B) régir les droits des demandeurs dans le cadre des demandes,
 - (C) exiger que le directeur donne des motifs écrits dans l'avis mentionné au paragraphe 15 (6);
 - f) régir l'annulation d'un agrément prévue à l'article 17, notamment :
 - (i) régir la procédure que le directeur est tenu de suivre pour annuler l'agrément,
 - (ii) régir les droits du titulaire de l'agrément,
 - (iii) exiger que le directeur donne des motifs écrits dans l'avis mentionné au paragraphe 17 (2),

- (iv) governing any transitional matter that is necessary to deal with problems or issues arising as a result of the cancellation of an approval;
- (g) governing requests for an internal review under section 33, including,
 - (i) governing the process that the individual conducting the review is required to follow to deal with a request,
 - (ii) governing the rights of a requester under a request, and
 - (iii) requiring the individual conducting the review to give written reasons as part of the notice mentioned in subsection 33 (10);
- (h) providing for any transitional matter that is necessary for the effective implementation of this Act or the regulations.

Rolling incorporation by reference

(2) If a regulation adopts by reference any code, standard, guideline or similar document that is made by a body that is not part of the Government of Ontario, the regulation may require compliance with the code, standard or guideline as amended from time to time, whether the amendment was made before or after the regulation was made.

PART VII OTHER AMENDMENTS

Regulated Health Professions Act, 1991

37. (1) Subsection 43 (1) of the *Regulated Health Professions Act, 1991* is amended by adding the following clauses:

- (h.0.1) requiring that decisions made under subsections 15 (1) and (4), 18 (2) and (4) and 19 (6) and (8) of the Code be made within a reasonable time;
- (h.0.2) requiring that notices required under subsections 15 (3) and 20 (1) of the Code and written reasons required under subsection 20 (1) of the Code be provided within a reasonable time;

(2) Section 16 of Schedule 2 to the Act is amended by adding the following subsections:

Process for dealing with request

(3) The Registrar shall establish a process for the purposes of dealing with an applicant's request under subsection (1).

Fee for access

(4) The Registrar may require an applicant to pay a fee for making information and documents available to the applicant if the Registrar first gives the applicant an estimate of the fee.

Amount of fee

(5) The amount of the fee shall not exceed the amount of reasonable cost recovery.

- (iv) régir les questions transitoires nécessaires au règlement de problèmes ou de différends découlant de l'annulation d'un agrément;
- g) régir les requêtes en révision interne prévues à l'article 33, notamment :
 - (i) régir la procédure que le responsable de la révision est tenu de suivre pour traiter une requête,
 - (ii) régir les droits du requérant dans le cadre d'une requête,
 - (iii) exiger que le responsable de la révision donne des motifs écrits dans l'avis mentionné au paragraphe 33 (10);
- h) prévoir les questions transitoires nécessaires à la mise en application efficace de la présente loi ou des règlements.

Incorporation continue

(2) Le règlement qui adopte par renvoi un code, une norme, une ligne directrice ou un document semblable d'un organisme qui ne fait pas partie du gouvernement de l'Ontario peut en exiger l'observation, avec ses modifications, qu'elles aient été apportées avant ou après la prise du règlement.

PARTIE VII AUTRES MODIFICATIONS

Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées

37. (1) Le paragraphe 43 (1) de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- h.0.1) exiger que les décisions prises au titre des paragraphes 15 (1) et (4), 18 (2) et (4) et 19 (6) et (8) du Code le soient dans un délai raisonnable;
- h.0.2) exiger que les avis exigés par les paragraphes 15 (3) et 20 (1) du Code et les motifs écrits exigés par le paragraphe 20 (1) du Code soient fournis dans un délai raisonnable;

(2) L'article 16 de l'annexe 2 de la *Loi* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Processus de traitement des demandes

(3) Le registrateur établit un processus pour le traitement des demandes visées au paragraphe (1).

Droits exigibles pour l'accès

(4) Le registrateur peut exiger de l'auteur d'une demande le versement de droits pour mettre des renseignements et des documents à sa disposition, à condition de lui en fournir au préalable une estimation.

Montant des droits

(5) Le montant des droits ne doit pas être supérieur au montant du recouvrement des coûts raisonnables.

Waiver of fee

(6) The Registrar may waive the payment of all or any part of the fee that an applicant is required to pay under subsection (4) if, in the Registrar's opinion, it is fair and equitable to do so.

Dispense des droits

(6) Le registrateur peut dispenser l'auteur d'une demande du paiement de la totalité ou d'une partie des droits que celui-ci est tenu de lui verser en application du paragraphe (4) s'il est d'avis qu'il est juste et équitable de le faire.

**PART VIII
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

**PARTIE VIII
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

Commencement

38. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Entrée en vigueur

38. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Short title

39. The short title of this Act is the *Ontario Immigration Act, 2014*.

Titre abrégé

39. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur l'immigration en Ontario*.

4320N
X 13
-1336

GOVERNMENT
Publication



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 162

**An Act to require
certain food service premises
to display nutritional information**

The Hon. D. Matthews
Minister of Health and Long-Term Care

Government Bill

1st Reading February 24, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 162

**Loi assujettissant
certains lieux de restauration
à l'obligation d'afficher
des renseignements nutritionnels**

L'honorable D. Matthews
Ministre de la Santé et des Soins de longue durée

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 24 février 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

Owners and operators of regulated food service premises are required to display the number of calories in each standard food item sold at the premises, as well as any other information required by the regulations.

“Regulated food service premises” are food service premises that sell meals for immediate consumption, and that belong to a chain with 20 or more Ontario locations, or that are brought under this Act by the regulations.

Inspection powers and penalties are provided for.

The Lieutenant Governor in Council is given regulation-making powers, including powers to provide for exemptions.

NOTE EXPLICATIVE

Les propriétaires et les exploitants de lieux de restauration réglementés sont tenus d'afficher le nombre de calories de chaque aliment normalisé qui y est vendu ainsi que tout autre renseignement qu'exigent les règlements.

Le terme «lieux de restauration réglementés» désigne les lieux de restauration qui vendent des repas pour consommation immédiate et qui font partie d'une chaîne de 20 lieux de restauration ou plus en Ontario ou qui sont assujettis à la présente loi par l'effet des règlements.

Des pouvoirs d'inspection et des peines sont prévus.

Le lieutenant-gouverneur en conseil se voit accorder des pouvoirs réglementaires, notamment pour prévoir des exemptions.

**An Act to require
certain food service premises
to display nutritional information**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Interpretation

1. (1) In this Act,

“chain of food service premises” means 20 or more food service premises in Ontario that operate under the same or substantially the same name, regardless of ownership, and that offer the same or substantially the same standard food items; (“chaîne de lieux de restauration”)

“food service premise” means any food premise within the meaning of the *Health Protection and Promotion Act* where meals or meal portions are prepared for immediate consumption or sold or served in a form that will permit immediate consumption on the premises or elsewhere; (“lieu de restauration”)

“Minister” means the Minister of Health and Long-Term Care or, if another member of the Executive Council is responsible for the administration of this Act, that Minister; (“ministre”)

“record” means any collection of information, however recorded, whether in printed form, on film, by electronic means or otherwise, and includes any data that is recorded or stored on any medium in or by a computer system or similar device, as well as drawings, specifications or floor plans for an enclosed workplace; (“document”)

“regulated food service premise” means,

- (a) a food service premise that is part of a chain of food service premises, and
- (b) any other food service premise that may be provided for in the regulations; (“lieu de restauration réglementé”)

“regulations” means regulations made under this Act; (“règlements”)

“standard food item” means a food or drink item that is sold or offered for sale in servings that are standardized for portion and content, and that meets the additional requirements, if any, that may be specified in the regulations, but does not include any food or drink item that is exempted by the regulations. (“aliment normalisé”)

**Loi assujettissant
certains lieux de restauration
à l'obligation d'afficher
des renseignements nutritionnels**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Interprétation

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«aliment normalisé» Aliment ou boisson qui, d'une part, est vendu ou mis en vente sous forme de portion et avec un contenu normalisés et, d'autre part, satisfait aux exigences supplémentaires précisées dans les règlements. Sont exclus les aliments et boissons exemptés par règlement. («standard food item»)

«chaîne de lieux de restauration» Vingt lieux de restauration ou plus en Ontario exploités sous le même ou essentiellement le même nom, peu importe leur propriétaire, et offrant les mêmes ou essentiellement les mêmes aliments normalisés. («chain of food service premises»)

«document» Tout ensemble de renseignements sans égard à leur mode d'enregistrement, que ce soit sous forme imprimée, sur film, au moyen de dispositifs électroniques ou autrement. S'entend en outre de toute donnée qui est enregistrée ou mise en mémoire sur quelque support que ce soit dans un système informatique ou autre dispositif semblable, ainsi que des croquis, plans et devis d'un lieu de travail clos. («record»)

«lieu de restauration» Tout dépôt d'aliments au sens de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé* où sont préparés des repas ou portions de repas pour consommation immédiate ou où sont vendus ou servis des repas ou portions de repas sous une forme qui en permet la consommation immédiate sur place ou ailleurs. («food service premise»)

«lieu de restauration réglementé» S'entend :

- a) d'une part, d'un lieu de restauration faisant partie d'une chaîne de lieux de restauration;
- b) d'autre part, de tout autre lieu de restauration que prévoient les règlements. («regulated food service premise»)

«ministre» Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée ou l'autre membre du Conseil exécutif chargé de l'application de la présente loi. («Minister»)

Franchisors, etc.

(2) For the purposes of this Act, and without in any way restricting the ordinary meaning of “owns or operates”, a person who owns or operates a regulated food service premise includes a franchisor, a licensor, a person who owns or operates a regulated food service premise through a subsidiary, and a manager of a regulated food service premise, but does not include an employee who works at a regulated food service premise but is not a manager.

Information to be displayed

2. (1) Every person who owns or operates a regulated food service premise shall ensure that there is displayed, in accordance with the requirements of this section, the following information:

1. The number of calories of every standard food item that is sold or offered for sale at the regulated food service premise.
2. Any other information required by the regulations with respect to every standard food item that is sold or offered for sale at the regulated food service premise.

Where displayed, in regulated food service premise

(2) The information required to be displayed under subsection (1) with respect to a standard food item shall be displayed,

- (a) on each menu on which the standard food item is listed or depicted at the regulated food service premise; and
- (b) where the standard food item is put on display at the regulated food service premise, on a label or tag identifying the standard food item.

Where displayed, otherwise

(3) In addition to the display required under subsection (2), where a regulated food service premise lists or depicts a standard food item on a menu that is distributed or available outside the regulated food service premise, the information required to be displayed for the purposes of subsection (1) shall be displayed on that menu.

Application of subs. (1)

(4) The requirement under subsection (1) applies with respect to each variety, flavour and size of standard food item that is sold or offered for sale at the regulated food service premise.

Combination meals

(5) If a combination of standard food items is sold or offered for sale as a combination meal, the requirements under this section apply with respect to the combination meal as if the combination meal was also an individual standard food item.

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

Franchiseurs

(2) Pour l'application de la présente loi et sans préjudice de la portée du sens courant de l'expression «propriétaire ou exploitant», la personne qui est propriétaire ou exploitant d'un lieu de restauration réglementé s'entend en outre du franchiseur, du concédant, du propriétaire ou de l'exploitant d'un lieu de restauration réglementé par l'intermédiaire d'une filiale, et du gérant d'un lieu de restauration réglementé. Est exclu l'employé qui travaille dans un lieu de restauration réglementé, mais qui n'est pas gérant.

Affichage de renseignements

2. (1) Toute personne qui est propriétaire ou exploitant d'un lieu de restauration réglementé veille à ce que les renseignements suivants soient affichés dans le lieu conformément aux exigences du présent article :

1. Le nombre de calories de chaque aliment normalisé vendu ou mis en vente dans le lieu.
2. Tout autre renseignement qu'exigent les règlements concernant chaque aliment normalisé vendu ou mis en vente dans le lieu.

Affichage dans un lieu de restauration réglementé

(2) Les renseignements devant être affichés en application du paragraphe (1) à l'égard d'un aliment normalisé sont affichés :

- a) sur chaque menu où l'aliment normalisé est énuméré ou illustré au lieu de restauration réglementé;
- b) si l'aliment normalisé est exposé au lieu de restauration réglementé, sur l'étiquette identifiant l'aliment.

Affichage à d'autres endroits

(3) Outre l'exigence prévue au paragraphe (2), si un aliment normalisé est énuméré ou illustré au lieu de restauration réglementé sur un menu distribué ou disponible à l'extérieur du lieu, les renseignements devant être affichés pour l'application du paragraphe (1) doivent être affichés sur ce menu.

Champ d'application du par. (1)

(4) L'exigence prévue au paragraphe (1) s'applique à l'égard de chaque variété, saveur et taille d'un aliment normalisé vendu ou mis en vente au lieu de restauration réglementé.

Repas combiné

(5) Si une combinaison d'aliments normalisés est vendue ou mise en vente sous forme de repas combiné, les exigences prévues au présent article s'appliquent à l'égard du repas combiné comme si ce dernier était lui aussi un seul aliment normalisé.

Signs

(6) Every person who owns or operates a regulated food service premise shall ensure that there are publicly posted at the regulated food service premise, in a manner that is in accordance with the regulations, one or more signs that contain any caloric or nutritional information that may be required by the regulations.

How displayed

(7) The information required to be displayed for the purposes of this section shall be displayed in accordance with the rules provided for in the regulations.

What displayed

(8) For the purposes of this section, the number of calories of each standard food item shall be determined as provided for in the regulations.

Inspectors

3. (1) The Minister may appoint inspectors for the purposes of this Act.

Inspection

(2) For the purpose of determining whether this Act is being complied with, an inspector may, without a warrant, enter and inspect,

- (a) a regulated food service premise; or
- (b) any business premises of a company that owns, operates, franchises or licenses one or more regulated food service premises.

Time of entry

(3) The power under this section to enter and inspect without a warrant may be exercised only during the regular business hours of the regulated food service premise or business premises.

Dwellings

(4) The power to enter and inspect a regulated food service premise or business premises without a warrant shall not be exercised to enter and inspect a place or a part of a place that is used as a dwelling.

Use of force

(5) An inspector is not entitled to use force to enter and inspect a regulated food service premise or business premises.

Identification

(6) An inspector conducting an inspection shall produce, on request, evidence of his or her appointment.

Powers of inspector

- (7) An inspector conducting an inspection may,
- (a) examine a standard food item, a record or any other thing that is relevant to the inspection;
 - (b) demand the production of a standard food item, a record or any other thing that is relevant to the inspection;

Affiches

(6) Toute personne qui est propriétaire ou exploitant d'un lieu de restauration réglementé veille à ce que soient affichées publiquement dans le lieu, d'une manière conforme aux règlements, une ou plusieurs affiches indiquant les renseignements nutritionnels ou sur la teneur en calories qu'exigent les règlements.

Méthode d'affichage

(7) Les renseignements devant être affichés pour l'application du présent article doivent être affichés conformément aux règles prévues par les règlements.

Contenu de l'affichage

(8) Pour l'application du présent article, le nombre de calories de chaque aliment normalisé est établi de la manière prévue par les règlements.

Inspecteurs

3. (1) Le ministre peut nommer des inspecteurs pour l'application de la présente loi.

Inspection

(2) Pour déterminer si la présente loi est observée, un inspecteur peut, sans mandat, pénétrer dans les endroits énumérés ci-dessous et en faire l'inspection :

- a) un lieu de restauration réglementé;
- b) les locaux commerciaux d'une entreprise propriétaire ou exploitante d'un ou de plusieurs lieux de restauration réglementés ou qui franchise ou concède de tels lieux.

Heure d'entrée

(3) Le pouvoir, prévu au présent article, de pénétrer dans un lieu de restauration réglementé ou des locaux commerciaux pour y faire une inspection sans mandat ne peut être exercé que pendant les heures d'ouverture normales du lieu ou des locaux.

Logements

(4) Le pouvoir de pénétrer dans un lieu de restauration réglementé ou des locaux commerciaux pour y faire une inspection sans mandat ne doit pas être exercé dans un endroit ou une partie d'un endroit qui sert de logement.

Usage de la force

(5) L'inspecteur n'a pas le droit d'utiliser la force pour pénétrer dans un lieu de restauration réglementé ou des locaux commerciaux en vue d'y faire une inspection.

Identification

(6) L'inspecteur qui fait une inspection produit, sur demande, une attestation de sa nomination.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (7) L'inspecteur qui fait une inspection peut accomplir les actes suivants :
- a) examiner des aliments normalisés, des documents ou d'autres choses qui se rapportent à l'inspection;
 - b) demander formellement la production des aliments normalisés, des documents ou des autres choses qui se rapportent à l'inspection;

- (c) remove a standard food item, a record or any other thing that is relevant to the inspection for review;
- (d) remove a record or any other thing that is relevant to the inspection for copying;
- (e) in order to produce a record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business in the place;
- (f) take photographs; and
- (g) question a person on matters relevant to the inspection.

Written demand

(8) A demand under this section that a standard food item, a record or any other thing be produced must be in writing and must include a statement of the nature of the standard food item, record or thing required.

Obligation to produce and assist

(9) If an inspector demands that a standard food item, a record or any other thing be produced under this section, the person who has custody of the standard food item, record or thing shall produce it and, in the case of a record, shall on request provide any assistance that is reasonably necessary to interpret the record or to produce it in a readable form.

Records and things removed from place

(10) A record or other thing that has been removed for review or copying,

- (a) shall be made available to the person from whom it was removed on request and at a time and place that are convenient for the person and for the inspector; and
- (b) shall be returned to the person within a reasonable time.

Copy admissible in evidence

(11) A copy of a record or other thing that purports to be certified by an inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Obstruction

(12) No person shall hinder, obstruct or interfere with or attempt to hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection, refuse to answer questions on matters relevant to the inspection or provide the inspector with false information on matters relevant to the inspection.

Offences

4. (1) Every person who contravenes any provision of this Act or the regulations is guilty of an offence and is liable,

- c) enlever, aux fins d'examen, des aliments normalisés, des documents ou d'autres choses qui se rapportent à l'inspection;
- d) enlever des documents ou d'autres choses qui se rapportent à l'inspection pour en faire des copies;
- e) afin de produire un document sous une forme lisible, recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données qui sont utilisés habituellement pour les activités de l'endroit;
- f) prendre des photographies;
- g) interroger des personnes sur des questions qui se rapportent à l'inspection.

Demande formelle par écrit

(8) La demande formelle prévue au présent article en vue de la production d'aliments normalisés, de documents ou d'autres choses doit être présentée par écrit et doit comprendre une déclaration quant à la nature des aliments normalisés, des documents ou des choses dont la production est exigée.

Production de documents et aide obligatoires

(9) Si un inspecteur fait une demande formelle en vue de la production, en application du présent article, d'aliments normalisés, de documents ou d'autres choses, la personne qui a la garde de ces aliments, documents ou choses les produit et, dans le cas de documents, elle fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour interpréter les documents ou les produire sous une forme lisible.

Enlèvement de documents et de choses

(10) Les documents ou autres choses qui ont été enlevés aux fins d'examen ou de copie sont :

- a) d'une part, mis à la disposition de la personne à qui ils ont été enlevés, à la demande de celle-ci et aux date, heure et lieu qui conviennent à cette personne et à l'inspecteur;
- b) d'autre part, retournés à cette personne dans un délai raisonnable.

Copie admissible en preuve

(11) La copie d'un document ou d'une autre chose qui se présente comme étant certifiée conforme à l'original par l'inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante que celui-ci.

Entrave

(12) Nul ne doit gêner ou entraver, ni tenter de gêner ou d'entraver, le travail d'un inspecteur qui effectue une inspection, refuser de répondre à des questions concernant des sujets qui se rapportent à l'inspection ou fournir à l'inspecteur des renseignements faux portant sur des sujets ayant trait à l'inspection.

Infractions

4. (1) Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction et passible :

(a) in the case of an individual,

- (i) for a first offence, to a fine of not more than \$500 for every day or part of a day on which the offence occurs or continues, and
- (ii) for a second or subsequent offence, to a fine of not more than \$1,000 for every day or part of a day on which the offence occurs or continues; and

(b) in the case of a corporation,

- (i) for a first offence, to a fine of not more than \$5,000 for every day or part of a day on which the offence occurs or continues, and
- (ii) for a second or subsequent offence, to a fine of not more than \$10,000 for every day or part of a day on which the offence occurs or continues.

Duty of directors and officers

(2) A director or officer of a corporation that owns or operates a regulated food service premise shall take all reasonable care to ensure that this Act and the regulations are complied with.

Offence

(3) A person who has the duty imposed by subsection (2) and fails to carry it out is guilty of an offence and on conviction is liable to the penalty provided for in subsection (1).

Same

(4) A person may be prosecuted and convicted under subsection (3) even if the corporation has not been prosecuted or convicted.

Certain by-laws inoperative

5. A municipal by-law is inoperative to the extent it addresses caloric or nutritional information required to be displayed by food service premises.

Regulations

6. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) providing for anything that this Act describes as being provided for, required or specified in the regulations;
- (b) exempting food and drink items from the definition of “standard food item” and making such exemptions subject to compliance with the requirements, if any, provided for in the regulations;

a) dans le cas d'un particulier :

- (i) pour une première infraction, d'une amende maximale de 500 \$ pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise,
- (ii) pour une infraction subséquente, d'une amende maximale de 1 000 \$ pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise;

b) dans le cas d'une personne morale :

- (i) pour une première infraction, d'une amende maximale de 5 000 \$ pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise,
- (ii) pour une infraction subséquente, d'une amende maximale de 10 000 \$ pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou continue d'être commise.

Devoir des administrateurs et des dirigeants

(2) Les administrateurs ou les dirigeants d'une personne morale qui est propriétaire ou exploitant d'un lieu de restauration réglementé doivent exercer toute la prudence raisonnable pour assurer l'observation de la présente loi et des règlements.

Infraction

(3) Quiconque a le devoir imposé au paragraphe (2) et ne s'en acquitte pas est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue au paragraphe (1).

Idem

(4) Quiconque peut être poursuivi et reconnu coupable d'une infraction aux termes du paragraphe (3) même si la personne morale n'a pas été poursuivie ni reconnue coupable.

Caractère sans effet de certains règlements municipaux

5. Un règlement municipal est sans effet dans la mesure où il traite des renseignements nutritionnels ou sur la teneur en calories que doivent afficher les lieux de restauration.

Règlements

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prévoir tout ce que la présente loi décrit comme étant prévu, exigé ou précisé dans les règlements;
- b) exempter des aliments et des boissons de la définition de «aliment normalisé» et assujettir de telles exemptions à l'observation des exigences prévues par les règlements;

- (c) further specifying or clarifying the meaning of “a person who owns or operates a regulated food service premise” for the purposes of this Act;
- (d) governing the information and signs that are required for the purposes of section 2;
- (e) exempting persons who own or operate regulated food service premises or classes of persons from any or all of the requirements of section 2, and making such exemptions subject to compliance with the requirements, if any, provided for in the regulations;
- (f) defining, for the purposes of this Act and its regulations, any word or expression used in this Act that has not already been expressly defined in this Act;
- (g) for carrying out the purposes, provisions and intent of this Act.

Commencement

7. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

8. The short title of this Act is the *Making Healthier Choices Act, 2014*.

- c) préciser ou clarifier davantage le sens de «personne qui est propriétaire ou exploitant d'un lieu de restauration réglementé» pour l'application de la présente loi;
- d) régir les renseignements et les affiches exigés pour l'application de l'article 2;
- e) exempter des personnes qui sont propriétaires ou exploitants de lieux de restauration réglementés ou des catégories de personnes de tout ou partie des exigences de l'article 2 et assujettir de telles exemptions à une condition d'observation des exigences prévues par les règlements;
- f) définir, pour l'application de la présente loi et de ses règlements, des termes qui sont utilisés dans la présente loi, mais qui n'y sont pas expressément définis;
- g) traiter de la réalisation de l'objet de la présente loi et de l'application de ses dispositions.

Entrée en vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 pour des choix plus sains*.

400N
K13
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 163

**An Act to amend
the Municipal Elections Act, 1996
to allow the City of Toronto to adopt
an alternative voting system**

Mr. J. Schein

Private Member's Bill

1st Reading	February 25, 2014
2nd Reading	
3rd Reading	
Royal Assent	

Projet de loi 163

**Loi visant à modifier la Loi de 1996
sur les élections municipales
afin de permettre à la cité de Toronto
d'adopter un système de vote
de remplacement**

M. J. Schein

Projet de loi de député

1 ^{re} lecture	25 février 2014
2 ^e lecture	
3 ^e lecture	
Sanction royale	



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Municipal Elections Act, 1996* to authorize the City of Toronto to pass a by-law adopting an alternative voting system for the election of members of city council, including the mayor.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1996 sur les élections municipales* afin d'autoriser la cité de Toronto à adopter, par règlement municipal, un système de vote de remplacement pour l'élection des membres du conseil municipal, y compris le maire.

**An Act to amend
the Municipal Elections Act, 1996
to allow the City of Toronto to adopt
an alternative voting system**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Municipal Elections Act, 1996* is amended by adding the following section:

CITY OF TORONTO — ALTERNATIVE VOTING SYSTEM

City of Toronto by-law re alternative voting system

45.1 (1) The council of the City of Toronto may pass a by-law adopting an alternative voting system for the election of a member of city council, including the mayor, and establishing rules with respect to the voting procedure and counting of votes under the alternative voting system.

Application of by-law

(2) A by-law passed under subsection (1) applies to an election as specified in the by-law.

Conflict

(3) A by-law made under subsection (1) prevails over the prescribed provisions of this Act and the prescribed provisions of the regulations made under this Act.

2. Subsection 95 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(c.0.1) if the council of the City of Toronto has passed a by-law under subsection 45.1 (1),

- (i) provide for transitional matters that, in the opinion of the Minister, are necessary or desirable to implement an alternative voting system adopted by the City of Toronto,
- (ii) govern, clarify or vary the application of provisions of this Act or provisions of the regulations made under this Act in respect of an alternative voting system adopted by the City of Toronto,
- (iii) prescribe, for the purpose of subsection 45.1 (3), provisions of this Act and provisions of the regulations made under this Act;

**Loi visant à modifier la Loi de 1996
sur les élections municipales
afin de permettre à la cité de Toronto
d'adopter un système de vote
de remplacement**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi de 1996 sur les élections municipales* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

**CITÉ DE TORONTO — SYSTÈME DE VOTE
DE REMPLACEMENT**

Règlement municipal de la cité de Toronto : système de vote de remplacement

45.1 (1) Le conseil de la cité de Toronto peut, par règlement municipal, adopter un système de vote de remplacement pour l'élection d'un membre du conseil municipal, y compris le maire, et établir des règles concernant le déroulement et le dépouillement du scrutin dans le cadre de ce système.

Application du règlement municipal

(2) Le règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) s'applique de la façon qu'il précise.

Incompatibilité

(3) Le règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) l'emporte sur les dispositions prescrites de la présente loi et de ses règlements.

2. Le paragraphe 95 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

c.0.1) si le conseil de la cité de Toronto a adopté un règlement municipal en vertu du paragraphe 45.1 (1) :

- (i) prévoir les questions transitoires qui, de l'avis du ministre, sont nécessaires ou souhaitables pour la mise en place d'un système de vote de remplacement adopté par la cité de Toronto,
- (ii) régir, préciser ou modifier l'application des dispositions de la présente loi ou de ses règlements à l'égard d'un système de vote de remplacement adopté par la cité de Toronto,
- (iii) prescrire, pour l'application du paragraphe 45.1 (3), des dispositions de la présente loi et de ses règlements;

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *City of Toronto Alternative Voting System Act, 2014*.

Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur l'adoption d'un système de vote de remplacement par la cité de Toronto*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 164

**An Act to authorize
the expenditure of certain amounts
for the fiscal year ending
March 31, 2014**

The Hon. C. Sousa
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading February 25, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 164

**Loi autorisant l'utilisation
de certaines sommes
pour l'exercice se terminant
le 31 mars 2014**

L'honorable C. Sousa
Ministre des Finances

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 25 février 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



**An Act to authorize
the expenditure of certain amounts
for the fiscal year ending
March 31, 2014**

**Loi autorisant l'utilisation
de certaines sommes
pour l'exercice se terminant
le 31 mars 2014**

Preamble

A message from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates, indicates that the amounts mentioned in the Schedules are required for the purposes set out in this Act.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Interpretation

1. In this Act,

“non-cash expense” has the same meaning as in the *Financial Administration Act*; (“frais hors trésorerie”)

“non-cash investment” has the same meaning as in the *Financial Administration Act*. (“élément d’investissement hors trésorerie”)

Supply granted**Expenses of the public service**

2. (1) For the period from April 1, 2013 to March 31, 2014, amounts not exceeding a total of \$116,340,644,300 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service, as set out in Schedule A to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Investments of the public service

(2) For the period from April 1, 2013 to March 31, 2014, amounts not exceeding a total of \$4,154,974,800 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash investments to be applied to the investments of the public service in capital assets, loans and other investments, as set out in Schedule B to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenses of the Legislative Offices

(3) For the period from April 1, 2013 to March 31, 2014, amounts not exceeding a total of \$203,856,200 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the expenses of the Legislative Offices, as set out

Préambule

Il ressort d'un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario, accompagné du budget des dépenses, que les sommes indiquées dans les annexes sont nécessaires aux fins énoncées dans la présente loi.

Pour ce motif, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«élément d'investissement hors trésorerie» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («non-cash investment»)

«frais hors trésorerie» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («non-cash expense»)

Crédits accordés**Dépenses de la fonction publique**

2. (1) Pour la période allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, une somme maximale de 116 340 644 300 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre de frais hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux dépenses de la fonction publique, indiquées à l'annexe A de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Investissements de la fonction publique

(2) Pour la période allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, une somme maximale de 4 154 974 800 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre d'éléments d'investissement hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux investissements de la fonction publique dans des immobilisations, des prêts et autres éléments, indiqués à l'annexe B de la présente loi, auxquels il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée

(3) Pour la période allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, une somme maximale de 203 856 200 \$ peut être prélevée sur le Trésor et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget sup-

in Schedule C to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenditures of the public service

3. An expenditure in the votes and items of the estimates of the public service may be incurred or recognized by the Crown through any ministry to which, during the fiscal year ending on March 31, 2014, responsibility has been given for the program or activity that includes that expenditure.

Repeal

4. The *Interim Appropriation for 2013-2014 Act, 2013* is repealed.

Commencement

5. This Act is deemed to have come into force on April 1, 2013.

Short title

6. The short title of this Act is the *Supply Act, 2014*.

plémentaire des dépenses, aux dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée, indiquées à l'annexe C de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses de la fonction publique

3. Une dépense figurant aux crédits et postes du budget des dépenses de la fonction publique peut être engagée ou comptabilisée par la Couronne par l'intermédiaire du ministère auquel a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2014, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique cette dépense.

Abrogation

4. La *Loi de 2013 portant affectation anticipée de crédits pour 2013-2014* est abrogée.

Entrée en vigueur

5. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2013.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 2014*.

**SUPPLY
SCHEDULE A**

Public Service	2013-14 Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Estimates – Capital (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Capital (in dollars)	Total (in dollars)
Aboriginal Affairs	61,601,800	3,001,000	-	-	64,602,800
Agriculture and Food / Rural Affairs	652,016,600	151,345,200	-	-	803,361,800
Attorney General	1,642,674,600	63,198,400	-	-	1,705,873,000
Cabinet Office	26,711,300	-	-	-	26,711,300
Children and Youth Services	4,234,993,300	25,299,000	-	-	4,260,292,300
Citizenship and Immigration	161,413,800	2,000	-	-	161,415,800
Community and Social Services	10,140,055,200	13,000,000	-	-	10,153,055,200
Community Safety and Correctional Services	2,264,717,700	72,539,700	-	-	2,337,257,400
Consumer Services	23,895,500	1,000	-	-	23,896,500
Economic Development, Trade and Employment / Research and Innovation	947,858,800	80,501,000	-	-	1,028,359,800
Education	23,583,033,500	1,561,928,500	-	-	25,144,962,000
Energy	1,119,650,400	1,000	-	-	1,119,651,400
Environment	326,941,700	4,248,000	-	-	331,189,700
Finance	2,179,032,300	5,000	-	-	2,179,037,300
Francophone Affairs, Office of	4,989,200	-	-	-	4,989,200
Government Services	1,684,846,400	26,900,700	-	-	1,711,747,100
Health and Long- Term Care	48,415,852,600	1,205,861,000	-	-	49,621,713,600
Infrastructure	76,189,400	416,501,300	-	-	492,690,700
Labour	288,781,000	492,000	-	-	289,273,000
Lieutenant Governor, Office of the	1,313,700	-	-	-	1,313,700
Municipal Affairs and Housing	911,186,700	128,529,600	-	-	1,039,716,300
Natural Resources	519,141,000	43,461,800	-	-	562,602,800
Northern Development and Mines	261,573,100	122,682,500	-	-	384,255,600
Premier, Office of the	2,563,000	-	-	-	2,563,000
Tourism, Culture and Sport	955,505,000	67,209,500	-	-	1,022,714,500
Training, Colleges and Universities	7,586,529,600	213,712,200	-	-	7,800,241,800
Transportation	1,107,424,500	2,959,732,200	-	-	4,067,156,700
Total	109,180,491,700	7,160,152,600	-	-	116,340,644,300

**CRÉDITS
ANNEXE A**

Fonction publique	Budget des dépenses de 2013-2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget des dépenses de 2013-2014 – Immobilisations (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013-2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013-2014 – Immobilisations (en dollars)	Total (en dollars)
Affaires autochtones	61 601 800	3 001 000	-	-	64 602 800
Affaires civiques et Immigration	161 413 800	2 000	-	-	161 415 800
Affaires municipales et Logement	911 186 700	128 529 600	-	-	1 039 716 300
Agriculture et Alimentation / Affaires rurales	652 016 600	151 345 200	-	-	803 361 800
Bureau du Conseil des ministres	26 711 300	-	-	-	26 711 300
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 313 700	-	-	-	1 313 700
Cabinet du Premier ministre	2 563 000	-	-	-	2 563 000
Développement du Nord et Mines	261 573 100	122 682 500	-	-	384 255 600
Développement économique, Commerce et Emploi / Recherche et Innovation	947 858 800	80 501 000	-	-	1 028 359 800
Éducation	23 583 033 500	1 561 928 500	-	-	25 144 962 000
Énergie	1 119 650 400	1 000	-	-	1 119 651 400
Environnement	326 941 700	4 248 000	-	-	331 189 700
Finances	2 179 032 300	5 000	-	-	2 179 037 300
Formation, Collèges et Universités	7 586 529 600	213 712 200	-	-	7 800 241 800
Infrastructure	76 189 400	416 501 300	-	-	492 690 700
Office des affaires francophones	4 989 200	-	-	-	4 989 200
Procureur général	1 642 674 600	63 198 400	-	-	1 705 873 000
Richesses naturelles	519 141 000	43 461 800	-	-	562 602 800
Santé et Soins de longue durée	48 415 852 600	1 205 861 000	-	-	49 621 713 600
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 264 717 700	72 539 700	-	-	2 337 257 400
Services à l'enfance et à la jeunesse	4 234 993 300	25 299 000	-	-	4 260 292 300
Services aux consommateurs	23 895 500	1 000	-	-	23 896 500
Services gouvernementaux	1 684 846 400	26 900 700	-	-	1 711 747 100
Services sociaux et communautaires	10 140 055 200	13 000 000	-	-	10 153 055 200
Tourisme, Culture et Sport	955 505 000	67 209 500	-	-	1 022 714 500
Transports	1 107 424 500	2 959 732 200	-	-	4 067 156 700
Travail	288 781 000	492 000	-	-	289 273 000
Total	109 180 491 700	7 160 152 600	-	-	116 340 644 300

**SUPPLY
SCHEDULE B**

Public Service	2013-14 Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Estimates – Capital (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Capital (in dollars)	Total (in dollars)
Aboriginal Affairs	-	-	-	-	-
Agriculture and Food / Rural Affairs	1,105,000	-	-	-	1,105,000
Attorney General	1,874,800	142,935,500	-	-	144,810,300
Cabinet Office	-	-	-	-	-
Children and Youth Services	2,003,000	36,642,600	-	-	38,645,600
Citizenship and Immigration	-	2,000	-	-	2,000
Community and Social Services	26,904,000	20,211,700	-	-	47,115,700
Community Safety and Correctional Services	16,000	110,474,200	-	-	110,490,200
Consumer Services	1,000	1,000	-	-	2,000
Economic Development, Trade and Employment / Research and Innovation	50,504,000	1,000	-	-	50,505,000
Education	2,001,000	11,833,600	-	-	13,834,600
Energy	-	1,000	-	-	1,000
Environment	-	14,212,500	-	-	14,212,500
Finance	351,000	6,992,000	-	-	7,343,000
Francophone Affairs, Office of	-	-	-	-	-
Government Services	15,590,500	357,646,100	-	-	373,236,600
Health and Long- Term Care	104,595,000	28,940,200	-	-	133,535,200
Infrastructure	-	11,581,000	-	-	11,581,000
Labour	-	2,000	-	-	2,000
Lieutenant Governor, Office of the	-	-	-	-	-
Municipal Affairs and Housing	-	1,000	-	-	1,000
Natural Resources	555,800	49,117,600	-	-	49,673,400
Northern Development and Mines	5,250,700	553,325,000	-	-	558,575,700
Premier, Office of the	-	-	-	-	-
Tourism, Culture and Sport	-	255,345,900	-	-	255,345,900
Training, Colleges and Universities	74,400,000	9,852,500	-	-	84,252,500
Transportation	5,000	2,260,699,600	-	-	2,260,704,600
Total	285,156,800	3,869,818,000	-	-	4,154,974,800

**CRÉDITS
ANNEXE B**

Fonction publique	Budget des dépenses de 2013-2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget des dépenses de 2013-2014 – Immobilisations (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013-2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013-2014 – Immobilisations (en dollars)	Total (en dollars)
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Affaires civiles et Immigration	-	2 000	-	-	2 000
Affaires municipales et Logement	-	1 000	-	-	1 000
Agriculture et Alimentation / Affaires rurales	1 105 000	-	-	-	1 105 000
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-
Développement du Nord et Mines	5 250 700	553 325 000	-	-	558 575 700
Développement économique, Commerce et Emploi / Recherche et Innovation	50 504 000	1 000	-	-	50 505 000
Éducation	2 001 000	11 833 600	-	-	13 834 600
Énergie	-	1 000	-	-	1 000
Environnement	-	14 212 500	-	-	14 212 500
Finances	351 000	6 992 000	-	-	7 343 000
Formation, Collèges et Universités	74 400 000	9 852 500	-	-	84 252 500
Infrastructure	-	11 581 000	-	-	11 581 000
Office des affaires francophones	-	-	-	-	-
Procureur général	1 874 800	142 935 500	-	-	144 810 300
Richesses naturelles	555 800	49 117 600	-	-	49 673 400
Santé et Soins de longue durée	104 595 000	28 940 200	-	-	133 535 200
Sécurité communautaire et Services correctionnels	16 000	110 474 200	-	-	110 490 200
Services à l'enfance et à la jeunesse	2 003 000	36 642 600	-	-	38 645 600
Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-	2 000
Services gouvernementaux	15 590 500	357 646 100	-	-	373 236 600
Services sociaux et communautaires	26 904 000	20 211 700	-	-	47 115 700
Tourisme, Culture et Sport	-	255 345 900	-	-	255 345 900
Transports	5 000	2 260 699 600	-	-	2 260 704 600
Travail	-	2 000	-	-	2 000
Total	285 156 800	3 869 818 000	-	-	4 154 974 800

**SUPPLY
SCHEDULE C**

Legislative Office	2013-14 Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Estimates – Capital (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Capital (in dollars)	Total (in dollars)
Assembly, Office of the	158,297,100	-	-	-	158,297,100
Auditor General, Office of the	16,024,000	-	-	-	16,024,000
Chief Electoral Officer, Office of the	18,247,000	-	-	-	18,247,000
Ombudsman Ontario	11,288,100	-	-	-	11,288,100
Total	203,856,200	-	-	-	203,856,200

**CRÉDITS
ANNEXE C**

Bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée	Budget des dépenses de 2013-2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget des dépenses de 2013-2014 – Immobilisations (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013-2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013-2014 – Immobilisations (en dollars)	Total (en dollars)
Bureau de l'Assemblée législative	158 297 100	-	-	-	158 297 100
Bureau du directeur général des élections	18 247 000	-	-	-	18 247 000
Bureau du vérificateur général	16 024 000	-	-	-	16 024 000
Ombudsman Ontario	11 288 100	-	-	-	11 288 100
Total	203 856 200	-	-	-	203 856 200

CA20N
XB
-B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

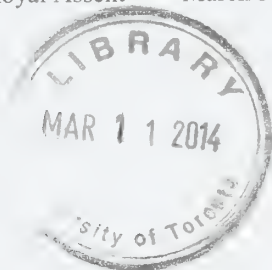
Bill 164

*(Chapter 1
Statutes of Ontario, 2014)*

**An Act to authorize
the expenditure of certain amounts
for the fiscal year ending
March 31, 2014**

The Hon. C. Sousa
Minister of Finance

1st Reading	February 25, 2014
2nd Reading	February 26, 2014
3rd Reading	February 26, 2014
Royal Assent	March 3, 2014



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 164

*(Chapitre 1
Lois de l'Ontario de 2014)*

**Loi autorisant l'utilisation
de certaines sommes
pour l'exercice se terminant
le 31 mars 2014**

L'honorable C. Sousa
Ministre des Finances

1 ^{re} lecture	25 février 2014
2 ^e lecture	26 février 2014
3 ^e lecture	26 février 2014
Sanction royale	3 mars 2014

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



**An Act to authorize
the expenditure of certain amounts
for the fiscal year ending
March 31, 2014**

Preamble

A message from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates, indicates that the amounts mentioned in the Schedules are required for the purposes set out in this Act.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Interpretation**1.** In this Act,

“non-cash expense” has the same meaning as in the *Financial Administration Act*; (“frais hors trésorerie”)

“non-cash investment” has the same meaning as in the *Financial Administration Act*. (“élément d’investissement hors trésorerie”)

Supply granted**Expenses of the public service**

2. (1) For the period from April 1, 2013 to March 31, 2014, amounts not exceeding a total of \$116,340,644,300 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service, as set out in Schedule A to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Investments of the public service

(2) For the period from April 1, 2013 to March 31, 2014, amounts not exceeding a total of \$4,154,974,800 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash investments to be applied to the investments of the public service in capital assets, loans and other investments, as set out in Schedule B to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenses of the Legislative Offices

(3) For the period from April 1, 2013 to March 31, 2014, amounts not exceeding a total of \$203,856,200 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the expenses of the Legislative Offices, as set out

**Loi autorisant l'utilisation
de certaines sommes
pour l'exercice se terminant
le 31 mars 2014**

Préambule

Il ressort d'un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario, accompagné du budget des dépenses, que les sommes indiquées dans les annexes sont nécessaires aux fins énoncées dans la présente loi.

Pour ce motif, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«élément d'investissement hors trésorerie» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («non-cash investment»)

«frais hors trésorerie» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («non-cash expense»)

Crédits accordés**Dépenses de la fonction publique**

2. (1) Pour la période allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, une somme maximale de 116 340 644 300 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre de frais hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux dépenses de la fonction publique, indiquées à l'annexe A de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Investissements de la fonction publique

(2) Pour la période allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, une somme maximale de 4 154 974 800 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre d'éléments d'investissement hors trésorerie et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses, aux investissements de la fonction publique dans des immobilisations, des prêts et autres éléments, indiqués à l'annexe B de la présente loi, auxquels il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée

(3) Pour la période allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, une somme maximale de 203 856 200 \$ peut être prélevée sur le Trésor et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget sup-

in Schedule C to this Act, that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.

Expenditures of the public service

3. An expenditure in the votes and items of the estimates of the public service may be incurred or recognized by the Crown through any ministry to which, during the fiscal year ending on March 31, 2014, responsibility has been given for the program or activity that includes that expenditure.

Repeal

4. The *Interim Appropriation for 2013-2014 Act, 2013* is repealed.

Commencement

5. This Act is deemed to have come into force on April 1, 2013.

Short title

6. The short title of this Act is the *Supply Act, 2014*.

plémentaire des dépenses, aux dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée, indiquées à l'annexe C de la présente loi, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses de la fonction publique

3. Une dépense figurant aux crédits et postes du budget des dépenses de la fonction publique peut être engagée ou comptabilisée par la Couronne par l'intermédiaire du ministère auquel a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2014, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique cette dépense.

Abrogation

4. La *Loi de 2013 portant affectation anticipée de crédits pour 2013-2014* est abrogée.

Entrée en vigueur

5. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2013.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 2014*.

**SUPPLY
SCHEDULE A**

Public Service	2013-14 Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Estimates – Capital (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Capital (in dollars)	Total (in dollars)
Aboriginal Affairs	61,601,800	3,001,000	-	-	64,602,800
Agriculture and Food / Rural Affairs	652,016,600	151,345,200	-	-	803,361,800
Attorney General	1,642,674,600	63,198,400	-	-	1,705,873,000
Cabinet Office	26,711,300	-	-	-	26,711,300
Children and Youth Services	4,234,993,300	25,299,000	-	-	4,260,292,300
Citizenship and Immigration	161,413,800	2,000	-	-	161,415,800
Community and Social Services	10,140,055,200	13,000,000	-	-	10,153,055,200
Community Safety and Correctional Services	2,264,717,700	72,539,700	-	-	2,337,257,400
Consumer Services	23,895,500	1,000	-	-	23,896,500
Economic Development, Trade and Employment / Research and Innovation	947,858,800	80,501,000	-	-	1,028,359,800
Education	23,583,033,500	1,561,928,500	-	-	25,144,962,000
Energy	1,119,650,400	1,000	-	-	1,119,651,400
Environment	326,941,700	4,248,000	-	-	331,189,700
Finance	2,179,032,300	5,000	-	-	2,179,037,300
Francophone Affairs, Office of	4,989,200	-	-	-	4,989,200
Government Services	1,684,846,400	26,900,700	-	-	1,711,747,100
Health and Long- Term Care	48,415,852,600	1,205,861,000	-	-	49,621,713,600
Infrastructure	76,189,400	416,501,300	-	-	492,690,700
Labour	288,781,000	492,000	-	-	289,273,000
Lieutenant Governor, Office of the	1,313,700	-	-	-	1,313,700
Municipal Affairs and Housing	911,186,700	128,529,600	-	-	1,039,716,300
Natural Resources	519,141,000	43,461,800	-	-	562,602,800
Northern Development and Mines	261,573,100	122,682,500	-	-	384,255,600
Premier, Office of the	2,563,000	-	-	-	2,563,000
Tourism, Culture and Sport	955,505,000	67,209,500	-	-	1,022,714,500
Training, Colleges and Universities	7,586,529,600	213,712,200	-	-	7,800,241,800
Transportation	1,107,424,500	2,959,732,200	-	-	4,067,156,700
Total	109,180,491,700	7,160,152,600	-	-	116,340,644,300

**CRÉDITS
ANNEXE A**

Fonction publique	Budget des dépenses de 2013-2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget des dépenses de 2013-2014 – Immobilisations (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013-2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013-2014 – Immobilisations (en dollars)	Total (en dollars)
Affaires autochtones	61 601 800	3 001 000	-	-	64 602 800
Affaires civiques et Immigration	161 413 800	2 000	-	-	161 415 800
Affaires municipales et Logement	911 186 700	128 529 600	-	-	1 039 716 300
Agriculture et Alimentation / Affaires rurales	652 016 600	151 345 200	-	-	803 361 800
Bureau du Conseil des ministres	26 711 300	-	-	-	26 711 300
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 313 700	-	-	-	1 313 700
Cabinet du Premier ministre	2 563 000	-	-	-	2 563 000
Développement du Nord et Mines	261 573 100	122 682 500	-	-	384 255 600
Développement économique, Commerce et Emploi / Recherche et Innovation	947 858 800	80 501 000	-	-	1 028 359 800
Éducation	23 583 033 500	1 561 928 500	-	-	25 144 962 000
Énergie	1 119 650 400	1 000	-	-	1 119 651 400
Environnement	326 941 700	4 248 000	-	-	331 189 700
Finances	2 179 032 300	5 000	-	-	2 179 037 300
Formation, Collèges et Universités	7 586 529 600	213 712 200	-	-	7 800 241 800
Infrastructure	76 189 400	416 501 300	-	-	492 690 700
Office des affaires francophones	4 989 200	-	-	-	4 989 200
Procureur général	1 642 674 600	63 198 400	-	-	1 705 873 000
Richesses naturelles	519 141 000	43 461 800	-	-	562 602 800
Santé et Soins de longue durée	48 415 852 600	1 205 861 000	-	-	49 621 713 600
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 264 717 700	72 539 700	-	-	2 337 257 400
Services à l'enfance et à la jeunesse	4 234 993 300	25 299 000	-	-	4 260 292 300
Services aux consommateurs	23 895 500	1 000	-	-	23 896 500
Services gouvernementaux	1 684 846 400	26 900 700	-	-	1 711 747 100
Services sociaux et communautaires	10 140 055 200	13 000 000	-	-	10 153 055 200
Tourisme, Culture et Sport	955 505 000	67 209 500	-	-	1 022 714 500
Transports	1 107 424 500	2 959 732 200	-	-	4 067 156 700
Travail	288 781 000	492 000	-	-	289 273 000
Total	109 180 491 700	7 160 152 600	-	-	116 340 644 300

**SUPPLY
SCHEDULE B**

Public Service	2013-14 Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Estimates – Capital (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Capital (in dollars)	Total (in dollars)
Aboriginal Affairs	-	-	-	-	-
Agriculture and Food / Rural Affairs	1,105,000	-	-	-	1,105,000
Attorney General	1,874,800	142,935,500	-	-	144,810,300
Cabinet Office	-	-	-	-	-
Children and Youth Services	2,003,000	36,642,600	-	-	38,645,600
Citizenship and Immigration	-	2,000	-	-	2,000
Community and Social Services	26,904,000	20,211,700	-	-	47,115,700
Community Safety and Correctional Services	16,000	110,474,200	-	-	110,490,200
Consumer Services	1,000	1,000	-	-	2,000
Economic Development, Trade and Employment / Research and Innovation	50,504,000	1,000	-	-	50,505,000
Education	2,001,000	11,833,600	-	-	13,834,600
Energy	-	1,000	-	-	1,000
Environment	-	14,212,500	-	-	14,212,500
Finance	351,000	6,992,000	-	-	7,343,000
Francophone Affairs, Office of	-	-	-	-	-
Government Services	15,590,500	357,646,100	-	-	373,236,600
Health and Long- Term Care	104,595,000	28,940,200	-	-	133,535,200
Infrastructure	-	11,581,000	-	-	11,581,000
Labour	-	2,000	-	-	2,000
Lieutenant Governor, Office of the	-	-	-	-	-
Municipal Affairs and Housing	-	1,000	-	-	1,000
Natural Resources	555,800	49,117,600	-	-	49,673,400
Northern Development and Mines	5,250,700	553,325,000	-	-	558,575,700
Premier, Office of the	-	-	-	-	-
Tourism, Culture and Sport	-	255,345,900	-	-	255,345,900
Training, Colleges and Universities	74,400,000	9,852,500	-	-	84,252,500
Transportation	5,000	2,260,699,600	-	-	2,260,704,600
Total	285,156,800	3,869,818,000	-	-	4,154,974,800

**CRÉDITS
ANNEXE B**

Fonction publique	Budget des dépenses de 2013-2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget des dépenses de 2013-2014 – Immobilisations (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013-2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013-2014 – Immobilisations (en dollars)	Total (en dollars)
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Affaires civiles et Immigration	-	2 000	-	-	2 000
Affaires municipales et Logement	-	1 000	-	-	1 000
Agriculture et Alimentation / Affaires rurales	1 105 000	-	-	-	1 105 000
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-
Développement du Nord et Mines	5 250 700	553 325 000	-	-	558 575 700
Développement économique, Commerce et Emploi / Recherche et Innovation	50 504 000	1 000	-	-	50 505 000
Éducation	2 001 000	11 833 600	-	-	13 834 600
Énergie	-	1 000	-	-	1 000
Environnement	-	14 212 500	-	-	14 212 500
Finances	351 000	6 992 000	-	-	7 343 000
Formation, Collèges et Universités	74 400 000	9 852 500	-	-	84 252 500
Infrastructure	-	11 581 000	-	-	11 581 000
Office des affaires francophones	-	-	-	-	-
Procureur général	1 874 800	142 935 500	-	-	144 810 300
Richesses naturelles	555 800	49 117 600	-	-	49 673 400
Santé et Soins de longue durée	104 595 000	28 940 200	-	-	133 535 200
Sécurité communautaire et Services correctionnels	16 000	110 474 200	-	-	110 490 200
Services à l'enfance et à la jeunesse	2 003 000	36 642 600	-	-	38 645 600
Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-	2 000
Services gouvernementaux	15 590 500	357 646 100	-	-	373 236 600
Services sociaux et communautaires	26 904 000	20 211 700	-	-	47 115 700
Tourisme, Culture et Sport	-	255 345 900	-	-	255 345 900
Transports	5 000	2 260 699 600	-	-	2 260 704 600
Travail	-	2 000	-	-	2 000
Total	285 156 800	3 869 818 000	-	-	4 154 974 800

**SUPPLY
SCHEDULE C**

Legislative Office	2013-14 Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Estimates – Capital (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Operating (in dollars)	2013-14 Supplementary Estimates – Capital (in dollars)	Total (in dollars)
Assembly, Office of the	158,297,100	-	-	-	158,297,100
Auditor General, Office of the	16,024,000	-	-	-	16,024,000
Chief Electoral Officer, Office of the	18,247,000	-	-	-	18,247,000
Ombudsman Ontario	11,288,100	-	-	-	11,288,100
Total	203,856,200	-	-	-	203,856,200

**CRÉDITS
ANNEXE C**

Bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée	Budget des dépenses de 2013- 2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget des dépenses de 2013-2014 – Immobilisations (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013- 2014 – Fonctionnement (en dollars)	Budget supplémentaire des dépenses de 2013- 2014 – Immobilisations (en dollars)	Total (en dollars)
Bureau de l'Assemblée législative	158 297 100	-	-	-	158 297 100
Bureau du directeur général des élections	18 247 000	-	-	-	18 247 000
Bureau du vérificateur général	16 024 000	-	-	-	16 024 000
Ombudsman Ontario	11 288 100	-	-	-	11 288 100
Total	203 856 200	-	-	-	203 856 200



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 165

**An Act to amend
the Employment Standards Act, 2000
with respect to the minimum wage**



The Hon. Y. Naqvi
Minister of Labour

Government Bill

1st Reading February 25, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 165

**Loi modifiant la
Loi de 2000 sur les normes d'emploi
en ce qui concerne le salaire minimum**

L'honorable Y. Naqvi
Ministre du Travail

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 25 février 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Currently, the minimum wage is set out in a regulation made under the *Employment Standards Act, 2000*. The Bill amends the Act to provide that, each year, the minimum wage is adjusted in accordance with the new subsection 23.1 (3). Related amendments are made.

NOTE EXPLICATIVE

Actuellement, le salaire minimum est fixé par un règlement pris en vertu de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*. Le projet de loi modifie la Loi pour prévoir le rajustement annuel du salaire minimum conformément au nouveau paragraphe 23.1 (3). Des modifications connexes sont également apportées à la Loi.

**An Act to amend
the Employment Standards Act, 2000
with respect to the minimum wage**

**Loi modifiant la
Loi de 2000 sur les normes d'emploi
en ce qui concerne le salaire minimum**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 23 (1) of the *Employment Standards Act, 2000* is amended by striking out “prescribed”.

(2) Subsection 23 (4) of the Act is amended by striking out “prescribed” in the portion before clause (a).

(3) Clause 23 (4) (a) of the Act is amended by striking out “prescribed”.

(4) Clause 23 (4) (b) of the Act is amended by striking out “prescribed”.

2. Part IX of the Act is amended by adding the following section:

Determination of minimum wage

23.1 (1) The minimum wage is the following:

1. Until September 30, 2015, the amount that is the prescribed minimum wage for the following classes of employees:
 - i. Employees who are students under 18 years of age, if the weekly hours of the student are not in excess of 28 hours or if the student is employed during a school holiday.
 - ii. Employees who, as a regular part of their employment, serve liquor directly to customers, guests, members or patrons in premises for which a licence or permit has been issued under the *Liquor Licence Act*.
 - iii. Hunting and fishing guides.
 - iv. Employees who are homeworkers.
 - v. Any other employees not listed in subparagraphs i to iv.
2. From October 1, 2015 onwards, the amount determined under subsection (4).

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a class of employees that would otherwise be in the class described in sub-

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 23 (1) de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* est modifié par suppression de «prescrit».

(2) Le paragraphe 23 (4) de la Loi est modifié par suppression de «prescrit» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(3) L'alinéa 23 (4) a) de la Loi est modifié par suppression de «prescrit» à la fin de l'alinéa.

(4) L'alinéa 23 (4) b) de la Loi est modifié par suppression de «prescrit» à la fin de l'alinéa.

2. La partie IX de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Établissement du salaire minimum

23.1 (1) Le salaire minimum correspond à ce qui suit :

1. Jusqu'au 30 septembre 2015, le montant auquel s'élève le salaire minimum prescrit pour les catégories suivantes d'employés :
 - i. Les employés qui sont des étudiants de moins de 18 ans et qui ne travaillent pas plus de 28 heures par semaine ou qui sont employés pendant un congé scolaire.
 - ii. Les employés qui, dans le cours normal de leur emploi, servent des boissons alcoolisées directement aux clients, aux hôtes ou aux membres dans des locaux pour lesquels un permis ou un permis de circonstance a été délivré en vertu de la *Loi sur les permis d'alcool*.
 - iii. Les guides de chasse et de pêche.
 - iv. Les employés qui sont des travailleurs à domicile.
 - v. Les employés qui ne sont pas visés aux sous-dispositions i à iv.
2. À partir du 1^{er} octobre 2015, le montant établi en application du paragraphe (4).

Exception

(2) Si une catégorie d'employés qui, autrement, appartiendrait à la catégorie visée à la sous-disposition 1 v du

paragraph 1 v of subsection (1) that has been prescribed and for whom a minimum wage has been prescribed, in which case the prescribed minimum wage for that class is the minimum wage.

Same

(3) If a class of employees and a minimum wage for the class are prescribed under subsection (2), subsections (4) to (6) apply as if the class and the minimum wage were a class and a minimum wage under subsection (1).

Annual adjustment

(4) On October 1 of every year starting in 2015, the minimum wage that applied to a class of employees immediately before October 1 shall be adjusted as follows:

Previous wage \times (Index A/Index B) = Adjusted wage

in which,

“Previous wage” is the minimum wage that applied immediately before October 1 of the year,

“Index A” is the Consumer Price Index for the previous calendar year,

“Index B” is the Consumer Price Index for the calendar year immediately preceding the calendar year mentioned in the description of “Index A”, and

“Adjusted wage” is the new minimum wage.

Rounding

(5) If the adjustment required by subsection (4) would result in an amount that is not a multiple of 5 cents, the amount shall be rounded up or down to the nearest amount that is a multiple of 5 cents.

Exception where decrease

(6) If the adjustment otherwise required by subsection (4) would result in a decrease in the minimum wage, no adjustment shall be made.

Publication of minimum wage

(7) The Minister shall, not later than April 1 of every year after 2014, publish on a website of the Government of Ontario the minimum wages that are to apply starting on October 1 of that year.

Same

(8) If a prescribed minimum wage described in paragraph 1 of subsection (1) changes after the Minister has published the minimum wages that are to apply starting on October 1, 2015, the Minister shall promptly publish the new wage that will apply starting on October 1, 2015 as a result of the change.

Same

(9) If, after the Minister publishes the minimum wages that are to apply starting on October 1 of a year, a minimum wage is prescribed under subsection (2) for a prescribed class of employees, the Minister shall promptly

paragraph (1) est prescrite et qu'un salaire minimum est également prescrit pour cette nouvelle catégorie, le paragraphe (1) ne s'y applique pas. Dans ce cas, le salaire minimum prescrit est le salaire minimum.

Idem

(3) Si une catégorie d'employés et un salaire minimum pour celle-ci sont prescrits en vertu du paragraphe (2), les paragraphes (4) à (6) s'appliquent comme si cette catégorie et ce salaire étaient visés au paragraphe (1).

Rajustement annuel

(4) Le 1^{er} octobre de chaque année à partir de 2015, le salaire minimum qui s'appliquait à une catégorie d'employés immédiatement avant le 1^{er} octobre est rajusté comme suit :

salaire précédent \times (indice A/indice B) = salaire rajusté

où :

«salaire précédent» représente le salaire minimum qui s'appliquait immédiatement avant le 1^{er} octobre de l'année;

«indice A» représente l'Indice des prix à la consommation pour l'année civile précédente;

«indice B» représente l'Indice des prix à la consommation pour l'année civile qui précède celle qui est visée à la définition de «indice A»;

«salaire rajusté» représente le nouveau salaire minimum.

Arrondissement

(5) Si le rajustement exigé par le paragraphe (4) donne un montant qui n'est pas un multiple de 5 cents, ce montant est arrondi au multiple de 5 cents supérieur ou inférieur le plus près.

Exception en cas de diminution

(6) Si le rajustement exigé par ailleurs par le paragraphe (4) donne lieu à une diminution du salaire minimum, aucun rajustement n'est fait.

Publication du salaire minimum

(7) Au plus tard le 1^{er} avril de chaque année postérieure à 2014, le ministre publie, sur un site Web du gouvernement de l'Ontario, les salaires minimums qui doivent s'appliquer à partir du 1^{er} octobre de l'année.

Idem

(8) Si un salaire minimum prescrit visé à la disposition 1 du paragraphe (1) change après que le ministre a publié les salaires minimums qui doivent s'appliquer à partir du 1^{er} octobre 2015, celui-ci publie promptement le nouveau salaire qui s'appliquera à partir du 1^{er} octobre 2015 par suite du changement.

Idem

(9) Si un salaire minimum est prescrit en vertu du paragraphe (2) pour une catégorie prescrite d'employés après que le ministre publie les salaires minimums qui doivent s'appliquer à partir du 1^{er} octobre d'une année

publish the new wage that will apply to that class starting on October 1 of the applicable year as a result of the wage having been prescribed.

Review

(10) Before October 1, 2020, and every five years thereafter, the Minister shall cause a review of the minimum wage and the process for adjusting the minimum wage to be commenced.

Same

(11) The Minister may specify a date by which a review under subsection (10) must be completed.

Definition

(12) In this section, “Consumer Price Index” means the Consumer Price Index for Ontario (all items) published by Statistics Canada under the *Statistics Act* (Canada).

3. Paragraph 2 of subsection 141 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

2. Establishing rules respecting the application of the minimum wage provisions of this Act and the regulations.
- 2.0.1 Prescribing a class of employees that would otherwise be in the class described in subparagraph 1 v of subsection 23.1 (1) and prescribing the minimum wage that applies to the class for the purposes of subsection 23.1 (2).
- 2.0.2 Requiring an employer to pay at least the amount prescribed where an employee who regularly works more than three hours a day is required to present himself or herself for work on a day on which he or she works fewer than three hours.

Commencement

4. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Section 3 comes into force on October 1, 2015.

Short title

5. The short title of this Act is the *Fair Minimum Wage Act, 2014*.

donnée, celui-ci publie promptement le nouveau salaire qui s’appliquera à cette catégorie à partir du 1^{er} octobre de l’année en question par suite du fait que le salaire a été prescrit.

Examen

(10) Avant le 1^{er} octobre 2020 et tous les cinq ans par la suite, le ministre fait entreprendre un examen du salaire minimum et de son processus de rajustement.

Idem

(11) Le ministre peut préciser la date à laquelle un examen entrepris en application du paragraphe (10) doit être terminé.

Définition

(12) La définition qui suit s’applique au présent article.
«Indice des prix à la consommation» L’Indice des prix à la consommation pour l’Ontario (indice d’ensemble), publié par Statistique Canada en application de la *Loi sur la statistique* (Canada).

3. La disposition 2 du paragraphe 141 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Établir des règles concernant l’application des dispositions de la présente loi et des règlements qui se rapportent au salaire minimum.
- 2.0.1 Pour l’application du paragraphe 23.1 (2), prescrire une catégorie d’employés qui, autrement, appartiendrait à la catégorie visée à la sous-disposition 1 v du paragraphe 23.1 (1) et prescrire le salaire minimum qui s’y applique.
- 2.0.2 Exiger qu’un employeur verse au moins le montant prescrit lorsqu’un employé qui travaille régulièrement plus de trois heures par jour est tenu de se présenter au travail un jour où il travaille moins de trois heures.

Entrée en vigueur

4. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) L’article 3 entre en vigueur le 1^{er} octobre 2015.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 pour un salaire minimum équitable*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 166

**An Act to amend
the City of Toronto Act, 2006
to allow the City of Toronto
to pass a ranked ballot by-law
for city council elections**

Ms M. Hunter

Private Member's Bill

1st Reading February 26, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 166

**Loi visant à modifier la
Loi de 2006 sur la cité de Toronto
afin de permettre à la cité de Toronto
d'adopter un règlement municipal
sur le scrutin préférentiel
pour les élections au conseil municipal**

M^{me} M. Hunter

Projet de loi de député

1^{re} lecture 26 février 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The *City of Toronto Act, 2006* is amended to allow the City of Toronto to pass a by-law adopting a ranked ballot voting system for the election of members of city council. The Lieutenant Governor in Council may prescribe public consultation requirements that city council must meet before voting on a ranked ballot by-law. The by-law would only have force and effect if approved by the Lieutenant Governor in Council. The by-law prevails over and may modify the application of the *Municipal Elections Act, 1996* and its regulations.

NOTE EXPLICATIVE

La *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* est modifiée pour permettre à la cité de Toronto d'adopter, par règlement municipal, un mode de scrutin préférentiel pour l'élection des membres du conseil municipal. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire des exigences en matière de consultation publique et le conseil municipal doit s'y conformer avant tout vote concernant un règlement sur le scrutin préférentiel. Tout règlement sur le scrutin préférentiel, qui n'a d'effet qu'une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'emporte sur la *Loi de 1996 sur les élections municipales* et ses règlements et peut en modifier l'application.

**An Act to amend
the City of Toronto Act, 2006
to allow the City of Toronto
to pass a ranked ballot by-law
for city council elections**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 8 of the *City of Toronto Act, 2006* is amended by adding the following subsections:

Ranked ballot by-law

(2.1) The City may pass a by-law that adopts a ranked ballot voting system for the election of members of city council and establishes the procedure for the ranked ballot election.

Ranked ballot by-law public consultation requirements

(2.2) Before city council votes on whether to pass, amend, revise or repeal a by-law made under subsection (2.1), the city council shall consult the public in accordance with any prescribed public consultation requirements.

Ranked ballot by-law requires approval

(2.3) No by-law made under subsection (2.1), and no amendment to, revision of or repeal of such a by-law, has any force or effect until it is approved by the Lieutenant Governor in Council.

2. Section 11 of the Act is amended by adding the following subsection:

Ranked ballot by-law prevails

(3) Despite subsections (1) and (2), a by-law made under subsection 8 (2.1) and approved under subsection 8 (2.3) prevails over and may modify the application of any provision of the *Municipal Elections Act, 1996* or of any regulation made under that Act.

3. Subsection 152 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (k) prescribing public consultation requirements for the purposes of subsection 8 (2.2).

Commencement

4. This Act comes into force on January 1, 2015.

**Loi visant à modifier la
Loi de 2006 sur la cité de Toronto
afin de permettre à la cité de Toronto
d'adopter un règlement municipal
sur le scrutin préférentiel
pour les élections au conseil municipal**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 8 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Règlement municipal sur le scrutin préférentiel

(2.1) La cité peut, par règlement municipal, adopter un mode de scrutin préférentiel pour l'élection des membres du conseil municipal et fixer les modalités pour ce type d'élection.

Règlement municipal sur le scrutin préférentiel : exigences en matière de consultation publique

(2.2) Avant de voter sur la question de savoir s'il doit ou non adopter, modifier, réviser ou abroger le règlement municipal visé au paragraphe (2.1), le conseil municipal consulte le public conformément aux exigences prescrites, le cas échéant, en matière de consultation publique.

Règlement municipal sur le scrutin préférentiel : obligation d'approbation

(2.3) Le règlement municipal visé au paragraphe (2.1) et toute modification, révision ou abrogation d'un tel règlement n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

2. L'article 11 de la *Loi* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Primauté du règlement municipal sur le scrutin préférentiel

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le règlement municipal visé au paragraphe 8 (2.1) qui est approuvé en application du paragraphe 8 (2.3) l'emporte sur toute disposition de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* et de ses règlements, et peut en modifier l'application.

3. Le paragraphe 152 (1) de la *Loi* est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- k) prescrire des exigences en matière de consultation publique pour l'application du paragraphe 8 (2.2).

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Short title

5. The short title of this Act is the *Toronto Ranked Ballot Elections Act, 2014*.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur un mode de scrutin préférentiel pour Toronto*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 167

**An Act respecting
Invasive Species**

The Hon. D. Orazietti
Minister of Natural Resources

Government Bill

1st Reading February 26, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 167

**Loi concernant
les espèces envahissantes**

L'honorable D. Orazietti
Ministre des Richesses naturelles

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 26 février 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



The Bill enacts the *Invasive Species Act, 2014*. It sets out a legislative framework that provides for the identification of invasive species that threaten Ontario's natural environment, including mechanisms for detecting the appearance of invasive species and bringing them within the legislative framework as quickly as possible after they first appear. The Bill also contains a comprehensive array of inspection powers, minister powers and other provisions that are intended to prevent invasive species from entering Ontario, to control the spread of invasive species in Ontario and to remove and eradicate the invasive species from Ontario.

Identification of Invasive Species and Carriers

The Bill applies to invasive species that are identified by regulation or by order of the Minister designating the invasive species. The Bill also applies to carriers of invasive species that are identified by regulation.

Section 4 gives the Lieutenant Governor in Council the power to make regulations prescribing invasive species and classifying them according to the level of threat that they pose to the natural environment. An invasive species may be classified as either a significant threat or a moderate threat invasive species.

Section 5 gives the Minister the power to make an order designating an invasive species that the Minister believes to be of significant threat to the natural environment. The designation would have the effect of making key provisions of the Bill apply to the designated species. The Minister could use this power when a new invasive species is discovered if, in the Minister's opinion, the time required to make a regulation prescribing the invasive species under section 4 could increase the harm the species might have on the natural environment. An order designating an invasive species is in effect for a period of no more than two years.

Section 6 gives the Lieutenant Governor in Council the power to make regulations prescribing any thing that is capable of being a host to an invasive species, or capable of facilitating the movement of an invasive species, as a carrier for the invasive species.

Prohibited Activities

Section 7 sets out the prohibitions as they apply to significant threat invasive species. Bringing members of such invasive species into Ontario is prohibited as is depositing or releasing members of such species. Possession of members of significant threat invasive species is prohibited everywhere in Ontario other than in prescribed areas. In addition, section 7 prohibits transporting, propagating, buying, selling, leasing or trading members of significant threat invasive species.

Section 8 sets out the prohibitions that apply to moderate threat invasive species. Section 8 prohibits persons from bringing members of such species into provincial parks or conservation reserves. Depositing or releasing members of such species is prohibited anywhere in Ontario. The possession of members of these species is prohibited only in provincial parks and conservation reserves.

Section 9 sets out certain exceptions to the prohibitions.

Authorizations and Agreements

The Minister may authorize a person in writing to engage in activities that would otherwise be prohibited. The authorizations are only issued for purposes set out in section 10. An authorization may be amended or revoked by the Minister. The holder of the authorization who receives notice of an amend-

Le projet de loi édicte la *Loi de 2014 sur les espèces envahissantes*, qui énonce un cadre législatif prévoyant l'identification d'espèces envahissantes qui menacent l'environnement naturel de l'Ontario. Ce cadre comprend des mécanismes servant à détecter l'arrivée d'espèces envahissantes et à intégrer ces dernières au cadre législatif dans les meilleurs délais. Le projet de loi prévoit également un ensemble complet de pouvoirs d'inspection et de pouvoirs ministériels, et comprend d'autres dispositions qui visent à empêcher l'introduction d'espèces envahissantes en Ontario, à contrôler leur dissémination ainsi qu'à les enlever et les éradiquer de la province.

Identification des espèces envahissantes et des vecteurs

Le projet de loi s'applique aux espèces envahissantes qu'identifient les règlements ou les arrêtés du ministre désignant ces espèces envahissantes. Le projet de loi s'applique également aux vecteurs d'espèces envahissantes qu'identifient les règlements.

L'article 4 confère au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de prescrire, par règlement, des espèces envahissantes et de les classer selon le niveau de menace qu'elles constituent pour l'environnement naturel. Une espèce envahissante peut être classée soit comme une espèce envahissante constituant une menace importante, soit comme une espèce envahissante constituant une menace moyenne.

L'article 5 confère au ministre le pouvoir de désigner, par arrêté, une espèce envahissante s'il estime qu'elle constitue une menace importante pour l'environnement naturel. Cette désignation rendrait les dispositions clés du projet de loi applicables aux espèces désignées. Le ministre pourrait exercer ce pouvoir lors de la découverte d'une nouvelle espèce envahissante s'il estime que les délais exigés pour prendre, en vertu de l'article 4, un règlement prescrivant l'espèce comme espèce envahissante pourraient augmenter le préjudice qu'elle est susceptible de causer à l'environnement naturel. L'arrêté désignant une espèce envahissante est en vigueur pendant au plus deux ans.

L'article 6 confère au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de prescrire, par règlement, toute chose qui peut être l'hôte ou qui peut faciliter le déplacement d'une espèce envahissante comme vecteur de l'espèce envahissante.

Activités interdites

L'article 7 énonce les interdictions qui s'appliquent aux espèces envahissantes constituant une menace importante. Il est interdit d'apporter des membres de telles espèces envahissantes en Ontario et de les déposer ou de les mettre en liberté. La possession de membres d'espèces envahissantes constituant une menace importante est interdite partout en Ontario, sauf dans les zones prescrites. De plus, l'article 7 interdit le transport, la dissémination, l'achat, la vente, la location ou l'échange de membres d'une espèce envahissante constituant une menace importante.

L'article 8 énonce les interdictions qui s'appliquent aux espèces envahissantes constituant une menace moyenne. L'article 8 interdit à quiconque d'apporter des membres de telles espèces dans des parcs provinciaux ou des réserves de conservation. Le dépôt ou la mise en liberté de membres de telles espèces est interdit partout en Ontario. La possession de membres de ces espèces n'est interdite que dans les parcs provinciaux et les réserves de conservation.

L'article 9 énonce certaines exceptions aux interdictions.

Autorisations et accords

Le ministre peut autoriser par écrit une personne à exercer des activités qui seraient par ailleurs interdites. Les autorisations ne sont délivrées qu'aux fins énoncées à l'article 10. Le ministre peut modifier ou révoquer une autorisation. Le titulaire d'une autorisation qui reçoit un avis de modification ou de révocation

ment or revocation of the authorization may request the Minister to reconsider the decision to amend or revoke.

The Minister may also enter into agreements relating to the control and management of invasive species in Ontario. Such an agreement may authorize a person to engage in an activity that would otherwise be prohibited.

Special Preventive Measures

Sections 13 and 14 set out two additional powers to help deal with significant threat invasive species.

Under section 13, the Minister may cause a prevention and response plan to be prepared to help deal with significant threat invasive species in certain circumstances. A prevention and response plan may set out specific measures for the early detection of a significant threat invasive species, measures to prevent its introduction into Ontario and measures to control and eradicate it. Persons or entities named in the plan are responsible for carrying out the plan. In addition, the plan may authorize others to assist in the carrying out of the plan as needed. Persons or entities who carry out the plan are exempt from the prohibitions in sections 7 and 8.

Section 14 gives the Lieutenant Governor in Council the power to make regulations designating certain areas as invasive species control areas with respect to significant threat invasive species. The regulation would specify control measures to prevent the invasive species from spreading, including prohibiting or regulating movement in the area or certain activities that may contribute to the spread of the invasive species.

Inspections

Section 17 gives inspectors the power to conduct inspections to determine compliance with the Bill, the regulations, conditions in authorizations or agreements and orders made under the Bill. This includes the power to enter lands, buildings and structures for purposes of the inspection. A warrant is required to enter a place used as a dwelling. Section 18 gives inspectors the power to stop a conveyance and examine it for compliance purposes. In addition, section 16 authorizes inspectors to survey any area of Ontario for purposes of detecting and monitoring the spread of invasive species. An inspector may enter lands for purposes of conducting a survey but the authority to enter buildings or structures, including dwellings, is excluded. The powers of an inspector in conducting a survey are more limited than the powers granted under sections 17 and 18.

Inspection orders

Inspectors are given the power to make orders in order to assist in the detection of invasive species, the control and eradication of invasive species and compliance with the Bill.

Section 22 gives the inspector the power to make an order in order to deal with a species that he or she discovers and that he or she believes may be invasive and should be controlled. The order under section 22 may prevent persons from carrying out activities that would contribute to the spread of the invasive species and may require a person to establish barriers or signs to prevent persons from accessing the invasive species. The inspector who issues an order under section 22 may exercise certain powers himself or herself to prevent the invasive species from spreading.

de l'autorisation peut demander au ministre de réexaminer sa décision de la modifier ou de la révoquer.

Le ministre peut également conclure des accords relatifs au contrôle et à la gestion des espèces envahissantes en Ontario. De tels accords peuvent autoriser une personne à exercer une activité qui serait par ailleurs interdite.

Mesures de prévention spéciales

Les articles 13 et 14 énoncent deux pouvoirs supplémentaires visant à aider à combattre des espèces envahissantes constituant une menace importante.

En vertu de l'article 13, le ministre peut, dans certaines circonstances, faire élaborer un plan de prévention et d'intervention pour aider à combattre des espèces envahissantes constituant une menace importante. Le plan de prévention et d'intervention peut énoncer des mesures précises visant la détection précoce d'une espèce envahissante constituant une menace importante, des mesures visant à empêcher son introduction en Ontario et des mesures visant à la contrôler et à l'éradiquer. Les personnes ou entités chargées de la mise en oeuvre du plan y sont nommées. De plus, le plan peut autoriser d'autres personnes à aider à sa mise en oeuvre au besoin. Les personnes ou entités qui mettent en oeuvre le plan sont soustraites aux interdictions prévues aux articles 7 et 8.

L'article 14 confère au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de désigner, par règlement, certaines zones comme zones de lutte contre une espèce envahissante à l'égard d'une espèce envahissante constituant une menace importante. Les règlements précisaient les mesures de contrôle visant à empêcher la dissémination de l'espèce envahissante, notamment les mesures qui interdisent ou réglementent les déplacements dans la région ou certaines activités qui peuvent contribuer à la dissémination d'une espèce envahissante.

Inspections

L'article 17 accorde aux inspecteurs le pouvoir d'effectuer des inspections en vue de déterminer la conformité avec le projet de loi, les règlements, les conditions dont sont assortis les autorisations ou les accords ainsi que les ordres donnés et les arrêtés pris en vertu du projet de loi. Ce pouvoir comprend celui d'entrer dans des biens-fonds, des bâtiments et des constructions à des fins d'inspection. Un mandat est nécessaire pour autoriser l'entrée dans un endroit qui sert de logement. L'article 18 accorde aux inspecteurs le pouvoir d'arrêter un moyen de transport et de l'inspecter à des fins de conformité. De plus, l'article 16 autorise les inspecteurs à effectuer des enquêtes dans toute zone située en Ontario pour y détecter et y surveiller la dissémination d'espèces envahissantes. L'inspecteur peut entrer dans un bien-fonds pour y effectuer une enquête, mais il n'est pas autorisé à entrer dans un bâtiment ou une construction, notamment s'il s'agit d'un logement. Les pouvoirs d'un inspecteur qui effectue une enquête sont plus limités que ceux accordés en vertu des articles 17 et 18.

Ordres des inspecteurs

Les inspecteurs se voient conférer le pouvoir de donner des ordres pour aider à détecter, à contrôler et à éradiquer des espèces envahissantes et pour veiller à la conformité avec le projet de loi.

L'article 22 accorde à l'inspecteur le pouvoir de donner un ordre pour combattre une espèce qu'il découvre et qu'il croit pouvoir être une espèce envahissante devant être contrôlée. L'ordre donné en vertu de l'article 22 peut interdire à une personne d'exercer des activités pouvant contribuer à la dissémination de l'espèce envahissante et peut exiger qu'elle installe des barrières ou des affiches pour empêcher l'accès des personnes à l'espèce envahissante. L'inspecteur qui donne un ordre en vertu de l'article 22 peut exercer certains pouvoirs lui-même pour empêcher l'espèce envahissante de se disséminer.

Section 23 gives the inspector the power to declare land, a building, a structure or a conveyance to be an invaded place if the inspector finds evidence that a significant threat invasive species is present at the place and the inspector has reason to believe the order is required. Upon making an order under section 23, an inspector may exercise powers specified in section 19 to control, remove or eradicate the invasive species from the place, but such actions shall not result in any damage or destruction of property. In addition, the order may include provisions restricting access to the place or movement around the place.

Section 25 gives the inspector the power to issue a compliance order to any person who is contravening, has contravened or is about to contravene the Bill, the regulations, conditions in an authorization or an agreement or a provision in an order made under the Bill.

Actions by Minister

Section 27 gives the Minister special powers with respect to invaded places and invasive species control areas. In such places or areas, the Minister may take actions to control, remove or eradicate a significant threat invasive species even though the actions may result in damage to or the destruction of property. Section 28 allows the Minister to cause the same actions as in section 27 to be carried out in situations where a person has failed to comply with specified provisions under the Bill and the non-compliance has resulted in an invasive species spreading.

Section 29 provides that compensation may be paid to persons for certain losses or costs incurred as a result of actions taken under section 27 or 28. Compensation is to be paid out in accordance with the regulations.

Section 30 provides that if a person has failed to comply with specified provisions under the Bill and the non-compliance has resulted in the Ministry taking actions under section 27 or 28 or paying compensation under section 29, the costs of taking those actions or paying the compensation is a debt due by the person to the Crown.

Enforcement

Sections 31 to 39 contain a number of provisions relating to enforcement. These include provisions designating enforcement officers and authorizing them to conduct searches for evidence of offences with, or in certain circumstances without, a warrant. There are provisions relating to the seizure of evidence and the arrest of persons committing offences.

Offences and Penalties

Sections 40 to 48 deal with offences and procedural and evidentiary matters relating to prosecutions. A contravention of specified provisions of the Bill, the regulations, conditions in an authorization or an agreement or an order made by an inspector or the Minister is an offence. Section 44 sets out the penalties that a court may impose upon conviction and section 45 sets out additional orders that a court may make.

Miscellaneous

Sections 50 to 57 contain miscellaneous provisions, including a provision giving the Minister the power to establish and charge fees and a provision giving the Ministry the power to collect and disclose certain personal information. Section 53 ensures that specific provisions of the *Crown Forest Sustainability Act, 1994* do not apply to certain actions carried out under the Bill. Sec-

L'article 23 accorde à l'inspecteur le pouvoir de déclarer qu'un bien-fonds, un bâtiment, une construction ou un moyen de transport est un endroit infesté s'il a des éléments de preuves qu'une espèce envahissante constituant une menace importante s'y trouve et qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un ordre à cet effet est nécessaire. Lorsqu'il donne un ordre en vertu de l'article 23, l'inspecteur peut exercer les pouvoirs précisés à l'article 19 pour contrôler, enlever ou éradiquer l'espèce envahissante de l'endroit, sauf si ces mesures causent des dommages à des biens ou leur destruction. De plus, l'ordre peut comprendre des dispositions visant à restreindre l'accès à l'endroit ou les déplacements à proximité de celui-ci.

L'article 25 accorde à l'inspecteur le pouvoir de donner un ordre de conformité à quiconque contrevient, a contrevenu ou est sur le point de contrevenir au projet de loi, aux règlements, aux conditions dont est assorti une autorisation ou un accord ou à une disposition d'un ordre donné ou d'un arrêté pris en vertu du projet de loi.

Mesures prises par le ministre

L'article 27 confère au ministre des pouvoirs spéciaux à l'égard d'endroits infestés et de zones de lutte contre une espèce envahissante. Dans de tels endroits ou de telles zones, le ministre peut prendre des mesures pour contrôler, enlever ou éradiquer une espèce envahissante constituant une menace importante même si ces mesures peuvent causer des dommages à des biens ou leur destruction. En vertu de l'article 28, le ministre peut faire prendre les mesures prévues à l'article 27 lorsqu'une personne ne s'est pas conformée aux dispositions du projet de loi et qu'une espèce envahissante s'est propagée en raison de la non-conformité.

L'article 29 prévoit l'indemnisation de personnes pour certaines pertes ou certains frais qui résultent des mesures prises en vertu de l'article 27 ou 28. L'indemnité est versée conformément aux règlements.

L'article 30 prévoit qu'une personne qui ne se conforme pas à des dispositions déterminées du projet de loi et dont la non-conformité oblige le ministère à prendre des mesures en vertu de l'article 27 ou 28 ou à verser une indemnité en vertu de l'article 29 est redevable à la Couronne des frais engagés pour prendre ces mesures ou pour verser l'indemnité.

Exécution

Les articles 31 à 39 comprennent des dispositions qui se rapportent à l'exécution, notamment des dispositions qui désignent les agents d'exécution et qui les autorisent à effectuer des perquisitions pour obtenir des éléments de preuve de la commission d'une infraction en vertu d'un mandat ou, dans certaines circonstances, sans mandat. Des dispositions se rapportent à la saisie d'éléments de preuve et à l'arrestation de personnes qui commettent des infractions.

Infractions et peines

Les articles 40 à 48 traitent des infractions, des questions de procédure et des questions en matière de preuve qui se rapportent aux poursuites. La contravention à des dispositions déterminées du projet de loi, aux règlements, aux conditions dont est assorti une autorisation ou un accord, à un ordre que donne un inspecteur ou à un arrêté que prend le ministre constitue une infraction. L'article 44 énonce les peines que le tribunal peut imposer sur déclaration de culpabilité et l'article 45 énonce les ordonnances supplémentaires qu'il peut rendre.

Dispositions diverses

Les articles 50 à 57 comprennent des dispositions diverses, notamment une disposition conférant au ministre le pouvoir de fixer et d'exiger des droits et une disposition accordant au ministre le pouvoir de recueillir et de divulguer certains renseignements personnels. L'article 53 précise que des dispositions déterminées de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la*

tion 54 protects certain persons carrying out activities under the Bill from personal liability. Section 55 allows the Minister to delegate the power to issue authorizations under section 10 to a prescribed person or entity. Section 56 gives the Lieutenant Governor in Council the power to make regulations.

Couronne ne s'applique pas à certaines mesures prises en vertu du projet de loi. L'article 54 assure l'immunité de certaines personnes qui exercent des activités en vertu du projet de loi. L'article 55 autorise le ministre à déléguer le pouvoir de délivrer des autorisations en vertu de l'article 10 à une personne ou à une entité prescrite. L'article 56 confère au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de prendre des règlements.

An Act respecting Invasive Species

Loi concernant les espèces envahissantes

CONTENTS

INTERPRETATION

1. Definitions
2. Interpretation

IDENTIFICATION OF INVASIVE SPECIES AND CARRIERS

3. Application of Act
4. Regulations re: invasive species
5. Temporary designation of invasive species
6. Regulations re: carriers

PROHIBITED ACTIVITIES

7. Prohibitions, significant threat invasive species
8. Prohibitions, moderate threat invasive species
9. Exception, regulations

AUTHORIZATIONS AND AGREEMENTS

10. Authorizations
11. Reconsideration of amendment or revocation of authorization
12. Agreements

SPECIAL PREVENTIVE MEASURES

13. Prevention and response plans
14. Invasive species control areas

INSPECTIONS

15. Inspectors, appointment
16. Surveys for purposes of detection, etc.
17. Inspection to determine compliance
18. Stopping conveyances to inspect
19. Special powers used in invaded places
20. Assisting inspector
21. Obstruction of inspector

INSPECTORS' ORDERS

22. Order re: unknown invasive species
23. Declaration of invaded place
24. Amendment or revocation of orders
25. Compliance orders
26. Review of inspector's orders

ACTIONS BY MINISTER

27. Actions to control or eradicate invasive species
28. Actions as a result of non-compliance
29. Compensation
30. Crown debt

ENFORCEMENT

31. Enforcement officers
32. Search warrants re: offences

SOMMAIRE

INTERPRÉTATION

1. Définitions
2. Interprétation

IDENTIFICATION DES ESPÈCES ENVAHISSANTES ET DES VECTEURS

3. Application de la Loi
4. Règlements : espèces envahissantes
5. Désignation temporaire d'espèce envahissante
6. Règlements : vecteurs

ACTIVITÉS INTERDITES

7. Interdictions : espèce envahissante constituant une menace importante
8. Interdictions : espèce envahissante constituant une menace moyenne
9. Exception : règlements

AUTORISATIONS ET ACCORDS

10. Autorisations
11. Réexamen de la modification ou de la révocation d'une autorisation
12. Accords

MESURES DE PRÉVENTION SPÉCIALES

13. Plan de prévention et d'intervention
14. Zones de lutte contre une espèce envahissante

INSPECTIONS

15. Nomination des inspecteurs
16. Enquêtes effectuées à des fins de détection
17. Inspection en vue de déterminer la conformité
18. Arrêt et inspection de moyens de transport
19. Pouvoirs spéciaux : endroits infestés
20. Aide fournie à l'inspecteur
21. Entrave au travail de l'inspecteur

ORDRES DES INSPECTEURS

22. Ordre : espèce envahissante inconnue
23. Déclaration : endroit infesté
24. Modification ou révocation des ordres
25. Ordres de conformité
26. Révision : ordres d'un inspecteur

MESURES PRISES PAR LE MINISTRE

27. Mesures de contrôle ou d'éradication d'une espèce envahissante
28. Mesures prises en raison de la non-conformité
29. Indemnisation
30. Créance de la Couronne

EXÉCUTION

31. Agents d'exécution
32. Mandats de perquisition : infractions

33. Warrant to conduct tests
34. Production orders
35. Seizure and forfeiture
36. Arrest without warrant
37. Necessary force
38. Exemptions from Act, enforcement officers
39. Obstruction of enforcement officer

OFFENCES AND PENALTIES

40. Offences
41. Corporations
42. Employers and principals
43. Defence
44. Penalties
45. Order re: other penalties
46. Presiding judge
47. Limitation period
48. Proof of inspected or seized things

DISPOSITIONS DIVERSES

49. Service
50. Fees
51. Personal information
52. False information
53. Non-application of Crown Forest Sustainability Act, 1994
54. Protection from personal liability
55. Delegations
56. Regulations
57. Regulations, general

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

58. Commencement
59. Short title

33. Mandat pour effectuer des tests
34. Ordonnances de communication
35. Saisie et confiscation
36. Arrestation sans mandat
37. Force nécessaire
38. Exemptions de l'application de la Loi : agents d'exécution
39. Entrave au travail d'un agent d'exécution

INFRACTIONS ET PEINES

40. Infractions
41. Personnes morales
42. Employeurs et mandants
43. Défense
44. Peines
45. Ordonnance : autres peines
46. Juge qui préside
47. Prescription
48. Preuve des choses examinées ou saisies

DISPOSITIONS DIVERSES

49. Signification
50. Droits
51. Renseignements personnels
52. Fausses déclarations
53. Non-application de la Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne
54. Immunité
55. Délégation de pouvoirs
56. Règlements
57. Règlements : portée générale

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

58. Entrée en vigueur
59. Titre abrégé

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

INTERPRETATION

Definitions

1. In this Act,

“boat” includes a motorboat, rowboat, canoe, punt, sailboat or raft; (“bateau”)

“carrier” means a plant, animal, organism, conveyance or other thing that is prescribed as a carrier under section 6; (“vecteur”)

“conveyance” means a vehicle, boat or aircraft; (“moyen de transport”)

“designated invasive species” means an invasive species designated by the Minister under section 5 as an invasive species to which this Act applies; (“espèce envahissante désignée”)

“enforcement officer” means an enforcement officer appointed or designated under section 31; (“agent d'exécution”)

“harm to the natural environment” includes any adverse effect to biodiversity or ecological processes or to natural resources and their use; (“préjudice causé à l'environnement naturel”)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

INTERPRÉTATION

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«agent d'exécution» Agent d'exécution nommé ou désigné en vertu de l'article 31. («enforcement officer»)

«bateau» S'entend en outre d'un bateau à moteur, d'un bateau à rames, d'un canot, d'un bachot, d'un voilier ou d'un radeau. («boat»)

«endroit infesté» Endroit déclaré comme tel par ordre d'un inspecteur donné en vertu de l'article 23. («invaded place»)

«espèce» Espèce ou sous-espèce d'animaux, de végétaux ou d'autres organismes, y compris de bactéries ou de virus, qui est indigène ou non indigène de l'Ontario. («species»)

«espèce envahissante» Espèce non indigène de l'Ontario ou d'une partie de l'Ontario et qui :

- a) soit cause un préjudice à l'environnement naturel de l'Ontario ou de la partie de l'Ontario où elle est présente;

“inspector” means an inspector appointed or designated under section 15; (“inspecteur”)

“invaded place” means a place that is declared as an invaded place by order of an inspector under section 23; (“endroit infesté”)

“invasive species” means a species that is not native to Ontario, or to a part of Ontario, and,

- (a) is harming the natural environment of Ontario or of the part of Ontario in which it is present, or
- (b) is likely to harm the natural environment of Ontario or of a part of Ontario, regardless of whether it is present in Ontario or in a part of Ontario; (“espèce envahissante”)

“invasive species control area” means an area designated as an invasive species control area under section 14; (“zone de lutte contre une espèce envahissante”)

“justice” has the same meaning as in the *Provincial Offences Act*; (“juge”)

“Minister” means the Minister of Natural Resources or such other member of the Executive Council as may be assigned the administration of this Act under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Ministry” means the Ministry of the Minister; (“ministère”)

“moderate threat invasive species” means an invasive species that is classified as a moderate threat invasive species by regulation made under section 4; (“espèce envahissante constituant une menace moyenne”)

“prescribed” means prescribed by regulation; (“prescrit”)

“regulation” means the regulations made under this Act; (“règlement”)

“significant threat invasive species” means an invasive species that is classified as a significant threat invasive species by regulation made under section 4; (“espèce envahissante constituant une menace importante”)

“species” means a species or subspecies of animal, plant or other organism, including bacteria or viruses, that may or may not be native to Ontario; (“espèce”)

“vehicle” means any kind of vehicle that is driven, propelled or drawn on land or ice by any kind of power, including muscular power, and includes the rolling stock of a railway. (“véhicule”)

b) soit causera vraisemblablement un préjudice à l’environnement naturel de l’Ontario ou d’une partie de l’Ontario, qu’elle soit présente ou non en Ontario ou dans une partie de l’Ontario. («invasive species»)

«espèce envahissante constituant une menace importante» S’entend d’une espèce envahissante classée comme telle par règlement pris en vertu de l’article 4. («significant threat invasive species»)

«espèce envahissante constituant une menace moyenne» S’entend d’une espèce envahissante classée comme telle par règlement pris en vertu de l’article 4. («moderate threat invasive species»)

«espèce envahissante désignée» Espèce envahissante que désigne le ministre en vertu de l’article 5 comme espèce envahissante à laquelle s’applique la présente loi. («designated invasive species»)

«inspecteur» Inspecteur nommé ou désigné en vertu de l’article 15. («inspector»)

«juge» S’entend au sens de la *Loi sur les infractions provinciales*. («justice»)

«ministre» Le ministre des Richesses naturelles ou l’autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«moyen de transport» Véhicule, bateau ou aéronef. («conveyance»)

«préjudice causé à l’environnement naturel» S’entend en outre de toute conséquence préjudiciable pour la biodiversité ou les processus écologiques, ou pour les richesses naturelles et leur utilisation. («harm to the natural environment»)

«prescrit» Prescrit par règlement. («prescribed»)

«règlement» Règlement pris en vertu de la présente loi. («regulation»)

«vecteur» Un végétal, un animal, un organisme, un moyen de transport ou une autre chose qui est prescrit comme vecteur en vertu de l’article 6. («carrier»)

«véhicule» Tout genre de véhicule qui est mû, propulsé ou tiré sur le sol ou la glace par une force quelle qu’elle soit, y compris la force musculaire. S’entend en outre du matériel roulant d’un chemin de fer. («vehicle»)

«zone de lutte contre une espèce envahissante» Zone désignée comme telle en vertu de l’article 14. («invasive species control area»)

Interpretation

2. A reference to a species includes,

- (a) a reference to members of the species whether they are alive or dead;
- (b) a reference to members of the species at any stage of their development; and
- (c) in the case of a reference to a species other than an animal, a reference to any part of the species.

Interprétation

2. La mention d’une espèce s’entend en outre :

- a) de la mention d’un membre de l’espèce, qu’il soit vivant ou mort;
- b) de la mention d’un membre de l’espèce à tout stade de son développement;
- c) de la mention de toute partie de l’espèce, dans le cas d’une espèce autre qu’un animal.

IDENTIFICATION OF INVASIVE SPECIES AND CARRIERS

Application of Act

3. (1) Unless otherwise indicated in a provision of this Act or the regulations, this Act applies only with respect to,

- (a) invasive species that are prescribed by regulation under section 4 or designated by the Minister under section 5; and
- (b) carriers that are prescribed by regulation under section 6.

Similar species

(2) For the purposes of the application and enforcement of this Act, a member of a species that is not easily distinguished from a member of an invasive species to which this Act applies shall be deemed, in the absence of evidence to the contrary, to be a member of the invasive species.

Regulations re: invasive species

4. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing invasive species as invasive species to which this Act applies.

Classes of invasive species

(2) A regulation under subsection (1) shall classify invasive species according to the level of threat the invasive species poses to the natural environment in Ontario, as follows:

1. A moderate threat invasive species.
2. A significant threat invasive species.

Same

(3) For the purposes of subsection (2), the level of threat that an invasive species poses to the natural environment in Ontario depends on a number of considerations including the following:

1. The species' biological characteristics.
2. The harm the species has had on the natural environment or is likely to have in the future.
3. The dispersal ability of the species.
4. The social or economic impacts of the species.

Temporary designation of invasive species

5. (1) Where the Minister becomes aware of a threat to Ontario's natural environment posed by an invasive species that has not been prescribed under section 4 as an invasive species to which this Act applies, the Minister may make an order designating the invasive species as an invasive species to which this Act applies if, in his or her opinion,

IDENTIFICATION DES ESPÈCES ENVAHISSANTES
ET DES VECTEURS

Application de la Loi

3. (1) À moins d'indication contraire dans une disposition de la présente loi ou des règlements, la présente loi ne s'applique qu'à l'égard :

- a) des espèces envahissantes qui sont prescrites par règlement en vertu de l'article 4 ou que désigne le ministre en vertu de l'article 5;
- b) des vecteurs qui sont prescrits par règlement en vertu de l'article 6.

Espèces similaires

(2) Pour l'application et l'exécution de la présente loi, un membre d'une espèce qui ne se distingue pas facilement d'un membre d'une espèce envahissante à laquelle s'applique la présente loi est réputé, en l'absence de preuve contraire, être un membre de l'espèce envahissante.

Règlements : espèces envahissantes

4. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des espèces envahissantes comme espèces envahissantes auxquelles s'applique la présente loi.

Catégories d'espèces envahissantes

(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) classent les espèces envahissantes selon le niveau de menace qu'elles constituent pour l'environnement naturel en Ontario comme suit :

1. Une espèce envahissante constituant une menace moyenne.
2. Une espèce envahissante constituant une menace importante.

Idem

(3) Pour l'application du paragraphe (2), le niveau de menace que constitue une espèce envahissante pour l'environnement naturel en Ontario dépend d'un certain nombre de facteurs, dont les suivants :

1. Les caractéristiques biologiques de l'espèce.
2. Le préjudice que l'espèce a causé à l'environnement naturel ou qu'elle causera vraisemblablement à l'avenir.
3. La capacité de dispersion de l'espèce.
4. L'incidence sociale ou économique de l'espèce.

Désignation temporaire d'espèce envahissante

5. (1) Lorsqu'il prend connaissance qu'une espèce envahissante n'ayant pas été prescrite en vertu de l'article 4 comme espèce envahissante à laquelle s'applique la présente loi constitue une menace pour l'environnement naturel de l'Ontario, le ministre peut, par arrêté, désigner l'espèce comme une espèce envahissante à laquelle s'applique la présente loi s'il estime que les conditions suivantes sont réunies :

- (a) based on the level of threat that the invasive species poses to Ontario's natural environment, the invasive species would be classified as a significant threat invasive species if a regulation were made under section 4 prescribing the species as an invasive species;
- (b) the significant threat that the invasive species poses to the natural environment requires the immediate application of the provisions of this Act and of such other safeguards as may be specified in the order; and
- (c) delays required for making a regulation under section 4 prescribing the invasive species as an invasive species to which this Act applies would unduly increase the threat of harm that the invasive species poses to the natural environment in Ontario or a part of Ontario.

Effect of order

(2) If an order is made under subsection (1), the following sections of this Act that apply with respect to significant threat invasive species shall apply with respect to the designated invasive species as though it was a significant threat invasive species:

- 1. Section 7 (Prohibitions, significant threat invasive species).
- 2. Section 23 (Declaration of invaded place).
- 3. Section 27 (Actions to control or eradicate invasive species).

What the order may require

- (3) An order designating an invasive species may,
 - (a) prohibit any activity that is likely to increase the threat of the invasive species to the natural environment in Ontario or the part of Ontario specified in the order and that is not otherwise prohibited under section 7;
 - (b) specify circumstances in which an activity or act prohibited by the order or under this Act may be carried out; and
 - (c) authorize a person or class of persons specified in the order to carry out any of the activities or acts prohibited under this Act or in the order, subject to such conditions as may be specified in the order.

Content of order

- (4) An order designating an invasive species shall,
 - (a) identify the invasive species being designated and briefly describe the reasons for the designation;
 - (b) specify whether the order applies to all of Ontario or to a part of Ontario and, if the latter, describe the part of Ontario to which it applies;

- a) compte tenu du niveau de menace que constitue l'espèce envahissante pour l'environnement naturel en Ontario, l'espèce envahissante serait classée comme une espèce envahissante constituant une menace importante si un règlement prescrivant l'espèce comme espèce envahissante était pris en vertu de l'article 4;
- b) la menace importante que constitue l'espèce envahissante pour l'environnement naturel exige l'application immédiate des dispositions de la présente loi et des autres mesures de protection que précise l'arrêté;
- c) les délais exigés pour prendre, en vertu de l'article 4, un règlement prescrivant l'espèce comme espèce envahissante à laquelle s'applique la présente loi augmenteraient indûment la menace qu'elle constitue pour l'environnement naturel en Ontario ou dans une partie de l'Ontario.

Effet de l'arrêté

(2) Si un arrêté est pris en vertu du paragraphe (1), les articles suivants de la présente loi qui s'appliquent à l'égard d'une espèce envahissante constituant une menace importante s'appliquent à l'égard de l'espèce envahissante désignée comme s'il s'agissait d'une espèce envahissante constituant une menace importante :

- 1. Article 7 (Interdictions : espèce envahissante constituant une menace importante).
- 2. Article 23 (Déclaration : endroit infesté).
- 3. Article 27 (Mesures de contrôle ou d'éradication d'une espèce envahissante).

Exigences de l'arrêté

- (3) L'arrêté désignant une espèce envahissante peut :
 - a) interdire toute activité qui n'est pas par ailleurs interdite par l'article 7 et qui augmentera vraisemblablement la menace que constitue l'espèce envahissante pour l'environnement naturel en Ontario ou dans une partie de l'Ontario que précise l'arrêté;
 - b) préciser les circonstances dans lesquelles il est permis d'exercer une activité ou d'accomplir un acte qu'interdit l'arrêté ou la présente loi;
 - c) autoriser une personne ou une catégorie de personnes que précise l'arrêté à exercer des activités ou à accomplir des actes interdits par la présente loi ou l'arrêté, sous réserve des conditions que précise l'arrêté.

Contenu de l'arrêté

- (4) L'arrêté désignant une espèce envahissante remplit les conditions suivantes :
 - a) il identifie l'espèce envahissante qui est désignée et décrit brièvement les motifs donnant lieu à la désignation;
 - b) il précise s'il s'applique à tout ou partie de l'Ontario et, le cas échéant, il décrit la partie de l'Ontario à laquelle il s'applique;

- (c) specify the time period for which the order is valid; and
- (d) contain such other information as the Minister considers relevant to the order.

Cessation of designation

(5) A designation of an invasive species under subsection (1) ceases to apply on the earlier of the following dates:

1. The day a regulation is made under section 4 prescribing the invasive species.
2. The day specified in the order designating the invasive species.
3. The second anniversary of the day the order designating the invasive species is made.

Prohibitions

(6) No person shall engage in an activity that is prohibited by an order designating an invasive species except in accordance with the order.

Publication of order

- (7) The Minister shall cause the order to be published,
 - (a) in a newspaper of general circulation in the area to which the order applies, in a publication directed at the segment of the population most directly affected or on a website maintained by the government of Ontario; and
 - (b) in any other manner the Minister considers appropriate.

Amendments

(8) The Minister may amend an order designating an invasive species to change,

- (a) the duration of the order;
- (b) the part of Ontario to which the order applies; and
- (c) anything described in subsection (3).

Same

(9) An amendment to an order under subsection (1) shall not extend the duration of the order beyond the two-year period referred to in paragraph 3 of subsection (5).

Revocation

(10) The Minister may revoke an order made designating an invasive species if he or she is of the opinion the order is no longer necessary to reduce or eliminate the threat to the natural environment posed by the invasive species.

Publication

(11) The Minister shall publish an amendment or revocation of an order under subsection (1) in accordance with subsection (7).

Not a regulation

(12) An order made under this section is not a regula-

c) il précise sa période de validité;

d) il comprend les autres renseignements que le ministre estime pertinents en ce qui concerne l'arrêté.

Cessation de la désignation

(5) La désignation d'une espèce envahissante faite en vertu du paragraphe (1) cesse de s'appliquer le premier en date des jours suivants :

1. Le jour où un règlement prescrivant l'espèce envahissante est pris en vertu de l'article 4.
2. Le jour que précise l'arrêté désignant l'espèce envahissante.
3. Le deuxième anniversaire du jour où l'arrêté désignant l'espèce envahissante est pris.

Interdictions

(6) Nul ne doit exercer une activité interdite par un arrêté désignant une espèce envahissante, si ce n'est en conformité avec l'arrêté.

Publication de l'arrêté

(7) Le ministre fait publier l'arrêté :

- a) dans un journal à grande diffusion distribué dans la région à laquelle s'applique l'arrêté, dans une publication destinée au segment de la population le plus directement touché ou sur un site Web dont est responsable le gouvernement de l'Ontario;
- b) d'une autre manière que le ministre estime appropriée.

Modifications

(8) Le ministre peut modifier un arrêté désignant une espèce envahissante pour modifier ce qui suit :

- a) la durée de l'arrêté;
- b) la partie de l'Ontario à laquelle s'applique l'arrêté;
- c) tout ce qui est précisé au paragraphe (3).

Idem

(9) Une modification apportée à un arrêté en vertu du paragraphe (1) ne peut prolonger la durée de l'arrêté au-delà de la période de deux ans prévue par la disposition 3 du paragraphe (5).

Révocation

(10) Le ministre peut révoquer un arrêté désignant une espèce envahissante s'il estime qu'il n'est plus nécessaire pour réduire ou éliminer la menace que constitue l'espèce envahissante pour l'environnement naturel.

Publication

(11) Le ministre publie toute modification ou révocation d'un arrêté pris en vertu du paragraphe (1) conformément au paragraphe (7).

Non un règlement

(12) L'arrêté pris en vertu du présent article n'est pas

tion for the purposes of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

Regulations re: carriers

6. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing any of the following things as carriers to which this Act applies:

1. A plant, an animal or organism, or any part of, or product derived from, a plant, an animal or organism, or any other thing, that is capable of being a host to an invasive species.
2. A conveyance or other thing that is capable of facilitating the movement of an invasive species from one place to another.

Same

(2) A regulation under subsection (1) may prescribe as a carrier anything mentioned in paragraph 1 or 2 of subsection (1) that is capable of being a host to, or of facilitating the movement of, an invasive species that is not prescribed under section 4 or designated under section 5.

PROHIBITED ACTIVITIES

Prohibitions, significant threat invasive species

Introduction, deposit and release

7. (1) No person shall,
- (a) bring a member of a significant threat invasive species into Ontario or cause it to be brought into Ontario; or
 - (b) deposit or release a member of a significant threat invasive species or cause it to be deposited or released.

Possession

(2) No person shall possess a member of a significant threat invasive species in any part of Ontario other than in a prescribed area.

Same

(3) A person who possesses a member of a significant threat invasive species in a prescribed area shall do so in accordance with any conditions prescribed by regulation.

Transportation, propagation, sale, etc.

(4) No person shall transport, propagate, buy, sell, lease or trade or offer to buy, sell, lease or trade a member of a significant threat invasive species.

Prohibitions, moderate threat invasive species

Introduction, deposit and release

8. (1) No person shall,
- (a) bring a member of a moderate threat invasive species into a provincial park or conservation reserve

un règlement pour l'application de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

Règlements : vecteurs

6. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les choses suivantes comme vecteurs auxquels s'applique la présente loi :

1. Un végétal, un animal ou un organisme ou toute partie de ceux-ci, ou encore un produit tiré d'un végétal, d'un animal ou d'un organisme, ou toute autre chose qui peut être l'hôte d'une espèce envahissante.
2. Un moyen de transport ou une autre chose qui peut faciliter le déplacement d'une espèce envahissante d'un endroit à un autre.

Idem

(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent prescrire comme vecteur toute chose visée à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (1) qui peut être l'hôte ou qui peut faciliter le déplacement d'une espèce envahissante qui n'est pas prescrite en vertu de l'article 4 ou désignée en vertu de l'article 5.

ACTIVITÉS INTERDITES

Interdictions : espèce envahissante constituant une menace importante

Introduction, dépôt et mise en liberté

7. (1) Nul ne doit :
- a) soit apporter un membre d'une espèce envahissante constituant une menace importante en Ontario ou faire en sorte qu'il y soit apporté;
 - b) soit déposer ou mettre en liberté un membre d'une espèce envahissante constituant une menace importante ou faire en sorte qu'il soit déposé ou mis en liberté.

Possession

(2) Nul ne doit avoir en sa possession un membre d'une espèce envahissante constituant une menace importante dans une partie quelconque de l'Ontario, si ce n'est dans une zone prescrite.

Idem

(3) La personne qui a en sa possession un membre d'une espèce envahissante constituant une menace importante dans une zone prescrite le fait conformément aux conditions prescrites par règlement.

Transport, propagation et vente

(4) Nul ne doit transporter, propager, acheter, vendre, louer ou échanger, ou offrir d'acheter, de vendre, de louer ou d'échanger un membre d'une espèce envahissante constituant une menace importante.

Interdictions : espèce envahissante constituant une menace moyenne

Introduction, dépôt et mise en liberté

8. (1) Nul ne doit :
- a) soit apporter un membre d'une espèce envahissante constituant une menace moyenne dans un parc pro-

or cause it to be brought into a provincial park or conservation reserve; or

- (b) deposit or release a member of a moderate threat invasive species anywhere in Ontario, or cause it to be deposited or released anywhere in Ontario.

Possession

(2) No person shall possess a member of a moderate threat invasive species in a provincial park or conservation reserve.

Definition

(3) In this section,

“provincial park or conservation reserve” means a provincial park or conservation reserve within the meaning of the *Provincial Parks and Conservation Reserves Act, 2006*.

Exception, regulations

9. (1) Subsections 7 (1), (2) and (4) and section 8 do not apply in the circumstances prescribed by regulation.

Same, where activity is authorized

(2) Subsections 7 (1), (2) and (4) and section 8 do not apply to a person who,

- (a) is authorized by any of the following instruments to carry on an activity that would otherwise be prohibited under subsection 7 (1), (2) or (4) or section 8:
 - (i) an authorization issued under section 10,
 - (ii) an agreement entered into under section 12, or
 - (iii) an order of the Minister designating an invasive species under section 5; and
- (b) carries out the activity in accordance with any conditions in the authorization, agreement or order.

Same, prevention and response plans

(3) Clause 7 (1) (b) and subsections 7 (2) and (4) do not apply to a person who possesses, transports, deposits or releases a member of a significant threat invasive species in the course of implementing a prevention and response plan if,

- (a) the person,
 - (i) is identified in the plan as being responsible for its implementation in accordance with subsection 13 (4),
 - (ii) works to implement the plan on behalf of a person or entity identified in the plan as responsible for its implementation in accordance with subsection 13 (4), or

vincial ou une réserve de conservation ou faire en sorte qu’il y soit apporté;

- b) soit déposer ou mettre en liberté un membre d’une espèce envahissante constituant une menace moyenne où que ce soit en Ontario ou faire en sorte qu’il y soit déposé ou mis en liberté.

Possession

(2) Nul ne doit avoir en sa possession un membre d’une espèce envahissante constituant une menace moyenne dans un parc provincial ou une réserve de conservation.

Définition

(3) La définition qui suit s’applique au présent article.

«parc provincial ou réserve de conservation» Parc provincial ou réserve de conservation au sens de la *Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation*.

Exception : règlements

9. (1) Les paragraphes 7 (1), (2) et (4) et l’article 8 ne s’appliquent pas dans les circonstances prescrites par règlement.

Idem : activités autorisées

(2) Les paragraphes 7 (1), (2) et (4) et l’article 8 ne s’appliquent pas à la personne qui :

- a) d’une part, est autorisée par l’un ou l’autre des actes suivants à exercer une activité qu’interdirait par ailleurs le paragraphe 7 (1), (2) ou (4) ou l’article 8 :
 - (i) une autorisation délivrée en vertu de l’article 10,
 - (ii) un accord conclu en vertu de l’article 12,
 - (iii) un arrêté du ministre désignant une espèce envahissante pris en vertu de l’article 5;
- b) d’autre part, exerce l’activité conformément aux conditions dont est assorti l’autorisation, l’accord ou l’arrêté.

Idem : plans de prévention et d’intervention

(3) L’alinéa 7 (1) b) et les paragraphes 7 (2) et (4) ne s’appliquent pas à la personne qui a en sa possession ou transporte, dépose ou met en liberté un membre d’une espèce envahissante constituant une menace importante lors de la mise en oeuvre d’un plan de prévention et d’intervention si :

- a) d’une part, la personne :
 - (i) soit est identifiée dans le plan comme étant chargée de sa mise en oeuvre conformément au paragraphe 13 (4),
 - (ii) soit travaille à la mise en oeuvre du plan pour le compte d’une personne ou d’une entité identifiée dans le plan comme étant chargée de sa mise en oeuvre conformément au paragraphe 13 (4),

- (iii) is authorized by the plan to carry out measures and practices in order to assist in implementing the plan in accordance with subsection 13 (5); and
- (b) the possession, transportation, deposit or release of the member of the significant threat invasive species was carried out in accordance with the provisions of the plan.

AUTHORIZATIONS AND AGREEMENTS

Authorizations

10. (1) The Minister may authorize a person in writing to engage in any activity specified in the authorization that would otherwise be prohibited under section 7 or 8 if the Minister is of the opinion that the activity is for any of the following purposes:

1. Research or education.
2. Prevention, control or eradication of an invasive species.
3. A purpose that is prescribed by regulation.

Conditions

(2) An authorization issued under this section may contain such conditions as the Minister considers appropriate, including a condition that,

- (a) limits the times at which the authorized activity may be carried out;
- (b) limits the circumstances in which the authorized activity may be carried out;
- (c) requires the holder of the authorization to prepare a plan to manage, control or eradicate an invasive species, or prevent its release or spread and to comply with the plan;
- (d) requires the holder of the authorization to submit reports to the Minister; and
- (e) requires the holder of the authorization to furnish security to the Minister in an amount specified in the authorization that is sufficient to ensure compliance with the authorization.

Compliance

(3) The holder of the authorization shall comply with any conditions to which the authorization is subject.

Amendment or revocation

(4) The Minister may amend or revoke an authorization if he or she is of the opinion that the amendment or revocation is reasonably necessary to assist in the prevention, control or eradication of the invasive species that is affected by the authorization.

Notice of amendment, revocation

(5) The Minister shall serve notice of an amendment to, or revocation of, an authorization to the holder of the authorization in accordance with section 49.

- (iii) soit est autorisée par le plan à prendre des mesures et à adopter des pratiques pour aider à mettre le plan en oeuvre conformément au paragraphe 13 (5);

- b) d'autre part, la possession, le transport, le dépôt ou la mise en liberté du membre de l'espèce envahissante constituant une menace importante a été effectué conformément aux dispositions du plan.

AUTORISATIONS ET ACCORDS

Autorisations

10. (1) Le ministre peut autoriser par écrit une personne à exercer une activité précisée dans l'autorisation qu'interdirait par ailleurs l'article 7 ou 8 s'il estime que cette activité est exercée à l'une ou l'autre des fins suivantes :

1. La recherche ou l'éducation.
2. La prévention, le contrôle ou l'éradication d'une espèce envahissante.
3. Une fin prescrite par règlement.

Conditions

(2) Une autorisation délivrée en vertu du présent article peut être assortie des conditions que le ministre estime appropriées, y compris une condition :

- a) limitant les périodes pendant lesquelles l'activité autorisée peut être exercée;
- b) limitant les circonstances dans lesquelles l'activité autorisée peut être exercée;
- c) exigeant que le titulaire de l'autorisation élabore un plan pour gérer, contrôler ou éradiquer une espèce envahissante, pour empêcher sa mise en liberté ou sa dissémination et qu'il se conforme au plan;
- d) exigeant que le titulaire de l'autorisation présente des rapports au ministre;
- e) exigeant que le titulaire de l'autorisation fournisse au ministre la sûreté qui y est précisée, dont le montant est suffisant pour garantir la conformité à l'autorisation.

Conformité

(3) Le titulaire de l'autorisation se conforme aux conditions dont elle est assortie.

Modification ou révocation

(4) Le ministre peut modifier ou révoquer une autorisation s'il estime que la modification ou la révocation est raisonnablement nécessaire pour aider à prévenir, à contrôler ou à éradiquer l'espèce envahissante visée par l'autorisation.

Avis de modification ou de révocation

(5) Le ministre signifie l'avis de modification ou de révocation d'une autorisation au titulaire conformément à l'article 49.

Content of notice

(6) A notice of amendment to, or revocation of, an authorization shall inform the holder of the authorization of the right under section 11 to request a reconsideration of the decision to amend or revoke the authorization.

Effective date

(7) An amendment to, or revocation of, an authorization takes effect on the day the notice is served on the holder of the authorization.

Proof of amendment

(8) The holder of an authorization who receives notice of an amendment to the authorization shall attach the notice to the authorization.

Reconsideration of amendment or revocation of authorization

11. (1) The holder of an authorization who receives notice of an amendment to, or revocation of, an authorization under subsection 10 (5) may request that the Minister reconsider his or her decision to amend or revoke the authorization by mailing or delivering to the Minister a written request of the reconsideration within 15 days after receiving the notice.

Content of request

(2) A request for a reconsideration of the Minister's decision to amend or revoke an authorization shall include,

- (a) the reasons for the request;
- (b) any submissions that the applicant for the review wishes the Minister to consider; and
- (c) an address for service by mail or by electronic facsimile transmission or by any other means prescribed by regulation.

No stay of decision

(3) A request for reconsideration of a decision of the Minister under this section does not stay the decision.

Decision upon reconsideration

(4) After reconsidering his or her decision to amend or revoke an authorization, the Minister may,

- (a) in the case of a reconsideration of a decision to amend the authorization, amend the authorization in the manner set out in the notice served under subsection 10 (5) or in any other manner or revoke the authorization;
- (b) in the case of a reconsideration of a decision to revoke the authorization, revoke the authorization or amend it instead of revoking it; or
- (c) in either case, refrain from amending or revoking the authorization.

Notice of decision

(5) The Minister shall give a copy of his or her decision upon reconsideration, with reasons, to the person who requested the reconsideration.

Contenu de l'avis

(6) L'avis de modification ou de révocation d'une autorisation informe le titulaire qu'il a le droit, en vertu de l'article 11, d'exiger un réexamen de la décision de modifier ou de révoquer l'autorisation.

Date de prise d'effet

(7) La modification ou la révocation d'une autorisation prend effet le jour de sa signification au titulaire.

Preuve de la modification

(8) Le titulaire d'une autorisation qui reçoit un avis de modification de l'autorisation annexe l'avis à l'autorisation.

Réexamen de la modification ou de la révocation d'une autorisation

11. (1) Le titulaire d'une autorisation qui reçoit un avis de modification ou de révocation d'une autorisation aux termes du paragraphe 10 (5) peut demander au ministre de réexaminer sa décision de modifier ou de révoquer l'autorisation en lui envoyant par la poste ou en lui remettant, au plus tard 15 jours après la réception de l'avis, une demande écrite à cet effet.

Contenu de la demande

(2) La demande de réexamen de la décision du ministre de modifier ou de révoquer une autorisation comprend ce qui suit :

- a) les motifs de la demande;
- b) les observations que l'auteur de la demande de réexamen souhaite que le ministre examine;
- c) une adresse aux fins de signification par courrier, par télécopie ou par tout autre moyen prescrit par les règlements.

Aucune suspension de la décision

(3) La demande de réexamen de la décision du ministre présentée en vertu du présent article n'a pas pour effet de suspendre la décision.

Décision à l'issue du réexamen

(4) À l'issue du réexamen de sa décision de modifier ou de révoquer une autorisation, le ministre peut :

- a) dans le cas du réexamen d'une décision de modifier l'autorisation, modifier l'autorisation de la manière énoncée dans l'avis signifié en application du paragraphe 10 (5) ou d'une autre manière ou encore révoquer l'autorisation;
- b) dans le cas du réexamen d'une décision de révoquer l'autorisation, révoquer l'autorisation ou la modifier au lieu de la révoquer;
- c) dans l'un ou l'autre des cas, s'abstenir de modifier ou de révoquer l'autorisation.

Avis de décision

(5) À l'issue du réexamen, le ministre remet une copie de sa décision motivée à l'auteur de la demande de réexamen.

Agreements

12. (1) The Minister may enter into agreements relating to the control and management of invasive species in Ontario, including agreements for one or more of the following purposes:

1. The prevention of the introduction of invasive species into Ontario or into a part of Ontario.
2. The control of the spread of invasive species present in Ontario.
3. The early detection of, and rapid response to, the introduction of invasive species in Ontario or a part of Ontario.
4. The eradication of an invasive species from Ontario or a part of Ontario.
5. The monitoring and reporting of invasive species and of their impact on the natural environment.
6. Education and research in relation to invasive species.
7. The preparation of prevention and response plans.
8. The assessment of the level of risk that an invasive species poses for Ontario.

Same

(2) An agreement under this section may relate to the control and management of an invasive species that is not prescribed under section 4 or designated under section 5.

Authorization re: prohibited activities

(3) An agreement under subsection (1) may authorize a party to the agreement to engage in an activity specified in the agreement that would otherwise be prohibited under this Act.

Same

(4) A party to an agreement who is authorized to engage in an activity under subsection (3) shall comply with any conditions specified in the agreement relating to the authorization.

SPECIAL PREVENTIVE MEASURES**Prevention and response plans**

13. (1) If the Minister is of the view that the level of harm to the natural environment that a significant threat invasive species poses requires the implementation of certain response measures, in addition to any other actions or responses available under this Act, the Minister may cause a prevention and response plan to be prepared with respect to the species.

Content of plans

(2) A prevention and response plan sets out measures, practices or recommended courses of action to deal with a significant threat invasive species, including,

Accords

12. (1) Le ministre peut conclure des accords relatifs au contrôle et à la gestion des espèces envahissantes en Ontario, y compris des accords visant l'une ou plusieurs des fins suivantes :

1. La prévention de l'introduction d'espèces envahissantes en Ontario ou dans une partie de l'Ontario.
2. Le contrôle de la dissémination d'espèces envahissantes présentes en Ontario.
3. La détection précoce de l'introduction d'espèces envahissantes en Ontario ou dans une partie de l'Ontario et l'intervention rapide à cet égard.
4. L'éradication d'une espèce envahissante en Ontario ou dans une partie de l'Ontario.
5. La surveillance et le signalement d'espèces envahissantes et de leur incidence sur l'environnement naturel.
6. L'éducation et la recherche en ce qui a trait aux espèces envahissantes.
7. L'élaboration de plans de prévention et d'intervention.
8. L'évaluation du niveau de risque que constitue une espèce envahissante pour l'Ontario.

Idem

(2) Un accord conclu en vertu du présent article peut se rapporter au contrôle ou à la gestion d'une espèce envahissante qui n'est pas prescrite en vertu de l'article 4 ou désignée en vertu de l'article 5.

Autorisation : activités interdites

(3) Un accord prévu au paragraphe (1) peut autoriser une partie à l'accord à exercer une activité qui y est précisée et qu'interdirait par ailleurs la présente loi.

Idem

(4) Une partie à l'accord qui est autorisée à exercer une activité en vertu du paragraphe (3) se conforme aux conditions que précise l'accord à l'égard de l'autorisation.

MESURES DE PRÉVENTION SPÉCIALES**Plan de prévention et d'intervention**

13. (1) S'il est d'avis que l'ampleur du préjudice causé à l'environnement naturel par une espèce envahissante constituant une menace importante exige la mise en oeuvre de certaines mesures d'intervention, outre les mesures d'intervention ou autres, qui sont offertes en vertu de la présente loi, le ministre peut faire élaborer un plan de prévention et d'intervention à l'égard de l'espèce.

Contenu du plan

(2) Le plan de prévention et d'intervention énonce les mesures, les pratiques ou les plans d'action recommandés pour combattre une espèce envahissante constituant une menace importante, y compris ce qui suit :

- (a) measures, including rapid response measures, to help prevent the invasive species from entering Ontario or a part of Ontario;
- (b) practices to promote the early detection of the invasive species; and
- (c) measures for the control or eradication of the invasive species.

Scope of plans

- (3) A prevention and response plan may,
 - (a) apply to one or more significant threat invasive species; and
 - (b) apply to all of Ontario or a part of Ontario.

Implementation of plan

(4) The persons or entities responsible for the implementation of a prevention and response plan shall be specified in the plan.

Other authorized persons

(5) A prevention and response plan may authorize a person or group of persons to carry out measures and practices set out in the plan in order to assist in the implementation of the plan, subject to such conditions as may be specified in the plan.

Notice of plan

(6) The Minister shall publish a copy of the prevention and response plan on a website maintained by the government of Ontario and give notice of the plan in any other manner that he or she considers appropriate.

Updating plan

(7) The Minister may cause a prevention and response plan to be updated from time to time as he or she considers appropriate.

Cancellation of plan

(8) The Minister may cancel a prevention and response plan by publishing notice of the cancellation on a website maintained by the government of Ontario and give notice of the cancellation of the plan in any other manner that he or she considers appropriate.

Invasive species control areas

14. (1) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, designate an area of Ontario as an invasive species control area with respect to a significant threat invasive species.

Content of regulation

- (2) A regulation under subsection (1) shall,
 - (a) identify the area of Ontario that is designated;
 - (b) identify the invasive species that is the object of the designation;
 - (c) if appropriate, set out measures to control the spread of the invasive species, including measures that,

- a) les mesures, notamment les mesures d'intervention rapides, visant à empêcher l'introduction de l'espèce envahissante en Ontario ou dans une partie de l'Ontario;
- b) les pratiques visant à promouvoir la détection précoce de l'espèce envahissante;
- c) les mesures visant à contrôler ou à éradiquer l'espèce envahissante.

Portée du plan

- (3) Le plan de prévention et d'intervention peut :
 - a) s'appliquer à l'égard d'une ou de plusieurs espèces envahissantes constituant une menace importante;
 - b) s'appliquer à tout ou partie de l'Ontario.

Mise en oeuvre du plan

(4) Les personnes ou entités chargées de la mise en oeuvre du plan de prévention et d'intervention sont celles que précise le plan.

Autres personnes autorisées

(5) Le plan de prévention et d'intervention peut autoriser une personne ou un groupe de personnes à prendre des mesures et à adopter des pratiques qui y sont énoncées pour aider à la mise en oeuvre du plan, sous réserve des conditions que précise le plan.

Avis du plan

(6) Le ministre publie une copie du plan de prévention et d'intervention sur un site Web dont est responsable le gouvernement de l'Ontario et donne avis du plan de toute autre manière qu'il estime appropriée.

Mise à jour du plan

(7) Le ministre peut faire en sorte que le plan de prévention et d'intervention soit mis à jour de temps à autre selon ce qu'il estime approprié.

Annulation du plan

(8) Le ministre peut annuler le plan de prévention et d'intervention en publiant un avis à cet effet sur un site Web dont est responsable le gouvernement de l'Ontario et donner avis de l'annulation du plan de toute autre manière qu'il estime appropriée.

Zones de lutte contre une espèce envahissante

14. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner une zone située en Ontario comme zone de lutte contre une espèce envahissante à l'égard d'une espèce envahissante constituant une menace importante.

Contenu des règlements

- (2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) :
 - a) identifient la zone située en Ontario qui est désignée;
 - b) identifient l'espèce envahissante qui fait l'objet de la désignation;
 - c) s'il y a lieu, énoncent les mesures visant à contrôler la dissémination de l'espèce envahissante, y compris des mesures qui :

- (i) regulate or prohibit the movement of the invasive species in the area, the movement of any carrier of the invasive species or of any person, conveyance or thing that is likely to contribute to the spread of the invasive species, and
- (ii) regulate or prohibit any activities that are likely to contribute to the spread of the invasive species, including requiring the Minister's authorization before carrying out the activity.

Area designated

(3) An invasive species control area designated in respect of an invasive species may include any area of Ontario, whether or not the invasive species is present in the area.

Purpose of designation

(4) A regulation under this section may contain measures to prevent the spread of an invasive species,

- (a) within the invasive species control area;
- (b) from the invasive species control area to areas outside of it; or
- (c) from outside the invasive species control area to the area itself.

INSPECTIONS

Inspectors, appointment

15. (1) The Minister may appoint a person or class of persons as inspectors for the purposes of this Act.

Inspectors by virtue of office

(2) An enforcement officer is an inspector for the purposes of this Act by virtue of his or her office.

Production of identification

(3) An inspector acting under this Act shall, on request, produce identification.

Surveys for purposes of detection, etc.

16. (1) An inspector may conduct surveys of any area or place in Ontario for the purposes of,

- (a) detecting the presence of invasive species, including detecting the presence of invasive species that are not prescribed under section 4 or designated under section 5; and
- (b) ascertaining whether invasive species, including invasive species that are not prescribed under section 4 or designated under section 5, are spreading into or within Ontario and monitoring the extent of the spread.

- (i) réglementent ou interdisent les déplacements de l'espèce envahissante dans la région et les déplacements de tout vecteur de l'espèce envahissante ou de toute personne, de tout moyen de transport ou de toute chose qui contribuera vraisemblablement à la dissémination de l'espèce envahissante,
- (ii) réglementent ou interdisent des activités qui contribueront vraisemblablement à la dissémination de l'espèce envahissante, notamment en exigeant l'obtention de l'autorisation du ministre avant d'exercer les activités.

Zone désignée

(3) Une zone de lutte contre une espèce envahissante qui est désignée à l'égard d'une espèce envahissante peut comprendre toute zone située en Ontario, que l'espèce envahissante y soit présente ou non.

Objet de la désignation

(4) Les règlements pris en vertu du présent article peuvent comprendre des mesures visant à empêcher la dissémination d'une espèce envahissante :

- a) soit à l'intérieur de la zone de lutte contre une espèce envahissante;
- b) soit de la zone de lutte contre l'espèce envahissante vers l'extérieur de celle-ci;
- c) soit de l'extérieur de la zone de lutte contre une espèce envahissante vers la zone elle-même.

INSPECTIONS

Nomination des inspecteurs

15. (1) Le ministre peut nommer une personne ou une catégorie de personnes inspecteurs pour l'application de la présente loi.

Inspecteurs d'office

(2) Un agent d'exécution est d'office un inspecteur pour l'application de la présente loi.

Présentation d'une pièce d'identité

(3) L'inspecteur qui agit en vertu de la présente loi présente, sur demande, une pièce d'identité.

Enquêtes effectuées à des fins de détection

16. (1) Un inspecteur peut effectuer des enquêtes dans toute zone ou tout endroit situé en Ontario aux fins suivantes :

- a) détecter la présence d'espèces envahissantes, y compris d'espèces envahissantes qui ne sont pas prescrites en vertu de l'article 4 ou désignées en vertu de l'article 5;
- b) vérifier si des espèces envahissantes, y compris des espèces envahissantes qui ne sont pas prescrites en vertu de l'article 4 ou désignées en vertu de l'article 5, se disséminent en Ontario ou s'y introduisent, et surveiller l'ampleur de la dissémination.

Entry on land during survey

(2) In the course of conducting a survey, an inspector may,

- (a) enter any land at any reasonable time and be accompanied by any other person that the inspector authorizes; and
- (b) authorize any person acting under his or her direction to enter any land, with or without the inspector, for the purpose of assisting in the survey.

No entry to buildings, structures

(3) Subsection (2) does not authorize an inspector, or a person acting under the inspector's direction, to enter a building or a structure, including a building or a part of a building that is being used as a dwelling.

Power upon entry

(4) Upon entering land under subsection (2), the following powers are the powers that may be exercised by an inspector, or by a person acting under his or her direction:

- 1. Inspect any thing that the inspector believes on reasonable grounds,
 - i. may be, or may contain, an invasive species referred to in subsection (1), or
 - ii. may contain evidence of an invasive species referred to in subsection (1).
- 2. Conduct any tests, take any measurements, take any specimens or samples, set up any equipment and make any photographic or other records that may assist in the survey.

Inspection to determine compliance

17. (1) An inspector may enter and inspect any land, building or other place if,

- (a) the inspector has reasonable grounds to believe that an invasive species, a carrier or other thing to which this Act or the regulations apply will be found on the land or in the building or place; or
- (b) the inspection is for the purpose of determining compliance with,
 - (i) this Act or the regulations,
 - (ii) a condition in an authorization that is issued under section 10 or is contained in an agreement referred to in section 12,
 - (iii) a prevention and response plan prepared under section 13, or
 - (iv) a provision of an order made by an inspector or by the Minister under this Act.

Powers during inspection

(2) During an inspection under this section, the follow-

Entrée dans un bien-fonds pendant une enquête

(2) L'inspecteur qui effectue une enquête peut :

- a) entrer dans un bien-fonds à toute heure raisonnable et se faire accompagner par toute personne qu'il autorise;
- b) autoriser quiconque agit sous ses ordres à entrer dans un bien-fonds, avec ou sans lui, afin de l'aider à effectuer l'enquête.

Interdiction d'entrer dans des bâtiments ou des constructions

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet d'autoriser l'inspecteur, ou quiconque agit sous ses ordres, à entrer dans un bâtiment ou une construction, y compris un bâtiment ou la partie d'un bâtiment qui sert de logement.

Pouvoirs de l'inspecteur

(4) Lorsqu'il entre dans un bien-fonds en vertu du paragraphe (2), l'inspecteur, ou quiconque agit sous ses ordres, peut exercer les pouvoirs suivants :

- 1. Examiner toute chose que l'inspecteur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables :
 - i. soit être ou contenir une espèce envahissante visée au paragraphe (1),
 - ii. soit contenir des éléments de preuves de la présence d'une espèce envahissante visée au paragraphe (1).
- 2. Effectuer des tests, prendre des mesures, prélever des spécimens ou des échantillons, installer de l'équipement et faire des enregistrements, notamment photographiques, qui peuvent aider à effectuer l'enquête.

Inspection en vue de déterminer la conformité

17. (1) Un inspecteur peut entrer dans un bien-fonds, un bâtiment ou un autre endroit et y effectuer une inspection si, selon le cas :

- a) il a des motifs raisonnables de croire qu'une espèce envahissante, un vecteur ou toute autre chose auquel la présente loi ou les règlements s'appliquent y sera trouvé;
- b) l'inspection a pour but de déterminer la conformité avec, selon le cas :
 - (i) la présente loi ou les règlements,
 - (ii) une condition dont est assortie une autorisation qui est délivrée en vertu de l'article 10 ou qui est comprise dans un accord visé à l'article 12,
 - (iii) un plan de prévention et d'intervention élaboré en vertu de l'article 13,
 - (iv) une disposition d'un ordre que donne un inspecteur ou d'un arrêté que prend le ministre en vertu de la présente loi.

Pouvoirs pendant l'inspection

(2) Au cours d'une inspection effectuée en vertu du

ing powers are the powers that may be exercised by an inspector:

1. Inspect any animal, plant or thing that the inspector believes on reasonable grounds may be an invasive species or a carrier.
2. Open any receptacle, baggage, package, container, cage or other thing that the inspector believes on reasonable grounds contains an invasive species or a carrier.
3. Conduct any test, take any measurement, specimen or sample, set up any equipment and make any photographic or other record that may assist in the inspection.
4. Require the production of any document that is relevant to the inspection.
5. Use or cause to be used any computer or other device that contains or is able to retrieve information, for the purpose of examining information relevant to the inspection that is contained in or available to the computer or other device, and produce or cause to be produced a printout or other output from the computer or other device of information that is relevant to the inspection.
6. Remove any documents or things that are relevant to the inspection for the purpose of making copies or of further inspection.
7. Ask questions that are relevant to the inspection.

Dwellings

(3) Subsection (1) does not authorize an inspector to enter a building or a part of a building that is being used as a dwelling unless the occupier of the dwelling consents to the entry.

Warrant for dwelling

(4) On application without notice, a justice may issue a warrant authorizing an inspector to enter and inspect a building or part of a building that is being used as a dwelling if the justice is satisfied by information under oath that there are reasonable grounds to believe that,

- (a) an inspection under this section is required for any of the reasons described in subsection (1); and
- (b) entry has been refused or is likely to be refused.

Same, application for warrant

(5) An application under subsection (4) shall specify that the warrant is to enter and inspect a building or part of a building that is being used as a dwelling.

Conditions

(6) A warrant is subject to such conditions as may be specified in the warrant.

présent article, l'inspecteur peut exercer les pouvoirs suivants :

1. Inspecter un animal, un végétal ou une chose qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, être une espèce envahissante ou un vecteur.
2. Ouvrir un récipient, des bagages, un emballage, un contenant, une cage ou toute autre chose qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, contenir une espèce envahissante ou un vecteur.
3. Effectuer des tests, prendre des mesures, prélever des spécimens ou des échantillons, installer de l'équipement et faire des enregistrements, notamment photographiques, qui peuvent aider à effectuer l'inspection.
4. Exiger la production des documents qui sont reliés à l'inspection.
5. Utiliser ou faire utiliser un ordinateur ou un autre dispositif qui contient ou permet d'extraire des renseignements, pour examiner les renseignements qui sont reliés à l'inspection que l'ordinateur ou le dispositif contient ou auxquels il donne accès, et produire ou faire produire un imprimé ou toute autre sortie à partir de l'ordinateur ou du dispositif de ces renseignements.
6. Enlever des documents ou des choses qui sont reliés à l'inspection pour en faire des copies ou un examen supplémentaire.
7. Poser des questions qui sont reliées à l'inspection.

Logements

(3) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser l'inspecteur à entrer dans un bâtiment ou dans la partie d'un bâtiment qui sert de logement, sauf si son occupant y consent.

Mandat relatif au logement

(4) Sur requête présentée sans préavis, un juge peut décerner un mandat autorisant un inspecteur à entrer dans un bâtiment ou la partie d'un bâtiment qui sert de logement et à y effectuer une inspection s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire :

- a) d'une part, qu'une inspection effectuée en vertu du présent article est nécessaire pour l'un des motifs visés au paragraphe (1);
- b) d'autre part, que l'entrée a été ou sera vraisemblablement refusée.

Idem : demande de mandat

(5) La requête présentée en vertu du paragraphe (4) indique expressément que le mandat a pour but d'autoriser l'entrée dans un bâtiment ou dans la partie d'un bâtiment qui sert de logement et à y effectuer une inspection.

Conditions

(6) Le mandat est assorti des conditions qu'il précise.

Assistance

(7) An inspector may be accompanied or assisted by any person during an inspection under this section.

Time of entry

(8) An entry under subsection (1) shall be made at a time that is reasonable in view of the activity that is conducted on the land or in the building or other place.

Copies

(9) An inspector may make copies of any documents produced or removed during the inspection.

Return of things

(10) If an inspector removes any document or thing under paragraph 6 of subsection (2), the inspector shall copy the document or thing or further inspect it with reasonable dispatch and return it promptly to the person from whom it was taken, unless it is not reasonable for the person to expect the thing to be returned.

Stopping conveyances to inspect

18. (1) An inspector may stop a conveyance if he or she has reasonable grounds to believe that,

- (a) there is a member of an invasive species or a carrier in or on the conveyance; or
- (b) stopping the conveyance would assist in determining compliance with,
 - (i) this Act or the regulations,
 - (ii) a condition in an authorization that is issued under section 10 or is contained in an agreement referred to in section 12,
 - (iii) a prevention and response plan prepared under section 13, or
 - (iv) a provision of an order made by an inspector or by the Minister under this Act.

Operator to stop

(2) On the inspector's signal to stop, the operator of the conveyance shall immediately stop and produce for inspection a member of an invasive species, a carrier, a document or any thing requested by the inspector that is relevant to the purpose for which the conveyance was stopped.

Stop signals

(3) For the purpose of subsection (2), signals to stop include,

- (a) intermittent flashes of red light, in the case of a vehicle;
- (b) intermittent flashes of blue light, in the case of a boat; and
- (c) a hand signal to stop, in the case of a vehicle or boat.

Aide

(7) L'inspecteur peut être accompagné ou aidé de toute personne au cours d'une inspection effectuée en vertu du présent article.

Heure d'entrée

(8) L'entrée dans un bien-fonds, un bâtiment ou un autre endroit qui est prévue au paragraphe (1) est effectuée à une heure qui est raisonnable eu égard à l'activité qui y est exercée.

Copies

(9) L'inspecteur peut faire des copies des documents produits ou enlevés au cours de l'inspection.

Restitution

(10) L'inspecteur qui enlève des documents ou des choses en vertu de la disposition 6 du paragraphe (2) en fait des copies ou un examen supplémentaire avec une diligence raisonnable et les retourne promptement à la personne à qui ils ont été retirés, sauf s'il n'est pas raisonnable que celle-ci s'attende à ce qu'ils soient retournés.

Arrêt et inspection de moyens de transport

18. (1) L'inspecteur peut arrêter un moyen de transport s'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas :

- a) qu'un membre d'une espèce envahissante ou un vecteur se trouve dans ou sur le moyen de transport;
- b) que cela aiderait à déterminer s'il y a conformité avec, selon le cas :
 - (i) la présente loi ou les règlements,
 - (ii) une condition dont est assortie une autorisation qui est délivrée en vertu de l'article 10 ou qui est comprise dans un accord visé à l'article 12,
 - (iii) un plan de prévention et d'intervention élaboré en vertu de l'article 13,
 - (iv) une disposition d'un ordre que donne un inspecteur ou d'un arrêté que prend le ministre en vertu de la présente loi.

Arrêt par le conducteur

(2) Au signal d'arrêt de l'inspecteur, le conducteur du moyen de transport s'arrête immédiatement et présente aux fins d'examen tout membre d'une espèce envahissante, vecteur, document ou toute chose que demande l'inspecteur et qui est relié à la fin à laquelle le moyen de transport a été arrêté.

Signaux d'arrêt

(3) Pour l'application du paragraphe (2), les signaux d'arrêt comprennent :

- a) un clignotement de lumière rouge, dans le cas d'un véhicule;
- b) un clignotement de lumière bleue, dans le cas d'un bateau;
- c) un signal d'arrêt manuel, dans le cas d'un véhicule ou d'un bateau.

Special powers used in invaded places

19. (1) After an order is made under section 23 declaring land, a building, structure or conveyance to be an invaded place, an inspector may enter the invaded place and exercise any of the powers described in subsection (2).

Same

(2) At an invaded place, an inspector may, with respect to the invasive species that is the reason the land, building, structure or conveyance was declared to be an invaded place,

- (a) use any physical or mechanical means or apply any chemical treatments or biological control measures in order to control, remove or eradicate the invasive species or the threat the invasive species poses to Ontario's natural environment, unless the use of such means or application of such treatments or measures may cause material damage to property or destroy property;
- (b) capture or remove a member of the invasive species;
- (c) establish temporary barriers around the invasive species or the invaded place or post signs or markers on or near the invasive species or invaded place to reduce the risk of the invasive species spreading;
- (d) remain at the invaded place or cause another person to remain at the invaded place, to assist in reducing the risk of the invasive species spreading.

Assistance

(3) An inspector may be accompanied or assisted by any person while exercising any powers at an invaded place under this section.

Assisting inspector

20. A person shall give all reasonable assistance to an inspector conducting a survey or inspection under section 16, 17 or 18 or exercising powers under section 19 and shall provide any information requested by the inspector that is relevant to the survey or inspection or that may assist in the exercise of powers under section 19.

Obstruction of inspector

21. A person shall not,

- (a) knowingly make a false or misleading statement to an inspector who is acting under this Act; or
- (b) otherwise obstruct an inspector who is acting under this Act.

INSPECTORS' ORDERS**Order re: unknown invasive species**

22. (1) An inspector may make an order under this section if,

Pouvoirs spéciaux : endroits infestés

19. (1) Après avoir donné un ordre, en vertu de l'article 23, déclarant qu'un bien-fonds, un bâtiment, une construction ou un moyen de transport est un endroit infesté, l'inspecteur peut y entrer et exercer les pouvoirs visés au paragraphe (2).

Idem

(2) Dans un endroit infesté, l'inspecteur peut, à l'égard de l'espèce envahissante qui constitue le motif d'un ordre déclarant qu'un bien-fonds, un bâtiment, une construction ou un moyen de transport est un endroit infesté :

- a) avoir recours à des moyens physiques ou mécaniques, appliquer des traitements chimiques ou prendre des mesures de contrôle biologiques pour contrôler, enlever ou éradiquer l'espèce envahissante ou la menace qu'elle constitue pour l'environnement naturel en Ontario, sauf si le recours à de tels moyens, l'application de tels traitements ou la prise de telles mesures peut causer des dommages matériels à des biens ou leur destruction;
- b) capturer ou enlever un membre de l'espèce envahissante;
- c) installer des barrières temporaires autour de l'espèce envahissante ou de l'endroit infesté ou installer des affiches ou des marques d'identification sur l'espèce ou l'endroit infesté, ou à proximité, pour réduire le risque que l'espèce se dissémine;
- d) demeurer à l'endroit infesté ou faire en sorte qu'une autre personne y demeure pour aider à réduire le risque que l'espèce se dissémine.

Aide

(3) L'inspecteur peut être accompagné ou aidé de toute personne lorsqu'il exerce, à l'endroit infesté, les pouvoirs que lui confère le présent article.

Aide fournie à l'inspecteur

20. Toute personne accorde toute l'aide raisonnable à un inspecteur qui effectue une enquête ou une inspection en vertu de l'article 16, 17 ou 18 ou qui exerce les pouvoirs que lui confère l'article 19 et fournit, sur demande de l'inspecteur, les renseignements qui sont reliés à l'enquête ou à l'inspection ou qui peuvent aider à l'exercice des pouvoirs prévus par l'article 19.

Entrave au travail de l'inspecteur

21. Nul ne doit, selon le cas :

- a) faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse à l'inspecteur qui agit en vertu de la présente loi;
- b) entraver d'une autre façon le travail de l'inspecteur qui agit en vertu de la présente loi.

ORDRES DES INSPECTEURS**Ordre : espèce envahissante inconnue**

22. (1) Un inspecteur peut donner un ordre en vertu du présent article si :

- (a) in the course of performing his or her duties under this Act, he or she encounters a member of a species that he or she has reasonable grounds to believe is an invasive species, but not an invasive species that has been prescribed under section 4 or designated under section 5 as an invasive species to which this Act applies; and
- (b) the inspector has reasonable grounds to believe that the order is required in order to,
 - (i) ascertain the threat that the suspected invasive species referred to in clause (a) poses to Ontario's natural environment, or
 - (ii) prevent the suspected invasive species referred to in clause (a) from spreading within Ontario.

Order to contain suspected species

(2) An inspector who encounters a member of a suspected invasive species described in clause (1) (a) may,

- (a) issue a written order to the person who owns or occupies the land, building or place, or is in charge of the conveyance, on or in which the member of the suspected invasive species was found, directing the person to,
 - (i) stop any movement or activity that may lead to the spread of the suspected invasive species,
 - (ii) move the member of the suspected invasive species to another location in order to isolate it or otherwise prevent the suspected invasive species from spreading,
 - (iii) establish barriers or signs around the member of the suspected invasive species in order to restrict access by the person or others to the member of the suspected invasive species, or
 - (iv) take such other measures as may be specified in the order to prevent the suspected invasive species from spreading; and
- (b) if the member of the suspected invasive species is found on Crown land, issue a written order prohibiting any person from moving or having access to the member of the suspected invasive species in order to prevent the suspected invasive species from spreading.

Erecting barriers, signs, etc.

(3) An inspector who issues an order under subsection (2) with respect to a suspected invasive species described in clause (1) (a) may, in addition to issuing the order, do any of the following:

1. Inspect the suspected invasive species.
2. Conduct any test, take any measurement, specimen or sample of the member of the suspected invasive species.

- a) dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi, il rencontre un membre d'une espèce qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, être une espèce envahissante mais non une espèce envahissante qui a été prescrite en vertu de l'article 4 ou désignée en vertu de l'article 5 comme espèce envahissante à laquelle s'applique la présente loi;
- b) il a des motifs raisonnables de croire que l'ordre est nécessaire, selon le cas :
 - (i) pour vérifier l'ampleur de la menace que constitue l'espèce envahissante présumée visée à l'alinéa a) pour l'environnement naturel en Ontario,
 - (ii) pour empêcher l'espèce envahissante présumée visée à l'alinéa a) de se disséminer en Ontario.

Ordre visant à confiner une espèce envahissante présumée

(2) L'inspecteur qui rencontre un membre d'une espèce envahissante présumée visée à l'alinéa (1) a) peut prendre les mesures suivantes :

- a) enjoindre, par ordre écrit, au propriétaire ou à l'occupant du bien-fonds, du bâtiment ou de l'endroit ou à la personne qui est responsable du moyen de transport sur ou dans lequel le membre de l'espèce a été trouvé, selon le cas :
 - (i) de cesser tout déplacement ou toute activité pouvant mener à la dissémination de l'espèce envahissante présumée,
 - (ii) de transporter le membre de l'espèce envahissante présumée à un autre emplacement pour l'isoler ou l'empêcher autrement de se disséminer,
 - (iii) d'installer des barrières ou des affiches autour du membre de l'espèce envahissante présumée pour restreindre l'accès de la personne ou d'autrui au membre de l'espèce,
 - (iv) de prendre les autres mesures précisées dans l'ordre pour empêcher l'espèce envahissante présumée de se disséminer;
- b) si le membre de l'espèce envahissante présumée se trouve sur une terre de la Couronne, interdire, par ordre écrit, à toute personne de déplacer le membre ou d'y avoir accès, afin d'empêcher l'espèce envahissante présumée de se disséminer.

Installation de barrières et d'affiches

(3) L'inspecteur qui donne un ordre en vertu du paragraphe (2) à l'égard d'une espèce envahissante présumée visée à l'alinéa (1) a) peut, en outre, prendre les mesures suivantes :

1. Inspecter l'espèce envahissante présumée.
2. Effectuer des tests, prendre des mesures ou prélever des spécimens ou des échantillons du membre de l'espèce envahissante présumée.

3. Set up any equipment and make any photographic or other record that may assist in identifying the suspected invasive species or ascertaining the threat it poses to Ontario's natural environment.
4. Cover the suspected invasive species.
5. Establish a temporary barrier around the suspected invasive species.
6. Post signs or markers around the suspected invasive species.
7. Take any other measure that the inspector considers appropriate to assist in preventing the suspected invasive species from spreading and restricting access of persons to the member of the suspected invasive species.

Content of order

- (4) An order under subsection (2) shall,
 - (a) describe the suspected invasive species that is the subject of the order;
 - (b) briefly describe the reasons for the order; and
 - (c) set out the time period for which it applies, subject to subsection (5).

Duration of order

- (5) An order under subsection (2) shall be in effect for a period of no more than 15 days.

Service of order

- (6) An order under clause (2) (a) shall be served by personal delivery to the person against whom the order is made, subject to subsection (7).

Posting of cl. (2) (a) order

- (7) An order under clause (2) (a) may be posted in a conspicuous place on or near the suspected invasive species or at the place where the suspected invasive species is located, either,
 - (a) in addition to serving it on a person under subsection (6); or
 - (b) instead of delivering it to a person under subsection (6) if, in the inspector's opinion, service cannot reasonably be effected under that subsection.

Deemed service

- (8) An order that is posted under clause (7) (b) is deemed to have been served in accordance with subsection (6) once it is posted.

Mandatory posting of cl. (2) (b) order

- (9) An order under clause (2) (b) shall be posted in a conspicuous place at or near the place at which the suspected invasive species is located.

Prohibition, removing, defacing postings

- (10) Except with the written consent of an inspector, no person shall remove, alter, deface, conceal, damage, destroy, move, interfere with or render illegible,

3. Installer de l'équipement et faire des enregistrements, notamment photographiques, qui peuvent aider à identifier l'espèce envahissante présumée ou à vérifier l'ampleur de la menace qu'elle constitue pour l'environnement naturel en Ontario.
4. Recouvrir l'espèce envahissante présumée.
5. Installer des barrières temporaires autour de l'espèce envahissante présumée.
6. Installer des affiches ou des marques d'identification autour de l'espèce envahissante présumée.
7. Prendre toute autre mesure qu'il estime appropriée pour aider à empêcher la dissémination de l'espèce envahissante présumée et pour restreindre l'accès des personnes au membre de l'espèce envahissante présumée.

Contenu de l'ordre

- (4) L'ordre donné en vertu du paragraphe (2) :
 - a) décrit l'espèce envahissante présumée visée par l'ordre;
 - b) décrit brièvement ses motifs;
 - c) précise la période à laquelle il s'applique, sous réserve du paragraphe (5).

Durée de l'ordre

- (5) L'ordre donné en vertu du paragraphe (2) est en vigueur pendant au plus 15 jours.

Signification de l'ordre

- (6) L'ordre donné en vertu de l'alinéa (2) a) est signifié à personne, par remise à la personne qu'il vise, sous réserve du paragraphe (7).

Affichage de l'ordre visé à l'al. (2) a)

- (7) L'ordre donné en vertu de l'alinéa (2) a) peut être affiché bien en vue à proximité de l'espèce envahissante présumée, sur elle ou à l'endroit où elle se trouve :

- a) en plus d'être signifié à personne en application du paragraphe (6);
- b) au lieu d'être remis à personne en application du paragraphe (6), si l'inspecteur estime que la signification ne peut raisonnablement se faire conformément à ce paragraphe.

Signification réputée faite

- (8) L'ordre affiché en vertu de l'alinéa (7) b) est réputé avoir été signifié conformément au paragraphe (6) au moment de son affichage.

Affichage obligatoire de l'ordre visé à l'al. (2) b)

- (9) L'ordre donné en vertu de l'alinéa (2) b) est affiché bien en vue à l'endroit où l'espèce envahissante présumée se trouve ou à proximité de cet endroit.

Interdiction d'enlever ou d'abîmer l'affichage

- (10) Nul ne doit, sans le consentement écrit d'un inspecteur, enlever, altérer, abîmer, dissimuler, endommager, détruire, déplacer, déranger ou rendre illisible ce qui suit :

- (a) an order or a copy of an order made under this section that is posted in accordance with subsection (7) or (9); or
- (b) any identifying marker, signage or temporary barrier applied or installed as authorized under this section.

Compliance with order

(11) No person shall contravene or fail to comply with any provision of an order made under subsection (2).

Declaration of invaded place

23. (1) An inspector may issue a written order declaring land, a building, a structure or a conveyance to be an invaded place if,

- (a) the inspector has found evidence that a significant threat invasive species is present on or in the place; and
- (b) the inspector has reasonable grounds to believe that the order is required,
 - (i) to prevent the invasive species from spreading to areas outside of the place, or
 - (ii) to control, remove or eradicate the invasive species that is on or in the place.

No dwellings

(2) An inspector shall not make an order under this section in respect of a building or place that is being used as a dwelling.

Information in order

- (3) The order shall,
 - (a) identify the invasive species that was found at the place;
 - (b) briefly describe the reasons for the order;
 - (c) describe the place to which it applies; and
 - (d) notify the owner or occupier of the place of,
 - (i) the powers that may be exercised by an inspector at the place under section 19 to control, remove or eradicate the invasive species found at the place or to prevent its spread to other areas, and
 - (ii) the right of the owner or occupier to request a review of the order in accordance with section 26.

What the order may require

(4) In addition to exercising any of the powers described in section 19, an inspector who makes an order declaring a place to be an invaded place under subsection (1) may, in the order,

- (a) prohibit any person from having access to the place or restrict access to the place subject to such conditions as may be specified in the order;
- (b) restrict activities that may take place within or with respect to the place;

- a) un ordre ou une copie d'un ordre donné en vertu du présent article qui est affiché conformément au paragraphe (7) ou (9);
- b) une marque d'identification, une signalisation ou une barrière temporaire apposée ou installée comme l'autorise le présent article.

Conformité à l'ordre

(11) Nul ne doit contrevenir aux dispositions d'un ordre donné en vertu du paragraphe (2), ni omettre de s'y conformer.

Déclaration : endroit infesté

23. (1) Un inspecteur peut, par ordre écrit, déclarer qu'un bien-fonds, un bâtiment, une construction ou un moyen de transport est un endroit infesté si :

- a) il a des preuves qu'une espèce envahissante constituant une menace importante s'y trouve;
- b) il a des motifs raisonnables de croire que l'ordre est nécessaire pour, selon le cas :
 - (i) empêcher l'espèce envahissante de se disséminer à l'extérieur de l'endroit,
 - (ii) contrôler, enlever ou éradiquer l'espèce envahissante qui se trouve à l'endroit.

Interdiction : logements

(2) L'inspecteur ne doit pas donner d'ordre en vertu du présent article à l'égard d'un bâtiment ou d'un lieu qui sert de logement.

Renseignements à inclure dans l'ordre

- (3) L'ordre comprend les renseignements suivants :
 - a) il identifie l'espèce envahissante qui a été trouvée à l'endroit;
 - b) il décrit brièvement ses motifs;
 - c) il décrit l'endroit auquel il s'applique;
 - d) il avise le propriétaire ou l'occupant de l'endroit :
 - (i) des pouvoirs que peut y exercer l'inspecteur, en vertu de l'article 19, pour contrôler, enlever ou éradiquer l'espèce envahissante qui s'y trouve ou pour empêcher qu'elle ne se dissémine vers d'autres endroits,
 - (ii) qu'il a le droit de demander une révision de l'ordre conformément à l'article 26.

Exigences de l'ordre

(4) Outre exercer les pouvoirs prévus par l'article 19, l'inspecteur qui donne, en vertu du paragraphe (1), un ordre déclarant qu'un endroit est un endroit infesté peut, dans l'ordre, faire ce qui suit :

- a) interdire à quiconque d'avoir accès à l'endroit ou restreindre l'accès à l'endroit, sous réserve des conditions que précise l'ordre;
- b) restreindre les activités qui peuvent être exercées à l'endroit ou à son égard;

(c) direct the owner or occupier of the place, if any, as follows:

- (i) to do anything specified in the order, or to refrain from doing anything specified in the order, that is for the purpose of reducing the risk of the species spreading,
- (ii) to refrain from accessing the place or to prevent others from accessing the place, and
- (iii) to keep records of anything the person does or refrains from doing pursuant to the order; and

(d) specify a date when the order ceases to have effect.

Posting of order

(5) A copy of an order declaring a place to be an invaded place shall be posted in a conspicuous place at or near the place.

Service

(6) The investigator shall serve a copy of an order declaring a place to be an invaded place on the owner or occupier of the place in accordance with section 49.

Compliance

(7) No person shall contravene or fail to comply with any provision of an order made under this section.

Publication of orders

(8) An inspector may publish an order made under this section, or a summary of the order, in such publication or by any means the inspector considers appropriate.

Amendment or revocation of orders

24. (1) An inspector or the Minister may, by order, amend or revoke an order that was made by an inspector under section 22 or 23.

Notice

(2) Upon making an order under subsection (1) to amend or revoke an order made under section 22, an inspector or Minister, as the case may be,

- (a) shall give notice of the order in accordance with subsection 22 (6); and
- (b) may post a copy of the order in accordance with subsections 22 (7) and (9).

Same

(3) Upon making an order under subsection (1) to amend or revoke an order made under section 23, an inspector or Minister, as the case may be, shall,

- (a) give notice of the order in accordance with subsection 23 (6); and
- (b) post a copy of the order in accordance with subsection 23 (5).

c) enjoindre au propriétaire ou à l'occupant de l'endroit, le cas échéant, de prendre les mesures suivantes :

- (i) faire ce qui est précisé dans l'ordre ou s'abstenir de faire ce qui y est précisé, dans le but de réduire le risque que l'espèce se dissémine,
- (ii) s'abstenir d'accéder à l'endroit ou empêcher autrui d'y avoir accès,
- (iii) tenir des dossiers de tout ce qu'il fait ou s'abstient de faire conformément à l'ordre;

d) préciser la date à laquelle l'ordre cesse d'être en vigueur.

Affichage de l'ordre

(5) Une copie de l'ordre déclarant qu'un endroit est un endroit infesté est affichée bien en vue à l'endroit ou à proximité de l'endroit.

Signification

(6) L'enquêteur signifie une copie de l'ordre déclarant qu'un endroit est un endroit infesté au propriétaire ou à l'occupant de l'endroit, conformément à l'article 49.

Conformité

(7) Nul ne doit contrevenir aux dispositions d'un ordre donné en vertu du présent article, ni omettre de s'y conformer.

Publication des ordres

(8) Un inspecteur peut publier un ordre donné en vertu du présent article, ou un sommaire d'un tel ordre, dans une publication ou par des moyens qu'il estime appropriés.

Modification ou révocation des ordres

24. (1) Un inspecteur ou le ministre peut, par ordre ou arrêté, modifier ou révoquer un ordre que donne un inspecteur en vertu de l'article 22 ou 23.

Avis

(2) Lorsqu'il donne un ordre ou prend un arrêté en vertu du paragraphe (1) en vue de modifier ou de révoquer un ordre donné en vertu de l'article 22, l'inspecteur ou le ministre, selon le cas, fait ce qui suit :

- a) il donne un avis de l'ordre ou de l'arrêté conformément au paragraphe 22 (6);
- b) il peut afficher une copie de l'ordre ou de l'arrêté conformément aux paragraphes 22 (7) et (9).

Idem

(3) Lorsqu'il donne un ordre ou prend un arrêté en vertu du paragraphe (1) en vue de modifier ou de révoquer un ordre donné en vertu de l'article 23, l'inspecteur ou le ministre, selon le cas, fait ce qui suit :

- a) il donne un avis de l'ordre ou de l'arrêté conformément au paragraphe 23 (6);
- b) il affiche une copie de l'ordre ou de l'arrêté conformément au paragraphe 23 (5).

Compliance orders

25. (1) An inspector may issue an order described in subsections (2) and (3) to a person if the inspector has reasonable grounds to believe that a person is contravening, has contravened or is about to contravene,

- (a) a provision of this Act or the regulations,
- (b) a condition of an authorization that is issued under section 10 or is contained in an agreement entered into under section 12; or
- (c) a provision of any order made by an inspector or by the Minister under this Act.

What the order may require

(2) An order under this section may require a person named in the order to,

- (a) stop engaging in, or refrain from engaging in, any act or activity that is prohibited by a provision of this Act or the regulations or by an order made under this Act;
- (b) do anything that the person was required to do under a provision of this Act, the regulations or an order made under this Act or as a condition set out in an authorization or agreement referred to in clause (1) (b); or
- (c) comply with any direction set out in the order that relates to,
 - (i) achieving compliance with this Act, the regulations or an order, authorization or agreement referred to in subsection (1),
 - (ii) preventing the continuation or repetition of the contravention, or
 - (iii) if the contravention has resulted in the spread or release of an invasive species or other harm to the natural environment, preventing the further spread of the invasive species, eradicating the invasive species from any areas of Ontario or repairing any harm caused to the natural environment by the spread or release.

Information included in order

- (3) An order under this section shall,
 - (a) specify the provision of this Act, the regulations or the order or the condition of the authorization or agreement that is being, has been or is about to be contravened;
 - (b) briefly describe the nature of the contravention and its location;
 - (c) specify the time within which the person named in the order must comply with the order; and

Ordres de conformité

25. (1) Un inspecteur peut donner à une personne les ordres visés aux paragraphes (2) et (3) s'il a des motifs raisonnables de croire que la personne contrevient, a contrevenu ou est sur le point de contrevénir, selon le cas :

- a) à une disposition de la présente loi ou des règlements;
- b) à une condition dont est assortie une autorisation qui est délivrée en vertu de l'article 10 ou qui est comprise dans un accord conclu en vertu de l'article 12;
- c) à une disposition d'un ordre que donne un inspecteur ou d'un arrêté que prend le ministre en vertu de la présente loi.

Exigences de l'ordre

(2) L'ordre donné en vertu du présent article peut exiger que la personne qui y est nommée :

- a) cesse d'accomplir un acte ou d'exercer une activité qu'interdit une disposition de la présente loi ou des règlements, ou un ordre donné ou un arrêté pris en vertu de la présente loi, ou qu'elle ne l'accomplisse ou ne l'exerce pas;
- b) fasse une chose qu'elle était tenue de faire en vertu d'une disposition de la présente loi, des règlements ou d'un ordre donné ou d'un arrêté pris en vertu de la présente loi, ou d'une condition énoncée dans une autorisation ou un accord visé à l'alinéa (1) b);
- c) se conforme aux directives qui y sont énoncées et qui visent l'une ou l'autre des mesures suivantes :
 - (i) se conformer effectivement à la présente loi ou aux règlements ou à un ordre, un arrêté, une autorisation ou un accord visé au paragraphe (1),
 - (ii) empêcher la continuation de la contravention ou la récidive,
 - (iii) si la contravention a causé la dissémination ou la mise en liberté d'une espèce envahissante ou un autre préjudice à l'environnement naturel, empêcher que l'espèce envahissante ne se dissémine davantage, l'éradiquer de toute partie de l'Ontario ou remédier au préjudice causé à l'environnement naturel par sa dissémination ou sa mise en liberté.

Renseignements à inclure dans l'ordre

- (3) L'ordre donné en vertu du présent article :
 - a) précise la disposition de la présente loi, des règlements, de l'ordre ou de l'arrêté ou encore la condition de l'autorisation ou de l'accord à laquelle il y a, il y a eu ou il est sur le point d'y avoir contravention;
 - b) décrit brièvement la nature de la contravention et le lieu de la contravention;
 - c) précise le délai dans lequel la personne qui y est nommée doit s'y conformer;

- (d) notify the person named in the order that the person has the right to request a review of the order in accordance with section 26.

Compliance

(4) A person shall comply with an order under this section within the time specified in the order.

Service of order

(5) An order under this section shall be served to the person against whom the order is made in accordance with section 49.

Effective date

(6) An order under this section takes effect on the day it is served, or at such later time as is specified in the order.

Review of inspector's orders

26. (1) A person who receives service of an order under section 23 or 25 may request that the Minister review the order by mailing or delivering to the Minister a written request for the review within 15 days after receiving service of the order.

Contents of request for review

(2) A request for a review by the Minister shall include,

- (a) the portions of the order in respect of which the review is requested;
- (b) any submissions that the applicant for the review wishes the Minister to consider; and
- (c) an address for service by mail or by electronic facsimile transmission or by such other means of service as the regulations may prescribe.

No stay of order

(3) A request for a review by the Minister does not stay the order from which the review is sought.

Decision of Minister

- (4) The Minister may,
 - (a) revoke the order of the inspector; or
 - (b) by order directed to the person requesting the review, confirm or alter the order of the inspector.

Same

(5) For the purposes of subsection (4), the Minister may substitute his or her own opinion for that of the inspector.

Notice of decision

(6) The Minister shall serve the person requesting the review with a copy of,

- (a) a decision to revoke the order of the inspector; or
- (b) an order to confirm or amend the order of the inspector, together with reasons.

- d) avise la personne qui y est nommée qu'elle a le droit de demander une révision de l'ordre conformément à l'article 26.

Conformité

(4) Quiconque est visé par un ordre donné en vertu du présent article s'y conforme dans le délai qui y est précisé.

Signification de l'ordre

(5) L'ordre donné en vertu du présent article est signifié à la personne qu'il vise conformément à l'article 49.

Date d'effet

(6) L'ordre donné en vertu du présent article prend effet à la date à laquelle il est signifié ou à la date ultérieure qui y est précisée.

Révision : ordres d'un inspecteur

26. (1) La personne à qui est signifié un ordre visé à l'article 23 ou 25 peut, dans les 15 jours qui suivent la signification, demander que le ministre révise l'ordre en lui envoyant par la poste ou en lui remettant une demande écrite à cet effet.

Contenu de la demande de révision

(2) La demande de révision par le ministre comprend ce qui suit :

- a) les parties de l'ordre qui font l'objet de la demande de révision;
- b) les observations que l'auteur de la demande de révision souhaite que le ministre examine;
- c) une adresse aux fins de signification par courrier, par télécopie ou par tout autre moyen de signification prescrit par les règlements.

Aucune suspension de l'ordre

(3) La demande de révision par le ministre n'a pas pour effet de suspendre l'application de l'ordre dont la révision est demandée.

Décision du ministre

- (4) Le ministre peut, selon le cas :
 - a) révoquer l'ordre de l'inspecteur;
 - b) par arrêté adressé à l'auteur de la demande de révision, confirmer ou modifier l'ordre de l'inspecteur.

Idem

(5) Pour l'application du paragraphe (4), le ministre peut substituer son opinion à celle de l'inspecteur.

Avis de décision

(6) Le ministre signifie à l'auteur de la demande de révision une copie, selon le cas :

- a) de la décision de révoquer l'ordre de l'inspecteur;
- b) d'un arrêté confirmant ou modifiant l'ordre de l'inspecteur, accompagné des motifs.

ACTIONS BY MINISTER

Actions to control or eradicate invasive species

27. (1) The Minister may cause actions described in subsection (2) to be carried out with respect to a significant threat invasive species, or may order a person to take actions under subsection (6) with respect to a significant threat invasive species, if,

- (a) one of the following powers has been exercised under the Act with respect to the significant threat invasive species:
 - (i) an invasive species control area has been designated with respect to the invasive species under section 14, or
 - (ii) an order was made under section 23 declaring a place to be an invaded place after the invasive species was found at the place; and
- (b) in the Minister's opinion,
 - (i) the measures employed to date in the invasive species control area or at the invaded place, as the case may be, to control, remove or eradicate the significant threat invasive species are insufficient to prevent the harm that it may cause to the natural environment or to prevent it from spreading, and
 - (ii) the actions described in subsection (2) are necessary to control, remove or eradicate the significant threat invasive species in the invasive species control area or at the invaded place, as the case may be.

Same

(2) The Minister may cause an inspector, or other person acting on the Minister's behalf, to take any of the following actions in an invasive species control area, or at an invaded place, referred to in clause (1) (a), with respect to a significant threat invasive species:

1. Use any physical or mechanical means, or apply any chemical treatments or biological control measures, to remove or eradicate the invasive species, even though the use of such means or application of such treatments or measures may result in damage to property or its removal or destruction.
2. Destroy, by any means, anything that may be a carrier of the invasive species.
3. Such other actions as may be necessary, whether or not it results in damage to property or its removal or destruction.

Right of entry

- (3) An inspector, or other person acting on the Minis-

MESURES PRISES PAR LE MINISTRE

Mesures de contrôle ou d'éradication d'une espèce envahissante

27. (1) Le ministre peut faire prendre les mesures visées au paragraphe (2) à l'égard d'une espèce envahissante constituant une menace importante ou, en vertu du paragraphe (6), ordonner à une personne de les prendre si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'un des pouvoirs suivants a été exercé en vertu de la présente loi à l'égard de l'espèce envahissante constituant une menace importante :
 - (i) une zone de lutte contre une espèce envahissante a été désignée à l'égard de l'espèce envahissante en vertu de l'article 14,
 - (ii) un ordre a été donné en vertu de l'article 23 déclarant qu'un endroit est un endroit infesté après qu'une espèce envahissante y a été trouvée;
- b) le ministre estime que :
 - (i) d'une part, les mesures utilisées à ce jour dans la zone de lutte contre l'espèce envahissante ou à l'endroit infesté, selon le cas, pour contrôler, enlever ou éradiquer l'espèce envahissante constituant une menace importante sont insuffisantes pour empêcher le préjudice qu'elle peut causer à l'environnement naturel ou pour l'empêcher de se disséminer,
 - (ii) d'autre part, les mesures visées au paragraphe (2) sont nécessaires pour contrôler, enlever ou éradiquer l'espèce envahissante constituant une menace importante dans la zone de lutte contre l'espèce envahissante ou à l'endroit infesté, selon le cas.

Idem

(2) Le ministre peut faire en sorte qu'une personne agissant pour son compte ou un inspecteur prenne les mesures suivantes dans une zone de lutte contre une espèce envahissante ou à un endroit infesté visé à l'alinéa (1) a) à l'égard d'une espèce envahissante constituant une menace importante :

1. Avoir recours à des moyens physiques ou mécaniques, appliquer des traitements chimiques ou prendre des mesures de contrôle biologiques pour enlever ou éradiquer l'espèce envahissante, même si le recours à de tels moyens, l'application de tels traitements ou la prise de telles mesures peut causer des dommages à des biens, leur enlèvement ou leur destruction.
2. Détruire, par quelque moyen que ce soit, toute chose qui peut être un vecteur de l'espèce envahissante.
3. Prendre les autres mesures nécessaires, qu'elles causent ou non des dommages à des biens, leur enlèvement ou leur destruction.

Droit d'entrée

- (3) Un inspecteur ou une autre personne agissant pour

ter's behalf, may enter any land, building or structure for the purposes of carrying out actions under this section but may not enter any building or structure or part thereof that is being used as a dwelling.

Notice

(4) Subject to subsection (5), the Minister shall not cause any of the actions described in subsection (2) to be carried out on land or in a building, structure or conveyance unless the Minister has given notice to the person who owns or occupies the land, building or structure or who is in charge of the conveyance at least five days before the actions are begun.

Same, exception

(5) The Minister is not required to give notice under subsection (4), or may give notice less than five days before the actions are begun, if he or she is of the opinion that providing five days notice would result in undue harm to the natural environment.

Minister's order

(6) The Minister may order a person who owns or occupies land, a building or a structure that is in the invasive species control area referred to in subclause (1) (a) (i) or that constitutes the invaded place referred to in subclause (1) (a) (ii), or a person who has charge of a conveyance that is in the invasive species control area referred to in subclause (1) (a) (i) or that constitutes the invaded place referred to in subclause (1) (a) (ii), as the case may be, to do any of the actions described in subsection (2) themselves instead of causing an inspector or other person to carry out the actions under subsection (2).

Content of order

- (7) An order made under subsection (6) shall,
 - (a) briefly describe the reasons for the order;
 - (b) describe the actions that the person must carry out to remove or eradicate the significant threat invasive species or to destroy a carrier of the significant threat invasive species; and
 - (c) specify the time within which the actions must be carried out.

Service

(8) Notice under subsection (4) or an order under subsection (6) shall be served to the person who owns or occupies the land, building or structure or the person who is in charge of the conveyance in accordance with section 49.

Posting of notice or order

(9) Notice under subsection (4) or an order under subsection (6) may be posted in a conspicuous place on or near the species or the thing or at the place where the species or thing is located, either,

le compte du ministre peut entrer dans tout bien-fonds, tout bâtiment ou toute construction en vue de prendre les mesures visées au présent article, mais ne peut entrer dans un bâtiment ou une construction ou dans la partie d'un bâtiment ou d'une construction qui sert de logement.

Préavis

(4) Sous réserve du paragraphe (5), le ministre ne peut faire en sorte que les mesures visées au paragraphe (2) soient prises sur un bien-fonds ou dans un bâtiment, une construction ou un moyen de transport que s'il a donné un préavis d'au moins cinq jours, avant que les mesures ne soient entamées, à la personne qui est le propriétaire ou l'occupant du bien-fonds, du bâtiment ou de la construction ou qui a la responsabilité du moyen de transport.

Idem : exception

(5) Le ministre n'est pas tenu de donner le préavis prévu au paragraphe (4) ou peut donner un préavis de moins de cinq jours avant que les mesures ne soient entamées s'il estime que le préavis de cinq jours causerait un préjudice indu à l'environnement naturel.

Arrêté ministériel

(6) Le ministre peut ordonner à la personne qui est le propriétaire ou l'occupant d'un bien-fonds, d'un bâtiment ou d'une construction qui se trouve dans la zone de lutte contre une espèce envahissante visée au sous-alinéa (1) a) (i) ou qui constitue l'endroit infesté visé au sous-alinéa (1) a) (ii), ou à la personne qui a la responsabilité d'un moyen de transport qui se trouve dans la zone de lutte contre une espèce envahissante visée au sous-alinéa (1) a) (i) ou qui constitue l'endroit infesté visé au sous-alinéa (1) a) (ii), selon le cas, de prendre elle-même les mesures visées au paragraphe (2) au lieu de faire en sorte qu'un inspecteur ou une autre personne les prenne en vertu de ce paragraphe.

Contenu de l'arrêté

- (7) L'arrêté pris en vertu du paragraphe (6) :
 - a) décrit brièvement ses motifs;
 - b) décrit les mesures que la personne doit prendre pour enlever ou éradiquer l'espèce envahissante constituant une menace importante ou pour détruire un vecteur de l'espèce;
 - c) précise le délai dans lequel les mesures doivent être prises.

Signification

(8) Le préavis donné en application du paragraphe (4) ou l'arrêté pris en vertu du paragraphe (6) est signifié à la personne qui est le propriétaire ou l'occupant du bien-fonds, du bâtiment ou de la construction ou à la personne qui a la responsabilité du moyen de transport conformément à l'article 49.

Affichage du préavis ou de l'arrêté

(9) Le préavis donné en application du paragraphe (4) ou l'arrêté pris en vertu du paragraphe (6) peut être affiché bien en vue à proximité de l'espèce ou de la chose, sur elle ou à l'endroit où elle se trouve :

- (a) in addition to serving it on a person under subsection (8); or
- (b) instead of delivering it to a person under subsection (8) if, in the inspector's opinion, service cannot reasonably be effected under that subsection.

Compliance

(10) A person shall comply with an order made under subsection (6) within the time specified in the order.

Actions as a result of non-compliance

28. (1) The Minister may cause actions described in subsection (2) to be taken if,

- (a) a person has failed to comply with any provision of this Act or the regulations or with any order made by an inspector or the Minister under this Act; and
- (b) the Minister is of the opinion that an invasive species has been released or has spread to areas in Ontario as a result of the non-compliance.

Actions taken by Minister

(2) In the circumstances described in subsection (1), the Minister may cause an inspector, or other person acting on the Minister's behalf, to take such actions as the Minister considers necessary to control, remove or eradicate the invasive species that has been released or has spread as a result of the non-compliance described in clause (1) (a), including any of the actions described in subsection 27 (2).

Right of entry

(3) An inspector, or other person acting on the Minister's behalf, may enter any land, building or structure for the purposes of carrying out actions under this section but may not enter any building or structure or part thereof that is being used as a dwelling.

Compensation

29. (1) Subject to subsection (5) and the regulations, the Minister may authorize compensation to be paid to a person for,

- (a) the loss of any building, structure, conveyance or property owned by the person that is taken or destroyed as a result of actions carried out under section 27;
- (b) in the case of actions that are carried out by a person as a result of an order under subsection 27 (6), any reasonable costs that are associated directly with carrying out the actions specified in the order;
- (c) any prescribed losses or costs that result directly from actions carried out under section 27; and
- (d) if losses or costs are incurred by a person as a direct result of actions carried out under section 28,

- a) en plus d'être signifié à personne en application du paragraphe (8);
- b) au lieu d'être remis à personne en application du paragraphe (8), si l'inspecteur estime que la signification ne peut raisonnablement se faire conformément à ce paragraphe.

Conformité

(10) Quiconque est visé par un arrêté pris en vertu du paragraphe (6) s'y conforme dans le délai qui y est précisé.

Mesures prises en raison de la non-conformité

28. (1) Le ministre peut faire prendre les mesures visées au paragraphe (2) si :

- a) d'une part, une personne ne s'est pas conformée aux dispositions de la présente loi ou des règlements ou à un ordre donné par un inspecteur ou à un arrêté pris par le ministre en vertu de la présente loi;
- b) d'autre part, le ministre estime qu'une espèce envahissante a été mise en liberté ou s'est disséminée jusqu'à certaines parties de l'Ontario en raison de la non-conformité.

Mesures prises par le ministre

(2) Dans les circonstances visées au paragraphe (1), le ministre peut faire en sorte qu'un inspecteur ou une autre personne agissant pour son compte prenne les mesures qu'il juge nécessaires pour que l'espèce envahissante qui a été mise en liberté ou qui s'est disséminée en raison de la non-conformité visée à l'alinéa (1) a) soit contrôlée, enlevée ou éradiquée, y compris les mesures visées au paragraphe 27 (2).

Droit d'entrée

(3) Un inspecteur ou une autre personne agissant pour le compte du ministre peut entrer dans un bien-fonds, un bâtiment ou une construction en vue de prendre les mesures visées au présent article, mais ne peut entrer dans un bâtiment ou une construction ou dans la partie d'un bâtiment ou d'une construction qui sert de logement.

Indemnisation

29. (1) Sous réserve du paragraphe (5) et des règlements, le ministre peut autoriser l'indemnisation d'une personne pour ce qui suit :

- a) la perte d'un bâtiment, d'une construction, d'un moyen de transport ou de biens qui lui appartient et qui sont enlevés ou détruits en raison des mesures prises en vertu de l'article 27;
- b) dans le cas de mesures que prend une personne par suite d'un arrêté pris en vertu du paragraphe 27 (6), les frais raisonnables directement liés à la prise des mesures que précise l'arrêté;
- c) les pertes ou les frais prescrits qui résultent directement des mesures prises en vertu de l'article 27;
- d) les pertes ou les frais prescrits par règlement, dans le cas d'une personne qui subit des pertes ou des

other than by a person described in clause 28 (1) (a) whose failure to comply with a provision or order under this Act was the reason for carrying out the actions, any such losses or costs that are prescribed by regulation.

Same

(2) Compensation under this section shall be paid out of money appropriated for the purposes of this section by the Legislature.

Amount of compensation

(3) The amount of any compensation paid under this section shall be determined in accordance with the regulations and shall not exceed any maximum amount established by or determined in accordance with the regulations.

Same

(4) Despite subsection (3), the amount of compensation paid for a loss described in clause (1) (a) shall not exceed the fair market value of the property taken or destroyed.

No compensation

(5) The Minister shall not pay compensation under this section to a person for losses or costs described in clause (1) (a), (b) or (c) if, in the opinion of the Minister, the actions that were carried out under section 27 were required as a result of the person's failure to comply with an order made by an inspector or the Minister under this Act or with a provision of this Act, the regulations or any other law in Ontario or Canada.

Crown debt

30. A person who fails to comply with a provision of this Act or the regulations or with any order made by an inspector or the Minister under this Act is liable to the Crown for all costs or expenses incurred by the Crown under section 27, 28 or 29 as a result of the non-compliance, and any such costs or expenses are a debt due by the person to the Crown and may be recovered by any remedy or procedure available to the Crown by law.

ENFORCEMENT

Enforcement officers

31. (1) The Minister may appoint or designate persons or classes of persons as enforcement officers for the purposes of this Act.

Enforcement officers by virtue of office

(2) The following persons are enforcement officers for the purposes of this Act by virtue of their office:

1. A conservation officer appointed under subsection 87 (1) of the *Fish and Wildlife Conservation Act, 1997*.
2. A park warden designated under subsection 12 (1.2) of the *Provincial Parks and Conservation Reserves Act, 2006*.

frais résultant directement des mesures prises en vertu de l'article 28, sauf s'il s'agit d'une personne visée à l'alinéa 28 (1) a) dont le défaut de se conformer à une disposition, un ordre ou un arrêté prévu par la présente loi est à l'origine de la prise des mesures.

Idem

(2) Les indemnités versées en vertu du présent article sont prélevées sur les crédits affectés à cette fin par la Législature.

Montant des indemnités

(3) Le montant des indemnités versées en vertu du présent article est fixé conformément aux règlements et ne doit pas dépasser le maximum calculé ou fixé conformément aux règlements.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (3), le montant d'une indemnité versée pour une perte visée à l'alinéa (1) a) ne doit pas dépasser la juste valeur marchande des biens qui ont été enlevés ou détruits.

Indemnisation : refus

(5) Le ministre n'indemnise pas une personne pour les pertes ou les frais visés à l'alinéa (1) a), b) ou c) s'il estime que les mesures prises en vertu de l'article 27 étaient nécessaires en raison du défaut de la personne de se conformer à un ordre donné par un inspecteur ou à un arrêté pris par le ministre en vertu de la présente loi ou à une disposition de la présente loi, des règlements ou d'une autre loi de l'Ontario ou du Canada.

Créance de la Couronne

30. La personne qui ne se conforme pas à une disposition de la présente loi ou des règlements ou à un ordre donné par un inspecteur ou à un arrêté pris par le ministre en vertu de la présente loi est redevable à la Couronne de tous les frais ou dépenses engagés par celle-ci en application de l'article 27, 28 ou 29 en raison de la non-conformité. Ces frais ou dépenses constituent une créance de la Couronne et peuvent être recouvrés au moyen de tout recours ou de toute procédure dont celle-ci peut se prévaloir en droit.

EXÉCUTION

Agents d'exécution

31. (1) Le ministre peut nommer des personnes ou des catégories de personnes agents d'exécution pour l'application de la présente loi.

Agents d'exécution d'office

(2) Les personnes suivantes sont d'office des agents d'exécution pour l'application de la présente loi :

1. Les agents de protection de la nature nommés en vertu du paragraphe 87 (1) de la *Loi de 1997 sur la protection du poisson et de la faune*.
2. Les gardiens de parc désignés en vertu du paragraphe 12 (1.2) de la *Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation*.

Production of identification

(3) An enforcement officer acting under this Act shall, on request, produce identification.

Search warrants re: offences

32. (1) An enforcement officer may obtain a search warrant under Part VIII of the *Provincial Offences Act*.

Warrantless searches re: offences

(2) If an enforcement officer has reasonable grounds to believe that there is in a building or other place any thing that will afford evidence of an offence under this Act but that the time required to obtain a warrant would lead to the loss, removal or destruction of the evidence, the enforcement officer may, without a warrant, enter and search the building or other place.

Dwellings

(3) Subsection (2) does not apply to a building or part of a building that is being used as a dwelling.

Computers, etc.

(4) An enforcement officer who is conducting a search that is authorized by a warrant or by subsection (2) may,

- (a) use or cause to be used any computer system or other device that contains or is able to retrieve information for the purpose of examining information contained in or available to the computer system or other device; and
- (b) produce or cause to be produced a printout or other output from the computer system or other device.

Warrant to conduct tests

33. (1) On application without notice, a justice may issue a warrant authorizing an enforcement officer to use any investigative technique or procedure or to do any thing described in the warrant if the justice is satisfied by information under oath that there are reasonable grounds to believe that an offence under this Act has been or is being committed and that evidence concerning the offence will be obtained through the use of the technique or procedure or the doing of the thing.

Assistance

(2) The warrant may authorize any person specified in the warrant to accompany and assist the enforcement officer in the execution of the warrant.

Terms and conditions of warrant

(3) The warrant shall authorize the enforcement officer to enter and search the building or other place for which the warrant was issued and, without limiting the powers of the justice under subsection (1), the warrant may, in respect of the alleged offence, authorize the enforcement officer to conduct any tests, take any measurements, take any specimens or samples, set up any equipment, make any excavations and make any photographic or other records that may be relevant to the search.

Présentation d'une pièce d'identité

(3) L'agent d'exécution qui agit en vertu de la présente loi présente, sur demande, une pièce d'identité.

Mandats de perquisition : infractions

32. (1) L'agent d'exécution peut obtenir un mandat de perquisition aux termes de la partie VIII de la *Loi sur les infractions provinciales*.

Perquisitions sans mandat : infractions

(2) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un bâtiment ou un autre endroit contient toute chose qui fournira des éléments de preuve d'une infraction prévue par la présente loi, mais que le délai nécessaire pour obtenir un mandat entraînerait la perte, l'enlèvement ou la destruction des éléments de preuve, l'agent d'exécution peut, sans mandat de perquisition, entrer dans le bâtiment ou l'autre endroit et y perquisitionner.

Logements

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas au bâtiment ou à la partie d'un bâtiment qui sert de logement.

Ordinateurs

(4) L'agent d'exécution qui effectue une perquisition autorisée par un mandat ou par le paragraphe (2) peut faire ce qui suit :

- a) utiliser ou faire utiliser un ordinateur ou un autre dispositif qui contient ou permet d'extraire des renseignements, en vue d'examiner les renseignements que contient ou auxquels donne accès l'ordinateur ou le dispositif;
- b) produire ou faire produire un imprimé ou toute autre sortie à partir de l'ordinateur ou du dispositif.

Mandat pour effectuer des tests

33. (1) Sur requête présentée sans préavis, un juge peut décerner un mandat autorisant un agent d'exécution à utiliser une technique ou méthode d'enquête ou à accomplir un acte qui y est mentionné, si le juge est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction prévue par la présente loi a été ou est commise et que des éléments de preuve relatifs à l'infraction seront obtenus par l'utilisation de la technique ou de la méthode ou par l'accomplissement de l'acte.

Aide

(2) Le mandat peut autoriser toute personne qui y est précisée à accompagner l'agent d'exécution et à l'aider dans l'exécution du mandat.

Conditions du mandat

(3) Le mandat autorise l'agent d'exécution à entrer dans le bâtiment ou l'autre endroit à l'égard duquel il a été décerné et à y perquisitionner et, sans préjudice des pouvoirs que le paragraphe (1) confère au juge, il peut, à l'égard de l'infraction reprochée, autoriser l'agent d'exécution à effectuer des tests, prendre des mesures, prélever des spécimens ou des échantillons, installer de l'équipement, effectuer des excavations et faire des enregistrements, notamment photographiques, qui peuvent être reliés à la perquisition.

Duration

(4) The warrant is valid for 30 days or for such shorter period as may be specified in it.

Further warrants

(5) A justice may issue further warrants under subsection (1).

Production orders

34. (1) On application without notice and subject to subsection (3), a justice may issue an order to a person other than a person under investigation for an offence requiring the person to,

- (a) produce documents or copies of documents, certified by affidavit to be true copies, or produce data; or
- (b) prepare a document based on documents or data already in existence and produce it.

Content of order

(2) An order under subsection (1) shall require the document or data to be produced within the time, at the place and in the form specified in the order and require that it be given to an enforcement officer named in the order.

Grounds for order

(3) A justice may make an order under subsection (1) if he or she is satisfied by information given under oath or affirmation that there are reasonable grounds to believe that,

- (a) an offence under this Act has been or is being committed;
- (b) the document or data will provide evidence respecting the offence or suspected offence; and
- (c) the person who is subject to the order has possession or control of the document or data.

Conditions

(4) An order under subsection (1) may contain such conditions as the justice considers advisable.

Evidence

(5) A copy of a document produced under this section, on proof by affidavit that it is a true copy, is admissible in evidence in proceedings under this Act and has the same probative force as the original document would have if it had been proved in the ordinary way.

No return of copies

(6) Copies of documents produced under this section are not required to be returned to the person who provided them.

Seizure and forfeiture

35. (1) An enforcement officer who is lawfully in a

Durée

(4) Le mandat vaut pour une période de 30 jours ou pour toute période plus courte qui y est précisée.

Mandats additionnels

(5) Un juge peut décerner des mandats additionnels en vertu du paragraphe (1).

Ordonnances de communication

34. (1) Sur requête présentée sans préavis et sous réserve du paragraphe (3), un juge peut ordonner à une personne autre qu'une personne qui fait l'objet d'une enquête relative à une infraction :

- a) soit de produire des documents — originaux ou copies certifiées conformes par affidavit — ou des données;
- b) soit de préparer un document à partir de documents ou données existants et de le produire.

Contenu de l'ordonnance

(2) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) exige que le document ou les données soient produits dans le délai, à l'endroit et sous la forme que précise l'ordonnance et qu'ils soient remis à l'agent d'exécution qui y est nommé.

Motifs de l'ordonnance

(3) Un juge peut rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1) s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment ou par affirmation solennelle, qu'il existe des motifs raisonnables de croire ce qui suit :

- a) une infraction prévue par la présente loi a été ou est commise;
- b) le document ou les données fourniront des éléments de preuve relatifs à l'infraction ou à l'infraction soupçonnée;
- c) le document ou les données sont en la possession de la personne visée par l'ordonnance ou sous son contrôle.

Conditions

(4) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) peut être assortie des conditions que le juge estime souhaitables.

Preuve

(5) La copie d'un document produite en application du présent article est, à la condition d'être certifiée conforme à l'original par affidavit, admissible en preuve dans toute procédure sous le régime de la présente loi et a la même valeur probante que l'original aurait eue s'il avait été déposé en preuve de la façon normale.

Aucune remise de copies

(6) Il n'est pas nécessaire de retourner les copies de documents qui ont été produites en vertu du présent article à la personne qui les a fournies.

Saisie et confiscation

35. (1) L'agent d'exécution qui se trouve légalement

building or other place may, without a warrant, seize any thing that he or she has reasonable grounds to believe,

- (a) has been obtained by the commission of an offence under this Act;
- (b) has been used in the commission of an offence under this Act;
- (c) will afford evidence of the commission of an offence under this Act; or
- (d) is intermixed with a thing referred to in clause (a), (b) or (c).

Presence pursuant to warrant

(2) If the enforcement officer is in the building or other place pursuant to a warrant, subsection (1) applies to any thing, whether or not it is specified in the warrant.

Safekeeping

(3) An enforcement officer shall deliver any thing that he or she seizes to a person authorized by the Minister for safekeeping.

Leaving with occupant

(4) Despite subsection (3), an enforcement officer may leave a thing that he or she seizes in the custody of the occupant of the building or other place in which it was seized.

Occupant to safeguard

(5) If any thing is left in the custody of an occupant under subsection (4), the occupant shall safeguard the thing until,

- (a) an enforcement officer removes the thing;
- (b) the occupant is notified by an enforcement officer that the investigation has concluded and that a charge will not be laid; or
- (c) if a charge is laid, the defendant is acquitted or the charge is dismissed, withdrawn or is finally disposed of.

Thing taken before justice

(6) Subsections (3) and (4) do not apply to a thing that is required to be carried before a justice by a search warrant issued under Part VIII of the *Provincial Offences Act*.

Return of seized things

(7) Any thing seized and not forfeited under this section shall be returned to the person from whom it was seized if,

- (a) a charge is not laid at the conclusion of the investigation; or
- (b) a charge is laid but, when the charge is finally disposed of, the defendant is acquitted or the charge is dismissed or withdrawn.

dans un bâtiment ou un autre endroit peut, sans mandat, saisir toute chose au sujet de laquelle il a des motifs raisonnables de croire que, selon le cas :

- a) elle a été obtenue par suite de la commission d'une infraction prévue par la présente loi;
- b) elle a été utilisée pour commettre une infraction prévue par la présente loi;
- c) elle fournira des éléments de preuve de la commission d'une infraction prévue par la présente loi;
- d) elle est mêlée avec une chose visée à l'alinéa a), b) ou c).

Présence conforme à un mandat

(2) Si l'agent d'exécution se trouve dans le bâtiment ou l'autre endroit conformément à un mandat, le paragraphe (1) s'applique à toute chose, qu'elle soit précisée ou non dans le mandat.

Mise en sûreté

(3) L'agent d'exécution confie toute chose qu'il saisit à une personne autorisée par le ministre pour la mettre en sûreté.

Chose laissée auprès de l'occupant

(4) Malgré le paragraphe (3), l'agent d'exécution peut laisser une chose qu'il saisit sous la garde de l'occupant du bâtiment ou de l'autre endroit dans lequel elle est saisie.

Préservation

(5) L'occupant préserve toute chose laissée sous sa garde en vertu du paragraphe (4) jusqu'à ce que l'une ou l'autre des éventualités suivantes se présente :

- a) un agent d'exécution enlève la chose;
- b) l'occupant est avisé par un agent d'exécution que l'enquête est terminée et qu'aucune accusation ne sera déposée;
- c) le défendeur est acquitté ou l'accusation est rejetée ou retirée, si une accusation est déposée et qu'elle fait l'objet d'une décision définitive.

Chose apportée devant un juge

(6) Les paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent pas à une chose qui, aux termes d'un mandat de perquisition décerné aux termes de la partie VIII de la *Loi sur les infractions provinciales*, doit être apportée devant un juge.

Remise des choses saisies

(7) Toute chose saisie et non confisquée aux termes du présent article est retournée au saisi si :

- a) aucune accusation n'est déposée à l'issue de l'enquête;
- b) une accusation est déposée mais, aux termes d'une décision définitive rendue à l'égard de celle-ci, le défendeur est acquitté ou l'accusation est rejetée ou retirée.

Payment of fine

(8) If a person is convicted of an offence and a fine is imposed,

- (a) a thing seized in connection with the offence and not forfeited to the Crown in right of Ontario under this section shall not be returned until the fine has been paid; and
- (b) if payment of the fine is in default within the meaning of section 69 of the *Provincial Offences Act*, a justice may order that the thing be forfeited to the Crown in right of Ontario.

Forfeiture if identity unknown

(9) If the identity of the person from whom a thing was seized has not been ascertained within 30 days after the seizure, the thing is forfeited to the Crown in right of Ontario.

Forfeiture of dead animals, etc.

(10) Despite any order under Part VIII of the *Provincial Offences Act*, any dead animal, plant or other organism that is seized is forfeited to the Crown in right of Ontario if, in the opinion of the person who has custody of it, it is likely to spoil.

Forfeiture of live animals, etc.

(11) Despite any order under Part VIII of the *Provincial Offences Act*, any live animal, plant or other organism that is seized is forfeited to the Crown in right of Ontario if, in the opinion of the person who has custody of it, it cannot properly be maintained in custody.

Forfeiture on conviction

(12) If a person is convicted of an offence under this Act,

- (a) any animal, plant or other organism seized in connection with the offence, and any cage, shelter or other container seized in connection with the animal, plant or other organism, are forfeited to the Crown in right of Ontario; and
- (b) the justice may order that any other thing seized in connection with the offence be forfeited to the Crown in right of Ontario.

Application of subs. (12)

(13) Subsection (12) applies in addition to any other penalty.

Forfeiture if possession is an offence

(14) On motion in a proceeding under the *Provincial Offences Act*, or on application in accordance with the rules of court applicable to applications under that Act, a justice shall determine whether possession of a thing seized is an offence under this Act and, if it is, the justice

Paiement de l'amende

(8) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction et qu'une amende est imposée :

- a) d'une part, la chose qui est saisie relativement à l'infraction et qui n'est pas confisquée au profit de la Couronne du chef de l'Ontario aux termes du présent article ne doit pas être retournée tant que l'amende n'a pas été payée;
- b) d'autre part, en cas de défaut de paiement de l'amende au sens de l'article 69 de la *Loi sur les infractions provinciales*, un juge peut ordonner que la chose soit confisquée au profit de la Couronne du chef de l'Ontario.

Confiscation si l'identité du saisi n'est pas connue

(9) Si l'identité du saisi n'a pas été établie au plus tard 30 jours après la saisie, la chose est confisquée au profit de la Couronne du chef de l'Ontario.

Confiscation d'animaux ou d'autres organismes morts

(10) Malgré toute ordonnance rendue en vertu de la partie VIII de la *Loi sur les infractions provinciales*, tout animal, végétal ou autre organisme mort qui est saisi est confisqué au profit de la Couronne du chef de l'Ontario si la personne qui en a la garde estime qu'il va vraisemblablement se corrompre.

Confiscation d'animaux ou d'autres organismes vivants

(11) Malgré toute ordonnance rendue en vertu de la partie VIII de la *Loi sur les infractions provinciales*, tout animal, végétal ou autre organisme vivant qui est saisi est confisqué au profit de la Couronne du chef de l'Ontario si la personne qui en a la garde estime qu'il ne peut pas être gardé de façon adéquate.

Confiscation sur déclaration de culpabilité

(12) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi :

- a) d'une part, l'animal, le végétal ou l'autre organisme qui a été saisi relativement à l'infraction, et la cage, l'abri ou tout autre contenant qui a été saisi relativement à l'animal, au végétal ou à l'autre organisme, sont confisqués au profit de la Couronne du chef de l'Ontario;
- b) d'autre part, le juge peut ordonner que toute autre chose qui a été saisie relativement à l'infraction soit confisquée au profit de la Couronne du chef de l'Ontario.

Application du par. (12)

(13) Le paragraphe (12) s'applique en plus de toute autre peine.

Confiscation si la possession est une infraction

(14) Sur présentation d'une motion dans une instance introduite en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*, ou sur présentation d'une requête conformément aux règles de pratique applicables aux requêtes présentées en vertu de cette loi, un juge décide si la possession d'une

shall order that the thing, and any thing intermixed with it, be forfeited to the Crown in right of Ontario.

Application of subs. (14)

(15) Subsection (14) applies whether or not a charge is laid in respect of the thing seized and, if a charge is laid, subsection (14) applies even if the defendant is acquitted or the charge is dismissed or withdrawn.

Disposition of forfeited thing

(16) A thing forfeited to the Crown in right of Ontario shall be disposed of in accordance with the directions of the Minister.

Application by person with interest

(17) If a thing is forfeited to the Crown in right of Ontario following a conviction under this Act, a person who claims an interest in the thing and who is not the person from whom the thing was seized or the person who was convicted may apply to a justice, not later than 30 days after the thing is forfeited, on notice to the Minister and to the person from whom the thing was seized, for an order directing that the thing be released to the person claiming the interest.

Conditions

(18) An order made under subsection (17) is subject to such conditions as may be imposed by the justice.

Exception

(19) Subsections (17) and (18) do not apply to a thing forfeited under subsection (10) or (11).

Arrest without warrant

36. (1) An enforcement officer may arrest without warrant a person that he or she has reasonable grounds to believe is committing, has committed or is about to commit an offence under this Act.

Release by enforcement officer

(2) If an enforcement officer arrests a person under this section, he or she shall, as soon as practicable, release the person from custody, unless the officer has reasonable grounds to believe that,

- (a) it is necessary in the public interest for the person arrested to be detained, having regard to all the circumstances, including the need to,
 - (i) establish the identity of the person,
 - (ii) secure or preserve evidence of or relating to the offence, or
 - (iii) prevent the continuation or repetition of the offence or the commission of another offence; or
- (b) the person arrested, if released, will not respond to a summons or offence notice or will not appear in court.

chose saisie constitue une infraction aux termes de la présente loi et, dans l'affirmative, le juge ordonne la confiscation de la chose et de toute chose avec laquelle elle est mêlée au profit de la Couronne du chef de l'Ontario.

Application du par. (14)

(15) Le paragraphe (14) s'applique qu'une accusation soit déposée ou non à l'égard de la chose saisie et, si une accusation est déposée, il s'applique même si le défendeur est acquitté ou l'accusation rejetée ou retirée.

Disposition de la chose confisquée

(16) Il est disposé, selon les directives du ministre, de toute chose qui est confisquée au profit de la Couronne du chef de l'Ontario.

Requête d'une personne ayant un intérêt

(17) Si une chose est confisquée au profit de la Couronne du chef de l'Ontario à la suite d'une déclaration de culpabilité prononcée en vertu de la présente loi, la personne qui revendique un intérêt sur la chose et qui n'est pas le saisi ou la personne déclarée coupable peut présenter une requête à un juge, au plus tard 30 jours après la confiscation de la chose, sur préavis donné au ministre et au saisi, pour que soit rendue une ordonnance portant que la chose lui soit remise.

Conditions

(18) Une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (17) est assortie des conditions qu'impose le juge.

Exception

(19) Les paragraphes (17) et (18) ne s'appliquent pas à une chose confisquée aux termes du paragraphe (10) ou (11).

Arrestation sans mandat

36. (1) L'agent d'exécution peut arrêter sans mandat une personne s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle est en train de commettre, a commis ou est sur le point de commettre une infraction prévue par la présente loi.

Mise en liberté par l'agent d'exécution

(2) S'il arrête une personne en vertu du présent article, l'agent d'exécution met la personne en liberté, dès que possible dans les circonstances, à moins qu'il n'ait des motifs raisonnables de croire que, selon le cas :

- a) il est nécessaire, dans l'intérêt public, que la personne soit détenue, eu égard à toutes les circonstances, y compris la nécessité :
 - (i) soit d'établir l'identité de la personne,
 - (ii) soit de recueillir ou de conserver des éléments de preuve de l'infraction ou relatifs à celle-ci,
 - (iii) soit d'empêcher que l'infraction se poursuive ou se répète ou qu'une autre infraction soit commise;
- b) la personne, si elle est mise en liberté, ne se conformera pas à une assignation ou à un avis d'infraction ou ne comparaitra pas devant le tribunal.

Person not released

(3) Subsections 149 (2) and (3) and section 150 of the *Provincial Offences Act* apply if the person arrested is not released under subsection (2).

Necessary force

37. An enforcement officer may use as much force as is necessary to exercise any of the powers referred to in sections 32, 33 and 36.

Exemptions from Act, enforcement officers

38. The Minister may, for the purpose of conducting searches and other law enforcement activities under this Act, exempt an enforcement officer from the application of section 7 or 8 or any other provision of this Act or the regulations, subject to such conditions as the Minister considers necessary.

Obstruction of enforcement officer

39. A person shall not,

- (a) knowingly make a false or misleading statement to an enforcement officer who is acting under this Act; or
- (b) otherwise obstruct an enforcement officer who is acting under this Act.

OFFENCES AND PENALTIES**Offences**

40. (1) A person is guilty of an offence if the person contravenes any of the following provisions:

1. A provision of this Act or the regulations.
2. A condition of an authorization that is issued under section 10 or is contained in an agreement made under section 12.
3. An order made by an inspector or by the Minister under this Act.

Attempts

(2) A person who attempts to do anything that would be an offence under subsection (1) is guilty of an offence.

Corporations

41. If a corporation commits an offence under this Act, an officer, director, employee or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted for the offence.

Employers and principals

42. In a prosecution for an offence under this Act, it is

Personne non mise en liberté

(3) Les paragraphes 149 (2) et (3) et l'article 150 de la *Loi sur les infractions provinciales* s'appliquent si la personne arrêtée n'est pas mise en liberté en application du paragraphe (2).

Force nécessaire

37. L'agent d'exécution peut avoir recours à toute la force nécessaire pour exercer les pouvoirs visés aux articles 32, 33 et 36.

Exemptions de l'application de la Loi : agents d'exécution

38. Aux fins des perquisitions et des autres activités d'exécution de la loi prévues par la présente loi, le ministre peut exempter un agent d'exécution de l'application de l'article 7 ou 8 ou de toute autre disposition de la présente loi ou des règlements, sous réserve des conditions qu'il estime nécessaires.

Entrave au travail d'un agent d'exécution

39. Nul ne doit, selon le cas :

- a) faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse à l'agent d'exécution qui agit en vertu de la présente loi;
- b) entraver d'une autre façon le travail de l'agent d'exécution qui agit en vertu de la présente loi.

INFRACTIONS ET PEINES**Infractions**

40. (1) Est coupable d'une infraction quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions ou conditions suivantes :

1. Une disposition de la présente loi ou des règlements.
2. Une condition dont est assortie une autorisation qui est délivrée en vertu de l'article 10 ou qui est comprise dans un accord conclu en vertu de l'article 12.
3. Une disposition d'un ordre que donne un inspecteur ou d'un arrêté que prend le ministre en vertu de la présente loi.

Tentatives

(2) Quiconque tente de faire quoi que ce soit qui constituerait une infraction aux termes du paragraphe (1) est coupable d'une infraction.

Personnes morales

41. Si une personne morale commet une infraction prévue par la présente loi, un dirigeant, un administrateur, un employé ou un mandataire de la personne morale qui a ordonné ou autorisé la commission de l'infraction ou y a consenti, acquiescé ou participé, est partie à l'infraction et coupable de celle-ci et est passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour l'infraction, que la personne morale ait été poursuivie ou non pour cette infraction.

Employeurs et mandants

42. Dans les poursuites intentées pour une infraction

sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the defendant acting in the course of employment or agency, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the defendant establishes that,

- (a) the offence was committed without the knowledge of the defendant; and
- (b) the offence was committed without the consent of the defendant.

Defence

43. A person shall not be convicted of an offence under this Act if the person establishes that,

- (a) the person exercised all due diligence to prevent the commission of the offence; or
- (b) the person honestly and reasonably believed in the existence of facts that, if true, would render the person's conduct innocent.

Penalties

44. (1) A person convicted of an offence under this Act is liable,

- (a) in the case of a first offence under this Act,
 - (i) to a fine of not more than \$1,000,000, in the case of a corporation, or
 - (ii) to a fine of not more than \$250,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both, in the case of any other person; and
- (b) in the case of a second or subsequent offence under this Act,
 - (i) to a fine of not more than \$2,000,000, in the case of a corporation, or
 - (ii) to a fine of not more than \$500,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both, in the case of any other person.

More than one animal, plant, etc.

(2) Despite subsection (1), if an offence involves more than one animal, plant or other organism, the maximum fine that may be imposed is the amount that would otherwise apply under subsection (1), multiplied by the number of animals, plants and other organisms that are involved.

Monetary benefit

(3) The court that convicts a person of an offence under this Act, in addition to any other penalty imposed by the court, may increase a fine imposed on the person by an amount equal to the amount of the monetary benefit that was acquired by or that accrued to the person as a result of the commission of the offence, despite the maximum fine specified in subsection (1) or (2).

Order re: other penalties

45. (1) The court that convicts a person of an offence

prévue par la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire du défendeur qui agissait dans le cadre de son emploi ou mandat, que cet employé ou ce mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi pour l'infraction, sauf si le défendeur établit :

- a) d'une part, que l'infraction a été commise à son insu;
- b) d'autre part, que l'infraction a été commise sans son consentement.

Défense

43. Nul ne doit être déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi s'il établit que :

- a) soit il a exercé toute la diligence convenable pour empêcher la commission de l'infraction;
- b) soit il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'innocenteraient.

Peines

44. (1) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible :

- a) dans le cas d'une première infraction :
 - (i) d'une amende maximale de 1 000 000 \$, dans le cas d'une personne morale,
 - (ii) d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou d'une seule de ces peines, dans le cas de toute autre personne;
- b) dans le cas d'une deuxième infraction ou d'une infraction subséquente :
 - (i) d'une amende maximale de 2 000 000 \$, dans le cas d'une personne morale,
 - (ii) d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou d'une seule de ces peines, dans le cas de toute autre personne.

Infraction visant plus d'un animal, végétal ou autre organisme

(2) Malgré le paragraphe (1), l'amende maximale qui peut être imposée pour une infraction visant plus d'un animal, végétal ou autre organisme correspond à la somme qui s'appliquerait par ailleurs aux termes de ce paragraphe, multipliée par le nombre d'animaux, de végétaux et d'autres organismes visés.

Bénéfice pécuniaire

(3) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi peut, outre imposer toute autre peine, augmenter l'amende qui lui est imposée d'un montant équivalant à celui du bénéfice pécuniaire qu'elle a acquis ou qui lui est revenu par suite de la commission de l'infraction, et ce, malgré l'amende maximale précisée au paragraphe (1) ou (2).

Ordonnance : autres peines

45. (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable

under this Act may, in addition to imposing a fine or imprisonment, make any of the following orders against the person:

1. An order not to engage in any activity that could, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence.
2. An order to take any action that the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to the natural environment that resulted or may result from the commission of the offence.
3. An order to pay the Crown or any other person for all or part of any costs incurred to remedy or avoid any harm to the natural environment that resulted or may result from the commission of the offence.
4. An order to take such other steps as are specified in the order to comply with this Act.
5. An order to pay to the Crown or any other person all or part of any expenses incurred by the Minister or the person, as the case may be, with respect to the seizure, storage or disposition of any thing seized in connection with the offence.
6. An order prohibiting the person from holding or applying for an authorization issued under section 10 or any other licence, authorization or permit issued under a statute administered by the Ministry of Natural Resources and specified in the order and cancelling any such licence, authorization or permit that the person currently holds.
7. An order to publish, in any manner that the court considers appropriate, the facts relating to the commission of the offence.

Surrender of licence, etc.

(2) If a court cancels a licence, authorization or permit held by a person under paragraph 6 of subsection (1), the person shall promptly surrender it to the Minister.

No stay on appeal

(3) An appeal of a conviction of an offence under this Act does not stay the effect of an order made under subsection (1) at the time of the conviction.

Compliance with order

(4) A person shall comply with an order made under this section.

Failure to comply

(5) If a person fails to comply with an order to take action under paragraph 2 of subsection (1), the Minister may take such action as he or she considers appropriate to implement the order, and any cost or expense incurred by

d'une infraction prévue par la présente loi peut, outre lui imposer une amende ou une peine d'emprisonnement, rendre l'une ou l'autre des ordonnances suivantes à son égard :

1. Une ordonnance de ne pas exercer d'activité risquant d'entraîner, selon le tribunal, la continuation de l'infraction ou la récidive.
2. Une ordonnance de prendre les mesures que le tribunal juge appropriées pour réparer ou éviter tout préjudice à l'environnement naturel résultant ou pouvant résulter de la commission de l'infraction.
3. Une ordonnance de verser à la Couronne ou à toute autre personne la totalité ou une partie des frais engagés pour réparer ou éviter tout préjudice à l'environnement naturel résultant ou pouvant résulter de la commission de l'infraction.
4. Une ordonnance de prendre les autres mesures précisées dans l'ordonnance pour se conformer à la présente loi.
5. Une ordonnance de verser à la Couronne ou à toute autre personne la totalité ou une partie des dépenses engagées par le ministre ou la personne, selon le cas, à l'égard de la saisie, de l'entreposage ou de la disposition de toute chose saisie relativement à l'infraction.
6. Une ordonnance interdisant à la personne soit d'être titulaire d'une autorisation délivrée en vertu de l'article 10 ou d'une licence, d'une autorisation ou d'un permis délivré sous le régime d'une loi dont l'application relève du ministère des Richesses naturelles et que précise l'ordonnance, soit d'en faire la demande, et annulant les licences, les autorisations ou les permis de ce genre que la personne détient actuellement.
7. Une ordonnance de publier, de la façon que le tribunal juge appropriée, les faits qui se rapportent à la commission de l'infraction.

Remise du permis

(2) La personne dont la licence, l'autorisation ou le permis est annulé par le tribunal aux termes de la disposition 6 du paragraphe (1) remet la licence, l'autorisation ou le permis promptement au ministre.

Aucune suspension en cas d'appel

(3) L'appel d'une déclaration de culpabilité relativement à une infraction prévue par la présente loi n'entraîne pas la suspension de l'effet d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) au moment de la déclaration de culpabilité.

Conformité à l'ordonnance

(4) Toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu du présent article s'y conforme.

Non-conformité à l'ordonnance

(5) Si une personne ne se conforme pas à une ordonnance de prendre des mesures, prévue par la disposition 2 du paragraphe (1), le ministre peut prendre les mesures qu'il estime appropriées pour la mise en oeuvre de

the Minister is a debt due to the Crown and may be recovered by the Minister in a court of competent jurisdiction in an action against the person.

Presiding judge

46. The Crown may, by notice to the clerk of the Ontario Court of Justice, require that a provincial judge preside over a prosecution for an offence under this Act.

Limitation period

47. A prosecution for an offence under this Act shall not be commenced more than five years after the offence was committed.

Proof of inspected or seized things

48. In a prosecution under this Act, a copy of a document or other thing purporting to be certified by an enforcement officer or inspector as a true copy of a document or other thing inspected or seized under this Act or Part VIII of the *Provincial Offences Act* is admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the document or other thing.

MISCELLANEOUS

Service

49. (1) This section applies to the service of,

- (a) a notice of an amendment to, or revocation of, an authorization issued under section 10;
- (b) an order declaring a place to be an invaded place made under section 23;
- (c) a compliance order made under section 25;
- (d) a notice of any actions that the Minister causes to be carried out under subsection 27 (2); and
- (e) an order made under subsection 27 (6) requiring a person to carry out actions described in subsection 27 (2).

Methods of service

(2) A notice or an order referred to in subsection (1) shall be served by,

- (a) personal delivery of the notice or a copy of the order; or
- (b) mailing the notice or a copy of the order by registered mail addressed to the appropriate person at their last known address.

Same, notice under s. 10 (5)

(3) A notice of an amendment to, or revocation of, an authorization issued under section 10 may, with the consent of the holder of the authorization, be served by fax or other electronic means instead of being served by a method of service described in subsection (2).

l'ordonnance. Les frais ou dépenses qu'engage le ministre constituent une créance de la Couronne que celui-ci peut recouvrer au moyen d'une action intentée contre la personne devant un tribunal compétent.

Juge qui préside

46. La Couronne peut, par avis au greffier de la Cour de justice de l'Ontario, exiger qu'un juge provincial préside une poursuite intentée pour une infraction prévue par la présente loi.

Prescription

47. Sont irrecevables les poursuites intentées pour une infraction prévue par la présente loi plus de cinq ans après que l'infraction a été commise.

Preuve des choses examinées ou saisies

48. Dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi, la copie d'un document ou d'une autre chose qui se présente comme étant une copie, certifiée conforme par un agent d'exécution ou un inspecteur, d'un document ou d'une autre chose examiné ou saisi en vertu de la présente loi ou de la partie VIII de la *Loi sur les infractions provinciales*, est admissible en preuve et fait foi du document ou de l'autre chose, en l'absence de preuve contraire.

DISPOSITIONS DIVERSES

Signification

49. (1) Le présent article s'applique à la signification de ce qui suit :

- a) l'avis de modification ou de révocation d'une autorisation délivrée en vertu de l'article 10;
- b) l'ordre donné en vertu de l'article 23 déclarant qu'un endroit est un endroit infesté;
- c) l'ordre de conformité donné en vertu de l'article 25;
- d) le préavis des mesures que le ministre fait prendre en vertu du paragraphe 27 (2);
- e) l'arrêté pris en vertu du paragraphe 27 (6) exigeant qu'une personne prenne les mesures visées au paragraphe 27 (2).

Modes de signification

(2) L'avis, l'ordre ou l'arrêté visé au paragraphe (1) est signifié, selon le cas :

- a) par remise à personne de l'avis ou d'une copie de l'ordre ou de l'arrêté;
- b) en envoyant l'avis ou une copie de l'ordre ou de l'arrêté par courrier recommandé à la personne concernée à sa dernière adresse connue.

Idem : avis donné en application du par. 10 (5)

(3) L'avis de modification ou de révocation d'une autorisation délivrée en vertu de l'article 10 peut, si le titulaire de l'autorisation y consent, être signifié par télécopie ou par un autre moyen électronique plutôt que par un mode de signification visé au paragraphe (2).

Deemed receipt, registered mail

(4) A notice or an order served by registered mail shall be deemed to have been served on the fifth day after the day of mailing, unless the person served establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the notice or the order until a later date.

Deemed receipt, fax, etc.

(5) A notice served by fax or other electronic means under subsection (3) shall be deemed to have been served on the day after it is sent to the person being served, unless the person established that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the notice until a later date.

Fees

- 50.** (1) The Minister may establish and charge,
- (a) fees related to issuing authorizations under section 10; and
 - (b) fees for the use of facilities, equipment, services or other things provided by the Ministry relating to invasive species.

Refund

(2) The Minister may direct the refund of all or part of a fee if, in the Minister's opinion, it is equitable to do so.

Personal information

51. (1) The Ministry may, for the purposes of this Act, collect personal information within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Indirect collection

(2) In addition to any personal information that may be collected by the Ministry in accordance with section 39 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, the Ministry may collect contact information relating to individuals from any person or entity for purposes of this Act, including for the purposes of,

- (a) notifying individuals that they may have been in contact with an invasive species, including an invasive species that is not prescribed under section 4 or designated under section 5;
- (b) giving any notice required under this Act, serving any order issued under this Act or taking any action authorized under this Act to control, remove or eradicate an invasive species, including an invasive species that is not prescribed under section 4 or designated under section 5; or
- (c) facilitating public consultation with respect to invasive species, including invasive species that are not prescribed under section 4 or designated under

Réception réputée : courrier recommandé

(4) L'avis, l'ordre ou l'arrêté signifié par courrier recommandé est réputé avoir été signifié le cinquième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire ne démontre qu'il ne l'a reçu, en toute bonne foi, qu'à une date ultérieure par suite de son absence, d'un accident, d'une maladie ou pour tout autre motif indépendant de sa volonté.

Réception réputée : télécopie ou autre moyen électronique

(5) L'avis signifié par télécopie ou par un autre moyen électronique en vertu du paragraphe (3) est réputé avoir été signifié le jour qui suit la date de l'envoi au destinataire, à moins que celui-ci ne démontre qu'il ne l'a reçu, en toute bonne foi, qu'à une date ultérieure par suite de son absence, d'un accident, d'une maladie ou pour tout autre motif indépendant de sa volonté.

Droits

- 50.** (1) Le ministre peut fixer et exiger :
- a) des droits relatifs à la délivrance d'autorisations en vertu de l'article 10;
 - b) des droits pour l'utilisation d'installations, de matériel, de services ou d'autres choses que fournit le ministère relativement aux espèces envahissantes.

Remboursement

(2) Le ministre peut ordonner le remboursement total ou partiel des droits s'il estime qu'il est équitable de ce faire.

Renseignements personnels

51. (1) Le ministère peut, pour l'application de la présente loi, recueillir des renseignements personnels au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Collecte indirecte

(2) En plus des renseignements personnels qu'il peut recueillir conformément à l'article 39 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, le ministère peut recueillir les coordonnées de particuliers auprès de toute personne ou entité pour l'application de la présente loi, y compris à l'une ou l'autre des fins suivantes :

- a) aviser des particuliers qu'ils peuvent être entrés en contact avec une espèce envahissante, y compris une espèce envahissante qui n'est pas prescrite en vertu de l'article 4 ou désignée en vertu de l'article 5;
- b) donner les avis qu'exige la présente loi, signifier les ordonnances rendues, les ordres donnés ou les arrêtés pris en vertu de la présente loi ou prendre les mesures autorisées par la présente loi pour contrôler, enlever ou éradiquer une espèce envahissante, y compris une espèce envahissante qui n'est pas prescrite en vertu de l'article 4 ou désignée en vertu de l'article 5;
- c) faciliter la consultation du public à l'égard des espèces envahissantes, y compris des espèces envahissantes qui ne sont pas prescrites en vertu de

section 5 or with respect to carriers, including carriers that are not prescribed under section 6.

Notice

(3) If the Minister collects personal information under subsection (2), the notice required by subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is given by,

- (a) a public notice posted on a website maintained by the government of Ontario; or
- (b) any other method that may be prescribed.

Disclosure by Minister

(4) The Minister may disclose contact information relating to an individual who the Minister believes may have been in contact with an invasive species, including an invasive species that is not prescribed under section 4 or designated under section 5, to any person or entity that is involved in the control, removal or eradication of invasive species under this Act.

Deemed compliance with privacy legislation

(5) Any disclosure of information under subsection (4) is deemed to be in compliance with clause 42 (1) (e) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Definition

(6) In this section,

“contact information” means the name, address and phone number of an individual and any other prescribed information that may be necessary or useful for purposes of contacting the individual.

False information

52. A person shall not make a false statement,

- (a) in any application for an authorization that is made under this Act; or
- (b) in any report, information or document that is submitted in accordance with an order made under this Act or otherwise under this Act.

Non-application of *Crown Forest Sustainability Act, 1994*

53. (1) This section applies with respect to any of the following actions or activities carried out under this Act:

- 1. Anything done at an invaded place by an inspector while exercising his or her powers under section 19 or by a person assisting the inspector in accordance with this Act.
- 2. Any action that the Minister causes a person to carry out under subsection 27 (2) or section 28.
- 3. Any action that the Minister orders a person to carry out under subsection 27 (6).

l'article 4 ou désignées en vertu de l'article 5, ou à l'égard des vecteurs, y compris des vecteurs qui ne sont pas prescrits en vertu de l'article 6.

Avis

(3) Si le ministre recueille des renseignements personnels en vertu du paragraphe (2), l'avis exigé au paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est donné, selon le cas :

- a) par un avis public affiché sur un site Web dont est responsable le gouvernement de l'Ontario;
- b) par un autre moyen prescrit.

Divulgaration par le ministre

(4) S'il estime qu'un particulier peut être entré en contact avec une espèce envahissante, y compris une espèce envahissante qui n'est pas prescrite en vertu de l'article 4 ou désignée en vertu de l'article 5, le ministre peut divulguer les coordonnées du particulier à toute personne ou entité qui participe au contrôle, à l'enlèvement ou à l'éradication des espèces envahissantes en vertu de la présente loi.

Présomption de conformité aux lois sur la protection de la vie privée

(5) Toute divulgation de renseignements prévue au paragraphe (4) est réputée conforme à l'alinéa 42 (1) e) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Définition

(6) La définition qui suit s'applique au présent article.

«coordonnées» S'entend du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone d'un particulier et des autres renseignements prescrits qui peuvent être nécessaires ou utiles pour communiquer avec lui.

Faussees déclarations

52. Nul ne doit faire de fausse déclaration :

- a) soit dans une demande d'autorisation présentée sous le régime de la présente loi;
- b) soit dans un rapport, des renseignements ou un document présentés conformément à un ordre donné, un arrêté pris ou une ordonnance rendue en vertu de la présente loi ou autrement sous le régime de la présente loi.

Non-application de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne*

53. (1) Le présent article s'applique à l'égard des mesures ou des activités suivantes qui sont prises ou exercées en vertu de la présente loi :

- 1. Toute chose faite par un inspecteur à un endroit infesté dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 19 ou par quiconque lui accorde une aide conformément à la présente loi.
- 2. Toute mesure que le ministre fait prendre à une personne en vertu du paragraphe 27 (2) ou de l'article 28.
- 3. Toute mesure que le ministre ordonne à une personne de prendre en vertu du paragraphe 27 (6).

Same

(2) Part IV and sections 58 and 64 of the *Crown Forest Sustainability Act, 1994* do not apply to any action or activity described in subsection (1) that is carried out in a Crown forest.

Definition, Crown forest

(3) In subsection (2),

“Crown forest” has the same meaning as in the *Crown Forest Sustainability Act, 1994*.

Protection from personal liability

54. (1) No action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted in respect of any act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority under this Act, or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of a duty or authority under this Act, against any of the following:

1. An employee in the Ministry.
2. A public servant employed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* acting under the direction of a person referred to in paragraph 1.
3. Any person or member of a class of persons appointed as an inspector or enforcement officer, or who is an inspector or enforcement officer by virtue of his or her office, under section 15 or 31.
4. A person possessing special, expert or professional knowledge or skills acting in conjunction with an inspector under section 16, 17 or 19.
5. A person carrying out an action on behalf of the minister under section 27 or 28.
6. Any person assisting in the execution or intended execution of any duty or authority with respect to a warrant issued for the purposes of this Act.

Crown not relieved of liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person referred to in subsection (1) to which it would otherwise be subject.

Delegations

55. (1) In addition to the authority given to the Minister to delegate powers to an employee of the Ministry under section 7 of the *Ministry of Natural Resources Act*, the Minister may delegate the power to issue authorizations under section 10 to a person or body prescribed by the regulations.

Limitation on delegation

(2) A delegation under subsection (1) shall only be

Idem

(2) La partie IV et les articles 58 et 64 de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* ne s'appliquent pas aux mesures ou aux activités visées au paragraphe (1) qui sont prises ou exercées dans une forêt de la Couronne.

Définition : forêt de la Couronne

(3) La définition qui suit s'applique au paragraphe (2).

«forêt de la Couronne» S'entend au sens de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne*.

Immunité

54. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment celles en dommages-intérêts, introduites contre les personnes ou entités suivantes pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir qui leur est attribué en application de la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qu'elles auraient commis dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir :

1. Une personne employée dans le ministère.
2. Un fonctionnaire employé aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* qui agit selon les directives d'une personne visée à la disposition 1.
3. Une personne ou un membre d'une catégorie de personnes nommées inspecteurs ou agents d'exécution, ou qui est d'office un inspecteur ou un agent d'exécution, en vertu de l'article 15 ou 31.
4. Une personne possédant des connaissances ou des compétences particulières, spéciales ou professionnelles qui agit conjointement avec un inspecteur en application de l'article 16, 17 ou 19.
5. Une personne agissant pour le compte du ministre qui prend une mesure en vertu de l'article 27 ou 28.
6. Une personne qui aide dans l'exécution réelle ou censée telle d'une fonction ou d'un pouvoir ayant trait à un mandat délivré pour l'application de la présente loi.

Responsabilité de la Couronne

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait par ailleurs tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée au paragraphe (1).

Délégation de pouvoirs

55. (1) Outre le pouvoir de déléguer des pouvoirs à un employé du ministère qui lui est conféré en vertu de l'article 7 de la *Loi sur le ministère des Richesses naturelles*, le ministre peut déléguer le pouvoir de délivrer des autorisations en vertu de l'article 10 à une personne ou à un organisme que prescrivent les règlements.

Restriction

(2) La délégation prévue au paragraphe (1) ne peut être

made in the circumstances prescribed by the regulations and shall be subject to the limitations prescribed by the regulations.

Conditions

(3) If the Minister delegates the power to issue authorizations to a person or body under subsection (1), the Minister may also delegate to that person or body the power to impose conditions on the authorization under subsection 10 (2).

Fees

(4) If the power to issue authorizations is delegated under subsection (1), any fees established by the Minister under section 50 and chargeable in relation to the authorizations that the delegate issues shall be charged and collected by the delegate on behalf of the Crown.

Fees held in trust

(5) Fees collected by a delegate under subsection (4) shall be deemed to be held in trust for the Crown.

Crown not liable for delegate's acts

(6) No action or other proceeding shall be instituted against the Crown, the Minister, or any official or employee of the Ministry for any act or omission of a delegate or employee or agent of the delegate.

Performance agreement

(7) If the Minister delegates powers under subsection (1), the Minister and the delegate shall enter into a performance agreement setting out measurable performance goals and objectives for the delegate.

Annual performance assessment

(8) Every year, the delegate shall prepare a performance assessment demonstrating that the performance goals and objectives set out in the performance agreement are being met.

Failure to meet performance goals, etc.

(9) If the Minister believes that a delegate has failed to meet the performance goals and objectives set out in the performance agreement, the Minister shall give the delegate written notice of his or her belief and require that the delegate fulfil the requirements of the performance agreement within such time period as may be specified in the notice.

Failure to comply

(10) If a delegate fails to comply with a notice given under subsection (9), the Minister may terminate the performance agreement and revoke the delegation made under subsection (1).

Regulations

56. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing or respecting any matter that this Act refers to as a matter prescribed by the regulations or as otherwise dealt with by the regulations;

faite que dans les circonstances que prescrivent les règlements et est assortie des restrictions que prescrivent ceux-ci.

Conditions

(3) Lorsqu'il délègue, à une personne ou à un organisme, en vertu du paragraphe (1), le pouvoir de délivrer des autorisations, le ministre peut également déléguer à la personne ou à l'organisme le pouvoir d'assortir les autorisations de conditions en vertu du paragraphe 10 (2).

Droits

(4) Si le pouvoir de délivrer des autorisations est délégué en vertu du paragraphe (1), les droits fixés par le ministre en vertu de l'article 50 et exigibles à l'égard de toute autorisation que délivre le délégué sont exigés et perçus par ce dernier au nom de la Couronne.

Droits détenus en fiducie

(5) Les droits perçus par un délégué en application du paragraphe (4) sont réputés détenus en fiducie au profit de la Couronne.

Immunité de la Couronne à l'égard des actes du délégué

(6) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne, le ministre ou tout fonctionnaire ou employé du ministère pour un acte ou une omission du délégué ou d'un de ses employés ou mandataires.

Entente de performance

(7) S'il délègue des pouvoirs en vertu du paragraphe (1), le ministre conclut avec le délégué une entente de performance fixant les objectifs de performance quantifiables assignés au délégué.

Évaluation annuelle de la performance

(8) Chaque année, le délégué prépare une évaluation de la performance démontrant que les objectifs fixés dans l'entente de performance sont atteints.

Défaut d'atteindre les objectifs de performance

(9) S'il estime qu'un délégué n'a pas atteint les objectifs fixés dans l'entente de performance, le ministre en avise le délégué par écrit et lui enjoint de satisfaire aux exigences de l'entente de performance dans le délai qu'il précise.

Non-conformité

(10) Si un délégué ne se conforme pas à l'avis donné en vertu du paragraphe (9), le ministre peut résilier l'entente de performance et révoquer la délégation faite en vertu du paragraphe (1).

Règlements

56. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire toute question, ou traiter de toute question, que la présente loi mentionne comme étant prescrite par les règlements ou traitée par ailleurs par ceux-ci;

- (b) exempting persons, species or things or classes of persons, species or things from subsection 7 (1), (2) or (4) or section 8, subject to any conditions or restrictions prescribed by the regulations;
 - (c) governing carriers of invasive species including,
 - (i) respecting the possession, transport, buying, selling, leasing or trading of a carrier and the offering to buy, sell, lease or trade a carrier and, in the case of a carrier that is itself a species, respecting its introduction into Ontario, its propagation, deposit or release,
 - (ii) prohibiting any of the activities referred to in subclause (i) in relation to a specified carrier and prescribing circumstances in which the prohibition does not apply, conditions that apply to the prohibition,
 - (iii) exempting any person from a prohibition referred to in subclause (ii), subject to any conditions or restrictions set out in the regulation,
 - (iv) providing that all or part of section 10 applies with respect to any prohibition referred to in subclause (ii) so that the Minister may issue authorizations under that section allowing a person to engage in an activity that would otherwise be prohibited for the purposes set out in subsection 10 (1);
 - (d) governing the issuance, amendment, renewal, transfer, refusal, suspension or cancellation of an authorization issued under section 10 including prescribing the qualifications for an authorization and prescribing the conditions to which an authorization is subject;
 - (e) governing agreements entered into under section 12, including prescribing any prerequisites to entering into the agreement and prescribing any conditions to which the agreement is subject;
 - (f) governing prevention and response plans prepared under section 13;
 - (g) governing compensation that may be authorized by the Minister under section 29 including,
 - (i) respecting the circumstances in which compensation will be authorized and the circumstances in which it will not be authorized,
 - (ii) prescribing the losses and costs in respect of which compensation may be paid, and
 - (iii) respecting the amount of compensation that may be paid, including the manner of determining the amount and prescribing the maximum amount of compensation that may be paid and the circumstances in which the amount of compensation may be reduced;
- b) soustraire des personnes, des espèces ou des choses, ou des catégories de ceux-ci, de l'application du paragraphe 7 (1), (2) ou (4) ou de l'article 8, sous réserve des conditions ou des restrictions que prescrivent les règlements;
 - c) régir les vecteurs d'espèces envahissantes, y compris :
 - (i) traiter de la possession, du transport, de l'achat, de la vente, de la location ou de l'échange d'un vecteur, ou de l'offre d'achat, de vente, de location ou d'échange d'un vecteur et, dans le cas d'un vecteur qui est lui-même une espèce, de son introduction en Ontario, de sa propagation, de son dépôt ou de sa mise en liberté,
 - (ii) interdire toute activité visée au sous-alinéa (i) relativement à un vecteur déterminé, prescrire les circonstances dans lesquelles l'interdiction ne s'applique pas et les conditions dont est assortie l'interdiction,
 - (iii) soustraire toute personne à une interdiction visée au sous-alinéa (ii), sous réserve des conditions ou des restrictions énoncées dans les règlements,
 - (iv) prévoir que tout ou partie de l'article 10 s'applique à l'égard d'une interdiction visée au sous-alinéa (ii) afin que le ministre puisse délivrer, en vertu de cet article, des autorisations permettant à une personne d'exercer une activité qui serait par ailleurs interdite pour les fins énoncées au paragraphe 10 (1);
 - d) régir la délivrance, la modification, le renouvellement, le transfert, le refus, la suspension ou l'annulation d'une autorisation délivrée en vertu de l'article 10 et, notamment, prescrire les critères auxquels il faut satisfaire pour obtenir une autorisation et les conditions auxquelles l'autorisation est assujettie;
 - e) régir les accords conclus en vertu de l'article 12, notamment prescrire les conditions à remplir pour conclure un accord et les conditions auxquelles l'accord est assujéti;
 - f) régir les plans de prévention et d'intervention élaborés en vertu de l'article 13;
 - g) régir l'indemnisation que peut autoriser le ministre en vertu de l'article 29, y compris :
 - (i) traiter des circonstances dans lesquelles l'indemnisation sera autorisée et celles dans lesquelles elle sera refusée,
 - (ii) prescrire les pertes et les frais à l'égard desquels une indemnité peut être versée,
 - (iii) traiter du montant de l'indemnité qui peut être versée, y compris la façon de le déterminer, et prescrire l'indemnité maximale qui peut être versée et les circonstances dans lesquelles le montant peut être réduit;

- (h) governing delegation by the Minister under section 55 of the power to issue authorizations under section 10, respecting the collection of fees by the delegate in relation to the exercise of the delegated authority and the performance agreement that may be entered into by the Minister and the delegate;
- (i) requiring any person to keep records relating to any matter under of this Act, to submit information to the Minister in relation to any matter under this Act and governing the keeping of the records and the submission of the information;
- (j) respecting any matter that is necessary or advisable for the efficient management of this Act.

Regulations, general

57. (1) A regulation made under section 4, 6, 14 or 56 may be general or particular in its application, may be limited as to time or place or both and may exclude any place from the application of the regulation.

Classes

(2) A regulation made under section 4, 6, 14 or 56 may apply in respect of any class of activity, matter, person, species, carrier or thing.

Same

(3) A class referred to in subsection (2) may be defined in a regulation with respect to any attribute, quality or characteristic or combination of those items and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member, whether or not with the same attributes, qualities or characteristics.

Amendments to adopted documents

(4) A regulation made under section 4, 6, 14 or 56 that adopts a document by reference may adopt the document as it may be amended from time to time after the regulation is made.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

58. This Act comes into force on the first anniversary of the day it receives Royal Assent.

Short title

59. The short title of this Act is the *Invasive Species Act, 2014*.

- h) régir la délégation du pouvoir de délivrer des autorisations en vertu de l'article 10 que fait le ministre en vertu de l'article 55, traiter de la perception des droits par le délégué dans le cadre de l'exercice des pouvoirs délégués et de l'entente de performance que le ministre peut conclure avec le délégué;
- i) exiger qu'une personne conserve des dossiers relativement à toute question prévue par la présente loi et qu'elle fournisse des renseignements au ministre relativement à ces questions, et régir la tenue de dossiers et la présentation des renseignements;
- j) régir les questions nécessaires ou souhaitables aux fins de l'application efficace de la présente loi.

Règlements : portée générale

57. (1) Les règlements pris en vertu de l'article 4, 6, 14 ou 56 peuvent avoir une portée générale ou particulière, être limités quant au temps ou au lieu ou aux deux et exclure un lieu quelconque de leur application.

Catégories

(2) Les règlements pris en vertu de l'article 4, 6, 14 ou 56 peuvent s'appliquer à toute catégorie d'activités, de questions, de personnes, d'espèces, de vecteurs ou de choses.

Idem

(3) Une catégorie visée au paragraphe (2) peut être définie dans un règlement en fonction d'un attribut, d'une qualité, d'une caractéristique ou d'une combinaison de ceux-ci, et elle peut être définie de façon à être constituée d'un membre donné ou à le comprendre ou l'exclure, qu'il possède ou non les mêmes attributs, qualités ou caractéristiques.

Modification des documents adoptés

(4) Les règlements pris en vertu de l'article 4, 6, 14 ou 56 qui adoptent un document par renvoi peuvent l'adopter dans ses versions successives postérieures à la prise des règlements.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

58. La présente loi entre en vigueur au premier anniversaire du jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

59. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur les espèces envahissantes*.

A20N
XB
B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 168

**An Act to promote
the purchase of mass transit vehicles
that are made in Canada**

Mr. B. Mauro

Private Member's Bill

1st Reading March 4, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 168

**Loi favorisant l'achat
de véhicules de transport en commun
fabriqués au Canada**

M. B. Mauro

Projet de loi de député

1^{re} lecture 4 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill requires municipalities that receive financial assistance from the Province of Ontario for the purchase of mass transit vehicles to consider only bids that meet certain conditions. Bids must conform to the rules and procedures applicable to the purchase process. In addition, at least 60% of the portion of the bid price relating to materials, overhead, labour and profit must be on account of materials, overhead, labour and profit originating in Canada. Certain production steps must also be performed in Canada.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi exige des municipalités qui reçoivent de la Province de l'Ontario une aide financière pour l'achat de véhicules de transport en commun qu'elles ne considèrent que les soumissions qui satisfont à certaines conditions. Les soumissions doivent être conformes aux règles et aux modalités applicables au processus d'achat. Par ailleurs, au moins 60 % de la fraction du prix offert se rapportant aux matériaux, aux frais généraux, à la main-d'oeuvre et aux profits doit viser des matériaux, des frais généraux, de la main-d'oeuvre et des profits d'origine canadienne. Enfin, certaines étapes de la production doivent être réalisées au Canada.

**An Act to promote
the purchase of mass transit vehicles
that are made in Canada**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definition

1. In this Act,

“mass transit vehicles” includes passenger commuter rail cars, subway cars, light rail vehicles, street cars and diesel multiple units, airport people movers and buses.

Purchase of mass transit vehicles

2. (1) If a municipality receives a grant, loan or other financial assistance from the Province of Ontario for the purchase of mass transit vehicles, the municipality shall only consider a bid for a contract to purchase the mass transit vehicles if the bid meets the conditions of subsection (2).

Conditions to be met

(2) To be eligible for consideration under subsection (1), a bid must meet the following conditions:

1. The bid must be a compliant bid and conform to the rules and procedures applicable to the purchase process.
2. At least 60 per cent of the portion of the bid price relating to materials, overhead, labour and profit shall be on account of materials, overhead, labour and profit originating in Canada, as determined in accordance with the regulations.
3. The following steps in the production of the mass transit vehicles must be performed in Canada:
 - i. Installation and interconnection of propulsion control equipment, propulsion cooling equipment, braking equipment, heating and air conditioning equipment, communications equipment, motors, wheels and axles, suspensions and frames, and energy sources for auxiliaries and controls.

**Loi favorisant l'achat
de véhicules de transport en commun
fabriqués au Canada**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définition

1. La définition qui suit s'applique à la présente loi.

«véhicules de transport en commun» S'entend notamment des wagons de train de banlieue, des wagons de métro, des véhicules légers sur rail, des tramways, des rames automotrices diesel, des navettes aéroportuaires automatisées et des autobus.

Achat de véhicules de transport en commun

2. (1) La municipalité qui reçoit de la Province de l'Ontario une subvention, un prêt ou une autre aide financière pour l'achat de véhicules de transport en commun ne doit considérer que les soumissions pour des contrats d'achat de tels véhicules qui satisfont aux conditions du paragraphe (2).

Conditions

(2) Pour pouvoir être considérée en application du paragraphe (1), une soumission doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. La soumission doit être une soumission conforme qui satisfait aux règles et modalités applicables au processus d'achat.
2. Au moins 60 % de la fraction du prix offert se rapportant aux matériaux, aux frais généraux, à la main-d'oeuvre et aux profits doit viser des matériaux, des frais généraux, de la main-d'oeuvre et des profits d'origine canadienne, comme il est établi conformément aux règlements.
3. Les étapes suivantes de la production de véhicules de transport en commun doivent être réalisées au Canada :
 - i. L'installation et l'interconnexion de l'équipement de commande de la propulsion, de l'équipement de refroidissement de la propulsion, de l'installation de freinage, de l'équipement de chauffage et de climatisation, de l'équipement de communication, des moteurs, des roues et des essieux, des suspensions et des châssis, ainsi que des sources d'énergie pour l'équipement auxiliaire et les commandes.

- ii. Inspection and verification of all installation and interconnection work.
- iii. Testing and verification of all functions of the stationary, fully assembled vehicles in the assembly plant.

Audit

(3) If a municipality accepts a bid, the municipality shall audit the production of the mass transit vehicles to ensure compliance with the conditions set out in subsection (2).

Deemed condition of financial assistance

3. It is deemed to be a condition of any grant, loan or other financial assistance provided to a municipality by the Province of Ontario for the purchase of mass transit vehicles that the municipality comply with this Act.

Regulations

4. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) governing the determination of whether a portion of a bid price relates to materials, overhead, labour or profits that originate in Canada for the purposes of paragraph 2 of subsection 2 (2);
- (b) providing for any transitional matters the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the implementation of this Act.

Commencement

5. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

6. The short title of this Act is the *Buy in Canada for Mass Transit Vehicles Act, 2014*.

- ii. L'inspection et la vérification de tous les travaux d'installation et d'interconnexion.
- iii. La mise à l'essai et la vérification, à l'usine de montage, de toutes les fonctions des véhicules, à l'état stationnaire, une fois l'assemblage terminé.

Vérification

(3) La municipalité qui accepte une soumission vérifie la façon de produire les véhicules de transport en commun pour s'assurer qu'elle est conforme aux conditions énoncées au paragraphe (2).

Condition dont l'aide financière est réputée assortie

3. Est réputée une condition d'une subvention, d'un prêt ou de toute autre aide financière que la Province de l'Ontario accorde à une municipalité pour l'achat de véhicules de transport en commun l'obligation de celle-ci de se conformer à la présente loi.

Règlements

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) régir la façon d'établir si une fraction d'un prix offert se rapporte aux matériaux, aux frais généraux, à la main-d'oeuvre ou aux profits d'origine canadienne pour l'application de la disposition 2 du paragraphe 2 (2);
- b) prévoir les questions transitoires qu'il juge nécessaires ou souhaitables en ce qui concerne la mise en application de la présente loi.

Entrée en vigueur

5. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 favorisant l'achat de véhicules de transport en commun au Canada*.

CA20N
XB
- B56



GOVERNMENT
OF ONTARIO

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 169

Projet de loi 169

**An Act to amend
the Ontario College of Trades
and Apprenticeship Act, 2009**

**Loi modifiant la
Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers
de l'Ontario et l'apprentissage**

Mr. G. Dunlop

M. G. Dunlop

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading March 4, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 4 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Currently, regulations made under the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* provide that statements of membership for members of the College in the journeypersons candidates class expire after one year. The Act is amended to provide that such statements of membership expire only upon the issuance of a certificate of qualification to the member.

The Act currently provides that a person who held a valid training agreement registered under the *Apprenticeship and Certification Act, 1998* or a valid contract of apprenticeship filed under the *Trades Qualification and Apprenticeship Act* is deemed to hold a statement of membership as an apprentice under the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* until the expiry date specified in the Act, and provides that the person may obtain a statement of membership as an apprentice if he or she files an application and pays a fee by the expiry date. The Bill eliminates the expiry date.

NOTE EXPLICATIVE

À l'heure actuelle, les règlements pris en vertu de la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* prévoient que les attestations d'adhésion pour les membres de l'Ordre dans la catégorie des candidats compagnons expirent après un an. La Loi est modifiée pour prévoir que les attestations d'adhésion expirent seulement au moment de la délivrance au membre d'un certificat de qualification.

La Loi prévoit actuellement que la personne qui a été titulaire d'un contrat d'apprentissage valide enregistré en vertu de la *Loi de 1998 sur l'apprentissage et la reconnaissance professionnelle* ou d'un contrat d'apprentissage valide déposé en application de la *Loi sur la qualification professionnelle et l'apprentissage des gens de métier* est réputée titulaire d'une attestation d'adhésion à titre d'apprenti en vertu de la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* jusqu'à la date d'expiration précisée dans la Loi, et prévoit que la personne peut obtenir une attestation d'adhésion à titre d'apprenti si elle dépose une demande et paie les droits avant la date d'expiration. Le projet de loi supprime la date d'expiration.

**An Act to amend
the Ontario College of Trades
and Apprenticeship Act, 2009**

**Loi modifiant la
Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers
de l'Ontario et l'apprentissage**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* is amended by adding the following section:

Journeyperson candidates class

36.1 (1) If a journeyperson candidates class is prescribed as a class of members for the purposes of subsection 36 (1), a statement of membership or a deemed statement of membership for a trade in that class expires only upon the Registrar issuing a certificate of qualification in the trade to the member.

Same

(2) Subsection (1) applies despite subsection 74 (4), and prevails over any contradictory rule set out in a regulation made under this Act.

2. (1) Subsection 90 (3) of the Act is repealed.

(2) Subsection 90 (4) of the Act is amended by striking out “if the application is filed and the fees paid before the expiry of the period referred to in subsection (3)” at the end.

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *Saving Apprentices' Jobs Act, 2014*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Catégorie des candidats compagnons

36.1 (1) Si la catégorie des candidats compagnons est prescrite comme catégorie de membres pour l'application du paragraphe 36 (1), l'attestation d'adhésion dans un métier de cette catégorie dont le membre est titulaire ou réputé titulaire n'expire que lorsque le registraire délivre au membre un certificat de qualification dans le métier.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique malgré le paragraphe 74 (4) et l'emporte sur toute règle contradictoire énoncée dans un règlement pris en vertu de la présente loi.

2. (1) Le paragraphe 90 (3) de la Loi est abrogé.

(2) Le paragraphe 90 (4) de la Loi est modifié par suppression de «si la demande est déposée et les droits payés avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe (3)» à la fin du paragraphe.

Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 pour la sauvegarde des emplois pour apprentis*.

CAZON
XB
- B36

Govern
Publicati



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 170

Projet de loi 170

**An Act to amend
the Employment Standards Act, 2000**

**Loi modifiant la
Loi de 2000 sur les normes d'emploi**

Mr. J. Schein

M. J. Schein

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading March 4, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 4 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

Under subsection 1 (2) of the *Employment Standards Act, 2000*, only some individuals receiving training from an employer are considered to be employees. The Bill amends the Act to deem additional individuals receiving training to be employees for the purposes of specified parts of the Act. New requirements are imposed on employers with respect to certain individuals receiving training, including the requirement to provide information, the requirement to provide a day off work on a public holiday, and the requirement to provide vacation without pay.

The Bill also amends the Act with respect to allegations that the Act has been or is being contravened. Information regarding such allegations may be provided to the Ministry either anonymously or through a third party.

NOTE EXPLICATIVE

Aux termes du paragraphe 1 (2) de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*, seulement certains particuliers qui reçoivent une formation d'un employeur sont considérés comme des employés. Le projet de loi modifie la Loi pour que d'autres particuliers qui reçoivent une formation soient réputés des employés pour l'application de parties déterminées de la Loi. De nouvelles obligations sont imposées aux employeurs à l'égard de certains particuliers en formation, notamment l'obligation de leur fournir des renseignements, de leur donner congé un jour férié et de leur accorder des vacances non payées.

Le projet de loi modifie également la Loi en ce qui concerne les contraventions alléguées, actuelles ou passées, à celle-ci. Des renseignements à ce sujet peuvent être fournis au ministère anonymement ou par l'intermédiaire d'un tiers.

An Act to amend the Employment Standards Act, 2000

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 2 of the *Employment Standards Act, 2000* is repealed and the following substituted:

Minister to prepare poster

2. (1) The Minister shall prepare and publish,
- (a) a poster providing information respecting the rights of individuals who are deemed to be employees under subsection 3 (4.1); and
 - (b) a poster providing such other information about this Act and the regulations as the Minister considers appropriate.

If poster not up to date

(2) If the Minister believes that a poster prepared under subsection (1) has become out of date, he or she shall prepare and publish a new poster.

Material to be posted

(3) Every employer shall post and keep posted in at least one conspicuous place in every workplace of the employer, where it is likely to come to the attention of employees in that workplace, a copy of,

- (a) the most recent poster published by the Minister under clause (1) (a), if the employer employs an individual mentioned in clause (1) (a); and
- (b) the most recent poster published by the Minister under clause (1) (b).

Where majority language not English

(4) If the majority language of a workplace of an employer is a language other than English, the employer shall make enquiries as to whether the Minister has prepared a translation of a poster into that language and, if the Minister has done so, the employer shall post and keep posted a copy of the translation next to the copy of the poster.

Information for certain individuals receiving training

2.1 (1) This section applies in respect of an individual receiving training who is excluded from the definition of “employee” in subsection 1 (1) because all of the conditions in subsection 1 (2) are met.

Loi modifiant la Loi de 2000 sur les normes d'emploi

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 2 de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Préparation d'une affiche par le ministre

2. (1) Le ministre prépare et publie :
- a) une affiche qui fournit des renseignements sur les droits des particuliers qui sont réputés des employés aux termes du paragraphe 3 (4.1);
 - b) une affiche qui fournit les autres renseignements qu'il estime appropriés sur la présente loi et les règlements.

Cas où l'affiche n'est pas à jour

(2) S'il croit qu'une affiche préparée en application du paragraphe (1) n'est plus à jour, le ministre en prépare et en publie une nouvelle.

Obligation d'afficher

(3) À au moins un endroit bien en vue de chacun de ses lieux de travail où les employés sont susceptibles d'en prendre connaissance, chaque employeur affiche et laisse affichée :

- a) une copie de la plus récente affiche publiée par le ministre en application de l'alinéa (1) a), si l'employeur emploie un particulier mentionné à cet alinéa;
- b) une copie de la plus récente affiche publiée par le ministre en application de l'alinéa (1) b).

Langue de la majorité autre que l'anglais

(4) Si la langue de la majorité dans un lieu de travail de l'employeur n'est pas l'anglais, celui-ci s'informe pour savoir si le ministre a préparé une traduction d'une affiche dans cette autre langue et, le cas échéant, affiche et laisse affichées côte à côte une copie de la traduction et la copie de l'affiche.

Renseignements destinés à certains particuliers en formation

2.1 (1) Le présent article s'applique à l'égard de tout particulier en formation qui est exclu de la définition de «employé» au paragraphe 1 (1) du fait que toutes les conditions énoncées au paragraphe 1 (2) sont réunies.

Written notice

(2) An employer shall, on or before the first day of employment of an individual mentioned in subsection (1), notify the individual in writing of the following:

1. The parts of the Act that do and do not apply to the individual's employment.
2. The conditions set out in paragraphs 1 to 6 of subsection 1 (2) that are all met with respect to the individual receiving training.
3. The terms of the individual's employment, including the length of his or her employment and a general description of the work to be performed.
4. The individual's hours of work.

Same

(3) The employer shall ensure that the notice mentioned in subsection (2) identifies the individual in respect of whom the notice is issued and that the individual signs the notice to indicate that he or she understands the information set out in the notice.

Form of notice

(4) The notice mentioned in subsection (2) shall be in a form provided by the Director.

Information for Director

(5) The employer shall submit a copy of each notice provided to an individual under this section to the Director no later than one week after the individual's first day of employment.

Annual report by Director

(6) The Director shall publish an annual report setting out the number of notices provided under this section.

Retention of records

(7) The Director shall retain a copy of each notice submitted under subsection (5) for 10 years.

2. (1) Section 3 of the Act is amended by adding the following subsections:

Application, persons receiving training

(4.1) Subject to subsections (4) and (5), an individual described in subsection (4.2) is deemed to be an employee for the purposes of the following provisions of this Act:

1. Part VI (Records), except for paragraph 5 of subsection 15 (1).
2. Part VII (Hours of Work and Eating Periods).
3. Part XIV (Leaves of Absence), except for sections 51 and 51.1 and subsection 53 (3).
4. Part XVI (Lie Detectors).
5. Part XVIII (Reprisal).
6. Part XXII (Complaints and Enforcement).
7. Part XXIII (Reviews by the Board).

Avis écrit

(2) Au plus tard le premier jour d'emploi d'un particulier mentionné au paragraphe (1), l'employeur avise ce dernier par écrit de ce qui suit :

1. Les parties de la Loi qui s'appliquent à l'emploi du particulier et celles qui ne s'y appliquent pas.
2. Les conditions énoncées aux dispositions 1 à 6 du paragraphe 1 (2) qui sont toutes réunies relativement au particulier en formation.
3. Les conditions de l'emploi du particulier, y compris la durée de son emploi et une description générale du travail à exécuter.
4. Les heures de travail du particulier.

Idem

(3) L'employeur veille à ce que l'avis mentionné au paragraphe (2) identifie le particulier à l'égard de qui l'avis est délivré et à ce que le particulier signe l'avis afin d'indiquer qu'il comprend les renseignements qui y figurent.

Formulaire

(4) L'avis mentionné au paragraphe (2) est rédigé sur un formulaire fourni par le directeur.

Renseignements destinés au directeur

(5) L'employeur remet au directeur une copie de chaque avis donné à un particulier aux termes du présent article au plus tard une semaine après le premier jour d'emploi du particulier.

Rapport annuel du directeur

(6) Le directeur publie un rapport annuel qui fait état du nombre d'avis donnés aux termes du présent article.

Conservation des dossiers

(7) Le directeur conserve pendant 10 ans une copie de chaque avis remis aux termes du paragraphe (5).

2. (1) L'article 3 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Application aux personnes en formation

(4.1) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), tout particulier mentionné au paragraphe (4.2) est réputé un employé pour l'application des dispositions suivantes de la présente loi :

1. La partie VI (Dossiers), sauf la disposition 5 du paragraphe 15 (1).
2. La partie VII (Heures de travail et pauses-repas).
3. La partie XIV (Congés), sauf les articles 51 et 51.1 et le paragraphe 53 (3).
4. La partie XVI (DéTECTEURS de mensonges).
5. La partie XVIII (Représailles).
6. La partie XXII (Plaintes et application).
7. La partie XXIII (Révisions par la Commission).

Same

(4.2) For the purposes of subsection (4.1), an individual must be one of the following:

1. An individual receiving training who is excluded from the definition of "employee" in subsection 1 (1) because all of the conditions in subsection 1 (2) are met.
2. A secondary school student who performs work under a work experience program authorized by the school board that operates the school in which the student is enrolled.
3. An individual who performs work under a program approved by a college of applied arts and technology or a university.

Regulations

(4.3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the application of a provision mentioned in subsection (4.1) to an individual described in subsection (4.2).

(2) Paragraphs 1 and 2 of subsection 3 (5) of the Act are repealed.

3. Section 26 of the Act is amended by adding the following subsection:

Persons receiving training

(3) If a public holiday falls on a day that would ordinarily be a working day for an individual who is deemed to be an employee under subsection 3 (4.1), the employer shall give the individual the day off work.

4. The Act is amended by adding the following Part:

**PART X.1
VACATION WITHOUT PAY**

Vacation without pay for persons receiving training

32.1 An employer of an individual who is deemed to be an employee under subsection 3 (4.1) shall give the individual a vacation of at least two weeks after each vacation entitlement year that he or she completes.

5. Subsection 96 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Complaints, information re contraventions

(1) A person alleging that this Act has been or is being contravened may,

- (a) file a complaint with the Ministry in a written or electronic form approved by the Director; or
- (b) provide information to the Ministry anonymously or through a third party, in accordance with the regulations.

6. Section 141 of the Act is amended by adding the following subsection:

Information provided anonymously

(3.0.1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

Idem

(4.2) Pour l'application du paragraphe (4.1), un particulier doit être une des personnes suivantes :

1. Un particulier en formation qui est exclu de la définition de «employé» au paragraphe 1 (1) du fait que toutes les conditions énoncées au paragraphe 1 (2) sont remplies.
2. Un élève du secondaire qui exécute un travail dans le cadre d'un programme d'initiation à la vie professionnelle autorisé par le conseil scolaire dont relève l'école où il est inscrit.
3. Un particulier qui exécute un travail dans le cadre d'un programme approuvé par un collège d'arts appliqués et de technologie ou par une université.

Rèlements

(4.3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter de l'application d'une disposition mentionnée au paragraphe (4.1) à un particulier mentionné au paragraphe (4.2).

(2) Les dispositions 1 et 2 du paragraphe 3 (5) de la Loi sont abrogées.

3. L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Personnes en formation

(3) Si un jour férié coïncide avec une journée qui serait normalement un jour ouvrable pour un particulier qui est réputé un employé aux termes du paragraphe 3 (4.1), l'employeur donne congé au particulier.

4. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE X.1
VACANCES NON PAYÉES**

Vacances non payées pour les personnes en formation

32.1 L'employeur de tout particulier qui est réputé un employé aux termes du paragraphe 3 (4.1) lui accorde des vacances d'au moins deux semaines après chaque année de référence qu'il termine.

5. Le paragraphe 96 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Plaintes : renseignements sur les contraventions

(1) Quiconque prétend qu'il a été ou qu'il est contrevenu à la présente loi peut :

- a) soit déposer une plainte auprès du ministère sur le formulaire écrit ou électronique approuvé par le directeur;
- b) soit fournir des renseignements au ministère, anonymement ou par l'intermédiaire d'un tiers, conformément aux règlements.

6. L'article 141 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Renseignements fournis anonymement

(3.0.1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- (a) respecting the manner in which information may be provided anonymously or through a third party under clause 96 (1) (b);
- (b) prescribing the circumstances in which an investigation must occur with respect to information provided anonymously or through a third party under clause 96 (1) (b);
- (c) respecting the publication of information regarding the possibility of providing information anonymously or through a third party under clause 96 (1) (b);
- (d) governing, clarifying or varying the application of provisions of this Act or provisions of the regulations in respect of information provided anonymously or through a third party under clause 96 (1) (b).

Commencement

7. This Act comes into force three months after the day it receives Royal Assent.

Short title

8. The short title of this Act is the *Employment Standards Amendment Act (Greater Protection for Interns and Vulnerable Workers), 2014*.

- a) traiter de la façon dont des renseignements peuvent être fournis anonymement ou par l'intermédiaire d'un tiers en vertu de l'alinéa 96 (1) b);
- b) prescrire les circonstances dans lesquelles une enquête doit être tenue concernant les renseignements fournis anonymement ou par l'intermédiaire d'un tiers en vertu de l'alinéa 96 (1) b);
- c) traiter de la publication de renseignements concernant la possibilité de fournir des renseignements anonymement ou par l'intermédiaire d'un tiers en vertu de l'alinéa 96 (1) b);
- d) régir, préciser ou modifier l'application des dispositions de la présente loi ou des règlements concernant les renseignements fournis anonymement ou par l'intermédiaire d'un tiers en vertu de l'alinéa 96 (1) b).

Entrée en vigueur

7. La présente loi entre en vigueur trois mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 modifiant la Loi sur les normes d'emploi (protection accrue des stagiaires et des travailleurs vulnérables)*.

CAZON
XB
-B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 171

**An Act respecting
insurance system reforms
and repair and storage liens**

The Hon. C. Sousa
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading March 4, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 171

**Loi concernant les réformes
du système d'assurance et le privilège
des réparateurs et des entrepreneurs**

L'honorable C. Sousa
Ministre des Finances

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 4 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Insurance Act*, the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*, the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the *Motor Vehicle Accident Claims Act* and the *Repair and Storage Liens Act*. Here are some highlights of the amendments.

Dispute resolution (statutory accident benefits):

The *Insurance Act* is amended to change how disputes relating to statutory accident benefits will be resolved.

Currently these disputes are dealt with by the director of arbitrations appointed under section 6 and arbitrators and mediators provided for under sections 8 and 9. The process for the resolution of these disputes is currently dealt with under sections 279 to 288.

The new sections 279 to 283 will replace sections 279 to 288. Section 280 provides that disputes will be dealt with by the Licence Appeal Tribunal under the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*. The protection of benefits after a dispute is resolved, currently in section 287, is continued under the new section 281. Under the new section 282, the Lieutenant Governor in Council will be able to assess insurers for the costs of the Licence Appeal Tribunal relating to these disputes. That power is similar to the assessment power under section 25 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*. The new section 283 authorizes regulations for various transitional matters.

Consequential and other amendments relating to these changes are made to other provisions of the *Insurance Act* and to the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*, the *Motor Vehicle Accident Claims Act* and the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*. The amendments to the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* provide for a right of appeal from the Tribunal to the Divisional Court.

Prejudgment interest (motor vehicle liability policies):

Currently, subsection 258.3 (1) of the *Insurance Act* requires specified steps to be taken in connection with proceedings arising from the use or operation of an automobile. They include a requirement that the plaintiff give notice to the defendant within a specified period after an incident. Subsection 258.3 (8) currently states that prejudgment interest cannot be awarded under the *Courts of Justice Act* for any period before the notice is given. A new subsection 258.3 (8.1) provides that subsection 128 (2) of the *Courts of Justice Act* — governing the interest rate to be used — does not apply with respect to the prejudgment interest.

Licenses for service providers (statutory accident benefits):

Currently, section 288.2 of the *Insurance Act* provides that an insurer is not permitted to make payments for listed expenses directly to a person or entity who does not hold a service provider's licence. A new subsection 288.2 (1.1) clarifies that the restriction applies with respect to payments to persons or entities regardless of whether they are owned or operated in whole or in part by, or provide the services of, a regulated health professional, a social worker or a social service worker.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les assurances*, la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*, la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles* et la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs*. En voici les points saillants.

Règlement des différends (indemnités d'accident légales)

Le projet de loi modifie la *Loi sur les assurances* pour changer le mode de règlement des différends portant sur les indemnités d'accident légales.

Actuellement, ces différends sont tranchés par le directeur des arbitrages nommé en application de l'article 6 et par les arbitres et les médiateurs visés aux articles 8 et 9. La procédure de règlement de ces différends est actuellement prévue aux articles 279 à 288.

Les nouveaux articles 279 à 283 remplacent les articles 279 à 288. L'article 280 prévoit que les différends sont tranchés par le Tribunal d'appel en matière de permis sous le régime de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*. La protection des indemnités après le règlement d'un différend, actuellement prévue à l'article 287, est maintenue au nouvel article 281. Le nouvel article 282 habilite le lieutenant-gouverneur en conseil à établir une cotisation à l'égard des assureurs pour les frais du Tribunal d'appel en matière de permis liés à ces différends. Ce pouvoir est analogue au pouvoir d'établir des cotisations prévu à l'article 25 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. Le nouvel article 283 autorise la prise de règlements qui prévoient diverses questions transitoires.

Des modifications corrélatives et autres liées à ces changements sont apportées à d'autres dispositions de la *Loi sur les assurances* et à la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*, à la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles* et à la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*. Les modifications apportées à cette dernière loi prévoient un droit d'appel des décisions du Tribunal devant la Cour divisionnaire.

Intérêts antérieurs au jugement (polices de responsabilité automobile)

Actuellement, le paragraphe 258.3 (1) de la *Loi sur les assurances* exige l'accomplissement des démarches précisées relativement aux instances découlant de l'usage ou de la conduite d'une automobile. Il faut notamment que le demandeur donne un avis au défendeur dans le délai précisé après l'incident. Le paragraphe 258.3 (8) indique actuellement qu'il ne peut pas être accordé d'intérêts antérieurs au jugement aux termes de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* pour la période antérieure à la remise de l'avis. Le nouveau paragraphe 258.3 (8.1) prévoit que le paragraphe 128 (2) de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, qui régit le taux d'intérêt à appliquer, ne s'applique pas à l'égard des intérêts antérieurs au jugement.

Permis de fournisseur de services (indemnités d'accident légales)

Dans sa forme actuelle, l'article 288.2 de la *Loi sur les assurances* prévoit qu'il n'est pas permis à l'assureur de faire un paiement au titre de frais désignés directement à une personne ou à une entité qui n'est pas titulaire d'un permis de fournisseur de services. Le nouveau paragraphe 288.2 (1.1) précise que cette restriction s'applique à l'égard des paiements faits à des personnes ou entités, indépendamment du fait qu'un membre d'une profession de la santé réglementée, un travailleur social ou un technicien en travail social en soit ou non le propriétaire ou l'exploitant, seul ou avec d'autres, ou qu'elles fournissent ou non les services d'une telle personne.

Currently, section 288.5 of the Act governs the issuance of service provider's licenses. A new subsection 288.5 (9) provides that a licence is effective on the day subsection 288.2 (1) (restrictions re payments for listed expenses) comes into force if the applicant fulfils the application requirements under subsection 288.5 (1) on or before the prescribed deadline. A new subsection 288.5 (10) provides that the licence is not effective on the day subsection 288.2 (1) comes into force if those requirements are not fulfilled on or before the deadline.

Licensing of insurance agents and adjusters:

Part XIV of the *Insurance Act* (Agents, Brokers and Adjusters) is amended in connection with the licensing of agents and adjusters.

New sections 392.1 to 392.8 govern agent's licences. Section 392.2 sets out the classes of licences available to insurance agents, and governs the scope of each class of licence. Sections 392.3 to 392.7 govern applications for an agent's licence, authorizing the Superintendent to issue or refuse to issue a licence. Those sections also provide for the renewal, revocation or suspension of an agent's licence by the Superintendent, and for the surrender of a licence. Section 392.8 sets out related regulation-making authority.

Current subsections 393 (1) to (13.1) of the Act, which govern licences for agents, and provide for the issuance, renewal, revocation and suspension of licences, are repealed. The current provisions authorize the Superintendent to appoint an advisory board to hold a hearing and make recommendations to the Superintendent with respect to an application for a licence. That process is replaced.

Amendments are also made to section 397 of the Act, which governs the issuance of licences for adjusters. The amendments provide that portions of sections 392.2 to 392.7 apply, with necessary modifications, with respect to the issuance, renewal, revocation, suspension and surrender of the licences.

Section 407.1 of the Act, as re-enacted, requires the Superintendent to notify an applicant or licensee if the Superintendent proposes to refuse an application for a licence, to refuse to renew a licence, to revoke or suspend a licence without the licensee's consent and in other specified circumstances. Under section 407.1, the applicant or licensee is given an opportunity to request a hearing of the matter by the Financial Services Tribunal. Provision is made for an appeal to Divisional Court.

Consequential amendments are made to Part XIV and to subsections 121 (1) and 448 (1.1) of the Act.

Repair and storage liens:

Amendments to subsections 3 (1) and 4 (1) of the *Repair and Storage Liens Act* provide that the fair value of repair and storage is determined in accordance with any applicable regulations made under the Act.

Other amendments to the Act relate to the requirement that a storer in possession of an article subject to a lien give notice to the owner and others, where the storer knows or has reason to believe that the article was received from a person other than its owner or a person having its owner's authority.

Related to these amendments, the requirement in subsection 4 (4) of the Act to provide the notice to additional persons where the article is a vehicle is repealed.

Actuellement, l'article 288.5 de la Loi régit la délivrance des permis de fournisseur de services. Le nouveau paragraphe 288.5 (9) prévoit qu'un permis prend effet le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 288.2 (1) (restrictions relatives aux paiements au titre de frais désignés) si l'auteur de la demande satisfait au plus tard à la date limite prescrite aux exigences relatives aux demandes de permis prévues au paragraphe 288.5 (1). Le nouveau paragraphe 288.5 (10) prévoit que le permis ne prend pas effet le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 288.2 (1) si l'auteur de la demande ne satisfait pas à ces exigences au plus tard à la date limite.

Délivrance de permis aux agents et experts d'assurances

La partie XIV de la *Loi sur les assurances* (Agents, courtiers et experts d'assurances) est modifiée en ce qui concerne la délivrance de permis aux agents et aux experts.

Les nouveaux articles 392.1 à 392.8 régissent les permis d'agent. L'article 392.2 énonce les catégories de permis offertes aux agents d'assurances et régit les activités autorisées par chaque catégorie. Les articles 392.3 à 392.7 régissent les demandes de permis d'agent et autorisent le surintendant à délivrer ou à refuser de délivrer un permis. Ces articles prévoient également le renouvellement, la révocation ou la suspension du permis d'agent par le surintendant, ainsi que la renonciation au permis. L'article 392.8 énonce les pouvoirs réglementaires connexes.

Les paragraphes 393 (1) à (13.1) de la Loi, lesquels régissent les permis d'agent et prévoient leur délivrance, leur renouvellement, leur révocation et leur suspension, sont abrogés. Les dispositions actuelles autorisent le surintendant à constituer un conseil consultatif chargé de tenir une audience et de lui faire des recommandations à l'égard d'une demande de permis. Ce processus est remplacé.

Des modifications sont également apportées à l'article 397 de la Loi, lequel régit la délivrance des permis d'expert. Ces modifications prévoient que certaines parties des articles 392.2 à 392.7 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la délivrance, du renouvellement, de la révocation et de la suspension des permis ainsi qu'à la renonciation à ceux-ci.

Tel qu'il est réédité, l'article 407.1 de la Loi exige que le surintendant avise l'auteur d'une demande de permis ou le titulaire d'un permis de son intention de refuser la demande de permis, de refuser de renouveler le permis, de révoquer ou suspendre le permis sans le consentement de son titulaire ou de prendre d'autres mesures précisées. Selon ce même article, l'auteur de la demande de permis ou le titulaire du permis a l'occasion de demander la tenue d'une audience sur la question par le Tribunal des services financiers. Un appel devant la Cour divisionnaire est prévu.

Des modifications corrélatives sont apportées à la partie XIV et aux paragraphes 121 (1) et 448 (1.1) de la Loi.

Privilège des réparateurs et des entrepreneurs

Des modifications apportées aux paragraphes 3 (1) et 4 (1) de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs* prévoient que la juste valeur de la réparation et de l'entreposage est fixée conformément aux règlements applicables pris en vertu de la Loi.

D'autres modifications apportées à la Loi se rapportent à l'obligation, pour l'entrepreneur en possession d'un article grevé d'un privilège, d'aviser le propriétaire de l'article et certaines personnes de l'existence du privilège s'il sait ou a des motifs de croire que l'article qui est grevé d'un privilège a été reçu d'une autre personne que son propriétaire ou une personne autorisée par celui-ci.

Par suite de ces modifications, l'exigence figurant au paragraphe 4 (4) de la Loi, selon laquelle un avis doit être donné à d'autres personnes lorsque l'article est un véhicule, est abrogée.

A new subsection 4 (4.1) of the Act provides that where the article is of a class prescribed by the regulations, in addition to the owner and others, the notice must be given to any other classes of persons and entities that may be prescribed. The storer must give the notice within a prescribed period after receiving the article. A new subsection 4 (6.1) of the Act provides that if the storer fails to give the required notice, the storer's lien is limited to the unpaid amount in respect of the prescribed period, beginning on the day the article was received.

Additional amendments to section 27 of the Act allow documents under the Act to be served by any prescribed method.

Currently, subsection 28 (3) of the Act provides that a lien claimant is not entitled to a lien for interest on the amount owing with respect to an article, except as provided in the Act. That provision is amended so that a lien claimant is not entitled to a lien for interest on the amount owing with respect to an article, except as provided in any applicable regulations.

Corresponding regulation-making provisions relating to these amendments are added to section 32 of the Act.

Le nouveau paragraphe 4 (4.1) de la Loi prévoit que lorsque l'article fait partie d'une catégorie prescrite par les règlements, outre le propriétaire et certaines personnes, l'avis doit être donné aux autres catégories de personnes et d'entités prescrites. L'entreposeur doit donner l'avis dans un délai prescrit suivant la réception de l'article. Le nouveau paragraphe 4 (6.1) de la Loi prévoit que si l'entreposeur ne donne pas l'avis exigé, son privilège est limité au montant impayé exigible relativement à la période prescrite, à compter du jour de la réception de l'article.

Des modifications additionnelles apportées à l'article 27 de la Loi permettent que les documents visés par la Loi soient signifiés selon tout mode prescrit.

À l'heure actuelle, le paragraphe 28 (3) de la Loi prévoit que le créancier privilégié n'a pas droit à un privilège sur l'intérêt relatif au montant exigible à l'égard d'un article, sauf disposition contraire de la Loi. Cette disposition est modifiée pour prévoir que le créancier privilégié n'a pas droit à un privilège sur l'intérêt relatif au montant exigible à l'égard d'un article, sauf disposition contraire des règlements applicables.

Des dispositions habilitantes correspondantes relatives à ces modifications sont ajoutées à l'article 32 de la Loi.

**An Act respecting
insurance system reforms
and repair and storage liens**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

INSURANCE ACT

1. The definition of “Director” in section 1 of the *Insurance Act* is repealed.
2. Section 6 of the Act is repealed.
3. Subsection 7 (4) of the Act is repealed.
4. Section 8 of the Act is repealed.
5. Section 9 of the Act is repealed.
6. Section 11 of the Act is repealed and the following substituted:

Evidence of persons who conducted certain proceedings

11. (1) A person who conducted a proceeding described in subsection (2) shall not be required to testify in a civil proceeding or in a proceeding before any tribunal respecting the proceeding described in subsection (2) or respecting information obtained in the discharge of the person’s duties under this Act.

Proceedings

(2) The proceedings referred to in subsection (1) are mediations, evaluations and arbitrations under sections 279 to 287, as those sections read immediately before being repealed by section 14 of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*.

7. Subsection 20 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Exclusive jurisdiction

(1) This section applies with respect to proceedings under this Act before the Tribunal or the Superintendent.

8. Section 21 of the Act is repealed.
9. Section 22 of the Act is repealed.
10. Clause 25 (2) (g) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (g) stating whether a document or notification was received or issued by the Superintendent.
11. (1) Paragraph 25 of subsection 121 (1) of the Act is repealed.

**Loi concernant les réformes
du système d’assurance et le privilège
des réparateurs et des entrepreneurs**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

LOI SUR LES ASSURANCES

1. La définition de « directeur » à l’article 1 de la *Loi sur les assurances* est abrogée.
2. L’article 6 de la Loi est abrogé.
3. Le paragraphe 7 (4) de la Loi est abrogé.
4. L’article 8 de la Loi est abrogé.
5. L’article 9 de la Loi est abrogé.
6. L’article 11 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Témoignages des personnes qui ont mené certaines procédures

11. (1) La personne qui a mené une procédure mentionnée au paragraphe (2) n’est pas tenue de témoigner dans les instances civiles ni dans les instances devant les tribunaux administratifs ou autres en ce qui concerne cette procédure ou les renseignements qu’elle a obtenus dans l’exercice de ses fonctions aux termes de la présente loi.

Procédures

(2) Les procédures visées au paragraphe (1) sont les médiations, les évaluations et les arbitrages effectués en application des articles 279 à 287, dans leur version antérieure à leur abrogation par l’article 14 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d’assurance-automobile*.

7. Le paragraphe 20 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Compétence exclusive

(1) Le présent article s’applique aux instances introduites en vertu de la présente loi devant le Tribunal ou le surintendant.

8. L’article 21 de la Loi est abrogé.
9. L’article 22 de la Loi est abrogé.
10. L’alinéa 25 (2) g) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - g) indiquant si le surintendant a reçu ou publié un document ou un avis.
11. (1) La disposition 25 du paragraphe 121 (1) de la Loi est abrogée.

(2) Paragraph 25.2 of subsection 121 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

25.2 governing the assignment of statutory accident benefits under Part VI, including the application of sections 279 to 282 to persons to whom the benefits are assigned;

(3) Paragraph 26 of subsection 121 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

26. governing proceedings before the Licence Appeal Tribunal under section 280, including imposing time limits or limitation periods;

(4) Paragraph 27 of subsection 121 (1) of the Act is repealed.

(5) Paragraph 28.1 of subsection 121 (1) of the Act is amended by striking out “section 393 and sections 397 to 401 or from any provision of those sections” and substituting “subsection 392.2 (6) or 397 (7) or section 401”.

(6) Paragraph 28.3 of subsection 121 (1) of the Act is repealed.

(7) Subsection 121 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

37.0.2 governing assessments under section 282;

(8) Clause 121 (4) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

(b) may prescribe the burden of proof and standard of proof applicable in a proceeding before the Licence Appeal Tribunal under section 280;

12. Section 258.3 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(8.1) Subsection 128 (2) of the *Courts of Justice Act* does not apply in respect of the calculation of prejudgment interest for damages for non-pecuniary loss in an action referred to in subsection (8).

13. Subsection 275 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Stay of arbitration

(5) No arbitration hearing shall be held with respect to indemnification under this section if, in respect of the incident for which indemnification is sought, any of the insurers and an insured are parties to a proceeding before the Licence Appeal Tribunal under section 280 or to an appeal from such a proceeding.

14. Sections 279 to 288 of the Act are repealed and the following substituted:

Definitions

279. For the purposes of sections 280 to 283,

(2) La disposition 25.2 du paragraphe 121 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

25.2 régir la cession des indemnités d'accident légales prévues à la partie VI, y compris l'application des articles 279 à 282 aux personnes auxquelles les indemnités sont cédées;

(3) La disposition 26 du paragraphe 121 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

26. régir les instances introduites devant le Tribunal d'appel en matière de permis en vertu de l'article 280, y compris imposer des délais de prescription ou d'autres délais;

(4) La disposition 27 du paragraphe 121 (1) de la Loi est abrogée.

(5) La disposition 28.1 du paragraphe 121 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «de l'article 393 et des articles 397 à 401, ou de toute disposition de ces articles» par «du paragraphe 392.2 (6) ou 397 (7) ou de l'article 401».

(6) La disposition 28.3 du paragraphe 121 (1) de la Loi est abrogée.

(7) Le paragraphe 121 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

37.0.2 régir les cotisations prévues à l'article 282;

(8) L'alinéa 121 (4) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) peuvent prescrire le fardeau de la preuve et la norme de preuve qui s'appliquent dans les instances introduites devant le Tribunal d'appel en matière de permis en vertu de l'article 280;

12. L'article 258.3 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(8.1) Le paragraphe 128 (2) de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* ne s'applique pas à l'égard du calcul des intérêts antérieurs au jugement pour les dommages-intérêts pour perte non pécuniaire dans une action visée au paragraphe (8).

13. Le paragraphe 275 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Sursis de l'arbitrage

(5) Aucune audience d'arbitrage ne doit être tenue à l'égard de l'indemnisation visée au présent article si, en ce qui concerne l'incident qui a entraîné la demande d'indemnisation, un des assureurs et un assuré sont parties à une instance introduite devant le Tribunal d'appel en matière de permis en vertu de l'article 280 ou à un appel d'une telle instance.

14. Les articles 279 à 288 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Définitions

279. Les définitions qui suivent s'appliquent dans le cadre des articles 280 à 283.

“insured person” includes a person who is claiming funeral expenses or a death benefit under the *Statutory Accident Benefits Schedule*; (“personne assurée”)

“Licence Appeal Tribunal” means the Licence Appeal Tribunal established under the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*. (“Tribunal d’appel en matière de permis”)

Resolution of disputes

280. (1) This section applies with respect to the resolution of disputes in respect of an insured person’s entitlement to statutory accident benefits or in respect of the amount of statutory accident benefits to which an insured person is entitled.

Application to Tribunal

(2) The insured person or the insurer may apply to the Licence Appeal Tribunal to resolve a dispute described in subsection (1).

Limit on court proceedings

(3) No person may bring a proceeding in any court with respect to a dispute described in subsection (1), other than an appeal from a decision of the Licence Appeal Tribunal or an application for judicial review.

Resolution in accordance with Schedule

(4) The dispute shall be resolved in accordance with the *Statutory Accident Benefits Schedule*.

Orders, powers and duties

(5) The regulations may provide for and govern the orders and interim orders that the Licence Appeal Tribunal may make and may provide for and govern the powers and duties that the Licence Appeal Tribunal shall have for the purposes of conducting the proceeding.

Orders for costs, other amounts

(6) Without limiting what else the regulations may provide for and govern, the regulations may provide for and govern the following:

1. Orders, including interim orders, to pay costs, including orders requiring a person representing a party to pay costs personally.
2. Orders, including interim orders, to pay amounts even if those amounts are not costs or amounts to which a party is entitled under the *Statutory Accident Benefits Schedule*.

Protection of benefits after Tribunal resolution

281. (1) After the Licence Appeal Tribunal issues a decision, the insurer shall not reduce benefits to the insured person on the basis of an alleged change of circumstances, alleged new evidence or an alleged error except as provided under this section.

«personne assurée» S’entend en outre d’une personne qui présente une demande de règlement à l’égard de frais funéraires ou d’une prestation de décès aux termes de l’*Annexe sur les indemnités d’accident légales*. («insured person»)

«Tribunal d’appel en matière de permis» Le Tribunal d’appel en matière de permis créé par la *Loi de 1999 sur le Tribunal d’appel en matière de permis*. («Licence Appeal Tribunal»)

Règlement des différends

280. (1) Le présent article s’applique à l’égard du règlement des différends portant sur le droit d’une personne assurée à des indemnités d’accident légales ou sur le montant des indemnités d’accident légales auquel elle a droit.

Requête au Tribunal

(2) La personne assurée ou l’assureur peut présenter au Tribunal d’appel en matière de permis une requête en règlement d’un différend visé au paragraphe (1).

Restriction relative aux instances judiciaires

(3) Nul ne peut introduire une instance judiciaire à l’égard d’un différend visé au paragraphe (1), si ce n’est un appel d’une décision du Tribunal d’appel en matière de permis ou une requête en révision judiciaire.

Règlement conformément à l’Annexe

(4) Le différend doit être réglé conformément à l’*Annexe sur les indemnités d’accident légales*.

Ordonnances : pouvoirs et fonctions

(5) Les règlements peuvent prévoir et régir les ordonnances et ordonnances provisoires que peut rendre le Tribunal d’appel en matière de permis et peuvent prévoir et régir les pouvoirs et fonctions dont il est investi pour mener l’instance.

Ordonnances relatives aux dépens ou à d’autres sommes

(6) Les règlements peuvent notamment prévoir et régir ce qui suit :

1. Des ordonnances, même provisoires, exigeant le paiement des dépens, y compris des ordonnances enjoignant à la personne qui représente une partie de payer elle-même les dépens.
2. Des ordonnances, même provisoires, exigeant le paiement de certaines sommes, même s’il ne s’agit pas de dépens ou de sommes auxquels une partie a droit en vertu de l’*Annexe sur les indemnités d’accident légales*.

Protection des indemnités après règlement par le Tribunal

281. (1) Après que le Tribunal d’appel en matière de permis a rendu une décision, l’assureur ne doit pas réduire les indemnités de la personne assurée en raison d’un prétendu changement de situation, de prétendues nouvelles preuves ou d’une prétendue erreur, sous réserve des autres dispositions du présent article.

When benefits may be reduced

- (2) The insurer may reduce benefits if,
- (a) the insured person agrees;
 - (b) the insurer is authorized to do so as a result of a successful appeal of the Licence Appeal Tribunal's decision; or
 - (c) the insurer is authorized to do so by the Licence Appeal Tribunal.

Assessment of dispute resolution costs

282. (1) The Lieutenant Governor in Council may, in accordance with the regulations, assess all insurers that have issued motor vehicle liability policies in Ontario for expenses and expenditures of the Licence Appeal Tribunal relating to disputes described in subsection 280 (1).

Same

(2) If an assessment is made under subsection (1), the share of a particular insurer shall be determined in the manner prescribed by regulation, which may take into account the degree of usage made of the Licence Appeal Tribunal that is specified in the regulations.

Same, fees received

(3) In setting an assessment under subsection (1), the Lieutenant Governor in Council shall take into account the fees received from insurers and insured persons in respect of disputes described in subsection 280 (1).

Insurer's duty to pay

- (4) An insurer shall pay the amount assessed against it.

Same

(5) If an insurer fails to pay an assessment made under subsection (1), the Superintendent may suspend or cancel the insurer's licence.

Same

(6) The Superintendent may revive the licence of an insurer whose licence was suspended or cancelled under subsection (5) if the insurer pays all amounts owing by the insurer under this section.

Transition — regulations

283. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) providing for transitional matters in connection with the resolution of disputes described in subsection (2);
- (b) governing when a dispute arises and when it is finally determined for the purposes of clause (2) (a);
- (c) providing for transitional matters in connection with the coming into force of the following provisions of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*:

Cas où les indemnités peuvent être réduites

(2) L'assureur peut réduire les indemnités dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) la personne assurée y consent;
- b) l'assureur y est autorisé du fait qu'il a eu gain de cause en appel de la décision du Tribunal d'appel en matière de permis;
- c) l'assureur y est autorisé par le Tribunal d'appel en matière de permis.

Cotisation pour les coûts relatifs au règlement des différends

282. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, conformément aux règlements, fixer à l'intention de tous les assureurs qui ont établi des polices de responsabilité automobile en Ontario une cotisation à l'égard des frais et dépenses du Tribunal d'appel en matière de permis liés aux différends visés au paragraphe 280 (1).

Idem

(2) Si une cotisation est fixée en vertu du paragraphe (1), la part qu'il incombe à un assureur donné de payer est établie de la façon prescrite par règlement, laquelle peut tenir compte de la fréquence de recours au Tribunal d'appel en matière de permis que prévoient les règlements.

Idem : droits perçus

(3) Lorsqu'il fixe le montant de la cotisation prévue au paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil tient compte des droits perçus auprès des assureurs et des personnes assurées à l'égard des différends visés au paragraphe 280 (1).

Obligation des assureurs

(4) Tous les assureurs doivent payer le montant de leur cotisation.

Idem

(5) Le surintendant peut suspendre ou annuler le permis de l'assureur qui ne paie pas une cotisation fixée en vertu du paragraphe (1).

Idem

(6) Le surintendant peut remettre en vigueur un permis qui a été suspendu ou annulé en vertu du paragraphe (5) si l'assureur paie tous les montants qu'il doit aux termes du présent article.

Transition : règlements

283. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prévoir des questions transitoires en ce qui concerne le règlement des différends précisés au paragraphe (2);
- b) régir le moment où un différend survient et le moment où il est définitivement tranché pour l'application de l'alinéa (2) a);
- c) prévoir des questions transitoires en ce qui concerne l'entrée en vigueur des dispositions suivantes de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile* :

- (i) Sections 1 to 10, subsections 11 (1) to (4) and (6) to (8) and sections 13 and 14, which amend this Act.
- (ii) Sections 24 to 27, which amend the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*.
- (iii) Section 30, which amends the *Motor Vehicle Accident Claims Act*.

Unresolved prior disputes

(2) The disputes referred to in clause (1) (a) are disputes that,

- (a) arise before the transition date but are not finally determined before that date; and
- (b) are in respect of an insured person's entitlement to statutory accident benefits or in respect of the amount of statutory accident benefits to which the insured person is entitled.

Regulations relating to disputes

(3) Without limiting what regulations may be made under clause (1) (a), the regulations under that clause may,

- (a) provide that sections 279 to 282 do not apply or apply with such modifications as the regulations may specify;
- (b) provide that sections 279 to 287 as those sections read immediately before being repealed by section 14 of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014* apply with such modifications as the regulations may specify;
- (c) provide for other provisions of this Act, as those provisions read immediately before being amended or repealed by a provision of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*, to apply with such modifications as the regulations may specify;
- (d) provide for the continuation of,
 - (i) the office of the director of arbitrations appointed under section 6 as that section read immediately before being repealed by section 2 of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*,
 - (ii) arbitrators appointed under section 8 as that section read immediately before being repealed by section 4 of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*, and
 - (iii) mediators appointed under section 9 as that section read immediately before being repealed by section 5 of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*;

- (i) Les articles 1 à 10, les paragraphes 11 (1) à (4) et (6) à (8) et les articles 13 et 14, qui modifient la présente loi.
- (ii) Les articles 24 à 27, qui modifient la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*.
- (iii) L'article 30, qui modifie la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*.

Différends antérieurs non réglés

(2) Les différends visés à l'alinéa (1) a) sont ceux qui :

- a) d'une part, surviennent avant la date de transition, mais ne sont pas définitivement tranchés avant cette date;
- b) d'autre part, portent sur le droit d'une personne assurée à des indemnités d'accident légales ou sur le montant des indemnités d'accident légales auquel elle a droit.

Règlements relatifs aux différends

(3) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (1) a) peuvent notamment :

- a) prévoir que les articles 279 à 282 ne s'appliquent pas ou s'appliquent avec les adaptations que précisent les règlements;
- b) prévoir que les articles 279 à 287, dans leur version antérieure à leur abrogation par l'article 14 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile*, s'appliquent avec les adaptations que précisent les règlements;
- c) prévoir que d'autres dispositions de la présente loi, dans leur version antérieure à leur modification ou abrogation par une disposition de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile*, s'appliquent avec les adaptations que précisent les règlements;
- d) prévoir le maintien :
 - (i) du poste de directeur des arbitrages nommé en application de l'article 6, dans sa version antérieure à son abrogation par l'article 2 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile*,
 - (ii) des arbitres nommés en application de l'article 8, dans sa version antérieure à son abrogation par l'article 4 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile*,
 - (iii) des médiateurs nommés en vertu de l'article 9, dans sa version antérieure à son abrogation par l'article 5 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile*;

- (e) provide for the continuation of the powers and duties that any of the officials referred to in clause (d) had before the transition date to be exercised by the officials continued by regulations made under clause (d) or to be exercised by other persons or bodies specified in the regulations.

Other regulations

(4) Without limiting what regulations may be made under clause (1) (c), the regulations under that clause may,

- (a) if the regulations made under clause (1) (a) provide for the continuation of the office of the director of arbitrations appointed under section 6 as that section read immediately before being repealed by section 2 of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*, provide for that official to continue to be a member of the Financial Services Commission of Ontario, despite subsection 2 (2) of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*;
- (b) govern how section 25 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997* applies in respect of assessments that cover expenses and expenditures relating to disputes described in subsection (2);
- (c) modify the application of clause 6 (2) (b) of the *Motor Vehicle Accident Claims Act* with respect to disputes described in subsection (2).

Transition date

(5) In this section,

“transition date” means the date on which this section (as re-enacted by section 14 of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*) comes into force.

15. Section 288.2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(1.1) Subject to subsection (2) and for greater certainty, the restriction imposed by subsection (1) applies with respect to payments to persons or entities regardless of whether they are owned or operated in whole or in part by, or provide the services of, a member of a profession governed by a College as defined in the *Regulated Health Professions Act, 1991* or a profession governed by the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers under the *Social Work and Social Service Work Act, 1998*.

16. Section 288.5 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition, deadline for application

(9) If a person or entity fulfils the requirements set out in subsection (1) on or before the prescribed deadline, the

- e) prévoir le maintien des pouvoirs et fonctions dont tout titulaire de poste visé à l’alinéa d) était investi avant la date de transition et qui seront exercés par les titulaires de poste maintenus par règlement pris en vertu de l’alinéa d) ou par d’autres personnes ou entités précisées dans les règlements.

Autres règlements

(4) Les règlements pris en vertu de l’alinéa (1) c) peuvent notamment :

- a) si les règlements pris en vertu de l’alinéa (1) a) prévoient le maintien du poste de directeur des arbitrages nommé en application de l’article 6, dans sa version antérieure à son abrogation par l’article 2 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d’assurance-automobile*, prévoir que le titulaire de ce poste continue d’être membre de la Commission des services financiers de l’Ontario, malgré le paragraphe 2 (2) de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l’Ontario*;
- b) régir l’application de l’article 25 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l’Ontario* en ce qui concerne les cotisations qui couvrent les frais et dépenses liés aux différends précisés au paragraphe (2);
- c) adapter l’application de l’alinéa 6 (2) b) de la *Loi sur l’indemnisation des victimes d’accidents de véhicules automobiles* à l’égard des différends précisés au paragraphe (2).

Date de transition

(5) La définition qui suit s’applique au présent article.

«date de transition» La date d’entrée en vigueur du présent article (tel qu’il est réédité par l’article 14 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d’assurance-automobile*).

15. L’article 288.2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(1.1) Sous réserve du paragraphe (2), il est entendu que la restriction imposée par le paragraphe (1) s’applique à l’égard des paiements faits à des personnes ou entités, indépendamment du fait qu’un membre d’une profession régie par un ordre au sens de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* ou d’une profession régie par l’Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l’Ontario créé par la *Loi de 1998 sur le travail social et les techniques de travail social* en soit ou non le propriétaire ou l’exploitant, seul ou avec d’autres, ou qu’elles fournissent ou non les services d’un tel membre.

16. L’article 288.5 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire : date limite de demande

(9) Si une personne ou une entité satisfait aux exigences du paragraphe (1) au plus tard à la date limite

person or entity's service provider's licence as issued under subsection (3) is effective on the day subsection 288.2 (1) comes into force.

Same

(10) If a person or entity does not fulfil the requirements set out in subsection (1) on or before the prescribed deadline, the person or entity's service provider's licence as issued under subsection (3) is not effective on the day subsection 288.2 (1) comes into force.

17. Part XIV of the Act is amended by adding the following sections:

INTERPRETATION

Definition

392.1 In this Part,

“licence for life insurance” means the class of licence described in paragraph 1 of subsection 392.2 (2).

LICENCES OF INSURANCE AGENTS

Insurance agent's licence, scope of authority

392.2 (1) A person who holds a licence issued under this Part to act as an insurance agent in Ontario is authorized to act as such in accordance with the requirements of this Act and the regulations, and subject to the restrictions applicable to the class of licence issued to the person.

Classes of agent's licence

(2) The following classes of licence authorizing a person to act as an insurance agent in Ontario may be issued under this Part:

1. Licence for life insurance and accident and sickness insurance.
2. Licence for accident and sickness insurance.
3. Licence for all classes of insurance other than life insurance.

Same

(3) An agent's licence is subject to such terms and conditions as may be prescribed for the applicable class of licence, such conditions as may be imposed by the Superintendent, and such requirements, including reporting requirements, as may be prescribed for that class of licence.

Authority of agent

(4) A class of licence described in paragraph 2 or 3 of subsection (2) authorizes an agent to act for one insurer only, and the insurer itself must be licensed under this Act to undertake the applicable class of insurance.

Same

(5) The agent's licence for a class of licence described in paragraph 2 or 3 of subsection (2) must specify the name of the insurer that has appointed the agent to act on its behalf.

prescrite, son permis de fournisseur de services délivré en application du paragraphe (3) prend effet le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 288.2 (1).

Idem

(10) Si une personne ou une entité ne satisfait pas aux exigences du paragraphe (1) au plus tard à la date limite prescrite, son permis de fournisseur de services délivré en application du paragraphe (3) ne prend pas effet le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 288.2 (1).

17. La partie XIV de la Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

INTERPRÉTATION

Définition

392.1 La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«permis d'assurance-vie» La catégorie de permis prévue à la disposition 1 du paragraphe 392.2 (2).

PERMIS D'AGENT D'ASSURANCES

Permis d'agent d'assurances : autorisation

392.2 (1) Le titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente partie l'autorisant à agir en qualité d'agent d'assurances en Ontario est autorisé à agir en cette qualité conformément aux exigences de la présente loi et des règlements, et sous réserve des restrictions applicables à la catégorie du permis qui lui est délivré.

Catégories de permis d'agent

(2) Les catégories de permis autorisant une personne à agir en qualité d'agent d'assurances en Ontario qui peuvent être délivrées en vertu de la présente partie sont les suivantes :

1. Les permis d'assurance-vie et d'assurance contre les accidents et la maladie.
2. Les permis d'assurance contre les accidents et la maladie.
3. Les permis pour toutes les catégories d'assurance, à l'exception de l'assurance-vie.

Idem

(3) Le permis d'agent est assujéti aux conditions prescrites pour la catégorie de permis applicable, aux conditions imposées par le surintendant et aux exigences, notamment les obligations de déclaration, prescrites pour cette catégorie de permis.

Autorisation : agent

(4) La catégorie de permis prévue à la disposition 2 ou 3 du paragraphe (2) autorise un agent à n'agir que pour un seul assureur, lequel doit être titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi pour faire souscrire de l'assurance dans la catégorie applicable.

Idem

(5) Le permis d'agent appartenant à la catégorie de permis prévue à la disposition 2 ou 3 du paragraphe (2) précise le nom de l'assureur qui a nommé l'agent pour agir pour son compte.

Offence

(6) Every person who acts as an insurance agent in Ontario without the licence required by this Part, or does so while the person's licence is suspended, is guilty of an offence.

Representation restricted

(7) An agent holding a class of licence described in paragraph 2 or 3 of subsection (2) shall not make any representation to the public, by advertisement or otherwise, that the agent is an agent of any insurer other than the one specified in the licence for the purposes of selling the classes of insurance specified in the licence.

Insurance groups

(8) Despite subsection (7), an agent may be licensed to act as an agent for an affiliated group of insurers that, in the opinion of the Superintendent, are carrying on business as a common undertaking and that affiliated group of insurers is deemed to be an insurer for the purpose of determining the agent's authority to act as an agent under this Act.

Same

(9) For the purposes of subsection (8), the following corporations and insurers are deemed to be an affiliated group of insurers carrying on business as a common undertaking:

1. Every mutual insurance corporation that participates in the Fire Mutuals Guarantee Fund.
2. Every insurer that is controlled by one or more mutual insurance corporations that participate in the Fire Mutuals Guarantee Fund as a result of investments made under Part XVII.

Application for agent's licence

392.3 (1) A person who wishes to apply for a licence authorizing him, her or it to act as an insurance agent in Ontario shall submit an application to the Superintendent in the manner required by the Superintendent and shall give the Superintendent such information, evidence and material as he or she may require and pay the applicable fee.

Same

(2) The applicant is also required to pay any outstanding administrative penalty imposed under Part XVIII.1.

Notice of appointment of applicant

(3) Unless the regulations specify otherwise, the application must include a notice from an insurer, on a form approved by the Superintendent, certifying that the insurer has appointed the applicant to act as the insurer's agent in Ontario.

Declaration by applicant

(4) The application must include a declaration by the applicant, on a form approved by the Superintendent, respecting representations made in the application.

Infraction

(6) Est coupable d'une infraction quiconque agit en qualité d'agent d'assurances en Ontario sans être titulaire du permis exigé par la présente partie ou pendant la suspension de son permis.

Restriction

(7) L'agent qui est titulaire d'un permis de la catégorie prévue à la disposition 2 ou 3 du paragraphe (2) ne doit pas se présenter au public, notamment par voie d'annonce, comme étant l'agent d'un assureur autre que celui dont le nom figure sur le permis aux fins de souscription d'assurances dans les catégories précisées sur celui-ci.

Groupes d'assureurs

(8) Malgré le paragraphe (7), un agent peut être titulaire d'un permis l'autorisant à agir en qualité d'agent pour un groupe affilié d'assureurs qui, selon le surintendant, font des affaires dans le cadre d'une entreprise commune. Le groupe est réputé être un assureur lorsqu'il s'agit d'établir que l'agent est autorisé à agir en qualité d'agent en vertu de la présente loi.

Idem

(9) Pour l'application du paragraphe (8), les personnes morales et les assureurs suivants sont réputés un groupe affilié d'assureurs qui font des affaires dans le cadre d'une entreprise commune :

1. Toutes les sociétés d'assurance mutuelle qui participent au Fonds mutuel d'assurance-incendie.
2. Tous les assureurs qui sont contrôlés par une ou plusieurs sociétés d'assurance mutuelle qui participent au Fonds mutuel d'assurance-incendie du fait de placements effectués aux termes de la partie XVII.

Demande de permis d'agent

392.3 (1) La personne qui souhaite demander un permis l'autorisant à agir en qualité d'agent d'assurances en Ontario présente une demande au surintendant de la manière qu'il exige en lui remettant les renseignements, les preuves et les documents qu'il exige et en acquittant les droits applicables.

Idem

(2) L'auteur de la demande est également tenu de payer toute pénalité administrative imposée en vertu de la partie XVIII.1 qui est en souffrance.

Avis de nomination

(3) Sauf disposition contraire des règlements, la demande comprend un avis de l'assureur, sur un formulaire approuvé par le surintendant, attestant qu'il a nommé l'auteur de la demande pour agir en qualité d'agent pour lui en Ontario.

Déclaration de l'auteur de la demande

(4) La demande comprend une déclaration de son auteur, sur un formulaire approuvé par le surintendant, relativement aux assertions faites dans la demande.

Withdrawal of application

(5) The applicant may withdraw the application at any time before the licence is issued, but if the Superintendent has taken a step under section 407.1 in connection with the application, the applicant cannot withdraw the application without the Superintendent's permission.

Conditions

(6) If the Superintendent permits the applicant to withdraw the application, the Superintendent may impose conditions relating to the withdrawal.

Issuance, amendment and renewal of agent's licence

392.4 (1) The Superintendent shall issue a licence to act as an insurance agent in Ontario to an applicant who applies in accordance with section 392.3 and who satisfies the prescribed requirements for the licence unless the Superintendent believes, on reasonable grounds, that the applicant is not suitable to be licensed having regard to such circumstances as may be prescribed and such other matters as the Superintendent considers appropriate.

Term of licence

(2) A licence authorizing a person to act as an insurance agent expires at such time as the regulations provide, unless the licence is revoked or suspended under this Part.

Proposal to refuse application

(3) If the Superintendent proposes to refuse to issue a licence to the applicant, the Superintendent shall take the steps required by section 407.1.

Proposal to impose conditions

(4) If the Superintendent proposes to issue the licence and, without the applicant's consent, to impose conditions on the licence, the Superintendent shall take the steps required by section 407.1.

Amendment of licence

(5) The Superintendent may, at any time, amend an agent's licence.

Proposal to amend

(6) If the Superintendent proposes to amend the licence without the agent's consent, the Superintendent shall take the steps required by section 407.1.

Renewal of licence

(7) An agent who wishes to apply for renewal of his, her or its licence shall submit an application to the Superintendent in the manner required by the Superintendent and shall give the Superintendent such information, evidence and material as he or she may require and pay the applicable fee.

Same

(8) Subsections 392.3 (2) to (6) and subsections (1), (3) and (4) of this section apply, with necessary modifications, with respect to the application for renewal.

Retrait de la demande

(5) L'auteur de la demande peut retirer celle-ci avant la délivrance du permis, à moins que le surintendant n'ait pris une disposition en application de l'article 407.1 relativement à la demande, auquel cas il ne peut pas la retirer sans l'autorisation du surintendant.

Conditions

(6) S'il autorise l'auteur de la demande à retirer sa demande, le surintendant peut imposer des conditions relatives au retrait.

Délivrance, modification et renouvellement du permis d'agent

392.4 (1) Le surintendant délivre un permis autorisant à agir en qualité d'agent d'assurances en Ontario à l'auteur d'une demande qui présente celle-ci conformément à l'article 392.3 et qui satisfait aux exigences prescrites à l'égard du permis, à moins qu'il n'ait des motifs raisonnables de croire que l'auteur n'est pas apte à en être titulaire compte tenu des circonstances prescrites et des autres questions qu'il estime appropriées.

Durée du permis

(2) Le permis autorisant une personne à agir en qualité d'agent d'assurances expire au moment prévu par les règlements, à moins d'être révoqué ou suspendu en vertu de la présente partie.

Intention de refuser une demande

(3) Le surintendant prend les dispositions exigées par l'article 407.1 s'il a l'intention de refuser de délivrer un permis à l'auteur de la demande.

Intention d'imposer des conditions

(4) Le surintendant prend les dispositions exigées par l'article 407.1 s'il a l'intention de délivrer le permis et, sans le consentement de l'auteur de la demande, de l'assortir de conditions.

Modification du permis

(5) Le surintendant peut modifier un permis d'agent à tout moment.

Intention de modifier le permis

(6) Le surintendant prend les dispositions exigées par l'article 407.1 s'il a l'intention de modifier le permis sans le consentement de l'agent.

Renouvellement du permis

(7) L'agent qui souhaite demander le renouvellement de son permis présente une demande au surintendant de la manière qu'il exige en lui remettant les renseignements, les preuves et les documents qu'il exige et en acquittant les droits applicables.

Idem

(8) Les paragraphes 392.3 (2) à (6) et les paragraphes (1), (3) et (4) du présent article s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la demande de renouvellement.

Revocation or suspension of agent's licence

392.5 (1) The Superintendent may revoke or suspend an agent's licence to act as an insurance agent if the agent has failed to comply with this Act, the regulations or a condition of the licence.

Same

(2) The Superintendent may revoke or suspend an agent's licence if any prescribed grounds for revoking or suspending a licence, or for refusing to issue a licence, exist.

Proposal to revoke or suspend

(3) If the Superintendent proposes to revoke or suspend an agent's licence under this section without the agent's consent, the Superintendent shall take the steps required by section 407.1.

Expedited order to revoke or suspend

(4) The Superintendent may, by order, revoke or suspend an agent's licence in any of the following circumstances, without taking the steps required by section 407.1:

1. The agent fails to pay a fee required under this Act or an administrative penalty imposed under Part XVIII.1.
2. Such other circumstances as may be prescribed.

Effect of suspension

(5) During a suspension, the agent is not authorized to act as an insurance agent in Ontario.

Interim order suspending licence

(6) If, in the Superintendent's opinion, the interests of the public may be adversely affected by any delay in the revocation or suspension of an agent's licence as a result of the steps required by section 407.1, the Superintendent may, without notice, make an interim order suspending the licence and may do so before or after giving the notice required by section 407.1 with respect to the proposal to revoke or suspend the licence.

Effect of interim order

(7) An interim order suspending an agent's licence takes effect immediately and remains in effect until the expiry of the period for requesting a hearing under section 407.1 about the Superintendent's proposal to revoke or suspend the licence.

Same

(8) Despite subsection (7), if the Superintendent does not give the agent the notice required by section 407.1 within 21 days after the day on which the interim order is made, the interim order expires at the end of the 21-day period.

Extension of interim order

(9) If the agent requests a hearing about the Superintendent's proposal to revoke or suspend the licence, the Superintendent may extend the interim order until the proposal is finally determined.

Révocation ou suspension du permis d'agent

392.5 (1) Le surintendant peut révoquer ou suspendre un permis autorisant à agir en qualité d'agent d'assurances si l'agent ne s'est pas conformé à la présente loi, aux règlements ou à une condition du permis.

Idem

(2) Le surintendant peut révoquer ou suspendre un permis d'agent en présence de tout motif prescrit de révocation ou de suspension d'un permis ou de refus de délivrer un permis.

Intention de révoquer ou de suspendre le permis

(3) Le surintendant prend les dispositions exigées par l'article 407.1 s'il a l'intention de révoquer ou de suspendre un permis d'agent en vertu du présent article sans le consentement de l'agent.

Ordonnance accélérée de révocation ou de suspension

(4) Le surintendant peut, par ordonnance, révoquer ou suspendre un permis d'agent dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes, sans prendre les dispositions exigées par l'article 407.1 :

1. L'agent n'acquiesce pas des droits exigés en vertu de la présente loi ou ne paie pas une pénalité administrative imposée en vertu de la partie XVIII.1.
2. Toute autre circonstance prescrite.

Effet de la suspension

(5) Pendant la suspension, l'agent n'est pas autorisé à agir en qualité d'agent d'assurances en Ontario.

Ordonnance provisoire de suspension du permis

(6) S'il est d'avis que tout retard dans la révocation ou la suspension d'un permis d'agent découlant de la prise des dispositions exigées par l'article 407.1 risque de nuire à l'intérêt public, le surintendant peut, sans préavis, rendre une ordonnance provisoire qui suspend le permis. Il peut le faire avant ou après avoir donné l'avis exigé par l'article 407.1 à l'égard de son intention de révoquer ou de suspendre le permis.

Effet de l'ordonnance provisoire

(7) L'ordonnance provisoire qui suspend un permis d'agent entre en vigueur dès qu'elle est rendue et demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du délai imparti à l'article 407.1 pour demander une audience sur l'intention du surintendant de révoquer ou de suspendre le permis.

Idem

(8) Malgré le paragraphe (7), si le surintendant ne donne pas à l'agent l'avis exigé par l'article 407.1 dans les 21 jours qui suivent le jour où est rendue l'ordonnance provisoire, celle-ci expire à la fin de ce délai.

Prorogation de l'ordonnance provisoire

(9) Si l'agent demande la tenue d'une audience sur l'intention du surintendant de révoquer ou de suspendre le permis, le surintendant peut proroger l'ordonnance provisoire jusqu'à ce qu'il soit statué de façon définitive sur son intention.

Revocation of order re: suspension

(10) The Superintendent may, at any time, revoke a suspension order or an interim order suspending an agent's licence.

Reinstatement of licence

(11) If a licence is revoked for non-payment of a fee or administrative penalty described in paragraph 1 of subsection (4), the Superintendent may reinstate the licence upon payment of the fee or penalty.

Automatic suspension of agent's licence**Notice by insurer**

392.6 (1) An insurer shall forthwith give written notice to the Superintendent if the insurer has terminated the appointment of an agent to act on the insurer's behalf, and the notice must indicate the reason for the termination.

Suspension

(2) The agent's licence is suspended upon termination of his or her appointment by the insurer.

End of suspension

(3) The suspension of the agent's licence ends when an insurer notifies the Superintendent, on a form approved by the Superintendent, that the agent is appointed to act on its behalf and the applicable fee to amend the licence is paid.

Offence

(4) An insurer who fails to give the notice required by subsection (1) within 30 days after terminating the agent's appointment is guilty of an offence.

Exceptions

(5) This section does not apply in such circumstances as may be prescribed by regulation.

Surrender of agent's licence

392.7 (1) An agent may apply to the Superintendent for permission to surrender the agent's licence.

Application

(2) The applicant shall submit the application to the Superintendent in the manner required by the Superintendent and shall give the Superintendent such information, evidence and material as he or she may require and pay the applicable fee.

Decision re: surrender

(3) The Superintendent shall allow the applicant to surrender the licence unless the Superintendent believes, on reasonable grounds, that the surrender of the licence is not in the public interest having regard to such criteria as may be prescribed and such other factors as the Superintendent considers appropriate.

Same

(4) If the Superintendent allows the surrender of the licence, the Superintendent may impose conditions relating to the surrender.

Révocation d'ordonnance concernant une suspension

(10) Le surintendant peut, à tout moment, révoquer une ordonnance de suspension ou une ordonnance provisoire qui suspend un permis d'agent.

Rétablissement du permis

(11) Le surintendant peut rétablir tout permis révoqué pour non-paiement des droits ou d'une pénalité administrative visés à la disposition 1 du paragraphe (4) sur paiement des droits ou de la pénalité.

Suspension automatique du permis d'agent**Avis de l'assureur**

392.6 (1) L'assureur qui a résilié la nomination d'un agent chargé d'agir pour son compte en donne sans délai au surintendant un avis écrit indiquant le motif de la résiliation.

Suspension

(2) Le permis d'agent est suspendu à la résiliation de la nomination de l'agent par l'assureur.

Fin de la suspension

(3) La suspension du permis d'agent prend fin lorsque l'assureur avise le surintendant, sur un formulaire approuvé par ce dernier, que l'agent est nommé pour agir pour son compte et que les droits applicables pour modifier le permis sont acquittés.

Infraction

(4) Est coupable d'une infraction l'assureur qui ne donne pas l'avis exigé par le paragraphe (1) dans les 30 jours qui suivent la résiliation de la nomination de l'agent.

Exceptions

(5) Le présent article ne s'applique pas dans les circonstances prescrites par règlement.

Renonciation au permis d'agent

392.7 (1) L'agent peut demander au surintendant l'autorisation de renoncer à son permis.

Demande

(2) L'auteur de la demande présente celle-ci au surintendant de la manière qu'il exige en lui remettant les renseignements, les preuves et les documents qu'il exige et en acquittant les droits applicables.

Décision relative à la renonciation

(3) Le surintendant autorise l'auteur de la demande à renoncer au permis, sauf s'il a des motifs raisonnables de croire que la renonciation au permis n'est pas dans l'intérêt public compte tenu des critères prescrits et des autres facteurs qu'il estime appropriés.

Idem

(4) S'il autorise la renonciation au permis, le surintendant peut imposer des conditions relatives à celle-ci.

Proposal to refuse the application to surrender

(5) If the Superintendent proposes to refuse to allow the surrender of the licence, the Superintendent shall take the steps required by section 407.1.

Proposal to impose conditions

(6) If the Superintendent proposes to allow the surrender of the licence and, without the applicant's consent, to impose conditions relating to the surrender, the Superintendent shall take the steps required by section 407.1.

Regulations re: agent's licences

392.8 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations relating to licences authorizing a person to act as an insurance agent in Ontario,

- (a) prescribing the matters that are required or permitted under sections 392.2 to 392.7 to be prescribed or to be done by regulation;
- (b) prescribing requirements, qualifications and terms and conditions for the issuance or renewal of licences;
- (c) providing for the holding of examinations for applicants for licences or for renewals of licences;
- (d) classifying applicants for licences and restricting or prohibiting the licensing of any class of applicant;
- (e) providing that subsection 392.3 (3) and subsections 392.6 (1) to (4) do not apply in circumstances specified in the regulations in respect of a licence for life insurance;
- (f) prescribing the grounds upon which a licence may be revoked, suspended or not renewed;
- (g) governing reports by insurers to the Superintendent or an organization recognized under subsection 393 (14) on the suitability of an applicant or licensee to act as an agent;
- (h) requiring insurers that appoint agents to act on their behalf to establish and maintain a system to screen each agent and supervise activities of each agent;
- (i) prescribing, for each class of licence, standards of practice and duties of agents, including prescribing a code of ethics;
- (j) governing the discipline of agents, including authorizing an organization recognized under subsection 393 (14) to impose fines and issue letters of reprimand to agents who hold a licence for life insurance and to suspend or revoke their licence;
- (k) regulating the method of handling premiums collected and requiring and regulating accounts and records to be maintained by agents;
- (l) requiring agents to supply information and make returns to the Superintendent;

Intention de refuser la demande de renonciation

(5) Le surintendant prend les dispositions exigées par l'article 407.1 s'il a l'intention de refuser d'autoriser la renonciation au permis.

Intention d'imposer des conditions

(6) Le surintendant prend les dispositions exigées par l'article 407.1 s'il a l'intention d'autoriser la renonciation au permis et, sans le consentement de l'auteur de la demande, d'imposer des conditions relatives à celle-ci.

Règlements relatifs aux permis d'agent

392.8 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre des règlements relatifs aux permis autorisant une personne à agir en qualité d'agent d'assurances en Ontario pour :

- a) prescrire ce que les articles 392.2 à 392.7 exigent ou permettent de prescrire ou de faire par règlement;
- b) prescrire les exigences, les qualités requises des titulaires et les conditions de délivrance ou de renouvellement des permis;
- c) prévoir la tenue d'examens pour les auteurs de demande de permis ou de renouvellement de permis;
- d) classer par catégories les auteurs de demande de permis et limiter ou interdire la délivrance de permis à une catégorie donnée;
- e) prévoir que, dans les circonstances précisées dans les règlements, le paragraphe 392.3 (3) et les paragraphes 392.6 (1) à (4) ne s'appliquent pas à l'égard du permis d'assurance-vie;
- f) prescrire les motifs de révocation, de suspension ou de non-renouvellement d'un permis;
- g) régir les rapports que les assureurs présentent au surintendant ou à un organisme reconnu en vertu du paragraphe 393 (14) sur l'aptitude de l'auteur d'une demande ou du titulaire d'un permis à agir en qualité d'agent;
- h) exiger des assureurs qui nomment des agents pour agir pour leur compte qu'ils mettent sur pied et tiennent un système permettant de présélectionner chaque agent et d'en superviser les activités;
- i) prescrire, pour chaque catégorie de permis, les normes d'exercice et les obligations des agents, et prescrire notamment un code de déontologie;
- j) régir la discipline des agents, et notamment autoriser un organisme reconnu en vertu du paragraphe 393 (14) à imposer des amendes et à délivrer des lettres de réprimande aux agents titulaires d'un permis d'assurance-vie et à suspendre ou révoquer leur permis;
- k) réglementer le mode de gestion des primes encaissées, imposer aux agents l'obligation de tenir des livres et des dossiers et réglementer ceux-ci;
- l) exiger des agents qu'ils fournissent des renseignements et fassent des rapports au surintendant;

- (m) requiring an agent to furnish a bond or other security and fixing the amount, form, requirements and terms thereof;
- (n) requiring that agents who hold a licence for life insurance carry errors and omissions insurance, furnish a fidelity bond or belong to a compensation fund, and fixing the amount, form, requirements and terms thereof;
- (o) regulating the replacement of an existing contract of life insurance by another contract of life insurance;
- (p) prescribing the duties of insurers and agents in connection with the replacement of life insurance contracts;
- (q) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of sections 392.2 to 392.7.

General or particular

(2) A regulation made under subsection (1) may be general or particular.

Scope of regulations

(3) Regulations made under subsection (1) are in addition to the provisions of sections 392.2 to 392.7, even if the regulations concern a matter provided for in any of those sections.

18. (1) The heading preceding section 393 of the Act is repealed.

(2) Subsections 393 (1) to (13.1) of the Act are repealed.

(3) Clause 393 (14) (a) of the Act is amended by striking out “agents who hold licences within the class of licences referred to in clause (2) (a)” and substituting “agents who hold a licence for life insurance”.

(4) Clause 393 (16) (a) of the Act is amended by striking out “licences within the class of licences referred to in clause (2) (a)” at the end and substituting “licences for life insurance”.

(5) Clause 393 (16) (b) of the Act is amended by striking out “who hold licences within the class of licences referred to in clause (2) (a)” at the end and substituting “who hold a licence for life insurance”.

(6) Clause 393 (16) (c) of the Act is amended by striking out “who hold licences within the class of licences referred to in clause (2) (a)” at the end and substituting “who hold a licence for life insurance”.

(7) Clause 393 (16) (d) of the Act is amended by striking out “for persons wishing to be licensed within the class of licences referred to in clause (2) (a)” and substituting “for persons wishing to hold a licence for life insurance”.

- m) exiger qu'un agent fournisse un cautionnement ou une autre garantie et en fixer le montant, la forme, les conditions et les modalités;
- n) exiger que les agents titulaires d'un permis d'assurance-vie souscrivent une police d'assurance-responsabilité civile professionnelle, fournissent une assurance détournement et vol ou participent à un fonds d'indemnisation, et en fixer le montant, la forme, les conditions et les modalités;
- o) réglementer le remplacement d'un contrat d'assurance-vie existant par un autre contrat d'assurance-vie;
- p) prescrire les obligations des assureurs et des agents en ce qui concerne le remplacement des contrats d'assurance-vie;
- q) traiter de toute question nécessaire ou souhaitable pour réaliser efficacement l'intention et l'objet des articles 392.2 à 392.7.

Portée générale ou particulière

(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Portée des règlements

(3) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) s'ajoutent aux dispositions des articles 392.2 à 392.7, même si les règlements concernent une question prévue à l'un ou l'autre de ces articles.

18. (1) L'intertitre qui précède l'article 393 de la Loi est abrogé.

(2) Les paragraphes 393 (1) à (13.1) de la Loi sont abrogés.

(3) L'alinéa 393 (14) a) de la Loi est modifié par remplacement de «des agents titulaires de permis appartenant à la catégorie de permis mentionnée à l'alinéa (2) a)» par «des agents titulaires d'un permis d'assurance-vie».

(4) L'alinéa 393 (16) a) de la Loi est modifié par remplacement de «les permis appartenant à la catégorie de permis mentionnée à l'alinéa (2) a)» par «les permis d'assurance-vie» à la fin de l'alinéa.

(5) L'alinéa 393 (16) b) de la Loi est modifié par remplacement de «titulaires de permis appartenant à la catégorie de permis mentionnée à l'alinéa (2) a)» par «titulaires d'un permis d'assurance-vie» à la fin de l'alinéa.

(6) L'alinéa 393 (16) c) de la Loi est modifié par remplacement de «titulaires de permis appartenant à la catégorie de permis mentionnée à l'alinéa (2) a)» par «titulaires d'un permis d'assurance-vie» à la fin de l'alinéa.

(7) L'alinéa 393 (16) d) de la Loi est modifié par remplacement de «à l'intention des personnes qui désirent obtenir un permis appartenant à la catégorie de permis mentionnée à l'alinéa (2) a),» par «à l'intention des personnes qui désirent obtenir un permis d'assurance-vie».

(8) Clause 393 (16) (e) of the Act is amended by striking out “agents who hold licences within the class of licences referred to in clause (2) (a)” and substituting “agents who hold a licence for life insurance”.

(9) Subsection 393 (17) of the Act is repealed and the following substituted:

Application of specified provisions

(17) If an organization is recognized under subsection (14), subsection 392.2 (3) and sections 392.3 to 392.7 do not apply in respect of licences for life insurance.

(10) Subsection 393 (20.7) of the Act is amended by striking out “a licence within the class of licences referred to in clause (2) (a)” at the end and substituting “a licence for life insurance”.

(11) Clauses 393 (21) (a), (b), (c), (c.1), (d), (d.1) and (d.2) of the Act are repealed.

(12) Clause 393 (21) (d.7) of the Act is amended by striking out “licences within the class of licences referred to in clause (2) (a) be paid” and substituting “licences for life insurance be paid”.

(13) Clause 393 (21) (d.9) of the Act is repealed.

(14) Clauses 393 (21) (d.10) and (d.11) of the Act are amended by striking out “agents who hold licences within the class of licences referred to in clause (2) (a)” wherever it appears and substituting in each case “agents who hold a licence for life insurance”.

(15) Clauses 393 (21) (e) and (f) of the Act are repealed.

(16) Clause 393 (21) (f.1) of the Act is amended by striking out “agents who hold licences within the class of licences referred to in clause (2) (a)” and substituting “agents who hold a licence for life insurance”.

(17) Clauses 393 (21) (g), (g.1), (g.2) and (g.3) of the Act are repealed.

(18) Subsection 393 (23) of the Act is repealed.

19. (1) Subsection 397 (2) of the Act is amended by striking out “a written application in a form provided by the Superintendent” and substituting “an application on a form approved by the Superintendent”.

(2) Section 397 of the Act is amended by adding the following subsections:

Withdrawal of application

(3.1) Subsections 392.3 (5) and (6) apply, with necessary modifications, with respect to the withdrawal of an application for a licence.

Refusal to issue licence, etc.

(3.2) Subsections 392.4 (3) and (4) apply, with necessary modifications, if the Superintendent proposes to refuse to issue a licence or proposes to impose conditions on the licence without the applicant’s consent.

(8) L’alinéa 393 (16) e) de la Loi est modifié par remplacement de «des agents titulaires de permis appartenant à la catégorie de permis mentionnée à l’alinéa (2) a)» par «les agents titulaires d’un permis d’assurance-vie».

(9) Le paragraphe 393 (17) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application de dispositions déterminées

(17) Si un organisme est reconnu en vertu du paragraphe (14), le paragraphe 392.2 (3) et les articles 392.3 à 392.7 ne s’appliquent pas à l’égard des permis d’assurance-vie.

(10) Le paragraphe 393 (20.7) de la Loi est modifié par remplacement de «un permis appartenant à la catégorie de permis mentionnée à l’alinéa (2) a)» par «un permis d’assurance-vie» à la fin du paragraphe.

(11) Les alinéas 393 (21) a), b), c), c.1), d), d.1) et d.2) de la Loi sont abrogés.

(12) L’alinéa 393 (21) d.7) de la Loi est modifié par remplacement de «d’un permis appartenant à la catégorie de permis mentionnée à l’alinéa (2) a) soient versés» par «d’un permis d’assurance-vie soit versée».

(13) L’alinéa 393 (21) d.9) de la Loi est abrogé.

(14) Les alinéas 393 (21) d.10) et d.11) de la Loi sont modifiés par remplacement de «des agents titulaires de permis appartenant à la catégorie de permis mentionnée à l’alinéa (2) a)» par «des agents titulaires d’un permis d’assurance-vie» partout où figurent ces mots.

(15) Les alinéas 393 (21) e) et f) de la Loi sont abrogés.

(16) L’alinéa 393 (21) f.1) de la Loi est modifié par remplacement de «des agents titulaires de permis appartenant à la catégorie de permis mentionnée à l’alinéa (2) a)» par «des agents titulaires d’un permis d’assurance-vie».

(17) Les alinéas 393 (21) g), g.1), g.2) et g.3) de la Loi sont abrogés.

(18) Le paragraphe 393 (23) de la Loi est abrogé.

19. (1) Le paragraphe 397 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «une demande écrite, selon le formulaire que ce dernier fournit» par «une demande, sur le formulaire approuvé par ce dernier».

(2) L’article 397 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Retrait de la demande

(3.1) Les paragraphes 392.3 (5) et (6) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l’égard du retrait de la demande de permis.

Intention de refuser de délivrer un permis ou autre intention

(3.2) Les paragraphes 392.4 (3) et (4) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, si le surintendant a l’intention de refuser de délivrer un permis ou qu’il a l’intention d’assortir le permis de conditions sans le consentement de l’auteur de la demande.

Amendment of licence

(3.3) Subsections 392.4 (5) and (6) apply, with necessary modifications, with respect to the amendment of an adjuster's licence.

(3) Subsections 397 (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Renewal of licence

(4) An adjuster who wishes to apply for renewal of his, her or its licence shall submit an application to the Superintendent in the manner required by the Superintendent and shall give the Superintendent such information, evidence and material as he or she may require and pay the applicable fee.

Same

(5) Subsections 392.3 (2) and (4) to (6) and 392.4 (1), (3) and (4) apply, with necessary modifications, with respect to the application for renewal of an adjuster's licence.

Revocation or suspension of licence

(6) Section 392.5 (revocation or suspension of agent's licence) applies, with necessary modifications, with respect to the revocation or suspension of an adjuster's licence.

Surrender of licence

(6.1) Section 392.7 (surrender of agent's licence) applies, with necessary modifications, with respect to the surrender of an adjuster's licence.

20. (1) Subsection 399 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Licences for partnerships

(1) A licence to act as an agent or an adjuster may be issued under section 392.4 or 397 to a partnership, except as otherwise provided in this section or in the regulations.

(2) Subsection 399 (2) of the Act is amended by striking out "Each member of the partnership shall file the statement or application, including a written request" at the beginning and substituting "The application for a licence shall include the name of each member of the partnership and shall include a request".

(3) Subsection 399 (2.1) of the Act is repealed.

21. (1) Subsection 400 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Licences for corporations

(1) A licence to act as an agent or an adjuster may be issued under section 392.4 or 397 to a corporation, except as otherwise provided in this section or in the regulations.

(2) Subsections 400 (6), (7) and (8) of the Act are repealed and the following substituted:

Authority of corporation, etc.

(6) A corporation that holds a licence to act as an agent

Modification du permis

(3.3) Les paragraphes 392.4 (5) et (6) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la modification d'un permis d'expert d'assurance.

(3) Les paragraphes 397 (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Renouvellement du permis

(4) L'expert d'assurance qui souhaite demander le renouvellement de son permis présente une demande au surintendant de la manière qu'il exige en lui remettant les renseignements, les preuves et les documents qu'il exige et en acquittant les droits applicables.

Idem

(5) Les paragraphes 392.3 (2) et (4) à (6) et 392.4 (1), (3) et (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la demande de renouvellement d'un permis d'expert d'assurance.

Révocation ou suspension du permis

(6) L'article 392.5 (révocation ou suspension du permis d'agent) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la révocation ou de la suspension d'un permis d'expert d'assurance.

Renonciation au permis

(6.1) L'article 392.7 (renonciation au permis d'agent) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la renonciation à un permis d'expert d'assurance.

20. (1) Le paragraphe 399 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Délivrance de permis à des sociétés en nom collectif

(1) Un permis autorisant à agir en qualité d'agent ou d'expert d'assurance peut être délivré à une société en nom collectif dans le cadre de l'article 392.4 ou 397, sauf disposition contraire du présent article ou des règlements.

(2) Le paragraphe 399 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «Chaque membre de la société en nom collectif dépose la déclaration ou la demande, et demande par écrit» par «La demande de permis indique le nom de chaque membre de la société en nom collectif et comprend une demande pour» au début du paragraphe.

(3) Le paragraphe 399 (2.1) de la Loi est abrogé.

21. (1) Le paragraphe 400 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Délivrance de permis à des personnes morales

(1) Un permis autorisant à agir en qualité d'agent ou d'expert d'assurance peut être délivré dans le cadre de l'article 392.4 ou 397 à une personne morale, sauf disposition contraire du présent article ou des règlements.

(2) Les paragraphes 400 (6), (7) et (8) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Autorisation : personne morale ou autre

(6) La personne morale qui est titulaire d'un permis

or adjuster, and every individual who is appointed to act as an agent or adjuster on behalf of and in the name of the corporation, is subject to the provisions of this Act that apply with respect to agents and adjusters.

Exception for certain employees

(7) Despite subsection (6), an employee of the corporation who does not receive commissions and who performs only office duties on behalf of the corporation in connection with the activities of an agent or adjuster may perform those duties under the authority of the corporation's licence.

(3) Subsection 400 (11) of the Act is amended by striking out “An officer specified in the licence” at the beginning and substituting “An officer of the corporation”.

22. Section 407.1 of the Act is repealed and the following substituted:

NOTICE OF PROPOSAL BY SUPERINTENDENT

Superintendent's proposal to refuse application, etc.

407.1 (1) This section applies if the Superintendent proposes to do any of the following things:

1. Refuse to issue a licence under this Part.
2. Issue a licence and, without the applicant's consent, impose conditions.
3. Amend a licence without the licensee's consent.
4. Refuse to renew a licence.
5. Renew a licence and, without the applicant's consent, amend the conditions to which the licence is subject.
6. Revoke a licence without the licensee's consent.
7. Suspend a licence without the licensee's consent, except by an interim order authorized under this Part.
8. Refuse to allow the surrender of a licence.
9. Allow the surrender of a licence and, without the licensee's consent, impose conditions relating to the surrender.

Notice of proposal

(2) The Superintendent shall give written notice of the proposal to the applicant or licensee, including the reasons for the proposal; the Superintendent shall also inform the applicant or licensee that he, she or it can request a hearing by the Tribunal about the proposal and shall advise the applicant or licensee about the process for requesting a hearing.

l'autorisant à agir en qualité d'agent ou d'expert d'assurance et les particuliers qui sont nommés pour agir en qualité d'agent ou d'expert d'assurance pour le compte et au nom de la personne morale sont assujettis aux dispositions de la présente loi qui s'appliquent à l'égard des agents et des experts d'assurance.

Exception visant certains employés

(7) Malgré le paragraphe (6), les employés de la personne morale qui ne reçoivent pas de commissions et qui n'effectuent, relativement aux activités d'agent ou d'expert d'assurance, que du travail de bureau pour le compte de la personne morale peuvent exercer ces fonctions en vertu du permis de la personne morale.

(3) Le paragraphe 400 (11) de la Loi est modifié par remplacement de «Un dirigeant nommé dans le permis» par «Le dirigeant de la personne morale» au début du paragraphe.

22. L'article 407.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

AVIS D'INTENTION DU SURINTENDANT

Intention du surintendant de refuser une demande ou de prendre une autre mesure

407.1 (1) Le présent article s'applique si le surintendant a l'intention de prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :

1. Refuser de délivrer un permis en vertu de la présente partie.
2. Délivrer un permis et, sans le consentement de l'auteur de la demande, l'assortir de conditions.
3. Modifier un permis sans le consentement de son titulaire.
4. Refuser de renouveler un permis.
5. Renouveler un permis et, sans le consentement de l'auteur de la demande, modifier les conditions dont est assorti le permis.
6. Révoquer un permis sans le consentement de son titulaire.
7. Suspendre un permis sans le consentement de son titulaire, sauf par ordonnance provisoire autorisée en vertu de la présente partie.
8. Refuser d'autoriser la renonciation à un permis.
9. Autoriser la renonciation à un permis et, sans le consentement de son titulaire, assortir la renonciation de conditions.

Avis d'intention

(2) Le surintendant donne un avis écrit motivé de son intention à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis. Il l'avise également du fait qu'il peut demander que le Tribunal tienne une audience sur cette intention et l'informe de la marche à suivre pour ce faire.

Hearing requested

(3) If the applicant or licensee requests a hearing in writing within 15 days after the notice under subsection (2) is given, the Tribunal shall hold a hearing.

Order

(4) The Tribunal may, by order, direct the Superintendent to carry out the proposal, with or without changes, or substitute its opinion for that of the Superintendent, and the Tribunal may impose such conditions as it considers appropriate in the circumstances.

Appeal

(5) A party to a hearing held by the Tribunal may appeal the order of the Tribunal to the Divisional Court.

Effect of appeal

(6) An order of the Tribunal takes effect immediately, but if the order is appealed, the Tribunal may grant a stay of the order until the appeal is finally determined.

Hearing not requested

(7) If the applicant or licensee does not request a hearing, or does not make the request in accordance with subsection (3), the Superintendent may carry out the proposal.

Continued jurisdiction of Superintendent, Tribunal

(8) If, after the Superintendent gives notice under subsection (2),

- (a) an applicant withdraws the application to which the proposal relates; or
- (b) the licence to which the proposal relates is suspended or expires,

the Superintendent and the Tribunal retain continuing jurisdiction with respect to the proposal and may take any step and make any order that they could have made relating to the proposal, as if the application had not been withdrawn or as if the licence had not been suspended or had not expired, and the parties may appeal any order of the Tribunal.

Same

(9) The continuing jurisdiction of the Superintendent and the Tribunal under subsection (8) is terminated when the rights of the parties have been exhausted or have expired and when all proceedings relating to the proposal have concluded.

Transition

407.2 (1) In this section,

“transition date” means the day section 407.1 (as enacted by section 22 of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*) comes into force.

Demande d'audience

(3) Le Tribunal tient une audience si l'auteur de la demande ou le titulaire du permis en fait la demande par écrit dans les 15 jours qui suivent la remise de l'avis prévu au paragraphe (2).

Ordonnance

(4) Le Tribunal peut ordonner au surintendant de donner suite à son intention, avec ou sans modification, ou substituer son opinion à la sienne, et il peut imposer les conditions qu'il estime appropriées dans les circonstances.

Appel

(5) Toute partie à une audience du Tribunal peut interjeter appel de son ordonnance devant la Cour divisionnaire.

Effet de l'appel

(6) L'ordonnance du Tribunal entre en vigueur dès qu'elle est rendue, mais, s'il en est appelé, le Tribunal peut y surseoir jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel de façon définitive.

Absence de demande d'audience

(7) Le surintendant peut donner suite à son intention si l'auteur de la demande ou le titulaire du permis ne demande pas d'audience ou qu'il n'en demande pas une conformément au paragraphe (3).

Maintien de la compétence du surintendant et du Tribunal

(8) Si, après que le surintendant donne l'avis prévu au paragraphe (2) :

- a) soit l'auteur d'une demande visée par l'intention retire la demande;
- b) soit le permis visé par l'intention est suspendu ou expire,

le surintendant et le Tribunal demeurent compétents à l'égard de l'intention et peuvent prendre toute disposition et rendre toute ordonnance qu'ils auraient pu rendre relativement à l'intention, comme si la demande n'avait pas été retirée ou comme si le permis n'avait pas été suspendu ou n'avait pas expiré, et les parties peuvent interjeter appel de toute ordonnance du Tribunal.

Idem

(9) Le maintien de la compétence du surintendant et du Tribunal aux termes du paragraphe (8) prend fin lorsque les droits des parties sont épuisés ou expirés et que toutes les instances se rapportant à l'intention ont été menées à terme.

Disposition transitoire

407.2 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«date de transition» Le jour de l'entrée en vigueur de l'article 407.1 (tel qu'il est réédité par l'article 22 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile*).

Same

(2) If, before the transition date, the Superintendent has given written notice to the applicant or licensee that he, she or it may request a hearing by an advisory board with respect to a matter, and if the matter has not been finally determined before the transition date, this Part as it reads immediately before the transition date continues to apply with respect to the matter.

Same

(3) If, before the transition date, the Superintendent has appointed an advisory board under subsection 393 (9) with respect to a matter and if the matter has not been finally determined before the transition date, this Part as it reads immediately before the transition date continues to apply with respect to the matter.

23. Subsection 448 (1.1) of the Act is amended by striking out “a person who holds a licence within the class of licences referred to in clause 393 (2) (a)” at the end and substituting “an agent who holds a licence for life insurance as defined in section 392.1”.

FINANCIAL SERVICES COMMISSION
OF ONTARIO ACT, 1997

24. The definition of “Director” in section 1 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997* is repealed.

25. Subsection 2 (2) of the Act is amended by striking out “the Superintendent and the Director” at the end and substituting “and the Superintendent”.

26. (1) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out “the Director”.

(2) Subsection 10 (2) of the Act is amended by striking out “the Director”.

(3) Section 10 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition re: director of arbitrations

(4) Subsections (1), (1.1) and (2) apply, with necessary modifications, with respect to every person who held office as the director of arbitrations as that office existed immediately before the repeal of section 6 of the *Insurance Act* by section 2 of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014* or as that office may be continued after that repeal by regulations under section 283 of the *Insurance Act*.

27. (1) Subsection 25 (1) of the Act is amended by striking out “the Tribunal or the Director” at the end and substituting “or the Tribunal”.

(2) Subsection 25 (5) of the Act is repealed.

LICENCE APPEAL TRIBUNAL ACT, 1999

28. (1) Subsection 11 (1) of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* is amended by striking out “Subject to

Idem

(2) Si, avant la date de transition, le surintendant a donné un avis écrit à l'auteur de la demande ou au titulaire de permis l'informant qu'il peut demander la tenue d'une audience par un conseil consultatif relativement à une question et qu'il n'a pas été statué sur cette question de façon définitive avant la date de transition, la présente partie, dans sa version immédiatement antérieure à la date de transition, continue de s'appliquer à l'égard de la question.

Idem

(3) Si, avant la date de transition, le surintendant a constitué un conseil consultatif en application du paragraphe 393 (9) relativement à une question et qu'il n'a pas été statué sur cette question de façon définitive avant la date de transition, la présente partie, dans sa version immédiatement antérieure à la date de transition, continue de s'appliquer à l'égard de la question.

23. Le paragraphe 448 (1.1) de la Loi est modifié par remplacement de «d'une personne titulaire d'un permis appartenant à la catégorie de permis mentionnée à l'alinéa 393 (2) a)» par «d'un agent titulaire d'un permis d'assurance-vie au sens de l'article 392.1» à la fin du paragraphe.

LOI DE 1997 SUR LA COMMISSION
DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

24. La définition de «directeur» à l'article 1 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario* est abrogée.

25. Le paragraphe 2 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «, du surintendant et du directeur» par «et du surintendant» à la fin du paragraphe.

26. (1) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par suppression de «le directeur, ou».

(2) Le paragraphe 10 (2) de la Loi est modifié par suppression de «, le directeur».

(3) L'article 10 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire : directeur des arbitrages

(4) Les paragraphes (1), (1.1) et (2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des personnes qui ont occupé le poste de directeur des arbitrages tel qu'il existait avant l'abrogation de l'article 6 de la *Loi sur les assurances* par l'article 2 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile* ou tel qu'il peut être maintenu après cette abrogation par règlement pris en vertu de l'article 283 de la *Loi sur les assurances*.

27. (1) Le paragraphe 25 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «, au Tribunal ou au directeur» par «ou au Tribunal» à la fin du paragraphe.

(2) Le paragraphe 25 (5) de la Loi est abrogé.

LOI DE 1999 SUR LE TRIBUNAL D'APPEL
EN MATIÈRE DE PERMIS

28. (1) Le paragraphe 11 (1) de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* est modifié par

subsections (2) to (5)” and substituting “Subject to subsections (2) to (6)”.

(2) Subsection 11 (1) of the Act is amended by adding the following:

Insurance Act

(3) Section 11 of the Act is amended by adding the following subsection:

Insurance Act appeals — question of law only

(6) An appeal from a decision of the Tribunal relating to a matter under the *Insurance Act* may be made on a question of law only.

29. Subsection 12 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (e) governing transitional matters relating to disputes in respect of statutory accident benefits as defined in subsection 224 (1) of the *Insurance Act* as a result of the coming into force of section 14 of the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*;

MOTOR VEHICLE ACCIDENT CLAIMS ACT

30. Clause 6 (2) (b) of the *Motor Vehicle Accident Claims Act* is repealed and the following substituted:

- (b) sections 274 and 279 to 282 of the *Insurance Act* apply with necessary modifications.

REPAIR AND STORAGE LIENS ACT

31. Subsection 1 (1) of the *Repair and Storage Liens Act* is amended by adding the following definition:

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

32. Subsection 3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Repairer’s lien

(1) In the absence of a written agreement to the contrary, a repairer has a lien against an article that the repairer has repaired for an amount equal to one of the following, and the repairer may retain possession of the article until the amount is paid:

1. The amount that the person who requested the repair agreed to pay.
2. Where no such amount has been agreed upon, the fair value of the repair, determined in accordance with any applicable regulations.
3. Where only part of a repair is completed, the fair value of the part completed, determined in accordance with any applicable regulations.

remplacement de «Sous réserve des paragraphes (2) à (5)» par «Sous réserve des paragraphes (2) à (6) » au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 11 (1) de la Loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Loi sur les assurances

(3) L’article 11 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Appels interjetés en vertu de la Loi sur les assurances : question de droit seulement

(6) L’appel d’une décision du Tribunal portant sur une question visée par la *Loi sur les assurances* n’est recevable que s’il porte sur une question de droit seulement.

29. Le paragraphe 12 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- e) régir les questions transitoires liées aux différends portant sur les indemnités d’accident légales au sens du paragraphe 224 (1) de la *Loi sur les assurances* qui découlent de l’entrée en vigueur de l’article 14 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d’assurance-automobile*.

LOI SUR L’INDEMNISATION DES VICTIMES D’ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

30. L’alinéa 6 (2) b) de la *Loi sur l’indemnisation des victimes d’accidents de véhicules automobiles* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) les articles 274 et 279 à 282 de la *Loi sur les assurances* s’appliquent avec les adaptations nécessaires.

LOI SUR LE PRIVILÈGE DES RÉPARATEURS ET DES ENTREPOSEURS

31. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

32. Le paragraphe 3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Privilège du réparateur

(1) En l’absence de convention écrite à l’effet contraire, le réparateur a un privilège sur l’article qu’il a réparé pour un montant égal à ce qui suit, et il peut garder l’article en sa possession jusqu’au paiement :

1. Le montant que la personne qui a demandé la réparation a accepté de payer.
2. Lorsqu’aucun montant n’a été convenu, la juste valeur de la réparation, fixée conformément aux règlements applicables.
3. Lorsque seulement une partie de la réparation est terminée, la juste valeur de la partie terminée, fixée conformément aux règlements applicables.

33. (1) Subsection 4 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Storer's lien

(1) Subject to subsection (2), a storer has a lien against an article that the storer has stored or stored and repaired for an amount equal to one of the following, and the storer may retain possession of the article until the amount is paid:

1. The amount agreed upon for the storage or storage and repair of the article.
2. Where no such amount has been agreed upon, the fair value of the storage or storage and repair, determined in accordance with any applicable regulations.
3. Where only part of a repair is completed, the fair value of the storage and the part of the repair completed, determined in accordance with any applicable regulations.

(2) Subsections 4 (4), (5) and (6) of the Act are repealed and the following substituted:

Notice to owner, etc., articles

(4) Where the storer knows or has reason to believe that possession of an article that is subject to a lien was received from a person other than its owner or a person having its owner's authority, the storer, within 60 days after the day of receiving the article, shall give written notice of the lien to every person whom the storer knows or has reason to believe is the owner or has an interest in the article, including every person who has a security interest in the article that is perfected by registration under the *Personal Property Security Act* against the name of the person whom the storer knows or has reason to believe is the owner.

Notice to owner, etc., articles of prescribed class

(4.1) Despite subsection (4), where the storer knows or has reason to believe that possession of an article of a prescribed class that is subject to a lien was received from a person other than its owner or a person having its owner's authority, the storer, within a prescribed period after the day of receiving the article of the prescribed class, shall give written notice of the lien,

- (a) to the persons mentioned in subsection (4); and
- (b) to such other classes of persons and entities as may be prescribed.

Contents of notice

- (5) A notice under subsection (4) or (4.1) shall contain,
 - (a) a description of the article sufficient to enable it to be identified;
 - (b) the address of the place of storage, the date that it was received and the name of the person from whom it was received;
 - (c) a statement that a lien is claimed under this Act by the storer in respect of the article;

33. (1) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Privilège de l'entreposeur

(1) Sous réserve du paragraphe (2), l'entreposeur a un privilège sur l'article qu'il a entreposé ou entreposé et réparé, pour un montant égal à ce qui suit, et il peut garder l'article en sa possession jusqu'au paiement :

1. Le montant convenu pour l'entreposage ou l'entreposage et la réparation de l'article.
2. Lorsqu'aucun montant n'a été convenu, la juste valeur de l'entreposage ou de l'entreposage et de la réparation fixée conformément aux règlements applicables.
3. Lorsque seulement une partie de la réparation est terminée, la juste valeur de l'entreposage et de la partie de la réparation terminée fixée conformément aux règlements applicables.

(2) Les paragraphes 4 (4), (5) et (6) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Avis au propriétaire : articles

(4) S'il sait ou a des motifs de croire que la possession d'un article qui est grevé d'un privilège a été reçue d'une autre personne que son propriétaire ou une personne autorisée par celui-ci, l'entreposeur donne un avis écrit du privilège, dans les 60 jours qui suivent la réception de l'article, à chaque personne qui, selon ce qu'il sait ou a des motifs de croire, est propriétaire de l'article ou titulaire d'un intérêt sur cet article, y compris à chaque personne qui bénéficie d'une sûreté portant sur l'article et rendue opposable par enregistrement en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* en regard du nom de la personne qui, selon ce que l'entreposeur sait ou a des motifs de croire, est propriétaire.

Avis au propriétaire : articles d'une catégorie prescrite

(4.1) Malgré le paragraphe (4), si l'entreposeur sait ou a des motifs de croire que la possession d'un article d'une catégorie prescrite qui est grevé d'un privilège a été reçue d'une autre personne que son propriétaire ou une personne autorisée par celui-ci, l'entreposeur donne un avis écrit du privilège, au cours de la période prescrite qui suit la réception de l'article de la catégorie prescrite :

- a) aux personnes mentionnées au paragraphe (4);
- b) aux autres catégories de personnes et d'entités prescrites.

Teneur de l'avis

- (5) L'avis prévu au paragraphe (4) ou (4.1) contient :
 - a) une description de l'article qui en permette l'identification;
 - b) l'adresse du lieu d'entreposage, la date de réception de l'article et le nom de la personne l'ayant laissé;
 - c) une déclaration énonçant que l'entreposeur revendique un privilège sur l'article en vertu de la présente loi;

- (d) a statement advising how the article may be redeemed; and
- (e) any other prescribed information.

Effect of failure to give notice, articles

(6) Where a storer fails to give the notice required by subsection (4),

- (a) the storer's lien as against the person who should have been given the notice is limited to the unpaid amount owing in respect of the period of 60 days from the day that the article was received; and
- (b) the storer shall surrender possession of the article to that person where the person proves a right to possession and pays that unpaid amount.

Effect of failure to give notice, articles of prescribed class

(6.1) Where a storer fails to give the notice required by subsection (4.1),

- (a) the storer's lien as against the person who should have been given the notice is limited to the unpaid amount owing in respect of the period prescribed for the purposes of subsection (4.1) from the day that the article of the prescribed class was received; and
- (b) the storer shall surrender possession of the article to that person where the person proves a right to possession and pays that unpaid amount.

34. Section 27 of the Act is repealed and the following substituted:

Service of documents

27. (1) A document required or permitted to be given under this Act may be,

- (a) given personally;
- (b) sent by certified or registered mail or prepaid courier to,
 - (i) the intended recipient's address for service if there is one,
 - (ii) the last known mailing address of the intended recipient according to the records of the person sending the document, where there is no address for service, or
 - (iii) the most recent address of the intended recipient as shown on a claim for lien or change statement registered under this Act or as shown on a financing statement or financing change statement registered under the *Personal Property Security Act*; or
- (c) given by any other prescribed method of delivery.

Prescribed person or entity

(2) Despite subclauses (1) (b) (i) to (iii), a document referred to in subsection (1) that is sent by certified or registered mail or prepaid courier to a person or entity of a prescribed class shall be sent to a prescribed place.

- d) une déclaration indiquant comment racheter l'article;
- e) tout autre renseignement prescrit.

Omission de donner l'avis : articles

(6) Si l'entreposeur ne donne pas l'avis exigé par le paragraphe (4) :

- a) son privilège à l'encontre de la personne qu'il aurait dû aviser est limité au montant impayé exigible relativement à la période de 60 jours qui suit le jour de la réception de l'article;
- b) il rétrocède la possession de l'article à cette personne si celle-ci établit son droit à la possession et paie le montant impayé.

Omission de donner l'avis : articles d'une catégorie prescrite

(6.1) Si l'entreposeur ne donne pas l'avis exigé par le paragraphe (4.1) :

- a) son privilège à l'encontre de la personne qu'il aurait dû aviser est limité au montant impayé exigible relativement à la période prescrite pour l'application du paragraphe (4.1), à compter du jour de la réception de l'article de la catégorie prescrite;
- b) il rétrocède la possession de l'article à cette personne si celle-ci établit son droit à la possession et paie le montant impayé.

34. L'article 27 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Signification de documents

27. (1) Un document dont la présente loi exige ou permet la remise peut être :

- a) remis en mains propres;
- b) envoyé par courrier certifié ou recommandé ou par messenger port payé au destinataire prévu :
 - (i) à son domicile élu, s'il en a un,
 - (ii) à sa dernière adresse postale connue, selon les registres de l'expéditeur, en l'absence de domicile élu,
 - (iii) à sa dernière adresse indiquée dans une revendication de privilège ou un état de modification enregistré en vertu de la présente loi, ou dans un état de financement ou un état de modification du financement enregistré en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- c) remis selon tout autre mode prescrit.

Personne ou entité prescrite

(2) Malgré les sous-alinéas (1) b) (i) à (iii), un document visé au paragraphe (1) qui est envoyé par courrier certifié ou recommandé ou par messenger port payé à une personne ou une entité d'une catégorie prescrite doit être envoyé à un endroit prescrit.

Deemed receipt

(3) A document referred to in subsection (1) is deemed to have been given,

- (a) if sent by certified or registered mail, on the earlier of,
 - (i) the day the intended recipient actually receives it, or
 - (ii) the tenth day after the day it is sent; or
- (b) if given by a prescribed method of delivery, on a prescribed day.

35. Subsection 28 (3) of the Act is amended by striking out “Except as provided in clause 4 (1) (b)” at the beginning and substituting “Except as provided in any applicable regulations made under clause 32 (1) (a)”.

36. Section 32 of the Act is repealed and the following substituted:

Regulations

32. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) governing the determination of “fair value” for the purposes of,
 - (i) fair value of the repair or part of the repair under paragraphs 2 and 3 of subsection 3 (1),
 - (ii) fair value of the storage or storage and repair or part of the repair under paragraphs 2 and 3 of subsection 4 (1);
- (b) specifying the types of security that may be deposited with a court under section 24;
- (c) prescribing anything referred to in this Act as prescribed.

Same

(2) A regulation made under clause (1) (a) may provide that the determination of “fair value” shall be made in accordance with any applicable municipal by-law.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**Commencement**

37. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

38. The short title of this Act is the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*.

Réception présumée du document

(3) Un document visé au paragraphe (1) est réputé avoir été remis :

- a) en cas d’envoi par courrier certifié ou recommandé, le premier en date des jours suivants :
 - (i) le jour de sa réception effective par le destinataire prévu,
 - (ii) le dixième jour qui suit son envoi;
- b) en cas de remise selon un mode prescrit, le jour prescrit.

35. Le paragraphe 28 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «Sous réserve de l’alinéa 4 (1) b)» par «Sous réserve des règlements applicables pris en vertu de l’alinéa 32 (1) a)» au début du paragraphe.

36. L’article 32 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Règlements

32. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) régir la fixation de la «juste valeur» pour l’application de ce qui suit :
 - (i) la juste valeur de la réparation ou d’une partie de la réparation visée aux dispositions 2 et 3 du paragraphe 3 (1),
 - (ii) la juste valeur de l’entreposage ou de l’entreposage et de la réparation ou d’une partie de la réparation visée aux dispositions 2 et 3 du paragraphe 4 (1);
- b) préciser les genres de cautionnements qui peuvent être déposés au tribunal en vertu de l’article 24;
- c) prescrire tout ce que la présente loi mentionne comme étant prescrit.

Idem

(2) Un règlement pris en vertu de l’alinéa (1) a) peut prévoir que la «juste valeur» est fixée conformément aux règlements municipaux applicables.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**Entrée en vigueur**

37. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

38. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d’assurance-automobile*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 172

**An Act to amend
the Ministry of Training,
Colleges and Universities Act
to establish the Advisory Council
on Work-Integrated Learning**

Ms P. Sattler

Private Member's Bill

1st Reading March 17, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

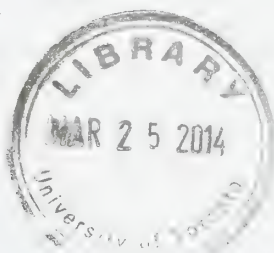
Projet de loi 172

**Loi modifiant la
Loi sur le ministère de la Formation
et des Collèges et Universités
pour créer le Conseil consultatif
de l'apprentissage intégré au travail**

M^{me} P. Sattler

Projet de loi de député

1^{re} lecture 17 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act* to establish the Advisory Council on Work-Integrated Learning. The Council's members are appointed by the Minister from various groups. In general, the Council's mandate is to advise the Minister in connection with work-integrated learning opportunities. The mandate also includes making recommendations with respect to a website for sharing information about work-integrated learning opportunities in Ontario. The Bill requires the Council to report annually on Ontario's progress in this area.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités* pour créer le Conseil consultatif de l'apprentissage intégré au travail. Les membres du Conseil sont nommés par le ministre et appartiennent à divers groupes. Le Conseil a pour mandat général de conseiller le ministre en matière d'occasions d'apprentissage intégré au travail. Son mandat consiste aussi à formuler des recommandations relatives à un site Web servant à diffuser des renseignements sur les occasions d'apprentissage intégré au travail en Ontario. Le projet de loi exige que le Conseil présente un rapport annuel sur les progrès accomplis en Ontario dans ce domaine.

**An Act to amend
the Ministry of Training,
Colleges and Universities Act
to establish the Advisory Council
on Work-Integrated Learning**

**Loi modifiant la
Loi sur le ministère de la Formation
et des Collèges et Universités
pour créer le Conseil consultatif
de l'apprentissage intégré au travail**

Preamble

In the global knowledge-based economy, governments have an important role to play in ensuring that students have the education, skills and practical experience needed to live meaningful and productive lives and contribute fully to growth and prosperity.

Post-secondary programs that integrate work and learning opportunities, such as field placements, practicums, clinical placements, co-operative education work terms, internships, applied research projects, and service learning, can provide significant benefits for both students and employers. When developed and implemented appropriately, these programs allow students to determine their fit with a potential career or industry while gaining practical work experience to enhance their resumes, improve their employability and increase their awareness of and confidence about future career options.

Since many employers hire graduates who worked for them as part of a post-secondary program, these programs enable employers to participate in developing the work-force skills needed for their industry or profession and to screen potential new employees. Ontario benefits from lower youth unemployment, increased productivity and a higher number of graduates who are equipped with skills that satisfy labour market demands.

While Ontario's employers and post-secondary institutions currently offer many work-related learning opportunities to students, there is much work to be done to increase the quality and number of these partnerships and to ensure that Ontario realizes the full benefits that work-integrated learning can offer. Further, it is in the interest of the people of Ontario that no student enrolled in a post-secondary program that includes a work-integrated learning component is denied the opportunity to take part.

Préambule

Dans un contexte d'économie du savoir mondial, les gouvernements ont un rôle important à jouer pour veiller à ce que les étudiants aient l'éducation, les compétences et l'expérience pratique dont ils ont besoin pour mener une vie satisfaisante et productive ainsi que pour contribuer pleinement à la croissance et à la prospérité.

Les programmes postsecondaires qui intègrent les occasions de travail et d'apprentissage, comme les stages pratiques, les travaux pratiques, les placements cliniques, les stages de travail dans le cadre de programmes d'enseignement coopératif et autres stages, les projets de recherche appliquée et l'apprentissage par le service, peuvent profiter grandement tant aux étudiants qu'aux employeurs. Lorsque leur création et leur mise en oeuvre sont adéquates, ces programmes permettent aux étudiants de voir si une carrière ou un secteur potentiels leur convient tout en acquérant une expérience de travail pratique qui rehausse leur curriculum vitae, accroît leur employabilité, leur font mieux connaître leurs futurs choix de carrière et leur donne davantage confiance en ces derniers.

Comme de nombreux employeurs engagent des diplômés qui ont travaillé pour eux dans le cadre d'un programme postsecondaire, ces programmes permettent aux employeurs de participer au développement des compétences de la main-d'oeuvre dont leur secteur ou leur profession a besoin ainsi que de présélectionner de nouveaux employés potentiels. Une baisse du chômage chez les jeunes, une hausse de la productivité et un plus grand nombre de diplômés qui possèdent les compétences satisfaisant aux demandes du marché du travail sont à l'avantage de l'Ontario.

Bien que les employeurs et les établissements postsecondaires de l'Ontario offrent actuellement aux étudiants de nombreuses occasions d'apprentissage lié au travail, il reste beaucoup à faire pour rehausser la qualité de ces partenariats et en accroître le nombre et pour faire en sorte que l'Ontario bénéficie de tous les avantages que l'apprentissage intégré au travail a à offrir. De plus, il est dans l'intérêt de la population de l'Ontario qu'aucun étudiant inscrit à un programme d'études postsecondaires qui comprend un volet d'apprentissage intégré au travail ne se voie refuser l'occasion d'y participer.

The Government of Ontario has a responsibility to establish mechanisms to encourage, facilitate and promote these work-integrated learning opportunities in order to meet the growing demand from students, faculty and post-secondary institutions while providing high quality learning experiences.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Section 1 of the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act* is amended by adding the following definitions:

“service learning” means work experience designed to foster civic or social responsibility and leadership that is undertaken with a local, provincial, national or international organization to address community or global needs; (“apprentissage par le service”)

“work-integrated learning” means a work placement, including a field placement, a practicum, a clinical placement, a co-operative education work term, an internship, an applied research project or service learning, that satisfies the criteria in subsection (2); (“apprentissage intégré au travail”)

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, “work-integrated learning”

(2) For the purposes of the definition of “work-integrated learning” in subsection (1), a work placement is work-integrated learning if,

- (a) the placement is undertaken in partial fulfilment of the requirements of a post-secondary course of study or as an option within a post-secondary course of study;
- (b) the placement is supervised by a university, college of applied arts and technology or other post-secondary institution to an extent the institution considers appropriate, as well as by an employer;
- (c) the work, the learning outcomes and the extent of supervision are agreed to in writing by the institution, the employer and the participant before the work placement begins;
- (d) the work is consistent with the agreed learning outcomes; and
- (e) the post-secondary institution assists the student in critically reflecting on his or her work experience.

2. The Act is amended by adding the following section:

Il incombe au gouvernement de l'Ontario de mettre en place des mécanismes pour encourager, faciliter et promouvoir ces occasions d'apprentissage intégré au travail afin de satisfaire à la demande grandissante des étudiants, du corps enseignant et des établissements postsecondaires tout en offrant des expériences d'apprentissage de grande qualité.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) L'article 1 de la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«apprentissage intégré au travail» Placement professionnel, notamment un stage pratique, des travaux pratiques, un placement clinique, un stage de travail dans le cadre d'un programme d'enseignement coopératif ou un autre stage, un projet de recherche appliquée ou un apprentissage par le service, qui satisfait aux critères énoncés au paragraphe (2). («work-integrated learning»)

«apprentissage par le service» Expérience de travail conçue pour encourager la responsabilité citoyenne ou sociale et l'esprit d'initiative qui est entreprise au sein d'une organisation locale, provinciale, nationale ou internationale dans le but de répondre à des besoins à l'échelle communautaire ou mondiale. («service learning»)

(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : «apprentissage intégré au travail»

(2) Pour l'application de la définition de «apprentissage intégré au travail» au paragraphe (1), un placement professionnel constitue un apprentissage intégré au travail s'il satisfait aux critères suivants :

- a) il est entrepris pour satisfaire en partie aux exigences d'un programme d'études postsecondaires ou est facultatif dans le cadre d'un tel programme d'études;
- b) il est supervisé par une université, un collège d'arts appliqués et de technologie ou un autre établissement postsecondaire, dans la mesure que l'établissement estime appropriée, ainsi que par un employeur;
- c) l'établissement, l'employeur et le participant conviennent au préalable, par écrit, du travail, des résultats d'apprentissage attendus et du degré de supervision;
- d) le travail correspond aux résultats d'apprentissage attendus qui ont été convenus;
- e) l'établissement postsecondaire aide l'étudiant à porter un regard critique sur son expérience de travail.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Advisory Council on Work-Integrated Learning

3.1 (1) The Minister shall establish an advisory group to be known in English as the Advisory Council on Work-Integrated Learning and in French as the Conseil consultatif de l'apprentissage intégré au travail.

Membership

(2) The Council shall be composed of at least 13 and no more than 18 individuals appointed by the Minister in accordance with this section and the regulations.

Same

(3) The Council shall be composed of at least one person from each of the following groups:

1. The Canadian Federation of Students — Ontario.
2. The Ontario Undergraduate Student Alliance.
3. The College Student Alliance.
4. Colleges.
5. Universities.
6. Organizations representing employers.
7. Labour organizations.
8. Organizations representing the faculty members of universities, colleges of applied arts and technology or other post-secondary institutions.
9. Professional regulatory or licensing bodies.
10. Workforce planning boards.
11. Municipal economic development offices.
12. Chambers of commerce or boards of trade.
13. The Ministry.

Chair

(4) The Minister shall appoint the Council's chair from among its members.

By-laws

(5) Subject to any restrictions in the regulations, the Council may make by-laws governing the conduct and administration of the Council's affairs.

Mandate

- (6) The Council shall,
- (a) advise the Minister with respect to ways to increase work-integrated learning opportunities, particularly paid opportunities;
 - (b) make recommendations for increasing awareness among employers in Ontario about,
 - (i) the benefits to employers of offering work-integrated learning opportunities,

Conseil consultatif de l'apprentissage intégré au travail

3.1 (1) Le ministre crée un groupe consultatif appelé Conseil consultatif de l'apprentissage intégré au travail en français et Advisory Council on Work-Integrated Learning en anglais.

Membres

(2) Le Conseil se compose de 13 à 18 particuliers que le ministre nomme conformément au présent article et aux règlements.

Idem

(3) Le Conseil se compose d'au moins une personne appartenant à chacun des groupes suivants :

1. La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants — Ontario
2. La Ontario Undergraduate Student Alliance.
3. La College Student Alliance.
4. Les collèges.
5. Les universités.
6. Les organisations patronales.
7. Les organisations syndicales.
8. Les organisations qui représentent le corps enseignant des universités, des collèges d'arts appliqués et de technologie ou d'autres établissements post-secondaires.
9. Les organismes professionnels de réglementation.
10. Les commissions locales de planification de la main-d'oeuvre.
11. Les bureaux de développement économique des municipalités.
12. Les chambres de commerce.
13. Le ministère.

Présidence

(4) Le ministre nomme le président du Conseil parmi ses membres.

Règlements administratifs

(5) Sous réserve de toute restriction prévue par les règlements, le Conseil peut adopter des règlements administratifs régissant la conduite et l'administration de ses activités.

Mandat

- (6) Le Conseil :
- a) conseille le ministre sur les manières d'augmenter le nombre d'occasions d'apprentissage intégré au travail, particulièrement celles qui sont rémunérées;
 - b) formule des recommandations pour mieux faire connaître ce qui suit aux employeurs de l'Ontario :
 - (i) les avantages qu'il y a à offrir des occasions d'apprentissage intégré au travail,

- (ii) resources and advice for employers with respect to providing appropriate work-integrated learning opportunities, and
 - (iii) the financial and other supports offered by governments and post-secondary institutions for employers who provide work-integrated learning opportunities;
- (c) identify resources and supports that may assist post-secondary institutions to,
- (i) incorporate work-integrated learning across multiple disciplines and faculties,
 - (ii) facilitate the effective delivery of work-integrated learning programs, and
 - (iii) maximize the educational benefits for students who participate in work-integrated learning programs;
- (d) make recommendations with respect to ensuring that each post-secondary student enrolled in a course of study offering work-integrated learning is given the opportunity to participate in an appropriate placement;
- (e) make recommendations with respect to the design and creation of a website for sharing information about available work-integrated learning opportunities in Ontario, including information with respect to,
- (i) specific programs or courses at post-secondary institutions that include work-integrated learning components,
 - (ii) the skills of students interested in participating in work-integrated learning,
 - (iii) the work-integrated learning opportunities being offered by employers,
 - (iv) the benefits to employers of offering work-integrated learning opportunities, and
 - (v) the supports and resources available to employers and students participating in work-integrated learning;
- (f) monitor and report on Ontario's progress with respect to work-integrated learning opportunities; and
- (g) advise the Minister on any other matter in connection with work-integrated learning.
- (ii) des ressources et des conseils sur la manière d'offrir des occasions d'apprentissage intégré au travail adéquates,
 - (iii) les aides financières et autres que les gouvernements et les établissements postsecondaires mettent à la disposition des employeurs qui offrent des occasions d'apprentissage intégré au travail;
- c) identifie les ressources et les aides qui peuvent aider les établissements postsecondaires :
- (i) à incorporer l'apprentissage intégré au travail dans de multiples disciplines et facultés,
 - (ii) à faciliter la prestation efficace de programmes d'apprentissage intégré au travail,
 - (iii) à maximiser les avantages, sur le plan de la formation, pour les étudiants qui participent à ces programmes;
- d) formule des recommandations sur la manière de garantir que chaque étudiant de niveau postsecondaire inscrit à un programme d'études qui offre des occasions d'apprentissage intégré au travail ait la possibilité d'obtenir un placement approprié;
- e) formule des recommandations sur la conception et la création d'un site Web où sont diffusés des renseignements sur les occasions d'apprentissage intégré au travail offertes en Ontario, notamment des renseignements sur ce qui suit :
- (i) les programmes ou cours spécifiques des établissements postsecondaires qui comprennent un volet d'apprentissage intégré au travail,
 - (ii) les compétences des étudiants désireux de participer à l'apprentissage intégré au travail,
 - (iii) les occasions d'apprentissage intégré au travail offertes par les employeurs,
 - (iv) les avantages que tirent les employeurs de l'offre d'occasion d'apprentissage intégré au travail,
 - (v) l'aide et les ressources mises à la disposition des employeurs et des étudiants qui participent à l'apprentissage intégré au travail;
- f) surveille les progrès accomplis en Ontario à l'égard des occasions d'apprentissage intégré au travail et établit des rapports à ce sujet;
- g) conseille le ministre sur toute autre question liée à l'apprentissage intégré au travail.

Reports

(7) The Council shall prepare an annual report on Ontario's progress with respect to work-integrated learning opportunities, and the report may include further recommendations and advice in connection with the Council's mandate.

Publication

(8) The Minister shall table the report in the Legisla-

Rapports

(7) Le Conseil prépare un rapport annuel sur les progrès accomplis en Ontario à l'égard des occasions d'apprentissage intégré au travail. Ce rapport peut comprendre des recommandations et des conseils supplémentaires relativement au mandat du Conseil.

Publication

(8) Le ministre dépose le rapport devant l'Assemblée

ture and shall publish the report on a Government of Ontario website.

3. Section 4 of the Act is amended by striking out “such advisory committees” and substituting “such other advisory committees”.

4. Subsection 13 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(a.1.1) governing the Advisory Council on Work-Integrated Learning, including the appointment of members, their terms of office, their remuneration, the selection of vice-chairs and the filling of vacancies;

Commencement

5. This Act comes into force three months after the day it receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the *Learning Through Workplace Experience Act, 2014*.

législative et le publie sur un site Web du gouvernement de l'Ontario.

3. L'article 4 de la Loi est modifié par remplacement de «les comités consultatifs ou autres organismes consultatifs» par «les autres comités consultatifs ou organismes consultatifs».

4. Le paragraphe 13 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

a.1.1) régir le Conseil consultatif de l'apprentissage intégré au travail, notamment la nomination de ses membres, la durée de leur mandat, leur rémunération, le choix des vice-présidents et la façon de combler les vacances;

Entrée en vigueur

5. La présente loi entre en vigueur trois mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur l'apprentissage par l'expérience en milieu de travail*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 173

**An Act to amend
the Highway Traffic Act
in respect of various matters**

The Hon. G. Murray
Minister of Transportation

Government Bill

1st Reading March 17, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 173

**Loi modifiant le Code de la route
en ce qui concerne
diverses questions**

L'honorable G. Murray
Ministre des Transports

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 17 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Highway Traffic Act* in respect of various matters.

Impaired Driving

Amendments to section 41 of the Act provide that the suspension of a driver's licence on conviction for various *Criminal Code* and other offences may be shortened or continued if the person participates or fails to participate in a conduct review program.

Subsection 41 (4.1), which provides for early reinstatement of a suspended driver's licence if the driver participates in an ignition interlock program, and sections 41.1, 41.2 and 41.3 of the Act, which provide for assessments and remedial programs, including ignition interlock programs, are repealed. The current section 57 of the Act, which allows for the establishment of conduct review programs by regulation, is expanded to take their place. Consequential amendments are made to other sections to refer to the programs under section 57, instead of those under sections 41.1 and 41.2.

Current section 55.1 of the Act provides for the long-term impoundment (45 days, 90 days or 180 days) of a motor vehicle if the driver's licence is suspended for various convictions under the *Criminal Code*. Section 55.1 is amended to provide for the same impoundment in the following additional circumstances: if the driver contravenes an ignition interlock condition imposed on his or her licence under a conduct review program for a prescribed reason; if the driver's licence is suspended under a conduct review program for a prescribed reason.

Sections 48.1 and 48.2.1 of the Act are amended to require police officers to notify the Registrar of Motor Vehicles of any 24-hour administrative driver's licence suspensions imposed on novice drivers and young drivers under those sections.

Bicycling

Section 62 of the Act is amended to permit bicycles to carry a flashing red lamp on their rear; this may be in addition to or instead of the red light or reflector on their rear that is currently required. Subsection 62 (18) of the Act, which imposes a \$20 fine for contravening the requirements for lights and reflectors on bicycles, is repealed.

Section 144 of the Act is amended to allow for traffic control signals that are specific to bicyclists. In locations where there are both bicycle traffic control signals and regular traffic control signals, bicyclists will be required to obey the bicycle traffic control signals.

Subsection 144 (29) of the Act is amended to remove the prohibition against riding or operating a bicycle along a crosswalk.

Section 148 of the Act is amended to require the driver of a motor vehicle overtaking a bicycle to maintain a distance of at least one metre between the vehicle and bicycle.

Current section 153 of the Act provides that vehicles and street cars must be driven only in one direction on one-way streets. This is amended to allow for the designation of a bicycle lane on one-way streets that goes in the opposite direction. A consequential amendment is made to subsection 147 (2) of the Act.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le *Code de la route* en ce qui concerne diverses questions.

Conduite avec facultés affaiblies

Les modifications à l'article 41 du Code prévoient que la suspension du permis de conduire d'une personne à la suite d'une déclaration de culpabilité à l'égard de diverses infractions au *Code criminel* (Canada) et à l'égard d'autres infractions peut être réduite ou prolongée si la personne participe, ou non, à un programme d'examen de la conduite.

Le paragraphe 41 (4.1), qui prévoit le rétablissement anticipé d'un permis de conduire suspendu si le conducteur participe à un programme d'utilisation de dispositifs de verrouillage du système de démarrage, et les articles 41.1, 41.2 et 41.3 du Code, qui prévoient des évaluations et des programmes correctifs, notamment des programmes d'utilisation de dispositifs de verrouillage du système de démarrage, sont abrogés. L'actuel article 57 du Code, qui permet, par règlement, l'établissement de programmes d'examen de la conduite, est élargi pour prendre leur place. Des modifications corrélatives sont apportées à d'autres articles pour faire mention des programmes visés à l'article 57, au lieu de ceux visés aux articles 41.1 et 41.2.

L'actuel article 55.1 du Code prévoit la mise en fourrière à long terme (45 jours, 90 jours ou 180 jours) d'un véhicule automobile si le permis du conducteur est suspendu à la suite de diverses infractions au *Code criminel* (Canada). L'article 55.1 est modifié afin de prévoir la mise en fourrière d'un véhicule automobile pour des durées identiques dans les autres circonstances suivantes : si le conducteur contrevient à une condition relative à un dispositif de verrouillage du système de démarrage dont est assorti son permis pour un motif prescrit dans le cadre d'un programme d'examen de la conduite; si le permis du conducteur est suspendu pour un motif prescrit dans le cadre d'un programme d'examen de la conduite.

Les articles 48.1 et 48.2.1 du Code sont modifiés afin d'exiger que les agents de police avisent le registrateur des véhicules automobiles de toute suspension administrative de 24 heures du permis de conduire imposée aux conducteurs débutants et aux jeunes conducteurs en vertu de ces articles.

Bicyclettes

L'article 62 du Code est modifié pour permettre aux bicyclettes d'être munies, à l'arrière, d'un feu émettant une lumière clignotante rouge. Ce feu peut être installé en plus du feu rouge ou du réflecteur exigé à l'heure actuelle à l'arrière de la bicyclette ou à la place d'un tel feu ou réflecteur. Le paragraphe 62 (18) du Code, qui impose une amende de 20 \$ en cas de contravention aux exigences en matière de feux et de réflecteurs sur les bicyclettes, est abrogé.

L'article 144 du Code est modifié pour autoriser une signalisation de la circulation adaptée aux cyclistes. Dans les endroits où existent à la fois une signalisation de la circulation ordinaire et une signalisation de la circulation pour bicyclettes, les cyclistes seront tenus d'observer la signalisation de la circulation pour bicyclettes.

Le paragraphe 144 (29) du Code est modifié pour supprimer l'interdiction de circuler à bicyclette ou d'utiliser une bicyclette à l'intérieur d'un passage protégé pour piétons.

L'article 148 du Code est modifié pour exiger que le conducteur d'un véhicule automobile qui rattrape une bicyclette laisse une distance d'au moins un mètre entre le véhicule et la bicyclette.

L'actuel article 153 du Code prévoit que les véhicules et les tramways ne doivent circuler que dans un sens dans une rue à sens unique. L'article est modifié pour autoriser la désignation d'une voie cyclable pour la circulation des bicyclettes en sens inverse dans une rue à sens unique. Une modification corrélatrice est apportée au paragraphe 147 (2) du Code.

Section 156 of the Act is amended to permit bicycles to be ridden or operated on the paved shoulder of a highway that is divided into two separate roadways.

Inconsistent terminology is currently used throughout the Act to describe bicycling: riding, riding on and operating are used in reference to bicycles (including power-assisted bicycles), and driving, in reference to a vehicle, also includes bicycling. A number of provisions are amended so that they consistently use “ride or operate” in reference to a bicycle or, where the bicycle in the provision does not include a power-assisted bicycle, “ride”. The usage of “drive” in reference to vehicles, which includes bicycles, is unchanged.

Pedestrian Safety

Sections 140 and 176 of the Act are amended to require drivers to remain stopped at a pedestrian crossover or school crossing until the person crossing the street and the school crossing guard are off the roadway. The current Act allows drivers to proceed once the person crossing and the school crossing guard are no longer on the driver’s half of the roadway.

Other amendments to section 140 of the Act consolidate the duties of drivers and pedestrians at pedestrian crossovers: drivers must stop before entering the crossover and not overtake another vehicle already stopped at the crossover; pedestrians (which includes persons in wheelchairs) must not enter a crossover and into the path of a vehicle or street car that is so close that the driver cannot stop.

In new subsection 140 (8), the Minister of Transportation is authorized to make regulations respecting pedestrian crossovers, including prescribing signs and markings.

The definition of “pedestrian crossover” in subsection 1 (1) of the Act is amended to remove the requirement that it be designated by a municipal by-law.

Medical Reports

Sections 203 and 204 of the Act currently require doctors and optometrists to report to the Registrar of Motor Vehicles the name, address and clinical condition of every person 16 years old or older who, in the opinion of the doctor or optometrist, suffers from a condition that may make it dangerous for the person to drive.

Sections 203 and 204 are re-enacted. Rather than imposing obligations on doctors and optometrists, the re-enacted provisions apply to persons to be prescribed by regulation. The prescribed persons will be required to make a mandatory report if a person has or appears to have a medical condition, functional impairment or visual impairment identified in a prescribed publication. In addition, a prescribed person may make a discretionary report if a person has a medical condition, functional impairment or visual impairment that the prescribed person believes may make it dangerous for the person to drive.

Vehicle Inspection Centre System

Current sections 88 to 100 of the Act, which deal with motor vehicle inspection stations and related matters, are repealed. They are replaced with sections 100.2 to 100.8, which create a new vehicle inspection centre system. Section 100.1 allows the Minister of Transportation to make transition regulations to facilitate the implementation of the vehicle inspection centre system.

L’article 156 du Code est modifié pour permettre la conduite ou l’utilisation d’une bicyclette sur l’accotement stabilisé d’une voie publique à deux chaussées distinctes.

À l’heure actuelle, la terminologie utilisée dans le Code pour décrire le cyclisme n’est pas uniforme. En ce qui concerne les bicyclettes, y compris les bicyclettes assistées, on utilise à la fois les termes «circuler à bicyclette», «circuler sur une bicyclette» et «utiliser une bicyclette». Le terme «conduire», quand il s’applique à un véhicule, comprend aussi une bicyclette. Un certain nombre de dispositions sont modifiées de manière à utiliser partout les termes «circuler à bicyclette» et «utiliser une bicyclette» dans le cas des bicyclettes. Si la bicyclette visée dans une disposition quelconque ne comprend pas une bicyclette assistée, on utilise «circuler». L’emploi de «conduire» dans le cas de véhicules, quand ce terme comprend des bicyclettes, reste inchangé.

Sécurité des piétons

Les articles 140 et 176 du Code sont modifiés pour exiger que les conducteurs demeurent arrêtés à un passage pour piétons ou à un passage pour élèves jusqu’à ce que la personne qui traverse la rue et le passeur scolaire se trouvent hors de la chaussée. Le Code, dans sa version actuelle, autorise les conducteurs à aller de l’avant une fois que la personne qui traverse la chaussée et le passeur scolaire ne sont plus dans la moitié de la chaussée où se trouvent les conducteurs.

D’autres modifications apportées à l’article 140 du Code consolident les obligations des conducteurs et des piétons aux passages pour piétons : avant de franchir un passage pour piétons, les conducteurs doivent s’arrêter et ne pas rattraper un autre véhicule déjà arrêté au passage pour piétons; les piétons (y compris les personnes en fauteuil roulant) ne doivent pas s’engager dans un passage pour piétons et sur la voie d’un véhicule ou d’un tramway qui est si près qu’il est impossible au conducteur du véhicule ou du tramway de s’arrêter.

Le nouveau paragraphe 140 (8) autorise le ministre des Transports à prendre des règlements en ce qui concerne les passages pour piétons, notamment à prescrire des panneaux et des marques.

La définition de «passage pour piétons» au paragraphe 1 (1) du Code est modifiée pour supprimer l’exigence voulant que le passage soit désigné par règlement municipal.

Rapports médicaux

À l’heure actuelle, les articles 203 et 204 du Code exigent que les médecins et les optométristes indiquent dans un rapport au registrateur des véhicules automobiles le nom, l’adresse et l’état de santé de chaque personne âgée d’au moins 16 ans qui, à leur avis, a un état qui peut rendre dangereuse la conduite automobile par cette personne.

Les articles 203 et 204 sont réédités. Au lieu d’imposer des obligations aux médecins et aux optométristes, les dispositions rééditées s’appliquent aux personnes qui sont prescrites par règlement. Les personnes prescrites seront tenues de faire un rapport obligatoire si une personne a ou semble avoir un état pathologique ou une déficience fonctionnelle ou visuelle mentionnés dans une publication prescrite. De plus, elles pourront faire un rapport discrétionnaire si une personne a un état pathologique ou une déficience fonctionnelle ou visuelle qui, selon elles, peut rendre dangereuse la conduite automobile par cette personne.

Système de centres d’inspection des véhicules

Les articles 88 à 100 actuels du Code, qui traitent des centres d’inspection des véhicules automobiles et de questions connexes, sont abrogés. Ils sont remplacés par les articles 100.2 à 100.8, qui créent un nouveau système de centres d’inspection des véhicules. L’article 100.1 autorise le ministre des Transports à prendre des règlements de transition pour faciliter la mise en oeuvre du système de centres d’inspection des véhicules.

Under new section 100.2, the Minister may establish a program for the inspection of vehicles and the issuance of certificates and stickers and other types of proof of inspection and may appoint a Director of Vehicle Inspection Standards to administer the program. The Minister may enter into agreements with service providers to assist in operating the program. The Minister may also enter into agreements to authorize persons to operate vehicle inspection centres and to authorize service providers to enter into such agreements.

The Director of Vehicle Inspection Standards is given broad authority to issue directives governing certificates, inspection procedures and requirements and equipment and performance standards under section 100.7. It is a deemed term and condition of every agreement to operate a vehicle inspection centre to comply with all applicable directives.

Miscellaneous

The penalties for contravening sections 78 and 78.1 of the Act, which prohibit display screens and hand-held devices, respectively, are increased to a fine of between \$300 and \$1,000.

Current section 85 of the Act requires that vehicles display a device affixed to them as evidence that the vehicle complies with inspection requirements and performance standards. Section 85 is amended to require vehicles to display an annual inspection sticker and a semi-annual inspection sticker (if it is prescribed), or other prescribed proof of inspection instead.

Section 165 of the Act prohibits unsafe practices respecting opening the door of a motor vehicle. Currently, the general penalty in section 214 of the Act, which imposes a fine of between \$60 and \$500, applies to contraventions of this section. The section is amended to provide that the penalty on conviction is a fine between \$300 and \$1,000.

Currently, subsection 109 (7.1) of the Act allows certain prescribed combinations of vehicles to have a maximum length of 25 metres. This is amended to allow a maximum length of 27.5 metres.

Current subsection 151 (5) of the Act prohibits driving on the paved shoulder of any part of the King's Highway except in accordance with section 151 and a regulation made under it. This is amended to apply only to parts of the King's Highway that are designated.

Clause 154 (1) (a) of the Act is re-enacted to provide that a vehicle not be driven from one lane to another lane or to the shoulder, or from the shoulder to a lane, unless the driver first ascertains that it can be done safely.

Current section 159 of the Act requires drivers to slow down and move into another lane when approaching a stopped emergency vehicle with its red or red and blue lights flashing. Section 159 is amended to require drivers to do the same for a tow truck stopped with its amber lights flashing.

Sections 160 and 178 of the Act, which prohibit persons from attaching themselves to and being towed by a vehicle or street car on a highway while riding or operating various devices (bicycles, toboggans, roller skates, etc.), are amended to include skateboards, in-line skates and any other type of conveyance.

En vertu du nouvel article 100.2, le ministre peut, d'une part, mettre sur pied un programme prévoyant l'inspection des véhicules et la délivrance de certificats, de vignettes et d'autres types de preuve d'inspection et, d'autre part, nommer un directeur des normes d'inspection des véhicules pour administrer le programme. Il peut aussi conclure des ententes avec des fournisseurs de services en vue d'aider à administrer le programme. Enfin, le ministre peut conclure des ententes pour autoriser des personnes à exploiter des centres d'inspection des véhicules et autoriser des fournisseurs de services à conclure de telles ententes.

En vertu de l'article 100.7, le directeur des normes d'inspection des véhicules se voit accorder le pouvoir étendu de donner des directives régissant les certificats, les modalités d'inspection et les exigences en la matière ainsi que les normes d'équipement et de fonctionnement. Le respect de toutes les directives applicables est réputé être une condition de chaque entente autorisant l'exploitation d'un centre d'inspection des véhicules.

Dispositions diverses

Les peines imposées en cas de contravention aux articles 78 et 78.1 du Code, lesquels interdisent respectivement les écrans de divers appareils et les appareils sans fil, sont revues à la hausse et se situent entre 300 \$ et 1 000 \$.

L'actuel article 85 du Code exige qu'un dispositif soit fixé aux véhicules pour prouver qu'ils répondent aux exigences de l'inspection et aux normes de fonctionnement. Cet article est modifié pour exiger la mise en évidence sur les véhicules d'une vignette d'inspection annuelle et, si cela est prescrit, d'une vignette d'inspection semestrielle ou d'un autre type de preuve d'inspection prescrit.

L'article 165 du Code interdit les pratiques dangereuses en ce qui concerne l'ouverture des portes d'un véhicule automobile. À l'heure actuelle, la peine générale prévue à l'article 214 du Code, qui impose une amende se situant entre 60 \$ et 500 \$, s'applique aux contraventions à cet article. L'article est modifié pour que la peine, en cas de déclaration de culpabilité, se situe entre 300 \$ et 1 000 \$.

À l'heure actuelle, le paragraphe 109 (7.1) du Code autorise certains ensembles de véhicules prescrits à avoir une longueur maximale de 25 mètres. Le paragraphe est modifié et la longueur maximale portée à 27,5 mètres.

L'actuel paragraphe 151 (5) du Code interdit la conduite sur l'accotement stabilisé d'une section de la route principale si ce n'est conformément à l'article 151 et à ses règlements d'application. Le paragraphe est modifié pour autoriser la conduite uniquement sur les sections désignées de la route principale.

L'alinéa 154 (1) a) du Code est réédité pour prévoir qu'un véhicule ne doit pas passer d'une voie de circulation à une autre voie ou se diriger vers l'accotement, ou aller de l'accotement vers une voie de circulation, à moins que le conducteur ne se soit d'abord assuré de pouvoir agir ainsi en toute sécurité.

L'actuel article 159 du Code exige que les conducteurs ralentissent et s'engagent dans une autre voie lorsqu'ils s'approchent d'un véhicule de secours arrêté dont le feu émet une lumière clignotante rouge ou rouge et bleu. L'article 159 est modifié pour que les conducteurs soient tenus d'agir de la même manière lorsqu'ils s'approchent d'une dépanneuse arrêtée dont les feux émettent une lumière clignotante jaune.

Les articles 160 et 178 du Code, qui interdisent à une personne qui circule au moyen de divers dispositifs (bicyclettes, luges, patins à roulettes, etc.), ou qui utilise de tels dispositifs, de s'agripper à un véhicule ou à un tramway et de se faire ainsi tracter sur la voie publique, sont modifiés de façon à inclure les planches à roulettes, les patins à roues alignées et tout autre type de moyen de transport.

Section 175 of the Act is amended to provide, in new subsection (3.1), that a bus that is painted chrome yellow must also have all the other markings of a school bus.

Current section 199.1 of the Act deals with vehicles classified as irreparable, rebuilt and salvage. The section is amended as follows: the Registrar is required, rather than merely empowered, to classify a vehicle as irreparable or salvage where the vehicle is classified as the equivalent to irreparable or salvage by a jurisdiction specified in the regulations; the right to make a submission respecting a classification is limited to the person who held the vehicle portion of the permit at the time of the event that led to the vehicle's classification and who continues to hold it; the Registrar may appoint a reviewer to consider the submissions; and the submissions must be accompanied by a fee required by the reviewer.

Current section 211 of the Act requires that all suspended driver's licences be returned immediately to the Registrar of Motor Vehicles. This is amended so that a licence need not be returned if it is suspended under a provision specified by regulation. Consequential amendments are made to sections 35 and 212.

L'article 175 du Code est modifié pour prévoir, dans un nouveau paragraphe (3.1), qu'un autobus peint en jaune de chrome doit avoir toutes les autres mentions apparaissant sur un autobus scolaire.

L'actuel article 199.1 du Code traite des véhicules classés comme irréparables, remis à neuf ou récupérables. L'article est modifié comme suit : le registrateur a l'obligation, et non simplement le pouvoir, de classer un véhicule comme irréparable ou récupérable si le véhicule a reçu une classification équivalente à irréparable ou récupérable d'une compétence territoriale que précisent les règlements; le droit de présenter des observations au sujet d'une classification est limité à la personne qui est titulaire de la partie du certificat d'immatriculation relative au véhicule en cause au moment de l'événement à l'origine de la classification du véhicule et qui continue d'en être titulaire; le registrateur peut nommer une personne en qualité d'examineur pour étudier les observations présentées; les observations doivent être accompagnées des droits exigés par l'examineur.

L'actuel article 211 du Code exige que tous les permis de conduire suspendus soient immédiatement remis au registrateur des véhicules automobiles. L'article est modifié pour supprimer l'obligation de remettre le permis suspendu en vertu d'une disposition précisée par règlement. Des modifications corrélatives sont apportées aux articles 35 et 212.

**An Act to amend
the Highway Traffic Act
in respect of various matters**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The definition of “pedestrian crossover” in subsection 1 (1) of the *Highway Traffic Act* is repealed and the following substituted:

“pedestrian crossover” means any portion of a roadway distinctly indicated for pedestrian crossing by signs on the highway and lines or other markings on the surface of the roadway as prescribed by the regulations; (“passage pour piétons”)

2. Section 35 of the Act is amended by adding the following subsection:

Display, possession of suspended licence permitted

(3.1) Despite clause (1) (b), a person may display or cause or permit to be displayed or have in his or her possession a driver’s licence that has been suspended under a provision or for a reason under this Act that is prescribed by regulation made under subsection 211 (5).

3. (1) Subsection 41 (1) of the Act is amended by striking out “Subject to subsections 41.1 (1), (2) and (3)” at the beginning of the portion before clause (a).

(2) Subsection 41 (1) of the Act is amended by striking out “is thereupon suspended” in the portion before clause (f) and substituting “is thereupon suspended, subject to any continuation under subsection (4.1) or early reinstatement under section 57”.

(3) Subsection 41 (4.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Suspension continued until conduct review program completed

(4.1) The suspension of a person’s driver’s licence under clause (1) (f) or (g) continues beyond the one-year or three-year period of suspension imposed under those clauses until the person has successfully completed any conduct review program under section 57 that he or she has been required to participate in.

Same, transition

(4.2) Despite the repeal of section 41.1 under section 4 of the *Highway Traffic Amendment Act (Keeping Ontar-*

**Loi modifiant le Code de la route
en ce qui concerne
diverses questions**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. La définition de «passage pour piétons» au paragraphe 1 (1) du *Code de la route* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«passage pour piétons» Section de chaussée nettement délimitée par des panneaux sur la voie publique et par des lignes ou d’autres marques sur la chaussée pour le passage des piétons, comme le prescrivent les règlements. («pedestrian crossover»)

2. L’article 35 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Présentation ou possession d’un permis suspendu

(3.1) Malgré l’alinéa (1) b), une personne peut présenter, autoriser à présenter, faire en sorte que soit présenté ou avoir en sa possession un permis de conduire qui a été suspendu en vertu d’une disposition ou pour un motif prévus au présent code et prescrits par un règlement pris en vertu du paragraphe 211 (5).

3. (1) Le paragraphe 41 (1) du Code est modifié par suppression de «Sous réserve des paragraphes 41.1 (1), (2) et (3),» au début du passage qui précède l’alinéa a).

(2) Le paragraphe 41 (1) du Code est modifié par remplacement de «est suspendu» par «est suspendu, sous réserve de la prolongation de sa suspension en application du paragraphe (4.1) ou de son rétablissement anticipé en application de l’article 57» dans le passage qui précède l’alinéa f).

(3) Le paragraphe 41 (4.1) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Suspension prolongée jusqu’à ce que le programme d’examen de la conduite soit terminé

(4.1) La suspension du permis de conduire d’une personne en application de l’alinéa (1) f) ou g) est prolongée au-delà de la période de suspension d’un an ou de trois ans imposée en vertu de ces alinéas jusqu’à ce que la personne ait terminé avec succès le programme d’examen de la conduite prévu à l’article 57 auquel elle a été tenue de participer.

Idem : disposition transitoire

(4.2) Malgré l’abrogation de l’article 41.1 en vertu de l’article 4 de la *Loi de 2014 modifiant le Code de la route*

io's Roads Safe), 2014, the suspension of a driver's licence that was imposed under subsection 41.1 (3) before its repeal and that was in effect on the day of its repeal is deemed to continue until the holder of the driver's licence successfully completes any remedial program that he or she was required to participate in under section 41.1 or any conduct review program that he or she was required to participate in under section 57, as the case may be.

Transition, ignition interlock condition

(4.3) Despite the repeal of section 41.2 under section 4 of the *Highway Traffic Amendment Act (Keeping Ontario's Roads Safe), 2014*, a condition that was imposed on a driver's licence under subsection 41.2 (1), (5) or (9) before its repeal and that was in effect on the day of its repeal is deemed to continue until the condition is removed or replaced under a conduct review program under section 57.

4. Sections 41.1, 41.2 and 41.3 of the Act are repealed.

5. Subsection 41.4 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Administrative vehicle impoundment for contravening ignition interlock condition

(1) Where a police officer is satisfied that a person was driving a motor vehicle in contravention of a condition imposed on the person's driver's licence under a conduct review program under section 57 that prohibits him or her from driving a motor vehicle that is not equipped with an ignition interlock device, the officer shall detain the motor vehicle that was being driven by the person and the vehicle shall, at the cost and risk of its owner,

6. Subsection 48.1 (10) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties of officer

(10) Every officer who asks for the surrender of a licence under this section shall,

- (a) notify the Registrar of that fact, or cause the Registrar to be so notified, in the form and manner and within the time required by the Registrar;
- (b) keep a record of the licence received with the name and address of the person and the date and time of the suspension; and
- (c) provide the licensee with a written statement of the time from which the suspension takes effect, the period of time for which the licence is suspended and the place where the licence may be recovered.

7. Subsection 48.2.1 (18) of the Act is repealed and the following substituted:

(assurer la sécurité des routes de l'Ontario), la suspension du permis de conduire d'une personne qui a été imposée en vertu du paragraphe 41.1 (3) avant son abrogation et qui était en vigueur le jour de l'abrogation de cet article est réputée prolongée jusqu'à ce que le titulaire du permis de conduire termine avec succès tout programme correctif auquel il a été tenu de participer en vertu de l'article 41.1 ou tout programme d'examen de la conduite auquel il a été tenu de participer en vertu de l'article 57, selon le cas.

Disposition transitoire : dispositif de verrouillage du système de démarrage

(4.3) Malgré l'abrogation de l'article 41.2 en vertu de l'article 4 de la *Loi de 2014 modifiant le Code de la route (assurer la sécurité des routes de l'Ontario)*, une condition dont est assorti un permis de conduire en vertu du paragraphe 41.2 (1), (5) ou (9) avant son abrogation et qui était en vigueur le jour de l'abrogation de cet article est réputée prolongée jusqu'à ce qu'elle soit annulée ou remplacée dans le cadre d'un programme d'examen de la conduite prévu à l'article 57.

4. Les articles 41.1, 41.2 et 41.3 du Code sont abrogés.

5. Le paragraphe 41.4 (1) du Code est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Mise en fourrière administrative du véhicule : contravention à une condition relative au dispositif de verrouillage

(1) Si un agent de police est convaincu qu'une personne conduisait un véhicule automobile en contravention à une condition lui interdisant de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage dont est assorti son permis de conduire dans le cadre d'un programme d'examen de la conduite prévu à l'article 57, il détient le véhicule que conduisait la personne et celui-ci, aux frais et risques du propriétaire :

6. Le paragraphe 48.1 (10) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Obligations de l'agent

(10) L'agent qui demande que lui soit remis un permis en vertu du présent article fait ce qui suit :

- a) il en avise ou en fait aviser le registrateur sous la forme, de la façon et dans les délais que celui-ci exige;
- b) il tient un relevé de la réception du permis avec le nom et l'adresse de la personne ainsi que la date et l'heure de la suspension;
- c) il remet au titulaire du permis une déclaration écrite indiquant l'heure à laquelle la suspension prend effet, la durée de celle-ci et le lieu où le permis peut être recouvré.

7. Le paragraphe 48.2.1 (18) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Duties of officer

(18) Every police officer who asks for the surrender of a licence under this section shall,

- (a) notify the Registrar of that fact, or cause the Registrar to be so notified, in the form and manner and within the time required by the Registrar;
- (b) keep a record of the licence received with the name and address of the person and the date and time of the suspension; and
- (c) provide the licensee with a written statement of the time from which the suspension takes effect, the period of time for which the licence is suspended and the place where the licence may be recovered.

8. (1) Subsection 50.2 (3) of the Act is amended by adding the following clause:

- (b.1) that the driver's licence of the driver of the motor vehicle at the time it was detained in order to be impounded was not then subject to the condition described in paragraph 2 of subsection 55.1 (1);

(2) Clause 50.2 (3) (c) of the Act is amended by adding "or subject to the condition described in paragraph 2 of subsection 55.1 (1)" at the end.

9. (1) Subsection 55.1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Long-term vehicle impoundment for driving while suspended, in contravention of condition

Detention

(1) Where a police officer or officer appointed for carrying out the provisions of this Act is satisfied that a person was driving a motor vehicle on a highway in one of the following circumstances, the officer shall detain the motor vehicle that was being driven by the person:

- 1. While his or her driver's licence is under suspension under section 41, 42 or 43, even if it is under suspension at the same time for any other reason.
- 2. In contravention of a condition, imposed for a prescribed reason on his or her driver's licence under a conduct review program under section 57, that prohibits him or her from driving a motor vehicle that is not equipped with an ignition interlock device.
- 3. While his or her driver's licence is under suspension for a prescribed reason under a conduct review program under section 57, even if it is under suspension at the same time for any other reason.

(2) Subsection 55.1 (38) of the Act is amended by adding the following clause:

- (f.1) prescribing reasons for the purpose of paragraphs 2 and 3 of subsection (1);

Obligations de l'agent

(18) L'agent de police qui demande que lui soit remis un permis en vertu du présent article fait ce qui suit :

- a) il en avise ou en fait aviser le registrateur sous la forme, de la façon et dans les délais que celui-ci exige;
- b) il tient un relevé de la réception du permis avec le nom et l'adresse de la personne ainsi que la date et l'heure de la suspension;
- c) il remet au titulaire du permis une déclaration écrite indiquant l'heure à laquelle la suspension prend effet, la durée de celle-ci et le lieu où le permis peut être recouvré.

8. (1) Le paragraphe 50.2 (3) du Code est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) soit le permis de conduire du conducteur du véhicule automobile au moment où le véhicule a été détenu afin d'être mis en fourrière n'était pas alors assorti de la condition visée à la disposition 2 du paragraphe 55.1 (1);

(2) L'alinéa 50.2 (3) c) du Code est modifié par insertion de «ou n'était pas assorti de la condition visée à la disposition 2 du paragraphe 55.1 (1)» après «ne faisait pas l'objet d'une suspension».

9. (1) Le paragraphe 55.1 (1) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mise en fourrière à long terme : conduite pendant une suspension, en contravention à une condition

Détention

(1) Un agent de police ou un agent chargé d'appliquer les dispositions du présent code détient le véhicule automobile que conduisait une personne sur une voie publique s'il est convaincu que la personne conduisait le véhicule dans l'une des circonstances suivantes :

- 1. Le permis de conduire de la personne fait l'objet d'une suspension prévue à l'article 41, 42 ou 43, même s'il fait l'objet d'une suspension en même temps pour un autre motif.
- 2. La personne conduit le véhicule automobile en contravention à une condition lui interdisant de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage dont est assorti son permis de conduire pour un motif prescrit dans le cadre d'un programme d'examen de la conduite prévu à l'article 57.
- 3. Le permis de conduire de la personne fait l'objet d'une suspension pour un motif prescrit dans le cadre d'un programme d'examen de la conduite prévu à l'article 57, même s'il fait l'objet d'une suspension en même temps pour un autre motif.

(2) Le paragraphe 55.1 (38) du Code est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- f.1) prescrire des motifs pour l'application des dispositions 2 et 3 du paragraphe (1);

(3) Section 55.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(39.1) For the purposes of paragraph 1 of subsection (1), a driver's licence suspension that was imposed under section 41.1 before its repeal under section 4 of the *Highway Traffic Amendment Act (Keeping Ontario's Roads Safe), 2014* and that was in effect on the day of its repeal is deemed to be a suspension under section 41.

10. Subsection 55.2 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Short-term vehicle impoundment for driving while suspended

(1) Where a police officer is satisfied that a person was driving a motor vehicle on a highway while his or her driver's licence is under suspension (other than under section 32, 41, 42, 43, 46 or 47 or for a reason prescribed under clause 55.1 (38) (f.1)), the officer shall detain the motor vehicle that was being driven by the person and the vehicle shall, at the cost and risk of its owner,

11. (1) Clause 57 (4) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) establish and govern ignition interlock programs, including an ignition interlock program for the purposes of subsection 259 (1.1) of the *Criminal Code* (Canada), and programs that require the installation and use of other devices in motor vehicles that may affect the operation of the vehicle and may record and transmit data from the vehicle;

(2) Clauses 57 (4) (h), (i) and (j) of the Act are repealed and the following substituted:

- (h) provide for and govern the suspension, cancellation, reinstatement or change of class of a licence, permit or certificate, and the imposition and removal of any condition, restriction, limitation or endorsement on a licence, permit or certificate, in specified circumstances including for failure to successfully complete a conduct review program or any feature or stage of a conduct review program or as part of an ignition interlock program referred to in subsection 259 (1.1) of the *Criminal Code* (Canada);
- (i) require or prohibit the doing of any thing by persons participating in a conduct review program;

(3) Section 57 of the Act is amended by adding the following subsections:

(3) L'article 55.1 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(39.1) Pour l'application de la disposition 1 du paragraphe (1), la suspension du permis de conduire d'une personne qui a été imposée en vertu de l'article 41.1 avant son abrogation en vertu de l'article 4 de la *Loi de 2014 modifiant le Code de la route (assurer la sécurité des routes de l'Ontario)* et qui était en vigueur le jour de l'abrogation de cet article est réputée une suspension prévue à l'article 41.

10. Le paragraphe 55.2 (1) du Code est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Mise en fourrière à court terme : conduite pendant la suspension du permis

(1) Si un agent de police est convaincu qu'une personne conduisait un véhicule automobile sur une voie publique alors que son permis de conduire fait l'objet d'une suspension (autre que celle prévue à l'article 32, 41, 42, 43, 46 ou 47 ou pour un motif prescrit en vertu de l'alinéa 55.1 (38) f.1)), il détient le véhicule que conduisait la personne et celui-ci, aux frais et risques du propriétaire :

11. (1) L'alinéa 57 (4) d) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) établir et régir des programmes d'utilisation de dispositifs de verrouillage du système de démarrage, notamment pour l'application du paragraphe 259 (1.1) du *Code criminel* (Canada), et des programmes exigeant l'installation et l'utilisation d'autres dispositifs dans un véhicule automobile pouvant avoir des incidences sur l'utilisation du véhicule et pouvant enregistrer et transmettre des données à partir du véhicule;

(2) Les alinéas 57 (4) h), i) et j) du Code sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- h) prévoir et régir la suspension, l'annulation, le rétablissement ou la modification d'une catégorie de permis, de certificats d'immatriculation ou de certificats et l'assujettissement des permis, des certificats d'immatriculation ou des certificats à toute condition, restriction, limitation ou inscription, ou annulation de celles-ci, dans des circonstances précisées, notamment lorsqu'une personne ne termine pas avec succès un programme d'examen de la conduite, ou un élément ou une étape quelconque d'un tel programme, ou dans le cadre d'un programme d'utilisation de dispositifs de verrouillage du système de démarrage visé au paragraphe 259 (1.1) du *Code criminel* (Canada);
- i) exiger ou interdire l'accomplissement de toute chose par des personnes participant à un programme d'examen de la conduite;

(3) L'article 57 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Same

(4.1) A regulation made under clause (4) (h) may not provide for the reinstatement of a driver's licence suspended by court order, except for a court order made under subsection 259 (1) of the *Criminal Code* (Canada).

Same

(4.2) A regulation made under clause (4) (h) may not provide for the reinstatement of a suspended driver's licence, except in one of the following circumstances:

1. Where the licence is suspended under a conduct review program.
2. Where the licence is suspended under subsection 41 (1) for an offence listed in clause 41 (1) (b.1) or (c) and the reinstatement is for the purpose of requiring the holder of the licence to participate in an ignition interlock program.
3. Where the licence is suspended for a second subsequent suspension under clause 41 (1) (h) and the suspension has been in effect for at least 10 years before the reinstatement takes effect.

(4) Section 57 of the Act is amended by adding the following subsections:

Penalty

(19) Every person who contravenes this section, a regulation made under this section or a condition imposed on a driver's licence under a conduct review program established under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$1,000.

Penalty — commercial motor vehicle

(20) Despite subsection (19), every person who contravenes this section, a regulation made under this section or a condition imposed on a driver's licence under a conduct review program established under this section is guilty of an offence and, if the offence was committed by means of a commercial motor vehicle within the meaning of subsection 16 (1), on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$20,000.

12. (1) Subsection 62 (14) of the Act is amended by striking out “Subject to subsections (14.1) and (15)” at the beginning and substituting “Subject to subsections (14.1), (15) and (17.1)”.

(2) Subsection 62 (17) of the Act is repealed and the following substituted:

Lights and reflectors on bicycles, etc.

(17) When on a highway at any time from one-half hour before sunset to one-half hour after sunrise and at any other time when, due to insufficient light or unfavourable atmospheric conditions, persons and vehicles on the highway are not clearly discernible at a distance of

Idem

(4.1) Un règlement pris en vertu de l'alinéa (4) h) ne peut pas prévoir le rétablissement d'un permis de conduire suspendu à la suite d'une ordonnance d'un tribunal, sauf une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 259 (1) du *Code criminel* (Canada).

Idem

(4.2) Un règlement pris en vertu de l'alinéa (4) h) ne peut pas prévoir le rétablissement d'un permis de conduire suspendu, sauf dans l'une des circonstances suivantes :

1. Le permis est suspendu dans le cadre d'un programme d'examen de la conduite.
2. Le permis est suspendu en vertu du paragraphe 41 (1) à la suite d'une infraction énumérée à l'alinéa 41 (1) b.1) ou c) et son rétablissement vise à obliger le titulaire du permis à participer à un programme d'utilisation de dispositifs de verrouillage du système de démarrage.
3. Le permis fait l'objet d'une deuxième suspension subséquente en vertu de l'alinéa 41 (1) h) et la suspension a été en vigueur pendant au moins 10 ans avant la prise d'effet du rétablissement du permis.

(4) L'article 57 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Peine

(19) Quiconque contrevient au présent article, à un règlement pris en vertu du présent article ou à une condition dont est assorti un permis de conduire dans le cadre d'un programme d'examen de la conduite établi en vertu du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 1 000 \$.

Peine : véhicule utilitaire

(20) Malgré le paragraphe (19), quiconque contrevient au présent article, à un règlement pris en vertu du présent article ou à une condition dont est assorti un permis de conduire dans le cadre d'un programme d'examen de la conduite établi en vertu du présent article est coupable d'une infraction et, si celle-ci a été commise au moyen d'un véhicule utilitaire au sens du paragraphe 16 (1), est passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 20 000 \$.

12. (1) Le paragraphe 62 (14) du Code est modifié par remplacement de «Sous réserve des paragraphes (14.1) et (15)» par «Sous réserve des paragraphes (14.1), (15) et (17.1)» au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 62 (17) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Feux et réflecteurs sur les bicyclettes

(17) Au cours de la période comprise entre une demi-heure avant le coucher du soleil et une demi-heure après le lever du soleil, et à tout autre moment lorsque, à cause de la lumière insuffisante ou de conditions atmosphériques défavorables, des personnes et des véhicules qui se

150 metres or less, every motor-assisted bicycle and bicycle (other than a unicycle) shall carry a lighted lamp displaying a white or amber light on its front and a lighted lamp displaying a red light or a reflector on its rear, and in addition white reflective material shall be placed on its front forks, and red reflective material covering a surface of not less than 250 millimetres in length and 25 millimetres in width shall be placed on its rear.

Same

(17.1) A bicycle may carry a lamp that produces intermittent flashes of red light on its rear at any time, and may do so instead of or in addition to the lighted lamp or reflector required by subsection (17).

(3) Subsection 62 (18) of the Act is repealed.

13. Section 78 of the Act is amended by adding the following subsection:

Penalty

(5) Every person who contravenes this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$300 and not more than \$1,000.

14. Section 78.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Penalty

(6.1) Every person who contravenes this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$300 and not more than \$1,000.

15. The Act is amended by adding the following section:

Powers of police officer re ignition interlock

79.2 If a police officer determines that the driver's licence of the driver of a motor vehicle is subject to a condition that prohibits him or her from driving any motor vehicle that is not equipped with an ignition interlock device, the police officer may, without a warrant, stop, enter and inspect the vehicle to determine,

- (a) whether the vehicle is equipped with such a device; and
- (b) if the vehicle has the device, whether the device has been tampered with in any manner.

16. Clause 82 (13) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) remove the vehicle inspection sticker or stickers or other type of proof of inspection prescribed by the regulations, or comparable evidence issued by a reciprocating province or territory of Canada or any state of the United States designated by the regulations.

trouvent sur la voie publique ne sont pas nettement visibles à une distance de 150 mètres ou moins, les cyclo-moteurs et les bicyclettes autres que les monocycles doivent être munis à l'avant d'un feu allumé émettant une lumière blanche ou jaune et, à l'arrière, d'un feu allumé émettant une lumière rouge ou d'un réflecteur. En outre, la fourche avant d'un tel moyen de transport doit être munie d'un dispositif réfléchissant de couleur blanche, tandis que l'arrière de celui-ci doit être muni d'un dispositif réfléchissant de couleur rouge couvrant une surface d'au moins 250 millimètres de long et 25 millimètres de large.

Idem

(17.1) Une bicyclette peut être munie en tout temps, à l'arrière, d'un feu émettant une lumière clignotante intermittente rouge. Elle peut être munie de ce feu en plus du feu allumé ou du réflecteur, ou à la place de ce feu ou de ce réflecteur, comme l'exige le paragraphe (17).

(3) Le paragraphe 62 (18) du Code est abrogé.

13. L'article 78 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Peine

(5) Quiconque contrevient au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 300 \$ et d'au plus 1 000 \$.

14. L'article 78.1 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Peine

(6.1) Quiconque contrevient au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 300 \$ et d'au plus 1 000 \$.

15. Le Code est modifié par adjonction de l'article suivant :

Pouvoirs d'un agent de police : dispositif de verrouillage du système de démarrage

79.2 Si un agent de police détermine que le permis de conduire du conducteur d'un véhicule automobile est assorti d'une condition lui interdisant de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage, il peut, sans mandat, arrêter le véhicule, y entrer et l'inspecter pour déterminer :

- a) d'une part, si le véhicule est muni d'un tel dispositif;
- b) d'autre part, dans le cas d'un véhicule muni du dispositif, si celui-ci a été trafiqué de quelque manière que ce soit.

16. L'alinéa 82 (13) b) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) d'autre part, enlever du véhicule la ou les vignettes d'inspection du véhicule ou l'autre type de preuve d'inspection prescrit par les règlements ou l'attestation semblable délivrée par une province ou un territoire du Canada ou un État des États-Unis accordant la réciprocité et désignés par les règlements.

17. Clause 82.1 (6) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) seize the number plates of the vehicle that has the critical defect or defects and remove its vehicle inspection sticker or stickers or other type of proof of inspection prescribed by the regulations, or comparable evidence issued by a reciprocating province or territory of Canada or any state of the United States designated by the regulations; and

18. Subsections 85 (1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Prohibition where evidence of inspection required

(1) No person shall operate or permit to be operated on a highway a vehicle of a type or class prescribed by the regulations made under clause 87 (a) unless,

- (a) the vehicle displays, affixed in the place and manner prescribed by the regulations, an annual inspection sticker and, if prescribed, a semi-annual inspection sticker; or
- (b) where permitted by the regulations and in a form prescribed by the regulations, the vehicle has attached to it or is associated with another type of proof of inspection issued by a vehicle inspection centre.

Exception, proof from reciprocating Canadian jurisdiction or state

(2) Subsection (1) does not apply to a vehicle where its driver produces evidence that the vehicle was inspected in accordance with the inspection procedures and met the equipment and performance standards of a reciprocating province or territory of Canada or any state of the United States designated by the regulations, subject to any conditions or limitations set out in the regulations.

Removal of plates by officer

(3) Where, as required by subsection (1), the sticker or stickers or other type of proof of inspection are not displayed as prescribed by the regulations, a police officer or officer appointed for the purposes of carrying out the provisions of this Act may seize the sticker or stickers or other type of proof of inspection and the number plates of the vehicle.

19. Section 86 of the Act is repealed.

20. Clauses 87 (a), (b), (c), (d) and (e) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) governing, for the purposes of section 85, annual inspection stickers and semi-annual inspection stickers and other types of proof of inspection;
- (b) prescribing the types or classes of vehicles requiring annual inspection stickers or semi-annual inspection stickers or other types of proof of inspection mentioned in section 85;

17. L'alinéa 82.1 (6) a) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) il saisit les plaques d'immatriculation du véhicule qui a un ou plusieurs défauts critiques et enlève du véhicule la ou les vignettes d'inspection du véhicule ou l'autre type de preuve d'inspection prescrit par les règlements ou l'attestation semblable délivrée par une province ou un territoire du Canada ou un État des États-Unis accordant la réciprocité et désignés par les règlements;

18. Les paragraphes 85 (1), (2) et (3) du Code sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Preuve de l'inspection exigée

(1) Nul ne doit utiliser ni autoriser à utiliser sur une voie publique un véhicule d'un type ou d'une catégorie prescrits par les règlements pris en vertu de l'alinéa 87 a), sauf si l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie :

- a) le véhicule comporte, mise en évidence à l'endroit et de la façon prescrits par les règlements, une vignette d'inspection annuelle et, si cela est prescrit, une vignette d'inspection semestrielle;
- b) si les règlements l'autorisent, un autre type de preuve d'inspection, délivré par un centre d'inspection des véhicules dans la forme prescrite par les règlements, est apposé sur le véhicule ou y est associé.

Exception : preuve émanant d'un territoire canadien ou d'un État accordant la réciprocité

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un véhicule si le conducteur de ce véhicule fournit une attestation selon laquelle le véhicule a fait l'objet d'une inspection conformément aux modalités d'inspection d'une province ou d'un territoire du Canada ou d'un État des États-Unis accordant la réciprocité et désignés par les règlements et est conforme aux normes d'équipement et de fonctionnement de cette province, de ce territoire ou de cet État, sous réserve des conditions ou restrictions énoncées dans les règlements.

Saisie des plaques par un agent

(3) Si, comme l'exige le paragraphe (1), la ou les vignettes ou l'autre type de preuve d'inspection ne sont pas mis en évidence comme le prescrivent les règlements, un agent de police ou un agent chargé de faire appliquer les dispositions du présent code peut saisir la ou les vignettes ou l'autre type de preuve d'inspection ainsi que les plaques d'immatriculation du véhicule.

19. L'article 86 du Code est abrogé.

20. Les alinéas 87 a), b), c), d) et e) du Code sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) régir, pour l'application de l'article 85, les vignettes d'inspection annuelle et semestrielle et d'autres types de preuve d'inspection;
- b) prescrire les types ou catégories de véhicules pour lesquels les vignettes d'inspection annuelle ou semestrielle ou les autres types de preuve d'inspection visés à l'article 85 sont exigés;

- (c) governing alternative methods of complying with section 85 by employing other types of proof of inspection, including requiring or permitting a method other than displaying annual and semi-annual inspection stickers;
- (d) designating reciprocating provinces or territories of Canada or states of the United States for the purposes of subsection 85 (2) and setting conditions or limitations on the recognition of evidence of inspection results;
- (e) prescribing the period of time for which the stickers or other types of proof of inspection referred to in section 85 shall be valid and any conditions for their validity;

21. Sections 88 to 100 of the Act are repealed.

22. (1) The Act is amended by adding the following section:

Transition

Regulations

100.1 (1) The Minister may make regulations,

- (a) governing the transition from the motor vehicle inspection station system, as set out in sections 88 to 100, to the vehicle inspection centre system, as set out in sections 100.2 to 100.8;
- (b) governing, for purposes of transition, the application or the partial application of portions of the vehicle inspection centre system to the motor vehicle inspection station system.

Regulation prevails

(2) Where there is a conflict between a regulation made under subsection (1) and the Act, the regulation prevails.

Notice

(3) The Ministry may give notice to any person holding a motor vehicle inspection station licence,

- (a) requiring that the person return to the Ministry any forms or materials received from the Ministry;
- (b) setting out the time within which the person must return the forms or materials; and
- (c) requiring the person to retain the records specified in the notice for the period of time specified in the notice.

Same

(4) The notice may be served by a method prescribed by a regulation made under subsection (1) and the notice is deemed to be served within the time period prescribed by a regulation made under subsection (1).

Deemed service

(5) Where the notice is deemed to be served within the

- c) régir d'autres moyens de se conformer à l'article 85 en utilisant d'autres types de preuve d'inspection, notamment exiger ou autoriser un moyen autre que la mise en évidence de vignettes d'inspection annuelle et semestrielle;
- d) désigner, pour l'application du paragraphe 85 (2), des provinces ou territoires du Canada ou des États des États-Unis accordant la réciprocité et établir les conditions ou restrictions relatives à la reconnaissance des preuves des résultats d'inspection;
- e) prescrire la période de validité des vignettes ou des autres types de preuve d'inspection visés à l'article 85 et toute condition relative à la validité de ces documents;

21. Les articles 88 à 100 du Code sont abrogés.

22. (1) Le Code est modifié par adjonction de l'article suivant :

Disposition transitoire

Rèlements

100.1 (1) Le ministre peut, par règlement :

- a) régir le passage du système actuel de centres d'inspection des véhicules automobiles, prévu aux articles 88 à 100, au nouveau système de centres d'inspection des véhicules, prévu aux articles 100.2 à 100.8;
- b) régir, aux fins de la transition, l'application complète ou partielle d'aspects du nouveau système de centres d'inspection des véhicules au système actuel de centres d'inspection des véhicules automobiles.

Incompatibilité

(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) l'emportent sur le Code en cas d'incompatibilité.

Avis

(3) Le ministre peut donner à toute personne titulaire d'un permis de centre d'inspection des véhicules automobiles un avis qui :

- a) exige que la personne remette au ministère les formulaires ou documents fournis par ce dernier;
- b) indique le délai de remise des formulaires ou documents;
- c) exige que la personne conserve les dossiers précisés dans l'avis pendant la période qui y est précisée.

Idem

(4) L'avis peut être signifié selon un mode prescrit par un règlement pris en vertu du paragraphe (1). Il est réputé être signifié dans le délai prescrit par un règlement pris en vertu du paragraphe (1).

Signification réputée faite

(5) En l'absence de preuve contraire, l'avis qui est ré-

time period prescribed by regulation, it shall be deemed to have been served within that time in the absence of evidence to the contrary.

Compliance

(6) A person to whom a notice is given shall comply with the provisions of the notice.

(2) Section 100.1 of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed.

23. The Act is amended by adding the following sections:

Ministry program for the inspection of vehicles and the issuance of certificates

100.2 (1) The Minister may establish a program to provide for the inspection of vehicles and the issuance of safety standards certificates, structural inspection certificates, annual inspection certificates and stickers and semi-annual inspection certificates and stickers and other types of proof of inspection.

Director of Vehicle Inspection Standards

(2) The Minister may appoint a Director of Vehicle Inspection Standards to administer the program.

Agreements with service providers

(3) The Minister may enter into agreements with service providers to assist with the administration of the program.

Agreements to operate vehicle inspection centres

(4) The Minister may,

- (a) enter into agreements that authorize persons to operate vehicle inspection centres under the program; and
- (b) authorize one or more service providers to enter into agreements that authorize persons to operate vehicle inspection centres under the program.

Not a Crown agent

(5) A vehicle inspection centre is not an agent of the Crown.

Same

(6) A service provider is not an agent of the Crown, except as may be provided by the service provider agreement.

Collection, use and disclosure of information

(7) A service provider is authorized to collect, use and disclose information, including personal information within the meaning of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, for the purpose of providing services under this Act, but the service provider shall exercise this authority solely in accordance with the applicable service provider agreement.

puté être signifié dans le délai prescrit par un règlement est réputé l'avoir été dans ce délai.

Conformité

(6) La personne à qui un avis est donné doit se conformer aux dispositions de cet avis.

(2) L'article 100.1 du Code, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), est abrogé.

23. Le Code est modifié par adjonction des articles suivants :

Programme du ministère pour l'inspection des véhicules et la délivrance de certificats

100.2 (1) Le ministre peut mettre sur pied un programme prévoyant l'inspection des véhicules et la délivrance de certificats de sécurité, de certificats d'inspection structurelle, de certificats et vignettes d'inspection annuelle et semestrielle et d'autres types de preuve d'inspection.

Directeur des normes d'inspection des véhicules

(2) Le ministre peut nommer un directeur des normes d'inspection des véhicules pour administrer le programme.

Ententes avec des fournisseurs de services

(3) Le ministre peut conclure des ententes avec des fournisseurs de services en vue d'aider à administrer le programme.

Ententes autorisant l'exploitation de centres d'inspection des véhicules

(4) Le ministre peut :

- a) conclure des ententes autorisant des personnes à exploiter des centres d'inspection des véhicules dans le cadre du programme;
- b) autoriser un ou plusieurs fournisseurs de services à conclure des ententes autorisant des personnes à exploiter des centres d'inspection des véhicules dans le cadre du programme.

Non un mandataire de la Couronne

(5) Un centre d'inspection des véhicules n'est pas un mandataire de la Couronne.

Idem

(6) Un fournisseur de services n'est pas un mandataire de la Couronne, sauf disposition contraire de l'entente de services qu'il a conclue.

Collecte, utilisation et divulgation de renseignements

(7) Un fournisseur de services est autorisé à recueillir, à utiliser et à divulguer des renseignements, y compris des renseignements personnels au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, afin de fournir des services en application du présent code, mais il ne doit exercer ce pouvoir que conformément à l'entente de services applicable qu'il a conclue.

Crown not liable for acts of a vehicle inspection centre or service provider

100.3 (1) No action or other proceeding shall be instituted against the Crown, the Minister, the Director of Vehicle Inspection Standards or any other official or employee in the Ministry for any act of a vehicle inspection centre or service provider, or an employee or agent of a vehicle inspection centre or service provider, in the execution or intended execution of a power, duty or responsibility provided for under this Act or for an alleged neglect or default in the execution or intended execution of a power, duty or responsibility provided for under this Act.

Crown not liable for acts done in good faith under this Act

(2) No action or other proceeding shall be instituted against the Minister, the Director of Vehicle Inspection Standards or any other official or employee in the Ministry for any act done in good faith in the execution or intended execution of a power or duty under this Act or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of a power or duty under this Act.

Exception

(3) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (2) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (2) to which it would otherwise be subject.

24. The Act is amended by adding the following sections:

Prohibitions

No false statement or inaccurate information

100.4 (1) No person shall make a false statement or include inaccurate information or permit the making of a false statement or the including of inaccurate information,

- (a) in any certificate or sticker or other type of proof of inspection referred to in subsection 100.2 (1); or
- (b) in any application or other document submitted, directly or indirectly, to the Ministry or provided to a customer.

Registered technicians

(2) No person shall determine whether or not a vehicle meets the standards for issuance of a certificate or sticker or other type of proof of inspection other than a technician registered with the Director of Vehicle Inspection Standards.

Accredited vehicle inspection centres

(3) No person shall issue, or permit the issuance of, any certificate or sticker or other type of proof of inspection unless,

- (a) it is issued by a registered technician after an inspection conducted in accordance with the inspection procedures that are prescribed by regulation or

Immunité de la Couronne à l'égard des actes accomplis par un centre d'inspection des véhicules ou un fournisseur de services

100.3 (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne, le ministre, le directeur des normes d'inspection des véhicules ou tout autre fonctionnaire ou employé du ministère pour un acte accompli par un centre d'inspection des véhicules ou un fournisseur de services ou par un employé ou un mandataire de l'un ou de l'autre dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs, des fonctions ou des responsabilités prévues par le présent code ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice effectif ou censé tel de ces pouvoirs, fonctions ou responsabilités.

Immunité de la Couronne à l'égard des actes accomplis de bonne foi en vertu du présent code

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre le ministre, le directeur des normes d'inspection des véhicules ou tout autre fonctionnaire ou employé du ministère pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou des fonctions que lui attribue le présent code ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ces pouvoirs ou fonctions.

Exception

(3) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (2) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée au paragraphe (2).

24. Le Code est modifié par adjonction des articles suivants :

Interdictions

Fausse déclarations ou renseignements inexacts

100.4 (1) Nul ne doit faire une fausse déclaration ou inclure des renseignements inexacts ni permettre qu'une fausse déclaration soit faite ou que des renseignements inexacts soient inclus :

- a) dans les certificats, vignettes ou autres types de preuve d'inspection visés au paragraphe 100.2 (1);
- b) dans les demandes ou autres documents présentés, directement ou indirectement, au ministère ou fournis à un client.

Techniciens inscrits

(2) Seul un technicien inscrit auprès du directeur des normes d'inspection des véhicules peut décider si un véhicule satisfait ou non aux normes applicables à la délivrance d'un certificat, d'une vignette ou d'un autre type de preuve d'inspection.

Centre d'inspection des véhicules agréé

(3) Nul ne doit délivrer un certificat, une vignette ou un autre type de preuve d'inspection ni en autoriser la délivrance, sauf dans les circonstances suivantes :

- a) le document est délivré par un technicien inscrit à l'issue d'une inspection réalisée conformément aux modalités d'inspection prescrites par règlement ou

set out in a directive issued under section 100.7 in a vehicle inspection centre accredited by the Director of Vehicle Inspection Standards; and

- (b) the vehicle meets the equipment and performance standards that are prescribed by regulation or set out in a directive issued under section 100.7.

Provided or approved forms

(4) No person shall use any form or type of certificate or sticker or other type of proof of inspection other than a form, type or proof provided by or approved by the Ministry.

Inspectors

100.5 (1) The Director of Vehicle Inspection Standards may appoint, in writing, one or more persons as vehicle inspection standards inspectors.

Certificate of appointment

(2) The Director shall issue every vehicle inspection standards inspector a certificate of appointment and every inspector who is acting in the execution of his or her duties shall produce his or her certificate of appointment upon request.

Admissibility of copies

(3) A copy of any record of a vehicle inspection centre that purports to be certified by a vehicle inspection standards inspector is admissible in evidence in any proceeding or prosecution as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the original.

Obstruction

(4) No person shall obstruct a vehicle inspection standards inspector or withhold, destroy, conceal or refuse to furnish any information or thing required by the inspector for the purposes of carrying out his or her duties.

25. The Act is amended by adding the following section:

Offences

100.6 (1) Any person who contravenes subsection 100.1 (6), section 100.4 or subsection 100.5 (4) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$400 and not more than \$20,000 or to imprisonment for a term of not more than 30 days, or to both.

Limitation period

(2) No proceeding for an offence under this section may be instituted more than two years after the facts on which the proceeding is based are alleged to have occurred.

Report on conviction to Director

(3) A provincial judge or justice of the peace who makes a conviction for an offence under this section or any regulation made under it, or the clerk of the court in

énoncées dans une directive donnée en application de l'article 100.7 dans un centre d'inspection des véhicules agréé par le directeur des normes d'inspection des véhicules;

- b) le véhicule satisfait aux normes d'équipement et de fonctionnement prescrites par règlement ou énoncées dans une directive donnée en application de l'article 100.7.

Certificats et vignettes sous une forme fournie ou approuvée

(4) Nul ne doit utiliser une forme ou un type de certificat ou de vignette ou un autre type de preuve d'inspection autre qu'une forme, un type ou une preuve fourni ou approuvé par le ministère.

Inspecteurs

100.5 (1) Le directeur des normes d'inspection des véhicules peut nommer, par écrit, une ou plusieurs personnes en qualité d'inspecteurs des normes d'inspection des véhicules.

Attestation de nomination

(2) Le directeur délivre à chaque inspecteur des normes d'inspection des véhicules une attestation de nomination que l'inspecteur, dans l'exercice de ses fonctions, présente sur demande.

Admissibilité en preuve des copies

(3) La copie d'un dossier d'un centre d'inspection des véhicules qui se présente comme étant certifiée conforme par l'inspecteur des normes d'inspection des véhicules est admissible en preuve dans une instance ou une poursuite comme preuve, en l'absence de preuve contraire, de l'original.

Entrave

(4) Nul ne doit entraver l'action de l'inspecteur des normes d'inspection des véhicules, ni garder, détruire, dissimuler ou refuser de fournir les renseignements ou les choses que l'inspecteur exige dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

25. Le Code est modifié par adjonction de l'article suivant :

Infractions

100.6 (1) Quiconque contrevient au paragraphe 100.1 (6), à l'article 100.4 ou au paragraphe 100.5 (4) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 400 \$ et d'au plus 20 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus 30 jours, ou d'une seule de ces peines.

Délai de prescription

(2) Aucune instance ne peut être introduite pour une infraction au présent article plus de deux ans après que les faits sur lesquels l'instance est fondée auraient eu lieu.

Rapport de la déclaration de culpabilité envoyé au directeur

(3) Un juge provincial ou un juge de paix qui prononce une déclaration de culpabilité pour une infraction au présent article ou à un règlement pris en vertu du présent

which the conviction is made, shall forthwith certify the conviction to the Director of Vehicle Inspection Standards setting out the name, address and description of the person convicted and the provision contravened under this Act.

26. The Act is amended by adding the following sections:

Directives

100.7 (1) The Director of Vehicle Inspection Standards may make directives,

- (a) governing the issuance of safety standards certificates, structural inspection certificates, annual inspection certificates and stickers and semi-annual inspection certificates and stickers and other types of proof of inspection;
- (b) governing inspection procedures; and
- (c) governing equipment and performance standards that must be met before a certificate, sticker or other proof of inspection mentioned in clause (a) may be issued.

Same

(2) A directive may be general or particular in its application, and may provide for different classes or categories.

Public availability

- (3) Every directive,
 - (a) shall be made available to the public on request; and
 - (b) shall be publicly posted on at least one Government of Ontario website.

Status

(4) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply with respect to directives.

Term of agreement

(5) It shall be deemed to be a term and condition of every agreement to operate a vehicle inspection centre that the operator shall comply with all applicable directives.

Admissibility of copies

(6) A copy of a directive or a portion of a directive that purports to be certified by the Director or by an inspector is admissible in evidence in any proceeding or prosecution as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the directive or any portion of it.

Regulations

100.8 (1) The Minister may make regulations,

- (a) governing the payment of fees to the Ministry for anything done by or on behalf of the Minister or the Director of Vehicle Inspection Standards or for any purpose under sections 100.2 to 100.5 and this section;

article, ou le greffier du tribunal auprès duquel la déclaration de culpabilité est établie, atteste celle-ci sans délai au directeur des normes d'inspection des véhicules en indiquant les nom, adresse et description de la personne déclarée coupable ainsi que la disposition du présent code qui a été enfreinte.

26. Le Code est modifié par adjonction des articles suivants :

Directives

100.7 (1) Le directeur des normes d'inspection des véhicules peut donner des directives pour :

- a) régir la délivrance de certificats de sécurité, de certificats d'inspection structurelle, de certificats et vignettes d'inspection annuelle et semestrielle et d'autres types de preuve d'inspection;
- b) régir les modalités d'inspection;
- c) régir les normes d'équipement et de fonctionnement devant être satisfaites avant qu'un certificat, une vignette ou un autre type de preuve d'inspection visé à l'alinéa a) puisse être délivré.

Idem

(2) Les directives données peuvent avoir une portée générale ou particulière et prévoir différentes catégories.

Documents accessibles au public

- (3) Chaque directive :
 - a) est mise à la disposition du public, sur demande;
 - b) est affichée publiquement sur au moins un site Web du gouvernement de l'Ontario.

Statut

(4) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas à l'égard des directives.

Condition de l'entente

(5) Le respect de toutes les directives applicables est réputé être une condition de chaque entente autorisant l'exploitation d'un centre d'inspection des véhicules.

Admissibilité en preuve des copies

(6) La copie d'une directive ou d'une partie d'une directive qui se présente comme étant certifiée conforme par le directeur ou par un inspecteur est admissible en preuve dans une instance ou une poursuite comme preuve, en l'absence de preuve contraire, de la directive ou de toute partie de celle-ci.

Règlements

100.8 (1) Le ministre peut, par règlement :

- a) régir le paiement de droits au ministère pour tout acte accompli par le ministre ou le directeur des normes d'inspection des véhicules ou pour leur compte ou pour toute fin prévue par les articles 100.2 à 100.5 et par le présent article;

- (b) establishing qualifications and requirements for vehicle inspection centres;
- (c) establishing qualifications and requirements for vehicle inspection centre technicians;
- (d) providing procedures by which the Director of Vehicle Inspection Standards may,
 - (i) refuse to accredit a person as a vehicle inspection centre, or
 - (ii) register a person as a vehicle inspection centre technician or refuse to renew or revoke the person's registration;
- (e) governing,
 - (i) the issuance of safety standards certificates, structural inspection certificates, annual inspection certificates and stickers and semi-annual inspection certificates and stickers and other types of proof of inspection,
 - (ii) inspection procedures, and
 - (iii) equipment and performance standards that must be met before a certificate, sticker or other proof of inspection mentioned in subclause (i) may be issued;
- (f) defining any term used in sections 100.2 to 100.7.

Amendments to adopted documents

(2) If a regulation made under clause (1) (e) adopts a document by reference, the regulation may adopt the document as it may be amended from time to time.

When adoption of amendment effective

(3) The adoption of an amendment of a document that has been adopted by reference comes into effect upon the amended document being posted on a Government of Ontario website.

27. (1) Subsection 104 (1) of the Act is amended by striking out “No person shall ride on or operate a motorcycle” at the beginning and substituting “No person shall ride or operate a motorcycle”.

(2) Subsection 104 (2.1) of the Act is amended by striking out “no person shall ride on or operate a bicycle” and substituting “no person shall ride or operate a bicycle”.

(3) Subsection 104 (2.2) of the Act is amended by striking out “that person to ride on or operate a bicycle” and substituting “that person to ride a bicycle”.

28. Subsection 109 (7.1) of the Act is amended by striking out “25 metres” at the end and substituting “27.5 metres”.

- b) établir les conditions que doivent respecter les centres d'inspection des véhicules et les exigences qui s'appliquent à eux;
- c) établir les qualités requises des techniciens de centres d'inspection des véhicules et les exigences qui s'appliquent à eux;
- d) prévoir les modalités selon lesquelles le directeur des normes d'inspection des véhicules peut :
 - (i) soit refuser d'agréer une personne comme centre d'inspection des véhicules,
 - (ii) soit inscrire une personne en qualité de technicien de centre d'inspection des véhicules, refuser de renouveler l'inscription d'une personne en cette qualité ou révoquer une telle inscription;
- e) régir :
 - (i) la délivrance de certificats de sécurité, de certificats d'inspection structurelle, de certificats et vignettes d'inspection annuelle et semestrielle et d'autres types de preuve d'inspection,
 - (ii) les modalités d'inspection,
 - (iii) les normes d'équipement et de fonctionnement devant être satisfaites avant qu'un certificat, une vignette ou un autre type de preuve d'inspection visé au sous-alinéa (i) puisse être délivré;
- f) définir tout terme employé aux articles 100.2 à 100.7.

Modification des documents adoptés

(2) Chaque règlement pris en vertu de l'alinéa (1) e) qui adopte un document par renvoi peut adopter le document dans ses versions successives.

Prise d'effet de l'adoption

(3) L'adoption d'une modification apportée à un document qui a été adopté par renvoi prend effet dès l'affichage du document modifié sur un site Web du gouvernement de l'Ontario.

27. (1) Le paragraphe 104 (1) du Code est modifié par remplacement de «circuler sur une motocyclette ou un cyclomoteur,» par «circuler à motocyclette ou à cyclomoteur,».

(2) Le paragraphe 104 (2.1) du Code est modifié par remplacement de «circuler sur une bicyclette ou en utiliser une» par «circuler à bicyclette ou utiliser une bicyclette,».

(3) Le paragraphe 104 (2.2) du Code est modifié par remplacement de «cette personne à circuler sur une bicyclette, sauf une bicyclette assistée, ou à en utiliser une sur une voie publique» par «cette personne à circuler à bicyclette, sauf une bicyclette assistée, sur une voie publique».

28. Le paragraphe 109 (7.1) du Code est modifié par remplacement de «25 mètres» par «27,5 mètres».

29. (1) Section 133 of the Act is amended by adding the following definition:

“bicycle traffic control signal” means a traffic control signal where the coloured lenses each display a prescribed bicycle symbol; (“signalisation de la circulation pour bicyclettes”)

(2) The definition of “traffic control signal” in section 133 of the Act is amended by adding “and includes a bicycle traffic control signal” at the end.

30. (1) Subsections 140 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Pedestrian crossover

Duties of driver

(1) When a pedestrian is crossing on the roadway within a pedestrian crossover, the driver of a vehicle approaching the crossover,

- (a) shall stop before entering the crossover;
- (b) shall not overtake another vehicle already stopped at the crossover; and
- (c) shall not proceed into the crossover until the pedestrian is no longer on the roadway.

(2) Subsections 140 (3), (4) and (6) of the Act are repealed and the following substituted:

Passing moving vehicles within 30 metres of pedestrian crossover

(3) When a vehicle is approaching a pedestrian crossover and is within 30 metres of it, the driver of any other vehicle approaching from the rear shall not allow the front extremity of his or her vehicle to pass beyond the front extremity of the other vehicle.

Duty of pedestrian

(4) No pedestrian shall leave the curb or other place of safety at a pedestrian crossover and walk, run or move into the path of a vehicle that is so close that it is impracticable for the driver of the vehicle to comply with subsection (1).

Riding in pedestrian crossover prohibited

(6) No person shall ride or operate a bicycle across a roadway within a pedestrian crossover.

(3) Subsection 140 (7) of the Act is amended by striking out “subsection (1), (2) or (3)” and substituting “subsection (1) or (3)”.

(4) Section 140 of the Act is amended by adding the following subsections:

Regulations

(8) The Minister may make regulations respecting pedestrian crossovers,

29. (1) L'article 133 du Code est modifié par adjonction de la définition suivante :

«signalisation de la circulation pour bicyclettes» Signalisation de la circulation dont les lentilles de couleur affichent chacune un symbole de bicyclette prescrit. («bicycle traffic control signal»)

(2) La définition de «signalisation de la circulation» à l'article 133 du Code est modifiée par adjonction de «La présente définition s'entend en outre de la signalisation de la circulation pour bicyclettes.» à la fin de la définition.

30. (1) Les paragraphes 140 (1) et (2) du Code sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Passage pour piétons

Obligations du conducteur

(1) Lorsqu'un piéton traverse la chaussée à l'intérieur d'un passage pour piétons, le conducteur du véhicule qui s'approche du passage pour piétons doit faire ce qui suit :

- a) s'arrêter avant de franchir le passage pour piétons;
- b) ne pas rattraper un autre véhicule déjà arrêté au passage pour piétons;
- c) ne s'engager dans le passage pour piétons que lorsque le piéton a quitté la chaussée.

(2) Les paragraphes 140 (3), (4) et (6) du Code sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Dépassement d'un véhicule en mouvement dans les 30 mètres d'un passage pour piétons

(3) Lorsqu'un véhicule aborde un passage pour piétons et se trouve à moins de 30 mètres de celui-ci, le conducteur d'un autre véhicule qui approche de l'arrière fait en sorte que l'extrémité avant de son véhicule ne dépasse pas l'extrémité avant de l'autre véhicule.

Obligation du piéton

(4) Le piéton ne doit pas quitter la bordure du trottoir ou un autre endroit sûr à un passage pour piétons ni marcher, courir ou se déplacer sur la voie d'un véhicule qui est si près qu'il est pratiquement impossible au conducteur du véhicule de se conformer au paragraphe (1).

Interdiction

(6) Nul ne doit traverser la chaussée en circulant à bicyclette ou en utilisant une bicyclette à l'intérieur d'un passage pour piétons.

(3) Le paragraphe 140 (7) du Code est modifié par remplacement de «paragraphe (1), (2) ou (3)» par «paragraphe (1) ou (3)».

(4) L'article 140 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Règlements

(8) Le ministre peut, par règlement, traiter des passages pour piétons, et notamment :

- (a) providing for the erection of signs on any highway or any type or class of highway and the placing of markings on the roadway;
- (b) prescribing the types of signs and markings and the location on the highway and roadway of each type of sign and marking;
- (c) prohibiting the use or erection of any sign or type of sign that is not prescribed.

Definitions

- (9) In this section,

“pedestrian” includes a person in a wheelchair; (“piéton”)

“vehicle” includes a street car. (“véhicule”)

31. (1) Subsection 144 (10) of the Act is repealed and the following substituted:

Obeying lane lights

(10) Every driver shall obey every traffic control signal that applies to the lane that he or she is in and, for greater certainty, where both a traffic control signal that is not a bicycle traffic control signal and a bicycle traffic control signal apply to the same lane,

- (a) a person riding or operating a bicycle in that lane shall obey the bicycle traffic control signal; and
- (b) a person driving a vehicle other than a bicycle in that lane shall obey the traffic control signal that is not a bicycle traffic control signal.

(2) Subsection 144 (29) of the Act is repealed and the following substituted:

Riding in crosswalks prohibited

(29) No person shall ride or operate a bicycle across a roadway within a crosswalk at an intersection or at a location, other than an intersection, which is controlled by a traffic control signal system.

(3) Subsection 144 (32) of the Act is amended by adding the following clause:

- (e) prescribing a bicycle symbol for bicycle traffic control signals.

32. Subsection 147 (2) of the Act is amended by striking out “or” at the end of clause (b), by adding “or” at the end of clause (c) and by adding the following clause:

- (d) bicycle in a lane designated under subsection 153 (2) for travel in the opposite direction of traffic.

33. Section 148 of the Act is amended by adding the following subsections:

- a) prévoir la mise en place de panneaux sur une voie publique ou un type ou une catégorie de voies publiques et la pose de marques sur la chaussée;
- b) prescrire le type de ces panneaux et marques ainsi que l'emplacement de chaque type de panneaux et de marques sur la voie publique et la chaussée;
- c) interdire l'utilisation ou la mise en place de tout panneau ou type de panneaux qui ne sont pas prescrits.

Définitions

- (9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«piéton» S'entend en outre d'une personne en fauteuil roulant. («pedestrian»)

«véhicule» S'entend en outre d'un tramway. («vehicle»)

31. (1) Le paragraphe 144 (10) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Observation des feux de la voie

(10) Le conducteur doit observer la signalisation de la circulation qui s'applique à la voie sur laquelle il circule. Il est entendu que si une signalisation de la circulation qui n'est pas une signalisation de la circulation pour bicyclettes et qu'une signalisation de la circulation pour bicyclettes s'appliquent à la même voie :

- a) la personne qui circule à bicyclette ou qui utilise une bicyclette dans cette voie observe la signalisation de la circulation pour bicyclettes;
- b) la personne qui conduit un véhicule, à l'exception d'une bicyclette, dans cette voie observe la signalisation de la circulation qui n'est pas la signalisation de la circulation pour bicyclettes.

(2) Le paragraphe 144 (29) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction de traverser à bicyclette un passage protégé pour piétons

(29) Nul ne doit traverser la chaussée en circulant à bicyclette ou en utilisant une bicyclette à l'intérieur d'un passage protégé pour piétons situé à une intersection ou à un autre endroit où se trouve un système de panneaux de signalisation.

(3) Le paragraphe 144 (32) du Code est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- e) prescrire l'emploi d'un symbole de bicyclette pour la signalisation de la circulation pour bicyclettes.

32. Le paragraphe 147 (2) du Code est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- d) d'une bicyclette dans une voie désignée en vertu du paragraphe 153 (2) pour la circulation en sens inverse.

33. L'article 148 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Same

(6.1) Every person in charge of a motor vehicle on a highway who is overtaking a person travelling on a bicycle shall, as nearly as may be practicable, leave a distance of not less than one metre between the bicycle and the motor vehicle and shall maintain that distance until safely past the bicycle.

Same

(6.2) The one metre distance required by subsection (6.1) refers to the distance between the extreme right side of the motor vehicle and the extreme left side of the bicycle, including all projections and attachments.

34. Subsection 151 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Non-authorized use of paved shoulder prohibited

(5) No person shall drive on the paved shoulder of any part of the King's Highway designated under this section except in accordance with this section and a regulation made under it.

35. Section 153 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception — bicycle lanes

(2) A lane on a highway designated for the use of one-way traffic only may be designated for the use of bicycle traffic in the opposite direction and, despite subsection (1), where such a designation is made, a person riding or operating a bicycle in that lane shall travel only in the direction designated for that lane.

Same

(3) The designation of a lane for bicycle traffic is not effective until official signs have been erected and the lane has been marked accordingly.

36. Clause 154 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) a vehicle shall not be driven from one lane to another lane or to the shoulder or from the shoulder to a lane unless the driver first ascertains that it can be done safely;

37. Subsection 156 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception — road service vehicles

(2) Despite clause (1) (a), a road service vehicle may be operated or driven on the shoulder of the highway if the vehicle remains on its side of the separation.

Same — bicycles

(3) Despite clause (1) (a), a bicycle may be ridden or operated on the paved shoulder of the highway if the bicycle remains on its side of the separation.

Idem

(6.1) La personne qui a la charge d'un véhicule automobile sur une voie publique et qui rattrape une bicyclette laisse, autant que possible, une distance d'au moins un mètre entre la bicyclette et le véhicule et maintient cette distance jusqu'à ce qu'elle ait dépassé en toute sécurité la bicyclette.

Idem

(6.2) La distance d'un mètre qu'exige le paragraphe (6.1) correspond à la distance entre l'extrême droite du véhicule automobile et l'extrême gauche de la bicyclette, y compris l'ensemble des saillies et accessoires.

34. Le paragraphe 151 (5) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction d'utiliser l'accotement stabilisé sans autorisation

(5) Nul ne doit conduire sur l'accotement stabilisé d'une section de la route principale désignée en vertu du présent article, si ce n'est conformément au présent article et à ses règlements d'application.

35. L'article 153 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : voie cyclable

(2) L'une des voies d'une voie publique désignée pour la circulation à sens unique seulement peut être désignée pour la circulation des bicyclettes en sens inverse. En cas d'une telle désignation et malgré le paragraphe (1), une personne circulant à bicyclette ou utilisant une bicyclette dans cette voie ne doit se déplacer que dans le sens désigné pour cette voie.

Idem

(3) La désignation d'une voie réservée à la circulation à bicyclette n'entre en vigueur que lorsque des panneaux officiels ont été placés et que des marques correspondantes existent sur la voie.

36. L'alinéa 154 (1) a) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) un véhicule ne doit pas passer d'une voie de circulation à une autre voie ou se diriger vers l'accotement, ou aller de l'accotement vers une voie de circulation, à moins que le conducteur ne se soit d'abord assuré de pouvoir agir ainsi en toute sécurité;

37. Le paragraphe 156 (2) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception : véhicule de la voirie

(2) Malgré l'alinéa (1) a), un véhicule de la voirie peut être utilisé ou conduit sur l'accotement de la voie publique, à condition de rester sur le même côté de la chaussée.

Idem : bicyclettes

(3) Malgré l'alinéa (1) a), une bicyclette peut circuler ou être utilisée sur l'accotement stabilisé de la voie publique, à condition de rester sur le même côté de la chaussée.

38. Subsections 159 (2), (3) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Slow down on approaching stopped emergency vehicle or tow truck

(2) Upon approaching an emergency vehicle with its lamp producing intermittent flashes of red light or red and blue light or a tow truck with its lamp producing intermittent flashes of amber light that is stopped on a highway, the driver of a vehicle travelling on the same side of the highway shall slow down and proceed with caution, having due regard for traffic on and the conditions of the highway and the weather, to ensure that the driver does not collide with the emergency vehicle or tow truck or endanger any person outside of the emergency vehicle or tow truck.

Same

(3) Upon approaching an emergency vehicle with its lamp producing intermittent flashes of red light or red and blue light or a tow truck with its lamp producing intermittent flashes of amber light that is stopped on a highway with two or more lanes of traffic on the same side of the highway as the side on which the emergency vehicle or tow truck is stopped, the driver of a vehicle travelling in the same lane that the emergency vehicle or tow truck is stopped in or in a lane that is adjacent to the emergency vehicle or tow truck, in addition to slowing down and proceeding with caution as required by subsection (2), shall move into another lane if the movement can be made safely.

Stop on approaching emergency vehicle or tow truck

(5) Nothing in subsection (2) or (3) prevents a driver from stopping his or her vehicle and not passing the stopped emergency vehicle or tow truck if stopping can be done safely and is not otherwise prohibited by law.

39. Section 160 of the Act is repealed and the following substituted:

Towing of persons on bicycles, toboggans, etc., prohibited

160. No driver of a vehicle or street car shall permit any person riding, riding on or operating a bicycle, coaster, toboggan, sled, skateboard, toy vehicle or any other type of conveyance or wearing roller skates, in-line skates or skis to attach the same, himself or herself to the vehicle or street car on a highway.

40. Section 165 of the Act is amended by adding the following subsection:

Penalty

(2) A person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$300 and not more than \$1,000.

38. Les paragraphes 159 (2), (3) et (5) du Code sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Ralentissement à l'approche d'un véhicule de secours ou d'une dépanneuse arrêté

(2) Lorsqu'il s'approche soit d'un véhicule de secours dont le feu émet une lumière clignotante intermittente rouge ou rouge et bleu soit d'une dépanneuse dont le feu émet une lumière clignotante intermittente jaune et qui sont arrêtés sur une voie publique, le conducteur d'un véhicule qui circule sur le même côté de la voie publique ralentit et continue de rouler avec prudence, compte tenu de la circulation, de l'état de la voie publique et des conditions atmosphériques, de façon à ne pas entrer en collision avec le véhicule de secours ou la dépanneuse ni à mettre en danger les personnes qui se trouvent à l'extérieur du véhicule ou de la dépanneuse.

Idem

(3) Lorsqu'il s'approche soit d'un véhicule de secours dont le feu émet une lumière clignotante intermittente rouge ou rouge et bleu soit d'une dépanneuse dont le feu émet une lumière clignotante intermittente jaune et qui sont arrêtés sur une voie publique composée de deux voies de circulation ou plus sur le même côté de la voie publique que celui où sont arrêtés le véhicule de secours ou la dépanneuse, le conducteur d'un véhicule qui circule sur la même voie que celle où sont arrêtés le véhicule de secours ou la dépanneuse ou sur une voie adjacente doit, en plus de ralentir et de continuer de rouler avec prudence comme l'exige le paragraphe (2), s'engager dans une autre voie si la manoeuvre peut se faire en toute sécurité.

Arrêt à l'approche d'un véhicule de secours ou d'une dépanneuse

(5) Le paragraphe (2) ou (3) n'a pas pour effet d'empêcher un conducteur d'arrêter son véhicule et de ne pas dépasser le véhicule de secours ou la dépanneuse arrêté si la manoeuvre peut se faire en toute sécurité et que la loi ne l'interdit pas autrement.

39. L'article 160 du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction de remorquer des bicyclettes, des luges

160. Le conducteur d'un véhicule ou d'un tramway ne doit pas autoriser une personne qui circule à bicyclette, sur une patinette, une luge, un traîneau ou une planche à roulettes, dans un véhicule d'amusement ou à bord de tout autre type de moyen de transport, ou qui porte des patins à roulettes, des patins à roues alignées ou des skis à les accrocher au véhicule ou au tramway ou à s'y agripper elle-même sur la voie publique.

40. L'article 165 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Peine

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 300 \$ et d'au plus 1 000 \$.

41. (1) Subsection 175 (3) of the Act is amended by striking out “No bus” at the beginning and substituting “No part of a bus”.

(2) Section 175 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(3.1) If all or part of a bus registered in Ontario is painted chrome yellow, the bus shall also display on its front and rear the words “school bus” and on its rear the words “do not pass when signals flashing”.

(3) Subsection 175 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Driving motor vehicle, subss. (3), (3.1) and (4)

(5) No person shall drive or operate a motor vehicle on a highway that contravenes subsection (3), (3.1) or (4).

42. Subsection 176 (3) of the Act is amended by striking out “the half of the roadway upon which the vehicle or street car is travelling” and substituting “the roadway”.

43. (1) Subsection 178 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Clinging to vehicles, bicycle passengers, etc.

Bicycle riders, etc., clinging to vehicles

(1) A person riding, riding on or operating a motor assisted bicycle, bicycle, coaster, toboggan, sled, skateboard, toy vehicle or any other type of conveyance or wearing roller skates, in-line skates or skis shall not attach it, them, himself or herself to a vehicle or street car on a highway.

(2) Subsection 178 (2) of the Act is amended by striking out “No person riding on a bicycle” at the beginning and substituting “No person riding or operating a bicycle”.

(3) Subsection 178 (4) of the Act is amended by striking out “the roadway” at the end and substituting “the highway”.

44. (1) Subsections 199.1 (11), (12), (13), (14) and (15) of the Act are repealed and the following substituted:

Same, classification from another jurisdiction

(11) If a vehicle has a classification equivalent to irreparable or salvage from a jurisdiction that is specified in the regulations, the Registrar shall classify the vehicle in the vehicle permit records as irreparable or as salvage.

41. (1) Le paragraphe 175 (3) du Code est modifié par remplacement de «un autobus» par «une partie d'un autobus».

(2) L'article 175 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3.1) Les autobus immatriculés en Ontario qui sont peints, en tout ou en partie, en jaune de chrome doivent également porter, à l'avant et à l'arrière, les mots «school bus» («autobus scolaire») et, à l'arrière, les mots «do not pass when signals flashing» («ne pas dépasser lorsque les feux clignotent»).

(3) Le paragraphe 175 (5) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Conduite d'un véhicule automobile : par. (3), (3.1) et (4)

(5) Nul ne doit conduire ou utiliser sur une voie publique un véhicule automobile qui contrevient au paragraphe (3), (3.1) ou (4).

42. Le paragraphe 176 (3) du Code est modifié par remplacement de «la moitié de la chaussée où se trouve le véhicule ou le tramway» par «la chaussée».

43. (1) Le paragraphe 178 (1) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Bicyclette ou personne qui s'attache à un véhicule, passagers d'une bicyclette

Interdiction d'attacher une bicyclette à un véhicule

(1) La personne qui circule à bicyclette, sur un cyclo-moteur, une patinette, une luge, un traîneau ou une planche à roulettes, dans un véhicule d'amusement ou à bord de tout autre type de moyen de transport, ou qui porte des patins à roulettes, des patins à roues alignées ou des skis ne doit pas les accrocher à un véhicule ou à un tramway circulant sur une chaussée ou s'y agripper elle-même sur la voie publique.

(2) Le paragraphe 178 (2) du Code est modifié par remplacement de «Nulle personne qui circule sur une bicyclette destinée à une seule personne» par «Nulle personne qui circule sur une bicyclette destinée uniquement au transport d'une seule personne ou qui utilise une telle bicyclette» au début du paragraphe.

(3) Le paragraphe 178 (4) du Code est modifié par remplacement de «la chaussée» par «la voie publique» à la fin du paragraphe.

44. (1) Les paragraphes 199.1 (11), (12), (13), (14) et (15) du Code sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Idem, classification d'une autre compétence territoriale

(11) Si un véhicule a reçu une classification équivalente à irréparable ou récupérable d'une compétence territoriale que précisent les règlements, le registrateur classe le véhicule dans le répertoire des certificats d'immatriculation de véhicules comme étant irréparable ou récupérable.

Submissions re classification

(12) A person who held the vehicle portion of the permit for the vehicle at the time of the event that led to the vehicle's classification under subsection (10) and who continues to hold the vehicle portion of the permit may make written submissions about the action taken by the Registrar under subsection (10).

Appointment of reviewer

(12.1) The Registrar may appoint a person as a reviewer to consider any submissions made under subsection (12).

Requirements for submissions

(13) The submissions must be made within the prescribed period, must indicate the reasons why the Registrar's action should be changed and must be accompanied by the fee required by the reviewer.

Written hearing

(14) The reviewer shall consider the submissions, but shall not hold an oral hearing into the matter, and the Registrar's action under subsection (10) is not stayed by reason of the submissions being made.

Outcome

(15) After considering the submissions, the reviewer may confirm the Registrar's action or direct the Registrar to change his or her action taken under subsection (10) and shall notify the person who made the submissions. The reviewer's decision under this subsection is final.

(2) Subsection 199.1 (27) of the Act is amended by adding the following clause:

(c.1) governing the fee that a reviewer can require under subsection (13);

45. Sections 203 and 204 of the Act are repealed and the following substituted:

Medical reports**Mandatory reports**

203. (1) Every prescribed person shall report to the Registrar every person who is at least 16 years old who, in the opinion of the prescribed person, has or appears to have a medical condition, functional impairment or visual impairment that is identified as a medical condition, functional impairment or visual impairment that must be reported to the Registrar under this section in a prescribed code, standard or other publication, or a part thereof, that was prepared by the Canadian Council of Motor Transport Administrators or by the governing college of a health profession referred to in Schedule 1 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Discretionary reports

(2) A prescribed person may report to the Registrar a person who is at least 16 years old who, in the opinion of the prescribed person, has or appears to have a medical condition, functional impairment or visual impairment

Observations au sujet de la classification

(12) La personne qui était titulaire de la partie du certificat d'immatriculation relative au véhicule en cause au moment de l'événement à l'origine de la classification du véhicule en application du paragraphe (10) et qui continue d'en être titulaire peut présenter des observations écrites à propos de la mesure prise par le registrateur en application de ce paragraphe.

Nomination d'un examinateur

(12.1) Le registrateur peut nommer une personne en qualité d'examineur pour étudier les observations présentées en vertu du paragraphe (12).

Exigences relatives aux observations

(13) Les observations doivent être présentées dans le délai prescrit, indiquer les motifs pour lesquels la mesure du registrateur devrait être modifiée et être accompagnées des droits exigés par l'examineur.

Audience écrite

(14) L'examineur étudie les observations présentées, mais il ne tient pas d'audience orale sur la question. Il n'est pas sursis à la mesure qu'il prend en application du paragraphe (10) en raison des observations présentées.

Issue

(15) Après l'étude des observations présentées, l'examineur peut confirmer la mesure que le registrateur a prise en application du paragraphe (10) ou enjoindre au registrateur de la modifier, et il en avise la personne qui a présenté les observations. La décision que prend l'examineur en vertu du présent paragraphe est définitive.

(2) Le paragraphe 199.1 (27) du Code est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

c.1) régir les droits qu'un examinateur peut exiger en vertu du paragraphe (13);

45. Les articles 203 et 204 du Code sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Rapport médical**Rapport obligatoire**

203. (1) La personne prescrite indique dans un rapport au registrateur chaque personne âgée d'au moins 16 ans qui, à son avis, a ou semble avoir un état pathologique ou une déficience fonctionnelle ou visuelle mentionnés dans un code, une norme ou une autre publication prescrits, ou une partie d'un de ces documents, préparés par le Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé ou par le corps dirigeant d'une profession de la santé visée à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, comme un état pathologique ou une déficience fonctionnelle ou visuelle devant être signalés dans un rapport au registrateur en vertu du présent article.

Rapport discrétionnaire

(2) La personne prescrite peut indiquer dans un rapport au registrateur la personne âgée d'au moins 16 ans qui, à son avis, a ou semble avoir un état pathologique ou une déficience fonctionnelle ou visuelle qui peut rendre dan-

that may make it dangerous for the person to operate a motor vehicle.

Authority to make discretionary report prevails over duty of confidentiality

(3) The authority to make a report under subsection (2) prevails over any duty of confidentiality imposed on the prescribed person by or under any other Act or by a standard of practice or rule of professional conduct that would otherwise preclude him or her from providing the information described in that subsection to the Registrar.

Required to meet the person

(4) Subsections (1) and (2) only apply if the prescribed person actually met the reported person for an examination or for the provision of medical or other services, or in the circumstances prescribed by regulation.

Authority to make discretionary report is not a duty

(5) Subsections (2) and (3) do not impose a duty on a prescribed person to report to the Registrar.

General rules respecting medical reports

Contents

204. (1) A report required or authorized by section 203 must be submitted in the form and manner specified by the Registrar and must include,

- (a) the name, address and date of birth of the reported person;
- (b) the condition or impairment diagnosed or identified by the person making the report, and a brief description of the condition or impairment; and
- (c) any other information requested by the form.

No liability for compliance

(2) No action or other proceeding shall be brought against a prescribed person required or authorized to make a report under section 203 for making such a report or for reporting to the Registrar in good faith with the intention of reporting under that section.

Reports privileged

(3) A report made under section 203, or made to the Registrar in good faith with the intention of reporting under that section, is privileged for the information of the Registrar only and shall not be open to public inspection.

Regulations

(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing reports made under section 203, including regulations,

- (a) prescribing persons for the purpose of subsection 203 (1) or (2);
- (b) prescribing codes, standards or other publications, or parts thereof, prepared by the Canadian Council of Motor Transport Administrators or by the gov-

ereuse l'utilisation par cette personne d'un véhicule automobile.

Priorité du pouvoir de faire un rapport discrétionnaire sur l'obligation de garder le secret

(3) Le pouvoir de faire un rapport en vertu du paragraphe (2) l'emporte sur toute obligation de garder le secret imposée à la personne prescrite en vertu de toute autre loi, d'une norme de pratique ou d'une règle déontologique qui, par ailleurs, lui interdirait de fournir au registraire les renseignements visés à ce paragraphe.

Obligation de rencontrer la personne

(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent que si la personne prescrite a effectivement rencontré la personne visée par le rapport pour l'examiner ou lui fournir des services médicaux ou autres, ou dans les circonstances que prescrivent les règlements.

Non-assimilation du pouvoir de faire un rapport discrétionnaire à une obligation

(5) Les paragraphes (2) et (3) n'imposent pas à la personne prescrite l'obligation de faire un rapport au registraire.

Règles générales concernant les rapports médicaux

Contenu

204. (1) Le rapport exigé ou autorisé par l'article 203 doit être présenté selon le formulaire et de la manière que précise le registraire. Il doit comprendre les éléments suivants :

- a) le nom, l'adresse et la date de naissance de la personne indiquée dans le rapport;
- b) l'état ou la déficience diagnostiqué ou décelé par l'auteur du rapport et une courte description de cet état ou de cette déficience;
- c) tout autre renseignement exigé par le formulaire.

Immunité

(2) Est irrecevable l'action ou l'autre instance intentée contre une personne prescrite tenue, en vertu de l'article 203, de faire un rapport ou autorisée, en vertu de cet article, à faire un rapport et qui a effectivement fait ou communiqué de bonne foi un tel rapport au registraire dans l'intention de faire le rapport prévu à cet article.

Rapport privilégié

(3) Le rapport fait en vertu de l'article 203, ou fait au registraire de bonne foi dans l'intention de faire le rapport prévu à cet article, n'est privilégié que pour le registraire et ne doit pas être accessible au public.

Règlements

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les rapports faits en vertu de l'article 203 et, notamment :

- a) prescrire des personnes pour l'application du paragraphe 203 (1) ou (2);
- b) prescrire des codes, des normes ou d'autres publications, ou des parties d'un de ces documents, préparés par le Conseil canadien des administrateurs

erning college of a health profession referred to in Schedule 1 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*, that identify medical conditions, functional impairments or visual impairments for the purpose of subsection 203 (1);

- (c) prescribing circumstances for the purpose of subsection 203 (4).

46. (1) Subsection 211 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Return of suspended driver's licence to Registrar

(2) Subject to subsections (3) and (4), a person whose driver's licence is suspended shall immediately forward the driver's licence to the Registrar.

(2) Section 211 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception

(4) Subsection (2) does not apply to a person whose driver's licence is suspended under a provision or for a reason under this Act that is prescribed by regulation made under subsection (5).

Regulations

(5) The Minister may make regulations prescribing provisions and reasons under this Act for the purpose of subsection (4).

47. Subsection 212 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Police officer may secure possession of suspended licence

(1) Where a person who is required by section 211 to immediately forward his or her suspended driver's licence to the Registrar refuses or fails to do so, any police officer may take possession of the licence and return it to the Registrar and the Registrar may direct any police officer to take possession of the licence and return it to the Registrar.

Commencement

48. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 1 to 11, subsection 12 (3), sections 13 to 26, 28 to 30, subsections 31 (1) and (3), sections 33, 38, 40, 42 and 44 to 47 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

49. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act (Keeping Ontario's Roads Safe), 2014*.

en transport motorisé ou par le corps dirigeant d'une profession de la santé visée à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, et mentionnant des états pathologiques ou des déficiences fonctionnelles ou visuelles pour l'application du paragraphe 203 (1);

- c) prescrire des circonstances pour l'application du paragraphe 203 (4).

46. (1) Le paragraphe 211 (2) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remise du permis de conduire suspendu au registrateur

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), la personne dont le permis de conduire est suspendu le fait parvenir immédiatement au registrateur.

(2) L'article 211 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à la personne dont le permis de conduire est suspendu en vertu d'une disposition ou pour un motif prévus au présent code et prescrits par un règlement pris en vertu du paragraphe (5).

Règlements

(5) Le ministre peut, par règlement, prescrire des dispositions et des motifs prévus au présent code pour l'application du paragraphe (4).

47. Le paragraphe 212 (1) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Un agent de police peut se saisir d'un permis suspendu

(1) Si une personne qui est tenue par l'article 211 de faire parvenir immédiatement son permis de conduire suspendu au registrateur refuse ou omet de le faire, un agent de police peut se saisir du permis et le transmettre au registrateur. Ce dernier peut ordonner à un agent de police de se saisir du permis et de le lui transmettre.

Entrée en vigueur

48. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 1 à 11, le paragraphe 12 (3), les articles 13 à 26, 28 à 30, les paragraphes 31 (1) et (3) ainsi que les articles 33, 38, 40, 42 et 44 à 47 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

49. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 modifiant le Code de la route (assurer la sécurité des routes de l'Ontario)*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 174

**An Act to amend
the Pension Benefits Act**

Mr. P. Miller

Private Member's Bill

1st Reading March 19, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 174

**Loi modifiant
la Loi sur les régimes de retraite**

M. P. Miller

Projet de loi de député

1^{re} lecture 19 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend
the Pension Benefits Act**

**Loi modifiant
la Loi sur les régimes de retraite**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Paragraph 3 of section 85 of the *Pension Benefits Act* is repealed and the following substituted:

3. The amount of any pension or pension benefit, including any bridging supplement, in excess of \$2,500 per month or such greater amount as is prescribed by the regulations.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Pension Benefits Amendment Act, 2014*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Pension Benefits Act* to raise the amount guaranteed by the Pension Benefits Guarantee Fund from \$1,000 to \$2,500 per month.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La disposition 3 de l'article 85 de la *Loi sur les régimes de retraite* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. Le montant d'une pension ou d'une prestation de retraite, y compris les prestations de raccordement, qui dépasse 2 500 \$ par mois ou un montant supérieur que prescrivent les règlements.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 modifiant la Loi sur les régimes de retraite*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les régimes de retraite* pour faire passer de 1 000 \$ à 2 500 \$ par mois le montant garanti par le Fonds de garantie des prestations de retraite.

14301
710
-896



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 175

**An Act to establish
Sickle Cell and Thalassemia
Care Ontario and to proclaim
Sickle Cell and Thalassemia
Awareness Day**

Mr. M. Colle

Private Member's Bill

1st Reading March 19, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 175

**Loi créant Traitement
des affections drépanocytaires
et des thalassémies Ontario
et proclamant la Journée
de sensibilisation aux affections
drépanocytaires et aux thalassémies**

M. M. Colle

Projet de loi de député

1^{re} lecture 19 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes Sickie Cell and Thalassemia Care Ontario as a corporation without share capital. The objects of the Corporation include taking measures to improve the co-ordination and quality of healthcare for individuals who have sickle cell or thalassemic disorders and to promote awareness of these disorders.

The Bill also proclaims June 19 in each year as Sickie Cell and Thalassemia Awareness Day.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi crée une personne morale sans capital-actions appelée Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario. La mission de la Société consiste notamment à prendre des mesures pour améliorer la coordination et la qualité des soins de santé fournis aux personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies et pour sensibiliser le public à ces affections.

Le projet de loi proclame également le 19 juin de chaque année Journée de sensibilisation aux affections drépanocytaires et aux thalassémies.

**An Act to establish
Sickle Cell and Thalassemia
Care Ontario and to proclaim
Sickle Cell and Thalassemia
Awareness Day**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
SICKLE CELL AND THALASSEMIA
CARE ONTARIO**

Definitions

1. In this Part,

“Corporation” means Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario established under subsection 2 (1); (“Société”)

“Minister” means the Minister of Health and Long-Term Care or any other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*. (“ministre”)

Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario established

2. (1) A corporation without share capital is hereby established under the name Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario in English and *Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario* in French.

Membership

(2) The members of the Corporation shall consist of the members of its board of directors.

Objects of the Corporation

3. The objects of the Corporation are,

- (a) to work in co-operation with health professionals, hospitals, research institutions and advocacy groups to develop strategies for improving the co-ordination and quality of health care provided in Ontario to individuals who have sickle cell or thalassemic disorders;
- (b) to promote awareness of and educate the public about sickle cell and thalassemic disorders;

**Loi créant Traitement
des affections drépanocytaires
et des thalassémies Ontario
et proclamant la Journée
de sensibilisation aux affections
drépanocytaires et aux thalassémies**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**PARTIE I
TRAITEMENT DES AFFECTIONS
DRÉPANOCYTAIRES ET
DES THALASSÉMIES ONTARIO**

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«ministre» Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«Société» La société appelée Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario créée en application du paragraphe 2 (1). («Corporation»)

Création de Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario

2. (1) Est créée une personne morale sans capital-actions appelée Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario en français et Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario en anglais.

Membres

(2) La Société se compose des membres de son conseil d'administration.

Mission de la Société

3. La mission de la Société est la suivante :

- a) travailler en collaboration avec les professionnels de la santé, les hôpitaux, les instituts de recherche et les groupes d'intervention afin de mettre au point des stratégies visant à améliorer la coordination et la qualité des soins de santé fournis en Ontario aux personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies;
- b) sensibiliser et renseigner le public à propos des affections drépanocytaires et des thalassémies;

- (c) to improve the co-ordination of healthcare resources for individuals who have sickle cell or thalassemic disorders by assisting them and their caregivers to connect with and gain access to healthcare and social support resources;
- (d) to advocate on behalf of individuals who have sickle cell or thalassemic disorders;
- (e) to encourage members of the public to have genetic testing performed to identify carriers of the sickle cell or thalassemia gene;
- (f) to assist carriers of the sickle cell or thalassemia gene to gain access to genetic counselling;
- (g) to monitor and track the prevalence of sickle cell and thalassemic disorders in Ontario and assess the sufficiency of treatment centres and other healthcare services available to individuals who have sickle cell or thalassemic disorders;
- (h) to collaborate with the Government of Canada and the governments of the provinces and territories of Canada to develop comprehensive strategies for the healthcare of individuals who have sickle cell or thalassemic disorders.

Board of directors

4. (1) The board of directors shall be composed of a minimum of 10 and a maximum of 15 members, appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Vacancies

(2) The Lieutenant Governor in Council may fill any vacancy among the members of the board.

Auditor

5. (1) The Corporation shall appoint one or more auditors licensed under the *Public Accounting Act, 2004* to audit annually the accounts and financial transactions of the Corporation.

Auditor's report

(2) The Corporation shall give a copy of every auditor's report to the Minister.

Minister's audit

(3) The Minister may require that any aspect of the affairs of the Corporation be audited by an auditor appointed by the Minister.

Annual report

6. (1) The Corporation shall give the Minister an annual report on the affairs of the Corporation for the preceding fiscal year and shall include in the report such information as the Minister may specify.

- c) améliorer la coordination des ressources disponibles en matière de soins de santé pour les personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies en les aidant, elles et leurs fournisseurs de soins, à se mettre en relation avec les professionnels de la santé et les ressources disponibles en matière de soutien social et à avoir accès à leurs services;
- d) intervenir pour le compte des personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies;
- e) encourager les membres du public à faire réaliser des tests génétiques afin de faciliter l'identification des porteurs du gène caractéristique des affections drépanocytaires ou des thalassémies;
- f) aider les porteurs du gène caractéristique des affections drépanocytaires ou des thalassémies à avoir accès à des services de consultation génétique;
- g) surveiller et suivre de près la prévalence des affections drépanocytaires et des thalassémies en Ontario et évaluer le caractère suffisant des centres de traitement et autres services de soins de santé destinés aux personnes atteintes de telles affections;
- h) collaborer avec le gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces et territoires du pays pour mettre au point des stratégies globales concernant les soins de santé à fournir aux personnes atteintes d'affections drépanocytaires ou de thalassémies.

Conseil d'administration

4. (1) Le conseil d'administration se compose de 10 à 15 membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil.

Vacances

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut combler les vacances qui surviennent parmi les membres du conseil.

Vérificateur

5. (1) La Société nomme un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable* qu'elle charge de vérifier chaque année les comptes et les opérations financières de la Société.

Rapport du vérificateur

(2) La Société remet une copie de chaque rapport du vérificateur au ministre.

Vérification du ministre

(3) Le ministre peut exiger qu'un aspect des affaires de la Société soit vérifié par un vérificateur qu'il nomme.

Rapport annuel

6. (1) La Société remet au ministre un rapport annuel sur ses affaires pour l'exercice précédent et inclut dans son rapport les renseignements que précise celui-ci.

Table report

(2) The Minister shall lay the annual report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.

**PART II
SICKLE CELL AND THALASSEMIA
AWARENESS DAY**

Awareness Day

7. June 19 in each year is proclaimed as Sickie Cell and Thalassemia Awareness Day.

**PART III
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Commencement

8. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

9. The short title of this Act is the *Sickle Cell and Thalassemia Care Ontario Act, 2014*.

Dépôt du rapport

(2) Le ministre dépose le rapport annuel devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.

**PARTIE II
JOURNÉE DE SENSIBILISATION AUX AFFECTIONS
DRÉPANOCYTAIRES ET AUX THALASSÉMIES**

Journée de sensibilisation

7. Le 19 juin de chaque année est proclamé Journée de sensibilisation aux affections drépanocytaires et aux thalassémies.

**PARTIE III
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

Entrée en vigueur

8. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

9. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur Traitement des affections drépanocytaires et des thalassémies Ontario*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 176

**An Act to enact the
Burden Reduction Reporting Act, 2014
and the Partnerships for Jobs
and Growth Act, 2014**

The Hon. E. Hoskins
Minister of Economic Development,
Trade and Employment

Government Bill

1st Reading March 19, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 176

**Loi édictant la Loi de 2014
sur l'obligation de faire rapport
concernant la réduction des fardeaux
administratifs et la Loi de 2014 sur les
partenariats pour la création
d'emplois et la croissance**

L'honorable E. Hoskins
Ministre du Développement économique,
du Commerce et de l'Emploi

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 19 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Burden Reduction Reporting Act, 2014* and the *Partnerships for Jobs and Growth Act, 2014*.

SCHEDULE 1 BURDEN REDUCTION REPORTING ACT, 2014

Schedule 1 enacts the *Burden Reduction Reporting Act, 2014*, which requires the Minister of Economic Development, Trade and Employment to publish an annual report with respect to actions taken by the Government of Ontario to reduce burdens.

SCHEDULE 2 PARTNERSHIPS FOR JOBS AND GROWTH ACT, 2014

Schedule 2 enacts the *Partnerships for Jobs and Growth Act, 2014*, which states that the Minister of Economic Development, Trade and Employment may prepare plans with respect to the development of clusters. As part of the preparation of a plan, the Minister must consult, as he or she considers advisable, with persons or entities that have an interest in the development of the cluster. The plan must contain specified items, including the objectives and intended outcomes of the plan and performance measures. The Minister is required to review the plan and make public a report with respect to the results of the review. The Minister is given various regulation-making powers with respect to the plans.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2014 sur l'obligation de faire rapport concernant la réduction des fardeaux administratifs* et la *Loi de 2014 sur les partenariats pour la création d'emplois et la croissance*.

ANNEXE 1 LOI DE 2014 SUR L'OBLIGATION DE FAIRE RAPPORT CONCERNANT LA RÉDUCTION DES FARDEAUX ADMINISTRATIFS

L'annexe 1 édicte la *Loi de 2014 sur l'obligation de faire rapport concernant la réduction des fardeaux administratifs*, qui exige du ministre du Développement économique, du Commerce et de l'Emploi qu'il publie un rapport annuel concernant les mesures prises par le gouvernement de l'Ontario pour réduire les fardeaux administratifs.

ANNEXE 2 LOI DE 2014 SUR LES PARTENARIATS POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA CROISSANCE

L'annexe 2 édicte la *Loi de 2014 sur les partenariats pour la création d'emplois et la croissance*, qui prévoit que le ministre du Développement économique, du Commerce et de l'Emploi peut préparer des plans concernant le développement de pôles de compétitivité. Dans le cadre de la préparation d'un plan, le ministre doit consulter, comme il l'estime souhaitable, les personnes ou entités qui ont un intérêt dans le développement du pôle. Le plan doit comporter certains éléments précisés, y compris les objectifs et les résultats souhaités du plan et les mesures de performance. Le ministre est tenu d'examiner le plan et de rendre public un rapport concernant les résultats de l'examen. Le ministre se voit accorder divers pouvoirs réglementaires à l'égard des plans.

**An Act to enact the
Burden Reduction Reporting Act, 2014
and the Partnerships for Jobs
and Growth Act, 2014**

**Loi édictant la Loi de 2014
sur l'obligation de faire rapport
concernant la réduction des fardeaux
administratifs et la Loi de 2014 sur les
partenariats pour la création
d'emplois et la croissance**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Better Business Climate Act, 2014*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 visant à instaurer un climat plus propice aux affaires*.

**SCHEDULE 1
BURDEN REDUCTION
REPORTING ACT, 2014**

**ANNEXE 1
LOI DE 2014 SUR L'OBLIGATION DE FAIRE
RAPPORT CONCERNANT LA RÉDUCTION
DES FARDEAUX ADMINISTRATIFS**

Preamble

Ontario recognizes that the ongoing maintenance of a modern, efficient, accountable and transparent regulatory and administrative environment is necessary to foster economic growth, prosperity and a competitive business climate.

Statutory, regulatory, procedural, administrative and other requirements are necessary to protect the public interest, including health, safety and the environment. However, some requirements may also create burdens, such as burdens inadvertently created over time, that unnecessarily inhibit productivity, job creation and innovation.

Definitions**1. In this Act,**

“burden” means a cost that may be measured in terms of money, time or resources and is considered by the Minister in consultation with other members of the Government of Ontario to be unnecessary to achieve the purpose of the statutory, regulatory, procedural, administrative or other requirement that creates the cost; (“fardeau administratif”)

“Minister” means the Minister of Economic Development, Trade and Employment or any other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*. (“ministre”)

Annual report on burden reduction

2. (1) The Minister shall make available to the public an annual report with respect to actions taken by the Government of Ontario to reduce burdens.

Publication of report

- (2) The Minister shall ensure that the report is,
- (a) published on a Government of Ontario website or in such other manner as the Minister considers advisable; and
 - (b) available to the public on or before June 30 in each year or, if the regulations prescribe another date, on or before the prescribed date in each year.

Regulations

3. The Minister may make regulations respecting the report, which may include regulations,

- (a) specifying any actions to reduce burdens that must be referred to in the report;

Préambule

L'Ontario reconnaît la nécessité de maintenir de façon continue un cadre réglementaire et administratif qui soit moderne, efficient, responsable et transparent afin de favoriser la croissance économique, la prospérité et un milieu d'affaires compétitif.

Les exigences législatives, réglementaires, procédurales, administratives et autres sont nécessaires pour protéger l'intérêt public, notamment en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement. Toutefois, certaines exigences risquent par ailleurs de créer des fardeaux administratifs qui gênent indûment la productivité, la création d'emplois et l'innovation, tels que ceux créés par inadvertance au fil du temps.

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«fardeau administratif» Coût qui peut être mesuré en termes d'argent, de temps ou de ressources et que le ministre, par suite de consultations avec d'autres membres du gouvernement de l'Ontario, estime non nécessaire pour atteindre le but de l'exigence législative, réglementaire, procédurale, administrative ou autre qui y donne lieu. («burden»)

«ministre» Le ministre du Développement économique, du Commerce et de l'Emploi ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

Rapport annuel concernant la réduction des fardeaux administratifs

2. (1) Le ministre met à la disposition du public un rapport annuel concernant les mesures prises par le gouvernement de l'Ontario pour réduire les fardeaux administratifs.

Publication du rapport

- (2) Le ministre veille à ce que le rapport :
- a) d'une part, soit publié sur un site Web du gouvernement de l'Ontario ou de toute autre manière qu'il estime souhaitable;
 - b) d'autre part, soit mis à la disposition du public chaque année au plus tard le 30 juin ou, si les règlements prescrivent une autre date, au plus tard à la date prescrite chaque année.

Règlements

3. Le ministre peut, par règlement, traiter du rapport, et notamment :

- a) préciser les mesures visant à réduire les fardeaux administratifs dont doit traiter le rapport;

- (b) prescribing the manner in which the Minister must evaluate, quantify or describe actions of the Government of Ontario in the report;
- (c) prescribing a date for the purpose of clause 2 (2) (b).

Commencement

4. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

5. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Burden Reduction Reporting Act, 2014*.

- b) prescrire la manière dont le ministre doit évaluer, chiffrer ou décrire dans le rapport les mesures prises par le gouvernement de l'Ontario;
- c) prescrire une date pour l'application de l'alinéa 2 (2) b).

Entrée en vigueur

4. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur l'obligation de faire rapport concernant la réduction des fardeaux administratifs*.

SCHEDULE 2 PARTNERSHIPS FOR JOBS AND GROWTH ACT, 2014

Preamble

Ontario is committed to maintaining its competitive edge in the increasingly competitive global economy.

Clusters, which are geographically concentrated groups of interconnected businesses and related entities, can perform an important function in regional economic development by increasing productivity, innovation and competitiveness.

Ontario can act as a catalyst to spur the development of clusters. By working with businesses and other entities to develop plans with respect to the development of clusters, Ontario can promote the growth of jobs and the economy.

Definitions

1. In this Act,

“cluster” means a geographically concentrated group of interconnected businesses and related entities; (“pôle de compétitivité”, “pôle”)

“Minister” means the Minister of Economic Development, Trade and Employment or any other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*. (“ministre”)

Plans

2. The Minister may prepare plans with respect to the development of clusters.

Contents of plan

3. A plan with respect to the development of a cluster shall include the following:

1. A description of the cluster.
2. An assessment of challenges and opportunities with respect to the development of the cluster.
3. The objectives and intended outcomes of the plan.
4. Performance measures to evaluate whether the objectives and intended outcomes of the plan are being achieved.
5. A description of actions that could be taken by the Minister, or the businesses or other entities that form the cluster, to assist in the achievement of the objectives and intended outcomes of the plan.
6. Such additional items as may be prescribed by the regulations.

Preparation of plan

4. If the Minister prepares a plan with respect to the development of a cluster, the Minister shall,

ANNEXE 2

LOI DE 2014 SUR LES PARTENARIATS POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA CROISSANCE

Préambule

L'Ontario est déterminé à maintenir son avantage concurrentiel dans une économie mondiale de plus en plus compétitive.

Les pôles de compétitivité, qui sont des regroupements géographiques d'entreprises interreliées et d'entités connexes, peuvent jouer un rôle important dans le développement économique régional en accroissant la productivité, l'innovation et la compétitivité.

L'Ontario peut servir de catalyseur dans le développement des pôles de compétitivité. En travaillant de concert avec des entreprises et d'autres entités afin d'élaborer des plans concernant le développement de ces pôles, l'Ontario peut promouvoir la croissance de l'emploi et de l'économie.

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«ministre» Le ministre du Développement économique, du Commerce et de l'Emploi ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«pôle de compétitivité» Regroupement géographique d'entreprises interreliées et d'entités connexes. Le terme «pôle» a un sens correspondant. («cluster»)

Plans

2. Le ministre peut préparer des plans concernant le développement de pôles de compétitivité.

Contenu du plan

3. Tout plan concernant le développement d'un pôle de compétitivité comporte ce qui suit :

1. Une description du pôle.
2. Une évaluation des défis et des possibilités qui sont liés au développement du pôle.
3. Les objectifs et les résultats souhaités du plan.
4. Les mesures de performance pour évaluer si les objectifs et les résultats souhaités du plan sont atteints.
5. Une description des mesures que pourraient prendre le ministre ou les entreprises ou autres entités qui forment le pôle en vue d'aider à atteindre les objectifs et les résultats souhaités du plan.
6. Les éléments additionnels prescrits par les règlements.

Préparation du plan

4. S'il prépare un plan concernant le développement d'un pôle de compétitivité, le ministre fait ce qui suit :

- (a) make public a draft plan and consult on that draft with persons or entities who have an interest in the development of the cluster, as the Minister considers advisable; and
- (b) make public the final version of the plan.

Amendments to plan

5. (1) The Minister may at any time make amendments to a plan with respect to the development of a cluster by making public the amended plan along with an explanation of the purpose of the amendments.

Same

(2) For greater certainty, the making of an amendment to a plan does not have the effect of altering the time by which a review must be conducted under section 7.

Plan preparation ceased, plan revoked

6. The Minister may decide to cease the preparation of a plan with respect to the development of a cluster or revoke the plan at any time by making the decision public, and the Minister's obligations under this Act with respect to the plan cease immediately.

Review of plan

7. (1) The Minister shall, on or before the fifth anniversary of the day that the final version of a plan with respect to the development of a cluster is made public under clause 4 (b), conduct a review of the plan for the purpose of evaluating whether the objectives and intended outcomes of the plan have been achieved by,

- (a) consulting with persons or entities who have an interest in the development of the cluster, as the Minister considers advisable; and
- (b) making public a report with respect to the review, summarizing the results of the consultation and,
 - (i) stating whether the plan is being continued or revoked, and
 - (ii) if the plan is being continued, stating whether the plan is being amended and explaining the purpose of any amendments to the plan.

Subsequent reviews of plan

(2) If a plan is continued, the Minister shall, on or before the fifth anniversary of the day that the report stating that the plan is being continued is made public, conduct a review of the plan for the purpose of evaluating whether the objectives and intended outcomes of the plan have been achieved by,

- (a) consulting with persons or entities who have an interest in the development of the cluster, as the Minister considers advisable; and
- (b) making public a report with respect to the review, summarizing the results of the consultation and,
 - (i) stating whether the plan is being continued or revoked, and

- a) il rend publique une ébauche du plan et consulte à son sujet, comme il l'estime souhaitable, les personnes ou entités qui ont un intérêt dans le développement du pôle;
- b) il rend publique la version définitive du plan.

Modifications du plan

5. (1) Le ministre peut à tout moment modifier un plan concernant le développement d'un pôle de compétitivité en rendant public le plan modifié, accompagné d'une explication du but des modifications.

Idem

(2) Il est entendu que la modification d'un plan n'a pas pour effet de changer le délai dans lequel un examen doit être effectué aux termes de l'article 7.

Cessation de la préparation du plan ou révocation du plan

6. Le ministre peut à tout moment décider de cesser la préparation d'un plan concernant le développement d'un pôle de compétitivité ou de révoquer le plan s'il en rend publique la décision, auquel cas les obligations que la présente loi impose au ministre à l'égard du plan cessent immédiatement.

Examen du plan

7. (1) Au plus tard au cinquième anniversaire du jour où est rendue publique, en application de l'alinéa 4 b), la version définitive d'un plan concernant le développement d'un pôle de compétitivité, le ministre effectue un examen du plan afin d'évaluer si ses objectifs et ses résultats souhaités ont été atteints :

- a) en consultant, comme il l'estime souhaitable, les personnes ou entités qui ont un intérêt dans le développement du pôle;
- b) en rendant public un rapport concernant l'examen qui résume les résultats de la consultation et qui, à la fois :
 - (i) indique si le plan est poursuivi ou révoqué,
 - (ii) si le plan est poursuivi, indique s'il est modifié et explique l'objet des modifications éventuelles.

Examens subséquents

(2) Si le plan est poursuivi, le ministre, au plus tard au cinquième anniversaire du jour où est rendu public le rapport indiquant ce fait, examine le plan afin d'évaluer si ses objectifs et ses résultats souhaités ont été atteints :

- a) en consultant, comme il l'estime souhaitable, les personnes ou entités qui ont un intérêt dans le développement du pôle;
- b) en rendant public un rapport concernant l'examen qui résume les résultats de la consultation et qui, à la fois :
 - (i) indique si le plan est poursuivi ou révoqué,

- (ii) if the plan is being continued, stating whether the plan is being amended and explaining the purpose of any amendments to the plan.

Minister's duty to make public

8. If this Act requires anything to be made public, the Minister shall make it public in writing in such manner as he or she considers advisable, subject to any regulations.

Regulations

9. The Minister may make regulations,

- (a) prescribing requirements with respect to consultation;
- (b) prescribing additional items to be included in a draft plan or a final version of a plan;
- (c) prescribing requirements with respect to the review of a plan;
- (d) prescribing requirements with respect to ceasing the preparation of a plan or amending, revoking or continuing a plan;
- (e) prescribing requirements with respect to making anything public, including timing requirements.

Commencement

10. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

11. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Partnerships for Jobs and Growth Act, 2014*.

- (ii) si le plan est poursuivi, indique s'il est modifié et explique l'objet des modifications éventuelles.

Obligation de publication par le ministre

8. Si la présente loi exige que quoi que ce soit soit rendu public, le ministre le rend public par écrit de la façon dont il l'estime souhaitable, sous réserve des règlements.

Règlements

9. Le ministre peut, par règlement :

- a) prescrire les exigences relatives aux consultations;
- b) prescrire les éléments additionnels que doit comporter l'ébauche ou la version définitive d'un plan;
- c) prescrire les exigences relatives à l'examen d'un plan;
- d) prescrire les exigences relatives à la cessation de la préparation d'un plan ou à sa modification, révocation ou poursuite;
- e) prescrire les exigences relatives à la publication de quoi que ce soit, y compris les délais à respecter.

Entrée en vigueur

10. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

11. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur les partenariats pour la création d'emplois et la croissance*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 177

Projet de loi 177

**An Act to amend
the Legislative Assembly Act**

**Loi modifiant la
Loi sur l'Assemblée législative**

The Hon. C. Sousa
Minister of Finance

L'honorable C. Sousa
Ministre des Finances

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading March 20, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 20 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



An Act to amend the Legislative Assembly Act

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée législative

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 61 (1.2) of the *Legislative Assembly Act* is repealed and the following substituted:

Same, from April 1, 2014

(1.2) Despite subsections (1) and (1.1), but subject to subsection (1.3), the annual salary of every member of the Assembly for a fiscal year that begins on or after April 1, 2014 is an amount equal to the salary in effect on March 26, 2009.

Subsection (1.2) ceases to have effect

(1.3) Subsection (1.2) ceases to have effect as of April 1 of the second fiscal year immediately following a fiscal year for which the Consolidated Statement of Operations of the Province, as set out in the Public Accounts laid before the Assembly, shows that the Province's total revenues exceed or is equal to its total expenses.

Commencement

2. This Act comes into force on April 1, 2014 or, if this Act receives Royal Assent after that date, it is deemed to have come into force on that date.

Short title

3. The short title of this Act is the *MPP Salary Freeze Act, 2014*.

EXPLANATORY NOTE

Currently, under the *Legislative Assembly Act*, the annual salary of MPPs for the 2013-2014 fiscal year is frozen at the salary level that was in effect on March 26, 2009. An amendment continues this salary freeze until the beginning of the second fiscal year immediately following a fiscal year after March 31, 2014 for which the Consolidated Statement of Operations of the Province, as set out in the Public Accounts laid before the Assembly, shows that the Province's total revenues exceed or is equal to its total expenses.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 61 (1.2) de la *Loi sur l'Assemblée législative* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem : à partir du 1^{er} avril 2014

(1.2) Malgré les paragraphes (1) et (1.1), mais sous réserve du paragraphe (1.3), le traitement annuel des députés de l'Assemblée pour les exercices qui commencent le 1^{er} avril 2014 ou par la suite est égal au traitement en vigueur le 26 mars 2009.

Cessation des effets du par. (1.2)

(1.3) Le paragraphe (1.2) cesse d'avoir effet à partir du 1^{er} avril du deuxième exercice qui suit un exercice pour lequel l'état consolidé des résultats de la province, tel qu'il figure dans les comptes publics déposés devant l'Assemblée, indique que le total des revenus de la province est supérieur ou égal au total de ses charges.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} avril 2014 ou, si elle reçoit la sanction royale après cette date, elle est réputée être entrée en vigueur à cette date.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur le gel des traitements des députés*.

NOTE EXPLICATIVE

Actuellement, la *Loi sur l'Assemblée législative* prévoit que le traitement annuel des députés pour l'exercice 2013-2014 est gelé au niveau qui était en vigueur le 26 mars 2009. Une modification prolonge ce gel des traitements jusqu'au début du deuxième exercice qui suit un exercice postérieur au 31 mars 2014 pour lequel l'état consolidé des résultats de la province, tel qu'il figure dans les comptes publics déposés devant l'Assemblée, indique que le total des revenus de la province est supérieur ou égal au total de ses charges.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 178

**An Act to ensure
that blood and blood constituents
are donated freely**

The Hon. D. Matthews
Minister of Health and Long-Term Care

Government Bill

1st Reading March 20, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 178

**Loi visant à assurer
la gratuité du don de sang
et de composants sanguins**

L'honorable D. Matthews
Ministre de la Santé et des Soins de longue durée

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 20 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

It is made an offence to pay or offer to pay blood donors for blood, and for blood donors to accept such payments.

Inspection and enforcement provisions are provided for, including compliance orders.

Related amendments are made to other legislation.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi érige en infraction, d'une part, le fait de fournir ou d'offrir de fournir un paiement aux donneurs de sang en échange de leurs dons et, d'autre part, le fait pour les donneurs de sang d'accepter de tels paiements.

Des dispositions relatives à l'inspection et à l'exécution sont prévues, y compris des arrêtés de conformité.

Des modifications connexes sont apportées à d'autres lois.

**An Act to ensure
that blood and blood constituents
are donated freely**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Purpose

1. The purpose of this Act is to provide for recognition of the following principles:

1. Within Ontario's health care system, blood donations are viewed as a public resource.
2. Blood donors should not be paid, except in exceptional circumstances.
3. The integrity of the public, voluntary blood donor system in Ontario must be protected.

Definitions

2. In this Act,

“blood” means human blood, and includes whole blood and blood constituents; (“sang”)

“blood collection facility” means a place where blood is taken or collected from the human body; (“établissement de collecte de sang”)

“compliance order” means an order made under section 5; (“arrêté de conformité”)

“inspector” means an inspector appointed under section 4; (“inspecteur”)

“Minister” means the Minister of Health and Long-Term Care, or, if another Minister has been assigned responsibility for this Act under the *Executive Council Act*, that Minister; (“ministre”)

“offer to provide”, without restricting the ordinary meaning of the expression, includes to offer by means of advertising in any media; (“offrir de fournir”)

“payment” means, subject to the regulations, remuneration, compensation or consideration of any value and of any kind, and includes reimbursement for time, travel, commitment or expenditures of any kind; (“paiement”)

“personal information” includes personal information as defined in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and personal health information as defined in the *Personal Health Information Protection Act, 2004*; (“renseignements personnels”)

**Loi visant à assurer
la gratuité du don de sang
et de composants sanguins**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Objet

1. La présente loi a pour objet de prévoir la reconnaissance des principes suivants :

1. Le don de sang est considéré comme une ressource publique au sein du système de soins de santé de l'Ontario.
2. Les donneurs de sang ne devraient pas recevoir de paiement, sauf circonstances exceptionnelles.
3. L'intégrité du système public de dons de sang volontaires en Ontario doit être protégée.

Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«arrêté de conformité» Arrêté pris en vertu de l'article 5. («compliance order»)

«dossier» S'entend notamment d'un dossier comprenant des renseignements personnels. («record»)

«établissement de collecte de sang» Lieu où du sang est recueilli ou prélevé sur le corps humain. («blood collection facility»)

«inspecteur» Inspecteur nommé en vertu de l'article 4. («inspector»)

«ministre» Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée ou, si la responsabilité de l'application de la présente loi a été assignée à un autre ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*, cet autre ministre. («Minister»)

«offrir de fournir» Sans que soit restreint le sens courant de l'expression, s'entend notamment d'une offre par le biais de publicités dans tout média. («offer to provide»)

«paiement» Sous réserve des règlements, rémunération, indemnité ou contrepartie de quelque valeur et de quelque nature que ce soit, y compris un remboursement au titre du temps consacré au don de sang ou de composants sanguins, des déplacements effectués à cette fin, de l'engagement pris dans ce but ou des dépenses de quelque nature que ce soit engagées à cette fin. («payment»)

“record” includes a record that contains personal information; (“dossier”)

“regulations” means regulations made under this Act. (“règlements”)

Payment for blood prohibited

3. (1) No person shall,

- (a) provide payment to any individual in return for the giving of blood by that individual, either directly or indirectly; or
- (b) offer to provide payment to any individual in return for the giving of blood by that individual, either directly or indirectly.

Same, donor

(2) No individual shall accept any payment in return for the giving of his or her blood, either directly or indirectly.

Exemption, Canadian Blood Services

(3) Canadian Blood Services and the individuals who give blood to Canadian Blood Services are exempt from subsections (1) and (2).

Inspectors

4. (1) The Minister may appoint inspectors for the purposes of this Act.

Inspection

(2) For the purpose of determining whether this Act is being complied with, an inspector may, without a warrant, enter and inspect,

- (a) a blood collection facility;
- (b) any business premises of a company that owns, operates, franchises or licenses one or more blood collection facilities; and
- (c) any place that the inspector reasonably believes is being used as a blood collection facility.

Time of entry

(3) The power under this section to enter and inspect without a warrant may be exercised only during the regular business hours of the blood collection facility, business premises or place.

Dwellings

(4) The power to enter and inspect under this section shall not be exercised to enter and inspect a place or a part of a place that is used as a dwelling.

«règlements» Règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

«renseignements personnels» S'entend notamment de renseignements personnels au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de renseignements personnels sur la santé au sens de la *Loi de 2004 sur la protection des renseignements personnels sur la santé*. («personal information»)

«sang» S'entend du sang humain et, en outre, du sang total et de composants sanguins. («blood»)

Paielement interdit : don de sang

3. (1) Nul ne doit :

- a) soit fournir, directement ou indirectement, un paiement à tout particulier en échange du don de son sang;
- b) soit offrir de fournir, directement ou indirectement, un paiement à tout particulier en échange du don de son sang.

Idem : donneur

(2) Aucun particulier ne doit accepter, directement ou indirectement, un paiement en échange du don de son sang.

Exception : Société canadienne du sang

(3) La Société canadienne du sang et les particuliers qui lui font des dons de sang sont soustraits à l'application des paragraphes (1) et (2).

Inspecteurs

4. (1) Le ministre peut nommer des inspecteurs pour l'application de la présente loi.

Inspection

(2) Pour déterminer si la présente loi est observée, un inspecteur peut, sans mandat, pénétrer dans les endroits énumérés ci-dessous et en faire l'inspection :

- a) un établissement de collecte de sang;
- b) les locaux commerciaux d'une entreprise propriétaire ou exploitante d'un ou de plusieurs établissements de collecte de sang ou qui franchise ou concède de tels établissements;
- c) tout lieu qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, être utilisé comme établissement de collecte de sang.

Heure d'entrée

(3) Le pouvoir, prévu au présent article, de pénétrer dans un établissement de collecte de sang, des locaux commerciaux ou un lieu pour y faire une inspection sans mandat ne peut être exercé que pendant les heures d'ouverture normales de l'établissement, des locaux ou du lieu.

Logements

(4) Le pouvoir de pénétrer dans un endroit pour y faire une inspection que confère le présent article ne doit pas être exercé dans un lieu ou une partie d'un lieu qui sert de logement.

Use of force

(5) An inspector is not entitled to use force to enter and inspect a blood collection facility, business premises or place.

Identification

(6) An inspector conducting an inspection shall produce, on request, evidence of his or her appointment.

Powers of inspector

- (7) An inspector conducting an inspection may,
- (a) examine records or anything else that is relevant to the inspection;
 - (b) demand the production of a record or any other thing that is relevant to the inspection;
 - (c) remove a record or any other thing that is relevant to the inspection for review, examination or testing;
 - (d) remove a record or any other thing that is relevant to the inspection for copying;
 - (e) in order to produce a record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business in the place;
 - (f) take photographs or make any other kind of recording; and
 - (g) question a person on matters relevant to the inspection.

Written demand

(8) A demand under this section that a record or any other thing be produced must be in writing and must include a statement of the nature of the record or thing required.

Obligation to produce and assist

(9) If an inspector demands that a record or any other thing be produced under this section, the person who has custody of the record or thing shall produce it and, in the case of a record, shall on request provide any assistance that is reasonably necessary to interpret the record or to produce it in a readable form.

Records and things removed from place

- (10) A record or other thing that has been removed for review, examination, testing or copying,
- (a) shall be made available to the person from whom it was removed on request and at a time and place that are convenient for the person and for the inspector; and
 - (b) shall be returned to the person within a reasonable time, unless, in the case of a thing that has been subject to testing, the thing has been made unsuitable for return as a result of the testing.

Usage de la force

(5) L'inspecteur n'a pas le droit d'utiliser la force pour pénétrer dans un établissement de collecte de sang, des locaux commerciaux ou un lieu en vue d'y faire une inspection.

Identification

(6) L'inspecteur qui fait une inspection produit, sur demande, une attestation de sa nomination.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (7) L'inspecteur qui fait une inspection peut accomplir les actes suivants :
- a) examiner des dossiers ou d'autres choses qui se rapportent à l'inspection;
 - b) demander formellement la production de dossiers ou d'autres choses qui se rapportent à l'inspection;
 - c) enlever, aux fins d'examen, d'analyse ou de test, des dossiers ou d'autres choses qui se rapportent à l'inspection;
 - d) enlever des dossiers ou d'autres choses qui se rapportent à l'inspection pour en faire des copies;
 - e) afin de produire un dossier sous une forme lisible, recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données qui sont utilisés habituellement dans le cadre des activités du lieu;
 - f) prendre des photographies ou procéder à tout autre genre d'enregistrement;
 - g) interroger des personnes sur des questions qui se rapportent à l'inspection.

Demande formelle par écrit

(8) La demande formelle prévue au présent article en vue de la production de dossiers ou d'autres choses doit être présentée par écrit et doit comprendre une déclaration quant à la nature des dossiers ou des choses dont la production est exigée.

Production de dossiers et aide obligatoires

(9) Si un inspecteur fait une demande formelle en vue de la production, en application du présent article, de dossiers ou d'autres choses, la personne qui a la garde de ces dossiers ou choses les produit et, dans le cas de dossiers, fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour interpréter les dossiers ou les produire sous une forme lisible.

Enlèvement de dossiers et de choses

- (10) Les dossiers ou autres choses qui ont été enlevés aux fins d'examen, d'analyse, de test ou de copie sont :
- a) d'une part, mis à la disposition de la personne à qui ils ont été enlevés, à la demande de celle-ci et aux date, heure et lieu qui conviennent à cette personne et à l'inspecteur;
 - b) d'autre part, restitués à cette personne dans un délai raisonnable, sauf si, dans le cas d'une chose qui a fait l'objet de tests, la restitution de la chose est inappropriée à la suite de ces tests.

Copy admissible in evidence

(11) A copy of a record or other thing that purports to be certified by an inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Obstruction

(12) No person shall hinder, obstruct or interfere with or attempt to hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection, refuse to answer questions on matters relevant to the inspection or provide the inspector with false information on matters relevant to the inspection.

Compliance orders

5. (1) Where the Minister believes, on reasonable grounds, that a person who owns or operates a blood collection facility is not complying with the prohibition under subsection 3 (1), the Minister may make an order requiring the person to correct the non-compliance.

Evidence of compliance

(2) A person who is served with a compliance order may, within 14 days of being served, provide the Minister with evidence that the person is, in fact, in compliance with the prohibition.

Reconsideration

(3) Where a person has provided evidence under subsection (2), the Minister shall consider the evidence, and may either affirm the compliance order or rescind it in consequence, and have the person served with the affirmed order or notice of the rescission.

Compliance

(4) A person who is served with a compliance order, or an affirmed compliance order, as the case may be, shall comply with it according to its terms.

Proof of service

(5) A certificate of service made by the person who served a document under this section is evidence of the service of the document on the person served and its receipt by that person if, in the certificate, the person who served the document,

- (a) certifies that the copy of the document is a true copy of it;
- (b) certifies that the document was served on the person; and
- (c) sets out in it the method of service used.

Copy of order

(6) In a prosecution for failing to comply with a compliance order, a copy of the order that purports to have been signed by the Minister is evidence of the order without proof of the signature.

Personal information

6. (1) The Minister and an inspector may directly or

Copie admissible en preuve

(11) La copie d'un dossier ou d'une autre chose qui se présente comme étant certifiée conforme à l'original par l'inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante que celui-ci.

Entrave

(12) Nul ne doit gêner ou entraver, ni tenter de gêner ou d'entraver, le travail d'un inspecteur qui effectue une inspection, refuser de répondre à des questions concernant des sujets qui se rapportent à l'inspection ou fournir à l'inspecteur des renseignements faux portant sur des sujets ayant trait à l'inspection.

Arrêtés de conformité

5. (1) Lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne qui est propriétaire ou exploitante d'un établissement de collecte de sang ne se conforme pas à l'interdiction prévue au paragraphe 3 (1), le ministre peut prendre un arrêté lui enjoignant de s'y conformer.

Preuve de conformité

(2) La personne à qui est signifié un arrêté de conformité peut, dans les 14 jours de la signification, fournir au ministre une preuve qu'elle se conforme dans les faits à l'interdiction.

Réexamen

(3) Si une personne a fourni la preuve prévue au paragraphe (2), le ministre l'examine et peut par la suite confirmer ou annuler l'arrêté de conformité et faire signifier l'arrêté confirmé ou l'avis d'annulation à la personne.

Conformité

(4) La personne à qui est signifié un arrêté de conformité ou un arrêté de conformité confirmé, selon le cas, se conforme aux conditions de l'arrêté.

Preuve de la signification

(5) L'attestation de signification donnée par la personne qui a signifié un document en application du présent article constitue la preuve de la signification du document au destinataire et de sa réception par ce dernier si, dans l'attestation, la personne qui a signifié le document fait ce qui suit :

- a) elle atteste que la copie du document en est une copie conforme;
- b) elle atteste que le document a été signifié au destinataire;
- c) elle indique le mode de signification utilisé.

Copie de l'arrêté

(6) Dans une poursuite intentée pour non-conformité à un arrêté de conformité, une copie de l'arrêté qui se présente comme ayant été signé par le ministre constitue une preuve de l'arrêté sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature.

Renseignements personnels

6. (1) Le ministre et un inspecteur peuvent, directe-

indirectly collect personal information, subject to any requirements or conditions provided for in the regulations, for purposes related to the enforcement of this Act.

Use of personal information

(2) The Minister and an inspector may use personal information, subject to any requirements or conditions provided for in the regulations, for purposes related to the enforcement of this Act.

Disclosure of personal information

(3) The Minister and an inspector may disclose personal information, subject to any requirements or conditions provided for in the regulations, for purposes related to the enforcement of this Act.

Offences

7. (1) Every person who contravenes a provision of this Act is guilty of an offence and on conviction is liable,

- (a) in the case of an individual,
 - (i) for a first offence, to a fine not exceeding \$10,000, and
 - (ii) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$50,000; and
- (b) in the case of a corporation,
 - (i) for a first offence, to a fine not exceeding \$100,000, and
 - (ii) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000.

No limitation

(2) Section 76 of the *Provincial Offences Act* does not apply to a prosecution under this section.

Provincial Judge required

(3) The Attorney General or an agent of the Attorney General may, by notice to the clerk of the Ontario Court of Justice, require that a provincial judge preside over a proceeding in respect of an offence under this Act.

Publication re convictions

(4) If a person is convicted of an offence under this Act, the Minister may publish or otherwise make available to the general public the name of the person, a description of the offence, the date of the conviction and the person's sentence.

Compliance order not necessary

(5) A person may be prosecuted under this section whether or not a compliance order has been previously made with respect to the subject matter of the prosecution.

Certificates

(6) In any prosecution or other proceeding under this Act, a certificate of an analyst stating that the analyst has made an analysis of a sample and stating the result of that analysis is evidence of the facts alleged in the certificate

ment ou indirectement, recueillir des renseignements personnels, sous réserve des exigences ou conditions que prévoient les règlements, à des fins liées à l'exécution de la présente loi.

Utilisation de renseignements personnels

(2) Le ministre et un inspecteur peuvent utiliser des renseignements personnels, sous réserve des exigences ou conditions que prévoient les règlements, à des fins liées à l'exécution de la présente loi.

Divulguer de renseignements personnels

(3) Le ministre et un inspecteur peuvent divulguer des renseignements personnels, sous réserve des exigences ou conditions que prévoient les règlements, à des fins liées à l'exécution de la présente loi.

Infractions

7. (1) Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) dans le cas d'un particulier :
 - (i) pour une première infraction, d'une amende maximale de 10 000 \$,
 - (ii) pour une infraction subséquente, d'une amende maximale de 50 000 \$;
- b) dans le cas d'une personne morale :
 - (i) pour une première infraction, d'une amende maximale de 100 000 \$,
 - (ii) pour une infraction subséquente, d'une amende maximale de 500 000 \$.

Aucune restriction

(2) L'article 76 de la *Loi sur les infractions provinciales* ne s'applique pas aux poursuites intentées en vertu du présent article.

Juge provincial

(3) Le procureur général ou son mandataire peut, dans un avis adressé au greffier de la Cour de justice de l'Ontario, exiger qu'un juge provincial préside une instance à l'égard d'une infraction à la présente loi.

Publication : déclaration de culpabilité

(4) Le ministre peut mettre à la disposition du grand public, notamment en les publiant, le nom de la personne qui est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, la qualification de l'infraction, la date de la déclaration de culpabilité et la peine imposée à cette personne.

Arrêté de conformité non obligatoire

(5) Quiconque peut être poursuivi en application du présent article, qu'un arrêté de conformité ait été ou non pris antérieurement à l'égard de l'objet de la poursuite.

Certificats

(6) Dans toute poursuite intentée ou instance introduite sous le régime de la présente loi, le certificat d'un analyste dans lequel celui-ci déclare avoir analysé un échantillon et indique les résultats de son analyse, constitue une

without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

Minister not liable

8. No action or other proceeding shall be commenced against the Minister for anything done in good faith in purported compliance with this Act.

Regulations, Minister

9. The Minister may make regulations exempting persons from this Act or any provisions of this Act, subject to any conditions that may be provided for in the regulations.

Regulations, Lieutenant Governor in Council

10. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) defining any word or expression used in this Act but not defined in the Act;
- (b) clarifying the definition of “payment” in section 2 and specifying what things do or do not constitute payment for the purpose of the Act;
- (c) specifying requirements or conditions in respect of the collection, use or disclosure of personal information by the Minister or an inspector under this Act;
- (d) governing the service of orders and other documents under this Act;
- (e) for carrying out the purposes, provisions and intent of this Act.

RELATED AMENDMENTS

Laboratory and Specimen Collection Centre Licensing Act

11. (1) The definition of “laboratory” in section 5 of the *Laboratory and Specimen Collection Centre Licensing Act* is repealed and the following substituted:

“laboratory” means, subject to any exclusions provided for in the regulations,

- (a) an institution, building or place in which operations and procedures for the microbiological, serological, chemical, hematological, biophysical, immunohematological, cytological, pathological, cytogenetic, molecular genetic or genetic examination, or such other examinations as are prescribed by the regulations, of specimens taken from the human body are performed to obtain information for diagnosis, prophylaxis or treatment, and
- (b) any other institution, building or place that may be provided for in the regulations; (“laboratoire”)

(2) The definition of “specimen collection centre” in section 5 of the Act is repealed and the following substituted:

preuve des faits qui y sont allégués, sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature ou la qualité officielle du signataire.

Immunité du ministre

8. Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre le ministre pour un acte accompli de bonne foi dans la prétendue observation de la présente loi.

Règlements : ministre

9. Le ministre peut, par règlement, soustraire des personnes à l’application de la présente loi ou d’une de ses dispositions, sous réserve des conditions que prévoient les règlements.

Règlements : lieutenant-gouverneur en conseil

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) définir des termes qui sont utilisés dans la présente loi, mais qui n’y sont pas définis;
- b) clarifier la définition de «paiement» à l’article 2 et préciser ce qui constitue ou non un paiement pour l’application de la Loi;
- c) préciser des exigences ou des conditions à l’égard de la collecte, de l’utilisation ou de la divulgation de renseignements personnels par le ministre ou un inspecteur en application de la présente loi;
- d) régir la signification des arrêtés et des autres documents en application de la présente loi;
- e) traiter de la réalisation de l’objet de la présente loi et de l’application de ses dispositions.

MODIFICATIONS CONNEXES

Loi autorisant des laboratoires médicaux et des centres de prélèvement

11. (1) La définition de «laboratoire» à l’article 5 de la *Loi autorisant des laboratoires médicaux et des centres de prélèvement* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«laboratoire» Sous réserve des exclusions que prévoient les règlements, s’entend de ce qui suit :

- a) un établissement, un bâtiment ou un lieu où sont effectués des opérations et des actes en vue de faire un examen microbiologique, sérologique, chimique, hématologique, biophysique, immunohématologique, cytologique, pathologique, cytogénétique, génétique moléculaire ou génétique, ou tout autre examen que prescrivent les règlements, d’échantillons prélevés sur le corps humain pour obtenir des renseignements en vue d’un diagnostic, d’une prophylaxie ou d’un traitement;
- b) tout autre établissement, bâtiment ou lieu que prévoient les règlements. («laboratory»)

(2) La définition de «centre de prélèvement» à l’article 5 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“specimen collection centre” means a place where specimens are taken or collected from the human body for examination to obtain information for diagnosis, prophylaxis or treatment, and any other place that may be provided for in the regulations, but does not include,

- (a) a place where a legally qualified medical practitioner is engaged in the practice of medicine or surgery,
- (b) a place where a registered nurse who holds an extended certificate of registration under the *Nursing Act, 1991* is engaged in the practice of nursing,
- (c) a place where a member of the College of Dietitians of Ontario is engaged in the practice of dietetics,
- (d) a place where a member of the College of Midwives of Ontario is engaged in the practice of midwifery,
- (e) a laboratory that is established, operated or maintained under a licence under this Act; or
- (f) a place that is excluded from this definition by the regulations; (“centre de prélèvement”)

(3) Section 8 of the Act is amended by striking out “instituted against the Director” and substituting “instituted against the Minister or the Director”.

(4) Section 9 of the Act is amended by adding the following subsections:

Blood collection facilities

(7.1) Despite subsections (2) and (4), where an application is made for a licence to establish, operate or maintain a laboratory or a specimen collection centre which will operate as a blood collection facility within the meaning of the *Voluntary Blood Donations Act, 2014* and the Minister states in writing to the Director that it is not in the public interest to issue such a licence, section 11 shall not apply and the Director shall not issue the licence to the applicant and shall give written notice to the applicant of the refusal and of the Minister’s statement.

Same

(7.2) In making a decision in the public interest in subsection (7.1), the Minister may consider any matter the Minister regards as relevant including, without being limited to, the principles set out in the *Voluntary Blood Donations Act, 2014*.

(5) Subsection 9 (8) of the Act is amended by adding the following clause:

- (e) any other ground for refusal that is prescribed in the regulations exists.

(6) Clause 9 (17) (e) of the Act is amended by adding “or any other Act or law relevant to the operation or maintenance of a laboratory or specimen collection centre” at the end.

«centre de prélèvement» Lieu où des échantillons sont prélevés sur le corps humain à des fins d’examen pour obtenir des renseignements en vue d’un diagnostic, d’une prophylaxie ou d’un traitement et tout autre lieu que prévoient les règlements. Sont toutefois exclus de la présente définition, selon le cas :

- a) un lieu où un médecin dûment qualifié exerce la médecine ou la chirurgie;
- b) un lieu où une infirmière autorisée ou un infirmier autorisé qui est titulaire d’un certificat d’inscription supérieur délivré aux termes de la *Loi de 1991 sur les infirmières et infirmiers* exerce la profession d’infirmière ou d’infirmier;
- c) un lieu où un membre de l’Ordre des diététistes de l’Ontario exerce la profession de diététiste;
- d) un lieu où un membre de l’Ordre des sages-femmes de l’Ontario exerce la profession de sage-femme;
- e) un laboratoire créé, exploité ou maintenu conformément à un permis délivré en vertu de la présente loi;
- f) un lieu que les règlements excluent de la présente définition. («specimen collection centre»)

(3) L’article 8 de la Loi est modifié par remplacement de «introduites contre le directeur» par «introduites contre le ministre ou le directeur».

(4) L’article 9 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Établissements de collecte de sang

(7.1) Malgré les paragraphes (2) et (4), s’il est présenté une demande de permis autorisant la création, l’exploitation ou le maintien d’un laboratoire ou d’un centre de prélèvement qui sera exploité comme un établissement de collecte de sang au sens de la *Loi de 2014 sur le don de sang volontaire* et que le ministre déclare par écrit au directeur qu’il n’est pas dans l’intérêt public de délivrer un tel permis, l’article 11 ne s’applique pas et le directeur ne doit pas délivrer le permis. Le directeur avise par écrit l’auteur de la demande de son refus de délivrer le permis et de la déclaration du ministre.

Idem

(7.2) Lorsqu’il prend une décision dans l’intérêt public en vertu du paragraphe (7.1), le ministre peut examiner toute question qu’il estime pertinente, notamment les principes énoncés dans la *Loi de 2014 sur le don de sang volontaire*.

(5) Le paragraphe 9 (8) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- e) il existe un autre motif prescrit dans les règlements justifiant le refus.

(6) L’alinéa 9 (17) e) de la Loi est modifié par adjonction de «ou à toute autre loi ou règle de droit se rapportant à l’exploitation ou au maintien d’un laboratoire ou d’un centre de prélèvement» à la fin de l’alinéa.

(7) Subsection 9 (17) of the Act is amended by striking out “or” at the end of clause (f), by adding “or” at the end of clause (g) and by adding the following clause:

- (h) any other ground for revoking or refusing renewal that is prescribed in the regulations exists.

(8) Subsection 16 (1) of the Act is amended by striking out “5 to 18” and substituting “5 to 16”.

(9) Subsection 16 (3) of the Act is amended by striking out “5 to 18” and substituting “5 to 16”.

(10) Subsection 16 (4) of the Act is amended by striking out “and probable”.

(11) Section 18 of the Act is amended by adding the following clauses:

- (a.1) excluding institutions, buildings or places from the definition of “laboratory” in section 5, and providing for additional institutions, buildings or places that are laboratories for the purposes of that definition;
- (a.2) providing for additional places that are specimen collection centres for the purposes of the definition of “specimen collection centre” in section 5, and excluding places from that definition;
- (a.3) prescribing grounds for the purposes of subsections 9 (8) and 9 (17);

Health System Improvements Act, 2007

12. Section 18 of Schedule P to the *Health System Improvements Act, 2007* is repealed.

Regulated Health Professions Statute Law Amendment Act, 2009

13. Subsection 12 (2) of the *Regulated Health Professions Statute Law Amendment Act, 2009* is repealed.

Trillium Gift of Life Network Act

14. Section 10 of the *Trillium Gift of Life Network Act* is amended by striking out “other than blood or a blood constituent”.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

15. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

16. The short title of this Act is the *Voluntary Blood Donations Act, 2014*.

(7) Le paragraphe 9 (17) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- h) il existe un autre motif prescrit dans les règlements justifiant la révocation du permis ou le refus de le renouveler.

(8) Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «5 à 18» par «5 à 16».

(9) Le paragraphe 16 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «5 à 18» par «5 à 16».

(10) Le paragraphe 16 (4) de la Loi est modifié par suppression de «et probables».

(11) L’article 18 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- a.1) exclure des établissements, des bâtiments ou des lieux de la définition de «laboratoire» à l’article 5 et prévoir d’autres établissements, bâtiments ou lieux qui sont des laboratoires pour l’application de cette définition;
- a.2) prévoir d’autres lieux qui sont des centres de prélèvement pour l’application de la définition de «centre de prélèvement» à l’article 5 et exclure des lieux de cette définition;
- a.3) prescrire des motifs pour l’application des paragraphes 9 (8) et 9 (17);

Loi de 2007 sur l’amélioration du système de santé

12. L’article 18 de l’annexe P de la *Loi de 2007 sur l’amélioration du système de santé* est abrogé.

Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne les professions de la santé réglementées

13. Le paragraphe 12 (2) de la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne les professions de la santé réglementées* est abrogé.

Loi sur le Réseau Trillium pour le don de vie

14. L’article 10 de la *Loi sur le Réseau Trillium pour le don de vie* est modifié par suppression de «, à l’exception du sang et de ses composants,».

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

15. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

16. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur le don de sang volontaire*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 179

**An Act to promote
public sector and MPP accountability
and transparency by enacting
the Broader Public Sector
Executive Compensation Act, 2014
and amending various Acts**

The Hon. J. Milloy
Minister of Government Services

Government Bill

1st Reading March 24, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 179

**Loi visant à promouvoir
la responsabilisation et la transparence
du secteur public et des députés
par l'édiction de la Loi de 2014
sur la rémunération des cadres
du secteur parapublic
et la modification de diverses lois**

L'honorable J. Milloy
Ministre des Services gouvernementaux

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 24 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts a new Act and amends a number of other Acts. The new Act and amendments are set out in separate Schedules.

SCHEDULE 1 BROADER PUBLIC SECTOR EXECUTIVE COMPENSATION ACT, 2014

The Lieutenant Governor in Council is given the authority to establish compensation frameworks governing the compensation of certain executives in the broader public sector. These frameworks would establish mandatory restrictions on the compensation of executives to which they would apply.

The Management Board of Cabinet is given power to obtain information regarding compensation from broader public sector employers.

Once a compensation framework applies to an employer, it and its employees are no longer bound by Part II.1 (Compensation Arrangements) of the *Broader Public Sector Accountability Act, 2010*.

Methods are established to recover the amounts of overpayments made contrary to the legislation.

Powers to make directives are provided for.

A complementary amendment is made to the *Excellent Care for All Act, 2010*.

SCHEDULE 2 AMENDMENTS TO THE BROADER PUBLIC SECTOR ACCOUNTABILITY ACT, 2010

The *Broader Public Sector Accountability Act, 2010* is amended by adding a Part V.1, authorizing the Management Board of Cabinet to issue directives requiring designated broader public sector organizations to prepare and publish business plans and any other specified business or financial documents. The Management Board of Cabinet is also authorized to make guidelines with respect to the preparation and publication of such plans and documents by publicly funded organizations.

In addition, amendments to sections 14 and 15 of the Act require local health integration networks and hospitals to prepare attestations confirming compliance with directives issued by the Management Board of Cabinet on the preparation and publication of business plans and other business or financial documents.

SCHEDULE 3 AMENDMENTS TO THE CABINET MINISTERS' AND OPPOSITION LEADERS' EXPENSES REVIEW AND ACCOUNTABILITY ACT, 2002 AND RELATED AMENDMENTS

The title of the *Cabinet Ministers' and Opposition Leaders' Expenses Review and Accountability Act, 2002* is changed to the *Politicians' Expenses Review Act, 2002*. References to the current title of the Act are changed accordingly in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

The Act is amended to require the publication of the allowable expenses incurred by Cabinet ministers, parliamentary assistants, Opposition leaders and their staff. The Minister responsible for the administration of the Act (for expenses claimed by Cabinet ministers, parliamentary assistants and their staff) and the Speaker (for expenses claimed by Opposition leaders and their staff) must, within 90 days of being notified by the Integri-

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte une nouvelle loi et modifie un certain nombre d'autres lois. La nouvelle loi et les modifications figurent dans des annexes séparées.

ANNEXE 1 LOI DE 2014 SUR LA RÉMUNÉRATION DES CADRES DU SECTEUR PARAPUBLIC

Le lieutenant-gouverneur en conseil est désormais habilité à établir des cadres de rémunération régissant la rémunération de certains cadres du secteur parapublic. Ces cadres de rémunération établiraient des restrictions obligatoires en ce qui concerne la rémunération des cadres auxquels ils s'appliqueraient.

Le Conseil de gestion du gouvernement obtient le pouvoir d'obtenir des renseignements relatifs à la rémunération auprès d'employeurs du secteur parapublic.

Une fois qu'un cadre de rémunération s'applique à un employeur, lui et ses employés ne sont plus liés par la partie II.1 (Arrangements de rémunération) de la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic*.

Des méthodes sont établies pour le recouvrement des trop-perçus versés de façon contraire à la loi.

La Loi prévoit le pouvoir de donner des directives.

Une modification complémentaire est apportée à la *Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous*.

ANNEXE 2 MODIFICATIONS DE LA LOI DE 2010 SUR LA RESPONSABILISATION DU SECTEUR PARAPUBLIC

La *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic* est modifiée par l'ajout d'une partie V.1 qui autorise le Conseil de gestion du gouvernement à donner des directives exigeant que les organismes désignés du secteur parapublic préparent et publient des plans d'activités et tout autre document commercial ou financier. Le Conseil de gestion du gouvernement est également autorisé à formuler des lignes directrices en ce qui concerne la préparation et la publication de tels plans et de tels documents publiés par des organismes financés par des fonds publics.

En outre, des modifications apportées aux articles 14 et 15 de la Loi obligent les réseaux locaux d'intégration des services de santé et les hôpitaux à préparer des attestations qui confirment la conformité aux directives que donne le Conseil de gestion du gouvernement au sujet de la préparation et de la publication de plans d'activités et d'autres documents commerciaux ou financiers.

ANNEXE 3 MODIFICATIONS DE LA LOI DE 2002 SUR L'EXAMEN DES DÉPENSES DES MINISTRES ET DES CHEFS D'UN PARTI DE L'OPPOSITION ET L'OBLIGATION DE RENDRE COMPTE, ET MODIFICATIONS CONNEXES

Le titre de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte* devient *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des politiciens*. Les renvois au titre actuel de la Loi sont changés en conséquence dans la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

La Loi est modifiée pour exiger la publication des dépenses autorisées engagées par les ministres, les adjoints parlementaires, les chefs d'un parti de l'opposition et leur personnel. Le ministre désigné chargé de l'application de la Loi (pour les dépenses dont le remboursement est demandé par les ministres, les adjoints parlementaires et leur personnel) et le président de l'Assemblée (pour les dépenses dont le remboursement est de-

ty Commissioner that the claimed expenses are allowable expenses, post the allowable expenses on a website, including the name and title of the person who incurred the expense and other information set out in section 15 of the Act. The Lieutenant Governor in Council is authorized to make rules about the information to be posted or not posted on the websites.

Housekeeping amendments are also made: references throughout the Act to the Chair of the Management Board of Cabinet are changed to the Minister responsible for the administration of the Act; spent provisions that dealt with transitional matters when the Act was first passed are repealed.

SCHEDULE 4 AMENDMENTS TO THE EXCELLENT CARE FOR ALL ACT, 2010

The *Excellent Care for All Act, 2010* is amended.

The functions of the Council under that Act are expanded in the area of patient relations.

The position of patient ombudsman is created. The patient ombudsman shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council and employed by the Council.

The functions of the patient ombudsman are,

- (a) to receive and respond to complaints from patients and former patients of a health sector organization, and other persons if prescribed;
- (b) to facilitate the resolution of complaints made by patients and former patients of a health sector organization, and other persons if prescribed;
- (c) to undertake investigations of complaints made by patients and former patients of a health sector organization, and other persons if prescribed, and to undertake investigations of health sector organizations on the patient ombudsman's own initiative;
- (d) to make recommendations to health sector organizations following the conclusion of investigations; and
- (e) to do anything else provided for in the regulations.

Provisions concerning complaint facilitation, investigations, reports and other matters are included.

Assorted amendments of a house-keeping nature are also made.

SCHEDULE 5 AMENDMENTS TO THE FREEDOM OF INFORMATION AND PROTECTION OF PRIVACY ACT AND THE MUNICIPAL FREEDOM OF INFORMATION AND PROTECTION OF PRIVACY ACT

The *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is amended by adding a duty for heads to ensure that measures are in place to preserve the records in their institution in accordance with applicable laws, rules and policies.

In addition, section 61 of the Act, dealing with offences, is amended to,

- (a) add the wilful concealment, alteration or destruction of records as an offence;
- (b) in a prosecution for the new offence, increase the six month limitation period currently applicable to offences

mandé par les chefs d'un parti de l'opposition et leur personnel) doivent, dans les 90 jours qui suivent la réception de l'avis du commissaire à l'intégrité d'après lequel les dépenses dont le remboursement est demandé constituent des dépenses autorisées, afficher les dépenses en question sur un site Web en indiquant le nom et le titre de la personne qui a engagé la dépense et d'autres renseignements énumérés à l'article 15 de la Loi. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règles relatives aux renseignements qui doivent ou non être affichés sur les sites Web.

Des modifications d'ordre administratif sont également apportées : les mentions dans la Loi du président du Conseil de gestion du gouvernement sont remplacées par la mention du ministre désigné chargé de l'application de la Loi; des dispositions caduques qui traitaient de questions transitoires au moment de l'adoption initiale de la Loi sont abrogées.

ANNEXE 4 MODIFICATIONS DE LA LOI DE 2010 SUR L'EXCELLENCE DES SOINS POUR TOUS

La *Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous* est modifiée.

Les fonctions du Conseil prévues par cette loi sont accrues dans le domaine des relations avec les patients.

Le poste d'ombudsman des patients est créé. L'ombudsman des patients est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et employé par le Conseil.

Les fonctions de l'ombudsman des patients sont les suivantes :

- a) recevoir les plaintes de patients et d'anciens patients d'un organisme du secteur de la santé et d'autres personnes, si elles sont prescrites, et y répondre;
- b) faciliter le règlement des plaintes de patients et d'anciens patients d'un organisme du secteur de la santé et d'autres personnes, si elles sont prescrites;
- c) enquêter sur les plaintes de patients et d'anciens patients d'un organisme du secteur de la santé et d'autres personnes, si elles sont prescrites et, de son propre chef, enquêter sur cet organisme;
- d) faire des recommandations aux organismes du secteur de la santé au terme des enquêtes;
- e) exercer les autres fonctions que prévoient les règlements.

Le projet de loi comprend des dispositions concernant notamment la façon de faciliter le règlement des plaintes, les enquêtes et les rapports.

Des modifications d'ordre administratif sont également prévues.

ANNEXE 5 MODIFICATIONS DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION MUNICIPALE ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

La *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est modifiée par l'ajout de l'obligation, pour les personnes responsables, de veiller à ce que des mesures soient en place pour préserver les documents présents au sein de leur institution conformément aux lois, aux règles et aux politiques applicables.

Par ailleurs, l'article 61 de la Loi, qui porte sur les infractions, est modifié pour :

- a) ajouter le fait de modifier, de cacher ou de détruire un document comme étant constitutif d'une infraction;
- b) dans le cadre d'une poursuite intentée relativement à la nouvelle infraction, allonger le délai de prescription ac-

under the section to two years from the day evidence of the offence is discovered; and

- (c) state that in a prosecution for an offence under the section, the court may take precautions such as conducting hearings in private or sealing court files in order to avoid the disclosure of specified information.

The same additions and amendments are made to the corresponding provisions of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

SCHEDULE 6 AMENDMENTS TO THE LEGISLATIVE ASSEMBLY ACT

The *Legislative Assembly Act* is amended to add section 68, which establishes a duty for the Speaker to post online information respecting payments made to members of the Assembly under section 67 of the Act for specified expenses. Subsection 68 (2) lists the information that must be posted with respect to each payment. Under subsection 68 (3), discretion is given to the Board of Internal Economy to determine the timing and manner of the posting. A related discretion is given to the Board in subsection 68 (4) to exclude information from posting in specified circumstances.

In addition, section 67 of the Act is amended to establish a duty for the Speaker to post online any amounts, limits, maximums, rules and other information that the Board of Internal Economy determines, prescribes, establishes or authorizes under that section with respect to the expenses to which section 68 applies. An archive of the amounts, limits, maximums, rules and other information must be maintained.

SCHEDULE 7 AMENDMENTS TO THE LOBBYISTS REGISTRATION ACT, 1998

A new heading is added to the Act: "Prohibited Lobbying Activities". The prohibitions in the current Act (in section 4.1 and subsections 18 (5) and (6)) and new prohibitions are collected together under this heading: section 3.1 (currently section 4.1 of the Act), which prohibits consultant lobbyists from being paid from public funds to mirror the prohibition on clients against paying for lobbyist services with public funds under the *Broader Public Sector Accountability Act, 2010*; section 3.2, which prohibits consultant lobbyists from accepting work on a contingent payment basis; section 3.3, which prohibits consultant lobbyists from providing advice to and lobbying public office holders at the same time on the same subject matter; and section 3.4 (currently subsections 18 (5), (6) and (7) of the Act), which prohibits both consultant lobbyists and in-house lobbyists from knowingly placing a public office holder in a position of real or potential conflict of interest.

Current sections 4, 5 and 6 of the Act require the filing of returns in respect of consultant lobbyists (section 4) and in-house lobbyists (sections 5 and 6). Section 5, which currently requires that returns be filed by the in-house lobbyists themselves, is amended to require a single filing by the senior officer of the employer, as in section 6, and to require that returns filed under section 5 contain similar information to the returns filed under section 6. The definition of "in-house lobbyist" for the purpose of section 5 is amended to include paid directors as well as employees and to include, similar to the definition in section 6, employees and paid directors whose lobbying duties, together with those of the employer's other employees and paid directors,

tuellement applicable aux infractions prévues par cet article, pour le faire passer de six mois à deux ans à compter du jour où les preuves de l'infraction ont été découvertes;

- c) énoncer que, dans le cadre d'une poursuite intentée relativement à une infraction prévue par l'article, le tribunal peut prendre des précautions comme tenir des audiences à huis clos ou apposer un sceau sur des dossiers du greffe afin d'éviter la divulgation de renseignements déterminés.

Les mêmes ajouts et modifications sont effectués dans les dispositions correspondantes de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

ANNEXE 6 MODIFICATIONS DE LA LOI SUR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

La *Loi sur l'Assemblée législative* est modifiée afin d'y ajouter l'article 68, qui oblige le président de l'Assemblée à afficher en ligne des renseignements relativement aux paiements versés aux députés en application de l'article 67 de la Loi à l'égard de frais précisés. Le paragraphe 68 (2) énumère les renseignements qui doivent être affichés relativement à chaque paiement. Le paragraphe 68 (3) accorde à la Commission de régie interne le pouvoir discrétionnaire de fixer le délai d'affichage des renseignements et la manière de les afficher. Le paragraphe 68 (4) confère à la Commission le pouvoir discrétionnaire connexe d'exclure certains renseignements de la règle d'affichage dans des circonstances précisées.

Par ailleurs, l'article 67 de la Loi est modifié pour obliger le président de l'Assemblée à afficher en ligne les montants, limites, plafonds, règles et autres renseignements que la Commission de régie interne fixe, prescrit, établit ou autorise en vertu de cet article relativement aux frais visés par l'article 68. Ces montants, limites, plafonds, règles et autres renseignements doivent être conservés en archives.

ANNEXE 7 MODIFICATIONS DE LA LOI DE 1998 SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

Un nouvel intertitre est ajouté à la Loi : «Activités interdites». Les interdictions figurant dans la Loi actuelle (à l'article 4.1 et aux paragraphes 18 (5) et (6)) et les nouvelles interdictions sont réunies sous cet intertitre : l'article 3.1 (l'actuel article 4.1 de la Loi), qui interdit aux lobbyistes-conseils d'être rémunérés sur les fonds publics pour refléter l'interdiction faite aux clients de rémunérer les services de lobbyistes sur les fonds publics prévue par la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic*; l'article 3.2, qui interdit aux lobbyistes-conseils d'accepter de travailler en contrepartie d'un paiement conditionnel; l'article 3.3, qui interdit aux lobbyistes-conseils de conseiller des titulaires d'une charge publique et d'exercer des pressions auprès d'eux en même temps sur le même sujet; et l'article 3.4 (les actuels paragraphes 18 (5), (6) et (7) de la Loi), qui interdit tant aux lobbyistes-conseils qu'aux lobbyistes salariés de placer sciemment le titulaire d'une charge publique en situation de conflit d'intérêts réel ou possible.

Les actuels articles 4, 5 et 6 de la Loi exigent le dépôt de déclarations à l'égard des lobbyistes-conseils (article 4) et des lobbyistes salariés (articles 5 et 6). L'article 5, qui exige actuellement que les déclarations soient déposées par les lobbyistes salariés eux-mêmes, est modifié pour exiger un seul dépôt par le premier dirigeant de l'employeur, comme c'est le cas à l'article 6, et pour exiger que les déclarations déposées en application de l'article 5 contiennent des renseignements similaires à ceux contenus dans les déclarations déposées en application de l'article 6. Pour l'application de l'article 5, la définition de «lobbyiste salarié» est modifiée pour inclure les administrateurs rémunérés ainsi que les employés et pour inclure, comme dans

would constitute a significant part of the duties of one employee or director.

Sections 4, 5 and 6 are further amended in the following ways: the filed returns must indicate whether the lobbyist was previously in public office and the goal of the reported lobbying; the information currently required about government funding to a consultant lobbyist's client or an in-house lobbyist's employer is to be tied to the government's previous fiscal year; other information may be required by regulation; if a lobbyist lobbies a minister or other member of the Legislative Assembly or a person on his or her staff, the return is to provide the name of the minister's or member's office (for example, the Minister of *x* or the Member for the riding of *x*); the deadlines for filing return confirmations under section 4 and returns under sections 5 and 6 are made more flexible by allowing filing shortly before the expiration of the previous reporting period.

The registrar's authority in current section 15 of the Act to issue advisory opinions and interpretation bulletins is expanded to cover lobbyists' conduct. The registrar is authorized to issue a lobbyists' code of conduct.

New sections 17.1 to 17.11 are added to the Act to allow the registrar to conduct investigations into any alleged non-compliance with a provision of the Act or of the regulations. If the registrar finds that a person did not comply with the Act or the regulations, he or she may impose one or both of the following penalties: the person may be prohibited from lobbying for up to two years, and the registrar may publicize the non-compliance, including the name of the person and any other information the registrar considers necessary to explain the finding of non-compliance. The registrar may impose the same penalties if a person is convicted of an offence under the Act. In both cases, the registrar is to take into account the gravity of the non-compliance or offence and the number of previous incidents of non-compliance by or convictions against the person in deciding on the penalty to be imposed.

Under new section 17.12, the Integrity Commissioner, who is appointed the registrar under the Act, is required to include information about the investigations conducted (or not conducted) in the annual report he or she makes under the *Members' Integrity Act, 1994*.

New offences are added for non-compliance with the prohibitions added by sections 3.2 and 3.3 of the Act. The penalty on conviction of any offence under the Act is increased from a maximum fine of \$25,000 to a maximum fine of \$25,000 for a first offence and a maximum fine of \$100,000 for subsequent offences.

Housekeeping amendments to the Act are made as follows: the definitions of "client", "consultant lobbyist" and "payment" are moved from section 4 to section 1 of the Act, since they are used throughout the Act, and not only in section 4; the requirement in section 4 of the Act to report on the members of a coalition that is the consultant lobbyist's client is rewritten to refer to an organization, which is a defined term in the Act, rather than a coalition; the French versions of the definition of "public office holder" and of the phrases "business address" and "advisory opinions" are amended, as well as the French versions of subsections 4 (5) and (8) and 6 (4); the phrase "name and business address" in sections 4, 5 and 6 are changed to "business name and address"; transitional provisions that are spent are repealed.

la définition à l'article 6, les employés et les administrateurs rémunérés dont les fonctions de lobbyisme, jointes à celles des autres employés et administrateurs rémunérés, constitueraient une partie importante des fonctions d'un employé ou d'un administrateur.

Les articles 4, 5 et 6 sont également modifiés pour prévoir ce qui suit : les déclarations déposées doivent indiquer si le lobbyiste a déjà été titulaire d'une charge publique ainsi que l'objectif des activités de lobbyisme déclarées; les renseignements actuellement exigés à propos des fonds versés par un gouvernement au client d'un lobbyiste-conseil ou à l'employeur d'un lobbyiste salarié doivent se rapporter à l'exercice précédent de ce gouvernement; d'autres renseignements peuvent être exigés par règlement; si un lobbyiste exerce des pressions auprès d'un ministre, d'un autre député à l'Assemblée législative ou d'un membre de leur personnel, la déclaration doit indiquer le nom du bureau du ministre ou du député (par exemple, le ministre de *x* ou le député de la circonscription de *x*); les délais de dépôt de la confirmation de la déclaration prévue à l'article 4 et des déclarations prévues aux articles 5 et 6 sont assouplis pour permettre le dépôt peu avant l'expiration de la période de dépôt précédente.

Le pouvoir du registrateur, prévu par l'actuel article 15 de la Loi, de fournir des avis consultatifs et de publier des bulletins d'interprétation est étendu pour couvrir la conduite des lobbyistes. Le registrateur est désormais autorisé à publier un code de déontologie pour les lobbyistes.

Les nouveaux articles 17.1 à 17.11 sont ajoutés à la Loi pour permettre au registrateur de mener des enquêtes à l'égard de toute allégation de non-respect d'une disposition de la Loi ou des règlements. Le registrateur qui constate qu'une personne n'a pas respecté la Loi ou les règlements peut imposer l'une des sanctions suivantes ou les deux : interdire à la personne d'exercer des pressions pendant deux ans au plus et rendre public le cas de non-respect, en publiant notamment le nom de la personne et tout autre renseignement qu'il estime nécessaire pour expliquer la constatation de non-respect. Le registrateur peut imposer les mêmes sanctions si une personne est déclarée coupable d'une infraction à la Loi. Dans les deux cas, le registrateur doit tenir compte de la gravité du non-respect ou de l'infraction et du nombre de cas passés de non-respect de la part de la même personne ou de déclarations de culpabilité dont elle a fait l'objet pour décider de la sanction à imposer.

En vertu du nouvel article 17.12, le commissaire à l'intégrité, lequel est nommé registrateur aux termes de la Loi, doit inclure des renseignements sur les enquêtes menées (ou pas) dans le rapport annuel qu'il est tenu de présenter en application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*.

De nouvelles infractions sont créées pour non-respect des interdictions ajoutées par les articles 3.2 et 3.3 de la Loi. La peine en cas de déclaration de culpabilité pour infraction à la Loi passe d'une amende d'au plus 25 000 \$ à une amende d'au plus 25 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 100 000 \$ pour les infractions subséquentes.

Des modifications d'ordre administratif sont également apportées à la Loi : les définitions de «client», «lobbyiste-conseil» et «paiement» sont déplacées de l'article 4 à l'article 1 de la Loi étant donné qu'elles sont utilisées tout au long de la Loi et non uniquement dans l'article 4; l'exigence prévue à l'article 4 de la Loi d'indiquer dans la déclaration les membres d'une coalition qui est le client d'un lobbyiste-conseil est reformulée pour viser une organisation, terme défini dans la Loi, plutôt qu'une coalition; les versions françaises de la définition de «titulaire d'une charge publique» et des expressions «adresse de l'établissement» et «avis» sont modifiées, de même que les versions françaises des paragraphes 4 (5) et (8) et 6 (4); l'expression «le nom et l'adresse de l'établissement» aux articles 4, 5 et 6 est remplacée par «le nom commercial et l'adresse d'affaires»; les dispositions transitoires caduques sont abrogées.

SCHEDULE 8 AMENDMENTS TO THE OMBUDSMAN ACT AND RELATED AMENDMENTS

The jurisdiction of the Ombudsman under the *Ombudsman Act* is currently limited to investigations in respect of governmental organizations. The Act is amended to expand that jurisdiction to investigations in respect of public sector bodies, which are defined as governmental organizations and any other entity to which the Act applies under section 13. The latter may include one or more of municipal sector entities (municipalities, local boards and municipally-controlled corporations), school boards and universities. Corresponding definitions for many of these terms are added to the Act.

Various amendments are made to the Act in order to reflect the expanded jurisdiction. Sections 1.1 to 1.3 are added to set out who is considered to be the head of public sector bodies that are not governmental organizations. Subsections 14 (2.1) to (2.6), which relate to a specific and existing investigation power provided for under the *Municipal Act, 2001* and the *City of Toronto Act, 2006*, are moved into their own section, 14.1. Subsection 14 (4) of the Act is amended to carve out exceptions to the Ombudsman's jurisdiction in the school board and university contexts, and subsection 14 (4.2) is added to clarify when the Ombudsman can investigate municipal sector entities respecting matters that are within the jurisdiction of a municipal Ombudsman provided for under the *Municipal Act, 2001* or the *City of Toronto Act, 2006*.

Subsection 18 (3.1) adds rules respecting documents provided by the Ombudsman to a public sector body or person for comment before making his or her report. Section 18.1 is added to state that meetings held by a university or prescribed governmental organization relating to an ongoing investigation under the *Ombudsman Act* respecting the university or governmental organization must be closed to the public (corresponding amendments are made for school board meetings by way of amendments to section 207 of the *Education Act*, and for municipal meetings by way of amendments to section 190 of the *City of Toronto Act, 2006* and section 239 of the *Municipal Act, 2001*). Subsection 21 (4) of the Act is limited so that the Ombudsman may only send copies of his or her report and recommendations in accordance with that subsection to the Premier, and report to the Legislative Assembly, in the case of an investigation relating to a governmental organization. However, under the new subsection 21 (6), the Ombudsman may make reports respecting other public sector bodies available to the public.

Section 25 is amended to address the entry by the Ombudsman, for the purposes of an investigation, into a dwelling; a new subsection (2.1) requires the consent of the occupier or a warrant obtained under the section. Subsection 25 (2) of the Act is amended to require the Ombudsman to give the head of a public sector entity a reasonable opportunity to give reasons why entry to premises under the section, dwelling or otherwise, is not appropriate.

Section 29 is added to confirm that specified constitutional rights respecting education must not be adversely affected by the exercise of the Ombudsman's authority, and that the authority must be exercised in a manner consistent with and respectful of those rights. Section 30 is added to require the Ombudsman to consider principles of academic freedom when undertaking investigations relating to universities. Section 31 authorizes regu-

ANNEXE 8 MODIFICATIONS DE LA LOI SUR L'OMBUDSMAN ET MODIFICATIONS CONNEXES

La compétence que la *Loi sur l'ombudsman* attribue à l'ombudsman est actuellement limitée aux enquêtes portant sur des organisations gouvernementales. La Loi est modifiée pour élargir sa compétence aux enquêtes portant sur des organismes du secteur public, lesquels regroupent à la fois les organisations gouvernementales et toute autre entité à laquelle s'applique la Loi par l'effet de l'article 13. Parmi ces autres entités, il peut se trouver une ou plusieurs entités du secteur municipal (municipalités, conseils locaux et sociétés contrôlées par une municipalité), des conseils scolaires et des universités. Des définitions correspondantes pour nombre de ces termes sont ajoutées à la Loi.

Diverses modifications sont apportées à la Loi comme corollaire de la compétence élargie. Les articles 1.1 à 1.3 sont ajoutés pour indiquer qui doit être considéré comme le chef des organismes du secteur public qui ne sont pas des organisations gouvernementales. Les paragraphes 14 (2.1) à (2.6), qui se rapportent à un pouvoir d'enquête spécifique et existant prévu par la *Loi de 2001 sur les municipalités* et la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, constituent désormais un article à part entière, soit l'article 14.1. Le paragraphe 14 (4) de la Loi est modifié pour créer des exceptions à la compétence de l'ombudsman dans le contexte des conseils scolaires et des universités, et le paragraphe 14 (4.2) est ajouté pour préciser les cas dans lesquels l'ombudsman peut enquêter sur des entités du secteur municipal à l'égard de questions qui relèvent de la compétence d'un ombudsman municipal créé dans le cadre de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*.

Le paragraphe 18 (3.1) ajoute des règles relativement aux documents que l'ombudsman fournit à un organisme du secteur public ou à une personne pour obtenir leurs commentaires avant de faire son rapport. L'article 18.1 est ajouté pour indiquer que les réunions tenues par une université ou une organisation gouvernementale prescrite portant sur une enquête en cours menée par l'ombudsman en vertu de la *Loi sur l'ombudsman* à propos de l'université ou de l'organisation gouvernementale doivent se tenir à huis clos (des changements correspondants sont apportés en ce qui concerne les réunions des conseils scolaires au moyen de modifications de l'article 207 de la *Loi sur l'éducation*, et en ce qui concerne les réunions municipales au moyen de modifications de l'article 190 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* et de l'article 239 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*). La portée du paragraphe 21 (4) de la Loi est restreinte de manière à ce que l'ombudsman puisse envoyer des copies de son rapport et de ses recommandations conformément à ce paragraphe au premier ministre et faire rapport à l'Assemblée législative uniquement en cas d'enquête portant sur une organisation gouvernementale. Toutefois, en vertu du nouveau paragraphe 21 (6), l'ombudsman peut mettre les rapports concernant d'autres organismes du secteur public à la disposition du public.

L'article 25 est modifié pour traiter de la possibilité pour l'ombudsman, dans le cadre d'une enquête, de pénétrer dans un logement; un nouveau paragraphe (2.1) exige pour cela le consentement de l'occupant ou l'obtention d'un mandat décerné en vertu de l'article. Le paragraphe 25 (2) de la Loi est modifié pour obliger l'ombudsman à donner au chef de l'organisme du secteur public une occasion raisonnable d'expliquer les motifs pour lesquels l'entrée dans les locaux — logement ou autre — en vertu de l'article, n'est pas opportune.

L'article 29 est ajouté pour confirmer que des droits constitutionnels particuliers relatifs à l'éducation ne doivent pas être lésés par l'exercice des pouvoirs de l'ombudsman et que ces pouvoirs doivent être exercés d'une façon qui est compatible avec ces droits et qui les respecte. L'article 30 est ajouté pour exiger que l'ombudsman tienne compte des principes de liberté dans les activités d'enseignement et de recherche lorsqu'il mène

lations to be made by the Lieutenant Governor in Council in order to address transitional matters arising from these amendments, and, in the case of any conflict, such regulations prevail over any other Act or regulation.

Finally, various provisions of the Act are amended to change references to governmental organizations to public sector bodies, and to include distinct references to municipal sector entities, school boards, or universities as needed.

Complementary amendments are made to the *City of Toronto Act, 2006*, the *Education Act*, the *Ministry of Correctional Services Act* and the *Municipal Act, 2001*. Generally, these amendments reflect the changes in terminology made by the amendments to the *Ombudsman Act*, and take into account that the Ombudsman may investigate municipal sector entities under the *Ombudsman Act*. As well, clause 190.1 (1) (b) of the *City of Toronto Act, 2006* and clause 239.1 (b) of the *Municipal Act, 2001* are re-enacted to expand the circumstances in which a person may make a request under those clauses for an investigation by the Ombudsman respecting municipal meetings that were closed to the public.

Finally, a spent transitional provision enacted by the *Legislative Assembly Statute Law Amendment Act, 1999* is repealed.

SCHEDULE 9 AMENDMENTS TO THE PROVINCIAL ADVOCATE FOR CHILDREN AND YOUTH ACT, 2007

The Schedule amends the *Provincial Advocate for Children and Youth Act, 2007* largely to provide the Advocate with an investigative role, but also to include some housekeeping changes.

The purpose of the Act, set out in section 1, is amended to include conducting investigations with respect to children's aid societies services and services provided by certain residential licensees. The Advocate must appoint a director of investigations. The director of investigations must have significant experience in investigations and child protection.

The director of investigations must establish an investigative team that consists of individuals with significant experience in investigations and child protection and may also include individuals with significant experience in other areas relevant to investigations.

Section 15, which deals with the functions of the Advocate, is amended to include the investigative function of the Advocate. There are concomitant amendments to section 16, the powers of the Advocate, to distinguish between the powers of the Advocate with respect to his or her functions providing advocacy on behalf of children and his or her powers of investigation.

The powers of the Advocate with respect to his or her investigative function are set out in section 16.1. In certain specified situations, the Advocate is required to consult with the Minister of Children and Youth Services, a children's aid society or residential licensee or other person or entity in relation to an investigation.

The Attorney General may certify that in certain situations the Advocate cannot require giving information, answering questions or producing documents. In addition, the Advocate is prohibited from investigating certain listed matters.

After completing an investigation, the Advocate shall make a report outlining the reasons for undertaking the investigation, containing the Advocate's recommendations and addressing any other matter the Advocate considers appropriate. The Advocate shall provide a copy of the report to the person or entity to

des enquêtes relativement aux universités. L'article 31 autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à traiter, par règlement, des questions transitoires découlant de ces modifications, et les dispositions de ces règlements l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute loi ou de tout autre règlement.

Enfin, diverses dispositions de la Loi sont modifiées pour remplacer les mentions des organisations gouvernementales par des mentions des organismes du secteur public et inclure des mentions distinctes des entités du secteur municipal, des conseils scolaires ou des universités, selon le cas.

Des modifications complémentaires sont apportées à la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, à la *Loi sur l'éducation*, à la *Loi sur le ministère des Services correctionnels* et à la *Loi de 2001 sur les municipalités*. De façon générale, ces modifications reflètent les changements apportés à la terminologie de la *Loi sur l'ombudsman* et tiennent compte du fait que l'ombudsman peut enquêter sur des entités du secteur municipal en vertu de la *Loi sur l'ombudsman*. De même, l'alinéa 190.1 (1) b) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* et l'alinéa 239.1 b) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* sont réédités pour élargir les circonstances dans lesquelles une personne peut demander, en vertu de ces alinéas, qu'une enquête soit menée par l'ombudsman à propos de réunions municipales qui se sont tenues à huis clos.

Enfin, une disposition transitoire caduque, édictée par la *Loi de 1999 modifiant des lois en ce qui a trait à l'Assemblée législative*, est abrogée.

ANNEXE 9 MODIFICATIONS DE LA LOI DE 2007 SUR L'INTERVENANT PROVINCIAL EN FAVEUR DES ENFANTS ET DES JEUNES

L'annexe modifie la *Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes* afin principalement de donner à l'intervenant un rôle d'enquêteur. Elle comprend également quelques modifications d'ordre administratif.

L'objet de la Loi, énoncé à l'article 1, est modifié afin d'inclure les enquêtes à l'égard des services de sociétés d'aide à l'enfance et des services fournis par certains titulaires de permis d'un foyer. L'intervenant doit nommer un directeur des enquêtes, qui doit avoir une solide expérience dans le domaine des enquêtes et de la protection de l'enfance.

Le directeur des enquêtes doit constituer une équipe d'enquête composée de particuliers ayant une solide expérience dans les domaines des enquêtes et de la protection de l'enfance. L'équipe peut aussi se composer de particuliers ayant une solide expérience dans d'autres domaines se rapportant aux enquêtes.

L'article 15, qui traite des fonctions de l'intervenant, est modifié afin d'inclure la fonction d'enquête. Des modifications concomitantes sont apportées à l'article 16, qui traite des pouvoirs de l'intervenant, afin d'établir des distinctions entre, d'une part, les pouvoirs de l'intervenant dans l'exercice de ses fonctions d'intervention en faveur des enfants et, d'autre part, ses pouvoirs d'enquête.

Les pouvoirs de l'intervenant en ce qui concerne sa fonction d'enquête sont énoncés à l'article 16.1. Dans certaines situations bien précises, l'intervenant est tenu de consulter le ministre des Services à l'enfance et à la jeunesse, une société d'aide à l'enfance ou le titulaire de permis d'un foyer, ou une autre personne ou entité au sujet d'une enquête.

Le procureur général peut attester que, dans certaines situations, l'intervenant ne peut pas exiger un renseignement, une réponse ou un document. De plus, il est interdit à l'intervenant de faire enquête sur certaines questions précisées.

Une fois l'enquête terminée, l'intervenant prépare un rapport qui énonce les motifs de l'enquête, contient ses recommandations et traite de toute autre question que l'intervenant juge appropriée. L'intervenant fournit une copie du rapport à la personne ou à l'entité à qui les recommandations sont adressées, mais il ne doit

which the recommendations are addressed but shall not disclose the name of or any identifying information about the child to whom the investigation relates. The Advocate is required to make the report public and in certain situations may send a copy to the Premier and make a report to the Legislative Assembly.

An offence section is added to the Act.

SCHEDULE 10 AMENDMENTS TO THE PUBLIC SECTOR EXPENSES REVIEW ACT, 2009

Section 7 of the *Public Sector Expenses Review Act, 2009* is amended to change the duty to give copies of expense claims to the Integrity Commissioner. Under the current section, the expenses officers of each public entity must submit copies of expense claims made by the relevant designated persons during the prescribed period, and the copies must be submitted by the prescribed date or dates. The amendments to section 7 remove the general application of these requirements, and give the Commissioner the discretion to select public entities in respect of which the duty to provide copies of expense claims applies.

If a public entity is selected by the Commissioner, its expenses officer must, within the time specified by the Commissioner, submit copies of expense claims made during a future period specified by the Commissioner and during the six months immediately preceding that period. In selecting a public entity for the purposes of the amended section 7, the Commissioner must consider the prescribed criteria and may consider additional criteria as appropriate. A regulation-making authority is added to permit the Lieutenant Governor in Council to prescribe the criteria, but that authority cannot be exercised unless the Minister responsible for the administration of the Act first consults with the Commissioner.

A transition provision (subsection 8 (6)) is added to provide that expense claims given under section 7 before the amendments to that section come into force may continue to be reviewed under section 8 of the Act.

Also, section 11 of the Act, a transitional provision that is spent, is repealed.

pas divulguer le nom de l'enfant visé par l'enquête ou des renseignements identificatoires se rapportant à cet enfant. Enfin, l'intervenant est tenu de mettre le rapport à la disposition du public et il peut, dans certaines situations, en envoyer une copie au premier ministre et faire rapport à l'Assemblée législative.

Un article traitant des infractions est ajouté à la Loi.

ANNEXE 10 MODIFICATIONS DE LA LOI DE 2009 SUR L'EXAMEN DES DÉPENSES DANS LE SECTEUR PUBLIC

L'article 7 de la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public* est modifié afin d'apporter une modification à l'obligation de remettre des copies des demandes de remboursement de dépenses au commissaire à l'intégrité. À l'heure actuelle, le responsable des dépenses de chaque entité publique doit remettre des copies des demandes de remboursement de dépenses qui ont été présentées par les personnes désignées pertinentes pendant la période prescrite, et les copies doivent être remises au plus tard à la ou aux dates prescrites. Les modifications apportées à l'article 7 suppriment la portée générale de ces exigences et donnent au commissaire le pouvoir discrétionnaire de sélectionner les entités publiques à l'égard desquelles s'applique l'obligation de remettre des copies des demandes de remboursement de dépenses.

Si une entité publique est sélectionnée par le commissaire, son responsable des dépenses doit, dans le délai précisé par le commissaire, remettre des copies des demandes de remboursement présentées pendant une période future précisée par le commissaire et pendant les six mois qui précèdent immédiatement cette période. Lorsqu'il sélectionne une entité publique pour l'application de l'article 7 modifié, le commissaire doit tenir compte des critères prescrits et peut tenir compte des critères additionnels qu'il estime appropriés. Un pouvoir réglementaire est ajouté pour permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire les critères, mais ce pouvoir est subordonné à la consultation préalable du commissaire par le ministre chargé de l'application de la Loi.

Une disposition transitoire, le paragraphe 8 (6), est ajoutée pour prévoir que les demandes de remboursement de dépenses remises en vertu de l'article 7 dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur des modifications peuvent continuer à être examinées en vertu de l'article 8 de la Loi.

Par ailleurs, l'article 11 de la Loi, disposition transitoire désormais caduque, est abrogé.

**An Act to promote
public sector and MPP accountability
and transparency by enacting
the Broader Public Sector
Executive Compensation Act, 2014
and amending various Acts**

**Loi visant à promouvoir
la responsabilisation et la transparence
du secteur public et des députés
par l'édiction de la Loi de 2014
sur la rémunération des cadres
du secteur parapublic
et la modification de diverses lois**

CONTENTS

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Broader Public Sector Executive Compensation Act, 2014
Schedule 2	Amendments to the Broader Public Sector Accountability Act, 2010
Schedule 3	Amendments to the Cabinet Ministers' and Opposition Leaders' Expenses Review and Accountability Act, 2002 and Related Amendments
Schedule 4	Amendments to the Excellent Care for All Act, 2010
Schedule 5	Amendments to the Freedom of Information and Protection of Privacy Act and the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act
Schedule 6	Amendments to the Legislative Assembly Act
Schedule 7	Amendments to the Lobbyists Registration Act, 1998
Schedule 8	Amendments to the Ombudsman Act and Related Amendments
Schedule 9	Amendments to the Provincial Advocate for Children and Youth Act, 2007
Schedule 10	Amendments to the Public Sector Expenses Review Act, 2009

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Loi de 2014 sur la rémunération des cadres du secteur parapublic
Annexe 2	Modifications de la Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic
Annexe 3	Modifications de la Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte, et modifications connexes
Annexe 4	Modifications de la Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous
Annexe 5	Modifications de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée
Annexe 6	Modifications de la Loi sur l'Assemblée législative
Annexe 7	Modifications de la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes
Annexe 8	Modifications de la Loi sur l'ombudsman et modifications connexes
Annexe 9	Modifications de la Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes
Annexe 10	Modifications de la Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Same

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Public Sector and MPP Accountability and Transparency Act, 2014*.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés*.

**SCHEDULE 1
BROADER PUBLIC SECTOR
EXECUTIVE COMPENSATION ACT, 2014**

CONTENTS

INTERPRETATION

1. Definitions
2. Purpose

APPLICATION

3. Application to employers
4. Designated executives
5. Compensation information

COMPENSATION FRAMEWORKS

6. Compensation frameworks
7. Effect of frameworks
8. New hire
9. Existing employees and office holders
10. Change of position
11. Restructuring, etc.

COMPLIANCE, ENFORCEMENT, ETC.

12. Compliance reports
13. Audit
14. Obligation
15. Overpayments
16. Offence
17. Rights not reduced
18. No constructive dismissal
19. No expropriation or injurious affection
20. No cause of action re enactment of Act, etc.
21. Rights preserved
22. No compensation
23. Conflict with this Act
24. No deemed employment relationship

MISCELLANEOUS

25. Directives
26. Regulations

COMPLEMENTARY AMENDMENT

27. Bill 122 — School Boards Collective Bargaining Act, 2013
28. Excellent Care for All Act, 2010

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

29. Commencement
30. Short title

INTERPRETATION

Definitions

1. (1) In this Act,

“cash compensation” means compensation that is the sum of salary and non-discretionary and discretionary payments, including, but not limited to, performance pay, incentive pay, bonuses and allowances; (“rémunération en espèces”)

**ANNEXE 1
LOI DE 2014 SUR LA RÉMUNÉRATION
DES CADRES DU SECTEUR PARAPUBLIC**

SOMMAIRE

INTERPRÉTATION

1. Définitions
2. Objet

CHAMP D'APPLICATION

3. Application aux employeurs
4. Cadres désignés
5. Renseignements sur la rémunération

CADRES DE RÉMUNÉRATION

6. Cadres de rémunération
7. Prise d'effet du cadre
8. Nouveaux cadres désignés
9. Employés et titulaires de charge existants
10. Nouveau poste
11. Restructuration et autres modifications

RAPPORTS DE CONFORMITÉ, EXÉCUTION ET AUTRES

12. Rapports de conformité
13. Vérification
14. Obligation
15. Trop-perçus
16. Infraction
17. Droits non restreints
18. Aucun congédiement implicite
19. Ni expropriation ni effet préjudiciable
20. Aucune cause d'action du fait de l'adoption de la Loi et autres
21. Maintien de droits
22. Aucune indemnité
23. Incompatibilité avec la présente loi
24. Absence de relation d'emploi réputée

DISPOSITIONS DIVERSES

25. Directives
26. Règlements

MODIFICATION COMPLÉMENTAIRE

27. Projet de loi 122 — Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires
28. Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

29. Entrée en vigueur
30. Titre abrégé

INTERPRÉTATION

Définitions

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«cadre de rémunération» Cadre de rémunération établi par règlement en vertu de l'article 6. («compensation framework»)

«cadre désigné» Employé ou titulaire de charge visé au paragraphe 4 (1) ou (2). («designated executive»)

“compensation” means anything paid or provided, directly or indirectly, to or for the benefit of a person who performs duties and functions that entitle him or her to be paid, and includes salary, benefits, perquisites and all forms of non-discretionary and discretionary payments; (“rémunération”)

“compensation framework” means a compensation framework established by the regulations under section 6; (“cadre de rémunération”)

“compensation plan” means the provisions, however established, for the determination and administration of a person’s compensation; (“régime de rémunération”)

“designated employer” means an employer to which this Act applies under section 3; (“employeur désigné”)

“designated executive” means an employee or office holder referred to in subsection 4 (1) or (2); (“cadre désigné”)

“directive” means a directive made under this Act; (“directive”)

“Minister” means the minister to whom the administration of this Act is assigned under the *Executive Council Act*, except in sections 13 and 15, where it means the minister whose ministry funds, oversees or otherwise usually deals with the relevant designated employer; (“ministre”)

“prescribed” means prescribed in the regulations; (“prescrit”)

“regulations” means regulations made under this Act. (“règlements”)

Interpretation re Crown agent

(2) Nothing in this Act makes an organization a Crown agent where that organization would not otherwise be a Crown agent.

Purpose

2. The purpose of this Act is to manage executive compensation in the broader public sector by authorizing the establishment of compensation frameworks applicable to designated employers and designated executives.

APPLICATION

Application to employers

3. (1) This Act applies to the following employers:

1. Every hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act* and the University of Ottawa Heart Institute/Institut de cardiologie de l’Université d’Ottawa.
2. Every board within the meaning of the *Education Act*.
3. Every university in Ontario and every college of applied arts and technology and post-secondary institution in Ontario whether or not affiliated with a university, the enrolments of which are counted for purposes of calculating annual operating grants and entitlements.

«directive» Directive donnée en vertu de la présente loi. («directive»)

«employeur désigné» Employeur auquel s’applique la présente loi par l’effet de l’article 3. («designated employer»)

«ministre» Ministre chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*, sauf aux articles 13 et 15, qui relèvent du ministre dont le ministère finance ou supervise l’employeur désigné pertinent ou traite habituellement avec lui par ailleurs. («Minister»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«régime de rémunération» Dispositions, quel qu’en soit le mode de création, portant sur le calcul et l’administration de la rémunération d’une personne. («compensation plan»)

«règlements» Règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

«rémunération» Tout ce qui est versé ou accordé, directement ou indirectement, à une personne qui exerce des fonctions lui donnant droit à un paiement, ou au profit de cette personne. Sont compris le traitement, les avantages et avantages accessoires ainsi que tous les paiements, discrétionnaires ou non. («compensation»)

«rémunération en espèces» Rémunération constituée de la somme du traitement et des paiements, discrétionnaires ou non, notamment les primes — de rendement, incitatives ou autres — et les indemnités. («cash compensation»)

Interprétation : mandataire de la Couronne

(2) La présente loi n’a pas pour effet de transformer en mandataire de la Couronne un organisme qui ne serait pas par ailleurs un tel mandataire.

Objet

2. La présente loi a pour objet d’encadrer la rémunération des cadres dans le secteur parapublic en autorisant l’établissement de cadres de rémunération applicables aux employeurs désignés et aux cadres désignés.

CHAMP D’APPLICATION

Application aux employeurs

3. (1) La présente loi s’applique aux employeurs suivants :

1. Les hôpitaux au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics* et l’University of Ottawa Heart Institute/Institut de cardiologie de l’Université d’Ottawa.
2. Les conseils scolaires au sens de la *Loi sur l’éducation*.
3. Les universités de l’Ontario ainsi que les collèges d’arts appliqués et de technologie et les établissements postsecondaires de l’Ontario, qu’ils soient affiliés ou non à une université, dont l’effectif entre dans le calcul des subventions de fonctionnement annuelles et des sommes auxquelles ils ont droit.

4. Hydro One Inc. and each of its subsidiaries.
5. Independent Electricity System Operator.
6. Ontario Power Authority.
7. Ontario Power Generation Inc. and each of its subsidiaries.
8. Every community care access corporation within the meaning of the *Community Care Access Corporations Act, 2001*.
9. Subject to subsection (2), every other authority, board, commission, committee, corporation, council, foundation or organization that may be prescribed for the purposes of this section.

Non-application

(2) This Act does not apply to the following employers:

1. A municipality.
2. A local board as defined in subsection 1 (1) of the *Municipal Act, 2001*.
3. Every authority, board, commission, corporation, office or organization of persons a majority of whose members, directors or officers are appointed or chosen by or under the authority of the council of a municipality.
4. Unless otherwise specifically provided for in the regulations, an organization that undertakes its activities for the purpose of profit to its shareholders.

Designated executives

4. (1) The provisions of this Act applying to designated executives apply to employees and office holders of designated employers who meet both of the following qualifications:

1. The employee or office holder,
 - i. is the head of the designated employer, regardless of whether the title of the position or office is chief executive officer, president or something else,
 - ii. is a vice president, chief administrative officer, chief operating officer, chief financial officer or chief information officer of the designated employer or holds any other executive position or office with the designated employer, regardless of the title of the position or office, or
 - iii. is the director of education or a supervisory officer of a designated employer that is a board within the meaning of the *Education Act*.
2. Under his or her compensation plan, the employee or office holder is entitled to receive or could potentially receive annual cash compensation of \$100,000 or more in a calendar year. For the purpose of this paragraph, if the employee or office

4. Hydro One Inc. et chacune de ses filiales.
5. La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité.
6. L'Office de l'électricité de l'Ontario.
7. Ontario Power Generation Inc. et chacune de ses filiales.
8. Les sociétés d'accès aux soins communautaires au sens de la *Loi de 2001 sur les sociétés d'accès aux soins communautaires*.
9. Sous réserve du paragraphe (2), les autres offices, régies, commissions, comités, personnes morales, conseils, fondations ou organisations prescrits pour l'application du présent article.

Non-application

(2) La présente loi ne s'applique pas aux employeurs suivants :

1. Les municipalités.
2. Les conseils locaux au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.
3. Les offices, conseils, commissions, personnes morales, bureaux ou organisations de personnes dont une majorité des membres, des administrateurs ou des dirigeants est nommée ou choisie par le conseil d'une municipalité ou sous son autorité.
4. Sauf si les règlements prévoient expressément le contraire, un organisme qui exerce ses activités dans un but lucratif pour ses actionnaires.

Cadres désignés

4. (1) Les dispositions de la présente loi qui s'appliquent aux cadres désignés s'appliquent aux employés et titulaires de charge d'un employeur désigné qui répondent aux deux critères suivants :

1. L'employé ou le titulaire de charge, selon le cas :
 - i. est le chef de l'employeur désigné, que le titre du poste ou de la charge soit directeur général, président ou autre chose,
 - ii. est un vice-président, le directeur administratif, le directeur de l'exploitation, le directeur financier ou le directeur des systèmes d'information de l'employeur désigné ou occupe un autre poste ou une autre charge de cadre auprès de cet employeur, indépendamment du titre du poste ou de la charge,
 - iii. est le directeur de l'éducation ou un agent de supervision d'un employeur désigné qui est un conseil scolaire au sens de la *Loi sur l'éducation*.
2. Dans le cadre de son régime de rémunération, l'employé ou le titulaire de charge a le droit de recevoir, ou pourrait potentiellement recevoir, une rémunération en espèces annuelle d'au moins 100 000 \$ dans une année civile. Pour l'application

holder works only a portion of a year, his or her cash compensation for the whole year shall be calculated as if he or she were entitled to receive or could potentially receive cash compensation for the remainder of the year at the same rate or level.

Additional designated executives

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations designating as designated executives other employees and office holders who hold executive positions or offices with one or more designated employers, and where the Lieutenant Governor in Council has done so, the provisions of this Act applying to designated executives also apply to those executives and office holders.

Employer of office holders

(3) A reference in this Act to the employer of an office holder is a reference to the employer to which the office holder is appointed, and the use of this terminology is not intended to create a deemed employment relationship between them for the purposes of this or any other Act or any law.

Exception re collective bargaining

(4) Despite subsections (1) and (2), the provisions of this Act applying to designated executives do not apply to an employee or office holder who is represented by any of the following organizations which represent two or more employees for the purpose of collectively bargaining terms and conditions of employment relating to compensation with their employer:

1. An organization that engages in collective bargaining under the *Labour Relations Act, 1995*, the *Education Act*, the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* or the *Colleges Collective Bargaining Act, 2008*.
2. An organization that, before the date this Act applied to the employer, collectively bargained with the employer terms and conditions of employment relating to compensation that were implemented before that date.
3. An organization that, before the date this Act applied to the employer, had an established procedure for collectively bargaining with the employer terms and conditions of employment relating to compensation.
4. Any other organization provided for in the regulations.

Compensation information

5. (1) The Management Board of Cabinet may issue directives to designated employers requiring the employer to provide information that the Board considers appropriate relating to compensation and any other payments that designated executives and other employees and office holders of the employer may be entitled to.

de la présente disposition, s'il ne travaille qu'une partie de l'année, sa rémunération en espèces pour toute l'année est calculée comme s'il avait le droit de recevoir, ou pouvait potentiellement recevoir, une rémunération en espèces pour le reste de l'année au même taux ou au même échelon.

Cadres désignés additionnels

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner comme cadres désignés d'autres employés ou titulaires de charge occupant des postes de direction auprès d'un ou plusieurs employeurs désignés. Le cas échéant, les dispositions de la présente loi qui s'appliquent aux cadres désignés s'appliquent également à ces cadres et titulaires de charge.

Employeur de titulaires de charge

(3) La mention, dans la présente loi, de l'employeur du titulaire d'une charge vaut mention de l'employeur duquel relève la charge à laquelle le titulaire est nommé. Cette formulation n'a pas pour effet de créer une relation qui serait réputée une relation d'emploi entre eux pour l'application de la présente loi ou d'une autre loi ou règle de droit.

Exception : négociation collective

(4) Malgré les paragraphes (1) et (2), les dispositions de la présente loi qui s'appliquent aux cadres désignés ne s'appliquent pas aux employés ou titulaires de charge représentés par l'une des organisations suivantes qui représentent deux employés ou plus dans le cadre des négociations collectives menées avec leur employeur au sujet des conditions d'emploi relatives à la rémunération :

1. Une association qui mène des négociations collectives en vertu de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de la *Loi sur l'éducation*, de la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* ou de la *Loi de 2008 sur la négociation collective dans les collèges*.
2. Une association qui, avant la date à laquelle la présente loi a commencé à s'appliquer à l'employeur, a mené des négociations collectives avec celui-ci au sujet des conditions d'emploi relatives à la rémunération qu'il a mises en oeuvre avant cette date.
3. Une association qui, avant la date à laquelle la présente loi a commencé à s'appliquer à l'employeur, disposait d'un processus établi servant aux négociations collectives menées avec l'employeur au sujet des conditions d'emploi relatives à la rémunération.
4. Toute autre organisation prévue par les règlements.

Renseignements sur la rémunération

5. (1) Le Conseil de gestion du gouvernement peut donner aux employeurs désignés des directives les obligeant à fournir les renseignements qu'il juge appropriés concernant la rémunération et les autres paiements auxquels peuvent avoir droit leurs cadres désignés ainsi que d'autres employés et titulaires de charge de ces employeurs.

Same

(2) Without restricting the generality of subsection (1), a directive may include requirements to provide information with respect to,

- (a) salaries, salary ranges, benefits, perquisites, discretionary and non-discretionary payments, payments payable on or in connection with termination, performance plans, incentive plans, bonus plans, allowances and any other form of remuneration;
- (b) agreements between an employer and one or more employees or office holders relating to anything mentioned in clause (a);
- (c) compensation policies, plans, guidelines and programs; and
- (d) compensation studies.

Deemed compliance FOI Acts

(3) Any disclosure of personal information made by a designated employer in compliance with a directive shall be deemed to be in compliance with clause 42 (e) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and clause 32 (e) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Confidentiality

(4) Where an organization that has provided information described in subsection (1) meets both of the conditions set out in paragraphs 1 and 2, the Minister and any other person or entity in receipt of the information shall maintain the information in confidence, and shall not disclose this information except in accordance with a directive of the Management Board of Cabinet:

- 1. The organization is not an institution within the meaning of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.
- 2. The organization,
 - i. is an organization that undertakes its activities for the purpose of profit to its shareholders, or
 - ii. is a publicly funded organization that received public funds, within the meaning of the *Broader Public Sector Accountability Act, 2010*, of less than \$10,000,000 in the previous fiscal year of the Government of Ontario.

Directives

(5) The Management Board of Cabinet may issue directives authorizing the disclosure of information described in subsection (1) to,

- (a) a minister of the Crown;
- (b) a person employed in the office of a minister;

Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), une directive peut exiger la fourniture de renseignements relatifs à ce qui suit :

- a) les traitements, les échelles de traitement, les avantages, les avantages accessoires, les paiements discrectionnaires ou non, les sommes payables au moment de la cessation d'emploi ou en rapport avec celle-ci, les régimes de primes — de rendement, incitatives ou autres —, les indemnités et toute autre forme de rémunération;
- b) les ententes entre un employeur et un ou plusieurs employés ou titulaires de charge relativement à toute chose mentionnée à l'alinéa a);
- c) les politiques, plans, lignes directrices et programmes en matière de rémunération;
- d) les études sur la rémunération.

Divulgence réputée conforme aux lois sur l'accès à l'information

(3) Toute divulgation de renseignements personnels effectuée par un employeur désigné conformément à une directive est réputée conforme à l'alinéa 42 e) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et à l'alinéa 32 e) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Confidentialité

(4) Lorsqu'un organisme qui a fourni des renseignements visés au paragraphe (1) remplit toutes les conditions énoncées aux dispositions 1 et 2, le ministre et toute autre personne ou entité ayant reçu les renseignements doivent en préserver la confidentialité et ne doivent pas les divulguer si ce n'est conformément à une directive du Conseil de gestion du gouvernement :

- 1. L'organisme n'est pas une institution au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.
- 2. L'organisme est :
 - i. soit un organisme qui exerce ses activités dans un but lucratif pour ses actionnaires,
 - ii. soit un organisme financé par des fonds publics qui a reçu des fonds publics, au sens de la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic*, totalisant moins de 10 millions de dollars au cours de l'exercice précédent du gouvernement de l'Ontario.

Directives

(5) Le Conseil de gestion du gouvernement peut donner des directives autorisant la divulgation de renseignements visés au paragraphe (1) aux personnes suivantes :

- a) un ministre de la Couronne;
- b) une personne employée dans le cabinet d'un ministre;

- (c) a person employed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006*; or
- (d) a consultant or advisor retained to provide advice or services in relation to compensation matters.

Prevails over FIPPA

(6) Subsections (4) and (5) prevail over the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

COMPENSATION FRAMEWORKS

Compensation frameworks

6. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations establishing one or more compensation frameworks governing designated employers and designated executives.

Scope of frameworks

(2) Without restricting the generality of subsection (1), regulations under this section may be general or specific in application, and may apply,

- (a) to all designated employers and designated executives;
- (b) to classes of designated employers and classes of designated executives;
- (c) to specific employers and specific designated executives; or
- (d) any combination of anybody mentioned in clauses (a) to (c).

Nature of framework

(3) A compensation framework may govern the compensation that may be provided by a designated employer to a designated executive and, without limiting the generality of the foregoing, may provide for and limit the compensation and payments and elements of compensation and payments that may be provided to designated executives, including salaries, salary ranges, benefits, perquisites, discretionary and non-discretionary payments, payments payable on or in connection with termination, performance plans, incentive plans, bonus plans, allowances and any other form of remuneration.

Effect of frameworks

When effective

7. (1) A compensation framework applicable to a designated employer and its designated executives is effective as of the date or dates provided for in the regulations, and the regulations may provide for different effective dates for,

- (a) different designated employers or classes of designated employers; and
- (b) different designated executives or classes of designated executives.

- c) une personne employée aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*;
- d) un expert-conseil ou un conseiller dont les services sont retenus pour fournir des conseils ou des services relativement aux questions de rémunération.

Incompatibilité avec la loi sur l'accès à l'information

(6) Les paragraphes (4) et (5) l'emportent sur la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

CADRES DE RÉMUNÉRATION

Cadres de rémunération

6. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, établir un ou plusieurs cadres de rémunération applicables aux employeurs désignés et aux cadres désignés.

Portée des cadres de rémunération

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les règlements pris en vertu du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et s'appliquer, selon le cas :

- a) à tous les employeurs désignés et à tous les cadres désignés;
- b) à des catégories d'employeurs désignés et à des catégories de cadres désignés;
- c) à certains employeurs et à certains cadres désignés;
- d) à toute combinaison des personnes mentionnées aux alinéas a) à c).

Nature du cadre

(3) Un cadre de rémunération peut régir la rémunération susceptible d'être accordée par un employeur désigné à un cadre désigné et peut, notamment, prévoir et limiter la rémunération et les paiements ainsi que les éléments de la rémunération et des paiements qui peuvent être accordés aux cadres désignés, notamment les traitements, les échelles de traitement, les avantages, les avantages accessoires, les paiements discrétionnaires ou non, les sommes payables au moment de la cessation d'emploi ou en rapport avec celle-ci, les régimes de primes — de rendement, incitatives ou autres —, les indemnités et toute autre forme de rémunération.

Prise d'effet du cadre

Date de prise d'effet

7. (1) Un cadre de rémunération applicable à un employeur désigné et à ses cadres désignés prend effet à la ou aux dates prévues par les règlements, lesquels peuvent prévoir différentes dates d'effet à l'égard :

- a) de différents employeurs désignés ou catégories d'employeurs désignés;
- b) de différents cadres désignés ou catégories de cadres désignés.

Must comply

(2) Subject to section 9, a designated employer to which a compensation framework applies shall comply with the terms of the compensation framework and, without limiting the generality of the foregoing, shall not, with respect to any element of compensation addressed in the framework, provide compensation to a designated executive to whom the compensation framework applies that is greater than that authorized in the framework.

Effect on executive

(3) Subject to section 9, a designated executive to whom a compensation framework applies is not entitled to receive compensation in excess of the amounts authorized in the compensation framework in respect of any element of compensation addressed in the compensation framework.

Effect on agreements

(4) Subject to section 9, any provision in an agreement between a designated employer and a designated executive that authorizes or requires an amount to be paid in excess of the limits set out in the applicable compensation framework is void and unenforceable to the extent of the conflict.

Broader Public Sector Accountability Act, 2010

(5) As of the date that any compensation framework becomes effective with respect to a designated employer to whom Part II.1 of the *Broader Public Sector Accountability Act, 2010* would otherwise apply, that Part ceases to apply to that designated employer and its designated executives and to any other employees and office holders of that designated employer.

New hire

8. If a person becomes a designated executive on or after the effective date of the applicable compensation framework, his or her compensation plan must not provide for compensation greater than that authorized under the applicable compensation framework.

Existing employees and office holders

9. (1) Subject to subsection (2), where a person is a designated executive immediately before the effective date of the applicable compensation framework and continues to be employed in the same position or office, whether under the same contract or agreement or through a renewal of an existing contract or agreement, the following applies:

1. Subject to paragraph 2, his or her compensation plan that is in effect immediately before the effective date of the applicable compensation framework remains in effect, even if an element of compensation is greater than that authorized under the applicable compensation framework.
2. Any increase in an element of compensation that is provided for in his or her compensation plan, but that has not been implemented on or before the effective date, is not valid or payable to the extent that it is not in accordance with the applicable compensation framework.

Mise en conformité

(2) Sous réserve de l'article 9, un employeur désigné à qui s'applique un cadre de rémunération doit se conformer aux conditions du cadre de rémunération. Il ne doit notamment pas, à l'égard d'un quelconque élément de rémunération traité dans le cadre, fournir à un cadre désigné à qui s'applique le cadre de rémunération une rémunération supérieure à celle qui y est autorisée.

Effet sur les cadres désignés

(3) Sous réserve de l'article 9, un cadre désigné à qui s'applique un cadre de rémunération n'a pas le droit de recevoir une rémunération supérieure aux montants autorisés dans le cadre à l'égard de tout élément de rémunération traité par celui-ci.

Effet sur les ententes

(4) Sous réserve de l'article 9, toute disposition d'une entente entre un employeur désigné et un cadre désigné qui autorise ou exige qu'un montant supérieur aux plafonds prévus dans le cadre de rémunération applicable soit versé est nulle et non exécutoire dans la mesure de l'incompatibilité.

Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic

(5) À partir de la date à laquelle tout cadre de rémunération entre en vigueur à l'égard d'un employeur désigné à qui s'appliquerait par ailleurs la partie II.1 de la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic*, cette partie cesse de s'appliquer à l'employeur désigné et à ses cadres désignés ainsi qu'à ses autres employés et titulaires de charge.

Nouveaux cadres désignés

8. Si une personne devient un cadre désigné le jour de la date d'effet du cadre de rémunération applicable ou par la suite, son régime de rémunération ne doit pas prévoir une rémunération supérieure à celle autorisée dans le cadre de rémunération applicable.

Employés et titulaires de charge existants

9. (1) Sous réserve du paragraphe (2), si une personne est un cadre désigné immédiatement avant la date d'effet du cadre de rémunération applicable et qu'elle conserve le même poste ou la même charge, que ce soit aux termes de la même entente ou du même contrat ou après renouvellement d'une entente ou d'un contrat existant, les règles suivantes s'appliquent :

1. Sous réserve de la disposition 2, son régime de rémunération en vigueur immédiatement avant la date d'effet du cadre de rémunération applicable reste en vigueur, même si un élément de rémunération est supérieur à celui autorisé dans le cadre de rémunération applicable.
2. Toute augmentation d'un élément de rémunération qui était prévue dans son régime de rémunération, mais qui n'a pas été mise en oeuvre au plus tard le jour de la date d'effet, n'est pas valide ni payable dans la mesure où elle n'est pas conforme au cadre de rémunération applicable.

Anti-avoidance

(2) A designated employer shall not provide new or additional compensation to a designated executive to offset any compensation not received as a result of this section.

Change of position

10. If a designated executive employed by or holding an office with a designated employer immediately before the effective date of the applicable compensation framework accepts a new position or office with a designated employer but continues to be a designated executive, his or her new compensation plan must not provide for compensation greater than that authorized under the applicable compensation framework.

Restructuring, etc.

11. A designated employer shall not alter the title of a position or office or carry out any other restructuring or amend any compensation plan applicable to a designated executive,

- (a) for the purposes of circumventing any of the parameters or limits set out in a compensation framework; or
- (b) so as to result in a compensation framework not applying to one or more designated executives to whom the compensation framework would otherwise have applied, unless the title alteration or other restructuring or change to compensation plan is carried out solely for a bona fide purpose other than to prevent a compensation framework from applying to one or more designated executives.

COMPLIANCE, ENFORCEMENT, ETC.**Compliance reports**

12. (1) The Minister may issue directives requiring designated employers to submit reports concerning compliance with compensation frameworks and providing for the information to be contained in such reports.

Signature

(2) Each report must include a statement signed by the designated employer's highest ranking officer attesting whether the employer has complied with any applicable compensation frameworks.

Audit

13. (1) The Minister may appoint a public accountant licensed under the *Public Accounting Act, 2004* to audit the records of a designated employer for the purpose of determining whether the compensation provided to a designated executive complies with the applicable compensation framework.

Co-operation by employer

(2) A designated employer shall co-operate fully with the person performing the audit to facilitate the audit.

Disposition anti-évitement

(2) Un employeur désigné ne doit pas fournir à un cadre désigné une nouvelle rémunération ou une rémunération additionnelle en vue de compenser la rémunération qu'il n'a pas reçue en raison du présent article.

Nouveau poste

10. Si un cadre désigné qui est employé par un employeur désigné ou qui est titulaire d'une charge auprès de lui immédiatement avant la date d'effet du cadre de rémunération applicable accepte un nouveau poste ou une nouvelle charge auprès d'un employeur désigné, mais continue d'être un cadre désigné, son nouveau régime de rémunération ne doit pas prévoir une rémunération supérieure à celle qu'autorise le cadre de rémunération applicable.

Restructuration et autres modifications

11. Un employeur désigné ne doit pas modifier le titre d'un poste ou d'une charge ou procéder à une autre forme de restructuration, ou encore modifier le régime de rémunération applicable à un cadre désigné :

- a) en vue de contourner les limites ou les paramètres énoncés dans un cadre de rémunération;
- b) de façon à entraîner la non-application d'un cadre de rémunération à un ou plusieurs cadres désignés auxquels le cadre de rémunération s'appliquerait par ailleurs, à moins que cette modification de titre, cette autre forme de restructuration ou cette modification du régime de rémunération ne soit effectuée de bonne foi et non dans le but d'empêcher l'application du cadre de rémunération à un ou plusieurs cadres désignés.

RAPPORTS DE CONFORMITÉ, EXÉCUTION ET AUTRES**Rapports de conformité**

12. (1) Le ministre peut donner des directives exigeant que les employeurs désignés présentent des rapports sur la conformité aux cadres de rémunération et indiquant la nature des renseignements qui doivent figurer dans ces rapports.

Signature

(2) Les rapports comprennent une déclaration signée par le dirigeant de l'employeur désigné qui occupe le rang le plus élevé attestant que l'employeur a observé les cadres de rémunération applicables.

Vérification

13. (1) Le ministre peut nommer un expert-comptable titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable* pour vérifier les dossiers d'un employeur désigné afin d'établir si la rémunération accordée à un cadre désigné est conforme au cadre de rémunération applicable.

Collaboration de l'employeur

(2) L'employeur désigné collabore pleinement avec la personne effectuant la vérification afin de faciliter celle-ci.

No notice to individual required

(3) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and subsection 29 (2) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply with respect to any personal information disclosed or collected under the authority of an audit.

Results submitted to minister

(4) The auditor shall submit the results of the audit to the Minister within the time specified by the Minister in the appointment.

Obligation

14. Every obligation of a designated employer under this Act is deemed to be an obligation it is required to comply with under the terms of every agreement or other funding arrangement between the designated employer and the Government of Ontario or between the designated employer and an agency of the Government of Ontario.

Overpayments

15. (1) Every payment by a designated employer to a designated executive that exceeds what is authorized under this Act is an overpayment.

Notice of overpayment

(2) The Minister may give a designated employer notice in writing of a determination that an overpayment exists and requiring the designated employer to pay an amount not exceeding the amount of the overpayment to the Crown in the time specified in the notice.

Effect of failure to pay

(3) If a designated employer fails to pay to the Crown the amount set out in the notice within the period specified by the Minister under subsection (2), the amount shall be deemed to be a debt due to the Crown.

Recovery, Minister from designated employer

(4) The Minister may recover the debt to the Crown created by subsection (3) from the designated employer,

- (a) by reducing the amount of any future grant or transfer payment from the Crown to the designated employer or the amount payable under any other funding arrangement between the Crown and the designated employer; or
- (b) by any remedy or procedure available to the Crown by law to enforce the payment of a debt.

Debt to employer

(5) An overpayment to which this section applies is a debt to the designated employer that made the overpayment from the designated executive to whom it was made, and may be recovered by the designated employer by any remedy or procedure available to it by law to enforce the payment of a debt.

Public to be protected

(6) The designated employer shall endeavour to mini-

Avis au particulier non exigé

(3) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas à l'égard des renseignements personnels divulgués ou recueillis dans le cadre d'une vérification.

Présentation des résultats au ministre

(4) Le vérificateur présente les résultats de la vérification au ministre dans le délai que celui-ci précise dans l'acte de nomination.

Obligation

14. Toute obligation d'un employeur désigné prévue dans la présente loi est réputée une obligation à laquelle il doit se conformer aux termes de chaque accord ou autre entente de financement qu'il a conclu avec le gouvernement de l'Ontario ou un de ses organismes.

Trop-perçus

15. (1) Tout paiement qu'un employeur désigné verse à un cadre désigné et qui est supérieur au montant autorisé en vertu de la présente loi est un trop-perçu.

Avis de trop-perçu

(2) Le ministre peut donner à un employeur désigné un avis écrit de la décision selon laquelle un trop-perçu a été versé et par lequel il enjoint à l'employeur désigné de payer à la Couronne une somme qui ne dépasse pas le montant du trop-perçu dans le délai précisé dans l'avis.

Effet du non-paiement

(3) Si l'employeur désigné ne paie pas à la Couronne la somme indiquée dans l'avis dans le délai précisé par le ministre en vertu du paragraphe (2), la somme est réputée être une créance de la Couronne.

Recouvrement par le ministre auprès de l'employeur désigné

(4) Le ministre peut recouvrer la créance de la Couronne visée au paragraphe (3) auprès de l'employeur désigné :

- a) soit en réduisant le montant de toute subvention future ou de tout paiement de transfert de la Couronne à l'employeur désigné ou le montant payable en vertu d'une autre entente de financement entre la Couronne et l'employeur désigné;
- b) soit au moyen de tout recours ou de toute procédure dont la Couronne peut se prévaloir en droit à cette fin.

Créance de l'employeur

(5) Un trop-perçu auquel s'applique le présent article est une créance exigible auprès du cadre désigné par l'employeur désigné qui a effectué le paiement. Elle peut être recouvrée par l'employeur désigné au moyen de tout recours ou de toute procédure dont il peut se prévaloir en droit à cette fin.

Protection du public

(6) L'employeur désigné s'efforce de minimiser les

mize any impact of the application of this section on its provision of services to the public.

Offence

16. (1) No person who is required under this Act to provide a report, statement or attestation shall,

- (a) wilfully fail to provide a report, statement or attestation; or
- (b) wilfully make a false report, statement or attestation.

Same

(2) No person shall wilfully obstruct an auditor appointed under section 13 in the performance of his or her audit.

Penalty

(3) Every person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine not exceeding \$5,000.

Rights not reduced

17. Nothing in this Act or in its regulations or directives shall be interpreted or applied so as to reduce a right or entitlement under,

- (a) the *Human Rights Code*;
- (b) section 42 or 44 of the *Employment Standards Act, 2000*; or
- (c) the *Pay Equity Act*.

No constructive dismissal

18. (1) An employer shall not be considered to have constructively dismissed an employee under clause 56 (1) (b) or 63 (1) (b) of the *Employment Standards Act, 2000* or under the common law as a result of having done anything required by this Act or the regulations or as a result of not having done anything prohibited by this Act or the regulations.

Same

(2) Nothing in subsection (1) shall be read as suggesting that an employer's compliance with the law can be the basis for a finding of constructive dismissal.

No expropriation or injurious affection

19. Nothing done or not done in accordance with this Act or a regulation or directive constitutes an expropriation or injurious affection for the purposes of the *Expropriations Act* or otherwise at law.

No cause of action re enactment of Act, etc.

20. (1) No cause of action arises against the Crown or any of the Crown's ministers, agents, appointees and employees or against a designated employer including the employees, officers, directors, members or governing body of a designated employer,

répercussions de l'application du présent article sur sa prestation de services au public.

Infraction

16. (1) Nulle personne qui est tenue, en application de la présente loi, de fournir un rapport, une déclaration ou une attestation ne doit intentionnellement :

- a) refuser de fournir le rapport, la déclaration ou l'attestation;
- b) faire un faux rapport ou une fausse déclaration ou attestation.

Idem

(2) Nul ne doit intentionnellement entraver le vérificateur nommé en vertu de l'article 13 lorsque celui-ci effectue sa vérification.

Peine

(3) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$.

Droits non restreints

17. Aucune disposition de la présente loi, de ses règlements ou des directives données en vertu de celle-ci ne doit être interprétée ou appliquée de manière à restreindre un droit prévu par :

- a) le *Code des droits de la personne*;
- b) l'article 42 ou 44 de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*;
- c) la *Loi sur l'équité salariale*.

Aucun congédiement implicite

18. (1) Un employeur n'est pas réputé avoir implicitement congédié un employé en vertu de l'alinéa 56 (1) b) ou 63 (1) b) de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* ou en vertu de la common law parce qu'il a fait quelque chose que la présente loi ou les règlements exigent ou parce qu'il n'a pas fait quelque chose que la présente loi ou les règlements interdisent.

Idem

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de laisser entendre que la conformité d'un employeur à la loi peut servir d'argument pour conclure à un congédiement implicite.

Ni expropriation ni effet préjudiciable

19. Aucune mesure prise ou non prise conformément à la présente loi, à un règlement ou à une directive ne constitue une expropriation ou un effet préjudiciable pour l'application de la *Loi sur l'expropriation* ou par ailleurs en droit.

Aucune cause d'action du fait de l'adoption de la Loi et autres

20. (1) Aucune cause d'action contre la Couronne ou un de ses ministres, mandataires, délégués ou employés ou contre un employeur désigné, notamment ses employés, ses administrateurs, ses dirigeants, ses membres ou son corps dirigeant, ne résulte, directement ou indirectement :

- (a) as a direct or indirect result of the enactment or repeal of any provision of this Act;
- (b) as a direct or indirect result of the making, amending or revoking of any provision of a regulation or directive; or
- (c) as a direct or indirect result of anything done or not done in order to comply with this Act or a regulation or directive.

Same

(2) Without limiting the generality of subsection (1), that subsection applies to an action or other proceeding claiming any remedy or relief, including specific performance, injunction, declaratory relief, any form of compensation or damages, including loss of earnings, loss of revenue and loss of profit or any other remedy or relief.

Proceedings barred

(3) No proceeding, including but not limited to any proceeding in contract, restitution, tort, trust, fiduciary obligation or otherwise, that is directly or indirectly based on or related to anything referred to in clause (1) (a), (b) or (c) may be brought or maintained against the Crown or any of the Crown's ministers, agents, appointees and employees or against a designated employer including the employees, officers, directors, members or governing body of a designated employer.

Rights preserved

21. Nothing in this Act prevents the Attorney General from bringing an application or commencing proceedings to require a designated employer to comply with this Act or a regulation or directive, or from commencing a prosecution under section 16.

No compensation

22. Despite any other Act or law, no person is entitled to any compensation for any loss or damages, including loss of revenues, loss of profit or loss of expected earnings arising from the enactment or application of this Act or anything done in accordance with this Act, the regulations or directives.

Conflict with this Act

23. (1) This Act prevails over any provision of a compensation plan and, if there is a conflict between this Act and a compensation plan, the compensation plan is inoperative to the extent of the conflict.

Same

(2) This Act prevails over any other Act and over any regulation, by-law or other statutory instrument, and for greater certainty, prevails over subsection 7.17 (2) of the *Broader Public Sector Accountability Act, 2010*.

- a) de l'édiction ou de l'abrogation d'une disposition de la présente loi;
- b) de la prise, de la modification ou de l'abrogation d'une disposition des règlements ou des directives;
- c) de quoi que ce soit qui est fait ou n'est pas fait conformément à la présente loi, aux règlements ou aux directives.

Idem

(2) Sans préjudice de sa portée générale, le paragraphe (1) s'applique à une action ou à une autre instance dans laquelle est demandée une réparation ou une mesure de redressement, notamment une exécution en nature, une injonction, un jugement déclaratoire, toute forme d'indemnisation ou de dommages-intérêts, notamment pour une perte de gains, une perte de recettes et une perte de profits, ou toute autre réparation ou mesure de redressement.

Irrecevabilité de certaines instances

(3) Sont irrecevables les instances, notamment les instances en responsabilité contractuelle ou délictuelle, celles fondées sur une fiducie ou sur une obligation fiduciaire ou celles en restitution, qui sont introduites ou poursuivies contre la Couronne ou un de ses ministres, mandataires, délégués ou employés ou contre un employeur désigné, notamment ses employés, ses administrateurs, ses dirigeants, ses membres ou son corps dirigeant, et qui, directement ou indirectement, se fondent sur quoi que ce soit qui est visé à l'alinéa (1) a), b) ou c), ou s'y rapportent.

Maintien de droits

21. La présente loi n'a pas pour effet d'empêcher le procureur général de présenter une requête ou d'introduire une instance pour exiger qu'un employeur désigné se conforme à la présente loi, à ses règlements ou aux directives, ni de l'empêcher d'intenter une poursuite relativement à une infraction prévue à l'article 16.

Aucune indemnité

22. Malgré toute autre loi ou règle de droit, personne n'a le droit d'être indemnisé pour une perte ou des dommages, notamment une perte de recettes, de profits ou de gains prévus, qui résulte de l'édiction ou de l'application de la présente loi ou de quoi que ce soit qui a été fait conformément à la présente loi, aux règlements ou aux directives.

Incompatibilité avec la présente loi

23. (1) La présente loi l'emporte sur toute disposition d'un régime de rémunération. En cas d'incompatibilité entre les deux, le régime est inopérant dans la mesure de l'incompatibilité.

Idem

(2) La présente loi l'emporte sur toute autre loi et sur tout règlement, règlement administratif ou autre texte réglementaire, et il est entendu qu'elle l'emporte sur le paragraphe 7.17 (2) de la *Loi de 2010 sur la responsabilité du secteur public*.

No deemed employment relationship

24. Nothing in this Act changes the status of a designated employer as the employer of designated executives and the implementation of a compensation framework does not create an employment relationship between the Crown and employees or office holders of designated employers or a deemed employment relationship between them for the purposes of this or any other Act or any law.

MISCELLANEOUS**Directives**

25. (1) Every designated employer to which a directive under this Act applies shall comply with it.

General or particular

(2) A directive may be general or particular in its application, and may provide for different classes or categories.

Form, manner, timing

(3) A directive may provide for the form and manner in which it is to be complied with, and the time frame within which it is to be complied.

No notice to individual required

(4) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and subsection 29 (2) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply with respect to any personal information disclosed or collected under the authority of a directive.

Public inspection

(5) The Minister shall ensure that the directives are readily available for inspection by the public by posting them on a public website.

Non-application of *Legislation Act, 2006*, Part III

(6) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply with respect to directives.

Regulations

26. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act.

Same

(2) Without restricting the generality of subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) providing for any matter that this Act refers to as being provided for, prescribed or specified in the regulations;
- (b) defining, for the purposes of this Act and its regulations, any word or expression used in this Act that has not already been expressly defined in this Act.

Absence de relation d'emploi réputée

24. Aucune disposition de la présente loi n'a pour effet de modifier le statut d'un employeur désigné en tant qu'employeur de cadres désignés, et la mise en oeuvre d'un cadre de rémunération n'a pas pour effet, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi ou règle de droit, de créer une relation d'emploi — réelle ou réputée — entre la Couronne et les employés ou titulaires de charge des employeurs désignés.

DISPOSITIONS DIVERSES**Directives**

25. (1) Chaque employeur désigné auquel s'applique une directive donnée en vertu de la présente loi se conforme à celle-ci.

Portée générale ou particulière

(2) La directive peut avoir une portée générale ou particulière et prévoir différentes catégories ou classes.

Forme, manière et délai

(3) La directive peut prévoir la forme sous laquelle elle doit être respectée, la manière dont elle doit l'être et le délai dans lequel elle doit l'être.

Avis au particulier non exigé

(4) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas à l'égard des renseignements personnels divulgués ou recueillis en application d'une directive.

Mise à disposition du public

(5) Le ministre veille à ce que les directives soient mises à la disposition du public aux fins de consultation en les affichant sur un site Web public.

Non-application de la partie III de la *Loi de 2006 sur la législation*

(6) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas à l'égard des directives.

Règlements

26. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre des règlements en vue de la réalisation de l'objet et de l'application des dispositions de la présente loi.

Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prévoir tout ce qui est indiqué dans la présente loi comme étant prévu, prescrit ou précisé par les règlements;
- b) définir, pour l'application de la présente loi et de ses règlements, des termes ou expressions qui sont utilisés dans la présente loi, mais qui n'y sont pas expressément définis.

COMPLEMENTARY AMENDMENT

Bill 122 — *School Boards Collective Bargaining Act, 2013*

27. (1) This section only applies if Bill 122 (*School Boards Collective Bargaining Act, 2013*), introduced on October 22, 2013, receives Royal Assent.

(2) References in this section to provisions of Bill 122 are references to those provisions as they were numbered in the first reading version of the Bill.

(3) On the later of the day this section comes into force and the day that subsection 46 (3) of Bill 122 comes into force, paragraph 1 of subsection (4) is amended by striking out “*Education Act*” and substituting “*School Boards Collective Bargaining Act, 2013*”.

Excellent Care for All Act, 2010

28. Section 9 of the *Excellent Care for All Act, 2010* is amended by adding the following subsection:

Same

(10) A health care organization is exempt from complying with a requirement under this section if complying with that requirement would conflict with the terms of a compensation framework established in the regulations made under the *Broader Public Sector Executive Compensation Act, 2014*.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

29. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

30. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Broader Public Sector Executive Compensation Act, 2014*.

MODIFICATION COMPLÉMENTAIRE

Projet de loi 122 — *Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*

27. (1) Le présent article s'applique seulement si le projet de loi 122 (*Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*), déposé le 22 octobre 2013, reçoit la sanction royale.

(2) Les mentions, au présent article, de dispositions du projet de loi 122 valent mention de ces dispositions selon leur numérotation dans la version de première lecture du projet de loi.

(3) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du présent article et du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 46 (3) du projet de loi 122, la disposition 1 du paragraphe (4) est modifiée par remplacement de «*Loi sur l'éducation*» par «*Loi de 2013 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*».

Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous

28. L'article 9 de la *Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(10) L'organisme de soins de santé n'est pas tenu de se conformer à une exigence du présent article si la mise en conformité avec cette exigence est incompatible avec les conditions d'un cadre de rémunération établi par les règlements pris en vertu de la *Loi de 2014 sur la rémunération des cadres du secteur parapublic*.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

29. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

30. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur la rémunération des cadres du secteur parapublic*.

**SCHEDULE 2
 AMENDMENTS TO THE BROADER
 PUBLIC SECTOR ACCOUNTABILITY ACT, 2010**

1. The *Broader Public Sector Accountability Act, 2010* is amended by adding the following Part:

**PART V.1
 BUSINESS PLANS**

Directives for designated broader public sector organizations

13.1 (1) The Management Board of Cabinet may issue directives requiring designated broader public sector organizations to prepare and publish business plans and any other business or financial documents that the directives may specify.

Same

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the directives may,

- (a) incorporate by reference a Government of Ontario policy or directive, in whole or in part, as amended from time to time;
- (b) specify the form, content and timing of the business plans and other documents; and
- (c) specify one or more methods of publishing the business plans and other documents.

Compliance

(3) Every designated broader public sector organization to which the directives apply shall comply with the directives.

Guidelines for publicly funded organizations

13.2 The Management Board of Cabinet may make guidelines with respect to the preparation and publication by publicly funded organizations of business plans and any other business or financial documents that the guidelines may specify.

2. Subsection 14 (1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (c.1), by adding “and” at the end of clause (d) and by adding the following clause:

- (e) compliance with directives issued by the Management Board of Cabinet on the preparation and publication of business plans and other business or financial documents.

3. Subsection 15 (1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (c.1), by adding “and” at the end of clause (d) and by adding the following clause:

- (e) compliance with directives issued by the Management Board of Cabinet on the preparation and publication of business plans and other business or financial documents.

**ANNEXE 2
 MODIFICATIONS DE LA LOI DE 2010
 SUR LA RESPONSABILISATION
 DU SECTEUR PARAPUBLIC**

1. La *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic* est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE V.1
 PLANS D’ACTIVITÉS**

Directives applicables aux organismes désignés du secteur parapublic

13.1 (1) Le Conseil de gestion du gouvernement peut donner des directives exigeant que les organismes désignés du secteur parapublic préparent et publient des plans d’activités et tout autre document commercial ou financier que précisent les directives.

Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les directives peuvent :

- a) incorporer par renvoi, dans ses versions successives, tout ou partie d’une politique ou d’une directive du gouvernement de l’Ontario;
- b) préciser la forme, le contenu et le délai de présentation des plans d’activités et des autres documents;
- c) préciser une ou plusieurs méthodes de publication des plans d’activités et des autres documents.

Conformité

(3) Chaque organisme désigné du secteur parapublic auquel s’appliquent les directives se conforme à celles-ci.

Lignes directrices

13.2 Le Conseil de gestion du gouvernement peut formuler des lignes directrices applicables aux organismes financés par des fonds publics en ce qui concerne la préparation et la publication des plans d’activités et de tout autre document commercial ou financier que précisent les directives.

2. Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- e) la conformité aux directives que donne le Conseil de gestion du gouvernement au sujet de la préparation et de la publication de plans d’activités et d’autres documents commerciaux ou financiers.

3. Le paragraphe 15 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- e) la conformité aux directives que donne le Conseil de gestion du gouvernement au sujet de la préparation et de la publication de plans d’activités et d’autres documents commerciaux ou financiers.

4. Subsection 21 (1) of the Act is amended by adding “V.1” after “IV.1”.

Commencement

5. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

4. Le paragraphe 21 (1) de la Loi est modifié par adjonction de « V.1 » après « IV.1 ».

Entrée en vigueur

5. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Amendments to the Cabinet Ministers' and Opposition Leaders' Expenses Review and Accountability Act, 2002 and Related Amendments

Modifications de la Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte, et modifications connexes

**SCHEDULE 3
AMENDMENTS TO THE CABINET MINISTERS'
AND OPPOSITION LEADERS' EXPENSES
REVIEW AND ACCOUNTABILITY ACT, 2002
AND RELATED AMENDMENTS**

**CABINET MINISTERS' AND OPPOSITION LEADERS'
EXPENSES REVIEW AND
ACCOUNTABILITY ACT, 2002**

1. The title of the *Cabinet Ministers' and Opposition Leaders' Expenses Review and Accountability Act, 2002* is repealed and the following substituted:

Politicians' Expenses Review Act, 2002

2. Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“Minister” means the member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre désigné”)

3. Subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out “The Chair of the Management Board of Cabinet” at the beginning and substituting “The Minister”.

4. Subsection 5 (3) of the Act is amended by striking out “The Chair of the Management Board of Cabinet” at the beginning and substituting “The Minister”.

5. (1) Subsection 8 (1) of the Act is amended by striking out “the Chair of the Management Board of Cabinet” and substituting “the Minister”.

(2) Subsection 8 (4) of the Act is repealed.

6. Sections 13, 14, 15 and 16 of the Act are repealed.

7. The Act is amended by adding the following sections:

PUBLIC REPORTING OF ALLOWABLE EXPENSES

Application of ss. 14-16

13. Sections 14 to 16 apply only to reviewable expenses incurred on or after the day this section comes into force.

Commissioner's notification of allowable expenses to Minister and Speaker

14. The Integrity Commissioner shall, after completing each review under section 9 and any additional review under section 12,

- (a) notify the Minister of the expenses included in that review that are claimed by Cabinet ministers, parliamentary assistants and persons employed in their offices and that are, in the Commissioner's opinion, allowable expenses; and

**ANNEXE 3
MODIFICATIONS DE LA LOI DE 2002
SUR L'EXAMEN DES DÉPENSES DES MINISTRES
ET DES CHEFS D'UN PARTI DE L'OPPOSITION
ET L'OBLIGATION DE RENDRE COMPTE,
ET MODIFICATIONS CONNEXES**

**LOI DE 2002 SUR L'EXAMEN DES DÉPENSES
DES MINISTRES ET DES CHEFS D'UN PARTI
DE L'OPPOSITION ET L'OBLIGATION
DE RENDRE COMPTE**

1. Le titre de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des politiciens

2. L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«ministre désigné» Le membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

3. Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «Le président du Conseil de gestion du gouvernement» par «Le ministre désigné» au début du paragraphe.

4. Le paragraphe 5 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «Le président du Conseil de gestion du gouvernement» par «Le ministre désigné» au début du paragraphe.

5. (1) Le paragraphe 8 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «le président du Conseil de gestion du gouvernement» par «le ministre désigné».

(2) Le paragraphe 8 (4) de la Loi est abrogé.

6. Les articles 13, 14, 15 et 16 de la Loi sont abrogés.

7. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

**PUBLICATION DES RENSEIGNEMENTS
RELATIFS AUX DÉPENSES AUTORISÉES**

Application des art. 14 à 16

13. Les articles 14 à 16 s'appliquent uniquement aux dépenses sujettes à examen engagées le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite.

Avis du commissaire au ministre désigné et au président de l'Assemblée concernant les dépenses autorisées

14. Après avoir terminé chaque examen prévu à l'article 9 et tout examen supplémentaire prévu à l'article 12, le commissaire à l'intégrité :

- a) avise le ministre désigné des dépenses examinées dont le remboursement est demandé par les ministres, les adjoints parlementaires et les personnes employées dans leurs bureaux et qui, selon le commissaire, constituent des dépenses autorisées;

(b) notify the Speaker of the expenses included in that review that are claimed by Opposition leaders and persons employed in their offices and that are, in the Commissioner's opinion, allowable expenses.

Posting allowable expense information on website

Minister

15. (1) Within 90 days after receiving a notification under clause 14 (a), the Minister shall post on a website established or designated by the Minister, and maintained for the purposes of this subsection, the information required under subsection (4) with respect to the expenses included in the notification that, in the Commissioner's opinion, are allowable expenses.

Speaker

(2) Within 90 days after receiving a notification under clause 14 (b), the Speaker shall post on a website established or designated by the Speaker, and maintained for the purposes of this subsection, the information required under subsection (4) with respect to the expenses included in the notification that, in the Commissioner's opinion, are allowable expenses.

Same website

(3) For the purposes of subsections (1) and (2), the Minister and the Speaker may post the information on the same website.

Information required to be posted

(4) Subject to the rules made under section 16, the following information is required to be posted on the applicable website with respect to each expense that, in the Commissioner's opinion, is an allowable expense:

1. The name and position title of the person who incurred the expense.
2. The date on which the expense was incurred.
3. The type of the expense.
4. The total amount for each type of expense claimed by and paid to the person.
5. The purpose of the expense.
6. The travel destination or other geographic location where or in respect of which the expense was incurred.
7. Any additional information that may be required under rules made under section 16.

Duration of website posting

(5) The Minister and the Speaker shall ensure that the information they post under this section remains accessible to the public on the applicable website for not less than two years.

b) avise le président de l'Assemblée des dépenses examinées dont le remboursement est demandé par les chefs d'un parti de l'opposition et les personnes employées dans leurs bureaux et qui, selon le commissaire, constituent des dépenses autorisées.

Affichage des renseignements relatifs aux dépenses autorisées sur un site Web

Ministre désigné

15. (1) Dans les 90 jours qui suivent la réception de l'avis prévu à l'alinéa 14 a), le ministre désigné affiche sur un site Web qu'il a créé ou désigné, et qui est tenu pour l'application du présent paragraphe, les renseignements exigés par le paragraphe (4) relativement aux dépenses indiquées dans l'avis qui, selon le commissaire, constituent des dépenses autorisées.

Président de l'Assemblée

(2) Dans les 90 jours qui suivent la réception de l'avis prévu à l'alinéa 14 b), le président de l'Assemblée affiche sur un site Web qu'il a créé ou désigné, et qui est tenu pour l'application du présent paragraphe, les renseignements exigés par le paragraphe (4) relativement aux dépenses indiquées dans l'avis qui, selon le commissaire, constituent des dépenses autorisées.

Même site Web

(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), le ministre et le président de l'Assemblée peuvent afficher les renseignements sur le même site Web.

Renseignements à afficher

(4) Sous réserve des règles établies en vertu de l'article 16, les renseignements suivants doivent être affichés sur le site Web applicable relativement à chaque dépense qui, selon le commissaire, constitue une dépense autorisée :

1. Le nom et le titre du poste de la personne qui a engagé la dépense.
2. La date à laquelle la dépense a été engagée.
3. Le type de dépense.
4. Le montant total pour chaque type de dépense dont la personne a demandé le remboursement et pour laquelle elle a été remboursée.
5. La raison de la dépense.
6. Le lieu de destination ou l'endroit où la dépense a été engagée ou à l'égard duquel elle l'a été.
7. Tout renseignement supplémentaire exigé en application des règles établies en vertu de l'article 16.

Durée de l'affichage

(5) Le ministre désigné et le président de l'Assemblée veillent à ce que les renseignements qu'ils affichent en application du présent article demeurent à la disposition du public sur le site Web applicable pendant au moins deux ans.

*Amendments to the Cabinet Ministers' and Opposition
Leaders' Expenses Review and Accountability Act, 2002
and Related Amendments*

*Modifications de la Loi de 2002 sur l'examen
des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition
et l'obligation de rendre compte, et modifications connexes*

Authority to make rules re information to be posted

16. (1) The Lieutenant Governor in Council may make rules for the purpose of section 15,

- (a) specifying additional information to be posted under paragraph 7 of subsection 15 (4);
- (b) respecting the information required to be posted under paragraphs 1 to 7 of subsection 15 (4);
- (c) governing the posting of information under subsections 15 (1) and (2).

Rules re information not to be posted

(2) The rules made under subsection (1) may provide that specified information that would otherwise be required to be posted under subsection 15 (4) not be posted or be posted in a limited or altered way in specified circumstances.

Public notice

(3) The Minister shall ensure that a copy of the rules made under subsection (1) is available to the public upon request and is posted on the Internet.

Legislation Act, 2006, Part III

(4) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply to rules made under this section.

**FREEDOM OF INFORMATION
AND PROTECTION OF PRIVACY ACT**

8. Subsection 1.1 (3) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed and the following substituted:

Definitions

(3) In this section,

“Opposition leader” has the same meaning as in section 1 of the *Politicians' Expenses Review Act, 2002*; (“chef d'un parti de l'opposition”)

“reviewable expense” means a reviewable expense as described in section 3 of the *Politicians' Expenses Review Act, 2002*. (“dépense sujette à examen”)

COMMENCEMENT

Commencement

9. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Pouvoir d'établir des règles relatives aux renseignements à afficher

16. (1) Pour l'application de l'article 15, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règle :

- a) préciser les renseignements supplémentaires à afficher en application de la disposition 7 du paragraphe 15 (4);
- b) traiter des renseignements à afficher en application des dispositions 1 à 7 du paragraphe 15 (4);
- c) régir l'affichage des renseignements pour l'application des paragraphes 15 (1) et (2).

Règles relatives aux renseignements à ne pas afficher

(2) Les règles établies en vertu du paragraphe (1) peuvent prévoir que des renseignements déterminés qui devraient normalement être affichés en application du paragraphe 15 (4) ne doivent pas être affichés ou ne doivent l'être que de façon limitée ou modifiée dans des circonstances déterminées.

Avis public

(3) Le ministre désigné fait en sorte qu'une copie des règles établies en vertu du paragraphe (1) soit mise à la disposition du public sur demande et affichée sur Internet.

Loi de 2006 sur la législation, partie III

(4) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux règles établies en vertu du présent article.

**LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION
ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

8. Le paragraphe 1.1 (3) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

(3) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«chef d'un parti de l'opposition» S'entend au sens de l'article 1 de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des politiciens*. («Opposition leader»)

«dépense sujette à examen» S'entend d'une dépense sujette à examen visée à l'article 3 de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des politiciens*. («reviewable expense»)

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

9. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 4
AMENDMENTS TO THE EXCELLENT
CARE FOR ALL ACT, 2010**

1. Section 1 of the *Excellent Care for All Act, 2010* is amended by adding the following definitions:

“health sector organization” means

- (a) a hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act*,
- (b) a community care access corporation within the meaning of the *Community Care Access Corporations Act, 2001*,
- (c) a licensee within the meaning of the *Long-Term Care Homes Act, 2007*, and
- (d) any other organization that is provided for in the regulations and that receives public funding; (“organisme du secteur de la santé”)

“local health integration network” means a local health integration network within the meaning of the *Local Health System Integration Act, 2006*; (“réseau local d'intégration des services de santé”)

“patient ombudsman” means the patient ombudsman appointed under section 13.1; (“ombudsman des patients”)

“personal health information” has the same meaning as in the *Personal Health Information Protection Act, 2004*; (“renseignements personnels sur la santé”)

“personal information” has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; (“renseignements personnels”)

“prescribed” means prescribed in the regulations; (“prescrit”)

2. Subsections 10 (5), (6), (7) and (8) of the Act are repealed.

3. (1) Clause 12 (1) (a) of the Act is amended by striking out “and” at the end of subclause (iii), by adding “and” at the end of subclause (iv) and by adding the following subclause:

- (v) the performance of health sector organizations with respect to patient relations;

(2) Subsection 12 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (b.1) to promote enhanced patient relations in health sector organizations through the development of,
 - (i) patient relations performance indicators and benchmarks for health sector organizations, and
 - (ii) quality improvement supports and resources for health sector organizations with respect to patient relations;

**ANNEXE 4
MODIFICATIONS DE LA LOI DE 2010
SUR L'EXCELLENCE DES SOINS POUR TOUS**

1. L'article 1 de la *Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«ombudsman des patients» L'ombudsman des patients nommé en application de l'article 13.1. («patient ombudsman»)

«organisme du secteur de la santé» S'entend de ce qui suit :

- a) un hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*;
- b) une société d'accès aux soins communautaires au sens de la *Loi de 2001 sur les sociétés d'accès aux soins communautaires*;
- c) un titulaire de permis au sens de la *Loi de 2007 sur les foyers de soins de longue durée*;
- d) tout autre organisme prévu dans les règlements qui reçoit un financement public. («health sector organization»)

«prescrit» Prescrit dans les règlements. («prescribed»)

«renseignements personnels» S'entend au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. («personal information»)

«renseignements personnels sur la santé» S'entend au sens de la *Loi de 2004 sur la protection des renseignements personnels sur la santé*. («personal health information»)

«réseau local d'intégration des services de santé» Réseau local d'intégration des services de santé au sens de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*. («local health integration network»)

2. Les paragraphes 10 (5), (6), (7) et (8) de la Loi sont abrogés.

3. (1) L'alinéa 12 (1) a) de la Loi est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (v) le rendement des organismes du secteur de la santé en ce qui concerne les relations avec les patients;

(2) Le paragraphe 12 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- b.1) promouvoir l'amélioration des relations avec les patients dans les organismes du secteur de la santé grâce à la mise au point, à l'intention de ces organismes, des éléments suivants :
 - (i) des indicateurs de rendement et des repères en ce qui concerne les relations avec les patients,
 - (ii) des soutiens et des ressources visant à améliorer la qualité des relations avec les patients;

- (b.2) to support the patient ombudsman in carrying out his or her functions;

4. The Act is amended by adding the following sections:

PATIENT OMBUDSMAN

Patient ombudsman

13.1 (1) The Lieutenant Governor in Council shall appoint a person to be the patient ombudsman.

Functions of the patient ombudsman

- (2) The functions of the patient ombudsman are,
- (a) to receive and respond to complaints from patients and former patients of a health sector organization, and any other prescribed persons;
 - (b) to facilitate the resolution of complaints made by patients and former patients of a health sector organization, and any other prescribed persons;
 - (c) to undertake investigations of complaints made by patients and former patients of a health sector organization, and any other prescribed persons, and to undertake investigations of health sector organizations on the patient ombudsman's own initiative;
 - (d) to make recommendations to health sector organizations following the conclusion of investigations; and
 - (e) to do anything else provided for in the regulations.

Employee of Council

(3) The Council shall employ as the patient ombudsman the person appointed by the Lieutenant Governor in Council and shall terminate that person's employment as patient ombudsman when the term of the appointment expires, or if the Lieutenant Governor in Council revokes the person's appointment.

Salary, etc.

(4) The Lieutenant Governor in Council shall fix the salary or other remuneration and the benefits, including rights relating to severance, termination, retirement and superannuation, of the patient ombudsman, and the Council shall provide the salary or other remuneration and those benefits to the patient ombudsman.

Delegation

(5) The patient ombudsman may, in writing, delegate any or all of his or her powers to one or more employees of the Council as he or she considers appropriate, and where the patient ombudsman has done so, the acts of the delegate are deemed to be the acts of the patient ombudsman for the purposes of this Act.

Definition

- (6) In this section and in sections 13.2 to 13.4,

“patient or former patient” includes,

- b.2) soutenir l'ombudsman des patients dans l'exercice de ses fonctions;

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

OMBUDSMAN DES PATIENTS

Ombudsman des patients

13.1 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un ombudsman des patients.

Fonctions de l'ombudsman des patients

- (2) Les fonctions de l'ombudsman des patients sont les suivantes :
- a) recevoir les plaintes de patients et d'anciens patients d'un organisme du secteur de la santé et de toute autre personne prescrite, et y répondre;
 - b) faciliter le règlement des plaintes de patients et d'anciens patients d'un organisme du secteur de la santé et de toute autre personne prescrite;
 - c) enquêter sur les plaintes de patients et d'anciens patients d'un organisme du secteur de la santé et de toute autre personne prescrite et, de son propre chef, enquêter sur cet organisme;
 - d) faire des recommandations aux organismes du secteur de la santé au terme des enquêtes;
 - e) exercer les autres fonctions que prévoient les règlements.

Employé du Conseil

(3) Le Conseil emploie en qualité d'ombudsman des patients la personne nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il met fin à l'emploi de cette personne en cette qualité à l'expiration de son mandat ou à la révocation de sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Traitement

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement ou toute autre rémunération de l'ombudsman des patients ainsi que ses avantages, notamment ses droits en matière de cessation d'emploi, de licenciement, de retraite et de rentes de retraite. Le Conseil lui verse à son traitement ou toute autre rémunération ainsi que ses avantages.

Délégation

(5) L'ombudsman des patients peut, par écrit, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs employés du Conseil s'il le juge approprié, auquel cas, les actions du délégué sont réputées être celles de l'ombudsman pour l'application de la présente loi.

Définition

(6) La définition qui suit s'applique au présent article et aux articles 13.2 à 13.4.

«patient ou ancien patient» S'entend notamment des personnes suivantes :

- (a) a patient or former patient of a hospital,
- (b) a resident or former resident of a long-term care home,
- (c) a client or former client of a community care access corporation,
- (d) any other individual provided for in the regulations, and
- (e) in respect of an individual mentioned in clause (a), (b), (c) or (d) who is or was incapable with respect to a treatment or another matter, a person with the authority to consent to the treatment or the other matter on behalf of that patient or former patient in accordance with the *Health Care Consent Act, 1996*.

Complaints

13.2 (1) A patient or a former patient of a health sector organization, and any other prescribed person, may make a complaint in writing to the patient ombudsman about actions or inactions of a health sector organization that relate to the care and health care experience of the patient or former patient, or, in the case of another prescribed person, to the care and health care experience of another person provided for in the regulations.

Facilitated resolution

(2) The patient ombudsman shall work with the patient, former patient or other prescribed person, the health sector organization and, when appropriate, the relevant local health integration network, to attempt to facilitate a resolution of a complaint made under subsection (1) unless, in the opinion of the patient ombudsman,

- (a) the complaint relates to a matter that is within the jurisdiction of another person or body or is the subject of a proceeding;
- (b) the subject matter of the complaint is trivial;
- (c) the complaint is frivolous or vexatious;
- (d) the complaint is not made in good faith;
- (e) the patient, former patient or other prescribed person has not sought to resolve the complaint directly with the health sector organization; or
- (f) the patient, former patient or other prescribed person does not have a sufficient personal interest in the subject matter of the complaint.

Referral to appropriate body

(3) Where the complaint relates to a matter that is within the jurisdiction of another person or body, the patient ombudsman shall refer the patient, former patient or other prescribed person to that person or body.

Patient to be informed

(4) In any case where the patient ombudsman determines that he or she will not attempt to facilitate a resolution of a complaint in accordance with subsection (2), the

- a) un patient ou un ancien patient d'un hôpital;
- b) un résident ou un ancien résident d'un foyer de soins de longue durée;
- c) un client ou un ancien client d'une société d'accès aux soins communautaires;
- d) tout autre particulier prévu dans les règlements;
- e) relativement à un particulier mentionné à l'alinéa a), b), c) ou d) qui est ou était incapable à l'égard d'un traitement ou d'une autre question, la personne autorisée à donner son consentement au traitement ou en ce qui concerne l'autre question au nom du patient ou de l'ancien patient conformément à la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*.

Plaintes

13.2 (1) Tout patient ou ancien patient d'un organisme du secteur de la santé, et toute autre personne prescrite, peut présenter une plainte par écrit à l'ombudsman des patients au sujet des mesures prises par cet organisme ou de son défaut d'agir en ce qui concerne, dans le cas du patient ou de l'ancien patient, les soins reçus et son expérience en matière de soins de santé ou, dans le cas de l'autre personne prescrite, les soins fournis à une autre personne prévue dans les règlements et l'expérience en matière de soins de santé de cette personne.

Règlement facilité des plaintes

(2) L'ombudsman des patients collabore avec le patient, l'ancien patient ou l'autre personne prescrite, l'organisme du secteur de la santé et, si cela est approprié, le réseau local d'intégration des services de santé pertinent afin d'essayer de faciliter le règlement de la plainte présentée en vertu du paragraphe (1), sauf si, à son avis :

- a) la plainte a trait à une question qui relève de la compétence d'une autre personne ou d'un autre organisme ou fait l'objet d'une instance;
- b) l'objet de la plainte est négligeable;
- c) la plainte est frivole ou vexatoire;
- d) la plainte n'est pas faite de bonne foi;
- e) le patient, l'ancien patient ou l'autre personne prescrite n'a pas cherché à régler la plainte directement avec l'organisme du secteur de la santé;
- f) le patient, l'ancien patient ou l'autre personne prescrite n'a pas un intérêt personnel suffisant dans l'objet de la plainte.

Renvoi à un organisme approprié

(3) Si la plainte a trait à une question qui relève de la compétence d'une autre personne ou d'un autre organisme, l'ombudsman des patients renvoie le patient, l'ancien patient ou l'autre personne prescrite à cette personne ou à cet organisme.

Avis au patient

(4) S'il décide de ne pas essayer de faciliter le règlement d'une plainte conformément au paragraphe (2), l'ombudsman des patients en informe le patient, l'ancien

patient ombudsman shall inform the patient, former patient or other prescribed person in writing of that determination and state the reasons for that determination.

“Proceeding”

(5) For the purposes of this section and section 13.3,

“proceeding” includes a proceeding held in, before or under the rules of a court, a tribunal, a commission, a justice of the peace, a coroner, a committee of a College within the meaning of the *Regulated Health Professions Act, 1991*, a committee of the Board of Regents continued under the *Drugless Practitioners Act*, a committee of the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers under the *Social Work and Social Service Work Act, 1998*, an arbitrator or a mediator.

Investigation

13.3 (1) Where, after attempting to facilitate the resolution of a complaint under section 13.2, the patient ombudsman believes that the complaint should be investigated, the patient ombudsman may investigate the complaint.

May decide not to investigate

(2) Without limiting the generality of the powers conferred on the patient ombudsman by this Act, the patient ombudsman may in his or her discretion decide not to investigate, or, as the case may require, not to further investigate any complaint for any reason for which the patient ombudsman could have determined not to attempt to facilitate the resolution of the complaint under section 13.2.

Patient to be informed

(3) In any case where the patient ombudsman makes a determination not to investigate or further investigate a complaint, the patient ombudsman shall inform the patient, former patient or other prescribed person in writing of that decision and state the reasons for that decision.

Investigations on own initiative

(4) The patient ombudsman may also commence an investigation of the actions or inactions of one or more health sector organizations that relate to the patient care or health care experience provided by the organization or organizations in any case where the patient ombudsman believes that the matter should be investigated.

Restriction

(5) Despite subsection (4), the patient ombudsman shall not commence an investigation under that subsection in connection with a matter that is within the jurisdiction of another person or body or is the subject of a proceeding.

Organization and patient to be informed

(6) Before investigating any matter, the patient ombudsman shall inform the relevant health sector organization and the patient, former patient or other prescribed

patient ou l'autre personne prescrite par écrit et lui donne les motifs de sa décision.

Définition

(5) La définition qui suit s'applique dans le cadre du présent article et de l'article 13.3.

«instance» S'entend notamment d'une instance qui est tenue devant un tribunal judiciaire ou administratif, une commission, un juge de paix, un coroner, un comité d'un ordre au sens de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, un comité du bureau des administrateurs prorogé en application de la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*, un comité de l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario visé par la *Loi de 1998 sur le travail social et les techniques de travail social*, un arbitre ou un médiateur ou qui est tenue conformément à leurs règles.

Enquête

13.3 (1) L'ombudsman des patients peut enquêter sur une plainte s'il croit, après avoir essayé d'en faciliter le règlement en application de l'article 13.2, que la plainte devrait faire l'objet d'une enquête.

Pouvoir discrétionnaire

(2) L'ombudsman des patients peut notamment, à sa discrétion, décider de ne pas enquêter sur une plainte ou de ne pas poursuivre l'enquête sur une plainte pour tout motif pour lequel il aurait pu décider de ne pas essayer de faciliter le règlement de la plainte en application de l'article 13.2.

Avis au patient

(3) S'il décide de ne pas enquêter sur une plainte ou de ne pas poursuivre l'enquête sur une plainte, l'ombudsman des patients en informe le patient, l'ancien patient ou l'autre personne prescrite par écrit et lui donne les motifs de sa décision.

Ouverture d'une enquête de son propre chef

(4) S'il croit qu'il y a une matière à enquêter, l'ombudsman des patients peut également ouvrir une enquête sur les mesures prises par un ou plusieurs organismes du secteur de la santé ou sur leur défaut d'agir en ce qui concerne les soins que ces organismes ont fournis aux patients et l'expérience en matière de soins de santé qu'ils leur ont offerte.

Restriction

(5) Malgré le paragraphe (4), l'ombudsman des patients ne doit pas ouvrir une enquête en vertu de ce paragraphe sur une question qui relève de la compétence d'une autre personne ou d'un autre organisme ou qui fait l'objet d'une instance.

Avis à l'organisme et au patient

(6) Avant d'ouvrir son enquête, l'ombudsman des patients doit informer de son intention l'organisme du secteur de la santé pertinent ainsi que le patient, l'ancien pa-

person, if any, who made the complaint that led to the investigation of his or her intention to make the investigation.

Investigations are private

(7) Every investigation by the patient ombudsman shall be conducted in private.

Exception, other persons and bodies

(8) Despite subsection (7), where the patient ombudsman obtains information in the course of an investigation that relates to a matter within the jurisdiction of another person or body, the patient ombudsman may provide that information to the other person or body.

Obtaining information, etc.

(9) The patient ombudsman may hear or obtain information from any persons he or she thinks fit, and may make any inquiries he or she thinks fit.

Opportunity to be heard

(10) The patient ombudsman is not required to hold any hearing and no person is entitled as of right to be heard by the patient ombudsman, but, if at any time during the course of an investigation, it appears to the patient ombudsman that there may be sufficient grounds for him or her to make any report or recommendation that may adversely affect any person or entity, the patient ombudsman shall give to that person or entity an opportunity to make representations respecting the adverse report or recommendation, either personally or by counsel.

Requiring information

(11) The patient ombudsman may from time to time require any officer, employee, director, shareholder or member of any health sector organization, or any other person who provides services through or on behalf of a health sector organization, who, in his or her opinion, is able to give any information relating to any matter that is being investigated by the patient ombudsman,

- (a) to furnish to him or her with the information; and
- (b) to produce any documents or things that in the patient ombudsman's opinion relate to the matter and that may be in the person's possession or under the person's control.

Examination under oath

(12) The patient ombudsman may summon before him or her and examine under oath,

- (a) any patient, former patient or other prescribed person who has made a complaint under this Act; or
- (b) any person who is mentioned in subsection (11).

Certain other Acts

(13) A person who is subject to the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Personal Health Information Protection Act, 2004* is not prevented by any provisions in those Acts from

tient ou l'autre personne prescrite qui a présenté la plainte à l'origine de l'enquête.

Enquêtes privées

(7) L'ombudsman des patients enquête en privé.

Exception : autres personnes et organismes

(8) Malgré le paragraphe (7), si l'ombudsman des patients obtient des renseignements dans le cadre d'une enquête relativement à une question qui relève de la compétence d'une autre personne ou d'un autre organisme, il peut communiquer ces renseignements à cette personne ou à cet organisme.

Renseignements

(9) L'ombudsman des patients peut entendre les personnes qu'il estime appropriées ou en obtenir des renseignements. Il peut aussi faire les demandes de renseignements qu'il estime indiquées.

Droit de faire valoir son point de vue

(10) L'ombudsman des patients n'a pas à tenir d'audience et nul ne peut exiger d'être entendu par lui. Cependant, s'il appert à l'ombudsman, au cours d'une enquête, qu'un rapport ou une recommandation pouvant blâmer une personne ou une entité peuvent être fondés, il doit donner à cette personne ou entité l'occasion de faire valoir son point de vue à cet égard, personnellement ou par avocat.

Renseignements à fournir

(11) L'ombudsman des patients peut exiger d'un dirigeant, d'un employé, d'un administrateur, d'un actionnaire ou d'un membre d'un organisme du secteur de la santé, ou de toute autre personne qui fournit des services par l'intermédiaire ou au nom de cet organisme, qui, à son avis, est en mesure de communiquer des renseignements ayant trait à l'objet de l'enquête :

- a) qu'il lui fournisse les renseignements;
- b) qu'il produise les documents ou objets pertinents qu'il peut avoir en sa possession ou sous son contrôle.

Interrogatoire sous serment

(12) L'ombudsman des patients peut convoquer et interroger sous serment :

- a) tout patient ou ancien patient ou toute autre personne prescrite qui a présenté une plainte en application de la présente loi;
- b) toute personne mentionnée au paragraphe (11).

Non-application de certaines autres lois

(13) Aucune disposition de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ou de la *Loi de 2004 sur la protection des renseignements personnels sur la santé* n'a pour effet

providing personal information or personal health information to the patient ombudsman, when the patient ombudsman requires the person to provide the information under this section.

Privilege preserved

(14) Every person to whom this section applies has the same privileges in relation to the giving of information, the answering of questions, and the production of documents and things as witnesses have in any court.

Statements not admissible

(15) Except on the trial of any person for an offence in respect of the person's sworn testimony, no statement made or answer given by that or any other person in the course of any investigation by the patient ombudsman is admissible in evidence against any person in any court or at any inquiry or in any other proceedings, and no evidence in respect of proceedings before the patient ombudsman shall be given against any person.

Right to object to self-incrimination

(16) A person giving a statement or answer in the course of any investigation before the patient ombudsman shall be informed by the patient ombudsman of the right to object to answer any question under section 5 of the *Canada Evidence Act*.

Protection from liability

(17) No person is liable to prosecution for an offence against any Act, by reason of his or her compliance with any requirement of the patient ombudsman under this section.

Fees, allowances, etc.

(18) Where any person is required by the patient ombudsman to attend before him or her for the purposes of this section, the person is entitled to the same fees, allowances and expenses as if he or she were a witness in the Superior Court of Justice, and the provisions of any relevant Act, regulation or rule apply accordingly, with necessary modification.

Compliance

(19) Every person who is summoned by the patient ombudsman under this section, or is required to furnish or produce documents or information, shall comply with the summons or furnish or produce the documents or information, as the case may be.

Entry

(20) For the purposes of an investigation under this section, the patient ombudsman may at any time enter upon any premises of a health sector organization and inspect the premises.

Restriction

(21) Despite subsection (20), the patient ombudsman shall not enter any premises of a health sector organization, except with the consent of the health sector organization or under the authority of a warrant issued under subsection (23).

d'empêcher quiconque est assujéti à l'une ou l'autre de ces lois de fournir des renseignements personnels ou des renseignements personnels sur la santé à l'ombudsman des patients lorsque ce dernier exige qu'il les fournisse dans le cadre du présent article.

Immunité

(14) Toute personne visée par le présent article qui fournit des renseignements, répond à des questions ou produit des documents et objets jouit des mêmes immunités à cet égard qu'un témoin devant un tribunal.

Non-admissibilité des déclarations

(15) À l'exclusion du procès d'une personne pour une infraction à l'égard de son témoignage sous serment, la déclaration faite ou la réponse donnée par cette personne ou par une autre personne au cours de l'enquête de l'ombudsman des patients ne sont pas admissibles en preuve contre quiconque devant un tribunal ou au cours d'une enquête ou d'une instance. Il en est de même d'une preuve relative à une instance devant l'ombudsman des patients.

Droit de s'opposer à répondre

(16) L'ombudsman des patients informe la personne qui fait une déclaration ou donne une réponse au cours d'une enquête devant lui du droit de s'opposer à répondre que lui confère l'article 5 de la *Loi sur la preuve au Canada*.

Immunité

(17) Nul ne peut être poursuivi pour une infraction à une loi parce qu'il a satisfait à une exigence de l'ombudsman des patients prévue au présent article.

Honoraires

(18) La personne que l'ombudsman des patients convoque pour l'application du présent article a droit aux mêmes honoraires, allocations et indemnités qu'un témoin devant la Cour supérieure de justice et les lois, règlements ou règles pertinents s'appliquent en conséquence avec les adaptations nécessaires.

Conformité

(19) La personne convoquée par l'ombudsman des patients en application du présent article ou tenue de fournir ou de produire des documents ou des renseignements se conforme à la convocation ou à l'exigence.

Accès

(20) Aux fins d'une enquête ouverte en application du présent article, l'ombudsman des patients peut pénétrer dans les locaux d'un organisme du secteur de la santé pour les inspecter.

Restriction

(21) Malgré le paragraphe (20), l'ombudsman des patients ne doit pas pénétrer dans les locaux d'un organisme du secteur de la santé si ce n'est avec le consentement de cet organisme ou conformément à un mandat délivré en vertu du paragraphe (23).

Private dwellings

(22) Despite subsection (20), the patient ombudsman shall not enter any premises that is being used as a dwelling, except with the consent of the occupier or under the authority of a warrant issued under subsection (23).

Warrant

(23) A justice of the peace may issue a warrant authorizing the patient ombudsman or another person to enter any premises of a health sector organization if the justice is satisfied, on evidence under oath or affirmation, that there are reasonable grounds to believe that it is necessary to enter the premises for the purposes of an investigation under this section.

Obstruction forbidden

(24) No person shall, without lawful justification or excuse, wilfully obstruct, hinder or resist the patient ombudsman or a delegate of the patient ombudsman in the performance of his or her functions under this Act.

Recommendations

13.4 (1) After making an investigation, the patient ombudsman may make any recommendations to a health sector organization that was the subject of the investigation that the patient ombudsman sees fit.

Copy to patient

(2) Where the patient ombudsman makes recommendations to a health sector organization under subsection (1), the patient ombudsman shall also provide a copy of the recommendations to the patient, former patient or other prescribed person who made the complaint, if any.

Personal information to be removed

(3) The patient ombudsman shall, before providing the copy of recommendations under subsection (2), ensure that all personal information and personal health information about anyone other than the patient, former patient or other prescribed person is redacted.

Reports by patient ombudsman

13.5 (1) The patient ombudsman shall report to the Minister on the activities and recommendations of the patient ombudsman at least annually, and otherwise as the patient ombudsman considers appropriate.

Reports to LHINs

(2) The patient ombudsman shall provide reports to local health integration networks on the activities of the patient ombudsman and his or her recommendations as the patient ombudsman considers appropriate.

No personal information

(3) The patient ombudsman shall not include any personal information or personal health information in any reports made under this section.

Logement privé

(22) Malgré le paragraphe (20), l'ombudsman des patients ne doit pas pénétrer dans des locaux qui servent de logement si ce n'est avec le consentement de l'occupant ou conformément à un mandat délivré en vertu du paragraphe (23).

Mandat

(23) Un juge de paix peut délivrer un mandat autorisant l'ombudsman des patients ou une autre personne à pénétrer dans les locaux d'un organisme du secteur de la santé s'il est convaincu, sur la foi des preuves présentées sous serment ou affirmation solennelle, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est nécessaire que l'ombudsman ou l'autre personne pénètre dans les locaux aux fins d'une enquête ouverte en vertu du présent article.

Interdiction d'entraver l'ombudsman des patients

(24) Nul ne doit, sans justification légale ni excuse légitime, entraver volontairement l'ombudsman des patients ou son délégué dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi, lui nuire ou lui résister.

Recommandations

13.4 (1) Après son enquête, l'ombudsman des patients peut faire à l'organisme du secteur de la santé visé par l'enquête les recommandations qu'il estime indiquées.

Copie au patient

(2) Lorsqu'il fait des recommandations à un organisme du secteur de la santé en vertu du paragraphe (1), l'ombudsman des patients en fournit une copie au patient, à l'ancien patient ou à l'autre personne prescrite qui a présenté la plainte.

Suppression des renseignements personnels

(3) Avant de fournir une copie des recommandations en application du paragraphe (2), l'ombudsman des patients s'assure que l'ensemble des renseignements personnels et des renseignements personnels sur la santé concernant une autre personne que le patient, l'ancien patient ou l'autre personne prescrite sont retranchés.

Rapports de l'ombudsman des patients

13.5 (1) Au moins une fois par année et aux autres intervalles qu'il juge appropriés, l'ombudsman des patients fait rapport au ministre de ses activités et recommandations.

Rapports aux réseaux locaux d'intégration des services de santé

(2) L'ombudsman des patients fournit aux réseaux locaux d'intégration des services de santé les rapports sur ses activités et recommandations qu'il juge appropriés.

Exclusion des renseignements personnels

(3) L'ombudsman des patients ne doit pas inclure des renseignements personnels ou des renseignements personnels sur la santé dans les rapports faits en application du présent article.

Reports to be public

(4) The patient ombudsman shall make the reports under this section available to the public, through publication on the Council's website and any other means the patient ombudsman may consider appropriate.

Personal health information and the patient ombudsman

13.6 (1) Despite any other Act, the Council may only collect personal health information where the patient ombudsman collects that information in exercising his or her powers under this Act.

Same

(2) Despite any other Act, the Council may only use personal health information for purposes related to the functions of the patient ombudsman.

Disclosure

(3) Despite any other Act, the Council may only disclose personal health information,

- (a) for purposes related to the functions of the patient ombudsman; or
- (b) where it is required by law or by an agreement or arrangement made under the authority of a statute of Ontario or Canada.

Restriction

(4) In exercising their powers under this Act, the patient ombudsman and the Council shall not collect, use or disclose personal health information if other information will serve the purpose.

Only what is necessary

(5) In exercising their powers under this Act, the patient ombudsman and the Council shall not collect, use or disclose more personal health information than is reasonably necessary for the purpose.

Immunity

13.7 (1) No proceeding shall be commenced against the patient ombudsman, the Council or any employee of the Council for any act done or omitted in good faith in the execution or intended execution of the patient ombudsman's functions under this Act.

Crown liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (1) does not relieve the Crown of liability for the acts or omissions of an employee referred to in subsection (1) to which it would otherwise be subject and the Crown is liable under that Act as if subsection (1) had not been enacted.

Testimony

(3) Neither the patient ombudsman nor anyone employed by the Council is a competent or compellable witness in a civil proceeding outside this Act in connection with anything done under sections 13.1 to 13.4.

Mise à la disposition du public

(4) L'ombudsman des patients met les rapports prévus au présent article à la disposition du public selon les moyens qu'il juge appropriés, notamment en les publiant sur le site Web du Conseil.

Renseignements personnels sur la santé : ombudsman des patients

13.6 (1) Malgré toute autre loi, le Conseil ne peut recueillir des renseignements personnels sur la santé que si l'ombudsman des patients les recueille dans l'exercice des pouvoirs que lui confère la présente loi.

Idem

(2) Malgré toute autre loi, le Conseil ne peut utiliser des renseignements personnels sur la santé qu'à des fins liées aux fonctions de l'ombudsman des patients.

Divulgateion

(3) Malgré toute autre loi, le Conseil ne peut divulguer des renseignements personnels sur la santé que si, selon le cas :

- a) la divulgation est faite à des fins liées aux fonctions de l'ombudsman des patients;
- b) la divulgation est exigée par une loi ou par un accord ou un arrangement conclu en vertu d'une loi de l'Ontario ou du Canada.

Limite

(4) Lorsqu'ils exercent les pouvoirs que leur confère la présente loi, l'ombudsman des patients et le Conseil ne doivent pas recueillir, utiliser ou divulguer des renseignements personnels sur la santé à une fin que d'autres renseignements permettent de réaliser.

Renseignements personnels nécessaires

(5) Lorsqu'ils exercent les pouvoirs que leur confère la présente loi, l'ombudsman des patients et le Conseil ne doivent pas recueillir, utiliser ou divulguer plus de renseignements personnels sur la santé qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour réaliser la fin visée.

Immunité

13.7 (1) Sont irrecevables les instances introduites contre l'ombudsman des patients, le Conseil ou un employé du Conseil pour un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions de l'ombudsman que lui attribue la présente loi.

Responsabilité de la Couronne

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard des actes ou des omissions commis par un employé visé au paragraphe (1). La Couronne en est responsable en application de cette loi comme si le paragraphe (1) n'avait pas été édicté.

Témoignage

(3) Ni l'ombudsman des patients ni aucune personne employée par le Conseil n'est habile à témoigner ou contraignable dans une instance civile qui n'est pas introduite sous le régime de la présente loi et qui se rapporte à quoi

5. Subsection 16 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (t.1) providing for additional functions of the patient ombudsman for the purposes of clause 13.1 (2) (e);
- (t.2) further defining, specifying or clarifying the meaning of “patient or former patient” and similar expressions for the purposes of sections 13.1 to 13.4;
- (t.3) respecting any matter that this Act describes as being prescribed or provided for in the regulations;

Commencement

6. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

que ce soit qui est fait en application des articles 13.1 à 13.4.

5. Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- t.1) prévoir les fonctions supplémentaires de l'ombudsman des patients pour l'application de l'alinéa 13.1 (2) e);
- t.2) définir, préciser ou éclaircir davantage le sens de «patient ou ancien patient» et d'expressions similaires pour l'application des articles 13.1 à 13.4;
- t.3) traiter de toute question que la présente loi décrit comme étant prescrite ou prévue dans les règlements;

Entrée en vigueur

6. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

*Amendments to the Freedom of Information and
Protection of Privacy Act and the Municipal Freedom
of Information and Protection of Privacy Act*

*Modifications de la Loi sur l'accès à l'information
et la protection de la vie privée et de la Loi sur l'accès
à l'information municipale et la protection de la vie privée*

**SCHEDULE 5
AMENDMENTS TO THE FREEDOM
OF INFORMATION AND PROTECTION
OF PRIVACY ACT AND THE MUNICIPAL
FREEDOM OF INFORMATION
AND PROTECTION OF PRIVACY ACT**

**FREEDOM OF INFORMATION
AND PROTECTION OF PRIVACY ACT**

1. The *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is amended by adding the following section:

Measures to ensure preservation of records

10.1 Every head of an institution shall ensure that reasonable measures respecting the records in the custody or under the control of the institution are developed, documented and put into place to preserve the records in accordance with any recordkeeping or records retention requirements, rules or policies, whether established under an Act or otherwise, that apply to the institution.

2. (1) Subsection 61 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(c.1) alter, conceal or destroy a record, or cause any other person to do so, with the intention of denying a right under this Act to access the record or the information contained in the record;

(2) Subsection 61 (3) of the Act is amended by adding "(c.1)" after "(1)".

(3) Section 61 of the Act is amended by adding the following subsection:

Extended limitation for prosecution

(4) A prosecution for an offence under clause (1) (c.1) shall not be commenced more than two years after the day evidence of the offence was discovered.

(4) Section 61 of the Act is amended by adding the following subsection:

Protection of information

(5) In a prosecution for an offence under this section, the court may take precautions to avoid the disclosure by the court or any person of any of the following information, including, where appropriate, conducting hearings or parts of hearings in private or sealing all or part of the court files:

1. Information that may be subject to an exemption from disclosure under sections 12 to 21.1.
2. Information to which this Act may not apply under section 65.
3. Information that may be subject to a confidentiality provision in any other Act.

**ANNEXE 5
MODIFICATIONS DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION ET LA PROTECTION
DE LA VIE PRIVÉE ET DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION MUNICIPALE
ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

**LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION
ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

1. La *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Mesures en vue d'assurer la préservation des documents

10.1 La personne responsable d'une institution veille à ce que des mesures raisonnables concernant les documents dont l'institution a la garde ou le contrôle soient élaborées, documentées et appliquées pour préserver les documents conformément aux exigences, aux règles ou aux politiques en matière de tenue et de conservation de documents, établies par voie législative ou autre, qui s'appliquent à l'institution.

2. (1) Le paragraphe 61 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

c.1) modifier, cacher ou détruire un document, ou amener une autre personne à le faire, dans l'intention d'entraver le droit d'accès prévu par la présente loi au document ou aux renseignements qui y figurent;

(2) Le paragraphe 61 (3) de la Loi est modifié par insertion de «c.1),» après «(1)».

(3) L'article 61 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Délai de prescription allongé

(4) Aucune poursuite ne peut être intentée relativement à une infraction visée à l'alinéa (1) c.1) plus de deux ans après le jour où les preuves de l'infraction ont été découvertes.

(4) L'article 61 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Protection des renseignements

(5) Dans le cadre d'une poursuite intentée relativement à une infraction prévue au présent article, le tribunal peut prendre des précautions pour éviter que lui-même ou toute autre personne ne divulgue les renseignements suivants, notamment, lorsque cela est approprié, tenir des audiences en tout ou en partie à huis clos ou apposer un sceau sur la totalité ou une partie des dossiers du greffe :

1. Des renseignements pouvant faire l'objet d'une exception à l'obligation de divulgation en vertu des articles 12 à 21.1.
2. Des renseignements pouvant être exclus du champ d'application de la présente loi aux termes de l'article 65.
3. Des renseignements pouvant être protégés par une disposition qui traite du caractère confidentiel contenue dans une autre loi.

*Amendments to the Freedom of Information and
Protection of Privacy Act and the Municipal Freedom
of Information and Protection of Privacy Act*

MUNICIPAL FREEDOM OF INFORMATION AND PROTECTION OF PRIVACY ACT

3. The *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is amended by adding the following section:

Measures to ensure preservation of records

4.1 Every head of an institution shall ensure that reasonable measures respecting the records in the custody or under the control of the institution are developed, documented and put into place to preserve the records in accordance with any recordkeeping or records retention requirements, rules or policies, whether established under an Act or otherwise, that apply to the institution.

4. (1) Subsection 48 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(c.1) alter, conceal or destroy a record, or cause any other person to do so, with the intention of denying a right under this Act to access the record or the information contained in the record;

(2) Subsection 48 (3) of the Act is amended by adding “(c.1)” after “(1)”.

(3) Section 48 of the Act is amended by adding the following subsection:

Extended limitation for prosecution

(4) A prosecution for an offence under clause (1) (c.1) shall not be commenced more than two years after the day evidence of the offence was discovered.

(4) Section 48 of the Act is amended by adding the following subsection:

Protection of information

(5) In a prosecution for an offence under this section, the court may take precautions to avoid the disclosure by the court or any person of any of the following information, including, where appropriate, conducting hearings or parts of hearings in private or sealing all or part of the court files:

1. Information that may be subject to an exemption from disclosure under sections 6 to 14.
2. Information to which this Act may not apply under section 52.
3. Information that may be subject to a confidentiality provision in any other Act.

COMMENCEMENT

Commencement

5. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

*Modifications de la Loi sur l'accès à l'information
et la protection de la vie privée et de la Loi sur l'accès
à l'information municipale et la protection de la vie privée*

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION MUNICIPALE ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

3. La *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Mesures en vue d'assurer la préservation des documents

4.1 La personne responsable d'une institution veille à ce que des mesures raisonnables concernant les documents dont l'institution a la garde ou le contrôle soient élaborées, documentées et appliquées pour préserver les documents conformément aux exigences, aux règles ou aux politiques en matière de tenue et de conservation de documents, établies par voie législative ou autre, qui s'appliquent à l'institution.

4. (1) Le paragraphe 48 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

c.1) modifier, cacher ou détruire un document, ou amener une autre personne à le faire, dans l'intention d'entraver le droit d'accès prévu par la présente loi au document ou aux renseignements qui y figurent;

(2) Le paragraphe 48 (3) de la Loi est modifié par insertion de «(c.1),» après «(1)».

(3) L'article 48 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Délai de prescription allongé

(4) Aucune poursuite ne peut être intentée relativement à une infraction visée à l'alinéa (1) c.1) plus de deux ans après le jour où les preuves de l'infraction ont été découvertes.

(4) L'article 48 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Protection des renseignements

(5) Dans le cadre d'une poursuite intentée relativement à une infraction prévue au présent article, le tribunal peut prendre des précautions pour éviter que lui-même ou toute autre personne ne divulgue les renseignements suivants, notamment, lorsque cela est approprié, tenir des audiences en tout ou en partie à huis clos ou apposer un sceau sur la totalité ou une partie des dossiers du greffe :

1. Des renseignements pouvant faire l'objet d'une exception à l'obligation de divulgation en vertu des articles 6 à 14.
2. Des renseignements pouvant être exclus du champ d'application de la présente loi aux termes de l'article 52.
3. Des renseignements pouvant être protégés par une disposition qui a trait au caractère confidentiel contenue dans une autre loi.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

5. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 6 AMENDMENTS TO THE LEGISLATIVE ASSEMBLY ACT

1. Section 67 of the *Legislative Assembly Act* is amended by adding the following subsections:

Posting on website

(13) The Speaker shall post on a website established or designated by the Speaker any amounts, limits, maximums, rules and other information that the Board of Internal Economy determines, prescribes, establishes or authorizes under this section in relation to expenses listed under subsection 68 (1).

Archive

(14) The Speaker shall ensure that an archive of the amounts, limits, maximums, rules and other information posted under subsection (13) is maintained.

Application

(15) Subsections (13) and (14) apply only with respect to amounts, limits, maximums, rules and information that are applicable on or after the day section 1 of Schedule 6 to the *Public Sector and MPP Accountability and Transparency Act, 2014* comes into force.

2. The Act is amended by adding the following section:

Posting certain expense information on website

68. (1) The Speaker shall, in accordance with determinations made by the Board of Internal Economy under subsection (3), post on a website established or designated by the Speaker the information required by subsection (2) with respect to payments made to members under section 67 for,

- (a) travel expenses, other than for travel within a member's electoral district that relates to his or her constituency work;
- (b) expenses for hotel accommodation related to travel referred to in clause (a);
- (c) meal expenses; and
- (d) hospitality expenses.

Information required to be posted

(2) Subject to subsection (4), the following information is required to be posted with respect to each payment for an expense referred to in subsection (1):

- 1. The name of the member who incurred the expense and of his or her electoral district.
- 2. The date on which the expense was incurred.
- 3. The type of expense, with reference to the applicable category of expense listed under subsection (1).

ANNEXE 6 MODIFICATIONS DE LA LOI SUR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1. L'article 67 de la *Loi sur l'Assemblée législative* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Affichage sur un site Web

(13) Le président de l'Assemblée affiche sur un site Web qu'il a créé ou désigné les montants, limites, plafonds, règles et autres renseignements que la Commission de régie interne fixe, prescrit, établit ou autorise en application du présent article relativement aux frais énumérés au paragraphe 68 (1).

Archivage

(14) Le président de l'Assemblée veille à ce que les montants, limites, plafonds, règles et autres renseignements affichés en application du paragraphe (13) soient conservés en archives.

Champ d'application

(15) Les paragraphes (13) et (14) s'appliquent uniquement relativement aux montants, limites, plafonds, règles et renseignements applicables à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 6 de la *Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés*.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Affichage sur un site Web de certains renseignements sur les frais

68. (1) Conformément aux décisions que prend la Commission de régie interne en application du paragraphe (3), le président de l'Assemblée affiche sur un site Web qu'il a créé ou désigné les renseignements exigés par le paragraphe (2) relativement aux paiements versés aux députés en application de l'article 67 à l'égard de ce qui suit :

- a) les frais de déplacement autres que ceux que les députés engagent dans leur circonscription électorale et qui sont liés à leur travail dans leur circonscription;
- b) les frais d'hôtel liés aux déplacements visés à l'alinéa a);
- c) les frais de repas;
- d) les frais de représentation.

Renseignements à afficher

(2) Sous réserve du paragraphe (4), les renseignements suivants doivent être affichés relativement à chaque paiement versé à l'égard des frais visés au paragraphe (1) :

- 1. Le nom du député qui a engagé les frais et celui de sa circonscription électorale.
- 2. La date à laquelle les frais ont été engagés.
- 3. Le type de frais selon la catégorie applicable de frais énumérée au paragraphe (1).

4. The total amount claimed by and paid to the member, for each category of expense listed under subsection (1).
5. The purpose of the expense.
6. The travel destination or other geographic location where or in respect of which the expense was incurred.

Board to determine timing, manner

(3) The timing of the posting of information under subsection (1) and the manner in which the information is presented shall be determined by the Board of Internal Economy.

Information may be excluded

(4) The Board of Internal Economy may exclude information from posting under subsection (1) if the Board is of the view that,

- (a) posting the information would likely,
 - (i) constitute an unjustified invasion of personal privacy, or
 - (ii) jeopardize the security of any person, place or thing; or
- (b) other circumstances exist that make it necessary or advisable to exclude the information.

Application

(5) This section applies only with respect to payments for expenses incurred on or after the day section 2 of Schedule 6 to the *Public Sector and MPP Accountability and Transparency Act, 2014* comes into force.

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

4. Le montant total pour chaque catégorie de frais énumérée au paragraphe (1) dont le député a demandé le remboursement et pour laquelle il a été remboursé.
5. La raison des frais.
6. Le lieu de destination ou l'endroit où les frais ont été engagés ou à l'égard duquel ils l'ont été.

Décisions de la Commission : délai et manière d'affichage

(3) Le délai d'affichage des renseignements visé au paragraphe (1) et la manière dont ils doivent être présentés sont fixés par la Commission de régie interne.

Renseignements exclus

(4) La Commission de régie interne peut exclure des renseignements de la règle d'affichage prévue au paragraphe (1) si elle est d'avis que :

- a) l'affichage des renseignements :
 - (i) soit constituerait vraisemblablement une atteinte injustifiée à la vie privée,
 - (ii) soit compromettrait vraisemblablement la sécurité d'une personne, d'un lieu ou d'une chose;
- b) compte tenu d'autres circonstances, il est nécessaire ou souhaitable d'exclure des renseignements de la règle d'affichage.

Champ d'application

(5) Le présent article s'applique uniquement relativement aux paiements versés à l'égard des frais engagés à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'article 2 de l'annexe 6 de la *Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés*.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 7 AMENDMENTS TO THE LOBBYISTS REGISTRATION ACT, 1998

1. (1) Subsection 1 (1) of the *Lobbyists Registration Act, 1998* is amended by adding the following definitions:

“chief executive officer” means, with respect to an organization, the individual who holds the most senior executive position in the organization, regardless of the actual title of the position; (“chef de la direction”)

“client” means a person, partnership or organization on whose behalf a consultant lobbyist undertakes to lobby; (“client”)

“consultant lobbyist” means an individual who, for payment, undertakes to lobby on behalf of a client; (“lobbyiste-conseil”)

“payment” means money or anything of value and a contract, promise or agreement to pay money or anything of value; (“paiement”)

(2) The French version of clause (f) of the definition of “public office holder” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “organismes suivants” in the portion before subclause (i) and substituting “entités suivantes”.

2. The Act is amended by adding the following section:

PROHIBITED LOBBYING ACTIVITIES

Consultant lobbyists and public funds

3.1 No consultant lobbyist shall undertake to lobby on behalf of a client where,

(a) the client is prohibited from engaging a lobbyist to provide lobbyist services using public funds or other revenues under section 4 of the *Broader Public Sector Accountability Act, 2010*; and

(b) compensation of the consultant lobbyist is to be paid from public funds or other revenues that the client is prohibited from using under that section.

3. The Act is amended by adding the following section:

Consultant lobbyists and contingent payments

3.2 (1) No consultant lobbyist shall undertake to lobby when the payment to the consultant lobbyist is, in whole or in part, contingent on his or her degree of success in lobbying.

Contingent payment provision void

(2) A provision in a contract entered into or renewed on or after the day this section comes into force that provides for a contingent payment to a consultant lobbyist as described in subsection (1) is void.

ANNEXE 7 MODIFICATIONS DE LA LOI DE 1998 SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«chef de la direction» Relativement à une organisation, le particulier qui occupe le poste de cadre le plus élevé dans l'organisation, indépendamment du titre effectif de ce poste. («chief executive officer»)

«client» Personne, société en nom collectif ou en commandite ou organisation pour le compte de laquelle le lobbyiste-conseil s'engage à exercer des pressions. («client»)

«lobbyiste-conseil» Particulier qui, moyennant paiement, s'engage à exercer des pressions pour le compte d'un client. («consultant lobbyist»)

«paiement» S'entend d'une somme d'argent ou de toute autre chose de valeur et d'un contrat, d'une promesse ou d'une entente portant paiement d'une somme d'argent ou de toute autre chose de valeur. («payment»)

(2) La version française de l'alinéa f) de la définition de «titulaire d'une charge publique» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «organismes suivants» par «entités suivantes» dans le passage qui précède le sous-alinéa (i).

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

ACTIVITÉS INTERDITES

Lobbyistes-conseils et fonds publics

3.1 Aucun lobbyiste-conseil ne doit s'engager à exercer des pressions pour le compte d'un client dans le cas suivant :

a) l'article 4 de la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic* interdit au client d'engager un lobbyiste pour qu'il lui fournisse des services de lobbyiste rémunérés sur les fonds publics ou d'autres recettes;

b) la rémunération du lobbyiste-conseil doit être prélevée sur les fonds publics ou d'autres recettes que cet article interdit au client d'utiliser.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Lobbyistes-conseils : paiements conditionnels

3.2 (1) Aucun lobbyiste-conseil ne doit s'engager à exercer des pressions lorsque le paiement qu'il reçoit est en tout ou en partie conditionnel au degré de succès qu'il obtient lorsqu'il exerce des pressions.

Nullité des dispositions prévoyant des paiements conditionnels

(2) Est nulle la disposition d'un contrat conclu ou renouvelé le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite qui prévoit le versement d'un paiement conditionnel dont il est question au paragraphe (1) à un lobbyiste-conseil.

Same – in existing contracts

(3) If a provision in a contract that is in force on the day this section comes into force provides for a contingent payment to a consultant lobbyist as described in subsection (1), that provision is void as of the first anniversary of the day this section comes into force.

4. The Act is amended by adding the following section:

Consultant lobbyists and conflicts of interest

3.3 (1) No consultant lobbyist shall undertake to provide advice on a subject matter to a public office holder for payment where the consultant lobbyist is lobbying any public office holder on the same subject matter.

Same

(2) No consultant lobbyist shall undertake to lobby a public office holder on a subject matter where the consultant lobbyist is under contract with any public officer holder to provide advice on the same subject matter for payment.

5. The Act is amended by adding the following section:

Lobbyists placing public office holders in conflict of interest

Consultant lobbyists

3.4 (1) No consultant lobbyist shall, in the course of lobbying a public office holder, knowingly place the public office holder in a position of real or potential conflict of interest as described in subsection (3).

In-house lobbyists

(2) No in-house lobbyist (within the meaning of subsection 5 (7) or 6 (5)) shall, in the course of lobbying a public office holder, knowingly place the public office holder in a position of real or potential conflict of interest as described in subsection (3).

Definition – conflict of interest

(3) A public office holder is in a position of conflict of interest if he or she engages in an activity that is prohibited by section 2, 3 or 4 or subsection 6 (1) of the *Members' Integrity Act, 1994*, or that would be so prohibited if the public office holder were a member of the Legislative Assembly.

6. (1) Subsection 4 (3) of the Act is repealed.

(2) Paragraph 1 of subsection 4 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

1. The name and business address of the consultant lobbyist and, if applicable, the business name and address of the firm where the consultant lobbyist is engaged in business.

(3) Subsection 4 (4) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 1.1 Whether the consultant lobbyist was, at any time before the filing of the return,

Idem : contrats existants

(3) Si une disposition d'un contrat en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent article prévoit le versement d'un paiement conditionnel dont il est question au paragraphe (1) à un lobbyiste-conseil, cette disposition est nulle au premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent article.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Lobbyistes-conseils : conflits d'intérêts

3.3 (1) Aucun lobbyiste-conseil ne doit, moyennant paiement, s'engager à conseiller le titulaire d'une charge publique sur un sujet s'il exerce des pressions auprès d'un autre titulaire de charge publique sur le même sujet.

Idem

(2) Aucun lobbyiste-conseil ne doit s'engager à exercer des pressions auprès du titulaire d'une charge publique sur un sujet s'il est lié par contrat avec un autre titulaire d'une charge publique pour le conseiller, moyennant paiement, sur le même sujet.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Titulaires d'une charge publique placés par des lobbyistes en situation de conflit d'intérêts

Lobbyistes-conseils

3.4 (1) Aucun lobbyiste-conseil ne doit, pendant qu'il exerce des pressions auprès du titulaire d'une charge publique, placer sciemment celui-ci en situation de conflit d'intérêts réel ou possible au sens du paragraphe (3).

Lobbyistes salariés

(2) Aucun lobbyiste salarié au sens du paragraphe 5 (7) ou 6 (5) ne doit, pendant qu'il exerce des pressions auprès du titulaire d'une charge publique, placer sciemment celui-ci en situation de conflit d'intérêts réel ou possible au sens du paragraphe (3).

Conflit d'intérêts : définition

(3) Le titulaire d'une charge publique est en situation de conflit d'intérêts s'il exerce une activité qui est interdite par l'article 2, 3 ou 4 ou le paragraphe 6 (1) de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* ou qui serait ainsi interdite s'il était député à l'Assemblée législative.

6. (1) Le paragraphe 4 (3) de la Loi est abrogé.

(2) La disposition 1 du paragraphe 4 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. Son nom et son adresse d'affaires ainsi que, le cas échéant, le nom commercial et l'adresse d'affaires du cabinet où il exerce ses activités.

(3) Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 1.1 Le fait qu'à un moment antérieur au dépôt de la déclaration, il a été, selon le cas :

- i. a minister,
- ii. a person employed in the office of a minister,
- iii. a deputy minister, associate deputy minister or assistant deputy minister, or anyone of equivalent classification,
- iv. a chief executive officer or chair of the board of directors of an agency, board or commission of the Crown,
- v. a senior employee of an agency, board or commission of the Crown who reports to its chief executive officer,
- vi. a chief executive officer or chair of the board of directors of,
 - A. Hydro One Inc. or a subsidiary of it,
 - B. Ontario Power Generation Inc. or a subsidiary of it,
 - C. Ontario Power Authority, or
 - D. Independent Electricity System Operator, or
- vii. a senior employee of an entity listed in subparagraph vi who reports to its chief executive officer.

(4) Paragraph 2 of subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out “The name and business address of the client and the name and business address of any person, partnership or organization” at the beginning and substituting “The business name and address of the client and the business name and address of any person, partnership or organization”.

(5) Paragraph 3 of subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out “the name and business address” and substituting “the business name and address”.

(6) Paragraph 4 of subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out “the name and business address” and substituting “the business name and address”.

(7) Paragraph 5 of subsection 4 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

- 5. If the client is an organization, the business name and address of each partnership, corporation or entity that is part of the organization.

(8) Paragraph 6 of subsection 4 (4) of the Act is amended by adding “during that government’s fiscal year that precedes the filing of the return” at the end.

(9) Paragraph 7 of subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out “The name and business ad-

- i. ministre,
- ii. employé au bureau d’un ministre,
- iii. sous-ministre, sous-ministre associé ou sous-ministre adjoint, ou a occupé un poste de classification équivalente,
- iv. chef de la direction ou président du conseil d’administration d’un organisme, d’un conseil ou d’une commission de la Couronne,
- v. cadre supérieur d’un organisme, d’un conseil ou d’une commission de la Couronne qui relève de son chef de la direction,
- vi. chef de la direction ou président du conseil d’administration des entités suivantes :
 - A. Hydro One Inc. ou l’une de ses filiales,
 - B. Ontario Power Generation Inc. ou l’une de ses filiales,
 - C. l’Office de l’électricité de l’Ontario,
 - D. la Société indépendante d’exploitation du réseau d’électricité,
- vii. cadre supérieur d’une entité mentionnée à la sous-disposition vi qui relève de son chef de la direction.

(4) La disposition 2 du paragraphe 4 (4) de la Loi est modifiée par remplacement de «Le nom et l’adresse de l’établissement de son client ainsi que le nom et l’adresse de l’établissement de toute personne, société en nom collectif ou en commandite ou organisation» par «Le nom commercial et l’adresse d’affaires de son client ainsi que le nom commercial et l’adresse d’affaires de toute personne, société en nom collectif ou en commandite ou organisation» au début de la disposition.

(5) La disposition 3 du paragraphe 4 (4) de la Loi est modifiée par remplacement de «le nom et l’adresse de l’établissement» par «le nom commercial et l’adresse d’affaires».

(6) La disposition 4 du paragraphe 4 (4) de la Loi est modifiée par remplacement de «le nom et l’adresse de l’établissement» par «le nom commercial et l’adresse d’affaires».

(7) La disposition 5 du paragraphe 4 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 5. Dans le cas où son client est une organisation, le nom commercial et l’adresse d’affaires des sociétés en nom collectif ou en commandite, personnes morales ou entités qui en font partie.

(8) La disposition 6 du paragraphe 4 (4) de la Loi est modifiée par remplacement de «et les montants en cause» par «et les montants reçus de ce gouvernement ou de cet organisme pendant l’exercice de ce gouvernement qui précède le dépôt de la déclaration» à la fin de la disposition.

(9) La disposition 7 du paragraphe 4 (4) de la Loi est modifiée par remplacement de «Le nom et

dress” at the beginning and substituting “The business name and address”.

(10) The French version of paragraph 8 of subsection 4 (4) of the Act is amended by striking out “l’adresse de l’établissement” and substituting “l’adresse d’affaires”.

(11) Paragraph 9 of subsection 4 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

9. The subject matters in respect of which the consultant lobbyist has undertaken to lobby and any prescribed information respecting those subject matters, and the goal of the lobbying.

(12) Paragraph 10 of subsection 4 (4) of the Act is repealed.

(13) Paragraph 13 of subsection 4 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

13. Whether the consultant lobbyist has lobbied or expects to lobby a minister in his or her capacity as a minister or a minister or other member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member, or a person on the staff of a minister or other member of the Legislative Assembly. The information under this paragraph must include the name of the office of the minister, if the minister is being lobbied in his or her capacity as a minister, for example, “the office of the Minister of [insert name of ministry]”, or the name of the office of the member, for example, “the office of the Member for [insert name of riding]”, if the minister or other member is being lobbied in his or her capacity as a member.

(14) Subsection 4 (4) of the Act is amended by adding the following paragraph:

16. Any other prescribed information. However, the limitations in paragraphs 7 and 15 also apply to this paragraph.

(15) The French version of subsection 4 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Modification de la déclaration et nouveaux renseignements

(5) Le lobbyiste-conseil communique au registraire toute modification des renseignements figurant dans sa déclaration, ainsi que tout renseignement devant être fourni aux termes du paragraphe (4) et dont il n’a eu connaissance qu’après le dépôt de celle-ci, dans les 30 jours de la modification ou du moment où il a eu connaissance du renseignement.

(16) Subsection 4 (6) of the Act is amended by striking out “within two months after the expiration of the first and each subsequent year” and substituting “within 30 days either before or after the expiration of the first and each subsequent year”.

(17) The French version of subsection 4 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Renseignements demandés par le registraire

(8) Le lobbyiste-conseil communique au registraire les précisions que celui-ci lui demande à l’égard des ren-

l’adresse de l’établissement» par «Le nom commercial et l’adresse d’affaires» au début de la disposition.

(10) La version française de la disposition 8 du paragraphe 4 (4) de la Loi est modifiée par remplacement de «l’adresse de l’établissement» par «l’adresse d’affaires».

(11) La disposition 9 du paragraphe 4 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

9. L’objet des pressions qu’il s’est engagé à exercer et tout renseignement prescrit à ce sujet, ainsi que l’objectif visé.

(12) La disposition 10 du paragraphe 4 (4) de la Loi est abrogée.

(13) La disposition 13 du paragraphe 4 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

13. Le fait qu’il a exercé ou compte exercer des pressions auprès d’un ministre, en cette qualité, auprès d’un ministre ou d’un autre député à l’Assemblée législative, en sa qualité de député, ou auprès d’un membre du personnel d’un ministre ou d’un député. Les renseignements visés à la présente disposition doivent comprendre le nom du bureau du ministre, si celui-ci fait l’objet de pressions en sa qualité de ministre, par exemple, «le bureau du ministre de [insérer le nom du ministère]», ou le nom du bureau du député, par exemple, «le bureau du député de [insérer le nom de la circonscription]», si le ministre ou le député fait l’objet de pressions en sa qualité de député.

(14) Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

16. Tout autre renseignement prescrit. Toutefois, les restrictions prévues aux dispositions 7 et 15 s’appliquent également à la présente disposition.

(15) La version française du paragraphe 4 (5) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Modification de la déclaration et nouveaux renseignements

(5) Le lobbyiste-conseil communique au registraire toute modification des renseignements figurant dans sa déclaration, ainsi que tout renseignement devant être fourni aux termes du paragraphe (4) et dont il n’a eu connaissance qu’après le dépôt de celle-ci, dans les 30 jours de la modification ou du moment où il a eu connaissance du renseignement.

(16) Le paragraphe 4 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «Dans les deux mois de la fin de chaque année» par «Dans les 30 jours qui précèdent ou qui suivent la fin de chaque année» au début du paragraphe.

(17) La version française du paragraphe 4 (8) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Renseignements demandés par le registraire

(8) Le lobbyiste-conseil communique au registraire les précisions que celui-ci lui demande à l’égard des ren-

seignements qu'il a fournis aux termes du présent article au plus tard 30 jours après que le registrateur en fait la demande.

(18) Subsection 4 (10) of the Act is repealed and the following substituted:

Definition

(10) In this section,

“undertaking” means an undertaking by a consultant lobbyist to lobby on behalf of a client.

7. Section 4.1 of the Act is repealed.

8. (1) Subsections 5 (1), (2), (3), (4), (5) and (6) of the Act are repealed and the following substituted:

Duty to file return, persons and partnerships

(1) The senior officer of a person or partnership that employs an in-house lobbyist shall file a return with the registrar,

- (a) within two months after the day on which that person becomes an in-house lobbyist; and
- (b) within 30 days either before or after the expiration of each six-month period after the date of filing the previous return.

Transitional

(2) If, on the coming into force of subsection 8 (1) of Schedule 7 to the *Public Sector and MPP Accountability and Transparency Act, 2014*, the person or partnership described in subsection (1) employs an in-house lobbyist, the senior officer of the person or partnership shall file a return with the registrar within two months after the day on which subsection 8 (1) of Schedule 7 to the *Public Sector and MPP Accountability and Transparency Act, 2014* comes into force and after that in accordance with clause (1) (b).

Contents of return

(3) The senior officer of a person or partnership described in subsection (1) shall set out in the return the following information:

1. The name and business address of the senior officer.
2. The business name and address of the person or partnership.
3. If the person is a corporation, the business name and address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the senior officer, has a direct interest in the outcome of the lobbying activities of the in-house lobbyists employed by the person.
4. If the person is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the business name and address of that other corporation.

seignements qu'il a fournis aux termes du présent article au plus tard 30 jours après que le registrateur en fait la demande.

(18) Le paragraphe 4 (10) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définition

(10) La définition qui suit s'applique au présent article.

«engagement» Engagement pris par le lobbyiste-conseil d'exercer des pressions pour le compte d'un client.

7. L'article 4.1 de la Loi est abrogé.

8. (1) Les paragraphes 5 (1), (2), (3), (4), (5) et (6) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Déclaration obligatoire : personnes et sociétés en nom collectif ou en commandite

(1) Le premier dirigeant d'une personne ou d'une société en nom collectif ou en commandite qui emploie un lobbyiste salarié dépose une déclaration auprès du registrateur :

- a) d'une part, dans les deux mois qui suivent le jour où la personne devient un lobbyiste salarié;
- b) d'autre part, dans les 30 jours qui précèdent ou qui suivent l'expiration de chaque période de six mois qui suit la date de dépôt de la déclaration antérieure.

Disposition transitoire

(2) Si, à l'entrée en vigueur du paragraphe 8 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés*, la personne ou la société en nom collectif ou en commandite visée au paragraphe (1) emploie un lobbyiste salarié, le premier dirigeant de la personne ou de la société dépose une déclaration auprès du registrateur dans les deux mois qui suivent le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 8 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés* et le fait par la suite conformément à l'alinéa (1) b).

Contenu de la déclaration

(3) Le premier dirigeant d'une personne ou d'une société en nom collectif ou en commandite visée au paragraphe (1) donne les renseignements suivants dans la déclaration :

1. Son nom et son adresse d'affaires.
2. Le nom commercial et l'adresse d'affaires de la personne ou de la société en nom collectif ou en commandite.
3. Dans le cas où la personne est une personne morale, le nom commercial et l'adresse d'affaires de chacune de ses filiales que, à la connaissance du premier dirigeant, le résultat des activités des lobbyistes salariés employés par la personne intéresse directement.
4. Dans le cas où la personne est une personne morale qui est la filiale d'une autre personne morale, le nom commercial et l'adresse d'affaires de celle-ci.

5. A description in summary form of the person's or partnership's business or activities and any other prescribed information to identify the person's or partnership's business or activities.
 6. If the person or partnership is funded, in whole or in part, by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the person or partnership from that government or government agency during that government's fiscal year that precedes the filing of the return.
 7. The business name and address of any entity or organization that, to the knowledge of the senior officer, contributed (during the entity's or organization's fiscal year that precedes the filing of the return) \$750 or more toward the lobbying activities of the in-house lobbyists employed by the person or partnership. However, this paragraph does not apply with respect to contributions made by a government.
 8. The name and business address of any individual who, to the knowledge of the senior officer, made a contribution described in paragraph 7 on behalf of an entity or organization described in that paragraph.
 9. The name of each in-house lobbyist employed by the person or partnership.
 10. The name of any in-house lobbyist employed by the person or partnership who was, at any time before the filing of the return,
 - i. a minister,
 - ii. a person employed in the office of a minister,
 - iii. a deputy minister, associate deputy minister or assistant deputy minister, or anyone of equivalent classification,
 - iv. a chief executive officer or chair of the board of directors of an agency, board or commission of the Crown,
 - v. a senior employee of an agency, board or commission of the Crown who reports to its chief executive officer,
 - vi. a chief executive officer or chair of the board of directors of,
 - A. Hydro One Inc. or a subsidiary of it,
 - B. Ontario Power Generation Inc. or a subsidiary of it,
 - C. Ontario Power Authority, or
 - D. Independent Electricity System Operator, or
5. Un résumé des activités commerciales ou autres de la personne ou de la société en nom collectif ou en commandite et tout renseignement prescrit utile à la détermination de la nature de ces activités.
 6. Dans le cas où le financement de la personne ou de la société en nom collectif ou en commandite provient en tout ou en partie d'un gouvernement, le nom du gouvernement ou de l'organisme gouvernemental, selon le cas, et les montants reçus de ce gouvernement ou de cet organisme pendant l'exercice de ce gouvernement qui précède le dépôt de la déclaration.
 7. Le nom commercial et l'adresse d'affaires de toute entité ou organisation qui, à la connaissance du premier dirigeant, a contribué (pendant l'exercice de l'entité ou de l'organisation qui précède le dépôt de la déclaration) pour 750 \$ ou plus aux activités des lobbyistes salariés employés par la personne ou la société en nom collectif ou en commandite. Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas à l'égard des contributions versées par un gouvernement.
 8. Le nom et l'adresse d'affaires de tout particulier qui, à la connaissance du premier dirigeant, a versé une contribution visée à la disposition 7 pour le compte d'une entité ou d'une organisation visée à cette disposition.
 9. Le nom de chaque lobbyiste salarié employé par la personne ou la société en nom collectif ou en commandite.
 10. Le nom des lobbyistes salariés employés par la personne ou la société en nom collectif ou en commandite qui, à un moment antérieur au dépôt de la déclaration, ont été, selon le cas :
 - i. ministre,
 - ii. employé au bureau d'un ministre,
 - iii. sous-ministre, sous-ministre associé ou sous-ministre adjoint, ou ont occupé un poste de classification équivalente,
 - iv. chef de la direction ou président du conseil d'administration d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission de la Couronne,
 - v. cadre supérieur d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission de la Couronne qui relève de son chef de la direction,
 - vi. chef de la direction ou président du conseil d'administration des entités suivantes :
 - A. Hydro One Inc. ou l'une de ses filiales,
 - B. Ontario Power Generation Inc. ou l'une de ses filiales,
 - C. l'Office de l'électricité de l'Ontario,
 - D. la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité,

- vii. a senior employee of an entity listed in subparagraph vi who reports to its chief executive officer.
11. If any in-house lobbyist is lobbying at the time the return is filed, the subject matters in respect of which he or she is lobbying and any prescribed information respecting those subject matters, and the goal of the lobbying.
12. The subject matters in respect of which any in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby during the period for which the return is filed and any prescribed information respecting those subject matters, and the goal of the lobbying.
13. Particulars to identify any relevant legislative proposal, bill, resolution, regulation, policy, program, decision, grant, contribution or financial benefit.
14. The name of any ministry of the Government of Ontario or agency, board or commission of the Crown in which any public office holder is employed or serves whom any in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby during the period for which the return is filed.
15. Whether any in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby a minister in his or her capacity as a minister or a minister or other member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member, or a person on the staff of a minister or other member of the Legislative Assembly, during the period for which the return is filed. The information under this paragraph must include the name of the office of the minister, if the minister is being lobbied in his or her capacity as a minister, for example, "the office of the Minister of [insert name of ministry]", or the name of the office of the member, for example, "the office of the Member for [insert name of riding]", if the minister or other member is being lobbied in his or her capacity as a member.
16. The techniques of communication, including grassroots communication, that any in-house lobbyist has used or expects to use to lobby during the period for which the return is filed.
17. The name of any in-house lobbyist who has been identified in the last return filed and has ceased to be an in-house lobbyist or to be employed by the person or partnership.
18. Such additional information as may be prescribed with respect to the identity of a person or entity described in this section. However, the regulations cannot require the senior officer to set out on the return the names of individuals or other information that might identify individuals, if their
- vii. cadre supérieur d'une entité mentionnée à la sous-disposition vi qui relève de son chef de la direction.
11. Dans le cas où un lobbyiste salarié exerce des pressions au moment du dépôt de la déclaration, l'objet de ces pressions et tout renseignement prescrit à ce sujet, ainsi que l'objectif visé.
12. L'objet des pressions qu'un lobbyiste salarié a exercées ou qu'il compte exercer au cours de la période visée par la déclaration et tout renseignement prescrit à ce sujet, ainsi que l'objectif visé.
13. Les renseignements permettant d'identifier la proposition législative, le projet de loi, la résolution, le règlement, la politique, le programme, la décision, la subvention, la contribution ou l'avantage financier en cause.
14. Le nom du ministère du gouvernement de l'Ontario ou de l'organisme, du conseil ou de la commission de la Couronne où est employé ou exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique auprès duquel un lobbyiste salarié a exercé des pressions ou compte en exercer au cours de la période visée par la déclaration.
15. Le fait qu'un lobbyiste salarié a exercé des pressions ou compte en exercer auprès d'un ministre, en cette qualité, auprès d'un ministre ou d'un autre député à l'Assemblée législative, en sa qualité de député, ou auprès d'un membre du personnel d'un ministre ou d'un député, au cours de la période visée par la déclaration. Les renseignements visés à la présente disposition doivent comprendre le nom du bureau du ministre, si celui-ci fait l'objet de pressions en sa qualité de ministre, par exemple, «le bureau du ministre de [insérer le nom du ministère]», ou le nom du bureau du député, par exemple, «le bureau du député de [insérer le nom de la circonscription]», si le ministre ou le député fait l'objet de pressions en sa qualité de député.
16. Les moyens de communication, y compris les appels au grand public, qu'un lobbyiste salarié a utilisés ou qu'il compte utiliser pour exercer des pressions au cours de la période visée par la déclaration.
17. Le nom des lobbyistes salariés qui étaient identifiés comme tels dans la déclaration déposée le plus récemment et qui ont cessé d'exercer les fonctions de lobbyiste salarié ou d'être employés par la personne ou la société en nom collectif ou en commandite.
18. Les renseignements supplémentaires prescrits utiles à l'identification d'une personne ou entité visée au présent article. Toutefois, les règlements ne peuvent pas exiger du premier dirigeant qu'il donne dans la déclaration le nom de particuliers ou d'autres renseignements susceptibles de révéler

names are not otherwise required by this subsection.

19. Any other prescribed information. However, the limitations in paragraphs 7 and 18 also apply to this paragraph.

Changes to return and new information

(4) The senior officer shall provide the registrar with any change to the information in the return filed under subsection (1) and any information required to be provided under subsection (3), the knowledge of which the senior officer acquired only after the return was filed, not later than 30 days after the change occurs or the knowledge is acquired.

Information requested by registrar

(5) The senior officer shall provide the registrar with any information that the registrar may request to clarify any information that the senior officer has provided to the registrar under this section not later than 30 days after the registrar makes the request.

(2) The definition of “in-house lobbyist” in subsection 5 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

“in-house lobbyist” means an individual (other than one described in subsection (8)) who is employed by a person or partnership or is a director of a person who is compensated for the performance of his or her duties,

- (a) a significant part of whose duties as an employee or director, as determined in accordance with the regulations, is to lobby on behalf of the person or partnership or, if the person is a corporation, on behalf of any subsidiary of the person or any corporation of which the person is a subsidiary, or
- (b) a part of whose duties as an employee or director is to lobby on behalf of the person or partnership if his or her duties to lobby, together with the duties to lobby of other employees and other directors who are compensated for the performance of their duties, would constitute a significant part of the duties of one employee or director, as determined in accordance with the regulations, were those duties to lobby to be performed by only one employee or director; (“lobbyiste salarié”)

(3) Subsection 5 (7) of the Act is amended by adding the following definition:

“senior officer” means the most senior officer of a person or partnership who is compensated for the performance of his or her duties. (“premier dirigeant”)

9. (1) Clause 6 (1) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) within 30 days either before or after the expiration of each six-month period after the date of filing the previous return.

leur identité, si leur nom n'est pas exigé par ailleurs par le présent paragraphe.

19. Tout autre renseignement prescrit. Toutefois, les restrictions prévues aux dispositions 7 et 18 s'appliquent également à la présente disposition.

Modification de la déclaration et nouveaux renseignements

(4) Le premier dirigeant communique au registrateur toute modification des renseignements figurant dans la déclaration qu'il a déposée en application du paragraphe (1), ainsi que tout renseignement devant être fourni aux termes du paragraphe (3) et dont il n'a eu connaissance qu'après le dépôt de celle-ci, dans les 30 jours de la modification ou du moment où il a eu connaissance du renseignement.

Renseignements demandés par le registrateur

(5) Le premier dirigeant communique au registrateur les précisions que celui-ci lui demande à l'égard des renseignements qu'il a fournis aux termes du présent article au plus tard 30 jours après que le registrateur en fait la demande.

(2) La définition de «lobbyiste salarié» au paragraphe 5 (7) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«lobbyiste salarié» Particulier, à l'exclusion d'un particulier visé au paragraphe (8), qui est employé par une personne ou une société en nom collectif ou en commandite, ou qui est un administrateur d'une personne rémunéré pour ses fonctions et dont, selon le cas :

- a) une partie importante des fonctions à titre d'employé ou d'administrateur, telle qu'elle est déterminée conformément aux règlements, consiste à exercer des pressions pour le compte de la personne ou de la société en nom collectif ou en commandite ou, si la personne est une personne morale, pour le compte d'une de ses filiales ou d'une personne morale dont elle est la filiale;
- b) une partie des fonctions à titre d'employé ou d'administrateur consiste à exercer des pressions pour le compte de la personne ou de la société en nom collectif ou en commandite, dans le cas où ces fonctions et celles exercées à ce titre par les autres employés et administrateurs rémunérés pour leurs fonctions constitueraient au total une partie importante des fonctions d'un seul employé ou administrateur, telle qu'elle est déterminée conformément aux règlements. («in-house lobbyist»)

(3) Le paragraphe 5 (7) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«premier dirigeant» Le dirigeant rémunéré pour ses fonctions qui occupe le rang le plus élevé au sein d'une personne ou d'une société en nom collectif ou en commandite. («senior officer»)

9. (1) L'alinéa 6 (1) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) d'autre part, dans les 30 jours qui précèdent ou qui suivent l'expiration de chaque période de six mois qui suit la date de dépôt de la déclaration antérieure.

(2) Subsection 6 (2) of the Act is repealed.

(3) The French version of paragraph 1 of subsection 6 (3) of the Act is amended by striking out “l’adresse de son établissement” and substituting “son adresse d’affaires”.

(4) Paragraph 2 of subsection 6 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

2. The business name and address of the organization.

(5) Paragraph 5 of subsection 6 (3) of the Act is amended by adding “during that government’s fiscal year that precedes the filing of the return” at the end.

(6) Paragraph 6 of subsection 6 (3) of the Act is amended by striking out “The name and business address” at the beginning and substituting “The business name and address”.

(7) The French version of paragraph 7 of subsection 6 (3) of the Act is amended by striking out “l’adresse de l’établissement” and substituting “l’adresse d’affaires”.

(8) Subsection 6 (3) of the Act is amended by adding the following paragraph:

8.1 The name of any in-house lobbyist employed by the organization who was, at any time before the filing of the return,

- i. a minister,
- ii. a person employed in the office of a minister,
- iii. a deputy minister, associate deputy minister or assistant deputy minister, or anyone of equivalent classification,
- iv. a chief executive officer or chair of the board of directors of an agency, board or commission of the Crown,
- v. a senior employee of an agency, board or commission of the Crown who reports to its chief executive officer,
- vi. a chief executive officer or chair of the board of directors of,
 - A. Hydro One Inc. or a subsidiary of it,
 - B. Ontario Power Generation Inc. or a subsidiary of it,
 - C. Ontario Power Authority, or
 - D. Independent Electricity System Operator, or
- vii. a senior employee of an entity listed in subparagraph vi who reports to its chief executive officer.

(9) Paragraphs 9 and 10 of subsection 6 (3) of the Act are repealed and the following substituted:

(2) Le paragraphe 6 (2) de la Loi est abrogé.

(3) La version française de la disposition 1 du paragraphe 6 (3) de la Loi est modifiée par remplacement de «l’adresse de son établissement» par «son adresse d’affaires».

(4) La disposition 2 du paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Le nom commercial et l’adresse d’affaires de l’organisation.

(5) La disposition 5 du paragraphe 6 (3) de la Loi est modifiée par remplacement de «et les montants en cause» par «et les montants reçus de ce gouvernement ou de cet organisme pendant l’exercice de ce gouvernement qui précède le dépôt de la déclaration» à la fin de la disposition.

(6) La disposition 6 du paragraphe 6 (3) de la Loi est modifiée par remplacement de «Le nom et l’adresse de l’établissement» par «Le nom commercial et l’adresse d’affaires» au début de la disposition.

(7) La version française de la disposition 7 du paragraphe 6 (3) de la Loi est modifiée par remplacement de «l’adresse de l’établissement» par «l’adresse d’affaires».

(8) Le paragraphe 6 (3) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

8.1 Le nom des lobbyistes salariés employés par l’organisation qui, à un moment antérieur au dépôt de la déclaration, ont été, selon le cas :

- i. ministre,
- ii. employé au bureau d’un ministre,
- iii. sous-ministre, sous-ministre associé ou sous-ministre adjoint, ou ont occupé un poste de classification équivalente,
- iv. chef de la direction ou président du conseil d’administration d’un organisme, d’un conseil ou d’une commission de la Couronne,
- v. cadre supérieur d’un organisme, d’un conseil ou d’une commission de la Couronne qui relève de son chef de la direction,
- vi. chef de la direction ou président du conseil d’administration des entités suivantes :
 - A. Hydro One Inc. ou l’une de ses filiales,
 - B. Ontario Power Generation Inc. ou l’une de ses filiales,
 - C. l’Office de l’électricité de l’Ontario,
 - D. la Société indépendante d’exploitation du réseau d’électricité,
- vii. cadre supérieur d’une entité mentionnée à la sous-disposition vi qui relève de son chef de la direction.

(9) Les dispositions 9 et 10 du paragraphe 6 (3) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

9. If any in-house lobbyist is lobbying at the time the return is filed, the subject matters in respect of which he or she is lobbying and any prescribed information respecting those subject matters, and the goal of the lobbying.

10. The subject matters in respect of which any in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby during the period for which the return is filed and any prescribed information respecting those subject matters, and the goal of the lobbying.

(10) Paragraph 12 of subsection 6 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

12. The name of any ministry of the Government of Ontario or agency, board or commission of the Crown in which any public office holder is employed or serves whom any in-house lobbyist has lobbied during the period for which the return is filed.

(11) Paragraph 13 of subsection 6 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

13. Whether any in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby a minister in his or her capacity as a minister or a minister or other member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member, or a person on the staff of a minister or other member of the Legislative Assembly, during the period for which the return is filed. The information under this paragraph must include the name of the office of the minister, if the minister is being lobbied in his or her capacity as a minister, for example, "the office of the Minister of [insert name of ministry]", or the name of the office of the member, for example, "the office of the Member for [insert name of riding]", if the minister or other member is being lobbied in his or her capacity as a member.

(12) Paragraph 14 of subsection 6 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

14. The techniques of communication, including grassroots communication, that any in-house lobbyist has used or expects to use to lobby during the period for which the return is filed.

(13) Subsection 6 (3) of the Act is amended by adding the following paragraph:

17. Any other prescribed information. However, the limitations in paragraphs 4 and 6 also apply to this paragraph.

(14) Section 6 of the Act is amended by adding the following subsection:

Changes to return and new information

(3.1) The senior officer shall provide the registrar with any change to the information in the return filed under subsection (1) and any information required to be provided under subsection (3), the knowledge of which the senior officer acquired only after the return was filed, not

9. Dans le cas où un lobbyiste salarié exerce des pressions au moment du dépôt de la déclaration, l'objet de ces pressions et tout renseignement prescrit à ce sujet, ainsi que l'objectif visé.

10. L'objet des pressions qu'un lobbyiste salarié a exercées ou qu'il compte exercer au cours de la période visée par la déclaration et tout renseignement prescrit à ce sujet, ainsi que l'objectif visé.

(10) La disposition 12 du paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

12. Le nom du ministère du gouvernement de l'Ontario ou de l'organisme, du conseil ou de la commission de la Couronne où est employé ou exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique auprès duquel un lobbyiste salarié a exercé des pressions au cours de la période visée par la déclaration.

(11) La disposition 13 du paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

13. Le fait qu'un lobbyiste salarié a exercé des pressions ou compte en exercer auprès d'un ministre, en cette qualité, auprès d'un ministre ou d'un autre député à l'Assemblée législative, en sa qualité de député, ou auprès d'un membre du personnel d'un ministre ou d'un député, au cours de la période visée par la déclaration. Les renseignements visés à la présente disposition doivent comprendre le nom du bureau du ministre, si celui-ci fait l'objet de pressions en sa qualité de ministre, par exemple, «le bureau du ministre de [insérer le nom du ministère]», ou le nom du bureau du député, par exemple, «le bureau du député de [insérer le nom de la circonscription]», si le ministre ou le député fait l'objet de pressions en sa qualité de député.

(12) La disposition 14 du paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

14. Les moyens de communication, y compris les appels au grand public, qu'un lobbyiste salarié a utilisés ou qu'il compte utiliser pour exercer des pressions au cours de la période visée par la déclaration.

(13) Le paragraphe 6 (3) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

17. Tout autre renseignement prescrit. Toutefois, les restrictions prévues aux dispositions 4 et 6 s'appliquent également à la présente disposition.

(14) L'article 6 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Modification de la déclaration et nouveaux renseignements

(3.1) Le premier dirigeant communique au registraire toute modification des renseignements figurant dans la déclaration déposée en application du paragraphe (1), ainsi que tout renseignement devant être fourni aux termes du paragraphe (3) et dont il n'a eu connaissance

later than 30 days after the change occurs or the knowledge is acquired.

(15) The French version of subsection 6 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Renseignements demandés par le registraire

(4) Le premier dirigeant communique au registraire les précisions que celui-ci lui demande à l'égard des renseignements qu'il a fournis dans sa déclaration au plus tard 30 jours après que le registraire en fait la demande.

10. Clause 14 (1) (b) of the Act is amended by striking out "or 5 (5)".

11. (1) Subsection 15 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Advisory opinions and interpretation bulletins

(1) The registrar may issue advisory opinions and interpretation bulletins with respect to lobbyists' conduct and with respect to any other matter respecting the enforcement, interpretation or application of this Act.

Code of conduct

(1.1) The registrar's power under subsection (1) to issue interpretation bulletins includes the authority to issue a lobbyists' code of conduct.

(2) The French version of subsection 15 (2) of the Act is amended by adding "consultatifs" after "avis".

12. Subsection 16 (2) of the Act is repealed.

13. The Act is amended by adding the following sections:

INVESTIGATIONS AND PENALTIES

Investigation by registrar

17.1 (1) The registrar may conduct an investigation to determine if any person or persons have not complied with any provision of this Act or of the regulations.

Time limit

(2) The registrar shall not commence an investigation into an alleged non-compliance with this Act or the regulations more than two years after the date when the registrar knew or should have known about the alleged non-compliance.

Refusal or cease to investigate

(3) The registrar may refuse to conduct an investigation into any alleged non-compliance with this Act or the regulations or may cease such an investigation for any reason, including if the registrar believes that any of the following circumstances apply:

1. The matter could more appropriately be dealt with under another Act.
2. The matter is minor or trivial.

qu'après le dépôt de celle-ci, dans les 30 jours de la modification ou du moment où il a eu connaissance du renseignement.

(15) La version française du paragraphe 6 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Renseignements demandés par le registraire

(4) Le premier dirigeant communique au registraire les précisions que celui-ci lui demande à l'égard des renseignements qu'il a fournis dans sa déclaration au plus tard 30 jours après que le registraire en fait la demande.

10. L'alinéa 14 (1) b) de la Loi est modifié par suppression de «ou 5 (5)».

11. (1) Le paragraphe 15 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Avis consultatifs et bulletins d'interprétation

(1) Le registraire peut publier des bulletins d'interprétation et fournir des avis consultatifs portant sur la conduite des lobbyistes et sur toute autre question liée à l'exécution, à l'interprétation ou à l'application de la présente loi.

Code de déontologie

(1.1) Le pouvoir de publier des bulletins d'interprétation conféré par le paragraphe (1) au registraire comprend le pouvoir de publier un code de déontologie pour les lobbyistes.

(2) La version française du paragraphe 15 (2) de la Loi est modifiée par insertion de «consultatifs» après «avis».

12. Le paragraphe 16 (2) de la Loi est abrogé.

13. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

ENQUÊTES ET SANCTIONS

Enquête du registraire

17.1 (1) Le registraire peut mener une enquête pour établir si une ou plusieurs personnes n'ont pas respecté une disposition de la présente loi ou des règlements.

Délai

(2) Le registraire ne doit pas ouvrir une enquête pour non-respect de la présente loi ou des règlements plus de deux ans après la date à laquelle il a eu connaissance ou aurait dû avoir connaissance du non-respect reproché.

Refus d'enquêter ou arrêt de l'enquête

(3) Le registraire peut refuser de mener une enquête pour non-respect de la présente loi ou des règlements ou peut mettre fin à une telle enquête pour quelque raison que ce soit, notamment s'il croit que l'un ou l'autre des cas suivants se présente :

1. La question pourrait être traitée de façon plus appropriée sous le régime d'une autre loi.
2. La question est mineure ou futile.

3. Dealing with the matter would serve no useful purpose because of the length of time that has elapsed since the matter arose.

Referral instead of investigation

17.2 The registrar may, instead of commencing an investigation, or at any time during the course of an investigation, refer the matter to another person or body so that it may be dealt with as a matter of law enforcement or in accordance with a procedure established under another Act if the registrar is of the opinion that this would be more appropriate than conducting or continuing the investigation.

Suspension of investigation in case of criminal investigation or charge laid

17.3 (1) The registrar may suspend an investigation if he or she discovers that,

- (a) the subject matter of the investigation is also the subject matter of an investigation to determine whether an offence has been committed under this or any other Act of Ontario or of Canada; or
- (b) a charge has been laid with respect to the alleged non-compliance.

Resumption of suspended investigation

(2) The registrar may resume a suspended investigation at any time, whether or not the other investigation or charge described in clause (1) (a) or (b) has been finally disposed of, but before resuming a suspended investigation the registrar shall consider the following:

- 1. Whether the registrar's investigation may be concluded in a timely manner.
- 2. Whether the other investigation or charge will adequately deal with or has adequately dealt with the substance of the alleged non-compliance for the purposes of this Act.

Registrar's powers on investigation

17.4 (1) In conducting an investigation, the registrar may require any person to,

- (a) provide any information that he or she may have if, in the opinion of the registrar, the information is relevant to the investigation;
- (b) produce any document or thing that may be in his or her possession or under his or her control if, in the opinion of the registrar, the document or thing is relevant to the investigation.

Same

(2) The registrar may summon any person who, in the registrar's opinion, is able to provide information that is relevant to the investigation, and may require him or her to attend in person or by electronic means and may examine him or her on oath or affirmation.

Protection under *Canada Evidence Act*

(3) A person shall be informed by the registrar of his or her right to object to answer any question under section 5 of the *Canada Evidence Act*.

3. Une période de temps importante s'est écoulée depuis que la question a été soulevée et, de ce fait, une enquête serait inutile.

Renvoi au lieu d'enquête

17.2 Au lieu d'ouvrir une enquête, ou n'importe quand au cours d'une enquête, le registrateur peut renvoyer la question à une autre personne ou à un autre organisme afin qu'elle soit traitée dans le cadre de l'exécution de la loi ou conformément à la procédure établie en vertu d'une autre loi s'il est d'avis que cela serait plus approprié que de mener ou de poursuivre l'enquête.

Suspension de l'enquête en cas d'enquête criminelle ou d'accusations

17.3 (1) Le registrateur peut suspendre une enquête s'il découvre :

- a) soit que l'objet de l'enquête est également celui d'une enquête visant à établir si une infraction à la présente loi ou à toute autre loi de l'Ontario ou du Canada a été commise;
- b) soit que des accusations ont été portées à l'égard du non-respect reproché.

Reprise d'une enquête suspendue

(2) Le registrateur peut reprendre une enquête suspendue à tout moment, que l'autre enquête ou que les accusations visées à l'alinéa (1) a) ou b) aient ou non fait l'objet d'une décision définitive, sous réserve de prendre d'abord en considération ce qui suit :

- 1. La question de savoir si l'enquête du registrateur peut être terminée en temps opportun.
- 2. La question de savoir si l'autre enquête ou les accusations ont permis ou permettront de traiter de façon adéquate de la teneur du non-respect reproché pour l'application de la présente loi.

Pouvoirs du registrateur lors d'une enquête

17.4 (1) Lorsqu'il mène une enquête, le registrateur peut exiger de toute personne qu'elle fasse ce qui suit :

- a) fournir les renseignements qu'elle détient si le registrateur est d'avis qu'ils sont pertinents dans le cadre de l'enquête;
- b) produire les documents ou les choses qu'elle peut avoir en sa possession ou sous son contrôle si le registrateur est d'avis qu'ils sont pertinents dans le cadre de l'enquête.

Idem

(2) Le registrateur peut assigner toute personne qu'il juge en mesure de fournir des renseignements pertinents dans le cadre de l'enquête, exiger qu'elle se présente en personne ou par des moyens électroniques et l'interroger sous serment ou affirmation solennelle.

Protection prévue par la *Loi sur la preuve au Canada*

(3) Le registrateur informe la personne de son droit de s'opposer à répondre à n'importe quelle question, en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la preuve au Canada*.

Court order

(4) The registrar may apply to the Superior Court of Justice for an order directing a person to provide information, documents or things as required under subsection (1) or to attend and be examined pursuant to a summons issued under subsection (2).

Privileges and right to counsel

(5) A person required to provide information or to produce a document or thing under subsection (1) and a person examined under subsection (2) may be represented by counsel and may claim any privilege to which the person is entitled in any court.

Notice after investigation

17.5 (1) If, after conducting an investigation, the registrar believes that a person has not complied with a provision of this Act or of the regulations, the registrar shall,

- (a) give a notice to the person setting out,
 - (i) the alleged non-compliance,
 - (ii) the reasons why the registrar believes there has been non-compliance, and
 - (iii) the fact that the person may exercise an opportunity to be heard under clause (b) and the steps by which the person may exercise that opportunity;
- (b) give the person a reasonable opportunity to be heard respecting the alleged non-compliance and any penalty that could be imposed by the registrar under this Act.

Same

(2) The notice must be in writing and delivered to the person personally, by email to the address provided by the person or by registered mail.

Same

(3) Except as provided in this section, the registrar need not hold a hearing and no person or body has a right to be heard by the registrar.

Registrar's finding of non-compliance

17.6 (1) If, after conducting an investigation and after giving a person that the registrar believed to have not complied with this Act or the regulations an opportunity to be heard, the registrar finds that the person has not complied with a provision of this Act or of the regulations, the registrar shall give a notice to the person setting out,

- (a) the finding of non-compliance;
- (b) any penalty imposed under section 17.9; and
- (c) the reasons for the finding and for the imposition of any penalty.

Ordonnance du tribunal

(4) Le registraire peut demander à la Cour supérieure de justice qu'elle prenne une ordonnance enjoignant à une personne de fournir des renseignements ou de produire des documents ou des choses comme l'exige le paragraphe (1) ou de se présenter et d'être interrogée conformément à une assignation délivrée en vertu du paragraphe (2).

Privilèges et droit à un avocat

(5) Les personnes tenues de fournir des renseignements ou de produire un document ou une chose en vertu du paragraphe (1) et les personnes interrogées en vertu du paragraphe (2) peuvent être représentées par un avocat et invoquer tout privilège auquel elles ont droit devant un tribunal.

Avis à l'issue d'une enquête

17.5 (1) Si, après avoir mené une enquête, le registraire croit qu'une personne n'a pas respecté une disposition de la présente loi ou des règlements :

- a) il donne à la personne un avis indiquant ce qui suit :
 - (i) le non-respect reproché,
 - (ii) les motifs qui l'amènent à croire qu'il y a eu non-respect,
 - (iii) le fait que la personne a le droit de demander à être entendue en vertu de l'alinéa b) et les modalités d'exercice de ce droit;
- b) il donne à la personne une occasion raisonnable d'être entendue relativement au non-respect reproché et à toute sanction qu'il pourrait imposer en vertu de la présente loi.

Idem

(2) L'avis doit être sous forme écrite et remis à personne, envoyé par courrier électronique à l'adresse fournie par la personne ou envoyé par courrier recommandé.

Idem

(3) Sauf disposition contraire du présent article, le registraire n'est pas tenu de tenir d'audience et nulle personne ou nul organisme n'a le droit d'être entendu par lui.

Constatation de non-respect par le registraire

17.6 (1) Si, après avoir mené une enquête et donné à une personne dont il croit qu'elle n'a pas respecté la présente loi ou les règlements l'occasion d'être entendue, le registraire constate que cette personne n'a pas respecté une disposition de la présente loi ou des règlements, il donne à la personne un avis indiquant ce qui suit :

- a) la constatation de non-respect;
- b) les sanctions imposées en vertu de l'article 17.9;
- c) les motifs de la constatation et de l'imposition de sanctions.

Notice

(2) The notice must also advise the person that he or she may ask for reconsideration and judicial review of the registrar's finding or of the penalty imposed, or both.

Same

(3) The notice must be in writing and delivered to the person personally, by email to the address provided by the person or by registered mail.

Reconsideration of registrar's finding

17.7 (1) Within 15 days after receiving notice of the registrar's finding under subsection 17.6 (1), the person against whom the finding is made may request that the registrar reconsider the finding or the penalty imposed, or both.

Same

(2) A request for reconsideration must be in writing and must identify the grounds on which the reconsideration is requested.

Same

(3) If a person requests reconsideration of the registrar's finding or of the penalty imposed, or both, the registrar shall reconsider his or her finding or the penalty imposed, or both, and give the person a notice of his or her decision.

Same

(4) The notice must be in writing and delivered to the person personally, by email to the address provided by the person or by registered mail.

Judicial review

17.8 Within 60 days after receiving the notice of the registrar's finding under subsection 17.6 (1) or of the registrar's decision under subsection 17.7 (3), the person against whom the finding is made may make an application for judicial review of the registrar's finding or the penalty imposed, or both.

Penalties

Registrar's powers after finding of non-compliance

17.9 (1) If the registrar's finding under section 17.6 is that a person has not complied with a provision of this Act or of the regulations, the registrar may, taking into account the gravity of the non-compliance, the number of previous incidents of non-compliance committed by the same person and the number of previous convictions against the same person for offences under this Act, and if the registrar is of the opinion that it is in the public interest to do so, do either or both of the following:

1. Prohibit the person against whom the finding is made from lobbying for a period of not more than two years.
2. Subject to subsection (4), make public the following information:
 - i. The name of the person against whom the finding is made.

Avis

(2) L'avis doit également informer la personne qu'elle peut demander un réexamen et une révision judiciaire de la constatation du registrateur ou de la sanction imposée, ou des deux.

Idem

(3) L'avis doit être sous forme écrite et remis à personne, envoyé par courrier électronique à l'adresse fournie par la personne ou envoyé par courrier recommandé.

Réexamen de la constatation du registrateur

17.7 (1) Au plus tard 15 jours après avoir été avisé de la constatation du registrateur en application du paragraphe 17.6 (1), la personne concernée peut demander que le registrateur réexamine la constatation ou la sanction imposée, ou les deux.

Idem

(2) La demande de réexamen doit être sous forme écrite et indiquer les motifs sur lesquels elle se fonde.

Idem

(3) Si une personne demande un réexamen de la constatation du registrateur ou de la sanction imposée, ou des deux, le registrateur réexamine sa constatation ou la sanction imposée, ou les deux, et avise la personne de sa décision.

Idem

(4) L'avis doit être sous forme écrite et remis à personne, envoyé par courrier électronique à l'adresse fournie par la personne ou envoyé par courrier recommandé.

Révision judiciaire

17.8 Au plus tard 60 jours après avoir été avisé de la constatation du registrateur en application du paragraphe 17.6 (1) ou de la décision de celui-ci en application du paragraphe 17.7 (3), la personne concernée peut présenter une requête en révision judiciaire de la constatation du registrateur ou de la sanction imposée, ou des deux.

Sanctions

Pouvoirs du registrateur en cas de constatation de non-respect

17.9 (1) Si la constatation que fait le registrateur en application de l'article 17.6 est qu'une personne n'a pas respecté une disposition de la présente loi ou des règlements, le registrateur peut, en tenant compte de la gravité du non-respect, du nombre de cas passés de non-respect de la part de la même personne et du nombre de déclarations de culpabilité antérieures dont elle a fait l'objet pour des infractions à la présente loi, et s'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de le faire, prendre l'une des mesures suivantes ou les deux :

1. Interdire à la personne concernée d'exercer des pressions pendant une période d'au plus deux ans.
2. Sous réserve du paragraphe (4), rendre publics les renseignements suivants :
 - i. Le nom de la personne concernée.

- ii. A description of the non-compliance.
- iii. Any other information that the registrar considers necessary to explain the finding of non-compliance.

Registrar's powers after conviction

(2) If a person is convicted of an offence under this Act, the registrar may, taking into account the gravity of the offence, the number of previous convictions against the same person for offences under this Act and the number of previous incidents of non-compliance committed by the same person, and if the registrar is of the opinion that it is in the public interest to do so, do either or both of the things listed in subsection (1), with necessary modifications.

Publication in registry

(3) If the registrar makes information public under subsection (1) or (2) as described in paragraph 2 of subsection (1), he or she shall also include the information described in subparagraphs 2 i and ii of subsection (1) in the registry established and maintained under section 11.

Limitation

(4) The registrar shall not make any information public under subsection (1) until the time for making an application for judicial review under section 17.8 has expired and no application has been made.

Delaying implementation of penalty

(5) A person who requests reconsideration under section 17.7, or makes an application for judicial review under section 17.8, of the registrar's finding against the person or the penalty imposed, or both, may at the same time apply in writing to the registrar to delay the implementation of the penalty, or any part of the penalty, until the matter has been finally disposed of, and upon receipt of such an application, the registrar may delay implementing the penalty until the matter has been finally disposed of if he or she is of the opinion that the delay would be just in the circumstances.

Confidentiality

17.10 (1) Except as provided under this section, the registrar and anyone acting for or under the direction of the registrar shall not disclose to any person,

- (a) whether the registrar is conducting an investigation under this Act; or
- (b) any information, document or thing obtained in the course of conducting an investigation under this Act.

Exceptions

(2) The registrar and any person acting for or under the registrar's direction shall not disclose to any person any information, document or thing obtained in the course of conducting an investigation under this Act except as necessary,

- ii. Une description du non-respect.
- iii. Tout autre renseignement que le registrateur estime nécessaire pour expliquer la constatation de non-respect.

Pouvoirs du registrateur en cas de déclaration de culpabilité

(2) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, le registrateur peut, en tenant compte de la gravité de l'infraction, du nombre de déclarations de culpabilité antérieures dont elle a fait l'objet pour des infractions à la présente loi et du nombre de cas passés de non-respect de la part de la même personne, et s'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de le faire, prendre l'une des mesures indiquées au paragraphe (1) ou les deux, avec les adaptations nécessaires.

Publication dans le registre

(3) Si le registrateur rend publics, en vertu du paragraphe (1) ou (2), les renseignements mentionnés à la disposition 2 du paragraphe (1), il verse également les renseignements mentionnés aux sous-dispositions 2 i et ii du paragraphe (1) au registre créé et tenu en application de l'article 11.

Restriction

(4) Le registrateur attend que le délai pour présenter une requête en révision judiciaire en vertu de l'article 17.8 soit écoulé sans qu'une requête ait été présentée avant de rendre des renseignements publics en vertu du paragraphe (1).

Mise en oeuvre différée de la sanction

(5) La personne qui demande un réexamen en vertu de l'article 17.7, ou qui présente une requête en révision judiciaire en vertu de l'article 17.8, de la constatation du registrateur à son égard ou de la sanction imposée, ou des deux, peut en même temps demander par écrit au registrateur de différer la mise en oeuvre de la sanction, ou d'une partie de celle-ci, jusqu'à ce que la question ait fait l'objet d'une décision définitive. Lorsqu'il reçoit une telle demande, le registrateur peut différer la mise en oeuvre de la sanction jusqu'à ce que la question ait fait l'objet d'une décision définitive s'il est d'avis qu'il serait juste de le faire compte tenu des circonstances.

Confidentialité

17.10 (1) Sauf disposition contraire du présent article, le registrateur et quiconque agissant pour le compte de celui-ci ou sous sa direction ne doivent divulguer à qui que ce soit :

- a) le fait que le registrateur mène une enquête en vertu de la présente loi;
- b) des renseignements, documents ou choses obtenus au cours d'une enquête menée en vertu de la présente loi.

Exceptions

(2) Le registrateur et quiconque agissant pour le compte de celui-ci ou sous sa direction ne doivent divulguer à personne des renseignements, documents ou choses obtenus au cours d'une enquête menée en vertu de la présente loi, sauf si la divulgation est nécessaire pour :

- (a) to conduct an investigation under section 17.1;
- (b) to refer a matter under section 17.2; or
- (c) to enforce a penalty imposed under section 17.9.

Same

(3) The registrar and any person acting for or under the registrar's direction shall not give or be compelled to give evidence in any court or in any other proceeding in respect of information, documents or things obtained in the course of conducting an investigation under this Act except,

- (a) in a prosecution for perjury;
- (b) in a prosecution for an offence under this Act; or
- (c) in an application for judicial review of a finding of or penalty imposed by the registrar.

Procedure – non-application of *Statutory Powers Procedure Act*

17.11 The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to an investigation conducted by the registrar under section 17.1.

Annual report

17.12 The annual report of the Integrity Commissioner (who is appointed as registrar under section 10 of this Act) required by section 24 of the *Members' Integrity Act, 1994* shall include,

- (a) the number of investigations conducted by the Commissioner under this Act during the year, including the number of those investigations that were commenced, concluded, ceased, suspended or resumed during the year and the number of matters that the Commissioner refused to investigate or referred to another person or body during the year;
- (b) a description in summary form of each investigation and of each matter reported under clause (a); and
- (c) any other information relevant to the administration of this Act the public disclosure of which the Commissioner believes to be in the public interest.

14. (1) Subsection 18 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Offences

Returns by consultant lobbyists

(1) Every individual who fails to comply with subsection 4 (1), (4), (5) or (8) is guilty of an offence.

(2) Subsection 18 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Returns by senior officers

(2) Every individual who fails to comply with subsection 5 (1), (2), (3), (4) or (5) is guilty of an offence.

- a) mener une enquête en vertu de l'article 17.1;
- b) renvoyer une question en vertu de l'article 17.2;
- c) exécuter une sanction imposée en vertu de l'article 17.9.

Idem

(3) Le registrateur et quiconque agissant pour le compte de celui-ci ou sous sa direction ne doivent pas témoigner ou être contraints à témoigner devant un tribunal ou dans toute autre instance en ce qui concerne des renseignements, documents ou choses obtenus au cours d'une enquête menée en vertu de la présente loi sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) dans le cadre d'une poursuite pour parjure;
- b) dans le cadre de poursuites pour infraction à la présente loi;
- c) dans le cadre d'une requête en révision judiciaire d'une constatation du registrateur ou d'une sanction imposée par celui-ci.

Procédure : non-application de la Loi sur l'exercice des compétences légales

17.11 La Loi sur l'exercice des compétences légales ne s'applique pas aux enquêtes menées par le registrateur en vertu de l'article 17.1.

Rapport annuel

17.12 Le rapport annuel du commissaire à l'intégrité, lequel est nommé registrateur aux termes de l'article 10 de la présente loi, exigé à l'article 24 de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* comprend ce qui suit :

- a) le nombre d'enquêtes menées par le commissaire en vertu de la présente loi au cours de l'année, y compris le nombre d'enquêtes qui ont été ouvertes, terminées, arrêtées, suspendues ou reprises au cours de l'année et le nombre de questions sur lesquelles le commissaire a refusé d'enquêter ou qu'il a renvoyées à une autre personne ou à un autre organisme au cours de l'année;
- b) un résumé de chaque enquête et de chaque question dont il est fait rapport en application de l'alinéa a);
- c) tout autre renseignement utile pour l'application de la présente loi dont la divulgation est, selon le commissaire, dans l'intérêt public.

14. (1) Le paragraphe 18 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infractions

Déclarations des lobbyistes-conseils

(1) Est coupable d'une infraction quiconque ne se conforme pas au paragraphe 4 (1), (4), (5) ou (8).

(2) Le paragraphe 18 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Déclarations du premier dirigeant

(2) Est coupable d'une infraction quiconque ne se conforme pas au paragraphe 5 (1), (2), (3), (4) ou (5).

(3) Subsection 18 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(3) Every individual who fails to comply with subsection 6 (1), (3), (3.1) or (4) is guilty of an offence.

(4) Subsections 18 (5), (6) and (7) of the Act are repealed.

(5) Subsection 18 (7.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Public funds, etc.

(7.1) Every individual who fails to comply with section 3.1 is guilty of an offence.

(6) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsection:

Contingent payments

(7.2) Every individual who fails to comply with section 3.2 is guilty of an offence.

(7) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsection:

Conflict of interest

(7.3) Every individual who fails to comply with section 3.3 is guilty of an offence.

(8) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsection:

Placing public office holders into conflict of interest

(7.4) Every individual who fails to comply with section 3.4 is guilty of an offence.

(9) Subsection 18 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Penalty

(8) Upon conviction of an offence under this section, an individual is liable,

- (a) for a first offence, to a fine of not more than \$25,000; and
- (b) for each subsequent offence, to a fine of not more than \$100,000.

15. (1) Clause 19 (a) of the Act is repealed.

(2) Section 19 of the Act is amended by adding the following clause:

- (d.1) governing any notice required to be given by this Act, including prescribing when a notice given by registered mail is deemed to be received;

Commencement

16. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(3) Le paragraphe 18 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(3) Est coupable d'une infraction quiconque ne se conforme pas au paragraphe 6 (1), (3), (3.1) ou (4).

(4) Les paragraphes 18 (5), (6) et (7) de la Loi sont abrogés.

(5) Le paragraphe 18 (7.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonds publics

(7.1) Est coupable d'une infraction quiconque ne se conforme pas à l'article 3.1.

(6) L'article 18 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Paievements conditionnels

(7.2) Est coupable d'une infraction quiconque ne se conforme pas à l'article 3.2.

(7) L'article 18 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Conflit d'intérêts

(7.3) Est coupable d'une infraction quiconque ne se conforme pas à l'article 3.3.

(8) L'article 18 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Titulaires d'une charge publique placés en situation de conflit d'intérêts

(7.4) Est coupable d'une infraction quiconque ne se conforme pas à l'article 3.4.

(9) Le paragraphe 18 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Peine

(8) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue au présent article est passible :

- a) pour une première infraction, d'une amende d'au plus 25 000 \$;
- b) pour chaque infraction subséquente, d'une amende d'au plus 100 000 \$.

15. (1) L'alinéa 19 a) de la Loi est abrogé.

(2) L'article 19 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- d.1) régir tout avis exigé par la présente loi, notamment prescrire quand un avis envoyé par courrier recommandé est réputé avoir été reçu;

Entrée en vigueur

16. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 8
AMENDMENTS TO
THE OMBUDSMAN ACT
AND RELATED AMENDMENTS**

OMBUDSMAN ACT

1. (1) Section 1 of the *Ombudsman Act* is amended by adding the following definitions:

“local board” means, except in section 14.1,

- (a) a local board as defined in subsection 1 (1) of the *Municipal Act, 2001* and subsection 3 (1) of the *City of Toronto Act, 2006*, other than any local board prescribed by regulations made under clause (2) (a) of this Act,
- (b) any body prescribed by regulations made under clause (2) (b); (“conseil local”)

“municipally-controlled corporation” means,

- (a) a municipally-controlled corporation as defined in section 223.1 of the *Municipal Act, 2001*;
- (b) a city-controlled corporation as defined in section 156 of the *City of Toronto Act, 2006*; and
- (c) any corporation prescribed by regulations made under clause (2) (c); (“société contrôlée par une municipalité”)

“municipal Ombudsman” means an Ombudsman, if any, appointed by a municipality under the *Municipal Act, 2001* or the Ombudsman appointed under subsection 170 (1) of the *City of Toronto Act, 2006*, as the case may be; (“ombudsman municipal”)

“municipal sector entity” means,

- (a) a municipality;
- (b) a local board; and
- (c) a municipally-controlled corporation; (“entité du secteur municipal”)

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“public sector body” means,

- (a) a governmental organization; and
- (b) any other entity to which this Act applies under section 13; (“organisme du secteur public”)

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“school board” means a board as defined in subsection 1 (1) of the *Education Act*; (“conseil scolaire”)

(4) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

**ANNEXE 8
MODIFICATIONS DE LA
LOI SUR L'OMBUDSMAN
ET MODIFICATIONS CONNEXES**

LOI SUR L'OMBUDSMAN

1. (1) L'article 1 de la *Loi sur l'ombudsman* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«conseil local» S'entend de ce qui suit, sauf à l'article 14.1 :

- a) un conseil local au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* et du paragraphe 3 (1) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, autre qu'un conseil local prescrit par les règlements pris en vertu de l'alinéa (2) a) de la présente loi;
- b) tout organisme prescrit par les règlements pris en vertu de l'alinéa (2) b). («local board»)

«entité du secteur municipal» S'entend de ce qui suit :

- a) une municipalité;
- b) un conseil local;
- c) une société contrôlée par une municipalité. («municipal sector entity»)

«ombudsman municipal» S'entend, selon le cas, de tout ombudsman éventuellement nommé par une municipalité en vertu de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'ombudsman nommé en application du paragraphe 170 (1) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*. («municipal Ombudsman»)

«société contrôlée par une municipalité» S'entend de ce qui suit :

- a) une société contrôlée par la municipalité au sens de l'article 223.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;
- b) une société contrôlée par la cité au sens de l'article 156 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*;
- c) toute personne morale prescrite par les règlements pris en vertu de l'alinéa (2) c). («municipally-controlled corporation»)

(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«organisme du secteur public» S'entend de ce qui suit :

- a) une organisation gouvernementale;
- b) toute autre entité à laquelle la présente loi s'applique par l'effet de l'article 13. («public sector body»)

(3) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«conseil scolaire» S'entend au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'éducation*. («school board»)

(4) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

“university” means a university in Ontario that receives regular direct operating funding from the Government. (“université”)

(5) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) exempting local boards from the definition of “local board” in subsection (1);
- (b) prescribing bodies that perform a public function as local boards for the purposes of the definition of “local board” in subsection (1);
- (c) prescribing corporations that perform a public function as municipally-controlled corporations for the purposes of the definition of “municipally-controlled corporation” in subsection (1).

2. The Act is amended by adding the following section:

Head of public sector body, municipal sector entity

Municipality

1.1 (1) For the purposes of this Act, the head of a public sector body that is a municipality is,

- (a) a member of the council of the municipality, or a committee of the council, designated by by-law of the municipality as head; or
- (b) if no member or committee is designated, the council.

Local board

(2) For the purposes of this Act, the head of a public sector body that is a local board is,

- (a) a member of the local board, or a committee of the local board, designated in writing by the members of the local board as head; or
- (b) if no member or committee is designated, the members of the local board.

Municipally-controlled corporation

(3) For the purposes of this Act, the head of a public sector body that is a municipally-controlled corporation shall be determined in accordance with regulations made under subsection (4).

Regulations

(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the determination of the head of a public sector body that is a municipally-controlled corporation.

3. The Act is amended by adding the following section:

«université» Université de l'Ontario qui reçoit des fonds de fonctionnement courants et directs du gouvernement. («university»)

(5) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Rèlements

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) exclure des conseils locaux de la définition de «conseil local» au paragraphe (1);
- b) prescrire les organismes qui exercent une fonction publique en tant que conseils locaux pour l'application de la définition de «conseil local» au paragraphe (1);
- c) prescrire les personnes morales qui exercent une fonction publique en tant que sociétés contrôlées par une municipalité pour l'application de la définition de «société contrôlée par une municipalité» au paragraphe (1).

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Chef d'un organisme du secteur public : entité du secteur municipal

Municipalité

1.1 (1) Pour l'application de la présente loi, le chef d'un organisme du secteur public qui est une municipalité est :

- a) un membre du conseil municipal, ou un comité de celui-ci, désigné à titre de chef par règlement municipal;
- b) si aucun membre ni comité n'est désigné, le conseil municipal.

Conseil local

(2) Pour l'application de la présente loi, le chef d'un organisme du secteur public qui est un conseil local est :

- a) un membre du conseil local, ou un comité de celui-ci, désigné par écrit à titre de chef par les membres du conseil local;
- b) si aucun membre ni comité n'est désigné, les membres du conseil local.

Société contrôlée par une municipalité

(3) Pour l'application de la présente loi, le chef d'un organisme du secteur public qui est une société contrôlée par une municipalité est déterminé conformément aux règlements pris en vertu du paragraphe (4).

Rèlements

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les modalités de détermination du chef d'un organisme du secteur public qui est une société contrôlée par une municipalité.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Head of public sector body, school board

1.2 For the purposes of this Act, the head of a public sector body that is a school board is,

- (a) a member or employee of the school board designated by the school board as head; or
- (b) if no one is designated, the director of education for the school board.

4. The Act is amended by adding the following section:

Head of public sector body, university

1.3 For the purposes of this Act, the head of a public sector body that is a university is,

- (a) a member of the governing body of the university or other officer or employee of the university, or a committee of the governing body, designated by the governing body as head; or
- (b) if no person or committee is designated, the president of the university.

5. (1) Section 13 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application to municipal sector entities

- (2) This Act applies to municipal sector entities.

(2) Section 13 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application to school boards

- (3) This Act applies to school boards.

(3) Section 13 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application to universities

- (4) This Act applies to universities.

6. (1) Subsection 14 (1) of the Act is amended by striking out “a governmental organization” and substituting “a public sector body”.

(2) Subsections 14 (2.1), (2.2), (2.3), (2.4), (2.5) and (2.6) of the Act are repealed.

(3) Subsection 14 (3) of the Act is amended by striking out “or organization” and substituting “or body”.

(4) Subsection 14 (4) of the Act is amended by adding the following clause:

- a.1) in respect of which there is, under any by-law or resolution of a school board, a right of appeal or objection, or a right to apply for a hearing or review, on the merits of the case to a designated school board official or employee, or to a committee constituted by or under a by-law or resolution of the school board, until that right of appeal or objection or application has been exercised in the particular case, or until after any time for the exercise of that right has expired;

Chef d'un organisme du secteur public : conseil scolaire

1.2 Pour l'application de la présente loi, le chef d'un organisme du secteur public qui est un conseil scolaire est :

- a) un membre ou un employé du conseil scolaire désigné à titre de chef par le conseil scolaire;
- b) si personne n'est désigné, le directeur de l'éducation du conseil scolaire.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Chef d'un organisme du secteur public : université

1.3 Pour l'application de la présente loi, le chef d'un organisme du secteur public qui est une université est :

- a) un membre du conseil d'administration de l'université ou un autre dirigeant ou employé de l'université, ou un comité du conseil d'administration, désigné à titre de chef par le conseil d'administration;
- b) si aucune personne ni aucun comité n'est désigné, le président de l'université.

5. (1) L'article 13 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application aux entités du secteur municipal

(2) La présente loi s'applique aux entités du secteur municipal.

(2) L'article 13 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application aux conseils scolaires

- (3) La présente loi s'applique aux conseils scolaires.

(3) L'article 13 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application aux universités

- (4) La présente loi s'applique aux universités.

6. (1) Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «une organisation gouvernementale» par «un organisme du secteur public».

(2) Les paragraphes 14 (2.1), (2.2), (2.3), (2.4), (2.5) et (2.6) de la Loi sont abrogés.

(3) Le paragraphe 14 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «l'organisation» par «l'organisme».

(4) Le paragraphe 14 (4) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a.1) à l'égard de laquelle un règlement administratif ou une résolution d'un conseil scolaire confère le droit d'appel ou d'opposition, ou le droit de demander une audience ou une révision sur le fond, à un dirigeant ou un employé désigné du conseil scolaire, ou à un comité constitué par un règlement administratif ou une résolution du conseil scolaire ou en vertu d'un tel règlement ou d'une telle résolution, tant que le recours n'a pas été exercé en l'espèce, ou que le délai pour l'exercer n'est pas écoulé;

(5) Subsection 14 (4) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.2) in respect of which there is, under any by-law or resolution of the governing body or senate of a university, a right of appeal or objection, or a right to apply for a hearing or review, on the merits of the case to a designated university official or employee, or to a committee or tribunal constituted by or under a by-law or resolution of the governing body or senate, until that right of appeal or objection or application has been exercised in the particular case, or until after any time for the exercise of that right has expired;

(6) Clause 14 (4) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) of any person acting as legal adviser to the public sector body or as counsel to the public sector body in relation to any proceedings, or, in the case of a public sector body that is a governmental organization, a legal adviser or counsel to the Crown.

(7) Section 14 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(4.1) For greater certainty, clause (4) (a) includes rights established under by-laws made by a municipal sector entity under any Act.

Municipal Ombudsman

(4.2) Nothing in this Act empowers the Ombudsman to investigate a complaint respecting any decision, recommendation, act or omission that is within the jurisdiction of a municipal Ombudsman, unless,

- (a) a complaint respecting the matter was made to the municipal Ombudsman and he or she refused to investigate the matter, or conducted and concluded an investigation into the matter; or
- (b) the time, if any, for bringing a complaint respecting the matter to the municipal Ombudsman for investigation has expired.

7. (1) The Act is amended by adding the following section:

Specific powers of investigation re municipalities, local boards

14.1 (1) This section applies in the circumstances described in clause 239.1 (b) of the *Municipal Act, 2001* or clause 190.1 (1) (b) of the *City of Toronto Act, 2006*, as the case may be.

Definition

(2) In this section,
«local board» means,

- (a) when used in relation to a municipality other than the City of Toronto, a local board as defined in subsection 238 (1) of the *Municipal Act, 2001*; and

(5) Le paragraphe 14 (4) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a.2) à l'égard de laquelle un règlement administratif ou une résolution du conseil d'administration ou du sénat d'une université confère le droit d'appel ou d'opposition, ou le droit de demander une audience ou une révision sur le fond, à un dirigeant ou un employé désigné de l'université, ou à un comité ou un tribunal administratif ou quasi-judiciaire constitués par un règlement administratif ou une résolution du conseil d'administration ou du sénat ou en vertu d'un tel règlement ou d'une telle résolution, tant que le recours n'a pas été exercé en l'espèce, ou que le délai pour l'exercer n'est pas écoulé;

(6) L'alinéa 14 (4) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) d'un conseiller juridique de l'organisme du secteur public ou d'un avocat de l'organisme dans une instance ou, lorsque l'organisme du secteur public est une organisation gouvernementale, d'un conseiller juridique ou d'un avocat de la Couronne.

(7) L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(4.1) Il est entendu que l'alinéa (4) a) inclut les droits établis par des règlements municipaux adoptés par une entité du secteur municipal en vertu de quelque loi que ce soit.

Ombudsman municipal

(4.2) L'ombudsman ne peut enquêter sur une plainte concernant une décision, recommandation, action ou omission qui relève de la compétence d'un ombudsman municipal sauf si, selon le cas :

- a) une plainte a été présentée à l'ombudsman municipal à l'égard de la question et celui-ci a refusé d'enquêter sur la question, ou a mené et conclu une enquête à ce propos;
- b) le délai, le cas échéant, pour saisir l'ombudsman municipal d'une plainte concernant la question, aux fins d'enquête, a expiré.

7. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Pouvoirs d'enquête spécifiques concernant les municipalités et les conseils locaux

14.1 (1) Le présent article s'applique aux circonstances décrites à l'alinéa 239.1 b) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou à l'alinéa 190.1 (1) b) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, selon le cas.

Définition

(2) La définition qui suit s'applique au présent article.
«conseil local» S'entend de ce qui suit :

- a) relativement à une municipalité autre que la cité de Toronto, un conseil local au sens du paragraphe 238 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;

- (b) when used in relation to the City of Toronto, a local board as defined in subsection 3 (1) of the *City of Toronto Act, 2006* to which section 189 of that Act applies.

Investigation by Ombudsman

(3) If a person makes a request under clause 239.1 (b) of the *Municipal Act, 2001* or clause 190.1 (1) (b) of the *City of Toronto Act, 2006*, the Ombudsman may, as the case may be, investigate,

- (a) whether a municipality or local board of a municipality has complied with section 239 of the *Municipal Act, 2001* or a procedure by-law under subsection 238 (2) of that Act in respect of a meeting or part of a meeting that was closed to the public; or
- (b) whether the City of Toronto or a local board of the City has complied with section 190 of the *City of Toronto Act, 2006* or a procedure by-law under subsection 189 (2) of that Act in respect of a meeting or part of a meeting that was closed to the public.

Application of Act

(4) Subject to subsection (5), this Act applies to an investigation under subsection (3).

Exceptions

(5) Subsections 14 (4) and 18 (4) and (5), sections 20 and 21 and subsections 22 (1) and 25 (3) and (4) do not apply to an investigation under subsection (3).

Interpretation

(6) For the purposes of subsection (4), the remaining provisions of this Act apply with necessary modifications to a municipality or local board as if it were a governmental organization, and, for the purpose,

- (a) the reference in subsection 19 (3) to the *Public Service of Ontario Act, 2006* shall be read as a reference to the *Municipal Act, 2001* or the *City of Toronto Act, 2006*, as the case may be; and
- (b) if subsection 19 (3.1) does not contain a reference to the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, the reference in that subsection to the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* shall be read as a reference to the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Report and recommendations

(7) If, after completing an investigation under subsection (3), the Ombudsman is of opinion that the meeting or part of the meeting that was the subject-matter of the investigation appears to have been closed to the public contrary to section 239 of the *Municipal Act, 2001* or to a procedure by-law under subsection 238 (2) of that Act or

- b) relativement à la cité de Toronto, un conseil local au sens du paragraphe 3 (1) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* auquel s'applique l'article 189 de cette loi.

Enquête de l'ombudsman

(3) Lorsqu'une personne en fait la demande en vertu de l'alinéa 239.1 b) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'alinéa 190.1 (1) b) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, l'ombudsman peut, selon le cas, enquêter :

- a) soit sur la question de savoir si une municipalité ou un de ses conseils locaux s'est conformé à l'article 239 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou à un règlement de procédure adopté en application du paragraphe 238 (2) de cette loi à l'égard d'une réunion ou d'une partie de réunion qui s'est tenue à huis clos;
- b) soit sur la question de savoir si la cité de Toronto ou un de ses conseils locaux s'est conformé à l'article 190 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* ou à un règlement de procédure adopté en application du paragraphe 189 (2) de cette loi à l'égard d'une réunion ou d'une partie de réunion qui s'est tenue à huis clos.

Champ d'application de la Loi

(4) Sous réserve du paragraphe (5), la présente loi s'applique à une enquête menée en vertu du paragraphe (3).

Exceptions

(5) Les paragraphes 14 (4) et 18 (4) et (5), les articles 20 et 21 et les paragraphes 22 (1) et 25 (3) et (4) ne s'appliquent pas à une enquête menée en vertu du paragraphe (3).

Interprétation

(6) Pour l'application du paragraphe (4), les autres dispositions de la présente loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une municipalité ou à un conseil local comme s'il s'agissait d'une organisation gouvernementale et, à cette fin :

- a) la mention, au paragraphe 19 (3), de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* vaut mention de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, selon le cas;
- b) si le paragraphe 19 (3.1) ne fait pas mention de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*, la mention, à ce paragraphe, de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* vaut mention de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Rapport et recommandations

(7) S'il est d'avis, à l'issue d'une enquête menée en vertu du paragraphe (3), que la réunion ou la partie de réunion en cause semble s'être tenue à huis clos contrairement à l'article 239 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou à un règlement de procédure adopté en application du paragraphe 238 (2) de cette loi ou contrairement à

contrary to section 190 of the *City of Toronto Act, 2006* or to a procedure by-law under subsection 189 (2) of that Act, as the case may be, the Ombudsman shall report his or her opinion, and the reasons for it, to the municipality or local board, as the case may be, and may make such recommendations as he or she thinks fit.

Reports to be public

(8) The municipality or local board shall ensure that reports received under subsection (7) by the municipality or local board, as the case may be, are made available to the public.

Ombudsman may publish report

(9) The Ombudsman may, after making a report under subsection (7), publish the report or otherwise make it available to the public.

(2) Subsection 14.1 (5) of the Act, as enacted by subsection (1), is amended by striking out “Subsections 14 (4) and 18 (4) and (5)” at the beginning and substituting “Subsections 14 (4) and 18 (5.1)”.

(3) Subsection 14.1 (6) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

Interpretation

(6) For the purposes of subsection (4), the remaining provisions of this Act apply with necessary modifications to a municipality or local board as if it were a public sector body that is a municipal sector entity.

8. Section 15 of the Act is amended by adding the following subsections:

Application of rules

(2.1) Rules made under this section in respect of governmental organizations apply in respect of all public sector bodies, unless this Act or the rules expressly provide otherwise.

Exception

(2.2) Any rules relating to the operation of subsection 21 (4) or (5) apply only to public sector bodies that are governmental organizations.

9. (1) Subsection 18 (1) of the Act is amended by striking out “the head of the governmental organization” and substituting “the head of the public sector body”.

(2) Subsection 18 (3) of the Act is amended by,

(a) striking out “any governmental organization” and substituting “any public sector body”; and

(b) striking out “that organization” and substituting “that public sector body”.

(3) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsections:

l'article 190 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* ou à un règlement de procédure adopté en application du paragraphe 189 (2) de cette loi, selon le cas, l'ombudsman fait rapport de son avis et des motifs à l'appui à la municipalité ou au conseil local, selon le cas, et il peut faire les recommandations qu'il estime indiquées.

Rapports mis à la disposition du public

(8) La municipalité ou le conseil local veille à ce que les rapports qu'il reçoit en application du paragraphe (7) soient mis à la disposition du public.

Publication facultative du rapport

(9) L'ombudsman peut, après avoir fait son rapport en application du paragraphe (7), le publier ou le mettre à la disposition du public d'une autre manière.

(2) Le paragraphe 14.1 (5) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), est modifié par remplacement de «Les paragraphes 14 (4) et 18 (4) et (5)» par «Les paragraphes 14 (4) et 18 (5.1)» au début du paragraphe.

(3) Le paragraphe 14.1 (6) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interprétation

(6) Pour l'application du paragraphe (4), les autres dispositions de la présente loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une municipalité ou à un conseil local comme s'il s'agissait d'un organisme du secteur public qui est une entité du secteur municipal.

8. L'article 15 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Application des règles

(2.1) Les règles adoptées en vertu du présent article à l'égard des organisations gouvernementales s'appliquent à l'égard de tous les organismes du secteur public, sauf disposition expresse contraire de la présente loi ou des règles.

Exception

(2.2) Les règles relatives au fonctionnement du paragraphe 21 (4) ou (5) s'appliquent uniquement aux organismes du secteur public qui sont des organisations gouvernementales.

9. (1) Le paragraphe 18 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «le chef de l'organisation gouvernementale» par «le chef de l'organisme du secteur public».

(2) Le paragraphe 18 (3) de la Loi est modifié :

a) par remplacement de «une organisation gouvernementale» par «un organisme du secteur public»;

b) par remplacement de «cette organisation» par «cet organisme du secteur public».

(3) L'article 18 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Documents provided by Ombudsman

(3.1) The following rules apply with respect to any documents provided by the Ombudsman to a public sector body or person under subsection (3) for the purposes of giving the public sector body or person an opportunity to make representations:

1. The documents shall be maintained by the public sector body or person in confidence and shall not be disclosed except as authorized by the Ombudsman.
2. Despite any recordkeeping or records retention requirements, rules or policies, whether established under an Act or otherwise, that apply to the public sector body or person,
 - i. the public sector body or person shall return the documents to the Ombudsman on his or her request, and
 - ii. no copy of any of the documents shall be retained by the public sector body or person.

Prevails over FIPPA, MFIPPA

(3.2) Subsection (3.1) prevails over the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, as the case may be.

(4) Subsection 18 (4) of the Act is amended by striking out “any investigation” and substituting “any investigation respecting a governmental organization”.

(5) Subsection 18 (5) of the Act is amended by striking out “in relation to any investigation” and substituting “in relation to any investigation respecting a governmental organization”.

(6) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsection:

Consultation, municipal sector entities

(5.1) Subsections (4) and (5) apply with necessary modifications to any investigation respecting a municipal sector entity, except that,

- (a) the reference to an investigation respecting a governmental organization shall be read as a reference to an investigation respecting a municipal sector entity; and
- (b) the reference to a minister shall be read as a reference to the municipality.

(7) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsection:

Consultation, school boards

(5.2) Subsections (4) and (5) apply with necessary modifications to any investigation respecting a school board, except that,

Documents fournis par l'ombudsman

(3.1) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard des documents que fournit l'ombudsman à un organisme du secteur public ou à une personne en application du paragraphe (3) afin de leur donner l'occasion de faire valoir leur point de vue :

1. Les documents sont conservés par l'organisme du secteur public ou la personne sous le sceau de la confiance et ne doivent pas être divulgués sans l'autorisation de l'ombudsman.
2. Malgré les exigences, les règles ou les politiques en matière de tenue et de conservation de documents, établies par voie législative ou autre, qui s'appliquent à l'organisme du secteur public ou à la personne :
 - i. l'organisme du secteur public ou la personne rend les documents à l'ombudsman à sa demande,
 - ii. aucune copie des documents ne doit être conservée par l'organisme du secteur public ou la personne.

Primauté sur les lois sur l'accès à l'information

(3.2) Le paragraphe (3.1) l'emporte sur la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et sur la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*, selon le cas.

(4) Le paragraphe 18 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «l'enquête» par «l'enquête portant sur une organisation gouvernementale».

(5) Le paragraphe 18 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «si un ministre le demande et chaque fois qu'une enquête porte sur une recommandation» par «si un ministre le demande à l'égard d'une enquête portant sur une organisation gouvernementale ou chaque fois qu'une enquête a trait à une recommandation».

(6) L'article 18 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Consultation : entités du secteur municipal

(5.1) Les paragraphes (4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute enquête portant sur une entité du secteur municipal, si ce n'est que :

- a) la mention d'une enquête portant sur une organisation gouvernementale vaut mention d'une enquête portant sur une entité du secteur municipal;
- b) la mention d'un ministre vaut mention de la municipalité.

(7) L'article 18 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Consultation : conseils scolaires

(5.2) Les paragraphes (4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute enquête portant sur un conseil scolaire, si ce n'est que :

- (a) the reference to an investigation respecting a governmental organization shall be read as a reference to an investigation respecting a school board; and
- (b) the reference to a minister shall be read as a reference to the head for the school board under section 1.2.

(8) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsection:

Consultation, universities

(5.3) Subsections (4) and (5) apply with necessary modifications to any investigation respecting a university, except that,

- (a) the reference to an investigation respecting a governmental organization shall be read as a reference to an investigation respecting a university; and
- (b) the reference to a minister shall be read as a reference to the head for the university under section 1.3.

(9) Subsection 18 (6) of the Act is amended by striking out “any governmental organization” and substituting “any public sector body”.

10. The Act is amended by adding the following section:

Meetings to be closed to the public

18.1 (1) Despite any other Act, any meeting or part of a meeting held by the governing body or senate of a university or the executive committee of the governing body or senate, or by any governmental organization prescribed under subsection (2), shall be closed to the public if the subject matter being considered is an ongoing investigation under this Act respecting the university or governmental organization, as the case may be.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing governmental organizations for the purposes of subsection (1).

11. (1) Subsection 19 (1) of the Act is amended by striking out “any governmental organization” and substituting “any public sector body”.

(2) Clause 19 (2) (b) of the Act is amended by striking out “any governmental organization” and substituting “any public sector body”.

(3) Subsection 19 (3) of the Act is amended by striking out “the Public Service of Ontario Act, 2006” and substituting, “the Public Service of Ontario Act, 2006, the Municipal Act, 2001 or the City of Toronto Act, 2006, as the case may be”.

(4) Subsection 19 (3.1) of the Act is amended by adding “the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act” after “the Freedom of Information and Protection of Privacy Act”.

- a) la mention d’une enquête portant sur une organisation gouvernementale vaut mention d’une enquête portant sur un conseil scolaire;
- b) la mention d’un ministre vaut mention du chef du conseil scolaire déterminé en application de l’article 1.2.

(8) L’article 18 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Consultation : universités

(5.3) Les paragraphes (4) et (5) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute enquête portant sur une université, si ce n’est que :

- a) la mention d’une enquête portant sur une organisation gouvernementale vaut mention d’une enquête portant sur une université;
- b) la mention d’un ministre vaut mention du chef de l’université déterminé en application de l’article 1.3.

(9) Le paragraphe 18 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «d’une organisation gouvernementale» par «d’un organisme du secteur public».

10. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Réunions tenues à huis clos

18.1 (1) Malgré toute autre loi, une réunion ou une partie de réunion tenue par le conseil d’administration ou le sénat d’une université, ou par le comité de direction du conseil d’administration ou du sénat, ou par une organisation gouvernementale prescrite en vertu du paragraphe (2), se tient à huis clos si la question qui doit y être étudiée porte sur une enquête en cours menée en vertu de la présente loi à propos de l’université ou de l’organisation gouvernementale, selon le cas.

Règlements

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des organisations gouvernementales pour l’application du paragraphe (1).

11. (1) Le paragraphe 19 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «d’une organisation gouvernementale» par «de tout organisme du secteur public».

(2) L’alinéa 19 (2) b) de la Loi est modifié par remplacement de «d’une organisation gouvernementale» par «de tout organisme du secteur public».

(3) Le paragraphe 19 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «la Loi de 2006 sur la fonction publique de l’Ontario» par «la Loi de 2006 sur la fonction publique de l’Ontario, de la Loi de 2001 sur les municipalités ou de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto, selon le cas».

(4) Le paragraphe 19 (3.1) de la Loi est modifié par insertion de «, de la Loi sur l’accès à l’information municipale et la protection de la vie privée» après «la Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée».

12. (1) Subsection 21 (3) of the Act is amended in the portion after clause (g) by,

- (a) striking out “the appropriate governmental organization” and substituting “the appropriate public sector body”;**
- (b) striking out “the governmental organization” and substituting “the public sector body”; and**
- (c) striking out “and the Ombudsman shall also send a copy of his or her report and recommendations to the minister concerned” at the end.**

(2) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(3.1) In the case of an investigation respecting a governmental organization, the Ombudsman shall also send a copy of the report and recommendations to the appropriate minister.

(3) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(3.2) In the case of an investigation respecting a local board or municipally-controlled corporation, the Ombudsman shall also send a copy of the report and recommendations to the municipality.

(4) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(3.3) In the case of an investigation respecting a school board, the Ombudsman shall also send a copy of the report and recommendations to the head of the school board under section 1.2.

(5) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(3.4) In the case of an investigation respecting a university, the Ombudsman shall also send a copy of the report and recommendations to the head of the university under section 1.3.

(6) Subsection 21 (4) of the Act is amended by adding “In the case of a report respecting a governmental organization,” at the beginning.

(7) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Other reports may be made public

(6) In the case of a report respecting a public sector body other than a governmental organization, the Ombudsman may, after making the report, publish the report or otherwise make it available to the public.

12. (1) Le passage qui suit l’alinéa g) du paragraphe 21 (3) de la Loi est modifié :

- a) par remplacement de «à l’organisation gouvernementale intéressée» par «à l’organisme du secteur public intéressé»;**
- b) par remplacement de «l’organisation gouvernementale» par «l’organisme du secteur public»;**
- c) par suppression de «L’ombudsman envoie également une copie du rapport et des recommandations au ministre intéressé.» à la fin du passage.**

(2) L’article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3.1) Dans le cas d’une enquête portant sur une organisation gouvernementale, l’ombudsman envoie également une copie du rapport et des recommandations au ministre compétent.

(3) L’article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3.2) Dans le cas d’une enquête portant sur un conseil local ou une société contrôlée par une municipalité, l’ombudsman envoie également une copie du rapport et des recommandations à la municipalité.

(4) L’article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3.3) Dans le cas d’une enquête portant sur un conseil scolaire, l’ombudsman envoie également une copie du rapport et des recommandations au chef du conseil scolaire déterminé en application de l’article 1.2.

(5) L’article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3.4) Dans le cas d’une enquête portant sur une université, l’ombudsman envoie également une copie du rapport et des recommandations au chef de l’université déterminé en application de l’article 1.3.

(6) Le paragraphe 21 (4) de la Loi est modifié par insertion de «Dans le cas d’un rapport concernant une organisation gouvernementale,» au début du paragraphe.

(7) L’article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Autres rapports pouvant être mis à la disposition du public

(6) Dans le cas d’un rapport concernant un organisme du secteur public autre qu’une organisation gouvernementale, l’ombudsman peut, après avoir fait son rapport, le publier ou le mettre à la disposition du public d’une autre manière.

13. (1) Subsection 25 (1) of the Act is amended by striking out “any governmental organization” and substituting “any public sector body”.

(2) Subsection 25 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Notice of entry

(2) Before entering any premises under this section, the Ombudsman shall,

- (a) notify the head of the public sector body; and
- (b) provide the head a reasonable opportunity to give reasons why entry to the premises is not appropriate.

(3) Section 25 of the Act is amended by adding the following subsections:

Private dwellings

(2.1) Despite subsection (1), the Ombudsman shall not enter a place that is being used as a dwelling, except with the consent of the occupier or under the authority of a warrant issued under subsection (2.2).

Warrant

(2.2) A justice of the peace may issue a warrant authorizing a person to enter a place being used as a dwelling if the justice of the peace is satisfied, on evidence under oath or affirmation, that there are reasonable grounds to believe that it is necessary to enter the place in order to carry out an investigation under this Act.

Same

(2.3) Any entry under the warrant shall be made at such reasonable times as may be specified in the warrant.

14. The Act is amended by adding the following section:

Constitutional rights and privileges relating to education

29. Nothing in this Act adversely affects the rights and privileges guaranteed by section 93 of the *Constitution Act, 1867* and section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, and the Ombudsman shall exercise his or her authority under this Act with respect to school boards in a manner that is consistent with and respectful of those rights and privileges.

15. The Act is amended by adding the following section:

Universities and academic freedom

30. In exercising his or her authority under this Act with respect to universities, the Ombudsman shall consider the application of the principles of academic freedom within universities.

16. The Act is amended by adding the following section:

Regulations re transitional matters

31. (1) The Lieutenant Governor in Council may make

13. (1) Le paragraphe 25 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «d’une organisation gouvernementale» par «d’un organisme du secteur public».

(2) Le paragraphe 25 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Avis

(2) Avant de pénétrer dans les locaux en vertu du présent article, l’ombudsman :

- a) d’une part, en avise le chef de l’organisme du secteur public;
- b) d’autre part, donne au chef une occasion raisonnable d’expliquer les motifs pour lesquels l’entrée dans les locaux n’est pas opportune.

(3) L’article 25 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Logement privé

(2.1) Malgré le paragraphe (1), l’ombudsman ne doit pas pénétrer dans des locaux utilisés comme logement, sauf avec le consentement de l’occupant ou en vertu d’un mandat décerné aux termes du paragraphe (2.2).

Mandat

(2.2) Un juge de paix peut décerner un mandat autorisant une personne à pénétrer dans des locaux utilisés comme logement s’il est convaincu, sur la foi des preuves présentées sous serment ou affirmation solennelle, qu’il existe des motifs raisonnables de croire qu’il est nécessaire de pénétrer dans les locaux pour y mener une enquête dans le cadre de la présente loi.

Idem

(2.3) Toute entrée autorisée par le mandat a lieu aux heures raisonnables qui y sont précisées.

14. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Droits et privilèges constitutionnels relatifs à l’éducation

29. La présente loi n’a pas pour effet de porter atteinte aux droits ou privilèges que garantissent l’article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* et l’article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, et l’ombudsman exerce les pouvoirs qui lui sont conférés au titre de la présente loi à l’égard des conseils scolaires d’une façon qui est compatible avec ces droits et privilèges et qui les respecte.

15. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Universités et liberté universitaire

30. Lorsqu’il exerce les pouvoirs qui lui sont conférés au titre de la présente loi à l’égard des universités, l’ombudsman tient compte de l’application des principes de liberté dans les activités d’enseignement et de recherche au sein des universités.

16. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Règlements : questions transitoires

31. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par

regulations providing for transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to,

- (a) facilitate the implementation of amendments to this Act made by Schedule 8 to the *Public Sector and MPP Accountability and Transparency Act, 2014*; and
- (b) deal with any problems or issues arising as a result of the repeal, amendment, enactment or re-enactment of a provision of this Act by Schedule 8 to the *Public Sector and MPP Accountability and Transparency Act, 2014*.

Conflicts

(2) If there is a conflict between a regulation made under this section and a provision of this or any other Act or a provision of another regulation made under this or any other Act, the regulation made under this section prevails.

CITY OF TORONTO ACT, 2006

17. Subsections 172 (3) and (4) of the *City of Toronto Act, 2006* are repealed and the following substituted:

Application of *Ombudsman Act*

(3) Section 19 of the *Ombudsman Act* applies to the exercise of powers and the performance of duties by the Ombudsman under this Part and, for the purpose, references in section 19 of that Act to “any public sector body” are deemed to be references to “the City, a local board (restricted definition) or a city-controlled corporation”.

18. Subsection 190 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Other criteria

(3) A meeting or part of a meeting shall be closed to the public if the subject matter being considered is,

- (a) a request under the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, if the city council, board, commission or other body is the head of an institution for the purposes of that Act; or
- (b) an ongoing investigation respecting the City, a local board or a city-controlled corporation by the Ombudsman appointed under the *Ombudsman Act*, the Ombudsman appointed under subsection 170 (1) of this Act, or the investigator referred to in subsection 190.2 (1).

19. Clause 190.1 (1) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) by the Ombudsman appointed under the *Ombudsman Act*, if,

règlement, prévoir les questions transitoires qui, à son avis, sont nécessaires ou souhaitables aux fins suivantes :

- a) faciliter la mise en oeuvre des modifications apportées à la présente loi par l'annexe 8 de la *Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés*;
- b) traiter des problèmes ou des questions découlant de l'abrogation, de la modification, de l'édiction ou de la réédiction d'une disposition de la présente loi par l'annexe 8 de la *Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés*.

Incompatibilité

(2) Les dispositions des règlements pris en vertu du présent article l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou d'une autre loi et de leurs règlements d'application.

LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO

17. Les paragraphes 172 (3) et (4) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Application de la *Loi sur l'ombudsman*

(3) L'article 19 de la *Loi sur l'ombudsman* s'applique à l'exercice par l'ombudsman des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente partie et, à cette fin, les mentions, à l'article 19 de cette loi, de «tout organisme du secteur public» sont réputées des mentions de «la cité, un conseil local (définition restreinte) ou une société contrôlée par la cité».

18. Le paragraphe 190 (3) de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Autres critères

(3) Une réunion ou une partie de réunion se tient à huis clos si la question qui doit y être étudiée porte, selon le cas :

- a) sur une demande présentée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*, dans le cas où le conseil municipal, le conseil, la commission ou une autre entité est la personne responsable d'une institution pour l'application de cette loi;
- b) sur une enquête en cours à propos de la cité, d'un conseil local ou d'une société contrôlée par la cité menée par l'ombudsman nommé en application de la *Loi sur l'ombudsman*, par l'ombudsman nommé en application du paragraphe 170 (1) de la présente loi, ou par l'enquêteur visé au paragraphe 190.2 (1).

19. L'alinéa 190.1 (1) b) de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) par l'ombudsman nommé en application de la *Loi sur l'ombudsman* dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- (i) the City has not appointed an investigator referred to in subsection 190.2 (1), or
- (ii) an investigator has been appointed and,
 - A. the person requested that the investigator investigate the matter and the investigator either refused or conducted and concluded an investigation into the matter, or
 - B. the time, if any, for bringing a request respecting the matter to the investigator has expired.

EDUCATION ACT

20. (1) Subsection 207 (1) of the *Education Act* is amended by striking out “The meetings of a board and, subject to subsection (2), meetings of a committee of the board” at the beginning and substituting “Subject to subsections (2) and (2.1), the meetings of a board and the meetings of a committee of the board”.

(2) Section 207 of the Act is amended by adding the following subsection:

Closing of meetings re certain investigations

(2.1) A meeting of a board or of a committee of a board, including a committee of the whole board, shall be closed to the public when the subject-matter under consideration involves an ongoing investigation under the *Ombudsman Act* respecting the board.

MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES ACT

21. Section 57.7 of the *Ministry of Correctional Services Act* is amended by striking out “a governmental organization” and substituting “a public sector body”.

MUNICIPAL ACT, 2001

22. Subsections 223.14 (3) and (4) of the *Municipal Act, 2001* are repealed and the following substituted:

Application of Ombudsman Act

(3) Section 19 of the *Ombudsman Act* applies to the exercise of powers and the performance of duties by the Ombudsman under this Part and, for the purpose, references in section 19 of that Act to “any public sector body” are deemed to be references to “the municipality, a local board or a municipally-controlled corporation”.

23. Subsection 239 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Other criteria

(3) A meeting or part of a meeting shall be closed to the public if the subject matter being considered is,

- (a) a request under the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, if the coun-

- (i) la cité n'a pas nommé d'enquêteur visé au paragraphe 190.2 (1),
- (ii) un enquêteur a été nommé et, selon le cas :

- A. la personne a demandé à l'enquêteur d'enquêter sur la question et l'enquêteur a soit refusé d'enquêter, soit mené et terminé une enquête sur la question,
- B. le délai éventuellement prévu pour porter une demande relative à la question à l'attention de l'enquêteur a expiré.

LOI SUR L'ÉDUCATION

20. (1) Le paragraphe 207 (1) de la *Loi sur l'éducation* est modifié par remplacement de «Les réunions du conseil et, sous réserve du paragraphe (2), les réunions d'un de ses comités,» par «Sous réserve des paragraphes (2) et (2.1), les réunions d'un conseil et les réunions d'un de ses comités,» au début du paragraphe.

(2) L'article 207 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Huis clos des réunions concernant certaines enquêtes

(2.1) La réunion d'un conseil ou d'un de ses comités, y compris un comité plénier du conseil, se tient à huis clos quand la question qui doit y être étudiée porte sur une enquête en cours menée en vertu de la *Loi sur l'ombudsman* à propos du conseil.

LOI SUR LE MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

21. L'article 57.7 de la *Loi sur le ministère des Services correctionnels* est modifié par remplacement de «une organisation gouvernementale» par «un organisme du secteur public».

LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS

22. Les paragraphes 223.14 (3) et (4) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Application de la Loi sur l'ombudsman

(3) L'article 19 de la *Loi sur l'ombudsman* s'applique à l'exercice par l'ombudsman des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente partie et, à cette fin, les mentions à l'article 19 de cette loi de «tout organisme du secteur public» sont réputées des mentions de «la municipalité, un conseil local ou une société contrôlée par la municipalité».

23. Le paragraphe 239 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Autres critères

(3) Une réunion ou une partie de réunion se tient à huis clos si la question qui doit y être étudiée porte, selon le cas :

- a) sur une demande présentée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection*

cil, board, commission or other body is the head of an institution for the purposes of that Act; or

- (b) an ongoing investigation respecting the municipality, a local board or a municipally-controlled corporation by the Ombudsman appointed under the *Ombudsman Act*, an Ombudsman referred to in subsection 223.13 (1) of this Act, or the investigator referred to in subsection 239.2 (1).

24. Clause 239.1 (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) by the Ombudsman appointed under the *Ombudsman Act*, if,
- (i) the municipality has not appointed an investigator referred to in subsection 239.2 (1), or
- (ii) an investigator has been appointed and,
- A. the person requested that the investigator investigate the matter and the investigator either refused or conducted and concluded an investigation into the matter, or
- B. the time, if any, for bringing a request respecting the matter to the investigator has expired.

MISCELLANEOUS AMENDMENT

Legislative Assembly Statute Law Amendment Act, 1999

25. Subsection 4 (2) of the *Legislative Assembly Statute Law Amendment Act, 1999* is repealed.

COMMENCEMENT

Commencement

26. (1) Subject to subsection (2), this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(2) Section 25 comes into force on the day the *Public Sector and MPP Accountability and Transparency Act, 2014* receives Royal Assent.

de la vie privée, dans le cas où le conseil municipal, le conseil, la commission ou une autre entité est la personne responsable d'une institution pour l'application de cette loi;

- b) sur une enquête en cours à propos de la municipalité, d'un conseil local ou d'une société contrôlée par la municipalité menée par l'ombudsman nommé en application de la *Loi sur l'ombudsman*, par l'ombudsman nommé en vertu du paragraphe 223.13 (1) de la présente loi, ou par l'enquêteur visé au paragraphe 239.2 (1).

24. L'alinéa 239.1 b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) par l'ombudsman nommé en application de la *Loi sur l'ombudsman* dans l'un ou l'autre des cas suivants :
- (i) la municipalité n'a pas nommé d'enquêteur visé au paragraphe 239.2 (1),
- (ii) un enquêteur a été nommé et, selon le cas :
- A. la personne a demandé à l'enquêteur d'enquêter sur la question et l'enquêteur a soit refusé d'enquêter, soit mené et terminé une enquête sur la question,
- B. le délai éventuellement prévu pour porter une demande relative à la question à l'attention de l'enquêteur a expiré.

AUTRE MODIFICATION

Loi de 1999 modifiant des lois en ce qui a trait à l'Assemblée législative

25. Le paragraphe 4 (2) de la *Loi de 1999 modifiant des lois en ce qui a trait à l'Assemblée législative* est abrogé.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

26. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(2) L'article 25 entre en vigueur le jour où la *Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 9
 AMENDMENTS TO
 THE PROVINCIAL ADVOCATE
 FOR CHILDREN AND YOUTH ACT, 2007**

1. (1) Section 1 of the *Provincial Advocate for Children and Youth Act, 2007* is amended by striking out “and” at the end of clause (b), by adding “and” at the end of clause (c) and by adding the following clause:

- (d) conduct investigations and make recommendations to improve children’s aid society services and services provided by residential licensees where a children’s aid society is the placing agency.

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Paramount purpose

(2) In conducting investigations and making recommendations under clause (1) (d), the Advocate shall have regard to the paramount purpose of the *Child and Family Services Act*, to promote the best interests, protection and well-being of children.

2. (1) The definition of “advocacy” in subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “sections 15 and 16” and substituting “subsection 15 (1) and section 16”.

(2) Subsection 2 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:

“Child and Family Services Review Board” means the Child and Family Services Review Board continued under Part IX of the *Child and Family Services Act*; (“Commission de révision des services à l’enfance et à la famille”)

“children’s aid society service” means the functions of a children’s aid society listed in subsection 15 (3) of the *Child and Family Services Act*; (“service d’une société d’aide à l’enfance”)

“Director” means the Director appointed under subsection 5 (1) of the *Child and Family Services Act*; (“directeur”)

“director of investigations” means the director of investigations appointed under section 4; (“directeur des enquêtes”)

“Ministry” means the Ministry of the Minister; (“ministère”)

“placing agency” means a children’s aid society that places a child in residential care or foster care; (“agence de placement”)

“residential licensee” means a licensee within the meaning of subsection 3 (1) of the *Child and Family Services Act*; (“titulaire de permis d’un foyer”)

“service”, for the purposes of clauses 1 (d) and 15 (2) (b), has the same meaning as in subsection 3 (1) of the *Child and Family Services Act*, except it does not include a youth justice service; (“service”)

**ANNEXE 9
 MODIFICATIONS DE LA LOI DE 2007
 SUR L’INTERVENANT PROVINCIAL
 EN FAVEUR DES ENFANTS ET DES JEUNES**

1. (1) L’article 1 de la Loi de 2007 sur l’intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- d) mener des enquêtes et faire des recommandations afin d’améliorer les services d’une société d’aide à l’enfance et les services fournis par le titulaire de permis d’un foyer si une société d’aide à l’enfance est l’agence de placement.

(2) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Objet primordial

(2) Lorsqu’il mène des enquêtes et fait des recommandations en application de l’alinéa (1) d), l’intervenant tient compte de l’objet primordial de la *Loi sur les services à l’enfance et à la famille*, qui est de promouvoir l’intérêt véritable de l’enfant, sa protection et son bien-être.

2. (1) La définition de «intervenir» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «aux articles 15 et 16» par «au paragraphe 15 (1) et à l’article 16».

(2) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«agence de placement» Société d’aide à l’enfance qui place un enfant dans un établissement ou une famille d’accueil. («placing agency»)

«Commission de révision des services à l’enfance et à la famille» La Commission de révision des services à l’enfance et à la famille prorogée en application de la partie IX de la *Loi sur les services à l’enfance et à la famille*. («Child and Family Services Review Board»)

«directeur» Le directeur nommé en vertu du paragraphe 5 (1) de la *Loi sur les services à l’enfance et à la famille*. («Director»)

«directeur des enquêtes» Le directeur des enquêtes nommé en vertu de l’article 4. («director of investigations»)

«enquête systémique» Enquête prévue au paragraphe 15 (2) en ce qui concerne un groupe d’enfants qui sont dans des situations similaires. («systemic investigation»)

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«service» Pour l’application des alinéas 1 d) et 15 (2) b), s’entend au sens du paragraphe 3 (1) de la *Loi sur les services à l’enfance et à la famille*, à l’exclusion d’un service de justice pour les adolescents. («service»)

«service d’une société d’aide à l’enfance» Les fonctions d’une société d’aide à l’enfance énumérées au paragraphe 15 (3) de la *Loi sur les services à l’enfance et à la famille*. («children’s aid society service»)

“systemic investigation” means an investigation under subsection 15 (2) concerning a group of children who are in similar circumstances; (“enquête systémique”)

3. Section 4 of the Act is amended by adding the following subsections:

Director of investigations, appointment

(2) The Advocate shall appoint a director of investigations to oversee and manage the investigative function of the office as described in subsection 15 (2).

Same, qualifications

(3) The director of investigations must be a person with significant experience in investigations and child protection.

4. Subsection 6 (1) of the Act is revoked and the following substituted:

Term of office

(1) Subject to subsection (2), the Advocate holds office for a term of five years, and may be reappointed for one further term of up to five years.

Same

(1.1) The Advocate continues to hold office after the expiry of his or her term until a successor is appointed.

5. The Act is amended by adding the following section:

Staff, investigative team

13.1 (1) The director of investigations shall, from among staff retained by the Advocate under section 13, establish an investigative team,

- (a) to conduct investigations under section 16.1; and
- (b) to provide advice and guidance to the Advocate with respect to investigations.

Qualifications

(2) The investigative team must consist of individuals with significant experience in investigations and child protection and may also include individuals with significant experience in other areas relevant to investigations such as pediatric health services, children’s mental health services or child development services.

Separation of investigative function from advocacy function

(3) The director of investigations and the investigative team shall not concurrently conduct investigations and provide advocacy under subsection 15 (1).

No sharing of information

(4) Subject to section 21.1, the Advocate, the director of investigations and the investigative team shall not share information respecting an investigation, including personal information, with anyone, including staff retained by the Advocate other than the Advocate and members of the investigative team.

«titulaire de permis d’un foyer» Titulaire de permis au sens du paragraphe 3 (1) de la *Loi sur les services à l’enfance et à la famille*. («residential licensee»)

3. L’article 4 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Nomination du directeur des enquêtes

(2) L’intervenant nomme un directeur des enquêtes chargé de superviser et de gérer la fonction d’enquête prévue au paragraphe 15 (2).

Idem : qualités requises

(3) Le directeur des enquêtes doit avoir une solide expérience dans le domaine des enquêtes et de la protection de l’enfance.

4. Le paragraphe 6 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mandat

(1) Sous réserve du paragraphe (2), le mandat de l’intervenant est de cinq ans. Il est renouvelable une fois, pour une durée maximale de cinq ans.

Idem

(1.1) L’intervenant continue d’occuper son poste après l’expiration de son mandat jusqu’à la nomination de son successeur.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Personnel : équipe d’enquête

13.1 (1) Le directeur des enquêtes constitue, parmi le personnel embauché par l’intervenant en vertu de l’article 13, une équipe d’enquête chargée de faire ce qui suit :

- a) mener des enquêtes conformément à l’article 16.1;
- b) fournir des conseils et des orientations à l’intervenant en ce qui concerne les enquêtes.

Qualités requises

(2) L’équipe d’enquête doit se composer de particuliers ayant une solide expérience dans les domaines des enquêtes et de la protection de l’enfance. Elle peut aussi comprendre des particuliers ayant une solide expérience dans d’autres domaines qui se rapportent aux enquêtes comme les services de santé pédiatrique, les services de santé mentale de l’enfance ou les services de développement de l’enfant.

Séparation des fonctions d’enquête et d’intervention

(3) Le directeur des enquêtes et l’équipe d’enquête ne doivent pas mener des enquêtes et intervenir en même temps en faveur des enfants et des jeunes en application du paragraphe 15 (1).

Aucun partage de renseignements

(4) Sous réserve de l’article 21.1, l’intervenant, le directeur des enquêtes et l’équipe d’enquête ne doivent pas partager des renseignements concernant une enquête, notamment des renseignements personnels, avec qui que ce soit, y compris les membres du personnel embauchés par l’intervenant, sauf ce dernier, et les membres de l’équipe d’enquête.

6. Subsection 14 (2) of the Act is amended by striking out “section 21” at the end and substituting “section 21 or 21.1”.

7. Section 15 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same, investigative function

(2) In addition to the functions set out in subsection (1), the Advocate has the function of investigating any matter that comes to his or her attention from any source or on the Advocate's own initiative concerning a child or group of children, including a systemic investigation, with respect to,

- (a) a children's aid society service; or
- (b) a service provided by a residential licensee where a children's aid society is the placing agency.

Application to Divisional Court to determine jurisdiction

(3) If any question arises whether the Advocate has jurisdiction to investigate any matter under this Act, the Advocate may, if he or she thinks fit, apply to the Divisional Court for a declaratory order determining the question.

8. (1) Subsection 16 (1) of the Act is amended by striking out “In carrying out the functions of the Advocate” at the beginning in the portion before clause (a) and substituting “In carrying out the functions of the Advocate under subsection 15 (1)”.

(2) Subsection 16 (3) of the Act is amended by adding “Except in relation to the Advocate's investigative function under subsection 15 (2),” at the beginning.

(3) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsection:

Power not to investigate a matter

(4.1) The Advocate may in his or her discretion decide not to investigate, or, as the case may require, not to further investigate any matter if in his or her opinion, one of the following applies:

- 1. It appears to the Advocate that under the law or existing administrative practice there is an adequate remedy in respect of the matter, whether or not the person raising the matter has availed himself, herself, or itself of it.
- 2. The person who raised the matter with the Advocate has not a sufficient personal interest in the subject matter that was raised.
- 3. The matter is trivial, frivolous or vexatious or is not raised in good faith.

(4) Subsection 16 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Reasons to be given

(5) The Advocate shall give the complainant or the person who raised an investigation matter with the Advo-

6. Le paragraphe 14 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 21» par «l'article 21 ou 21.1» à la fin du paragraphe.

7. L'article 15 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : fonction d'enquête

(2) Outre les fonctions énoncées au paragraphe (1), l'intervenant a pour fonction de mener des enquêtes sur les questions portées à son attention quelle qu'en soit la source. Il peut aussi, de sa propre initiative, mener des enquêtes en ce qui concerne un enfant ou un groupe d'enfants, y compris des enquêtes systémiques, à l'égard de :

- a) soit un service d'une société d'aide à l'enfance;
- b) soit un service fourni par le titulaire de permis d'un foyer, si une société d'aide à l'enfance est l'agence de placement.

Compétence

(3) L'intervenant peut demander à la Cour divisionnaire un jugement déclaratoire sur sa compétence, dans le cadre de la présente loi, en ce qui concerne un cas.

8. (1) Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «Dans l'exercice de ses fonctions» par «Dans l'exercice de ses fonctions en application du paragraphe 15 (1)» au début du passage qui précède l'alinéa a).

(2) Le paragraphe 16 (3) de la Loi est modifié par adjonction de «Sauf en ce qui concerne la fonction d'enquête prévue au paragraphe 15 (2)» au début du paragraphe.

(3) L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Pouvoir de ne pas mener d'enquête

(4.1) L'intervenant peut, à sa discrétion, décider de ne pas mener ou de ne pas poursuivre une enquête sur une question s'il est d'avis qu'une des conditions suivantes s'applique :

- 1. Il appert à l'intervenant que la loi ou une pratique administrative existante confère un recours adéquat à l'égard de la question, que la personne ayant soulevé la question s'en soit prévalu ou non.
- 2. La personne qui a soulevé la question auprès de l'intervenant n'a pas un intérêt personnel suffisant dans l'objet de la question.
- 3. La question est futile, frivole ou vexatoire, ou n'est pas soulevée de bonne foi.

(4) Le paragraphe 16 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Motifs

(5) L'intervenant avise par écrit l'auteur de la plainte ou la personne qui a soulevé auprès de lui une question

cate notice in writing of the Advocate's decision and of the reasons for the decision, where the Advocate decides,

- (a) not to act on a complaint under subsection 16 (1) or to take no further action with regard to a complaint; or
- (b) not to investigate a matter under section 16.1 or further investigate the matter.

9. The Act is amended by adding the following sections:

Powers re investigative function

16.1 (1) In relation to the Advocate's investigative function under subsection 15 (2), the Advocate may hear or obtain information from such persons as he or she thinks may be relevant to the investigation and may make such inquiries as he or she thinks may be relevant to the investigation.

Hearing not necessary

(2) For the purposes of subsection (1), it is not necessary for the Advocate to hold a hearing and no person is entitled as of right to be heard by the Advocate.

Opportunity to make representations

(3) Despite subsection (2), if at any time during the course of an investigation it appears to the Advocate that there may be sufficient grounds for him or her to make a report or recommendation that may adversely affect any of the following persons or entities, the Advocate shall give to the person or entity an opportunity to make representations respecting the adverse report or recommendation, either personally or by counsel:

- 1. The Minister.
- 2. A children's aid society.
- 3. A residential licensee.
- 4. Any other person or entity.

Compelling information or documents

(4) In carrying out his or her investigative function, the Advocate may require any officer, employee or member of any person or entity listed in subsection (3) or any other person or entity who, in the Advocate's opinion, is able to give information relating to any matter that is being investigated by the Advocate,

- (a) to furnish the information; and
- (b) to produce any documents or things which, in the Advocate's opinion, relate to the matter and which may be in the possession or under the control of the person or entity.

Examination under oath

(5) In carrying out his or her investigative function, the Advocate may summon any of the following individuals before him or her to examine on oath, and for that purpose may administer an oath:

- 1. An individual,

pouvant faire l'objet d'une enquête de sa décision et des motifs à l'appui de celle-ci s'il décide :

- a) soit de ne pas donner suite à une plainte en application du paragraphe 16 (1) ou de ne prendre aucune autre mesure relativement à une plainte;
- b) soit de ne pas mener ou de ne pas poursuivre une enquête sur une question en application de l'article 16.1.

9. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Pouvoirs : fonction d'enquête

16.1 (1) En ce qui concerne la fonction d'enquête prévue au paragraphe 15 (2), l'intervenant peut entendre les personnes qu'il estime appropriées dans le cadre de l'enquête ou en obtenir des renseignements. Il peut aussi faire les demandes de renseignements qu'il estime pertinentes.

Audience non obligatoire

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'intervenant n'a pas à tenir d'audience et nul ne peut exiger d'être entendu par lui.

Occasion de faire valoir son point de vue

(3) Malgré le paragraphe (2), s'il appert à l'intervenant, au cours d'une enquête, qu'un rapport ou une recommandation pouvant blâmer une des personnes ou entités suivantes peuvent être fondés, l'intervenant doit donner à cette personne ou entité l'occasion de faire valoir son point de vue à cet égard, personnellement ou par avocat :

- 1. Le ministre.
- 2. Une société d'aide à l'enfance.
- 3. Le titulaire de permis d'un foyer.
- 4. Toute autre personne ou entité.

Renseignements ou documents pertinents

(4) Dans l'exercice de sa fonction d'enquête, l'intervenant peut exiger d'un dirigeant, d'un employé ou d'un membre d'une personne ou entité énumérée au paragraphe (3), ou de toute autre personne ou entité qui, à son avis, est en mesure de fournir des renseignements ayant trait à l'objet de son enquête :

- a) qu'il fournisse les renseignements;
- b) qu'il produise les documents ou objets pertinents qu'il peut avoir en sa possession ou sous son contrôle.

Interrogatoire sous serment

(5) Dans l'exercice de sa fonction d'enquête, l'intervenant peut convoquer et interroger sous serment les particuliers suivants et peut, à cette fin, leur faire prêter serment :

- 1. Un particulier qui, à la fois :

- i. who is an officer, employee or member of any person or entity listed in subsection (3), and
- ii. who, in the Advocate's opinion, is able to give any information relevant to the investigation.

2. Any other individual who, in the Advocate's opinion, is able to give any information relevant to the investigation.

Secrecy

(6) No person who is bound by the provisions of any Act, other than the *Public Service of Ontario Act, 2006*, to maintain secrecy in relation to, or not to disclose, any matter shall be required to supply any information to or answer any question put by the Advocate in relation to that matter, or to produce to the Advocate any document or thing relating to it, if compliance with that requirement would be in breach of the obligation of secrecy or non-disclosure.

Providing personal information despite privacy Acts

(7) Any person who is subject to the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Personal Health Information Protection Act, 2004* is not prevented by any provisions of those Acts from providing personal information to the Advocate when the Advocate requires the person to provide the information as part of an investigation.

Privileges

(8) For the purposes of this section, every person has the same privileges in relation to the giving of information, the answering of questions and the production of documents and things as witnesses have in any court.

Protection

(9) Except on the trial of any person for perjury in respect of the person's sworn testimony, no statement made or answer given by that or any other person in the course of any investigation by the Advocate is admissible in evidence against any person in any court or at any inquiry or in any other proceedings.

Right to object to answer

(10) A person giving a statement or answer in the course of any investigation by the Advocate shall be informed by the Advocate of the right to object to answer any question under section 5 of the *Canada Evidence Act*.

Prosecution

(11) No person is liable to prosecution for an offence against any Act, other than this Act, by reason of his or her compliance with any requirement of the Advocate with respect to providing evidence.

Fees

(12) Where any person is required by the Advocate to attend before him or her for the purposes of providing

- i. est un dirigeant, un employé ou un membre d'une personne ou entité énumérée au paragraphe (3),
- ii. est, de l'avis de l'intervenant, en mesure de fournir des renseignements pertinents.

2. Tout autre particulier qui, de l'avis de l'intervenant, est en mesure de fournir des renseignements pertinents.

Secret

(6) La personne qui, conformément à une loi, à l'exception de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*, est soit tenue au secret, soit tenue de ne pas faire de divulgation sur une question n'a pas, en ce qui concerne cette question, à fournir de renseignements à l'intervenant, à répondre à ses questions ou à produire des documents ou objets pertinents si elle doit, pour ce faire, manquer à son obligation.

Non-application des lois sur la protection de la vie privée

(7) Aucune disposition de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ou de la *Loi de 2004 sur la protection des renseignements personnels sur la santé* n'a pour effet d'empêcher quiconque est assujéti à l'une ou l'autre de ces lois de fournir des renseignements personnels à l'intervenant lorsque ce dernier exige qu'il les fournisse dans le cadre d'une enquête.

Immunités

(8) Pour l'application du présent article, la personne qui fournit des renseignements, répond à des questions ou produit des documents et objets jouit des mêmes immunités à cet égard qu'un témoin devant un tribunal.

Protection

(9) À l'exclusion du procès d'une personne pour parjure à l'égard de son témoignage sous serment, la déclaration faite ou la réponse donnée par cette personne ou par une autre personne au cours de l'enquête de l'intervenant ne sont pas admissibles en preuve contre quiconque devant un tribunal ou au cours d'une enquête ou d'une instance.

Droit de s'opposer à répondre

(10) L'intervenant informe la personne qui fait une déclaration ou donne une réponse au cours d'une enquête du droit de s'opposer à répondre que lui confère l'article 5 de la *Loi sur la preuve au Canada*.

Poursuites

(11) Nul ne peut être poursuivi pour une infraction à une loi, à l'exception de la présente loi, parce qu'il a satisfait à une exigence de l'intervenant en matière de fourniture de preuves.

Honoraires

(12) La personne que l'intervenant convoque pour fournir des preuves a droit aux mêmes honoraires, alloca-

evidence, the person is entitled to the same fees, allowances, and expenses as if he or she were a witness in the Superior Court of Justice, and the provisions of any Act, regulation or rule in that behalf apply accordingly.

Advocate may consult Minister, etc.

16.2 (1) The Advocate may, in his or her discretion, at any time during or after an investigation, consult the Minister or the administrative head of a children's aid society or residential licensee or other person or entity who is concerned in the matter of the investigation.

Advocate must consult Minister, etc.

(2) On the request of the Minister or a children's aid society or residential licensee or other person or entity in relation to any investigation, or in any case where any investigation relates to any recommendation made to the Minister, a children's aid society or residential licensee or other person or entity, the Advocate shall consult the Minister, children's aid society or residential licensee or other person or entity after making the investigation and before forming a final opinion.

Breach of duty or misconduct

(3) If during or after an investigation the Advocate is of the opinion that there is evidence of a breach of duty or of misconduct on the part of any officer or employee employed at the Ministry or by a children's aid society or residential licensee, the Advocate may refer the matter to the appropriate authority.

Disclosure of certain matters not required

16.3 (1) The Advocate shall not require, in the carrying out of his or her investigative function, any information or answer to be given or, as the case may be, a document or thing to be produced where the Attorney General certifies that the giving of the information or the answering of the question or the production of the document or thing,

- (a) might interfere with or impede the investigation, detection or prosecution of an offence; or
- (b) might reveal the substance of deliberations of the Executive Council or any of its Committees without authority to do so.

Same

(2) The Advocate may not require the provision of information, the production of a document or thing or the giving of an answer if the provision, production or answer might disclose,

- (a) information that is subject to solicitor-client privilege; or
- (b) information prepared by or for counsel for a Ministry or a public body for use in giving legal advice or in the contemplation of for the use in litigation.

tions et indemnités qu'un témoin devant la Cour supérieure de justice et les lois, règlements ou règles à cet égard s'appliquent en conséquence.

Pouvoir de consulter le ministre

16.2 (1) L'intervenant peut, à sa discrétion, au cours de l'enquête ou par la suite, consulter le ministre ou l'administrateur en chef d'une société d'aide à l'enfance, le titulaire de permis d'un foyer ou toute autre personne ou entité intéressée.

Devoir de consulter le ministre

(2) Si le ministre, une société d'aide à l'enfance ou le titulaire de permis d'un foyer, ou toute autre personne ou entité intéressée le demande et chaque fois qu'une enquête porte sur une recommandation faite à l'un d'eux, l'intervenant doit consulter l'un ou l'autre une fois l'enquête terminée et avant de se faire une opinion définitive.

Manquement aux devoirs ou inconduite

(3) Si l'intervenant est d'avis, au cours de l'enquête ou par la suite, qu'un fonctionnaire ou un employé au ministère ou un dirigeant ou un employé d'une société d'aide à l'enfance ou du titulaire de permis d'un foyer a fait preuve de manquement à ses devoirs ou d'inconduite, il peut en saisir l'autorité compétente.

Questions dont la divulgation ne peut être exigée

16.3 (1) Dans l'exercice de sa fonction d'enquête, l'intervenant ne doit pas exiger un renseignement, une réponse, un document ou un objet si le procureur général atteste que cela risque :

- a) soit de nuire à une enquête sur une infraction, à la découverte d'une infraction ou à une poursuite se rapportant à une infraction;
- b) soit de révéler sans autorisation l'objet des délibérations du Conseil exécutif ou d'un de ses comités.

Idem

(2) L'intervenant ne peut pas exiger un renseignement, une réponse, un document ou un objet si cela risque d'entraîner la divulgation, selon le cas :

- a) de renseignements protégés par le secret professionnel de l'avocat;
- b) de renseignements élaborés par un avocat-conseil auprès d'un ministère ou d'un organisme public, ou pour le compte de cet avocat-conseil, en vue de leur utilisation dans la communication de conseils juridiques ou en prévision d'un litige ou en vue de leur utilisation dans un litige.

Matters excluded from investigation

16.4 (1) The Advocate is prohibited from investigating any of the following matters:

1. Subject to subsection (2), child deaths that fall within the jurisdiction of the Office of the Chief Coroner or of any committees that report to the Office of Chief Coroner.
2. Subject to subsection (2), matters that are eligible for review by or have been decided by the Child and Family Services Review Board.
3. Matters that are the subject of licensing inspections or Crown ward reviews under the *Child and Family Services Act* or the subject of inspections or reviews by the Ministry, where the investigation by the Advocate would, in the opinion of the Director, interfere with the inspection or review.
4. Matters that are eligible for resolution by a complaints or review process under this Act or the *Child and Family Services Act*, other than the reviews referred to in paragraphs 2 and 3, until after the complaints or review process is completed.
5. Matters where another investigative authority is conducting an investigation, until after that investigation is completed.
6. Matters where there is, under any Act, a right of appeal or objection or a right to apply for a hearing or review on the merits of the matter to any court or tribunal,
 - i. until the right of appeal or objection or application has been exercised in the matter, or
 - ii. until after any time for the exercise of the right has expired.

Exception, systemic investigations

(2) If the Advocate determines that a systemic investigation is necessary to promote the best interests, protection and well-being of children, the Advocate may conduct a systemic investigation into matters referred to in paragraphs 1 and 2 of subsection (1) but may only do so after the processes for dealing with the matters referred to in paragraphs 1 and 2 have been completed.

10. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:

Notice of review

17. (1) Where the Advocate intends to undertake an investigation or systemic review, the Advocate shall advise,

- (a) the Minister or the administrative head of the children's aid society or the residential licensee that is to be affected of the intention to conduct the investigation; or
- (b) the Minister or the administrative head of the Ministry, agency, service provider or other entity that is to be affected of the intention to conduct the review.

Questions ne pouvant pas faire l'objet d'une enquête

16.4 (1) Il est interdit à l'intervenant de faire enquête sur les questions suivantes :

1. Sous réserve du paragraphe (2), les décès d'enfant qui relèvent de la compétence du Bureau du coroner en chef ou d'un de ses comités.
2. Sous réserve du paragraphe (2), les questions qui sont admissibles à une révision par la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille ou qui ont été tranchées par celle-ci.
3. Les questions qui font l'objet soit d'inspections en matière de délivrance de permis ou de révisions du statut de pupilles de la Couronne en application de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, soit d'inspections ou de révisions par le ministère, si le directeur est d'avis qu'une enquête par l'intervenant nuirait à ces inspections ou révisions.
4. Les questions pouvant être résolues par le biais d'un processus de règlement des plaintes ou de révision prévu par la présente loi ou par la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, à l'exception des révisions visées aux dispositions 2 et 3 tant que le processus prévu n'a pas pris fin.
5. Les questions faisant l'objet d'une enquête par une autre autorité chargée des enquêtes, tant que l'enquête n'a pas pris fin.
6. Les questions à l'égard desquelles une loi confère un droit d'appel ou d'opposition ou le droit de demander une audience ou une révision sur le fond à un tribunal ou à un tribunal administratif :
 - i. tant que ce recours n'a pas été exercé,
 - ii. tant que le délai pour exercer ce recours n'est pas écoulé.

Exception : enquêtes systémiques

(2) S'il établit qu'une enquête systémique est nécessaire pour promouvoir l'intérêt véritable des enfants, leur protection et leur bien-être, l'intervenant peut mener une enquête systémique sur les questions visées aux dispositions 1 et 2 du paragraphe (1). Il ne peut agir de la sorte qu'après que les processus prévus pour traiter de ces questions ont pris fin.

10. L'article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Avis d'examen

17. (1) S'il a l'intention d'ouvrir une enquête ou d'entreprendre un examen systémique, l'intervenant en avise :

- a) le ministre ou l'administrateur en chef de la société d'aide à l'enfance ou le titulaire de permis du foyer visé;
- b) le ministre ou l'administrateur en chef du ministère, de l'agence, du fournisseur de services ou de l'autre entité visé.

Same

(2) Where a matter comes to the attention of the Advocate that could be investigated under clause 15 (2) (b), the Advocate shall advise the Director of the matter, whether or not the Advocate intends to conduct an investigation.

11. (1) Paragraph 3 of section 20 of the Act is amended by adding “Subject to paragraph 3.1” at the beginning.

(2) Section 20 of the Act is amended by adding the following paragraph:

3.1 The Advocate may directly or indirectly collect personal information about an individual without consent during an investigation conducted pursuant to the Advocate’s investigative function under subsection 15 (2), where the collection is reasonably necessary to the investigation.

(3) Paragraph 4 of section 20 of the Act is amended by adding “Subject to paragraph 4.1” at the beginning.

(4) Section 20 of the Act is amended by adding the following paragraph:

4.1 The Advocate may use personal information about an individual without consent during an investigation conducted pursuant to the Advocate’s investigative function under subsection 15 (2), where the use is reasonably necessary to the investigation.

(5) Paragraph 5 of section 20 of the Act is amended by adding “Subject to paragraph 3.1” at the beginning.

(6) Paragraph 7 of section 20 of the Act is amended by adding “Subject to subsection 13.1 (4)” at the beginning.

12. The Act is amended by adding the following sections:

Reports re investigations

Contents of report

21.1 (1) If the Advocate conducts an investigation under section 15, the Advocate shall, after completing the investigation, make a report,

- (a) outlining the reasons for undertaking the investigation;
- (b) containing recommendations for the Minister, a children’s aid society or residential licensee or any other person or entity as the Advocate considers appropriate; and
- (c) addressing any other matters the Advocate considers appropriate.

Prohibition: identifying child

(2) Despite paragraph 10 of section 20, the Advocate shall not disclose in an investigative report the name of or any identifying information about the child to whom the investigation relates, and nothing in this section limits the

Idem

(2) Si une question qui pourrait faire l’objet d’une enquête en application de l’alinéa 15 (2) b) est portée à son attention, l’intervenant en avise le directeur, qu’il ait ou non l’intention de mener une enquête.

11. (1) La disposition 3 de l’article 20 de la Loi est modifiée par adjonction de «Sous réserve de la disposition 3.1,» au début de la disposition.

(2) L’article 20 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

3.1 L’intervenant peut recueillir directement ou indirectement des renseignements personnels concernant un particulier sans consentement durant une enquête menée conformément à la fonction d’enquête prévue au paragraphe 15 (2) si la collecte de ces renseignements est raisonnablement nécessaire à l’enquête.

(3) La disposition 4 de l’article 20 de la Loi est modifiée par adjonction de «Sous réserve de la disposition 4.1,» au début de la disposition.

(4) L’article 20 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

4.1 L’intervenant peut utiliser des renseignements personnels concernant un particulier sans consentement durant une enquête menée conformément à la fonction d’enquête prévue au paragraphe 15 (2) si l’utilisation de ces renseignements est raisonnablement nécessaire à l’enquête.

(5) La disposition 5 de l’article 20 de la Loi est modifiée par adjonction de «Sous réserve de la disposition 3.1,» au début de la disposition.

(6) La disposition 7 de l’article 20 de la Loi est modifiée par adjonction de «Sous réserve du paragraphe 13.1 (4),» au début de la disposition.

12. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Rapports d’enquête

Contenu

21.1 (1) Après l’enquête menée en application de l’article 15, l’intervenant prépare un rapport qui :

- a) énonce les motifs de l’enquête;
- b) contient des recommandations adressées au ministre, à une société d’aide à l’enfance ou au titulaire de permis d’un foyer, ou à toute autre personne ou entité qu’il juge appropriée;
- c) traite de toute autre question qu’il juge appropriée.

Interdiction : identification d’un enfant

(2) Malgré la disposition 10 de l’article 20, l’intervenant ne doit pas divulguer dans son rapport d’enquête le nom de l’enfant visé par l’enquête ou des renseignements identificatoires se rapportant à cet enfant.

prohibition against identifying a child set out in subsection 45 (8) of the *Child and Family Services Act*.

Copies of the report

(3) The Advocate shall provide a copy of the report to any person or entity referred to in clause (1) (b) that is directly or indirectly a subject of the investigation.

Reports to be public

(4) For the purposes of paragraph 10 of section 20 an investigative report under this section is a public report and the Advocate shall make copies of the report available to the public at a time and in a form and manner that the Advocate considers appropriate.

Notice of steps to Advocate

(5) The Advocate may request that any person or entity referred to in clause (1) (b) to whom a recommendation is directed notify the Advocate of the steps, if any, that the person or entity proposes to give effect to the Advocate's recommendation.

Report to Premier and Legislative Assembly

(6) If within a reasonable time after the report is made no action is taken which, in the Advocate's opinion, is adequate or appropriate, the Advocate, in his or her discretion and, after considering any comments made by or on behalf of the Minister, a children's aid society or residential licensee or any other person or entity affected,

- (a) may send a copy of the report and recommendations to the Premier; and
- (b) may, after sending a copy of the report to the Premier, make such report to the Legislative Assembly on the matter as he or she thinks fit.

Inclusion of comments in report

(7) The Advocate shall attach to any report sent under subsection (6) any comments made by or on behalf of the Minister, a children's aid society or residential licensee or any other person or entity affected.

OFFENCES AND PENALTIES

Offences

21.2 (1) Every person commits an offence who without lawful justification or excuse,

- (a) wilfully obstructs, hinders or resists the Advocate or any other person in the performance of his or her functions under this Act;
- (b) refuses or wilfully fails to comply with any lawful requirement of the Advocate or any other person under this Act; or
- (c) wilfully makes any false statement or misleads or attempts to mislead the Advocate or any other person in the exercise of his or her functions under this Act.

Le présent article n'a pas pour effet de restreindre l'interdiction d'identifier un enfant énoncée au paragraphe 45 (8) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*.

Copies du rapport

(3) L'intervenant fournit une copie du rapport à toute personne ou entité visée à l'alinéa (1) b) qui fait directement ou indirectement l'objet de l'enquête.

Mise à la disposition du public

(4) Pour l'application de la disposition 10 de l'article 20, le rapport d'enquête visé au présent article est un rapport public et l'intervenant en met des copies à la disposition du public au moment, sous la forme et de la manière qu'il juge appropriés.

Avis destiné à l'intervenant

(5) L'intervenant peut demander à toute personne ou entité visée à l'alinéa (1) b) à qui une recommandation est adressée de l'aviser des mesures qu'elle propose afin d'y donner suite.

Rapport au premier ministre et à l'Assemblée législative

(6) Si, à son avis, aucune mesure adéquate ou appropriée n'est prise dans un délai raisonnable après la préparation du rapport, l'intervenant peut, à sa discrétion et après avoir pris en compte les commentaires faits par le ministre, une société d'aide à l'enfance ou le titulaire de permis d'un foyer, ou toute autre personne ou entité intéressée, ou en son nom :

- a) envoyer une copie du rapport et des recommandations au premier ministre;
- b) après avoir envoyé une copie du rapport au premier ministre, faire rapport sur la question à l'Assemblée législative comme il le juge indiqué.

Inclusion des commentaires

(7) L'intervenant annexe au rapport envoyé en vertu du paragraphe (6) les commentaires faits par le ministre, une société d'aide à l'enfance ou le titulaire de permis d'un foyer, ou toute autre personne ou entité intéressée, ou en son nom.

INFRACTIONS ET PEINES

Infractions

21.2 (1) Commet une infraction quiconque, sans justification légale ni excuse légitime :

- a) entrave volontairement l'intervenant ou une autre personne dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi, lui nuit ou lui résiste;
- b) refuse ou omet volontairement de satisfaire à une exigence légale de l'intervenant ou d'une autre personne en vertu de la présente loi;
- c) fait volontairement une fausse déclaration à l'intervenant ou à une autre personne dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi, l'induit volontairement en erreur ou tente de l'induire en erreur.

Penalties

(2) Every person who commits an offence is liable on conviction to a fine of not more than \$1,000.

Commencement

13. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Peines

(2) Quiconque commet une infraction est passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 1 000 \$.

Entrée en vigueur

13. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 10
 AMENDMENTS TO THE PUBLIC SECTOR
 EXPENSES REVIEW ACT, 2009**

1. (1) Subsections 7 (1), (2) and (3) of the *Public Sector Expenses Review Act, 2009* are repealed and the following substituted:

Duty to give copies to Commissioner

(1) The Integrity Commissioner may require the expenses officer of a public entity selected by the Commissioner to give copies to the Commissioner of all expense claims made by the relevant designated persons during the period described in subsection (2) for expenses that are reviewable under section 3.

Duration of period

(2) For the purposes of subsection (1), the period consists of,

- (a) a future period specified by the Commissioner in respect of the public entity; and
- (b) the six months immediately preceding the specified period.

(2) Subsection 7 (4) of the Act is amended by striking out "An expenses officer" at the beginning and substituting "The expenses officer".

(3) Subsection 7 (5) of the Act is amended by striking out "The Commissioner may make a written request to an expenses officer" at the beginning and substituting "At any time during which subsection (1) applies in respect of a public entity, the Commissioner may make a request to the expenses officer".

(4) Subsection 7 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Compliance within specified time

(6) The expenses officer shall comply with a requirement or a request under this section within the time specified by the Commissioner.

Criteria for selection

(7) In selecting a public entity for the purposes of this section, the Commissioner shall consider the criteria prescribed under clause 10 (1) (d), and may consider any additional criteria that the Commissioner considers appropriate.

2. Section 8 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(6) This section continues to apply to expense claims given under section 7 as it read immediately before the day subsection 1 (1) of Schedule 10 to the *Public Sector and MPP Accountability and Transparency Act, 2014* came into force.

**ANNEXE 10
 MODIFICATIONS DE LA LOI DE 2009
 SUR L'EXAMEN DES DÉPENSES
 DANS LE SECTEUR PUBLIC**

1. (1) Les paragraphes 7 (1), (2) et (3) de la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Obligation de remettre des copies au commissaire

(1) Le commissaire à l'intégrité peut exiger que le responsable des dépenses d'une entité publique qu'il sélectionne lui remette des copies de toutes les demandes de remboursement de dépenses qui ont été présentées, pendant la période visée au paragraphe (2), par les personnes désignées pertinentes à l'égard des dépenses qui sont sujettes à examen en application de l'article 3.

Durée de la période

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la période consiste :

- a) d'une part, en une période future précisée par le commissaire à l'égard de l'entité publique;
- b) d'autre part, en la période de six mois qui précède immédiatement la période précisée.

(2) Le paragraphe 7 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «Tout responsable des dépenses» par «Le responsable des dépenses» au début du paragraphe.

(3) Le paragraphe 7 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «Le commissaire peut présenter à un responsable des dépenses une demande écrite» par «Tant que s'applique le paragraphe (1) à l'égard d'une entité publique, le commissaire peut présenter au responsable des dépenses une demande» au début du paragraphe.

(4) Le paragraphe 7 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mise en conformité dans le délai précisé

(6) Le responsable des dépenses se conforme à une exigence ou à une demande visée au présent article dans le délai que précise le commissaire.

Critères de sélection

(7) Lorsqu'il sélectionne une entité publique pour l'application du présent article, le commissaire tient compte des critères prescrits en vertu de l'alinéa 10 (1) d), et peut tenir compte des critères additionnels qu'il estime appropriés.

2. L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(6) Le présent article continue de s'appliquer aux demandes de remboursement de dépenses remises en vertu de l'article 7 dans sa version antérieure au jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 1 (1) de l'annexe 10 de la *Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés*.

3. (1) Clause 10 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) respecting criteria to be considered by the Integrity Commissioner in selecting public entities for the purposes of section 7, subject to subsection (3).

(2) Section 10 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

- (3) Before a regulation may be made under clause (1) (d), the Minister responsible for the administration of this Act shall consult with the Integrity Commissioner.

4. Section 11 of the Act is repealed.

Commencement

- 5. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.**

3. (1) L'alinéa 10 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) traiter des critères dont le commissaire à l'intégrité doit tenir compte pour sélectionner des entités publiques pour l'application de l'article 7, sous réserve du paragraphe (3).

(2) L'article 10 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

- (3) Avant qu'un règlement ne puisse être pris en vertu de l'alinéa (1) d), le ministre chargé de l'application de la présente loi doit consulter le commissaire à l'intégrité.

4. L'article 11 de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

- 5. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.**



GOVERNMENT
OF ONTARIO
Publication

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 180

**An Act to amend
the Niagara Escarpment
Planning and Development Act**

Mr. J. MacLaren

Private Member's Bill

1st Reading March 25, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 180

**Loi modifiant la
Loi sur la planification
et l'aménagement
de l'escarpement du Niagara**

M. J. MacLaren

Projet de loi de député

1^{re} lecture 25 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend
the Niagara Escarpment
Planning and Development Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Niagara Escarpment Planning and Development Act* is amended by adding the following section:

Archery ranges

19.1 For the purposes of the Niagara Escarpment Plan, the permitted use described as “agricultural operations” is deemed to include the operation of an archery range and any other uses or facilities that are incidental to the operation of an archery range.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Bob Mackie Act, 2014*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Niagara Escarpment Planning and Development Act* to provide that, for the purposes of the Niagara Escarpment Plan, the permitted use described as “agricultural operations” is deemed to include the operation of an archery range and any other incidental uses or facilities.

**Loi modifiant la
Loi sur la planification
et l'aménagement
de l'escarpement du Niagara**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Stands de tir à l'arc

19.1 Pour l'application du Plan d'aménagement de l'escarpement du Niagara, l'usage permis appelé «exploitations agricoles» est réputé comprendre l'exploitation d'un stand de tir à l'arc et tous les autres usages ou installations connexes.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi Bob Mackie de 2014*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara* pour prévoir que, pour l'application du Plan d'aménagement de l'escarpement du Niagara, l'usage permis appelé «exploitations agricoles» est réputé comprendre l'exploitation d'un stand de tir à l'arc et tous les autres usages ou installations connexes.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 181

**An Act to require
the establishment of
an advisory committee
to make recommendations
to the Minister of Transportation and
the Minister of Community Safety and
Correctional Services for
the improvement of highway
incident management**

Mrs. G. Martow

Private Member's Bill

1st Reading March 25, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 181

**Loi exigeant la constitution
d'un comité consultatif pour formuler
des recommandations au ministre
des Transports et au ministre de
la Sécurité communautaire
et des Services correctionnels
en ce qui concerne l'amélioration
de la gestion des incidents de la route**

M^{me} G. Martow

Projet de loi de député

1^{re} lecture 25 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill requires the Minister of Transportation, the Minister of Community Safety and Correctional Services and the Commissioner of the Ontario Provincial Police to establish an advisory committee to analyse highway incident management and to develop a comprehensive program to improve it. The committee is to be established within 60 days after the Bill gets Royal Assent and must report to the two Ministers within eight months after its establishment. The committee's report must make recommendations on the following:

1. Providing public education programs to improve driver behaviour in circumstances involving highway incidents.
2. Reducing the time for appropriate authorities to detect and verify highway incidents and to clear highways after the occurrence of highway incidents.
3. Providing timely and accurate information about highway incidents to drivers.
4. Enhancing the safety and security of Ontario's highways.

Within 60 days after receiving the advisory committee's report, each Minister must inform the Assembly of the recommendations that he or she will implement.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi exige du ministre des Transports, du ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario qu'ils constituent un comité consultatif pour analyser la gestion des incidents de la route et élaborer un programme général visant à l'améliorer. Le comité doit être constitué au plus tard 60 jours après que le projet de loi reçoit la sanction royale et doit faire rapport aux deux ministres dans les huit mois suivant sa constitution. Le rapport du comité doit formuler des recommandations sur les questions suivantes :

1. L'offre de programmes de sensibilisation du public en vue d'améliorer le comportement des conducteurs dans des situations associées aux incidents de la route.
2. La réduction du laps de temps que mettent les autorités compétentes pour repérer et vérifier les incidents de la route et pour dégager les voies publiques après qu'ils sont survenus.
3. La communication sans retard aux conducteurs de renseignements exacts au sujet des incidents de la route.
4. Le renforcement de la sécurité des voies publiques de l'Ontario.

Dans les 60 jours suivant la réception du rapport du comité consultatif, chaque ministre doit informer l'Assemblée des recommandations qu'il mettra en oeuvre.

**An Act to require
the establishment of
an advisory committee
to make recommendations
to the Minister of Transportation and
the Minister of Community Safety and
Correctional Services for
the improvement of highway
incident management**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Advisory committee on highway incident management

1. (1) The Minister of Transportation, the Minister of Community Safety and Correctional Services and the Commissioner of the Ontario Provincial Police shall, within 60 days after this Act receives Royal Assent, establish an advisory committee to analyse highway incident management and to develop a comprehensive program for the improvement of highway incident management.

Composition

(2) The committee shall be composed of persons that the Ministers and Commissioner believe will make useful contributions to the committee's work including,

- (a) persons with knowledge and expertise in highway incident management; and
- (b) persons representing organizations or entities with an interest in highway incident management, including municipalities, police forces, emergency medical services and other road users.

Remuneration and expenses of committee members

(3) The Lieutenant Governor in Council may by regulation prescribe remuneration and payment of expenses for the committee members.

Report by committee

(4) On or before the day that is eight months after the committee is established, the committee shall report to the Minister of Transportation and the Minister of Community Safety and Correctional Services on its analysis and conclusions for the improvement of highway incident management, and shall include in the report recommendations respecting the following:

- 1. Providing public education programs to improve driver behaviour in circumstances involving highway incidents.

**Loi exigeant la constitution
d'un comité consultatif pour formuler
des recommandations au ministre
des Transports et au ministre de
la Sécurité communautaire
et des Services correctionnels
en ce qui concerne l'amélioration
de la gestion des incidents de la route**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Comité consultatif de la gestion des incidents de la route

1. (1) Le ministre des Transports, le ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le commissaire de la Police provinciale de l'Ontario constituent, au plus tard 60 jours après que la présente loi reçoit la sanction royale, un comité consultatif pour analyser la gestion des incidents de la route et élaborer un programme général visant à l'améliorer.

Composition

(2) Le comité se compose des personnes qui, selon les ministres et le commissaire, contribueront utilement aux travaux du comité, y compris :

- a) des personnes possédant des connaissances et des compétences spécialisées en matière de gestion des incidents de la route;
- b) des personnes représentant des organismes ou entités ayant un intérêt dans la gestion des incidents de la route, y compris des municipalités, des corps policiers, des services médicaux d'urgence et d'autres usagers de la route.

Rémunération et indemnités des membres du comité

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire la rémunération et les indemnités des membres du comité.

Rapport du comité

(4) Au plus tard huit mois après sa constitution, le comité fait rapport au ministre des Transports et au ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels sur son analyse et ses conclusions en vue de l'amélioration de la gestion des incidents de la route, et inclut dans le rapport des recommandations concernant les questions suivantes :

- 1. L'offre de programmes de sensibilisation du public en vue d'améliorer le comportement des conducteurs dans des situations associées aux incidents de la route.

2. Reducing the time for appropriate authorities to detect and verify highway incidents and to clear highways after the occurrence of highway incidents.
3. Providing timely and accurate information about highway incidents to drivers.
4. Enhancing the safety and security of Ontario's highways.

Ministers to inform Assembly on implementation of committee's recommendations

(5) On or before the day that is 60 days after the committee reports to the Ministers, the Minister of Transportation and the Minister of Community Safety and Correctional Services shall each inform the Assembly of the recommendations in the report that he or she will implement.

Definition

(6) In this Act,

“highway incident” means anything that disrupts the smooth flow of traffic and endangers drivers, emergency personnel, tow truck drivers, highway repair and maintenance workers and other persons on a highway, and includes a disabled vehicle, an accident, a spill, debris, a flood, a major special event and highway repair and maintenance activities.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Reducing Gridlock and Improving Traffic Flow Act, 2014*.

2. La réduction du laps de temps que mettent les autorités compétentes pour repérer et vérifier les incidents de la route et pour dégager les voies publiques après qu'ils sont survenus.
3. La communication sans retard aux conducteurs de renseignements exacts au sujet des incidents de la route.
4. Le renforcement de la sécurité des voies publiques de l'Ontario.

Devoir des ministres d'informer l'Assemblée sur la mise en oeuvre des recommandations du comité

(5) Dans les 60 jours suivant la présentation du rapport du comité au ministre des Transports et au ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, chacun de ces ministres informe l'Assemblée des recommandations qu'il mettra en oeuvre.

Définition

(6) La définition qui suit s'applique à la présente loi.

«incident de la route» Tout ce qui perturbe la fluidité de la circulation et met en danger les conducteurs, les secouristes, les conducteurs de dépanneuses, les ouvriers de la réfection et de l'entretien des routes, ainsi que les autres personnes se trouvant sur la voie publique. S'entend notamment d'un véhicule en panne, d'un accident, d'un déversement, de débris, d'une inondation, d'un événement spécial d'envergure et de travaux de réfection et d'entretien des routes.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 visant à réduire l'engorgement routier et à améliorer l'écoulement de la circulation*.



Document
Publication

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 182

**An Act to proclaim
the month of June
as Ontario Bike Month**

Mr. B. Delaney

Private Member's Bill

1st Reading March 26, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 182

**Loi proclamant
le mois de juin
Mois de la bicyclette en Ontario**

M. B. Delaney

Projet de loi de député

1^{re} lecture 26 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the month of June in each year as Ontario Bike Month.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le mois de juin de chaque année Mois de la bicyclette en Ontario.

**An Act to proclaim
the month of June
as Ontario Bike Month**

Preamble

Biking is an increasingly popular mode of transportation in urban centres and all over Ontario. Recent Ministry of Transportation surveys of road users suggest that around 1.2 million adults in Ontario ride a bicycle daily during the spring, summer and fall, and 2.8 million people ride at least once a week. Each year, a growing number of cycling events take place in June. Many municipalities throughout the Province already consider June to be Bike Month.

It is important to build on the Province's release of the Ontario Cycling Strategy by declaring the month of June as Ontario Bike Month.

Increased cycling would have cumulative societal benefits. Cycling helps people develop healthy habits for life. These include a healthy lifestyle, reduced health care costs through the promotion of active living, reduced traffic congestion in urban areas and a cleaner environment.

By actively promoting cycling, we can encourage more cycling routes to take people places they want to go. Connected cycling networks will provide youth with more opportunities for an active and healthy lifestyle.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Ontario Bike Month

1. The month of June in each year is proclaimed as Ontario Bike Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Ontario Bike Month Act, 2014*.

**Loi proclamant
le mois de juin
Mois de la bicyclette en Ontario**

Préambule

La bicyclette est un mode de transport de plus en plus populaire dans les centres urbains et partout en Ontario. D'après des sondages réalisés récemment par le ministère des Transports auprès des usagers de la route, environ 1,2 million d'adultes en Ontario utilisent quotidiennement une bicyclette au printemps, en été et en automne, et 2,8 millions de personnes le font au moins une fois par semaine. Chaque année, le mois de juin voit fleurir un nombre croissant d'événements cyclistes. De nombreuses municipalités à l'échelle de la province considèrent déjà le mois de juin comme le mois de la bicyclette.

Il est important de profiter de l'élan créé par la publication par la province de la Stratégie ontarienne de promotion du vélo en déclarant le mois de juin Mois de la bicyclette en Ontario.

Un usage accru de la bicyclette présenterait plusieurs avantages pour la société. Le cyclisme aide les gens à acquérir de saines habitudes de vie et contribue à réduire les coûts des soins de santé grâce à la promotion de l'activité physique, à la réduction de la congestion routière dans les zones urbaines et à la diminution de la pollution.

En faisant la promotion active du cyclisme, nous pouvons encourager la création de nouvelles voies cyclables pour permettre aux gens d'aller où ils veulent. Des réseaux cyclables reliés procureront aux jeunes davantage d'occasions d'être actifs et d'acquérir un style de vie sain.

Pour ces motifs, sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois de la bicyclette en Ontario

1. Le mois de juin de chaque année est proclamé Mois de la bicyclette en Ontario.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur le Mois de la bicyclette en Ontario*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 183

**An Act to amend
the Highway Traffic Act to prohibit
driving a motor vehicle on a highway
with a dangerous accumulation
of snow or ice**

Mr. J. Yakabuski

Private Member's Bill

1st Reading March 26, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 183

**Loi modifiant le Code de la route
afin d'interdire la conduite
sur une voie publique
de véhicules automobiles ayant
une accumulation dangereuse
de neige ou de glace**

M. J. Yakabuski

Projet de loi de député

1^{re} lecture 26 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend
the Highway Traffic Act to prohibit
driving a motor vehicle on a highway
with a dangerous accumulation
of snow or ice**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Highway Traffic Act* is amended by adding the following section:

Penalty for driving with dangerous accumulation of snow or ice

181.1 (1) No person shall drive a motor vehicle upon a highway if snow or ice has accumulated on the motor vehicle, or on a vehicle or trailer drawn by the motor vehicle, in a manner that would pose a danger to other motor vehicles on the highway if the snow or ice were to fall or slide off.

Penalty

(2) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$50 and not more than \$500.

Penalty, commercial motor vehicles

(3) Every person who contravenes subsection (1) while driving a commercial motor vehicle is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$100 and not more than \$1,000.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act (Clearing Vehicles of Snow and Ice), 2014*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Highway Traffic Act* to prohibit driving a motor vehicle on a highway if snow or ice has accumulated on the motor vehicle, or a vehicle or trailer drawn by the motor vehicle, in a manner that would pose a danger to other motor vehicles on the highway.

**Loi modifiant le Code de la route
afin d'interdire la conduite
sur une voie publique
de véhicules automobiles ayant
une accumulation dangereuse
de neige ou de glace**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le Code de la route est modifié par adjonction de l'article suivant :

Peine : conduite d'un véhicule ayant une accumulation dangereuse de neige ou de glace

181.1 (1) Nul ne doit conduire un véhicule automobile sur une voie publique dans le cas où la neige ou la glace accumulée sur ce dernier, ou sur un véhicule ou une remorque qu'il tracte, présenterait un danger pour d'autres véhicules automobiles sur la voie publique si elle venait à tomber ou à s'en détacher.

Peine

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 500 \$.

Peine : véhicules utilitaires

(3) Quiconque contrevient au paragraphe (1) en conduisant un véhicule utilitaire est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 1 000 \$.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 modifiant le Code de la route (enlèvement de la neige et de la glace des véhicules)*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le *Code de la route* afin d'interdire la conduite d'un véhicule automobile sur une voie publique dans le cas où la neige ou la glace accumulée sur ce dernier, ou sur un véhicule ou une remorque qu'il tracte, présenterait un danger pour d'autres véhicules automobiles sur la voie publique.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 184

**An Act to amend
the Labour Relations Act, 1995
with respect to information
relating to strikes and lock-outs**

Ms F. Gélinas

Private Member's Bill

1st Reading March 31, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 184

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations de travail
en ce qui concerne les renseignements
sur les grèves et les lockouts**

M^{me} F. Gélinas

Projet de loi de député

1^{re} lecture 31 mars 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Labour Relations Act, 1995* to require employers to provide information regarding the use of replacement workers in the event of a strike or lock-out to the Minister. The Minister is required to publish the information received.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1995 sur les relations de travail* afin d'exiger que les employeurs fournissent au ministre des renseignements sur le recours à des travailleurs de remplacement en cas de grève ou de lockout. Le ministre est tenu de publier les renseignements qu'il reçoit.

**An Act to amend
the Labour Relations Act, 1995
with respect to information
relating to strikes and lock-outs**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Labour Relations Act, 1995* is amended by adding the following section:

Strike or lock-out to be reported

94.1 (1) An employer whose employees are on strike or are locked out shall report the strike or lock-out in writing to the Minister within 24 hours of learning of the strike or lock-out.

Use of replacement workers to be reported

(2) If an employer whose employees are on strike or are locked out uses the services of one or more replacement workers to do the work of an employee who is on strike or locked out, the employer shall report the following in writing to the Minister within 24 hours of using the services of the replacement worker:

1. The number of replacement workers.
2. The work being performed by each replacement worker.

Same, change in circumstance

(3) The employer shall ensure that the information reported under subsections (1) and (2) is up to date, and shall report any change in circumstances in writing to the Minister within 24 hours of learning of the change.

Publication of information

(4) The Minister shall publish on a website of the Government of Ontario the information reported under this section within 24 hours of receiving it and shall maintain an archive of all information reported.

Definition

(5) In this section, “replacement worker” means a person used by an employer to discharge the duties of an employee who is a member of a bargaining unit that is on strike or locked out and includes a person employed by another employer and a person who is a contractor.

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations de travail
en ce qui concerne les renseignements
sur les grèves et les lockouts**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi de 1995 sur les relations de travail* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Rapport sur les grèves ou les lockouts

94.1 (1) L'employeur dont les employés sont en grève ou lockoutés présente au ministre un rapport écrit sur la grève ou le lockout dans les 24 heures qui suivent le moment où il prend connaissance de la grève ou du lockout.

Rapport sur le recours à des travailleurs de remplacement

(2) Si l'employeur dont les employés sont en grève ou lockoutés a recours aux services d'un ou de plusieurs travailleurs de remplacement pour faire le travail d'un employé en grève ou lockouté, il présente au ministre, dans les 24 heures qui suivent le recours aux services de ces travailleurs, un rapport écrit indiquant ce qui suit :

1. Le nombre de travailleurs de remplacement.
2. Les travaux qu'effectue chaque travailleur de remplacement.

Idem : changement de circonstances

(3) L'employeur veille à ce que les renseignements figurant dans le rapport qu'il présente en application des paragraphes (1) et (2) soient à jour. Il présente au ministre un rapport écrit sur tout changement de circonstances dans les 24 heures qui suivent le moment où il prend connaissance du changement.

Publication des renseignements

(4) Le ministre publie sur un site Web du gouvernement de l'Ontario les renseignements qui lui sont communiqués en application du présent article dans les 24 heures qui suivent leur réception. Il constitue aussi un dossier de tous ces renseignements.

Définition

(5) Au présent article, «travailleur de remplacement» s'entend d'une personne à laquelle a recours un employeur afin qu'elle exerce les fonctions d'un employé membre d'une unité de négociation qui est en grève ou lockoutée et, notamment, d'une personne employée par un autre employeur et d'une personne qui est un entrepreneur.

Commencement

2. This Act comes into force on the day that is one month after the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Labour Relations Amendment Act (Strike and Lock-Out Information), 2014*.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour qui tombe un mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 modifiant la Loi sur les relations de travail (renseignements sur les grèves et les lockouts)*.

A30N
X13
B56



Government
Publication

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 185

**An Act to proclaim
Christmas Tree Day**

Mr. J. Wilson

Private Member's Bill

1st Reading April 3, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 185

**Loi proclamant le
Jour de l'arbre de Noël**

M. J. Wilson

Projet de loi de député

1^{re} lecture 3 avril 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



An Act to proclaim Christmas Tree Day

Preamble

Real Christmas trees have been enjoyed in Ontario since before Confederation.

The Christmas tree industry employs thousands of workers in the farming, transportation and retail sectors. Each year, more than one million fresh, farm-grown Christmas trees are purchased in Ontario, and the same number of seedlings are planted for future harvests.

In light of the assertion by the Christmas Tree Farmers of Ontario and the Canadian Christmas Tree Growers Association that Christmas tree farms and recycled Christmas trees provide environmental benefits, as well as to celebrate the joy Christmas trees bring to families across Ontario, it is appropriate that the Christmas tree industry receive recognition.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Christmas Tree Day

1. The first Saturday in December in each year is proclaimed as Christmas Tree Day.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Christmas Tree Day Act, 2014*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the first Saturday in December as Christmas Tree Day.

Loi proclamant le Jour de l'arbre de Noël

Préambule

L'attrait de l'Ontario pour les arbres de Noël naturels date d'avant la Confédération.

L'industrie des arbres de Noël emploie des milliers de travailleurs dans le secteur agricole, les transports et la vente au détail. Chaque année, plus d'un million d'arbres de Noël frais et cultivés en plantation sont achetés en Ontario, et tout autant de semis sont plantés pour les futures récoltes.

À la lumière des affirmations de la Christmas Tree Farmers of Ontario et de l'Association canadienne des producteurs d'arbres de Noël qui mettent en avant les avantages environnementaux des plantations d'arbres de Noël et des arbres de Noël recyclés, et pour célébrer la joie que les arbres de Noël procurent aux familles ontariennes, il convient d'accorder à l'industrie des arbres de Noël la reconnaissance qu'elle mérite.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour de l'arbre de Noël

1. Le premier samedi de décembre de chaque année est proclamé Jour de l'arbre de Noël.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur le Jour de l'arbre de Noël*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le premier samedi de décembre Jour de l'arbre de Noël.

F-2071
XB
-B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 186

**An Act to amend
the Environmental Bill of Rights, 1993
to establish
conflict of interest guidelines
for the Environmental Commissioner**

Mr. M. Harris

Private Member's Bill

1st Reading April 3, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 186

**Loi visant à modifier la Charte des
droits environnementaux de 1993
afin d'établir des lignes directrices
sur les conflits d'intérêts pour
le commissaire à l'environnement**

M. M. Harris

Projet de loi de député

1^{re} lecture 3 avril 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The *Environmental Bill of Rights, 1993* is amended to prohibit the Environmental Commissioner from becoming employed or engaging in a business or undertaking outside his or her appointment in certain circumstances. The Environmental Commissioner is also prohibited from being in a conflict of interest prescribed by the regulations.

NOTE EXPLICATIVE

La *Charte des droits environnementaux de 1993* est modifiée pour interdire au commissaire à l'environnement d'être employé dans une entreprise quelconque ou d'y participer en dehors de ses fonctions, dans certaines circonstances, ainsi que de faire quoi que ce soit que les règlements prescrivent comme constituant un conflit d'intérêts.

**An Act to amend
the Environmental Bill of Rights, 1993
to establish
conflict of interest guidelines
for the Environmental Commissioner**

**Loi visant à modifier la Charte des
droits environnementaux de 1993
afin d'établir des lignes directrices
sur les conflits d'intérêts pour
le commissaire à l'environnement**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 49 (5) of the *Environmental Bill of Rights, 1993* is repealed.

2. The Act is amended by adding the following section:

Conflict of interest

49.1 (1) The Environmental Commissioner shall not become employed or engage in a business or undertaking outside his or her appointment as the Environmental Commissioner in any of the following circumstances:

1. If the Environmental Commissioner's private interests in connection with the employment, engagement or undertaking could conflict with his or her duties as Environmental Commissioner.
2. If the employment, engagement or undertaking would interfere with the Environmental Commissioner's ability to perform his or her duties as Environmental Commissioner.
3. If, in connection with the employment, engagement or undertaking, any person would derive an advantage from the Environmental Commissioner's appointment as the Environmental Commissioner.
4. If government premises, equipment or supplies are used in the employment, engagement or undertaking.

Same

(2) The Environmental Commissioner shall not do anything that is prescribed as a conflict of interest.

3. Subsection 121 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (v) prescribing a conflict of interest for the purposes of subsection 49.1 (2).

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 49 (5) de la *Charte des droits environnementaux de 1993* est abrogé.

2. La Charte est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Conflit d'intérêts

49.1 (1) Le commissaire à l'environnement ne doit pas être employé dans une entreprise quelconque ou y participer, en dehors de ses fonctions de commissaire à l'environnement, dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

1. Les intérêts privés du commissaire à l'environnement liés à l'emploi dans l'entreprise ou à la participation à celle-ci risquent d'entrer en conflit avec ses fonctions de commissaire.
2. L'emploi dans l'entreprise ou la participation à celle-ci entraverait la capacité qu'a le commissaire à l'environnement d'exercer ses fonctions de commissaire.
3. Relativement à l'emploi dans l'entreprise ou à la participation à celle-ci, une personne pourrait tirer un avantage du fait que le commissaire à l'environnement est nommé en tant que tel.
4. Des locaux, du matériel ou des fournitures du gouvernement sont utilisés pour l'emploi dans l'entreprise ou la participation à celle-ci.

Idem

(2) Le commissaire à l'environnement ne doit pas faire quoi que ce soit qui est prescrit comme constituant un conflit d'intérêts.

3. Le paragraphe 121 (1) de la Charte est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- v) prescrire ce qui constitue un conflit d'intérêts pour l'application du paragraphe 49.1 (2).

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Short title

5. The short title of this Act is the *Accountability for Ontario's Environmental Commissioner Act, 2014*.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur la responsabilisation du commissaire à l'environnement*.

CAZON
XB
-B56



Government
Publications

2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 187

Projet de loi 187

**An Act to amend
the Juries Act**

**Loi modifiant la
Loi sur les jurys**



Mr. J. O'Toole

M. J. O'Toole

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 9, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 9 avril 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Juries Act* to permit persons 65 years or older to elect not to receive a jury service notice, and not to be entered into the jury roll.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les jurys* pour permettre aux personnes âgées d'au moins 65 ans de choisir de ne pas recevoir un avis de sélection de juré et de ne pas être inscrites sur la liste des jurés.

An Act to amend the Juries Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 6 of the *Juries Act* is amended by adding the following subsections:

Exception, 65 or older

(2.1) Despite subsection (2), the Director of Assessment shall not select as a person to whom a jury service notice is to be mailed in a year any person who,

- (a) has attained the age of 65 years or older or will attain the age of 65 by the end of the year; and
- (b) has sent to the Director, by September 1 of the year or in any previous year, a letter indicating that he or she does not wish to receive a jury service notice.

Requirements re letter

(2.2) The letter mentioned in subsection (2.1) shall include the information prescribed by and be sent in accordance with the regulations.

2. Section 8 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, 65 or older

(3.1) The sheriff shall omit from the jury roll the name of any person who,

- (a) has attained the age of 65 years or older or will attain the age of 65 by the end of the year; and
- (b) has indicated on the return to jury service notice that he or she does not wish to be entered in the jury roll.

3. Section 37 of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.1) prescribing the information that shall be included in a letter mentioned in subsection 6 (2.1) and governing the manner and form in which it shall be sent;

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Juries Amendment Act, 2014*.

Loi modifiant la Loi sur les jurys

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 6 de la *Loi sur les jurys* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : 65 ans ou plus

(2.1) Malgré le paragraphe (2), le directeur de l'évaluation ne doit pas sélectionner, comme personne à qui un avis de sélection de juré sera envoyé par la poste au cours d'une année, toute personne qui :

- a) d'une part, a atteint l'âge d'au moins 65 ans ou atteindra cet âge d'ici la fin de l'année;
- b) d'autre part, a envoyé au directeur, au plus tard le 1^{er} septembre de l'année ou au cours d'une année précédente, une lettre indiquant qu'elle ne souhaitait pas recevoir d'avis de sélection de juré.

Exigences applicables à la lettre

(2.2) La lettre mentionnée au paragraphe (2.1) doit comprendre les renseignements prescrits par les règlements et être envoyée conformément à ceux-ci.

2. L'article 8 de la *Loi* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : 65 ans ou plus

(3.1) Le shérif omet de la liste des jurés le nom de toute personne qui :

- a) d'une part, a atteint l'âge d'au moins 65 ans ou atteindra cet âge d'ici la fin de l'année;
- b) d'autre part, a indiqué sur la formule de rapport de l'avis de sélection de juré qu'elle ne souhaitait pas être inscrite sur la liste des jurés.

3. L'article 37 de la *Loi* est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a.1) prescrire les renseignements que doit comprendre la lettre mentionnée au paragraphe 6 (2.1) et régir la forme et la manière selon lesquelles cette lettre doit être envoyée;

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 modifiant la Loi sur les jurys*.

20W
6
P56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 188

Projet de loi 188

**An Act to amend
the Real Estate and
Business Brokers Act, 2002**

**Loi modifiant la Loi de 2002 sur
le courtage commercial et immobilier**



Mr. T. Smith

M. T. Smith

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 10, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 10 avril 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend
the Real Estate and
Business Brokers Act, 2002**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Clause 30 (c) of the *Real Estate and Business Brokers Act, 2002* is repealed and the following substituted:

- (c) pay any commission or other remuneration to,
 - (i) a person referred to in clause (a) or (b), or
 - (ii) a corporation in which a broker or salesperson employed by the brokerage owns equity shares unless,
 - (A) that person owns all of the equity shares in the corporation, and
 - (B) all of the non-equity shares, if any, in the corporation are owned by that person, the members of the immediate family of that person or a corporation of which all of the equity shares are owned by that person or the members of the immediate family of that person.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Tax Fairness for Realtors Act, 2014*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Real Estate and Business Brokers Act, 2002* to permit a brokerage to pay commission or other remuneration to a personal corporation of a broker or salesperson that it employs.

**Loi modifiant la Loi de 2002 sur
le courtage commercial et immobilier**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'alinéa 30 c) de la *Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) verser une commission ou une autre rémunération :
 - (i) soit à une personne visée à l'alinéa a) ou b),
 - (ii) soit à une personne morale dont un courtier ou un agent immobilier employé par la maison de courtage détient des actions participantes sauf si les conditions suivantes sont réunies :
 - (A) cette personne détient toutes les actions participantes de la personne morale,
 - (B) toutes les actions sans droit de participation de la personne morale sont, le cas échéant, détenues par cette personne, par les membres de sa famille immédiate ou par une personne morale dont toutes les actions participantes sont détenues par cette même personne ou les membres de sa famille immédiate.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur l'équité fiscale pour les courtiers en valeurs immobilières*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier* pour autoriser une maison de courtage à verser une commission ou une autre rémunération à la société personnelle d'un courtier ou d'un agent immobilier qu'elle emploie.

CAZON
XB
-B56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 189

**An Act to amend
various acts with respect to
tow and storage service,
the enhancement of consumer
protection, commercial motor vehicle
and tow truck regulation,
and the enforcement of legislation**

The Hon. T. MacCharles
Minister of Consumer Services

Government Bill

1st Reading April 15, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 189

**Loi visant à modifier diverses lois
en ce qui concerne les services
de remorquage et d'entreposage,
l'amélioration de la protection
du consommateur, la réglementation
des véhicules utilitaires et
des dépanneuses et l'exécution
de la législation**

L'honorable T. MacCharles
Ministre des Services aux consommateurs

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 15 avril 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Various Acts are amended.

The *Consumer Protection Act, 2002* is amended to regulate consumer transactions involving tow and storage services.

As examples, rules are provided for respecting:

1. Disclosure of information to consumers.
2. Requirements that tow and storage services provided to consumers be authorized.
3. Deviating from estimated payment amounts.
4. The provision of itemized invoices.
5. Insurance requirements.
6. Publication of rates.
7. A Tow and Storage Consumers Bill of Rights.
8. Requirements that consumers be allowed to remove personal property from towed or stored vehicles.
9. The establishment of qualifications for tow and storage providers.

The Act is also amended to provide for the appointment of inspectors and inspection powers, and to permit the Director to establish policies regarding the interpretation, administration and enforcement of the Act.

The *Repair and Storage Liens Act* is amended to reflect the amendments to the *Consumer Protection Act, 2002*.

The *Highway Traffic Act* is amended in two main areas: the regulation of commercial motor vehicles and tow trucks and enforcement of the Act generally by the addition of administrative penalties.

In respect of commercial motor vehicles, the Act is amended as follows:

1. To repeal the definition of “commercial motor vehicle” in subsection 16 (1) of the Act and replace it with the authority to define the term by regulation.
2. To move other definitions related to “commercial motor vehicle” (“compensation”, “CVOR certificate”, “goods” and “safety record”) from subsection 16 (1) to subsection 1 (1), so that they apply to the whole Act and not only to sections 16 to 23.1, as currently provided.
3. To provide for additional regulation of commercial motor vehicles. Provisions and regulation-making powers are added: prescribing requirements, qualifications and standards for commercial motor vehicles and for owners, operators and drivers of commercial motor vehicles; respecting documents and information to be carried by drivers and to be filed with the Ministry; adding grounds to refuse to issue, replace or renew a CVOR certificate; and requiring specified classes of owners and operators of commercial motor vehicles to install in their vehicles devices that are capable of recording and transmitting data about vehicle operation and driver conduct.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie diverses lois.

La *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* est modifiée pour réglementer les opérations de consommation portant sur des services de remorquage et d'entreposage.

Des règles sont prévues en ce qui a trait notamment aux aspects suivants :

1. La divulgation des renseignements aux consommateurs.
2. L'obligation de faire autoriser par le consommateur les services de remorquage et d'entreposage qui lui sont fournis.
3. Le dépassement des montants estimatifs.
4. La fourniture de factures détaillées.
5. Les exigences en matière d'assurance.
6. La publication des tarifs.
7. La déclaration des droits des consommateurs en matière de remorquage et d'entreposage.
8. L'obligation de laisser le consommateur retirer ses biens d'un véhicule remorqué ou entreposé.
9. L'établissement des qualités requises des fournisseurs de services de remorquage et d'entreposage.

La Loi est également modifiée pour prévoir la nomination d'inspecteurs et les pouvoirs d'inspection, ainsi que pour permettre au directeur d'établir des politiques concernant l'interprétation, l'application et l'exécution de la Loi.

La *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs* est modifiée pour tenir compte des modifications apportées à la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur*.

Deux domaines principaux du *Code de la route* sont modifiés : la réglementation des véhicules utilitaires et des dépanneuses, et l'exécution générale du Code grâce à l'ajout de pénalités administratives.

Le Code est modifié comme suit en ce qui concerne les véhicules utilitaires :

1. La définition de «véhicule utilitaire» au paragraphe 16 (1) du Code est abrogée. Le pouvoir de définir ce terme par règlement est prévu.
2. D'autres définitions liées à «véhicule utilitaire», à savoir la définition de «biens», de «certificat d'immatriculation UVU», de «fiche de sécurité» et de «rémunération», sont déplacées du paragraphe 16 (1) au paragraphe 1 (1) de sorte qu'elles s'appliquent à l'ensemble du Code et non pas seulement aux articles 16 à 23.1, comme cela est prévu à l'heure actuelle.
3. Une réglementation accrue des véhicules utilitaires est prévue. Des dispositions et des pouvoirs réglementaires sont ajoutés pour : prescrire les exigences, les qualités requises et les normes applicables aux véhicules utilitaires et à leurs propriétaires, utilisateurs et conducteurs; traiter des documents et des renseignements que les conducteurs doivent avoir avec eux et qui doivent être déposés auprès du ministère; ajouter des motifs pour refuser de délivrer, de remplacer ou de renouveler un certificat d'immatriculation UVU; exiger que des catégories précises de propriétaires et d'utilisateurs de véhicules utilitaires installent dans leurs véhicules des dispositifs capables d'enregistrer et de transmettre des données sur le fonctionnement d'un véhicule et le comportement de son conducteur.

4. To allow the Registrar of Motor Vehicles to order the immediate suspension or cancellation of a CVOR certificate where the Registrar has reason to believe that the certificate holder's safety record or failure to comply with any Act demonstrates a significant risk to road safety and that it is in the public interest that the operator immediately cease operating all commercial motor vehicles.
5. To prohibit drivers and other persons in charge of tow trucks from engaging in activities prescribed by regulation.

In respect of general enforcement, the Act is amended to provide for the imposition of administrative penalties for the contravention of prescribed provisions of the Act and regulations. The amount of the penalties may not exceed \$20,000.

4. Le registrateur des véhicules automobiles est autorisé à ordonner la suspension ou l'annulation immédiate d'un certificat d'immatriculation UVU s'il a des motifs de croire, d'une part, que la fiche de sécurité du titulaire du certificat ou l'inobservation d'une loi quelconque rend manifeste l'existence d'un danger important pour la sécurité routière et, d'autre part, qu'il est dans l'intérêt public que l'utilisateur cesse immédiatement d'utiliser tous les véhicules utilitaires.
5. Il est interdit aux conducteurs de dépanneuses et aux autres personnes ayant la charge de dépanneuses d'exercer toute activité prescrite par les règlements.

En ce qui concerne son exécution générale, le Code est modifié pour prévoir l'imposition de pénalités administratives en cas de contravention aux dispositions prescrites du Code et des règlements. Le montant de ces pénalités ne peut pas dépasser 20 000 \$.

**An Act to amend
various acts with respect to
tow and storage service,
the enhancement of consumer
protection, commercial motor vehicle
and tow truck regulation,
and the enforcement of legislation**

**Loi visant à modifier diverses lois
en ce qui concerne les services
de remorquage et d'entreposage,
l'amélioration de la protection
du consommateur, la réglementation
des véhicules utilitaires et
des dépanneuses et l'exécution
de la législation**

CONTENTS

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short Title
Schedule 1	Consumer Protection Act, 2002
Schedule 2	Repair and Storage Liens Act
Schedule 3	Highway Traffic Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Schedules

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Different dates for same Schedule

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short Title

3. The short title of this Act is the *Roadside Assistance Protection Act, 2014*.

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Loi de 2002 sur la protection du consommateur
Annexe 2	Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs
Annexe 3	Code de la route

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Annexes

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Dates différentes pour une même annexe

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur la protection des usagers de l'assistance routière*.

**SCHEDULE 1
 CONSUMER PROTECTION ACT, 2002**

1. Clause (b) of the definition of “unsolicited goods or services” in subsection 13 (9) of the *Consumer Protection Act, 2002* is amended by striking out “or” at the end of subclause (ii), by adding “or” at the end of subclause (iii) and by adding the following subclause:

- (iv) any prescribed tow and storage services regulated under Part VI.1, Tow and Storage Services, including services provided under prescribed circumstances.

2. The Act is amended by adding the following Part:

**PART VI.1
 TOW AND STORAGE SERVICES**

Definitions

65.1 In this Part,

“tow and storage provider” means any of the following:

1. A tow and storage services operator.
2. A tow truck broker.
3. A tow truck driver; (“fournisseur de services de remorquage et d’entreposage”)

“tow and storage services operator” has the meaning provided for in the regulations; (“exploitant de services de remorquage et d’entreposage”)

“tow truck” has the meaning provided for in the regulations; (“dépanneuse”)

“tow truck broker” has the meaning provided for in the regulations; (“courtier en dépanneuses”)

“tow truck driver” means, subject to the regulations,

- (a) an individual who drives or has the care and control of a tow truck for the purpose of providing tow services to a consumer, and
- (b) any other prescribed person; (“conducteur de dépanneuse”)

“vehicle” means a motor vehicle as defined in the *Highway Traffic Act*. (“véhicule”)

Application

65.2 (1) This Part applies to consumer transactions involving tow and storage services regardless of,

- (a) whether the authorization for tow and storage services is made by the owner or driver of a vehicle, a person acting on behalf of the owner or driver or a prescribed person; and

**ANNEXE 1
 LOI DE 2002 SUR LA PROTECTION
 DU CONSOMMATEUR**

1. L’alinéa b) de la définition de «marchandises ou services non sollicités» au paragraphe 13 (9) de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (iv) les services de remorquage et d’entreposage prescrits réglementés sous le régime de la partie VI.1 (Services de remorquage et d’entreposage) y compris les services fournis dans des circonstances prescrites.

2. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE VI.1
 SERVICES DE REMORQUAGE
 ET D’ENTREPOSAGE**

Définitions

65.1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«conducteur de dépanneuse» S’entend, sous réserve des règlements :

- a) d’une personne qui conduit une dépanneuse ou en a la garde et le contrôle afin de fournir des services de remorquage à un consommateur;
- b) de toute autre personne prescrite. («tow truck driver»)

«courtier en dépanneuses» S’entend au sens que prévoient les règlements. («tow truck broker»)

«dépanneuse» S’entend au sens que prévoient les règlements. («tow truck»)

«exploitant de services de remorquage et d’entreposage» S’entend au sens que prévoient les règlements. («tow and storage services operator»)

«fournisseur de services de remorquage et d’entreposage» S’entend de l’une ou l’autre des personnes suivantes :

1. Un exploitant de services de remorquage et d’entreposage.
2. Un courtier en dépanneuses.
3. Un conducteur de dépanneuse. («tow and storage provider»)

«véhicule» Véhicule automobile au sens du *Code de la route*. («vehicle»)

Champ d’application

65.2 (1) La présente partie s’applique aux opérations de consommation portant sur des services de remorquage et d’entreposage sans égard à ce qui suit :

- a) le fait que l’autorisation pour les services de remorquage et d’entreposage soit donnée par le propriétaire ou le conducteur du véhicule, la personne agissant en son nom ou une personne prescrite;

- (b) whether payment for the transaction is made or reimbursed by a third party, including a commercial or governmental entity.

Non-application

(2) This Part or any provision of this Part does not apply in respect of prescribed persons or with respect to prescribed circumstances.

Disclosure

65.3 No tow and storage provider shall charge a consumer or a prescribed person acting on behalf of a consumer for any tow and storage services unless the consumer or prescribed person has first been given the prescribed information in the prescribed manner and within the prescribed time.

Authorization required

65.4 (1) Subject to the regulations, no tow and storage provider shall charge a consumer for any tow and storage services unless the consumer or a prescribed person acting on behalf of the consumer, if the consumer is unable to give authorization in circumstances provided for in the regulations, authorizes the services.

Exceeding estimated amount

(2) Subject to the regulations, where an authorization under subsection (1) includes an authorization in respect of an estimate based on a method of computing an amount that may be paid for the services, no tow and storage provider shall charge for services an amount that exceeds by more than 10 per cent the authorized estimated amount or the amount computed in the authorized manner.

Authorization to be recorded

(3) If an authorization required by this section is not given in writing, the authorization is not effective unless it is recorded in a manner that meets the prescribed requirements.

Posting identifiers and other information

65.5 A tow and storage provider shall post the prescribed price information and other prescribed information, which may include stickers, labels and other visual identifiers, in accordance with the prescribed requirements.

Invoice

65.6 Unless the regulations provide otherwise, before demanding or receiving payment from a consumer or a prescribed person acting on behalf of the consumer, a tow and storage provider shall deliver to the consumer or the prescribed person an invoice detailing the tow and storage services provided, including an itemized list of the services and the cost for each as well as the total cost and such additional information as may be prescribed, in the prescribed manner.

- b) le fait que le paiement de l'opération soit effectué ou remboursé par un tiers, y compris une entité commerciale ou gouvernementale.

Non-application

(2) La présente partie ou toute disposition de celle-ci ne s'applique pas aux personnes prescrites ni dans les circonstances prescrites.

Divulgateion

65.3 Nul fournisseur de services de remorquage et d'entreposage ne doit exiger une somme du consommateur ou de la personne prescrite agissant en son nom pour des services de remorquage et d'entreposage sans que le consommateur ou cette personne prescrite ait reçu au préalable les renseignements prescrits de la manière et dans le délai prescrits.

Autorisation requise

65.4 (1) Sous réserve des règlements, nul fournisseur de services de remorquage et d'entreposage ne doit exiger une somme du consommateur pour des services de remorquage et d'entreposage sans que celui-ci ou la personne prescrite agissant en son nom, s'il n'est pas en mesure de donner son autorisation dans les circonstances prévues par les règlements, autorise les services.

Dépassement du montant estimatif

(2) Sous réserve des règlements, si l'autorisation visée au paragraphe (1) comprend une autorisation à l'égard du montant estimatif de la somme qui peut être payée pour les services ou d'un prix estimatif fondé sur une méthode de calcul de cette somme, nul fournisseur de services de remorquage et d'entreposage ne doit exiger du consommateur pour les services une somme qui dépasse de plus de 10 % le montant estimatif autorisé ou la somme calculée de la manière autorisée.

Autorisation consignée

(3) L'autorisation exigée par le présent article qui n'est pas donnée par écrit n'est valable que si elle est consignée d'une manière qui satisfait aux exigences prescrites.

Affichage d'identificateurs et d'autres renseignements

65.5 Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage affiche les renseignements sur les prix et autres renseignements prescrits, lesquels peuvent comprendre des vignettes autocollantes, des étiquettes et d'autres identificateurs visuels, conformément aux exigences prescrites.

Facture

65.6 Sauf disposition contraire des règlements, avant d'exiger ou de recevoir un paiement du consommateur ou de la personne prescrite agissant en son nom, le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage lui remet, de la manière prescrite, une facture donnant des précisions sur les services de remorquage et d'entreposage fournis, notamment la liste détaillée des services et du coût de chacun d'eux ainsi que le coût total et les renseignements supplémentaires prescrits.

Insurance

65.7 (1) A tow and storage provider shall maintain insurance coverage for prescribed kinds of liability in the prescribed amounts.

Failure to maintain required insurance

(2) If a tow and storage provider fails to maintain the prescribed insurance coverage, the provider shall not demand or receive payment from a consumer or a person acting on behalf of the consumer in respect of tow and storage services provided while failing to maintain the prescribed insurance coverage.

Evidence of coverage

(3) A tow and storage provider shall produce evidence of insurance coverage in the prescribed circumstances and in the prescribed manner.

Publication of rates

65.8 A tow and storage provider shall maintain a current statement of rates charged and shall make the statement available publicly and, where the regulations prescribe the form and manner of the statement and its publication, shall do so in the prescribed manner.

Consistent cost

65.9 A tow and storage provider shall not charge an amount for tow and storage services that is greater than the amount usually charged by that provider for the same services merely because the cost is to be paid, directly or indirectly, by an insurer licensed under the *Insurance Act* or another third party.

Disclosure of interest

65.10 (1) A tow and storage provider who, directly or indirectly, has an interest in a location or facility to which a vehicle may be towed for repair, storage, appraisal or similar purposes shall disclose, to the consumer whose vehicle is being towed and to any other persons that may be prescribed, the nature and extent of the interest, in accordance with the prescribed requirements and in the prescribed form and manner.

Failure to make required disclosure

(2) If a tow and storage provider fails to make the disclosure required under subsection (1), the provider shall not demand or receive payment from a consumer or a person acting on behalf of the consumer in respect of tow and storage services provided before disclosure is made.

Consumers Bill of Rights

65.11 (1) A tow and storage provider shall provide a consumer with a copy of the Tow and Storage Consumers Bill of Rights in the manner required by the regulations made under subsection (2).

Assurance

65.7 (1) Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage maintient une couverture d'assurance pour les genres de responsabilité prescrits, selon les montants prescrits.

Non-souscription de l'assurance exigée

(2) Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage qui omet de maintenir la couverture d'assurance prescrite ne doit pas exiger ou recevoir de paiement d'un consommateur ou d'une personne agissant en son nom à l'égard de services de remorquage et d'entreposage fournis pendant qu'il ne maintient pas la couverture d'assurance prescrite.

Preuve d'assurance

(3) Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage produit une preuve de la couverture d'assurance dans les circonstances et de la manière prescrites.

Publication des tarifs

65.8 Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage tient à jour une liste des tarifs courants qu'il exige et met cette liste à la disposition du public. Il tient et publie cette liste sous la forme et de la manière que prescrivent les règlements, le cas échéant.

Coût stable

65.9 Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage ne doit pas exiger, pour de tels services, une somme supérieure à celle qu'il exige habituellement pour les mêmes services uniquement parce que le coût est couvert directement ou indirectement par un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les assurances* ou par un autre tiers.

Divulgence d'un intérêt

65.10 (1) Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage qui a un intérêt direct ou indirect sur un emplacement ou une installation où un véhicule peut être remorqué pour réparations, entreposage ou estimation ou à une autre fin similaire divulgue, au consommateur dont le véhicule est remorqué et à toute autre personne prescrite, la nature et l'étendue de cet intérêt, conformément aux exigences prescrites et sous la forme et de la manière prescrites.

Non-divulgence de l'intérêt

(2) Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage qui n'a pas fait la divulgation exigée au paragraphe (1) ne doit pas exiger ou recevoir de paiement d'un consommateur ou d'une personne agissant en son nom à l'égard de services fournis avant que la divulgation soit faite.

Déclaration des droits des consommateurs

65.11 (1) Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage fournit au consommateur une copie de la déclaration des droits des consommateurs en matière de remorquage et d'entreposage de la manière exigée par les règlements pris en vertu du paragraphe (2).

Regulations

(2) The Minister may make regulations establishing a Tow and Storage Consumers Bill of Rights for the purposes of subsection (1) and governing how and when it is to be provided.

Duty re contents of vehicle

65.12 (1) Unless the regulations provide otherwise or unless otherwise directed by a member of a police force, every tow and storage provider that provides tow and storage services to a consumer shall provide the consumer or a person acting on behalf of the consumer access to the vehicle that is the subject of the tow and storage services, in order to permit removal of all property contained in the vehicle, including money, valuables, documents and records in the vehicle belonging to or in the care of the consumer, upon request of the consumer or a person acting on behalf of the consumer.

Same

(2) Access under subsection (1) shall be made in the prescribed manner and within the prescribed time.

No charge to consumer

(3) A tow and storage provider shall not charge a fee for permitting access in accordance with subsection (1) unless the regulations provide otherwise.

No pressuring

(4) No tow and storage provider shall retain anything that a consumer is entitled to remove under subsection (1) as a means of pressuring the consumer to make a payment under an agreement for tow and storage services.

Failure to comply with section

(5) For greater certainty, and without limiting the application of Part III, failure to comply with this section is an unfair practice for purposes of section 18 and the rights and remedies of section 18 apply.

False information

65.13 (1) No tow and storage provider shall falsify, assist in falsifying or induce or counsel a consumer to falsify or assist in falsifying any information or document that the consumer is required to provide under this Act, the *Compulsory Automobile Insurance Act*, the *Highway Traffic Act*, the *Insurance Act* or any other prescribed Act.

Furnishing false information and documents

(2) No tow and storage provider shall furnish, assist in furnishing or induce or counsel a consumer to furnish or assist in furnishing any information or documents that the consumer is required to provide under this Act, the *Compulsory Automobile Insurance Act*, the *Highway Traffic Act*, the *Insurance Act* or any other prescribed Act if the information or documents are false or deceptive.

Règlements

(2) Le ministre peut, par règlement, établir une déclaration des droits des consommateurs en matière de remorquage et d'entreposage pour l'application du paragraphe (1) et régir la manière de la fournir et le moment où le faire.

Devoir relatif au contenu du véhicule

65.12 (1) Sauf disposition contraire des règlements ou directive contraire d'un membre d'un corps de police, le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage qui fournit de tels services à un consommateur doit, à la demande de celui-ci ou de la personne agissant en son nom, lui donner accès au véhicule qui fait l'objet des services de remorquage et d'entreposage afin de permettre le retrait de tous les biens qui s'y trouvent, notamment l'argent, les objets de valeur et les documents appartenant au consommateur ou confiés à ses soins.

Idem

(2) L'accès visé au paragraphe (1) se fait de la manière et dans le délai prescrits.

Pas de frais pour le consommateur

(3) Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage ne doit pas exiger de frais pour permettre l'accès conformément au paragraphe (1), sauf disposition contraire des règlements.

Interdiction d'exercer des pressions

(4) Nul fournisseur de services de remorquage et d'entreposage ne doit retenir quoi que ce soit que le consommateur a le droit de retirer en vertu du paragraphe (1) comme moyen de faire pression sur lui pour qu'il effectue un paiement aux termes d'une convention de services de remorquage et d'entreposage.

Non-observation de l'article

(5) Sans limiter l'application de la partie III, il est entendu que la non-observation du présent article constitue une pratique déloyale pour l'application de l'article 18, et les droits et réparations de cet article s'appliquent.

Falsification des renseignements

65.13 (1) Nul fournisseur de services de remorquage et d'entreposage ne doit falsifier ou aider à falsifier des renseignements ou des documents que le consommateur est tenu de fournir en application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire*, du *Code de la route*, de la *Loi sur les assurances* ou de toute autre loi prescrite, ni l'inciter à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Communication de faux renseignements et documents

(2) Nul fournisseur de services de remorquage et d'entreposage ne doit fournir ou aider à fournir des renseignements ou des documents que le consommateur est tenu de fournir en application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire*, du *Code de la route*, de la *Loi sur les assurances* ou de toute autre loi prescrite, ni l'inciter à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller, si les renseignements ou les documents sont faux ou trompeurs.

No counselling contraventions

65.14 No tow and storage provider shall counsel, advise or knowingly assist a consumer to contravene this Act, the *Compulsory Automobile Insurance Act*, the *Highway Traffic Act*, the *Insurance Act* or any other prescribed Act.

Payment options

65.15 A tow and storage provider shall accept payment for tow and storage services by credit card, cash or any other prescribed payment method at the consumer's choice.

Prohibitions

65.16 A tow and storage provider shall not engage in practices that are prescribed as prohibited practices.

Additional duties and obligations

65.17 A tow and storage provider shall comply with all other prescribed duties and obligations.

Tow and storage rates

65.18 If the regulations provide for the manner in which charges are to be calculated or the maximum amount of charges that will apply with respect to one or more tow or storage services, a tow and storage provider shall not charge for the tow and storage services except as provided for in the regulations.

Record keeping and reporting

65.19 A tow and storage provider shall maintain such records as are prescribed and shall submit such reports as are prescribed to the prescribed persons and in the prescribed manner.

Qualifications

65.20 (1) Where the regulations provide for qualifications that must be met by a tow truck driver, a tow truck broker or a tow and storage services operator, no person who does not meet the relevant qualifications shall engage with a consumer or a prescribed person acting on behalf of a consumer as a tow truck driver, a tow truck broker or a tow and storage services operator.

Failure to meet qualifications

(2) A tow truck driver, tow truck broker or tow and storage services operator who does not meet the relevant qualifications under subsection (1) shall not demand or receive payment from a consumer or a person acting on behalf of the consumer for tow and storage services provided while not meeting the qualifications.

Transition

65.21 (1) Sections 65.1 to 65.20 apply to consumer

Interdiction de conseiller une contravention

65.14 Nul fournisseur de services de remorquage et d'entreposage ne doit conseiller à un consommateur de contrevenir à la présente loi, à la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire*, au *Code de la route*, à la *Loi sur les assurances* ou à toute autre loi prescrite, ni l'aider sciemment à le faire.

Options de paiement

65.15 Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage accepte le paiement de tels services par carte de crédit, en argent comptant ou par tout autre mode de paiement prescrit choisi par le consommateur.

Interdictions

65.16 Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage ne doit pas se livrer à des pratiques qui sont prescrites comme étant des pratiques interdites.

Devoirs et obligations supplémentaires

65.17 Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage s'acquitte de tous les autres devoirs et obligations prescrits.

Tarifs de remorquage et d'entreposage

65.18 Si les règlements prévoient le mode de calcul des sommes exigées ou le maximum qui s'applique à l'égard des sommes qui peuvent être exigées pour un ou plusieurs services de remorquage ou d'entreposage, le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage ne doit pas exiger de sommes pour ces services autrement que de la manière prévue par les règlements.

Tenue de dossiers et présentation de rapports

65.19 Le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage tient les dossiers prescrits et présente les rapports prescrits aux personnes prescrites et de la manière prescrite.

Qualités requises

65.20 (1) Si les règlements prévoient des qualités requises de tout conducteur de dépanneuse, courtier en dépanneuses ou exploitant de services de remorquage et d'entreposage, il est interdit à quiconque ne possède pas les qualités requises applicables de traiter, avec un consommateur ou avec la personne prescrite agissant en son nom, à titre de conducteur de dépanneuse, de courtier en dépanneuses ou d'exploitant de services de remorquage et d'entreposage.

Non-possession des qualités requises

(2) Le conducteur de dépanneuse, le courtier en dépanneuses ou l'exploitant de services de remorquage et d'entreposage qui ne possède pas les qualités requises applicables visées au paragraphe (1) ne doit pas exiger ou recevoir un paiement d'un consommateur ou de la personne agissant en son nom à l'égard de services de remorquage et d'entreposage fournis alors qu'il ne possède pas les qualités requises applicables.

Disposition transitoire

65.21 (1) Les articles 65.1 à 65.20 s'appliquent aux

transactions for tow and storage services that are entered into on or after the day this section is proclaimed in force.

Same

(2) Other than any provisions that may be prescribed, the provisions of this Part apply to consumer agreements for tow and storage services if the agreement was entered into before the day this section is proclaimed in force and the vehicle in respect of which tow and storage services have been provided is still in the possession or under the control of the tow and storage provider.

3. (1) Subsection 103 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

1.1 Policies established under subsection (2.1).

(2) Section 103 of the Act is amended by adding the following subsection:

Policies

(2.1) The Director may establish policies regarding the interpretation, administration and enforcement of this Act.

4. Section 104.1 of the Act is amended by adding the following definition:

“inspector” means a person appointed or designated under section 105.1; (“inspecteur”)

5. The Act is amended by adding the following sections:

Inspectors

105.1 The Director may, in writing,

- (a) appoint persons as inspectors for the purposes of this Act; and
- (b) designate persons, including persons engaged as inspectors or investigators for the purposes of any other Act, as inspectors for the purposes of this Act or for any specific purposes under this Act provided for in the designation.

Inspection powers

105.2 (1) An inspector may, without a warrant, enter and inspect any place in order to perform an inspection to ensure this Act is being complied with.

Time of entry

(2) The power to enter and inspect a place without warrant may only be exercised during the place's regular business hours, or during other reasonable times.

Dwellings

(3) The power to enter and inspect a place without a warrant shall not be used to enter and inspect a place or a part of a place that is used as a dwelling.

Use of force

(4) An inspector is not entitled to use force to enter and inspect a place.

opérations de consommation portant sur des services de remorquage et d'entreposage qui sont conclues le jour où le présent article est proclamé en vigueur ou par la suite.

Idem

(2) Les dispositions de la présente partie, à l'exclusion des dispositions prescrites, s'appliquent à toute convention de consommation portant sur des services de remorquage et d'entreposage si elle a été conclue avant le jour où le présent article est proclamé en vigueur et que le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage a encore en sa possession ou sous son contrôle le véhicule à l'égard duquel de tels services ont été fournis.

3. (1) Le paragraphe 103 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

1.1 Les politiques établies en application du paragraphe (2.1).

(2) L'article 103 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Politiques

(2.1) Le directeur peut établir des politiques concernant l'interprétation, l'application et l'exécution de la présente loi.

4. L'article 104.1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«inspecteur» Personne nommée ou désignée en vertu de l'article 105.1. («inspecteur»)

5. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Inspecteurs

105.1 Le directeur peut, par écrit :

- a) nommer des personnes à titre d'inspecteurs pour l'application de la présente loi;
- b) désigner des personnes, y compris des personnes engagées à titre d'inspecteurs ou d'enquêteurs pour l'application de toute autre loi, comme inspecteurs pour l'application de la présente loi ou aux fins précises visées par la présente loi qui sont prévues dans la désignation.

Pouvoirs d'inspection

105.2 (1) L'inspecteur peut, sans mandat, pénétrer dans un lieu afin d'y effectuer une inspection pour s'assurer que la présente loi est observée.

Heure d'entrée

(2) Le pouvoir de pénétrer dans un lieu et de l'inspecter sans mandat ne peut être exercé que pendant les heures d'ouverture normales du lieu ou d'autres heures raisonnables.

Logements

(3) Le pouvoir de pénétrer dans un lieu et de l'inspecter sans mandat ne peut être exercé dans un lieu ou une partie d'un lieu qui est utilisé comme logement.

Recours à la force

(4) L'inspecteur n'a pas le droit de recourir à la force pour pénétrer dans un lieu et l'inspecter.

Identification

(5) An inspector shall, upon request, produce evidence of his or her appointment or designation.

Powers of inspector

- (6) An inspector conducting an inspection may,
- (a) examine a record or other thing that the inspector thinks may be relevant to the inspection;
 - (b) require the production of a record or other thing that the inspector thinks may be relevant to the inspection;
 - (c) remove for review and copying a record or other thing that the inspector thinks may be relevant to the inspection;
 - (d) in order to produce a record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business in the place; and
 - (e) question any person on matters the inspector thinks may be relevant to the inspection.

Written demand

(7) A demand that a record or other thing be produced must be in writing and must include a statement of the nature of the record or other thing to be produced.

Obligation to produce and assist

(8) If an inspector demands that a record or other thing be produced, the person who has custody of the record or thing shall produce it and, in the case of a record, shall on request provide any assistance that is reasonably necessary to interpret the record or to produce it in a readable form.

Records and things removed from place

(9) An inspector who removes a record or other thing under clause (6) (c) shall provide a receipt and return the record or thing to the person within a reasonable time.

Copy admissible in evidence

(10) A copy of a record that purports to be certified by an inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original, and has the same evidentiary value.

Obstruction

- (11) No person shall,
- (a) hinder, obstruct or interfere with or attempt to hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection;
 - (b) refuse to answer questions on matters that an inspector thinks may be relevant to an inspection;
 - (c) provide an inspector with information on matters the inspector thinks may be relevant to an inspection that the person knows to be false or misleading; or

Identification

(5) L'inspecteur produit sur demande une preuve de sa nomination ou désignation.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (6) L'inspecteur qui effectue une inspection peut :
- a) examiner un dossier ou une autre chose qui, à son avis, peut se rapporter à l'inspection;
 - b) exiger la production d'un dossier ou d'une autre chose qui, à son avis, peut se rapporter à l'inspection;
 - c) enlever un dossier ou une autre chose qui, à son avis, peut se rapporter à l'inspection pour en faire l'examen ou en tirer des copies;
 - d) recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données utilisés normalement pour exploiter une entreprise sur les lieux de l'inspection en vue de produire un document sous forme lisible;
 - e) interroger quiconque sur des questions qui, à son avis, peuvent se rapporter à l'inspection.

Demande écrite

(7) La demande de production d'un dossier ou d'une autre chose doit être présentée par écrit et comprendre une déclaration sur la nature du dossier ou de la chose demandée.

Obligation de produire les dossiers et d'aider l'inspecteur

(8) Si l'inspecteur exige la production d'un dossier ou d'une autre chose, la personne qui en a la garde le produit et, dans le cas d'un dossier, fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour son interprétation ou sa production sous une forme lisible.

Restitution des dossiers et des choses enlevées

(9) L'inspecteur qui enlève un dossier ou une autre chose d'un lieu en vertu de l'alinéa (6) c) fournit un récépissé et le rend à la personne dans un délai raisonnable.

Admissibilité des copies

(10) La copie d'un dossier qui se présente comme étant certifiée conforme à l'original par un inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Entrave

- (11) Nul ne doit :
- a) gêner ou entraver le travail d'un inspecteur qui effectue une inspection ou tenter de le faire;
 - b) refuser de répondre à des questions concernant des sujets qui, de l'avis de l'inspecteur, peuvent se rapporter à une inspection;
 - c) fournir à l'inspecteur des renseignements sur des sujets qui, de l'avis de l'inspecteur, peuvent se rapporter à une inspection en sachant qu'ils sont faux ou trompeurs;

- (d) prevent or attempt to prevent an inspector from making inquiries of any person separate and apart from another person under clause (6) (e).

Delegation of order making powers

105.3 (1) The Director may delegate to an inspector, subject to any conditions set out in the delegation, the power to make any order that the Director may make under the following sections, and an order made by an inspector pursuant to such a delegation is, for all purposes, as effective as if it were made by the Director:

1. Section 109.
2. Section 110.
3. Section 111.
4. Section 112.
5. Section 114.
6. Section 115.
7. Section 119.

In writing

- (2) A delegation under this section must be in writing.

References to Director

(3) Where an inspector has made an order pursuant to a delegation under this section, every reference to the Director in or with respect to the section under which the order was made, and in sections 121 and 122, is deemed to be a reference to that inspector.

6. Subsection 107 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Search warrant

(1) Upon application made without notice by an investigator, a justice of the peace may issue a warrant, if he or she is satisfied on information under oath that there are reasonable grounds for believing that,

- (a) an inspector is being prevented from doing anything the inspector is entitled to do under section 105.2; or
- (b) a person has contravened or is contravening this Act or the regulations, and there is,
 - (i) in any building, dwelling, receptacle or place anything relating to the contravention of this Act or the regulations, or
 - (ii) information or evidence relating to the contravention of this Act or the regulations that may be obtained through the use of an investigative technique or procedure or the doing of anything described in the warrant.

7. (1) Clause 116 (1) (b) of the Act is amended by adding the following subclause:

- d) empêcher un inspecteur d'interroger une personne au cours d'une entrevue privée en vertu de l'alinéa (6) e) ou tenter de le faire.

Délégation des pouvoirs de prendre une ordonnance

105.3 (1) Le directeur peut déléguer à un inspecteur, sous réserve des conditions énoncées dans la délégation, le pouvoir de prendre une ordonnance que le directeur peut prendre en vertu des articles suivants, auquel cas l'ordonnance prise par un inspecteur en vertu d'une telle délégation a, à toutes fins, le même effet que si elle avait été prise par le directeur :

1. L'article 109.
2. L'article 110.
3. L'article 111.
4. L'article 112.
5. L'article 114.
6. L'article 115.
7. L'article 119.

Délégation écrite

(2) La délégation visée au présent article doit être écrite.

Mentions du directeur

(3) Lorsqu'un inspecteur prend une ordonnance en vertu d'une délégation visée au présent article, chaque mention du directeur à l'article ou relativement à l'article en vertu duquel l'ordonnance a été prise et aux articles 121 et 122 est réputée valoir mention de cet inspecteur.

6. Le paragraphe 107 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mandat de perquisition

(1) Sur demande sans préavis d'un enquêteur, un juge de paix peut délivrer un mandat s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire, selon le cas :

- a) qu'un inspecteur est empêché de faire une chose qu'il est en droit de faire en vertu de l'article 105.2;
- b) qu'une personne a contrevenu ou contrevient à la présente loi ou aux règlements et :
 - (i) soit qu'une chose quelconque se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements se trouve dans un bâtiment, un logement, un contenant ou un lieu,
 - (ii) soit que des renseignements ou des éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements pourront être obtenus au moyen d'une technique ou méthode d'enquête ou d'un acte qui est mentionné dans le mandat.

7. (1) L'alinéa 116 (1) b) de la Loi est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

(v.1) in respect of Part VI.1, Tow and Storage Services, any provision of the Part,

(2) Clause 116 (1) (b) of the Act is amended by striking out “and” at the end of subclause (vii), by adding “and” at the end of subclause (viii) and by adding the following subclause:

(ix) in respect of Part XI, General, subsection 105.2 (11).

8. Section 123 of the Act is amended by adding the following subsection:

Lieutenant Governor in Council regulations: Part VI.1

(7.1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) respecting any matters that may be prescribed or provided for the purposes of Part VI.1;
- (b) governing the meaning of “tow and storage services operator” for the purposes of Part VI.1 or any provision of that Part, including providing for different classes of tow and storage services operator and providing for application of the term to persons or entities who only operate with respect to tow services, who only operate with respect to storage services or who operate with respect to both;
- (c) defining or clarifying “tow and storage services” for the purposes of Part VI.1 or any provision of that Part, including providing for the application of the term to include services that only involve towing, that only involve storage or that involve both and defining or clarifying “tow”, “storage” and related terms;
- (d) providing for different classes of tow and storage provider for the purposes of Part VI.1 and providing for different obligations under that Part with respect to different classes;
- (e) governing the meaning of “tow truck” for the purposes of Part VI.1;
- (f) excluding persons from the definition of “tow truck driver” for the purposes of Part VI.1;
- (g) for the purposes of subsection 65.4 (1), providing for persons who may authorize the services on behalf of the consumer and governing circumstances under which the consumer is unable to give authorization, and governing the circumstances, if any, under which a tow and storage provider may charge a consumer for services without the authorization that would otherwise apply under that subsection;
- (h) for the purposes of subsection 65.4 (2), providing for and governing the circumstances, if any, under which a tow and storage provider may charge a

(v.1) à l’égard de la partie VI.1 (Services de remorquage et d’entreposage), toute disposition de cette partie,

(2) L’alinéa 116 (1) b) de la Loi est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

(ix) à l’égard de la partie XI (Dispositions générales), le paragraphe 105.2 (11).

8. L’article 123 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie VI.1

(7.1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) traiter de toute question pouvant être prescrite ou prévue pour l’application de la partie VI.1;
- b) régir le sens de «exploitant de services de remorquage et d’entreposage» pour l’application de la partie VI.1 ou de toute disposition de celle-ci, notamment prévoir des catégories différentes d’exploitants de services de remorquage et d’entreposage et prévoir l’application de ce terme à des personnes ou entités qui exploitent uniquement des services de remorquage, uniquement des services d’entreposage ou les deux;
- c) définir «services de remorquage et d’entreposage» ou en clarifier le sens pour l’application de la partie VI.1 ou de toute disposition de celle-ci, notamment prévoir l’application de ce terme à des services portant uniquement sur le remorquage, uniquement sur l’entreposage ou sur les deux, et définir «remorquage», «entreposage» et les termes connexes ou en clarifier le sens;
- d) prévoir des catégories différentes de fournisseurs de services de remorquage et d’entreposage pour l’application de la partie VI.1 et prévoir des obligations différentes aux termes de cette partie selon les catégories;
- e) régir le sens de «dépanneuse» pour l’application de la partie VI.1;
- f) exclure des personnes de la définition de «conducteur de dépanneuse» pour l’application de la partie VI.1;
- g) pour l’application du paragraphe 65.4 (1), prévoir les personnes qui peuvent autoriser les services au nom du consommateur et régir les circonstances dans lesquelles celui-ci n’est pas en mesure de donner son autorisation, et régir les circonstances, le cas échéant, dans lesquels le fournisseur de services de remorquage et d’entreposage peut exiger une somme du consommateur pour des services sans l’autorisation, qui autrement, s’appliquerait aux termes de ce paragraphe;
- h) pour l’application du paragraphe 65.4 (2), prévoir et régir les circonstances, le cas échéant, dans lesquelles un fournisseur de services de remorquage et

consumer an amount that exceeds the amount that would otherwise apply under that subsection;

- (i) for the purposes of section 65.6, providing for and governing the circumstances, if any, under which a tow and storage provider is not required to provide an invoice;
- (j) prescribing one or more forms and manners in which the statement of rates charged may be made publicly available for the purposes of section 65.8;
- (k) for the purposes of section 65.12, governing,
 - (i) the circumstances under which a tow and storage provider is not required to provide access to a vehicle,
 - (ii) when and how access is to be provided, and
 - (iii) under what circumstances, if any, a fee may be charged for permitting access, and where a fee may be charged, requiring that the amount of the fee be reasonable;
- (l) respecting and governing anything that may be provided for with respect to section 65.18, including, but without limiting the generality of the foregoing, referring to, or incorporating, with or without modification, the provisions of one or more municipal by-laws as they may exist from time to time;
- (m) providing for additional qualifications for the purposes of section 65.20;
- (n) governing transitional matters for the purposes of Part VI.1.

Commencement

9. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

d'entreposage peut exiger du consommateur une somme qui dépasse celle qui, autrement, s'appliquerait aux termes de ce paragraphe;

- i) pour l'application de l'article 65.6, prévoir et régir les circonstances, le cas échéant, dans lesquelles le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage n'est pas tenu de fournir une facture;
- j) prescrire une ou plusieurs formes et manières selon lesquelles la liste des tarifs exigés peut être mise à la disposition du public pour l'application de l'article 65.8;
- k) pour l'application de l'article 65.12, régir :
 - (i) les circonstances dans lesquelles le fournisseur de services de remorquage et d'entreposage n'est pas tenu de donner accès à un véhicule,
 - (ii) le moment où il faut donner accès au véhicule et la manière de le faire,
 - (iii) les circonstances, le cas échéant, dans lesquelles des frais peuvent être exigés pour permettre l'accès au véhicule et, s'il y a lieu, exiger que le montant de ces frais soit raisonnable;
- l) traiter et régir tout ce qui peut être prévu relativement à l'article 65.18, notamment renvoyer aux dispositions d'un ou de plusieurs règlements municipaux, dans leurs versions successives, ou les incorporer, avec ou sans modification;
- m) prévoir des qualités requises supplémentaires pour l'application de l'article 65.20;
- n) régir les questions transitoires pour l'application de la partie VI.1.

Entrée en vigueur

9. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 2
REPAIR AND STORAGE LIENS ACT

1. Section 3 of the *Repair and Storage Liens Act* is amended by adding the following subsections:

Tow and storage services

(2.0.1) Except as otherwise provided for in the regulations, if the repair includes one or more tow and storage services in respect of which Part VI.1 of the *Consumer Protection Act, 2002* applies, no lien arises with respect to those services if the repairer fails to comply with the prescribed provisions of that Part, if any.

Amount, tow and storage

(2.2) In cases where Part VI.1 of the *Consumer Protection Act, 2002* applies, the amount of a repairer's lien under subsection (2) with respect to tow and storage services shall be determined in accordance with the prescribed requirements, if any.

2. Section 4 of the Act is amended by adding the following subsections:

Tow and storage services

(3.0.1) Except as otherwise provided for in the regulations, if the storage or storage and repair includes one or more tow and storage services in respect of which Part VI.1 of the *Consumer Protection Act, 2002* applies, no lien arises with respect to those services if the storer fails to comply with the prescribed provisions of that Part, if any.

Amount, tow and storage

(3.2) In cases where Part VI.1 of the *Consumer Protection Act, 2002* applies, the amount of a storer's lien under subsection (3) with respect to the tow and storage services shall be determined in accordance with the prescribed requirements, if any.

3. Part I of the Act is amended by adding the following section:

Regulations

6.1 The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting anything that may be prescribed or provided for in the regulations for the purposes of this Part.

Commencement

4. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE 2
LOI SUR LE PRIVILÈGE DES RÉPARATEURS
ET DES ENTREPOSEURS

1. L'article 3 de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Services de remorquage et d'entreposage

(2.0.1) Sauf disposition contraire des règlements, si la réparation comprend un ou plusieurs services de remorquage et d'entreposage auxquels s'applique la partie VI.1 de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur*, aucun privilège ne prend naissance à l'égard de ces services si le réparateur ne se conforme pas aux dispositions prescrites de cette partie.

Montant : remorquage et entreposage

(2.2) Dans les cas où la partie VI.1 de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* s'applique, le montant du privilège du réparateur visé au paragraphe (2) à l'égard des services de remorquage et d'entreposage est établi conformément aux exigences prescrites.

2. L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Services de remorquage et d'entreposage

(3.0.1) Sauf disposition contraire des règlements, si l'entreposage ou l'entreposage et la réparation comprennent un ou plusieurs services de remorquage et d'entreposage auxquels s'applique la partie VI.1 de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur*, aucun privilège ne prend naissance à l'égard de ces services si l'entreposeur ne se conforme pas aux dispositions prescrites de cette partie.

Montant : remorquage et entreposage

(3.2) Dans les cas où la partie VI.1 de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* s'applique, le montant du privilège de l'entreposeur visé au paragraphe (3) à l'égard des services de remorquage et d'entreposage est établi conformément aux exigences prescrites.

3. La partie I de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Règlements

6.1 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter de tout ce qui peut être prescrit ou prévu par les règlements pour l'application de la présente partie.

Entrée en vigueur

4. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 3 HIGHWAY TRAFFIC ACT

1. (1) The definition of “commercial motor vehicle” in subsection 1 (1) of the *Highway Traffic Act* is repealed and the following substituted:

“commercial motor vehicle”, unless otherwise defined by regulation, means a motor vehicle having attached to it a truck or delivery body and includes an ambulance, a hearse, a casket wagon, a fire apparatus, a bus and a tractor used for hauling purposes on a highway; (“véhicule utilitaire”)

(2) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:

“compensation” includes any rate, remuneration, reimbursement or reward of any kind paid, payable, promised, received or demanded, directly or indirectly; (“rémunération”)

“CVOR certificate” means a Commercial Vehicle Operator’s Registration Certificate issued under section 17; (“certificat d’immatriculation UVU”)

“goods” includes all classes of materials, wares and merchandise and livestock; (“biens”)

“safety record” means the safety record of an operator, as defined in subsection 16 (1), determined in accordance with the regulations made under section 22; (“fiche de sécurité”)

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Definition of “commercial motor vehicle”

(10) The Lieutenant Governor in Council may make regulations defining “commercial motor vehicle” differently from its definition in subsection (1) for the purposes of any Part or provision of this Act.

2. (1) Clause 5.1 (1) (a) of the Act is amended by striking out “administrative monetary penalties” and substituting “administrative penalties”.

(2) Clause 5.1 (1) (b) of the Act is amended by striking out “an administrative monetary penalty” and substituting “an administrative penalty”.

(3) Subsection 5.1 (2) of the Act is amended by striking out “an administrative monetary penalty” and substituting “an administrative penalty”.

3. (1) The definitions of “commercial motor vehicle”, “compensation”, “CVOR certificate”, “goods” and “safety record” in subsection 16 (1) of the Act are repealed.

(2) Subsection 16 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Documents to be carried

(3) Every driver of a commercial motor vehicle shall carry,

ANNEXE 3 CODE DE LA ROUTE

1. (1) La définition de «véhicule utilitaire» au paragraphe 1 (1) du *Code de la route* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«véhicule utilitaire» Sauf définition contraire dans les règlements, véhicule automobile auquel est fixée une carrosserie de camion ou de livraison. S’entend notamment d’une ambulance, d’un corbillard, d’un fourgon funéraire, d’un engin d’incendie, d’un autobus et d’un tracteur utilisé à des fins de remorquage sur une voie publique. («commercial motor vehicle»)

(2) Le paragraphe 1 (1) du Code est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«biens» S’entend notamment de toutes catégories de matériaux, de denrées et de marchandises ainsi que du bétail. («goods»)

«certificat d’immatriculation UVU» Certificat d’immatriculation d’utilisateur de véhicule utilitaire délivré en vertu de l’article 17. («CVOR certificate»)

«fiche de sécurité» Fiche de sécurité d’un utilisateur, au sens du paragraphe 16 (1), établie conformément aux règlements pris en vertu de l’article 22. («safety record»)

«rémunération» S’entend notamment du taux, de la rétribution, du remboursement ou d’une récompense quelconque qui ont été payés, qui sont payables, qui ont été promis, qui ont été reçus ou qui ont été demandés, directement ou indirectement. («compensation»)

(3) L’article 1 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Définition : «véhicule utilitaire»

(10) Pour l’application de toute partie ou disposition du présent code, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, définir «véhicule utilitaire» différemment de la façon dont ce terme est défini au paragraphe (1).

2. (1) L’alinéa 5.1 (1) a) du Code est modifié par remplacement de «d’amendes administratives» par «de pénalités administratives» et de «amendes différentes» par «pénalités différentes».

(2) L’alinéa 5.1 (1) b) du Code est modifié par remplacement de «amendes administratives» par «pénalités administratives».

(3) Le paragraphe 5.1 (2) du Code est modifié par remplacement de «d’une amende administrative» par «d’une pénalité administrative».

3. (1) Les définitions de «biens», «certificat d’immatriculation UVU», «fiche de sécurité», «rémunération» et «véhicule utilitaire» au paragraphe 16 (1) du Code sont abrogées.

(2) Le paragraphe 16 (3) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Documents que doit avoir le conducteur

(3) Le conducteur d’un véhicule utilitaire doit avoir avec lui les documents suivants :

- (a) the original or a copy of the CVOR certificate issued to the operator of the vehicle or, if it is a leased vehicle, the original or a copy of the lease that meets the requirements of subsection (5);
- (b) if the operator has been issued fleet limitation certificates, an original fleet limitation certificate; and
- (c) any other prescribed document, in its original form or as a copy, as prescribed.

4. Subsections 17 (3.1) and (3.2) of the Act are repealed.

5. The Act is amended by adding the following section:

Refusal to issue, replace or renew CVOR certificates

Non-payment of fees, fines, penalties

17.0.2 (1) The Registrar may refuse to issue, replace or renew a CVOR certificate if the applicant owes an outstanding fee, fine or administrative penalty, or any interest or penalty that is in respect of such a fee, fine or penalty, under this Act, the *Provincial Offences Act*, the *Public Vehicles Act* or the *Motor Vehicle Transport Act*, 1987 (Canada).

Subject to terms or conditions or invalid for more than 12 months

- (2) The Registrar shall refuse to renew a CVOR certificate,
 - (a) that was issued subject to any terms or conditions pursuant to subsection 17 (1.1); or
 - (b) that has been invalid for more than 12 months before the application for renewal is received by the Registrar.

Prescribed reason

(3) The Registrar may refuse to issue, replace or renew a CVOR certificate for any other reason that may be prescribed.

6. Section 18 of the Act is repealed.

7. Section 19 of the Act is amended by striking out “sections 18 and 20” at the end and substituting “section 20”.

8. Subsection 21 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Offences, commercial motor vehicles

(1) Every person who contravenes subsection 16 (3) or (4) or section 20 or a regulation made under subsection 22 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000.

9. The Act is amended by adding the following section:

Administrative penalties

Purpose

21.1 (1) An administrative penalty may be imposed

- a) l'original ou une copie du certificat d'immatriculation UVU délivré à l'utilisateur du véhicule ou, dans le cas d'un véhicule loué, l'original ou une copie du contrat de location qui respecte les exigences prévues au paragraphe (5);
- b) l'original du certificat de limite de parc, si de tels certificats ont été délivrés à l'utilisateur;
- c) l'original ou une copie, selon ce qui est prescrit, de tout autre document prescrit.

4. Les paragraphes 17 (3.1) et (3.2) du Code sont abrogés.

5. Le Code est modifié par adjonction de l'article suivant :

Refus de délivrer, de remplacer ou de renouveler un certificat d'immatriculation UVU

Non-paiement des droits, amendes ou pénalités

17.0.2 (1) Le registrateur peut refuser de délivrer, de remplacer ou de renouveler un certificat d'immatriculation UVU si l'auteur de la demande est redevable de droits, d'une amende ou d'une pénalité administrative non payés, ou d'intérêts ou d'une pénalité s'y rapportant, en application du présent code, de la *Loi sur les infractions provinciales*, de la *Loi sur les véhicules de transport en commun* ou de la *Loi de 1987 sur les transports routiers* (Canada).

Certificat assorti de conditions ou non valide depuis plus de 12 mois

- (2) Le registrateur doit refuser de renouveler un certificat d'immatriculation UVU si, selon le cas :
 - a) sa délivrance était assortie de conditions en application du paragraphe 17 (1.1);
 - b) il est non valide depuis plus de 12 mois avant la réception de la demande de renouvellement par le registrateur.

Motif prescrit

(3) Le registrateur peut refuser de délivrer, de remplacer ou de renouveler un certificat d'immatriculation UVU pour tout autre motif prescrit.

6. L'article 18 du Code est abrogé.

7. L'article 19 du Code est modifié par remplacement de «des articles 18 et 20» par «de l'article 20» à la fin de l'article.

8. Le paragraphe 21 (1) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infractions : véhicules utilitaires

(1) Quiconque contrevient au paragraphe 16 (3) ou (4), à l'article 20 ou à un règlement pris en vertu du paragraphe 22 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 1 000 \$.

9. Le Code est modifié par adjonction de l'article suivant :

Pénalités administratives

But

21.1 (1) Une pénalité administrative peut être imposée

under this section in order to promote compliance with this Act and the regulations.

Order imposing administrative penalties

(2) If a prescribed authorized person is satisfied that a person is contravening or not complying with or has contravened or failed to comply with a prescribed provision of this Act or of the regulations, the prescribed authorized person may, by order, impose an administrative penalty on the person in accordance with this section and the regulations.

May only be imposed on prescribed persons

(3) An administrative penalty may only be imposed on a person who belongs to a prescribed class.

May be imposed with other measures

(4) An administrative penalty may be imposed alone or in conjunction with any other regulatory measure provided by this or any other Act; however, an administrative penalty may not be imposed if the person is charged with an offence under this Act in respect of the same contravention or failure to comply.

Limitation

(5) An administrative penalty may only be imposed within the prescribed time period.

No right to be heard

(6) There is no right to be heard before an order imposing an administrative penalty is made.

Appeal

(7) A person who is subject to an order imposing an administrative penalty may, in accordance with the regulations, appeal the order to a person prescribed for the purpose of this subsection and the prescribed person may confirm, vary or set aside the order.

Same

(8) An appeal commenced under subsection (7) operates as a stay of the order until the matter is finally disposed of.

Parties to judicial review

(9) The parties to any judicial review brought in respect of this section are the Registrar and the person subject to the order imposing an administrative penalty.

Maximum administrative penalty

(10) An administrative penalty shall not exceed \$20,000 or such lesser amount as may be prescribed.

Enforcement

(11) If a person fails to pay an administrative penalty in accordance with the terms of the order imposing the penalty, the Minister may file the order with the Superior Court of Justice and the order may be enforced as if it were an order of the court.

en application du présent article afin d'encourager l'observation du présent code et des règlements.

Ordonnance d'imposition de pénalités administratives

(2) La personne autorisée prescrite peut, par ordonnance, imposer une pénalité administrative à une personne conformément au présent article et aux règlements si la personne autorisée est convaincue soit que la personne contrevient ou a contrevenu à une disposition prescrite du présent code ou des règlements soit qu'elle ne l'observe pas ou ne l'a pas observée.

Imposition aux personnes prescrites seulement

(3) Une pénalité administrative ne peut être imposée qu'à une personne faisant partie d'une catégorie prescrite.

Pénalité administrative et autres mesures

(4) Une pénalité administrative peut être imposée seule ou conjointement avec toute autre mesure réglementaire prévue par le présent code ou par une autre loi. Toutefois, elle ne peut pas être imposée si la personne qu'elle vise est accusée d'une infraction au présent code à l'égard de la même contravention ou de la même inobservation.

Durée limitée

(5) Une pénalité administrative ne peut être imposée que dans le délai prescrit.

Aucun droit d'audience

(6) Nul n'a droit à une audience avant que soit rendue une ordonnance imposant une pénalité administrative.

Appel

(7) La personne visée par une ordonnance imposant une pénalité administrative peut, conformément aux règlements, en interjeter appel auprès de toute personne prescrite pour l'application du présent paragraphe. La personne ainsi prescrite peut confirmer, modifier ou annuler l'ordonnance.

Idem

(8) L'appel interjeté en vertu paragraphe (7) sursoit à l'ordonnance jusqu'au règlement définitif de la question.

Parties à une révision judiciaire

(9) Les parties à une révision judiciaire demandée à l'égard du présent article sont le registrateur et la personne visée par l'ordonnance imposant une pénalité administrative.

Pénalité administrative maximale

(10) La pénalité administrative ne doit pas être supérieure à 20 000 \$ ou à tout montant inférieur prescrit.

Exécution

(11) Si une personne ne paie pas une pénalité administrative conformément aux conditions de l'ordonnance qui l'impose, le ministre peut déposer l'ordonnance auprès de la Cour supérieure de justice et l'ordonnance peut être exécutée comme s'il s'agissait d'une ordonnance du tribunal.

Same

(12) For the purposes of section 129 of the *Courts of Justice Act*, the date on which the order is filed with the court is deemed to be the date of the order.

Same

(13) An administrative penalty that is not paid in accordance with the terms of the order imposing the penalty is a debt due to the Crown and is also enforceable as such.

Regulations

(14) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the administrative penalties that may be imposed under this section and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations,

- (a) prescribing authorized persons for the purpose of subsection (2);
- (b) prescribing provisions of this Act and of the regulations for the purpose of subsection (2);
- (c) prescribing classes of persons who may be subject to an order under subsection (2);
- (d) prescribing persons for the purpose of subsection (7);
- (e) prescribing the amount of a penalty, or method for calculating the amount of a penalty, and prescribing different penalties or ranges of penalties for different types of contraventions or failures to comply and different penalties or ranges of penalties depending on specified criteria;
- (f) authorizing a person prescribed under clause (a) to determine the amount of a penalty, if the amount of the penalty or method for calculating the amount of the penalty is not prescribed, and prescribing criteria that may or must be considered when making an order under subsection (2), including prescribing that the criteria may include aggravating or mitigating factors;
- (g) authorizing that a penalty may be imposed for each day or part of a day on which a contravention or failure to comply continues;
- (h) authorizing higher penalties (not to exceed the maximum penalty established under subsection (10) or prescribed under clause (k)) for a second or subsequent contravention or failure to comply;
- (i) governing the payment of penalties, including requiring that a penalty be paid before a specified deadline, and authorizing the Registrar to approve a plan of periodic payments that extends beyond the deadline;
- (j) authorizing the imposition of late payment fees respecting penalties that are not paid before the specified deadline, including graduated late payment fees, and providing that such fees are included as part of the penalty for enforcement purposes;

Idem

(12) Pour l'application de l'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, la date de dépôt de l'ordonnance auprès du tribunal est réputée être la date de l'ordonnance.

Idem

(13) La pénalité administrative qui n'est pas payée conformément aux conditions de l'ordonnance qui l'impose constitue une créance de la Couronne et peut également être exécutée à ce titre.

Règlements

(14) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les pénalités administratives pouvant être imposées en application du présent article, notamment :

- a) prescrire des personnes autorisées pour l'application du paragraphe (2);
- b) prescrire des dispositions du présent code et des règlements pour l'application du paragraphe (2);
- c) prescrire des catégories de personnes pouvant être visées par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2);
- d) prescrire des personnes pour l'application du paragraphe (7);
- e) prescrire le montant d'une pénalité ou son mode de calcul et prescrire des pénalités ou fourchettes de pénalités différentes selon les types de contraventions ou d'inobservations et en fonction des critères précisés;
- f) autoriser une personne prescrite en vertu de l'alinéa a) à fixer le montant d'une pénalité si ni ce montant ni son mode de calcul n'est prescrit, et prescrire les critères pouvant ou devant être pris en compte lorsqu'une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (2), notamment prescrire que les critères peuvent comprendre des circonstances aggravantes ou atténuantes;
- g) autoriser l'imposition d'une pénalité pour chaque jour ou fraction de jour où la contravention ou l'inobservation se poursuit;
- h) autoriser des pénalités plus élevées (ne dépassant pas le maximum fixé au paragraphe (10) ou prescrit en vertu de l'alinéa k)) dans le cas d'une deuxième contravention ou inobservation ou d'une contravention ou d'une inobservation subséquente;
- i) régir le paiement des pénalités, notamment exiger qu'une pénalité soit payée avant une date limite précisée et autoriser le registrateur à approuver un système de paiements périodiques se prolongeant au-delà de la date limite;
- j) autoriser l'imposition de frais de retard de paiement à l'égard des pénalités qui ne sont pas payées avant la date limite précisée, y compris l'imposition de frais de retard de paiement progressifs, et prévoir l'inclusion de ces frais dans la pénalité aux fins d'exécution;

- (k) prescribing a lesser maximum penalty and the provisions of this Act or of the regulations to which the lesser maximum penalty applies for the purpose of subsection (10);
- (l) prescribing and governing procedures for making and serving an order under this section, including prescribing rules for service, prescribing the day on which an order is deemed to have been received and providing for service on persons outside Ontario;
- (m) governing the appeal of an order under subsection (7), including establishing procedures for commencing and conducting an appeal, establishing time limits for the stages of an appeal and authorizing the person prescribed under clause (d) to extend any time limit, prescribing that the appeal must or may be conducted orally, electronically or in writing or authorizing the person prescribed under clause (d) to make that determination and prescribing fees to be paid to commence an appeal.

10. (1) Subsection 22 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a) prescribing standards and specifications for the use, operation and maintenance of commercial motor vehicles, or any class of them;

(2) Clause 22 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) prescribing requirements, qualifications and standards for owners, operators and drivers of commercial motor vehicles, or any class of them, including requirements, qualifications and standards to obtain, renew and hold a CVOR certificate, and authorizing the Registrar to waive any requirements, qualifications or standards that are specified in the regulations under the circumstances specified in the regulations;

- (d.1) prescribing reasons to refuse to issue, replace or renew a CVOR certificate for the purpose of subsection 17.0.2 (3);

(3) Clauses 22 (1) (f) and (g) of the Act are repealed and the following substituted:

- (f) respecting documents and information to be filed with or supplied to the Ministry by owners, operators and drivers of commercial motor vehicles, prescribing the time or times or circumstances when such information is to be provided, governing the form and manner in which such information must be provided and, with respect to owners who are applicants for a CVOR certificate and operators, requiring the information prior to the issuance or renewal of CVOR certificates or as a condition of retention of CVOR certificates;

- k) prescrire, pour l'application du paragraphe (10), une pénalité maximale d'un montant inférieur et les dispositions du présent code ou des règlements auxquelles elle s'applique;

- l) prescrire et régir la façon de rendre et de signifier une ordonnance en vertu du présent article, notamment prescrire les règles de signification et le jour où une ordonnance est réputée avoir été reçue et prévoir la signification d'une ordonnance à des personnes à l'extérieur de l'Ontario;

- m) régir l'appel d'une ordonnance interjeté en vertu du paragraphe (7), notamment établir la façon d'interjeter et d'entendre un appel, fixer les délais applicables à chaque étape d'un appel et autoriser la personne prescrite visée à l'alinéa d) à proroger un délai, prescrire que l'appel doit ou peut se dérouler oralement, électroniquement ou par écrit ou autoriser la personne prescrite visée à l'alinéa d) à prendre une décision à ce sujet, et prescrire les droits pour interjeter un appel.

10. (1) Le paragraphe 22 (1) du Code est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a) prescrire les normes et les caractéristiques applicables à l'utilisation et à l'entretien des véhicules utilitaires, ou d'une catégorie de ceux-ci;

(2) L'alinéa 22 (1) d) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) prescrire les exigences et les normes que doivent satisfaire les propriétaires, les utilisateurs et les conducteurs de véhicules utilitaires, ou d'une catégorie de ceux-ci, de même que les qualités requises qu'ils doivent posséder, notamment les exigences, qualités requises et normes applicables à l'obtention, au renouvellement et à la détention d'un certificat d'immatriculation UVU, et autoriser le registraire à renoncer à toute exigence, qualité requise ou norme précisée dans les règlements dans les circonstances qui y sont précisées;

- d.1) prescrire les motifs applicables au refus de délivrer, de remplacer ou de renouveler un certificat d'immatriculation UVU pour l'application du paragraphe 17.0.2 (3);

(3) Les alinéas 22 (1) f) et g) du Code sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- f) prévoir les documents et les renseignements que les propriétaires, les utilisateurs et les conducteurs de véhicules utilitaires doivent déposer auprès du ministère ou lui fournir, prescrire le ou les délais ou les circonstances dans lesquels ces renseignements doivent être fournis, régir la forme et la manière selon lesquelles ils doivent être fournis et, dans le cas des propriétaires qui demandent un certificat d'immatriculation UVU et des utilisateurs, exiger les renseignements avant la délivrance ou le renouvellement d'un tel certificat ou comme condition de maintien de celui-ci;

(f.1) prescribing and governing documents and records to be kept by owners, operators and drivers of commercial motor vehicles, or any class of them, and governing the retention of such documents and records;

(g) prescribing documents for the purpose of clause 16 (3) (c) and prescribing whether each prescribed document may or must be carried in its original form or as a copy;

(4) Subsection 22 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

(i.1) requiring specified classes of owners and operators to install or to carry in their commercial motor vehicles, or in some of their commercial motor vehicles, as specified in the regulation, a device that is capable of recording and transmitting data about the operation of the vehicle and the conduct of the driver, prescribing standards and specifications for the device and requiring and governing its use;

(m) exempting any class of owners, operators, drivers or vehicles from any requirement of sections 16 to 23 or of a regulation made under this subsection, and prescribing circumstances and conditions for any such exemption.

11. (1) Subsection 32 (14) of the Act is amended by adding the following clause:

(m.1) providing that a driver's licence or an endorsement cannot be issued or renewed if the applicant or holder of the licence or endorsement has not paid an administrative penalty imposed under section 21.1;

(2) Subsection 32 (17) of the Act is amended by striking out "within the meaning of subsection 16 (1)".

12. Subsection 39.1 (11) of the Act is repealed and the following substituted:

Definition

(11) In this section,

"owner" means, in the absence of evidence to the contrary, the holder of the permit or the plate portion of the permit for the vehicle.

13. Clause 41.2 (13) (a) of the Act is amended by striking out "within the meaning of subsection 16 (1)".

14. Clause (b) of the definition of "operator" in subsection 41.4 (25) of the Act is amended by striking out "as defined in subsection 16 (1)".

15. (1) Subsection 47 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Suspension and cancellation of licence, etc., general

(1) Subject to section 47.1, the Registrar may, by order, suspend or cancel,

f.1) prescrire et régir les documents et dossiers que doivent tenir les propriétaires, les utilisateurs et les conducteurs de véhicules utilitaires, ou d'une catégorie de ceux-ci, et régir le maintien de ces documents et dossiers;

g) prescrire des documents pour l'application de l'alinéa 16 (3) c) et prescrire si chaque document prescrit peut ou doit être un original ou une copie;

(4) Le paragraphe 22 (1) du Code est modifié par adjonction des alinéas suivants :

i.1) exiger de catégories précisées de propriétaires ou d'utilisateurs qu'ils installent ou aient dans leurs véhicules utilitaires, ou dans certains d'entre eux, selon ce que précise le règlement, un dispositif capable d'enregistrer et de transmettre des données sur le fonctionnement des véhicules et le comportement du conducteur, prescrire les normes et les caractéristiques de ce dispositif, et exiger et régir son utilisation;

m) dispenser une catégorie de propriétaires, d'utilisateurs, de conducteurs ou de véhicules à l'application d'une exigence des articles 16 à 23 ou d'un règlement pris en vertu du présent paragraphe, et prescrire les circonstances et les conditions de cette dispense.

11. (1) Le paragraphe 32 (14) du Code est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

m.1) prévoir qu'un permis de conduire ou une inscription ne peut pas être délivré ou renouvelé si l'auteur de la demande ou le titulaire de l'un ou de l'autre n'a pas payé une pénalité administrative imposée en vertu de l'article 21.1;

(2) Le paragraphe 32 (17) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

12. Le paragraphe 39.1 (11) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définition

(11) La définition qui suit s'applique au présent article.

«propriétaire» En l'absence de preuve contraire, le titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule ou de sa partie plaque.

13. L'alinéa 41.2 (13) a) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

14. L'alinéa b) de la définition de «utilisateur» au paragraphe 41.4 (25) du Code est modifié par suppression de «, au sens du paragraphe 16 (1)».

15. (1) Le paragraphe 47 (1) du Code est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Suspension et annulation du permis : dispositions générales

(1) Sous réserve de l'article 47.1, le registrateur peut, par ordonnance, suspendre ou annuler, selon le cas :

(2) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsections:**Immediate suspension or cancellation of CVOR certificate**

(2.2) The Registrar may by order provide that a suspension or cancellation of a CVOR certificate or of a plate portion of a permit under subsection (1) is of immediate effect if the Registrar has reason to believe that,

- (a) the CVOR certificate holder's or plate holder's safety record or failure to comply with this or any other Act demonstrates a significant risk to road safety or to road users; and
- (b) it is in the public interest that the operator immediately cease operating all commercial motor vehicles.

Same

(2.3) A CVOR certificate holder who is subject to an order described in subsection (2.2) shall immediately, in accordance with the order and any regulations, cease to operate any commercial motor vehicle.

(3) Clause 47 (8) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) who operates a commercial motor vehicle without a permit or certificate or when their permit or certificate is under suspension or cancelled,

(4) Subsection 47 (9) of the Act is repealed and the following substituted:**Definition**

(9) For the purposes of this section and section 47.1,

“operator” has the same meaning as in subsection 16 (1).

(5) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsection:**Regulations**

(12) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the ceasing of operations by CVOR certificate holders who are subject to an order described in subsection (2.2).

16. Clause (b) of the definition of “operator” in subsection 48.4 (25) of the Act is amended by striking out “as defined in subsection 16 (1)”.

17. (1) Subsection 50 (1) of the Act is amended by striking out “a decision of the Registrar” and substituting “a decision or order of the Registrar”.

(2) Section 50 of the Act is amended by adding the following subsection:**Immediate suspension, cancellation of CVOR certificate not stayed**

(1.1) Despite the *Statutory Powers Procedure Act*, the filing of an appeal under subsection (1) in respect of an

(2) L'article 47 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**Suspension ou annulation immédiate du certificat d'immatriculation UVU**

(2.2) Le registrateur peut, par ordonnance, prévoir que la suspension ou l'annulation d'un certificat d'immatriculation UVU ou de la partie plaque d'un certificat d'immatriculation prévue au paragraphe (1) a un effet immédiat s'il a des motifs de croire :

- a) d'une part, que la fiche de sécurité du titulaire du certificat ou de sa partie plaque ou l'inobservation, par le titulaire, du présent code ou d'une autre loi rend manifeste l'existence d'un danger important pour la sécurité routière ou pour les usagers de la route;
- b) d'autre part, qu'il est dans l'intérêt public que l'utilisateur cesse immédiatement d'utiliser tous les véhicules utilitaires.

Idem

(2.3) Le titulaire du certificat d'immatriculation UVU visé par l'ordonnance prévue au paragraphe (2.2) doit immédiatement, conformément à l'ordonnance et à tout règlement, cesser d'utiliser le véhicule utilitaire.

(3) L'alinéa 47 (8) b) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) soit utilise un véhicule utilitaire sans avoir de certificat d'immatriculation ou de certificat de limite de parc, ou lorsque l'un ou l'autre de ceux-ci est suspendu ou annulé.

(4) Le paragraphe 47 (9) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Définition**

(9) La définition qui suit s'applique au présent article et à l'article 47.1.

«utilisateur» S'entend au sens du paragraphe 16 (1).

(5) L'article 47 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Règlements**

(12) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir la cessation des activités par les titulaires de certificats d'immatriculation UVU qui sont visés par une ordonnance prévue au paragraphe (2.2).

16. L'alinéa b) de la définition de «utilisateur» au paragraphe 48.4 (25) du Code est modifié par suppression de «, au sens du paragraphe 16 (1),».

17. (1) Le paragraphe 50 (1) du Code est modifié par remplacement de «une décision prise par le registrateur» par «une décision prise ou une ordonnance rendue par le registrateur».

(2) L'article 50 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Aucun sursis : suspension ou annulation immédiate du certificat d'immatriculation UVU**

(1.1) Malgré la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, le dépôt d'un appel en vertu du paragraphe (1)

order immediately suspending or cancelling a CVOR certificate pursuant to subsection 47 (2.2) does not stay the order, unless the Tribunal orders otherwise.

(3) Subsection 50 (2) of the Act is amended by adding “or order” after “the decision”.

(4) Subsection 50 (3) of the Act is amended by striking out “or a decision of the Registrar” and substituting “or an order of the Registrar”.

(5) Subsection 50 (3.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appeal to Divisional Court

(3.1) Every person aggrieved by a decision of the Tribunal with respect to a decision or order of the Registrar under section 17 or 47, other than an order under clause 47 (1) (b), may, within 30 days after a notice of the decision is sent to the person’s latest address as recorded with the Tribunal, appeal the decision of the Tribunal to the Divisional Court.

18. Subsection 50.3 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

Definitions

(13) In this section,

“operator”, “owner” and “permit” have the same meanings as in section 82.1.

19. Clause (b) of the definition of “operator” in subsection 55.1 (40) of the Act is amended by striking out “as defined in subsection 16 (1)”.

20. Clause (b) of the definition of “operator” in subsection 55.2 (25) of the Act is amended by striking out “as defined in subsection 16 (1)”.

21. Subsection 58 (12) of the Act is repealed.

22. Subsection 62 (33) of the Act is amended by striking out “within the meaning of subsection 16 (1)”.

23. Subsection 64 (9) of the Act is amended by striking out “within the meaning of subsection 16 (1)” wherever it appears.

24. Subsection 66 (6) of the Act is amended by striking out “within the meaning of subsection 16 (1)” wherever it appears.

25. Clause 68.1 (11) (a) of the Act is repealed.

26. Subsection 70 (4.1) of the Act is amended by striking out “within the meaning of subsection 16 (1)”.

27. Subsection 80 (2) of the Act is amended by striking out “within the meaning of subsection 16 (1)”.

28. (1) The definition of “commercial motor vehicle” in subsection 82 (1) of the Act is repealed.

(2) Clause (b) of the definition of “operator” in subsection 82 (1) of the Act is amended by striking out “as defined in subsection 16 (1)”.

relativement à une ordonnance suspendant ou annulant immédiatement un certificat d’immatriculation UVU conformément au paragraphe 47 (2.2) n’a pas pour effet de surseoir à l’ordonnance, sauf ordonnance contraire du Tribunal.

(3) Le paragraphe 50 (2) du Code est modifié par adjonction de «ou l’ordonnance» après «la décision».

(4) Le paragraphe 50 (3) du Code est modifié par remplacement de «ou d’une décision prise par le registraire» par «ou d’une ordonnance rendue par le registraire».

(5) Le paragraphe 50 (3.1) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Appel interjeté devant la Cour divisionnaire

(3.1) Quiconque est lésé par une décision du Tribunal à l’égard d’une décision prise ou d’une ordonnance rendue par le registraire en vertu de l’article 17 ou 47, à l’exception d’une ordonnance rendue en vertu de l’alinéa 47 (1) b), peut, dans les 30 jours suivant l’envoi de l’avis de la décision à sa dernière adresse figurant dans les dossiers du Tribunal, interjeter appel de la décision du Tribunal devant la Cour divisionnaire.

18. Le paragraphe 50.3 (13) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

(13) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«certificat d’immatriculation», «propriétaire» et «utilisateur» S’entendent au sens de l’article 82.1.

19. L’alinéa b) de la définition de «utilisateur» au paragraphe 55.1 (40) du Code est modifié par suppression de «, au sens du paragraphe 16 (1)».

20. L’alinéa b) de la définition de «utilisateur» au paragraphe 55.2 (25) du Code est modifié par suppression de «, au sens du paragraphe 16 (1)».

21. Le paragraphe 58 (12) du Code est abrogé.

22. Le paragraphe 62 (33) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

23. Le paragraphe 64 (9) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

24. Le paragraphe 66 (6) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

25. L’alinéa 68.1 (11) a) du Code est abrogé.

26. Le paragraphe 70 (4.1) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

27. Le paragraphe 80 (2) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

28. (1) La définition de «véhicule utilitaire» au paragraphe 82 (1) du Code est abrogée.

(2) L’alinéa b) de la définition de «utilisateur» au paragraphe 82 (1) du Code est modifié par suppression de «, au sens du paragraphe 16 (1)».

29. (1) The definition of “commercial motor vehicle” in subsection 82.1 (1) of the Act is repealed.

(2) Clause (b) of the definition of “operator” in subsection 82.1 (1) of the Act is amended by striking out “as defined in subsection 16 (1)”.

30. Subsection 84 (2) of the Act is amended by striking out “within the meaning of subsection 16 (1)”.

31. Clause (b) of the definition of “operator” in subsection 84.1 (7) of the Act is amended by striking out “as defined in subsection 16 (1)”.

32. (1) Subsection 103 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Commercial motor vehicles, further provisions

Name of owner on commercial motor vehicles

(1) Every commercial motor vehicle shall have attached to or painted on both sides of the vehicle in a clearly visible position a sign showing the name of the owner.

(2) Section 103 of the Act is amended by adding the following subsections:

Regulations

(7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing requirements, standards and specifications for the identification of commercial motor vehicles, or any class of them, including markings and lights, in addition to the identification requirements in subsection (1);
- (b) requiring additional equipment for commercial motor vehicles, or any class of them, prescribing standards and specifications for any equipment required by this Act or by regulation and prescribing standards and specifications for the use, operation and maintenance of any such equipment.

Same

(8) The Minister may by regulation designate any vehicle or class of vehicles to which subsection (1) does not apply.

33. Clause 107 (18) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) defining “operator” for the purposes of this section;

34. Subsection 109 (15.1) of the Act is amended by striking out “within the meaning of subsection 16 (1)”.

35. Subsection 111 (5) of the Act is amended by striking out “within the meaning of subsection 16 (1)”.

36. (1) Subsection 124 (5) of the Act is amended by striking out “within the meaning of subsection 16 (1)”.

(2) Subsection 124 (6) of the Act is amended by striking out “within the meaning of subsection 16 (1)” in the portion before clause (a).

37. Clause (b) of the definition of “operator” in subsection 134.1 (5) of the Act is amended by striking out “as defined in subsection 16 (1)”.

29. (1) La définition de «véhicule utilitaire» au paragraphe 82.1 (1) du Code est abrogée.

(2) L’alinéa b) de la définition de «utilisateur» au paragraphe 82.1 (1) du Code est modifié par suppression de «, au sens du paragraphe 16 (1),».

30. Le paragraphe 84 (2) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

31. L’alinéa b) de la définition de «utilisateur» au paragraphe 84.1 (7) du Code est modifié par suppression de «, au sens du paragraphe 16 (1),».

32. (1) Le paragraphe 103 (1) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Véhicules utilitaires : dispositions supplémentaires

Nom du propriétaire sur un véhicule utilitaire

(1) Les véhicules utilitaires doivent comporter de chaque côté, à un endroit bien visible, un signe fixe ou peint indiquant le nom du propriétaire.

(2) L’article 103 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Règlements

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les exigences, les normes et les caractéristiques applicables à l’identification des véhicules utilitaires, ou d’une catégorie de ceux-ci, y compris les indications et les feux, en plus des exigences en matière d’identification prévues au paragraphe (1);
- b) exiger de l’équipement additionnel pour les véhicules utilitaires, ou une catégorie de ceux-ci, et prescrire les normes et les caractéristiques applicables à tout équipement exigé par le présent code ou les règlements ainsi que celles qui s’appliquent à l’utilisation et à l’entretien de cet équipement.

Idem

(8) Le ministre peut, par règlement, désigner des véhicules, ou des catégories de véhicules, auxquels le paragraphe (1) ne s’applique pas.

33. L’alinéa 107 (18) a) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) définir «utilisateur» pour l’application du présent article;

34. Le paragraphe 109 (15.1) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

35. Le paragraphe 111 (5) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

36. (1) Le paragraphe 124 (5) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

(2) Le paragraphe 124 (6) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)» dans le passage qui précède l’alinéa a).

37. L’alinéa b) de la définition de «utilisateur» au paragraphe 134.1 (5) du Code est modifié par suppression de «, au sens du paragraphe 16 (1),».

38. Clause 154.2 (5) (h) of the Act is amended by striking out “as defined in subsection 16 (1)”.

39. Section 171 of the Act is amended by adding the following subsections:

Other prohibited activities

(3.1) No driver of a tow truck, or other person who is in charge of a tow truck, shall engage in an activity prohibited by regulation.

Regulations

(6) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) defining “tow truck” for the purposes of this section;
- (b) prescribing prohibited activities for the purpose of subsection (3.1), prescribing conditions and circumstances when the prohibitions apply or do not apply, exempting any class of persons or of vehicles from any such prohibition, and prescribing conditions and circumstances for any such exemption.

40. Subsection 190 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Commercial motor vehicles, driving rules

(1) In this section and in sections 191 and 191.0.1,

“operator” has the same meaning as in subsection 16 (1).

41. Subsection 191.0.1 (7) of the Act is repealed.

42. Section 191.9 of the Act is repealed and the following substituted:

Definitions

191.9 In this Part,

“lessee” means a person who leases or rents a motor vehicle or street car for any period of time; (“locataire”)

“operator” has the same meaning as in subsection 16 (1). (“utilisateur”)

43. Subsection 192 (5) of the Act is amended by striking out “as defined in subsection 16 (1)”.

44. Subsection 193 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Definition

(5) In this section,

“motor vehicle” includes a street car.

45. (1) Subclause 205 (1) (c) (iii) of the Act is amended by adding “renewed” after “issued”.

(2) Clause 205 (1) (c) of the Act is amended by adding the following subclause:

38. L’alinéa 154.2 (5) h) du Code est modifié par suppression de «au sens du paragraphe 16 (1)».

39. L’article 171 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Autres activités interdites

(3.1) Le conducteur d’une dépanneuse ou toute autre personne ayant la charge d’une dépanneuse ne doit pas exercer une activité interdite par les règlements.

Règlements

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) définir le terme «dépanneuse» pour l’application du présent article;
- b) prescrire les activités qui sont interdites pour l’application du paragraphe (3.1), prescrire les conditions et les circonstances de l’application ou non de ces interdictions, dispenser une catégorie de personnes ou de véhicules d’une interdiction, et prescrire les conditions et les circonstances d’une telle dispense.

40. Le paragraphe 190 (1) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Véhicules utilitaires : règles relatives à la conduite

(1) La définition qui suit s’applique au présent article et aux articles 191 et 191.0.1.

«utilisateur» S’entend au sens du paragraphe 16 (1).

41. Le paragraphe 191.0.1 (7) du Code est abrogé.

42. L’article 191.9 du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

191.9 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«locataire» Personne qui loue, à bail ou non, un véhicule automobile ou un tramway pour une période de temps quelconque. («lessee»)

«utilisateur» S’entend au sens du paragraphe 16 (1). («operator»)

43. Le paragraphe 192 (5) du Code est modifié par suppression de «, au sens du paragraphe 16 (1)».

44. Le paragraphe 193 (5) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définition

(5) La définition qui suit s’applique au présent article.

«véhicule automobile» S’entend en outre d’un tramway.

45. (1) Le sous-alinéa 205 (1) c) (iii) du Code est modifié par adjonction de «renouvelés,» après «délivrés,».

(2) L’alinéa 205 (1) c) du Code est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

(iii.0.1) a record of all administrative penalties imposed under section 21.1,

46. Subsection 227 (1) of the Act is amended by striking out “as defined in subsection 16 (1) of this Act”.

Bill 173 — Highway Traffic Amendment Act (Keeping Ontario’s Roads Safe), 2014

47. (1) This section applies only if Bill 173 (*Highway Traffic Amendment Act (Keeping Ontario’s Roads Safe)*, 2014), introduced on March 17, 2014, receives Royal Assent.

(2) References in this section to provisions of Bill 173 are references to those provisions as they were numbered in the first reading version of the Bill.

(3) On the first day that subsection 3 (1) of this Schedule and subsection 11 (4) of Bill 173 are both in force, subsection 57 (20) of the *Highway Traffic Act*, as enacted by subsection 11 (4) of Bill 173, is amended by striking out “within the meaning of subsection 16 (1)”.

Commencement

48. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(iii.0.1) un relevé des pénalités administratives imposées en vertu de l’article 21.1,

46. Le paragraphe 227 (1) du Code est modifié par suppression de « , au sens du paragraphe 16 (1) de la présente loi, ».

Projet de loi 173 (*Loi de 2014 modifiant le Code de la route (assurer la sécurité des routes de l’Ontario)*)

47. (1) Le présent article ne s’applique que si le projet de loi 173 (*Loi de 2014 modifiant le Code de la route (assurer la sécurité des routes de l’Ontario)*), déposé le 17 mars 2014, reçoit la sanction royale.

(2) Les mentions, au présent article, de dispositions du projet de loi 173 valent mention de ces dispositions selon leur numérotation dans la version de première lecture du projet de loi.

(3) Le premier jour où le paragraphe 3 (1) de la présente annexe et le paragraphe 11 (4) du projet de loi 173 sont tous les deux en vigueur, le paragraphe 57 (20) du *Code de la route*, tel qu’il est édicté par le paragraphe 11 (4) du projet de loi 173, est modifié par suppression de « au sens du paragraphe 16 (1) ».

Entrée en vigueur

48. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 190

Projet de loi 190

**An Act to amend
the Auditor General Act**

**Loi modifiant la
Loi sur le vérificateur général**



Mr. N. Miller

M. N. Miller

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 15, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 15 avril 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The *Auditor General Act* is amended to permit the Auditor General to conduct special audits of public contractors. A public contractor includes any body or entity that delivers programs or services on behalf of the Crown and that receives payment or financial assistance from the Crown or another entity, or is empowered by the Crown to collect fees for its services.

NOTE EXPLICATIVE

La *Loi sur le vérificateur général* est modifiée pour autoriser le vérificateur général à effectuer des vérifications spéciales de contractants publics. Un contractant public s'entend notamment de toute organisation ou entité qui assure la prestation de programmes ou de services pour le compte de la Couronne et qui soit reçoit un paiement ou une aide financière de la Couronne ou d'une autre entité, soit est habilitée par la Couronne à recouvrer des droits pour les services qu'elle fournit.

An Act to amend the Auditor General Act

Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 1 of the *Auditor General Act* is amended by adding the following definition:

“public contractor” means an association, authority, board, commission, corporation, council, foundation, institution, organization, person or other body or entity that delivers programs or services on behalf of the Crown under an Act, order in council, contract, agreement or policy and that,

- (a) receives payment or financial assistance directly or indirectly from the Crown, a ministry, an agency of the Crown, a Crown controlled corporation, or a grant recipient, including both one-time and recurring payments, and including transfer payments, grants, subsidies, loans and guarantees, or
- (b) is empowered by the Crown to collect fees for its services from the Crown or from the users of the programs or services; (“contractant public”)

2. Section 9.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Public contractors

(4) The Auditor General may conduct a special audit of a public contractor.

3. (1) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out “and every grant recipient” and substituting “every grant recipient and every public contractor”.

(2) Subsection 10 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Access to records

(2) Despite any other Act, the Auditor General is entitled to have free access to all books, accounts, financial records, electronic data processing records, reports, files and all other papers, things or property belonging to or used by a ministry, agency of the Crown, Crown controlled corporation, grant recipient or public contractor, as the case may be, that the Auditor General believes to be necessary to perform his or her duties under this Act.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. L’article 1 de la *Loi sur le vérificateur général* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«contractant public» Association, office, régie, commission, personne morale, conseil, fondation, institution, établissement, personne ou autre organisation ou entité qui assure la prestation de programmes ou de services pour le compte de la Couronne aux termes d’une loi, d’un décret, d’un contrat, d’un accord ou d’une politique et qui, selon le cas :

- a) reçoit un paiement ou une aide financière, directement ou indirectement, de la Couronne, d’un ministère, d’un organisme de la Couronne, d’une société contrôlée par la Couronne ou du bénéficiaire d’une subvention, y compris les paiements uniques et périodiques, et y compris les paiements de transfert, les subventions, les prêts et les garanties;
- b) est habilité par la Couronne à recouvrer, auprès de celle-ci ou des utilisateurs des programmes ou des services, des droits pour les services qu’il fournit. («public contractor»)

2. L’article 9.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Contractants publics

(4) Le vérificateur général peut effectuer une vérification spéciale d’un contractant public.

3. (1) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «et les bénéficiaires de subventions» par «, les bénéficiaires de subventions et les contractants publics».

(2) Le paragraphe 10 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Accès aux dossiers

(2) Malgré toute autre loi, le vérificateur général a le droit d’avoir libre accès à tous les livres, comptes, registres financiers, fichiers informatiques, rapports, dossiers ainsi qu’à tout autre document, objet ou bien qui appartiennent aux ministères, aux organismes de la Couronne, aux sociétés contrôlées par la Couronne, aux bénéficiaires de subventions ou aux contractants publics, selon le cas, ou qu’ils utilisent, et que le vérificateur général estime nécessaires pour exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

4. (1) Subsection 11.1 (1) of the Act is amended by striking out “or grant recipient” and substituting “grant recipient or public contractor”.

(2) Subsection 11.1 (2) of the Act is amended by striking out “or grant recipient” and substituting “grant recipient or public contractor”.

5. Clause 12 (2) (f) of the Act is amended by striking out “or grant recipients” in the portion before subclause (i) and substituting “grant recipients or public contractors”.

Commencement

6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of this Act is the *Auditor General Amendment Act, 2014*.

4. (1) Le paragraphe 11.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «ou du bénéficiaire d’une subvention» par «, du bénéficiaire d’une subvention ou d’un contractant public» à la fin du paragraphe.

(2) Le paragraphe 11.1 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «ou le bénéficiaire d’une subvention» par «, le bénéficiaire d’une subvention ou le contractant public».

5. L’alinéa 12 (2) f) de la Loi est modifié par remplacement de «ou des bénéficiaires de subventions» par «, des bénéficiaires de subventions ou des contractants publics» dans le passage qui précède le sous-alinéa (i).

Entrée en vigueur

6. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 modifiant la Loi sur le vérificateur général*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 191

Projet de loi 191

**An Act to amend
the Liquor Control Act**

**Loi modifiant la
Loi sur les alcools**

Mr. T. Smith

M. T. Smith

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 28, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 28 avril 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Liquor Control Act* to permit the following, whether or not the Liquor Control Board of Ontario authorizes, approves or consents:

1. A manufacturer of beer or cider may sell, in stores it owns and operates, its own beer or cider as well as that of other manufacturers of beer or cider.
2. A manufacturer of spirits or wine may sell, in stores it owns and operates, its own spirits or wine as well as that of other manufacturers of the same type of liquor.
3. A liquor manufacturer may transport and deliver for sale its own liquor, as well as that of other manufacturers, and may warehouse or store its own liquor in a warehouse that is separate from its manufacturing facility.
4. A designated manufacturers' association may transport and deliver for sale and may warehouse any manufacturer's liquor.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les alcools* pour permettre les activités suivantes, que la Régie des alcools de l'Ontario ait donné ou non son autorisation, son approbation ou son consentement :

1. Les fabricants de bière ou de cidre peuvent vendre, dans des magasins dont ils sont les propriétaires et les exploitants, leurs propres produits ainsi que ceux d'autres fabricants de bière ou de cidre.
2. Les fabricants de spiritueux ou de vin peuvent vendre, dans des magasins dont ils sont les propriétaires et les exploitants, leurs propres produits ainsi que ceux d'autres fabricants du même type d'alcool.
3. Les fabricants de boissons alcooliques peuvent transporter et livrer en vue de la vente leurs propres produits ainsi que ceux d'autres fabricants et peuvent les entreposer ou les stocker dans un entrepôt distinct de leur établissement de production.
4. Les associations de fabricants désignées peuvent transporter et livrer des boissons alcooliques de tout fabricant en vue de la vente et peuvent les entreposer.

An Act to amend the Liquor Control Act

Loi modifiant la Loi sur les alcools

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) The *Liquor Control Act* is amended by adding the following section:

Sale and transportation of liquor by manufacturer

3.0.1 (1) Despite any other provision of this Act or the regulations, the following entities may do the following, whether or not the entity has the authorization, approval or consent of the Board:

1. A manufacturer of beer or cider may sell, in stores it owns and operates, its own beer or cider and beer or cider manufactured by other manufacturers of beer or cider.
2. A manufacturer of spirits may sell, in stores it owns and operates, its own spirits and spirits manufactured by other manufacturers of spirits.
3. A manufacturer of Ontario wine may sell, in stores it owns and operates, its own Ontario wine and Ontario wine manufactured by other manufacturers of Ontario wine.
4. A manufacturer of liquor may transport and deliver its own liquor and any other manufacturer's liquor to any government store or to any holder of a licence or permit to sell liquor under the *Liquor Licence Act*.
5. A manufacturers' association may transport and deliver any manufacturer's liquor to any government store or to any holder of a licence or permit to sell liquor under the *Liquor Licence Act*.

Definitions

(2) In this section,

“cider” means cider as described in section B.02.120 of the *Food and Drug Regulations* and the cider-like beverage made from the fermented juice of pears known as perry; (“cidre”)

“manufacturers' association” means an association designated under the regulations as a manufacturers' association. (“association de fabricants”)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) La *Loi sur les alcools* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Vente et transport de boissons alcooliques par le fabricant

3.0.1 (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi ou des règlements, les entités suivantes peuvent exercer les activités suivantes, qu'elles aient obtenu ou non l'autorisation, l'approbation ou le consentement de la Régie :

1. Tout fabricant de bière ou de cidre peut vendre, dans des magasins dont il est le propriétaire et l'exploitant, ses propres produits et ceux d'autres fabricants de bière ou de cidre.
2. Tout fabricant de spiritueux peut vendre, dans des magasins dont il est le propriétaire et l'exploitant, ses propres spiritueux et ceux d'autres fabricants de spiritueux.
3. Tout fabricant de vin de l'Ontario peut vendre, dans des magasins dont il est le propriétaire et l'exploitant, son propre vin de l'Ontario et celui d'autres fabricants de vin de l'Ontario.
4. Tout fabricant de boissons alcooliques peut transporter ses propres boissons alcooliques et celles d'autres fabricants et les livrer à des magasins du gouvernement ou à des titulaires d'un permis de vente d'alcool ou d'un permis de circonstance pour la vente d'alcool délivré en vertu de la *Loi sur les permis d'alcool*.
5. Toute association de fabricants peut transporter les boissons alcooliques d'un fabricant et les livrer à des magasins du gouvernement ou à des titulaires d'un permis de vente d'alcool ou d'un permis de circonstance pour la vente d'alcool délivré en vertu de la *Loi sur les permis d'alcool*.

Définitions

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«association de fabricants» Association désignée comme telle par règlement. («manufacturers' association»)

«cidre» Cidre au sens de l'article B.02.120 du *Règlement sur les aliments et drogues* et boisson semblable au cidre obtenue à partir de jus de poire fermenté connu sous le nom de poiré. («cider»)

(2) Subsection 3.0.1 (1) of the Act, as enacted by subsection (1), is amended by adding the following paragraphs:

6. A manufacturer of liquor may establish a warehouse that is separate from its manufacturing facility for the purpose of warehousing or storing its own liquor.
7. A manufacturers' association may establish a warehouse for the purpose of warehousing or storing any manufacturer's liquor.

2. Subsection 8 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (h.1) designating associations as manufacturers' associations;

Commencement

3. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Subsection 1 (2) comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

4. The short title of this Act is the *Raise a Glass to Ontario Act, 2014*.

(2) Le paragraphe 3.0.1 (1) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

6. Tout fabricant de boissons alcooliques peut ouvrir un entrepôt distinct de son établissement de production afin d'entreposer ou de stocker ses propres boissons alcooliques.
7. Toute association de fabricants peut ouvrir un entrepôt afin d'entreposer ou de stocker les boissons alcooliques d'un fabricant de boissons alcooliques.

2. Le paragraphe 8 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- h.1) désigner des associations comme associations de fabricants;

Entrée en vigueur

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Le paragraphe 1 (2) entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 pour porter un toast à l'Ontario*.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 192

**An Act to amend
the Wireless Services
Agreements Act, 2013 to require
suppliers to provide billing statements
in a paper format, free of charge,
on request**

Ms D. Damerla

Private Member's Bill

1st Reading April 29, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

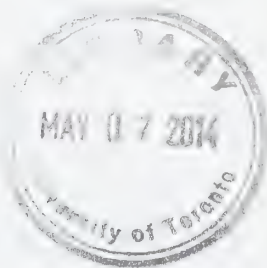
Projet de loi 192

**Loi modifiant la Loi de 2013
sur les conventions de services sans fil
pour exiger que les fournisseurs
remettent gratuitement, sur demande,
des documents de facturation papier**

M^{me} D. Damerla

Projet de loi de député

1^{re} lecture 29 avril 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend
the Wireless Services
Agreements Act, 2013 to require
suppliers to provide billing statements
in a paper format, free of charge,
on request**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Paragraph 15 of subsection 10 (1) of the *Wireless Services Agreements Act, 2013* is repealed and the following substituted:

15. The terms and methods of payments payable by the consumer under the agreement, including the currency in which amounts are expressed, if not in Canadian currency.

2. The Act is amended by adding the following section:

Paper bill free of charge

10.1 (1) A supplier shall provide billing statements to a consumer in a paper format, free of charge.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if the consumer informs the supplier that he or she does not want to receive billing statements in a paper format.

3. Subsection 11 (1) of the Act is amended by adding “or 10.1 (1)” at the end.

4. Clause 21 (1) (a) of the Act is amended by adding “10.1 (1)” after “10 (1) or (2)”.

Commencement

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the *Wireless Services Agreements Amendment Act (Paper Billing Statements), 2014*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Wireless Services Agreements Act, 2013* to require suppliers to provide billing statements to consumers in a paper format, free of charge.

**Loi modifiant la Loi de 2013
sur les conventions de services sans fil
pour exiger que les fournisseurs
remettent gratuitement, sur demande,
des documents de facturation papier**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La disposition 15 du paragraphe 10 (1) de la *Loi de 2013 sur les conventions de services sans fil* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

15. Les modalités et les modes de paiement des sommes à payer par le consommateur aux termes de la convention, y compris la devise employée, si les sommes ne sont pas exprimées en dollars canadiens.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Document de facturation gratuit

10.1 (1) Le fournisseur remet gratuitement des documents de facturation papier au consommateur.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le consommateur informe le fournisseur qu'il ne veut pas recevoir des documents de facturation papier.

3. Le paragraphe 11 (1) de la Loi est modifié par insertion de «ou 10.1 (1)» à la fin du paragraphe.

4. L'alinéa 21 (1) a) de la Loi est modifié par insertion de «10.1 (1),» après «10 (1) ou (2),».

Entrée en vigueur

5. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 modifiant la Loi sur les conventions de services sans fil (documents de facturation papier)*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2013 sur les conventions de services sans fil* afin d'obliger les fournisseurs à remettre gratuitement des documents de facturation papier aux consommateurs.



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 193

Projet de loi 193

**An Act to require
the disclosure of
the country of origin
of motor vehicles and their
components sold in Ontario**

**Loi exigeant la divulgation
du pays d'origine des véhicules
automobiles vendus en Ontario
et de leurs pièces**

Mr. J. Ouellette

M. J. Ouellette

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 30, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 30 avril 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill requires advertisers and persons or bodies that sell or offer to sell motor vehicles in Ontario to clearly indicate in the advertising and sales contracts the country in which the vehicles and their constituent components were produced and the proportion in which each of the components makes up the vehicles. Sellers are also required to clearly indicate that information on motor vehicles that are delivered to purchasers. It is an offence to contravene the requirements.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi exige que les publicitaires ainsi que les personnes ou les organismes qui vendent ou mettent en vente des véhicules automobiles en Ontario indiquent clairement dans la publicité et les contrats de vente le pays où les véhicules et les pièces qui les composent ont été produits ainsi que la proportion que chacune de ces pièces représente par rapport à l'ensemble de ceux-ci. De plus, les vendeurs sont tenus d'indiquer clairement ces renseignements sur les véhicules automobiles qu'ils livrent aux acheteurs. Toute contravention aux exigences constitue une infraction.

**An Act to require
the disclosure of
the country of origin
of motor vehicles and their
components sold in Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definition

1. In this Act,

“motor vehicle” means an automobile, motorcycle, motor assisted bicycle and any other vehicle propelled or driven otherwise than by muscular power, but does not include a street car, any other motorized vehicle running only upon rails, a motorized snow vehicle, a traction engine, a farm tractor or other self-propelled machinery primarily intended for farming or construction purposes.

Disclosure requirements

2. (1) No person or body shall sell or offer to sell a motor vehicle in Ontario unless,

- (a) all advertising done to promote the sale of the vehicle clearly indicates the information described in subsection (3);
- (b) any contract for the sale of the vehicle, if the vehicle is delivered to the purchaser under the contract after the day on which this Act comes into force, clearly indicates the information described in subsection (3); and
- (c) the information described in subsection (3) is clearly indicated on the vehicle when it is delivered to the purchaser, if it is delivered to the purchaser after the day on which this Act comes into force.

Same, advertiser

(2) No person or body shall publish advertising to promote the sale of a motor vehicle in Ontario unless it clearly indicates the information described in subsection (3).

Information to disclose

(3) The information that a person or body is required to disclose under subsection (1) or (2) is,

**Loi exigeant la divulgation
du pays d'origine des véhicules
automobiles vendus en Ontario
et de leurs pièces**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définition

1. La définition qui suit s'applique à la présente loi.

«véhicule automobile» S'entend notamment d'une automobile, d'une motocyclette, d'un cyclomoteur et de tout autre véhicule mû ou conduit autrement que par la force musculaire, à l'exception d'un tramway, d'un autre véhicule automobile sur rails, d'une motoneige, d'un tracteur même agricole et des autres machines automotrices servant principalement à l'agriculture ou à la construction.

Exigences relatives à la divulgation

2. (1) Aucune personne ni aucun organisme ne doit vendre ou mettre en vente un véhicule automobile en Ontario à moins que les exigences suivantes ne soient respectées :

- a) toute la publicité faite pour promouvoir la vente du véhicule indique clairement les renseignements visés au paragraphe (3);
- b) tout contrat de vente du véhicule, si celui-ci est livré à l'acheteur aux termes du contrat après le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, indique clairement les renseignements visés au paragraphe (3);
- c) les renseignements visés au paragraphe (3) sont clairement indiqués sur le véhicule au moment de sa livraison à l'acheteur, si celle-ci se fait après le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem, publicitaire

(2) Aucune personne ni aucun organisme ne doit publier de la publicité afin de promouvoir la vente d'un véhicule automobile en Ontario à moins que celle-ci n'indique clairement les renseignements visés au paragraphe (3).

Renseignements à divulguer

(3) Les renseignements qu'une personne ou un organisme est tenu de divulguer aux termes du paragraphe (1) ou (2) sont les suivants :

- (a) the name of the country in which the motor vehicle was produced;
- (b) a list of the components, if any, that make up the motor vehicle, set out in decreasing order of the proportion in which they make up the vehicle; and
- (c) the name of the country in which each of the components, if any, that make up the motor vehicle was produced and the proportion in which each of them makes up the vehicle.

Vehicle with components

(4) For the purposes of clause (3) (a), if a motor vehicle is made up of components, the country in which the vehicle was produced is the country in which the components were assembled to produce the vehicle and is not the country in which each of the components was produced.

Offences

3. (1) A person or body that contravenes section 2 is guilty of an offence unless it was reasonable in the circumstances for the person or body to rely on information provided to the person or body in the normal course of business.

Directors, officers

(2) It is an offence for any director or officer of a corporation to cause, authorize, permit, or participate or acquiesce in the commission by the corporation of an offence mentioned in subsection (1).

Penalty

- (3) A person or body convicted of an offence under this Act is liable to,
- (a) if the person or body is not a corporation, a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both; or
 - (b) if the person or body is a corporation, a fine of not more than \$500,000.

Regulations

4. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) exempting any person, body or thing or class of persons, bodies or things from any or all of the provisions of this Act and the regulations made under this Act;
- (b) defining, for the purposes of section 2 but subject to subsection 2 (4), advertising, contract and the country in which a motor vehicle is produced;
- (c) specifying the manner of indicating the country as required by section 2.

- a) le pays où le véhicule automobile a été produit;
- b) la liste des pièces, le cas échéant, qui composent le véhicule automobile, lesquelles sont indiquées en ordre décroissant en fonction de la proportion que chacune d'entre elles représente par rapport à l'ensemble du véhicule;
- c) le pays où chacune des pièces, le cas échéant, qui composent le véhicule automobile a été produite et la proportion qu'elle représente par rapport à l'ensemble du véhicule.

Véhicule composé de pièces

(4) Pour l'application de l'alinéa (3) a), si un véhicule automobile est composé de pièces, le pays où le véhicule a été produit est celui où les pièces ont été assemblées pour le produire et non celui où chacune d'entre elles a été produite.

Infractions

3. (1) La personne ou l'organisme qui contrevient à l'article 2 est coupable d'une infraction à moins qu'il n'ait été raisonnable pour elle ou lui dans les circonstances de se fier aux renseignements qui lui ont été fournis dans le cours normal de son entreprise.

Administrateurs et dirigeants

(2) Commet une infraction l'administrateur ou le dirigeant d'une personne morale qui cause, autorise ou permet la commission d'une infraction mentionnée au paragraphe (1) par la personne morale ou qui y participe ou y donne son assentiment.

Peine

- (3) La personne ou l'organisme qui est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi est passible :
- a) si la personne ou l'organisme n'est pas une personne morale, d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou d'une seule de ces peines;
 - b) si la personne ou l'organisme est une personne morale, d'une amende maximale de 500 000 \$.

Règlements

4. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) soustraire toute personne, tout organisme ou toute chose ou toute catégorie de personnes, d'organismes ou de choses à l'application de l'ensemble ou de l'une quelconque des dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application;
- b) définir, pour l'application de l'article 2 mais sous réserve du paragraphe 2 (4), publicité, contrat et le pays où un véhicule automobile est produit;
- c) préciser la manière d'indiquer le pays comme l'exige l'article 2.

Scope

(2) A regulation made under this Act may be general or particular in its application.

Commencement

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the *Made in Ontario Matters Act, 2014*.

Portée

(2) Les règlements pris en vertu de la présente loi peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Entrée en vigueur

5. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 sur l'importance de la fabrication en Ontario*.

20N
3
56



2ND SESSION, 40TH LEGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

2^e SESSION, 40^e LÉGISLATURE, ONTARIO
63 ELIZABETH II, 2014

Bill 194

Projet de loi 194

**An Act to implement
Budget measures and to enact
and amend various Acts**

**Loi visant à mettre en oeuvre
les mesures budgétaires et à édicter
et à modifier diverses lois**

The Hon. C. Sousa
Minister of Finance

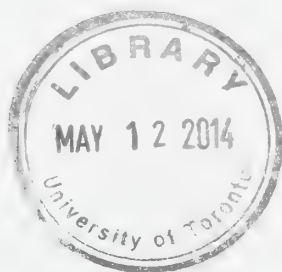
L'honorable C. Sousa
Ministre des Finances

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading May 1, 2014
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 1^{er} mai 2014
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends a number of Acts and enacts three new Acts. For convenience, the amendments are set out in separate Schedules. The commencement provisions for each of the Schedules are set out in the Schedules.

SCHEDULE 1 ASSESSMENT ACT

Currently, subsection 3 (1) of the *Assessment Act* provides that certain types of real property are exempt from taxation under the Act. A new paragraph 7.2 exempts land that is used as a non-profit long-term care home, if the prescribed conditions are satisfied.

SCHEDULE 2 BROADER PUBLIC SECTOR ACCOUNTABILITY ACT, 2010

The change made to the *Broader Public Sector Accountability Act, 2010* in the Schedule reflects the amalgamation of the IESO and the OPA and their continuation as the IESO as made in Schedule 7, amendments to the *Electricity Act, 1998*.

SCHEDULE 3 BUILDING CODE ACT, 1992

Currently, under subsection 8 (2) of the *Building Code Act, 1992*, the chief building official must issue a permit unless any of the listed circumstances apply. New clause 8 (2) (b.1) adds the following circumstance: the *Architects Act* or the *Professional Engineers Act* requires that the construction of a building be designed by an architect or a professional engineer or a combination of both and the construction is not so designed.

Under subsection 15.11 (5) of the Act, any of the listed activities may only be engaged in by persons who have the qualifications and meet the requirements set out in the regulations to be a designer. New subsection 15.11 (8) exempts from that subsection a holder of any licence or certificate issued under the *Architects Act* or the *Professional Engineers Act*.

New paragraph 9.1 of subsection 34 (1) of the Act authorizes regulations requiring the construction of certain types of smaller buildings described in the *Architects Act* or the *Professional Engineers Act* to be designed by an architect or a professional engineer or a combination of both, even though those Acts do not require that they be so designed. Paragraph 10 of the subsection is amended to make the references to “architect” and “professional engineer” consistent with those references elsewhere in the Act.

SCHEDULE 4 CHILDREN’S LAW REFORM ACT

Section 35 of the *Children’s Law Reform Act* is amended to replace descriptions of certain dates with the actual dates. In addition, section 38 of the Act is amended in order to refine the scope of the provincial court’s powers in relation to contempt of its orders and to add a related transition provision.

SCHEDULE 5 COMMODITY FUTURES ACT

The *Commodity Futures Act* is amended. Highlights of the amendments are as follows:

1. The definition of “market participant” in subsection 1 (1) of the Act is amended.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie un certain nombre de lois et édicte trois nouvelles lois. Par souci de commodité, les modifications font l’objet d’annexes distinctes. Les dispositions d’entrée en vigueur des annexes sont énoncées dans chacune d’elles.

ANNEXE 1 LOI SUR L’ÉVALUATION FONCIÈRE

Actuellement, le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l’évaluation foncière* prévoit que certains types de biens immeubles sont exempts d’impôt aux termes de la Loi. La nouvelle disposition 7.2 exempte les biens-fonds qui sont utilisés comme foyer de soins de longue durée à but non lucratif s’il est satisfait aux conditions prescrites.

ANNEXE 2 LOI DE 2010 SUR LA RESPONSABILISATION DU SECTEUR PARAPUBLIC

Les modifications que l’annexe apporte à la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic* tiennent compte de la fusion de la SIERE et de l’OEO et de leur prorogation en tant que SIERE prévues par l’annexe 7, qui modifie la *Loi de 1998 sur l’électricité*.

ANNEXE 3 LOI DE 1992 SUR LE CODE DU BÂTIMENT

Actuellement, le paragraphe 8 (2) de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* exige que le chef du service du bâtiment délivre un permis de construire sauf dans les cas énumérés. Le nouvel alinéa 8 (2) b.1) ajoute le cas d’exception suivant : la *Loi sur les architectes* ou la *Loi sur les ingénieurs* exige que les travaux de construction d’un bâtiment soient conçus par un architecte ou un ingénieur, ou par les deux, et cette exigence n’est pas respectée.

Aux termes du paragraphe 15.11 (5) de la Loi, les activités qui y sont énumérées ne peuvent être exercées que par les personnes qui possèdent les qualités requises et répondent aux exigences énoncées dans les règlements pour être concepteur. Le nouveau paragraphe 15.11 (8) soustrait à l’application de ce paragraphe le titulaire de tout permis ou certificat délivré en vertu de la *Loi sur les architectes* ou de la *Loi sur les ingénieurs*.

La nouvelle disposition 9.1 du paragraphe 34 (1) de la Loi autorise la prise de règlements qui exigent que les travaux de construction de certains types de petits bâtiments visés dans la *Loi sur les architectes* ou la *Loi sur les ingénieurs* soient conçus par un architecte ou un ingénieur, ou par les deux, même si ces lois ne l’exigent pas. La disposition 10 de ce paragraphe est modifiée pour uniformiser les mentions d’«architecte» et d’«ingénieur» avec le reste de la Loi.

ANNEXE 4 LOI PORTANT RÉFORME DU DROIT DE L’ENFANCE

L’article 35 de la *Loi portant réforme du droit de l’enfance* est modifié pour remplacer la description de certaines dates par des dates effectives. En outre, l’article 38 de la Loi est modifié pour affiner la portée des pouvoirs du tribunal provincial à l’égard de la désobéissance aux ordonnances qu’il rend et pour ajouter une disposition transitoire connexe.

ANNEXE 5 LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES

Des modifications sont apportées à la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises*. En voici les points saillants :

1. Modification de la définition de «participant au marché» au paragraphe 1 (1) de la Loi.

2. Changes are made with respect to the scope of compliance reviews under section 14.1 of the Act.
3. Section 59 of the Act is amended to expand the types of freeze directions that the Securities Commission may make and to add a test for continuing a freeze direction.

SCHEDULE 6 COMPULSORY AUTOMOBILE INSURANCE ACT

Currently, section 11 of the *Compulsory Automobile Insurance Act* provides that the Superintendent has the same investigatory powers in respect of the Facility Association as the Superintendent has in respect of insurers under the *Insurance Act*. Amendments are made to update cross-references to the *Insurance Act*.

SCHEDULE 7 ELECTRICITY ACT, 1998

The Schedule amends the *Electricity Act, 1998* by amalgamating the Independent Electricity System Operator ("IESO") and the Ontario Power Authority ("OPA") and by continuing them as the Independent Electricity System Operator ("IESO"). The board of directors of the IESO is required to ensure that there is an effective separation of functions and activities of the IESO relating to its market operations and its procurement and contract management activities. The IESO is prohibited from conducting itself in a manner that could unjustly advantage or disadvantage any market participant or any class of market participant. The board of directors is also required to ensure that confidentiality is maintained.

In the re-enacted section 6 of the Act, the objects of the IESO are set out. The IESO has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for the purpose of carrying out its objects, except as limited by the Act. The IESO's powers to borrow, invest its funds and to manage its financial assets, liabilities and risks are subject to such rules and restrictions as are prescribed.

The IESO is not an agent of the Crown and is composed of its board of directors. The board of directors is composed of the IESO's chief executive officer and between eight and 10 additional individuals appointed by the Minister of Energy. The board of directors appoints the chief executive officer.

The re-enacted sections 12 and 13 deal respectively with the duties of the directors and conflicts of interest for directors and officers. The IESO's board may establish policies, rules, guidelines and codes, but a provision of a policy, rule, guideline or code is void if it conflicts with the Act, the regulations or the IESO's by-laws. Subject to certain specified limitations, the board of directors may delegate its powers to a committee of the board or may delegate powers to manage the business and affairs of the IESO to one or more directors or to one or more officers of the IESO. Part XX of the *Employment Standards Act, 2000*, which deals with the liability of directors, does not apply to the directors of the IESO.

The board of directors of the IESO may make by-laws regulating the business and affairs of the IESO and, in particular, shall ensure that it maintains a by-law dealing with matters of corporate governance and structure. The amendment or repeal of this by-law is subject to certain specified restrictions.

The Minister of Finance, as authorized by an order of the Lieutenant Governor in Council and subject to specified restrictions, may purchase the securities of or make loans to the IESO.

2. Modifications touchant la portée des examens de la conformité prévus à l'article 14.1 de la Loi.
3. Modification de l'article 59 de la Loi afin d'élargir le type de directives de blocage que peut donner la Commission des valeurs mobilières et d'ajouter un critère pour le maintien d'une telle directive.

ANNEXE 6 LOI SUR L'ASSURANCE-AUTOMOBILE OBLIGATOIRE

Actuellement, l'article 11 de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire* prévoit que le surintendant a les mêmes pouvoirs d'enquête à l'égard de l'Association des assureurs que ceux que lui confère la *Loi sur les assurances* à l'égard des assureurs. Des modifications sont apportées pour mettre à jour les renvois à la *Loi sur les assurances*.

ANNEXE 7 LOI DE 1998 SUR L'ÉLECTRICITÉ

L'annexe modifie la *Loi de 1998 sur l'électricité* en fusionnant la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) et l'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO) et en prorogeant sous le nom de Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE). Le conseil d'administration de la SIERE doit assurer une séparation effective des fonctions et des activités de la SIERE qui se rapportent au fonctionnement des marchés et aux activités d'acquisition et de gestion des contrats. Il est interdit à la SIERE d'exercer ses fonctions ou activités de façon à avantager ou à désavantager injustement un intervenant du marché ou une catégorie d'intervenants du marché. Le conseil d'administration est également tenu de veiller au maintien de la confidentialité.

Les objets de la SIERE sont énoncés à l'article 6 de la Loi, lequel est réédité. La SIERE a la capacité et les droits, pouvoirs et privilèges d'une personne physique pour réaliser ses objets, sous réserve des restrictions prévues par la Loi. Le pouvoir qu'a la SIERE de contracter des emprunts, de faire des placements et de gérer ses actifs, passifs et risques financiers est assujéti aux règles et aux restrictions prescrites.

La SIERE n'est pas un mandataire de la Couronne et se compose de son conseil d'administration, lequel comprend le chef de la direction de la SIERE, nommé par le conseil d'administration, et de huit à dix autres particuliers nommés par le ministre de l'Énergie.

Les articles 12 et 13, tels qu'ils sont réédités, traitent respectivement des fonctions des administrateurs et des conflits d'intérêts de ces derniers et des dirigeants. Le conseil d'administration de la SIERE peut établir des politiques, des règles, des lignes de conduite et des codes. Cependant, toute disposition de ceux-ci qui est incompatible avec la Loi, les règlements ou les règlements administratifs de la SIERE est nulle. Sous réserve des restrictions précisées, le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à un de ses comités ou déléguer ses pouvoirs en matière de gestion des activités et des affaires de la SIERE à un ou plusieurs de ses administrateurs ou à un ou plusieurs dirigeants de la SIERE. La partie XX de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*, qui traite de la responsabilité des administrateurs, ne s'applique pas aux administrateurs de la SIERE.

Le conseil d'administration de la SIERE peut adopter des règlements administratifs régissant la conduite des activités et des affaires de la SIERE. Il doit aussi veiller à ce que la SIERE tienne à jour un règlement administratif qui traite des questions de régie interne. La modification et l'abrogation de ce règlement administratif sont assujéties à des restrictions précisées.

Le ministre des Finances peut, comme l'autorise un décret du lieutenant-gouverneur en conseil et sous réserve des restrictions précisées, acheter des valeurs mobilières de la SIERE ou lui consentir des prêts.

At least 120 days before the beginning of each fiscal year, the IESO shall submit its proposed business plan for the fiscal year to the Minister for approval. The IESO shall, at least 60 days before the beginning of each fiscal year, submit its proposed expenditure and revenue requirements for the fiscal year and the fees it proposes to charge during the fiscal year to the Ontario Energy Board for review, but shall not do so until after the Minister approves the IESO's proposed business plan for the fiscal year. The IESO shall not, without the approval of the Board, establish, eliminate or change any fees it has established, or eliminate or change any fees established by a predecessor that remain in effect. The purposes for which the IESO may establish and collect fees are set out in the re-enacted section 25.1.

The IESO's board of directors is required to appoint one or more auditors to annually audit the IESO's accounts and transactions. Within 90 days after the end of each fiscal year, the IESO shall submit an annual report to the Minister, which report shall contain the IESO's audited financial statements. In addition, the Minister may require that the IESO submit other reports and information from time to time. The IESO is also required to provide the Ontario Energy Board and the Market Surveillance Panel with such information as they may require from time to time.

The re-enacted sections 25.8 to 25.10 deal with transitional matters resulting from the amalgamation of the predecessor IESO and the OPA and their continuation as the IESO. The transitional provision dealing with corporate matters, section 25.8, provides, among other things, that the predecessor IESO and the OPA cease to exist as entities separate from the IESO and all their rights, properties and assets become the rights, properties and assets of the IESO, as do all outstanding debts, liabilities and obligations of the predecessor IESO and the OPA. The members of the boards of directors of the predecessor IESO and the OPA cease to be members of their respective boards. The by-laws of the predecessor IESO are continued as the by-laws of the IESO. The IESO stands in the place of the predecessor IESO and the OPA with respect to any agreements, securities, approvals, permits and other instruments to which they were a party. Similarly, the IESO is a party to each ongoing proceeding to which the predecessor IESO or the OPA were a party at the time of the amalgamation. Section 25.9 deals with employment matters — employees of the predecessor IESO and the OPA become employees of the IESO. Transitional issues dealing with certain governance and other matters are dealt with in section 25.10.

The Schedule also amends Part II.2 of the Act, in part to reflect the amalgamation of the predecessor IESO and the OPA and their continuation as the IESO. References to the OPA are changed to the IESO throughout the Part.

There are numerous amendments to the Act to reflect the amalgamation and the continuation of the IESO. The regulation-making authority in section 114 is amended to reflect amendments in the Schedule. A new provision, subsection 114 (9), is added to permit the Lieutenant Governor in Council to make regulations governing transitional matters necessary or desirable to facilitate the amalgamation of the predecessor IESO and the OPA and the merging or segregation within the IESO of any duties, functions or activities of the predecessor IESO and the OPA.

A complementary amendment will be made to the *Broader Public Sector Executive Compensation Act, 2014*, contained in Bill 179 (*Public Sector and MPP Accountability and Transparency Act, 2014*), if Bill 179 receives Royal Assent.

SCHEDULE 8 ENVIRONMENTAL BILL OF RIGHTS, 1993

The change made to the *Environmental Bill of Rights, 1993* in the Schedule reflects the amalgamation of the IESO and the

Au moins 120 jours avant le début de chaque exercice, la SIERE soumet son plan d'activités proposé pour l'exercice au ministre afin qu'il l'approuve. Au moins 60 jours avant le début de chaque exercice, mais en aucun cas avant que le ministre ait approuvé son plan d'activités proposé pour l'exercice, la SIERE soumet à l'examen de la Commission de l'énergie de l'Ontario ses prévisions budgétaires pour l'exercice et les droits qu'elle se propose d'exiger au cours de cet exercice. La SIERE ne doit pas, sans l'approbation de la Commission, fixer, éliminer ou modifier les droits qu'elle a établis, ni éliminer ou modifier les droits fixés par une entité remplacée qui sont toujours en vigueur. L'article 25.1, tel qu'il est réédité, précise les fins auxquelles la SIERE peut fixer et percevoir des droits.

Le conseil d'administration de la SIERE nomme un ou plusieurs vérificateurs pour qu'ils vérifient chaque année ses comptes et ses opérations. Dans les 90 jours qui suivent la fin de chaque exercice, elle présente au ministre un rapport annuel dans lequel figurent ses états financiers vérifiés. Le ministre peut exiger de la SIERE qu'elle lui présente d'autres rapports et renseignements. La SIERE est également tenue de fournir à la Commission de l'énergie de l'Ontario et au comité de surveillance du marché les renseignements qu'ils exigent.

Les articles 25.8 à 25.10, tels qu'ils sont réédités, traitent des questions transitoires découlant de la fusion de l'ancienne SIERE et de l'OEO et de leur prorogation en tant que SIERE. L'article 25.8, qui traite de questions générales, prévoit notamment que l'ancienne SIERE et l'OEO cessent d'exister comme entités distinctes de la SIERE, que leurs droits, biens et actifs passent à la SIERE et que leurs dettes, obligations financières et engagements impayés deviennent la responsabilité de la SIERE. Les membres des conseils d'administration de l'ancienne SIERE et de l'OEO cessent d'être membres de leur conseil respectif. Les règlements administratifs de l'ancienne SIERE deviennent ceux de la SIERE. Cette dernière remplace l'ancienne SIERE et l'OEO en ce qui concerne les accords, valeurs mobilières, approbations, permis et autres instruments auxquels ils étaient parties. De même, la SIERE est partie à chaque instance en cours à laquelle l'ancienne SIERE ou l'OEO était partie au moment de la fusion. L'article 25.9 traite de questions liées à l'emploi — les employés de l'ancienne SIERE et de l'OEO deviennent les employés de la SIERE. L'article 25.10 traite de diverses questions transitoires, notamment concernant la régie de la SIERE.

L'annexe modifie également la partie II.2 de la Loi, en partie pour tenir compte de la fusion de l'ancienne SIERE et de l'OEO et de leur prorogation en tant que SIERE. Toutes les mentions dans cette partie de l'OEO deviennent des mentions de la SIERE.

De nombreuses modifications sont apportées à la Loi pour tenir compte de la fusion et de la prorogation en tant que SIERE. Le pouvoir réglementaire prévu à l'article 114 est modifié par suite des modifications que propose l'annexe. Est ajouté le paragraphe 114 (9), en vertu duquel le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les questions transitoires qui sont nécessaires ou souhaitables pour faciliter la fusion de l'ancienne SIERE et de l'OEO ainsi que la fusion ou la séparation au sein de la SIERE de toute obligation, fonction ou activité de l'ancienne SIERE et de l'OEO.

Une modification connexe sera apportée à la *Loi de 2014 sur la rémunération des cadres du secteur parapublic* par le projet de loi 179 (*Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés*), si ce projet de loi reçoit la sanction royale.

ANNEXE 8 CHARTRE DES DROITS ENVIRONNEMENTAUX DE 1993

La modification que l'annexe apporte à la *Charte des droits environnementaux de 1993* tient compte de la fusion de la

OPA and their continuation as the IESO as made in Schedule 7, amendments to the *Electricity Act, 1998*.

SCHEDULE 9 FAMILY LAW ACT

The Schedule amends the *Family Law Act*, primarily to establish processes for calculating and recalculating child support obligations administratively, without going to court. An existing regulation-making authority providing for the administrative recalculation of child support, enacted by the *Family Statute Law Amendment Act, 2009* but not brought into force, is consequently repealed.

The administrative calculation of child support is set out in the re-enacted section 39 of the *Family Law Act*. If certain conditions are met, parents of a child may apply for the calculation of child support by a child support calculation service established by the Government (subsections (1), (2) and (3)). The conditions include a requirement that there not already be an enforceable child support obligation respecting the child under a court order or a domestic contract filed with the court. The parents of the child must provide specified information, including income information, to the service for the purposes of the calculation (subsection (4)). Child support amounts are calculated by the service in accordance with the child support guidelines, subject to the regulations, and the resulting child support is payable on a periodic basis (subsections (5) and (6)). On completing a child support calculation, the service sends a notice of calculation to the parents setting out, among other things, the child support payable and by whom (subsection (7)). The notice of calculation is to be treated as if it were a court order for the purposes of enforcement and recalculation (subsection (14)) and is enforceable by the Director of the Family Responsibility Office (subsection (15)). Section 39 also addresses the timing of the first payment under the notice of calculation (subsection (8)), and how errors respecting the amount payable under the notice or to whom may be corrected (subsections (9), (10), (11), (12) and (13)). Section 69 of the Act is amended to add subsections (5) and (6), which provide for various regulation-making authorities relating to the calculation of child support under section 39, including an authority to set fees for calculations as well as to exempt persons from their payment.

The administrative recalculation of child support is set out in the new section 39.1 of the Act. If any party to a court order for child support believes that the income information on which the order was based has changed, the party may apply for the recalculation of the child support by a child support recalculation service established by the Government (subsections (1) and (2)). Although section 39.1 refers only to orders, section 39.1 is also made to apply to the recalculation of child support amounts under notices of calculation under section 39 (by virtue of clause 39 (14) (c)) and under domestic contracts that are filed with a court (by virtue of the addition of clause 35 (2) (d)). The parties must provide specified information, including income information, to the service for the purposes of the recalculation (subsection (4)). If a party does not provide the required income information, the service may determine, in accordance with the regulations, an amount that is deemed to be the party's income for the purposes of the recalculation (subsection (5)). Child support amounts are recalculated by the service in accordance with the child support guidelines, subject to the regulations (subsection (6)). On completing a child support calculation, the service sends a notice of recalculation to the parties setting out, among other things, the recalculated child support payable and by whom (subsection (7)). However, if the difference between the current amount payable and the recalculated amount payable is less than an amount to be determined in the regulations, the

SIERE et de l'OEO et de leur prorogation en tant que SIERE prévues par l'annexe 7, qui modifie la *Loi de 1998 sur l'électricité*.

ANNEXE 9 LOI SUR LE DROIT DE LA FAMILLE

L'annexe modifie la *Loi sur le droit de la famille*, principalement pour établir des processus de calcul et de recalcul des obligations alimentaires pour enfants de façon administrative, sans recours au tribunal. Un pouvoir réglementaire existant prévoyant le recalcul administratif des aliments pour enfants, qui a été édicté par la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne le droit de la famille*, mais qui n'est pas entré en vigueur, est par conséquent abrogé.

Le calcul administratif des aliments pour enfants est prévu à l'article 39 réédité de la *Loi sur le droit de la famille*. Si certaines conditions sont respectées, les parents d'un enfant peuvent demander que le calcul des aliments pour l'enfant soit effectué par un service de calcul des aliments pour enfants établi par le gouvernement (paragraphe (1), (2) et (3)). Parmi ces conditions, il y a l'exigence selon laquelle il ne doit exister aucune obligation alimentaire exécutable à l'égard de l'enfant aux termes d'une ordonnance du tribunal ou d'un contrat familial déposé au tribunal. Les parents de l'enfant doivent fournir au service des renseignements précisés, notamment sur leur revenu, aux fins du calcul (paragraphe (4)). Les montants des aliments pour enfants sont calculés par le service conformément aux lignes directrices sur les aliments pour les enfants, sous réserve des règlements, et tout montant d'aliments qui en résulte est payable par versements périodiques (paragraphe (5) et (6)). Une fois le calcul des aliments d'un enfant effectué, le service envoie aux parents un avis de calcul indiquant, entre autres, le montant des aliments payable pour l'enfant et le parent qui doit le verser (paragraphe (7)). L'avis de calcul doit être traité comme s'il s'agissait d'une ordonnance du tribunal aux fins d'exécution et de recalcul (paragraphe (14)), et est exécutable par le directeur du Bureau des obligations familiales (paragraphe (15)). L'article 39 porte également sur le moment où le premier versement est exigible aux termes de l'avis de calcul (paragraphe (8)) et sur la façon de corriger les erreurs concernant le montant payable aux termes de l'avis ou la personne à qui il l'est (paragraphe (9), (10), (11), (12) et (13)). L'article 69 de la Loi est modifié par l'ajout des paragraphes (5) et (6), qui prévoient divers pouvoirs réglementaires concernant le calcul des aliments pour enfants en vertu de l'article 39, notamment un pouvoir d'établir des droits pour les calculs ainsi que d'exempter des personnes de leur paiement.

Le recalcul administratif des aliments pour enfants est prévu au nouvel article 39.1 de la Loi. Si une partie à une ordonnance du tribunal concernant des aliments pour un enfant croit que les renseignements sur le revenu sur lesquels l'ordonnance était fondée ont changé, elle peut demander que le recalcul des aliments pour l'enfant soit effectué par un service de recalcul des aliments pour enfants établi par le gouvernement (paragraphe (1) et (2)). Même si l'article 39.1 fait uniquement référence à des ordonnances, cet article est rendu également applicable au recalcul des aliments pour enfants aux termes d'avis de calcul prévus à l'article 39 (par l'effet de l'alinéa 39 (14) c)) et aux termes de contrats familiaux déposés à un tribunal (par l'effet de l'ajout de l'alinéa 35 (2) d)). Les parties doivent fournir au service des renseignements précisés, notamment sur leur revenu, aux fins du recalcul (paragraphe (4)). Si une partie ne fournit pas les renseignements sur son revenu exigés, le service peut déterminer, conformément aux règlements, un montant qui est réputé le revenu de la partie aux fins du recalcul (paragraphe (5)). Les montants des aliments pour enfants sont recalculés par le service conformément aux lignes directrices sur les aliments pour les enfants, sous réserve des règlements (paragraphe (6)). Une fois le recalcul des aliments d'un enfant effectué, le service envoie aux parties un avis de recalcul indiquant, entre autres, le montant recalculé des aliments pour l'enfant payable et qui doit le verser (paragraphe (7)). Cependant, si la différence entre le montant

child support payable remains unchanged (subsection (8)). In any other case, the recalculated amount is deemed to be the amount payable under the order once the first payment of the recalculated amount is due (subject to subsection 25.1 (5) of the *Divorce Act* (Canada), which applies to orders made under that Act, and which stays the effect of the recalculation if a party brings an application to vary before a court in response to the recalculation) (subsection (16)). The timing of the first payment of the recalculated amount is addressed in subsection (10), and subsections (11), (12), (13), (14) and (15) set out how errors respecting the recalculated amount or to whom it is payable may be corrected. Section 69 of the Act is amended to add subsections (7) and (8), which provide for various regulation-making authorities relating to the recalculation of child support under section 39.1, including an authority to set fees for recalculations as well as to exempt persons from their payment. A regulation-making authority is also included to provide for the automatic recalculation of recalculated child support amounts.

In addition to the amendments relating to the administrative calculation and recalculation of child support, section 46 of the Act is amended to replace descriptions of certain dates with the actual dates. Section 49 of the Act is amended in order to limit the scope of the provincial court's powers in relation to contempt of its orders under section 46 of the Act and to add a related transition provision.

Finally, a number of miscellaneous amendments are made to the Act. These include a clarification to the French version of the definition of "parent", and the addition of a definition of "regulations" and related amendments.

SCHEDULE 10 FAMILY RESPONSIBILITY AND SUPPORT ARREARS ENFORCEMENT ACT, 1996

The Schedule amends the *Family Responsibility and Support Arrears Enforcement Act, 1996* in order to reflect amendments made by the Bill to the *Family Law Act* that establish processes for calculating and recalculating child support obligations administratively.

The amendments made to the *Family Responsibility and Support Arrears Enforcement Act, 1996* provide for the enforcement of notices of calculations and of recalculated child support amounts by the Director of the Family Responsibility Office. To effect this, the definition of "support order" in subsection 1 (1) of the Act is amended to include notices of calculation under section 39 of the *Family Law Act*, and subsection 1 (4) is added to equate child support amounts recalculated under section 39.1 of the *Family Law Act* and support orders that have been changed.

As well, a number of miscellaneous amendments are made to the *Family Responsibility and Support Arrears Enforcement Act, 1996*. These include updating references to the Minister responsible for the administration of the Act and references to the Ontario Lottery and Gaming Corporation.

SCHEDULE 11 HOUSING DEVELOPMENT ACT

The Schedule amends the *Housing Development Act* in connection with related amendments to the *Ontario Mortgage and Housing Corporation Act* in Schedule 23 to dissolve the Ontario Mortgage Corporation.

payable actuel et le montant payable recalculé est moindre qu'un montant à déterminer dans les règlements, le montant des aliments payable demeure inchangé (paragraphe (8)). Dans tout autre cas, le montant recalculé est réputé le montant payable aux termes de l'ordonnance une fois que le premier versement du montant recalculé est exigible (sous réserve du paragraphe 25.1 (5) de la *Loi sur le divorce* (Canada), qui s'applique aux ordonnances rendues en vertu de cette loi, et qui suspend l'effet du recalcul si une partie présente une requête en modification à un tribunal par suite du recalcul) (paragraphe (16)). Le moment où le premier versement du montant recalculé devient exigible est prévu au paragraphe (10), et les paragraphes (11), (12), (13), (14) et (15) précisent la façon de corriger les erreurs concernant le montant recalculé ou la personne à qui il l'est. L'article 69 de la Loi est modifié par l'ajout des paragraphes (7) et (8), qui prévoient divers pouvoirs réglementaires concernant le recalcul des aliments pour enfants en vertu de l'article 39.1, notamment un pouvoir d'établir des droits pour les recalculs ainsi que d'exempter des personnes de leur paiement. Un pouvoir réglementaire est également inclus pour prévoir le recalcul automatique des montants d'aliments pour enfants recalculés.

En plus des modifications relatives au calcul et au recalcul administratifs des aliments pour enfants, l'article 46 de la Loi est modifié pour remplacer la description de certaines dates par des dates effectives. L'article 49 de la Loi est modifié pour limiter la portée des pouvoirs du tribunal provincial à l'égard de la désobéissance aux ordonnances qu'il rend en vertu de l'article 46 de la Loi et pour ajouter une disposition transitoire connexe.

Enfin, un certain nombre de modifications diverses sont apportées à la Loi. Ces modifications comprennent une clarification, dans la version française, de la définition de «père ou mère» et l'ajout de la définition de «règlements», ainsi que des modifications connexes.

ANNEXE 10 LOI DE 1996 SUR LES OBLIGATIONS FAMILIALES ET L'EXÉCUTION DES ARRIÈRES D'ALIMENTS

L'annexe modifie la *Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments* afin de tenir compte des modifications apportées par le projet de loi à la *Loi sur le droit de la famille* qui établissent des processus administratifs de calcul et de recalcul des obligations alimentaires pour enfants.

Les modifications apportées à la *Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments* prévoient l'exécution par le directeur du Bureau des obligations familiales des avis de calcul et des montants d'aliments pour enfants recalculés. À cette fin, la définition de «ordonnance alimentaire» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée de façon à inclure les avis de calcul visés à l'article 39 de la *Loi sur le droit de la famille*, et le paragraphe 1 (4) est ajouté pour assimiler les ordonnances alimentaires qui ont été modifiées aux aliments pour enfants recalculés en vertu de l'article 39.1 de la *Loi sur le droit de la famille*.

En outre, un certain nombre de modifications diverses sont apportées à la *Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments*. Ces modifications comprennent l'actualisation des mentions du ministre chargé de l'application de la Loi et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario.

ANNEXE 11 LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT

L'annexe modifie la *Loi sur le développement du logement* en lien avec les modifications connexes qui sont apportées à la *Loi sur la Société ontarienne d'hypothèques et de logement* dans l'annexe 23 afin de dissoudre la Société d'hypothèques de l'Ontario.

SCHEDULE 12 INCOME TAX ACT

The Schedule amends the *Income Tax Act* to provide for the winding down of the Ontario child care supplement for working families.

SCHEDULE 13 INSURANCE ACT

The Schedule amends the *Insurance Act* to prohibit the provision of long-term disability benefits in Ontario unless the benefits are payable under a contract of insurance undertaken by a licensed insurer.

Technical amendments are made to various provisions of the Act.

SCHEDULE 14 INTERIM APPROPRIATION FOR 2014-2015 ACT, 2014

The Schedule enacts the *Interim Appropriation for 2014-2015 Act, 2014* which authorizes expenditures for the fiscal year ending on March 31, 2015 up to specified maximum amounts. The expenditures authorized under the Act are to be applied in accordance with the votes and items set out in the estimates and supplementary estimates for the fiscal year ending on March 31, 2015 that are tabled in the Assembly.

SCHEDULE 15 LAND TRANSFER TAX ACT

A new section 12.1 of the *Land Transfer Tax Act* sets out a general anti-avoidance rule that applies for the purposes of the Act and the regulations.

Generally, the rule provides for the determination of tax consequences as is reasonable in the circumstances in order to deny a tax benefit that would result, directly or indirectly, from an avoidance transaction or from a series of transactions that includes an avoidance transaction. (See subsection 12.1 (3) of the Act.) However, such a tax benefit would not be denied if it may reasonably be considered that the transaction would not result, directly or indirectly, in a misuse of the provisions of the Act or the regulations or in an abuse having regard to the provisions of the Act or the regulations read as a whole. (See subsection 12.1 (5) of the Act.)

Without restricting the generality of subsection 12.1 (3) of the Act, subsection 12.1 (6) provides examples of tax consequences that may be determined in order to deny a tax benefit.

If a person has received notice of an assessment, reassessment or additional assessment in respect of a transaction under this rule, another person may request that the Minister assess, reassess or make an additional assessment involving the application of subsection 12.1 (3) of the Act to that person in respect of the same transaction. (See subsection 12.1 (7) of the Act.)

The rule applies to transactions completed after May 1, 2014, including transactions that are part of a series of transactions that commenced on or before that day, and also applies to transactions completed on or before May 1, 2014 if they are part of a series of transactions that includes one or more transactions completed after that day. (See subsection 12.1 (2) of the Act.)

SCHEDULE 16 LOBBYISTS REGISTRATION ACT, 1998

The change made to the *Lobbyists Registration Act, 1998* in the Schedule reflects the amalgamation of the IESO and the OPA

ANNEXE 12 LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

L'annexe modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour prévoir l'abandon du supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants.

ANNEXE 13 LOI SUR LES ASSURANCES

L'annexe modifie la *Loi sur les assurances* pour interdire d'offrir des prestations d'invalidité de longue durée en Ontario, à moins que celles-ci ne soient payables aux termes d'un contrat d'assurance conclu par un assureur titulaire d'un permis.

Des modifications de forme sont apportées à diverses dispositions de la Loi.

ANNEXE 14 LOI DE 2014 PORTANT AFFECTATION ANTICIPÉE DE CRÉDITS POUR 2014-2015

L'annexe édicte la *Loi de 2014 portant affectation anticipée de crédits pour 2014-2015*, laquelle autorise l'engagement de dépenses, jusqu'à concurrence de plafonds déterminés, pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015. Les dépenses autorisées par la Loi doivent être affectées conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses de l'exercice se terminant le 31 mars 2015 qui sont déposés à l'Assemblée.

ANNEXE 15 LOI SUR LES DROITS DE CESSION IMMOBILIÈRE

Le nouvel article 12.1 de la *Loi sur les droits de cession immobilière* énonce une règle générale anti-évitement qui s'applique dans le cadre de la Loi et des règlements.

En général, la règle prévoit la détermination d'attributs fiscaux selon ce qui est raisonnable dans les circonstances afin de refuser un avantage fiscal qui résulte, directement ou indirectement, d'une opération d'évitement ou d'une série d'opérations qui comprend une opération d'évitement. (Voir le paragraphe 12.1 (3).) Un tel avantage ne sera toutefois pas refusé si l'on peut raisonnablement considérer que l'opération n'entraîne pas, directement ou indirectement, d'abus dans l'application des dispositions de la Loi ou des règlements lus dans leur ensemble. (Voir le paragraphe 12.1 (5).)

Sans préjudice de la portée générale du paragraphe 12.1 (3) de la Loi, le paragraphe 12.1 (6) prévoit des exemples d'attributs fiscaux qui peuvent être déterminés afin de refuser un avantage fiscal.

Si une personne a reçu un avis de cotisation, de nouvelle cotisation ou de cotisation supplémentaire à l'égard d'une opération visée par cette règle, une autre personne peut demander que le ministre établisse à son égard une cotisation, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire en application du paragraphe 12.1 (3) de la Loi en ce qui concerne la même opération. (Voir le paragraphe 12.1 (7).)

La règle s'applique aux opérations conclues après le 1^{er} mai 2014, y compris celles qui font partie d'une série d'opérations commencée à cette date ou avant, et s'applique aussi aux opérations conclues le 1^{er} mai 2014 ou avant cette date si elles font partie d'une série d'opérations qui comprend une ou plusieurs opérations conclues après cette date. (Voir le paragraphe 12.1 (2).)

ANNEXE 16 LOI DE 1998 SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

La modification que l'annexe apporte à la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes* tient compte de la fusion de la

and their continuation as the IESO as made in Schedule 7, amendments to the *Electricity Act, 1998*.

SCHEDULE 17 LONG-TERM CARE HOMES ACT, 2007

The Schedule amends the *Long-Term Care Homes Act, 2007* to extend the maximum term of long-term care home licences from 25 to 30 years and to extend the term of certain existing licences.

SCHEDULE 18 MINISTRY OF ENERGY ACT, 2011

The change made to the *Ministry of Energy Act, 2011* in the Schedule reflects changes made to the *Electricity Act, 1998* in Schedule 7.

SCHEDULE 19 MINISTRY OF MUNICIPAL AFFAIRS AND HOUSING ACT

The Schedule repeals an obsolete provision of the *Ministry of Municipal Affairs and Housing Act*.

SCHEDULE 20 MINISTRY OF REVENUE ACT

The Schedule adds sections 11.2 and 11.3 to the *Ministry of Revenue Act* to provide authority for memoranda of understanding to establish and administer a child support calculation service and a child support recalculation service under the *Family Law Act*. Authorities are also added to section 12 of the *Ministry of Revenue Act* to permit agreements with the Canada Revenue Agency to disclose information for the purposes of calculations and recalculations, and to provide that fees payable to the Government of Canada under any such agreement are payable out of the Consolidated Revenue Fund.

SCHEDULE 21 ONTARIO ENERGY BOARD ACT, 1998

The changes made to the *Ontario Energy Board Act, 1998* in the Schedule reflect the amalgamation of the IESO and the OPA and their continuation as the IESO and the changes in the role of the continued IESO as made in Schedule 7, amendments to the *Electricity Act, 1998*.

SCHEDULE 22 ONTARIO LOAN ACT, 2014

The *Ontario Loan Act, 2014* is enacted. Subsection 1 (1) of the Act authorizes the Crown to borrow a maximum of \$19.5 billion.

SCHEDULE 23 ONTARIO MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION ACT

The Schedule amends the *Ontario Mortgage and Housing Corporation Act*. Here are some highlights of the amendments.

A new section of the Act dissolves the Ontario Mortgage Corporation and transfers its assets, liabilities, rights and obligations to the Ontario Mortgage and Housing Corporation.

A new section of the Act transfers to the Ontario Mortgage and Housing Corporation all mortgages in favour of the Crown under a specified housing program and all money held in the fund established under the program. The section provides that money transferred to the Corporation and money it receives under the transferred mortgages may be used by the Corporation only for

SIERE et de l'OEO et de leur prorogation en tant que SIERE prévues par l'annexe 7, qui modifie la *Loi de 1998 sur l'électricité*.

ANNEXE 17 LOI DE 2007 SUR LES FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE

L'annexe modifie la *Loi de 2007 sur les foyers de soins de longue durée* pour, d'une part, porter la durée maximale des permis de foyer de soins de longue durée de 25 à 30 ans et, d'autre part, prolonger celle de certains permis existants.

ANNEXE 18 LOI DE 2011 SUR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

La modification que l'annexe apporte à la *Loi de 2011 sur le ministère de l'Énergie* tient compte des modifications apportées à la *Loi de 1998 sur l'électricité* dans l'annexe 7.

ANNEXE 19 LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

L'annexe abroge une disposition désuète de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement*.

ANNEXE 20 LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

L'annexe ajoute les articles 11.2 et 11.3 à la *Loi sur le ministère du Revenu* pour prévoir le pouvoir de conclure des protocoles d'entente pour l'établissement et l'administration d'un service de calcul des aliments pour enfants et d'un service de recalcul des aliments pour enfants visés par la *Loi sur le droit de la famille*. Des pouvoirs sont également ajoutés à l'article 12 de la *Loi sur le ministère du Revenu* pour permettre de conclure des accords avec l'Agence du revenu du Canada en vue de la divulgation de renseignements aux fins des calculs et des recalculs et pour prévoir que les frais payables au gouvernement du Canada aux termes de tels accords sont prélevés sur le Trésor.

ANNEXE 21 LOI DE 1998 SUR LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO

Les modifications que l'annexe apporte à la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* tiennent compte de la fusion de la SIERE et de l'OEO et de leur prorogation en tant que SIERE ainsi que des changements au rôle de la SIERE découlant des modifications apportées à la *Loi de 1998 sur l'électricité* dans l'annexe 7.

ANNEXE 22 LOI DE 2014 SUR LES EMPRUNTS DE L'ONTARIO

La *Loi de 2014 sur les emprunts de l'Ontario* est édictée. Le paragraphe 1 (1) de la Loi autorise la Couronne à emprunter jusqu'à 19,5 milliards de dollars.

ANNEXE 23 LOI SUR LA SOCIÉTÉ ONTARIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

L'annexe apporte des modifications à la *Loi sur la Société ontarienne d'hypothèques et de logement*. En voici quelques points saillants.

Un nouvel article de la Loi dissout la Société d'hypothèques de l'Ontario et transfère ses actifs, passifs, droits et obligations à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement.

Un nouvel article de la Loi transfère à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement les hypothèques consenties à la Couronne dans le cadre d'un programme de logement précisé ainsi que les sommes détenues dans le fonds créé dans le cadre de ce programme. Cet article prévoit que la Société ne peut utiliser qu'à des fins de logement et que conformément à un règle-

housing purposes and in accordance with a by-law approved by the Minister of Municipal Affairs and Housing.

A new section of the Act provides for the co-ordination of financing activities of the Corporation by the Ontario Financing Authority.

As a result of amendments made to the Act, the Corporation no longer has the power to create a subsidiary corporation or the power to declare in a contract, security or instrument that it is not acting as an agent of the Crown for that purpose and the Corporation has the power to acquire, hold and dispose of real property only in the ordinary course of its business.

The section of the Act which deals with the Ontario Mortgage and Housing Initiative is repealed.

A new section of the Act provides that the Lieutenant Governor in Council may by order require the board of directors of the Corporation to wind up the affairs of the Corporation.

SCHEDULE 24 PENSION BENEFITS ACT

Amendments to the *Pension Benefits Act* provide for the conversion of a single employer pension plan into a jointly sponsored pension plan. A conversion may be implemented in either of two ways: through a transfer of assets and liabilities from the single employer pension plan to another pension plan that is a jointly sponsored pension plan or through amendments to the single employer pension plan itself. Conversion is available for public sector pension plans and other prescribed pension plans that provide defined benefits. Here are some details of the two types of conversion.

New section 80.4 of the Act governs a conversion that is implemented through a transfer of assets and liabilities from the single employer pension plan to another pension plan that is a jointly sponsored pension plan. Notice of a proposed conversion and transfer of assets must be given to the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the single employer pension plan, to any trade union that represents members of the plan and to the Superintendent. The transfer of assets is not authorized unless the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits consent to the conversion and transfer of assets, or are deemed in accordance with the regulations to have done so. The prior consent of the Superintendent to the transfer of assets is also required. The criteria to be considered by the Superintendent are specified. If any assets remain in the single employer pension plan after the transfer of assets to the jointly sponsored pension plan, the amount of the remaining assets (other than assets relating to defined contribution benefits) is deemed to be surplus under the single employer pension plan.

New section 81.0.1 of the Act governs a conversion that is implemented through amendments to the single employer pension plan itself. Analogous requirements for notice and consent apply with respect to this type of conversion. The criteria to be considered by the Superintendent are specified.

For both types of conversion, if the jointly sponsored pension plan is subsequently wound up and the money in the pension fund is not sufficient to pay all of the benefits for those members, former members, retired members and other persons who were entitled to benefits under the single employer pension plan, the employer is required to pay the amount of the shortfall related to those benefits into the pension fund. (See subsections 75.1 (1.1) and (1.2) of the Act.) For a conversion that is implemented through a transfer of assets, if the employer subsequently withdraws as a participating employer in the jointly sponsored pen-

ment administratif approuvé par le ministre des Affaires municipales et du Logement les sommes qui lui sont transférées et celles qu'elle reçoit aux termes des hypothèques transférées.

Un nouvel article de la Loi prévoit la coordination des activités de financement de la Société par l'Office ontarien de financement.

Par suite des modifications apportées à la Loi, la Société n'a plus le pouvoir de créer des filiales ni celui de déclarer dans des contrats, des valeurs mobilières ou des instruments qu'elle n'agit pas en tant que mandataire de la Couronne aux fins de ceux-ci. En outre, la Société ne peut acquérir et détenir des biens immeubles et en disposer que dans le cours normal de ses affaires.

L'article de la Loi qui traite de l'Initiative ontarienne d'hypothèques et de logement est abrogé.

Un nouvel article de la Loi prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, exiger du conseil d'administration qu'il liquide les affaires de la Société.

ANNEXE 24 LOI SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE

Des modifications apportées à la *Loi sur les régimes de retraite* prévoient la conversion d'un régime de retraite à employeur unique en un régime de retraite conjoint. La conversion peut être effectuée de deux manières : soit par le transfert d'éléments d'actif et de passif du régime de retraite à employeur unique à un autre régime de retraite qui est un régime de retraite conjoint, soit par la modification du régime de retraite à employeur unique lui-même. Cette conversion est possible pour les régimes de retraite du secteur public et les autres régimes de retraite prescrits qui offrent des prestations déterminées. Voici quelques précisions sur les deux types de conversion.

Le nouvel article 80.4 de la Loi régit la conversion effectuée par transfert d'éléments d'actif et de passif d'un régime de retraite à employeur unique à un autre régime de retraite qui est un régime de retraite conjoint. Il doit être donné avis de la conversion et du transfert d'éléments d'actif proposés aux participants, aux anciens participants, aux participants retraités et aux autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime de retraite à employeur unique, à tout syndicat qui représente des participants au régime et au surintendant. Le transfert d'éléments d'actif n'est autorisé que si les participants, les anciens participants, les participants retraités et les autres personnes qui ont droit à des prestations consentent à la conversion et au transfert ou sont réputés, conformément aux règlements, y avoir consenti. Le consentement préalable du surintendant au transfert d'éléments d'actif est également nécessaire. L'article précise les critères que le surintendant doit prendre en compte. S'il reste des éléments d'actif dans le régime de retraite à employeur unique après le transfert d'éléments d'actif au régime de retraite conjoint, le reliquat (à l'exclusion des éléments d'actif se rapportant aux prestations à cotisation déterminée) est réputé être un excédent aux termes du régime de retraite à employeur unique.

Le nouvel article 81.0.1 de la Loi régit la conversion effectuée par modification du régime de retraite à employeur unique lui-même. Des exigences analogues s'appliquent à l'égard de ce type de conversion en ce qui concerne les avis à donner et les consentements à obtenir. L'article précise les critères que le surintendant doit prendre en compte.

Pour les deux types de conversion, si le régime de retraite conjoint est liquidé par la suite et que les fonds de la caisse de retraite ne suffisent pas à payer toutes les prestations des participants, des anciens participants, des participants retraités et des autres personnes qui avaient droit à des prestations aux termes du régime de retraite à employeur unique, l'employeur est tenu de verser à la caisse de retraite le montant du déficit qui se rapporte à ces prestations. (Voir les paragraphes 75.1 (1.1) et (1.2) de la Loi.) En ce qui concerne la conversion qui est effectuée par transfert d'éléments d'actif, s'il se retire par la suite en tant

sion plan, the employer may be required to make a payment into the pension fund in prescribed circumstances for the benefit of the transferred members and other transferees. (See subsection 80.4 (18) of the Act.)

Both sections contain a provision conferring immunity on the Crown in specified circumstances in connection with a conversion. (See subsections 80.4 (20) and 81.0.1 (16) of the Act.)

Related amendments are made to other sections of the Act.

SCHEDULE 25 PREPAID HOSPITAL AND MEDICAL SERVICES ACT

Currently, section 14.1 of the *Prepaid Hospital and Medical Services Act* provides that the Superintendent has the same investigatory powers in respect of registered associations as the Superintendent has in respect of insurers under the *Insurance Act*. Amendments are made to update cross-references to the *Insurance Act*.

SCHEDULE 26 SECURITIES ACT

The *Securities Act* is amended. Highlights of the amendments are as follows:

1. The definition of “market participant” in subsection 1 (1) of the Act is amended.
2. Changes are made with respect to the scope of compliance and continuous disclosure reviews under sections 20 and 20.1 of the Act.
3. The self-dealing provisions in Part XXI of the Act are amended so that they extend to all investment funds.
4. Section 126 of the Act is amended to expand the types of freeze directions that the Securities Commission may make and to add a test for continuing a freeze direction.
5. The limitation period in respect of an action commenced under section 138.3 is amended.
6. Disclosure requirements with respect to exchange traded funds are added.

SCHEDULE 27 TAXATION ACT, 2007

The Schedule amends the *Taxation Act, 2007*. Here are some highlights of the amendments.

Dividend tax credit

Currently, section 13 of the Act sets out rules governing the dividend tax credit, which is a tax credit that is deducted before the calculation of surtax. Amendments provide that those rules apply to taxation years ending before January 1, 2014.

New section 20.1 of the Act provides for a dividend tax credit that applies to taxation years ending after December 31, 2013. The tax credit is deducted after the calculation of surtax and is equal to the sum of,

- (a) 29.5 per cent of any amount required under subparagraph 82 (1) (b) (i) of the Federal Act to be included in computing the individual's income for the year; and
- (b) 36.3158 per cent of any amount required under subparagraph 82 (1) (b) (ii) of the Federal Act to be included in computing the individual's income for the year.

qu'employeur participant au régime de retraite conjoint, l'employeur peut être tenu, dans les circonstances prescrites, de faire un versement à la caisse de retraite au profit des participants transférés et des autres personnes transférées. (Voir le paragraphe 80.4 (18) de la Loi.)

Les deux articles contiennent une disposition qui confère l'immunité à la Couronne dans les circonstances précisées en ce qui concerne la conversion. (Voir les paragraphes 80.4 (20) et 81.0.1 (16) de la Loi.)

Des modifications connexes sont apportées à d'autres articles de la Loi.

ANNEXE 25 LOI SUR LES SERVICES HOSPITALIERS ET MÉDICAUX PRÉPAYÉS

Actuellement, l'article 14.1 de la *Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés* prévoit que le surintendant a les mêmes pouvoirs d'enquête à l'égard des associations inscrites que ceux que lui confère la *Loi sur les assurances* à l'égard des assureurs. Des modifications sont apportées pour mettre à jour les renvois à la *Loi sur les assurances*.

ANNEXE 26 LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Des modifications sont apportées à la *Loi sur les valeurs mobilières*. En voici les points saillants :

1. Modification de la définition de «participant au marché» au paragraphe 1 (1) de la Loi.
2. Modifications touchant la portée des examens de la conformité et des examens portant sur les obligations d'information continue qui sont prévus aux articles 20 et 20.1 de la Loi.
3. Modification des dispositions portant sur les transactions internes à la partie XXI de la Loi pour en étendre l'application à tous les fonds d'investissement.
4. Modification de l'article 126 de la Loi afin d'élargir le type de directives de blocage que peut donner la Commission des valeurs mobilières et d'ajouter un critère pour le maintien d'une telle directive.
5. Modification du délai de prescription applicable aux actions intentées en vertu de l'article 138.3.
6. Ajout d'exigences de divulgation relatives aux fonds négociés en bourse.

ANNEXE 27 LOI DE 2007 SUR LES IMPÔTS

L'annexe apporte des modifications à la *Loi de 2007 sur les impôts*. En voici les points saillants.

Crédit d'impôt pour dividendes

Actuellement, l'article 13 de la Loi énonce les règles régissant le crédit d'impôt pour dividendes, lequel est déduit avant le calcul de la surtaxe. Des modifications prévoient que ces règles s'appliquent aux années d'imposition se terminant avant le 1^{er} janvier 2014.

Le nouvel article 20.1 de la Loi prévoit un crédit d'impôt pour dividendes qui s'applique aux années d'imposition se terminant après le 31 décembre 2013. Ce crédit est déduit après le calcul de la surtaxe et est égal au total de ce qui suit :

- a) 29,5 % de toute somme à inclure, en application du sous-alinéa 82 (1) b) (i) de la loi fédérale, dans le calcul du revenu du particulier pour l'année;
- b) 36,3158 % de toute somme à inclure, en application du sous-alinéa 82 (1) b) (ii) de la loi fédérale, dans le calcul du revenu du particulier pour l'année.

Consequential amendments are made to clauses 12 (3) (a) and 15 (1) (a) and subsection 21 (2).

Ontario child benefit

Amendments are made to subsections 23 (1) and (3.1) of the Act to allow the dollar amounts used to determine the Ontario child benefit under subsection 104 (5) to be adjusted each year, beginning on July 1, 2015, with reference to the change in the Consumer Price Index for Ontario.

Small business deduction

Amendments are made to the calculation of the small business deduction available to Canadian-controlled private corporations under section 31 of the Act. New subsection 31 (5.5) of the Act will phase out the small business deduction, on a straight-line basis, for corporations having taxable capital employed in Canada of between \$10 million and \$15 million. The small business deduction would be eliminated for corporations having more than \$15 million of taxable capital employed in Canada.

Ontario Trillium Benefit

Part IV.1 of the Act sets out the Ontario Trillium Benefit. Subsection 103.3 (3) of the Act currently governs the payment of the Benefit if the total amount of an individual's Benefit is at least \$2 but not more than \$360. An amendment is made to provide that the subsection applies if the total amount of an individual's benefit is greater than \$2 but not more than \$360.

Currently, subsection 103.3 (3.1) of the Act sets out the rules under which an individual may request to receive the Benefit as a single payment for a 12-month period. An amendment provides that the individual may not make the request in an amended return.

Subsection 103.3 (3.3) of the Act currently sets out the rules under which an individual is deemed to have revoked his or her request to receive the Benefit as a single payment for a 12-month period. An amendment provides that an individual is deemed to have revoked his or her request on the day that he or she dies.

Currently, subsection 103.3 (4) of the Act sets out the rule relating to the appropriation of money required for the purposes of the portion of the Benefit attributable to the Northern Ontario energy credit. Amendments are made to relocate the rule to section 176 of the Act.

Subsection 103.6 (4) of the Act currently sets out rules that apply if two individuals are qualified relations but, because of medical necessity, are living separate and apart at the end of a base taxation year. Paragraph 1 of subsection 103.6 (4) permits those individuals to elect not to be qualified relations of each other for the purposes of Part IV.1. An amendment is made to provide that such an election only applies for the purposes of sections 103.9 to 103.12, subsections 103.13 (1) and (2) and section 103.14.

Subsection 103.10 (6) of the Act reduces the amount of a recipient's Ontario energy and property tax credit for a month if the sum of 12 times the credit for the month and the amount of the senior homeowners' property tax grant received for the base taxation year exceeds the occupancy cost for that year. An amendment specifies how the amount of the senior homeowners' property tax grant with respect to the base taxation year is determined.

Section 103.14 of the Act currently sets out a rule concerning the entitlement to the Ontario energy and property tax credit and the Northern Ontario energy credit in the event of the death of a recipient of one or both of those tax credits who has a qualified relation or a qualified dependant or the death of a qualified rela-

Des modifications corrélatives sont apportées aux alinéas 12 (3) a) et 15 (1) a) et au paragraphe 21 (2).

Prestation ontarienne pour enfants

Des modifications sont apportées aux paragraphes 23 (1) et (3.1) de la Loi pour autoriser le rajustement annuel, à partir du 1^{er} juillet 2015, des sommes servant à calculer la prestation ontarienne pour enfant conformément au paragraphe 104 (5) en fonction de la variation de l'indice des prix à la consommation.

Déduction accordée aux petites entreprises

Des modifications sont apportées au calcul de la déduction accordée aux petites entreprises dont peuvent se prévaloir des sociétés privées sous contrôle canadien en vertu de l'article 31 de la Loi. Le nouveau paragraphe 31 (5.5) de la Loi éliminera progressivement cette déduction, sur une base linéaire, pour les sociétés dont le capital imposable utilisé au Canada se situe entre 10 millions et 15 millions de dollars. La déduction accordée aux petites entreprises serait éliminée pour les sociétés dont le capital imposable utilisé au Canada dépasse 15 millions de dollars.

Prestation Trillium de l'Ontario

La partie IV.1 de la Loi crée la prestation Trillium de l'Ontario. Le paragraphe 103.3 (3) régit actuellement le versement de la prestation si le montant total de la prestation d'un particulier est d'au moins 2 \$ sans dépasser 360 \$. Une modification prévoit que le paragraphe s'applique si ce montant est supérieur à 2 \$ sans dépasser 360 \$.

Actuellement, le paragraphe 103.3 (3.1) énonce les règles selon lesquelles un particulier peut demander à recevoir la prestation sous forme de versement unique pour une période de 12 mois. Une modification prévoit que le particulier ne peut pas présenter la demande dans une déclaration modifiée.

Le paragraphe 103.3 (3.3) énonce actuellement les règles selon lesquelles un particulier est réputé avoir révoqué la demande qu'il a présentée en vue de recevoir la prestation sous forme de versement unique pour une période de 12 mois. Une modification prévoit que le particulier est réputé avoir révoqué sa demande le jour de son décès.

Actuellement, le paragraphe 103.3 (4) énonce la règle relative à l'affectation des sommes nécessaires au paiement de la portion de la prestation qui est attribuable au crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario. Des modifications transfèrent cette règle à l'article 176.

Le paragraphe 103.6 (4) énonce actuellement les règles qui s'appliquent si deux particuliers sont des proches admissibles, mais qu'ils vivent séparés à la fin d'une année de base pour cause de nécessité médicale. La disposition 1 de ce paragraphe autorise ces particuliers à choisir de ne pas être des proches admissibles l'un à l'égard de l'autre pour l'application de la partie IV.1. Une modification prévoit que ce choix ne s'applique que dans le cadre des articles 103.9 à 103.12, des paragraphes 103.13 (1) et (2) et de l'article 103.14.

Le paragraphe 103.10 (6) réduit le montant du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers auquel a droit un bénéficiaire pour un mois donné si le total de 12 fois le crédit du mois et du montant de la subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier reçu pour l'année d'imposition de base est supérieur au coût d'habitation de cette année-là. Une modification précise le mode de calcul du montant de la subvention en question pour l'année d'imposition de base.

L'article 103.14 énonce actuellement une règle concernant le droit au crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers et au crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario en cas de décès du bénéficiaire de l'un ou l'autre de ces crédits ou des deux qui a un proche admissible ou

tion or a qualified dependant of such a recipient. An amendment provides that the rule applies in the event of the death of a recipient only if he or she has a qualified relation.

Reportable transactions

A new section 110.1 of the Act incorporates rules regarding reportable transactions that are set out in section 237.3 of the Federal Act. The new section requires taxpayers to disclose certain Ontario income tax avoidance transactions to the Federal Minister in the circumstances described in section 237.3 of the Federal Act.

Electronic notices

Section 156 of the Act currently sets out the presumption for determining the date on which certain notices or notifications are mailed. The section is amended to apply where notices or notifications are sent electronically.

New section 156.1 of the Act provides for a rule concerning when electronic notice is presumed to be made. The section is amended to incorporate subsection 244 (14.1) of the Federal Act.

Section 157 of the Act currently provides for when an assessment or determination is deemed to be made. The section is amended to incorporate subsection 244 (15) of the Federal Act.

Miscellaneous

Section 102 of the Act currently provides for a political contribution tax credit for qualifying individuals. An amendment is made to one of the formulas used in determining an individual's tax credit for a taxation year.

Currently, subsection 103.1.1 (19) of the Act sets out the rule relating to the appropriation of money required for the purposes of the healthy homes renovation tax credit. Amendments are made to relocate the rule to section 176 of the Act.

SCHEDULE 28 TAXPAYER PROTECTION ACT, 1999

Currently, subsection 2 (1) of the *Taxpayer Protection Act, 1999* specifies that a member of the Executive Council shall not include in a bill a provision that increases a tax rate under a designated tax statute or establishes a new tax, unless a referendum authorizes the increase or new tax. New subsection 2 (11) of the Act creates an exception for any bill that receives First Reading in 2014 and that would do any of the following:

1. Amend the *Gasoline Tax Act* to increase the tax rate on aviation fuel by,
 - i. one cent per litre, effective the day after that bill receives Royal Assent,
 - ii. one cent per litre, effective on April 1, 2015,
 - iii. one cent per litre, effective on April 1, 2016, and
 - iv. one cent per litre, effective on April 1, 2017.
2. Amend subsection 3 (1) of the *Taxation Act, 2007* to define the "middle tax rate" as 11.16 per cent, the "second-highest tax rate" as 12.16 per cent and the "second-lowest tax rate" as 9.15 per cent, and to re-enact subsection 6 (1) with respect to the calculation of an individual's basic income tax for a taxation year ending after December 31, 2013.

une personne à charge admissible ou de décès d'un proche admissible ou d'une personne à charge admissible de ce bénéficiaire. Une modification prévoit que cette règle ne s'applique en cas de décès du bénéficiaire que si ce dernier a un proche admissible.

Opérations à déclarer

Le nouvel article 110.1 de la Loi incorpore les règles concernant les opérations à déclarer qui sont énoncées à l'article 237.3 de la loi fédérale. Ce nouvel article exige que les contribuables divulguent certaines opérations d'évitement de l'impôt sur le revenu de l'Ontario au ministre fédéral dans les circonstances prévues à l'article 237.3.

Avis électroniques

L'article 156 de la Loi énonce actuellement la présomption qui permet d'établir la date à laquelle certains avis ou notifications sont mis à la poste. Cet article est modifié pour s'appliquer dans les cas où les avis ou notifications sont envoyés par voie électronique.

Le nouvel article 156.1 prévoit, en incorporant par renvoi le paragraphe 244 (14.1) de la loi fédérale, une règle concernant le moment où un avis électronique est présumé avoir été envoyé.

L'article 157 prévoit actuellement le moment où les cotisations ou les déterminations sont réputées établies. Cet article est modifié pour incorporer par renvoi le paragraphe 244 (15) de la loi fédérale.

Dispositions diverses

L'article 102 de la Loi prévoit actuellement le crédit d'impôt pour contributions politiques pour les particuliers admissibles. Une modification est apportée à une des formules servant à calculer le crédit d'impôt d'un particulier pour une année d'imposition.

Actuellement, le paragraphe 103.1.1 (19) de la Loi énonce la règle relative à l'affectation des sommes nécessaires au paiement du crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être. Des modifications transfèrent cette règle à l'article 176.

ANNEXE 28 LOI DE 1999 SUR LA PROTECTION DES CONTRIBUABLES

Actuellement, le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables* précise que les membres du Conseil exécutif ne doivent inclure, dans un projet de loi, aucune disposition qui augmente un taux d'imposition prévu par une loi fiscale désignée ou qui crée un nouvel impôt, à moins qu'un référendum n'autorise l'augmentation ou le nouvel impôt. Le nouveau paragraphe 2 (11) de la Loi crée une exception pour tout projet de loi qui reçoit la première lecture en 2014 et qui produirait l'un ou l'autre des effets suivants :

1. Modifier la *Loi de la taxe sur l'essence* pour augmenter le taux de la taxe sur le carburant aviation de :
 - i. un cent par litre à partir du lendemain du jour où ce projet de loi reçoit la sanction royale,
 - ii. un cent par litre à partir du 1^{er} avril 2015,
 - iii. un cent par litre à partir du 1^{er} avril 2016,
 - iv. un cent par litre à partir du 1^{er} avril 2017.
2. Modifier le paragraphe 3 (1) de la *Loi de 2007 sur les impôts* pour définir le «taux d'imposition moyen» comme étant de 11,16 %, le «deuxième taux d'imposition le plus élevé» comme étant de 12,16 % et le «deuxième taux d'imposition le moins élevé» comme étant de 9,15 %, et réédicter le paragraphe 6 (1) quant au calcul de l'impôt de base sur le revenu d'un particulier

pour une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 2013.

Currently, subsections 2 (9) and (10) of the Act require the Minister, in certain circumstances, to provide a statement to the Assembly indicating when, in the Minister's opinion, it may be reasonable for one or more bills to be introduced that amend the *Taxation Act, 2007* to reduce a corporation's basic rate of tax or to provide for the elimination of any tax rate increases described in paragraph 2 of subsection 2 (8). An amendment to subsection 2 (10) removes the requirement that the statement indicate when it may be reasonable for one or more bills to be introduced to provide for the elimination of any tax rate increases described in paragraph 2 of subsection 2 (8). A related amendment is made to subsection 2 (9).

SCHEDULE 29 TOBACCO TAX ACT

Currently, under section 24 of the *Tobacco Tax Act*, a person authorized by the Minister may stop and detain a vehicle and examine its contents if the authorized person has reasonable and probable grounds to believe that the vehicle contains evidence of a contravention of the Act. New subsection 24 (10.1) provides for the continued detention of a vehicle if the vehicle was used for the purposes of possessing or transporting tobacco in contravention of the Act and the tobacco exceeds a specified quantity. New subsection 24 (10.2) authorizes the impoundment of such a vehicle for seven days. New subsections 24 (10.3) to (10.13) provide various rules relating to the impoundment of the vehicle, including making it an offence to obstruct or interfere with a person authorized to detain a vehicle under subsection 24 (10.1).

Subsection 31 (1) of the Act currently imposes a penalty for the sale or delivery of a tobacco product in Ontario for resale without holding a subsisting wholesaler's permit. Amendments are made to the additional penalties that are calculated based on the type and quantity of tobacco product that is sold or delivered.

The fine under subsection 31 (2) of the Act for the sale or delivery of marked cigarettes or marked fine cut tobacco by a person without a wholesaler's permit is increased from \$8 to \$25 for each 200 cigarettes or 200 grams of marked fine cut tobacco. Similar amendments are made to subsection 35 (2) with respect to the fine for the purchase or receipt of marked cigarettes or marked fine cut tobacco for resale by a person without a wholesaler's permit and to subsection 35 (2.0.1) with respect to the fine for delivering, storing, transporting or possessing tobacco in bulk in Ontario that was acquired from or that is owned by a person who does not hold any of the specified registration certificates or permits.

Subsection 35 (4) of the Act currently imposes a penalty for purchasing a tobacco product for resale from a person who does not hold a wholesaler's permit or for storing, delivering, transporting or possessing a tobacco product that was acquired from or is owned by a person who does not hold a wholesaler's permit. Amendments are made to the additional penalties that are calculated based on the type and quantity of tobacco product that is purchased, stored, delivered, transported or possessed.

New section 36.3 of the Act allows the Crown to require that a proceeding in respect of an offence be presided over by a provincial judge.

SCHEDULE 30 TRILLIUM TRUST ACT, 2014

The Schedule enacts the *Trillium Trust Act, 2014*. The Act requires the Minister of Finance to establish the Trillium Trust in the Public Accounts.

Actuellement, les paragraphes 2 (9) et (10) de la Loi exigent que le ministre remette à l'Assemblée, dans certaines circonstances, une déclaration indiquant à quel moment, à son avis, on peut raisonnablement s'attendre qu'un ou plusieurs projets de loi modifiant la *Loi de 2007 sur les impôts* soient déposés pour prévoir une réduction du taux d'imposition de base d'une société ou l'élimination de toute augmentation d'un taux d'imposition visé à la disposition 2 du paragraphe 2 (8). Une modification apportée au paragraphe 2 (10) supprime l'exigence voulant que la déclaration indique à quel moment on peut raisonnablement s'attendre qu'un ou plusieurs projets de loi soient déposés pour prévoir l'élimination d'une telle augmentation. Une modification connexe est apportée au paragraphe 2 (9).

ANNEXE 29 LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC

À l'heure actuelle, une personne autorisée par le ministre peut, en vertu de l'article 24 de la *Loi de la taxe sur le tabac*, arrêter un véhicule, le retenir et examiner son contenu si elle a des motifs raisonnables et probables de croire qu'il contient la preuve d'une contravention à la Loi. Le nouveau paragraphe 24 (10.1) prévoit que la rétention du véhicule peut se poursuivre s'il a servi d'instrument à la possession ou au transport de tabac en contravention à la Loi et que la quantité de tabac dépasse une quantité déterminée. Le nouveau paragraphe 24 (10.2) autorise la mise en fourrière du véhicule pendant sept jours. Les nouveaux paragraphes 24 (10.3) à (10.13) prévoient diverses règles relatives à cette mise en fourrière. Ils prévoient notamment que le fait d'entraver ou de gêner une personne autorisée à retenir un véhicule en vertu du paragraphe (10.1) constitue une infraction.

Le paragraphe 31 (1) de la Loi impose une pénalité pour la vente ou la livraison en Ontario d'un produit du tabac destiné à la revente sans permis de grossiste valide. Des modifications sont apportées aux pénalités supplémentaires qui sont calculées en fonction du type et de la quantité de produit du tabac vendu ou livré.

L'amende imposée en application du paragraphe 31 (2) de la Loi pour vente ou livraison de cigarettes marquées ou de tabac haché fin marqué sans permis de grossiste passe de 8 \$ à 25 \$ par tranche de 200 cigarettes ou de 200 grammes de tabac haché fin marqué. Des modifications similaires sont apportées, d'une part, au paragraphe 35 (2) en ce qui concerne l'amende pour achat ou réception de cigarettes marquées ou de tabac haché fin marqué destinés à la revente sans permis de grossiste et, d'autre part, au paragraphe 35 (2.0.1) en ce qui concerne l'amende pour livraison, entreposage, transport ou possession en Ontario de tabac en vrac obtenu d'une personne qui n'est titulaire d'aucun des certificats d'inscription ou permis précisés ou appartenant à une telle personne.

Le paragraphe 35 (4) de la Loi impose une pénalité pour l'achat d'un produit du tabac destiné à la revente sans permis de grossiste ou pour l'entreposage, la livraison, le transport ou la possession d'un produit du tabac obtenu d'une personne qui n'est pas titulaire d'un permis de grossiste ou appartenant à une telle personne. Des modifications sont apportées aux pénalités supplémentaires qui sont calculées en fonction du type et de la quantité de produit du tabac acheté, entreposé, livré ou transporté ou se trouvant en la possession de la personne en cause.

Le nouvel article 36.3 de la Loi permet à la Couronne d'exiger qu'un juge provincial préside une instance relative à une infraction.

ANNEXE 30 LOI DE 2014 SUR LE FONDS TRILLIUM

L'annexe édicte la *Loi de 2014 sur le Fonds Trillium*. Cette loi exige que le ministre des Finances établisse le Fonds Trillium dans les comptes publics.

Regulations made under the Act may designate an asset of a ministry or a public entity as a qualifying asset. When a qualifying asset is disposed of, the regulations may require that a portion of the net proceeds of disposition be credited to the Trillium Trust. Money credited to the trust is deemed to be money paid to Ontario for the special purposes of funding costs incurred directly or indirectly in connection with constructing or acquiring infrastructure or other tangible capital assets.

Les règlements pris en vertu de la Loi peuvent désigner un actif d'un ministère ou d'une entité publique comme actif admissible. Lorsqu'il est disposé d'un actif admissible, les règlements peuvent exiger qu'une fraction du produit net de disposition soit portée au crédit du Fonds Trillium. Les sommes ainsi créditées sont réputées avoir été versées à l'Ontario à une fin particulière, soit financer, directement ou indirectement, les coûts engagés relativement à la construction ou à l'acquisition d'infrastructure ou d'autres immobilisations corporelles.

**An Act to implement
Budget measures and to enact
and amend various Acts**

CONTENTS

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Assessment Act
Schedule 2	Broader Public Sector Accountability Act, 2010
Schedule 3	Building Code Act, 1992
Schedule 4	Children's Law Reform Act
Schedule 5	Commodity Futures Act
Schedule 6	Compulsory Automobile Insurance Act
Schedule 7	Electricity Act, 1998
Schedule 8	Environmental Bill of Rights, 1993
Schedule 9	Family Law Act
Schedule 10	Family Responsibility and Support Arrears Enforcement Act, 1996
Schedule 11	Housing Development Act
Schedule 12	Income Tax Act
Schedule 13	Insurance Act
Schedule 14	Interim Appropriation for 2014-2015 Act, 2014
Schedule 15	Land Transfer Tax Act
Schedule 16	Lobbyists Registration Act, 1998
Schedule 17	Long-Term Care Homes Act, 2007
Schedule 18	Ministry of Energy Act, 2011
Schedule 19	Ministry of Municipal Affairs and Housing Act
Schedule 20	Ministry of Revenue Act
Schedule 21	Ontario Energy Board Act, 1998
Schedule 22	Ontario Loan Act, 2014
Schedule 23	Ontario Mortgage and Housing Corporation Act
Schedule 24	Pension Benefits Act
Schedule 25	Prepaid Hospital and Medical Services Act
Schedule 26	Securities Act
Schedule 27	Taxation Act, 2007
Schedule 28	Taxpayer Protection Act, 1999
Schedule 29	Tobacco Tax Act
Schedule 30	Trillium Trust Act, 2014

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

**Loi visant à mettre en oeuvre
les mesures budgétaires et à édicter
et à modifier diverses lois**

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Loi sur l'évaluation foncière
Annexe 2	Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic
Annexe 3	Loi de 1992 sur le code du bâtiment
Annexe 4	Loi portant réforme du droit de l'enfance
Annexe 5	Loi sur les contrats à terme sur marchandises
Annexe 6	Loi sur l'assurance-automobile obligatoire
Annexe 7	Loi de 1998 sur l'électricité
Annexe 8	Charte des droits environnementaux de 1993
Annexe 9	Loi sur le droit de la famille
Annexe 10	Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments
Annexe 11	Loi sur le développement du logement
Annexe 12	Loi de l'impôt sur le revenu
Annexe 13	Loi sur les assurances
Annexe 14	Loi de 2014 portant affectation anticipée de crédits pour 2014-2015
Annexe 15	Loi sur les droits de cession immobilière
Annexe 16	Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes
Annexe 17	Loi de 2007 sur les foyers de soins de longue durée
Annexe 18	Loi de 2011 sur le ministère de l'Énergie
Annexe 19	Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement
Annexe 20	Loi sur le ministère du Revenu
Annexe 21	Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario
Annexe 22	Loi de 2014 sur les emprunts de l'Ontario
Annexe 23	Loi sur la Société ontarienne d'hypothèques et de logement
Annexe 24	Loi sur les régimes de retraite
Annexe 25	Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés
Annexe 26	Loi sur les valeurs mobilières
Annexe 27	Loi de 2007 sur les impôts
Annexe 28	Loi de 1999 sur la protection des contribuables
Annexe 29	Loi de la taxe sur le tabac
Annexe 30	Loi de 2014 sur le Fonds Trillium

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Same

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014*.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Idem

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*.

**SCHEDULE 1
ASSESSMENT ACT**

1. Subsection 3 (1) of the *Assessment Act* is amended by adding the following paragraph:

Long-term care homes

- 7.2 Land that is used as a non-profit long-term care home, if the conditions prescribed by the Minister are satisfied.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE 1
LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE**

1. Le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'évaluation foncière* est modifié par adjonction de la disposition suivante :

Foyers de soins de longue durée

- 7.2 Les biens-fonds qui sont utilisés comme foyer de soins de longue durée à but non lucratif s'il est satisfait aux conditions prescrites par le ministre.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 2
BROADER PUBLIC SECTOR
ACCOUNTABILITY ACT, 2010**

1. (1) Clause 4 (1) (b) of the *Broader Public Sector Accountability Act, 2010* is amended by striking out “clause (2) (a), (c), (d), (e), (f) or (g)” in the portion before subclause (i) and substituting “clause (2) (a), (c), (d), (f) or (g)”.

(2) Clause 4 (2) (e) of the Act is repealed.

2. Paragraph 6 of section 7.2 of the Act is repealed.

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE 2
LOI DE 2010 SUR LA RESPONSABILISATION
DU SECTEUR PARAPUBLIC**

1. (1) L’alinéa 4 (1) b) de la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic* est modifié par remplacement de «l’alinéa (2) a), c), d), e), f) ou g)» par «l’alinéa (2) a), c), d), f) ou g)» dans le passage qui précède le sous-alinéa (i).

(2) L’alinéa 4 (2) e) de la Loi est abrogé.

2. La disposition 6 de l’article 7.2 de la Loi est abrogée.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 3
BUILDING CODE ACT, 1992**

1. Subsection 8 (2) of the *Building Code Act, 1992* is amended by adding the following clause:

- (b.1) the *Architects Act* or the *Professional Engineers Act* requires that the proposed construction of the building be designed by an architect or a professional engineer or a combination of both and the proposed construction is not so designed;

2. Section 15.11 of the Act is amended by adding the following subsection:

Non application

(8) Subsection (5) does not apply to a holder of any licence or certificate issued under the *Architects Act* or the *Professional Engineers Act*.

3. (1) Subsection 34 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 9.1 requiring any part of the construction of a building described in clauses 11 (3) (a) and (b) of the *Architects Act* or subsection 12 (4) and clause 12 (5) (a) of the *Professional Engineers Act* to be designed by an architect or a professional engineer or a combination of both;

(2) Paragraph 10 of subsection 34 (1) of the Act is amended,

- (a) by striking out “as defined in the *Architects Act*”; and
(b) by striking out “as defined in the *Professional Engineers Act*” and substituting “or a combination of both”.

Commencement

4. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE 3
LOI DE 1992 SUR LE CODE DU BÂTIMENT**

1. Le paragraphe 8 (2) de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- b.1) la *Loi sur les architectes* ou la *Loi sur les ingénieurs* exige que les travaux de construction du bâtiment projetés soient conçus par un architecte ou un ingénieur, ou par les deux, et cette exigence n’est pas respectée;

2. L’article 15.11 de la *Loi* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Non-application

(8) Le paragraphe (5) ne s’applique pas au titulaire de tout permis ou certificat délivré en vertu de la *Loi sur les architectes* ou de la *Loi sur les ingénieurs*.

3. (1) Le paragraphe 34 (1) de la *Loi* est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 9.1 exiger que quelque partie que ce soit des travaux de construction d’un bâtiment visé aux alinéas 11 (3) a) et b) de la *Loi sur les architectes* ou au paragraphe 12 (4) et à l’alinéa 12 (5) a) de la *Loi sur les ingénieurs* soit conçue par un architecte ou un ingénieur, ou par les deux;

(2) La disposition 10 du paragraphe 34 (1) de la *Loi* est modifiée :

- a) par suppression de «au sens de la *Loi sur les architectes*»;
b) par remplacement de «ou par un ingénieur au sens de la *Loi sur les ingénieurs*» par «ou un ingénieur, ou par les deux».

Entrée en vigueur

4. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 4 CHILDREN'S LAW REFORM ACT

1. (1) Subsection 35 (3) of the *Children's Law Reform Act* is amended by striking out "immediately before the day section 15 of the *Family Statute Law Amendment Act, 2009* came into force" in the portion before clause (a) and substituting "on October 14, 2009".

(2) Clause 35 (3) (a) of the Act is amended by striking out "before that day" and substituting "before October 15, 2009".

(3) Clause 35 (3) (b) of the Act is amended by striking out "immediately before that day" at the end and substituting "on October 14, 2009".

2. (1) Subsection 38 (1) of the Act is amended by striking out "orders in respect of custody of or access to a child" and substituting "orders under this Act, other than orders under section 35".

(2) Section 38 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(3) This section, as it read on October 14, 2009, continues to apply to orders referred to in clause 35 (3) (b).

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE 4 LOI PORTANT RÉFORME DU DROIT DE L'ENFANCE

1. (1) Le paragraphe 35 (3) de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* est modifié par remplacement de «, tel qu'il existait immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 15 de la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne le droit de la famille*,» par «, dans sa version du 14 octobre 2009,» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) L'alinéa 35 (3) a) de la Loi est modifié par remplacement de «avant ce jour-là» par «avant le 15 octobre 2009» à la fin de l'alinéa.

(3) L'alinéa 35 (3) b) de la Loi est modifié par remplacement de «immédiatement avant ce jour-là» par «le 14 octobre 2009» à la fin de l'alinéa.

2. (1) Le paragraphe 38 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «à ses ordonnances ou actes de procédure relatifs à la garde ou au droit de visite» par «à ses actes de procédure pris ou à ses ordonnances rendues en vertu de la présente loi, à l'exclusion des ordonnances rendues en vertu de l'article 35».

(2) L'article 38 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(3) Le présent article, dans sa version du 14 octobre 2009, continue de s'appliquer aux ordonnances visées à l'alinéa 35 (3) b).

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 5 COMMODITY FUTURES ACT

1. (1) The definition of “market participant” in subsection 1 (1) of the *Commodity Futures Act* is amended by,

- (a) striking out “by a ruling of the Commission”; and
- (b) striking out “a recognized self-regulatory organization” and substituting “a recognized self-regulatory organization, a person or company that is exempt from the requirement under subsection 16 (1) or 17 (1) to be recognized by the Commission”.

(2) The definition of “recognized commodity futures exchange” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “by order of the Commission” at the end.

2. (1) Subsection 14.1 (1) of the Act is amended by striking out “documents that are required to be kept by a market participant under section 14” and substituting “documents of a market participant”.

(2) Clause 14.1 (2) (b) of the Act is amended by striking out “that are required to be kept under section 14”.

3. (1) Subsection 59 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Freeze direction

(1) If the Commission considers it expedient for the due administration of Ontario commodity futures law or the regulation of the commodity futures markets in Ontario or expedient to assist in the due administration of the commodity futures laws or the regulation of the commodity futures markets in another jurisdiction, the Commission may,

- (a) direct a person or company having on deposit or under its control or for safekeeping any funds, securities or property of any person or company to retain those funds, securities or property;
- (b) direct a person or company to refrain from withdrawing any funds, securities or other property from another person or company who has them on deposit, under control or for safekeeping;
- (c) direct a person or company to maintain funds, securities or other property, and to refrain from disposing of, transferring, dissipating or otherwise dealing with or diminishing the value of those funds, securities or other property; or
- (d) direct a person or company holding or having under its control a contract of any person or company

ANNEXE 5 LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES

1. (1) La définition de «participant au marché» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* est modifiée :

- a) par suppression de «, par suite d’une décision de la Commission,»;
- b) par remplacement de «un organisme d’auto-réglementation reconnu» par «un organisme d’autoréglementation reconnu, une personne ou une compagnie dispensée de l’obligation, prévue au paragraphe 16 (1) ou 17 (1), de se faire reconnaître par la Commission».

(2) La définition de «bourse reconnue de contrats à terme sur marchandises» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «, par suite d’une ordonnance de la Commission,».

2. (1) Le paragraphe 14.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «documents que doit tenir un participant au marché aux termes de l’article 14» par «documents d’un participant au marché».

(2) L’alinéa 14.1 (2) b) de la Loi est modifié par remplacement de «documents que doit tenir le participant au marché aux termes de l’article 14» par «documents du participant au marché».

3. (1) Le paragraphe 59 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Directive de blocage

(1) Si elle le juge opportun pour l’application régulière du droit ontarien des contrats à terme sur marchandises ou la réglementation des marchés à terme de marchandises en Ontario ou opportun pour aider à l’application régulière des lois sur les contrats à terme sur marchandises ou à la réglementation des marchés à terme de marchandises sur le territoire d’une autre autorité législative, la Commission peut :

- a) au moyen d’une directive, enjoindre à une personne ou à une compagnie qui est dépositaire ou qui a le contrôle ou la garde de fonds, de valeurs mobilières ou de biens d’une personne ou d’une compagnie de retenir ces fonds, ces valeurs mobilières ou ces biens;
- b) au moyen d’une directive, enjoindre à une personne ou à une compagnie de s’abstenir de retirer des fonds, des valeurs mobilières ou des biens auprès d’une personne ou d’une compagnie qui en est le dépositaire ou qui en a le contrôle ou la garde;
- c) au moyen d’une directive, enjoindre à une personne ou à une compagnie de maintenir des fonds, des valeurs mobilières ou des biens et de s’abstenir d’en disposer ou d’en diminuer la valeur, notamment en les aliénant, en les transférant ou en les dilapidant;
- d) au moyen d’une directive, enjoindre à une personne ou à une compagnie qui détient un contrat

to liquidate the contract and to retain the proceeds of liquidation.

Duration

(1.1) A direction under subsection (1) applies until the Commission in writing revokes the direction or consents to release funds, security or property from the direction, or until the Superior Court of Justice orders otherwise.

(2) Section 59 of the Act is amended by adding the following subsection:

Grounds for continuance or other order

(5.1) An order may be made under subsection (5) if the court is satisfied that the order would be reasonable and expedient in the circumstances, having due regard to the public interest and,

- (a) the due administration of Ontario commodity futures law or the commodity futures laws of another jurisdiction; or
- (b) the regulation of commodity futures markets in Ontario or another jurisdiction.

Commencement

4. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

d'une personne ou d'une compagnie ou qui en a le contrôle, de le liquider et de retenir le produit de la liquidation.

Durée

(1.1) La directive donnée en vertu du paragraphe (1) s'applique jusqu'à ce que la Commission la révoque par écrit ou consente, par écrit, à soustraire des fonds, des valeurs mobilières ou des biens donnés à son application, ou jusqu'à ordonnance contraire de la Cour supérieure de justice.

(2) L'article 59 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Motifs : maintien de la directive ou autre ordonnance

(5.1) Le tribunal peut rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (5) s'il est convaincu qu'elle serait raisonnable et opportune dans les circonstances, compte tenu de l'intérêt public et, selon le cas :

- a) de l'application régulière du droit ontarien des contrats à terme sur marchandises ou du droit des contrats à terme sur marchandises d'une autre autorité législative;
- b) de la réglementation des marchés à terme de marchandises en Ontario ou sur le territoire d'une autre autorité législative.

Entrée en vigueur

4. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 6
COMPULSORY AUTOMOBILE
INSURANCE ACT**

1. Section 11 of the *Compulsory Automobile Insurance Act* is amended by striking out “under sections 29, 30, 31, 443 and 444 of the *Insurance Act*” at the end and substituting “under sections 442.1, 442.2, 442.3, 443 and 444 of the *Insurance Act*”.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* receives Royal Assent.

**ANNEXE 6
LOI SUR L'ASSURANCE-AUTOMOBILE
OBLIGATOIRE**

1. L'article 11 de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire* est modifié par remplacement de «les articles 29, 30, 31, 443 et 444 de la *Loi sur les assurances*» par «les articles 442.1, 442.2, 442.3, 443 et 444 de la *Loi sur les assurances*».

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 7 ELECTRICITY ACT, 1998

1. Clause 1 (e) of the *Electricity Act, 1998* is amended by striking out “generators, retailers and consumers” and substituting “generators, retailers, market participants and consumers”.

2. (1) The definition of “charges” in subsection 2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“charges” means, with respect to the IESO, amounts charged by the IESO, or by a predecessor within the meaning of section 4, to recover amounts paid or payable by the IESO or the predecessor to another person with respect to electricity; (“frais”)

(2) The definition of “fees” in subsection 2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“fees” means, with respect to the IESO, amounts charged by the IESO, or by a predecessor within the meaning of section 4, to recover its costs of operations; (“droits”)

(3) The definition of “Governance and Structure By-law” in subsection 2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“Governance and Structure By-law” means the by-law maintained under subsection 22 (2); (“règlement de régie”)

(4) The definition of “OPA” in subsection 2 (1) of the Act is repealed.

(5) The definition of “procurement contract” in subsection 2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“procurement contract” means,

- (a) a contract, entered into or assumed by the IESO pursuant to a direction of the Minister issued under section 25.32 or 25.35, for the procurement of,
 - (i) electricity supply or capacity,
 - (ii) changes in electricity demand, or
 - (iii) measures related to the conservation of electricity or the management of electricity demand, and
- (b) a contract entered into by the IESO pursuant to a direction of the Minister issued under subsection 25.32 (4.4), (4.5), (4.6) or (4.7); (“contrat d’acquisition”)

(6) Section 2 of the Act is amended by adding the following subsections:

Procurement contracts, transition

(1.5) For the purposes of this Act, a procurement contract includes,

- (a) a contract entered into pursuant to section 25.32 as it read immediately before the day subsection 7 (3) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Se-*

ANNEXE 7 LOI DE 1998 SUR L'ÉLECTRICITÉ

1. L’alinéa 1 e) de la *Loi de 1998 sur l’électricité* est modifié par remplacement de «aux producteurs, aux détaillants et aux consommateurs» par «aux producteurs, aux détaillants, aux intervenants du marché et aux consommateurs».

2. (1) La définition de «frais» au paragraphe 2 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«frais» Relativement à la SIERE, sommes exigées par la SIERE ou une entité remplacée, au sens de l’article 4, en recouvrement des sommes que la SIERE ou l’entité remplacée a versées ou doit verser à une autre personne à l’égard de l’électricité. («charges»)

(2) La définition de «droits» au paragraphe 2 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«droits» Relativement à la SIERE, sommes exigées par la SIERE ou une entité remplacée, au sens de l’article 4, en recouvrement de ses frais d’exploitation. («fees»)

(3) La définition de «règlement de régie» au paragraphe 2 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«règlement de régie» Le règlement administratif tenu à jour en application du paragraphe 22 (2). («Governance and Structure By-law»)

(4) La définition de «OEO» au paragraphe 2 (1) de la Loi est abrogée.

(5) La définition de «contrat d’acquisition» au paragraphe 2 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«contrat d’acquisition» S’entend :

- a) d’un contrat conclu ou pris en charge par la SIERE conformément à une directive du ministre donnée en vertu de l’article 25.32 ou 25.35 et visant l’obtention, selon le cas :
 - (i) d’un approvisionnement en électricité ou d’une capacité de production d’électricité,
 - (ii) de changements de la demande d’électricité,
 - (iii) de mesures concernant la conservation de l’électricité ou la gestion de la demande d’électricité;
- b) d’un contrat conclu par la SIERE conformément à une directive du ministre donnée en vertu du paragraphe 25.32 (4.4), (4.5), (4.6) ou (4.7). («procurement contract»)

(6) L’article 2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Contrats d’acquisition : disposition transitoire

(1.5) Pour l’application de la présente loi, est considéré comme un contrat d’acquisition :

- a) tout contrat conclu en application de l’article 25.32, dans sa version antérieure au jour de l’entrée en vigueur du paragraphe 7 (3) de l’annexe 7 de la *Loi*

curing Our Future Act (Budget Measures), 2014 comes into force; and

- (b) a contract entered into pursuant to section 25.35 as it read immediately before the day subsection 10 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force.

Procurement contracts, exceptions

(1.6) A transaction, arrangement or agreement entered into by the IESO based on the market rules is deemed not to be a procurement contract for the purposes of this Act.

(7) Clause 2 (7) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) to the Ontario Power Authority or the OPA is deemed to be a reference to the Independent Electricity System Operator as continued under this Act unless the context requires otherwise.

3. (1) Parts II and II.1 of the Act are repealed and the following substituted:

PART II INDEPENDENT ELECTRICITY SYSTEM OPERATOR

Definitions

4. In this Part,

“Independent Electricity System Operator” means, unless the context requires otherwise, the corporation continued under subsection 5 (1); (“Société indépendante d’exploitation du réseau d’électricité”)

“Ontario Power Authority” means the corporation established under subsection 25.1 (1) as that subsection read immediately before subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force and “OPA” has a corresponding meaning; (“Office de l’électricité de l’Ontario”, “OEO”)

“predecessor” means either the predecessor Independent Electricity System Operator or the Ontario Power Authority; (“entité remplacée”)

“predecessor Independent Electricity System Operator” means the Independent Electricity System Operator as the corporation was continued under subsection 4 (1) as that subsection read immediately before subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force. (“ancienne Société indépendante d’exploitation du réseau d’électricité”)

Amalgamation of IESO and OPA

5. (1) The predecessor Independent Electricity System Operator and the Ontario Power Authority are amalgamated and shall continue as one corporation without share capital in accordance with this Part.

de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires);

- b) tout contrat conclu en application de l’article 25.35, dans sa version antérieure au jour de l’entrée en vigueur du paragraphe 10 (1) de l’annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*.

Contrats d’acquisition : exceptions

(1.6) Les transactions, arrangements ou accords qui sont conclus par la SIERE en fonction des règles du marché sont réputés ne pas être des contrats d’acquisition pour l’application de la présente loi.

(7) L’alinéa 2 (7) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) la mention de l’Office de l’électricité de l’Ontario ou de l’OEO vaut mention de la Société indépendante d’exploitation du réseau d’électricité, telle qu’elle est prorogée par la présente loi, sauf si le contexte exige une autre interprétation.

3. (1) Les parties II et II.1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

PARTIE II SOCIÉTÉ INDÉPENDANTE D’EXPLOITATION DU RÉSEAU D’ÉLECTRICITÉ

Définitions

4. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«ancienne Société indépendante d’exploitation du réseau d’électricité» La Société indépendante d’exploitation du réseau d’électricité prorogée par le paragraphe 4 (1), dans sa version antérieure à l’entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l’annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*. («predecessor Independent Electricity System Operator»)

«entité remplacée» Soit l’ancienne Société indépendante d’exploitation du réseau d’électricité, soit l’Office de l’électricité de l’Ontario. («predecessor»)

«Office de l’électricité de l’Ontario» La personne morale créée par le paragraphe 25.1 (1), dans sa version antérieure à l’entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l’annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*. «OEO» a un sens correspondant. («Ontario Power Authority», «OPA»)

«Société indépendante d’exploitation du réseau d’électricité» Sauf si le contexte exige une autre interprétation, s’entend de la personne morale prorogée par le paragraphe 5 (1). («Independent Electricity System Operator»)

Fusion de la SIERE et de l’OEO

5. (1) L’ancienne Société indépendante d’exploitation du réseau d’électricité et l’Office de l’électricité de l’Ontario sont fusionnés et sont prorogés en tant qu’une seule et même personne morale sans capital-actions conformément à la présente partie.

Name of corporation

(2) The name of the corporation formed under subsection (1) is the Independent Electricity System Operator in English and Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité in French.

Composition

(3) The IESO is composed of the members of its board of directors.

Separation of functions

(4) The board of directors shall take such steps as it considers advisable and appropriate to ensure that there is an effective separation of functions and activities of the IESO relating to,

- (a) its market operations; and
- (b) its procurement and contract management activities.

Prohibition

(5) The IESO shall not conduct the operations of the IESO-administered markets in any manner that,

- (a) unjustly advantages or disadvantages any market participant or class of market participants; or
- (b) is inconsistent with this Act.

Transmission-related information

(6) The IESO shall provide transmission-related information on an equal basis and in the same manner to all market participants.

Confidentiality

(7) The board of directors shall ensure that appropriate procedures are established and maintained so that confidential information that is in the possession or control of any officers or employees of the IESO, or any agent or third party working on its behalf, is not inappropriately communicated.

Objects

6. (1) The objects of the IESO are,
- (a) to exercise the powers and perform the duties assigned to it under this Act, the regulations, directions, the market rules and its licence;
 - (b) to enter into agreements with transmitters to give it authority to direct the operation of their transmission systems;
 - (c) to direct the operation and maintain the reliability of the IESO-controlled grid to promote the purposes of this Act;
 - (d) to participate in the development by any standards authority of criteria and standards relating to the reliability of the integrated power system;
 - (e) to establish and enforce criteria and standards relating to the reliability of the integrated power system;

Dénomination sociale de la personne morale

(2) La dénomination sociale de la personne morale constituée en application du paragraphe (1) est Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité en français et Independent Electricity System Operator en anglais.

Composition

(3) La SIERE se compose des membres de son conseil d'administration.

Séparation des fonctions

(4) Le conseil d'administration prend les mesures qu'il juge souhaitables et appropriées pour assurer une séparation effective des fonctions et des activités de la SIERE qui se rapportent :

- a) au fonctionnement des marchés;
- b) aux activités d'acquisition et de gestion des contrats.

Interdiction

(5) La SIERE ne doit pas exploiter les marchés administrés par la SIERE d'une manière qui :

- a) soit avantage ou désavantage injustement un intervenant du marché ou une catégorie d'intervenants du marché;
- b) soit est incompatible avec la présente loi.

Renseignements liés au transport

(6) La SIERE fournit des renseignements liés au transport également et de la même manière à tous les intervenants du marché.

Confidentialité

(7) Le conseil d'administration veille à ce qu'une marche à suivre appropriée soit établie et appliquée pour que les renseignements confidentiels qui sont en la possession ou sous le contrôle d'un dirigeant ou d'un employé de la SIERE, ou d'un mandataire ou d'un tiers qui travaille pour le compte de cette dernière, ne soient pas communiqués de façon inappropriée.

Objets

6. (1) Les objets de la SIERE sont les suivants :
- a) exercer les pouvoirs et les fonctions que lui attribuent la présente loi, les règlements, les directives, les règles du marché et son permis;
 - b) conclure avec les transporteurs des accords lui donnant le pouvoir de diriger les activités de leurs réseaux de transport;
 - c) diriger les activités et maintenir la fiabilité du réseau dirigé par la SIERE de manière à promouvoir les objets de la présente loi;
 - d) participer à l'établissement, par tout organisme de normalisation, de critères et de normes de fiabilité pour le réseau d'électricité intégré;
 - e) établir et faire respecter des critères et des normes de fiabilité pour le réseau d'électricité intégré;

- (f) to work with the responsible authorities outside of Ontario to co-ordinate the IESO's activities with the activities of those authorities;
- (g) to operate the IESO-administered markets to promote the purposes of this Act;
- (h) to engage in activities related to contracting for the procurement of electricity supply, electricity capacity and conservation resources;
- (i) to engage in activities related to settlements, payments under a contract entered into under the authority of this Act and payments provided for under this Act or the *Ontario Energy Board Act, 1998*;
- (j) to engage in activities in support of the goal of ensuring adequate, reliable and secure electricity supply and resources in Ontario;
- (k) to forecast electricity demand and the adequacy and reliability of electricity resources for Ontario for the short term, medium term and long term;
- (l) to conduct independent planning for electricity generation, demand management, conservation and transmission;
- (m) to engage in activities to facilitate the diversification of sources of electricity supply by promoting the use of cleaner energy sources and technologies, including alternative energy sources and renewable energy sources;
- (n) to engage in activities in support of system-wide goals for the amount of electricity to be produced from different energy sources;
- (o) to engage in activities that facilitate load management;
- (p) to engage in activities that promote electricity conservation and the efficient use of electricity;
- (q) to assist the Board by facilitating stability in rates for certain types of consumers;
- (r) to collect and make public information relating to the short term, medium term and long term electricity needs of Ontario and the adequacy and reliability of the integrated power system to meet those needs; and
- (s) to engage in such other objects as may be prescribed by the regulations.

Not for profit

(2) The business and affairs of the IESO shall be carried on without the purpose of gain and any profits shall be used by the IESO for the purpose of carrying out its objects.

- f) travailler avec les autorités responsables de l'extérieur de l'Ontario pour coordonner les activités de la SIERE avec les leurs;
- g) exploiter les marchés administrés par la SIERE de manière à promouvoir les objets de la présente loi;
- h) exercer des activités se rapportant à la conclusion de contrats pour l'obtention d'un approvisionnement en électricité, d'une capacité de production d'électricité et de ressources en matière de conservation;
- i) exercer des activités se rapportant aux règlements des différends, aux paiements effectués aux termes d'un contrat conclu en vertu de la présente loi et aux paiements prévus par la présente loi ou la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario*;
- j) exercer des activités favorisant la réalisation des objectifs fixés de suffisance, de fiabilité et de sécurité de l'approvisionnement et des ressources en électricité en Ontario;
- k) prévoir la demande d'électricité ainsi que la suffisance et la fiabilité des ressources en électricité de l'Ontario à court, à moyen et à long terme;
- l) planifier en toute indépendance la production, la gestion de la demande, la conservation et le transport de l'électricité;
- m) exercer des activités facilitant la diversification des sources d'approvisionnement en électricité en encourageant l'utilisation de sources d'énergie et de technologies propres, y compris des sources d'énergie de remplacement et des sources d'énergie renouvelable;
- n) exercer des activités favorisant la réalisation des objectifs pour l'ensemble du réseau en ce qui concerne la quantité d'électricité devant être produite à partir de différentes sources d'énergie;
- o) exercer des activités facilitant la gestion de la consommation;
- p) exercer des activités encourageant la conservation et l'utilisation efficace de l'électricité;
- q) appuyer la Commission en facilitant la stabilité des tarifs à l'intention de certains types de consommateurs;
- r) recueillir et rendre public des renseignements sur les besoins en électricité de l'Ontario à court, à moyen et à long terme et sur la suffisance et la fiabilité du réseau d'électricité intégré eu égard à ces besoins;
- s) réaliser les autres objets que prescrivent les règlements.

But non lucratif

(2) La SIERE exerce ses activités et mène ses affaires sans but lucratif et affecte tout gain éventuel à la réalisation de ses objets.

Capacity

(3) The IESO has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for the purpose of carrying out its objects, except as otherwise limited by this Act.

Limitation on powers, financial

(4) The IESO's powers to borrow, to invest its funds and to manage its financial assets, liabilities and risks are subject to such rules and restrictions as may be prescribed by the regulations.

Dissolution

7. If the IESO is dissolved, any property of the IESO remaining after the payment of all of its debts and liabilities is vested in the Crown in right of Ontario.

Not Crown agent

8. The IESO is not an agent of the Crown for any purpose, despite the *Crown Agency Act*.

Obligation to provide information in French

9. (1) The IESO shall make information that is directed to the general public available in French, including information with respect to programs, services and general communications.

Board to ensure compliance

(2) The IESO's board of directors shall take all reasonable measures and make all reasonable plans to ensure that the obligation placed on the IESO to make information directed to the general public available in French is met.

Limitation, general

(3) The IESO's obligation to make information available in French is subject to the limits that are reasonable in the circumstances.

Limitations, rules, manuals, etc.

(4) The IESO's obligation to make information available in French does not apply to the following:

1. Rules, manuals, standards, procedures or communications relating to the operation of the IESO-administered markets or the IESO-controlled grid.
2. Rules, contracts or other program information related to the procurement of,
 - i. electricity supply or capacity,
 - ii. changes in electricity demand,
 - iii. measures related to the conservation of electricity, or
 - iv. the management of electricity demand.

Application to microFIT program, etc.

(5) The exception in paragraph 2 of subsection (4) does not apply to information with respect to,

Capacité

(3) La SIERE a la capacité ainsi que les droits, pouvoirs et privilèges d'une personne physique pour réaliser ses objets, sous réserve des restrictions qu'impose par ailleurs la présente loi.

Restriction des pouvoirs financiers

(4) Le pouvoir qu'a la SIERE de contracter des emprunts, de faire des placements et de gérer ses actifs, ses passifs et ses risques financiers est assujéti aux règles et aux restrictions que prescrivent les règlements.

Dissolution

7. En cas de dissolution de la SIERE, une fois ses dettes et ses obligations acquittées, le reliquat de ses biens est dévolu à la Couronne du chef de l'Ontario.

Non un mandataire de la Couronne

8. Malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, la SIERE n'est à aucune fin un mandataire de la Couronne.

Obligation de fournir des renseignements en français

9. (1) La SIERE met à disposition en français les renseignements qui sont destinés au grand public, y compris ceux concernant ses programmes, ses services et ses communications générales.

Responsabilité du conseil d'administration

(2) Le conseil d'administration de la SIERE prend toutes les mesures raisonnables et élabore tous les plans raisonnables pour faire en sorte qu'elle s'acquitte de l'obligation de mettre à disposition en français ses renseignements destinés au grand public.

Limite générale

(3) L'obligation de la SIERE de mettre des renseignements à disposition en français est assujéti aux limites qui sont raisonnables dans les circonstances.

Exception : règles, manuels et autres communications

(4) L'obligation de la SIERE de mettre des renseignements à disposition en français ne s'applique pas à ce qui suit :

1. Les règles, les manuels, les normes, les procédures ou les communications se rapportant à l'exploitation des marchés administrés par la SIERE ou du réseau dirigé par la SIERE.
2. Les règles, les contrats ou les autres renseignements sur les programmes se rapportant à l'obtention, selon le cas :
 - i. d'un approvisionnement en électricité ou d'une capacité de production d'électricité,
 - ii. de changements de la demande d'électricité,
 - iii. de mesures concernant la conservation de l'électricité,
 - iv. de mesures concernant la gestion de la demande d'électricité.

Programme de TRG pour les micro-projets

(5) L'exception prévue à la disposition 2 du paragraphe (4) ne s'applique pas aux renseignements concernant ce qui suit :

- (a) the microFIT Program; and
- (b) the rights and obligations of low-volume consumers under a conservation or demand management program.

Definitions

- (6) In this section,

“low-volume consumer” has the same meaning as in section 56 of the *Ontario Energy Board Act, 1998*, as the definition reads on the day subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force; (“petit consommateur”)

“microFIT Program” means the micro Feed-in Tariff Program that is authorized by a direction issued to the IESO under section 25.35 and that permits certain consumers of electricity to develop very small renewable energy projects. (“Programme de TRG pour les micro-projets”)

Board of directors

10. (1) The IESO’s board of directors shall manage and supervise the management of the IESO’s business and affairs.

Composition

- (2) The board of directors shall be composed of,

- (a) the chief executive officer of the IESO; and
- (b) at least eight and not more than 10 additional individuals appointed by the Minister.

Directors to be independent

(3) Each director shall hold office as an independent director and not as a representative of any class of persons.

Restriction on persons who may be directors

(4) For the purposes of clause (2) (b), no person who is a member of a class of persons prescribed by the regulations may hold office as a director of the IESO.

Term of office and appointment

(5) A director appointed in accordance with clause (2) (b) shall hold office at pleasure for an initial term not exceeding two years and, subject to subsection (4), may be reappointed for successive terms not exceeding two years each.

Quorum

(6) A majority of the members of the board of directors constitutes a quorum of the board.

Chair

(7) The board of directors shall appoint one of its members as chair of the board.

- a) le Programme de TRG pour les micro-projets;
- b) les droits et les obligations des petits consommateurs dans le cadre d'un programme de conservation ou de gestion de la demande.

Définitions

(6) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«petit consommateur» S'entend au sens qu'a ce terme à l'article 56 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*. («low-volume consumer»)

«Programme de TRG pour les micro-projets» S'entend du Programme de tarifs de rachat garantis pour les micro-projets qui est autorisé par une directive donnée à la SIERE en vertu de l'article 25.35 et qui permet à certains consommateurs d'électricité d'élaborer de très petits projets d'énergie renouvelable. («microFIT Program»)

Conseil d'administration

10. (1) Le conseil d'administration de la SIERE gère les activités et les affaires de la SIERE et en supervise la gestion.

Composition

(2) Le conseil d'administration se compose des personnes suivantes :

- a) le chef de la direction de la SIERE;
- b) huit à dix autres particuliers nommés par le ministre.

Indépendance des administrateurs

(3) Chaque administrateur occupe son poste à titre indépendant et non en tant que représentant d'une catégorie de personnes.

Conditions d'admissibilité

(4) Pour l'application de l'alinéa (2) b), la personne appartenant à une catégorie de personnes prescrite par les règlements ne peut pas occuper un poste d'administrateur de la SIERE.

Mandat initial

(5) Chaque administrateur nommé conformément à l'alinéa (2) b) occupe son poste à titre amovible pour un mandat initial d'au plus deux ans et peut, sous réserve du paragraphe (4), être nommé de nouveau pour un ou plusieurs mandats successifs ne dépassant pas deux ans chacun.

Quorum

(6) La majorité des membres du conseil d'administration constitue le quorum.

Président

(7) Le conseil d'administration nomme un de ses membres à la présidence.

Ceasing to hold office

(8) A director ceases to hold office in the circumstances specified in the Governance and Structure By-law.

Vacancy on board

(9) If there are one or more vacancies on the board of directors, the remaining directors may exercise all the powers of the board if they would constitute a quorum of the board, if there were no vacancies.

Chief executive officer

11. The board of directors shall appoint a chief executive officer of the IESO.

Director's duties

12. Every director of the IESO shall, in exercising and performing his or her powers and duties as a director,

- (a) act honestly and in good faith in the best interests of the IESO; and
- (b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.

Conflict of interest

13. The directors, officers, employees and agents of the IESO shall comply with any provisions relating to conflict of interest contained in the Governance and Structure By-law or any procedures, rules or codes established pursuant to the By-law.

Board may establish policies, rules, etc.

14. (1) The board of directors may establish policies, rules, guidelines and codes, including codes of conduct, applicable to the directors, officers, employees and agents of the IESO and to members of panels established by the IESO.

Conflict

(2) Any provision of a policy, rule, guideline or code that conflicts with this Act, the regulations or the IESO's by-laws is void.

Delegation of board's powers

15. (1) The board of directors may, in accordance with the Governance and Structure By-law,

- (a) delegate any of its powers or duties to a committee of the board or a panel established by the board or to one or more directors; and
- (b) delegate any of its powers to manage the business and affairs of the IESO to one or more officers of the IESO.

Terms, conditions and restrictions

(2) A delegation under subsection (1) is subject to any terms, conditions and restrictions set out in the delegation.

Fin du mandat

(8) L'administrateur cesse d'occuper son poste dans les circonstances que précise le règlement de régie.

Vacance au sein du conseil

(9) En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs en fonction peuvent exercer tous les pouvoirs du conseil d'administration tant qu'est atteint le quorum établi abstraction faite de toute vacance.

Chef de la direction

11. Le conseil d'administration nomme un chef de la direction de la SIERE.

Fonctions des administrateurs

12. Dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions d'administrateur, chaque administrateur de la SIERE agit à la fois :

- a) avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la SIERE;
- b) avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, dans des circonstances analogues, une personne raisonnablement prudente.

Conflits d'intérêts

13. Les administrateurs, dirigeants, employés et mandataires de la SIERE se conforment aux dispositions qui se rapportent aux conflits d'intérêts et qui sont comprises dans le règlement de régie ou les modalités, les règles ou les codes établis conformément à ce règlement.

Établissement de politiques, règles par le conseil

14. (1) Le conseil d'administration peut établir des politiques, règles, lignes de conduite et codes, y compris des codes de conduite, applicables aux administrateurs, dirigeants, employés et mandataires de la SIERE, ainsi qu'aux membres des comités créés par cette dernière.

Incompatibilité

(2) Est nulle la disposition d'une politique, d'une règle, d'une ligne de conduite ou d'un code qui est incompatible avec la présente loi, les règlements ou les règlements administratifs de la SIERE.

Délégation des pouvoirs du conseil

15. (1) Le conseil d'administration peut faire ce qui suit, conformément au règlement de régie :

- a) déléguer n'importe lequel de ses pouvoirs ou fonctions à un de ses comités, à un comité qu'il a créé ou à un ou plusieurs administrateurs;
- b) déléguer n'importe lequel de ses pouvoirs en matière de gestion des activités et des affaires de la SIERE à un ou plusieurs dirigeants de cette dernière.

Conditions et restrictions

(2) La délégation faite en vertu du paragraphe (1) est assujettie aux conditions et aux restrictions qu'elle précise.

Same

(3) A delegation under subsection (1) may be general or specific.

Exceptions

(4) The board of directors shall not delegate its power to make by-laws or to approve the financial statements or annual reports of the IESO.

Panels

16. (1) The board of directors may establish such panels as the board considers necessary for the purposes of this Act.

Testimony

(2) A member of a panel established for the purpose of resolving or attempting to resolve a dispute between market participants, or a dispute between one or more market participants and the IESO, shall not be required in any civil proceeding to give testimony with respect to information obtained in the course of resolving or attempting to resolve the dispute.

Staff and assistance re panels

17. Subject to the by-laws of the IESO, a panel established by the board of directors may use the services of,

- (a) the IESO's employees, with the consent of the IESO; and
- (b) persons other than the IESO's employees who have technical or professional expertise that is considered necessary.

Stakeholder input

18. (1) The IESO shall establish one or more processes by which consumers, distributors, generators, transmitters and other persons who have an interest in the electricity industry may provide advice and recommendations for consideration by the IESO.

Same, direction by Minister

(2) The Minister may direct the IESO to establish specific processes under subsection (1) and the IESO shall comply with such a direction.

Liability

19. (1) No action or other civil proceeding shall be commenced against a director, officer, employee or agent of the IESO or a member of a committee or panel established by the board of directors of the IESO for any act done in good faith in the exercise or performance or the intended exercise or performance of a power or duty under any Act, the regulations under any Act, the IESO's licence, the IESO's by-laws or the market rules, or for any neglect or default in the exercise or performance in good faith of such a power or duty.

Idem

(3) La délégation faite en vertu du paragraphe (1) peut avoir une portée générale ou particulière.

Exceptions

(4) Le conseil d'administration ne peut pas déléguer le pouvoir qu'il a d'adopter des règlements administratifs ou d'approuver les états financiers ou les rapports annuels de la SIERE.

Comités

16. (1) Le conseil d'administration peut créer les comités qu'il estime nécessaires pour l'application de la présente loi.

Témoignage

(2) Aucun membre d'un comité créé dans le but de régler ou de tenter de régler un différend entre des intervenants du marché, ou entre un ou plusieurs intervenants du marché et la SIERE, ne doit être tenu de témoigner dans une instance civile en ce qui concerne les renseignements qu'il a obtenus au cours du règlement ou de la tentative de règlement du différend.

Personnel et experts à la disposition des comités

17. Sous réserve des règlements administratifs de la SIERE, les comités créés par le conseil d'administration peuvent utiliser les services des personnes suivantes :

- a) les employés de la SIERE, sur consentement de celle-ci;
- b) les autres personnes qui possèdent les compétences techniques ou professionnelles jugées nécessaires.

Observations des intervenants

18. (1) La SIERE crée un ou plusieurs mécanismes permettant aux consommateurs, aux distributeurs, aux producteurs, aux transporteurs et aux autres personnes s'intéressant à l'industrie de l'électricité de lui donner des conseils et de lui faire des recommandations aux fins d'étude.

Idem : directive du ministre

(2) Le ministre peut, par directive, ordonner à la SIERE de créer des mécanismes particuliers au titre du paragraphe (1). La SIERE doit se conformer à cette directive.

Immunité

19. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances civiles introduites contre un administrateur, un dirigeant, un employé ou un mandataire de la SIERE ou contre un membre d'un comité, y compris un comité créé par le conseil d'administration de la SIERE, pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'un pouvoir ou d'une fonction que lui attribuent une loi et ses règlements d'application, le permis de la SIERE, ses règlements administratifs ou les règles du marché, ou pour une négligence ou un manquement qu'il a commis dans l'exercice de bonne foi d'un tel pouvoir ou d'une telle fonction.

Same

(2) Subsection (1) does not relieve the IESO of any liability to which it would otherwise be subject in respect of a cause of action arising from any act, neglect or default referred to in subsection (1).

Confidential information relating to market participants

20. (1) A record that contains information provided to or obtained by the IESO or a predecessor relating to a market participant and that is designated by the head of the IESO as confidential or highly confidential is deemed for the purpose of section 17 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* to be a record that reveals a trade secret or scientific, technical, commercial, financial or labour relations information, supplied in confidence implicitly or explicitly, the disclosure of which could reasonably be expected to prejudice significantly the competitive position or interfere significantly with the contractual or other negotiations of a person, group of persons or organization.

Definition

(2) In this section, "head" means the person designated as the head of the IESO in the regulations made under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Liability of directors under the *Employment Standards Act, 2000*

21. Part XX of the *Employment Standards Act, 2000* does not apply to a director of the IESO.

By-laws

22. (1) The board of directors of the IESO may make by-laws regulating the business and affairs of the IESO.

Governance and Structure By-law

(2) The board of directors shall ensure that it maintains a by-law dealing with matters of corporate governance and structure, including,

- (a) the appointment of the chief executive officer of the IESO;
- (b) the circumstances in which a director ceases to hold office;
- (c) the remuneration and benefits of the chair and the other members of the board;
- (d) conflict of interest;
- (e) the delegation of the IESO's powers and duties;
- (f) the establishment, composition and functions of panels;

Idem

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de dégager la SIERE de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'une cause d'action découlant d'un acte, d'une négligence ou d'un manquement visé au paragraphe (1).

Renseignements confidentiels concernant les intervenants du marché

20. (1) Le dossier qui contient des renseignements concernant un intervenant du marché qui ont été fournis à la SIERE ou à une entité remplacée ou obtenus par l'une ou l'autre, et que la personne responsable de la SIERE désigne comme étant confidentiels ou hautement confidentiels, est réputé, pour l'application de l'article 17 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, un document qui révèle un secret industriel ou des renseignements d'ordre scientifique, technique, commercial, financier ou qui ont trait aux relations de travail, dont le caractère confidentiel est implicite ou explicite et dont la divulgation pourrait avoir pour effet probable de nuire gravement à la situation concurrentielle ou d'entraver gravement les négociations contractuelles ou autres d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'une organisation.

Définition

(2) La définition qui suit s'applique au présent article.
«personne responsable» La personne désignée comme personne responsable de la SIERE dans les règlements pris en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Responsabilité des administrateurs aux termes de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*

21. La partie XX de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* ne s'applique pas aux administrateurs de la SIERE.

Règlements administratifs

22. (1) Le conseil d'administration de la SIERE peut adopter des règlements administratifs régissant la conduite de ses activités et de ses affaires.

Règlement de régie

(2) Le conseil d'administration veille à tenir à jour un règlement administratif qui traite des questions de régie interne, notamment :

- a) la nomination du chef de la direction de la SIERE;
- b) les circonstances dans lesquelles un administrateur cesse d'occuper son poste;
- c) la rémunération et les avantages sociaux du président et des autres membres du conseil;
- d) les conflits d'intérêts;
- e) la délégation des pouvoirs et fonctions de la SIERE;
- f) la création, la composition et les fonctions des comités;

- (g) such other matters as are prescribed by regulation or as are appropriate to the governance and structure of the corporation.

Amendment or repeal of Governance and Structure By-law

(3) A by-law that amends or repeals the Governance and Structure By-law shall be filed with the Minister by the board of directors.

Disallowance

(4) The Minister may disallow a by-law to which subsection (3) applies by written notice to the board of directors given within 60 days after the by-law is filed with the Minister.

Effective date

(5) A by-law to which subsection (3) does not apply comes into force on the day it is made or on such later date as may be specified in the by-law.

Same

(6) Subject to subsections (4) and (7), a by-law to which subsection (3) applies comes into force on the earlier of the following dates:

1. The expiry of the 60-day period referred to in subsection (4).
2. The day on which the Minister notifies the board of directors in writing that he or she will not disallow the by-law.

Same

(7) Subject to subsection (4), a by-law to which subsection (3) applies may specify that it comes into force on a day later than the day determined under subsection (6).

Conflict between by-laws

(8) In the event of a conflict between the Governance and Structure By-law and another by-law, the Governance and Structure By-law prevails.

Legislation Act, 2006, Part III

(9) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply to by-laws made under this section.

Province may purchase securities, etc.

23. (1) The Lieutenant Governor in Council may by order authorize the Minister of Finance to purchase securities of or make loans to the IESO in the amounts, at the times and on the terms and conditions as the Minister of Finance may determine subject to the maximum principal amount specified by the Lieutenant Governor in Council that may be purchased or advanced or that may be outstanding at any time and subject to any other terms and conditions that are specified by the Lieutenant Governor in Council.

Payment from C.R.F.

(2) The Minister of Finance may pay out of the Consolidated Revenue Fund any amount required for the purposes of subsection (1).

- g) les autres questions qui sont prescrites par règlement ou qui se rapportent à la régie de la personne morale.

Modification ou abrogation du règlement de régie

(3) Le conseil d'administration dépose auprès du ministre tout règlement administratif qui modifie ou abroge le règlement de régie.

Rejet

(4) Le ministre peut rejeter un règlement administratif auquel s'applique le paragraphe (3) en en avisant par écrit le conseil d'administration dans les 60 jours qui suivent son dépôt.

Date d'entrée en vigueur

(5) Le règlement administratif auquel ne s'applique pas le paragraphe (3) entre en vigueur le jour de son adoption ou à la date ultérieure qu'il précise.

Idem

(6) Sous réserve des paragraphes (4) et (7), le règlement administratif auquel s'applique le paragraphe (3) entre en vigueur à la première des dates suivantes :

1. La date d'expiration du délai de 60 jours visé au paragraphe (4).
2. La date à laquelle le ministre avise par écrit le conseil d'administration qu'il ne rejettera pas le règlement administratif.

Idem

(7) Sous réserve du paragraphe (4), le règlement administratif auquel s'applique le paragraphe (3) peut préciser qu'il entre en vigueur à une date ultérieure à celle fixée en application du paragraphe (6).

Incompatibilité

(8) Le règlement de régie l'emporte sur les règlements administratifs incompatibles.

Partie III de la Loi de 2006 sur la législation

(9) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux règlements administratifs adoptés en application du présent article.

Achat de valeurs mobilières par la province

23. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à acheter des valeurs mobilières de la SIERE ou à lui consentir des prêts aux montants, aux moments et aux conditions que fixe le ministre des Finances, sous réserve du capital maximal, selon ce que précise le lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut être acheté ou prêté ou qui peut être repayé à un moment donné et sous réserve des autres conditions que précise ce dernier.

Prélèvement sur le Trésor

(2) Le ministre des Finances peut prélever sur le Trésor les sommes nécessaires pour l'application du paragraphe (1).

Delegation

(3) In an order under subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may delegate any or all of the powers of the Minister of Finance under this section to,

- (a) a public servant employed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* who works in the Ministry of Finance, other than in the office of the Minister of Finance;
- (b) the chief executive officer of the Ontario Financing Authority;
- (c) a public servant employed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* who works in the Ontario Financing Authority;
- (d) a solicitor engaged to act for the Minister of Finance; or
- (e) a solicitor engaged to act for the Ontario Financing Authority.

Fees payable to Minister of Finance

(4) The IESO shall pay to the Minister of Finance such fees as are prescribed by the regulations in respect of securities purchased and sums loaned under this section.

Business plan

24. (1) At least 120 days before the beginning of each fiscal year, the IESO shall submit its proposed business plan for the fiscal year to the Minister for approval.

Minister's approval

(2) The Minister may approve the proposed business plan or refer it back to the IESO for further consideration.

Transition, business plan

(3) Despite subsection (1) and when requested to do so by the Minister, the IESO shall submit a business plan in respect of its first full or partial fiscal year that occurs after subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force within 30 days after the Minister requests the plan and the Minister may approve the proposed business plan or refer it back to the IESO for further consideration.

Transition, Minister's discretion

(4) The Minister shall exercise his or her discretion to request that the IESO submit a business plan under subsection (3), solely where, in the Minister's opinion, there is insufficient time for the IESO to comply with subsection (1).

Review of requirements and fees

25. (1) The IESO shall, at least 60 days before the beginning of each fiscal year, submit its proposed expenditure and revenue requirements for the fiscal year and the fees it proposes to charge during the fiscal year to the

Délégation

(3) Dans le décret qu'il prend en vertu du paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut déléguer tout ou partie des pouvoirs que le présent article confère au ministre des Finances :

- a) à un fonctionnaire qui est employé aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* et qui travaille dans le ministère des Finances, mais non dans le cabinet du ministre des Finances;
- b) au chef de la direction de l'Office ontarien de financement;
- c) à un fonctionnaire qui est employé aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* et qui travaille dans l'Office ontarien de financement;
- d) à un avocat engagé pour représenter le ministre des Finances;
- e) à un avocat engagé pour représenter l'Office ontarien de financement.

Droits payables au ministre des Finances

(4) La SIERE verse au ministre des Finances les droits que prescrivent les règlements à l'égard des valeurs mobilières achetées et des prêts consentis en vertu du présent article.

Plan d'activités

24. (1) Au moins 120 jours avant le début de chaque exercice, la SIERE soumet à l'approbation du ministre son plan d'activités proposé pour l'exercice.

Approbation du ministre

(2) Le ministre peut approuver le plan d'activités proposé ou le renvoyer à la SIERE pour étude plus approfondie.

Disposition transitoire : plan d'activités

(3) Malgré le paragraphe (1), la SIERE soumet, à la demande du ministre, un plan d'activités pour son premier exercice complet ou partiel qui suit l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* dans les 30 jours qui suivent le jour où le ministre le lui demande. Ce dernier peut approuver le plan d'activités proposé ou le renvoyer à la SIERE pour étude plus approfondie.

Disposition transitoire : pouvoir discrétionnaire du ministre

(4) Le ministre ne peut exercer son pouvoir discrétionnaire de demander à la SIERE de présenter un plan d'activités en application du paragraphe (3) que s'il est d'avis qu'elle aura suffisamment de temps pour se conformer au paragraphe (1).

Examen des prévisions budgétaires et des droits

25. (1) La SIERE soumet à l'examen de la Commission ses prévisions budgétaires pour l'exercice et les droits qu'elle se propose d'exiger au cours de cet exercice au moins 60 jours avant le début de chaque exercice, mais

Board for review, but shall not do so until after the Minister approves the IESO's proposed business plan for the fiscal year under section 24.

Previous fees continued

(2) Until the Board approves the proposed expenditure and revenue requirements for the fiscal year and the fees the IESO proposes to charge during the fiscal year, the fees approved for the previous fiscal year remain in effect unless the Board orders otherwise.

Exception

(3) Where the IESO is unable to make its submission under subsection (1) within the time required under that subsection, the IESO shall file its proposed expenditure and revenue requirements for the fiscal year and the fees it proposes to charge during the fiscal year to the Board for review as soon as possible after the Minister has approved its business plan under section 24.

Board's powers

(4) The Board may approve the proposed expenditure and revenue requirements and the proposed fees or may refer them back to the IESO for further consideration with the Board's recommendations.

Same

(5) In reviewing the IESO's proposed expenditure and revenue requirements and proposed fees, the Board shall not take into consideration the remuneration and benefits of the chair and other members of the board of directors of the IESO.

Changes in fees

(6) The IESO shall not, without the approval of the Board,

- (a) establish, eliminate or change any fees it has established; or
- (b) eliminate or change any fees established by a predecessor that remain in effect.

Hearing

(7) The Board may hold a hearing before exercising its powers under this section, but is not required to do so.

Transition, initial fiscal year

(8) Despite subsection (1), the IESO shall submit its proposed expenditure and revenue requirements for its first full or partial fiscal year that occurs after subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures)*, 2014 comes into force and the fees it proposes to charge during that full or partial fiscal year to the Board for review not later than 30 days after the Minister approves the IESO's proposed business plan for that full or partial fiscal year under subsection 24 (3), but shall not submit its proposed expenditure and revenue requirements until after the Minister approves the proposed business plan.

Transition, fees

(9) Until the Board approves the proposed expenditure and revenue requirements for the IESO's first full or par-

en aucun cas avant que le ministre ait approuvé son plan d'activités proposé pour l'exercice en application de l'article 24.

Droits précédents

(2) Sauf ordonnance contraire de la Commission, les droits approuvés pour l'exercice précédent demeurent en vigueur jusqu'à ce que la Commission approuve les prévisions budgétaires de la SIERE pour l'exercice et les droits qu'elle se propose d'exiger au cours de cet exercice.

Exception

(3) Si elle ne peut pas faire la soumission prévue au paragraphe (1) dans le délai imparti à ce paragraphe, la SIERE soumet à l'examen de la Commission ses prévisions budgétaires pour l'exercice et les droits qu'elle se propose d'exiger au cours de cet exercice le plus tôt possible après que le ministre a approuvé son plan d'activités en application de l'article 24.

Pouvoirs de la Commission

(4) La Commission peut soit approuver les prévisions budgétaires et les droits proposés, soit les renvoyer à la SIERE, accompagnés de recommandations, pour étude plus approfondie.

Idem

(5) Lorsqu'elle examine les prévisions budgétaires et les droits proposés par la SIERE, la Commission ne tient pas compte de la rémunération et des avantages sociaux du président et des autres membres du conseil d'administration de la SIERE.

Modification des droits

(6) La SIERE ne doit pas prendre les mesures suivantes sans l'approbation de la Commission :

- a) fixer, éliminer ou modifier des droits qu'elle a fixés;
- b) éliminer ou modifier des droits fixés par une entité remplacée qui sont toujours en vigueur.

Audience

(7) La Commission peut tenir une audience avant d'exercer les pouvoirs que lui confère le présent article, mais elle n'est pas obligée de le faire.

Disposition transitoire : exercice initial

(8) Malgré le paragraphe (1), la SIERE soumet ses prévisions budgétaires pour son premier exercice complet ou partiel qui suit l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* ainsi que les droits qu'elle se propose d'exiger au cours de cet exercice complet ou partiel au plus tard 30 jours après l'approbation par le ministre de son plan d'activités proposé pour cet exercice complet ou partiel en application du paragraphe 24 (3), mais en aucun cas avant cette approbation.

Disposition transitoire : droits

(9) Jusqu'à ce que la Commission approuve ses prévisions budgétaires pour son premier exercice complet ou

tial fiscal year that occurs after subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force and the fees the IESO proposes to charge during that full or partial fiscal year, the IESO shall continue to charge the fees that were approved by the Board and that applied to its predecessors immediately before subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force.

Transition, orders

(10) For greater certainty, the Board's orders relating to the predecessors' expenditure and revenue requirements and fees for their fiscal year that applied immediately before subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force continue to be in effect until the Board approves the first expenditure and revenue requirement and fees for the IESO.

Fees

25.1 (1) The IESO may establish and charge fees to recover,

- (a) the costs of anything done in connection with the IESO-controlled grid or the IESO-administered markets;
- (b) the costs of doing anything the IESO is required or permitted to do under this or any other Act; and
- (c) any other type of expenditure the recovery of which is permitted by the regulations, subject to any limitations and restrictions set out in the regulations.

May recover costs of procurement contracts

(2) For greater certainty, the IESO may, subject to the regulations, establish and impose charges to recover from consumers its costs and payments related to procurement contracts.

Board deemed to approve recovery

(3) The IESO's recovery of its costs and payments related to procurement contracts is deemed to be approved by the Board.

Auditor

25.2 (1) The board of directors of the IESO shall appoint one or more auditors licensed under the *Public Accounting Act, 2004* to audit annually the accounts and transactions of the IESO.

Auditor General

(2) The Auditor General may audit the accounts and transactions of the IESO.

Annual report

25.3 (1) The IESO shall, within 90 days after the end of every fiscal year, submit to the Minister an annual report on its affairs during that fiscal year, signed by the chair of its board of directors.

partiel qui suit l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* ainsi que les droits qu'elle se propose d'exiger au cours de cet exercice complet ou partiel, la SIERE continue d'exiger les droits approuvés par la Commission qui s'appliquaient aux entités remplacées immédiatement avant l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*.

Disposition transitoire : ordonnances

(10) Il est entendu que les ordonnances de la Commission à l'égard des prévisions budgétaires des entités remplacées et de leurs droits pour l'exercice qui s'appliquaient immédiatement avant l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* restent en vigueur jusqu'à ce que la Commission approuve les premières prévisions budgétaires et les premiers droits de la SIERE.

Droits

25.1 (1) La SIERE peut fixer et exiger des droits pour recouvrer ce qui suit :

- a) les coûts occasionnés par tout ce qui est fait relativement au réseau dirigé par la SIERE ou aux marchés administrés par la SIERE;
- b) les coûts occasionnés par tout ce que la présente loi ou une autre loi oblige ou autorise la SIERE à faire;
- c) tous les autres types de dépenses dont les règlements autorisent le recouvrement, sous réserve des restrictions qui y sont énoncées.

Recouvrement des coûts, contrats d'acquisition

(2) Il est entendu que la SIERE peut, sous réserve des règlements, fixer et exiger des frais pour recouvrer des consommateurs ses coûts et paiements liés aux contrats d'acquisition.

Présomption d'approbation du recouvrement

(3) Le recouvrement des coûts et des paiements de la SIERE liés aux contrats d'acquisition est réputé approuvé par la Commission.

Vérificateur

25.2 (1) Le conseil d'administration de la SIERE nomme un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable* qu'il charge de vérifier chaque année les comptes et les opérations de la SIERE.

Vérificateur général

(2) Le vérificateur général peut vérifier les comptes et les opérations de la SIERE.

Rapport annuel

25.3 (1) Dans les 90 jours qui suivent la fin de chaque exercice, la SIERE présente au ministre un rapport annuel, signé par le président de son conseil d'administration, de ses activités au cours de l'exercice.

Financial statements

(2) The audited financial statements of the IESO shall be included in the annual report.

Tabling

(3) The Minister shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in Council and shall then table the report before the Assembly if it is in session or, if not, deposit the report with the Clerk of the Assembly.

Other persons

(4) The IESO may give its annual report to other persons before the Minister complies with subsection (3).

Transition, annual reports

(5) The board of directors shall prepare and deliver the annual report for the last fiscal year of each of the predecessor Independent Electricity System Operator and the Ontario Power Authority within 90 days after the day subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force.

Other reports

25.4 (1) The IESO shall submit to the Minister such reports and information as the Minister may require from time to time.

Same

(2) The IESO shall submit to the Minister of Finance such reports and information as the Minister of Finance may require from time to time.

Information to Board, etc.

25.5 (1) The IESO shall provide the Board and the Market Surveillance Panel with such information as the Board or Panel may require from time to time.

Same

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the IESO shall provide the Board and the Market Surveillance Panel with such information relating to any actual or potential conflict of interest related to the actions, operations or functions of the IESO as the Board or Panel may require from time to time.

Application of corporations statutes

25.6 Except as otherwise provided by the regulations, the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act* and the *Corporations Information Act* do not apply to the IESO.

Statutory Powers Procedure Act

25.7 The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to a proceeding before the IESO, its board of directors or any committee, panel, person or body to which a power or duty has been delegated under this Part.

États financiers

(2) Les états financiers vérifiés de la SIERE figurent dans le rapport annuel.

Dépôt

(3) Le ministre présente le rapport annuel au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée si elle siège ou auprès du greffier de l'Assemblée si elle ne siège pas.

Autres personnes

(4) La SIERE peut remettre son rapport annuel à d'autres personnes avant que le ministre ne se conforme au paragraphe (3).

Disposition transitoire : rapports annuels

(5) Le conseil d'administration rédige et soumet le rapport annuel pour le dernier exercice de l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité, d'une part, et de l'Office de l'électricité de l'Ontario, d'autre part, dans les 90 jours qui suivent le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*.

Autres rapports

25.4 (1) La SIERE présente au ministre les rapports et les renseignements qu'il exige.

Idem

(2) La SIERE présente au ministre des Finances les rapports et les renseignements qu'il exige.

Renseignements à fournir

25.5 (1) La SIERE fournit à la Commission et au comité de surveillance du marché les renseignements qu'ils exigent.

Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), la SIERE fournit à la Commission et au comité de surveillance du marché les renseignements qu'ils exigent sur tout conflit d'intérêts réel ou possible lié aux mesures prises par la SIERE, à ses activités ou à ses fonctions.

Application de lois relatives aux personnes morales

25.6 Sauf disposition contraire des règlements, la *Loi sur les sociétés par actions*, la *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à la SIERE.

Loi sur l'exercice des compétences légales

25.7 La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas aux instances introduites devant la SIERE, son conseil d'administration ou un comité du conseil, un comité créé par la SIERE, une personne ou un organisme à qui a été délégué un pouvoir ou une fonction en vertu de la présente partie.

TRANSITIONAL MATTERS

Transition, corporate matters

25.8 (1) The following occur when subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force:

1. The predecessor Independent Electricity System Operator and the Ontario Power Authority cease to exist as entities separate from the IESO.
2. All rights, property and assets that belong to the predecessor Independent Electricity System Operator and the Ontario Power Authority immediately before the subsection comes into force become the rights, property and assets of the IESO.
3. All outstanding debts, liabilities and obligations of the predecessor Independent Electricity System Operator and the Ontario Power Authority immediately before the subsection comes into force become the debts, liabilities and obligations of the IESO.
4. The members of the boards of directors of the predecessor Independent Electricity System Operator and the Ontario Power Authority holding office immediately before the subsection comes into force cease to be members of their respective board of directors when the subsection comes into force, but nothing in this paragraph prevents them from being appointed to the board of directors of the IESO.
5. An individual who ceases to hold office as director by reason of paragraph 4 has no right of recourse against the Crown or any person.
6. The by-laws of the predecessor Independent Electricity System Operator in effect immediately before the subsection comes into force become the by-laws of the IESO.
7. Any licence issued by the Board to the predecessor Independent Electricity System Operator or the Ontario Power Authority in effect immediately before the subsection comes into force is deemed to be a licence issued by the Board to the IESO and remains in effect until amended or revoked.
8. An agreement, security, licence, approval, permit or other instrument to which the predecessor Independent Electricity System Operator or the Ontario Power Authority is a party immediately before the subsection comes into force has effect after the subsection comes into force as if,
 - i. the IESO were substituted for the predecessor Independent Electricity System Operator or the Ontario Power Authority, as the case re-

QUESTIONS TRANSITOIRES

Dispositions transitoires : questions générales

25.8 (1) L'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* a les conséquences suivantes :

1. L'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de l'électricité de l'Ontario cessent d'exister en tant qu'entités distinctes de la SIERE.
2. Les droits, biens et actifs qui appartiennent à l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et à l'Office de l'électricité de l'Ontario immédiatement avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe passent à la SIERE.
3. Les dettes, obligations financières et engagements impayés dont l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de l'électricité de l'Ontario sont responsables immédiatement avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe deviennent la responsabilité de la SIERE.
4. Les membres des conseils d'administration de l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et de l'Office de l'électricité de l'Ontario qui sont en fonction immédiatement avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe cessent d'être membres de leur conseil respectif à l'entrée en vigueur de ce paragraphe. Toutefois, la présente disposition n'a pas pour effet d'empêcher leur nomination au conseil d'administration de la SIERE.
5. Le particulier dont le mandat d'administrateur prend fin par l'effet de la disposition 4 n'a aucun droit de recours contre la Couronne ou toute personne.
6. Les règlements administratifs de l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité qui sont en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe deviennent ceux de la SIERE.
7. Tout permis délivré par la Commission à l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité ou à l'Office de l'électricité de l'Ontario qui est en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe est réputé un permis délivré par la Commission à la SIERE et demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou révoqué.
8. Tout accord, toute valeur mobilière, licence ou approbation, tout permis ou tout autre instrument auquel est partie l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité ou l'Office de l'électricité de l'Ontario immédiatement avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe a effet après l'entrée en vigueur de ce paragraphe comme si :
 - i. la SIERE remplaçait l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité ou l'Office de l'électricité de l'Ontario, selon

quires, as a party to the agreement, security, licence, approval, permit or other instrument, and

- ii. any reference in the agreement, security, licence, approval, permit or other instrument to the predecessor Independent Electricity System Operator or the Ontario Power Authority were a reference to the IESO.

9. The IESO is a party to each on-going proceeding to which the predecessor Independent Electricity System Operator or the Ontario Power Authority is a party immediately before the subsection comes into force, replacing the predecessor Independent Electricity System Operator or the Ontario Power Authority, as the case may be.

10. Any direction issued by the Minister under section 25.32 or 25.35, as those provisions read immediately before the subsection comes into force, remains in full force and in effect in respect of the IESO.

Same, par. 3 of subs. (1)

(2) The operation of paragraph 3 of subsection (1),

- (a) does not constitute a breach, termination or repudiation of the debt, liability or obligation or the frustration of any agreement related to the debt, liability or obligation or an event of default or force majeure; and
- (b) does not constitute or give rise to any estoppel or any right to terminate or repudiate an agreement related to the debt, liability or obligation.

Same, par. 8 of subs. (1)

(3) The operation of paragraph 8 of subsection (1),

- (a) does not constitute a breach, termination or repudiation of the agreement, security, licence, approval, permit or other instrument or the frustration of the agreement or an event of default or force majeure; and
- (b) does not constitute or give rise to any estoppel or any right to terminate or repudiate an agreement, security, licence, approval, permit or other instrument.

Same, references

(4) A reference to the predecessor Independent Electricity System Operator or the Ontario Power Authority in any by-law, resolution, agreement or other document shall be read as if it were a reference to the IESO.

Transition, employment matters

25.9 (1) All individuals who were employees of the

le cas, comme partie à l'accord, à la valeur mobilière, à la licence, à l'approbation, au permis ou à l'autre instrument,

- ii. toute mention de l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité ou de l'Office de l'électricité de l'Ontario dans l'accord, la valeur mobilière, la licence, l'approbation, le permis ou l'autre instrument valait mention de la SIERE.

9. La SIERE est partie à chaque instance en cours à laquelle l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité ou l'Office de l'électricité de l'Ontario est partie immédiatement avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe et elle remplace l'entité ou l'Office, selon le cas.

10. Toute directive donnée par le ministre en vertu de l'article 25.32 ou 25.35, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur de ce paragraphe, conserve son plein effet à l'égard de la SIERE.

Idem : disp. 3 du par. (1)

(2) L'application de la disposition 3 du paragraphe (1) :

- a) ne constitue pas une violation, une résiliation ou une répudiation de la dette, de l'obligation financière ou de l'engagement ou une impossibilité d'exécution d'un accord lié à la dette, à l'obligation financière ou à l'engagement ni un cas de défaut ou de force majeure;
- b) ne constitue pas une préclusion ou le droit de résilier ou de répudier un accord lié à la dette, à l'obligation financière ou à l'engagement ni ne donne lieu à une préclusion ou à un tel droit.

Idem : disp. 8 du par. (1)

(3) L'application de la disposition 8 du paragraphe (1) :

- a) ne constitue pas une violation, une résiliation ou une répudiation de l'accord, de la valeur mobilière, de la licence, de l'approbation, du permis ou de l'autre instrument ou une impossibilité d'exécution de l'accord ni un cas de défaut ou de force majeure;
- b) ne constitue pas une préclusion ou le droit de résilier ou de répudier un accord, une valeur mobilière, une licence, une approbation, un permis ou un autre instrument ni ne donne lieu à une préclusion ou à un tel droit.

Idem : mentions

(4) Toute mention de l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité ou de l'Office de l'électricité de l'Ontario dans un règlement administratif, une résolution, un accord ou un autre document vaut mention de la SIERE.

Disposition transitoire : emploi

25.9 (1) Tous les particuliers qui étaient des employés

predecessor Independent Electricity System Operator or the Ontario Power Authority immediately before subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force become employees of the IESO when the subsection comes into force.

Agreements

(2) All employment agreements to which the predecessor Independent Electricity System Operator or the Ontario Power Authority was a party and that were in effect immediately before subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force continue in effect after the subsection comes into force as if the IESO were substituted for the predecessor Independent Electricity System Operator or the Ontario Power Authority, as the case may be, as a party to the agreement.

Same

(3) The operation of subsections (1) and (2) does not constitute a breach, termination, repudiation or the frustration of an employment agreement.

Transition, governance and other matters

25.10 (1) This section applies in respect of the governance of the IESO and other matters concerning the IESO on the day subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force.

Chief executive officer

(2) Despite sections 11 and 25.9, the chief executive officers of the predecessors cease to hold office on the day subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force and the Minister shall appoint the first chief executive officer of the IESO, but nothing in this subsection prevents the board of directors of the IESO from appointing any subsequent chief executive officer.

Panels

(3) A panel established under section 13 or 25.10 as they read immediately before subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force is continued after that subsection comes into force and is deemed to be a panel established by the IESO board of directors under subsection 16 (1).

Stakeholder input

(4) Any process established under section 13.2 or 25.12 as they read immediately before subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force is continued after that subsection comes into force and is deemed to be a process established by the IESO under section 18.

Fees

(5) Any fee payable to a predecessor that remains un-

de l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité ou de l'Office de l'électricité de l'Ontario immédiatement avant l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* deviennent les employés de la SIERE à l'entrée en vigueur de ce paragraphe.

Contrats de travail

(2) Tous les contrats de travail auxquels était partie l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité ou l'Office de l'électricité de l'Ontario et qui étaient en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* demeurent en vigueur après l'entrée en vigueur de ce paragraphe comme si la SIERE remplaçait l'entité ou l'Office, selon le cas, comme partie aux contrats.

Idem

(3) L'application des paragraphes (1) et (2) ne constitue pas une violation, une résiliation, une répudiation ou une impossibilité d'exécution d'un contrat de travail.

Dispositions transitoires : régie et autres questions

25.10 (1) Le présent article s'applique le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* à l'égard de la régie de la SIERE et d'autres questions la concernant.

Chef de la direction

(2) Malgré les articles 11 et 25.9, les chefs de la direction des entités remplacées cessent d'occuper leur poste le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* et le ministre nomme alors le premier chef de la direction de la SIERE. Toutefois, le présent paragraphe n'a pas pour effet d'empêcher le conseil d'administration de la SIERE de nommer les chefs de la direction suivants.

Comités

(3) Les comités créés en vertu de l'article 13 ou 25.10, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*, sont prorogés après l'entrée en vigueur de ce paragraphe et sont réputés des comités créés par le conseil d'administration de la SIERE en vertu du paragraphe 16 (1).

Observations des intervenants

(4) Les mécanismes créés en application de l'article 13.2 ou 25.12, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*, sont maintenus après l'entrée en vigueur de ce paragraphe et sont réputés des mécanismes créés par la SIERE en application de l'article 18.

Droits

(5) Les droits payables à une entité remplacée qui sont

paid on the day subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force is payable to the IESO at the same time and on the same terms as if the IESO were the predecessor.

Market rules

(6) Any market rule established under section 32 as it read immediately before subsection 3 (1) of Schedule 7 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force remains in effect after that subsection comes into force and is deemed to be a market rule established by the IESO until it is amended or revoked in accordance with this Act.

(2) Section 25.6 of the Act, as re-enacted by subsection (1), is amended by striking out “the *Corporations Act*” and substituting “the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010*”.

4. (1) Subsection 25.29 (1) of the Act is amended by striking out “The OPA” at the beginning and substituting “The IESO”.

(2) Subsection 25.29 (2) of the Act is amended by striking out “the OPA” and substituting “the IESO”.

5. (1) Subsection 25.30 (1) of the Act is amended by striking out “the OPA” in the portion before clause (a) and substituting “the IESO”.

(2) Subsection 25.30 (2) of the Act is amended by striking out “the OPA” in the portion before clause (a) and substituting “the IESO”.

(3) Subsection 25.30 (4) of the Act is amended by striking out “the OPA” and substituting “the IESO”.

(4) Subsection 25.30 (5) of the Act is amended by striking out “the OPA” and substituting “the IESO”.

6. (1) Subsection 25.31 (1) of the Act is amended by striking out “The OPA” at the beginning and substituting “The IESO”.

(2) Subsection 25.31 (2) of the Act is amended by striking out “The OPA’s” at the beginning and substituting “The IESO’s”.

(3) Subsection 25.31 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Application for approval

(3) The IESO shall apply to the Board for approval of its proposed procurement processes, and any amendments it proposes.

(4) Subsection 25.31 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Board approval

(4) The Board shall review the IESO’s proposed procurement processes and any proposed amendments and

impayés le jour de l’entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l’annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* sont payables à la SIERE aux mêmes moments et aux mêmes conditions que si elle était l’entité remplacée.

Règles du marché

(6) Les règles du marché établies en vertu de l’article 32, dans sa version antérieure à l’entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l’annexe 7 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*, demeurent en vigueur après l’entrée en vigueur de ce paragraphe et sont réputées des règles du marché établies par la SIERE jusqu’à leur modification ou révocation conformément à la présente loi.

(2) L’article 25.6 de la Loi, tel qu’il est réédité par le paragraphe (1), est modifié par remplacement de «la *Loi sur les personnes morales*» par «la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif*».

4. (1) Le paragraphe 25.29 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «L’OEO» par «La SIERE» au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 25.29 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «l’OEO» par «la SIERE».

5. (1) Le paragraphe 25.30 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «L’OEO» par «La SIERE» au début du passage qui précède l’alinéa a).

(2) Le paragraphe 25.30 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «Le ministre peut donner à l’OEO des directives obligatoires, approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu’il doit suivre» par «Le ministre peut donner à la SIERE des directives obligatoires, approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu’elle doit suivre» dans le passage qui précède l’alinéa a).

(3) Le paragraphe 25.30 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «l’OEO» par «la SIERE».

(4) Le paragraphe 25.30 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «l’OEO» par «la SIERE».

6. (1) Le paragraphe 25.31 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «L’OEO» par «La SIERE» au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 25.31 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «l’OEO» par «la SIERE».

(3) Le paragraphe 25.31 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Demande d’approbation

(3) La SIERE soumet à l’approbation de la Commission les processus d’acquisition qu’elle propose; elle en fait de même avec tout projet de modification.

(4) Le paragraphe 25.31 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Approbation de la Commission

(4) La Commission examine les processus d’acquisition proposés et tout projet de modification soumis par la

may approve the procurement processes or refer all or part of them back with comments to the IESO for further consideration and resubmission to the Board.

7. (1) Subsection 25.32 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Procurement contracts

(1) When the IESO considers it advisable, it shall enter into contracts in accordance with procurement processes approved under section 25.31 for the procurement of,

(2) Subsection 25.32 (2) of the Act is amended by striking out "The OPA" at the beginning of the portion before clause (a) and substituting "The IESO".

(3) Subsection 25.32 (4) of the Act is amended by striking out "the OPA" in the portion before clause (a) and substituting "the IESO".

(4) Subclause 25.32 (4) (a) (i) of the Act is amended by striking out "the OPA's" and substituting "the IESO's".

(5) Subsection 25.32 (4.1) of the Act is amended by striking out "the OPA" in the portion before clause (a) and substituting "the IESO".

(6) Subsection 25.32 (4.2) of the Act is amended by striking out "the OPA" and substituting "the IESO".

(7) Subsection 25.32 (4.3) of the Act is amended by striking out "the OPA" at the end and substituting "the IESO".

(8) Subsection 25.32 (4.4) of the Act is amended by striking out "the OPA" and substituting "the IESO".

(9) Subsection 25.32 (4.5) of the Act is amended by striking out "the OPA" and substituting "the IESO".

(10) Subsection 25.32 (4.6) of the Act is amended by striking out "the OPA" and substituting "the IESO".

(11) Subsection 25.32 (4.7) of the Act is amended by striking out "the OPA" and substituting "the IESO".

(12) Subsection 25.32 (5) of the Act is amended by striking out "the OPA" wherever it appears and substituting in each case "the IESO".

(13) Paragraph 1 of subsection 25.32 (6) of the Act is amended by striking out "the OPA" and substituting "the IESO".

(14) Paragraph 3 of subsection 25.32 (6) of the Act is amended by striking out "the OPA" and substituting "the IESO".

(15) Subsection 25.32 (7) of the Act is amended by striking out "The OPA" at the beginning and substituting "The IESO".

8. (1) Subsection 25.33 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Electricity pricing to reflect costs

IESO to make adjustments

(1) The IESO shall, through its billing and settlement

SIERE et peut les approuver ou les renvoyer, accompagnés de ses commentaires, à la SIERE pour étude plus approfondie et nouvelle présentation.

7. (1) Le passage qui précède l'alinéa a) du paragraphe 25.32 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Contrats d'acquisition

(1) Lorsqu'elle l'estime souhaitable et conformément aux processus d'acquisition approuvés aux termes de l'article 25.31, la SIERE conclut des contrats d'acquisition dans l'un ou l'autre des domaines suivants :

(2) Le paragraphe 25.32 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «L'OEO» par «La SIERE» au début du passage qui précède l'alinéa a).

(3) Le paragraphe 25.32 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(4) Le sous-alinéa 25.32 (4) a) (i) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE».

(5) Le paragraphe 25.32 (4.1) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(6) Le paragraphe 25.32 (4.2) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE».

(7) Le paragraphe 25.32 (4.3) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE».

(8) Le paragraphe 25.32 (4.4) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE».

(9) Le paragraphe 25.32 (4.5) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE».

(10) Le paragraphe 25.32 (4.6) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE».

(11) Le paragraphe 25.32 (4.7) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE».

(12) Le paragraphe 25.32 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE» partout où figure ce terme.

(13) La disposition 1 du paragraphe 25.32 (6) de la Loi est modifiée par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE».

(14) La disposition 3 du paragraphe 25.32 (6) de la Loi est modifiée par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE».

(15) Le paragraphe 25.32 (7) de la Loi est modifié par remplacement de «L'OEO» par «La SIERE» au début du paragraphe.

8. (1) Le paragraphe 25.33 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prix correspondant au coût de l'électricité

Ajustements de la SIERE

(1) La SIERE effectue des ajustements, par le biais de

systems, make adjustments in accordance with the regulations that ensure that, over time, payments by classes of market participants in Ontario that are prescribed by regulation reflect,

- (a) amounts paid to generators, the Financial Corporation and distributors, whether the amounts are determined under the market rules or under section 78.1, 78.2 or 78.5 of the *Ontario Energy Board Act, 1998*; and
- (b) amounts paid to entities with whom the IESO has a procurement contract, as determined under the procurement contract.

(2) Subsection 25.33 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Distributors and retailers to make adjustments

(2) Distributors and retailers shall, through their billing systems, make adjustments in accordance with the regulations that ensure that, over time, payments by classes of consumers in Ontario that are prescribed by regulation reflect,

- (a) amounts paid to generators, the Financial Corporation and distributors, whether the amounts are determined under the market rules or under section 78.1, 78.2 or 78.5 of the *Ontario Energy Board Act, 1998*; and
- (b) amounts paid to entities with whom the IESO has a procurement contract, as determined under the procurement contract.

(3) Subsection 25.33 (3) of the Act is amended by striking out “the OPA” in the portion before paragraph 2 and substituting “the IESO”.

(4) Subsection 25.33 (4) of the Act is amended by striking out “The OPA, the IESO” at the beginning and substituting “The IESO”.

(5) Subsection 25.33 (5) of the Act is amended by striking out “The OPA” at the beginning and substituting “The IESO”.

9. Section 25.34 of the Act is repealed.

10. (1) Subsection 25.35 (1) of the Act is amended by striking out “the OPA” and substituting “the IESO”.

(2) Subsection 25.35 (2) of the Act is amended by striking out “the OPA shall follow” in the portion before clause (a) and substituting “the IESO shall follow”.

(3) Subsection 25.35 (3) of the Act is amended by striking out “the OPA shall follow” and substituting “the IESO shall follow”.

(4) This subsection and subsections (5) and (6) apply only if Bill 153 (*Complying with International Trade Obligations Act, 2013*), introduced on December 11, 2013, receives Royal Assent.

son système de facturation et de règlement et conformément aux règlements, afin que les paiements que font les catégories d'intervenants ontariens du marché prescrites par règlement correspondent progressivement à ce qui suit :

- a) les sommes versées aux producteurs, à la Société financière et aux distributeurs, qu'elles soient calculées en fonction des règles du marché ou en application de l'article 78.1, 78.2 ou 78.5 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario*;
- b) les sommes versées aux entités avec lesquelles elle a conclu un contrat d'acquisition, calculées aux termes du contrat.

(2) Le paragraphe 25.33 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Ajustements : distributeurs et détaillants

(2) Les distributeurs et les détaillants effectuent des ajustements, par le biais de leur système de facturation et conformément aux règlements, afin que les paiements que font les catégories de consommateurs ontariens prescrites par règlement correspondent progressivement à ce qui suit :

- a) les sommes versées aux producteurs, à la Société financière et aux distributeurs, qu'elles soient calculées en fonction des règles du marché ou en application de l'article 78.1, 78.2 ou 78.5 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario*;
- b) les sommes versées aux entités avec lesquelles la SIERE a conclu un contrat d'acquisition, calculées aux termes du contrat.

(3) Le paragraphe 25.33 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE» dans le passage qui précède les dispositions.

(4) Le paragraphe 25.33 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «L'OEO, la SIERE,» par «La SIERE» au début du paragraphe.

(5) Le paragraphe 25.33 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «L'OEO» par «La SIERE» au début du paragraphe.

9. L'article 25.34 de la Loi est abrogé.

10. (1) Le paragraphe 25.35 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE».

(2) Le paragraphe 25.35 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO des directives obligatoires qu'il doit suivre» par «la SIERE des directives obligatoires qu'elle doit suivre» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(3) Le paragraphe 25.35 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO des directives obligatoires qu'il doit suivre» par «la SIERE des directives obligatoires qu'elle doit suivre».

(4) Le présent paragraphe et les paragraphes (5) et (6) ne s'appliquent que si le projet de loi 153 (*Loi de 2013 de conformité aux obligations commerciales internationales*), déposé le 11 décembre 2013, reçoit la sanction royale.

(5) References to provisions of Bill 153 are references to those provisions as they were numbered in the first reading version of the Bill.

(6) If section 1 of Bill 153 comes into force before the day subsection (3) comes into force, subsection (3) is repealed.

11. Subsection 25.37 (1) of the Act is amended by striking out “A distributor, transmitter, the OPA and the IESO” at the beginning and substituting “A distributor, transmitter and the IESO”.

12. Subsection 26 (1) of the Act is amended by striking out “generators, retailers and consumers” and substituting “generators, retailers, market participants and consumers”.

13. Subsection 29.1 (1) of the Act is amended by striking out “or the OPA” in the portion before clause (a) and substituting “or the IESO”.

14. Paragraph 4 of section 53.8 of the Act is amended by striking out “the OPA” in the portion before subparagraph i and substituting “the IESO”.

15. (1) Clauses 114 (1) (a), (a.1), (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) prescribing other objects for the purposes of clause 6 (1) (s);
- (b) governing the IESO's borrowing, investment of funds and the management of its financial assets, liabilities and risks, including,
 - (i) prescribing rules and restrictions that apply to borrowing, investment and management of financial assets, liabilities and risks,
 - (ii) prescribing purposes for which the IESO may borrow, invest or manage its financial assets, liabilities and risks,
 - (iii) prescribing the types of debt instruments and financial obligations that the IESO can issue or enter into for or in relation to borrowing,
 - (iv) prescribing classes of securities, investment instruments and financial agreements that the IESO is authorized to invest in or enter into or is not authorized to invest in or enter into;
- (c) governing the IESO's obligation to make information available in French;
- (c.1) prescribing classes of persons for the purposes of subsection 10 (4);
- (c.2) prescribing other matters that are to be dealt with in the Governance and Structure By-law;
- (c.3) respecting the calculation of the fees referred to in subsection 23 (4) and respecting the manner in which and the time at which they are to be paid;

(5) Les mentions de dispositions du projet de loi 153 valent mention de ces dispositions selon leur numérotation dans le texte de première lecture du projet de loi.

(6) Si l'article 1 du projet de loi 153 entre en vigueur avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (3), ce paragraphe est abrogé.

11. Le paragraphe 25.37 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «Les distributeurs, les transporteurs, l'OEO et la SIERE» par «Les distributeurs, les transporteurs et la SIERE» au début du paragraphe.

12. Le paragraphe 26 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «aux producteurs, aux détaillants et aux consommateurs» par «aux producteurs, aux détaillants, aux intervenants du marché et aux consommateurs».

13. Le paragraphe 29.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «ou l'OEO» par «ou la SIERE» dans le passage qui précède l'alinéa a).

14. La disposition 4 de l'article 53.8 de la Loi est modifiée par remplacement de «de l'OEO» par «de la SIERE» dans le passage qui précède la sous-disposition i.

15. (1) Les alinéas 114 (1) a), a.1), b) et c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) prescrire d'autres objets pour l'application de l'alinéa 6 (1) s);
- b) régir les emprunts que peut contracter la SIERE, ses placements et la gestion de ses actifs, passifs et risques financiers, notamment :
 - (i) prescrire les règles et les restrictions qui s'y appliquent,
 - (ii) prescrire les fins auxquelles la SIERE peut contracter des emprunts, faire des placements ou gérer ses actifs, passifs et risques financiers,
 - (iii) prescrire les types de titres d'emprunt et d'obligations financières que la SIERE peut émettre ou contracter à l'égard d'emprunts,
 - (iv) prescrire les catégories de valeurs mobilières et d'instruments de placement dans lesquelles la SIERE est autorisée ou non à placer des fonds ainsi que les catégories d'accords financiers qu'elle est autorisée ou non à conclure;
- c) régir l'obligation de la SIERE de mettre des renseignements à disposition en français;
- c.1) prescrire des catégories de personnes pour l'application du paragraphe 10 (4);
- c.2) prescrire les autres questions dont doit traiter le règlement de régie;
- c.3) traiter du calcul des droits visés au paragraphe 23 (4), y compris le mode et les délais de paiement;

- (c.4) prescribing the types of expenditures the IESO may recover through fees and charges and any restrictions and limitations in respect of the recovery of an expenditure;
- (c.5) respecting the calculation of the fees and charges referred to in section 25.1 and respecting the manner in which and the time at which they are collected by the IESO;
- (c.6) prescribing provisions of the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act* or the *Corporations Information Act* that apply, with necessary modifications, to the IESO;

(2) Clause 114 (1) (c.6) of the Act, as enacted by subsection (1), is amended by striking out “the *Corporations Act*” and substituting “the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010*”.

(3) Subsection 114 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (o.1) prescribing anything referred to in this Act as prescribed by the regulations or as prescribed;

(4) Subsection 114 (1.2) of the Act is repealed.

(5) Subclauses 114 (1.3) (f) (i) and (ii) of the Act are repealed and the following substituted:

- (i) prescribing methods for determining the amounts of adjustments under subsection 25.33 (1), the classes of market participants and consumers to whom those adjustments apply, the time periods to which the adjustments apply and the time periods within which the adjustments must or may be made and the manner in which the amounts are paid to generators, the Financial Corporation, distributors and other entities,
- (ii) prescribing adjustments that must or may be made by distributors or retailers with respect to classes of consumers or other distributors or retailers, methods for determining the amount of the adjustments, the time periods to which the adjustments apply and the time periods within which the adjustments must or may be made and the manner in which the amounts are paid to generators, the Financial Corporation, distributors and other entities,

(6) Subclauses 114 (1.3) (f) (v), (vi), (vii) and (viii) of the Act are repealed and the following substituted:

- (v) requiring the IESO to make payments to a distributor or retailer and prescribing methods for determining the amounts payable,
- (vi) requiring a distributor to make payments to the IESO, another distributor or a retailer and prescribing methods for determining the amounts payable,
- (vii) requiring a retailer to make payments to the IESO or a distributor and prescribing methods for determining the amounts payable,

- c.4) prescrire la nature des dépenses que la SIERE peut recouvrer par l'imposition de droits et de frais, ainsi que les restrictions et limites applicables;

- c.5) traiter du calcul des droits et des frais visés à l'article 25.1, de la façon dont la SIERE les perçoit, ainsi que des délais applicables;

- c.6) prescrire les dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les personnes morales* ou de la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* qui s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la SIERE;

(2) L'alinéa 114 (1) c.6) de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), est modifié par remplacement de «la *Loi sur les personnes morales*» par «la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif*».

(3) Le paragraphe 114 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- o.1) prescrire toute chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite par les règlements ou comme étant prescrite;

(4) Le paragraphe 114 (1.2) de la Loi est abrogé.

(5) Les sous-alinéas 114 (1.3) f) (i) et (ii) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- (i) prescrire le mode de calcul des ajustements prévus au paragraphe 25.33 (1), les catégories d'intervenants du marché et de consommateurs auxquelles ils s'appliquent, les périodes visées par ces ajustements, les délais dans lesquels ils doivent ou peuvent être effectués et la façon dont les sommes sont versées aux producteurs, à la Société financière, aux distributeurs et aux autres entités,
- (ii) prescrire les ajustements que les distributeurs ou les détaillants doivent ou peuvent effectuer à l'égard de catégories de consommateurs ou d'autres distributeurs ou détaillants, leur mode de calcul, les périodes visées par ces ajustements, les délais dans lesquels ils doivent ou peuvent être effectués et la façon dont les sommes sont versées aux producteurs, à la Société financière, aux distributeurs et aux autres entités,

(6) Les sous-alinéas 114 (1.3) f) (v), (vi), (vii) et (viii) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- (v) exiger de la SIERE qu'elle fasse des paiements aux distributeurs ou aux détaillants et prescrire leur mode de calcul,
- (vi) exiger des distributeurs qu'ils fassent des paiements à la SIERE, aux autres distributeurs ou aux détaillants et prescrire leur mode de calcul,
- (vii) exiger des détaillants qu'ils fassent des paiements à la SIERE ou aux distributeurs et prescrire leur mode de calcul,

(7) Subclauses 114 (1.3) (f) (xii), (xiii) and (xiv) of the Act are repealed and the following substituted:

- (xii) requiring a distributor, retailer or generator to provide information to the IESO, a distributor or the Board for the purposes of section 25.33 or a regulation made under this clause,
- (xiii) requiring the IESO to provide information to the Board for the purposes of section 25.33 or a regulation made under this clause,
- (xiv) requiring the Financial Corporation to provide information to the IESO or the Board for the purposes of section 25.33 or a regulation made under this clause,

(8) Clause 114 (1.3) (g.1) of the Act is amended by striking out “the OPA” and substituting “the IESO”.

(9) Clause 114 (1.3) (h) of the Act is repealed.

(10) Subsection 114 (2) of the Act is amended by striking out “subsection (1), (1.2) or (1.3)” and substituting “subsection (1) or (1.3)”.

(11) Subsection 114 (5) of the Act is amended by striking out “clause (1.2) (b) or (1.3) (f) or (h)” and substituting “clause (1) (b) or (1.3) (f)”.

(12) Subsection 114 (6) of the Act is amended by striking out “subclause (1.3) (f) (xii) or (xiii) or (h) (ix) or (x)” and substituting “subclause (1.3) (f) (xii) or (xiii)”.

(13) Subsection 114 (7) of the Act is amended by striking out “clause (1.3) (f) or (h)” and substituting “clause (1.3) (f)”.

(14) Section 114 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition, IESO

(9) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing transitional matters that, in the opinion of the Lieutenant Governor in Council, are necessary or desirable to facilitate,

- (a) the amalgamation of the predecessor Independent Electricity System Operator and the Ontario Power Authority; and
- (b) the merging or segregation within the IESO of any of the duties, functions or activities of the predecessor Independent Electricity System Operator and the Ontario Power Authority.

Same, pension matters

(10) Without limiting the generality of subsection (9), the Lieutenant Governor in Council may make regulations governing transitional matters arising from the amalgamation of the predecessor Independent Electricity System Operator and the Ontario Power Authority with respect to pensions, including regulations,

(7) Les sous-alinéas 114 (1.3) f) (xii), (xiii) et (xiv) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- (xii) exiger des distributeurs, des détaillants ou des producteurs qu'ils communiquent des renseignements à la SIERE, aux distributeurs ou à la Commission pour l'application de l'article 25.33 ou des règlements pris en vertu du présent alinéa,
- (xiii) exiger de la SIERE qu'elle communique des renseignements à la Commission pour l'application de l'article 25.33 ou des règlements pris en vertu du présent alinéa,
- (xiv) exiger de la Société financière qu'elle communique des renseignements à la SIERE ou à la Commission pour l'application de l'article 25.33 ou des règlements pris en vertu du présent alinéa,

(8) L'alinéa 114 (1.3) g.1 de la Loi est modifié par remplacement de «l'OEO» par «la SIERE».

(9) L'alinéa 114 (1.3) h) de la Loi est abrogé.

(10) Le paragraphe 114 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «paragraphe (1), (1.2) ou (1.3)» par «paragraphe (1) ou (1.3)».

(11) Le paragraphe 114 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «l'alinéa (1.2) b) ou (1.3) f) ou h)» par «l'alinéa (1) b) ou (1.3) f)».

(12) Le paragraphe 114 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «sous-alinéa (1.3) f) (xii) ou (xiii) ou h) (ix) ou (x)» par «sous-alinéa (1.3) f) (xii) ou (xiii)».

(13) Le paragraphe 114 (7) de la Loi est modifié par remplacement de «l'alinéa (1.3) f) ou h)» par «l'alinéa (1.3) f)».

(14) L'article 114 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire : SIERE

(9) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les questions transitoires qui, à son avis, sont nécessaires ou souhaitables pour faciliter :

- a) la fusion de l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et de l'Office de l'électricité de l'Ontario;
- b) la fusion ou la séparation au sein de la SIERE de toute obligation, fonction ou activité de l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et de l'Office de l'électricité de l'Ontario.

Idem : pensions

(10) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (9), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les questions transitoires relatives aux pensions découlant de la fusion de l'ancienne Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et de l'Office de l'électricité de l'Ontario, et notamment :

- (a) respecting the right to continue a prescribed pension plan as a pension plan for the employees of the IESO and any persons who become employees of the IESO in the future;
- (b) governing the right of the IESO to create a new pension plan for its employees;
- (c) respecting the right of the board of directors of the IESO to determine which employees will be members of a prescribed pension plan or a new pension plan created under the regulations made under this subsection;
- (d) governing any matters relating to a prescribed pension plan or any new pension plans created under the regulations made under this subsection.

COMPLEMENTARY AMENDMENTS

Broader Public Sector Executive Compensation Act, 2014

16. (1) This section applies only if Bill 179 (*Public Sector and MPP Accountability and Transparency Act, 2014*), introduced on March 24, 2014, receives Royal Assent.

(2) References in this section to provisions of Bill 179 are references to those provisions as they were numbered in the first reading version of the Bill.

(3) On the later of the day this section comes into force and the day that subsection 3 (1) of Schedule 1 to Bill 179 comes into force, paragraph 6 of subsection 3 (1) of Schedule 1 to Bill 179 is repealed.

COMMENCEMENT

Commencement

17. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(2) Subsection 3 (2) comes into force on the later of the day subsection 4 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* comes into force and the day subsection 3 (1) of this Schedule comes into force.

Same

(3) Subsection 10 (6) comes into force on the later of the day Bill 153 (*Complying with International Trade Obligations Act, 2013*) comes into force and the day the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* receives Royal Assent.

Same

(4) Subsection 15 (2) comes into force on the later of the day subsection 4 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* comes into force and the day subsection 15 (1) of this Schedule comes into force.

- a) traiter du droit de maintenir un régime de retraite prescrit comme régime de retraite des employés actuels et futurs de la SIERE;
- b) régir le droit de la SIERE de créer un nouveau régime de retraite pour ses employés;
- c) traiter du droit du conseil d'administration de la SIERE de décider quels employés seront membres d'un régime de retraite prescrit ou d'un nouveau régime de retraite créé aux termes des règlements pris en vertu du présent paragraphe;
- d) régir les questions relatives à un régime de retraite prescrit ou aux nouveaux régimes de retraite créés aux termes des règlements pris en vertu du présent paragraphe.

MODIFICATIONS COMPLÉMENTAIRES

Loi de 2014 sur la rémunération des cadres du secteur parapublic

16. (1) Le présent article ne s'applique que si le projet de loi 179 (*Loi de 2014 sur la responsabilisation et la transparence du secteur public et des députés*), déposé le 24 mars 2014, reçoit la sanction royale.

(2) La mention, au présent article, d'une disposition du projet de loi 179 vaut mention de cette disposition selon sa numérotation dans le texte de première lecture du projet de loi.

(3) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du présent article et de celui de l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de l'annexe 1 du projet de loi 179, la disposition 6 du paragraphe 3 (1) de l'annexe 1 du projet de loi 179 est abrogée.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

17. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(2) Le paragraphe 3 (2) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* et du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (1) de la présente annexe.

Idem

(3) Le paragraphe 10 (6) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du projet de loi 153 (*Loi de 2013 de conformité aux obligations commerciales internationales*) et du jour où la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

Idem

(4) Le paragraphe 15 (2) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* et du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 15 (1) de la présente annexe.

**SCHEDULE 8
ENVIRONMENTAL BILL OF RIGHTS, 1993**

1. Paragraph 2 of subsection 58.1 (3) of the *Environmental Bill of Rights, 1993* is repealed.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE 8
CHARTE DES DROITS
ENVIRONNEMENTAUX DE 1993**

1. La disposition 2 du paragraphe 58.1 (3) de la *Charte des droits environnementaux de 1993* est abrogée.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 9
FAMILY LAW ACT**

1. (1) The French version of the definition of “parent” in subsection 1 (1) of the *Family Law Act* is amended by adding “Le terme “parent” a un sens correspondant.” at the end.

(2) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

2. Subsection 6 (10) of the Act is amended by striking out “made under this Act”.

3. (1) Subsection 20 (1) of the Act is amended by striking out “made under this Act” at the end.

(2) Clause 20 (6) (a) of the Act is amended by striking out “made under this Act” at the end.

4. Clause 24 (3) (b) of the Act is amended by adding “or other enforceable support obligations” at the end.

5. Subsection 35 (2) of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (b), by adding “and” at the end of clause (c) and by adding the following clause:

(d) in the case of a provision for the support of a child, may be recalculated under section 39.1.

6. Section 39 of the Act is repealed and the following substituted:

Administrative calculation of child support

Definition

39. (1) In this section,

“child support calculation service” means the service established by the Government of Ontario for the purposes of this section.

Application for calculation

(2) Subject to subsection (3), a parent of a child may apply in accordance with the regulations for a calculation by the child support calculation service of an amount to be paid for the support of the child.

Requirements

(3) Subsection (2) does not apply unless the following requirements are met:

1. The parent is the natural or adoptive parent of the child, or has custody of the child under an order or domestic contract.
2. If the parent is the natural or adoptive parent of the child,
 - i. the parents of the child live separate and apart, and

**ANNEXE 9
LOI SUR LE DROIT DE LA FAMILLE**

1. (1) La version française de la définition de «père ou mère» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur le droit de la famille* est modifiée par insertion de «Le terme «parent» a un sens correspondant.» à la fin de la définition.

(2) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

2. Le paragraphe 6 (10) de la Loi est modifié par suppression de «pris en application de la présente loi».

3. (1) Le paragraphe 20 (1) de la Loi est modifié par suppression de «pris en application de la présente loi» à la fin du paragraphe.

(2) L’alinéa 20 (6) a) de la Loi est modifié par suppression de «pris en application de la présente loi» à la fin de l’alinéa.

4. L’alinéa 24 (3) b) de la Loi est modifié par insertion de «ou autres obligations alimentaires exécutoires» à la fin de l’alinéa.

5. Le paragraphe 35 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

d) dans le cas d’une disposition alimentaire à l’égard d’un enfant, faire l’objet d’un recalcul en vertu de l’article 39.1.

6. L’article 39 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Calcul administratif des aliments pour enfants

Définition

39. (1) La définition qui suit s’applique au présent article.

«service de calcul des aliments pour enfants» Le service établi par le gouvernement de l’Ontario pour l’application du présent article.

Demande de calcul

(2) Sous réserve du paragraphe (3), l’un des parents d’un enfant peut, conformément aux règlements, demander au service de calcul des aliments pour enfants de calculer le montant à verser pour les aliments de l’enfant.

Exigences

(3) Le paragraphe (2) ne s’applique que s’il est satisfait aux exigences suivantes :

1. Le parent est le parent naturel ou adoptif de l’enfant, ou en la garde aux termes d’une ordonnance ou d’un contrat familial.
2. Si le parent est le parent naturel ou adoptif de l’enfant :
 - i. d’une part, les parents de l’enfant vivent séparés de corps,

ii. the child lives with one of the parents with the consent, implied consent or acquiescence of the other parent.

3. No order has been made by a court providing for the support of the child, and no domestic contract containing a provision for support of the child has been filed under subsection 35 (1).

4. Any other requirement specified by the regulations.

Information to be provided

(4) The child support calculation service shall not calculate an amount under this section unless each parent of the child has provided the income information and any other information that is required by the regulations, in the manner or form specified by the regulations.

Application of child support guidelines

(5) Amounts calculated by the child support calculation service shall be determined in accordance with the child support guidelines as if the amounts were being calculated for the purposes of an order under this Part for the support of a child, subject to such modifications in the application of the child support guidelines as the regulations may specify.

Periodic payments

(6) Amounts calculated under this section are payable on a monthly basis, or on such other periodic basis as may be specified by the regulations.

Notice

(7) The child support calculation service shall give notice to the parents of a calculation of support payable in respect of a child, showing,

- (a) the date on which the calculation was made;
- (b) the income information on which the calculation was based;
- (c) the amount payable for support and by which parent;
- (d) the child's name and birthdate;
- (e) the date on which the first payment is due and when subsequent payments become due; and
- (f) any other information required by the regulations to be provided in the notice.

When amount becomes due

(8) The first payment under a notice of calculation is due,

- (a) on the 31st day after the day the notice is given, as determined by the regulations; or
- (b) on the first instance of a day consented to by the parents in the application for calculation that follows the day described in clause (a).

ii. d'autre part, l'enfant vit avec l'un des parents avec le consentement, même tacite, ou l'acquiescement de l'autre.

3. Aucune ordonnance alimentaire à l'égard de l'enfant n'a été rendue par un tribunal et aucun contrat familial contenant une disposition alimentaire à l'égard de l'enfant n'a été déposé en vertu du paragraphe 35 (1).

4. Toute autre exigence précisée par les règlements.

Renseignements à fournir

(4) Le service de calcul des aliments pour enfants ne calcule un montant en application du présent article que si chaque parent de l'enfant a fourni les renseignements sur son revenu et tout autre renseignement qui est exigé par les règlements, de la manière ou sous la forme précisée par les règlements.

Application des lignes directrices sur les aliments pour les enfants

(5) Les montants calculés par le service de calcul des aliments pour enfants sont déterminés conformément aux lignes directrices sur les aliments pour les enfants comme s'ils étaient calculés aux fins d'une ordonnance alimentaire à l'égard d'un enfant en vertu de la présente partie, sous réserve des adaptations précisées par les règlements quant à l'application de ces lignes directrices.

Versements périodiques

(6) Les montants calculés aux termes du présent article sont versés chaque mois ou à tout autre intervalle précisé par les règlements.

Avis

(7) Le service de calcul des aliments pour enfants remet aux parents un avis de calcul du montant payable pour les aliments d'un enfant indiquant ce qui suit :

- a) la date à laquelle le calcul a été effectué;
- b) les renseignements sur le revenu sur lesquels le calcul était fondé;
- c) le montant payable pour les aliments et le parent qui doit le verser;
- d) le nom et la date de naissance de l'enfant;
- e) la date à laquelle le premier versement est exigible et le moment où les versements subséquents deviennent exigibles;
- f) tout autre renseignement à fournir dans l'avis, comme l'exigent les règlements.

Moment où le montant devient exigible

(8) Le premier versement prévu dans un avis de calcul est exigible :

- a) soit le 31^e jour après le jour où l'avis est donné, selon ce que fixent les règlements;
- b) soit à la première occurrence du jour auquel les parents ont consenti dans la demande de calcul et qui est postérieur au jour visé à l'alinéa a).

Corrections to notice

(9) If the notice of calculation contains an error respecting the amount payable or to whom, any parent affected by the error may, subject to subsection (10), apply in accordance with the regulations to have the error corrected.

Limitation on corrections

(10) An application for a correction under subsection (9) may be made no later than the time specified by the regulations.

No error respecting payment

(11) If the correction of the error does not result in a change to the amount to be paid under the notice or to whom, or if there is in fact no error, the child support calculation service shall give notice to that effect to the parents.

Copies to Director

(12) The child support calculation service shall, on receiving an application under subsection (9) or on giving notice under subsection (11), file a copy of the application or notice with the office of the Director of the Family Responsibility Office.

Effect of correction

(13) If a notice of calculation is corrected and the correction results in a change to the amount to be paid or to whom,

- (a) the child support calculation service shall give a new notice under subsection (7) to the parents;
- (b) subsections (8), (9), (10), (11), (12) and this subsection apply with respect to the new notice; and
- (c) the original notice of calculation ceases to have effect.

Effect of notice of calculation

(14) A notice of calculation shall be treated as if it were an order of a court for the purposes of,

- (a) enforcement;
- (b) subsections 34 (3), (3.1) and (4); and
- (c) recalculation under section 39.1.

Enforcement by Director

(15) For the purposes of clause (14) (a), a notice of calculation shall be enforced by the Director of the Family Responsibility Office in accordance with and subject to the *Family Responsibility and Support Arrears Enforcement Act*, 1996.

7. The Act is amended by adding the following section:**Administrative recalculation of child support****Definition**

39.1 (1) In this section,

Corrections à apporter à l'avis

(9) Si l'avis de calcul contient une erreur concernant le montant payable ou la personne à qui il est payable, tout parent concerné par l'erreur peut, sous réserve du paragraphe (10), demander qu'elle soit corrigée conformément aux règlements.

Délai pour demander des corrections

(10) Une demande de correction visée au paragraphe (9) peut être présentée au plus tard au moment précisé par les règlements.

Aucune erreur concernant le paiement

(11) Si la correction de l'erreur ne donne pas lieu à un changement du montant payable aux termes de l'avis ou de la personne à qui il est payable, ou s'il n'y a de fait aucune erreur, le service de calcul des aliments pour enfants donne un avis à cet effet aux parents.

Copies au directeur

(12) Lorsqu'il reçoit une demande prévue au paragraphe (9) ou qu'il donne un avis en application du paragraphe (11), le service de calcul des aliments pour enfants dépose une copie de la demande ou de l'avis au bureau du directeur du Bureau des obligations familiales.

Effet d'une correction

(13) Si un avis de calcul est corrigé et que la correction donne lieu à un changement du montant payable ou de la personne à qui il est payable :

- a) le service de calcul des aliments pour enfants remet un nouvel avis aux parents en application du paragraphe (7);
- b) les paragraphes (8), (9), (10), (11), (12) et le présent paragraphe s'appliquent à l'égard du nouvel avis;
- c) l'avis de calcul initial cesse d'avoir effet.

Effet de l'avis de calcul

(14) Tout avis de calcul est traité comme s'il s'agissait d'une ordonnance du tribunal :

- a) aux fins d'exécution;
- b) pour l'application des paragraphes 34 (3), (3.1) et (4);
- c) aux fins d'un recalcul prévu à l'article 39.1.

Exécution par le directeur

(15) Pour l'application de l'alinéa (14) a), un avis de calcul est exécuté par le directeur du Bureau des obligations familiales conformément à la *Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments* et sous réserve de celle-ci.

7. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**Recalcul administratif des aliments pour enfants****Définition**

39.1 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

“child support recalculation service” means the service established by the Government of Ontario for the purposes of this section.

Application for recalculation

(2) If a party to an order for the support of a child believes that the income information on which the order was based has changed, the party may apply in accordance with the regulations for a recalculation by the child support recalculation service of the amount payable under the order.

Ineligible

(3) Subsection (2) does not apply with respect to any order or child support obligation that is prescribed by the regulations as being ineligible for recalculation under this section.

Information to be provided

(4) In an application under subsection (2), every party shall provide the income information and any other information that is required by the regulations, in the manner or form and within the timelines specified by the regulations.

If income information not provided

(5) If a party does not provide income information in accordance with subsection (4), the child support recalculation service shall determine an income amount in accordance with the regulations, and that amount is deemed to be the person's income for the purposes of the recalculation.

Application of child support guidelines

(6) Amounts calculated by the child support recalculation service shall be determined in accordance with the child support guidelines as if the amounts were being calculated for the purposes of an order for the support of a child, subject to such modifications in the application of the child support guidelines as the regulations may specify.

Notice

(7) Subject to subsection (8), the child support recalculation service shall give notice of a recalculation to the parties and to any agency to which the order is assigned showing,

- (a) the date on which the recalculation was made;
- (b) the income information on which the recalculation was based;
- (c) the recalculated amount payable for support and by which parent;
- (d) the name and birthdate of each child in respect of whom the support is payable;
- (e) the date on which the first payment is due and when subsequent payments become due; and
- (f) any other information required by the regulations to be provided in the notice.

«service de recalcul des aliments pour enfants» Le service établi par le gouvernement de l'Ontario pour l'application du présent article.

Demande de recalcul

(2) Si une partie à une ordonnance alimentaire à l'égard d'un enfant croit que les renseignements sur le revenu sur lesquels était fondée l'ordonnance ont changé, elle peut, conformément aux règlements, demander au service de recalcul des aliments pour enfants de recalculer le montant payable aux termes de cette ordonnance.

Non-admissibilité

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas aux ordonnances ou aux obligations alimentaires à l'égard d'un enfant qui sont prescrites par les règlements comme étant non admissibles au recalcul prévu au présent article.

Renseignements à fournir

(4) Dans une demande prévue au paragraphe (2), chaque partie fournit les renseignements sur son revenu et tout autre renseignement qui est exigé par les règlements, dans les délais et de la manière ou sous la forme précisés par les règlements.

Cas où des renseignements sur le revenu ne sont pas fournis

(5) Si une partie ne fournit pas de renseignements sur son revenu conformément au paragraphe (4), le service de recalcul des aliments pour enfants détermine un montant de revenu conformément aux règlements, lequel montant est réputé le revenu de la personne aux fins du recalcul.

Application des lignes directrices sur les aliments pour les enfants

(6) Les montants calculés par le service de recalcul des aliments pour enfants sont déterminés conformément aux lignes directrices sur les aliments pour les enfants comme si les montants étaient calculés aux fins d'une ordonnance alimentaire à l'égard d'un enfant, sous réserve des adaptations précisées par les règlements quant à l'application de ces lignes directrices.

Avis

(7) Sous réserve du paragraphe (8), le service de recalcul des aliments pour enfants remet aux parties et à tout organisme auquel est cédée l'ordonnance un avis de recalcul indiquant ce qui suit :

- a) la date à laquelle le recalcul a été effectué;
- b) les renseignements sur le revenu sur lesquels le recalcul était fondé;
- c) le montant recalculé payable pour les aliments et le parent qui doit le verser;
- d) le nom et la date de naissance de chaque enfant à l'égard duquel les aliments sont payables;
- e) la date à laquelle le premier versement est exigible et le moment où les versements subséquents deviennent exigibles;
- f) tout autre renseignement à fournir dans l'avis, comme l'exigent les règlements.

No recalculated amount

(8) If the difference between an amount payable for support under the order and the recalculated amount is less than an amount specified by the regulations,

- (a) the amount payable for support remains unchanged; and
- (b) the child support recalculation service shall give notice to that effect to the parties and to any agency to which the order is assigned, and the notice shall set out how the recalculated amount was determined and any other related information.

Copy to Director

(9) On giving a notice under subsection (8) in relation to a support order that is being enforced by the Director of the Family Responsibility Office, the child support recalculation service shall file a copy of the notice with the Director's office.

When recalculated amount becomes due

(10) The first payment of the recalculated amount is due,

- (a) on the first instance of the due date specified in the order that follows the 31st day after the day the notice of recalculation is given, as determined by the regulations; or
- (b) on the first instance of another day consented to by the parties in the application for recalculation that follows the 31st day after the day the notice of recalculation is given, as determined by the regulations.

Corrections to notice

(11) If the notice of recalculation or a notice given under subsection (8) contains an error respecting the amount payable or to whom, any party or any agency to which the order is assigned may, subject to subsection (12), apply in accordance with the regulations to have the error corrected.

Limitation on corrections

(12) An application for a correction under subsection (11) may be made no later than the time specified by the regulations.

No error respecting payment

(13) If the correction of the error does not result in a change to the amount to be paid in accordance with the notice or to whom, or if there is in fact no error, the child support recalculation service shall give notice to that effect to the parties and to any agency to which the order is assigned.

Copies to Director

(14) The child support recalculation service shall, on receiving an application under subsection (11) or giving notice under subsection (13) in relation to a support order that is being enforced by the Director of the Family Re-

Aucun montant recalculé

(8) Si la différence entre un montant payable pour les aliments aux termes de l'ordonnance et le montant recalculé est moindre qu'un montant précisé par les règlements :

- a) d'une part, le montant payable pour les aliments demeure inchangé;
- b) d'autre part, le service de recalcul des aliments pour enfants donne un avis à cet effet aux parties et à tout organisme auquel est cédée l'ordonnance, et l'avis indique comment le montant recalculé a été déterminé et donne tout autre renseignement connexe.

Copie au directeur

(9) En donnant un avis en application du paragraphe (8) relativement à une ordonnance alimentaire qui est exécutée par le directeur du Bureau des obligations familiales, le service de recalcul des aliments pour enfants dépose une copie de l'avis au bureau du directeur.

Moment où le montant recalculé devient exigible

(10) Le premier versement du montant recalculé est exigible :

- a) soit, à la première occurrence de la date d'exigibilité précisée dans l'ordonnance qui suit le 31^e jour après le jour où l'avis de recalcul est donné, selon ce que fixent les règlements;
- b) soit à la première occurrence d'un autre jour auquel les parties ont consenti dans la demande de recalcul et qui est postérieur au 31^e jour après le jour où l'avis de recalcul est donné, selon ce que fixent les règlements.

Corrections à apporter à l'avis

(11) Si l'avis de recalcul ou un avis donné en application du paragraphe (8) contient une erreur concernant le montant payable ou la personne à qui il est payable, toute partie ou tout organisme auquel est cédée l'ordonnance peut, sous réserve du paragraphe (12), demander que l'erreur soit corrigée, conformément aux règlements.

Délai pour demander des corrections

(12) Une demande de correction visée au paragraphe (11) peut être présentée au plus tard au moment précisé par les règlements.

Aucune erreur concernant le paiement

(13) Si la correction de l'erreur ne donne pas lieu à un changement du montant payable conformément à l'avis ou de la personne à qui il est payable, ou s'il n'y a de fait aucune erreur, le service de recalcul des aliments pour enfants donne avis à cet effet aux parties et à tout organisme auquel est cédée l'ordonnance.

Copies au directeur

(14) Lorsqu'il reçoit une demande visée au paragraphe (11) ou qu'il donne un avis en application du paragraphe (13) relativement à une ordonnance alimentaire qui est exécutée par le directeur du Bureau des obligations fami-

sponsibility Office, file a copy of the application or notice with the Director's office.

Effect of correction

(15) If a notice of recalculation or a notice given under subsection (8) is corrected and the correction results in a change to the amount to be paid or to whom,

- (a) the child support recalculation service shall give a new notice under subsection (7) or (8), as the case may be;
- (b) subsections (9), (10), (11), (12), (13), (14) and this subsection apply with respect to the new notice as applicable; and
- (c) if the error was in a notice of recalculation, that notice ceases to have effect.

Recalculation deemed to be part of order

(16) Subject to subsection 25.1 (5) of the *Divorce Act* (Canada), on the day that the first payment of the recalculated amount becomes payable in accordance with subsection (10), the recalculated amount is deemed to be the amount payable under the order for the support of the child and, if the due date for payments under the order is changed in accordance with clause (10) (b), the new due date is deemed to be the date on which payments are due under the order.

8. (1) Subsection 46 (4) of the Act is amended by striking out “immediately before the day section 35 of the *Family Statute Law Amendment Act, 2009* came into force” in the portion before clause (a) and substituting “on October 14, 2009”.

(2) Clause 46 (4) (a) of the Act is amended by striking out “before that day” and substituting “before October 15, 2009”.

(3) Clause 46 (4) (b) of the Act is amended by striking out “immediately before that day” at the end and substituting “on October 14, 2009”.

9. (1) Subsection 49 (1) of the Act is amended by adding “other than orders under section 46” after “orders under this Act”.

(2) Section 49 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(3) This section, as it read on October 14, 2009, continues to apply to orders referred to in clause 46 (4) (b).

10. (1) Section 69 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the calculation of amounts payable

liales, le service de recalcul des aliments pour enfants dépose une copie de la demande ou de l'avis au bureau du directeur.

Effet d'une correction

(15) Si un avis de recalcul ou un avis donné en application du paragraphe (8) est corrigé et que la correction donne lieu à un changement du montant payable ou de la personne à qui il est payable :

- a) le service de recalcul des aliments pour enfants remet un nouvel avis, en application du paragraphe (7) ou (8), selon le cas;
- b) les paragraphes (9), (10), (11), (12), (13), (14) et le présent paragraphe s'appliquent à l'égard du nouvel avis, dans la mesure de leur application;
- c) si l'erreur figurait dans un avis de recalcul, cet avis cesse d'avoir effet.

Montant recalculé réputé faire partie de l'ordonnance

(16) Sous réserve du paragraphe 25.1 (5) de la *Loi sur le divorce* (Canada), le jour où le premier versement du montant recalculé devient exigible conformément au paragraphe (10), ce montant est réputé le montant payable aux termes de l'ordonnance alimentaire à l'égard de l'enfant et, si la date d'exigibilité des versements aux termes de l'ordonnance est modifiée conformément à l'alinéa (10) b), la nouvelle date est réputée la date à laquelle les versements sont exigibles aux termes de l'ordonnance.

8. (1) Le paragraphe 46 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «, tel qu'il existait immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 35 de la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne le droit de la famille*,» par «, dans sa version du 14 octobre 2009,» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) L'alinéa 46 (4) a) de la Loi est modifié par remplacement de «avant ce jour-là» par «avant le 15 octobre 2009» à la fin de l'alinéa.

(3) L'alinéa 46 (4) b) de la Loi est modifié par remplacement de «immédiatement avant ce jour-là» par «le 14 octobre 2009» à la fin de l'alinéa.

9. (1) Le paragraphe 49 (1) de la Loi est modifié par adjonction de «, à l'exclusion des ordonnances rendues en vertu de l'article 46» après «ordonnances en vertu de la présente loi».

(2) L'article 49 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(3) Le présent article, dans sa version du 14 octobre 2009, continue de s'appliquer aux ordonnances visées à l'alinéa 46 (4) b).

10. (1) L'article 69 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir le calcul des montants payables pour les

for the support of a child for the purposes of section 39, including regulations,

- (a) governing applications for a calculation;
- (b) prescribing additional requirements for the purposes of paragraph 4 of subsection 39 (3);
- (c) governing the provision of information under subsection 39 (4), including specifying the income information and other information that is required to be provided, providing for the collection of a person's income information from the Canada Revenue Agency on the person's consent, and setting out the manner or form in which information must be provided;
- (d) governing the determination of amounts payable for the support of a child in accordance with the child support guidelines by the child support calculation service, including,
 - (i) providing that any part of the child support guidelines do not apply or apply subject to specified modifications,
 - (ii) excluding specified special or extraordinary expenses, within the meaning of section 7 of the child support guidelines, from calculation under section 39 of this Act, and providing for methods of calculating special or extraordinary expenses that are not excluded;
- (e) specifying periods for the purposes of subsection 39 (6);
- (f) respecting additional information to be provided in a notice of calculation for the purposes of clause 39 (7) (f);
- (g) governing the determination of the day on which a notice of calculation is given, for the purposes of subsection 39 (8);
- (h) governing the making of corrections under subsection 39 (9), including the process for applying for a correction;
- (i) specifying times for the purposes of subsection 39 (10);
- (j) providing for the correction of errors in notices of calculation other than errors described in subsection 39 (9) and governing the making of such corrections, including,
 - (i) providing for procedures to correct such errors,
 - (ii) setting out a time limit on having such errors corrected,
 - (iii) providing for the issuance of new or corrected notices of calculation, and
 - (iv) specifying the effect of a correction on a notice of calculation, including providing that the notice of calculation containing the error ceases to have effect;

aliments d'un enfant pour l'application de l'article 39 et notamment :

- a) régir les demandes de calcul;
- b) prescrire des exigences supplémentaires pour l'application de la disposition 4 du paragraphe 39 (3);
- c) régir la fourniture de renseignements en application du paragraphe 39 (4), notamment préciser les renseignements sur le revenu et les autres renseignements à fournir, prévoir la collecte de renseignements sur le revenu d'une personne auprès de l'Agence canadienne du revenu avec son consentement, et indiquer la manière ou la forme selon laquelle ils doivent être fournis;
- d) régir la fixation des montants payables pour les aliments d'un enfant conformément aux lignes directrices sur les aliments pour les enfants par le service de calcul des aliments pour enfants, notamment :
 - (i) prévoir qu'une partie des lignes directrices sur les aliments pour les enfants ne s'applique pas ou s'applique sous réserve de certaines adaptations précisées,
 - (ii) exclure les dépenses spéciales ou extraordinaires précisées, au sens de l'article 7 des lignes directrices sur les aliments pour les enfants, du calcul effectué en application de l'article 39 de la présente loi, et prévoir des méthodes de calcul des dépenses spéciales ou extraordinaires qui ne sont pas exclues;
- e) préciser des intervalles pour l'application du paragraphe 39 (6);
- f) traiter des renseignements supplémentaires à fournir dans un avis de calcul pour l'application de l'alinéa 39 (7) f);
- g) régir la détermination du jour auquel un avis de calcul est donné, pour l'application du paragraphe 39 (8);
- h) régir la correction d'erreurs en vertu du paragraphe 39 (9), y compris le processus de demande de corrections;
- i) préciser les délais pour l'application du paragraphe 39 (10);
- j) prévoir la correction d'erreurs dans les avis de calcul autres que les erreurs visées au paragraphe 39 (9), et régir la façon de faire ces corrections, notamment :
 - (i) prévoir une marche à suivre pour la correction de ces erreurs,
 - (ii) fixer un délai pour faire corriger ces erreurs,
 - (iii) prévoir la délivrance de nouveaux avis de calcul ou d'avis de calcul corrigés,
 - (iv) préciser l'effet d'une correction sur un avis de calcul, notamment prévoir que l'avis de calcul contenant l'erreur cesse d'avoir effet;

- (k) providing that an obligation to pay child support under a notice of calculation terminates on a specified date or event, and governing the determination of dates and events for the purpose;
- (l) governing the payment of fees in relation to calculations under section 39, including prescribing fees and requiring their payment, setting out the time or manner of payment, and providing for exemptions from payment and setting out conditions or circumstances for any exemption.

Same

(6) Regulations made under clause (5) (c) may require a parent of a child to provide personal information, within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, respecting the child, another parent of the child, or any other person whose personal information is relevant to the calculation of child support under section 39 of this Act.

(2) Section 69 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the recalculation of amounts payable for the support of a child for the purposes of section 39.1, including regulations,

- (a) governing applications for a recalculation, including limiting when or how frequently a person can apply for a recalculation;
- (b) prescribing orders or child support obligations for the purposes of subsection 39.1 (3);
- (c) governing the provision of information under subsection 39.1 (4), including specifying the income information and other information that is required to be provided, providing for the collection of a person's income information from the Canada Revenue Agency on the person's consent, setting out the manner or form in which information must be provided, and specifying timelines by which it must be provided;
- (d) governing the determination of income amounts for the purposes of subsection 39.1 (5);
- (e) governing the determination of amounts payable for the support of a child in accordance with the child support guidelines by the child support recalculation service, including,
 - (i) providing that any part of the child support guidelines do not apply or apply subject to specified modifications,
 - (ii) excluding specified special or extraordinary expenses, within the meaning of section 7 of the child support guidelines, from recalculation.

- k) prévoir qu'une obligation de verser des aliments pour enfants aux termes d'un avis de calcul cesse à une date précisée ou lors d'un événement précisé, et régir la détermination des dates et événements à cette fin;
- l) régir le paiement de droits relativement aux calculs prévus à l'article 39, notamment prescrire les droits et en exiger le paiement, fixer la date ou le mode de versement, et prévoir des exemptions en ce qui concerne le paiement des droits et établir les conditions ou circonstances de toute exemption.

Idem

(6) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (5) c) peuvent exiger qu'un parent d'un enfant fournisse des renseignements personnels, au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, relativement à l'enfant, à un autre parent de l'enfant ou à toute autre personne dont les renseignements personnels sont pertinents en ce qui concerne le calcul des aliments pour enfants prévu à l'article 39 de la présente loi.

(2) L'article 69 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir le recalcul des montants payables pour les aliments d'un enfant pour l'application de l'article 39.1 et notamment :

- a) régir les demandes de recalcul, notamment le moment où de telles demandes peuvent être présentées ou leur fréquence;
- b) prescrire les ordonnances ou les obligations alimentaires à l'égard d'un enfant pour l'application du paragraphe 39.1 (3);
- c) régir la fourniture de renseignements en application du paragraphe 39.1 (4), notamment préciser les renseignements sur le revenu et les autres renseignements à fournir, prévoir la collecte de renseignements sur le revenu d'une personne auprès de l'Agence canadienne du revenu avec son consentement, indiquer la manière ou la forme selon laquelle ils doivent être fournis, et préciser les délais à respecter pour les fournir;
- d) régir la détermination des montants de revenu pour l'application du paragraphe 39.1 (5);
- e) régir la fixation des montants payables pour les aliments d'un enfant conformément aux lignes directrices sur les aliments pour les enfants par le service de recalcul des aliments pour enfants, notamment :
 - (i) prévoir qu'une partie des lignes directrices sur les aliments pour les enfants ne s'applique pas ou s'applique sous réserve de certaines adaptations précisées,
 - (ii) exclure les dépenses spéciales ou extraordinaires précisées, au sens de l'article 7 des lignes directrices sur les aliments pour les en-

tion under section 39.1 of this Act, and providing for methods of recalculating special or extraordinary expenses that are not excluded;

- (f) respecting additional information to be provided in a notice of recalculation for the purposes of clause 39.1 (7) (f);
- (g) respecting the determination of amounts for the purposes of subsection 39.1 (8);
- (h) governing the determination of the day on which a notice of recalculation is given, for the purposes of subsection 39.1 (10);
- (i) governing the making of corrections under subsection 39.1 (11), including the process for applying for a correction;
- (j) specifying times for the purposes of subsection 39.1 (12);
- (k) providing for the correction of errors in notices of recalculation other than errors described in subsection 39.1 (11) and governing the making of such corrections, including,
 - (i) providing for procedures to correct such errors,
 - (ii) setting out a time limit on having such errors corrected,
 - (iii) providing for the issuance of new or corrected notices of recalculation or notices under subsection 39.1 (8), and
 - (iv) specifying the effect of a correction on a notice of recalculation, including providing that the notice of recalculation containing the error ceases to have effect;
- (l) providing that an obligation to pay child support in accordance with a notice of recalculation terminates on a specified date or event, and governing the determination of dates and events for the purpose;
- (m) providing that amounts recalculated under section 39.1 are subject to automatic recalculation under that section by or on a specified date or event, governing the determination of dates and events for the purpose, and governing procedures for such a recalculation, including specifying that any part of section 39.1 or the regulations made under this subsection do not apply to such a recalculation or apply subject to specified modifications;
- (n) governing the payment of fees in relation to recalculations under section 39.1, including prescribing fees and requiring their payment, setting out the time or manner of payment, and providing for exemptions from payment and setting out conditions or circumstances for any exemption.

Same

- (8) Regulations made under clause (7) (c) may require

fants, du recalcul effectué en application de l'article 39.1 de la présente loi, et prévoir des méthodes de recalcul des dépenses spéciales ou extraordinaires qui ne sont pas exclues;

- f) traiter des renseignements supplémentaires à fournir dans un avis de recalcul pour l'application de l'alinéa 39.1 (7) f);
- g) traiter de la détermination de montants pour l'application du paragraphe 39.1 (8);
- h) régir la détermination du jour auquel un avis de recalcul est donné, pour l'application du paragraphe 39.1 (10);
- i) régir la correction d'erreurs en vertu du paragraphe 39.1 (11), y compris le processus de demande de corrections;
- j) préciser les délais pour l'application du paragraphe 39.1 (12);
- k) prévoir la correction d'erreurs dans les avis de recalcul autres que les erreurs visées au paragraphe 39.1 (11), et régir la façon de faire ces corrections, notamment :
 - (i) prévoir une marche à suivre pour la correction de ces erreurs,
 - (ii) fixer un délai pour faire corriger ces erreurs,
 - (iii) prévoir la délivrance de nouveaux avis de recalcul ou d'avis de recalcul corrigés ou d'avis visés au paragraphe 39.1 (8),
 - (iv) préciser l'effet d'une correction sur un avis de recalcul, notamment prévoir que l'avis de recalcul contenant l'erreur cesse d'avoir effet;
- l) prévoir qu'une obligation de verser des aliments pour enfants conformément à un avis de recalcul cesse à une date précisée ou lors d'un événement précisé, et régir la détermination des dates et événements à cette fin;
- m) prévoir que les montants recalculés en vertu de l'article 39.1 fassent l'objet d'un recalcul automatique en vertu de cet article d'ici une date ou un événement précisés, régir la détermination des dates et événements à cette fin, et régir la marche à suivre pour un tel recalcul, notamment préciser que toute partie de l'article 39.1 ou les règlements pris en vertu du présent paragraphe ne s'appliquent pas à un tel recalcul ou s'y appliquent sous réserve de certaines adaptations précisées;
- n) régir le paiement de droits relativement aux recalculs prévus à l'article 39.1, notamment prescrire les droits et en exiger le paiement, fixer la date ou le mode de versement, et prévoir des exemptions en ce qui concerne le paiement des droits et établir les conditions ou circonstances de toute exemption.

Idem

- (8) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (7) c) peu-

a person to provide personal information, within the meaning of section 38 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, respecting the child, a parent of the child, or any other person whose personal information is relevant to the recalculation of child support under section 39.1 of this Act.

Family Statute Law Amendment Act, 2009

11. (1) Subsection 32 (2) of the *Family Statute Law Amendment Act, 2009* is repealed.

(2) Section 33 of the Act is repealed.

(3) Subsection 40 (2) of the Act is repealed.

Commencement

12. (1) Subject to subsection (2), this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(2) Section 11 comes into force on the day the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* receives Royal Assent.

vent exiger qu'une personne fournisse des renseignements personnels, au sens de l'article 38 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, relativement à l'enfant, à un autre parent de l'enfant ou à toute autre personne dont les renseignements personnels sont pertinents en ce qui concerne le recalcul des aliments pour enfants prévu à l'article 39.1 de la présente loi.

Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne le droit de la famille

11. (1) Le paragraphe 32 (2) de la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne le droit de la famille* est abrogé.

(2) L'article 33 de la Loi est abrogé.

(3) Le paragraphe 40 (2) de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

12. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(2) L'article 11 entre en vigueur le jour où la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 10

FAMILY RESPONSIBILITY AND SUPPORT
ARREARS ENFORCEMENT ACT, 1996

1. (1) The definition of “support order” in subsection 1 (1) of the *Family Responsibility and Support Arrears Enforcement Act, 1996* is amended by striking out the portion after clause (g) and substituting the following:

and includes such a provision in,

- (h) a domestic contract that is enforceable under section 35 of the *Family Law Act*, or
- (i) a notice of calculation that is enforceable under section 39 of the *Family Law Act*. (“ordonnance alimentaire”)

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same — recalculated child support

(4) A reference in this Act to a support order that is changed includes reference to a support order that is subject to a recalculation under section 39.1 of the *Family Law Act*.

2. Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “The Attorney General” at the beginning and substituting “The Minister responsible for the administration of this Act”.

3. (1) Section 9 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application to notices of calculation

(2.1) The wording required by subsection (1) to be included in every support order made by an Ontario court shall be included in every support order that is a notice of calculation.

(2) Subsection 9 (3) of the Act is amended by striking out “(1) or (2)” and substituting “(1), (2) or (2.1)”.

4. Section 10 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(6) A notice of recalculation under section 39.1 of the *Family Law Act* does not require a support deduction order reflecting the recalculation.

5. The Act is amended by adding the following section:

Filing notices of calculation

12.1 On giving notice of a calculation under section 39 of the *Family Law Act*, the child support calculation service, as defined in that section, shall file a copy of the notice with the Director’s office.

6. The Act is amended by adding the following section:

ANNEXE 10

LOI DE 1996 SUR LES OBLIGATIONS
FAMILIALES ET L'EXÉCUTION
DES ARRIÉRÉS D'ALIMENTS

1. (1) La définition de «ordonnance alimentaire» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments* est modifiée par remplacement du passage qui suit l'alinéa g) par ce qui suit :

S'entend en outre d'une disposition semblable contenue :

- h) soit dans un contrat familial qui est exécutoire en vertu de l'article 35 de la *Loi sur le droit de la famille*;
- i) soit dans un avis de calcul qui est exécutoire en vertu de l'article 39 de la *Loi sur le droit de la famille*. («support order»)

(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem — recalcul des aliments pour enfants

(4) La mention, dans la présente loi, d'une ordonnance alimentaire qui est modifiée vaut mention d'une ordonnance alimentaire qui fait l'objet d'un recalcul en vertu de l'article 39.1 de la *Loi sur le droit de la famille*.

2. Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «Le procureur général» par «Le ministre chargé de l'application de la présente loi» au début du paragraphe.

3. (1) L'article 9 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application aux avis de calcul

(2.1) La mention qui doit, aux termes du paragraphe (1), être incluse dans chaque ordonnance alimentaire rendue par un tribunal de l'Ontario doit l'être dans chaque ordonnance alimentaire qui est un avis de calcul.

(2) Le paragraphe 9 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «le paragraphe (1) ou (2)» par «le paragraphe (1), (2) ou (2.1)».

4. L'article 10 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(6) Un avis de recalcul visé à l'article 39.1 de la *Loi sur le droit de la famille* n'a pas pour effet d'exiger qu'une ordonnance de retenue des aliments fasse état du recalcul.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Dépôt des avis de calcul

12.1 Lors de la remise d'un avis de calcul visé à l'article 39 de la *Loi sur le droit de la famille*, le service de calcul des aliments pour enfants, au sens de cet article, en dépose une copie au bureau du directeur.

6. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Filing notices of recalculation

12.2 On giving notice of a recalculation under section 39.1 of the *Family Law Act* that relates to a support order that is being enforced by the Director, the child support recalculation service, as defined in that section, shall file a copy of the notice with the Director's office.

7. (1) Section 15 of the Act is amended by adding "12.1" after "12".

(2) Section 15 of the Act is amended by adding "12.2" before "13".

8. Section 16 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice of recalculation

(7.3) In the case of a support order that was subject to a recalculation under section 39.1 of the *Family Law Act* after the support order or support deduction order was withdrawn, the notice of recalculation shall also be filed.

9. (1) Clause 21 (1) (a) of the Act is amended by striking out "the recipient" at the beginning and substituting "the payor or the recipient".

(2) Subsection 21 (2) of the Act is amended by striking out "the payor" and substituting "the other party".

(3) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception

(2.1) Subsection (2) does not apply in the case of a support order that is a notice of calculation.

(4) Subsection 21 (3) of the Act is amended by striking out "on the payor" in the portion before clause (a).

(5) Clause 21 (3) (c) of the Act is amended by striking out "or paternity agreement".

(6) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, notice of calculation

(3.1) If the support order is a notice of calculation, the support deduction order shall be deemed to have been made by the Ontario Court of Justice or the Family Court.

(7) Subsection 21 (4) of the Act is amended by striking out "within 30 days after being served with the notice under subsection (2)".

(8) Clause 21 (8) (b) of the Act is amended by striking out "or paternity agreements".

(9) Subsection 21 (8) of the Act is amended by adding the following clause:

(b.1) notices of calculation that are enforceable under section 39 of the *Family Law Act*;

Dépôt des avis de recalcul

12.2 Lors de la remise d'un avis de recalcul visé à l'article 39.1 de la *Loi sur le droit de la famille* relative à une ordonnance alimentaire qui est exécutée par le directeur, le service de recalcul des aliments pour enfants, au sens de cet article, en dépose une copie au bureau du directeur.

7. (1) L'article 15 de la Loi est modifié par insertion de «12.1,» après «12,».

(2) L'article 15 de la Loi est modifié par insertion de «12.2,» avant «13».

8. L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Avis de recalcul

(7.3) Dans le cas d'une ordonnance alimentaire ayant fait l'objet d'un recalcul en vertu de l'article 39.1 de la *Loi sur le droit de la famille* après le retrait de l'ordonnance ou de l'ordonnance de retenue des aliments, l'avis de recalcul est également déposé.

9. (1) L'alinéa 21 (1) a) de la Loi est modifié par remplacement de «le bénéficiaire» par «le payeur ou le bénéficiaire» au début de l'alinéa.

(2) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «le payeur» par «l'autre partie».

(3) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception

(2.1) Le paragraphe (2) ne s'applique pas dans le cas d'une ordonnance alimentaire qui est un avis de calcul.

(4) Le paragraphe 21 (3) de la Loi est modifié par suppression de «au payeur» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(5) L'alinéa 21 (3) c) de la Loi est modifié par suppression de «ou un accord de paternité».

(6) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem, avis de calcul

(3.1) Si l'ordonnance alimentaire est un avis de calcul, l'ordonnance de retenue des aliments est réputée avoir été rendue par la Cour de justice de l'Ontario ou la Cour de la famille.

(7) Le paragraphe 21 (4) de la Loi est modifié par suppression de «Au plus tard 30 jours après avoir reçu signification de l'avis prévu au paragraphe (2),» au début du paragraphe.

(8) L'alinéa 21 (8) b) de la Loi est modifié par suppression de «ou des accords de paternité».

(9) Le paragraphe 21 (8) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

b.1) des avis de calcul qui sont exécutoires en vertu de l'article 39 de la *Loi sur le droit de la famille*;

10. Subsection 35 (7) of the Act is amended by adding “together with the notice of motion” at the end of the portion before clause (a).

11. (1) Clause 41 (10) (a) of the Act is amended by striking out “by such periodic payments” and substituting “by such periodic or lump sum payments”.

(2) Subsection 41 (11) of the Act is amended by striking out “nor does it affect” and substituting “nor does it limit or otherwise affect”.

12. (1) The definition of “Corporation” in subsection 46 (1) of the Act is amended by striking out “Ontario Lottery Corporation” at the end and substituting “Ontario Lottery and Gaming Corporation”.

(2) The definition of “lottery” in subsection 46 (1) of the Act is amended by striking out “the *Ontario Lottery Corporation Act*” and substituting “the *Ontario Lottery and Gaming Corporation Act, 1999*”.

13. Subsection 55 (1) of the Act is amended by striking out “The Attorney General” at the beginning and substituting “The Minister responsible for the administration of this Act”.

Commencement

14. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

10. Le paragraphe 35 (7) de la Loi est modifié par insertion de «accompagnés de l'avis de motion» à la fin du passage qui précède l'alinéa a).

11. (1) L'alinéa 41 (10) a) de la Loi est modifié par remplacement de «au moyen de versements périodiques» par «au moyen de versements périodiques ou de sommes forfaitaires».

(2) Le paragraphe 41 (11) de la Loi est modifié par remplacement de «ni sur les autres moyens d'exécution de l'ordonnance alimentaire» par «ni ne restreint les autres moyens d'exécution de l'ordonnance alimentaire, ni n'a d'autre effet sur eux» à la fin du paragraphe.

12. (1) La définition de «Société» au paragraphe 46 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «Société des loteries de l'Ontario» par «Société des loteries et des jeux de l'Ontario».

(2) La définition de «loterie» au paragraphe 46 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «*Loi sur la Société des loteries de l'Ontario*» par «*Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*».

13. Le paragraphe 55 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «Le procureur général» par «Le ministre chargé de l'application de la présente loi» au début du paragraphe.

Entrée en vigueur

14. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 11
HOUSING DEVELOPMENT ACT**

1. Section 11 of the *Housing Development Act* is amended by striking out “except section 14”.

2. Section 14 of the Act is repealed.

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**ANNEXE 11
LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT**

1. L'article 11 de la *Loi sur le développement du logement* est modifié par suppression de « , à l'exception de l'article 14, ».

2. L'article 14 de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 12
INCOME TAX ACT**

1. (1) Subsection 8.5 (22) of the *Income Tax Act* is amended by striking out “Despite any other provision of this section, the Provincial Minister” at the beginning and substituting “Despite any provision of this section other than subsections (35) and (36), the Provincial Minister”.

(2) Section 8.5 of the Act is amended by adding the following subsections:

Application deadline

(35) Despite any other provision in this Act, the Provincial Minister shall not make a payment to an individual under this section and no individual is entitled to receive a payment under this section if the application referred to in clause (4) (c) is not filed before January 1, 2016.

Entitlement deadline

(36) Despite any other provision in this Act, the Provincial Minister shall not make a payment to an individual under this section after December 31, 2016 and no individual is entitled to receive a payment under this section after that date unless the individual's entitlement to the payment arose by reason of an objection to a determination made by the Provincial Minister under this section.

Regulations

(37) The Provincial Minister may make regulations for the purposes of subsection (35) or (36) prescribing a date that is later than a date set out in those subsections.

Effect of regulation

(38) If the Provincial Minister prescribes a later date under subsection (37), the prescribed date applies for the purposes of subsection (35) or (36) instead of the date it replaces.

Commencement

2. (1) Subject to subsection (2), this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(2) If a proclamation under subsection (1) names a day as the day section 1 comes into force, section 1 comes into force on July 1, 2014 or is deemed to have come into force on that day.

**ANNEXE 12
LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU**

1. (1) Le paragraphe 8.5 (22) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est modifié par remplacement de «Malgré les autres dispositions du présent article» par «Malgré les dispositions du présent article, à l'exception des paragraphes (35) et (36)» au début du paragraphe.

(2) L'article 8.5 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Échéance de production d'une demande

(35) Malgré les autres dispositions de la présente loi, le ministre provincial ne doit pas verser de paiement à un particulier en application du présent article et aucun particulier n'a droit à un paiement en vertu du présent article si la demande visée à l'alinéa (4) c) n'est pas produite avant le 1^{er} janvier 2016.

Échéance de l'admissibilité

(36) Malgré les autres dispositions de la présente loi, le ministre provincial ne doit pas verser de paiement à un particulier en application du présent article après le 31 décembre 2016 et aucun particulier n'a droit à un paiement en vertu du présent article après cette date à moins d'y avoir droit en raison d'une opposition à une décision prise par le ministre provincial au titre du présent article.

Règlements

(37) Le ministre provincial peut, par règlement pris pour l'application du paragraphe (35) ou (36), prescrire une date postérieure à une de celles prévues à ces paragraphes.

Effet des règlements

(38) Si le ministre provincial prescrit une date en vertu du paragraphe (37), la date prescrite s'applique dans le cadre du paragraphe (35) ou (36) au lieu de la date qu'elle remplace.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(2) Si une proclamation prise en vertu du paragraphe (1) fixe un jour comme jour d'entrée en vigueur de l'article 1, cet article entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014 ou est réputé être entré en vigueur à cette date.

SCHEDULE 13 INSURANCE ACT

1. The *Insurance Act* is amended by adding the following section:

Necessity for licence, long-term disability benefits

115.1 (1) Except as provided in the regulations, no person shall provide long-term disability benefits in Ontario unless the benefits are payable under a contract of insurance undertaken by a licensed insurer.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of any benefit provided under a registered pension plan within the meaning of subsection 248 (1) of the *Income Tax Act* (Canada).

Definition

(3) In this section, “long-term disability benefits” means benefits under a benefit plan under which payments or benefits are payable to an individual for a period of not less than 52 weeks or until recovery, retirement or death, whichever period is shorter.

2. Subsection 121 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

- 8.1 exempting any person or class of persons from section 115.1 subject to such terms and conditions, including any limitations or restrictions, as may be set out in the regulations;
- 8.2 governing transitional matters which, in the opinion of the Lieutenant Governor in Council, are necessary or desirable to facilitate the implementation of section 115.1;

3. Subsection 189.1 (1) of the Act is amended by,

- (a) striking out in the English version “bodily injury or sickness” and substituting “bodily injury or disease”; and
- (b) striking out “an accident or sickness” and substituting “bodily injury or disease”.

4. The French version of paragraph 1 of subsection 288.1 (1) of the Act is amended by striking out “prescrites” and substituting “qui sont prescrits”.

5. Clause 291 (2) (a) of the Act is amended by striking out “292, 293” and substituting “292, 292.1, 293”.

6. Section 327 of the Act is amended by striking out “unless the effect of that provision” and substituting “unless this Part provides otherwise or the effect of that provision”.

7. The English version of section 449 of the Act is amended by striking out “the earlier of”.

ANNEXE 13 LOI SUR LES ASSURANCES

1. La *Loi sur les assurances* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Permis obligatoire : prestations d'invalidité de longue durée

115.1 (1) Sauf disposition contraire des règlements, nul ne doit offrir des prestations d'invalidité de longue durée en Ontario, à moins que celles-ci ne soient payables aux termes d'un contrat d'assurance conclu par un assureur titulaire d'un permis.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des prestations offertes par un régime de pension agréé au sens du paragraphe 248 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au présent article. «prestations d'invalidité de longue durée» Prestations offertes par un régime de prestations dans le cadre duquel des paiements ou prestations sont payables à un particulier pendant une période d'au moins 52 semaines ou jusqu'à la guérison, la retraite ou le décès, selon l'éventualité qui représente la période la plus courte.

2. Le paragraphe 121 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

- 8.1 soustraire des personnes ou catégories de personnes à l'application de l'article 115.1, sous réserve des conditions, y compris les limites ou les restrictions, que précisent les règlements;
- 8.2 régir les questions transitoires qui, de l'avis du lieutenant-gouverneur en conseil, sont nécessaires ou souhaitables pour faciliter la mise en application de l'article 115.1;

3. Le paragraphe 189.1 (1) de la Loi est modifié :

- a) par remplacement de «bodily injury or sickness» par «bodily injury or disease» dans la version anglaise;
- b) par remplacement de «de l'accident ou de la maladie survenu» par «des lésions corporelles ou de la maladie survenues».

4. La version française de la disposition 1 du paragraphe 288.1 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «prescrites» par «qui sont prescrits».

5. L'alinéa 291 (2) a) de la Loi est modifié par remplacement de «292, 293» par «292, 292.1, 293».

6. L'article 327 de la Loi est modifié par remplacement de «à moins que cette disposition» par «à moins que la présente partie ne prévoit le contraire ou que cette disposition».

7. La version anglaise de l'article 449 de la Loi est modifiée par suppression de «the earlier of».

Commencement

8. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(2) Section 3 comes into force on the day section 21 of Schedule 23 to the *Strong Action for Ontario Act (Budget Measures)*, 2012 comes into force.

Same

(3) Section 5 comes into force on the day section 35 of Schedule 23 to the *Strong Action for Ontario Act (Budget Measures)*, 2012 comes into force.

Same

(4) Sections 4, 6 and 7 come into force on the day the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures)*, 2014 receives Royal Assent.

Entrée en vigueur

8. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente annexe entre vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(2) L'article 3 entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 21 de l'annexe 23 de la *Loi de 2012 sur une action énergique pour l'Ontario (mesures budgétaires)*.

Idem

(3) L'article 5 entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 35 de l'annexe 23 de la *Loi de 2012 sur une action énergique pour l'Ontario (mesures budgétaires)*.

Idem

(4) Les articles 4, 6 et 7 entrent en vigueur le jour où la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 14 INTERIM APPROPRIATION FOR 2014-2015 ACT, 2014

Interpretation

1. (1) Expressions used in this Act have the same meaning as in the *Financial Administration Act* unless the context requires otherwise.

Same

(2) In this Act, a reference to the estimates and supplementary estimates for 2014-15 means the estimates and supplementary estimates for the fiscal year ending on March 31, 2015 as tabled in the Assembly on or before March 31, 2015.

Expenses of the public service

2. (1) For the fiscal year ending on March 31, 2015, amounts not exceeding a total of \$120,159,820,300 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service that are not otherwise provided for.

Applied in accordance with estimates and supplementary estimates

(2) The amounts referred to in subsection (1) must be applied in accordance with the votes and items set out in the estimates and supplementary estimates for 2014-15.

Investments of the public service

3. (1) For the fiscal year ending on March 31, 2015, amounts not exceeding a total of \$4,124,241,000 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash investments to be applied to the investments of the public service in capital assets, loans and other investments that are not otherwise provided for.

Applied in accordance with estimates and supplementary estimates

(2) The amounts referred to in subsection (1) must be applied in accordance with the votes and items set out in the estimates and supplementary estimates for 2014-15.

Expenses of the Legislative Offices

4. For the fiscal year ending on March 31, 2015, amounts not exceeding a total of \$204,418,500 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the expenses of the Legislative Offices that are not otherwise provided for and the money shall be applied in accordance with the votes and items set out in the estimates and supplementary estimates for 2014-15.

Expenditures of the public service

5. An expenditure of the public service in the votes and items set out in the estimates and supplementary estimates for 2014-15 may be incurred or recognized by the Crown through any ministry to which, during the fiscal year ending on March 31, 2015, responsibility has been given for the program or activity that includes that expenditure.

ANNEXE 14 LOI DE 2014 PORTANT AFFECTATION ANTICIPÉE DE CRÉDITS POUR 2014-2015

Interprétation

1. (1) Les expressions figurant dans la présente loi s'entendent au sens de la *Loi sur l'administration financière*, sauf indication contraire du contexte.

Idem

(2) Toute mention du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses de 2014-2015 dans la présente loi s'entend du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses de l'exercice se terminant le 31 mars 2015 qui sont déposés à l'Assemblée le 31 mars 2015 ou avant cette date.

Dépenses de la fonction publique

2. (1) Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015, une somme maximale de 120 159 820 300 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre de frais hors trésorerie et affectée aux dépenses de la fonction publique auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Affectation conforme au budget des dépenses et au budget supplémentaire des dépenses

(2) La somme visée au paragraphe (1) est affectée conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses de 2014-2015.

Investissements de la fonction publique

3. (1) Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015, une somme maximale de 4 124 241 000 \$ peut être prélevée sur le Trésor ou comptabilisée à titre d'éléments d'investissement hors trésorerie et affectée aux investissements de la fonction publique dans des immobilisations, des prêts et autres éléments auxquels il n'est pas autrement pourvu.

Affectation conforme au budget des dépenses et au budget supplémentaire des dépenses

(2) La somme visée au paragraphe (1) est affectée conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses de 2014-2015.

Dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée

4. Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015, une somme maximale de 204 418 500 \$ peut être prélevée sur le Trésor et affectée, conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses de 2014-2015, aux dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses de la fonction publique

5. Une dépense de la fonction publique figurant aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses de 2014-2015 peut être engagée ou comptabilisée par la Couronne par l'intermédiaire du ministère auquel a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2015, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique la dépense.

Commencement

6. The Act set out in this Schedule is deemed to have come into force on April 1, 2014.

Short title

7. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Interim Appropriation for 2014-2015 Act, 2014*.

Entrée en vigueur

6. La loi figurant à la présente annexe est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2014.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 portant affectation anticipée de crédits pour 2014-2015*.

SCHEDULE 15 LAND TRANSFER TAX ACT

1. The *Land Transfer Tax Act* is amended by adding the following section:

General anti-avoidance rule

Definitions

12.1 (1) In this section,

“tax benefit” means a reduction, an avoidance, a deferral or a cancellation of tax or other amount payable under this Act or an increase in a refund or rebate of tax or other amount under this Act; (“avantage fiscal”)

“tax consequences” to a person means the amount of tax, rebate or other amount payable by, or refundable to, the person under this Act, or any other amount that is relevant to the purposes of computing that amount; (“attribut fiscal”)

“transaction” includes an arrangement or event. (“opération”)

Application of section

(2) This section applies to the following transactions:

1. A transaction completed after May 1, 2014, including a transaction that is part of a series of transactions that includes one or more transactions completed on or before May 1, 2014.
2. A transaction completed on or before May 1, 2014, if the transaction is part of a series of transactions that includes one or more transactions completed after May 1, 2014.

General anti-avoidance rule

(3) If a transaction is an avoidance transaction, the tax consequences to a person shall be determined as is reasonable in the circumstances in order to deny a tax benefit that, but for this section, would result, directly or indirectly, from that transaction or from a series of transactions that includes that transaction.

Avoidance transaction

(4) An avoidance transaction means any transaction,

- (a) that, but for this section, would result, directly or indirectly, in a tax benefit, unless the transaction may reasonably be considered to have been undertaken or arranged primarily for bona fide purposes other than to obtain the tax benefit; or
- (b) that is part of a series of transactions, which series, but for this section, would result, directly or indirectly, in a tax benefit, unless the transaction may

ANNEXE 15 LOI SUR LES DROITS DE CESSIION IMMOBILIÈRE

1. La *Loi sur les droits de cession immobilière* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Règle générale anti-évitement

Définitions

12.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«attribut fiscal» S'agissant des attributs fiscaux d'une personne, droits, remboursement, remise ou autre montant payable par cette personne, ou montant qui lui est remboursable, en application de la présente loi, ainsi que tout autre montant à prendre en compte dans le calcul des droits, du remboursement, de la remise ou de l'autre montant payable par cette personne ou du montant qui lui est remboursable. («tax consequences»)

«avantage fiscal» Réduction, évitement, report ou annulation des droits ou d'un autre montant payable en application de la présente loi ou augmentation d'un remboursement ou d'une remise visé par la présente loi. («tax benefit»)

«opération» Y sont assimilés les conventions, les mécanismes et les événements. («transaction»)

Champ d'application

(2) Le présent article s'applique aux opérations suivantes :

1. Toute opération conclue après le 1^{er} mai 2014, y compris une opération qui fait partie d'une série d'opérations qui comprend une ou plusieurs opérations conclues le 1^{er} mai 2014 ou avant cette date.
2. Toute opération conclue le 1^{er} mai 2014 ou avant cette date, si elle fait partie d'une série d'opérations qui comprend une ou plusieurs opérations conclues après le 1^{er} mai 2014.

Règle générale anti-évitement

(3) En cas d'opération d'évitement, les attributs fiscaux d'une personne doivent être déterminés de façon raisonnable dans les circonstances de sorte à supprimer un avantage fiscal qui, en l'absence du présent article, découlerait, directement ou indirectement, de cette opération ou d'une série d'opérations dont celle-ci fait partie.

Opération d'évitement

(4) L'opération d'évitement s'entend :

- a) soit de l'opération dont, en l'absence du présent article, découlerait, directement ou indirectement, un avantage fiscal, sauf s'il est raisonnable de considérer que l'opération est principalement effectuée pour des objets véritables — l'obtention d'un avantage fiscal n'étant pas considérée comme un objet véritable;
- b) soit de l'opération qui fait partie d'une série d'opérations dont, en l'absence du présent article, découlerait, directement ou indirectement, un avan-

reasonably be considered to have been undertaken or arranged primarily for bona fide purposes other than to obtain the tax benefit.

Provision not applicable

(5) Subsection (3) does not apply in respect of a transaction where it may reasonably be considered that the transaction would not result, directly or indirectly, in a misuse of the provisions of this Act or the regulations or in an abuse having regard to the provisions of this Act or the regulations, other than this section, read as a whole.

Determination of tax consequences

(6) Without restricting the generality of subsection (3), in any determination under subsection (3) of the tax consequences of a transaction to a person,

- (a) any exemption, refund or rebate may be allowed or disallowed, in whole or in part;
- (b) any such exemption, refund, rebate or a part thereof may be allocated to any person;
- (c) the value of the consideration may be determined and may be apportioned among parts of the land or lands being conveyed;
- (d) the proportional share of the acquisition of or increase in an interest of any kind in land of any person may be determined;
- (e) any tax payable under section 3 that is deferred or no longer owing may be deemed to be owing as of the thirtieth day after the date of the disposition of a beneficial interest in land;
- (f) the nature of any transaction, payment or other amount may be recharacterized; and
- (g) the tax effects that would otherwise result from the application of other provisions of this Act or the regulations may be ignored.

Request for adjustments

(7) If, with respect to a transaction, a notice of assessment, reassessment or additional assessment under section 12 involving the application of subsection (3) with respect to the transaction has been sent to a person, any person (other than a person to whom such a notice has been sent) is entitled, within 180 days after the day of sending of the notice, to request in writing that the Minister make an assessment, a reassessment or an additional assessment, applying subsection (3) with respect to that transaction.

Duties of Minister

(8) On receipt of a request by a person under subsection (7), the Minister shall consider the request and, despite subsection 12 (4), assess, reassess or make an additional assessment under section 12 with respect to the

tage fiscal, sauf s'il est raisonnable de considérer que l'opération est principalement effectuée pour des objets véritables — l'obtention d'un avantage fiscal n'étant pas considérée comme un objet véritable.

Champ d'application précisé

(5) L'opération dont il est raisonnable de considérer qu'elle n'entraîne pas, directement ou indirectement, d'abus dans l'application des dispositions de la présente loi ou des règlements lus dans leur ensemble — abstraction faite du présent article — n'est pas visée par le paragraphe (3).

Attributs fiscaux à déterminer

(6) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (3), en vue de déterminer, conformément à ce paragraphe, les attributs fiscaux d'une personne qui découlent d'une opération :

- a) toute exonération, tout remboursement ou toute remise peut être en totalité ou en partie admis ou refusé;
- b) tout ou partie de cette exonération, de ce remboursement ou de cette remise peut être attribué à une personne;
- c) on peut établir la valeur de la contrepartie et la répartir entre des portions du bien-fonds ou des biens-fonds faisant l'objet de la cession;
- d) on peut établir la part proportionnelle de l'acquisition ou de l'augmentation d'un intérêt de quelque nature que ce soit d'une personne dans un bien-fonds;
- e) les droits payables en application de l'article 3 qui sont reportés ou qui ne sont plus exigibles peuvent être réputés exigibles à partir du trentième jour qui suit la date de l'aliénation d'un intérêt à titre bénéficiaire dans un bien-fonds;
- f) la nature d'une opération, d'un paiement ou d'un autre montant peut être qualifiée autrement;
- g) les effets fiscaux qui découleraient par ailleurs de l'application des autres dispositions de la présente loi ou des règlements peuvent ne pas être pris en compte.

Demande en vue de déterminer les attributs fiscaux

(7) Dans les 180 jours suivant l'envoi d'un avis de cotisation, de nouvelle cotisation ou de cotisation supplémentaire établie en vertu de l'article 12 qui tient compte du paragraphe (3) en ce qui concerne une opération, toute personne (à l'exclusion du destinataire d'un tel avis) a le droit de demander par écrit au ministre d'établir à son égard une cotisation, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire en application du paragraphe (3) en ce qui concerne l'opération.

Obligation du ministre

(8) Sur réception d'une demande présentée par une personne conformément au paragraphe (7), le ministre doit, après avoir examiné la demande et malgré le paragraphe 12 (4), établir une cotisation, une nouvelle cotisa-

person, except that an assessment, a reassessment or an additional assessment may be made only to the extent that it may reasonably be regarded as relating to the transaction referred to in subsection (7).

Exception

(9) Despite any other provision of this Act, the tax consequences to any person following the application of this section shall only be determined through a notice of assessment, reassessment or additional assessment under section 12 involving the application of this section.

Series of transactions

(10) For the purposes of this section, where there is a reference to a series of transactions, the series shall be deemed to include any related transactions completed in contemplation of the series.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

tion ou une cotisation supplémentaire en vertu de l'article 12 à l'égard de la personne. Toutefois, une cotisation, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire ne peut être établie que s'il est raisonnable de considérer qu'elle concerne l'opération visée au paragraphe (7).

Exception

(9) Malgré les autres dispositions de la présente loi, les attributs fiscaux d'une personne, par suite de l'application du présent article, ne peuvent être déterminés que par avis de cotisation, de nouvelle cotisation ou de cotisation supplémentaire établie en vertu de l'article 12, en tenant compte du présent article.

Série d'opérations

(10) Pour l'application du présent article, toute série d'opérations est réputée comprendre les opérations connexes conclues en prévision de la série.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 16
LOBBYISTS REGISTRATION ACT, 1998

1. Clause (f) of the definition of “public office holder” in subsection 1 (1) of the *Lobbyists Registration Act, 1998* is amended by adding “or” at the end of subclause (ii) and by repealing subclause (iii).

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE 16
LOI DE 1998 SUR L'ENREGISTREMENT
DES LOBBYISTES

1. Le sous-alinéa f) (iii) de la définition de «titulaire d'une charge publique» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes* est abrogé.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 17
LONG-TERM CARE HOMES ACT, 2007

1. Subsection 102 (1) of the *Long-Term Care Homes Act, 2007* is amended by striking out “25 years” and substituting “30 years”.

2. The Act is amended by adding the following section:

Transition, licence term extension

193.1 (1) On the day this section comes into force, the term of a licence is extended by five years if,

- (a) the licence is not a temporary licence or a temporary emergency licence;
- (b) the licence was issued under section 99 or 100, or issued or reissued under section 105, or the licence is a replacement licence under subsection 187 (1);
- (c) the licence was issued or reissued before the day this section comes into force;
- (d) the licence is in effect on the day this section comes into force; and
- (e) on the day this section comes into force, the only beds under the licence are,
 - (i) class A beds as referred to in subsection 187 (18),
 - (ii) beds that have been reviewed and approved by the Ministry as meeting,
 - (A) the criteria set out in the document entitled “Long-Term Care Facility Design Manual”, published by the Ministry of Health and Long-Term Care and dated May, 1999, and which is available from the Ministry of Health and Long-Term Care,
 - (B) the Retrofit option criteria set out in the Long-Term Care “D” Facility Retrofit Design Manual in section 5.2 of the document entitled “2002 “D” Bed Program”, published by the Ministry of Health and Long-Term Care and dated January, 2002, and which is available from the Ministry of Health and Long-Term Care, or
 - (C) the criteria set out in the document entitled “Long-Term Care Home Design Manual, 2009”, published by the Ministry of Health and Long-Term Care and dated 2009, and which is available from the Ministry of Health and Long-Term Care, or

ANNEXE 17
LOI DE 2007 SUR LES FOYERS
DE SOINS DE LONGUE DURÉE

1. Le paragraphe 102 (1) de la *Loi de 2007 sur les foyers de soins de longue durée* est modifié par remplacement de «25 ans» par «30 ans» à la fin du paragraphe.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Disposition transitoire : prolongation de la durée d'un permis

193.1 (1) Le jour où le présent article entre en vigueur, la durée d'un permis est prolongée de cinq ans si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le permis n'est pas un permis temporaire ou un permis d'urgence temporaire;
- b) le permis a été délivré en vertu de l'article 99 ou 100, il a été délivré ou délivré de nouveau en vertu de l'article 105, ou il s'agit d'un permis de remplacement visé au paragraphe 187 (1);
- c) le permis a été délivré ou délivré de nouveau avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article;
- d) le permis est en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent article;
- e) le jour de l'entrée en vigueur du présent article, les seuls lits autorisés par le permis sont :
 - (i) les lits de catégorie A mentionnés au paragraphe 187 (18),
 - (ii) les lits qui, par suite d'un réexamen par le ministère, ont été approuvés par celui-ci comme satisfaisant :
 - (A) soit aux critères énoncés dans le document intitulé «Long-Term Care Facility Design Manual», qui est publié par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée et daté de mai 1999, lequel est disponible auprès du ministère,
 - (B) soit aux critères de l'option de réfection énoncés dans le Manuel de réfection des établissements de soins de longue durée de catégorie D, à la section 5.2 du document intitulé «Programme de 2002 visant la catégorie D», qui est publié par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée et daté de janvier 2002, lequel est disponible auprès du ministère,
 - (C) soit aux critères énoncés dans le document intitulé «Guide de l'aménagement des foyers de soins de longue durée, 2009», qui est publié par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée et daté de 2009, lequel est disponible auprès du ministère,

- (iii) any combination of beds mentioned in sub-clauses (i) and (ii).

Director's undertaking

(2) Despite subsection 100 (6), if the Director has given an undertaking before the day this section comes into force to issue a licence for a term of 25 years under section 100 or clause 103 (1) (b), the Director may amend the undertaking by extending the term of the licence by up to five years.

Public consultation

(3) If the Director has consulted the public under section 106 before or within 90 days after the day this section comes into force with respect to issuing, undertaking to issue or deciding to issue a licence that has a term of 25 years, the Director may issue, undertake to issue or decide to issue the licence, as the case may be, for a term of up to 30 years without consulting the public a second time.

Same

(4) If the Director has consulted the public under section 106 before or within 90 days after the day this section comes into force with respect to transferring a licence, or beds under a licence, whose term is extended by subsection (1), the Director may transfer the licence or beds, as the case may be, by issuing or reissuing a licence under subsection 105 (6) or (8) for up to the full remainder of the extended term without consulting the public a second time.

Same

(5) If the Director has consulted the public under section 106 before or within 90 days after the day this section comes into force with respect to amending a licence whose term is extended by subsection (1), the Director may amend the licence without consulting the public a second time.

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

- (iii) toute combinaison de lits mentionnés aux sous-alinéas (i) et (ii).

Engagement du directeur

(2) Malgré le paragraphe 100 (6), si le directeur a pris l'engagement, avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, de délivrer un permis d'une durée de 25 ans en vertu de l'article 100 ou de l'alinéa 103 (1) b), il peut le modifier en prolongeant la durée du permis d'au plus cinq ans.

Consultation du public

(3) Si le directeur a consulté le public en application de l'article 106 avant ou dans les 90 jours qui suivent le jour de l'entrée en vigueur du présent article à l'égard de la délivrance d'un permis d'une durée de 25 ans, de la prise d'un engagement à cet égard ou de la décision de délivrer un tel permis, il peut délivrer un permis d'une durée ne dépassant pas 30 ans, prendre un engagement à cet égard ou décider de délivrer un tel permis sans consulter le public une seconde fois.

Idem

(4) Si le directeur a consulté le public en application de l'article 106 avant ou dans les 90 jours qui suivent le jour de l'entrée en vigueur du présent article à l'égard du transfert d'un permis dont la durée est prolongée en vertu du paragraphe (1) ou du transfert de lits autorisés par un tel permis, il peut transférer le permis ou les lits, selon le cas, en délivrant ou en délivrant de nouveau un permis en vertu du paragraphe 105 (6) ou (8) d'une durée ne dépassant pas le reste de la durée ainsi prolongée sans consulter le public une seconde fois.

Idem

(5) Si le directeur a consulté le public en application de l'article 106 avant ou dans les 90 jours qui suivent le jour de l'entrée en vigueur du présent article à l'égard d'une modification à un permis dont la durée est prolongée en vertu du paragraphe (1), il peut modifier le permis sans consulter le public une seconde fois.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 18
MINISTRY OF ENERGY ACT, 2011

1. Clause 7 (1) (a) of the *Ministry of Energy Act, 2011* is amended by striking out “both short-term and long-term goals” and substituting “short term, medium term and long term goals”.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE 18
LOI DE 2011 SUR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

1. L'alinéa 7 (1) a) de la *Loi de 2011 sur le ministère de l'Énergie* est modifié par remplacement de «objectifs à court et à long terme» par «objectifs à court, à moyen et à long terme».

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 19
MINISTRY OF MUNICIPAL AFFAIRS
AND HOUSING ACT

1. Subsection 8 (2) of the *Ministry of Municipal Affairs and Housing Act* is repealed.

Commencement

2. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE 19
LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES
MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

1. Le paragraphe 8 (2) de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement* est abrogé.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 20 MINISTRY OF REVENUE ACT

1. The *Ministry of Revenue Act* is amended by adding the following section:

Child support calculation service under the *Family Law Act*

11.2 The Minister may enter into a memorandum of understanding with the Ministry of the Minister responsible for the administration of the *Family Law Act* to establish and administer a service to calculate child support under section 39 of that Act.

2. The Act is amended by adding the following section:

Child support recalculation service under the *Family Law Act*

11.3 The Minister may enter into a memorandum of understanding with the Ministry of the Minister responsible for the administration of the *Family Law Act* to establish and administer a service to recalculate child support under section 39.1 of that Act.

3. (1) Section 12 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(1.1) On behalf of the Government of Ontario, the Minister, together with the Minister of Finance, may enter into an agreement with the Canada Revenue Agency providing for the disclosure of information to, and the collection of information by, the Minister for purposes of section 11.2.

(2) Section 12 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(1.2) On behalf of the Government of Ontario, the Minister, together with the Minister of Finance, may enter into an agreement with the Canada Revenue Agency providing for the disclosure of information to, and the collection of information by, the Minister for purposes of section 11.3.

(3) Subsection 12 (2) of the Act is amended by striking out “subsection (1)” and substituting “this section”.

Commencement

4. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ANNEXE 20 LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

1. La *Loi sur le ministère du Revenu* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Service de calcul des aliments pour enfants prévu par la *Loi sur le droit de la famille*

11.2 Le ministre peut conclure un protocole d'entente avec le ministère du ministre chargé de l'application de la *Loi sur le droit de la famille* afin d'établir et d'administrer un service chargé du calcul des aliments pour enfants prévu à l'article 39 de cette loi.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Service de recalcul des aliments pour enfants prévu par la *Loi sur le droit de la famille*

11.3 Le ministre peut conclure un protocole d'entente avec le ministère du ministre chargé de l'application de la *Loi sur le droit de la famille* afin d'établir et d'administrer un service chargé du recalcul des aliments pour enfants prévu à l'article 39.1 de cette loi.

3. (1) L'article 12 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(1.1) Pour le compte du gouvernement de l'Ontario, le ministre ainsi que le ministre des Finances peuvent conclure, avec l'Agence du revenu du Canada, un accord prévoyant la divulgation de renseignements au ministre et la collecte de renseignements par lui pour l'application de l'article 11.2.

(2) L'article 12 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(1.2) Pour le compte du gouvernement de l'Ontario, le ministre ainsi que le ministre des Finances peuvent conclure, avec l'Agence du revenu du Canada, un accord prévoyant la divulgation de renseignements au ministre et la collecte de renseignements par lui pour l'application de l'article 11.3.

(3) Le paragraphe 12 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe (1)» par «du présent article».

Entrée en vigueur

4. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 21 ONTARIO ENERGY BOARD ACT, 1998

1. (1) Clause (d) of the definition of “enforceable provision” in section 3 of the *Ontario Energy Board Act, 1998* is repealed and the following substituted:

(d) subsection 5 (3), (4), (5) or (6) or section 25.33, 25.36, 25.37, 26, 27, 28, 28.1, 29, 30.1, 31, 53.11, 53.13, 53.15, 53.16 or 53.18 of the *Electricity Act, 1998*, or any other provision of that Act that is prescribed by the regulations,

(2) The definition of “OPA” in section 3 of the Act is repealed.

2. (1) Clause 4.3.1 (3) (e) of the Act is repealed.

(2) Clause 4.3.1 (3) (g) of the Act is amended by striking out “clause (a), (b), (c), (e) or (f)” and substituting “clause (a), (b), (c) or (f)”.

3. (1) Subsection 27.2 (3) of the Act is amended by striking out “the OPA” and substituting “the IESO”.

(2) Subsection 27.2 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Directives, contracting with the IESO

(5) A directive may require the Board to specify, as a condition of a licence, that a distributor meet, at its discretion, any portion of its conservation target by contracting with the IESO to meet the target through province-wide programs offered by the IESO.

4. Section 57 of the Act is amended by striking out “the OPA” in the portion before clause (a) and substituting “the IESO”.

5. Subsections 70 (7) and (8) of the Act are repealed and the following substituted:

Requirement to provide information

(7) Every licence, other than a licence issued to the IESO, is deemed to contain a condition that the licensee is required to provide such reasonable information to the IESO as the IESO may require, in the manner and form specified by the IESO.

6. (1) Subsection 78 (3.0.4) of the Act is amended by striking out “the OPA” and substituting “the IESO”.

(2) Clause 78 (3.3) (b) of the Act is amended by striking out “the OPA’s variance accounts” and substituting “the IESO’s variance accounts”.

7. Subsections 78.1 (1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Payments to prescribed generator

(1) The IESO shall make payments to a generator prescribed by the regulations with respect to output that is generated by a unit at a generation facility prescribed by the regulations.

ANNEXE 21 LOI DE 1998 SUR LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO

1. (1) L’alinéa d) de la définition de «disposition exécutoire» à l’article 3 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l’énergie de l’Ontario* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) le paragraphe 5 (3), (4), (5) ou (6) ou l’article 25.33, 25.36, 25.37, 26, 27, 28, 28.1, 29, 30.1, 31, 53.11, 53.13, 53.15, 53.16 ou 53.18 de la *Loi de 1998 sur l’électricité* ou toute autre disposition de cette loi qui est prescrite par règlement;

(2) La définition de «OEO» à l’article 3 de la Loi est abrogée.

2. (1) L’alinéa 4.3.1 (3) e) de la Loi est abrogé.

(2) L’alinéa 4.3.1 (3) g) de la Loi est modifié par remplacement de «a), b), c), e) ou f)» par «a), b), c) ou f)».

3. (1) Le paragraphe 27.2 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «l’OEO» par «la SIERE».

(2) Le paragraphe 27.2 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Directives : contrats avec la SIERE

(5) Une directive peut exiger que la Commission pré-cise, comme condition d’un permis, qu’un distributeur peut atteindre, à sa discrétion, toute partie de son objectif en matière de conservation en concluant avec la SIERE un contrat visant à atteindre cet objectif au moyen de programmes offerts par cette dernière à l’échelle de la province.

4. L’article 57 de la Loi est modifié par remplacement de «l’OEO» par «la SIERE» dans le passage qui précède l’alinéa a).

5. Les paragraphes 70 (7) et (8) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Obligation de fournir des renseignements

(7) Chaque permis, sauf un permis délivré à la SIERE, est réputé contenir une condition exigeant du titulaire qu’il fournisse à la SIERE les renseignements raisonnables qu’elle exige, de la manière et sous la forme qu’elle précise.

6. (1) Le paragraphe 78 (3.0.4) de la Loi est modifié par remplacement de «l’OEO» par «la SIERE».

(2) L’alinéa 78 (3.3) b) de la Loi est modifié par remplacement de «l’OEO» par «la SIERE».

7. Les paragraphes 78.1 (1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Paiements au producteur prescrit

(1) La SIERE fait des paiements aux producteurs prescrits par les règlements à l’égard de la puissance fournie par un groupe électrogène d’une installation de production prescrite par les règlements.

Payment amount

(2) Each payment referred to in subsection (1) shall be the amount determined in accordance with the order of the Board then in effect.

8. Subsection 78.2 (3) of the Act is repealed.

9. Sections 78.3 and 78.4 of the Act are repealed.

10. (1) Subsection 78.5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Payments to distributors under conservation and demand management programs

(1) The IESO shall make payments to a distributor with respect to amounts approved by the Board for conservation and demand management programs approved by the Board pursuant to a directive issued under section 27.2.

(2) Subsection 78.5 (4) of the Act is repealed.

11. Section 78.6 of the Act is amended by striking out “sections 78.1 to 78.5” and substituting “sections 78.1, 78.2 and 78.5”.

12. (1) Subclause 88 (1) (g.7) (ii) of the Act is amended by striking out “the OPA” at the end and substituting “the IESO”.

(2) Clauses 88 (1) (i.4) and (i.5) of the Act are repealed.

(3) Clauses 88 (1) (i.10) and (i.11) of the Act are repealed.

13. Section 88.0.1 of the Act is repealed.

14. Paragraphs 5 and 6 of subsection 107 (2) of the Act are repealed and the following substituted:

5. Adjustments, payments, set-offs and credits under section 25.33 of the *Electricity Act, 1998* and under the regulations made under clause 114 (1.3) (f) of that Act.

6. Payments under sections 78.1, 78.2 and 78.5.

15. Clause 127 (1) (j.17) of the Act is repealed and the following substituted:

(j.17) prescribing provisions of the *Electricity Act, 1998* for the purpose of clause (d) of the definition of “enforceable provision” in section 3;

Commencement

16. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Montant du paiement

(2) Le montant de chaque paiement visé au paragraphe (1) est établi conformément à l'ordonnance de la Commission alors en vigueur.

8. Le paragraphe 78.2 (3) de la Loi est abrogé.

9. Les articles 78.3 et 78.4 de la Loi sont abrogés.

10. (1) Le paragraphe 78.5 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Palements aux distributeurs au titre des programmes de conservation et de gestion de la demande

(1) La SIERE fait des paiements aux distributeurs à l'égard des sommes que la Commission a approuvées au titre des programmes de conservation et de gestion de la demande qu'elle a approuvés dans le cadre d'une directive donnée en vertu de l'article 27.2.

(2) Le paragraphe 78.5 (4) de la Loi est abrogé.

11. L'article 78.6 de la Loi est modifié par remplacement de «articles 78.1 à 78.5» par «articles 78.1, 78.2 et 78.5».

12. (1) Le sous-alinéa 88 (1) g.7) (ii) de la Loi est modifié par remplacement de «de l'OEO» par «de la SIERE» à la fin du sous-alinéa.

(2) Les alinéas 88 (1) i.4) et i.5) de la Loi sont abrogés.

(3) Les alinéas 88 (1) i.10) et i.11) de la Loi sont abrogés.

13. L'article 88.0.1 de la Loi est abrogé.

14. Les dispositions 5 et 6 du paragraphe 107 (2) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

5. Les ajustements, les paiements, les déductions compensatoires et les crédits visés à l'article 25.33 de la *Loi de 1998 sur l'électricité* et dans les règlements pris en vertu de l'alinéa 114 (1.3) f) de cette loi.

6. Les paiements visés aux articles 78.1, 78.2 et 78.5.

15. L'alinéa 127 (1) j.17) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

j.17) prescrire les dispositions de la *Loi de 1998 sur l'électricité* pour l'application de l'alinéa d) de la définition de «disposition exécutoire» à l'article 3;

Entrée en vigueur

16. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 22
ONTARIO LOAN ACT, 2014****Borrowing authorized**

1. (1) The Lieutenant Governor in Council may borrow in any manner provided by the *Financial Administration Act* such sums, not exceeding a total aggregate amount of \$19.5 billion as are considered necessary to discharge any indebtedness or obligation of Ontario or to make any payment authorized or required by any Act to be made out of the Consolidated Revenue Fund.

Other Acts

(2) The authority to borrow conferred by this Act is in addition to that conferred by any other Act.

Expiry

2. (1) No order in council authorizing borrowing authorized under this Act shall be made after December 31, 2016.

Same

(2) The Crown shall not borrow money after December 31, 2017 under the authority of an order in council that authorizes borrowing under this Act unless, on or before December 31, 2017,

- (a) the Crown has entered into an agreement to borrow the money under the order in council; or
- (b) the Crown has entered into an agreement respecting a borrowing program and the agreement enables the Crown to borrow up to a specified limit under the order in council.

Commencement

3. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

4. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Ontario Loan Act, 2014*.

**ANNEXE 22
LOI DE 2014 SUR LES EMPRUNTS
DE L'ONTARIO****Autorisation d'emprunter**

1. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, conformément à la *Loi sur l'administration financière* et pour un montant total ne dépassant pas 19,5 milliards de dollars, contracter les emprunts jugés nécessaires afin d'acquitter une dette ou un engagement de l'Ontario ou d'effectuer un paiement prélevé sur le Trésor qui est autorisé ou requis par une loi.

Autres lois

(2) L'autorisation d'emprunter que confère la présente loi s'ajoute aux autorisations conférées par d'autres lois.

Cessation d'effet

2. (1) Nul décret autorisant un emprunt autorisé en vertu de la présente loi ne doit être pris après le 31 décembre 2016.

Idem

(2) La Couronne ne doit pas contracter, après le 31 décembre 2017, des emprunts qu'un décret autorise à faire en vertu de la présente loi sauf si, au plus tard le 31 décembre 2017 :

- a) soit elle a conclu une convention à cet effet;
- b) soit elle a conclu une convention concernant un programme d'emprunt et celle-ci lui permet de contracter des emprunts jusqu'à concurrence d'une somme déterminée en vertu du décret.

Entrée en vigueur

3. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur les emprunts de l'Ontario*.

**SCHEDULE 23
ONTARIO MORTGAGE
AND HOUSING CORPORATION ACT**

1. Section 5.1 of the *Ontario Mortgage and Housing Corporation Act* is amended by striking out “Subject to section 10.2” at the beginning.

2. (1) Subsection 6 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

No power to create a subsidiary

(3) The Corporation does not have the power to create a subsidiary.

(2) Subsection 6 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Power to acquire property

(4) The Corporation may acquire and hold real property and dispose of such property only in the ordinary course of its business.

3. Section 6.1 of the Act is repealed.

4. The Act is amended by adding the following section:

Transfers of mortgages to which the Crown is party

6.2.1 (1) All mortgages under the program described in subsection 6.2 (1) to which Her Majesty the Queen in right of Ontario as represented by the Minister is a party immediately before the commencement date and that are designated for the purposes of this subsection by an order under subsection (9) are hereby transferred to and vested in the Corporation.

Transfers of related agreements and instruments

(2) All agreements and instruments that are related to the mortgages transferred under subsection (1) are hereby transferred to and vested in the Corporation.

Same

(3) All mortgages, agreements and instruments transferred under subsections (1) and (2) have effect as if,

- (a) the Corporation were substituted for Her Majesty the Queen in right of Ontario as represented by the Minister as a party to the mortgage, agreement or instrument; and
- (b) any reference in the mortgage, agreement or instrument to Her Majesty the Queen in right of Ontario as represented by the Minister were a reference to the Corporation.

Operation of subss. (1), (2) and (3)

(4) The operation of subsections (1), (2) and (3) does not constitute a breach, termination or repudiation of the mortgages, agreements or instruments or the frustration of the agreements or an event of default or force majeure.

**ANNEXE 23
LOI SUR LA SOCIÉTÉ ONTARIENNE
D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT**

1. L'article 5.1 de la *Loi sur la Société ontarienne d'hypothèques et de logement* est modifié par suppression de «Sous réserve de l'article 10.2,» au début de l'article.

2. (1) Le paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Aucun pouvoir de créer des filiales

(3) La Société n'a pas le pouvoir de créer des filiales.

(2) Le paragraphe 6 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pouvoir d'acquisition

(4) La Société ne peut acquérir et détenir des biens immeubles et en disposer que dans le cours normal de ses affaires.

3. L'article 6.1 de la Loi est abrogé.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Transferts d'hypothèques auxquelles est partie la Couronne

6.2.1 (1) Sont transférées et dévolues à la Société les hypothèques consenties dans le cadre du programme visé au paragraphe 6.2 (1) auxquelles est partie, immédiatement avant la date d'entrée en vigueur, Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario représentée par le ministre et qui sont désignées pour l'application du présent paragraphe par arrêté pris en vertu du paragraphe (9).

Transferts d'accords et d'instruments connexes

(2) Sont transférés et dévolus à la Société les accords et les instruments qui se rapportent aux hypothèques transférées en application du paragraphe (1).

Idem

(3) Les hypothèques, les accords et les instruments transférés en application des paragraphes (1) et (2) ont effet comme si :

- a) la Société remplaçait Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario représentée par le ministre, comme partie à l'hypothèque, à l'accord ou à l'instrument;
- b) toute mention de Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario représentée par le ministre dans l'hypothèque, l'accord ou l'instrument valait mention de la Société.

Application des par. (1), (2) et (3)

(4) L'application des paragraphes (1), (2) et (3) ne constitue pas une violation, une résiliation ou une répudiation des hypothèques, des accords ou des instruments ou une impossibilité d'exécution des accords ni un cas de défaut ou de force majeure.

Transfer of money held in the Fund

(5) All money that is held in the Fund immediately before the commencement date is hereby transferred to and vested in the Corporation.

Use of money for housing purposes only

(6) The Corporation may use money transferred under subsection (5) and money received under mortgages transferred under subsection (1), including any interest earned on the money, only for housing purposes.

By-law governing use of money

(7) The power of the Corporation to use money under subsection (6) may only be exercised under the authority of and in accordance with a by-law of the Corporation that governs how money referred to in subsection (6) is to be used for housing purposes.

Same, by-law to be approved

(8) A by-law described in subsection (7) does not take effect until it is approved in writing by the Minister.

Minister's order

(9) The Minister may make an order designating mortgages for the purposes of subsection (1).

Same, retroactive effect

(10) For the purposes of this section, if an order under subsection (9) is made after the commencement date,

- (a) the order is deemed to have been made on the commencement date; and
- (b) the transfers made under subsections (1) and (2) as a result of the order are deemed to have been made on the commencement date.

Same, notice

(11) The Minister shall cause an order made under subsection (9) to be published in *The Ontario Gazette*.

Legislation from which transfers exempt

(12) Subject to any prescribed conditions and limitations, Acts or provisions of Acts and regulations or provisions of regulations that are prescribed for the purposes of this subsection do not apply to the transfers made under this section.

Definitions

(13) In this section,

“commencement date” means the day section 4 of Schedule 23 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures)*, 2014 comes into force; (“date d’entrée en vigueur”)

“Fund” means the Affordable Home Ownership Revolving Loan Fund established under the program described in subsection 6.2 (1). (“Fonds”)

Transfert des sommes détenues dans le Fonds

(5) Les sommes qui sont détenues dans le Fonds immédiatement avant la date d’entrée en vigueur sont transférées et dévolues à la Société.

Utilisation des sommes à des fins de logement seulement

(6) La Société ne peut utiliser qu’à des fins de logement les sommes transférées en application du paragraphe (5) et celles reçues aux termes d’hypothèques transférées en application du paragraphe (1), y compris les intérêts courus sur ces sommes.

Règlement administratif régissant l’utilisation des sommes

(7) Le pouvoir d’utiliser des sommes que le paragraphe (6) confère à la Société ne peut être exercé qu’en vertu d’un règlement administratif de la Société régissant l’utilisation des sommes visées au paragraphe (6) à des fins de logement et que conformément à un tel règlement.

Idem : approbation du règlement administratif

(8) Le règlement administratif visé au paragraphe (7) n’entre en vigueur qu’une fois approuvé par écrit par le ministre.

Arrêté du ministre

(9) Le ministre peut, par arrêté, désigner des hypothèques pour l’application du paragraphe (1).

Idem : effet rétroactif

(10) Pour l’application du présent article, si un arrêté visé au paragraphe (9) est pris après la date d’entrée en vigueur :

- a) l’arrêté est réputé avoir été pris à la date d’entrée en vigueur;
- b) les transferts effectués en application des paragraphes (1) et (2) par suite de l’arrêté sont réputés avoir été effectués à la date d’entrée en vigueur.

Idem : avis

(11) Le ministre fait publier dans la *Gazette de l’Ontario* l’arrêté qu’il prend en vertu du paragraphe (9).

Exclusion de certains textes législatifs

(12) Sous réserve des conditions et restrictions prescrites, les lois, ou dispositions de lois, et les règlements, ou dispositions de règlements, qui sont prescrits pour l’application du présent paragraphe ne s’appliquent pas aux transferts effectués en application du présent article.

Définitions

(13) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«date d’entrée en vigueur» Le jour de l’entrée en vigueur de l’article 4 de l’annexe 23 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*. («commencement date»)

«Fonds» Le Fonds connu sous le nom de «Affordable Home Ownership Revolving Loan Fund» créé dans le cadre du programme visé au paragraphe 6.2 (1). («Fund»)

5. Subsection 6.3 (1) of the Act is amended by striking out “In sections 6.1, 6.2” at the beginning and substituting “In section 6.2”.

6. The Act is amended by adding the following section:

Co-ordination of financing activities

8.1 All borrowing, financing, short-term investment of funds and financial risk management activities of the Corporation shall be co-ordinated and arranged by the Ontario Financing Authority, unless the Minister of Finance approves otherwise.

7. Subsections 9 (3) and (4) of the Act are repealed.

8. The Act is amended by adding the following section:

Transition

9.1 Section 9, as it reads immediately before the day section 7 of Schedule 23 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force, continues to apply with respect to,

- (a) any guaranty given by the Crown in right of Ontario under section 9 before the day section 7 of Schedule 23 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force; and
- (b) any debenture, bill, note, charge or mortgage issued or made by the Corporation or temporary loan made to the Corporation, the payment of which was guaranteed by the Crown under section 9 before that day.

9. (1) Subsection 10.1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Protection from personal liability

(1) No proceeding shall be commenced against any of the following persons for any act done in good faith in the exercise or performance or intended exercise or performance of the person's power or duty or for any alleged neglect or default in the exercise or performance in good faith of the person's power or duty:

1. A director or officer of the Corporation.
2. A person employed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* who provides services to the Corporation.
3. A servant or agent of the Corporation.

(2) Subsection 10.1 (2) of the Act is amended by striking out “or a subsidiary of the Corporation created under subsection 6 (3)”.

10. Section 10.2 of the Act is repealed and the following substituted:

No proceeding against the Crown

10.2 (1) No proceeding shall be commenced against the Crown in right of Ontario as a result of any act, neglect or default of the Corporation or a person referred to in subsection 10.1 (1).

5. Le paragraphe 6.3 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «aux articles 6.1 et 6.2» par «à l'article 6.2» dans le passage qui précède la définition.

6. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Coordination des activités de financement

8.1 L'Office ontarien de financement coordonne et organise les activités d'emprunt, de financement, de placement de fonds à court terme et de gestion des risques financiers de la Société, sauf approbation contraire du ministre des Finances.

7. Les paragraphes 9 (3) et (4) de la Loi sont abrogés.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Disposition transitoire

9.1 L'article 9, dans sa version antérieure au jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de l'annexe 23 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*, continue de s'appliquer à l'égard :

- a) des garanties données par la Couronne du chef de l'Ontario en vertu de l'article 9 avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de l'annexe 23 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)*;
- b) des débentures, lettres de change ou billets émis, des charges ou hypothèques consenties ou des emprunts temporaires effectués par la Société dont le paiement a été garanti avant ce jour par la Couronne en vertu de l'article 9.

9. (1) Le paragraphe 10.1 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Immunité

(1) Sont irrecevables les instances introduites contre les personnes suivantes pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs pouvoirs ou de leurs fonctions, ou pour une négligence ou un manquement qu'elles auraient commis dans l'exercice de bonne foi de ceux-ci :

1. Un administrateur ou un dirigeant de la Société.
2. Une personne qui est employée aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* et qui fournit des services à la Société.
3. Un préposé ou un mandataire de la Société.

(2) Le paragraphe 10.1 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou une filiale de celle-ci créée en vertu du paragraphe 6 (3)».

10. L'article 10.2 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Immunité de la Couronne

10.2 (1) Sont irrecevables les instances introduites contre la Couronne du chef de l'Ontario pour un acte, une négligence ou un manquement de la Société ou d'une personne visée au paragraphe 10.1 (1).

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a proceeding to enforce against the Crown in right of Ontario its obligations under a written contract to which it is a party.

Payment of judgments against the Corporation

10.2.1 The Minister of Finance shall pay from the Consolidated Revenue Fund the amount of any judgment against the Corporation that remains unpaid after the Corporation has made reasonable efforts, including liquidating assets, to pay the amount of the judgment.

11. Section 10.4 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(2) The revenues of the Corporation shall be applied to carrying out its purposes.

12. Section 10.5 of the Act is repealed.

13. The Act is amended by adding the following sections:

Dissolution of Ontario Mortgage Corporation and transfer of assets, liabilities, etc.

13.1 (1) The Ontario Mortgage Corporation is hereby dissolved and all its assets, liabilities, rights and obligations are hereby transferred to and vested in the Ontario Mortgage and Housing Corporation.

Agreements, securities or instruments to which Ontario Mortgage Corporation is party

(2) An agreement, security or instrument, including a mortgage, to which the Ontario Mortgage Corporation is a party immediately before the day section 13 of Schedule 23 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force has effect as if,

- (a) the Ontario Mortgage and Housing Corporation were substituted for the Ontario Mortgage Corporation as a party to the agreement, security or instrument; and
- (b) any reference in the agreement, security or instrument to the Ontario Mortgage Corporation or its predecessor, Housing Corporation Limited, were a reference to the Ontario Mortgage and Housing Corporation.

Operation of subss. (1) and (2)

(3) The operation of subsections (1) and (2) does not constitute a breach, termination or repudiation of the agreement, security or instrument or the frustration of the agreement or an event of default or force majeure.

Protection from personal liability

(4) Subsection 10.1 (1) applies, with necessary modifications, to the following persons with respect to any act done in good faith in the exercise or performance or intended exercise or performance of the person's power or

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux instances introduites pour exécuter contre la Couronne du chef de l'Ontario les obligations que lui impose un contrat écrit auquel elle est partie.

Jugements contre la Société

10.2.1 Le ministre des Finances prélève sur le Trésor le montant de tout jugement rendu contre la Société qui demeure impayé une fois que la Société a fait des efforts raisonnables pour l'acquitter, notamment en liquidant des actifs.

11. L'article 10.4 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(2) Les recettes de la Société sont affectées à la réalisation de sa mission.

12. L'article 10.5 de la Loi est abrogé.

13. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Dissolution de la Société d'hypothèques de l'Ontario : transfert des actifs et passifs

13.1 (1) La Société d'hypothèques de l'Ontario est dissoute et l'ensemble de ses actifs, passifs, droits et obligations est transféré et dévolu à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement.

Accords, valeurs mobilières ou instruments auxquels est partie la Société d'hypothèques de l'Ontario

(2) Tout accord, toute valeur mobilière ou tout instrument, y compris une hypothèque, auquel est partie la Société d'hypothèques de l'Ontario immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 13 de l'annexe 23 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* a effet comme si :

- a) la Société ontarienne d'hypothèques et de logement remplaçait la Société d'hypothèques de l'Ontario comme partie à l'accord, à la valeur mobilière ou à l'instrument;
- b) toute mention de la Société d'hypothèques de l'Ontario ou de la société qu'elle remplace, Housing Corporation Limited, dans l'accord, la valeur mobilière ou l'instrument valait mention de la Société ontarienne d'hypothèques et de logement.

Application des par. (1) et (2)

(3) L'application des paragraphes (1) et (2) ne constitue pas une violation, une résiliation ou une répudiation de l'accord, de la valeur mobilière ou de l'instrument ou une impossibilité d'exécution de l'accord ni un cas de défaut ou de force majeure.

Immunité

(4) Le paragraphe 10.1 (1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux personnes suivantes à l'égard d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs pouvoirs ou de leurs fonctions, ou à

duty or with respect to any alleged neglect or default in the exercise or performance in good faith of the person's power or duty:

1. A former director or officer of the Ontario Mortgage Corporation.
2. A person employed under Part III of the *Public Service of Ontario Act, 2006* who provided services to the Ontario Mortgage Corporation.
3. A former servant or agent of the Ontario Mortgage Corporation.

Corporation's liability

(5) Subsection (4) does not relieve the Ontario Mortgage and Housing Corporation of any liability transferred to it under subsection (1) in respect of a cause of action arising from any act, neglect or default referred to in subsection (4).

No proceeding against the Crown

(6) No proceeding shall be commenced against the Crown in right of Ontario as a result of any act, neglect or default of the Ontario Mortgage Corporation or a person referred to in subsection (4).

Exception

(7) Subsection (6) does not apply to a proceeding to enforce against the Crown in right of Ontario its obligations under a written contract to which it is a party.

Former directors and officers of Ontario Mortgage Corporation

(8) A person who is a director or officer of the Ontario Mortgage Corporation immediately before the day section 13 of Schedule 23 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force, ceases to be a director or officer when that section comes into force.

Proceedings commenced by or against Ontario Mortgage Corporation

(9) If a proceeding has been commenced by or against the Ontario Mortgage Corporation before the day section 13 of Schedule 23 to the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* comes into force and has not been finally determined before that day, the proceeding is deemed to have been commenced by or against the Ontario Mortgage and Housing Corporation and shall be continued by or against the Ontario Mortgage and Housing Corporation.

Legislation from which transfers exempt

(10) Subject to any prescribed conditions and limitations, Acts or provisions of Acts and regulations or provisions of regulations that are prescribed for the purposes of this subsection do not apply to the transfers made under this section.

Winding up the Corporation

13.2 (1) The Lieutenant Governor in Council may by

l'égard d'une négligence ou d'un manquement qu'elles auraient commis dans l'exercice de bonne foi de ceux-ci :

1. Un ancien administrateur ou dirigeant de la Société d'hypothèques de l'Ontario.
2. Une personne employée aux termes de la partie III de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* qui a fourni des services à la Société d'hypothèques de l'Ontario.
3. Un ancien préposé ou mandataire de la Société d'hypothèques de l'Ontario.

Responsabilité de la Société

(5) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet de dégager la Société ontarienne d'hypothèques et de logement de la responsabilité qui lui est transférée en application du paragraphe (1) à l'égard d'une cause d'action découlant d'un acte, d'une négligence ou d'un manquement visé au paragraphe (4).

Immunité de la Couronne

(6) Sont irrecevables les instances introduites contre la Couronne du chef de l'Ontario pour un acte, une négligence ou un manquement de la Société d'hypothèques de l'Ontario ou d'une personne visée au paragraphe (4).

Exception

(7) Le paragraphe (6) ne s'applique pas aux instances introduites pour exécuter contre la Couronne du chef de l'Ontario les obligations que lui impose un contrat écrit auquel elle est partie.

Anciens administrateurs et dirigeants de la Société d'hypothèques de l'Ontario

(8) La personne qui est administrateur ou dirigeant de la Société d'hypothèques de l'Ontario immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 13 de l'annexe 23 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* cesse d'occuper son poste à l'entrée en vigueur de cet article.

Instances introduites par ou contre la Société d'hypothèques de l'Ontario

(9) Si une instance a été introduite par ou contre la Société d'hypothèques de l'Ontario avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 13 de l'annexe 23 de la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* et qu'il n'a pas été statué de façon définitive sur l'instance avant ce jour, l'instance est réputée avoir été introduite par ou contre la Société ontarienne d'hypothèques et de logement et doit être poursuivie par ou contre celle-ci.

Exclusion de certains textes législatifs

(10) Sous réserve des conditions et restrictions prescrites, les lois, ou dispositions de lois, et les règlements, ou dispositions de règlements, qui sont prescrits pour l'application du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux transferts effectués en application du présent article.

Liquidation de la Société

13.2 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par

order require the Board to wind up the affairs of the Corporation and may by order specify terms relating to the winding up of the Corporation.

Duty of Board

(2) The Board shall prepare a proposed plan for winding up the Corporation and transferring its assets, liabilities, rights and obligations and shall give the proposed plan to the Lieutenant Governor in Council.

Plan

(3) The plan for winding up the Corporation may provide for,

- (a) liquidating assets and transferring the proceeds to the Consolidated Revenue Fund or to an agency of the Crown in right of Ontario;
- (b) transferring assets, liabilities, rights and obligations to the Crown or to an agency of the Crown; and
- (c) any other matter relating to the winding up of the Corporation.

Same

(4) On the approval of the proposed plan by the Lieutenant Governor in Council, the Board shall wind up the affairs of the Corporation and transfer its assets, liabilities, rights and obligations, including transferring the proceeds from the liquidation of assets, in accordance with the plan.

Dissolution of Corporation

(5) When the winding up of the Corporation is complete, the Lieutenant Governor in Council may by order dissolve the Corporation as of the date specified in the order.

Non-application of *Legislation Act, 2006*, Part III

(6) Part III of the *Legislation Act, 2006* does not apply to an order of the Lieutenant Governor in Council made under this section.

14. (1) Clause 14 (a) of the Act is repealed.

(2) Section 14 of the Act is amended by adding the following clause:

- (d) prescribing conditions and limitations and Acts or provisions of Acts or regulations or provisions of regulations for the purposes of subsection 6.2.1 (12) or 13.1 (10).

Commencement

15. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

décret, exiger du conseil qu'il liquide les affaires de la Société et peut, par décret, préciser les modalités de la liquidation.

Obligation du conseil

(2) Le conseil prépare une proposition de plan pour la liquidation de la Société et le transfert de ses actifs, passifs, droits et obligations et le remet au lieutenant-gouverneur en conseil.

Plan

(3) Le plan pour la liquidation de la Société peut prévoir ce qui suit :

- a) la liquidation des actifs et le transfert du produit de la liquidation au Trésor ou à un organisme de la Couronne du chef de l'Ontario;
- b) le transfert des actifs, passifs, droits et obligations à la Couronne ou à un organisme de la Couronne;
- c) toute autre question liée à la liquidation de la Société.

Idem

(4) Sur approbation de la proposition de plan par le lieutenant-gouverneur en conseil, le conseil liquide les affaires de la Société et transfère ses actifs, passifs, droits et obligations, y compris le produit de la liquidation d'actifs, conformément au plan.

Dissolution de la Société

(5) Une fois la liquidation de la Société terminée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, dissoudre celle-ci à la date que précise le décret.

Non-application de la partie III de la *Loi de 2006 sur la législation*

(6) La partie III de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux décrets que prend le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du présent article.

14. (1) L'alinéa 14 a) de la Loi est abrogé.

(2) L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- d) prescrire des conditions et des restrictions et des lois, ou dispositions de lois, ou des règlements, ou dispositions de règlements, pour l'application du paragraphe 6.2.1 (12) ou 13.1 (10).

Entrée en vigueur

15. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 24 PENSION BENEFITS ACT

1. (1) Subsection 1 (1) of the *Pension Benefits Act* is amended by adding the following definition:

“public sector pension plan” means a pension plan described in subsection (5) and includes such other pension plans as may be prescribed; (“régime de retraite du secteur public”)

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Public sector pension plans

(5) For the purposes of this Act, a pension plan is a public sector pension plan if it is provided in respect of any of the following employers:

1. The Crown in right of Ontario.
2. A Crown agency or a corporation, with or without share capital, that is not a Crown agency but is owned, operated or controlled by the Crown.
3. Any board, commission, authority or unincorporated body of the Crown.
4. A district school board as defined in subsection 1 (1) of the *Education Act*.
5. A person or entity that is a health service provider for the purposes of the *Local Health System Integration Act, 2006*.
6. A college of applied arts and technology established under the *Ontario Colleges of Applied Arts and Technology Act, 2002*.
7. A university in Ontario, including its affiliated and federated colleges, that receives operating grants from the Government of Ontario.
8. A municipality as defined in section 1 of the *Municipal Act, 2001*.
9. A children’s aid society that is designated in accordance with the *Child and Family Services Act*.

2. (1) Section 14 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, conversion of pension plan

(6) Subsection (1) does not apply with respect to an amendment that relates to a transfer of assets under section 80.4 from a single employer pension plan to a jointly sponsored pension plan.

(2) Section 14 of the Act is amended by adding the following subsection:

ANNEXE 24 LOI SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«régime de retraite du secteur public» Régime de retraite visé au paragraphe (5). S’entend en outre des autres régimes de retraite prescrits. («public sector pension plan»)

(2) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Régimes de retraite du secteur public

(5) Pour l’application de la présente loi, un régime de retraite est un régime de retraite du secteur public s’il est offert à l’égard de l’un ou l’autre des employeurs suivants :

1. La Couronne du chef de l’Ontario.
2. Un organisme de la Couronne ou une société, avec ou sans capital-actions, qui n’est pas un organisme de la Couronne, mais dont la Couronne a la propriété ou dont elle assure l’exploitation ou a le contrôle.
3. Un conseil, une commission, un office ou un organisme sans personnalité morale de la Couronne.
4. Un conseil scolaire de district au sens du paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l’éducation*.
5. Une personne ou une entité qui est un fournisseur de services de santé pour l’application de la *Loi de 2006 sur l’intégration du système de santé local*.
6. Un collège d’arts appliqués et de technologie ouvert sous le régime de la *Loi de 2002 sur les collèges d’arts appliqués et de technologie de l’Ontario*.
7. Une université de l’Ontario, y compris ses collèges affiliés ou fédérés, qui reçoit des subventions de fonctionnement du gouvernement de l’Ontario.
8. Une municipalité au sens de l’article 1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.
9. Une société d’aide à l’enfance qui est désignée conformément à la *Loi sur les services à l’enfance et à la famille*.

2. (1) L’article 14 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : conversion du régime de retraite

(6) Le paragraphe (1) ne s’applique pas à l’égard d’une modification qui se rapporte à un transfert d’éléments d’actif d’un régime de retraite à employeur unique à un régime de retraite conjoint effectué aux termes de l’article 80.4.

(2) L’article 14 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Same

(7) Subsection (1) does not apply with respect to an amendment that relates to the conversion under section 81.0.1 of a single employer pension plan into a jointly sponsored pension plan.

3. (1) Section 26 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, conversion of pension plan

(6) This section does not apply with respect to an amendment that relates to a transfer of assets under section 80.4 from a single employer pension plan to a jointly sponsored pension plan.

(2) Section 26 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2010, chapter 9, subsection 15 (1), is amended by adding the following subsection:

Same, conversion of pension plan

(6) This section does not apply with respect to an amendment that relates to a transfer of assets under section 80.4 from a single employer pension plan to a jointly sponsored pension plan.

(3) Section 26 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(7) Subsection (1) does not apply with respect to an amendment that relates to the conversion under section 81.0.1 of a single employer pension plan into a jointly sponsored pension plan.

(4) Section 26 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 2010, chapter 9, subsection 15 (1), is amended by adding the following subsection:

Same

(7) Subsection (1) does not apply with respect to an amendment that relates to the conversion under section 81.0.1 of a single employer pension plan into a jointly sponsored pension plan.

4. (1) Section 57 of the Act is amended by adding the following subsection:

Jointly sponsored pension plans

(4.1) An employer who transfers assets under section 80.4 from a single employer pension plan to a jointly sponsored pension plan and who is required to make a payment under subsection 80.4 (18) for the benefit of transferred members and other transferees shall be deemed to hold in trust for the transferred members and other transferees an amount of money equal to any payment due under subsection 80.4 (18) that has not been paid into the pension fund of the jointly sponsored pension plan.

(2) Subsection 57 (5) of the Act is amended by striking out “under subsections (1), (3) and (4)” at the end and substituting “under this section”.

Idem

(7) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'une modification qui se rapporte à la conversion d'un régime de retraite à employeur unique en un régime de retraite conjoint effectuée aux termes de l'article 81.0.1.

3. (1) L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : conversion du régime de retraite

(6) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une modification qui se rapporte à un transfert d'éléments d'actif d'un régime de retraite à employeur unique à un régime de retraite conjoint effectué aux termes de l'article 80.4.

(2) L'article 26 de la Loi, tel qu'il est réédité par le paragraphe 15 (1) du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2010, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : conversion du régime de retraite

(6) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une modification qui se rapporte à un transfert d'éléments d'actif d'un régime de retraite à employeur unique à un régime de retraite conjoint effectué aux termes de l'article 80.4.

(3) L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(7) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'une modification qui se rapporte à la conversion d'un régime de retraite à employeur unique en un régime de retraite conjoint effectuée aux termes de l'article 81.0.1.

(4) L'article 26 de la Loi, tel qu'il est réédité par le paragraphe 15 (1) du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2010, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(7) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'une modification qui se rapporte à la conversion d'un régime de retraite à employeur unique en un régime de retraite conjoint effectuée aux termes de l'article 81.0.1.

4. (1) L'article 57 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Régimes de retraite conjoints

(4.1) L'employeur qui transfère des éléments d'actif aux termes de l'article 80.4 d'un régime de retraite à employeur unique à un régime de retraite conjoint et qui est tenu de faire un paiement en application du paragraphe 80.4 (18) au profit des participants transférés et des autres personnes transférées est réputé détenir en fiducie, pour le compte des participants transférés et des autres personnes transférées, un montant égal à tout paiement dû en application du paragraphe 80.4 (18) qui n'a pas été versé à la caisse de retraite du régime de retraite conjoint.

(2) Le paragraphe 57 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «en vertu des paragraphes (1), (3) et (4)» par «en application du présent article» à la fin du paragraphe.

(3) Subsection 57 (6) of the Act is amended by striking out “Subsections (1), (3) and (4) apply” at the beginning and substituting “Subsections (1), (3), (4) and (4.1) apply”.

5. Section 75 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(4) This section does not apply with respect to a single employer pension plan that has transferred assets under section 80.4 to a jointly sponsored pension plan.

6. (1) Section 75.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same re: transfer of assets

(1.1) If an employer has transferred assets under section 80.4 from a single employer pension plan to a jointly sponsored pension plan that is subsequently wound up, the employer shall, in prescribed circumstances, pay the prescribed amount into the pension fund of the jointly sponsored pension plan for the benefit of the transferred members and other transferees under section 80.4.

(2) Section 75.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same re: conversion of single employer pension plan

(1.2) If an employer has converted a single employer pension plan under section 81.0.1 into a jointly sponsored pension plan that is subsequently wound up, the employer shall, in prescribed circumstances, pay the prescribed amount into the pension fund of the jointly sponsored pension plan for the benefit of the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the plan.

(3) Subsection 75.1 (3) of the Act is amended by striking out “subsections (1) and (2)” and substituting “this section”.

(4) Section 75.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(4) Any payments that may be required by subsections (1.1) and (1.2) are in addition to the payments required by subsection (1).

(5) Section 75.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Insufficient pension fund

(5) If the amount paid under subsection (1.1) and the money in the pension fund of the jointly sponsored pension plan, allocated in accordance with the regulations, is not sufficient to pay all the pension benefits and other benefits of the transferred members and other transferees under section 80.4, the pension benefits and other benefits shall be reduced in the prescribed manner on the wind up of the jointly sponsored pension plan.

(6) Section 75.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) Le paragraphe 57 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «Les paragraphes (1), (3) et (4) s'appliquent» par «Les paragraphes (1), (3), (4) et (4.1) s'appliquent» au début du paragraphe.

5. L'article 75 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(4) Le présent article ne s'applique pas à l'égard du régime de retraite à employeur unique qui a transféré des éléments d'actif aux termes de l'article 80.4 à un régime de retraite conjoint.

6. (1) L'article 75.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : transfert d'éléments d'actif

(1.1) S'il a transféré des éléments d'actif aux termes de l'article 80.4 d'un régime de retraite à employeur unique à un régime de retraite conjoint qui est liquidé par la suite, l'employeur verse, dans les circonstances prescrites, le montant prescrit à la caisse de retraite du régime de retraite conjoint au profit des participants transférés et des autres personnes transférées visés à l'article 80.4.

(2) L'article 75.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : conversion d'un régime de retraite à employeur unique

(1.2) S'il a converti un régime de retraite à employeur unique aux termes de l'article 81.0.1 en un régime de retraite conjoint qui est liquidé par la suite, l'employeur verse, dans les circonstances prescrites, le montant prescrit à la caisse de retraite du régime de retraite conjoint au profit des participants, des anciens participants, des participants retraités et des autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime.

(3) Le paragraphe 75.1 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «les paragraphes (1) et (2)» par «le présent article».

(4) L'article 75.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(4) Les paiements qui peuvent être exigés par les paragraphes (1.1) et (1.2) s'ajoutent à ceux exigés par le paragraphe (1).

(5) L'article 75.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Insuffisance de fonds

(5) Si le montant versé en application du paragraphe (1.1) et les sommes de la caisse de retraite du régime de retraite conjoint, répartis conformément aux règlements, ne suffisent pas à payer toutes les prestations de retraite et autres prestations des participants transférés et des autres personnes transférées visés à l'article 80.4, les prestations de retraite et autres prestations sont réduites de la manière prescrite à la liquidation du régime de retraite conjoint.

(6) L'article 75.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Same

(6) If the amount paid under subsection (1.2) and the money in the pension fund of the jointly sponsored pension plan, allocated in accordance with the regulations, is not sufficient to pay all the pension benefits and other benefits of the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the plan, the pension benefits and other benefits shall be reduced in the prescribed manner on the wind up of the plan.

7. (1) Clause 79.1 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) the transfer is authorized under section 21, 42, 80, 80.1, 80.2, 80.4 or 81; or

(2) Clause 79.1 (1) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2010, chapter 9, subsection 65 (2), is repealed and the following substituted:

(a) the transfer is authorized under section 21, 42, 80, 80.2, 80.4 or 81; or

(3) Clause 79.1 (1) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario 2010, chapter 24, subsection 31 (1), is repealed and the following substituted:

(a) the transfer is authorized under section 21, 42, 80, 80.1, 80.2, 80.3, 80.4 or 81; or

(4) Clause 79.1 (1) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 2010, chapter 9, subsection 65 (2) and 2010, chapter 24, subsection 31 (1), is repealed and the following substituted:

(a) the transfer is authorized under section 21, 42, 80, 80.2, 80.3, 80.4 or 81; or

(5) Subsection 65 (2) of the *Pension Benefits Amendment Act, 2010* (which amends clause 79.1 (1) (a) of the Act) is repealed.

(6) Subsection 31 (1) of the *Securing Pension Benefits Now and for the Future Act, 2010* (which amends clause 79.1 (1) (a) of the Act) is repealed.

8. Section 79.2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, transfers to jointly sponsored pension plan

(2.2) Subsections (3) to (5), (7) to (9) and (14) to (16) apply, with necessary modifications, with respect to a transfer of assets to which section 80.4 applies.

9. The Act is amended by adding the following section:

Transfers to jointly sponsored pension plan (conversion of single employer pension plan)

80.4 (1) This section applies with respect to pension plans that are public sector pension plans and with respect to prescribed pension plans or classes of pension plans.

Idem

(6) Si le montant versé en application du paragraphe (1.2) et les sommes de la caisse de retraite du régime de retraite conjoint, répartis conformément aux règlements, ne suffisent pas à payer toutes les prestations de retraite et autres prestations des participants, des anciens participants, des participants retraités et des autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime, les prestations de retraite et autres prestations sont réduites de la manière prescrite à la liquidation du régime.

7. (1) L'alinéa 79.1 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) soit le transfert ne soit autorisé par l'article 21, 42, 80, 80.1, 80.2, 80.4 ou 81;

(2) L'alinéa 79.1 (1) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe 65 (2) du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 2010, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) soit le transfert ne soit autorisé par l'article 21, 42, 80, 80.2, 80.4 ou 81;

(3) L'alinéa 79.1 (1) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe 31 (1) du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 2010, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) soit le transfert ne soit autorisé par l'article 21, 42, 80, 80.1, 80.2, 80.3, 80.4 ou 81;

(4) L'alinéa 79.1 (1) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe 65 (2) du chapitre 9 et le paragraphe 31 (1) du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 2010, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) soit le transfert ne soit autorisé par l'article 21, 42, 80, 80.2, 80.3, 80.4 ou 81;

(5) Le paragraphe 65 (2) de la *Loi de 2010 modifiant la Loi sur les régimes de retraite*, lequel modifie l'alinéa 79.1 (1) a) de la Loi, est abrogé.

(6) Le paragraphe 31 (1) de la *Loi de 2010 sur la pérennité des prestations de retraite*, lequel modifie l'alinéa 79.1 (1) a) de la Loi, est abrogé.

8. L'article 79.2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : transferts à un régime de retraite conjoint

(2.2) Les paragraphes (3) à (5), (7) à (9) et (14) à (16) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des transferts d'éléments d'actif auxquels s'applique l'article 80.4.

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Transferts à un régime de retraite conjoint : conversion d'un régime de retraite à employeur unique

80.4 (1) Le présent article s'applique à l'égard des régimes de retraite qui sont des régimes de retraite du secteur public et à l'égard des régimes de retraite prescrits ou des catégories prescrites de régimes de retraite.

Proposed conversion and transfer of assets

(2) This section applies if an employer proposes to convert a single employer pension plan that provides defined benefits into a jointly sponsored pension plan, and proposes to implement the conversion through a transfer of assets and liabilities from the single employer pension plan to another pension plan that is a jointly sponsored pension plan.

Requirements re: defined contribution benefits

(3) If the single employer pension plan provides defined contribution benefits as well as defined benefits, the transfer of assets is not authorized unless the employer complies with such requirements relating to the defined contribution benefits as may be prescribed.

Notice of proposal

(4) The administrator shall give the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the single employer pension plan a notice about the proposed conversion of the pension plan and transfer of assets to the jointly sponsored pension plan, in accordance with such requirements as may be prescribed by regulation, and the notice must contain the following information and such other information as may be prescribed:

1. A statement that the employer and the members of a jointly sponsored pension plan are required to make contributions in respect of any going concern unfunded liability and solvency deficiency, if applicable, and that these contributions may be required in respect of benefits that accrued before the date of the transfer of assets.
2. A statement indicating that on the wind up of a jointly sponsored pension plan, the amount or commuted value of a pension benefit, a deferred pension or an ancillary benefit may be reduced.
3. A statement that pension benefits provided by jointly sponsored pension plans are not guaranteed by the Guarantee Fund.
4. If applicable, a statement that the jointly sponsored pension plan and its members are excluded from the operation of section 74 (grow-in benefits for members).

Same, to trade union

(5) The administrator shall give notice of the proposed conversion and transfer of assets to any trade union that represents members of the single employer pension plan, and the notice must be given within the prescribed period and must contain the information specified by the regulations.

Requirement re: consent of members, etc.

(6) The transfer of assets is not authorized unless the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the single employer pension plan consent to the proposed conversion and

Conversion et transfert d'éléments d'actif proposés

(2) Le présent article s'applique si un employeur propose de convertir un régime de retraite à employeur unique qui offre des prestations déterminées en un régime de retraite conjoint et d'effectuer la conversion en transférant des éléments d'actif et de passif du régime de retraite à employeur unique à un autre régime de retraite qui est un régime de retraite conjoint.

Exigences : prestations à cotisation déterminée

(3) Si le régime de retraite à employeur unique offre des prestations à cotisation déterminée ainsi que des prestations déterminées, le transfert d'éléments d'actif n'est autorisé que si l'employeur se conforme aux exigences prescrites relatives aux prestations à cotisation déterminée.

Avis de la proposition

(4) L'administrateur donne, aux participants, aux anciens participants, aux participants retraités et aux autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime de retraite à employeur unique, un avis de la conversion du régime de retraite et du transfert d'éléments d'actif au régime de retraite conjoint qui sont proposés, conformément aux exigences prescrites par règlement. L'avis contient les renseignements suivants et tout autre renseignement prescrit :

1. Une mention indiquant que l'employeur et les participants à un régime de retraite conjoint sont tenus de verser des cotisations à l'égard de tout passif à long terme non capitalisé et de tout déficit de solvabilité, s'il y a lieu, et que ces cotisations peuvent être exigées à l'égard des prestations accumulées avant la date du transfert d'éléments d'actif.
2. Une mention indiquant qu'à la liquidation d'un régime de retraite conjoint, le montant ou la valeur de rachat d'une prestation de retraite, d'une pension différée ou d'une prestation accessoire peut être réduit.
3. Une mention indiquant que les prestations de retraite offertes par les régimes de retraite conjoints ne sont pas garanties par le Fonds de garantie.
4. S'il y a lieu, une mention indiquant que le régime de retraite conjoint et ses participants sont soustraits à l'effet de l'article 74 (droits d'acquisition réputée des participants).

Idem : syndicat

(5) L'administrateur donne un avis de la conversion et du transfert d'éléments d'actif proposés à tout syndicat qui représente des participants au régime de retraite à employeur unique. L'avis doit être donné dans le délai prescrit et contenir les renseignements précisés par les règlements.

Exigence : consentement des participants et autres personnes

(6) Le transfert d'éléments d'actif n'est autorisé que si les participants, les anciens participants, les participants retraités et les autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime de retraite à employeur unique

transfer of assets, or are deemed in accordance with the regulations to have consented to the conversion and transfer.

Same

(7) The consent of the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the single employer pension plan to the proposed conversion and transfer of assets must be obtained in accordance with such requirements as may be prescribed by regulation, and the regulations may permit a trade union that represents members of the pension plan to consent on their behalf.

Same

(8) The regulations may authorize the Superintendent to vary the prescribed requirements for determining whether consent is given or is deemed to have been given by the members of the single employer pension plan, and to vary the prescribed requirements for obtaining their consent.

Notice to Superintendent

(9) The administrator shall give notice of the proposed conversion and transfer of assets to the Superintendent and the notice must be given within the prescribed period and must contain the information specified by the regulations.

Requirement re: consent of Superintendent

(10) The transfer of assets is not authorized unless the Superintendent consents to it in advance.

Application for Superintendent's consent

(11) The employer may apply for the Superintendent's consent to the transfer of assets from the single employer pension plan to the jointly sponsored pension plan.

Notice of application

(12) The administrator shall ensure that notice of the application for the Superintendent's consent is given to members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the single employer pension plan, and to any trade union that represents members of the plan, in accordance with such requirements as may be prescribed.

Statutory criteria for Superintendent's consent

(13) The Superintendent shall consent to the transfer of assets in accordance with the application if all of the following criteria, and such other criteria as may be prescribed, are satisfied:

1. Notice of the application for the Superintendent's consent has been given in accordance with this section to the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the single employer pension plan and to any trade union that represents members of the plan.
2. The employer of the single employer pension plan and the sponsors of the jointly sponsored pension

consentent à la conversion et au transfert d'éléments d'actif proposés ou sont réputés, conformément aux règlements, y avoir consenti.

Idem

(7) Le consentement des participants, des anciens participants, des participants retraités et des autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime de retraite à employeur unique à la conversion et au transfert d'éléments d'actif proposés doit être obtenu conformément aux exigences prescrites par règlement. Les règlements peuvent permettre à un syndicat de donner ce consentement au nom des participants au régime de retraite qu'il représente.

Idem

(8) Les règlements peuvent autoriser le surintendant à modifier les exigences prescrites pour établir si les participants au régime de retraite à employeur unique ont donné ou sont réputés avoir donné leur consentement et à modifier les exigences prescrites pour obtenir ce consentement.

Avis au surintendant

(9) L'administrateur avise le surintendant de la conversion et du transfert d'éléments d'actif proposés. L'avis doit être donné dans le délai prescrit et contenir les renseignements précisés par les règlements.

Exigence : consentement du surintendant

(10) Le transfert d'éléments d'actif n'est autorisé que si le surintendant y consent au préalable.

Demande d'obtention du consentement du surintendant

(11) L'employeur peut demander au surintendant de donner son consentement au transfert d'éléments d'actif du régime de retraite à employeur unique au régime de retraite conjoint.

Avis de demande

(12) L'administrateur fait en sorte qu'il soit donné avis de la demande de consentement du surintendant aux participants, aux anciens participants, aux participants retraités et aux autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime de retraite à employeur unique, ainsi qu'à tout syndicat qui représente des participants au régime, conformément aux exigences prescrites.

Critères légaux du consentement du surintendant

(13) Le surintendant consent au transfert d'éléments d'actif conformément à la demande si les critères suivants et les autres critères prescrits sont remplis :

1. Avis de la demande de consentement du surintendant a été donné conformément au présent article aux participants, aux anciens participants, aux participants retraités et aux autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime de retraite à employeur unique ainsi qu'à tout syndicat qui représente des participants au régime.
2. L'employeur du régime de retraite à employeur unique et les promoteurs du régime de retraite con-

plan have entered into an agreement with respect to the proposed transfer of assets.

3. Notice of the proposed conversion of the pension plan and transfer of assets has been given in accordance with this section to the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the plan, to any trade union that represents members of the plan and to the Superintendent.
4. Consent to the proposed conversion and transfer of assets has been given or is deemed to have been given, in accordance with this section, by the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the plan.
5. As of the effective date of the transfer, the employer is a participating employer under the jointly sponsored pension plan.
6. As of the effective date of the transfer, the transferred members and other transferees cease to be entitled to benefits under the single employer pension plan and they are entitled to benefits under the jointly sponsored pension plan.
7. As of the effective date of the transfer, the commuted value of the pension benefits provided under the jointly sponsored pension plan for the transferred members is not less than the commuted value of their pension benefits under the single employer pension plan.
8. As of the effective date of the transfer, the pension benefits provided under the jointly sponsored pension plan for the other transferees are, at a minimum, the same as the pension benefits provided for them under the single employer pension plan.
9. As of the effective date of the transfer, every transferred member is entitled to credit in the jointly sponsored pension plan for the period of his or her membership in the single employer pension plan for the purpose of determining eligibility for membership in, or entitlement to benefits under, the jointly sponsored pension plan.

Amount of assets to be transferred

(14) The regulations may authorize the Superintendent, in prescribed circumstances, to vary the amount of assets otherwise required to be transferred from the single employer pension plan to the jointly sponsored pension plan.

Surplus

(15) If any assets remain in the single employer pension plan after the transfer of assets under this section, the amount of the remaining assets, excluding any assets that relate to defined contribution benefits, is deemed to be surplus under the single employer pension plan.

joint ont conclu un accord à l'égard du transfert d'éléments d'actif proposé.

3. Avis de la conversion du régime de retraite et du transfert d'éléments d'actif qui sont proposés a été donné conformément au présent article aux participants, aux anciens participants, aux participants retraités et aux autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime, à tout syndicat qui représente des participants au régime et au surintendant.
4. Les participants, les anciens participants, les participants retraités et les autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime ont donné ou sont réputés avoir donné, conformément au présent article, leur consentement à la conversion et au transfert d'éléments d'actif proposés.
5. À la date de prise d'effet du transfert, l'employeur est un employeur participant au régime de retraite conjoint.
6. À la date de prise d'effet du transfert, les participants transférés et les autres personnes transférées cessent d'avoir droit à des prestations aux termes du régime de retraite à employeur unique et ils ont droit à des prestations aux termes du régime de retraite conjoint.
7. À la date de prise d'effet du transfert, la valeur de rachat des prestations de retraite offertes aux participants transférés par le régime de retraite conjoint n'est pas inférieure à celle des prestations de retraite qui leur sont offertes par le régime de retraite à employeur unique.
8. À la date de prise d'effet du transfert, les prestations de retraite offertes aux autres personnes transférées par le régime de retraite conjoint sont, au minimum, les mêmes que celles qui leur sont offertes par le régime de retraite à employeur unique.
9. À la date de prise d'effet du transfert, tous les participants transférés ont droit au crédit dans le régime de retraite conjoint pour la période de leur affiliation au régime de retraite à employeur unique, afin de déterminer l'admissibilité à l'affiliation au régime de retraite conjoint ou le droit aux prestations prévues par ce régime.

Montant d'éléments d'actif à transférer

(14) Les règlements peuvent autoriser le surintendant, dans les circonstances prescrites, à modifier le montant d'éléments d'actif qui devrait être transféré par ailleurs du régime de retraite à employeur unique au régime de retraite conjoint.

Excédent

(15) S'il reste des éléments d'actif dans le régime de retraite à employeur unique après le transfert d'éléments d'actif visé au présent article, le montant du reliquat, à l'exclusion des éléments d'actif qui se rapportent à des prestations à cotisation déterminée, est réputé être un excédent aux termes du régime de retraite à employeur unique.

Exclusion from grow-in benefits

(16) If the jointly sponsored pension plan and its members are excluded from the operation of section 74 (grow-in benefits for members) on the effective date of the transfer of assets, the transferred members are excluded from the operation of section 74 as of that date.

Cancellation, etc., of special payments

(17) If, before the effective date of the transfer of assets, the employer is required to make special payments under the single employer pension plan in respect of a going concern unfunded liability or solvency deficiency, the regulations may specify circumstances in which the requirement to make special payments on or after the effective date of the transfer of assets is cancelled or the amount of the special payments is reduced, and the regulations may impose conditions relating to the cancellation or reduction.

Withdrawal as participating employer

(18) If, after the transfer of assets, the employer withdraws as a participating employer in the jointly sponsored pension plan, the employer shall, in the prescribed circumstances, pay the prescribed amount into the pension fund of the jointly sponsored pension plan for the benefit of the transferred members and other transferees.

Conflict

(19) This section prevails over any document that creates and supports the single employer pension plan or the jointly sponsored pension plan and over any collective agreement and it prevails despite any trust that may exist in favour of any person.

Crown immunity

(20) The following rules apply with respect to the transfer of assets from the single employer pension plan to the jointly sponsored pension plan, if the transfer complies with this Act and the regulations:

1. Any reduction in the amount or the commuted value of a pension benefit, an ancillary benefit, a pension or a deferred pension that results from the transfer of assets is deemed not to constitute an expropriation.
2. No amount on account of damages, compensation or costs is owing or payable to any person and no remedy is available to any person against the Crown in connection with the transfer of assets. This rule does not apply with respect to an arbitration proceeding under section 77.12.
3. No action, claim or demand that is directly or indirectly related to the transfer of assets may be brought or maintained against the Crown. This rule does not apply with respect to an arbitration proceeding under section 77.12.

Expenses incurred by trade union

(21) If a trade union that represents members of the single employer pension plan is entitled to vote on the

Exclusion : droits d'acquisition réputée

(16) Si le régime de retraite conjoint et ses participants sont soustraits à l'effet de l'article 74 (droits d'acquisition réputée des participants) à la date de prise d'effet du transfert d'éléments d'actif, les participants transférés sont soustraits à l'effet de cet article à partir de cette date.

Annulation ou réduction des paiements spéciaux

(17) Si, avant la date de prise d'effet du transfert d'éléments d'actif, l'employeur est tenu de faire des paiements spéciaux aux termes du régime de retraite à employeur unique à l'égard d'un passif à long terme non capitalisé ou d'un déficit de solvabilité, les règlements peuvent préciser les circonstances dans lesquelles l'obligation de faire des paiements spéciaux à la date de prise d'effet du transfert d'éléments d'actif ou par la suite est annulée ou le montant des paiements spéciaux est réduit et ils peuvent assortir l'annulation ou la réduction de conditions.

Retrait d'un employeur participant

(18) Si, après le transfert d'éléments d'actif, l'employeur se retire en tant qu'employeur participant au régime de retraite conjoint, l'employeur verse, dans les circonstances prescrites, le montant prescrit à la caisse de retraite du régime de retraite conjoint au profit des participants transférés et des autres personnes transférées.

Incompatibilité

(19) Le présent article l'emporte sur tout document qui crée le régime de retraite à employeur unique ou le régime de retraite conjoint et qui en justifie l'existence ainsi que sur toute convention collective, et ce, malgré toute fiducie qui existe en faveur d'une personne quelconque.

Immunité de la Couronne

(20) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard du transfert d'éléments d'actif du régime de retraite à employeur unique au régime de retraite conjoint si le transfert est conforme à la présente loi et aux règlements :

1. Toute réduction du montant ou de la valeur de rachat d'une prestation de retraite, d'une prestation accessoire, d'une pension ou d'une pension différée qui résulte du transfert d'éléments d'actif est réputée ne pas constituer une expropriation.
2. Aucune somme n'est due ou payable à qui que ce soit au titre de dommages-intérêts, d'indemnités ou de frais et nul ne peut se prévaloir d'un recours contre la Couronne relativement au transfert d'éléments d'actif. La présente règle ne s'applique pas à l'égard d'un arbitrage prévu à l'article 77.12.
3. Aucune action, réclamation ou revendication qui se rapporte directement ou indirectement au transfert d'éléments d'actif ne peut être introduite ou poursuivie contre la Couronne. La présente règle ne s'applique pas à l'égard d'un arbitrage prévu à l'article 77.12.

Dépenses engagées par un syndicat

(21) Si un syndicat qui représente des participants au régime de retraite à employeur unique a le droit de voter

conversion and transfer of assets on behalf of the members, the trade union is entitled to be reimbursed from the pension fund its reasonable fees and expenses, of the type that are prescribed, relating to the vote.

Order to return contributions

(22) If the transfer of assets does not comply with this Act or the regulations, the Superintendent may, by order, require the administrator of the jointly sponsored pension plan to pay to a transferred member from the pension fund the amount by which the transferred member's contributions, made on or after the effective date of the transfer of assets, exceed the amount that would have been payable by him or her if the transfer had not been implemented, with interest calculated in the prescribed manner.

Enforcement

(23) Subject to section 89, an order under subsection (22), exclusive of the reasons therefor, may be filed in the Superior Court of Justice and is thereupon enforceable as an order of that court.

Definitions

(24) In this section,

“other transferees” means the individuals who are former members, retired members and other persons entitled to benefits under the single employer pension plan immediately before the effective date of the transfer of assets described in this section to the jointly sponsored pension plan; (“autres personnes transférées”)

“transferred members” means the individuals who are members of the single employer pension plan immediately before the effective date of the transfer of assets described in this section to the jointly sponsored pension plan. (“participants transférés”)

10. The Act is amended by adding the following section:

CONVERSION OF SINGLE EMPLOYER PENSION PLANS

Conversion by amending the pension plan

81.0.1 (1) This section applies with respect to single employer pension plans that are public sector pension plans and with respect to prescribed pension plans or classes of pension plans.

Proposed conversion

(2) This section applies if an employer proposes to convert a single employer pension plan that provides defined benefits into a jointly sponsored pension plan, and proposes to implement the conversion by amending the pension plan.

Restriction re: filing of amendments

(3) Amendments to the pension plan to convert it into a

sur la conversion et le transfert d'éléments d'actif au nom des participants, il a droit au remboursement sur la caisse de retraite des honoraires et dépenses raisonnables, du type prescrit, qu'il engage relativement au vote.

Ordre de restituer des cotisations

(22) Si le transfert d'éléments d'actif n'est pas conforme à la présente loi ou aux règlements, le surintendant peut, par ordre, exiger que l'administrateur du régime de retraite conjoint paie sur la caisse de retraite, à un participant transféré, l'excédent des cotisations que le participant a versées à la date de prise d'effet du transfert d'éléments d'actif ou par la suite sur la somme qu'il aurait eu à payer si le transfert n'avait pas eu lieu, majoré des intérêts calculés de la manière prescrite.

Exécution

(23) Sous réserve de l'article 89, l'ordre rendu en vertu du paragraphe (22), à l'exclusion de ses motifs, peut être déposé à la Cour supérieure de justice et devient exécutoire comme s'il s'agissait d'une ordonnance de ce tribunal.

Définitions

(24) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«autres personnes transférées» Les particuliers qui sont des anciens participants, des participants retraités et d'autres personnes ayant droit à des prestations aux termes du régime de retraite à employeur unique immédiatement avant la date de prise d'effet du transfert d'éléments d'actif au régime de retraite conjoint effectué aux termes du présent article. («other transferees»)

«participants transférés» Les particuliers qui sont des participants au régime de retraite à employeur unique immédiatement avant la date de prise d'effet du transfert d'éléments d'actif au régime de retraite conjoint effectué aux termes du présent article. («transferred members»)

10. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

CONVERSION DE RÉGIMES DE RETRAITE À EMPLOYEUR UNIQUE

Conversion par modification du régime de retraite

81.0.1 (1) Le présent article s'applique à l'égard des régimes de retraite à employeur unique qui sont des régimes de retraite du secteur public et à l'égard des régimes de retraite prescrits ou des catégories prescrites de régimes de retraite.

Conversion proposée

(2) Le présent article s'applique si un employeur propose de convertir un régime de retraite à employeur unique qui offre des prestations déterminées en un régime de retraite conjoint et d'effectuer la conversion en modifiant le régime.

Restriction relative au dépôt des modifications

(3) Les modifications à apporter au régime de retraite

jointly sponsored pension plan cannot be filed under section 12 until the requirements of this section are satisfied.

Requirements re: defined contribution benefits

(4) If the single employer pension plan provides defined contribution benefits as well as defined benefits, the conversion of the pension plan is not authorized unless the employer complies with such requirements relating to the defined contribution benefits as may be prescribed.

Notice of proposed conversion

(5) The administrator shall give notice of the proposed conversion to the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the plan, in accordance with such requirements as may be prescribed by regulation, and the notice must contain the following information and such other information as may be prescribed:

1. A statement that the employer and the members of a jointly sponsored pension plan are required to make contributions in respect of any going concern unfunded liability and solvency deficiency, if applicable, and that these contributions may be required in respect of benefits that accrued before the date of the conversion.
2. A statement indicating that on the wind up of a jointly sponsored pension plan, the amount or commuted value of a pension benefit, a deferred pension or an ancillary benefit may be reduced.
3. A statement that pension benefits provided by jointly sponsored pension plans are not guaranteed by the Guarantee Fund.

Same, for trade union

(6) The administrator shall give notice of the proposed conversion to any trade union that represents members of the pension plan, and the notice must be given within the prescribed period and must contain the information specified by the regulations.

Requirement re: consent of members, etc.

(7) The conversion of the pension plan is not authorized unless the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the plan consent to the conversion, or are deemed in accordance with the regulations to have consented to the conversion.

Same

(8) The consent of the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the pension plan to the proposed conversion of the plan must be obtained in accordance with such requirements as may be prescribed by regulation, and the regulations may permit a trade union that represents members of the pension plan to consent on their behalf.

pour le convertir en un régime de retraite conjoint ne peuvent pas être déposées en application de l'article 12 tant que les exigences du présent article ne sont pas remplies.

Exigences : prestations à cotisation déterminée

(4) Si le régime de retraite à employeur unique offre des prestations à cotisation déterminée ainsi que des prestations déterminées, la conversion du régime de retraite n'est autorisée que si l'employeur se conforme aux exigences prescrites relatives aux prestations à cotisation déterminée.

Avis de la conversion proposée

(5) L'administrateur donne un avis de la conversion proposée aux participants, aux anciens participants, aux participants retraités et aux autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime, conformément aux exigences prescrites par règlement. L'avis contient les renseignements suivants et tout autre renseignement prescrit :

1. Une mention indiquant que l'employeur et les participants à un régime de retraite conjoint sont tenus de verser des cotisations à l'égard de tout passif à long terme non capitalisé et de tout déficit de solvabilité, s'il y a lieu, et que ces cotisations peuvent être exigées à l'égard des prestations accumulées avant la date de la conversion.
2. Une mention indiquant qu'à la liquidation d'un régime de retraite conjoint, le montant ou la valeur de rachat d'une prestation de retraite, d'une pension différée ou d'une prestation accessoire peut être réduit.
3. Une mention indiquant que les prestations de retraite offertes par les régimes de retraite conjoints ne sont pas garanties par le Fonds de garantie.

Idem : syndicat

(6) L'administrateur donne un avis de la conversion proposée à tout syndicat qui représente des participants au régime de retraite. L'avis doit être donné dans le délai prescrit et contenir les renseignements précisés par les règlements.

Exigence : consentement des participants et autres personnes

(7) La conversion du régime de retraite n'est autorisée que si les participants, les anciens participants, les participants retraités et les autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime consentent à la conversion ou sont réputés, conformément aux règlements, y avoir consenti.

Idem

(8) Le consentement des participants, des anciens participants, des participants retraités et des autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime de retraite à la conversion proposée du régime doit être obtenu conformément aux exigences prescrites par règlement. Les règlements peuvent permettre à un syndicat de donner ce consentement au nom des participants au régime de retraite qu'il représente.

Same

(9) The regulations may authorize the Superintendent to vary the prescribed requirements for determining whether consent is given or is deemed to have been given by the members of the pension plan, and to vary the prescribed requirements for obtaining their consent.

Notice to Superintendent

(10) The administrator shall give notice of the proposed conversion to the Superintendent and the notice must be given within the prescribed period and must contain the information specified by the regulations.

Requirement re: consent of Superintendent

(11) The conversion of the pension plan is not authorized unless the Superintendent consents to it in advance.

Application for consent

(12) The employer may apply for the Superintendent's consent to the proposed conversion of the pension plan.

Notice of application

(13) The administrator shall ensure that notice of the application for the Superintendent's consent is given to members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the plan, and to any trade union that represents members of the plan, in accordance with such requirements as may be prescribed.

Statutory criteria for Superintendent's consent

(14) The Superintendent shall consent to the conversion of the pension plan in accordance with the application if all of the following criteria and such other criteria as may be prescribed are satisfied:

1. Notice of the application for the Superintendent's consent has been given in accordance with this section to the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the plan, and to any trade union that represents members of the plan.
2. Notice of the proposed conversion has been given in accordance with this section to the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the plan, to any trade union that represents members of the plan and to the Superintendent.
3. Consent to the proposed conversion has been given or is deemed to have been given, in accordance with this section, by the members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the plan.
4. The effective date of the conversion has been determined in accordance with the regulations.
5. As of the effective date of the conversion, the commuted value of the pension benefits provided for the members is not less than the commuted val-

Idem

(9) Les règlements peuvent autoriser le surintendant à modifier les exigences prescrites pour établir si les participants au régime de retraite ont donné ou sont réputés avoir donné leur consentement et à modifier les exigences prescrites pour obtenir ce consentement.

Avis au surintendant

(10) L'administrateur avise le surintendant de la conversion proposée. L'avis doit être donné dans le délai prescrit et contenir les renseignements précisés par les règlements.

Exigence : consentement du surintendant

(11) La conversion du régime de retraite n'est autorisée que si le surintendant y consent au préalable.

Demande de consentement

(12) L'employeur peut demander au surintendant de donner son consentement à la conversion du régime de retraite proposée.

Avis de demande

(13) L'administrateur fait en sorte qu'il soit donné avis de la demande de consentement du surintendant aux participants, aux anciens participants, aux participants retraités et aux autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime, ainsi qu'à tout syndicat qui représente des participants au régime, conformément aux exigences prescrites.

Critères légaux du consentement du surintendant

(14) Le surintendant consent à la conversion du régime de retraite conformément à la demande si les critères suivants et les autres critères prescrits sont remplis :

1. Avis de la demande de consentement du surintendant a été donné conformément au présent article aux participants, aux anciens participants, aux participants retraités et aux autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime ainsi qu'à tout syndicat qui représente des participants au régime.
2. Avis de la conversion proposée a été donné conformément au présent article aux participants, aux anciens participants, aux participants retraités et aux autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime, à tout syndicat qui représente des participants au régime et au surintendant.
3. Les participants, les anciens participants, les participants retraités et les autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime ont donné ou sont réputés avoir donné, conformément au présent article, leur consentement à la conversion proposée.
4. La date de prise d'effet de la conversion a été fixée conformément aux règlements.
5. À la date de prise d'effet de la conversion, la valeur de rachat des prestations de retraite offertes aux participants n'est pas inférieure à celle des presta-

ue of their pension benefits under the single employer pension plan.

6. As of the effective date of the conversion, the pension benefits provided for former members, retired members and other persons entitled to benefits under the plan are, at a minimum, the same as their pension benefits under the single employer pension plan.

7. If the plan has a going concern unfunded liability or solvency deficiency as of the effective date of the conversion, the employer is required to make contributions in accordance with the regulations to liquidate the liability or deficiency.

Conflict

(15) This section prevails over any document that creates and supports the pension plan and over any collective agreement and it prevails despite any trust that may exist in favour of any person.

Crown immunity

(16) The following rules apply with respect to the conversion of the pension plan, if the conversion complies with this Act and the regulations:

1. Any reduction in the amount or the commuted value of a pension benefit, an ancillary benefit, a pension or a deferred pension that results from the conversion is deemed not to constitute an expropriation.
2. No amount on account of damages, compensation or costs is owing or payable to any person and no remedy is available to any person against the Crown in connection with the conversion.
3. No action, claim or demand that is directly or indirectly related to the conversion may be brought or maintained against the Crown.

Expenses incurred by trade union

(17) If a trade union that represents members of the pension plan is entitled to vote on the conversion on behalf of the members, the trade union is entitled to be reimbursed from the pension fund its reasonable fees and expenses, of the type that are prescribed, relating to the vote.

Order to return contributions

(18) If the conversion of the pension plan does not comply with this Act or the regulations, the Superintendent may, by order, require the administrator to pay to a member of the pension plan from the pension fund the amount by which the member's contributions, made on or after the effective date of the conversion, exceed the amount that would have been payable by him or her if the conversion had not been implemented, with interest calculated in the prescribed manner.

Enforcement

(19) Subject to section 89, an order under subsection (18), exclusive of the reasons therefor, may be filed in the

tions de retraite qui leur sont offertes par le régime de retraite à employeur unique.

6. À la date de prise d'effet de la conversion, les prestations de retraite offertes aux anciens participants, aux participants retraités et aux autres personnes qui ont droit à des prestations aux termes du régime sont, au minimum, les mêmes que celles qui leur sont offertes par le régime de retraite à employeur unique.

7. Si le régime affiche un passif à long terme non capitalisé ou un déficit de solvabilité à la date de prise d'effet de la conversion, l'employeur est tenu de cotiser conformément aux règlements pour acquitter le passif ou le déficit.

Incompatibilité

(15) Le présent article l'emporte sur tout document qui crée le régime de retraite et qui en justifie l'existence ainsi que sur toute convention collective, et ce, malgré toute fiducie qui existe en faveur d'une personne quelconque.

Immunité de la Couronne

(16) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard de la conversion du régime de retraite si elle est conforme à la présente loi et aux règlements :

1. Toute réduction du montant ou de la valeur de rachat d'une prestation de retraite, d'une prestation accessoire, d'une pension ou d'une pension différée qui résulte de la conversion est réputée ne pas constituer une expropriation.
2. Aucune somme n'est due ou payable à qui que ce soit au titre de dommages-intérêts, d'indemnités ou de frais et nul ne peut se prévaloir d'un recours contre la Couronne relativement à la conversion.
3. Aucune action, réclamation ou revendication qui se rapporte directement ou indirectement à la conversion ne peut être introduite ou poursuivie contre la Couronne.

Dépenses engagées par un syndicat

(17) Si un syndicat qui représente des participants au régime de retraite a le droit de voter sur la conversion au nom des participants, il a droit au remboursement sur la caisse de retraite des honoraires et dépenses raisonnables, du type prescrit, qu'il engage relativement au vote.

Ordre de restituer des cotisations

(18) Si la conversion du régime de retraite n'est pas conforme à la présente loi ou aux règlements, le surintendant peut, par ordre, exiger que l'administrateur paie sur la caisse de retraite, à un participant au régime de retraite, l'excédent des cotisations que le participant a versées à la date de prise d'effet de la conversion ou par la suite sur la somme qu'il aurait eu à payer si la conversion n'avait pas eu lieu, majoré des intérêts calculés de la manière prescrite.

Exécution

(19) Sous réserve de l'article 89, l'ordre rendu en vertu du paragraphe (18), à l'exclusion de ses motifs, peut être

Superior Court of Justice and is thereupon enforceable as an order of that court.

Commencement

11. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

déposé à la Cour supérieure de justice et devient exécutoire comme s'il s'agissait d'une ordonnance de ce tribunal.

Entrée en vigueur

11. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 25
PREPAID HOSPITAL
AND MEDICAL SERVICES ACT**

1. Section 14.1 of the *Prepaid Hospital and Medical Services Act* is amended by striking out “under sections 29, 30, 31, 443 and 444 of the *Insurance Act*” at the end and substituting “under sections 442.1, 442.2, 442.3, 443 and 444 of the *Insurance Act*”.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* receives Royal Assent.

**ANNEXE 25
LOI SUR LES SERVICES HOSPITALIERS
ET MÉDICAUX PRÉPAYÉS**

1. L'article 14.1 de la *Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés* est modifié par remplacement de «les articles 29, 30, 31, 443 et 444 de la *Loi sur les assurances*» par «les articles 442.1, 442.2, 442.3, 443 et 444 de la *Loi sur les assurances*».

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 26
SECURITIES ACT**

1. (1) The definition of “distribution contract” in subsection 1 (1) of the *Securities Act* is repealed and the following substituted:

“distribution contract” means a contract between an investment fund or its trustees or other legal representative and a person or company under which that person or company is granted the right to purchase the shares or units of the investment fund for distribution or to distribute the shares or units of the investment fund on behalf of the investment fund; (“contrat de placement”)

(2) The definition of “management contract” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “a mutual fund” and substituting “an investment fund”.

(3) Clauses (b), (c) and (d) of the definition of “market participant” in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

- (b) a person or company exempted from the requirement to be registered under this Act,
- (c) a reporting issuer,
- (c.1) a person or company that has issued securities to a registrant or through a registrant acting as agent,
- (c.2) a director, officer or promoter of a person or company described in clause (c) or (c.1),
- (d) a manager or custodian of assets, shares or units of an investment fund,

(4) The definition of “market participant” in subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (i.1) a person or company that is exempt from the requirement under section 21, 21.1, 21.2 or 21.2.1 to be recognized by the Commission,

(5) Clause (l) of the definition of “market participant” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “a reporting issuer” and substituting “an issuer”.

(6) Clause (m) of the definition of “market participant” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “a reporting issuer” and substituting “an issuer”.

(7) The definition of “market participant” in subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (o.1) the MFDA Investor Protection Corporation,

2. Section 20 of the Act is repealed and the following substituted:

Compliance reviews

20. (1) The Commission may designate in writing one

**ANNEXE 26
LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES**

1. (1) La définition de «contrat de placement» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les valeurs mobilières* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«contrat de placement» Contrat entre un fonds d'investissement ou ses fiduciaires ou autres ayants droit et une personne ou une compagnie qui donne à cette personne ou compagnie le droit d'acheter les actions ou les parts du fonds d'investissement en vue d'un placement ou le droit de les placer pour le compte du fonds d'investissement. («distribution contract»)

(2) La définition de «contrat de gestion» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «un fonds mutuel» par «un fonds d'investissement».

(3) Les alinéas b), c) et d) de la définition de «participant au marché» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- b) une personne ou compagnie qui est dispensée de l'inscription prévue par la présente loi;
- c) un émetteur assujetti;
- c.1) une personne ou compagnie qui a émis des valeurs mobilières en faveur d'une personne ou compagnie inscrite ou par l'entremise d'une personne ou compagnie inscrite qui agit comme mandataire;
- c.2) un administrateur, dirigeant ou promoteur d'une personne ou compagnie visée à l'alinéa c) ou c.1);
- d) un gestionnaire ou dépositaire d'actifs, d'actions ou de parts d'un fonds d'investissement;

(4) La définition de «participant au marché» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de l'alinéa suivant :

- i.1) une personne ou compagnie qui est dispensée de l'obligation, prévue à l'article 21, 21.1, 21.2 ou 21.2.1, d'être reconnue par la Commission;

(5) L'alinéa l) de la définition de «participant au marché» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «d'un émetteur assujetti» par «d'un émetteur».

(6) L'alinéa m) de la définition de «participant au marché» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «d'un émetteur assujetti» par «d'un émetteur».

(7) La définition de «participant au marché» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de l'alinéa suivant :

- o.1) la Corporation de protection des investisseurs de l'ACFM;

2. L'article 20 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Examen de la conformité

20. (1) La Commission peut désigner par écrit une ou

or more persons to review the books, records and documents of a market participant for the purpose of determining whether Ontario securities law is being complied with.

Same, exemption from prospectus requirement

(2) The Commission may designate in writing one or more persons to review the books, records and documents of an issuer that has distributed securities in reliance on an exemption from the prospectus requirement for the purpose of determining whether the issuer has complied with the requirements, conditions and restrictions of the exemption relied on for the distribution.

Same, derivatives

(3) The Commission may designate in writing one or more persons for the purpose of reviewing the books, records and documents that are required to be kept by a person or company under the regulations with respect to derivatives.

Powers of compliance reviewer

(4) A person conducting a compliance review may, on production of his or her designation, do the following:

1. In respect of a compliance review under subsection (1) or (2),
 - i. enter the business premises of any market participant or issuer referred to in subsection (2) during business hours, and
 - ii. inquire into and examine the books, records and documents of the market participant or issuer, and make copies of the books, records and documents.
2. In respect of a compliance review under subsection (3),
 - i. enter the business premises of any person or company during business hours, and
 - ii. inquire into and examine the books, records and documents of the person or company that are required to be kept under the regulations with respect to derivatives, and make copies of the books, records and documents.

Fees

(5) A person or company in respect of which a compliance review is conducted under this section shall pay the Commission such fees as may be prescribed by the regulations.

3. (1) Section 20.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, issuer other than reporting issuer or mutual fund in Ontario

(1.1) The Commission or any member, employee or agent of the Commission may conduct a review of an issuer other than a reporting issuer or mutual fund in Ontario for the purpose of determining whether disclosure requirements under Ontario securities law applicable to

plusieurs personnes pour examiner les livres, dossiers et documents d'un participant au marché afin de déterminer s'il y a conformité au droit ontarien des valeurs mobilières.

Idem : dispense de prospectus

(2) La Commission peut désigner par écrit une ou plusieurs personnes pour examiner les livres, dossiers et documents d'un émetteur qui a placé des valeurs mobilières en se prévalant d'une dispense de prospectus afin de déterminer s'il s'est conformé aux exigences, conditions et restrictions de la dispense invoquée pour le placement.

Idem : produits dérivés

(3) La Commission peut désigner par écrit une ou plusieurs personnes pour examiner les livres, dossiers et documents que doit tenir une personne ou une compagnie en application des règlements concernant les produits dérivés.

Pouvoirs de l'examineur

(4) La personne qui procède à un examen de la conformité peut, sur présentation de sa désignation, faire ce qui suit :

1. Dans le cadre d'un examen de la conformité effectué en vertu du paragraphe (1) ou (2) :
 - i. pénétrer dans les locaux commerciaux de tout participant au marché ou émetteur visé au paragraphe (2) pendant les heures d'ouverture,
 - ii. examiner les livres, dossiers et documents du participant au marché ou de l'émetteur, et en tirer des copies.
2. Dans le cadre d'un examen de la conformité effectué en vertu du paragraphe (3) :
 - i. pénétrer dans les locaux commerciaux de toute personne ou compagnie pendant les heures d'ouverture,
 - ii. examiner les livres, dossiers et documents de la personne ou de la compagnie dont les règlements exigent la tenue à l'égard des produits dérivés, et en tirer des copies.

Droits

(5) La personne ou la compagnie qui fait l'objet d'un examen de la conformité effectué en vertu du présent article verse à la Commission les droits que prescrivent les règlements.

3. (1) L'article 20.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : émetteur autre qu'un émetteur assujéti ou fonds mutuel de l'Ontario

(1.1) La Commission ou tout membre, employé ou mandataire de celle-ci peut effectuer un examen d'un émetteur autre qu'un émetteur assujéti ou un fonds mutuel de l'Ontario afin de déterminer s'il y a conformité aux exigences de divulgation prévues par le droit ontarien

the issuer are being complied with, on a basis to be determined at the discretion of the Commission or the Director.

(2) Subsection 20.1 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Information and documents

(2) An issuer that is subject to a review under this section shall, at such time or times as the Commission or Director may require, deliver to the Commission or Director any information and documents relevant to the review.

(3) Subsection 20.1 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Prohibition on certain representations

(4) An issuer, or any person or company acting on behalf of an issuer, shall not make any representation, written or oral, that the Commission has in any way passed upon the merits of the disclosure record of the issuer.

4. (1) Section 71 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exchange traded funds

(1.2) Subsection (1) does not apply in respect of a distribution of a prescribed investment fund security trading on an exchange or an alternative trading system.

Obligation to deliver prospectus

(1.3) A dealer acting as agent of the purchaser who receives an order from the purchaser for a purchase of a prescribed investment fund security trading on an exchange or an alternative trading system shall send or deliver to the purchaser a prescribed disclosure document in accordance with the regulations.

(2) Section 71 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, exchange traded funds

(2.1) A purchase referred to in subsection (1.3) is not binding on the purchaser in the circumstances prescribed by the regulations.

(3) Subsection 71 (4) of the Act is amended by striking out “subsection (1.1)” and substituting “subsection (1.1) or (1.3)”.

(4) Subsection 71 (7) of the Act is amended by striking out “this section, a dealer” and substituting “this section, except subsection (1.3), a dealer”.

5. Section 106 of the Act is repealed and the following substituted:

Definitions

106. (1) In this Part,

“investment fund” means, except in sections 111, 112, 116 and 121.1, an investment fund that is a reporting issuer; (“fonds d’investissement”)

des valeurs mobilières, selon les modalités que détermine, à sa discrétion, la Commission ou le directeur.

(2) Le paragraphe 20.1 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Renseignements et documents

(2) L’émetteur qui fait l’objet d’un examen effectué en vertu du présent article présente à la Commission ou au directeur, au moment où ils l’exigent, les renseignements et les documents qui se rapportent à l’examen.

(3) Le paragraphe 20.1 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction relative à certaines déclarations

(4) L’émetteur, ou toute personne ou compagnie agissant pour son compte, ne doit faire aucune déclaration verbale ou écrite selon laquelle la Commission s’est, d’une façon ou d’une autre, prononcée sur les mérites du dossier de divulgation de l’émetteur.

4. (1) L’article 71 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Fonds négociés en bourse

(1.2) Le paragraphe (1) ne s’applique pas à l’égard du placement d’une valeur mobilière de fonds d’investissement négociée en bourse ou sur un système de négociation parallèle qui est prescrite.

Obligation de remettre le prospectus

(1.3) Le courtier qui agit en qualité de mandataire de l’acheteur et qui reçoit de ce dernier un ordre d’achat d’une valeur mobilière de fonds d’investissement négociée en bourse ou sur un système de négociation parallèle qui est prescrite envoie ou remet à l’acheteur, conformément aux règlements, un document d’information prescrit.

(2) L’article 71 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : fonds négocié en bourse

(2.1) L’achat visé au paragraphe (1.3) ne lie pas l’acheteur dans les circonstances prescrites par règlement.

(3) Le paragraphe 71 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «au paragraphe (1.1)» par «au paragraphe (1.1) ou (1.3)».

(4) Le paragraphe 71 (7) de la Loi est modifié par remplacement de «du présent article, un courtier» par «du présent article, sauf le paragraphe (1.3), un courtier».

5. L’article 106 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

106. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«fonds d’investissement» Sauf aux articles 111, 112, 116 et 121.1, fonds d’investissement qui est un émetteur assujéti. («investment fund»)

“mutual fund” means a mutual fund that is a reporting issuer; (“fonds mutuel”)

“related investment funds” includes more than one investment fund under common management; (“fonds d’investissement liés”)

“related person or company”, in relation to an investment fund, means a person in whom, or a company in which, the investment fund, its management company and its distribution company are prohibited by the provisions of this Part from making any investment. (“personne ou compagnie liée”)

Same

(2) For the purpose of this Part,

- (a) any issuer in which an investment fund holds in excess of 10 per cent of the voting securities or in which the investment fund and related investment funds hold in excess of 20 per cent of the voting securities shall be deemed to be a related person or company of that investment fund or of each of those investment funds; and
- (b) the acquisition or disposition by an insider of a put, call or other transferable option with respect to a security shall be deemed to be a change in the beneficial ownership of the security to which such put, call or other transferable option relates.

6. The definition of “investment” in subsection 110 (1) of the Act is amended by striking out “by a mutual fund” and substituting “by an investment fund” and by striking out “of the mutual fund” and substituting “of the investment fund”.

7. Section 111 of the Act is repealed and the following substituted:

Loans of investment funds

111. (1) No investment fund shall knowingly make an investment by way of loan to,

- (a) any officer or director of the investment fund, its management company or distribution company or an associate of any of them;
- (b) any individual, where the individual or an associate of the individual is a substantial security holder of the investment fund, its management company or distribution company.

Investments of investment funds, etc.

(2) No investment fund shall knowingly make an investment,

- (a) in any person or company who is a substantial security holder of the investment fund, its management company or its distribution company;

«fonds d’investissement liés» S’entend notamment de deux ou de plusieurs fonds d’investissement en gestion commune. («related investment funds»)

«fonds mutuel» Fonds mutuel qui est un émetteur assujéti. («mutual fund»)

«personne ou compagnie liée» À l’égard d’un fonds d’investissement, personne ou compagnie dans laquelle le fonds d’investissement ainsi que sa compagnie de gestion et sa compagnie de placement ne peuvent faire aucun investissement en raison des interdictions contenues dans la présente partie. («related person or company»)

Idem

(2) Pour l’application de la présente partie :

- a) tout émetteur dont un fonds d’investissement détient plus de 10 % des valeurs mobilières avec droit de vote, ou dont ce fonds d’investissement et des fonds d’investissement liés détiennent plus de 20 % des valeurs mobilières avec droit de vote, est réputé être une personne ou une compagnie liée au fonds d’investissement ou à chacun des fonds d’investissement;
- b) l’acquisition ou l’aliénation par un initié d’une option de vente, d’une option d’achat ou d’une autre option transférable sur une valeur mobilière est réputée constituer un changement dans la propriété bénéficiaire de la valeur mobilière qui fait l’objet de l’option.

6. La définition de «investissement» au paragraphe 110 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «par un fonds mutuel» par «par un fonds d’investissement».

7. L’article 111 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prêts des fonds d’investissement de l’Ontario

111. (1) Aucun fonds d’investissement ne doit, sciemment, effectuer un investissement en consentant un prêt :

- a) à un dirigeant ou un administrateur du fonds d’investissement ou de sa compagnie de gestion ou de sa compagnie de placement ou à une personne qui a un lien avec l’un d’eux;
- b) à un particulier, si ce particulier, ou une personne qui a un lien avec lui, est un détenteur important de valeurs mobilières du fonds d’investissement ou de sa compagnie de gestion ou de sa compagnie de placement.

Investissements des fonds d’investissement, etc.

(2) Aucun fonds d’investissement ne doit, sciemment, effectuer un investissement :

- a) dans une personne ou une compagnie qui est un détenteur important de valeurs mobilières du fonds d’investissement ou de sa compagnie de gestion ou de sa compagnie de placement;

- (b) in any person or company in which the investment fund, alone or together with one or more related investment funds, is a substantial security holder; or
- (c) in an issuer in which any of the following has a significant interest:
 - (i) any officer or director of the investment fund, its management company or distribution company or an associate of any of them; or
 - (ii) any person or company who is a substantial security holder of the investment fund, its management company or its distribution company.

Divesting of prohibited loans and investments

(3) No mutual fund in Ontario or its management company or its distribution company shall knowingly hold an investment made after September 15, 1979 and before the day this section comes into force if the investment is an investment described in this section.

Same

(4) No investment fund or its management company or its distribution company shall knowingly hold an investment made on or after the day this section comes into force if the investment is an investment described in this section.

Interpretation

(5) In this section,

“investment fund” means a mutual fund in Ontario or a non-redeemable investment fund that is a reporting issuer.

8. Section 112 of the Act is amended by striking out “No mutual fund” at the beginning and substituting “No investment fund”.

9. (1) Clause 113 (a) of the Act is amended by striking out “a mutual fund” and substituting “an investment fund”.

(2) Clause 113 (b) of the Act is amended by striking out “a mutual fund” and substituting “an investment fund”.

10. Section 114 of the Act is amended by striking out “a mutual fund” and substituting “an investment fund” and by striking out “the mutual fund” and substituting “the investment fund”.

11. (1) Subsection 115 (1) of the Act is amended by striking out “No mutual fund” at the beginning and substituting “No investment fund” and by striking out “the mutual fund” wherever it appears and substituting in each case “the investment fund”.

(2) Subsection 115 (2) of the Act is amended by striking out “a mutual fund” and substituting “an investment fund” and by striking out “the mutual fund” at the end and substituting “the investment fund”.

- b) dans une personne ou une compagnie dont le fonds d'investissement, seul ou avec un ou plusieurs fonds d'investissement liés, est un détenteur important de valeurs mobilières;
- c) dans un émetteur dont un intérêt appréciable est détenu :
 - (i) soit par un dirigeant ou un administrateur du fonds d'investissement ou de sa compagnie de gestion ou de sa compagnie de placement ou une personne qui a un lien avec l'un d'eux,
 - (ii) soit par une personne ou une compagnie qui est un détenteur important de valeurs mobilières du fonds d'investissement ou de sa compagnie de gestion ou de sa compagnie de placement.

Obligation de se départir des prêts ou investissements interdits

(3) Ni les fonds mutuels de l'Ontario ni leurs compagnies de gestion ou de placement ne doivent, sciemment, détenir un investissement effectué après le 15 septembre 1979, mais avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, si cet investissement est visé par le présent article.

Idem

(4) Ni les fonds d'investissement ni leurs compagnies de gestion ou de placement ne doivent, sciemment, détenir un investissement effectué le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite si cet investissement est visé par le présent article.

Définition

(5) La définition qui suit s'applique au présent article.

«fonds d'investissement» Fonds mutuel de l'Ontario ou fonds d'investissement à capital fixe qui est un émetteur assujéti.

8. L'article 112 de la Loi est modifié par remplacement de «Ni les fonds mutuels» par «Ni les fonds d'investissement» au début de l'article.

9. (1) L'alinéa 113 a) de la Loi est modifié par remplacement de «d'un fonds mutuel» par «d'un fonds d'investissement».

(2) L'alinéa 113 b) de la Loi est modifié par remplacement de «d'un fonds mutuel» par «d'un fonds d'investissement».

10. L'article 114 de la Loi est modifié par remplacement de «à un fonds mutuel» par «à un fonds d'investissement» et par remplacement de «d'un fonds mutuel» par «du fonds d'investissement».

11. (1) Le paragraphe 115 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «Aucun fonds mutuel» par «Aucun fonds d'investissement» au début du paragraphe, par remplacement de «au fonds mutuel» par «au fonds d'investissement» et par remplacement de «le fonds mutuel» par «le fonds d'investissement».

(2) Le paragraphe 115 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «d'un fonds mutuel» par «d'un fonds d'investissement» et par remplacement de «au fonds mutuel» par «au fonds d'investissement».

12. Section 117 of the Act is repealed and the following substituted:**Filing by management companies**

117. (1) Every management company shall, in respect of each investment fund to which it provides services or advice, file a report prepared in accordance with the regulations of any of the following within 30 days after the end of the month in which it occurs:

1. Every transaction of purchase or sale of securities between the investment fund and any related person or company.
2. Every loan received by the investment fund from, or made by the investment fund to, any of its related persons or companies.
3. Every purchase or sale effected by the investment fund through any related person or company with respect to which the related person or company received a fee either from the investment fund or from the other party to the transaction or from both.
4. Any transaction in which, by arrangement other than an arrangement relating to insider trading in portfolio securities, the investment fund is a joint participant with one or more of its related persons or companies.

Relieving orders

(2) The Commission may, on the application of the management company of an investment fund and where it is of the opinion that it would not be prejudicial to the public interest to do so, order, subject to such terms and conditions as it may impose, that subsection (1) does not apply to any transaction or class of transactions.

13. (1) Subsection 126 (1) of the Act is repealed and the following substituted:**Freeze direction**

(1) If the Commission considers it expedient for the due administration of Ontario securities law or the regulation of the capital markets in Ontario or expedient to assist in the due administration of the securities laws or the regulation of the capital markets in another jurisdiction, the Commission may,

- (a) direct a person or company having on deposit or under its control or for safekeeping any funds, securities or property of any person or company to retain those funds, securities or property;
- (b) direct a person or company to refrain from withdrawing any funds, securities or property from another person or company who has them on deposit, under control or for safekeeping; or

12. L'article 117 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Dépôt par les compagnies de gestion**

117. (1) Dans les 30 jours de la fin du mois où sont survenues les transactions décrites aux dispositions suivantes, les compagnies de gestion déposent un rapport, rédigé conformément aux règlements, indiquant pour chaque fonds d'investissement auquel elles fournissent des services ou des conseils :

1. Les transactions d'achat ou de vente de valeurs mobilières conclues entre le fonds d'investissement et une personne ou une compagnie liée.
2. Les emprunts que le fonds d'investissement a contractés auprès des personnes ou des compagnies liées à celui-ci ou les prêts qu'il leur a consentis.
3. Les achats ou les ventes effectués par le fonds d'investissement par l'intermédiaire d'une personne ou d'une compagnie liée qui a reçu à cet égard des honoraires soit du fonds d'investissement ou de l'autre partie à la transaction, soit des deux.
4. Toute transaction dans le cadre de laquelle, par arrangement autre qu'un arrangement concernant les opérations d'initiés sur valeurs de portefeuille, le fonds d'investissement est un participant conjoint avec une ou plusieurs des personnes ou des compagnies liées à ce fonds.

Ordonnances de dispense

(2) La Commission peut, à la requête de la compagnie de gestion d'un fonds d'investissement, ordonner, sous réserve des conditions qu'elle peut imposer, que le paragraphe (1) ne s'applique pas à une transaction ou à une catégorie de transactions, si elle est d'avis que cela n'est pas préjudiciable à l'intérêt public.

13. (1) Le paragraphe 126 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Directive de blocage**

(1) Si elle le juge opportun pour l'application régulière du droit ontarien des valeurs mobilières ou la réglementation des marchés financiers en Ontario ou opportun pour aider à l'application régulière du droit des valeurs mobilières ou à la réglementation des marchés financiers sur le territoire d'une autre autorité législative, la Commission peut :

- a) au moyen d'une directive, enjoindre à une personne ou à une compagnie qui est dépositaire ou qui a le contrôle ou la garde de fonds, de valeurs mobilières ou de biens d'une personne ou d'une compagnie de retenir ces fonds, ces valeurs mobilières ou ces biens;
- b) au moyen d'une directive, enjoindre à une personne ou à une compagnie de s'abstenir de retirer des fonds, des valeurs mobilières ou des biens auprès d'une personne ou d'une compagnie qui en est le dépositaire ou qui en a le contrôle ou la garde;

- (c) direct a person or company to maintain funds, securities or property, and to refrain from disposing of, transferring, dissipating or otherwise dealing with or diminishing the value of those funds, securities or property.

Duration

(1.1) A direction under subsection (1) applies until the Commission in writing revokes the direction or consents to release funds, security or property from the direction, or until the Superior Court of Justice orders otherwise.

(2) Section 126 of the Act is amended by adding the following subsection:

Grounds for continuance or other order

(5.1) An order may be made under subsection (5) if the court is satisfied that the order would be reasonable and expedient in the circumstances, having due regard to the public interest and,

- (a) the due administration of Ontario securities law or the securities laws of another jurisdiction; or
- (b) the regulation of capital markets in Ontario or another jurisdiction.

14. Section 133 of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 2.1 A purchaser of a prescribed investment fund security trading on an exchange or an alternative trading system to whom a prescribed disclosure document referred to in subsection 71 (1.3) was required to be sent or delivered but was not sent or delivered in compliance with the regulations.

15. Section 138.14 of the Act is amended by adding the following subsection:

Suspension of limitation period

(2) A limitation period established by subsection (1) in respect of an action is suspended on the date a notice of motion for leave under section 138.8 is filed with the court and resumes running on the date,

- (a) the court grants leave or dismisses the motion and,
 - (i) all appeals have been exhausted, or
 - (ii) the time for an appeal has expired without an appeal being filed; or
- (b) the motion is abandoned or discontinued.

16. (1) Subsection 142 (2) of the Act is amended by striking out “sections 60” and substituting “sections 20, 60”.

(2) Section 142 of the Act is amended by adding the following subsection:

- c) au moyen d’une directive, enjoindre à une personne ou à une compagnie de maintenir des fonds, des valeurs mobilières ou des biens et de s’abstenir d’en disposer ou d’en diminuer la valeur, notamment en les aliénant, en les transférant ou en les dilapidant.

Durée

(1.1) La directive donnée en vertu du paragraphe (1) s’applique jusqu’à ce que la Commission la révoque par écrit ou consente, par écrit, à soustraire des fonds, des valeurs mobilières ou des biens donnés à son application, ou jusqu’à ordonnance contraire de la Cour supérieure de justice.

(2) L’article 126 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Motifs : maintien de la directive ou autre ordonnance

(5.1) Le tribunal peut rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (5) s’il est convaincu qu’elle serait raisonnable et opportune dans les circonstances, compte tenu de l’intérêt public et, selon le cas :

- a) de l’application régulière du droit ontarien des valeurs mobilières ou du droit des valeurs mobilières d’une autre autorité législative;
- b) de la réglementation des marchés financiers en Ontario ou sur le territoire d’une autre autorité législative.

14. L’article 133 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 2.1 Les acheteurs de valeurs mobilières de fonds d’investissement négociées en bourse ou sur un système de négociation parallèle qui sont prescrites auxquels un document d’information prescrit visé au paragraphe 71 (1.3) devait être envoyé ou remis, mais ne l’a pas été conformément aux règlements.

15. L’article 138.14 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Suspension du délai de prescription

(2) Le délai de prescription créé par le paragraphe (1) à l’égard d’une action est suspendu à la date où un avis de motion en autorisation visé à l’article 138.8 est déposé au tribunal et recommence à courir à la date où, selon le cas :

- a) le tribunal accorde l’autorisation ou rejette la motion et l’une des conditions suivantes est remplie :
 - (i) toutes les voies d’appel ont été épuisées,
 - (ii) le délai d’appel a expiré sans qu’un appel ait été interjeté;
- b) la motion fait l’objet d’un désistement.

16. (1) Le paragraphe 142 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «les articles 60» par «les articles 20, 60».

(2) L’article 142 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception, market participant

(2.1) The definition of “market participant” in subsection 1 (1) does not include,

- (a) Her Majesty in right of Canada;
- (b) Her Majesty in right of Ontario;
- (c) Her Majesty in right of any other province or territory of Canada; or
- (d) an agent or servant of Her Majesty, as referred to in clause (a), (b) or (c).

17. Subsection 143 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 54.1 Prescribing investment fund securities trading on an exchange or an alternative trading system for the purpose of subsection 71 (1.2), prescribing the disclosure document that is required in respect of prescribed investment fund securities under subsection 71 (1.3), prescribing the time and manner for sending or delivering the disclosure document, and prescribing the circumstances in which a purchase is not binding on a purchaser for the purpose of subsection 71 (2.1).

Commencement

18. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Exception : participant au marché

(2.1) Sont exclus de la définition de «participant au marché» au paragraphe 1 (1) :

- a) Sa Majesté du chef du Canada;
- b) Sa Majesté du chef de l'Ontario;
- c) Sa Majesté du chef de toute autre province ou d'un territoire du Canada;
- d) les mandataires ou les employés de Sa Majesté, telle qu'elle est mentionnée à l'alinéa a), b) ou c).

17. Le paragraphe 143 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 54.1 Prescrire des valeurs mobilières de fonds d'investissement négociées en bourse ou sur un système de négociation parallèle pour l'application du paragraphe 71 (1.2), prescrire le document d'information exigé à l'égard des valeurs mobilières de fonds d'investissement prescrites visées au paragraphe 71 (1.3), prescrire le moment et le mode de remise ou d'envoi du document d'information et prescrire les circonstances dans lesquelles un achat ne lie pas l'acheteur pour l'application du paragraphe 71 (2.1).

Entrée en vigueur

18. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 27
TAXATION ACT, 2007**

1. Clause (a) of the definition of “B” in subsection 12 (3) of the *Taxation Act, 2007* is amended by striking out “sections 13 or 21” and substituting “sections 13, 20.1 or 21”.

2. (1) Subsection 13 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Dividend tax credit before 2014

(1) In determining the amount of a tax payable under this Division for a taxation year ending before January 1, 2014, an individual who is resident in Ontario on the last day of the year may deduct a dividend tax credit equal to the sum of,

(2) Clause 13 (1) (a.1) of the Act is amended by adding “and before January 1, 2014” after “ending after December 31, 2009”.

(3) Clause 13 (1) (b) of the Act is amended by adding “for a taxation year ending before January 1, 2014” at the beginning.

(4) Clause 13 (2) (d) of the Act is amended by adding “and before January 1, 2014” at the end.

3. Clause 15 (1) (a) of the Act is amended by striking out “sections 13 and 14” and substituting “sections 13, 14 and 20.1”.

4. The Act is amended by adding the following section:

Ontario dividend tax credit

20.1 In determining the amount of tax payable under this Division for a taxation year ending after December 31, 2013, an individual who is resident in Ontario on the last day of the year may deduct an Ontario dividend tax credit under this section equal to the sum of,

- (a) 29.5 per cent of any amount required under subparagraph 82 (1) (b) (i) of the Federal Act to be included in computing the individual’s income for the year; and
- (b) 36.3158 per cent of any amount required under subparagraph 82 (1) (b) (ii) of the Federal Act to be included in computing the individual’s income for the year.

5. Paragraph 2 of subsection 21 (2) of the Act is amended by striking out “sections 13, 14 and 22” at the end and substituting “sections 13, 14, 20.1 and 22”.

6. (1) Subsection 23 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 7.3 Subsection 104 (5) with respect to taxation years ending on or after December 31, 2014 that are base taxation years under Part V.

**ANNEXE 27
LOI DE 2007 SUR LES IMPÔTS**

1. L’alinéa a) de la définition de l’élément «B» au paragraphe 12 (3) de la *Loi de 2007 sur les impôts* est modifié par remplacement de «l’article 13 ou 21» par «l’article 13, 20.1 ou 21».

2. (1) Le paragraphe 13 (1) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l’alinéa a) par ce qui suit :

Crédit d’impôt pour dividendes avant 2014

(1) Lors du calcul de l’impôt qu’il est tenu de payer pour une année d’imposition se terminant avant le 1^{er} janvier 2014 en application de la présente section, le particulier qui réside en Ontario le dernier jour de l’année peut déduire un crédit d’impôt pour dividendes égal au total de ce qui suit :

(2) L’alinéa 13 (1) a.1) de la Loi est modifié par adjonction de «, mais avant le 1^{er} janvier 2014» à la fin de l’alinéa.

(3) L’alinéa 13 (1) b) de la Loi est modifié par adjonction de «, pour les années d’imposition qui se terminent avant le 1^{er} janvier 2014» à la fin de l’alinéa.

(4) L’alinéa 13 (2) d) de la Loi est modifié par adjonction de «, mais avant le 1^{er} janvier 2014» à la fin de l’alinéa.

3. L’alinéa 15 (1) a) de la Loi est modifié par remplacement de «articles 13 et 14» par «articles 13, 14 et 20.1».

4. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Crédit d’impôt pour dividendes de l’Ontario

20.1 Lors du calcul de l’impôt qu’il est tenu de payer pour une année d’imposition se terminant après le 31 décembre 2013 en application de la présente section, le particulier qui réside en Ontario le dernier jour de l’année peut déduire en vertu du présent article un crédit d’impôt pour dividendes de l’Ontario égal au total de ce qui suit :

- a) 29,5 % de toute somme à inclure, en application du sous-alinéa 82 (1) b) (i) de la loi fédérale, dans le calcul du revenu du particulier pour l’année;
- b) 36,3158 % de toute somme à inclure, en application du sous-alinéa 82 (1) b) (ii) de la loi fédérale, dans le calcul du revenu du particulier pour l’année.

5. La disposition 2 du paragraphe 21 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «articles 13, 14 et 22» par «articles 13, 14, 20.1 et 22» à la fin de la disposition.

6. (1) Le paragraphe 23 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 7.3 Le paragraphe 104 (5), à l’égard des années d’imposition qui se terminent le 31 décembre 2014 ou par la suite et qui sont des années de base au sens de la partie V.

(2) Subsection 23 (3.1) of the Act is amended by striking out “a provision listed in paragraph 7.2, 8, 8.1, 9 or 10” in the portion before the formula and substituting “a provision listed in paragraph 7.2, 7.3, 8, 8.1, 9 or 10”.

7. Section 31 of the Act is amended by adding the following subsection:

Ontario business limit reduction

(5.5) Despite subsections (5) to (5.4), a Canadian-controlled private corporation’s Ontario business limit for a particular taxation year ending in a calendar year and ending after May 1, 2014 is the amount, if any, by which its Ontario business limit otherwise determined under subsections (5) to (5.4) for the particular taxation year exceeds the amount determined by the formula,

$$A \times (B/\$11,250) \times C/E$$

in which,

“A” is the amount that would, but for this subsection, be the corporation’s business limit for the particular taxation year,

“B” is the amount determined by the formula,

$$0.225\% \times (D - \$10 \text{ million})$$

in which,

“D” is,

- (a) if, in both the particular taxation year and the preceding taxation year, the corporation is not associated with any corporation, the taxable capital employed in Canada (within the meaning assigned by subsection 181.2 (1) or 181.3 (1) or section 181.4 of the Federal Act, as the case may be) of the corporation for the preceding taxation year,
- (b) if, in the particular taxation year, the corporation is not associated with any corporation but was associated with one or more corporations in the preceding taxation year, the taxable capital employed in Canada (within the meaning by subsection 181.2 (1) or 181.3 (1) or section 181.4 of the Federal Act, as the case may be) of the corporation for the particular taxation year, or
- (c) if, in the particular taxation year, the corporation is associated with one or more particular corporations, the total of all amounts each of which is the taxable capital employed in Canada (within the meaning assigned by subsection 181.2 (1) or 181.3 (1) or section 181.4 of the Federal Act, as the case may be) of the corporation or of any of the particular corporations for its last taxation year that ended in the preceding calendar year.

(2) Le paragraphe 23 (3.1) de la Loi est modifié par remplacement de «une disposition figurant à la disposition 7.2, 8, 8.1, 9 ou 10» par «une disposition figurant à la disposition 7.2, 7.3, 8, 8.1, 9 ou 10» dans le passage qui précède la formule.

7. L’article 31 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Réduction du plafond des affaires en Ontario

(5.5) Malgré les paragraphes (5) à (5.4), le plafond des affaires en Ontario d’une société privée sous contrôle canadien pour une année d’imposition donnée se terminant dans une année civile, mais après le 1^{er} mai 2014, correspond à l’excédent éventuel de son plafond des affaires en Ontario déterminé par ailleurs selon les paragraphes (5) à (5.4) pour l’année donnée sur le résultat du calcul suivant :

$$A \times (B/11\,250 \$) \times C/E$$

où :

«A» représente le montant qui correspondrait au plafond des affaires de la société pour l’année donnée n’eût été le présent paragraphe;

«B» représente la somme obtenue par la formule suivante :

$$0,225 \% \times (D - 10\,000\,000 \$)$$

où :

«D» représente, selon le cas :

- a) si la société n’est associée à aucune société au cours de l’année donnée et de l’année d’imposition précédente, son capital imposable utilisé au Canada, au sens des paragraphes 181.2 (1) ou 181.3 (1) ou de l’article 181.4 de la loi fédérale, selon le cas, pour l’année d’imposition précédente,
- b) si la société n’est associée à aucune société au cours de l’année donnée, mais était associée à une ou plusieurs sociétés au cours de l’année d’imposition précédente, son capital imposable utilisé au Canada, au sens des paragraphes 181.2 (1) ou 181.3 (1) ou de l’article 181.4 de la loi fédérale, selon le cas, pour l’année donnée,
- c) si la société est associée à une ou plusieurs sociétés données au cours de l’année donnée, le total des sommes représentant chacune le capital imposable utilisé au Canada, au sens des paragraphes 181.2 (1) ou 181.3 (1) ou de l’article 181.4 de la loi fédérale, selon le cas, de la société, ou d’une des sociétés données, pour sa dernière année d’imposition se terminant dans l’année civile précédente;

“C” is the number of days in the particular taxation year that are after May 1, 2014, and

“E” is the total number of days in the particular taxation year.

8. Paragraph 3 of subsection 102 (3) of the Act is amended by striking out the formula and substituting the following:

$$(A \times 0.75) + [(C - A) \times 0.5] + [(B - C) \times 0.3333]$$

9. Subsection 103.1.1 (19) of the Act is repealed.

10. (1) Paragraph 3 of subsection 103.3 (3) of the Act is amended by striking out “is at least \$2” and substituting “is greater than \$2”.

(2) Paragraph 2 of subsection 103.3 (3.1) of the Act is repealed and the following substituted:

2. The individual may not make the request in an amended return.

(3) Paragraph 3 of subsection 103.3 (3.3) of the Act is repealed and the following substituted:

3. The individual dies.

(4) Subsection 103.3 (4) of the Act is repealed.

11. Paragraph 1 of subsection 103.6 (4) of the Act is amended by striking out “For the purposes of this Part” at the beginning and substituting “For the purposes of sections 103.9, 103.10, 103.11 and 103.12, subsections 103.13 (1) and (2) and section 103.14”.

12. The definition of “T” in subsection 103.10 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

“T” is the amount of the grant under section 104.1 which the senior received for the taxation year immediately following the base taxation year, and

13. Clause 103.14 (1) (a) of the Act is amended by striking out “or qualified dependant”.

14. Part VII of the Act is amended by adding the following section:

Reportable transactions

110.1 (1) Section 237.3 of the Federal Act applies for the purposes of this Act in respect of a reportable transaction entered into after May 1, 2014 or a reportable transaction that is part of a series of transactions that is completed after May 1, 2014.

Same

(2) In the application of section 237.3 of the Federal Act for the purposes of this Act, references in that section to provisions of section 245 of the Federal Act shall be read as references to the comparable provisions of section 110 of this Act.

Definition

(3) In this section,

“reportable transaction” has the same meaning as in subsection 237.3 (1) of the Federal Act.

«C» représente le nombre de jours de l'année donnée qui sont postérieurs au 1^{er} mai 2014;

«E» représente le nombre total de jours de l'année donnée.

8. La disposition 3 du paragraphe 102 (3) de la Loi est modifiée par remplacement de la formule par ce qui suit :

$$(A \times 0,75) + [(C - A) \times 0,5] + [(B - C) \times 0,3333]$$

9. Le paragraphe 103.1.1 (19) de la Loi est abrogé.

10. (1) La disposition 3 du paragraphe 103.3 (3) de la Loi est modifiée par remplacement de «est d'au moins 2 \$» par «est supérieur à 2 \$».

(2) La disposition 2 du paragraphe 103.3 (3.1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Le particulier ne peut pas présenter la demande dans une déclaration modifiée.

(3) La disposition 3 du paragraphe 103.3 (3.3) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. Le particulier décède.

(4) Le paragraphe 103.3 (4) de la Loi est abrogé.

11. La disposition 1 du paragraphe 103.6 (4) de la Loi est modifiée par remplacement de «Pour l'application de la présente partie» par «Pour l'application des articles 103.9, 103.10, 103.11 et 103.12, des paragraphes 103.13 (1) et (2) et de l'article 103.14» au début du paragraphe.

12. La définition de l'élément «T» au paragraphe 103.10 (6) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«T» représente le montant de la subvention prévue à l'article 104.1 que la personne âgée a reçu pour l'année d'imposition suivant l'année de base;

13. L'alinéa 103.14 (1) a) de la Loi est modifié par suppression de «ou une personne à charge admissible».

14. La partie VII de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Opérations à déclarer

110.1 (1) L'article 237.3 de la loi fédérale s'applique dans le cadre de la présente loi à l'égard d'une opération à déclarer qui est conclue après le 1^{er} mai 2014 ou à une opération à déclarer qui fait partie d'une série d'opérations terminée après le 1^{er} mai 2014.

Idem

(2) Pour l'application de l'article 237.3 de la loi fédérale dans le cadre de la présente loi, les mentions, à cet article, de dispositions de l'article 245 de la loi fédérale valent mention des dispositions comparables de l'article 110 de la présente loi.

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.

«opération à déclarer» S'entend au sens du paragraphe 237.3 (1) de la loi fédérale.

15. Sections 156 and 157 of the Act are repealed and the following substituted:**Mailing or sending date**

156. For the purposes of this Act, if a notice or notification described in subsection 152 (3.1), 165 (3) or 166.1 (5) of the Federal Act, as it applies for the purposes of this Act, or a notice of assessment or determination is mailed or sent electronically, it shall be presumed to be mailed or sent, as the case may be, on the date of that notice or notification.

Date when electronic notice sent

156.1 Subsection 244 (14.1) of the Federal Act applies for the purposes of this Act.

Date when assessment made

157. Subsection 244 (15) of the Federal Act applies for the purposes of this Act.

16. (1) Paragraph 1 of section 176 of the Act is amended by adding the following subparagraph:

- xvi. The healthy homes renovation tax credit under section 103.1.1.

(2) Section 176 of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 1.1 The portion of the Ontario Trillium Benefit attributable to the Northern Ontario energy credit established under Part IV.1.

Commencement

17. (1) Subject to subsections (2) to (8), this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(2) If a proclamation under subsection (1) names a day as the day section 8 comes into force, section 8 is deemed to have come into force on January 1, 2009.

Same

(3) If a proclamation under subsection (1) names a day as the day section 15 comes into force, section 15 is deemed to have come into force on December 15, 2010.

Same

(4) If a proclamation under subsection (1) names a day as the day section 11, 12 or 13 comes into force, section 11, 12 or 13, as the case may be, is deemed to have come into force on May 12, 2011.

Same

(5) If a proclamation under subsection (1) names a day as the day subsection 10 (1), (2) or (3) comes into force, subsection 10 (1), (2) or (3), as the case may be, is deemed to have come into force on June 21, 2013.

15. Les articles 156 et 157 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**Date de mise à la poste ou d'envoi**

156. Pour l'application de la présente loi, l'avis ou la notification prévu au paragraphe 152 (3.1), 165 (3) ou 166.1 (5) de la loi fédérale, tel qu'il s'applique dans le cadre de la présente loi, ou l'avis de cotisation ou de détermination qui est mis à la poste ou envoyé par voie électronique est présumé avoir été mis à la poste ou envoyé, selon le cas, à la date apparaissant sur l'avis ou sur la notification.

Date d'envoi d'un avis électronique

156.1 Le paragraphe 244 (14.1) de la loi fédérale s'applique dans le cadre de la présente loi.

Date d'établissement de la cotisation

157. Le paragraphe 244 (15) de la loi fédérale s'applique dans le cadre de la présente loi.

16. (1) La disposition 1 de l'article 176 de la Loi est modifiée par adjonction de la sous-disposition suivante :

- xvi. Le crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être prévu à l'article 103.1.1.

(2) L'article 176 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 1.1 La portion de la prestation Trillium de l'Ontario qui est attribuable au crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario créé par la partie IV.1.

Entrée en vigueur

17. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (8), la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

(2) Si une proclamation prise en vertu du paragraphe (1) fixe un jour comme jour d'entrée en vigueur de l'article 8, cet article est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Idem

(3) Si une proclamation prise en vertu du paragraphe (1) fixe un jour comme jour d'entrée en vigueur de l'article 15, cet article est réputé être entré en vigueur le 15 décembre 2010.

Idem

(4) Si une proclamation prise en vertu du paragraphe (1) fixe un jour comme jour d'entrée en vigueur de l'article 11, 12 ou 13, selon le cas, cet article est réputé être entré en vigueur le 12 mai 2011.

Idem

(5) Si une proclamation prise en vertu du paragraphe (1) fixe un jour comme jour d'entrée en vigueur du paragraphe 10 (1), (2) ou (3), selon le cas, ce paragraphe est réputé être entré en vigueur le 21 juin 2013.

Same

(6) If a proclamation under subsection (1) names a day as the day section 7 or 14 comes into force, section 7 or 14, as the case may be, is deemed to have come into force on May 1, 2014.

Same

(7) If a proclamation under subsection (1) names a day as the day section 1, 2, 3, 4 or 5 comes into force, section 1, 2, 3, 4 or 5, as the case may be, is deemed to have come into force on January 1, 2014.

Same

(8) If a proclamation under subsection (1) names a day as the day section 6 comes into force, section 6 comes into force on July 1, 2015.

Idem

(6) Si une proclamation prise en vertu du paragraphe (1) fixe un jour comme jour d'entrée en vigueur de l'article 7 ou 14, selon le cas, cet article est réputé être entré en vigueur le 1^{er} mai 2014.

Idem

(7) Si une proclamation prise en vertu du paragraphe (1) fixe un jour comme jour d'entrée en vigueur de l'article 1, 2, 3, 4 ou 5, selon le cas, cet article est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Idem

(8) Si une proclamation prise en vertu du paragraphe (1) fixe un jour comme jour d'entrée en vigueur de l'article 6, cet article entre en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

SCHEDULE 28 TAXPAYER PROTECTION ACT, 1999

1. (1) Subsection 2 (9) of the *Taxpayer Protection Act, 1999* is amended by striking out “If any bill described in subsection (8) is enacted” at the beginning and substituting “If the amendment described in paragraph 1 of subsection (8) is enacted”.

(2) Subsection 2 (10) of the Act is amended by striking out “or to provide for the elimination of any tax rate increases described in paragraph 2 of subsection (8)” at the end.

(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception, 2014

(11) Subsection (1) does not apply to any bill that receives First Reading in 2014 and that includes a provision that would do any of the following:

1. Re-enact subsection 2 (2) of the *Gasoline Tax Act* to increase the tax rate on aviation fuel by,
 - i. one cent per litre, effective the day after that bill receives Royal Assent,
 - ii. one cent per litre, effective on April 1, 2015,
 - iii. one cent per litre, effective on April 1, 2016, and
 - iv. one cent per litre, effective on April 1, 2017.
2. Amend the *Taxation Act, 2007*,
 - i. by amending subsection 3 (1) of that Act to define the “middle tax rate” as 11.16 per cent, the “second-highest tax rate” as 12.16 per cent and the “second-lowest tax rate” as 9.15 per cent, and
 - ii. by re-enacting subsection 6 (1) of that Act to provide that the basic personal income tax for a taxation year of an individual ending after December 31, 2013 is the sum of the following amounts:
 - A. The amount calculated by multiplying the lowest tax rate for the year by the portion of the individual’s tax base for the year that does not exceed \$40,120.
 - B. The amount calculated by multiplying the second-lowest tax rate for the year by the amount by which the individual’s tax base for the year exceeds \$40,120, but does not exceed \$80,242.
 - C. The amount calculated by multiplying the middle tax rate for the year by the

ANNEXE 28 LOI DE 1999 SUR LA PROTECTION DES CONTRIBUABLES

1. (1) Le paragraphe 2 (9) de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables* est modifié par remplacement de «Si un projet de loi visé au paragraphe (8) est édicté» par «Si la modification visée à la disposition 1 du paragraphe (8) est édictée» au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 2 (10) de la Loi est modifié par suppression de «ou l’élimination de toute augmentation du taux d’imposition visée à la disposition 2 du paragraphe (8)» à la fin du paragraphe.

(3) L’article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception : 2014

(11) Le paragraphe (1) ne s’applique pas à tout projet de loi qui reçoit la première lecture en 2014 et qui comprend une disposition qui produirait l’un ou l’autre des effets suivants :

1. Réédicter le paragraphe 2 (2) de la *Loi de la taxe sur l’essence* pour augmenter le taux de la taxe sur le carburant aviation de :
 - i. un cent par litre à partir du lendemain du jour où ce projet de loi reçoit la sanction royale,
 - ii. un cent par litre à partir du 1^{er} avril 2015,
 - iii. un cent par litre à partir du 1^{er} avril 2016,
 - iv. un cent par litre à partir du 1^{er} avril 2017.
2. Modifier la *Loi de 2007 sur les impôts* :
 - i. en modifiant le paragraphe 3 (1) de cette loi pour définir le «taux d’imposition moyen» comme étant de 11,16 %, le «deuxième taux d’imposition le plus élevé» comme étant de 12,16 % et le «deuxième taux d’imposition le moins élevé» comme étant de 9,15 %,
 - ii. en rééditant le paragraphe 6 (1) de cette loi pour prévoir que l’impôt de base sur le revenu d’un particulier pour une année d’imposition qui se termine après le 31 décembre 2013 correspond à la somme des montants suivants :
 - A. Le montant calculé en multipliant le taux d’imposition le moins élevé pour l’année par la portion de l’assiette fiscale du particulier pour l’année qui ne dépasse pas 40 120 \$.
 - B. Le montant calculé en multipliant le deuxième taux d’imposition le moins élevé pour l’année par le montant de l’assiette fiscale du particulier pour l’année qui dépasse 40 120 \$, mais ne dépasse pas 80 242 \$.
 - C. Le montant calculé en multipliant le taux d’imposition moyen pour l’année

amount by which the individual's tax base for the year exceeds \$80,242, but does not exceed \$150,000.

- D. The amount calculated by multiplying the second-highest tax rate for the year by the amount by which the individual's tax base for the year exceeds \$150,000, but does not exceed \$220,000.
- E. The amount calculated by multiplying the highest tax rate for the year by the amount by which the individual's tax base for the year exceeds \$220,000.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Opportunity and Securing Our Future Act (Budget Measures), 2014* receives Royal Assent.

par le montant de l'assiette fiscale du particulier pour l'année qui dépasse 80 242 \$, mais ne dépasse pas 150 000 \$.

- D. Le montant calculé en multipliant le deuxième taux d'imposition le plus élevé pour l'année par le montant de l'assiette fiscale du particulier pour l'année qui dépasse 150 000 \$, mais ne dépasse pas 220 000 \$.
- E. Le montant calculé en multipliant le taux d'imposition le plus élevé pour l'année par le montant de l'assiette fiscale du particulier pour l'année qui dépasse 200 000 \$.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 29
TOBACCO TAX ACT**

1. (1) Section 24 of the *Tobacco Tax Act* is amended by adding the following subsections:

Continued detention of vehicle

(10.1) If tobacco has been seized under subsection (3), a person who is authorized by the Minister for the purpose may continue to detain the vehicle detained under subsection (1) until it is impounded under subsection (10.2) if the vehicle was used for the purposes of transporting or possessing the tobacco in contravention of this Act and if the tobacco exceeds any of the following amounts:

1. 10,000 unmarked cigarettes.
2. 10,000 grams of unmarked fine cut tobacco.
3. 10,000 marked cigarettes.
4. 10,000 grams of marked fine cut tobacco.
5. 200 cigars.
6. 10,000 grams of any tobacco product other than cigarettes, cigars or fine cut tobacco.
7. 10,000 grams of raw leaf tobacco.

Administrative seven-day impoundment

(10.2) Upon a vehicle being detained under subsection (10.1), the vehicle shall, at the cost of and risk to its owner,

- (a) be removed to an impound facility as directed by the person authorized by the Minister under subsection (10.1); and
- (b) be impounded for seven days.

Release of vehicle

(10.3) Subject to subsection (10.10), the vehicle shall be released to its owner from the impound facility upon the expiry of the period of impoundment.

Early release of vehicle

(10.4) Despite the detention or impoundment of a vehicle under this section, a person authorized by the Minister under subsection (10.1) may release the vehicle to its owner before it is impounded under subsection (10.2) or, subject to subsection (10.10), may direct the operator of the impound facility where the vehicle is impounded to release the vehicle to its owner before the expiry of the seven days if the person authorized is satisfied that,

- (a) the vehicle was stolen at the time that it was stopped under subsection (1);
- (b) the owner of the vehicle had no knowledge that the vehicle would be used to transport or possess tobacco at the time the owner permitted the driver of the vehicle to use the vehicle and the owner's lack of knowledge was reasonable; or

**ANNEXE 29
LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC**

1. (1) L'article 24 de la *Loi de la taxe sur le tabac* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Rétention continue du véhicule

(10.1) Si du tabac a été saisi en vertu du paragraphe (3), la personne qui y est autorisée par le ministre peut continuer de retenir le véhicule retenu en vertu du paragraphe (1) jusqu'à ce qu'il soit mis en fourrière en application du paragraphe (10.2) s'il a servi au transport ou à la possession du tabac en contravention à la présente loi et que la quantité de tabac dépasse l'une ou l'autre des quantités suivantes :

1. 10 000 cigarettes non marquées.
2. 10 000 grammes de tabac haché fin non marqué.
3. 10 000 cigarettes marquées.
4. 10 000 grammes de tabac haché fin marqué.
5. 200 cigares.
6. 10 000 grammes de tout produit du tabac autre que des cigarettes, des cigares ou du tabac haché fin.
7. 10 000 grammes de tabac en feuilles.

Mise en fourrière administrative de sept jours

(10.2) Lorsqu'un véhicule est retenu en application du paragraphe (10.1), le véhicule, aux frais et risques du propriétaire :

- a) d'une part, est envoyé à la fourrière qu'ordonne la personne autorisée par le ministre au titre du paragraphe (10.1);
- b) d'autre part, demeure en fourrière pendant sept jours.

Restitution du véhicule

(10.3) Sous réserve du paragraphe (10.10), le véhicule est restitué à son propriétaire à l'expiration de la période de mise en fourrière.

Restitution anticipée du véhicule

(10.4) Malgré la rétention ou la mise en fourrière d'un véhicule en application du présent article, la personne autorisée par le ministre au titre du paragraphe (10.1) peut restituer le véhicule à son propriétaire avant sa mise en fourrière en application du paragraphe (10.2) ou, sous réserve du paragraphe (10.10), elle peut enjoindre à l'exploitant de la fourrière où se trouve le véhicule de le restituer à son propriétaire avant l'expiration des sept jours si elle est convaincue que, selon le cas :

- a) le véhicule était un véhicule volé au moment où il a été arrêté en vertu du paragraphe (1);
- b) le propriétaire du véhicule ne savait pas que celui-ci servirait au transport ou à la possession de tabac au moment où il a permis au conducteur de s'en servir et son ignorance de ce fait était raisonnable;

- (c) the owner knew that the vehicle would be used to transport or possess tobacco and exercised due diligence to determine that the transportation or possession of the tobacco would not be in contravention of this Act.

Duty of authorized person re impoundment

(10.5) Every person authorized by the Minister under subsection (10.1) who detains a vehicle under that subsection shall, as soon as practicable,

- (a) prepare a notice identifying the vehicle that is to be impounded under subsection (10.2), the name and address of the driver, the date and time of the impoundment, the period of time for which the vehicle is impounded, the place where the vehicle may be recovered and the availability of early release of the vehicle under subsection (10.4); and
- (b) serve the driver with a copy of the notice.

Same

(10.6) Service of a copy of a notice under subsection (10.5) on the driver of the vehicle is deemed to be service on and sufficient notice to the owner of the vehicle.

Further notice to owner

(10.7) In addition to serving the owner of the vehicle through service on the driver under subsection (10.5), a person authorized by the Minister for the purposes of subsection (10.1) shall as soon as practicable provide a copy of the notice prepared under subsection (10.5) to the owner by delivering it personally to the owner or by mailing it to the owner's last known address.

No appeal or hearing

(10.8) There is no appeal from, or right to be heard before, a vehicle detention or vehicle impoundment under subsection (10.1) or (10.2), but this subsection does not affect the taking of any proceeding in court.

Lien for storage costs

(10.9) The costs incurred by the person who operates the impound facility where a vehicle is impounded under this section are a lien on the vehicle that may be enforced under the *Repair and Storage Liens Act*.

Costs to be paid before release of vehicle

(10.10) The person who operates the impound facility where a vehicle is impounded under subsection (10.2) is not required to release the vehicle until the removal and impound costs for the vehicle have been paid and if the Crown is the person who operates the impound facility, the Crown is not required to release the vehicle until those costs have been paid.

Owner may recover losses from driver

(10.11) The owner of a vehicle that is impounded under this section may bring an action against the driver of the vehicle at the time the vehicle was detained under

- c) le propriétaire savait que le véhicule servirait au transport ou à la possession de tabac et a fait preuve de diligence raisonnable pour établir que le transport ou la possession du tabac ne contreviendrait pas à la présente loi.

Obligations de la personne autorisée : mise en fourrière

(10.5) Dès que matériellement possible, la personne autorisée par le ministre au titre du paragraphe (10.1) qui retient un véhicule en application de ce paragraphe :

- a) rédige un avis qui identifie le véhicule devant être mis en fourrière en application du paragraphe (10.2), qui donne le nom et l'adresse du conducteur ainsi que la date et l'heure de la mise en fourrière, la durée de celle-ci et le lieu où le véhicule peut être recouvré et qui mentionne la possibilité, prévue au paragraphe (10.4), d'une restitution anticipée du véhicule;
- b) signifie au conducteur une copie de l'avis.

Idem

(10.6) La signification d'une copie de l'avis en application du paragraphe (10.5) au conducteur du véhicule est réputée constituer une signification au propriétaire du véhicule ainsi qu'un avis suffisant à celui-ci.

Autre avis au propriétaire

(10.7) En plus de la signification faite au propriétaire du véhicule par celle faite au conducteur en application du paragraphe (10.5), la personne autorisée par le ministre au titre du paragraphe (10.1) remet dès que matériellement possible une copie de l'avis rédigé en application du paragraphe (10.5) au propriétaire, soit à personne, soit par courrier envoyé à sa dernière adresse connue.

Pas d'appel ni d'audience

(10.8) Les rétentions ou les mises en fourrière de véhicules visées au paragraphe (10.1) ou (10.2) ne sont pas susceptibles d'appel ni d'audience. Toutefois, le présent paragraphe n'a pas pour effet d'empêcher l'introduction d'une instance devant un tribunal.

Privilege : frais d'entreposage

(10.9) Les frais engagés par la personne qui exploite la fourrière où un véhicule est envoyé en application du présent article constituent un privilège sur le véhicule qui peut être exécuté en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*.

Paiement des frais avant la restitution

(10.10) La personne qui exploite la fourrière où un véhicule est envoyé en application du paragraphe (10.2) n'est pas tenue de restituer le véhicule tant que les frais d'enlèvement et de mise en fourrière n'ont pas été payés. Il en est de même si c'est la Couronne qui exploite la fourrière.

Recouvrement par le propriétaire

(10.11) Le propriétaire d'un véhicule qui est mis en fourrière en application du présent article peut intenter contre la personne qui le conduisait au moment de sa ré-

subsection (1) to recover any costs or other losses incurred by the owner in connection with the impoundment provided that the owner did not know and could not reasonably have known that the vehicle would be used for the purposes of transporting or possessing tobacco in contravention of this Act.

Offence

(10.12) Every person who obstructs or interferes with a person authorized under subsection (10.1) in the performance of his or her duties under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Impoundment concurrent with other administrative impoundments

(10.13) The impoundment of a vehicle under this section runs concurrently with an impoundment, if any, of the same vehicle under any other Act.

(2) The definition of “vehicle” in subsection 24 (11) of the Act is amended by striking out “a number plate is attached” and substituting “a number plate is or should be attached”.

2. (1) Paragraphs 1, 2 and 3 of subsection 31 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

1. If the tobacco product is unmarked cigarettes, an amount equal to three times the tax that would be payable under section 2 by a consumer purchasing the same quantity of cigarettes that were sold or delivered by the person for resale without holding a subsisting wholesaler's permit.
2. If the tobacco product is marked cigarettes, an amount equal to \$25 for each 200 cigarettes sold or delivered by the person for resale without holding a subsisting wholesaler's permit.
3. If the tobacco product is unmarked fine cut tobacco, an amount equal to three times the tax that would be payable under section 2 by a consumer purchasing the same amount of fine cut tobacco that was sold or delivered by the person for resale without holding a subsisting wholesaler's permit.
4. If the tobacco product is marked fine cut tobacco, an amount equal to \$25 for each 200 grams of fine cut tobacco sold or delivered by the person for resale without holding a subsisting wholesaler's permit.
5. If the tobacco product is cigars, for every cigar, an amount equal to 170 per cent of the price at which the cigar was sold.
6. If the tobacco product is not cigarettes, fine cut tobacco or cigars, an amount equal to three times the tax that would be payable under section 2 by a

tention en application du paragraphe (1) une action en recouvrement des frais qu'il a engagés ou autres pertes qu'il a subies relativement à la mise en fourrière, du moment qu'il ne savait pas ni ne pouvait raisonnablement savoir que le véhicule servirait au transport ou à la possession de tabac en contravention à la présente loi.

Infraction

(10.12) Quiconque entrave ou gêne une personne autorisée au titre du paragraphe (10.1) dans l'exercice des fonctions que lui attribue le présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou d'une seule de ces peines.

Mises en fourrière concurrentes

(10.13) La mise en fourrière d'un véhicule prévue au présent article court concurrentement avec la mise en fourrière du même véhicule, le cas échéant, prévue par toute autre loi.

(2) La définition de «véhicule» au paragraphe 24 (11) de la Loi est modifiée par remplacement de «auquel une plaque d'immatriculation est fixée» par «auquel une plaque d'immatriculation est fixée ou devrait l'être».

2. (1) Les dispositions 1, 2 et 3 du paragraphe 31 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

1. Si le produit du tabac consiste en des cigarettes non marquées, un montant égal à trois fois la taxe qui serait payable en application de l'article 2 par un consommateur qui achète la même quantité de cigarettes que celle que la personne a vendue ou livrée en vue de la revente sans permis de grossiste valide.
2. Si le produit du tabac consiste en des cigarettes marquées, un montant égal à 25 \$ par tranche de 200 cigarettes que la personne a vendue ou livrée en vue de la revente sans permis de grossiste valide.
3. Si le produit du tabac consiste en du tabac haché fin non marqué, un montant égal à trois fois la taxe qui serait payable en application de l'article 2 par un consommateur qui achète la même quantité de tabac haché fin que celle que la personne a vendue ou livrée en vue de la revente sans permis de grossiste valide.
4. Si le produit du tabac consiste en du tabac haché fin marqué, un montant égal à 25 \$ par tranche de 200 grammes de tabac haché fin que la personne a vendue ou livrée en vue de la revente sans permis de grossiste valide.
5. Si le produit du tabac consiste en des cigares, un montant égal à 170 % du prix de vente de chaque cigar.
6. Si le produit du tabac ne consiste pas en des cigarettes, du tabac haché fin ou des cigares, un montant égal à trois fois la taxe qui serait payable en

consumer purchasing the same quantity of tobacco products that were sold or delivered by the person for resale without holding a subsisting wholesaler's permit.

(2) Subparagraph 2 i of subsection 31 (2) of the Act is amended by striking out "\$8" and substituting "\$25".

(3) Subparagraph 4 i of subsection 31 (2) of the Act is amended by striking out "\$8" and substituting "\$25".

3. (1) Subparagraph 2 i of subsection 35 (2) of the Act is amended by striking out "\$8" and substituting "\$25".

(2) Subparagraph 4 i of subsection 35 (2) of the Act is amended by striking out "\$8" and substituting "\$25".

(3) Subparagraph 2 i of subsection 35 (2.0.1) of the Act is amended by striking out "\$8" and substituting "\$25".

(4) Subparagraph 4 i of subsection 35 (2.0.1) of the Act is amended by striking out "\$8" and substituting "\$25".

(5) Paragraphs 1, 2 and 3 of subsection 35 (4) of the Act are repealed and the following substituted:

1. If the tobacco product is unmarked cigarettes, an amount equal to three times the tax that would be payable under section 2 by a consumer purchasing the same quantity of cigarettes that were purchased, stored, delivered, transported or possessed.
2. If the tobacco product is marked cigarettes, an amount equal to \$25 for each 200 cigarettes purchased, stored, delivered, transported or possessed.
3. If the tobacco product is unmarked fine cut tobacco, an amount equal to three times the tax that would be payable under section 2 by a consumer purchasing the same amount of fine cut tobacco that were purchased, stored, delivered, transported or possessed.
4. If the tobacco product is marked fine cut tobacco, an amount equal to \$25 for each 200 grams of fine cut tobacco purchased, stored, delivered, transported or possessed.
5. If the tobacco product is cigars, for every cigar purchased by the person, an amount equal to 170 per cent of the price at which the cigar was purchased.
6. If the tobacco product is not cigarettes, fine cut tobacco or cigars, an amount equal to three times the tax that would be payable under section 2 by a consumer purchasing the same quantity of tobacco

application de l'article 2 par un consommateur qui achète la même quantité de produits du tabac que celle que la personne a vendue ou livrée en vue de la revente sans permis de grossiste valide.

(2) La sous-disposition 2 i du paragraphe 31 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «8 \$» par «25 \$».

(3) La sous-disposition 4 i du paragraphe 31 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «8 \$» par «25 \$».

3. (1) La sous-disposition 2 i du paragraphe 35 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «8 \$» par «25 \$».

(2) La sous-disposition 4 i du paragraphe 35 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «8 \$» par «25 \$».

(3) La sous-disposition 2 i du paragraphe 35 (2.0.1) de la Loi est modifiée par remplacement de «8 \$» par «25 \$».

(4) La sous-disposition 4 i du paragraphe 35 (2.0.1) de la Loi est modifiée par remplacement de «8 \$» par «25 \$».

(5) Les dispositions 1, 2 et 3 du paragraphe 35 (4) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

1. Si le produit du tabac consiste en des cigarettes non marquées, un montant égal à trois fois la taxe qui serait payable en application de l'article 2 par un consommateur qui achète la même quantité de cigarettes que celle que la personne a achetée, entreposée, livrée ou transportée ou dont elle était en possession.
2. Si le produit du tabac consiste en des cigarettes marquées, un montant égal à 25 \$ par tranche de 200 cigarettes que la personne a achetée, entreposée, livrée ou transportée ou dont elle était en possession.
3. Si le produit du tabac consiste en du tabac haché fin non marqué, un montant égal à trois fois la taxe qui serait payable en application de l'article 2 par un consommateur qui achète la même quantité de tabac haché fin que celle que la personne a achetée, entreposée, livrée ou transportée ou dont elle était en possession.
4. Si le produit du tabac consiste en du tabac haché fin marqué, un montant égal à 25 \$ par tranche de 200 grammes de tabac haché fin que la personne a achetée, entreposée, livrée ou transportée ou dont elle était en possession.
5. Si le produit du tabac consiste en des cigares, un montant égal à 170 % du prix d'achat de chaque cigare.
6. Si le produit du tabac ne consiste pas en des cigarettes, du tabac haché fin ou des cigares, un montant égal à trois fois la taxe qui serait payable en application de l'article 2 par un consommateur qui

products that were purchased, stored, delivered, transported or possessed.

4. The Act is amended by adding the following section:

Presiding judge

36.3 The Crown, by notice to the clerk of the Ontario Court of Justice, may require that a provincial judge preside over a proceeding in respect of an offence under this Act.

Commencement

5. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

achète la même quantité de produits du tabac que celle que la personne a achetée, entreposée, livrée ou transportée ou dont elle était en possession.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Juge qui préside

36.3 La Couronne peut, par avis au greffier de la Cour de justice de l'Ontario, exiger qu'un juge provincial préside une instance relative à une infraction prévue par la présente loi.

Entrée en vigueur

5. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 30
TRILLIUM TRUST ACT, 2014****Definitions****1.** In this Act,

“constructing” includes reconstructing, improving, extending, altering, replacing and repairing; (“construction”)

“fiscal year” means the period from the 1st day of April in one year to the 31st day of March in the next year; (“exercice”)

“infrastructure” means the physical structures, associated facilities and things by or through which a public service is provided to the people of Ontario, such as public transportation systems, highways, bridges, water works, hospitals, courthouses and schools, but does not include any physical structures, facilities or things that are excluded under the regulations; (“infrastructure”)

“ministry” means a ministry of the Government of Ontario; (“ministère”)

“net proceeds of disposition” means the gain realized when a ministry or public entity disposes of a qualifying asset; (“produit net de disposition”)

“public entity” has the same meaning as in the *Financial Administration Act*; (“entité publique”)

“public money” has the same meaning as in the *Financial Administration Act*; (“deniers publics”)

“qualifying asset” means an asset prescribed in the regulations; (“actif admissible”)

“tangible capital asset” means a tangible capital asset by or through which a public service is provided to the people of Ontario, other than a physical structure, facility or thing described in the definition of “infrastructure”; (“immobilisation corporelle”)

“Trillium Trust” means the account established under section 2. (“Fonds Trillium”)

Trillium Trust

2. (1) The Minister of Finance shall maintain in the Public Accounts an account to be known as the Trillium Trust in which shall be recorded all receipts and disbursements of public money under this Act.

Special purposes

(2) Money credited to the Trillium Trust is deemed, for the purposes of the *Financial Administration Act*, to be money paid to Ontario for the following special purposes:

1. To fund, directly or indirectly, costs incurred in connection with constructing or acquiring infrastructure or other tangible capital assets.

**ANNEXE 30
LOI DE 2014 SUR LE FONDS TRILLIUM****Définitions**

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«actif admissible» Actif prescrit par règlement. («qualifying asset»)

«construction» S'entend en outre de la reconstruction, de l'amélioration, de l'agrandissement, du prolongement, de la modification, du remplacement et de la réparation. («constructing»)

«deniers publics» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («public money»)

«entité publique» S'entend au sens de la *Loi sur l'administration financière*. («public entity»)

«exercice» La période commençant le 1^{er} avril et se terminant le 31 mars de l'année suivante. («fiscal year»)

«Fonds Trillium » Le compte établi en application de l'article 2. («Trillium Trust»)

«immobilisation corporelle» Immobilisation corporelle grâce à laquelle un service public est fourni à la population ontarienne, à l'exclusion d'une structure physique, d'une installation ou d'une chose comprise dans la définition de «infrastructure». («tangible capital asset»)

«infrastructure» L'ensemble des structures physiques, des installations connexes et des choses grâce auxquelles un service public est fourni à la population ontarienne, telles que les réseaux de transport en commun, les voies publiques, les ponts, les réseaux d'adduction d'eau, les hôpitaux, les palais de justice et les écoles, à l'exclusion toutefois des structures physiques, installations ou choses exclues par règlement. («infrastructure»)

«ministère» Ministère du gouvernement de l'Ontario. («ministry»)

«produit net de disposition» Le gain qu'un ministère ou une entité publique tire de la disposition d'un actif admissible. («net proceeds of disposition»)

Fonds Trillium

2. (1) Le ministre des Finances tient dans les comptes publics un compte appelé Fonds Trillium, dans lequel sont consignés les encaissements et décaissements de deniers publics effectués dans le cadre de la présente loi.

Fins particulières

(2) Les sommes portées au crédit du Fonds Trillium sont réputées être, pour l'application de la *Loi sur l'administration financière*, des sommes versées à l'Ontario aux fins particulières suivantes :

1. Financer, directement ou indirectement, les coûts engagés relativement à la construction ou à l'acquisition d'infrastructure ou d'autres immobilisations corporelles.

2. To reimburse the Province of Ontario for expenditures it incurs, directly or indirectly, in connection with constructing or acquiring infrastructure or other tangible capital assets.

Disposition of qualifying asset

3. (1) When a public entity disposes of a qualifying asset, the public entity shall promptly pay into the Consolidated Revenue Fund the amount that is required to be credited to the Trillium Trust under the regulations.

Amounts to be credited

(2) The Trillium Trust shall be credited with the following amounts:

1. In the case of a disposition of a qualifying asset by a public entity, an amount equal to the amount that has been paid into the Consolidated Revenue Fund under subsection (1).
2. In the case of a disposition of a qualifying asset by a ministry, an amount equal to the amount that is required to be credited to the Trillium Trust under the regulations and that has been paid into the Consolidated Revenue Fund.

Regulations

4. (1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Treasury Board may make regulations,

- (a) designating an asset of a ministry or a public entity as a qualifying asset for the purposes of this Act;
- (b) prescribing the manner in which the net proceeds of disposition of a qualifying asset are to be calculated;
- (c) designating the amount of the net proceeds of disposition of a qualifying asset that is to be credited to the Trillium Trust, or the method of calculating the amount;
- (d) excluding physical structures, facilities or things from the definition of “infrastructure” in section 1;
- (e) respecting the accounting for, and the reporting, management and administration of, the Trillium Trust.

Timing of regulation

(2) A regulation under clause (1) (a), (b) or (c) may be made before or after the disposition of the relevant asset.

Same

(3) A regulation under clause (1) (a) may designate an asset that was disposed of before the day this section comes into force as a qualifying asset for the purposes of this Act.

Commencement

5. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

2. Rembourser à la province de l'Ontario les dépenses qu'elle engage, directement ou indirectement, relativement à la construction ou à l'acquisition d'infrastructure ou d'autres immobilisations corporelles.

Disposition d'un actif admissible

3. (1) L'entité publique qui dispose d'un actif admissible verse promptement au Trésor la somme qui doit être portée au crédit du Fonds Trillium en application des règlements.

Sommes à créditer

(2) Les sommes suivantes sont portées au crédit du Fonds Trillium :

1. Dans le cas de la disposition d'un actif admissible effectuée par une entité publique, une somme égale à celle qui a été versée au Trésor en application du paragraphe (1).
2. Dans le cas de la disposition d'un actif admissible effectuée par un ministère, une somme égale à celle qui doit être portée au crédit du Fonds Trillium en application des règlements et qui a été versée au Trésor.

Règlements

4. (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le Conseil du Trésor peut, par règlement :

- a) désigner tout actif d'un ministère ou d'une entité publique comme actif admissible pour l'application de la présente loi;
- b) prescrire le mode de calcul du produit net de la disposition d'un actif admissible;
- c) désigner le montant du produit net de la disposition d'un actif admissible à porter au crédit du Fonds Trillium ou le mode de calcul de ce montant;
- d) exclure des structures physiques, des installations ou des choses de la définition de « infrastructure » à l'article 1;
- e) traiter de la comptabilisation, de la gestion et de l'administration du Fonds Trillium ainsi que des rapports à produire à son égard.

Prise d'un règlement

(2) Le règlement prévu à l'alinéa (1) a), b) ou c) peut être pris avant ou après la disposition de l'actif concerné.

Idem

(3) Le règlement pris en vertu de l'alinéa (1) a) peut désigner un actif qui a fait l'objet d'une disposition avant l'entrée en vigueur du présent article comme actif admissible pour l'application de la présente loi.

Entrée en vigueur

5. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Short title

6. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Trillium Trust Act, 2014*.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2014 sur le Fonds Trillium*.

.

3 1761 11470549 4

